



Numéro 166

**RECUEIL
DES ACTES ADMINISTRATIFS
de la Ville de Belfort**

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, les actes parus au présent Recueil des Actes Administratifs peuvent être consultés au siège Hôtel de VILLE de BELFORT et du GRAND BELFORT Communauté d'Agglomération Place d'Armes - 90020 Belfort Cedex et sur le site internet www.belfort.fr

JUILLET-AOUT-SEPTEMBRE 2019

SOMMAIRE

Conseil Municipal mercredi 25 septembre 2019 ----- P. 1

Arrêtés ----- P. 634



CONSEIL MUNICIPAL
MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019
à 19 heures

ORDRE DU JOUR

Appel nominal

19-84	M. Damien MESLOT	Nomination du Secrétaire de Séance.
19-85	M. Damien MESLOT	Adoption du compte rendu de la séance du Conseil Municipal du mercredi 26 juin 2019.
19-86	M. Damien MESLOT	Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.
19-87	M. Damien MESLOT	Suites données aux recommandations de la Chambre Régionale des Comptes au contrôle des comptes et de la gestion portant sur les exercices 2011-2018.
19-88	M. Damien MESLOT	Modification des statuts de Territoire d'Energie 90 (ex-SIAGEP 90).
19-89	M. Damien MESLOT	Remboursement des frais de déplacement.
19-90	M. Damien MESLOT	Créations et suppressions de postes.
19-91	M. Sébastien VIVOT	Décision Budgétaire Modificative n° 1 de l'exercice 2019 du Budget principal de la Ville et du Budget annexe du CFA.
19-92	M. Sébastien VIVOT	Mandat spécial accordé au Maire pour le 11 septembre 2019.
19-93	M. Sébastien VIVOT	Lancement de la procédure d'attribution d'une concession de service concernant la mise à disposition, l'entretien et la maintenance du mobilier urbain - Constitution d'un groupement de commandes - Modification.
19-94	M. Sébastien VIVOT	Marché de mise à disposition, d'entretien et de maintenance du mobilier urbain - Avenant n° 6 de prolongation.
19-95	M. Sébastien VIVOT	Concession pour la distribution publique du gaz naturel - Compte rendu d'activité 2018.

19-96	M. Sébastien VIVOT	Réseau de chaleur des Glacis du Château - Compte rendu annuel 2018.
19-97	M. Sébastien VIVOT	Avenant au marché d'assurance 13V187 - Lot n° 3 Flotte auto.
19-98	M. Sébastien VIVOT	Convention de servitude avec GRDF réseaux Est - Desserte du programme Néolia rue Haxo.
19-99	M. Sébastien VIVOT	Avenant à la convention de télétransmission des actes au contrôle de légalité et au contrôle budgétaire par voie électronique.
19-100	M. Sébastien VIVOT	Lancement d'un appel d'offres ouvert pour les prestations d'entretien ménager de bâtiments de la Ville de Belfort.
19-101	M. Sébastien VIVOT	Centre Technique Municipal (C.T.M.) - Bâtiment administratif - Restructuration du 1er niveau du bâtiment de direction.
19-102	M. Sébastien VIVOT	Acquisition des locaux de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) sis 11 rue Jean Rostand à Belfort - Parcelle AK 88.
19-103	M. Sébastien VIVOT	Délégation du droit de priorité dans le cadre de la cession par l'Etat de deux immeubles sis 2 à 8 rue Stroz à Belfort - Parcelle AK 83.
19-104	M. Sébastien VIVOT	Cession de 7 box - 11-13 rue Georges Pompidou à Belfort.
19-105	M. Sébastien VIVOT	Cession du pavillon sis 4 allée des Lauriers à Belfort - Parcelle AD 445.
19-106	Mme Florence BESANCENOT	Action Cœur de Ville - Création d'une Opération de Revitalisation du Territoire (ORT).
19-107	Mme Florence BESANCENOT	Extension du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat dans le cadre du droit de préemption sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux.
19-108	Mme Marie-Hélène IVOL	Intervention des cybermédiateurs auprès d'organismes belfortains pour l'année scolaire 2019-2020.
19-109	Mme Marie-Hélène IVOL	Conventions dans le cadre de la carte Avantages Jeunes.
19-110	Mme Marie-Hélène IVOL	Maison de quartier des Forges - Atelier choral Les amis de Chant... boule tout ! - Convention pour la saison 2019-2020.
19-111	Mme Marie-Hélène IVOL	Mise en application de la circulaire CNAF 2019 0005 du 5 juin 2019 relative au barème national des participations des familles pour les enfants accueillis dans les accueils collectifs Petite Enfance de la Ville de Belfort.
19-112	Mme Marie-Hélène IVOL	Programme de Renouvellement Urbain (PRU) des Résidences - Acquisitions foncières des terrains de Territoire habitat à Belfort.
19-113	Mme Marie-Hélène IVOL	Année scolaire 2019-2020 - Mise en œuvre des petits-déjeuners dans les écoles de la Ville de Belfort.

19-114	Mme Marie-Hélène IVOL	Renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse - 2019-2022
19-115	M. Jean-Marie HERZOG	Révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Bilan de la concertation et arrêté du projet.
19-116	Mme Delphine MENTRE	Résultat du vote du budget participatif.
19-117	M. Yves VOLA	Procédure de distraction au régime forestier.
19-118	Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES	Dépôt d'archives de la famille BILLOT.
19-119	Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES	Renouvellement de la convention entre la Ville de Belfort et l'association Livres 90.
19-120	Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES	Proposition de don de 45 estampes de Pablo Picasso.
19-121	Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES	Conventionnement dans le cadre d'un partenariat touristique avec Destination 70.
19-122	Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES	Convention avec l'Institut Supérieur des Beaux-Arts de Besançon (ISBA) dans le cadre d'un partenariat artistique et culturel.
19-123	M. Gérard PIQUEPAILLE	Convention de partenariat entre la Ville de Belfort et la Ville de Valdoie relative à la vidéoprotection de la Ville de Valdoie.
19-124	M. Gérard PIQUEPAILLE	Convention de partenariat entre la Ville de Belfort et Territoire habitat relative à la vidéoprotection et à la médiation sociale.
19-125	M. Pierre-Jérôme COLLARD	Convention avec le Groupement d'employeurs Profession Sport et Loisirs - Mise à disposition d'éducateurs sportifs.
19-126	M. Pierre-Jérôme COLLARD	Renouvellement de la convention avec l'Ecole de Ski Français - Mise à disposition de moniteurs dans le cadre scolaire.
19-127	M. Jean-Pierre MARCHAND	Avenant n° 1 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) - Prorogation durant l'année 2020.
19-128	Mme Frieda BACHARETTI	Transport solidaire.
19-129	M. Bastien FAUDOT M. Emmanuel FILLAUDEAU Mme Francine GALLIEN M. Leouahdi Selim GUEMAZI M. René SCHMITT M. Alain DREYFUS- SCHMIDT Mme Jacqueline GUIOT Mme Samia JABER	Questions diverses - Motion : pour une prise en charge par la Ville des transports dans le cadre des sorties scolaires.

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 19-84

Nomination du Secrétaire
de Séance**SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



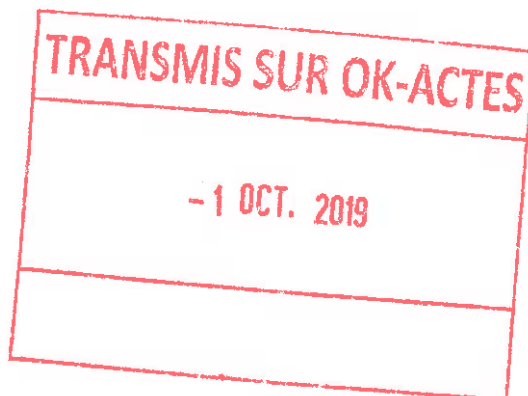
CONSEIL MUNICIPAL du 25 septembre 2019

DELIBERATION N° 19-84

de M. Damien MESLOT
Maire

Direction des Affaires Générales
Service des Assemblées

Références DM/ML/IH
Mots-clés Assemblées Ville
Code matière 5.2



Objet : Nomination du Secrétaire de Séance

L'Article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'au début de chacune des séances, le Conseil Municipal désigne un de ses membres pour remplir la fonction de Secrétaire.

Conformément à cette disposition, le Conseil Municipal est invité à procéder à cette désignation.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour (unanimité des présents),

DECIDE

de désigner M. David DIMEY pour exercer cette fonction.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINT-ANGE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 19-85

SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

**Adoption du compte
rendu de la séance du
Conseil Municipal du
mercredi 26 juin 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



Direction des Affaires Générales
Service des Assemblées

Références DM/ML/VG
Mots-clés Assemblées Ville
Code matière 5.2

Objet : Adoption du compte rendu de la séance du Conseil Municipal du mercredi 26 juin 2019

L'an deux mil dix-neuf, le vingt-sixième jour du mois de juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Étaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoints ; Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Yves VOLA - mandataire : Mme Delphine MENTRE
M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : M. Tony KNEIP
M. François BORON - mandataire : Mme Christiane EINHORN
Mme Pascale CHAGUE - mandataire : Mme Marie STABILE
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Claude JOLY
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Patrick FORESTIER - mandataire : M. Gérard PIQUEPAILLE
Mme Latifa GILLIOTTE - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. René SCHMITT - mandataire : Mme Samia JABER
M. Bastien FAUDOT - mandataire : M. Leouahdi Selim GUEMAZI

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absents :

M. Alain DREYFUS-SCHMIDT
Mme Isabelle LOPEZ
Mme Patricia BOISUMEAU



La séance est ouverte à 19 h et levée à 21 h 25.

Ordre de passage des rapports : 1 à 47.

M. Gérard PIQUEPAILLE, qui a le pouvoir de M. Patrick FORESTIER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 4 (délibération n° 19-40).

M. Emmanuel FILLAUDEAU entre en séance lors de l'examen du rapport n° 9 (délibération n° 19-45).



DELIBERATION N° 19-37 : NOMINATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 39 voix pour (unanimité des présents),

DECIDE

de désigner M. Brice MICHEL pour exercer cette fonction.

DELIBERATION N° 19-38 : ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 13 MARS 2019

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 39 voix pour (unanimité des présents),

DECIDE

d'adopter le présent compte rendu.

DELIBERATION N° 19-39 : COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR M. LE MAIRE EN VERTU DE LA DELEGATION QUI LUI A ETE CONFIEE PAR DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 AVRIL 2014 ET DU 5 NOVEMBRE 2015, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte.

DELIBERATION N° 19-40 : CREATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTES

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT) et 3 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT),

(Mme Francine GALLIEN et M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT- ne prennent pas part au vote),

DECIDE

de se prononcer favorablement sur ces créations et suppressions de postes.

DELIBERATION N° 19-41 : COMITE DES OEUVRES SOCIALES DU PERSONNEL - CONVENTION ET PARTICIPATION 2019

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT- ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'autoriser M. le Maire à signer la convention à intervenir avec le Comité des Oeuvres Sociales du personnel,

d'autoriser, pour l'exercice 2019, le versement d'une participation de 2 % de la masse salariale, soit 494 550 € (quatre cent quatre-vingt quatorze mille cinq cent cinquante euros) sur le budget principal et 23 000 € (vingt-trois mille euros) pour le Centre de Formation des Apprentis,

d'autoriser le versement de 8 000 € (huit mille euros) au titre de l'aide aux vacances 2019.

DELIBERATION N° 19-42 : MISES A DISPOSITION D'AGENTS

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 0 contre et 0 abstention,

(Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT- ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver ces deux mises à disposition d'agents,

d'autoriser M. le Maire à signer les conventions à intervenir.

DELIBERATION N° 19-43 : CADRE D'EMPLOIS DE LA POLICE MUNICIPALE - MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE (REVALORISATION DE L'IAT) POUR LES CHEFS D'EQUIPE

Vu le rapport de M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 0 contre et 1 abstention (Mme Jacqueline GUIOT),

(Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT- ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver la revalorisation de l'Indemnité d'Administration et de Technicité pour les chefs d'équipe de la Police Municipale.

DELIBERATION N° 19-44 : APPROBATION DES COMPTES DE GESTION 2018 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET ANNEXE DU CFA

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 38 voix pour, 0 contre et 3 abstentions (Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT-),

DECIDE

d'approuver les comptes de gestion 2018 du budget principal et du budget annexe du CFA, présentés par Mme la Trésorière du Centre des Finances Publiques du Grand Belfort,

d'autoriser M. le Maire à les signer.

DELIBERATION N° 19-45 : COMPTE ADMINISTRATIF 2018 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET ANNEXE DU CFA

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL, sous la présidence du 1^{er} Adjoint, M. Sébastien VIVOT, en dehors de la présence de M. Damien MESLOT, Maire, et après débat,

Par 33 voix pour, 3 contre (Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT) et 0 abstention,

(M. Damien MESLOT -mandataire de M. Ian BOUCARD-, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT-, M. Emmanuel FILLAUDEAU ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver le Compte Administratif de la Ville et du CFA pour l'année 2018.

DELIBERATION N° 19-46 : AFFECTATION DES RESULTATS 2018 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET ANNEXE DU CFA

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 2 contre (Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-) et 0 abstention,

(Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT-, M. Emmanuel FILLAUDEAU ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'adopter l'affectation des résultats 2018 de la Ville de Belfort (budget principal, CFA),

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer l'état d'intégration présenté par Mme la Trésorière du Centre des Finances Publiques du Grand Belfort, suite à la dissolution du SMAU.

DELIBERATION N° 19-47 : BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2019 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET ANNEXE DU CFA

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 4 contre (Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT, M. Marc ARCHAMBAULT) et 0 abstention,

(Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT-, M. Emmanuel FILLAUDEAU ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'adopter le Budget Supplémentaire 2019 de la Ville de Belfort : budget principal et budget annexe du CFA, d'adopter les modifications intervenues sur les opérations en AP/CP,

d'approuver la suppression de la subvention attribuée à la Radio étudiante, le versement des nouvelles subventions et l'affectation des crédits de subventions, en procédant à un vote distinct pour les associations qui comptent un membre du Conseil Municipal, soit au sein de leur bureau, soit en qualité de salarié,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer un avenant ou à conclure avec les associations concernées les conventions d'objectifs et de moyens, conformément à la Loi du 12 avril 2000, précisée par le Décret n° 2001-495 du 6 juin 2001,

d'approuver la constitution d'une provision de 139 639 € (cent trente-neuf mille six cent trente-neuf euros) pour risques dans les contentieux juridiques.

DELIBERATION N° 19-48 : PRODUITS IRRECOURVABLES - ADMISSIONS EN NON-VALEUR ET CREANCES ETEINTES

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte des créances irrécouvrables au titre des créances éteintes à hauteur de 10 717,47 € (dix mille sept cent dix-sept euros quarante-sept centimes) sur le budget principal.

DELIBERATION N° 19-49 : MISE EN PLACE DE LA REFORME DE STATIONNEMENT ET DU FORFAIT POST STATIONNEMENT (FPS) - CONVENTION AVEC LA VILLE DE BELFORT RELATIVE A LA REPARTITION DES RECETTES

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 0 contre et 8 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT-, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

DECIDE

de valider le projet de mise en place de la réforme de stationnement et du Forfait Post Stationnement (F.P.S.) dans le cadre de la décentralisation du stationnement payant sur voirie,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention et tout autre document administratif se rapportant à cette réforme.

DELIBERATION N° 19-50 : CENTRE DE CONGRES ATRIA - BILAN D'EXPLOITATION 2018

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte du bilan d'exploitation 2018 du Centre de Congrès ATRIA.

DELIBERATION N° 19-51 : CONVENTION POUR LES PROJETS DE MAÎTRISE DE LA DEMANDE D'ENERGIE

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 38 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT- et Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'adopter la convention proposée entre la Ville de Belfort et CertiNergy,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer :

- la convention au bénéfice de la Ville de Belfort,
- les dossiers de demande de CEE et toutes les pièces nécessaires pour les opérations engagées.

DELIBERATION N° 19-52 : FOURNITURE DE GAZ NATUREL - LANCEMENT D'UN ACCORD-CADRE

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 39 voix pour, 0 contre et 0 abstention,

(Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT- et Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant :

- à lancer la procédure de consultation adéquate,
- à signer les pièces de l'accord-cadre à intervenir, y compris les marchés subséquents fondés sur celui-ci et destinés à permettre l'approvisionnement en gaz naturel des sites gérés par la Ville de Belfort.

DELIBERATION N° 19-53 : GARANTIES D'EMPRUNTS - REAMENAGEMENT PAR NEOLIA D'EMPRUNTS CDC GARANTIS

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 38 voix pour, 0 contre et 4 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT, M. Marc ARCHAMBAULT),

DECIDE

de réitérer sa garantie pour le remboursement de chaque Ligne du Prêt Réaménagée, initialement contractée par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les conditions de l'annexe "Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées" :

La garantie est accordée pour chaque Ligne du Prêt Réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

Les nouvelles caractéristiques financières des Lignes du Prêt Réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'annexe "Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées" qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les Lignes du Prêt Réaménagées à taux révisables indexées sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué auxdites Lignes du Prêt Réaménagées sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque Ligne du Prêt Réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 06/06/2018 est de 0,75 %.

La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le conseil s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

DELIBERATION N° 19-54 : ACQUISITION SUR LES PROPRIETES CHASSARD ET NEOLIA DES EMPRISES NECESSAIRES A LA PISTE CYCLABLE LE LONG DU CANAL DU MARTINET A OFFEMONT ET CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour (unanimité des présents),

DECIDE

d'approuver le principe et les conditions de l'opération présentée ci-avant, à savoir, l'acquisition à l'euro symbolique des emprises nécessaires à la piste cyclable et à son entretien, le long du canal du Martinet à Offemont, soit :

- 98 m² à prendre sur la parcelle BM 148 à Offemont, à NEOLIA,
- 555 m² à prendre sur la parcelle BM 27 à Offemont, aux SCI LMC et MILAUR représentées par les époux CHASSARD,

(les frais d'enregistrement authentique et de découpage foncier restant à la charge de la Ville de Belfort),

de classer ces emprises dans le domaine public de la Ville de Belfort,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer l'acte notarié à intervenir et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

DELIBERATION N° 19-55 : CESSION DE TROIS PARCELLES DE TERRAIN SISES RUE DE FLORENCE, DE LUXEMBOURG ET DE BARCELONE A BELFORT

Vu le rapport de M. Sébastien, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 37 voix pour, 0 contre et 5 abstentions (Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT-, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

DECIDE

d'abroger la délibération n° 07-118, mais uniquement pour la partie portant sur la cession du lot 4.2,

d'approuver le principe et les conditions de cette cession, tel qu'indiqué ci-avant, à M. et Mme Xavier et Adeline RACADOT, ou à toute autre entité juridique qu'ils substitueraient pour acquérir ces biens, sous réserve qu'ils en fassent partie (type SCI par exemple),

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer les actes notariés à intervenir et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

DELIBERATION N° 19-56 : CESSION DU PAVILLON SIS 6 ALLEE DES LAURIERS A BELFORT

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 0 contre et 8 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT-, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

DECIDE

d'approuver le principe et les conditions de la cession du pavillon sis 6 allée des Lauriers à Belfort, tel qu'indiqué ci-avant, à M. Hervé TRUTT,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer les actes notariés à intervenir (y compris un éventuel compromis de vente qui serait demandé par l'acquéreur) et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

DELIBERATION N° 19-57 : CESSION DES LOCAUX SIS 2BIS RUE GEORGES CLEMENCEAU A BELFORT (LOTS 134, 135 ET 136)

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 0 contre et 8 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT-, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

DECIDE

d'autoriser la cession des biens susmentionnés à M. Martial PERNICENI de l'agence FRANCOIS (assurances ALLIANZ), conformément à son offre d'achat, ou à toute personne morale qui se substituerait en pleine propriété, mais dont il sera solidairement garant,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer l'acte notarié à intervenir, y compris un éventuel compromis qui serait sollicité par l'acquéreur, ainsi que toutes autres pièces concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

DELIBERATION N° 19-58 : CESSION DE LA PARCELLE AB 475 A LA COPROPRIETE AMBROISE CROIZAT

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 0 contre et 5 abstentions (Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT-, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

(Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT- et Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver le principe et les conditions de l'opération présentée ci-avant, à savoir la cession à la copropriété Ambroise Croizat, sise 35-37 rue Croizat à Belfort, de la parcelle AB 475 de 7 m², au prix de 60 €/m², les frais d'enregistrement authentique restant à la charge de l'acquéreur,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer l'acte notarié à intervenir et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

DELIBERATION N° 19-59 : CESSION DE DEUX PARCELLES DE TERRAIN SISES 1 RUE PIERRE BROSSOLETTE A BELFORT

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 0 contre et 5 abstentions (Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT-, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

(Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT- et Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver le principe et les conditions de cette cession, tel qu'indiqué ci-avant, à M. et Mme Hamza et Sabah AMIRECH ou à toute autre entité juridique qu'ils substitueraient pour acquérir ces biens, sous réserve qu'ils en fassent partie (type SCI par exemple),

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer le compromis de vente ainsi que les actes notariés à intervenir et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

DELIBERATION N° 19-60 : MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LE CONTROLE TECHNIQUE, ECONOMIQUE, JURIDIQUE ET FINANCIER DU RESEAU DE CHAUFFAGE URBAIN DES GLACIS DE LA VILLE DE BELFORT

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 38 voix pour, 0 contre et 4 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT, M. Marc ARCHAMBAULT),

DECIDE

de valider le schéma directeur annexé au rapport,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant :

- à lancer la procédure de consultation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage,
- à signer les pièces du marché de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage,
- à solliciter l'avis de la commission technique et de la commission consultative délégation de service public CC SPL.

DELIBERATION N° 19-61 : REGLEMENT DU PERISCOLAIRE, DES ACCUEILS DE LOISIRS ET DES ETUDES SURVEILLEES - RENTREE SCOLAIRE 2019-2020

Vu le rapport de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 0 contre et 3 abstentions (Mme Samia JABER –mandataire de M. René SCHMITT-, M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT-, M. Emmanuel FILLAUDEAU ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver le Règlement du Périscolaire, des Accueils de Loisirs et des Etudes Surveillées pour l'année scolaire 2019-2020.

DELIBERATION N° 19-62 : POURSUITE DE L'EXPERIMENTATION D'UNE CLASSE PASSERELLE AU SEIN DE L'ECOLE MATERNELLE DREYFUS-SCHMIDT - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION ENTRE LA VILLE DE BELFORT ET L'EDUCATION NATIONALE SUR L'ANNEE 2019-2020 - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA CAF

Vu le rapport de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 39 voix pour, 0 contre et 0 abstention,

(Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant :

- à signer la convention de partenariat avec la Direction Académique,
- à solliciter le concours financier de la Caisse d'Allocations Familiales.

DELIBERATION N° 19-63 : REGLEMENT INTERIEUR POUR LES USAGERS DU RELAIS D'ASSISTANTES MATERNELLES (RAM)

Vu le rapport de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 0 contre et 7 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT-, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

(Mme Jacqueline GUIOT ne prend pas part au vote),

DECIDE

de valider la mise en place du règlement intérieur du Relais d'Assistants Maternelles après en avoir pris connaissance.

DELIBERATION N° 19-64 : MODIFICATION DU REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DU MULTI-ACCUEIL DES GLACIS DU CHATEAU

Vu le rapport de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 38 voix pour, 0 contre et 3 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Jacqueline GUIOT ne prend pas part au vote),

DECIDE

de valider les modifications apportées au règlement de fonctionnement du multi-accueil des Glacis du Château, pour une mise en place dès la rentrée scolaire de septembre 2019.

DELIBERATION N° 19-65 : ORGANISATION DES SEJOURS VACANCES D'ETE - TARIFS 2019

Vu le rapport de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 0 contre et 3 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT),

(Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT-, M. Emmanuel FILLAUDEAU ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'adopter les tarifs applicables pour ces séjours,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer les conventions de partenariat à venir avec la Caisse d'Allocations Familiales.

DELIBERATION N° 19-66 : CONTRAT DE VILLE UNIQUE ET GLOBAL ET CENTRES SOCIO-CULTURELS - APPELS A PROJETS 2019 DE LA VILLE DE BELFORT

Vu le rapport de Mme Marie Marie-Hélène IVOL, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 0 contre et 3 abstentions (Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT-, M. Emmanuel FILLAUDEAU ne prennent pas part au vote),

DECIDE

de valider la programmation 2019 de l'appel à projets du Contrat de Ville Unique et Global et l'affectation des crédits de l'enveloppe pour un montant total de 80 000 € (quatre vingt mille euros),

de valider l'affectation de crédits de l'enveloppe de soutien aux projets des Centres socioculturels de Belfort 2019 pour un montant total de 26 000 € (vingt six mille euros),

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'attribution des subventions permettant l'exécution de cette programmation.

DELIBERATION N° 19-67 : BILAN A MI-PARCOURS DU CONTRAT DE VILLE UNIQUE ET GLOBAL ET PERSPECTIVES DANS LE CADRE DE LA RENOVATION NATIONALE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Vu le rapport de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte de la méthode et du calendrier proposés concernant l'évaluation à mi-parcours et le renouvellement du Contrat de Ville Unique et Global.

DELIBERATION N° 19-68 : PROGRAMME DE TRAVAUX FORESTIERS 2019 ET ASSIETTE DE COUPES

Vu le rapport de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 40 voix pour, 0 contre et 2 abstentions (Mme Jacqueline GUIOT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

DECIDE

de valider :

. le programme de travaux forestiers 2019,

. l'assiette des coupes de l'exercice 2019.

DELIBERATION N° 19-69 : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION ATMO BOURGOGNE FRANCHE-COMTE

Vu le rapport de Mme Marie-Hélène IVOL, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

DECIDE

de se prononcer favorablement sur la convention de partenariat à intervenir avec l'association ATMO Bourgogne Franche-Comté,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à la signer,

d'autoriser l'adhésion de la Ville de Belfort à l'association ATMO,

de désigner M. Yves VOLA, Adjoint au Maire, comme représentant de cette association.

DELIBERATION N° 19-70 : RESTRUCTURATION DE L'HOTEL DU GOUVERNEUR - AVENANTS AUX MARCHES DE TRAVAUX

Vu le rapport de M. Jean-Marie HERZOG, Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 0 contre et 4 abstentions (Mme Samia JABER –mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT, M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT- ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver l'ensemble de ces avenants aux marchés de travaux concernant la restructuration de l'Hôtel du Gouverneur,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à les signer.

DELIBERATION N° 19-71 : POLITIQUE D'AIDE AU RAVALEMENT DE FACADES - COMPLEMENT DE L'AXE VOIE SNCF ENTREE DE VILLE

Vu le rapport de M. Jean-Marie HERZOG, Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 38 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'inclure le bâtiment situé au 37 rue Jean de la Fontaine dans l'axe de ravalement «Rives de la voie SNCF»,
de faire bénéficier ce bâtiment des subventions calculées sur la base établie par la délibération du 5 avril 1996.

DELIBERATION N° 19-72 : EXTENSION DU DROIT DE PREEMPTION RENFORCE AU PERIMETRE ACTION CŒUR DE VILLE

Vu le rapport de M. Jean-Marie HERZOG, Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT) et 2 abstentions (Mme Jacqueline GUIOT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

(Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT- ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'instaurer un droit de préemption renforcé sur le périmètre Action Cœur de Ville, tel que défini par la convention signée le 30 septembre 2018.

DELIBERATION N° 19-73 : BILAN D'ETAPE DU DISPOSITIF D'IMPLICATION CITOYENNE ET PERSPECTIVES

Vu le rapport de Mme Delphine MENTRE, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte du bilan d'étape du dispositif d'implication citoyenne et perspectives.

DELIBERATION N° 19-74 : COOPERATION DECENTRALISEE AU BURKINA FASO - BILATERALE 2019

Vu le rapport de Mme Delphine MENTRE, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 40 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Jacqueline GUIOT ne prend pas part au vote),

DECIDE

d'approuver le programme de coopération décentralisée 2019,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer les conventions qui seront conclues dans ce cadre.

DELIBERATION N° 19-75 : TARIFS VILLE DE LA DISCIPLINE DANSE DU CONSERVATOIRE

Vu le rapport de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 33 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT- Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT-, M. Emmanuel FILLAUDEAU ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'adopter cette nouvelle tarification de la discipline danse du Conservatoire.

DELIBERATION N° 19-76 : CONVENTIONNEMENT ENTRE LA VILLE DE BELFORT ET LA SOCIETE DES AUTEURS DANS LES ARTS GRAPHIQUES ET PLASTIQUES

Vu le rapport de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(M. Gérard PIQUEPAILLE -mandataire de M. Patrick FORESTIER-, Mme Samia JABER –mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver les dispositions des conventions à intervenir avec la société des Auteurs Dans les Arts Graphiques et Plastiques,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention d'édition et le contrat d'usages numériques avec l'ADAGP.

DELIBERATION N° 19-77 : CONVENTION CARTE AVANTAGES JEUNES

Vu le rapport de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Adjointe,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 39 voix pour, 0 contre et 0 abstention,

(Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver les termes de la convention à intervenir avec le Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté,
d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à la signer.

DELIBERATION N° 19-78 : LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT POUR LA SECURISATION DES SITES ET DES MANIFESTATIONS DE LA VILLE DE BELFORT - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Vu le rapport de M. Gérard PIQUEPAILLE, Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 39 voix pour, 0 contre et 0 abstention,

(Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'adopter le lancement d'une consultation, suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, à deux lots, conformément aux dispositions législatives et réglementaires s'y rapportant,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à le signer.

DELIBERATION N° 19-79 : CHANTIERS D'INSERTION - BILAN 2018 - PROGRAMME 2019

Vu le rapport de M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 37 voix pour, 0 contre et 0 abstention,

(Mme Marie STABILE -mandataire de Mme Pascale CHAGUE-, Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver le programme 2019 des chantiers d'insertion (Chantiers-Jeunes et Chantiers d'insertion de proximité),

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention à intervenir avec la Régie des Quartiers de Belfort, employeur des jeunes salariés dans le cadre des Chantiers-Jeunes,

d'autoriser M. le Maire à percevoir les subventions versées par l'Etat - C.G.E.T et la Région Bourgogne-Franche-Comté pour la réalisation du programme des chantiers d'insertion 2019.

DELIBERATION N° 19-80 : BILAN D'EXPLOITATION 2018 DU CAMPING DE L'ETANG DES FORGES

Vu le rapport de Mme Claude JOLY, Conseillère Municipale Déléguée,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte du bilan d'exploitation de la saison 2018 du camping municipal de l'Etang des Forges.

DELIBERATION N° 19-81 : BILAN 2018 DU TRAIN TOURISTIQUE

Vu le rapport de Mme Claude JOLY, Conseillère Municipale Déléguée,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte du bilan d'exploitation de la saison 2018 du train touristique.

DELIBERATION N° 19-82 : DENEIGEMENT DES ZONES D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (Z.A.C.) SITUÉES SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

Vu le rapport de M. Patrick FORESTIER, Conseiller Municipal Délégué, présenté par M. Damien MESLOT, Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 0 contre et 0 abstention,

(Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT- ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver la prise en compte de cette prestation,

d'adopter la convention à intervenir avec le Grand Belfort,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à la signer.

DELIBERATION N° 19-83 : TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE - INSTAURATION PAR LE GRAND BELFORT

Vu le rapport de M. Sébastien VIVOT, 1^{er} Adjoint,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 33 voix pour, 3 contre (M. Brice MICHEL, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU) et 3 abstentions (Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI -mandataire de M. Bastien FAUDOT-),

(Mme Samia JABER -mandataire de M. René SCHMITT-, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver la décision du Grand Belfort d'instaurer la taxe sur la publicité extérieure sur le territoire de l'EPCI à compter du 1^{er} janvier 2020, à l'exception des communes qui l'ont déjà instaurée sur leur territoire communal.

~~~~~

L'intégralité des débats peut être consultée sous le portail des élus du Conseil Municipal et sur le site Internet de la Ville de Belfort.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour (unanimité des présents),

DECIDE

d'adopter le présent compte rendu.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,


Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2019

Objet de la délibération

N° 19-86

Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DERROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



Direction des Affaires Générales
Service des Assemblées

Références DM/ML/DS/IH/VG
Mots-clés Assemblées Ville
Code matière 5.2

Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Je vous rends compte des décisions prises en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales depuis notre dernière réunion.

CONCLUSION DES MARCHES SUIVANTS :

Marchés à procédure adaptée

- Arrêté n° 19-0977 du 21. 5.2019 : Service Patrimoine Bâti - Marché de travaux passé avec la Société NEGRO PERE ET FILS sise 1 rue de l'Initiative à Bavilliers (90800) (19V034)

Montant TTC : 21 460,32 €

Objet : remplacement des menuiseries aluminium et PVC de l'école élémentaire Saint-Exupéry à Belfort.

Durée : 2 mois (dont 1 mois de préparation chantier inclus), à compter de la date fixée par ordre de service, du 01/07/2019 au 30/08/2019.

- Arrêté n° 19-1073 du 3. 6.2019 : Service Etat Civil - Accord-cadre de fournitures courantes et services passé avec la Régie des Quartiers de Belfort sise 3 rue Parant à Belfort (19V053)

Montants TTC :
. seuil minimum 18 000,00 €
. seuil maximum 36 000,00 €

Objet : service de qualification et d'insertion professionnelle réalisé sous forme de prestations d'appui et d'accompagnement à l'emploi : maintenance des cimetières de Brasse et Bellevue.

Durée : du 1^{er} juin au 31 décembre 2019.

- Arrêté n° 19-1074 du 3. 6.2019 : Service Patrimoine Bâti - Marché de travaux passé avec la Société DALO Groupe BHD sise Z.I. Croix Saint-Mathieu - 13 rue du Clos Hubert à Gallardon (Eure-et-Loir) (19V047)

Montant TTC : 64 084,80 €

Objet : création de préaux modulaires dans deux écoles de la Ville de Belfort : école maternelle Châteaudun et école maternelle Dreyfus-Schmidt.

Durée : 1 mois à compter de la notification ; l'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

- Arrêté n° 19-1079 du 4. 6.2019 : Service Communication - Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société ELEPHANT COM AND EVENTS sise 5 rue du Président Roosevelt à Belfort (19V041)

Montant TTC : 9 000,00 €

Objet : Festiv'Eté 2019 - Festiv'Parc.

Durée : du 6 juillet au 1^{er} septembre 2019, à compter de la notification.

- Arrêté n° 19-1080 du 4. 6.2019 : Service Communication - Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société ELEPHANT COM AND EVENTS sise 5 rue du Président Roosevelt à Belfort (19V042)

Montant TTC : 6 000,00 €

Objet : Festiv'Eté 2019 - Festiv'Tour.

Durée : du 6 juillet au 1^{er} septembre 2019, à compter de la notification.

- Arrêté n° 19-1114 du 6. 6.2019 : Service Patrimoine Bâti - Marché de travaux passé avec la Société SPCP sise chemin des Maurapans à Châtillon-le-Duc (Doubs) (19V043)

Montant TTC : 31 500,00 €

Objet : Réhabilitation des façades du gymnase Coubertin à Belfort - Lot 7 : Faux plafonds.

Durée : 8 mois selon le calendrier d'exécution établi par le MOE et visé par le titulaire ; le début d'exécution du marché part, pour chacun des 7 lots, de la date fixée par ordre de service du lot considéré.

- Arrêté n° 19-1116 du 6. 6.2019 : Service Patrimoine Bâti - Accord-cadre de fournitures courantes et services passé avec la Société HI TECH SECURITE sise 6 avenue de Lattre de Tassigny à Montbéliard (Doubs) (19V046)

Montant maximum TTC : 66 000,00 €

Objet : Maintenance des systèmes de sécurité incendie de catégorie A et B des bâtiments de la Ville de Belfort.

Durée : 12 mois, à compter de la notification.

Il est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois. Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

- Arrêté n° 19-1131 du 7. 6.2019 : Service Fluides et Energie - Marché de travaux passé avec la Société ENGIE AXIMA sise 1 rue Etienne Vienot à Montbéliard (Doubs) (19V017)

Montants TTC : 56 097,43 €

. tranche ferme : 53 734,88 €
. tranche optionnelle : 2 362,55 €

Objet : rénovation de la chaufferie de la crèche Voltaire de Belfort.

Durée : 24 semaines pour la tranche ferme et 4 semaines pour la tranche optionnelle, commençant à courir à compter de la notification ; l'exécution des travaux débute, pour chaque tranche, à compter de la date fixée à l'ordre de service.

- Arrêté n° 19-1134 du 11. 6.2019 : Service Patrimoine Bâti - Marché de travaux passé avec la SARL BATISPORT sise 6 rue Jules Michelet à Naintré (Vienne) (19V058)

Montant TTC : 196 886,40 €

Objet : mise en œuvre d'une tribune modulaire au stade Coubertin.

Durée : à compter de la notification, jusqu'au 6 septembre 2019.

- Arrêté n° 19-1169 du 14. 6.2019 : Direction de la Communication - Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société SESAB sise 16bis rue des Nos - BP 90444 à Danjoutin (90400) (19V040)

Montants TTC :
. minimum 18 000,00 €
. maximum 54 000,00 €

Objet : location de toilettes mobiles.

Durée : 12 mois à compter de la notification, reconductible deux fois. La durée maximale du contrat toutes périodes confondues est de 36 mois. Les montants sont identiques pour les périodes de reconduction.

- Arrêté n° 19-1179 du 17. 6.2019 : Service Espace Public et Mobilités - Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société Roger MARTIN sise 9 route de Montbéliard à Andelnans (90400) (19V050)

Montant maximum TTC : 144 000,00 €

Objet : fourniture et mise en place de ralentisseurs béton type coussins berlinois préfabriqués.

Durée : 2 ans à compter de la notification.

- Arrêté n° 19-1180 du 17. 6.2019 : Service Patrimoine Bâti - Accord-cadre de contrôle technique passé avec le Bureau VERITAS sis 16 rue Henri Becquerel - Centre d'Affaires Techn'hom 3 à Belfort (19V028)

Montant TTC :
. seuil minimum 9 600,00 €
. seuil maximum 50 400,00 €

Objet : mission de contrôle technique dans le cadre de la mise en accessibilité des bâtiments de la Ville de Belfort suite au dossier d'ADAP.

Durée : 1 an à compter de la notification, reconductible tacitement ; le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2, la durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 3 ans ; les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

- Arrêté n° 19-1198 du 19. 6.2019 : Service Patrimoine Bâti - Avenant n° 1 au marché de travaux passé avec l'Entreprise ALBIZZATI Père et Fils sise rue Jean-Baptiste Saget à Danjoutin (90400) (18V072)

Nouveau montant TTC :

8 598,96 €

Objet : rénovation du chauffage de la Citadelle de Belfort :

- . moins-value d'un fourreau TPC + grillage avertisseur violet : - 103,40 € HT
- . plus-value fourniture de pavage grès largeur 50 cm : 583,50 € HT

- Arrêté n° 19-1200 du 19. 6.2019 : Direction de la Communication - Marché de fournitures courantes et services passé avec les Sociétés :

- EMBRASIA sise 20 rue du Manège à Thionville (Moselle)
- LAGOONA STRASBOURG sise 15 rue Alfred Kastler à Schiltigheim (Bas-Rhin) (19V033)

Montants TTC :

Sociétés	Lots	Montants
EMBRASIA	Lot 1 : Spectacle pyrotechnique du 13 juillet 2019	19 890,00 €
LAGOONA STRASBOURG	Lot 2 : Fourniture de la sonorisation du bal populaire - Sonorisation du spectacle pyrotechnique du 13 juillet 2019 et du défilé militaire du 14 juillet 2019	13 007,17 €

Objet : spectacle pyrotechnique et bal populaire du 13 juillet 2019, défilé militaire du 14 juillet 2019.

Durée : à compter de la date de notification du marché, jusqu'à la remise en ordre complète et nettoyage du site, après réalisation de la prestation du 13 juillet 2019 et démontage complet des installations à l'issue du défilé du 14 juillet 2019.

- Arrêté n° 19-1212 du 20. 6.2019 : Service Patrimoine Bâti - Marché de travaux passé avec les Sociétés :

- CAVALLI sise 7 rue des Aliziers à Pérouse (90160)
- NEGRO Père et Fils sise 1 rue de l'Initiative à Bavilliers (90800)
- CURTI sise Zone Industrielle à Bavilliers (90800)
- MIROLO Père et Fils sise 44 rue du Général Foltz à Belfort
- EMANN sise Espace de la Motte - BP 20012 à Vesoul (Haute-Saône)
- EIMI ELEC sise Techn'hom 5 - Bât 328 - 33 rue Marcel Pangon - BP 10284 Cravanche à Belfort (19V054)

Montants TTC :

Sociétés	Lots	Montants
CAVALLI	Lot 1 : Gros oeuvre	3 543,00 €
NEGRO PERE ET FILS	Lot 2 : Menuiseries intérieures	2 452,25 €
CURTI	Lot 3 : Plâtrerie - Peinture	4 107,54 €
MIROLO PERE ET FILS	Lot 4 : Carrelage - Faïence	2 310,00 €
EMANN	Lot 5 : Chauffage - Ventilation - Plomberie sanitaire	33 226,27 €
	Lot 7 : Equipements	13 040,40 €
EIMI ELEC	Lot 6 : Électricité	12 587,87 €

Objet : aménagement d'un snacking au CFA de Belfort.

Durée : 2 mois à compter de la notification.

Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

- Arrêté n° 19-1213 du 20. 6.2019 : Direction des Affaires Générales - Marché de fournitures courantes et services passé avec l'entreprise PLURI'ELLES sise 5 rue des Carrières à Belfort (19V051)

Montants TTC :

. minimum	9 000,00 €
. maximum	27 000,00 €

Objet : nettoyage des rideaux des écoles.

Durée : 12 mois à compter de la notification ; il peut être reconduit deux fois, chaque période de reconduction est de 12 mois, la durée maximale du contrat est de 36 mois. Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

- Arrêté n° 19-1214 du 20. 6.2019 : Service Patrimoine Bâti - Marché de maîtrise d'œuvre passé avec ATELIER ARCHIPAT sis 9 rue Buffon à Semur-en-Auxois (Côte-d'Or) (19V044)

Montant TTC : 21 240,00 €

. tranche ferme : restauration des voûtes de la boulangerie	16 354,80 €
. tranche optionnelle 1 : restauration des voûtes des sanitaires et du local pompe à chaleur	4 885,20 €

Objet : consolidation et restauration de l'intrados des voûtes des casemates nord de la Citadelle de Belfort.

Durée : pour la tranche ferme, à compter de la date de notification, pour la tranche optionnelle, à compter de la date fixée par l'ordre de service.

- Arrêté n° 19-1294 du 28. 6.2019 : Service Patrimoine Bâti - Marché de travaux passé avec la Société SCHINDLER sise 104A rue des Bains à Sausheim (Haut-Rhin) (19V048)

Montant TTC : 24 960,00 €

Objet : installation d'un ascenseur à l'école élémentaire Louis Pergaud.

Durée : 2 mois à compter de la date fixée par ordre de service.

- Arrêté n° 19-1301 du 1. 7.2019 : Service Patrimoine Bâti - Marché de maîtrise d'œuvre passé avec le Groupement solidaire ARCHITECTURE SPIRIT/SIGMA BUREAU D'ETUDES sis 23 avenue du Général Sarrail à Belfort (19V029)

Montant TTC : 4 746,00 €

Objet : travaux au marché Fréry dans le cadre de l'agenda accessibilité programmée (AD'AP) de Belfort.

Durée : 14 mois pour la phase étude, à compter de la notification, et jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux.

- Arrêté n° 19-1336 du 4. 7.2019 : Service Entretien et Gardiennage - Avenant n° 1 au marché de fournitures courantes et services passé avec la Société ELIS sise 5 boulevard Louis Loucheur à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) (18V032)

Somme complémentaire à engager HT : 3 000,00 €

Nouveau montant annuel maximal TTC : 45 600,00 €

Objet : location et entretien de distributeurs de savons et d'essuie-mains ; considérant l'évolution des consommations en matière de savon et la nécessité d'équiper de nouveaux sites de la Ville de Belfort, il est nécessaire d'augmenter le montant maximum annuel du marché.

Durée : à compter de la notification.

Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

- Arrêté n° 19-1409 du 15. 7.2019 : Service Patrimoine Bâti - Marché de travaux passé avec la Société RHIN CLIMATISATION sise 12 rue J. Monnet à Eckbolsheim (Bas-Rhin) (19V060)

Montant TTC : 15 832,06 €

Objet : installation de réseaux d'extraction dans divers offices des groupes scolaires de la Ville de Belfort.

Durée : du 6 juillet au 23 août 2019.

- Arrêté n° 19-1412 du 16. 7.2019 : Marché de maîtrise d'œuvre (prestations intellectuelles) passé avec le Groupement JDBÉ/ARTEIS INGENIERIE SARL sis immeuble Le Major - 83 rue de Dôle à Besançon (Doubs) (19V038)

Montants TTC : 46 914,80 €

. tranche ferme : 7 939,43 €
. tranche optionnelle 1 : 30 170,00 €
. tranche optionnelle 2 : 8 805,37 €

Objet : aménagement de la place de la Commune et de la rue Jules Vallès et rénovation de la dalle du parking souterrain de la place de la Commune à Belfort.

Durée : 3 ans pour la phase étude à compter de la date de réception de la notification par le titulaire, et jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux.

- Arrêté n° 19-1413 du 16. 7.2019 : Service Cadre de Vie - Avenant n° 1 au marché de travaux passé avec la Société Thierry MULLER sise 7 rue de Kingersheim à Richwiller (Haut-Rhin) (19V005)

Somme complémentaire à engager TTC : 25 250,52 €

Nouveau montant total du marché TTC : 185 241,12 €

Objet : traitement paysager de l'entrée de ville Sud de Belfort (travaux supplémentaires imposés par le Conseil Départemental et demandés par le maître d'ouvrage).

Durée : à compter de la notification.

- Arrêté n° 19-1433 du 18. 7.2019 : Service Urbanisme - Marché public d'études passé avec la Société CADRE & CITE sise 1244 RN6 à Limonest (Rhône) (19V049)

Montant TTC : 38 760,00 €

Objet : révision du règlement local de publicité.

Durée : 13 mois et 1 semaine à compter de la notification.

- Arrêté n° 19-1434 du 18. 7.2019 : Service Patrimoine Bâti - Marché de travaux passé avec les Sociétés :

- ROGER MARTIN sise 9 route de Montbéliard à Andelnans (90400)
- BARUCH ENVIRONNEMENT sise 14 rue Jean-Marie Lehn à Molsheim (Bas-Rhin)
- ALBIZZATI sise 1 rue Jean-Baptiste Saget à Danjoutin (90400)
- SFL DEBARD sise 8 rue des Sabliers à Arbouans (Doubs)
- LES PEINTURES REUNIES SAS sise 1 rue Paul Henri Spaak à Sausheim (Haut-Rhin)
- NEGRO Père et Fils sise 1 rue de l'Initiative à Bavilliers (90800)
- CLIMENT SA sise 9 route d'Audincourt à Voujeaucourt (Doubs)
- CORVEC INDUSTRIE sise Zone Industrielle à Morvillars (90120)
- MIROLO Père et Fils sise 44 rue du Général Foltz à Belfort
- CHAUVIER sise 7 rue des Magnolias à Bessoncourt (90160)
- SPCP sise Chemin des Maurapans à Châtillon-le-Duc (Doubs)
- GROUPEMENT CURTI/MANCINI sise Zone Industrielle à Bavilliers (90800)
- EIMI ELEC sise 33 rue Marcel Pangon à Belfort
- CSVB sise Zone Industrielle d'Argiésans sise 17 rue des Aliziers à Argiésans (90800)
- INSTALL NORD sise 1 rue de l'Esplanade Nord à Thise (Doubs)
- SCHINDLER sise 104A rue des Bains à Sausheim (Haut-Rhin) (19V061)

Montants TTC :

2 868 278,93 €

Sociétés	Lots	Montants
ROGER MARTIN	Lot 1 : Terrassement - VRD	210 126,66 €
BARUCH ENVIRONNEMENT	Lot 2 : Désamiantage - Démolition	232 982,40 €
ALBIZZATI	Lot 3 : Gros œuvre	442 846,69 €
SFL DEBARD	Lot 4 : Charpente métallique	94 190,46 €
LES PEINTURES REUNIES	Lot 6 : Ravèlement de façades - Bardage	128 729,88 €
NEGRO	Lot 7 : Menuiseries intérieures bois - Solivage	118 188,74 €
CLIMENT	Lot 8 : Menuiseries intérieures	359 860,80 €
CORVEC	Lot 9 : Serrurerie	63 006,00 €
MIROLO	Lot 10 : Carrelage	60 100,56 €
CHAUVIER	Lot 11 : Sols souples	56 739,31 €
SPCP	Lot 12 : Faux plafonds	37 244,10 €
GROUPEMENT CURTI/MANCINI	Lot 13 : Plâtrerie - Isolation - Peinture	235 768,56 €
EIMI ELEC	Lot 14 : Electricité - Courants forts - Courants faibles	187 488,59 €
CSVB	Lot 15 : Chauffage - Ventilation - Sanitaire	537 323,34 €
INSTALL'NORD	Lot 16 : Equipement de cuisine	79 742,83 €
SCHINDLER	Lot 17 : Ascenseur	23 940,00 €

Objet : restructuration du Groupe Scolaire René Rucklin à Belfort.

Durée : 23 mois à compter de la notification ; l'exécution des travaux débute, pour chaque lot, à compter de la date fixée à l'ordre de service du lot concerné.

- Arrêté n° 19-1440 du 19. 7.2019 : Service Patrimoine Bâti - Avenant n° 1 au marché de travaux passé avec la Société SCHERBERICH sise 162 rue du Ladhof à Colmar (Haut-Rhin) (19V015)

Somme complémentaire à engager TTC : 5 400,00 €

Nouveau montant total du marché TTC : 80 734,80 €

Objet : nettoyage et remise en état des remparts de l'enceinte fortifiée de la Ville de Belfort - Travaux d'insertion 2019 - Lunette 18 - Phase 4 (travaux supplémentaires générés notamment par l'état de la roche fortement dégradée et un remplacement de couronnements grès avec goutte eau suite à dévégétalisation).

Durée : à compter de la notification.

- Arrêté n° 19-1463 du 23. 7.2019 : Service Espace Public et Mobilités - Marché de fournitures courantes et services passé avec les Sociétés :

- TSE sise 14 rue de l'Industrie à Habsheim (Haut-Rhin)

- BLACHERE ILLUMINATION sise Zone Industrielle des Bourguignons à Apt (Vaucluse) (19V037)

Montants TTC :

Sociétés	Lots	Montants
TSE	Lot 1 : Mise en lumière du Centre Ville et des environs	132 000,00 €
BLACHERE ILLUMINATION	Lot 2 : Location de motifs de rues	132 000,00 €

Objet : illuminations de Noël 2019 : mise en lumière de bâtiments et location de motifs lumineux.

Durée : du 30 septembre 2019 au 3 février 2020.

- Arrêté n° 19-1465 du 23. 7.2019 : Direction des Affaires Générales - Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société HNS-HOUBERDON NETTOYAGE SERVICES sise 1078 avenue Oehmichen à Etupes (Doubs) (19V052)

Montants TTC :

. minimum

24 000,00 €

. maximum

78 000,00 €

Objet : entretien des vitrages des bâtiments de la Ville.

Durée : 1 an à compter du 30 août 2019, reconductible 2 fois ; la durée de chaque période de reconduction est de 12 mois, la durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 36 mois.

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

- Arrêté n° 19-1490 du 25. 7.2019 : Service Patrimoine Bâti - Marché de maîtrise d'oeuvre passé avec le Groupement SARL GALIZA/EURL BEE/SARL BARBOUSSAT ELECTRICITE ET INGENIERIE sis 77 rue Aristide Briand à Offemont (90300) (19V057)

Montant TTC :

42 240,00 €

Objet : aménagement d'une salle de boxe.

Durée : 2 ans à compter de la date de réception de la notification.

- Arrêté n° 19-1491 du 25. 7.2019 : Service Patrimoine Bâti - Marché de maîtrise d'oeuvre passé avec le Groupement EURL d'Architecture Robert GOMEZ/BEJ SAS sis 11 rue du 14 Juillet à Belfort (19V064)

Montant TTC : 12 540,00 €

Objet : création de terrains de boules et d'un Club House.

Durée : 8 mois à compter de la date de réception de la notification, jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux.

- Arrêté n° 19-1495 du 26. 7.2019 : Service Patrimoine Bâti - Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société ALTEMPO sise 6A rue de l'Industrie à Benwihr Gare (Haut-Rhin) (19V072)

Montant TTC : 49 856,52 €

Objet : location de bâtiments modulaires provisoires école élémentaire René Rucklin.

Durée : 14 mois à compter de la notification.

- Arrêté n° 19-1515 du 29. 7.2019 : Centre Technique Municipal - Accord-cadre de fournitures courantes et services passé avec la Société SIGNAUX GIROD sise 881 route des Fontaines à Bellefontaine (Jura) (19V066)

Montants TTC :

. minimum	9 600,00 €
. maximum	19 200,00 €

Objet : fourniture de matériels de signalisation verticale et de signalisation directionnelle.

Durée : 1 an à compter de la notification ; il peut être reconduit deux fois, la durée de chaque période de reconduction est de 1 an, la durée maximale du contrat est de 3 ans.
Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

- Arrêté n° 19-1568 du 12. 8.2019 : Service Patrimoine Bâti - Avenant n° 1 au marché de travaux passé avec la SARL COUBERTIN sise 6 rue Michelet à NAINTRE (Vienne) (19V058)

Somme complémentaire à engager TTC : 21 072,00 €

Nouveau montant total du marché TTC : 217 958,40 €

Objet : mise en oeuvre d'une tribune modulaire au stade Coubertin : travaux complémentaires suite aux résultats des études de sol ; il est nécessaire de modifier le type de fondation et le remplacement des fouilles en tranchées initialement prévues par des techno-pieux.

Durée : à compter de la notification.

- Arrêté n° 19-1569 du 12. 8.2019 : Service Patrimoine Bâti - Marché d'études passé avec la Société GALIZA sise 77 rue Aristide Briand à Offemont (90300) (19V065)

Montant TTC : 28 200,00 €

Objet : diagnostic bâtimentaire des groupes scolaires de la Ville de Belfort.

Durée : 14 semaines, à compter de la notification.

- Arrêté n° 19-1579 du 12. 8.2019 : Service Patrimoine Bâti - Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société SSI France sise ZI de la Noye à Vescemont (90200) (19V084)

Montant TTC : 4 308,00 €

Objet : vérification et maintenance réglementaire des installations de désenfumage des bâtiments de la Ville de Belfort.

Durée : 1 an à compter de la notification ; il pourra être tacitement reconduit pour deux périodes successives, soit un maximum de 3 ans. Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

Conventions

- Arrêté n° 19-0998 du 22. 5.2019 : Convention de mise à disposition à titre précaire et provisoire passée avec l'Association GRAAL - 35 rue des Potiers à Montbéliard (Doubs)

Objet : mise à disposition de la Tour 46.

Destination : présentation d'œuvres d'art

Durée : du 3 au 21 octobre 2019.

Montant : à titre gratuit.

- Arrêté n° 19-1063 du 29. 5.2019 : Convention de mise à disposition de locaux au profit du Parquet

Objet : une zone de stockage pour engins motorisés, de 30 m², dans des locaux situés au Centre Technique Municipal rue Faidherbe, est mise à disposition du Parquet.

Durée : du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2022.

Montant : à titre gratuit, compte tenu du soutien de la Ville de Belfort au Parquet pour le stockage des engins motorisés faisant l'objet d'une immobilisation ou d'une saisie.

- Arrêté n° 19-1072 du 3. 6.2019 : Convention de mise à disposition de locaux au profit du Syndicat Intercommunal de la Fourrière du Territoire de Belfort

Objet : un bureau de 13,52 m² situé à l'Hôtel du Gouverneur est mis à disposition du Syndicat Intercommunal de la Fourrière du Territoire de Belfort.

Destination : activités du Syndicat.

Durée : du 1^{er} mai 2019 au 30 avril 2021.

Montant : à titre gratuit, compte tenu du soutien de la Ville de Belfort aux activités du SIFOU (à titre d'information, l'estimation est de 811,20 € par an).

- Arrêté n° 19-1115 du 6. 6.2019 : Avenant n° 1 à la convention d'occupation du domaine public avec la MENYNE SARL

Objet : vente de boissons au FIMU (éditions 2018, 2019 et 2020).

Pour l'édition 2019 de la manifestation, les surfaces accordées pour l'exploitation des buvettes sont modifiées (préambule) ; une zone de stockage sécurisée pour les gobelets réutilisables sera mise à disposition et prise en charge par la Ville de Belfort (Article 2.5) ; les horaires d'ouverture et de fermeture des buvettes sont par ailleurs précisés (Article 3.2).

Les autres termes de la convention restent inchangés.

Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

- Arrêté n° 19-1133 du 11. 6.2019 : Convention de mise à disposition à titre précaire passée avec le 35^{ème} Régiment d'Infanterie de Belfort

Objet : mise à disposition de la Batterie Haxo Basse de la Citadelle de Belfort.

Destination : repas organisé par les militaires.

Durée : jeudi 6 juin 2019, de 16 h à minuit.

Montant : à titre gratuit (à titre indicatif, le montant de cette mise à disposition est évalué à 200 €).

- Arrêté n° 19-1215 du 20. 6.2019 : Convention de mise à disposition passée avec l'ADAPEI Territoire de Belfort

Objet : mise à disposition à titre précaire de la Batterie Haxo Basse de la Citadelle de Belfort.

Durée : du 24 juin 2019 8 heures, au 1^{er} juillet 2019 14 heures.

Montant : à titre gratuit (à titre indicatif, le montant de cette mise à disposition est évalué à 1 600,00 €).

- Arrêté n° 19-1248 du 25. 6.2019 : Convention de mise à disposition passée avec Grand Belfort Communauté d'Agglomération

Objet : mise à disposition de locaux, d'une superficie de 207,69 m2, 2 place de l'Arsenal.

Destination : implantation du service des Gardes-Champêtres territoriaux.

Durée : du 1^{er} mars 2019 au 29 février 2020, renouvelable tacitement par période d'un an, jusqu'au 28 février 2031.

Montant : à titre gratuit (à titre indicatif, le montant de cette mise à disposition est évalué à 12 461,40 € par an).

- Arrêté n° 19-1261 du 26. 6.2019 : Avenant n° 2 à la convention d'occupation domaniale passée avec SODEXO

Objet : allongement de la période d'occupation pour une année supplémentaire.

Les autres dispositions de la convention d'occupation domaniale du 21 août 2017 signée entre les parties restent inchangées.

- Arrêté n° 19-1346 du 5. 7.2019 : Convention de mise à disposition passée avec l'Association Le Refuge

Objet : mise à disposition de la salle partagée 35/36, d'une superficie de 30,97 m2, située au sein de la Cité des Associations - 2 rue Jean-Pierre Melville à Belfort.

Durée : du 1^{er} juin 2019 au 31 mai 2020, renouvelable tacitement par période d'un an, jusqu'au 31 mai 2031.

Montant de la redevance : elle s'élève, à titre indicatif, pour 2019, à 2,50 € par heure d'occupation.

- Arrêté n° 19-1448 du 22. 7.2019 : Convention de mise à disposition à titre précaire et provisoire passée avec l'Association Théâtre du Pilier sise 7 rue des Casernes à Giromagny (90200)

Objet : mise à disposition du Théâtre Louis Jovet situé place du Forum à Belfort.

Durée : saison 2019-2020.

Montant : à titre gratuit (à titre d'information, le montant de cette mise à disposition, pour l'année 2018, a été estimé à 18 250 € : coût du régisseur et des charges de fonctionnement).

- Arrêté n° 19-1449 du 22. 7.2019 : Convention de mise à disposition à titre précaire et provisoire passée avec l'Association Théâtre du Royaume d'Evette sise Cité des Associations, rue Melville à Belfort

Objet : mise à disposition du Théâtre Louis Jovet situé place du Forum à Belfort.

Durée : 15, 16 et 17 mai 2020.

Montant : à titre gratuit (à titre d'information, le montant de cette mise à disposition serait de 810 €, sur la base des tarifs municipaux 2019).

- Arrêté n° 19-1450 du 22. 7.2019 : Convention de mise à disposition à titre précaire et provisoire passée avec le Service d'Accueil et d'Activité de Jour de la Pépinière (ADAPEI 90) sis 2 rue Joliot Curie à Belfort

Objet : mise à disposition du Théâtre Louis Jovet situé place du Forum à Belfort.

Durée : saison 2019-2020.

Montant : à titre gratuit (à titre d'information, le montant de cette mise à disposition serait de 2 100 €, sur la base des tarifs municipaux 2019).

- Arrêté n° 19-1451 du 22. 7.2019 : Convention de mise à disposition à titre précaire et provisoire passée avec l'association Compagnie Zocha sise Cité des Associations, 4 rue Melville à Belfort

Objet : mise à disposition du Théâtre Louis Jovet situé place du Forum à Belfort.

Durée : 28 septembre 2019, 17, 18 et 19 février 2020.

Montant : à titre gratuit (à titre d'information, le montant de cette mise à disposition serait de 1 080 €, sur la base des tarifs municipaux 2019).

- Arrêté n° 19-1452 du 22. 7.2019 : Convention de mise à disposition à titre précaire et provisoire passée avec l'association En Compagnie de Leroy sise Centre Culturel Michel Legrand, 10 rue Danton à Belfort

Objet : mise à disposition du Théâtre Louis Jovet situé place du Forum à Belfort.

Durée : 18 et 19 avril 2020.

Montant : à titre gratuit (à titre d'information, le montant de cette mise à disposition serait de 540 €, sur la base des tarifs municipaux 2019).

- Arrêté n° 19-1469 du 23. 7.2019 : Convention de mise à disposition à titre précaire et provisoire passée avec la Compagnie Cafarnaüm sise 10 rue Charles Gounod à Belfort

Objet : mise à disposition du Théâtre Louis Jovet situé place du Forum à Belfort.

Durée : saison 2019-2020.

Montant : à titre gratuit (à titre d'information, le montant de cette mise à disposition pour l'année 2018 a été estimé à 79 552 € (coût du régisseur et des charges de fonctionnement)).

- Arrêté n° 19-1508 du 29. 7.2019 : Convention de mise à disposition au profit de l'Association Sportive Municipale Belfortaine (ASMB)

Objet : la salle n° 115, d'une superficie de 23,51 m², située au 1^{er} étage du bâtiment «Externat» - 10 rue de Londres à Belfort, est mise à disposition de l'ASMB.

Durée : du 13 janvier au 31 décembre 2019, renouvelable tacitement par période d'un an, jusqu'au 31 décembre 2030.

Montant : à titre gratuit (à titre indicatif, le montant de cette mise à disposition est évalué à 1 410,60 € par an).

Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Contrats

- Arrêté n° 19-1144 du 12. 6.2019 : Contrat de prestation de service avec la Société Le Studio Sauvage sise 31 place Saint-Martin à Montbéliard (Doubs)

Objet : vente de produits promotionnels dans la boutique du Festival International de Musique Universitaire (FIMU), organisée par la Ville de Belfort.

Durée : du 7 au 10 juin 2019.

Rémunération forfaitaire TTC : 1 680,00 €

La Société Le Studio Sauvage percevra, en outre, une commission de 25 % sur les articles fournis par la Ville de Belfort.

Régies

- Arrêté n° 19-1036 du 27. 5.2019 : Finances - Modification de la régie de recettes auprès du Service de l'Occupation du Domaine Public pour l'encaissement des locations de bâtiments communaux - Modification des modes de recouvrement

▪ Les recettes sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraires,
- chèques,
- carte bancaire,
- virements bancaires.

Le montant maximum de l'encaisse en numéraire s'élève à 300 € et l'encaisse consolidée est de 6 000 €.

Le régisseur est assujéti à un cautionnement de 760 €.

Les autres articles de l'arrêté n° 10216 du 30 octobre 1963 restent inchangés.

- Arrêté n° 19-1156 du 13. 6.2019 : Pôle Evènements/Protocole - Création d'une régie de recettes temporaire

▪ Il est institué une régie de recettes temporaire auprès du Pôle Evènements/Protocole dans le cadre des Rigolomanies 2019.

Elle est installée à Belfort Tourisme - 2 place de l'Arsenal, durant la semaine, et à la Maison du Peuple, tous les jeudis soir, aux horaires précédant le spectacle.

Elle fonctionne du 24 juin au 6 septembre 2019.

La régie encaisse les produits de la vente des tickets sur la base d'une tarification de 5 euros la place ; un tarif réduit de 2,50 euros est instauré pour les enfants de moins de 12 ans.

Les recettes sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraires,
- chèques.

Un fonds de caisse d'un montant de 150 € est mis à disposition du régisseur.

- Arrêté n° 19-1262 du 26. 6.2019 : Service Jeunesse - Création d'une régie d'avance temporaire

▪ Il est institué une régie de dépenses temporaire auprès du Service Jeunesse de la Ville de Belfort dans le cadre de ses activités.

Elle est installée dans les locaux du Service Jeunesse. Elle fonctionne du 8 juillet au 12 août 2019.

La régie a pour objet le paiement des dépenses suivantes :

- entrées 104 personnes à 12,50 €.

Les dépenses sont acquittées selon le mode de paiement suivant :

- espèces.

Le montant de l'avance est fixé à 1 300 €.

- Arrêté n° 19-1263 du 26. 6.2019 : Création d'une sous-régie de recettes aux Musées de la Ville de Belfort

▪ Il est institué une sous-régie de recettes Encaissement de la vente des entrées pour la soirée Haxo Bass 5, installée dans l'enceinte de la citadelle. Cette sous-régie fonctionne le 31 août 2019 pour les billets achetés sur place et à partir de la signature de l'arrêté pour les pré-ventes sur le site des musées de Belfort.

La sous-régie encaisse les produits suivants :

- vente de billets d'entrées à la soirée électro Haxo Bass 5, d'une tarification de 5 € la place.

Les recettes sont encaissées en numéraire. Elles sont perçues contre remise à l'usager de quittances P1RZ.

Le montant maximum de l'encaisse que le mandataire est autorisé à conserver est fixé à 1 500,00 €.

Tarifs

- Arrêté n° 19-1130 du 7. 6.2019 : Organisation du FIMU - Fixation des forfaits de déplacement des groupes participant au FIMU 2019

Objet : forfaits de déplacement à verser aux groupes intervenant au FIMU 2019, du 6 au 10 juin 2019 :

C01	Orchestre Semper Fidelis	France	DUMONT	Philippe	500 €
C04	Symphonic Wind Band Ravne	Slovénie	HUDOPISK	Bozo	700 €
C05	FanfarUTT	France	PINOCHÉ	Nicolas	200 €
C07	Slunko	République Tchèque	MATYASOVA	Radka	500 €
C09	Choir of Pazmany Peter Catholic University	Hongrie	BÉRCESNÉ NOVÁK	Agnes	1 000 €
C10	Chanteuse Chamber Choir	Royaume Uni	BRERETON-BANKS	Susan	600 €
C11	Ensemble vocal du COGE	France	BISSUEL	Aloïs	600 €
C16	Quatuor Avena	France	CAMPBELL	Adam	120 €
C17	Duo Ravello	Belgique	LAMBERT	Elodie	200 €
C18	Flute quartet Flutete	Bosnie Herzégovine	SUNCICA	Loncar	400 €
C21	Duo Marvulli - Columbro	Italie	TIZIANA	Tiziana	300 €
C22	Dueto Odisea	Mexique	ROSAS	Luis	600 €
C24	Classe di Arte Scenica	Italie	VIANO	Maria Paola	700 €
C25	Léo Petitot	France	PETITOT	Léo	210 €
C31	Trio Sayat Nova	France	ERRERA	Emma	150 €

Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

C32	Orchestre de l'université de Genève	Suisse	PULMANNOVA	Dorota	400 €
C34	Budapest University of Technology and Economics Symphony Orchestra	Hongrie	MOLNAR	Zsofia	850 €
C38	Giulia Grassi	Italie	GRASSI	Giulia	200 €
C39	Orchestre d'instruments à cordes de Jesnik	République Tchèque	POLAKOVA	Jana	500 €
C42	Hochschulchor der Hochschule für Musik und Theater Rostock	Allemagne	SPITZBARTH	Bernd	700 €
C43	Tunistrings	Tunisie	SAIDI	Ahmed Amine	600 €
J01	Tinto Brass Street Band	Italie	SAVASTA	Andrea	700 €
J03	Schnickschnack Quartett	Allemagne	MOSQUERA	Oscar	200 €
J04	Mereneu Project	Autriche	SAMPAIO	Emiliano	600 €
J05	Alex Mercado Trio	Mexique	MEZO	Gustavo	400 €
J06	Noah Young Band	USA	NOAH YOUNG	Noah	2 500 €
J07	Persian Rugs	France	KIBODI	Mathieu	300 €
J08	Spectrum Orchestrum	France	VIBERT	Olivier	250 €
J09	Solar Project	France	OHEIX	Simon	300 €
J10	Humboldt Bigband	Allemagne	SIEBERT	Thorbjörn	500 €
J15	Tentet Five	France	DESROCHES	Lucas	200 €
J18	Oliba international	France	BOBO	Maxime	400 €
MA01	Blue Orchid	France	WITTMER	Alexandre	100 €
MA02	The Yokel	France	DUTHILLEUL	Geoffrey	300 €
MA03	Dirty work of soul brothers	France	LEBLAN	Paul-François	150 €
MA05	Carré-court	France	GREMEAUX	Emilien	300 €
MA07	Bear's Towers	France	DESBOIS	Anaëlle	200 €
MA08	Paillette	France	ROBERT	Marie	100 €
MA10	The Yelins	Suisse	VAUCHER	Salvo	200 €
MA11	Bops	France	VITTORI	Alexia	200 €
MA14	Yeast	France	THEVENON	Maxime	200 €
MA16	Neptune Quartet	France	DORDOR	Hugo	100 €
MA17	Des Lions pour des Lions	France	COSTA	Maud	300 €
MA24	Tribade	Espagne	XAVIER	Angulo	400 €
MA25	Toxic Citizens - TXCTZ	France	GILLIOT	Rémi	100 €
MA26	Ibaaku	Sénégal	PONCELET	Julie	200 €
MA29	Ozferti	Belgique	PONCELET	Julie	200 €
MA30	Grand Singe	France	ALVAREZ	Manuel	50 €
MA31	Kunta	France	OUILLON	Léo	250 €
MA32	Difracto	France	DELAMARRE	François	100 €
MA34	Black Ship	France	OHEIX	Simon	300 €
MA41	Cheap House	France	SCHWARTZ	Paul	100 €
MA42	Runrummer	Royaume-Uni	BAYLE	Benoît	300 €
MA44	Mora Mora	France	CHARPIN	Vincent	250 €
MA46	Olten	Suisse	MACQAT	Christophe	325 €
MA48	The Tuff Lions	France	DELARUE	Xavier	400 €
MA49	Eyre Llew	Angleterre	HEATON	Samuel	500 €

Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

MA50	M. Ouattara & A. Ouattara & Komorebi	France / Burkina Faso	PASSARD	Claire	200 €
MA51	Cegeps en spectacle	Canada	JULIEN	Véronique	600 €
W01	Giufà	Italie	VAUCHER	Salvo	700 €
W03	Cápsicum Orquesta	Mexique	CARLOS	Toledo	2 700 €
W04	Elemotho	Namibie	SILVIA	Sala	1 500 €
W05	Compagnie Kotekan	France	GOUDARD	Jean-Pierre	600 €
W07	Opal Ocean	Australie	GADAULT	Emilie	600 €
W08	TmbaTa Orchestra	Arménie	ALEKSANYAN	Lili	2 000 €
W09	Guiss Guiss Bou Bess	Sénégal	LANGLOIS	Valentin	400 €
W10	Almena Band	Egypte	ABDOU	Omar	1 200 €
W12	Electric Mamba	France	PATUREL	Pierre	350 €
W13	Popimane Solo	Burkina Faso	DEMBELE	Dramane	200 €
W16	Tarbiya	Niger	RIMBAULT	Elise	200 €
W47	Cave Gaze World	Japon	YOSHIDA	Shinichi	1 800 €
W21	Kehen	Inde	GAIKWAD	Anup	1 300 €
W22	Sadko	Russie	ALIANCHIKOVA	Liudmila	2 000 €
W23	Ensemble Chokhosnebi	Georgie	KARGADZE	Olga	1 500 €
W24	Grupo de Fados do ISEP	Portugal	OLIVEIRA	José	1 000 €
W25	Maqam	Maroc	ABIDAHOU	Houda	1 400 €
W26	Duet Orenda	Bulgarie	VELIKOVA	Milena	500 €
W28	Kenge Kenge Orutu system	Kenya	ACHIENG ODERO	George	2 600 €
W29	Ars Nova Napoli	Italie	ANTONINO	Anastasia	400 €
W30	Tamburaski orkestar Opcine Semeljci	Croatie	CATIC	Ivana	800 €
W34	Orchestra Orfea	Grèce	KOSKOROU	Fotini	600 €
W35	La BG (Bourrée Gannatoise)	France	CHATEAU	Maxime	250 €
W36	Japan Marvelous	Japon	COPPINI	Cyril	3 200 €
W43	Tuna Filosofía y Letras de Málaga	Espagne	ESPINAR	Javier	600 €
W44	Klezmhear	France	ERRERA	Emma	150 €
W45	Romanasul	Roumanie	FODOR	Ana	700 €
W46	Ballet Liziba	Congo	BOUDZOU MOU	Davèze Meljovic	1 400 €
W48	Ensemble Kolos	Ukraine	KARGADZE	Olga	1 200 €
CO01	Correspondant Burkina Faso	Burkina Faso	KEITA	Ibrahim	1 500 €

- Arrêté n° 19-1178 du 17. 6.2019 : Organisation du FIMU - Modification de l'arrêté n° 19-1130 du 7 juin 2019 fixant les forfaits de déplacement des groupes participant au FIMU 2019

Objet : les modifications des forfaits de déplacement versés aux groupes ayant participé au FIMU 2019 sont fixées ainsi :

C43	Tunistrings	Tunisie	SAIDI	Ahmed Amine	Annulé
W08	TmbaTa Orchestra	Arménie	ALEKSANYAN	Lili	2 400 €

Emprunts

- Arrêté n° 19-1399 du 15. 7.2019 : Mise en place d'un emprunt de 4 000 000 € à taux fixe auprès du Crédit Coopératif pour le financement des investissements prévus au Budget 2019

• Caractéristiques financières :

Montant du prêt : 4 000 000 €

Durée : 15 ans

Conditions financières : taux fixe de 0,60 %

Périodicités des échéances : trimestrielles

Calcul des intérêts : 30/360

Commission de non-utilisation : uniquement en cas de non-déblocage du prêt, représentant 3,50 % du montant des fonds qui ne seraient pas appelés

Mode d'amortissement du capital : constant

Phase de mobilisation : 6 mois

Conditions de remboursement par anticipation : possible en totalité ou partiellement à chaque échéance, sous réserve d'un préavis d'au moins 1 mois et paiement d'une indemnité actuarielle

Frais de dossier : 4 000 €, soit 0,1 %.

Subventions

- Arrêté n° 19-1014 du 24. 5.2019 : Direction Générale - Demande de subvention à l'Etat - Préfecture du Territoire de Belfort au titre de la Dotation Politique de la Ville

Objet : Construction d'une tribune modulaire au stade Pierre de Coubertin.

Montant de la demande : 132 800,00 €

- Arrêté n° 19-1030 du 27. 5.2019 : Direction de l'Action Culturelle - Bibliothèques - Demande de subvention au service du Livre et de la Lecture du Ministère de la Culture

Objet : acquisition d'un album de photographies ayant appartenu à Louis Pergaud.

Montant de la demande TTC : 4 750,00 €

- Arrêté n° 19-1031 du 27. 5.2019 : Direction de l'Action Culturelle - Demande de subvention à la Direction des Affaires Culturelles Bourgogne Franche-Comté et à la Région Bourgogne Franche-Comté

Objet : poursuite des travaux de nettoyage et de remise en état des remparts de l'enceinte fortifiée (Chantiers d'insertion).

Montants de la demande :

Direction des Affaires Culturelles Bourgogne Franche-Comté	25 112,00 €
Région Bourgogne Franche-Comté	12 556,00 €

- Arrêté n° 19-1177 du 17. 6.2019 : Direction de l'Action Culturelle - Musées - Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles Bourgogne Franche-Comté

Objet : restauration 2019 de deux œuvres de la collection des Musées de Belfort :

- Petit Français - Souviens Toi
JEANGIRARD - 1886
Huile sur toile (n° inventaire : DO.76.10.1)

- Devant Belfort
A. VINCENT - 1894
Huile sur toile (n° inventaire : DO.A.57.16.1)

Montant de la demande TTC : 2 655,00 €

Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibérations du Conseil Municipal du 17 avril 2014 et du 5 novembre 2015, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Objet : élection de Super Mamie France.

Montant de la demande :

6 000,00 €

Concessions de cimetières (voir annexe)

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,


Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Achats et renouvellements cimetières - Période du 18 février au 31 août 2019									
cimetières	titre N°	Achat/Renov. Convers°/Modif	date du titre	nom du TITULAIRE	Prénom du TITULAIRE	N° conces°	durée	à partir du	montant
BELLEVUE	19862	A	22/05/2019	DJOUABI	Messaoud	P369M	30	22/05/2019	290,00 €
BELLEVUE	19863	A	24/05/2019	VERZAROLI	Michèle	6097	30	24/05/2019	290,00 €
BELLEVUE	19864	R	29/05/2019	MARCHAL	Andrée	P5056	30	25/05/2019	290,00 €
BELLEVUE	19865	R	29/05/2019	BEL	Roland	P4915	15	13/05/2016	134,00 €
BELLEVUE	19866	A	12/06/2019	DAVIOT	Claude	P3140	30	12/06/2019	290,00 €
BELLEVUE	19867	A	18/06/2019	BELHIACINE	Mounoune	P670M	30	18/06/2019	290,00 €
BELLEVUE	19868	R	18/06/2019	TACHON	Suzie	P5894	30	30/01/2014	290,00 €
BELLEVUE	19869	A	19/06/2019	MINARY	André	P2623	30	19/06/2019	290,00 €
BELLEVUE	19870		20/06/2019	SUHR	Henri	P2245	30	20/06/2019	290,00 €
BRASSE	1507	R	24/06/2019	CLEMENTZ	Thérèse	2179	15	29/07/2019	134,00 €
BELLEVUE	19871	R	25/06/2019	GIRARD	Philippe	P550	15	21/04/2017	134,00 €
BELLEVUE	19872	R	27/06/2019	CHARTON	Camille	P5057	30	25/05/2019	290,00 €
BELLEVUE	19873	A	01/07/2019	CHASTANG	Michèle	P220C	30	01/07/2019	842,00 €
BELLEVUE	19874	A	02/07/2019	TAILLEVAND	Patrice	P240	30	02/07/2019	290,00 €
BELLEVUE	19875	A	04/07/2019	HYORDEY	Marie Christine	P203C	30	04/07/2019	842,00 €
BELLEVUE	19876	R	05/07/2019	MATTERN	Jean	P1759	15	21/09/2019	134,00 €
BRASSE	1508	R	08/07/2019	ENDERLIN	Anna	F3915	15	09/03/2019	134,00 €
BELLEVUE	19877	A	09/07/2019	DALLOZ	Bernadette	P4555	30	09/07/2019	290,00 €
BRASSE	1509	A	16/07/2019	CEREZO	Jean-Pierre	F2630	50	16/07/2019	772,00 €
BELLEVUE	19878	A	15/07/2019	CAILLEUX	Sandrine	P217C	30	15/07/2019	842,00 €
BELLEVUE	19879	R	22/07/2019	LAFOUGE	Emile	P1572	15	03/04/2018	132,00 €
BELLEVUE	19880	A	22/07/2019	FALLET	didier	P211C	30	22/07/2019	842,00 €
BELLEVUE	19881	A	23/07/2019	LEFRANG	Rollande	P3202	30	23/07/2019	290,00 €
BELLEVUE	19882	C	29/07/2019	DEROUICHE	Boumedienne	P362M	PERP	29/05/2019	3 660,23 €
BELLEVUE	19883	R	01/08/2019	SCOTTI	Charlotte	P3362	30	07/08/2018	286,00 €
BELLEVUE	19884	A	02/08/2019	TOURNIER	Jacqueline	P6098-6099	50	02/08/2019	1 852,80 €
BRASSE	1510	A	06/08/2019	BOUVELLE	Laurence	1571	50	06/08/2019	772,00 €
BELLEVUE	19885	R	07/08/2019	LAZZARIS	Hélène	P1583	30	02/04/2018	286,00 €
BELLEVUE	19886	R	14/08/2019	VIOTTI	Louise	P1782	15	11/12/2019	134,00 €
BRASSE	3044	R	26/08/2019	MATTLINGER	Louise	3044	30	02/02/2019	290,00 €
BELLEVUE	19887	R	30/08/2019	FREYBURGEY	Joseph	94	15	20/09/2014	134,00 €
									15 837,03 €

VILLE DE BELFORT**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

Objet de la délibération

N° 19-87

**Suites données aux
recommandations de la
Chambre Régionale des
Comptes au contrôle des
comptes et de la gestion
portant sur les exercices
2011-2018**

SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).

Direction Générale des Services

Références : DM/JS/FB/FL
Mots-clés : Budget
Code matière 7.1

Objet : Suites données aux recommandations de la Chambre Régionale des Comptes au contrôle des comptes et de la gestion portant sur les exercices 2011-2018

La Ville de Belfort a fait l'objet d'un contrôle de ses comptes et de sa gestion portant sur les exercices 2011-2018, dont un volet portait plus spécifiquement sur l'exercice de la compétence scolaire et périscolaire.

Le rapport d'observations définitives a fait l'objet d'une communication au Conseil Municipal, réuni le 27 septembre 2018.

La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015, dite Loi NOTRe, prévoit un dispositif de suivi des observations des Chambres Régionales des Comptes prévoyant qu'au terme d'un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives, l'exécutif présente devant l'assemblée un rapport exposant les actions entreprises pour donner suite à ces observations. Ce rapport est ensuite communiqué à la Chambre.

En réponse aux observations rendues par la Chambre Régionale des Comptes, les suites données sont les suivantes.

Recommandation n°1 : la Chambre recommande à la commune de Belfort d'amortir les subventions d'investissement perçues, qui se rattachent à un bien amortissable.

Les travaux de reprise de subventions d'investissement ont été engagés en 2019. Le budget supplémentaire 2019 a inscrit la reprise des subventions pour l'année 2015 pour un montant de 207 347 €, étalée sur les années 2016 à 2019.

Recommandation n°2 : la Chambre recommande à la commune, au regard de sa situation financière, et si elle souhaite conserver une trajectoire financière soutenable, de limiter l'augmentation de sa dette au strict nécessaire.

L'évolution de l'encours de la dette traduit parfaitement la recommandation de la Chambre.

L'évolution de l'encours de la dette (budget principal et budget annexe de la cuisine centrale fusionné en 2018) est le suivant :

2014 =	71,79 M€
2015 =	69,33 M€
2016 =	70,07 M€
2017 =	69,47 M€
2018 =	68,74 M€

Soit un encours de dette en recul de 3 M€ depuis le début du mandat (- 4,25 %). En diminuant la dette, la Ville de Belfort est donc allée plus loin que la recommandation de la Chambre.

Recommandation n°3 : la Chambre recommande à la collectivité d'adopter pour les exercices futurs un rapport sur les orientations budgétaires conforme aux articles L. 2312-1 et D.2312-3 du CGCT et cohérent avec le Budget Primitif qui sera présenté par la suite.

Le Rapport d'Orientation Budgétaire 2019, présenté en novembre 2018 sous une nouvelle forme, a tenu compte des principaux éléments d'information qui doivent être portés à la connaissance des membres du Conseil Municipal, avec les limites inhérentes au contexte financier incertain pour la Ville de Belfort sur deux réformes majeures attendues pour 2020 sur les dotations et la fiscalité (voir réponse à la recommandation n°4).

Recommandation n°4 : la Chambre recommande à la commune de Belfort d'engager sans délai une programmation pluriannuelle complète de ses projets d'investissement.

Comme indiqué dans la réponse faite à la Chambre et annexée au rapport définitif, l'exécutif de la commune de Belfort travaille sa programmation pluriannuelle des investissements et la met à jour régulièrement. Toutefois, dans un contexte financier aussi incertain, tant sur les dotations, que sur la fiscalité, il est difficile de stabiliser la trajectoire financière et d'établir une programmation. Les remarques formulées par la Ville de Belfort sur le contexte national extrêmement mouvant est malheureusement toujours d'actualité. Pour exemple, il était prévu que le Gouvernement mette en place au printemps 2019 des réunions d'échanges avec les représentations des collectivités territoriales sur le devenir et le financement de la taxe d'habitation. Elles n'ont jamais eu lieu, et très peu d'informations sont données sur les garanties financières qui seront données aux collectivités dans les années à venir.

Recommandation n°5 : la Chambre recommande à la commune de Belfort de réunir de manière effective les instances de gouvernance proposées dans le PEDT 2017-2020, et de réaliser une évaluation de la mise en œuvre de son projet éducatif.

En 2018, compte tenu du retour à la semaine de quatre jours, le COPIL n'a pu se réunir. Toutefois, différents temps d'échanges se sont tenus avec la Préfecture, la DDCSPP et l'Inspection Académique, afin d'aboutir au projet d'avenant 2018- 2020, qui a intégré la charte «plan mercredi». Cet avenant a été approuvé par le Conseil Municipal du 13 décembre 2018.

Pour 2019, un comité de pilotage se tiendra en fin d'année. L'évaluation du PEDT est aujourd'hui envisagée à l'horizon de l'exercice 2021.

Recommandation n°6 : la Chambre recommande à la commune de Belfort de réaliser une étude d'impact avant d'envisager de nouvelles modifications significatives en matière de politique éducative, notamment par rapport au projet du retour à la semaine de quatre jours.

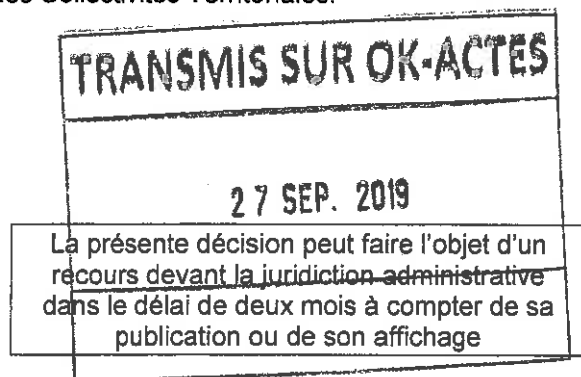
Compte tenu de la mise en œuvre de la semaine à quatre jours en 2018, il n'est pas envisagé de modification significative de la politique éducative. Une évaluation du retour à la semaine de quatre jours devrait être présentée aux élus dans le courant du premier semestre 2020.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte de la communication de cette délibération, qui sera transmise à la Chambre Régionale des Comptes.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.



Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINTIGNY

MAIRIE DE BELFORT
TERRITOIRE

Objet : Suites données aux recommandations de la Chambre Régionale des Comptes au contrôle des comptes et de la gestion portant sur les exercices 2011-2018

Date affichage

le 27 SEP. 2019

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 19-88

**Modification des
statuts de Territoire
d'Energie 90
(ex-SIAGEP 90)****SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



Direction Attractivité, Citoyenneté et Ressources Internes

Références DM/GL/CJ
Mots-clés Intercommunalité
Code matière 5.7

Objet : Modification des statuts de Territoire d'Energie 90 (ex-SIAGEP 90)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la délibération n° 17-66 portant sur la modification des statuts du SIAGEP,

M. le Président de Territoire d'Energie 90 (ex-SIAGEP 90) vient d'informer les communes membres de ce syndicat d'une modification de ses statuts.

Le comité syndical, réuni le 28 mai 2019, a approuvé la nouvelle mouture de ces derniers, qui sont joints à la présente. Chaque adhérent doit donc maintenant se prononcer dans les conditions fixées par l'article L 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir l'assentiment des deux-tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux-tiers de la population.

La dernière modification statutaire ratifiée par la Préfecture date de 2009.

Les principales modifications statutaires portent sur les points suivants :

- la dénomination du syndicat,
- la localisation du siège du syndicat,
- l'adjonction de nouvelles compétences.

La dénomination du syndicat

Le SIAGEP devient «Territoire d'Energie 90», une dénomination plus évocatrice par rapport au domaine de l'énergie qui est, et qui deviendra plus encore, le cœur des activités.

La localisation du siège du syndicat

Territoire d'Energie 90
1 avenue de la Gare TGV
La Jonxion 1 - Tour 5
90400 MEROUX

L'adjonction de nouvelles compétences

La compétence principale reste la distribution publique d'énergie électrique. Pour mémoire, il est rappelé que toutes les communes adhèrent à cette compétence, ce qui permet au syndicat d'être à maille départementale.

En parallèle de cette compétence principale, on trouve les compétences optionnelles suivantes :

- distribution publique de gaz,
- infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables,
- éclairage public,
- distribution publique de chaleur et de froid,
- réseaux de communications électroniques et réseaux câblés,
- énergies,
- Système d'Information Géographique (S.I.G) et de gestion de bases de données,
- information de gestion.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 39 voix pour, 0 contre et 5 abstentions (M. Olivier DERROY, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Marc ARCHAMBAULT),

DECIDE

de valider la modification des statuts de Territoire d'Energie 90.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 1 OCT. 2019

STATUTS DE « TERRITOIRE D'ENERGIE 90 » (ex SIAGEP 90)

AVANT PROPOS

Créé en 1994, le syndicat d'électricité du Territoire de Belfort avait alors pour seule mission la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité.

L'élargissement de l'éventail de ses compétences lui a fait prendre le nom de Syndicat Intercommunal d'Aide à la Gestion des Équipements Publics du Territoire de Belfort (SIAGEP 90) en 1999. Ainsi le service informatique a pu voir le jour en 2000 et le service SIG en 2007.

Face à la diversité croissante des besoins des communes mais aussi des établissements de coopération intercommunale, le SIAGEP souhaite une nouvelle fois modifier ses statuts.

Les présents statuts permettront d'élargir les compétences proposées aux collectivités.

Le nom du syndicat change également pour devenir « Territoire d'énergie 90 ».

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 : Constitution et dénomination

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales est constitué un syndicat de communes dénommé "Territoire d'énergie 90" en abrégé « TDE 90 » désigné ci-après "le Syndicat".

Une liste des adhérents du syndicat est annexée aux présents statuts.

ARTICLE 2 : Objet du syndicat

Le Syndicat est constitué en vue d'œuvres ou de services présentant une utilité pour chacune des personnes morales qui en sont membres.

Le syndicat est un syndicat à la carte.

Le Syndicat exerce en lieu et place des communes membres, la compétence principale d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité, définie à l'article 7.1 ci-après.

Le syndicat est également habilité à exercer, sur demande et pour le compte des communes membres, les compétences à caractère optionnel définies à l'article 7.2 des statuts et des activités accessoires définies à l'article 8 des statuts.

ARTICLE 3 : Siège du Syndicat

Le siège du Syndicat est fixé au 1 avenue de la gare TGV, Tour 5, centre d'affaires de la Jonxion, 90400 MEROUX-MOVAL.

Les réunions des organes délibérants du Syndicat auront lieu au siège de celui-ci ou sur le territoire d'une de ses collectivités membres.

ARTICLE 4 : Durée du Syndicat

Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

ARTICLE 5 : Périmètre d'intervention

Le syndicat exerce les compétences transférées par ses communes dans la limite de leur territoire et de leur compétence respective.

Par convention, des actions pourront être menées avec d'autres partenaires (collectivités publiques non adhérentes, établissements publics non adhérents etc.) à condition toutefois qu'elles soient de même nature que l'une ou l'autre des compétences exercées habituellement par le Syndicat, en application de l'article L5111-1 alinéa 3 du CGCT.

ARTICLE 6 : Modalités de transfert et de reprise des compétences optionnelles

6.1 Modalités de transfert des compétences optionnelles

Une commune peut transférer au Syndicat des compétences à caractère et optionnel dans les conditions suivantes :

- La ou les compétences sont transférées au Syndicat par délibération du conseil municipal de la commune membre ;
- La délibération portant transfert de compétence est notifiée par le Maire au Président du syndicat qui en informe le comité syndical lors de la prochaine séance du conseil syndical ;
- Le transfert prend effet au premier jour du mois suivant la date à laquelle la délibération de l'assemblée délibérante de l'adhérent est devenue exécutoire (date de réception en Préfecture).

Les modalités de transfert de compétence, non prévues aux présents statuts sont fixées par le Comité syndical dans le respect du CGCT. En particulier, la contribution des personnes morales membres aux dépenses liées aux compétences optionnelles résultant de ce transfert est déterminée par délibération du Comité syndical.

6.2 Modalités de reprise des compétences optionnelles

La reprise d'une compétence optionnelle transférée au Syndicat par une de ses communes membres s'effectue dans les conditions suivantes :

- Sauf dispositions contraires, le retrait prend effet le premier jour de l'année suivant la date à laquelle la décision de retrait est devenue exécutoire ;

- La commune reprenant une compétence se substitue au Syndicat dans les contrats souscrits par celui-ci ;
- La commune reprenant une compétence continue à participer au service de la dette pour les emprunts contractés par le Syndicat et concernant cette compétence pendant la période au cours de laquelle il l'avait transférée au Syndicat jusqu'à l'amortissement financier complet desdits emprunts ; le Comité Syndical détermine la quote-part des annuités devant être prises en charge par le membre concerné lorsqu'il adopte le budget ;
- La délibération de la commune portant reprise de compétence est notifiée par l'exécutif du membre concerné au Président du Syndicat.

Les autres modalités et conditions de reprise de compétences optionnelles non prévues aux présents statuts sont fixées par le Comité Syndical conformément aux dispositions de l'article L.5211-25-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

CHAPITRE 2 –COMPETENCES DU SYNDICAT

ARTICLE 7 : Compétences

7.1. Compétence principale de la distribution publique d'électricité

Le Syndicat exerce la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité définie à l'article L. 2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales sur l'ensemble du Territoire de Belfort.

A ce titre, le Syndicat exerce les compétences suivantes :

- La passation, avec les entreprises délégataires, dans le respect du droit de la concurrence et de la commande publique, de tous actes relatifs à la délégation du service public de distribution d'électricité ou, le cas échéant, l'exploitation du service en régie ;
- La représentation des intérêts des usagers dans leurs relations avec les fournisseurs et les entreprises délégataires ;
- Le contrôle du bon accomplissement des missions de service public, et contrôle du réseau public de distribution d'électricité, tel que le prévoit notamment l'article L. 2224-31 du CGCT ;
- La perception des taxes, redevances, subventions et fonds prévus par les lois et règlements ;
- La maîtrise d'ouvrage, soit dévolue au concessionnaire du service public soit exercée en régie, des investissements sur les réseaux publics de distribution d'électricité ;
- La représentation des membres dans tous les cas où les lois et règlements en vigueur prévoient que ceux-ci doivent être représentés ou consultés ;
- Le conventionnement dans le cadre de l'article L.2224-35 du CGCT, entre le syndicat et les opérateurs de communications électroniques en complément à la réalisation de travaux relatifs aux réseaux de distribution électrique ;
- La création d'une commission consultative paritaire comme mentionnée à l'article L. 2224-37-1 du CGCT ;

- La réalisation, dans le cadre des dispositions de l'article L 2224-31 du CGCT, directement par le syndicat ou par l'intermédiaire d'un concessionnaire, d'actions tendant à maîtriser la demande d'électricité ;

7.2. Compétences optionnelles

7.2.1 Au titre de la distribution publique du gaz

Le Syndicat exerce la compétence d'autorité organisatrice du service public de distribution de gaz comme définie à l'article L. 2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales en lieu et place des communes qui lui ont transféré cette compétence.

A ce titre, le Syndicat exerce les compétences suivantes :

- La passation, avec les entreprises délégataires, dans le respect du droit de la concurrence et de la commande publique, de tous actes relatifs à la délégation du service public de distribution de gaz ou, le cas échéant, l'exploitation du service en régie ;
- La représentation des intérêts des usagers dans leurs relations avec les entreprises délégataires ;
- Le contrôle du bon accomplissement des missions de service public, et contrôle des réseaux publics de gaz tel que le prévoit notamment l'article L. 2224-31 du CGCT ;
- La perception des taxes, redevances, subventions et fonds prévus par les lois et règlements ;
- La maîtrise d'ouvrage, soit dévolue au concessionnaire du service public soit exercée en régie, des investissements sur les réseaux publics de distribution de gaz ;
- La maîtrise d'ouvrage, l'aménagement, l'exploitation, la construction d'installations de production de gaz dans les conditions visées par les articles L. 2224-31 et suivants du CGCT ;
- La représentation des membres dans tous les cas où les lois et règlements en vigueur prévoient que ceux-ci doivent être représentés ou consultés ;
- La mise en place de tout système de gestion permettant au syndicat de répondre à ses missions qu'elles soient d'ordre technique, juridique ou administratif.

7.2.2 Au titre des infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables

Le Syndicat exerce, en lieu et place des communes qui en font la demande, la compétence mentionnée à l'article L. 2224-37 du CGCT pour la mise en place et l'organisation d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

7.2.3 Au titre de l'éclairage public

Le Syndicat exerce, en lieu et place des communes qui en font la demande, la compétence relative au développement, au renouvellement et à l'exploitation des installations et réseaux d'éclairage public d'ornementation, comportant notamment :

- La maîtrise d'ouvrage des renouvellements d'installations et des installations nouvelles, notamment les extensions, renforcements, renouvellements, rénovations, mises en conformité et améliorations diverses ;
- La maintenance préventive et curative de ces installations ;

- La passation et l'exécution des contrats d'accès au réseau de distribution d'électricité et le cas échéant de fourniture d'énergie électrique (achat d'électricité) ;

Sont exclus de cette compétence les éclairages publics dépendant d'un EPCI à fiscalité propre dans le cadre de la compétence « voirie ».

Toutefois, un partenariat, avec les collectivités locales disposant de moyens d'intervention en matière d'éclairage public peut être réalisé par signature d'une convention dans le cadre d'une prestation de service.

7.2.4 Au titre de la distribution publique de chaleur et de froid

Le Syndicat exerce, en lieu et place des communes qui en font la demande, la compétence portant création et exploitation d'un réseau public de chaleur ou de froid utilisant tout type de matières ou d'énergies.

7.2.5 Au titre des réseaux de communications électroniques et réseaux câblés

Dans le cadre des dispositions de l'article L. 1425-1 du CGCT, le Syndicat exerce la compétence relative aux réseaux et services locaux de communications électroniques sur le territoire des communes qui la lui ont transférée.

A ce titre, le Syndicat peut créer des infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunications et des réseaux câblés, pour les exploiter ou les mettre à disposition d'opérateurs ou utilisateurs.

Le Syndicat réalise notamment le génie civil relatif aux réseaux de télécommunication en coordination avec les travaux sur les réseaux de distribution publique d'énergie électrique et de gaz.

Le Syndicat peut conclure tout contrat ou convention, permettant l'établissement, l'exploitation et la mise à disposition des infrastructures et des réseaux publics de communications électroniques et des réseaux câblés.

7.2.6 Au titre des énergies

Le Syndicat peut réaliser des études et mettre en œuvre toutes études et actions en faveur de la maîtrise de l'énergie, des économies d'énergie et du climat, visant à :

- L'amélioration de la performance énergétique ;
- La mutualisation des économies d'énergies réalisées par ses membres ;
- Les études et mise en œuvre d'actions en faveur de la maîtrise de l'énergie ;
- Fournir des conseils énergétiques dans le domaine des énergies (tarification, choix des matériels et d'équipements) ou dans le domaine de la maîtrise de la demande d'énergie ;
- La lutte contre les changements climatiques ;
- La maîtrise d'ouvrage d'installations de production d'électricité de proximité utilisant les énergies renouvelables et l'exploitation de ces installations dans les conditions visées par les articles L 2224-32 et L2224-33 du CGCT ;

Le Syndicat est compétent pour aménager ou faire aménager, exploiter ou faire exploiter toute nouvelle installation de production d'énergie, de cogénération, de récupération d'énergie, de valorisation énergétique, de réseaux de chaleur énergies renouvelables : hydroélectrique, biomasse, géothermie, pompe à chaleur, énergie bois, visant l'alimentation d'un réseau de chaleur, énergie solaire-photovoltaïque, énergie éolienne.

7.2.7 Au titre du système d'information géographique (S.I.G) et gestion de bases de données

A la demande des communes, et selon les règles fixées par le comité syndical, le Syndicat procède ou participe, à la réalisation, la gestion et l'exploitation de bases de données d'intérêt général et de SIG. Cela consiste notamment à :

- Doter les communes adhérentes du cadastre numérisé ;
- Doter les communes s adhérentes de moyens techniques permettant d'accéder à une ou plusieurs solutions de traitement de données spatiales cartographiques dans le but de mutualiser, de partager et d'utiliser une infrastructure de données géographiques ;
- Développer l'enrichissement, la diffusion des données alphanumériques et/ou graphiques de la plateforme par la numérisation de plans cadastraux, techniques ou autres et par l'intégration de données issues de tout type de producteurs qu'ils soient adhérents ou non au Syndicat ;
- Apporter aux adhérents les audits, conseils, études techniques, assistance, maintenance, formation et toute autre forme d'accompagnement concernant le SIG ;
- Procéder à la géolocalisation et à la géo-détection des réseaux (électricité, télécommunication, eau, assainissement...) ou de tout élément défini en concertation entre l'adhérent et le Syndicat, dans le but d'enrichir les données SIG ;
- Assister ou suppléer les communes dans leurs missions réglementaires concernant l'occupation du domaine public (DT, DICT, guichet unique,...).

7.2.8 Au titre de l'informatique de gestion

A la demande des communes, en application de l'article L5111-1 alinéa 3 du CGCT, le Syndicat procède à :

- L'acquisition et la fourniture des droits d'exploitation de logiciels de gestion ;
- La réalisation d'actions mutualisées liées à l'informatique et aux Technologies d'Information et de Communication sous forme d'audits, de conseils, d'études, d'assistance, de maintenance et de toute autre forme d'accompagnement concernant l'informatique de gestion ;
- La représentation des membres auprès des organismes détenteurs des droits relatifs aux licences d'utilisation ;
- La réalisation d'études et le développement de solutions pour l'informatisation dans le cadre de la gestion publique ;
- L'accompagnement des demandes de ses membres sur un sujet lié à la mise en place et/ou à la gestion de leur informatique de gestion ;
- L'acquisition groupée, la gestion centralisée et la fourniture des droits d'exploitation de solutions informatiques et bureautiques comme notamment : visioconférence, CLOUD, hébergement, télé-services, dématérialisation, réseaux informatiques, certificats numériques, sécurité informatique, gestion électronique de documents (GED), open data,

...

De plus, conformément aux articles L1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le Syndicat peut exercer la compétence « Informatique intégrale » en lieu et place des membres lui ayant transféré cette compétence.

Dans le cadre de ce transfert de compétence, le Syndicat acquiert et met à disposition des communes les équipements informatiques et logiciels dont elles ont besoin pour exercer leur mission de service public. La contribution des communes à ce transfert est fixée par délibération du Comité syndical.

ARTICLE 8 : activités accessoires aux compétences, mises en commun, services

Le Syndicat peut, pour la mise en œuvre de son objet, avoir recours à différents modes d'interventions, selon le tableau joint en annexe 2. En outre, toutes les interventions du Syndicat dans le cadre de ses compétences ou de ses activités, décrites à l'article 7 ci-dessus, peuvent être exercés en propre, ou par le biais d'une structure à laquelle il participe.

En dehors des transferts de compétence, et au titre de l'article 7.3, le Syndicat peut donc intervenir dans un cadre de coopération publique. À cet égard, il peut conclure :

8.1 Prestations de services

De manière générale, le Syndicat est habilité à effectuer, dans le respect des règles de concurrence et de la commande publique, au nom et pour le compte d'un membre, d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale, d'un syndicat mixte, ou de tout autre organisme public, des prestations de services dans des domaines connexes aux compétences obligatoire et optionnelles et à l'éclairage public mentionnées à l'article 7 des présents statuts.

8.2 Conventions de mise à disposition

Conformément au dispositif de l'article L 5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les services du syndicat peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services. La convention de mise à disposition prévoit les conditions de remboursement par la collectivité des frais de fonctionnement du service.

Le Syndicat peut également intervenir dans le cadre des articles L5111-1, L5111-1-1 et L5221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales afin notamment de conclure des conventions à l'effet d'entreprendre ou de conserver à frais communs des ouvrages ou des institutions d'utilité commune ou encore de prévoir les conditions de réalisation d'un service unifié.

8.3 Conventions de mandat

Le Syndicat peut conclure dans les conditions posées par la Loi n° 85.704 du 12 juillet 1985 et le Code des Marchés Publics, des conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'exercice, au nom et pour le compte du maître de l'ouvrage, de tout ou partie des attributions de la maîtrise d'ouvrage, mais également des conventions de co-maîtrise d'ouvrage dont il peut être le coordonnateur et même le mandataire, ainsi que des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage en vue de désigner un maître d'ouvrage unique.

8.4 Assistance à maîtrise d'ouvrage/d'œuvre

Pour l'exercice de ses compétences, des conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) ou de conduite d'opération pour apporter une assistance générale à caractère administratif, financier et technique, ou d'une assistance partielle spécialisée qui portent soit sur l'un des éléments de l'assistance générale, soit sur un aspect technique de l'opération nécessitant une compétence particulière et spécifique, notamment l'assistance pour la passation et l'exécution de contrats ou encore l'étude et la mise en œuvre d'actions spécifiques.

- Des conventions de maîtrise d'œuvre pour apporter une réponse technique et économique au programme du maître d'ouvrage ;
- Des conventions portant sur toutes les études générales ou spécifiques corrélatives aux travaux visés à l'article 7 et à leur réalisation.

8.5 Groupement de commandes et centrale d'achat

Le Syndicat peut être coordonnateur de groupements de commandes pour toute catégorie d'achats ou de commandes publiques le concernant en qualité de donneur d'ordre ou de maître d'ouvrage se rattachant à ses compétences. Pour cela, le Syndicat est spécialement mandaté pour chaque opération par délibération de l'organe délibérant de chaque adhérent intéressé. Le Syndicat peut être également amené à prendre en compte les besoins des personnes morales non-adhérentes.

Il peut également être centrale d'achat au profit de ses membres pour toute catégorie d'achat ou de commande publique se rattachant aux activités du Syndicat.

CHAPITRE 3 – ADMINISTRATION DU SYNDICAT

ARTICLE 9 : Désignation des membres siégeant au comité syndical

Le syndicat est administré par un Comité Syndical composé de délégués élus comme suit :

- Commune de moins de 1 000 habitants : 1 délégué,
- Commune de 1 001 à 3 500 habitants : 2 délégués,
- Commune de 3 501 à 10 000 habitants : 3 délégués,
- Commune de plus de 10 000 habitants : 4 délégués plus 1 délégué par tranche supplémentaire de 10 000 habitants.

Chaque commune désigne, en plus de ses délégués titulaires, des délégués suppléants en nombre égal à celui des délégués titulaires. En cas d'empêchement d'un ou plusieurs délégués titulaires,

les délégués suppléants présents (dans la limite du nombre de titulaires absents) de la commune concernée siègent au Comité avec voix délibérative.

La population prise en compte pour déterminer le nombre de délégués est la population municipale sans double compte selon l'INSEE, au 1^{er} janvier de l'année de renouvellement du comité syndical.

ARTICLE 10 : Le comité du syndicat

Le Comité conserve les attributions définies par le CGCT et peut déléguer par délibération, toutes les autres au Bureau et au Président, dans les conditions prévues à l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Chaque délégué peut avoir pouvoir écrit de voter au nom d'un autre délégué de son choix ; un même délégué ne peut, toutefois, être porteur que d'un seul mandat.

Tous les délégués présents ou représentés prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à tous les membres, notamment pour l'élection du Président et du Bureau, le vote du budget, l'approbation du compte administratif et les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat.

En revanche, lorsque le vote porte sur une ou des compétences optionnelles, seuls les délégués des communes ayant transféré ces compétences participent au vote.

ARTICLE 11 : Le bureau du syndicat

Le Comité élit, parmi les délégués qui le composent, un Bureau composé d'un Président, de vice-présidents et de membres, dans les conditions prévues à l'article L5211-10 du CGCT.

13.1 Le Président

Le Président est l'organe exécutif du Syndicat. Il est élu parmi les délégués, par le comité en Assemblée Générale. Il administre le Syndicat dans les conditions prévues au Code Général des Collectivités Territoriales.

- Il prépare et exécute les délibérations du Comité ou du Bureau ;
- Il est responsable du fonctionnement du Syndicat dont il rend compte aux organes délibérants ;
- Dans la limite des restrictions prévues au CGCT, il peut recevoir délégation d'une partie des attributions du Comité ou du Bureau syndical ;
- Dans les limites définies par la Loi, il peut déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents, ainsi que sa signature au Directeur/Directrice et le cas échéant aux responsables de services.

Sauf dispositions contraires du CGCT, le Président prend part à toutes les délibérations.

13.2 Les vice-Présidents

Le nombre de vice-présidents est fixé par délibération du Comité Syndical dans le respect des conditions fixées par l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ils sont élus parmi les délégués par le comité syndical.

13.3 Les autres membres du Bureau

Le nombre des autres membres du Bureau est fixé par délibération du Comité syndical sans pouvoir être inférieur à 5 membres et supérieur à 12 membres.

ARTICLE 12 : Commissions consultatives

Conformément aux articles L 5211-1, L 2121-22 et L 2143-2 du CGCT, des commissions composées de membres du comité syndical, ainsi que des comités consultatifs associant des personnalités qualifiées extérieures, peuvent être créées par celui-ci ou pour l'étude de diverses questions intéressant soit l'ensemble des adhérents, soit certains d'entre eux.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement de ces commissions et comités consultatifs sont précisées par le règlement intérieur.

ARTICLE 13 : Règlement intérieur

Conformément à l'article L 2121-8 du CGCT, un règlement intérieur fixe les dispositions relatives au fonctionnement du comité syndical, du bureau et des commissions qui ne seraient pas déterminées par les statuts, les lois et les règlements en vigueur.

CHAPITRE 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

ARTICLE 14 : Le budget

Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses incombant à celui-ci notamment à l'aide :

- Des redevances du concessionnaire ;
- De la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au titre de l'article L 5212-24 du CGCT ;
- Des versements du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) ;
- Des fonds de concours des adhérents aux dépenses correspondant à l'exercice des compétences transférées ;
- Des subventions et participations de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs établissements publics et de l'Union européenne, pouvant être perçues par le Syndicat ;
- Des ressources que le syndicat est appelé à créer, à percevoir ou à recevoir en raison de ses attributions ;
- Du produit de la vente de certificats liés à ses activités, certificats d'économie d'énergie par exemple ;

- Des produits des activités ;
- Des participations des adhérents, dans les conditions fixées par le comité syndical, aux dépenses correspondant à l'exercice des compétences optionnelles ;
- Des participations des adhérents au fonctionnement des services mis à disposition, tels que prévus par l'article 8 des présents statuts ;
- D'emprunt ;
- Plus globalement, toutes ressources autorisées par les lois et réglementations en vigueur.

La contribution des communes adhérentes aux dépenses correspondant à chacune des compétences retenues, est fixée par les instances syndicales. La cotisation d'un adhérent peut être fonction de sa population. Chacun supporte notamment le coût des compétences transférées au Syndicat, ainsi qu'une part des dépenses d'administration générale.

ARTICLE 15 : La comptabilité

La comptabilité du syndicat est tenue selon les règles fixées par la comptabilité publique applicable aux communes.

Le comptable assignataire du Syndicat est le Payeur Départemental de la Paerie départementale de BELFORT.

ARTICLE 16 : Adhésion à un autre organisme de coopération

L'accord du syndicat pour son adhésion à un autre organisme de coopération est valablement donné par simple délibération du comité syndical.

- ANNEXE 1 -

COLLECTIVITE	COMPETENCE OBLIGATOIRE	COMPETENCES OPTIONNELLES							
	Distribution publique d'énergie électrique	Distribution publique du gaz	Infrastructures de charges pour véhicules électriques ou hybrides	Eclairage public	Réseaux de télécommunications et réseaux câblés	Réseaux de chaleur et de froid	Energies	Informatique de gestion	Système d'information géographique (S.I.G) et gestion de bases de données
ANDELNANS									
ANGEOT									
ANJOUTEY									
ARGIESANS									
AUTRECHENE									
AUXELLES BAS									
AUXELLES HAUT									
BANVILLARS									
BAVILLIERS									
BEAUCOURT									
BELFORT									
BERMONT									
BESSONCOURT									
BETHONVILLIERS									
BORON									
BOTANS									
BOURG S/CHATELET									
BOUROGNE									
BREBOTTE									
BRETAGNE									
BUC									
CHARMOIS									
CHATENOIS LES FORGES									
CHAUX									
CHAVANATTE									
CHAVANNES LES GRANDS									

COLLECTIVITE	COMPETENCE OBLIGATOIRE	COMPETENCES OPTIONNELLES							
	Distribution publique d'énergie électrique	Distribution publique du gaz	Infrastructures de charges pour véhicules électriques ou hybrides	Eclairage public	Réseaux de télécommunications et réseaux câblés	Réseaux de chaleur et de froid	Energies	Informatique de gestion	Système d'information géographique (S.I.G.) et gestion de bases de données
COURTELEVANT									
CRAVANCHE									
CROIX									
CUNELIERES									
DANJOUTIN									
DELLE									
DENNEY									
DORANS									
EGUENIGUE									
ELOIE									
ESSERT									
ETUEFFONT									
EVETTE-SALBERT									
FAVEROIS									
FECHÉ L'EGLISE									
FELON									
FLORIMONT									
FONTAINE									
FONTENELLE									
FOUSSEMAGNE									
FRAIS									
FROIDEFONTAINE									
GIROMAGNY									
GRANDVILLARS									
GROSMAGNY									
GROSNE									
JONCHEREY									
LACHAPELLE SOUS CHAUX									

COLLECTIVITE	COMPETENCE OBLIGATOIRE	COMPETENCES OPTIONNELLES							
	Distribution publique d'énergie électrique	Distribution publique du gaz	Infrastructures de charges pour véhicules électriques ou hybrides	Eclairage public	Réseaux de télécommunications et réseaux câblés	Réseaux de chaleur et de froid	Energies	Informatique de gestion	Système d'information géographique (S.I.G) et gestion de bases de données
LAGRANGE									
LAMADELEINE									
LARIVIERE									
LEBETAIN									
LEPUIX									
LEPUIX NEUF									
LEVAL									
MENONCOURT									
MEROUX-MOVAL									
MEZIRE									
MONTBOUTON									
MONTREUX CHATEAU									
MORVILLARS									
NOVILLARD									
OFFEMONT									
PEROUSE									
PETIT CROIX									
PETITE FONTAINE									
PETITMAGNY									
PHAFFANS									
RECHESY									
RECOUVRANCE									
REPPE									
RIERVESCEMONT									
ROMAGNY/S ROUGEMONT									
ROPPE									
ROUGEMONT LE CHATEAU									
ROUGEGOUTTE									

COLLECTIVITE	COMPETENCE OBLIGATOIRE	COMPETENCES OPTIONNELLES							
	Distribution publique d'énergie électrique	Distribution publique du gaz	Infrastructures de charges pour véhicules électriques ou hybrides	Éclairage public	Réseaux de télécommunications et réseaux câblés	Réseaux de chaleur et de froid	Energies	Informatique de gestion	Système d'information géographique (S.I.G) et gestion de bases de données
SERMAMAGNY									
SEVENANS									
SUARCE									
THIANCOURT									
TREVENANS									
URCEREY									
VALDOIE									
VAUTHIERMONT									
VELLESCOT									
VESEMONT									
VETRIGNE									
VEZELOIS									
VILLARS LE SEC									

MODES D'INTERVENTION PAR COMPETENCES ET ACTIVITES

Compétences/Activités	Modes d'intervention du Syndicat par compétence et activité				
	Transfert de compétence		Maîtrise d'ouvrage délégée	Mise à disposition de services	Coopération publique (entente, service unifié, ...)
	Obligatoire	Optionnel			
Distribution publique d'électricité	X		X	X	X
Distribution publique de gaz		X	X	X	X
Infrastructures de charge pour véhicules électriques ou hybrides		X	X	X	X
Éclairage public		X	X	X	X
Distribution publique de chaleur et de froid		X	X	X	X
Réseaux de communication électroniques et câblés		X	X	X	X
Énergies		X	X	X	X
SIG et gestion de bases de données		X	X	X	X
Informatique de gestion		X	X	X	X

PRESENTATION DES STATUTS DE TDE 90 VALIDES PAR DELIBERATION DU COMITE SYNDICAL DU 28 MAI 2019

Petit retour en arrière...

16/05/2017

- Délibération du comité syndical validant la modification des statuts

31/05/2017

- Envoi de la délibération et des nouveaux statuts à la Préfecture
- Envoi du courrier de saisine à toutes les communes pour délibération

30/08/2017

- TDE 90 demande l'arrêté préfectoral validant ses statuts aucune remarque n'ayant été faite par la Préfecture et la majorité des communes ayant approuvé les statuts

Les statuts votés le 16 mai 2017 avals été validés par la majorité des communes mais n'ont jamais été ratifiés par la Préfecture.

Depuis le 30 août 2017 le syndicat tente de faire entériner ses statuts par la Préfecture.

Un an après le vote des statuts la Préfecture prend enfin contact avec le syndicat et lui reproche l'inscription dans ses statuts de sa volonté de passer en syndicat mixte (ce qui devait nous permettre de pouvoir travailler facilement avec les EPCI).

Bien que le refus de transformation de Territoire d'énergie 90 en syndicat mixte nous semble pour le moins arbitraire, nous avons décidé toutefois de revenir sur nos statuts et de rester un syndicat de communes la Préfecture nous ayant assurés de la possibilité de travailler avec les EPCI par convention.

Les statuts ont donc dû être représentés au Comité syndical le 28 mai dernier pour approbation.

Les communes ont désormais un délai maximum de trois mois pour les soumettre à leur assemblée. Une fois ce délai passé, et en l'absence de délibération formelle, la décision de la collectivité est réputée favorable.

Les statuts seront considérés comme acceptés s'ils recueillent l'assentiment des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population.

Les principales modifications statutaires sont les suivantes :

1. la dénomination du Syndicat;
2. la localisation du siège du syndicat
3. l'adjonction de nouvelles compétences ;

Les statuts sont volontairement plus détaillés. Certaines compétences étaient évoquées dans les statuts actuels mais pouvaient laisser place à ambiguïté.

1. La dénomination du Syndicat

Le syndicat utilise la dénomination de « Territoire d'Energie 90 depuis deux ans. La Préfecture n'y voyait pas d'inconvénient. La validation définitive des statuts devrait permettre de valider officiellement ce changement de nom.

2. La localisation du siège du syndicat

Il s'agit juste de valider le changement d'adresse du syndicat.

3. L'adjonction de nouvelles compétences

En préambule de la présentation de ces compétences, il est rappelé que l'inscription dans les statuts d'une compétence n'implique en aucun cas le transfert automatique des dites compétences par les collectivités au Syndicat.

Le syndicat est « à la carte ». Chaque collectivité à la possibilité, si elle le souhaite, de transférer une compétence au Syndicat par délibération de son conseil.

D'autre part, les compétences optionnelles peuvent faire l'objet non pas d'un transfert, mais de conventions.

3.1 Compétence principale

La compétence principale reste la distribution publique d'énergie électrique. Pour mémoire, il est rappelé que toutes les communes adhèrent à cette compétence ce qui permet au syndicat d'être à maille départementale.

Pas de révolution pour cette compétence principale qui est définie à l'article L. 2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales et qui prévoit principalement le contrôle du bon accomplissement des missions de service public et du réseau public de distribution d'électricité.

3.2 Compétences optionnelles

Ce sont les mêmes compétences qu'en 2017.

3.2.1 Distribution publique de gaz

Pas de révolution non plus pour cette compétence qui existait déjà dans les anciens statuts (principalement contrôle du bon accomplissement des missions de service public, et contrôle des réseaux publics de gaz)

3.2.2 Infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables

Cette nouvelle compétence permettra au Syndicat d'installer des bornes de recharges pour véhicules électriques pour les communes et EPCI qui le souhaitent. Le syndicat peut toutefois procéder par convention sans qu'il y ai transfert de compétence comme c'est le cas actuellement.

3.2.3 Eclairage public

Cette compétence permettra au Syndicat de proposer aux communes qui le souhaitent des prestations variées dans le domaine de l'éclairage public (installation, maintenance, contrats de fourniture d'énergie).

3.2.4 Distribution publique de chaleur et de froid

Cette nouvelle compétence permettra au Syndicat de proposer aux communes qui le souhaitent la création et l'exploitation de réseau de chaleur ou de froid utilisant tout type d'énergie renouvelable.

3.2.5 Réseaux de communications électroniques et réseaux câblés

Principalement pour les travaux que le syndicat réalise sur le réseau télécom dans le cadre de la dissimulation des réseaux électriques.

3.2.6 Energies

Cette nouvelle compétence permettra au Syndicat de proposer aux communes qui le souhaitent la réalisation d'études et la mise en œuvre d'actions en faveur de la maîtrise de l'énergie, des économies d'énergie et du climat en créant par exemple des installations utilisant des énergies renouvelables de toute nature.

3.2.7 Système d'information géographique (S.I.G) et gestion de bases de données

Le SIG passe en compétence optionnelle et propose plus de prestations comme la géolocalisation et la géo-détection des réseaux par exemple.

3.2.8 Informatique de gestion

La gestion informatique d'une collectivité peut désormais être transféré dans le cadre d'une compétence optionnelle.

Le fond de la version des statuts 2019 par rapport à 2017 change peu si ce n'est la suppression du « syndicat mixte ferme » pour le rétablissement d'un « syndicat de communes ». La forme par contre change davantage suite aux nombreuses remarques de la Préfecture qui souhaitait voir les statuts plus détaillés.

REPUBLIQUE FRANÇAISE - LIBERTE EGALITE FRATERNITE
TERRITOIRE DE BELFORT

COMMUNE DE

Modification des statuts de Territoire d'Énergie 90 (ex SIAGEP 90)

Séance du ...

Nombre de conseillers en exercice : ...

Par suite d'une convocation en date du, les membres composant le conseil municipal de ... se sont réunis à la mairie de ... le ..., à ... heures sous la présidence de M ... maire de ...

Étaient présents : ... lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L. 2121-17 du Code général des collectivités territoriales.

Absents ayant donné procuration : M. ... à M. ...

Absents excusés : M. ...

Absents : M. ...

Le Maire ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal, il a été procédé, en conformité de l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil.

M. ... est désigné pour remplir cette fonction.

VU

➤ le code général des collectivités territoriales

~~Le Maire expose :~~

Monsieur le Président de TDE 90 (ex SIAGEP 90) vient d'informer les communes membres de ce syndicat d'une modification de ses statuts.

Le comité syndical réuni le 28 mai 2019 a approuvé la nouvelle mouture de ces derniers, qui sont joints à la présente. Chaque adhérent doit donc maintenant se prononcer dans les conditions fixées par l'article L5211-17 du code général des collectivités territoriales, à savoir l'assentiment des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.

La dernière modification statutaire ratifiée par la Préfecture date de 2009.

Les principales modifications statutaires portent sur les points suivants :

- la dénomination du Syndicat;
- la localisation du siège du syndicat
- l'adjonction de nouvelles compétences ;

La dénomination du Syndicat

Le SIAGEP devient « Territoire d'Énergie 90 », une dénomination plus évocatrice par rapport au domaine de l'énergie qui est, et qui deviendra plus encore, le cœur de ses activités.

L'adjonction de nouvelles compétences

La compétence principale reste la distribution publique d'énergie électrique. Pour mémoire, il est rappelé que toutes les communes adhèrent à cette compétence ce qui permet au syndicat d'être à maille départementale.

En parallèle de cette compétence principale on trouve les compétences optionnelles suivantes :

- *distribution publique de gaz*
- *infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables*
- *éclairage public*
- *distribution publique de chaleur et de froid*
- *réseaux de communications électroniques et réseaux câblés*
- *énergies*
- *système d'information géographique (S.I.G) et gestion de bases de données*
- *informatique de gestion*

Le conseil municipal est maintenant appelé à se prononcer sur cette modification des statuts de TDE 90

Ayant entendu l'exposé du maire

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

Par ... voix pour, ... voix contre, ... abstentions,
d'adopter la présente délibération, et d'accepter la modification des statuts du SIAGEP telle que présentée ci-dessus

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Fait à ... le ... (date du conseil)

Certifié exécutoire compte tenu de la transmission en préfecture le ..., de la publication le ...,
à ...

Signature, tampon,
Le Maire

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 19-89

Remboursement des frais
de déplacement**SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



Direction des Ressources Humaines

Références DM/GN/LS/DM/AF
Mots-clés Paie
Code matière 4.1

Objet : Remboursement des frais de déplacement

VU le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le Décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;

VU le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 2006 fixant le montant maximum de participation de l'administration employeur aux déplacements effectués entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail par les personnels de l'Etat et des établissements publics administratifs de l'Etat travaillant hors Ile de France ;

VU l'arrêté du 5 janvier 2007 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n° 200-654 du 19 juillet 2001 ;

VU l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant le taux des indemnités de missions et des frais kilométriques prévues aux articles 3 et 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 ;

VU le règlement de formation approuvé en Comité Technique du 24 juin 2019 ;

Suite à la parution des nouvelles dispositions réglementaires, il y a lieu de fixer les conditions de remboursement des frais occasionnés à l'occasion des déplacements des élus et des agents de la collectivité ;

1/ PRINCIPE DE L'INDEMNISATION :

Les frais occasionnés par les déplacements des élus et des agents sont à la charge de la collectivité pour le compte de laquelle le déplacement est effectué. Ils sont dus dès lors qu'ils sont engagés, conformément aux dispositions des décrets ci-dessus.

Lorsque l'élu ou l'agent se déplace pour les besoins de la collectivité, du service, pour un stage ou une formation, une préparation de concours ou d'examen ou pour un concours ou un examen hors de sa résidence administrative, il devra produire un ordre de mission. Il peut prétendre, sous réserve de pouvoir le justifier auprès du seul ordonnateur, au remboursement :

- de ses frais de transport,
- des indemnités de mission qui ouvrent droit au remboursement forfaitaire des frais de repas et d'hébergement.

2/ BAREME :

A/ LES FRAIS DE TRANSPORT :

Le mode de transport privilégié est le transport public (bus ou train 2nde classe) ou le co-voiturage. Pour les besoins du service, il est possible de réserver un véhicule de service.

L'usage du véhicule personnel, qui doit rester exceptionnel et motivé, est soumis à autorisation préalable du Maire pour les élus et du Directeur de service pour les agents.

La mention aller/retour devra être précisée sur l'ordre de mission, et le remboursement se fera en privilégiant le chemin le plus direct.

Les frais de déplacement seront pris en charge comme suit :

Moyen de transport		Frais remboursés	Frais annexes (parking et péage)	Justificatif(s) à fournir
Covoiturage En qualité de conducteur		Remboursement des frais kilométriques de la résidence administrative au lieu de la mission ou de formation (via un site de référence type Michelin) L'identité des « co-voiturants » devra être précisée sur l'ordre de mission.	Remboursement sur présentation de justificatifs	RIB Carte grise du véhicule du conducteur Tickets de péage Tickets de parking
Covoiturage En qualité de passager		Si le conducteur est un agent de la collectivité, les frais lui seront remboursés directement Si le conducteur est une personne extérieure à la collectivité (application type blablacar..) : remboursement sur la base de la facture acquittée	Pas de remboursement	RIB Facture acquittée
Utilisation des transports en commun		Remboursement sur la base du tarif SNCF 2 ^{ème} classe	Remboursement des frais de parking (gare TGV) sur présentation de justificatifs	RIB Billets de train Tickets de parking gare
Utilisation d'un véhicule de service		Pas de remboursement	Remboursement sur présentation de justificatifs	RIB Tickets de péage Tickets de parking
Utilisation du véhicule personnel	Déplacement sur un lieu de formation/ concours/ examen desservi par une gare	Remboursement sur la base du tarif SNCF 2 ^{ème} classe	Pas de remboursement	RIB Carte grise du véhicule
	Déplacement sur un lieu de formation ou concours/ examen NON desservi par une gare	Remboursement des frais kilométriques de la résidence administrative au lieu de la mission ou de formation (via un site de référence type Michelin)	Remboursement sur présentation de justificatifs	RIB Carte grise du véhicule du conducteur Tickets de péage Tickets de parking
	Déplacement pour mission			

Frais kilométriques :

Le remboursement est basé sur une indemnité kilométrique dont le montant varie selon la puissance du véhicule et de la distance parcourue.

Distance cumulée sur 1 année civile	Jusqu'à 2 000 kms	De 2 001 à 1 0000 kms	Après 10 000 kms
Véhicules ≤ 5CV	0.29 € par km	0.36 € par km	0.21 € par km
Véhicules de 6 et 7 CV	0.37 € par km	0.46 € par km	0.27 € par km
Véhicules d'au moins 8 CV	0.41 € par km	0.50 € par km	0.29 € par km

Type de véhicule	Montant de l'indemnisation
Motocyclette (> à 125 cm3)	0.14 € par km
Véломoteur et autres véhicules à moteur	0.11 € par km (le montant des indemnités kilométriques ne pouvant être inférieur à une somme forfaitaire de 10 €)

Les éventuels autres frais (essence, dépannage, remorquage, assurance du véhicule, infraction au code de la route) ne sont pas pris en charge.

Taxis et véhicules de location :

Les conditions d'autorisation d'utilisation de taxis ou de véhicules de location donnant lieu à remboursement conformément au décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 : l'autorité territoriale peut autoriser le remboursement des frais d'utilisation d'un taxi ou d'un véhicule de location quand l'intérêt du service le justifie.

Par voie aérienne :

Le recours à la voie aérienne doit rester exceptionnel, motivé et soumis à autorisation préalable du Maire pour les élus et du Directeur de service pour les agents.

L'accord donné tiendra compte du coût réel du déplacement et des temps de trajet occasionnés par les autres moyens de transport.

Les frais seront remboursés sur la base des tarifs des compagnies aériennes sur présentation obligatoire du titre de transport.

B/ LES FRAIS DE REPAS ET D'HERBEGEMENT :

B-1/ Les repas :

Le remboursement forfaitaire des frais de repas est possible si le déplacement a lieu de de 12 h à 14 h et/ou de 19 h à 21 h. L'indemnité est fixée par arrêté ministériel du 26/02/2019, soit 15,25 €.

L'indemnité de repas n'est pas attribuée pour un repas fourni gratuitement.

B-2/ Les nuitées :

Le barème est le suivant pour la France :

- Indemnisation de 70 € par nuitée (petit déjeuner compris) pour la France métropolitaine
- Indemnisation de 90 € par nuitée (petit déjeuner compris) pour les villes de plus de 200 000 habitants ainsi que dans les communes de la métropole du Grand Paris
- Indemnisation de 110 € par nuitée (petit déjeuner compris) pour la commune de Paris
- Indemnisation de 120 € par nuitée (petit déjeuner compris) pour les élus ou agents en situation de mobilité réduite et reconnus en qualité de travailleur handicapé

Concernant les voyages à l'étranger, le barème applicable est défini par l'arrêté du 12 juillet 2018.

Le remboursement sera effectué sur présentation de l'original de la facture et uniquement si la mission a lieu pendant la totalité de la période comprise entre 0h et 5h.

Il convient de préciser que lorsque le montant de l'indemnité est supérieur à la facture réellement acquittée, le montant perçu en sus sera soumis à l'assiette de cotisation de la sécurité sociale, de la CSG, du CRDS et de l'impôt sur le revenu (ces montants apparaîtront en conséquence sur les bulletins de salaire).

L' élu ou l'agent logé gratuitement ne perçoit pas cette indemnité.

C/ AVANCE DES FRAIS :

La commande des billets de train peut se faire directement auprès de la Direction des Ressources Humaines.

Par ailleurs, conformément à l'article 3 du décret du 3 juillet 2006 susvisé, des avances sur le paiement des frais de déplacements peuvent être consenties aux élus ou aux agents qui en font la demande, sur décision de l'ordonnateur.

L'avance est versée sur présentation d'un état de frais provisoire accompagné de l'ordre de mission.

L'avance consentie est fixée à 75 % des sommes présumées dues à la fin du déplacement, au titre des frais dont le remboursement est prévu par la réglementation en vigueur, en particulier le transport et les indemnités forfaitaires de déplacement.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 0 contre et 7 abstentions (Mme Samia JABER, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

(Mme Jacqueline GUIOT ne prend pas part au vote),

DECIDE

de fixer les modalités de remboursement des frais de mission et de formation des élus et des agents telles qu'elles sont développées dans la délibération ; les montants des remboursements fixés dans la délibération seront automatiquement modifiés par la parution des arrêtés ministériels ultérieurs.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

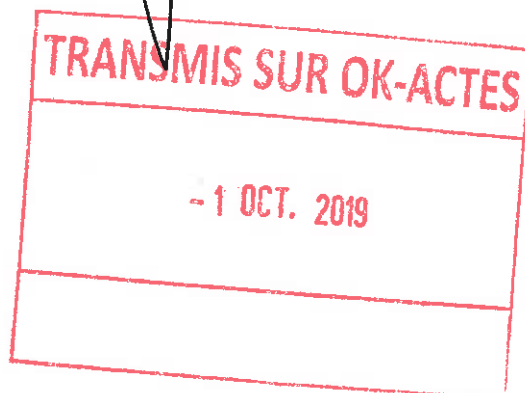
Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 19-90

Créations et suppressions
de postes**SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DERROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



CONSEIL MUNICIPAL du 25 septembre 2019

DELIBERATION N° 19-90
de M. Damien MESLOT
Maire

Direction des Ressources Humaines

Références	DM/GN/LS/AF
Mots-clés	Recrutements
Code matière	4.1

Objet : Créations et suppressions de postes

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment l'article 34 ;

VU le tableau des effectifs ;

VU l'avis du Comité Technique du 23/09/2019 ;

Considérant que les Commissions Administratives Paritaires des différentes catégories se sont réunies le 2 juillet 2019 afin d'examiner les avancements de grades et les promotions internes des fonctions promouvables ;

Considérant les possibilités statutaires, les besoins des différents services, et après avis des Commissions Administratives Paritaires, les suppressions et créations de postes figurant au tableau ci-après sont proposées :

Catégorie	Nombre de postes	Suppression de poste	Création de poste
A	1	Attaché territorial	Attaché principal
A	2	Bibliothécaire territorial	Bibliothécaire principal
A	1	Conservateur du patrimoine	Conservateur en chef du patrimoine
A	1	Technicien principal de 1ère classe	Ingénieur
A	1	Ingénieur principal	Ingénieur hors classe
B	1	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	Animateur
B	1	Adjoint administratif principal de 1ère classe	Rédacteur
B	1	Rédacteur principal de 2ème classe	Rédacteur principal de 1ère classe
B	1	Technicien territorial	Technicien principal de 2ème classe
B	1	Educateur territorial des APS	Educateur territorial des APS principal de 2ème classe
B	1	Educateur	Educateur principal
C	8	Adjoint administratif principal de 2ème classe	Adjoint administratif principal de 1ère classe
C	4	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 2ème classe
C	1	Adjoint animation principal de 2èm classe	Adjoint animation principal de 1ère classe
C	3	Adjoint d'animation	Adjoint animation principal de 2ème classe
C	2	Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe
C	1	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe
C	7	Adjoint technique principal de 2è classe	Adjoint technique principal de 1ère classe
C	12	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 2ème classe
C	5	Adjoint technique principal de 2ème classe	Agent de maîtrise
C	4	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise principal
C	5	ATSEM principal de 2ème classe	ATSEM principal de 1ère classe
C	5	Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe	Auxiliaire de puériculture principale de 1ère classe
C	1	Gardien-brigadier	Brigadier-chef principal

Ces propositions représentent un coût de 88 823,84 €. Elles viendront modifier le tableau des effectifs.

Par ailleurs, afin de répondre aux besoins des services de la collectivité, soucieux de renforcer leur efficacité, il est proposé la suppression des postes suivants :

- Suppression d'un poste d'attaché territorial, catégorie A, 17.5/35ème, au CFA.
- Suppression d'un poste d'attaché territorial, catégorie A, 17.5/35ème, au CFA.
- Suppression d'un poste de technicien, catégorie B, 35/35ème, à la Direction du patrimoine bâti, de l'espace public et des mobilités.
- Suppression d'un poste d'adjoint technique, catégorie C, 12/35ème, à la Direction de la vie scolaire.
- Suppression d'un poste d'agent de maîtrise, catégorie C, 35/35ème, à la Direction de cadre de vie.
- Suppression d'un poste d'auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe, catégorie C, 35/35ème, à la Direction de la Petite enfance.
- Suppression d'un poste d'éducateur des APS principal 1ère classe, catégorie C, 35/35ème, au service Evénements et protocole.

Ces propositions sont inscrites au Budget, et viendront modifier le tableau des effectifs.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 0 contre et 8 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

DECIDE

de valider les créations et suppressions de postes proposées.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 19-91

SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

**Décision Budgétaire
Modificative n° 1 de
l'exercice 2019 du Budget
principal de la Ville et du
Budget annexe du CFA**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY

David Dimey

La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



DELIBERATION N° 19-91

de M. Sébastien VIVOT

1^{er} Adjoint chargé des finances, de l'évaluation des politiques publiques, de l'administration générale

Direction des Finances et de l'Evaluation

Références : SV/JS/RB/CN/JMG/PC
Mots-clés : Budget
Code matière : 7.1

Objet : Décision Budgétaire Modificative n° 1 de l'exercice 2019 du Budget principal de la Ville et du Budget annexe du CFA

Il vous est proposé d'examiner quelques ajustements à apporter au Budget principal de la Ville, synthétisant les données du document budgétaire annexé à ce rapport.

Synthèse de la Décision Modificative n° 1 Ville 2019

1 SECTION DE FONCTIONNEMENT

1.1 Recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement inscrites à la DM n°1 présentent une inscription nouvelle de 782 K€.

- L'ajustement des participations versées par la CAF au titre des projets réalisés dans le cadre des activités périscolaires et en direction de l'enfance et de la jeunesse : + 164 K€ (chapitre 74).
- Une subvention du Ministère des Affaires Etrangères (DAECT) dans le cadre de l'appel à projet triennal de coopération décentralisée « coopération culturelle » avec la Mairie de Ouagadougou (Burkina-Faso) : + 22,5 K€.
- Des recettes de mécénat dans le cadre de l'organisation de l'exposition Picasso à la Donation Jardot : + 16,5K€.
- Les dividendes versés par la SEM TANDEM à la Ville de Belfort sont supérieurs de +19 K€ aux prévisions (chapitre 76).
- Les prévisions liées à la location des salles des centres socioculturels augmentent de +10 K€ (chapitre 75).
- Reversement de 300 K€ par l'Hôpital Nord Franche-Comté au titre des travaux de dépollution (chapitre 77).
- Remboursement d'assurance suite aux dégâts causés par la grêle de 250 K€ (chapitre 77).

1.2 Dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement inscrites à la DM n°1 présentent une inscription nouvelle de 232 K€.

Ces dépenses nouvelles se décomposent de la manière suivante :

Les charges à caractère général (chapitre 011) progressent de 178 K€ correspondant à :

- + 62 K€ d'ajustement pour le contrat de la collecte des horodateurs et des caisses automatiques ;
- + 52 K€ pour la location d'un bungalow supplémentaire dans le cadre du projet de réhabilitation du groupe scolaire Rücklin (crédits initialement prévus en investissement) ;
- + 44 K€ pour constater la surprime demandée par l'assureur suite à la forte sinistralité observée sur le contrat flotte en 2018 (voir rapport spécifique).
- + 39 K€ pour les animations et les manifestations contribuant à l'attractivité de la Ville.

1.3 Subventions versées aux associations

Demandes nouvelles

- Une subvention de fonctionnement de 66.866 € à Cinémas d'Aujourd'hui dans le cadre du changement du transfert des agents.
- Une subvention de 11.250 € au Centre Chorégraphique (CCNBFC) pour la réalisation d'un projet dans le cadre du projet de coopération culturelle avec la Mairie de Ouagadougou (Burkina-Faso). La Ville de Belfort bénéficie de recettes dans le cadre de la coopération décentralisée (voir plus haut).
- Un ajustement budgétaire de 9.000 € à OIKOS pour lui permettre d'assurer la gestion de l'agence postale du quartier des Glacis.
- Une somme de 4.847 € est nécessaire pour abonder l'enveloppe à affecter « locations de salle » en direction de OIKOS suite à un plus grand nombre de locations.

Attribution des enveloppes à affecter votées lors du Budget Primitif

Enveloppe à affecter « Sports » : - 58.500 €

- Subvention de 25.000 € à l'ASMB Volley pour soutenir l'action de l'association.
- Subvention de 15.000 € au FC Sochaux Athlétisme pour participer à l'organisation du Semi-marathon du Lion.
- Subvention de 10.000 € au Club Aérostatique Les Ballons afin de soutenir les activités du club.
- Subvention de 5.000 € à la Compagnie Belfort Loisirs pour soutenir l'organisation de la 30^{ème} Transterritoire.
- Subvention de 2.000 € à Gym Plus pour encourager la réalisation de leurs activités « Zumba party » (1.000 €) et « Zen des Forges » (1.000 €).
- Subvention de 1.500 € à l'Association Sportive Belfort Sud (fonctionnement de l'association).

Enveloppe à affecter « Location de salle » : - 12.708 €

- Subvention de 12.708 € à OIKOS au titre du reversement des locations de salle des centres socioculturels et des maisons de quartier.

Enveloppe à affecter « Carnaval » : - 3.700 €

- Subvention de 3.200 € à OIKOS dans le cadre du Carnaval 2019
- Subvention de 500 € à la Maison de Quartier Centre-Ville dans le cadre de sa participation au Carnaval 2019.

Enveloppe à affecter « Culture » : - 2.000 €

- Subvention de 2.000 € à Bonus Track pour apporter un soutien financier à l'organisation du festival Be Bop or Be Dead.

Enveloppe à affecter « Direction générale » : - 2.875,46 €

- Subvention de 1.000 € au Secours Populaire suite à l'incendie de leurs locaux.
- Subvention de 875,46 € à la crèche les Petits Peut-on (participation au renouvellement du matériel).
- Subvention de 1.000 € aux Guides et Scouts d'Europe (fonctionnement de l'association).

Enveloppe à affecter « Droit des femmes » : - 1.500 €

- Subvention de 1.000 € à Espoir et Vie afin d'aider à l'organisation du Réveillon du cœur.
- Subvention de 500 € à la Ligue contre le cancer pour soutenir l'organisation de « Octobre rose ».

Enveloppe à affecter « Insertion économique » : - 1.000 €

- Subvention de 1.000 € à Défis 90 au titre du soutien au projet d'organisation d'un voyage en Sicile pour dix enfants handicapés moteurs.

1.4 Equilibre de la section de fonctionnement

Recettes réajustées ou nouvelles	781 556,00 €
total des recettes de fonctionnement	781 556,00 €

Dépenses réajustées ou nouvelles	231 556,00 €
Dépenses d'ordre	
total des dépenses de fonctionnement	231 556,00 €

Autofinancement dégagé au profit de la section d'investissement	550 000,00 €
--	---------------------

2 SECTION D'INVESTISSEMENT

2.1 Recettes réelles d'investissement (hors emprunt)

- Les changements de nomenclatures intervenus au 1^{er} janvier 2019 impliquent une modification de l'imputation budgétaire de la « Dotation de Soutien à l'Investissement Local » (DSIL). Les crédits inscrits au Budget Primitif pour 259 K€ au compte 1321 « Subventions d'investissement - Etat et établissements nationaux » sont transférés au compte 1347 « Dotation de Soutien à l'Investissement Local » pour 259 K€.

2.2 Dépenses réelles d'investissement

- La Ville de Belfort a décidé d'user de son droit de préemption pour racheter les locaux où se trouvait l'ancienne cafétéria Flunch. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre d'une Opération de revitalisation du Territoire et marque la volonté de la Ville de maîtriser l'organisation commerciale du centre-ville. Le coût de ce projet, en coopération avec la SEM SEMAVILLE, est estimé à 1.750.K€.
- Acquisition de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers : 370 K€.
- Travaux suite aux dégâts causés par l'orage de grêle : 300 K€.
- Travaux d'aménagement du camping : 26,7 K€.
- Suppression de l'avance prévisionnelle à la participation à l'équilibre de l'opération ZAC de l'Hôpital pour 2019 : - 700 K€. (bilan excédentaire attendu cette année au 31/12/2019)

2.3 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement

- 88.893 € pour la régularisation de frais d'études 2019 ;
- 4.332 € pour la régularisation des frais d'insertions de la ZAC de l'hôpital ;
- 1.500 € pour constater l'intégration dans le patrimoine d'une cave acquise à titre gratuit (bâtiment du Tribunal).

2.4 Equilibre de la section d'investissement

Recettes réajustées ou nouvelles	
Recettes d'ordre au sein de la section investissement	94 725,00 €
Autofinancement dégagé au profit de la section d'investissement	550 000,00 €
total des recettes d'investissement	644 725,00 €
Dépenses réajustées ou nouvelles	1 746 700,00 €
Dépenses d'ordre au sein de la section investissement	94 725,00 €
total des dépenses d'investissement	1 841 425,00 €
Besoin de financement	1 196 700,00 €

La Décision Modificative prévoit une hausse de l'emprunt de 1.196.700 €. Il s'agit d'un emprunt de court terme qui sera remboursé par la cession des anciens locaux du Flunch à la SEM SEMAVILLE (en phase de démarrage).

Synthèse de la Décision Modificative n° 1 CFA 2019

1 SECTION DE FONCTIONNEMENT

1.1 Recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement progressent de 36 K€ :

- + 13 K€ au titre du produit généré par les activités de restauration et d'hébergement,
- + 23 K€ au titre des financements versés par la Région Bourgogne Franche-Comté pour le fonctionnement du CFA.

1.2 Dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement progressent de 36 K€ :

- + 55 K€ pour prendre en compte le recours accru à du personnel de remplacement pour compenser le personnel absent (maladie, poste en cours de recrutement...),
- - 19 K€ d'ajustement de crédits du chapitre «charges à caractère général».

2 SECTION D'INVESTISSEMENT

2.1 Recettes réelles d'investissement

Aucune dépense d'investissement nouvelle n'est inscrite.

2.2 Dépenses réelles d'investissement

Aucune dépense d'investissement nouvelle n'est inscrite.

3 EQUILIBRE GENERAL

Recettes réajustées ou nouvelles	36 000,00 €
total des recettes de fonctionnement	36 000,00 €

Dépenses réajustées ou nouvelles	36 000,00 €
Dépenses d'ordre	0,00 €
total des dépenses de fonctionnement	36 000,00 €

Autofinancement dégagé au profit de la section d'investissement	0,00 €
--	---------------

Recettes réajustées ou nouvelles	0,00 €
Recettes d'ordre	0,00 €
total des recettes d'investissement	0,00 €

Dépenses réajustées ou nouvelles	0,00 €
total des dépenses d'investissement	0,00 €

Besoin de financement	0,00 €
------------------------------	---------------

LE CONSEIL MUNICIPAL :

Par 34 voix pour, 4 contre (M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Emmanuel FILLAUDEAU) et 4 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Marc ARCHAMBAULT),

(M. René SCHMITT et Mme Francine GALLIEN ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'adopter les modifications et ajustements budgétaires de la Décision Budgétaire Modificative n° 1 de l'exercice 2019 du Budget principal de la Ville et la Décision Budgétaire Modificative n° 1 du Budget annexe du CFA,

d'approuver le versement des nouvelles subventions et l'affectation des crédits de subventions, en procédant à un vote distinct pour les associations qui comptent un membre du Conseil Municipal, soit au sein de leur bureau, soit en qualité de salarié,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer un avenant ou à conclure avec les associations concernées les conventions d'objectifs et de moyens, conformément à la Loi du 12 avril 2000, précisée par le Décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 1 OCT. 2019

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 19-92

Mandat spécial accordé
au Maire pour le
11 septembre 2019**SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY

ppp

La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).

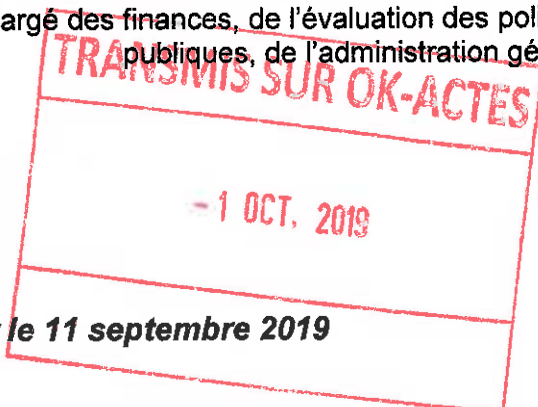


CONSEIL MUNICIPAL du 25 septembre 2019

DELIBERATION N° 19-92

de M. Sébastien VIVOT

1^{er} Adjoint chargé des finances, de l'évaluation des politiques publiques, de l'administration générale



Direction des Ressources Humaines

Références SV/JS/GN/LS
Mots-clés Assemblées Ville
Code matière 5.6

Objet : Mandat spécial accordé au Maire pour le 11 septembre 2019

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2123-18 et R. 2123-22-1 ;

Vu le Décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu le rendez-vous du 11 septembre 2019 avec M. Guy MAUGIS, Président du Comité de pilotage du dispositif de soutien aux projets de développement industriel constitué par Général Electric ;

Considérant l'importance de la participation du Maire de Belfort à ce rendez-vous pour représenter la collectivité et défendre ses intérêts ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 4 contre (M. René SCHMITT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, M. Emmanuel FILLAUDEAU) et 1 abstention (Mme Isabelle LOPEZ),

(M. Olivier DEROY, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

de donner mandat spécial à M. Damien MESLOT, Maire de la Ville de Belfort, pour son déplacement à Paris, le 11 septembre 2019,

d'autoriser la prise en charge des frais de transport et d'hébergement dans l'intégralité de leur montant (aux réels) occasionnés, sur production des justificatifs de paiement auprès du comptable public.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINTIGNY

Objet de la délibération

N° 19-93

**Lancement de la
procédure d'attribution
d'une concession de
service concernant la
mise à disposition,
l'entretien et la
maintenance du mobilier
urbain – Constitution
d'un groupement de
commandes -
Modification**

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



DELIBERATION N° 19-93

de M. Sébastien VIVOT

1^{er} Adjoint chargé des finances, de l'évaluation des politiques publiques, de l'administration générale

Direction Générale des Services Techniques
Service Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités
Service Patrimoine Bâti

Références : SV/JP/CW
Mots-clés : Maintenance
Code matière 1.1

Objet : Lancement de la procédure d'attribution d'une concession de service concernant la mise à disposition, l'entretien et la maintenance du mobilier urbain - Constitution d'un groupement de commandes - Modification

Vu le Code de la Commande Publique (CCP), et notamment les articles L.1121-1, L.1121-3 et L.3112-1 et suivants ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment les articles L.1411-1 et suivants et L.1413-1 ;

Vu la délibération n° 18-197 en date du 13 décembre 2018 portant sur le lancement de la procédure d'attribution d'une concession de service concernant la mise à disposition, l'entretien et la maintenance du mobilier urbain ;

Le Conseil Municipal du 13 décembre 2018 a validé le lancement d'une procédure permettant d'aboutir à la conclusion d'un contrat de concession afin d'assurer la mise à disposition, l'entretien et la maintenance du mobilier urbain sur le périmètre de la Ville de Belfort. Pour mémoire, le cahier des charges du contrat portait principalement sur :

- la fourniture, la maintenance et l'entretien de 90 abribus,
- la fourniture, la maintenance et l'entretien de 68 panneaux d'information de 2 m² (MUPI), dont 8 panneaux digitaux, 15 panneaux de 8 m² (SENIOR), 2 colonnes d'affichage culturel (MORRIS),
- la fourniture, la maintenance et l'entretien de 9 panneaux d'affichage libre, de 30 totems touristiques et de 4 totems d'information numériques à écran tactile.

Pour l'ensemble de ce mobilier, le titulaire avait notamment à sa charge (liste non exhaustive) :

- la fourniture et l'installation des matériels,
- le lavage et l'entretien des mobiliers,
- la pose des affiches publicitaires,
- la fourniture et la pose des affiches municipales dans les supports dédiés,
- les frais liés aux consommations d'énergie, aux raccordements aux réseaux éclairage, EDF, télécommunications...,
- la prise en charge des mises à jour tous les 3 ans du plan de la ville, du plan de «règlement des zones piétonnes», de l'information communale, touristique et hôtelière,
- la prise en charge du déplacement des mobiliers,
- le remplacement des mobiliers détériorés...

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun (SMTC), informé de la procédure lancée par la Ville, l'a sollicitée afin de constituer un groupement de commandes, car il assure également la gestion de 17 abribus implantés sur des lignes régulières à l'extérieur de la Ville de Belfort. Globalement, ses besoins et son mode de fonctionnement sont similaires aux nôtres pour ces mobiliers.

Ainsi, au regard des dispositions prises par la Ville, et afin de favoriser une continuité de service pour les usagers d'Optymo, tout en rationalisant les coûts de gestion, il est donc apparu opportun de répondre favorablement à sa demande, afin que les deux entités puissent bénéficier d'un prestataire commun.

Dans cette optique, vous trouverez en annexe un projet de convention dans laquelle la Ville de Belfort est désignée coordonnateur et mandataire du groupement pour la passation, la signature et l'exécution de l'ensemble de la procédure, selon les dispositions de l'article L. 3112-2 du CCP. Toutefois, chaque entité gèrera en propre les prestations qui lui sont destinées, et s'en acquittera individuellement.

Le contexte de la consultation est le même que ce qui vous a été présenté lors du Conseil Municipal du 13 décembre dernier ; les besoins du SMTC seront intégrés au cahier des charges rédigé par la Ville, puisqu'ils sont similaires en termes de déroulement de prestation pour ce qui concerne les abris voyageurs. La durée estimée reste entre 15 et 20 ans ; cependant, le démarrage du futur contrat est décalé d'une année pour commencer au 1^{er} janvier 2021, et l'estimation du chiffre d'affaires annuel de cette future concession est désormais portée à 1 400.000 euros par an TTC.

Au vu de ces modifications, il conviendra de saisir à nouveau la Commission de Consultation des Services Publics, ainsi que la Commission Technique pour avis.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 0 contre et 9 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

DECIDE

d'approuver les modifications présentées,

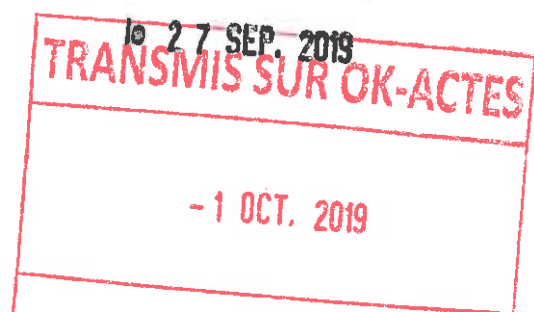
d'autoriser :

- . la constitution d'un groupement de commandes avec le SMTC,
- . M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention à intervenir entre la Ville de Belfort et le SMTC, pour la mise à disposition, l'entretien et la maintenance de mobiliers urbains,
- . le lancement d'une procédure de consultation pour la conclusion d'un contrat de concession, tel qu'indiqué, et conformément aux articles visés,

de mandater M. le Maire, ou son représentant, afin de solliciter l'avis de la Commission de Consultation des Services Publics, ainsi que celui de la Commission Technique, conformément à l'Article L. 1413-1 du CGCT.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINTIGNY



**CONVENTION CONSTITUTIVE
D'UN GROUPEMENT
POUR LA MISE A DISPOSITION, L'ENTRETIEN et la MAINTENANCE
de MOBILIERS URBAINS**

ENTRE

La **Ville de BELFORT**, sise Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, place d'Armes, 90020 BELFORT cedex, représentée par son Maire, Monsieur Damien MESLOT, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 25 septembre 2019, ci-après dénommée « la Ville »,

d'une part,

et

Le **SYNDICAT MIXTE des TRANSPORTS en COMMUN**, sis 1 Avenue de la Gare TGV, Jonxion 1, CS 30602, 90400 MEROUX, représenté par son Président, Monsieur Bernard GUILLEMET, agissant en vertu de la délibération du Conseil syndical en date du 23 mars 2017 ci-après dénommé le « SMTC »,

d'autre part,

Ensemble dénommées « les parties contractantes »

- Vu le code de la commande publique et notamment les articles L 1121-1, L 1121-3 et L 3112-1 et suivants ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article 1411-1 et suivants ;
- Vu les délibérations des membres du groupement ;

Considérant

Que la Ville de Belfort est compétente pour gérer le mobilier urbain, dont les abris voyageurs, sur le territoire de la commune ;

Que le SMTC intervient pour un certain nombre de communes du territoire de Belfort avec lesquelles il a passé des conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage portant sur la gestion de leur abris voyageurs ;

Que les parties contractantes partagent un objectif commun de rationalisation des coûts de gestion et souhaitent coopérer afin d'harmoniser le mobilier urbain sur le territoire de l'agglomération ;

Pour ce faire, les parties contractantes conviennent de constituer un groupement pour lequel les dispositions suivantes sont arrêtées.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de fonctionnement du groupement constitué sur la base de l'article L 3112-1 du code de la commande publique. Elle précise notamment le rôle du coordonnateur.

Ce groupement vise à coordonner et à grouper les commandes relatives à la mise à disposition, à l'entretien et à la maintenance de mobiliers urbains entre les partenaires.

ARTICLE 2 : DURÉE

Le groupement est constitué pour une durée commençant à courir à compter de la signature de la présente convention par la dernière des parties contractantes et prendra fin au terme de la délégation de service public pour lequel il a été constitué (y compris les éventuelles prolongations passées par voie d'avenant).

ARTICLE 3 : COORDONNATEUR MANDATAIRE DU GROUPEMENT

La Ville de Belfort est désignée coordonnateur et mandataire du groupement pour la passation, la signature et l'exécution de l'ensemble de la procédure qui mènera à l'attribution du contrat de concession.

Elle aura notamment pour principales missions :

- de centraliser et récapituler les besoins des membres du groupement,
- de choisir le mode de consultation adéquat des opérateurs économiques,
- de rédiger les documents contractuels tant pour la consultation que pour le contrat à venir,
- d'établir le règlement de consultation et d'assurer la publication des avis de concession,
- de réunir la commission d'ouverture des candidatures ou des offres,
- de mettre en œuvre une éventuelle procédure de négociation,
- d'informer les candidats non retenus,
- de signer et notifier le contrat de concession au nom et pour le compte du groupement,
- de mettre en œuvre les opérations à exécuter au titre du contrôle de légalité,
- de déclarer une procédure sans suite ou infructueuse.

Plus généralement, la Ville de Belfort procèdera à l'ensemble des opérations visées par le Code de la commande public et du CGCT pour la partie relative aux délégations de service public.

Concernant les modifications éventuelles à apporter en cours d'exécution du contrat de concession, le coordonnateur est également compétent dans les mêmes formes.

ARTICLE 4 : PARTICIPATION FINANCIERE AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT

Aucune participation financière aux frais de gestion du groupement ne sera versée par le SMTC. Tous les frais de fonctionnement du groupement sont à la charge du coordonnateur (publicités, profil d'acheteur, etc.).

ARTICLE 5 : COMMISSION D'OUVERTURE des CANDIDATURES ou des OFFRES

La commission chargée d'ouvrir et de vérifier les candidatures est celle de la Ville. Toutefois, le SMTC peut désigner des personnalités compétentes qui auront voix consultative pour y participer (deux maximum). Il pourra désigner ces membres selon leurs fonctions.

La commission peut également être assistée par des agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de délégation de service public.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE COLLABORATION AVEC LE COORDONNATEUR

Le SMTC est chargé des missions suivantes :

- fournir au coordonnateur, avant le 1^{er} novembre 2019, un état précis de ses besoins pour son établissement (volume, identification des sites à équiper, montants budgétaires prévus, etc.),
- participer en collaboration avec le coordonnateur à la définition des prescriptions administratives et techniques de la future délégation de service public,
- participer à la phase éventuelle de négociation avec les candidats.

Les mesures d'exécution propres à chaque membre seront gérées par chaque entité selon la répartition qui sera précisée au cahier des charges. Ainsi, chaque partie s'acquittera individuellement du montant des prestations qui lui sont destinées.

Le SMTC informera également le coordonnateur de tout litige important né à l'occasion de l'exécution de sa propre prestation, il est ici précisé qu'il n'y a pas de solidarité de dette.

ARTICLE 7 : CAPACITE A ESTER EN JUSTICE

Le coordonnateur, et lui seul, peut ester en justice au nom et pour le compte du groupement pour tout litige se rapportant à la passation. Il consulte le SMTC sur sa démarche et l'informe de l'évolution du dossier contentieux. Les éventuels frais de procédure et dépens divers engendrés par l'action seront réglés par chaque partie concernée par le litige à proportion de la valeur des mobiliers concernés par ladite procédure.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts ou de toute indemnité et sommes d'argent liée à l'application d'une sanction financière, par une décision devenue définitive, le coordonnateur divise la charge financière par le nombre de membres pondéré par le poids financier relatif des mobiliers de chacun d'entre eux précisé soit dans les documents de consultation soit dans le contrat de concession selon le stade de la procédure. Il effectue l'appel de fonds auprès de chaque membre pour la part qui les concerne.

A compter de l'exécution du contrat, chaque membre du groupement sera chargé de diligenter les actions en justice concernant les mobiliers relevant de sa compétence. Il appartiendra à chaque membre de tenir informé l'autre des procédures contentieuses menées.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

Chacune des parties contractantes déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exécution de la prestation objet de la présente convention.

ARTICLE 9 - AVENANT

La présente convention pourra être révisée à tout moment par avenant après accord préalable et concordant des assemblées délibérantes de chaque partie.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les parties s'engagent à tenter de régler de manière amiable tous différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention préalablement à toute action contentieuse. A défaut d'accord amiable, la partie la plus diligente saisira le Tribunal Administratif de Besançon.

Belfort, le

La Ville de Belfort
Pour le Maire,
Le 1^{er} Adjoint au Maire,
Sébastien VIVOT

Pour le SMTC,
Le Président,
Bernard GUILLEMET,

Objet de la délibération

N° 19-94

Marché de mise à disposition, d'entretien et de maintenance du mobilier urbain – Avenant n° 6 de prolongation

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



CONSEIL MUNICIPAL du 25 septembre 2019

DELIBERATION N° 19-94

de M. Sébastien VIVOT

1^{er} Adjoint chargé des finances, de l'évaluation des politiques publiques, de l'administration générale

Direction Générale des Services Techniques
Service du Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités

Références SB/JP/CW
Mots-clés Maintenance - Marchés publics
Code matière 8.3

Objet : Marché de mise à disposition, d'entretien et de maintenance du mobilier urbain - Avenant n° 6 de prolongation

La Ville de Belfort a conclu, le 14 septembre 2007, un marché de fournitures et de prestations de services concernant la mise à disposition, l'entretien et la maintenance du mobilier urbain avec la Société J.C. DECAUX.

Ce contrat arrive à échéance au 31 décembre 2019.

Lors du Conseil Municipal du 13 décembre 2018, il a été approuvé le lancement d'une procédure pour la conclusion d'un contrat de concession.

Cependant, au cours des études, il est apparu opportun de constituer un groupement de commandes avec le S.M.T.C., afin d'intégrer dans cette consultation l'ensemble du mobilier urbain, géré à ce jour par le S.M.T.C., pour le compte d'autres collectivités.

De ce fait, il est impératif de repousser, par voie d'avenant, la durée du marché actuel d'un an, afin de permettre le montage administratif de la procédure de groupement de commandes et d'assurer le lancement de la procédure de délégation de service public, conformément aux règles en vigueur.

Par ailleurs, il est apparu également qu'aucun plan de retrait n'a été prévu dans le marché en cours au terme de celui-ci. Or, il importe de prévoir des clauses spécifiques à cet effet, afin que la Ville ne se retrouve pas démunie de mobiliers urbains entre deux contrats successifs.

L'avis de la Commission d'Appel d'Offres a été sollicité en date du 10 septembre 2019.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 0 contre et 6 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

(Mme Jacqueline GUIOT et M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

de valider l'avenant n° 6 de prolongation au marché de mise à disposition, d'entretien et de maintenance du mobilier urbain,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à le signer.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,


Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES
1 OCT. 2019



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS

EXE10

AVENANT N° 6

**MARCHE DE MISE A DISPOSITION, ENTRETIEN ET MAINTENANCE
DE MOBILIERS URBAINS**

Le formulaire EXE10 est un modèle d'avenant, qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice, dans le cadre de l'exécution d'un marché public ou d'un accord-cadre.

A - Identification du pouvoir adjudicateur.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public ou de l'accord-cadre.)

VILLE de BELFORT
Hôtel de Ville et du Grand Belfort
Place d'Armes
90 000 BELFORT

B - Identification du titulaire du marché public

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du titulaire individuel ou de chaque membre du groupement titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises titulaire, identifier le mandataire du groupement.]

La Société JCDECAUX France, ci-après désignée « la Société », société par actions simplifiée immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n°622 044 501, dont le siège social est à Neuilly-sur-Seine (92200), 17 rue Soyer, représentée par Madame Véronique SIMMLER, Directeur des Affaires Publiques et des Appels d'Offres, dûment habilitée, faisant élection de domicile en cette qualité audit siège

C - Objet du marché public

■ **Objet du marché public :**

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public. En cas d'allotissement, préciser également l'objet de la consultation.)

Marché de mise à disposition, d'entretien et de maintenance de mobiliers urbains

- Date de la notification du marché public : 14/09/2007
- Durée d'exécution du marché public : 12 ans à compter du 1^{er} janvier 2008
- Montant initial du marché public :
 - Taux de la TVA : *néant*
 - Redevance annuelle : 20.306,00 €
 - Redevance sur 12 ans : 243.672,00 €

Avenant n°	date	objet
1	17/12/2012	Transfert de la gestion des abris voyageurs au SMTC
2	04/04/2013	Mise à disposition de 18 abris voyageurs supplémentaires et modification de diverses dispositions techniques
3	14/03/2014	Mise à disposition du SMTC d'un abri voyageur simple non publicitaire rue de Mulhouse et modification de diverses dispositions techniques
4	14/05/2014	Mise à disposition du SMTC de 3 abris voyageurs double Design et modification de diverses dispositions techniques
5	26/09/2016	Mise à disposition du SMTC de 2 abris voyageurs double Design et modification de diverses dispositions techniques

D - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

Afin d'assurer une continuité de service et une harmonie du mobilier urbain nécessaire à l'exploitation d'un réseau de bus à haute performance, la Ville de Belfort et le Syndicat Mixte des Transports en Commun (SMTC) qui est l'autorité organisatrice des transports, souhaitent mutualiser les moyens techniques mis à disposition et mettre en place une procédure unique de commande. La mise en place de cette nouvelle organisation nécessite de prolonger la durée du marché en cours.

Par ailleurs, ce dernier ne contient aucun plan de retrait à son terme. Or, il importe de prévoir des clauses spécifiques à cet effet afin que la ville ne se retrouve pas démunie de mobiliers urbains entre deux contrats successifs.

L'article 3 de l'acte d'engagement est modifié comme suit :

La durée du marché est prolongée d'UNE ANNEE soit jusqu'au 31 décembre 2020.

Ajout de l'article 13 au CCAG : Plan de retrait au terme du marché

A la fin du marché, le titulaire a l'obligation de démonter l'ensemble du mobilier urbain mis en place, de l'évacuer et de remettre en état les sols, les sous-sols et les réseaux existants (y compris la dépose des massifs d'ancrage sur lesquels étaient positionnés ces équipements si la future implantation n'est pas compatible avec l'implantation et les contraintes techniques actuelles). L'ensemble de ces prestations sera réalisé aux frais de l'entreprise.

Le titulaire devra remettre à la Ville de Belfort une cartographie avec l'ensemble des équipements déployés.

Afin de maintenir un niveau de service équivalent entre le présent marché et le futur contrat, il est entendu entre les parties que la Ville de Belfort organisera une rencontre entre le titulaire du marché actuel et le futur concessionnaire aux fins de convenir des modalités pratiques de continuité de service entre les deux contrats successifs.

La dépose du mobilier interviendra selon un échéancier détaillé (démontage, enlèvement et remise en état) établi conjointement entre les trois parties et validé par les services de la collectivité.

Les travaux de dépose devront causer le minimum de gêne aux usagers du domaine public et à l'exploitation du réseau de bus urbain conformément aux règles en vigueur.

A défaut de dépose du matériel dans le délai convenu, la Ville pourra se substituer au Titulaire ou faire intervenir l'entreprise de son choix pour procéder à la dépose aux frais et risques du titulaire.

Cependant, cette obligation de dépose pourra ne pas être mise en œuvre si le titulaire du présent marché venait à être également celui du futur contrat relancé au 1^{er} janvier 2021.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :
(Cocher la case correspondante.)

NON OUI

Montant de l'avenant :

- Redevance annuelle : 20.306,00 €
- Pourcentage d'augmentation : 8,34 %

Nouveau montant du marché public :

- Montant : 263.978,00 €

E - Signature du titulaire du marché public.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur

A : , le

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur)
Pour le Maire,
L'Adjoint délégué,

Sébastien VIVOT

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A 104 , le

■ **En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

■ **En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Date de mise à jour : 25/02/2011.

Objet de la délibération

N° 19-95

Concession pour la
distribution publique du
gaz naturel – Compte
rendu d'activité 2018

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY

~~~~~

La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



DELIBERATION N° 19-95

de M. Sébastien VIVOT

1^{er} Adjoint chargé des finances, de l'évaluation des politiques publiques, de l'administration générale

Direction Générale des Services Techniques

Références SV/CS/OWC
Mots-clés Maintenance
Code matière 1.2

Objet : Concession pour la distribution publique du gaz naturel - Compte rendu d'activité 2018

Conformément aux dispositions de l'Article L 1411.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, nous vous présentons le rapport annuel 2018 concernant la concession pour la distribution publique du gaz naturel gérée par GrDF, via un contrat rendu exécutoire le 17 février 2003 pour une durée de 30 ans.

La redevance annuelle de fonctionnement versée par le distributeur GrDF à la Ville de Belfort s'élève, cette année, à 23 297 €, contre 23 104 € en 2017.

1/ Les éléments techniques

A fin 2018, le réseau de distribution de gaz naturel desservait 17 218 abonnés, soit une baisse de 65 clients par rapport à fin 2017. Les quantités d'énergie acheminées, impactées par une rigueur climatique moins forte, ont baissé, passant de 521 GWh à 494 GWh.

L'inventaire des réseaux de distribution de gaz naturel montre une légère augmentation des longueurs : 135,44 km fin 2018, contre 135,11 km fin 2017.

Ces 135,44 km se répartissent en :

- 118 482 mètres de réseau à Moyenne Pression (pression de 0,3 à 16 bars),
- 16 957 mètres de réseau Basse Pression (pression de 17 à 25 mbar).

En matière de qualité de la distribution de gaz et d'intervention, on note une légère augmentation du nombre d'appels à fin 2018 par rapport à fin 2017 (436 contre 421). Les appels concernent principalement des fuites ou des odeurs de gaz (166 appels) et des manques de gaz (176 appels).

Le nombre de prestations réalisées est en forte baisse (- 491 interventions par rapport à 2017), principalement sur les prestations de mise hors service (- 276 interventions par rapport à 2017), et de façon moins importante sur les prestations de mise en service et les demandes de changement de fournisseur.

Le nombre d'incidents constaté (236) est en forte hausse par rapport à 2017 (182 incidents). Cette augmentation concerne des incidents de gravité importante (fuites de gaz, incendie/explosion).

2/ Les éléments financiers

La valeur nette du patrimoine de la concession, soit les charges d'investissements restant à amortir par les usagers, a augmenté : 15 345 k€ à fin 2018, pour 12 072 k€ à fin 2017.

Par ailleurs, GrDF a engagé des investissements à hauteur de 671k€ (contre 487k€ en 2017) sur les biens concédés pour garantir et améliorer l'état du patrimoine.

Les recettes du distributeur se répartissent entre les recettes d'acheminement (5 231 k€ en 2018, contre 5 267 k€ en 2017) et les recettes liées aux prestations complémentaires (33 k€ en 2018, contre 307 k€ en 2017), soit un total de recettes de 5 564 k€ HT pour l'année 2018.

Les charges d'exploitation de la concession (2 666 k€), les charges liées aux investissements sur les biens concédés (1 312 k€) et les charges liées aux investissements sur les autres biens (469k€) génèrent un total de charge pour GrDF de 4 447 k€ HT.

Le résultat s'élève donc à 1 117 k€ HT, en baisse par rapport à 2017 (1 911 k€ HT). A noter que la contribution de la concession à la péréquation nationale s'élève à 880 k€. De plus, l'impact climatique représenté par un hiver plus clément que les prévisions de la CRE (Commission de Régulation de l'Energie) a généré un manque de recette de 126 k€. De ces éléments résulte, à l'échelle locale, la contribution par GrDF à la performance nationale imposée par la CRE (participation à hauteur de + 363 k€ sur la concession). Ceci s'explique en partie par l'apurement du compte de régularisation des charges et produits (CRCP) de l'ATRD4 sur la période 2012-2016, qui avait conduit à une sous-rémunération de GrDF au niveau national sur cette durée.

Cette présentation sera mise à la disposition du public, dans les conditions fixées dans le Code Général des Collectivités Territoriales.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte du compte rendu 2018 concernant la concession pour la distribution publique du gaz naturel.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

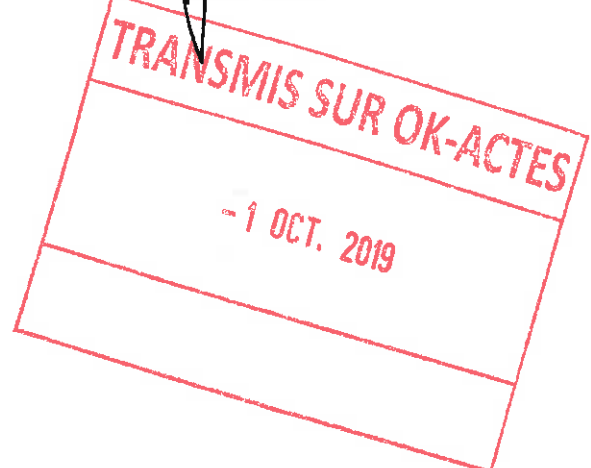
le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage





Compte rendu d'activité de concession 2018

BELFORT





L'édito

Depuis 2016, la loi NOTRe a redécoupé les régions administratives françaises et en a élargi le champ de compétences, permettant désormais aux territoires de définir leurs politiques, notamment en matière énergétique. Désormais, les visions sont plus décentralisées et plus intégrées aux grands enjeux des territoires : mobilité, qualité de l'air, précarité, empreinte économique locale. Dans ce contexte, et pour vous accompagner toujours plus efficacement, nous nous devons de repenser notre découpage territorial.

GRDF compte, depuis le 1er janvier 2019, 6 grandes régions gazières en cohérence avec les nouvelles régions administratives françaises.

Au plus près des enjeux locaux, nous travaillons chaque jour pour vous proposer une énergie plus sûre, plus propre, plus respectueuse de la qualité de l'air et produite localement. A cet égard, je pense notamment au biométhane, un gaz renouvelable produit à partir de déchets provenant de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire et des collectivités. Le biométhane connaît un formidable essor avec près de 80 sites en service à fin 2018. Je pense également à la mobilité grâce au GNV et BioGNV, ainsi qu'aux compteurs communicants en cours d'installation chez nos 11 millions de clients.

En 2019, GRDF poursuit ses actions en faveur d'un réseau toujours plus fiable, plus sûr et un gaz de plus en plus renouvelable. Chez GRDF, nous investissons 1 million d'euros chaque jour pour la sécurité du réseau, et nous réalisons 300 000 actes de maintenance par an. La sécurité est le socle de l'activité de GRDF, ça l'a toujours été et ça le sera toujours.

Nous serons toujours et chaque jour à vos côtés pour vous accompagner dans la transition énergétique de votre territoire, convaincus que «choisir le gaz, c'est aussi choisir l'avenir».

 **Choisir le gaz, c'est
aussi choisir l'avenir**

Édouard Sauvage,
Directeur Général de GRDF

Sommaire

01	L'essentiel de votre concession	6
	Les chiffres clés de votre concession	8
	Vos interlocuteurs privilégiés	10
	Votre contrat de concession	11
02	L'activité au quotidien	12
	Les clients et leurs usages	14
	Les services et les prestations	18
	L'activité de comptage	20
	L'écoute client	24
	La chaîne d'intervention	31
	La sécurité du réseau	37
03	Le patrimoine de votre concession	44
	Vos ouvrages	46
	Les chantiers	53
	Les investissements	57
	La valorisation de votre patrimoine	65
04	Le compte d'exploitation	70
	La synthèse du compte d'exploitation	72
	Les recettes	75
	Les charges	79
	L'équilibre financier	87
05	La transition énergétique	94
	Le gaz vert	96
	La mobilité durable	98
	Les données au service de la maîtrise de l'énergie	100
06	GRDF & vous	102
	La distribution du gaz, une mission de service public	104
	Une organisation à votre service	109
	Les outils digitaux à votre disposition	114



01

L'essentiel de votre concession

1.1 Les chiffres clefs de votre concession	8
1.2 Vos interlocuteurs privilégiés	10
1.3 Votre contrat de concession	11

1.1 Les chiffres clefs de votre concession

Clientèle



17 218

Nombre de clients



69

Nombre de premières mises en service clients



494 GWh

Quantités de gaz acheminées



92,7%

Taux de satisfaction accueil dépannage gaz / exploitation maintenance (région)



33

Nombre de réclamations



94,0%

Taux de demandes fournisseurs traitées dans les délais

Contrat



2033

Année d'échéance du contrat



30

Durée du contrat



17/02/2003

Date d'entrée en vigueur du contrat

Économie



23 297 €

Redevance R1 versée



901 427 €

Investissements réalisés
sur la concession



5,56M€

Recettes acheminement
et hors acheminement

Maintenance et sécurité



138,5%

Taux d'atteinte de
l'objectif de surveillance
du réseau



100%

Taux de visites réalisées
sur les postes de
détente réseau



100%

Taux de visites réalisées
sur les robinets



100%

Taux de visites réalisées
sur les branchements



219

Nombre d'interventions
de sécurité gaz



236

Nombre d'incidents

Patrimoine



135,44 km

Longueur totale de
canalisations



15 942

Nombre de compteurs
résidentiels actifs



385 m

Longueur de réseau
développé

1.2 Vos interlocuteurs privilégiés



Eric PARROT
Conseiller Collectivités Territoriales
06 85 71 67 12
eric.parrot@grdf.fr



Gladys MONTAGNOLE
Directrice Territoriale
06 27 28 60 94
gladys.montagnole@grdf.fr

1.3 Votre contrat de concession

GRDF est lié aux autorités concédantes par un contrat de concession qui précise les conditions d'exploitation du service public de la distribution de gaz naturel et les engagements contractuels des deux parties pendant la durée du contrat.

Date d'entrée en vigueur du contrat : 17/02/2003

Durée d'application : 30 ans



02

L'activité au quotidien

2.1	Les clients et leurs usages	14
2.2	Les services et les prestations	18
2.3	L'activité de comptage	20
2.4	L'écoute client	24
2.5	La chaîne d'intervention	31
2.6	La sécurité du réseau	37

2.1 Les clients et leurs usages

Les clients et les consommations sur la concession

GRDF achemine le gaz naturel via le réseau de distribution pour le compte de tous les fournisseurs agréés jusqu'aux points de livraison des clients consommateurs. Cette prestation d'acheminement est distincte de la vente réalisée par le fournisseur d'énergie.

Le nombre de clients correspond, depuis 2017, au dénombrement des clients ayant un contrat de fourniture actif et ayant consommé sur l'année. Cette méthode de calcul permet d'avoir une meilleure cohérence avec les quantités de gaz naturel consommées sur l'année.

Les quantités de gaz naturel livrées aux clients sont déterminées lors des relevés périodiques ou de relevés ponctuels. Les volumes mesurés par les compteurs sont convertis en énergie par application d'un coefficient thermique. Les relevés périodiques ont lieu :

- chaque jour pour les clients avec l'option tarifaire T4 ou TP,
- chaque mois pour les clients avec l'option tarifaire T3,
- chaque semestre pour les clients avec l'option tarifaire T1 ou T2.

Lorsque GRDF ne peut pas accéder au compteur pour le relevé périodique, les quantités livrées sont déterminées à partir d'un index auto-relevé par le client ou d'une estimation sur la base d'un historique de consommation. De même, l'index utilisé lors de certains événements contractuels peut être un index auto-relevé ou un index calculé sur la base du dernier index connu et d'un historique de consommation. Enfin, dans le cas d'un dysfonctionnement du comptage, les quantités livrées sont déterminées au moyen d'une estimation.

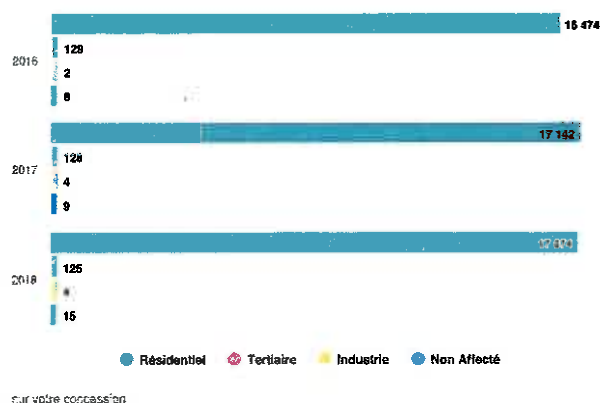
Afin de donner une image des quantités acheminées sur l'année civile écoulée, il est nécessaire, pour les clients dont les compteurs ne sont pas relevés à une fréquence mensuelle ou journalière, d'utiliser une méthode de reconstitution de ces quantités sur la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre.

Votre interlocuteur GRDF est à votre disposition pour toute information complémentaire sur la méthode de reconstitution des quantités acheminées.

Les clients et la consommation par secteur d'activité

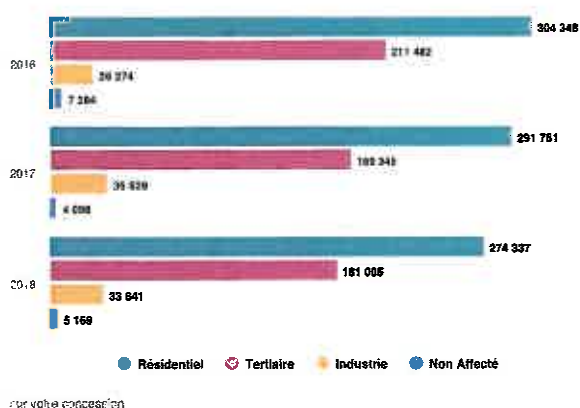
Le nombre de clients de la concession et les quantités de gaz acheminées vous sont présentés ici par secteur d'activité.

Evolution du nombre de clients par secteur d'activité



En 2018, le nombre total de clients sur votre concession est de 17 218. Ce nombre était de 17 283 en 2017, et de 16 613 en 2016.

Evolution des quantités de gaz acheminées (en MWh) par secteur d'activité



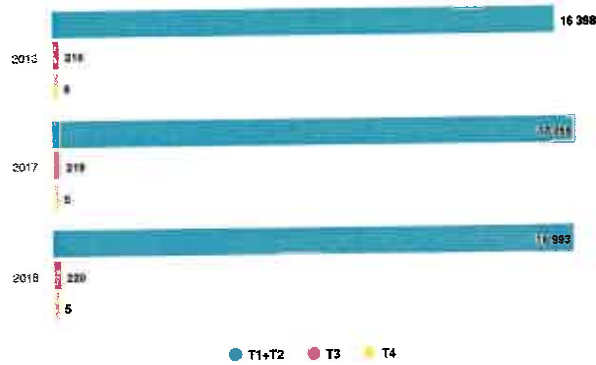
En 2018, la quantité totale de gaz acheminé sur votre concession est de 494 GWh. Cette quantité était de 521 GWh en 2017, et de 549 GWh en 2016.

Les clients et les consommations par tarif d'acheminement

Le nombre de clients de la concession et les quantités de gaz acheminées vous sont présentés ici par tarif.

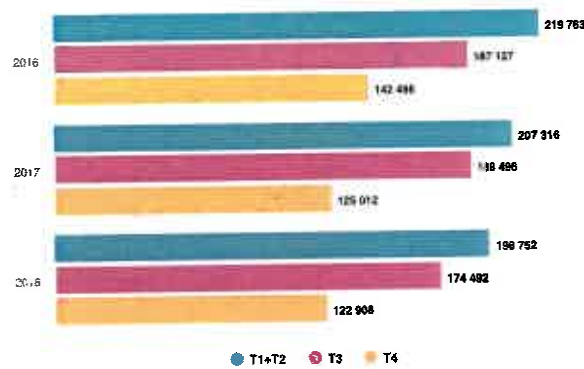
Vous trouverez la description des tarifs d'acheminement dans le chapitre 6.

Evolution du nombre de clients par tarif



sur votre concession

Evolution des quantités de gaz acheminées (en MWh) par tarif



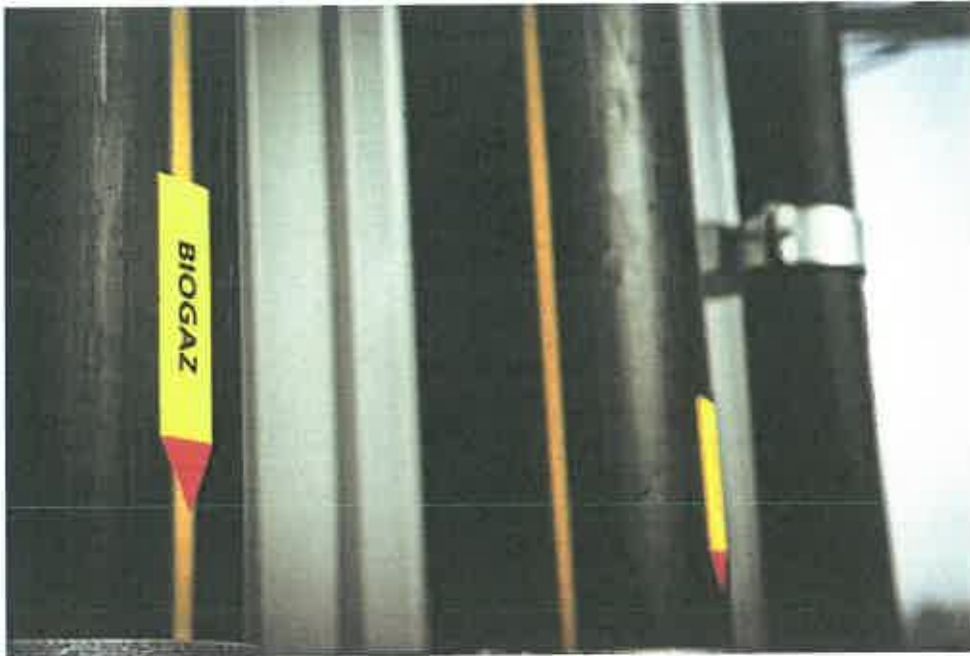
sur votre concession

L'efficacité énergétique du réseau

L'efficacité énergétique et la sécurité du réseau sont étroitement liées et constituent deux priorités essentielles tant pour GRDF que pour les autorités concédantes. Les émissions de méthane sur les ouvrages concédés ont principalement pour origine les incidents et les dommages aux ouvrages causés par des tiers.

GRDF observe l'évolution de ces émissions de méthane au niveau national. Ainsi, sur la période 2012-2018, on estime que les émissions fugitives ont baissé de 18% grâce à l'ensemble des actions volontaires menées par GRDF sur la conception des réseaux, la modernisation de la cartographie et la sensibilisation des entreprises de travaux publics notamment.

À titre de comparaison, le réseau exploité par GRDF se classe au plus bas niveau d'émissions fugitives en Europe, avec 0,12% de pertes estimées.



2.2 Les services et les prestations

Les prestations et services réalisés par GRDF sont définis dans le catalogue des prestations, lui-même fixé par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE). Le catalogue des prestations est consultable sur le site www.grdf.fr

Les principales prestations réalisées

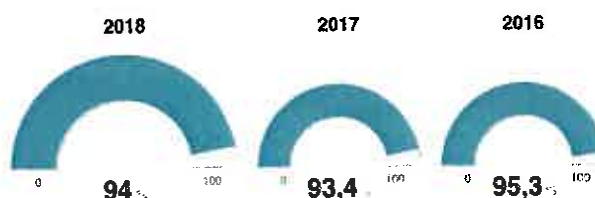
À la demande des clients ou des fournisseurs de gaz naturel, GRDF réalise :

- des prestations comprises dans le tarif d'acheminement (changement de fournisseur sans déplacement, intervention de sécurité et de dépannage, relevé cyclique, mise hors service suite à résiliation du contrat de fourniture,...),
- des prestations payantes, facturées à l'acte ou périodiquement suivant leur nature (mise en service d'installations, modifications contractuelles, interventions pour impayés ou pour travaux, relevés spéciaux,...).

Principales demandes de prestations réalisées

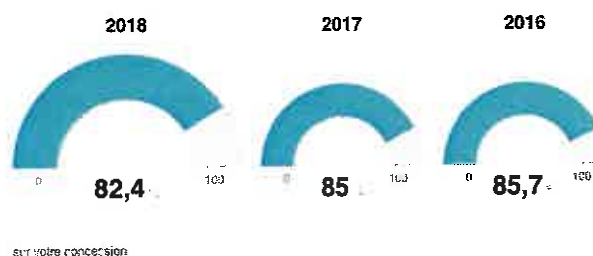
	2018	2017	2016
Mise en service (avec ou sans déplacement, avec ou sans pose compteur)	3 071	3 193	2 787
Mise hors service (initiative client ou fournisseur)	2 158	2 434	2 247
Intervention pour impayés (coupure, prise de règlement, rétablissement)	125	163	248
Changement de fournisseur (avec ou sans déplacement)	1 093	1 172	1 076
Demande d'intervention urgente ou express par rapport au délai standard	159	153	113
Déplacement vain	135	121	132
1ère mise en service	69	55	54

Taux de respect du délai catalogue des demandes reçues des fournisseurs



sur votre concession

Taux de raccordement dans les délais catalogue



En 2018, sur votre concession, 69 premières mises en service clients ont été effectuées, correspondant à autant de **nouveaux raccords** suite à une demande fournisseur.

2.3 L'activité de comptage

Le relevé des compteurs

Le relevé des compteurs par GRDF est aujourd'hui séparé entre les gros consommateurs (environ 100 000 relevés à distance sur un rythme mensuel ou journalier), et le reste des clients (10 millions environ) dont le relevé est organisé sur un rythme semestriel.

Le relevé semestriel est réalisé par des entreprises prestataires, qui se rendent chez tous les clients disposant d'un compteur. Si le client a souscrit un contrat de fourniture avec un fournisseur, on parle de compteur actif. Si le client n'a pas de contrat avec un fournisseur, on parle de compteur inactif. GRDF relève les compteurs dans les deux cas, notamment pour vérifier l'absence de consommation irrégulière des compteurs inactifs.

La qualité du relevé des comptages

Les indicateurs de mesure tiennent compte de l'arrivée des compteurs communicants, qui viennent améliorer le relevé du comptage, en particulier pour certains compteurs inaccessibles.

Le « taux de relevés sur index réels », consolidé du télérelevé des nouveaux compteurs communicants, est de 96,6% pour votre concession.

L'indicateur « taux de relevés corrigés » correspond au nombre d'index corrigés rapporté au nombre de compteurs non communicants relevés. Il est de 0,2% sur votre concession.

Le « taux d'absence au relevé 2 fois et plus sur compteurs inaccessibles au relevé » concerne les compteurs non communicants et correspond au nombre de compteurs inaccessibles qui n'ont pas pu être relevés suite à l'absence du client, rapporté au nombre de compteurs inaccessibles devant faire l'objet d'un relevé du fait d'une précédente absence du client. Ce taux sur votre concession est de 2,5%.

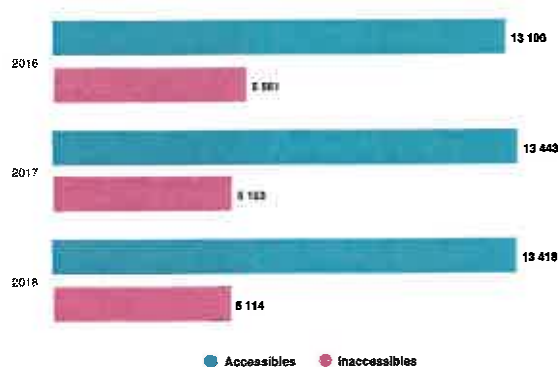
Ces indicateurs sont conçus pour rendre compte de la qualité du service de relevé, en cohérence avec le déploiement des compteurs communicants, qui constitueront l'essentiel du parc de compteurs d'ici 2024.

L'accessibilité des compteurs

La majorité des compteurs est accessible sans nécessiter la présence du client. Dans le cas d'un compteur inaccessible (situé dans le logement du client), un rendez-vous client est nécessaire pour collecter l'index, et une annonce du passage du releveur est faite au préalable. Le client aura la possibilité, s'il ne peut pas être présent lors du passage du releveur, de fournir un auto-relevé qu'il pourra transmettre à GRDF.

Au niveau national, le taux d'accessibilité des compteurs s'élève à 80,31%.

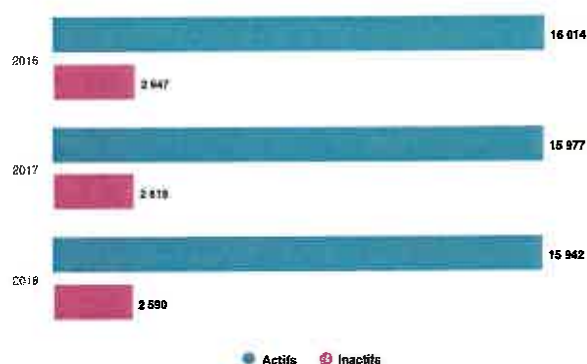
Evolution du nombre de compteurs accessibles et inaccessibles



sur votre concession

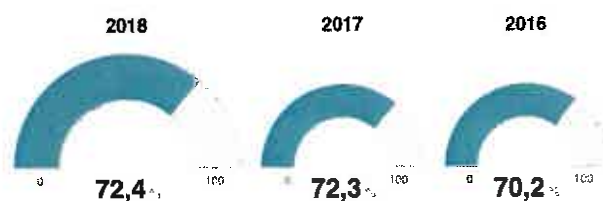
En 2018, sur votre concession le nombre de compteurs est de 18 532. En 2017, ce nombre était de 18 596 et de 18 661 en 2016.

Evolution du nombre de compteurs actifs et inactifs



sur votre concession

Taux d'accessibilité des compteurs résidentiels



sur votre concession

L'organisation du relevé des compteurs évolue avec l'arrivée des compteurs communicants gaz qui réduisent, au fil de leur déploiement, la volumétrie du relevé à pied et amènent des évolutions profondes dans le pilotage de la qualité du comptage.

Le compteur communicant gaz de GRDF au service de la transition énergétique des territoires

Maîtriser la consommation d'énergie est l'un des grands enjeux pour réussir la transition énergétique dans les territoires. Les consommateurs sont prêts à en devenir acteurs, mais avant de maîtriser la consommation d'énergie, il faut d'abord la connaître et l'évaluer. C'est le rôle de Gazpar, le compteur communicant gaz de GRDF, dont le déploiement a débuté à grande échelle en 2017 et se poursuivra jusqu'en 2023.

En 2018, le déploiement a progressé dans les territoires

A fin 2018, plus d'un millier de communes avait démarré le déploiement programmé sur leur territoire. Le dialogue avec les parties prenantes locales s'est poursuivi tout au long de l'année afin d'accompagner l'installation des compteurs communicants gaz de GRDF dans les communes concernées. Ainsi, conformément à l'attendu, plus de 2,5 millions de dispositifs de comptage ont été installés en cumulé, à fin d'année. Le déploiement dit « par opportunités » réalisé à l'occasion d'interventions classiques de maintenance ou de mises en service a bénéficié à plus de 420 000 foyers. En parallèle, près de 4 400 concentrateurs ont été posés à fin 2018, assurant le relais entre les compteurs et les systèmes d'informations de GRDF. La majorité des communes raccordées au réseau de gaz naturel a signé une convention cadre d'hébergement pour permettre la pose de ces concentrateurs sur des bâtiments communaux.

En 2019, plus de 1 500 collectivités sont concernées par le déploiement programmé des compteurs communicants gaz de GRDF.

Au service des clients et de la collectivité, Gazpar facilite la maîtrise de l'énergie

Plus de 1,9 millions de compteurs étaient télé-relevés à fin 2018 permettant la mise à disposition des données quotidiennes de consommation aux clients, et mensuelles aux fournisseurs de gaz. La finalité de ces données est de permettre aux consommateurs de mieux maîtriser leurs consommations de gaz. Pour cela, la mobilisation de l'ensemble des acteurs de l'écosystème de la maîtrise de l'énergie (collectivités locales, fournisseurs d'énergie, sociétés de conseil en énergie, organismes de logement social, Agences Locales de l'Énergie...) est déterminante.

Les consommateurs peuvent suivre gratuitement leur consommation journalière de gaz naturel depuis Mon Espace GRDF, espace privé et sécurisé sur grdf.fr. Ils ont également la possibilité d'accéder aux services des fournisseurs d'énergie, sous réserve de leur consentement pour disposer de la donnée quotidienne. De nouveaux services seront progressivement proposés par des tiers autorisés, grâce au projet GRDF ADICT de mise à disposition de données, sous forme de flux automatisé et adapté aux services digitaux.

Le déploiement des compteurs communicants gaz est l'opportunité, pour les acteurs de l'écosystème de la maîtrise de l'énergie, en particulier les collectivités, d'enrichir leurs démarches territoriales de planification et d'actions en faveur de la transition énergétique.

En 2018, sur votre concession 173 compteurs communicants ont été installés.

2.4 L'écoute client

Le Service Client GRDF

Le Service Client GRDF traite l'ensemble des appels (hors urgence sécurité gaz) concernant la demande de raccordement et le conseil en matière de solutions gaz naturel. Il est dédié à tous les clients, promoteurs, partenaires et fournisseurs.

Contactez nos conseillers du lundi au vendredi de 8h à 17h



85 185

appels tous motifs confondus sur votre région GRDF

Taux d'accessibilité de l'accueil téléphonique distributeur



Satisfaction des collectivités locales

Comme chaque année, GRDF a réalisé une enquête de satisfaction auprès des collectivités locales desservies en gaz naturel. En 2018, plus de 1 000 élus et agents territoriaux se sont exprimés sur leur niveau de satisfaction et de confiance vis-à-vis de GRDF : 97% des collectivités interviewées sont satisfaites de GRDF.

L'image globale de GRDF demeure excellente, tout comme en 2017 : 97% des élus et fonctionnaires territoriaux interrogés déclarent avoir une bonne image de GRDF, 93% d'entre eux sont satisfaits des relations entretenues avec les interlocuteurs de GRDF et 89% font confiance à GRDF pour les accompagner dans les projets de biométhane sur leur territoire et pour développer l'usage du gaz dans les transports.

Lorsque l'on évoque le sujet des compteurs communicants gaz, ils sont 93% à déclarer faire confiance à GRDF pour agir en faveur de la maîtrise de l'énergie.

Le professionnalisme et la qualité des relations avec les équipes de GRDF sont fortement appréciés.

A l'attachement au gaz naturel s'ajoute la perception d'opportunités d'avenir comme la méthanisation. De plus en plus d'élus et de fonctionnaires territoriaux s'investissent dans le sujet de la transition énergétique. Ils visent d'une part la diversification énergétique et le développement d'énergies renouvelables avec des solutions décentralisées qui favorisent une indépendance énergétique. Et d'autre part, ils restent attachés à la desserte collective et publique du gaz par un concessionnaire dont l'expertise et la compétence sont saluées.

97% des collectivités interrogées sont satisfaites de GRDF

Les élus encouragent GRDF à les aider à s'approprier les opportunités offertes par le réseau et à les associer pour faire du réseau de gaz un outil essentiel de la transition énergétique. Ils attendent toujours plus de proximité et d'échanges avec GRDF pour les accompagner dans la réalisation de projets sur leurs territoires, pour nouer un véritable « partenariat pragmatique et territorial ».

Satisfaction des clients particuliers et professionnels

Un dispositif dématérialisé d'enquêtes de satisfaction est actif depuis 2015 qui permet, via des questionnaires en ligne, la mesure « à chaud » de la satisfaction des clients sur les prestations suivantes :

- Raccordement avec/sans extension au réseau (hors collectif) et première mise en service
- Modification de branchement
- Mise en service avec intervention
- **Contact avec le Service Client**
- Dépannage

Ces événements mettent en relation, physique ou à distance, les clients et les équipes de GRDF.

Les résultats de la satisfaction sur ces prestations ont progressé tant au niveau national qu'au niveau des régions de GRDF depuis 2015.

En vision nationale, sur 2018, certains items dépassent les 90% de satisfaction, objectif du projet d'entreprise GRDF à fin 2018.

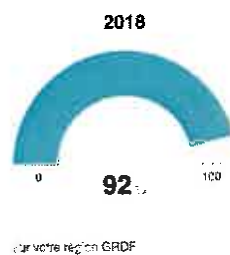
Au-delà de la mesure, c'est le dispositif de rappel sous 3 jours des clients se déclarant « pas du tout satisfaits » qui soutient la démarche d'amélioration continue de GRDF. En 2018, toutes prestations confondues, il s'agit de près de 6 000 clients, ayant accepté de lever l'anonymat, qui ont pu être joints au téléphone et pour lesquels :

- Les raisons du mécontentement ont été identifiées
- Les explications ont été apportées
- Des mesures curatives ont été mises en œuvre, lorsque cela était possible

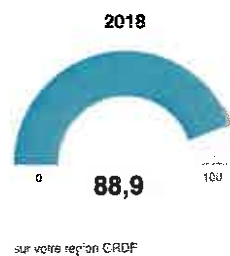
Ces clients saluent positivement cette initiative de rappel et, dans près de la moitié des cas, témoignent de leur satisfaction à l'issue de cette nouvelle interaction.

90% de satisfaction, objectif du projet d'entreprise GRDF

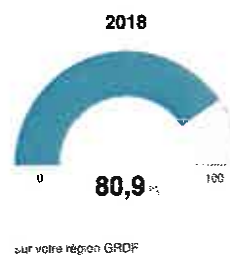
Taux de satisfaction des particuliers lors d'un raccordement (avec ou sans extension) - hors collectif



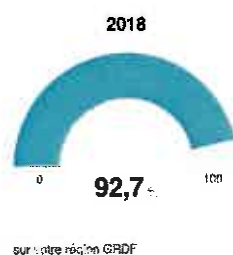
Taux de satisfaction des particuliers lors d'une mise en service avec intervention



Taux de satisfaction des particuliers pour l'accueil distributeur



Taux de satisfaction des particuliers et professionnels pour l'accueil dépannage gaz / exploitation maintenance



La gestion des réclamations émises par les fournisseurs pour le compte des clients

Le nombre de réclamations émises par les fournisseurs pour le compte des clients était en décroissance continue depuis 2013 avec une volumétrie en baisse de l'ordre de 10% par an entre 2014 et 2017.

Cependant l'année 2018 a été marquée par une rupture de cette tendance et une hausse de près de 40% des réclamations émises par les fournisseurs.

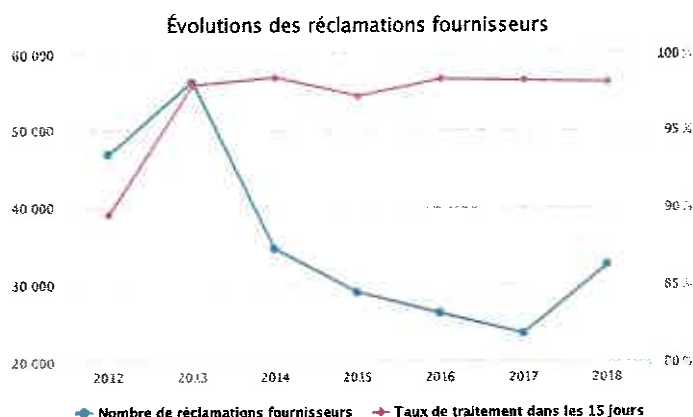
Plusieurs facteurs expliquent cette augmentation :

- Des comportements propres à certains fournisseurs : des erreurs de procédures notamment sur les contestations d'index (non recours aux prestations de vérification de données de comptage avec/sans déplacement) ou des évolutions de pratiques de certains fournisseurs, qui ont tendance à déposer formellement plus de réclamations que précédemment ;
- Des problématiques organisationnelles ponctuelles : du fait de la mise en œuvre progressive au sein de GRDF de l'organisation mono-énergie ou de mouvements sociaux à mi-année ayant pu impacter localement les activités ;
- L'intensification du programme de déploiement de compteurs communicants ;

des contestations d'index liées aux changements de compteurs (notamment du fait des déposes des anciens compteurs) et plusieurs incidents relatifs aux systèmes d'information de la chaîne de communication (calcul et/ou publication des données) impactant les relevés événementiels et cycliques.

Ce dernier point, largement prépondérant dans cette évolution, est cependant à relativiser au regard du triplement du rythme de pose par rapport à 2017, avec environ 2,5 millions de compteurs posés à fin 2018 contre 700 000 à fin 2017, et tendra à disparaître avec la fin du déploiement.

A noter que malgré cette volumétrie en hausse, le délai de traitement sous 15 jours des réclamations émises par les fournisseurs n'a pas significativement évolué et se stabilise au dessus de 98%, avec un délai moyen de réponse de 7 jours.



En 2018 sur votre maille régionale GRDF, le taux de réponse aux réclamations fournisseurs courantes sous 15 jours atteint 96,9%.

La gestion des réclamations directement émises par les clients

Les réclamations émises directement par les clients sont en augmentation de près de 90% entre 2017 et 2018.

Cette variation de la volumétrie des réclamations est la résultante de deux phénomènes :

- Une tendance générale à la hausse et progressive depuis 2014 ;
 - GRDF est plus connu des clients et ceux-ci l'interpellent directement sans passer par leur fournisseur d'énergie,
 - GRDF a fait évoluer son service Client en simplifiant et structurant son dispositif téléphonique et en modernisant son site www.grdf.fr où les contacts pour des demandes ou des réclamations y sont facilités. Le client est également mieux informé et mieux guidé dans son parcours réclamations,
 - Enfin une meilleure qualification des réclamations dans les outils de collecte permet d'en fiabiliser le dénombrement.
- Une intensification en 2018 du déploiement des compteurs communicants.

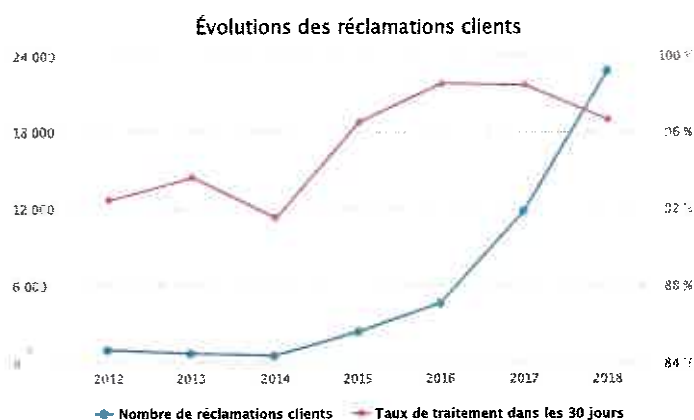
A iso périmètre, c'est-à-dire sans tenir compte des réclamations associées au déploiement

des compteurs communicants, la volumétrie des réclamations est en augmentation de 20% par rapport à 2017.

Le nombre de réclamations liées à ce déploiement généralisé est à relativiser. En effet, avec plus de 1,9 millions de compteurs installés en 2018, seul 1% des interventions a fait l'objet d'une réclamation.

Les délais de traitement de ces réclamations sont en baisse avec près de 97% de réponses apportées en moins de 30 jours.

Retrouvez ci-dessous l'évolution des réclamations clients directes, au niveau national.

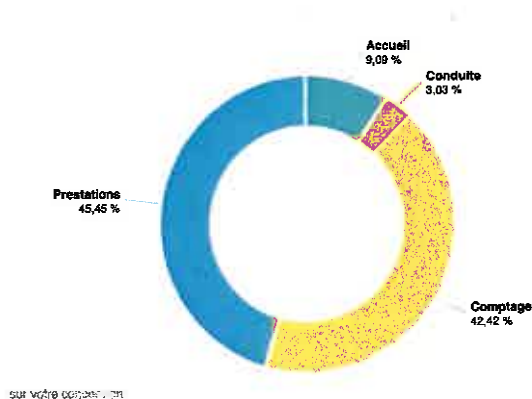


Les réclamations sur votre concession

Les réclamations émises par les clients se répartissent en plusieurs catégories :

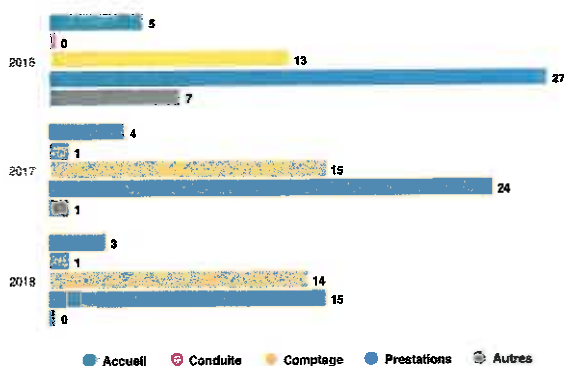
- « Accueil » : accueil acheminement, livraison / gestion des demandes,
- « Conduite » : conduite et surveillance du réseau,
- « Comptage » : données de comptage (hors compteurs communicants),
- « Prestations » : gestion et réalisation des prestations,
- « Cpt. Com. » : données de comptage liées aux compteurs communicants,
- « Autres ».

Répartition des motifs de réclamations en 2018



sur votre concession

Evolution du nombre de réclamations par motif



sur votre concession

En 2018, le nombre total de réclamations sur votre concession est de 33. Ce nombre total était de 45 en 2017, et de 52 en 2016.

En 2018 sur votre concession, le taux de réponse sous 30 jours aux réclamations (tous émetteurs confondus) s'élève à 100%.

2.5 La chaîne d'intervention

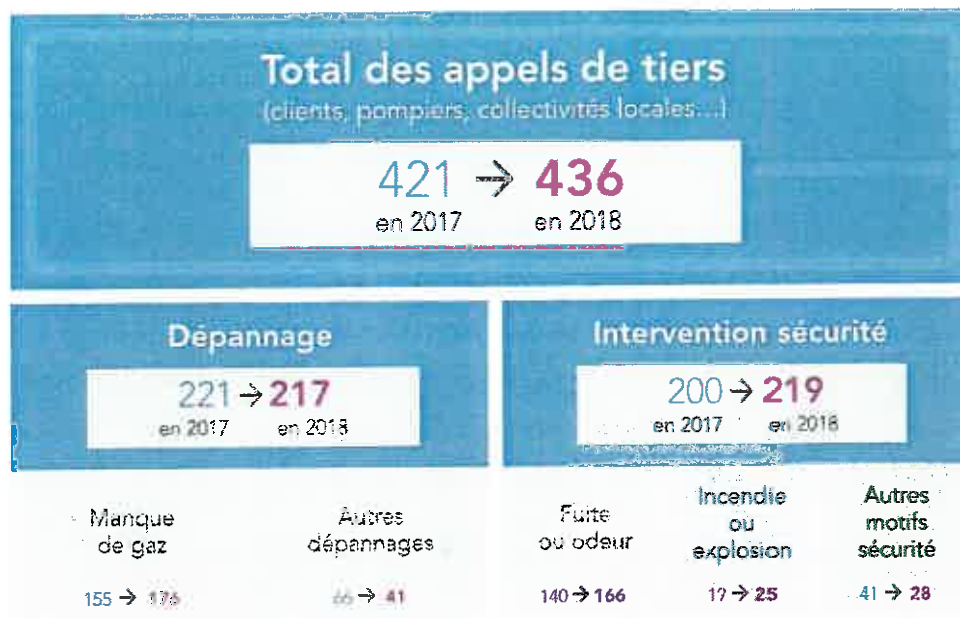
Les appels de tiers sur votre concession

Lorsqu'un tiers appelle pour signaler une odeur ou un manque de gaz, l'appel est pris en charge par l'Urgence Sécurité Gaz qui qualifie l'appel puis décide de l'opportunité de déclencher, ou pas, une intervention. Dans 98% des cas, l'intervention ne nécessite pas une coordination complexe. Dans 2% des cas, une Procédure Gaz Renforcée est déclenchée.

URGENCE SECURITE GAZ
0 800 47 33 33 Service & appel gratuits

- Plus d'un million d'appels sont traités chaque année par les 130 salariés des trois sites GRDF garantissant un traitement des appels 24h/24 et 7 jours/7, avec une traçabilité complète.
- Des lignes téléphoniques prioritaires sont réservées aux services d'incendie, de secours et aux entreprises de travaux ayant endommagé un ouvrage **du réseau de distribution de gaz**.

Les appels de tiers reçus sont répartis en « interventions de sécurité gaz » (fuites ou odeurs de gaz, incendies, explosions ou autres motifs de sécurité) et en « dépannages gaz » (manque de gaz et autres dépannages).



Les interventions de sécurité

Le délai d'intervention de sécurité suite à appel de tiers pour odeur de gaz fait l'objet d'un engagement dans le Contrat de Service Public signé avec l'État. Une attention particulière est apportée au suivi des interventions de sécurité.

Sur le département 90, le taux d'interventions en moins de 60 minutes est de 99,5%.

Les incidents sur votre concession

Les tableaux ci-après rassemblent l'ensemble des incidents ou anomalies survenus sur le territoire de votre concession, ainsi que leur répartition par nature, par siège, par cause et par type d'ouvrage.

Nombre total d'incidents

182 → 236
en 2017 en 2018

Incidents, par nature

Manque de gaz
ou défaut
pression sans fuite

85 → 98

Fuite de gaz
sans incendie ni
explosion

74 → 100

Incendie
et/ou
explosion

7 → 15

Autres
natures

16 → 23

Incidents, par siège du défaut

Installations inté-
rieures desservies
par GRDF

29 → 40

Ouvrages
exploités
par GRDF

141 → 175

Autres
sièges

12 → 21

Incidents sur ouvrages exploités par GRDF, par type d'ouvrage

Réseau

1 → 7

Branchement
individuel
ou collectif

73 → 83

CI, CM et
branchement
particulier

41 → 46

Poste de détente
et protection
cathodique

4 → 2

Autres ouvrages
exploités par GRDF

22 → 37

Incidents sur ouvrages exploités par GRDF, par cause de l'incident

Dommmages

14 → 11

Défaillance
d'installations
à proximité

0 → 0

Environnement

4 → 5

Défaut de
mise en œuvre

25 → 30

Incendie

0 → 1

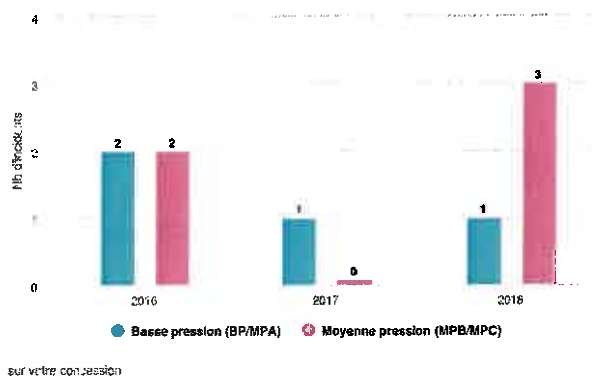
Matériel

96 → 128

Clients concernés par une interruption
de livraison suite à un incident

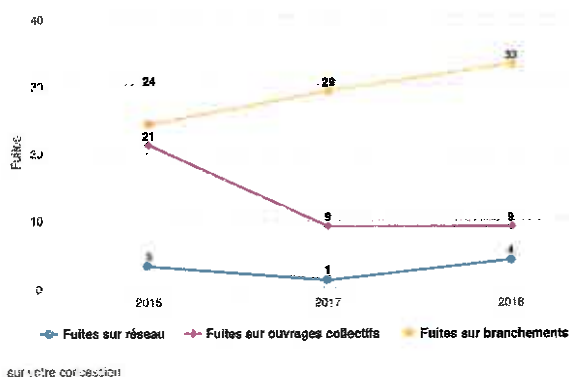
377 → 289

Répartition du nombre d'incidents sur le réseau, par pression



Certains des incidents répertoriés sont liés à des fuites de gaz. En 2018, les incidents ayant pour origine une fuite se répartissent comme suit :

Évolution du nombre de fuites par catégorie



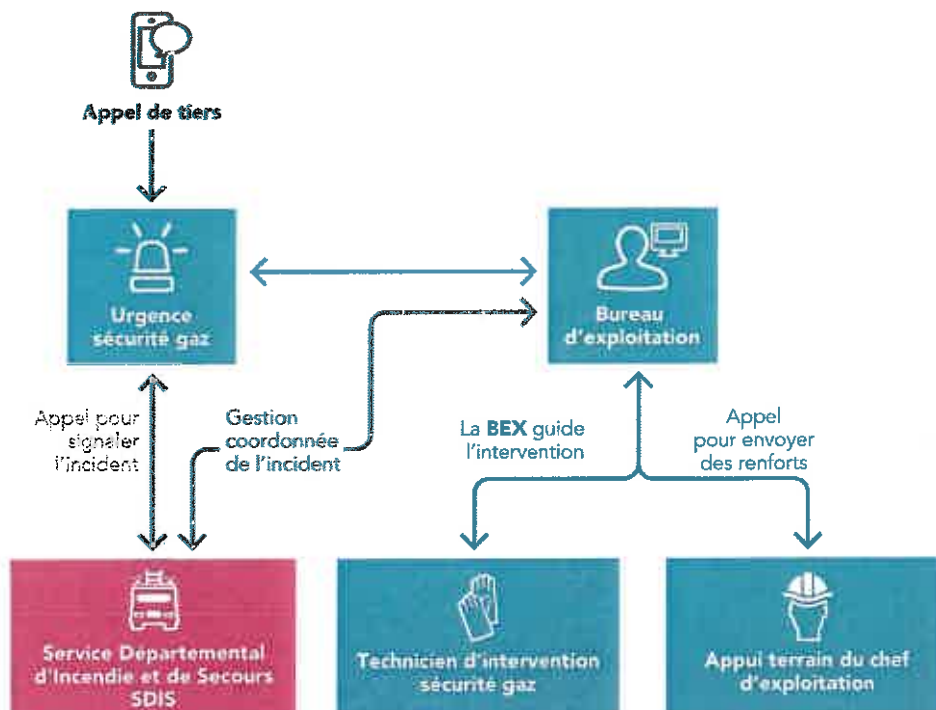
Les incidents significatifs sur les ouvrages exploités par GRDF

Un incident est dit « significatif » ou « majeur » lorsqu'il entraîne :

- une coupure de la distribution de gaz pour au moins 500 clients,
- et/ou au moins une victime.

La Procédure Gaz Renforcée (PGR)

Déclenchée lors d'incidents spécifiques, la Procédure Gaz Renforcée se distingue des procédures d'intervention gaz classiques. L'objectif de la PGR est d'améliorer l'efficacité des interventions liées au gaz naturel, notamment grâce à une coordination renforcée entre Sapeurs-Pompiers du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et exploitants du réseau gaz. La PGR représente 2% des interventions de sécurité.



En 2018 sur votre concession, 3 Procédures Gaz Renforcées ont été réalisées sur un total de 219 interventions de sécurité gaz.

Le délai d'interruption du flux gazeux

Le suivi du « délai d'interruption du flux gazeux » en cas de fuite sur la voie publique permet de mesurer à la fois l'efficacité de l'organisation, des moyens engagés et des décisions prises, et la qualité de la maintenance des robinets de sectionnement. Il comptabilise le temps écoulé entre l'appel du client et l'arrêt effectif du flux gazeux sur les lieux de l'incident.

Sur le département 90, le délai moyen d'interruption du flux gazeux est de 54 minutes.

ORIGAZ : le plan d'organisation et d'intervention gaz

GRDF a adopté un plan d'organisation et d'intervention, appelé ORIGAZ, permettant de prendre rapidement les mesures nécessaires pour limiter les répercussions, pour les personnes ou les biens, d'un événement important concernant la distribution du gaz naturel.

Le Chef d'Exploitation du Bureau d'Exploitation (BEX), assure la **conduite du réseau** sur un territoire donné, dirige toutes les opérations et actions lors des incidents. Il organise ainsi les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens en coopération avec les opérateurs présents sur le terrain et en coordination avec les services de secours.

Le 25/05/2018, un exercice Origaz a été déclenché à Le Creusot, il avait pour scénario une simulation d'explosion de gaz suite à une mauvaise utilisation d'une bouteille de gaz de ville.

InfoCoupure

GRDF met à disposition de ses clients « InfoCoupure », un service gratuit disponible 7j/7 et 24h/24 sur le site <http://infocoupure.grdf.fr>

Ce service permet en temps réel d'informer les clients sur la gestion par les équipes de GRDF d'un événement sur le réseau de distribution de gaz naturel, notamment sur la date et l'heure probable à laquelle la fourniture de gaz naturel sera rétablie. Son utilisation est simple : il suffit pour le client, dont l'alimentation de gaz naturel a été interrompue, de se connecter au site et d'y renseigner son adresse postale. En moyenne, plus de 20% des clients, dont l'alimentation de gaz naturel a été interrompue suite à un incident réseau, ont consulté ce site en 2018 (15% en 2017).

Par ailleurs, GRDF propose un service complémentaire spécifiquement dédié aux collectivités. Sur le portail Ma Concession Gaz (réservé aux autorités concédantes, sur www.grdf.fr), « InfoCoupure » permet de visualiser sur une carte les incidents en cours sur votre collectivité ainsi que les détails associés (date de déclenchement, impact estimé, délai prévisionnel de rétablissement). Vous avez également la possibilité d'être notifié en temps réel, via envoi de mail et/ou de sms, sur la mise à jour des informations d'intervention.

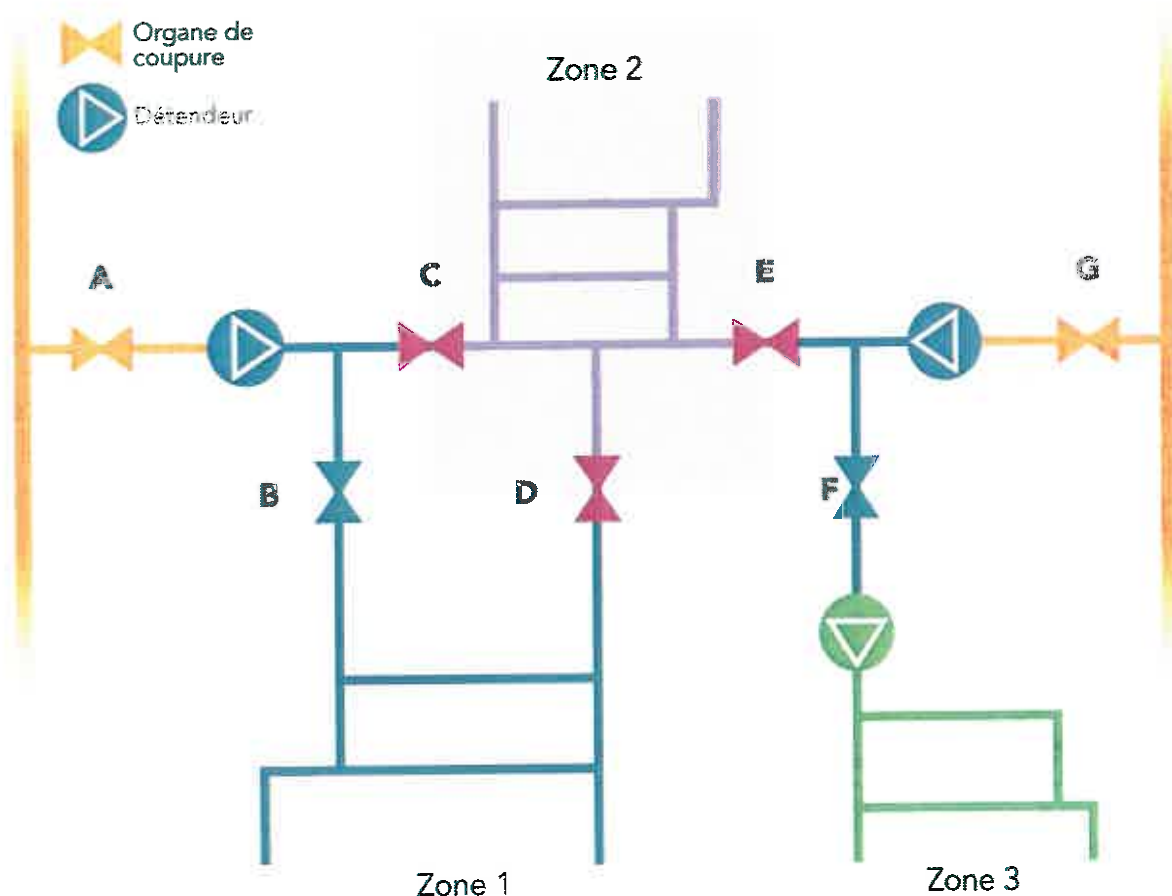
2.6 La sécurité du réseau

Le schéma de vannage

Un schéma de vannage permet d'interrompre rapidement et efficacement l'alimentation en gaz lors d'incidents ou de travaux, et de limiter le nombre de clients coupés. Il définit le nombre et le positionnement des organes de coupure (vannes ou robinets) sur le réseau.

Au niveau national, GRDF a investi en 2018, 14 millions d'euros de travaux d'optimisation des schémas de vannage (insertion d'organes de coupure sur des secteurs insuffisamment pourvus, suppression des superflus, travaux de structure du réseau...). Environ 120 000 organes de coupure sont exploités et entretenus sur les réseaux enterrés.

Le schéma suivant est une illustration synthétique d'un schéma de vannage. En fermant les organes de coupure C, D et E, il est possible d'isoler la zone 2, tout en conservant l'alimentation du reste du réseau.



La maintenance des ouvrages

La politique de maintenance et de surveillance

La maintenance, qu'elle soit préventive ou corrective, vise à s'assurer du bon fonctionnement des ouvrages dans la durée, prévenir les incidents par une intervention ciblée et corriger d'éventuelles anomalies ou défaillances constatées. GRDF définit une politique de maintenance pluriannuelle à l'échelle nationale, spécifique par type d'ouvrage et revue régulièrement en fonction des constats réalisés. Au total environ 80 « gammes de maintenance » sont gérées.

Maintenance des postes de détente réseau (en nombre de visites)



sur votre connexion

Maintenance des robinets de réseau (en nombre de visites)



sur votre connexion

Maintenance des branchements collectifs (en nombre de visites)



La surveillance systématique du réseau

La Recherche Systématique de Fuite (RSF) s'effectue soit à l'aide de Véhicules de Surveillance Réseau (VSR) équipés de capteurs de méthane, soit à pied pour les canalisations situées dans des passages non accessibles aux véhicules. En cas de présence suspecte de méthane, le technicien procède à des analyses et peut faire appel à une équipe d'intervention.

La périodicité de surveillance dépend de deux facteurs :

- les caractéristiques du réseau (nature, pression),
- l'environnement du réseau (densité de population, présence de travaux tiers, terrain, etc.).

Surveillance du réseau (programmation et réalisation)



La sécurité des installations intérieures

Les installations de distribution de gaz situées à l'intérieur des habitations sont placées sous la responsabilité de l'occupant du logement. Elles ne font pas partie du domaine concédé. Environ 97% des incidents en France liés au gaz trouvent leur origine sur ces installations.

En complément de la réglementation existante, GRDF mène une politique de prévention

fondée sur :

- la réalisation d'actions de communication sur la sécurité des installations, à destination des utilisateurs,
- la proposition de diagnostics sur les installations intérieures remises en service après une interruption de plus de 6 mois, dont le coût est pris en charge par GRDF.

En 2018, sur votre concession :

- 287 diagnostics ont été réalisés suite à l'accord du client,
- 9 situations de danger - grave et immédiat - ont été mises en évidence nécessitant une interruption de la fourniture de gaz, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.



Les opérations spécifiques pour nos clients les plus fragiles : CIVIGAZ et ISIGAZ

La précarité énergétique et la sécurité dégradée des installations gaz sont souvent liées. Ainsi, CIVIGAZ et ISIGAZ sont deux opérations spécifiques visant à promouvoir la sécurité des installations intérieures gaz de même que les éco-gestes permettant de réduire les consommations d'énergie et d'eau. Au total, 660 jeunes ont été missionnés, jusque fin 2018, pour visiter environ 100 000 foyers modestes alimentés au gaz naturel.

Au titre de l'opération ISIGAZ, menée chez les bailleurs sociaux de votre région (pour les communes en patrimoine classé Quartier politique de la ville), GRDF a fait réaliser 7 207 médiations chez les habitants. Dans le cadre de l'opération CIVIGAZ, 5 437 visites ont été effectuées par les intervenants sur votre région.

La vérification des dispositifs de comptage

Conformément à la réglementation et indépendamment des éventuelles demandes des

clients, GRDF procède à la vérification des dispositifs de comptage. La périodicité de vérification dépend de la technologie des compteurs.

Dépose et Pose des Compteurs				
Type de compteur	Périodicité	2018	2017	2016
Compteurs domestiques à soufflets	20 ans	108	171	155
Compteurs industriels à soufflets	15 ans	27	20	19
Compteurs industriels à pistons rotatifs ou de vitesse	5 ans	22	17	21

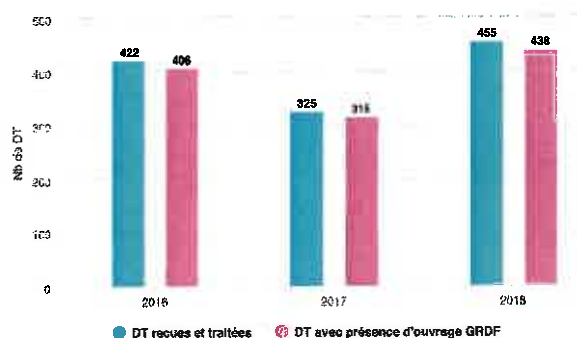
Le Plan anti-endommagement et l'AIPR

Le « Plan anti-endommagement » est un cadre réglementaire applicable depuis le 1^{er} juillet 2012. Il concerne tous les intervenants des chantiers. Il est constitué d'un ensemble de mesures ayant pour objectif de renforcer la sécurité, de la conception des projets à la réalisation des travaux à proximité des ouvrages enterrés ou aériens. Depuis 2015, un arrêté renforce le contrôle des compétences des maîtres d'ouvrages et du personnel de travaux intervenant sur les chantiers à proximité des réseaux. Depuis le 1^{er} janvier 2018, les personnels chargés de concevoir ces chantiers et les exécutants de travaux doivent disposer d'une Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) délivrée par leur employeur après réussite au test de compétences organisé par le Ministère de la Transition Énergétique et Solidaire. Pour connaître les centres d'examen agréés les plus proches et pour plus d'information, il convient de consulter le site ministériel suivant : www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr (rubrique « construire sans détruire »)

Le suivi des travaux de tiers sur votre concession

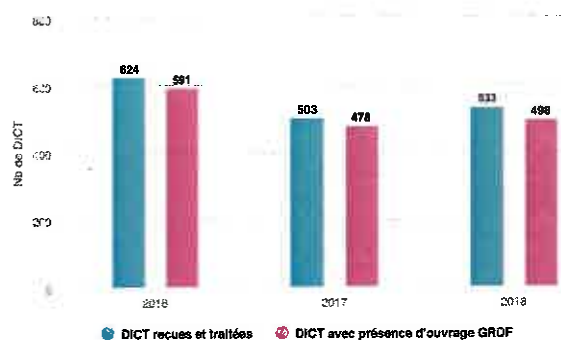
GRDF traite les Déclarations de projet de Travaux (DT) et les Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) adressées par les tiers (responsables de projets, exécutants de travaux) avant la mise en œuvre des travaux sur la voirie. Les travaux ne peuvent en aucun cas commencer avant la réponse de l'exploitant. Ce traitement préalable a pour objectif de limiter les risques de dommages aux ouvrages.

Évolution du nombre de DT (déclarations de projet de travaux)



sur votre concession

Évolution du nombre de DICT (déclarations d'intention de commencement de travaux)



sur votre concession

Les dommages aux ouvrages

Les dommages aux ouvrages lors de travaux de tiers provoquent des incidents sur le réseau de distribution de gaz avec ou sans interruption de fourniture pour les clients.

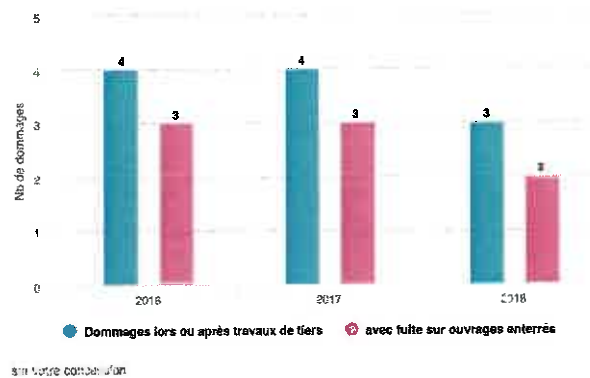
En 2018, le nombre de **dommages aux ouvrages avec fuite** est resté quasiment stable au niveau national (-0,1% par rapport à 2017), dans un contexte de volume de travaux toujours orienté à la hausse pour la troisième année consécutive. Le nombre de chantiers à proximité des ouvrages gaz a ainsi augmenté de près de 5% en 2018 (+20% sur trois ans).

Il est donc indispensable de maintenir la vigilance sur les points suivants :

- la qualité des déclarations préalables de travaux (DT et DICT),
- l'analyse des risques avant le commencement du chantier,
- la mise en œuvre de techniques de détection préalable des réseaux dans le

- sous-sol,
- le marquage au sol des réseaux et des branchements,
- l'adaptation impérative des techniques de terrassement **dès** lors que le décroûtage a été réalisé en employant des « techniques douces »,
- le recours systématique à des équipes travaux compétentes disposant de l'AIPR.

Evolution du nombre de dommages aux ouvrages



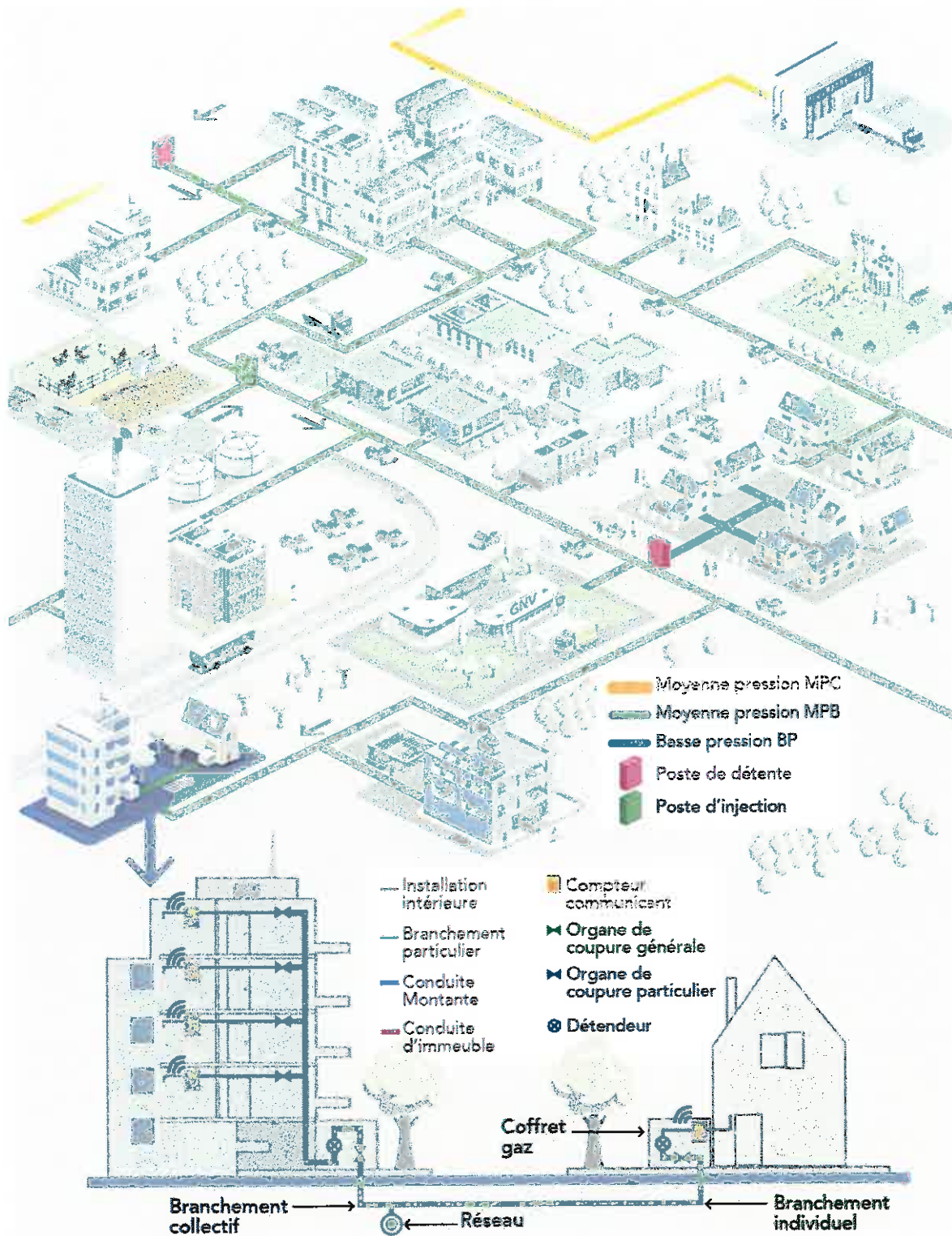


03

Le patrimoine de votre concession

3.1 Vos ouvrages	46
3.2 Les chantiers	53
3.3 Les investissements	57
3.4 La valorisation de votre patrimoine	65

3.1 Vos ouvrages



Sur le réseau de distribution de gaz naturel géré par GRDF sont connectés à fin d'année 2018 environ 5,6 millions de branchements individuels qui alimentent des maisons, des chaufferies collectives et des sites industriels, ainsi que 840 000 branchements collectifs d'immeubles reliant 5,3 millions d'appartements. 96% de ce réseau est constitué de Moyenne Pression (MP, pression $\geq 0,4$ bar).

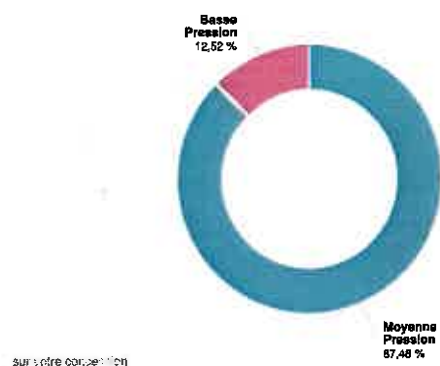
L'inventaire des canalisations

L'inventaire des canalisations par type de pression

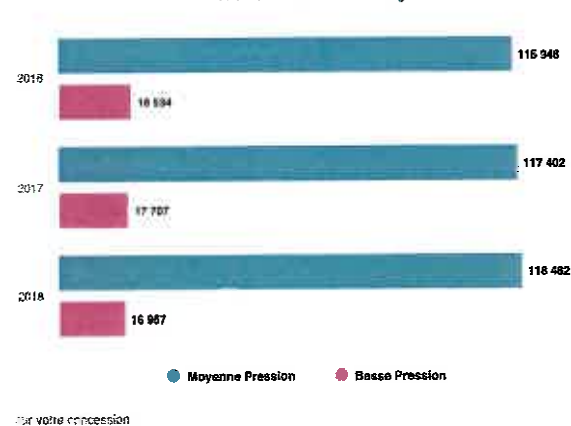
Le patrimoine de votre collectivité est composé de canalisations en basse et moyenne pression. Retrouvez ici, à l'échelle de votre concession :

- la répartition de ces ouvrages par pression, sur l'année 2018,
- l'historique de la répartition par pression, sur les trois dernières années.

Répartition des canalisations par pression en 2018



Historique de la répartition par pression (en mètres de canalisations)



En 2018, sur votre concession la longueur totale du réseau est de 135,44 km. En 2017, elle était de 135,11 km, et de 134,48 km en 2016.

03 Le patrimoine de votre concession

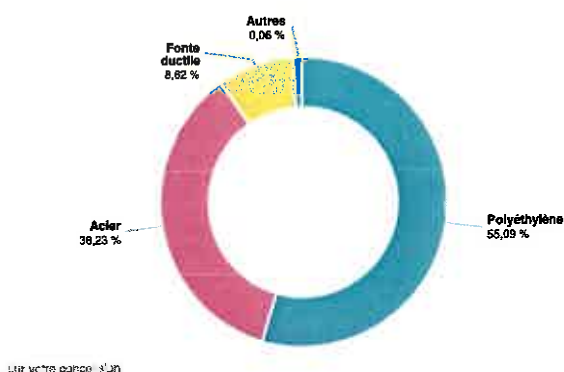
L'inventaire des canalisations par type de matière

Le patrimoine de votre collectivité est composé de canalisations de différentes matières.

Retrouvez ici, à l'échelle de votre concession :

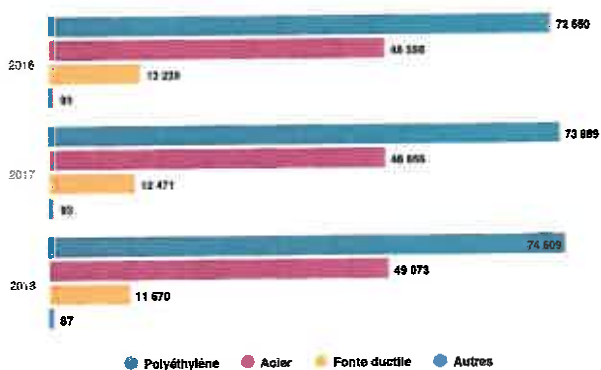
- la répartition de ces ouvrages par matière sur l'année 2018,
- l'historique de la répartition par matière sur les trois dernières années.

Répartition des canalisations par matière en 2018



sur votre concession

Historique de la répartition par matière (en mètres de canalisations)



sur votre concession

L'inventaire des ouvrages

Retrouvez ci-dessous l'inventaire du patrimoine de votre concession par type d'ouvrage. Les données sont affichées en nombre d'ouvrages.

Inventaire des ouvrages			
	2018	2017	2016
Postes de détente réseau	23	26	27
Robinets de réseau	126	120	124
Branchements collectifs	2 614	2 515	2 436



L'amélioration de la cartographie du réseau de gaz

Les classes de précision

La réglementation « anti-endommagement » fixe des classes de précision (A, B et C), associées à la cartographie des réseaux. Elle précise également les modalités de réponse aux déclarations de travaux par les exploitants et les mesures de prévention des dommages sur les chantiers. GRDF classe en A (précision maximale) les réseaux neufs et renouvelés depuis la parution de l'arrêté du 15 février 2012 et a également engagé une démarche volontariste de classement en précision cartographique A des réseaux posés avant 2012.

Sur votre concession, le taux de réseau en précision cartographique classe A sur les réseaux neufs et renouvelés est proche de 100%.

La mise à jour de la cartographie

GRDF met à jour sa cartographie en continu, notamment suite aux travaux de pose et de renouvellement d'ouvrages gaz ou à l'occasion d'actions correctives. Il améliore sa cartographie en poursuivant une démarche de géoréférencement des fonds de plans Grande Échelle et celle de recalage des réseaux sur la cartographie moyenne échelle.

En 2018, sur votre concession 83 actes de mise à jour de la cartographie ont été réalisés.

Le Plan Corps de Rue Simplifié

GRDF a signé, en 2015, le protocole d'accord entre les exploitants de réseaux et les collectivités sur le déploiement du PCRS (Plan Corps de Rue Simplifié), sous l'égide du Conseil National de l'Information Géographique (CNIG). Il vise à constituer des bases mutualisées de fonds de plan pour disposer du meilleur référentiel dans les réponses aux déclarations de travaux (DT-DICT). Ces démarches, porteuses de sécurité à proximité des réseaux, ont été initiées par quelques collectivités depuis 2016, auxquelles GRDF a apporté son concours.

La démarche d'inventaire complémentaire des ouvrages

GRDF a réalisé de 2004 à 2009 un inventaire de ses branchements collectifs en utilisant un référentiel unique et commun à toutes ses entités : ce référentiel a été appelé «Référentiel d'Inventaire d'Ouvrages» (RIO). Le projet RIO a ainsi permis de répertorier et de spécifier les caractéristiques techniques de 703 289 branchements collectifs pour, in fine, les intégrer dans l'outil de suivi de la maintenance GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur). Les retours d'expérience ont abouti au constat que cet inventaire était incomplet : environ 20% des branchements collectifs n'étaient pas recensés dans la GMAO.

En 2015, GRDF a donc lancé le projet RIO2 avec pour objectif de compléter l'inventaire technique des branchements collectifs. Entre 2015 et fin 2017, ce programme a consisté à visiter plus de 460 000 adresses et a ainsi permis d'identifier 150 000 branchements collectifs supplémentaires dans l'inventaire technique. Cette action a contribué à renforcer la sécurité industrielle en intégrant ces ouvrages supplémentaires dans le programme de maintenance.

Par ailleurs, à l'issue de la phase de recensement complémentaire du projet RIO2, GRDF a conduit fin 2018 une opération de recalage de l'inventaire comptable, dont les impacts financiers sur la valorisation de chaque concession sont très limités. Pour plus d'informations sur les modalités pratiques de ce recalage, vous pouvez vous adresser à votre interlocuteur local GRDF.

L'indice de connaissance du patrimoine

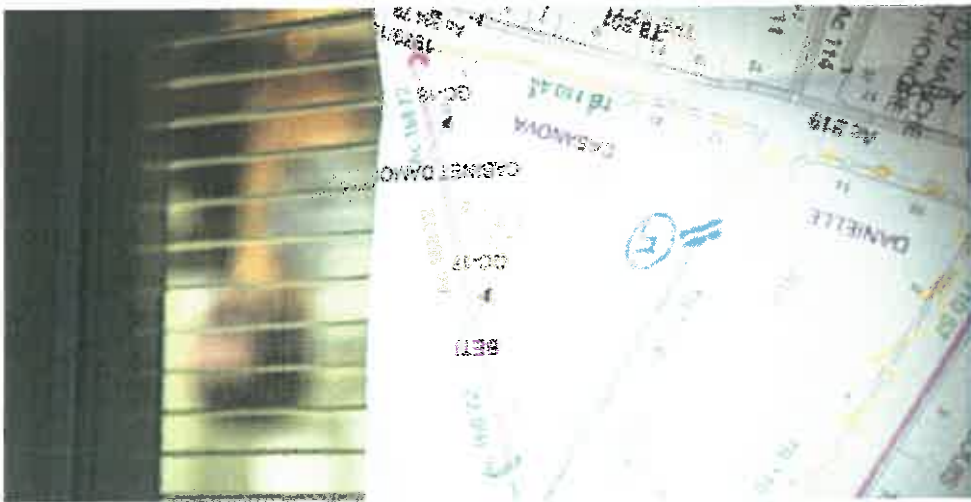
Le patrimoine de la distribution de gaz naturel est en constante évolution. La connaissance de ce patrimoine est assurée par des bases de données techniques et une base des immobilisations mises à jour en permanence pour garantir cohérence et exhaustivité.

Pour mesurer et objectiver le niveau de connaissance du patrimoine, GRDF a mis en place l'indice de connaissance du patrimoine. Cet indicateur, introduit il y a trois ans et affiché dans un premier temps au niveau national, est décliné à la maille contractuelle depuis 2016. L'indice est constitué de sous-indicateurs répartis en trois catégories (inventaire, cartographie et autres éléments de connaissance et de gestion). Ce système de mesure permet d'évaluer la progression de la connaissance du patrimoine au fil des années.

Au national en 2018, l'indice de connaissance du patrimoine est de 86.

Voici le détail de l'indice de connaissance du patrimoine à l'échelle de notre concession.

Indice de connaissance du patrimoine				
N°	Sous-indicateur	Pts max	Gradation	Note 2016
1	Existence d'un inventaire des réseaux et procédure de mise à jour	10	Binaire	10
2	Connaissance des matériels et diamètre dans le système d'information géographique (SIG)	5	0 à 50% : 0 point, > 50% : Progressif	5
3	Connaissance de l'année de pose des ouvrages dans le SIG	5	0 à 50% : 0 point, > 50% : Progressif	5
4	Connaissance des branchements individuels (report sur le plan)	5	0 à 25% : 0 point, > 25% : Progressif	2
5	Taux de cohérence entre GMAO (gestion de la maintenance) et la base des immobilisations pour le nombre de branchements collectifs	4	0 à 50% : 0 point, > 50% : Progressif	4
6	Connaissance des branchements collectifs (report sur plan)	5	0 à 25% : 0 point, > 25% : Progressif	2
7	Connaissance des ouvrages d'immeuble collectif (nombre de CVC/M, longueur, matériau, nombre de branchements particuliers, année de pose, pression)	10	0 à 50% : 0 point, > 50% : Progressif	10
8	Taux de cohérence entre la base des immobilisations et le SIG sur la longueur de réseau (stock)	5	0 à 80% : 0 point, > 80% : Progressif	4
9	Taux de cohérence entre la base des immobilisations et le SIG sur la longueur de réseau (flux)	3	0 à 90% : 0 point, > 90% : Progressif	3
10	Taux de cohérence entre SIG et GMAO pour le nombre de vannes	4	0 à 50% : 0 point, > 50% : Progressif	3
11	Taux de cohérence entre SIG et GMAO pour les postes de détente réseau et poste d'injection biométhane	4	0 à 50% : 0 point, > 50% : Progressif	4
12	Existence d'une cartographie numérisée et procédure de mise à jour	5	Binaire	5
13	Taux de plans grande échelle géoréférencés	10	Progressif	10
14	Longueur de réseau avec le réseau porté en classe A (stock)	3	Progressif	4
15	Longueur de réseau avec le réseau porté en classe A (flux) (tolérance de 0,5% en cas d'opérations en cours de vérification)	5	Binaire	5
16	Mise à disposition, dans le portail Ma Concession Gaz, de données patrimoniales informatisées sur le périmètre de votre concession	10	Binaire	10
17	Existence d'une modélisation pour l'exploitation et la conception des réseaux	5	Binaire	5
TOTAL		100		91



3.2 Les chantiers

La politique d'investissement de GRDF

Les investissements réalisés en concession par GRDF se décomposent en trois grandes familles, selon leur degré de prévisibilité : les investissements de développement du réseau, les déplacements d'ouvrages à la demande de tiers et les investissements d'adaptation et de modernisation des ouvrages.

Les principaux chantiers sur votre territoire

Les chantiers de développement du réseau

Les travaux de développement du réseau concédé consistent à raccorder :

- des nouveaux clients, directement sur le réseau existant ou grâce à des extensions de réseau,
- des unités de production de biométhane,
- des stations GNV (Gaz Naturel Véhicule).

Les demandes de raccordement varient en fonction de nombreux facteurs externes tels que le dynamisme immobilier local ou la conjoncture économique.

Pour les projets d'extension, la réglementation prévoit la réalisation d'une étude économique appelée « B sur I » (Bénéfice sur Investissement). Ainsi, conformément au contrat de concession, le concessionnaire réalise à ses frais les travaux de développement du réseau dès lors que le critère de décision des investissements « B sur I », défini par l'arrêté du 28 juillet 2008, est au moins égal à zéro.

En 2018, GRDF a développé le réseau de votre concession de 366 m.

Travaux de Développement	Longueur	Branchements collectifs	Branchements individuels
AVENUE DES 3 CHENES - BELFORT	366 m	0	1
FAUBOURG DE MONTBELIARD - BELFORT	19 m	1	1
RUE DU BALLON - BELFORT	0 m	1	0
RUE DE TOULOUSE - BELFORT	0 m	1	0
PLACE DE LA REPUBLIQUE - BELFORT	0 m	0	1
RUE PIERRE DENFERT ROCHEREAU - BELFORT	0 m	0	1

Les principaux chantiers de déplacement d'ouvrages

Dans la grande majorité des cas, les demandes de déplacements sont à l'initiative de collectivités. Ainsi GRDF peut être amené à déplacer des ouvrages, soit lors de grands projets urbains, soit suite à des modifications sur le réseau de transport de gaz ou bien encore à la demande de clients finals.

	Longueur	Branchements collectifs	Branchements individuels
PLACE DE L'ARSENAL - BELFORT	0 m	0	1



Les chantiers d'adaptation et de modernisation des ouvrages

Les investissements d'adaptation et de modernisation du réseau ont pour objectif de garantir la sécurité, la continuité de service et le maintien en conditions opérationnelles des ouvrages. Ils regroupent les investissements de structure (optimisation des schémas de vannage, restructurations et renforcements de réseau) et les investissements de modernisation.

Ils peuvent résulter d'exigences réglementaires (arrêté du 13 juillet 2000, décret du 2 mai 2012, décret du 10 novembre 2017), comme par exemple la mise en œuvre de « mesures compensatoires » suite aux résultats des études de dangers réalisées pour les canalisations « hautes caractéristiques ».

D'autres investissements sont le fruit de la politique volontariste de GRDF. Ils résultent d'une analyse de plusieurs facteurs : les anomalies constatées lors des opérations de maintenance et les incidents, la vulnérabilité aux dommages de tiers, les caractéristiques techniques (matériau, technique de construction et d'assemblage, ...), la sensibilité à un environnement spécifique, les opportunités de coordination de travaux.

Les investissements de modernisation du réseau concernent notamment :

- le renouvellement des réseaux, centré sur les canalisations en fonte ductile, cuivre et certains réseaux acier (qui représentent environ 3 % du réseau exploité par GRDF),
- le renouvellement des branchements et ouvrages collectifs, concomitamment avec le renouvellement du réseau ou en fonction de leurs caractéristiques

propres (ex. branchements plomb, certains branchements cuivre) et de la nature des incidents éventuels.

La sécurisation des branchements et ouvrages collectifs posés avant 2000 peut également être assurée sans renouvellement, quand la configuration le permet, par la pose d'un dispositif de protection, appelé DPBE, permettant l'interruption du débit de gaz.

Les autres investissements concernent l'amélioration de la protection cathodique, le fonctionnement du réseau (télésurveillance et modernisation des postes réseaux stratégiques), les renouvellements suite à endommagement, ...

En 2018, GRDF a modernisé 842 m de réseau sur votre concession.

Travaux d'Adaptation et de Modernisation	Longueur	Branchements collectifs	Branchements individuels
RUE SCHEURER KESTNER - BELFORT	275 m	22	5
RUE FRANCOIS BARDOT - BELFORT	211 m	10	10
RUE PAUL STRAUSS - BELFORT	135 m	2	15
RUE DU CAPITAINE DEGOMBERT - BELFORT	90 m	3	1
AVENUE JEAN JAURES - BELFORT	74 m	0	0
AVENUE DES FRERES LUMIERE - BELFORT	55 m	3	0
R DES GLACIS - BELFORT	2 m	0	0
RUE SCHEURER KESTNER - BELFORT	0 m	1	0

Travaux de Déclassement	Longueur	Branchements collectifs	Branchements individuels
FAUBOURG DE MONTBELIARD - BELFORT	93 m	0	4
RUE PAUL STRAUSS - BELFORT	77 m	1	2
AVENUE JEAN JAURES - BELFORT	35 m	0	0

Le contrôle de la conformité des travaux

La conformité des travaux réalisés par les prestataires de GRDF est garantie par la mise en œuvre d'une démarche de contrôle au fil de l'eau sur un échantillon très représentatif des chantiers (plus de 50%), centrée sur les points techniques sensibles comme, par exemple :

- la qualification et l'habilitation du personnel en rapport avec le travail réalisé,
- la qualité de réalisation des fouilles,
- le respect de la couverture spécifiée et le respect des distances inter-ouvrages,
- la qualité de pose des ouvrages encastrés (en et hors sol),
- le plan de recollement cartographique après travaux.

Le contrôle de conformité est complété d'une démarche d'évaluation qui prévoit que tous les prestataires doivent être évalués par des visites sur leurs chantiers de quatre à

03 Le patrimoine de votre concession

douze fois par an (selon le volume des marchés). Cette évaluation très complète permet de coter les thématiques suivantes : sécurité, qualité des travaux, environnement, relation client, organisation / information. Tout écart révélé par cette démarche est tracé et fait l'objet d'actions correctives, pouvant aller jusqu'à l'arrêt définitif du marché en cas de récidive.

3.3 Les investissements

Une politique d'investissement nationale déclinée dans votre concession

L'une des missions essentielles du distributeur de gaz est de définir la politique d'investissement et de développement des réseaux de distribution de gaz naturel (articles L. 111-61 et L. 432-8 du Code de l'énergie).

Le mécanisme de régulation des investissements décidé par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) repose sur plusieurs principes :

- Il incite le distributeur à investir suffisamment. Seuls les investissements effectivement réalisés donnent lieu à une rémunération et le distributeur gaz ne perçoit pas de marge sur l'activité d'exploitation.
- Il incite le distributeur à réaliser les trajectoires d'investissement sans dépassement et à maîtriser les coûts des programmes d'investissement.

Les projets d'investissement de GRDF s'inscrivent dans trois horizons temporels :

- À court terme : par la programmation des travaux en coordination avec les services des collectivités.
- À moyen terme : pour la prise en compte de ses investissements dans le tarif de distribution (visibilité stricto sensu de 4 ans)
- À long terme : pour les projets complexes sur lesquels des échanges ont lieu avec la CRE (ex : les compteurs communicants).

La politique d'investissement de GRDF est définie de manière globale à l'échelle nationale et est ensuite déclinée et adaptée localement. Par conséquent, les investissements ne sont pas réalisés en tenant compte de l'équilibre économique de chaque concession, mais en fonction des besoins et des priorités qui se dégagent à l'échelle de chaque concession. Les données présentées ci-après montrent l'impact économique de la réalisation de la politique d'investissement à l'échelle de votre concession.

Au niveau national, GRDF a investi environ 950 millions d'euros en 2018, un chiffre en hausse par rapport aux années précédentes. Ces investissements se décomposent en un tiers lié au développement du réseau, un tiers à l'adaptation et à la modernisation du réseau, et un tiers à d'autres dépenses (compteurs et systèmes d'information). Ils vont sensiblement augmenter les prochaines années avec le déploiement des 11 millions de compteurs communicants gaz (dont plus de 3 millions ont d'ores et déjà été installés à fin 2018) et devraient avoisiner le milliard d'euros en 2019.

Les investissements prévus dans le tarif ATRD5

Sur la période 2016-2019, les investissements envisagés par GRDF augmentent en moyenne de 23 % par rapport aux montants réalisés en 2015. La hausse des investissements est due, à parts égales :

- au démarrage de travaux d'études de dangers (décret dit « multifluides » et caractérisation du risque amiante), au développement de la télésurveillance des postes réseaux et à la reconstruction des systèmes d'informations de GRDF,
- au déploiement du projet compteurs communicants.

- aux premiers pilotes liés au programme changement de gaz pour la conversion du Nord de la France de gaz B en gaz H (augmentation du PCS)

La CRE a retenu l'intégralité des prévisions d'investissements demandées par GRDF tout en mettant en place, pour la période du tarif ATRD5, deux mécanismes de régulation incitative. Ils ont pour objectif d'encourager GRDF à la maîtrise de ses investissements sans compromettre la réalisation des ouvrages nécessaires à l'exploitation et à la sécurité du réseau, GRDF ayant investi pour cette dernière 300 millions d'euros en 2018, montant stable au cours des dix dernières années et ayant doublé en vingt ans.



Les clés de lecture pour comprendre les tableaux sur les investissements

GRDF prévoit ses investissements en fonction de la finalité de ceux-ci (développement du réseau, déplacements d'ouvrages, adaptation de la structure et modernisation du réseau...) et non par famille d'ouvrages (canalisations, branchements, postes de détente...). Cependant pour plus de visibilité, les investissements réalisés à l'échelle de votre concession sont présentés ci-après selon les deux logiques.

Deux approches de restitution des investissements

Les investissements sont rapportés suivant deux approches : les mises en service dans l'année (immobilisations) et le flux de dépenses de l'année (décaissements).

Les investissements des mises en service dans l'année correspondent à la valeur totale des ouvrages mis en service sur 2018. Ils sont présentés en 2 grandes familles de dépenses :

- sur les biens concédés : dépenses effectives pour la construction d'ouvrages

qui se situent physiquement sur le territoire de la concession, et dont l'objet est prévu au cahier des charges de la concession.

- sur les autres biens : il s'agit de la quote-part des investissements réalisés pour des ouvrages qui ne sont pas localisés sur le territoire de la concession ou qui servent à plusieurs concessions (ex : les systèmes d'informations).

Les investissements en flux de dépenses de l'année correspondent au montant effectivement dépensé (décaissé) sur une année.

Les deux approches sont complémentaires et sont équivalentes en moyenne sur une période longue.

Un écart important peut être noté sur les dépenses en systèmes d'informations selon qu'elles correspondent aux mises en service dans l'année ou au flux de dépenses de l'année. Cet écart s'explique par le délai important entre le développement des systèmes d'informations et leur mise en service effective. Par exemple, GRDF a construit les systèmes d'informations nécessaires à la chaîne de télétransmission des compteurs communicants. Ces développements informatiques ont duré plusieurs années et n'ont été mis en service qu'au début du déploiement de ces compteurs en 2017. D'une manière générale, le développement de nouveaux systèmes d'information peut générer des flux de dépenses sur plusieurs années avant leur mise en service. Il en est de même pour la modernisation des applications informatiques propres aux métiers de GRDF.

Les deux tableaux proposés ci-après vous présentent des synthèses de restitution des investissements :

- un premier tableau des mises en service dans l'année par famille d'ouvrages,
- un second tableau du flux de dépenses de l'année par finalités.

Les investissements sur la concession : mises en service de l'année par famille d'ouvrages

Le tableau ci-après présente la valeur totale des ouvrages (biens concédés et autres biens) mis en service (immobilisations) par famille d'ouvrages.

03 Le patrimoine de votre concession

Invest. réalisés par famille d'ouvrages - mises en service (montant en euros)			
	2018	2017	2016
BIENS CONCEDES (Premier établissement et Renouvellement)	671 210	487 194	350 938
Premier établissement	250 260	164 851	65 767
Canalisations de distribution	199 735	36 065	14 232
Branchements	82 683	83 208	52 535
Branchements - Individuels	67 454	60 867	39 901
Branchements - Collectifs	6 000	14 050	10 129
Branchements - Conduites montantes	3 167	6 175	1 003
Branchements - Conduites d'immeubles	6 060	2 114	1 500
Installations techniques	7 841	45 578	0
Postes de détente	0	0	0
Protection Cathodique	0	0	0
Postes clients et équipements de télérelevé	0	0	0
Autres équipements	7 841	45 578	0
Génie Civil	0	0	0
Terrains	0	0	0
Mobilier et Matériels Divers	0	0	0
Aménagements	0	0	0
Renouvellement	420 950	322 342	285 170
Canalisations de distribution	167 277	134 677	116 881
Branchements	207 332	179 846	167 289
Branchements - Individuels	74 510	49 224	89 857
Branchements - Collectifs	73 463	79 440	29 884
Branchements - Conduites montantes	31 554	19 387	33 154
Branchements - Conduites d'immeubles	27 804	31 794	14 391
Installations techniques	6 338	7 818	0
Postes de détente	6 421	7 818	0
Protection Cathodique	0	0	0
Postes clients et équipements de télérelevé	0	0	0
Autres équipements	- 82	0	0
Génie Civil	0	0	0
Terrains	0	0	0
Mobilier et Matériels Divers	0	0	0
Aménagements	0	0	0

Invest. réalisés par famille d'ouvrages - mises en service (montant en euros)			
	2018	2017	2016
AUTRES BIENS (Premier établissement et Renouvellement)	526 122	301 598	514 224
Caractéristiques de distribution	0	0	0
Installations techniques	90 345	21 508	16 826
Postes de détente	0	0	0
Protection Cathodique	0	0	0
Postes clients et équipements de télérelevé	70 181	31 363	15 795
Autres équipements	163	145	31
BIENS CIVILS	0	0	0
Terrains	0	13	0
Mobilier et Matériels Divers	24 314	35 206	32 140
Aménagements	61 092	35 723	20 826
Compteurs	45 736	65 435	59 488
Véhicules et engins d'exploitation	12 805	22 558	20 837
Immobilisations incorporelles	307 878	111 152	365 123
Projets informatiques	188 071	49 058	343 828
Autres immobilisations incorporelles	119 757	62 094	21 294

Les investissements sur la concession : flux de dépenses de l'année par finalité

Le tableau ci-après présente le montant effectivement dépensé (décaissé) par année suivant la finalité des investissements ainsi que les prévisions d'investissements.

Invest. réalisés et provisionnels par finalité - flux (montant en euros)						
	2016	2017	2018	2019	2020	2021
TOTAL	700 060	991 485	901 427	792 138	798 526	1 421 558
Développement du réseau	120 161	217 698	167 405	148 000	124 000	145 000
Raccordements individuels de pavillons et petits pros sans extension	40 014	46 159	38 672	41 000	45 000	49 000
avec extension	21 404	46 149	38 672	34 000	38 000	41 000
sans extension	18 609	9	0	7 000	7 000	8 000
Lotissements, zones d'aménagement	32 027	27 766	0	40 000	22 000	24 000
Raccordements de clients importants (logements collectifs..)	48 122	138 972	128 735	67 000	69 000	72 000
avec extension	5 726	29 635	43 488	27 000	29 000	32 000
sans extension	42 396	109 337	85 246	40 000	40 000	40 000
Transition énergétique (biométhane, GNV, Smart Gas Grids)	0	0	0	0	0	0
Dont raccordement en concession	0	0	0	0	0	0
Dont installations hors concession (ex poste biométhane...)	0	0	0	0	0	0
Extension sur territoire concédé pour desserte autre commune	0	0	0	0	0	0
Déplicaments d'ouvrages à la demande de tiers	20 362	15 592	20 867	130 000	15 000	15 000
Adaptation et modernisation des ouvrages	223 976	363 024	304 282	160 103	358 546	148 955
Investissements de structure des ouvrages	0	48 597	598	0	0	0
Dont restructurations et renforcements	0	48 597	598	0	0	0
Dont schéma de vannage	0	0	0	0	0	0
Modernisation des ouvrages	205 543	301 348	284 872	128 000	324 000	110 000
Dont réseaux (fonte ductile, cuivre, autres matériaux,...)	76 227	192 964	166 376	0	214 000	0
Dont branchements et ouvrages collectifs	86 047	69 280	97 143	100 000	100 000	100 000
Autres investissements de modernisation	43 268	39 102	21 352	28 000	10 000	10 000
Modernisation de la cartographie	18 433	13 078	18 812	32 103	32 546	38 955
Comptage	80 625	114 718	101 784	138 404	109 704	943 141
Projet Compteurs Communicants Gaz	0	0	14 823	64 840	35 140	869 576
Postes de livraison clients	19 915	51 213	52 167	42 000	42 000	42 000
Compteurs et télérelevé	60 709	63 504	34 793	31 564	31 564	31 564
Autres	254 922	285 251	307 081	215 630	181 276	169 462
Logistique	86 521	114 631	74 048	82 021	61 635	53 599
Véhicules	20 817	22 558	12 805	14 495	12 986	12 986
Immobilier	33 185	52 628	36 157	36 264	16 641	8 307
Autres (outillage, télécom, matériel informatique,...)	32 518	39 444	25 085	31 261	32 007	32 305
Système d'information	168 410	170 620	233 036	133 609	119 640	115 862

Les prévisions d'investissements

GRDF produit des prévisions d'investissements, non engageantes, pour l'année en cours au moment de la publication du CRAC et les 2 années suivantes pour les contrats dont les investissements de développement du réseau, de déplacement et d'adaptation des ouvrages en concession sont supérieurs à 100 K€/an en moyenne sur les trois dernières années (soit 300 K€ sur 3 ans). Pour les contrats ne remplissant pas ce critère, les investissements prévisionnels 2019, 2020, 2021 ne sont pas renseignés.

Ces prévisions ne peuvent pas être totalement exactes par définition, notamment parce que certains investissements ne sont pas à l'initiative de GRDF (ex : « raccordement d'un nouveau client »). Néanmoins, plus l'horizon de temps est proche, plus l'estimation est juste.

Les investissements d'adaptation et de sécurisation des ouvrages se décomposent en :

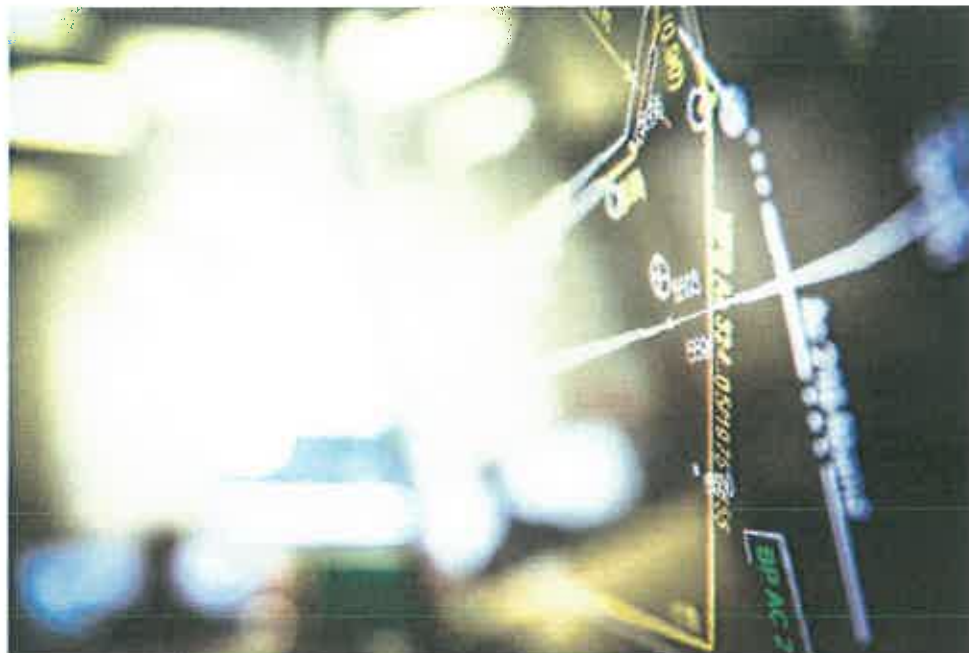
- Investissements imposés par la réglementation au titre de l'amélioration de la sécurité industrielle. Ils sont prévisibles à 2 ou 3 ans,
- Investissements volontaires et prévisibles. Ils sont décidés en fonction de plusieurs critères liés à la sécurité des personnes, à la continuité de service et au maintien en conditions opérationnelles des ouvrages et la nécessaire coordination des travaux avec les autres opérateurs et collectivités.

Plusieurs rubriques d'investissements prévisionnels sont estimées à partir d'enveloppes budgétaires définies à la maille régionale et/ou nationale qui sont ensuite réparties par concession :

Les prévisions d'investissements Modernisation de la cartographie et Compteurs et télérelevé sont définies à la maille régionale et sont réparties par concession au prorata du nombre de PDL (Points De Livraison, proche de la notion de client) de la concession par rapport au nombre de PDL total de la région concernée,

Les prévisions d'investissements Logistiques (Véhicules, Immobilier, Autres) et Système d'information sont définies à partir d'enveloppes budgétaires régionales et nationales. Selon le cas, elles sont réparties par concession au prorata du nombre de PDL de la concession par rapport soit au nombre de PDL total de la région concernée, soit au nombre de PDL total national.

03 Le patrimoine de votre concession



3.4 La valorisation de votre patrimoine

Les origines de financement

Il s'agit de montrer qui de GRDF, de l'autorité concédante ou des tiers a réellement financé les ouvrages. Le tableau ci-dessous restitue l'origine de financement des tous les ouvrages de la concession à fin 2018.

Origine de financement (montant en euros)			
	Financée par GRDF 2018	Financée par Autorité Concédante 2018	Financée par des tiers 2018
Biens concédés (Premier établissement et Renouvellement)	19 619 782	0	2 431 584
Branchements (Premier établissement et Renouvellement)	10 668 267	0	2 027 565
Branchements - Individuels	2 945 460	0	353 580
Branchements - Collectifs	2 653 855	0	355 362
Branchements - Conduites montantes	3 619 776	0	988 560
Branchements - Conduites d'immeubles	1 449 173	0	330 061
Premier établissement (hors branchements)	3 583 221	0	364 770
Canalisations de distribution	3 428 169	0	252 873
Installations techniques	155 052	0	111 897
Postes de détente	84 522	0	48 130
Protection Cathodique	8 180	0	24 026
Autres équipements	62 349	0	39 740
Renouvellement (hors branchements)	5 367 870	0	39 248
Canalisations de distribution	5 177 885	0	39 248
Installations techniques	189 984	0	0
Postes de détente	185 021	0	0
Protection Cathodique	7	0	0
Autres équipements	4 956	0	0

03 Le patrimoine de votre concession

Origine de financement (montant en euros)			
	Financée par GRDF 2018	Financée par Autorité Concédante 2018	Financée par des tiers 2018
Autres biens (Premier établissement et Renouvellement)	4 608 587	0	0
Installations techniques	697 866	0	0
Postes clients et équipements de télérelevé	521 514	0	0
Autres équipements	66 352	0	0
Grès et Grès	6 870	0	0
Terrains	1 327	0	0
Mobilier et Matériel Divers	438 082	0	0
Amenagements	305 793	0	0
Concessions	1 041 416	0	0
Véhicules et engins d'exploitation	177 673	0	0
Immobilisations incorporelles	1 219 856	0	0
Projets informatiques	1 431 974	0	0
Autres immobilisations incorporelles	437 481	0	0



La valeur nette réévaluée de votre concession

Il s'agit de montrer la valeur réelle du patrimoine de la concession déjà remboursé par les usagers via le tarif de distribution et la valeur qui reste encore à rembourser. En effet, la valeur nette réévaluée de la part des ouvrages financés par le concessionnaire représente les charges liées aux investissements (remboursement économique et coût du financement) que les usagers auront encore à payer à travers la part acheminement de

leur facture, conformément au système de régulation qui repose sur le remboursement et la rémunération des investissements financés par le distributeur.

Le choix de la CRE dans le domaine du gaz a été d'effectuer ce remboursement et cette rémunération via un remboursement réévalué et un taux réel avant impôt appliqué à la valeur nette réévaluée des financements du distributeur. Il s'agit donc d'une donnée financière utile et porteuse de sens à l'échelle de la concession.

Valorisation du patrimoine (montant en euros)					
	VNR Début d'année 2018	VNR fin d'année 2018	Remb. Ecoi. Réeval. 2018	Coût de Financement 2018	Charges d'Invest. 2018
BIENS CONCEDES (Premier établissement et Renouvellement)	13 434 458	13 370 550	626 280	685 536	1 311 816
Branchements (Premier établissement et Renouvellement)	7 774 058	7 719 071	807 895	395 071	702 967
Branchements - Individuels	2 318 719	2 365 591	78 267	119 025	197 293
Branchements - Collectifs	2 011 659	2 010 648	72 395	102 345	174 743
Branchements - Conduites montantes	2 428 464	2 341 187	113 917	122 080	235 997
Branchements - Conduites d'immeubles	1 020 210	1 001 642	43 312	51 620	94 933
Premier établissement hors branchements	2 270 249	2 321 561	130 848	118 010	248 859
Canalisations de distribution	2 139 626	2 195 327	124 413	111 429	235 842
Installations techniques	130 622	126 233	6 435	6 581	13 016
Postes de détente	68 949	66 514	2 431	3 447	5 878
Protection Cathodique	5 314	4 868	445	265	711
Postes clients et équipements de télérelevé	0	0	0	0	0
Autres équipements	56 358	54 850	3 558	2 868	6 427
Génie Civil	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0
Mobilier et Matériels Divers	0	0	0	0	0
Aménagements	0	0	0	0	0
Renouvellement hors branchements	3 330 154	3 329 618	187 535	172 453	350 988
Canalisations de distribution	3 229 654	3 180 249	181 693	164 678	346 372
Installations techniques	155 500	149 668	5 841	7 775	13 616
Postes de détente	151 674	146 343	5 331	7 583	12 914
Protection Cathodique	0	2	0	0	0
Postes clients et équipements de télérelevé	0	0	0	0	0
Autres équipements	3 825	3 323	510	191	701
Génie Civil	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0
Mobilier et Matériels Divers	0	0	0	0	0
Aménagements	0	0	0	0	0

03 Le patrimoine de votre concession

Valorisation du patrimoine (montant en euros)					
	VNR Début d'année 2018	VNR fin d'année 2018	Remb. Eco. Reeval. 2018	Coût de Financement 2018	Charges d'Invest. 2018
AUTRES BIENS (Premier établissement et Renouvellement)	1 861 717	1 974 592	364 239	104 565	468 804
Canalisations de distribution	0	0	0	0	0
Installations techniques	219 491	232 492	51 877	12 696	64 573
Postes de détente	0	0	0	0	0
Protection Cathodique	0	0	0	0	0
Postes clients et équipements de télérelevé	218 945	232 961	51 707	12 665	64 372
Autres équipements	545	530	169	31	200
Gene Civil	2 678	2 535	163	133	277
Terrains	9 458	9 498	0	474	474
Mobilier et Matériels Divers	122 661	114 699	29 739	6 584	36 323
Aménagements	175 784	173 200	32 681	9 490	42 171
Compteurs	618 013	605 126	62 384	32 210	93 403
Véhicules et engins d'exploitation	51 539	45 672	18 698	2 845	21 243
Immobilisations incorporelles	663 651	790 367	169 213	40 121	209 335
Projets informatiques	381 836	432 452	130 444	23 209	153 654
Autres immobilisations incorporelles	281 214	357 915	38 769	16 912	55 681



04

Le compte d'exploitation

4.1	La synthèse du compte d'exploitation	72
4.2	Les recettes	75
4.3	Les charges	79
4.4	L'équilibre financier	87

4.1 La synthèse du compte d'exploitation

Les données présentées dans ce compte d'exploitation constituent une vision synthétique de l'économie de votre concession. Ces données sont disponibles sous une forme plus détaillée dans le service « Plateforme de Données » accessible depuis « Ma Concession Gaz », l'espace sécurisé et dédié aux collectivités desservies en gaz naturel, sur le site www.grdf.fr.

Le principe de péréquation tarifaire

Le tarif de distribution de GRDF sur sa zone de desserte exclusive (tarif « péréqué ») est déterminé par la CRE à partir de l'ensemble des charges supportées par GRDF selon le principe de la juste couverture des coûts au niveau national d'un opérateur de distribution efficient.

Ainsi, le tarif de distribution péréqué est le même pour toutes les concessions concernées quels que soient le nombre de clients, leur consommation de gaz naturel, les dépenses nécessaires à la gestion du service concédé, les investissements passés, l'âge des ouvrages de la concession, les investissements à venir et la durée résiduelle du contrat de concession. La péréquation assure la stabilité du tarif dans le temps pour chaque concession, offrant ainsi la possibilité de réaliser d'importants programmes d'investissements.



La notion de compte d'exploitation de la concession

Pour un service de distribution péréqué, l'équilibre économique est réalisé à l'échelle nationale, et non concession par concession. Cependant il est important, pour chaque autorité concédante, de disposer d'un compte d'exploitation à son périmètre afin de pouvoir apprécier sa situation dans le système de péréquation nationale.

Pour mettre en lumière sa situation dans le système de péréquation nationale, il est nécessaire que l'ensemble des recettes et des charges supportées par les usagers soit calculé selon les mêmes méthodes que celles adoptées par la CRE, mais en l'appliquant au périmètre de la concession. Il faut toutefois rester vigilant sur l'interprétation de la différence entre les recettes et les charges de la concession. En effet, le mécanisme tarifaire de la CRE permet la couverture des charges par les recettes en moyenne sur la période tarifaire, et non systématiquement sur chaque année. Par ailleurs, un certain nombre d'aléas sont couverts par un mécanisme de régularisation (le CRCP : Compte de Régularisation des Charges et des Produits) qui se répercute dans le mouvement tarifaire à la hausse ou à la baisse de l'année suivante. Il s'agit notamment des variations de recettes liées aux impacts climatiques, les aléas sur les charges d'investissement et la régulation incitative (gain ou perte par rapport à l'équilibre tarifaire initialement déterminé, incitation à la performance).

Ainsi, il convient de scinder la différence entre les recettes et les charges en trois items :

- la contribution à la péréquation tarifaire,
- l'impact du climat sur les recettes,
- la ligne « Autres », jusque-là intitulée « Part Locale de la Performance Nationale »

Le compte d'exploitation de la concession est la déclinaison locale des principes tarifaires de la CRE

(au regard des principes de régulation incitative) correspondant à la différence entre les recettes constatées sur la concession corrigées de l'impact climatique et les charges de la concession et la valeur de la contribution à la péréquation. Cette ligne correspond donc au reliquat du compte d'exploitation économique, et constitue la résultante de nombreux mécanismes du modèle régulé. C'est la raison pour laquelle elle a été renommée sous l'intitulé « Autres » dans le CRAC 2018.

Le compte d'exploitation synthétique

Compte d'exploitation synthétique (montant en euros)			
	2018	2017	2016
Produits	5 564 369	5 574 092	5 692 546
Recettes liées à l'acheminement du gaz naturel	3 231 210	3 266 722	3 391 172
Recettes liées aux prestations complémentaires	333 159	307 370	301 374
Recettes d'ajournement du gaz vers réseau aval hors zone de desserte pérenne	0	0	0
Charges	4 446 548	3 663 309	3 805 147
Charges d'exploitation	2 665 978	2 340 698	2 519 330
Charges liées à des investissements sur les biens concédés	1 311 815	901 255	885 395
Charges liées à des investissements sur d'autres biens	468 755	421 356	400 423
Produits moins Charges	1 117 821	1 910 783	1 887 399
Impact climatique	126 232	46 680	114 842
Contribution à la péréquation	890 652	1 488 215	1 357 016
Autres (régularisation du tarif antérieur, impayés...)	363 301	375 508	415 542

Rappels :

- Un impact climatique négatif signifie que les recettes de GRDF ont été inférieures à la prévision de la CRE en raison d'un climat globalement plus chaud que le climat moyen,
- Une contribution de la concession à la péréquation tarifaire négative signifie que la concession bénéficie du système de solidarité nationale.

En 2018, à l'échelle nationale, le climat a été plus chaud que le climat moyen, générant un impact climatique négatif d'environ 65 millions d'euros.

4.2 Les recettes

Le compte d'exploitation : les recettes

Recettes Acheminement et Hors Acheminement (montant en euros)			
	2018	2017	2016
Produits	5 564 369	5 574 092	5 692 545
Recettes liées à l'acheminement du gaz naturel	5 231 209	5 266 722	5 351 172
Recettes liées aux prestations complémentaires	333 159	307 370	341 373
Recettes liées aux prestations du catalogue	305 952	291 442	292 183
Recettes liées aux prestations ponctuelles	105 594	113 120	102 903
Extens°, créat° de raccor ou dépiet/modif/supp de brancht	26 128	36 245	30 526
Prest. ponct. clients aux conditions standards de livraison	79 466	76 874	72 377
Prest. ponct. clients ayant un contrat de livraison direct	0	0	0
Recettes liées aux prestations récurrentes	200 358	176 322	189 196
Prest. rec. clients aux conditions standards de livraison	117 226	99 733	94 981
Prest. rec. clients ayant un contrat de livraison direct	83 132	78 589	94 214
Rec. liées aux prestat. destinées aux product. de biométhane	0	0	83
Recettes autres travaux (dépiact d'ouvrages, abandons)	14 185	5 236	5 103
Autres recettes	13 021	10 696	4 086
Recettes Acheminement du gaz vers les installations hors zone de desserte priorisée	0	0	0

Les recettes sont constituées des :

- Recettes d'acheminement du gaz naturel,
- Recettes liées aux prestations complémentaires,
- Recettes d'acheminement du gaz naturel vers un réseau aval hors de la zone de desserte exclusive.

Les recettes d'acheminement du gaz naturel

Pour les clients dont les compteurs sont relevés de manière mensuelle ou journalière, les recettes liées à l'acheminement sont directement disponibles dans le système de facturation de GRDF. Pour les clients dont les compteurs sont relevés semestriellement (ayant choisi les options tarifaires T1 ou T2), les consommations sont reconstituées pour obtenir une valeur sur l'année calendaire. Les recettes d'acheminement découlent de ce calcul par utilisation de la grille tarifaire.

Méthode d'élaboration des recettes d'acheminement

Depuis le courant de l'année 2016, GRDF a développé une nouvelle méthode qui se base sur la « méthode publique des profils », sur les dates de relevé, sur les index de consommation des usagers ainsi que sur un panel de clients ayant des compteurs télérelevés. Plus le déploiement des compteurs communicants se poursuivra, plus cette méthode reposera sur des consommations réelles.



Les recettes liées aux prestations complémentaires

Cette section du tableau des recettes (du compte d'exploitation) comporte plusieurs lignes : les recettes liées aux prestations du « catalogue », les recettes liées aux autres travaux (déplacements d'ouvrages, abandons d'ouvrages) et les autres recettes.

Recettes liées aux prestations du catalogue

GRDF réalise un certain nombre de prestations à la demande des clients ou des fournisseurs de gaz naturel. Certaines sont couvertes par le tarif d'acheminement (changement de fournisseur sans déplacement, intervention de sécurité et de dépannage, relevé cyclique, mise hors service suite à résiliation du contrat de fourniture). D'autres prestations sont payantes, facturées à l'acte ou périodiquement, suivant leur nature (mise en service d'installations, modifications contractuelles, interventions pour impayés ou pour travaux, relevés spéciaux).

La CRE définit le tarif de chaque prestation dans le catalogue de prestations. La plupart des recettes sont individualisées dans le système de facturation de GRDF par un « code frais » (cf : « catalogue de prestations », disponible sur www.grdf.fr) et enregistrées au périmètre de chaque concession. Les recettes afférentes peuvent alors être directement retranscrites dans le compte d'exploitation de la concession.

La présentation de ces recettes, toutes identifiées par des « codes frais », respecte la structure du catalogue de prestations et est organisée selon les 4 familles suivantes :

- recettes liées aux prestations ponctuelles, à destination des clients aux conditions standard de livraison. Elles concernent les prestations suivantes : mises en service, coupures ou dépose du compteur à la demande du client et rétablissement, prestations liées à une modification contractuelle (changement de tarif acheminement et/ou de fréquence de relevé), interventions pour impayés facturées aux fournisseurs, relevés spéciaux et transmissions des données de relevé, vérifications des appareils de comptage, prestations suite à des absences multiples, et d'autres prestations facturées à l'acte (déplacement sans intervention, frais de dédit pour annulation tardive, etc.),

- recettes liées aux prestations récurrentes, à destination des clients aux conditions standard de livraison. Elles concernent les prestations suivantes : locations de matériel (comptage, poste de livraison), mises à disposition d'un équipement de comptage provisoire, fréquences de relevé supérieure à la fréquence standard, services de maintenance, services de pression non standard, relevés cycliques avec déplacement,
- recettes liées aux prestations ponctuelles ou récurrentes, à destination des clients ayant conclu un contrat de livraison direct ainsi que les recettes liées aux extensions et créations de raccordements ou déplacement / modification / suppression de branchements,
- recettes liées aux prestations destinées aux producteurs de biométhane. Elles concernent des prestations d'études, de raccordements, d'analyse de la qualité et des services d'injection du biométhane.

Recettes liées aux autres travaux (déplacements d'ouvrages, abandons d'ouvrages)

Ces recettes sont identifiées dans le système de gestion de GRDF par des natures comptables dédiées et retranscrites telles qu'enregistrées dans le compte d'exploitation de la concession.

Autres recettes

Seules les « autres recettes » ne sont pas directement rattachables à chaque concession. Il s'agit des :

- Recettes provenant d'activités régulées et dont le tarif est défini par la CRE dans le catalogue de prestations, mais non identifiées par code frais.
- Recettes provenant d'activités régulées et dont le tarif est défini par la CRE dans le catalogue de prestations, mais non liées à des activités sur le territoire de la concession (e.g. formations pour le personnel des fournisseurs).
- Recettes diverses provenant d'activités régulées, prises en compte par la CRE pour la détermination du tarif d'acheminement, mais non liées à des activités sur le territoire de la concession.

Ces recettes représentent environ 12 M€ sur 225 M€ à l'échelle de GRDF. Elles sont réparties sur l'ensemble des concessions au prorata des PDL (Point De Livraison, proche de la notion de client) de chaque concession.

Recettes d'acheminement du gaz vers un réseau aval hors de la zone de desserte exclusive

Lorsqu'une concession de la zone péréquée (dite concession « amont ») permet l'acheminement du gaz naturel vers une concession hors de cette zone (dite concession « aval »), la concession amont facture à la concession aval une charge correspondant à 50% du tarif ATRD en vigueur appliqué aux volumes transités vers la concession aval.

Cette valeur de 50% est applicable quel que soit l'opérateur amont. Elle correspond à la couverture des charges d'exploitation normatives (en moyenne 47% du tarif ATRD) et d'une quote-part des charges de capital normatives au titre des renforcements futurs (en moyenne 3% du tarif de distribution), conformément à la délibération tarifaire de la CRE du 13 mars 2016 relative à l'ATRD5.

04 Le compte d'exploitation

Pour la concession amont il s'agit d'une recette, et pour les concessions aval il s'agit d'une charge.

4.3 Les charges

Le compte d'exploitation : les charges d'exploitation de la concession

Charges d'exploitation (montant en euros)			
	2018	2017	2016
Charges d'exploitation de la concession	2 665 927	2 340 697	2 519 329
Man d'œuvre	1 201 821	1 076 316	1 114 863
Achats de matériel, fournitures et énergie	164 988	162 454	258 383
Sous-traitance	84 896	74 429	86 274
Autres charges d'exploitation	962 806	770 684	812 777
Dont immobilier	96 600	104 927	107 942
Dont informatique, poste et telecom	163 798	168 530	107 077
Dont assurances	74 822	68 936	91 209
Dont entretien des véhicules et carburant	7 864	23 459	21 326
Dont communication et développement des usages du gaz nature	52 087	46 476	47 554
Dont autres	234 473	50 982	136 293
Dont charges d'acheminement depuis un réseau amont	0	0	0
Dont charges d'acheminement depuis un réseau amont (K1)	0	0	0
Dont charges d'acheminement depuis un réseau amont (K2/K3)	0	0	0
Dont charges liées aux prestations complémentaires	333 159	307 370	301 373
Dont charges liées aux prestations complémentaires v2016	0	0	301 373
Redevances	39 857	30 635	28 740
Dont redevance contractuelle	23 297	23 104	23 025
Dont redevance d'occupation du domaine public	6 659	7 531	5 715
Impôts et taxes	58 413	58 956	61 254
Dont CYAE et taxes foncières	58 339	58 699	61 047
Dont autres impôts et taxes	73	256	216
Contribution des fonctions centrales mutualisées	143 045	167 321	157 026

Principes généraux

Pour estimer la contribution à la péréquation de la concession, il est nécessaire de connaître précisément l'ensemble des charges de la concession, qui sont de deux types : les charges d'exploitation (coûts d'exploitation nécessaires à l'exécution du service) et les charges liées aux investissements (remboursements des investissements et leur coût de financement).

S'agissant des charges d'exploitation, le tarif de distribution est construit à partir de l'ensemble des charges de GRDF sur le principe de la juste couverture des coûts d'un opérateur efficient, sans tenir compte des recettes et des charges propres à chaque contrat de concession. GRDF, opérateur national, ne tient pas une comptabilité spécifique

à chaque concession. L'entreprise mutualise sur plusieurs concessions les moyens permettant de répondre à ses missions de service public, dans un souci d'optimisation opérationnelle et économique.

L'infrastructure concédée à GRDF étant très diffuse sur le territoire, il se révèle complexe de rattacher directement certaines dépenses à la gestion d'une seule concession. Par exemple, les charges liées au salaire d'un agent d'intervention sont difficilement rattachables à telle ou telle concession si ce dernier intervient sur les réseaux de plusieurs collectivités. Dans ce cas, il devient nécessaire d'affecter ces charges en utilisant des règles, au plus près de la réalité de l'exploitation. Ces règles sont identiques pour toutes les concessions pour ne pas en pénaliser certaines et ne pas compter plusieurs fois ces charges.

Méthode d'élaboration des charges

Comme indiqué précédemment, une infrastructure de réseau diffuse et maillée sur plusieurs concessions rend complexe le rattachement des dépenses à chacun des contrats de concession. Ainsi, du fait de la mutualisation des moyens sur plusieurs concessions, il n'existe pas de manière parfaite pour rattacher ces charges à chacune des concessions. Par ailleurs, plus une méthode d'affectation des charges est sophistiquée, moins elle est lisible (bien que la traçabilité soit assurée), et plus les erreurs d'enregistrement dans les systèmes de gestion ont un poids sur l'économie reflétée par le compte d'exploitation.

Dans un souci de refléter au mieux la réalité de l'exploitation, qui peut varier en fonction de l'activité du concessionnaire, une méthode pertinente d'élaboration des charges d'exploitation doit trouver un juste compromis entre finesse d'affectation et effet de l'activité au périmètre du contrat de concession. Il convient alors de retenir les principes suivants :

- L'exhaustivité des charges d'exploitation de GRDF relatives aux activités régulées doit être affectée à l'ensemble des contrats de concession.
- Les charges des équipes de GRDF doivent être affectées sur les concessions en fonction de leur périmètre géographique d'activité.
- Des clés de répartition opérationnelles, adaptées à la réalité de l'activité et correspondant à toutes les interventions ayant eu lieu sur une concession au cours de l'année, doivent être utilisées dès que cela est possible car elles permettent d'affecter les dépenses opérationnelles de GRDF à chaque concession. Pour qu'une clé opérationnelle soit retenue, trois conditions doivent être réunies :
 - Elle doit générer un coût et la charge associée doit être enregistrée dans les systèmes d'information de gestion de GRDF,
 - L'activité qu'elle représente doit être homogène,
 - L'activité doit être enregistrée dans les SI des métiers (GMAO, SIG,...) de GRDF, au périmètre des communes et selon un processus normé.
- Des clés patrimoniales doivent être utilisées lorsqu'il n'existe pas de clés opérationnelles pertinentes pour une charge. Elles se basent sur des caractéristiques plus générales de la concession, comme la longueur du réseau ou le nombre de clients. Elles sont principalement utilisées pour ventiler les charges liées aux fonctions support (Ressources Humaines ou Direction Juridique par exemple).

- En dernier recours, s'il n'y a ni clés opérationnelles, ni clés patrimoniales pertinentes, alors la charge est affectée par une clé financière déterminée par les dépenses opérationnelles préalablement affectées à la concession.
- La nature des charges doit être homogène et au plus près du contrat. Par exemple, on ne fusionne pas charges de main-d'œuvre et charges d'achat de matériel.

Focus sur trois rubriques spécifiques

- Les « charges liées aux prestations complémentaires » ne sont pas comptabilisées en tant que telles dans les SI, leur montant est strictement équivalent à celui des « recettes liées aux prestations complémentaires ». Ce choix méthodologique est la déclinaison de la méthode retenue par la CRE pour déterminer le revenu autorisé de GRDF : « les recettes liées aux prestations complémentaires » sont retranchées des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD. Et donc par principe, les recettes complémentaires ne peuvent pas générer de marge commerciale.
- Les redevances présentées dans le compte d'exploitation correspondent aux redevances réellement payées par GRDF et sont directement rattachables à chaque concession. Ces charges peuvent légèrement différer du montant de la nature comptable « redevance » enregistré dans le système de gestion de GRDF, essentiellement pour cause de régularisations et de provisions diverses. Ce faible écart est ventilé par des clés patrimoniales et est affecté à la rubrique « autres charges d'exploitation ».
- La contribution des fonctions centrales est constituée des charges des directions fonctionnelles nationales sauf celles ayant une activité très opérationnelle (la direction en charge du déploiement des compteurs communicants gaz, l'unité comptable nationale, les unités opérationnelles d'approvisionnement, les unités opérationnelles informatiques), ou celles ayant une activité mise en évidence dans les rubriques du compte d'exploitation (la direction de la communication, la direction des systèmes d'information). La contribution des fonctions centrales est répartie sur l'ensemble des concessions au prorata des PDL de chaque concession. En moyenne à l'échelle nationale, cette contribution est de 6,2% pour 2016, de 6,8% pour 2017 et de 5,5% pour 2018.

Impact de la nouvelle organisation des activités d'intervention sur les charges d'exploitation

Depuis le 1^{er} janvier 2018, GRDF a finalisé la réorganisation de ses activités d'intervention réseau et de clientèle. Auparavant les unités « clientèle » étaient mixtes GRDF/Enedis : un même agent pouvait intervenir chez un particulier pour une intervention gaz ou électrique. Désormais les agents sont dédiés à une énergie et n'appartiennent plus à des unités mixtes. En reprenant en propre ses activités clientèle, GRDF a dû repenser son maillage territorial pour conserver une haute qualité de service et pour assurer les interventions de sécurité dans les délais réglementaires. Les équipes clientèle sont désormais intégrées aux équipes d'intervention réseau dans des Agences d'Intervention avec un périmètre géographique de travail différent de l'ancienne organisation. Les charges d'exploitation présentées dans le CRAC étant ventilées en fonction de l'agence à l'origine de la charge, la réorganisation des activités d'intervention peut donc engendrer une évolution des montants affectés à chacune des concessions en 2018 par rapport aux années antérieures.

Les clés opérationnelles et patrimoniales retenues

1. Les clés opérationnelles

Chaque type de clés opérationnelles permet d'affecter les charges d'un certain nombre d'activités à chaque concession. Les principaux types de clés utilisées sont les suivants :

- nombre d'interventions avec déplacement suite à des demandes de clients,
- nombre de nouveaux clients domestiques,
- consommation prévisionnelle des nouveaux clients,
- nombre d'interventions suite à appels de tiers,
- montant des investissements réalisés,
- nombre de déclarations de travaux,
- nombre d'actes de maintenance préventive (par familles d'ouvrages),
- nombre de pose/dépose de compteurs industriels.

Ainsi, les charges directement liées à l'activité de la concession sont constituées des charges imputées directement (redevances payées), des charges affectées par des clés opérationnelles, et des charges réparties au prorata des charges affectées par des clés opérationnelles.

2. Les clés patrimoniales

Les types de clés patrimoniales utilisées sont les suivants :

- nombre de PDL,
- tarif d'acheminement,
- longueur de réseau.

Le principe d'affectation des charges est le suivant : plus l'activité est réalisée à une maille locale, plus l'utilisation de clés opérationnelles augmente. Ceci correspond à l'objectif de présenter des charges d'exploitation variant en fonction de l'activité sur le périmètre de la concession (cf : chapitre « Une organisation à votre service »).

Type de clés	Opérationnelles à l'actif	Patrimoniales	Total
Fct. Centrales	0,0%	5,5%	5,5%
Nationale	2,2%	27,0%	29,2%
Régionale	13,0%	15,2%	28,2%
Interrégionale	4,4%	2,1%	6,5%
Locale	25,9%	4,6%	30,6%
Total	45,5%	54,4%	100,0%

données moyennées

Les charges d'investissement de la concession

Charges d'investissements (montant en euros)			
	2018	2017	2016
BIENS CONCÉDÉS (Premier établissement et Renouvellement)	1 311 800	901254	885 394
Branchements (Premier étab. et Renouvellement)	702 967	593465	578 501
Branchements - Individuels	197 293	199709	195 836
Branchements - Collectifs	174 743	156822	154 195
Branchements - Conduites montantes	235 997	234454	236 323
Branchements - Conduites d'immeubles	94 933	92479	92 148
Premier établissement hors branchements	248 837	74533	71 161
Canalisations de distribution	235 842	63502	63 038
Installations techniques	13 016	11331	8 123
Postes de détente	5 878	5888	6 570
Protection Cathodique	711	717	734
Postes clients et équipements de télélevé	0	0	0
Autres équipements	6 427	4725	818
Génie Civil	0	0	0
Terrains	0	0	0
Mobilier et Matériels Divers	0	0	0
Aménagements	0	0	0
Canalisations	346 357	129982	120 570
Installations techniques	13 616	12972	15 158
Postes de détente	12 914	12259	14 426
Protection Cathodique	0	0	0
Postes clients et équipements de télélevé	0	0	0
Autres équipements	701	712	732
Génie Civil	0	0	0
Terrains	0	0	0
Mobilier et Matériels Divers	0	0	0
Aménagements	0	0	0

Principes généraux

Pour estimer la contribution à la péréquation de la concession, il est nécessaire de connaître l'exhaustivité des charges supportées par les usagers et liées aux investissements réalisés par le concessionnaire. Pour cela, en plus des informations sur les investissements et leur amortissement, il faut également faire apparaître les frais financiers liés au coût de financement de ces investissements. Par souci de cohérence globales, les charges d'investissement sont calculées selon les principes définis par la CRE.

Si les dépenses d'exploitation sont mutualisées et donc difficilement rattachables à une concession, à l'inverse, les charges liées aux investissements sont pour l'essentiel (95% en moyenne) directement rattachables à la concession car il s'agit d'ouvrages physiquement situés sur le territoire de la collectivité.

Méthode de calcul

Les charges d'investissement sont imputées directement au périmètre du contrat de

concession lorsqu'elles concernent des ouvrages localisés sur la concession. Dans les autres cas, elles sont réparties au prorata des PDL de chaque concession.

Le mode de calcul des charges relatives aux investissements et de la valeur nette réévaluée des ouvrages est cohérent avec celui retenu par la CRE, prenant en compte une durée de remboursement des ouvrages également déterminée par la CRE.

Le calcul réel des charges d'investissement et de la valeur nette réévaluée des ouvrages tient compte des spécificités imposées par la CRE : à titre d'exemple, les investissements sont pris en compte par la CRE le 1^{er} juillet de chaque année, indépendamment de la date réelle de mise en service, et par conséquent la charge d'investissement de la première année de mise en service n'est comptée que sur une demi-année.

D'un point de vue théorique et légèrement simplifié par rapport au mode de calcul de la CRE, les charges d'investissement de l'année N (CCN_N) couvertes par le tarif sont composées de la somme du remboursement économique des investissements réévalué de l'année N (R_N) et du coût de financement de l'année N (CF_N).

Tel que : $CCN_N = R_N + CF_N$

L'exemple présenté dans le tableau ci-dessous illustre un investissement réalisé par GRDF pour un montant de 450 pour un ouvrage qui sera remboursé sur 45 ans, le coût du financement étant fixé à 5% sur toute la durée et l'hypothèse d'inflation étant de 1%. Il présente, pour chaque année de la durée de remboursement de l'ouvrage, les valeurs nettes réévaluées en début et en fin d'année, le remboursement économique réévalué, le coût de financement ainsi que le montant des charges d'investissement.

Année	VNE début d'année	VNE fin d'année	Reimb. Eco (R _N)	Coût de Financem	Charges d'Invest.
1	450,0	450,0 - 10,0 = 440,0	450,0 / 45 = 10,0	450,0 x 5% = 22,5	10,0 + 22,5 = 32,5
2	440,0 x 1,01 = 444,4	444,4 - 10,1 = 434,3	444,4 / 44 = 10,1	444,4 x 5% = 22,2	10,1 + 22,2 = 32,3
...					
45	15,3 x 1,01 = 15,5	15,5 - 15,3 = 0,0	15,5 / 1 = 15,5	15,5 x 5% = 0,8	15,5 + 0,8 = 16,3

Méthode de calcul du remboursement économique réévalué

Le remboursement économique de la première année (R_1) est la valeur initiale financée par GRDF de l'ouvrage (V_1) divisée par la durée de remboursement des ouvrages (D), tel que :

$$R_1 = V_1 / D$$

Dans l'exemple ci-dessus, le remboursement économique de la première année est égal à :

$$450 \div 45 = 10$$

Le remboursement économique de l'année N (R_N) est la valeur nette réévaluée de l'ouvrage en début d'année ($VNR_{N, \text{DébutAnnée}}$) divisée par le nombre d'années de remboursement restant ($D-N+1$). Tel que : $R_N = (VNR_{N, \text{DébutAnnée}}) \div (D-N+1)$

Méthode de calcul de la valeur nette réévaluée en fin d'année N et en début d'année N+1

On passe de la valeur fin d'année N-1 à la valeur début d'année N en réévaluant la valeur fin d'année N-1 d'un coefficient d'inflation annuelle. La valeur nette réévaluée en fin d'année N est la valeur nette réévaluée de début d'année diminuée du remboursement économique de l'année N :

$$VNR_{N, \text{DébutAnnée}} = VNR_{N-1, \text{FinAnnée}} \times \text{Inflation}$$

$$VNR_{N, \text{FinAnnée}} = VNR_{N, \text{DébutAnnée}} - R_N$$

Dans l'exemple ci-dessus, la valeur nette réévaluée en début d'année 2 est égale à :

$$VNR_{\text{FinAnnée1}} \times \text{Inflation} = 440 \times 1,01 = 444,4$$

Et la valeur nette réévaluée en fin d'année 2 est égale à :

$$VNR_{\text{DébutAnnée2}} - R_2 = 444,4 - 10,1 = 434,3$$

Méthode de calcul du coût de financement pour chaque année

Le coût de financement de la première année (CF_1) est la valeur initiale de l'ouvrage (V_1) multipliée par le taux de rémunération du capital réel avant impôts en vigueur la première année et fixé par la CRE (T_1), tel que :

$$CF_1 = V_1 \times T_1$$

Le coût de financement de l'année N (CF_N) est la valeur nette réévaluée en début d'année ($VNR_{N, \text{DébutAnnée}}$) multipliée par le taux de rémunération du capital réel avant impôts en vigueur l'année N et fixé par la CRE (T_N), tel que :

$$CF_N = VNR_{N, \text{DébutAnnée}} \times T_N$$

Dans l'exemple, le coût de financement est ainsi égal à :

$$\text{Pour l'année 1 : } 450 \times 5\% = 22,5$$

$$\text{Pour l'année 2 : } 444,4 \times 5\% = 22,2$$

Pour l'ATRD5, la CRE a fixé ce taux à 5%.

A noter : les charges d'investissement relatives aux branchements ne peuvent être découpées en premier établissement / renouvellement que pour les actifs construits depuis 2004. Cette information n'était pas enregistrée auparavant. La durée de remboursement des branchements étant de 45 ans, la grande majorité des charges d'investissement associées ne peut pas être présentée selon ce découpage.

Les charges d'investissement hors concession

En 2018, à l'échelle nationale, elles représentent environ 18% de toutes les charges d'investissement.

04 Le compte d'exploitation

Charges d'investissements (montant en euros)			
	2018	2017	2016
AUTRES BIENS (Premier établissement et Renouvellement)	468 804	421 355	400 422
Canalisations de distribution	0	0	0
Installations techniques	54 573	61 024	63 411
Postes de détente	0	0	0
Protection Cathodique	0	0	0
Postes clients et équipements de télérelevé	64 372	60 836	63 221
Autres équipements	200	187	189
Genie CIVIL	277	283	294
Terrains	474	458	467
Mobilier et Matériels Divers	36 323	38 654	37 027
Aménagements	42 171	35 443	33 162
Compteurs	94 465	83 371	84 852
Véhicules et engins d'exploitation	21 243	21 407	20 807
Immobilisations incorporelles	309 335	180 702	160 380
Projets informatiques	153 654	138 039	131 289
Autres immobilisations incorporelles	55 681	42 662	9 090

4.4 L'équilibre financier

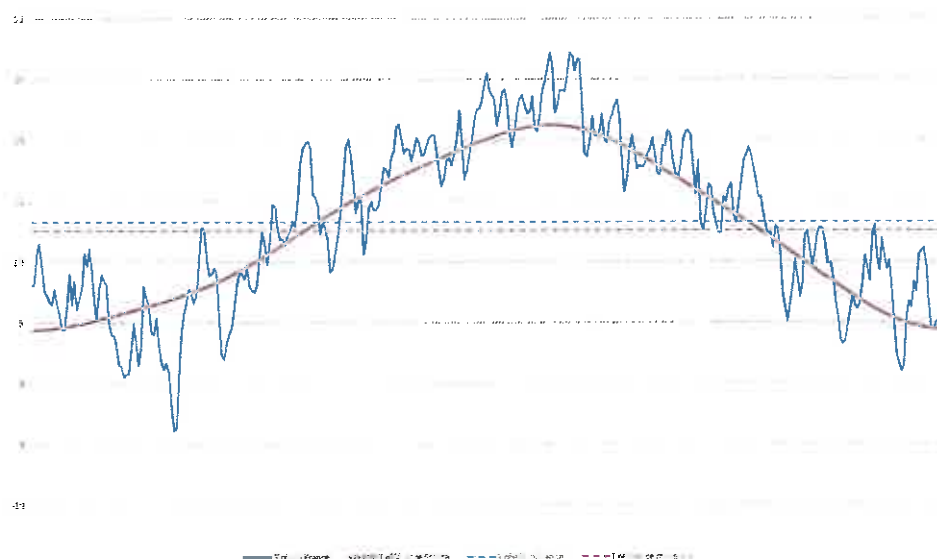
L'impact du climat sur les quantités de gaz naturel acheminées par le réseau de distribution

La mise en évidence de la contribution à la péréquation suppose d'isoler l'impact des variations climatiques sur les recettes de la concession.

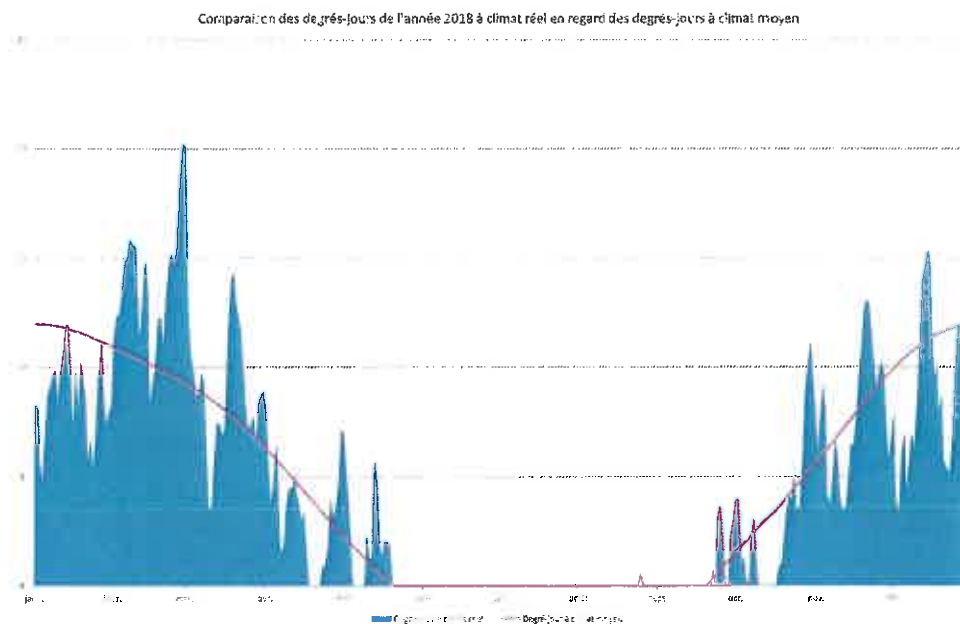
En effet, les quantités acheminées peuvent évoluer très fortement d'une année sur l'autre à cause des variations du nombre d'usagers, de la consommation de chaque usager et surtout de l'impact du climat. Ce dernier est un élément de variation prépondérant et masque largement les deux autres. Sur les années les plus froides et les plus chaudes, les quantités acheminées varient ainsi de plus ou moins 15% par rapport à la moyenne des 10 dernières années. Pour évaluer l'impact du climat sur les quantités acheminées (et donc sur ses recettes), GRDF utilise un modèle de calcul qui détermine « des quantités acheminées à climat de référence » (ou « climat moyen ») en s'appuyant notamment sur :

- des données météorologiques quotidiennes,
- des températures de référence,
- des variables climatiques : prise en compte des habitudes des usagers, qui ne réagissent pas de la même façon aux variations de températures en été ou en hiver,
- des variables calendaires : prise en compte des différences d'usages domestiques ou tertiaire/industriel, effet des années bissextiles.

Evolution de la température à climat réel et de la température à climat moyen en France en 2018



2018 a été une année plus chaude que la référence, avec un écart positif de 0,74°C.



Ce modèle de calcul statistique, sophistiqué et en amélioration continue, simule une consommation « à climat moyen » client par client. Une fois les consommations évaluées à climat moyen, elles sont valorisées en euros. La différence entre les recettes d'acheminement effectivement constatées et cette valorisation « à climat moyen » constitue la ligne « impact climatique » du compte d'exploitation de la concession.

Lorsque ce chiffre est négatif, cela signifie que GRDF n'a pas obtenu toutes les recettes que la CRE avait estimées sur la base d'une température moyenne et constitue donc un manque à gagner pour GRDF (et inversement). Ce manque à gagner (respectivement, ce trop-perçu) est pris en compte par la CRE lors de l'évolution annuelle du tarif ATRD de l'année suivante de sorte que GRDF recouvre (ou restitue) auprès des usagers cet impact climatique.

La contribution de la concession à la péréquation tarifaire

La contribution de chaque concession à la péréquation est calculée par différence entre :

- les recettes d'acheminement de la concession corrigées du climat,
- la répartition, au prorata des charges de chaque concession, du total du revenu autorisé de la zone de desserte péréquée.

Cette contribution dépend donc de plusieurs facteurs : le nombre de clients, leur consommation, l'activité d'exploitation sur la concession, la quantité d'ouvrages, les valeurs initiales des ouvrages et l'âge de ceux-ci.

Lorsque la contribution à la péréquation est positive, cela signifie que la concession participe au système national de solidarité. Inversement, une contribution à la péréquation négative signifie que la concession bénéficie de ce système. La « valeur » de cette contribution permet à chaque autorité concédante de connaître sa situation


dans le système de solidarité, mais sans incidence sur le niveau du tarif, le niveau des investissements ou le niveau de qualité de service. Pour une même concession, la contribution à la péréquation peut évoluer dans le temps. Par exemple, un investissement important peut faire augmenter les charges d'investissement sur une période donnée, alors que les recettes restent stables : mécaniquement, la contribution à la péréquation va diminuer pour cette concession.

Le calcul de la contribution à la péréquation n'a de sens qu'au regard de l'ensemble de celles des autres concessions. Ainsi, même si les caractéristiques d'une concession en particulier ne changent pas (nombre de clients constant, recettes stables, investissements stables), l'évolution de ces mêmes caractéristiques pour d'autres concessions aura un impact sur sa propre contribution à la péréquation.

A partir des données fournies dans le compte d'exploitation, il n'est pas possible de vérifier directement le calcul de la contribution à la péréquation à l'échelle de chaque concession ; cela doit être fait à l'échelle de toutes les concessions de la zone de desserte péréquée. Dans le cadre de sa démarche de responsabilité sociale et de manière volontaire, GRDF mandate donc chaque année un Commissaire aux Comptes qui s'assure que les comptes d'exploitation des concessions sont élaborés conformément à la méthode retenue et que la contribution à la péréquation de chaque concession est correctement calculée. Votre interlocuteur de proximité tient à votre disposition le rapport de contrôle.

L'élaboration du tarif ATRD5 par la CRE et son évolution annuelle au 1^{er} juillet 2018

Pour établir le tarif ATRD5, la CRE a retenu comme référence le niveau des charges de GRDF à fin 2015. Par rapport à cette référence, la CRE a pris en compte les coûts des nouveaux projets à forts enjeux pour GRDF (compteurs communicants, transformation organisationnelle) ainsi que les coûts en lien avec l'évolution du métier de GRDF dans le contexte de la transition énergétique (mise à disposition des données, développement des réseaux intelligents, essor des injections de biométhane). La CRE a également intégré les conséquences financières de la décision du comité de règlement des différends et des sanctions (CoRDIS) de septembre 2014 qui enjoint à GRDF de supporter les coûts de la part acheminement des factures impayées des consommateurs. Enfin, la trajectoire des charges d'exploitation retenue par la CRE comporte un objectif de productivité additionnel par rapport à celui de la période tarifaire précédente.



Au 1^{er} juillet 2018, le tarif a augmenté de 2,01%

Sur la base de ces principes, le tarif ATRD5 défini par la CRE est entré en vigueur au 1^{er} juillet 2016. Ce tarif est ensuite revu annuellement. Au 1^{er} juillet 2018, il a augmenté de 2,01% par rapport au tarif en vigueur au 1^{er} juillet 2017. Cette évolution tient compte de l'inflation moins 0,8%, mais également de l'apurement du CRCP généré au cours de l'année 2016 dont notamment l'impact climatique (GRDF restitue aux consommateurs des recettes trop-perçues sur l'année 2016, qui a été une année climatiquement plus froide que la référence).

En plus de l'évolution annuelle au 1er juillet, le tarif ATRD5 a également évolué au 1er janvier 2018. Il intègre la décision du CorRDIS concernant la rémunération à un fournisseur de gaz lorsqu'il agit pour le compte du gestionnaire de réseau de distribution auprès du client final. Celle-ci a abouti à la mise en place par la CRE, d'une mise à jour du tarif ATRD5, qui vient augmenter la part fixe (abonnement) à hauteur d'un terme Rf correspondant aux contreparties financières versées par GRDF aux fournisseurs. Ainsi, pour les clients ayant souscrit à une des options tarifaires T3, T4 ou TP, la hausse de la part fixe a été de 90,96€ par an et de 6,84€ par an pour les clients ayant opté pour une des options tarifaires T1 ou T2. L'évolution ainsi que les éléments de contexte et d'analyse ayant abouti à cette décision de la CRE ont été publiés dans la délibération n°2017-238 en date du 26 octobre 2017.

Comme précisé dans la délibération de la CRE, GRDF verse dorénavant aux fournisseurs une contrepartie financière pour la gestion de la clientèle. En moyenne, l'augmentation du tarif ATRD est directement et intégralement compensée par cette contrepartie financière versée aux fournisseurs. Cette augmentation sera donc en principe sans impact sur la facture de fourniture gaz des clients.

Dans le compte d'exploitation de la concession, cette charge liée au terme Rf a été ventilée en fonction de la clé patrimoniale nombre de PDL.



Dernière ligne du compte d'exploitation synthétique intitulée « Autres »

La ligne « Autres » du compte d'exploitation synthétique, jusqu'alors appelée « Part locale de la performance nationale de l'opérateur » est calculée par différence entre

les recettes, les charges de la concession, l'impact climatique et la contribution à la péréquation. Si le chiffre est positif cela signifie que les recettes perçues par GRDF ont dépassé les trajectoires de charges définies par la CRE pour fixer le tarif d'acheminement (et inversement). Une partie de ce trop-perçu, identifiée en année N sera reversée aux usagers via le CRCP dans le cadre des évolutions tarifaires annuelles en année N+1.

Il convient de noter que le tarif ATRD5 a introduit plusieurs changements importants qui sont pris en compte pour déterminer la performance de GRDF :

- l'apurement du CRCP de la période tarifaire ATRD4,
- la couverture de la quote-part acheminement distribution des charges d'impayés des fournisseurs de gaz,
- le choix de la CRE d'indexer le tarif de GRDF sur l'inflation moins 0,8%.

Apurement du CRCP ATRD4

Du fait d'une succession d'années chaudes et d'une surestimation des volumes acheminés lors de la définition du tarif ATRD4 par la CRE en 2012, les recettes tarifaires de GRDF ont été insuffisantes sur l'ensemble de la période 2012-2015 et ce malgré des hausses tarifaires importantes chaque année par application du mécanisme du CRCP. La CRE a reconnu dans sa décision tarifaire ATRD5 la nécessité de tenir compte du CRCP non apuré de la période ATRD4 qui était proche de 600 M€. Ce montant a été réparti en quatre annuités à percevoir sur la période 2016-2019: Un montant de près de 160 M€ vient donc majorer chaque année le revenu autorisé de GRDF.

Prise en compte des impayés des fournisseurs

A la suite d'une décision de justice, le tarif de GRDF doit désormais couvrir la quote-part d'acheminement des coûts d'impayés des fournisseurs de gaz. La CRE a donc intégré au tarif ATRD5 un montant annuel de 14,7 M€ sur la période 2016-2019 pour assurer le remboursement par GRDF des fournisseurs à titre rétroactif et un montant annuel de 29 M€ au titre du flux d'impayés annuels à partir de 2016. Compte tenu de la difficulté à prévoir les montants en question, ces charges sont intégrées au CRCP, le tarif baissera si les charges réelles sont inférieures au montant prévisionnel et augmentera dans le cas contraire.

Choix d'indexer le tarif sur inflation moins 0,8%

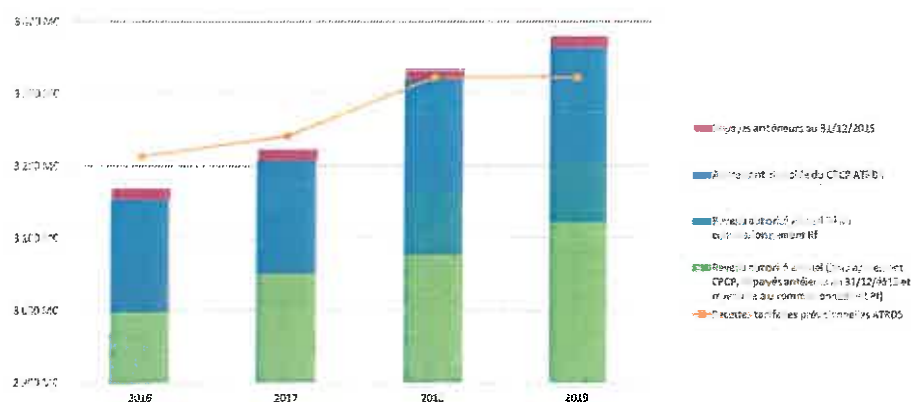
L'apurement du CRCP ATRD4 et la prise en compte du remboursement rétroactif des charges d'impayés ont donc conduit à majorer pendant les quatre années de la période tarifaire ATRD5 le revenu autorisé de GRDF de près de 170 M€ par an. Les trajectoires tarifaires ayant été recalées, notamment les prévisions de volume, il n'y a pas de raison, sauf aléa exceptionnel, que le CRCP de la période ATRD5 diverge comme cela a été le cas pour la période ATRD4. La majoration du revenu autorisé de 170 M€ devrait donc s'achever avec la fin de la période tarifaire ATRD5. Afin de résorber une partie de cet écart et d'éviter une baisse brutale du tarif à l'entrée en vigueur du tarif ATRD6 au 1er juillet 2020, la CRE a donc décidé d'indexer le tarif ATRD5 sur l'inflation moins 0,8%. L'équilibre tarifaire étant réalisé globalement sur la période 2016-2019, GRDF a perçu plus de revenus en 2017 et en percevra moins en 2019 que si la CRE avait retenu une indexation plus classique sur l'inflation.

04 Le compte d'exploitation

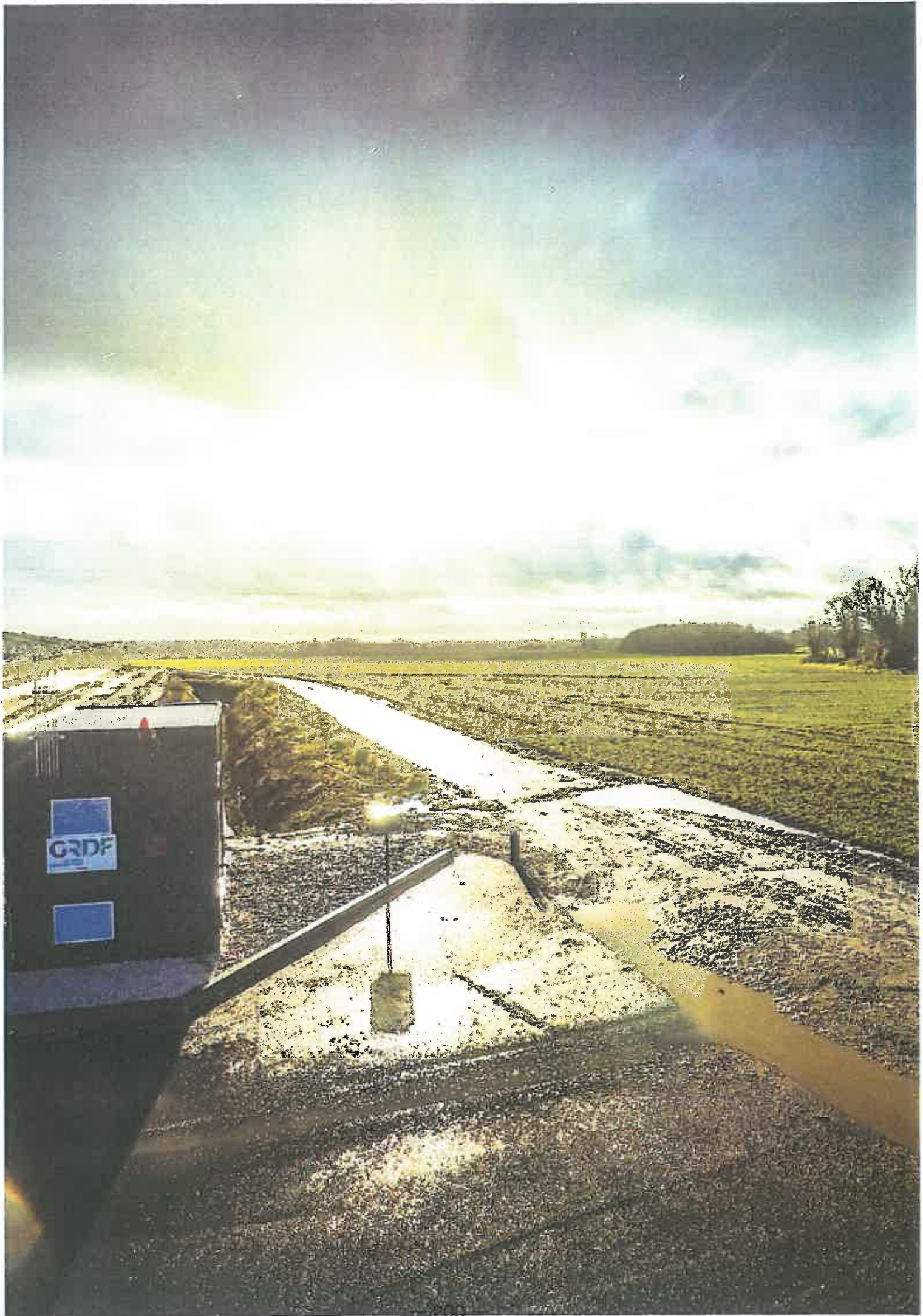
La performance nationale de GRDF est donc le résultat de plusieurs effets, dont les principaux sont :

- les écarts des coûts d'exploitation et des charges d'investissements réalisés par rapport aux trajectoires prévues par la CRE,
- l'apurement du CRCP (compte de régularisation des charges et produits) de la période tarifaire précédente qui s'élève pour la période 2016-2019 à environ 160 M€ par an. L'écart entre les charges d'impayés sur les factures d'acheminement prévues par la CRE et les montants réellement impayés.

L'écart entre recettes tarifaires et revenu autorisé est illustré par le graphique ci-dessous.



Ces différents éléments expliquent que sur l'année 2017 les recettes tarifaires ont été fixées pour couvrir non seulement les charges annuelles d'exploitation et d'investissement du réseau mais également d'autres éléments exceptionnels qui résultent du temps passé et futur. Il convient donc d'apprécier la performance sur un temps long durant lequel s'annulent les effets temporels. Ainsi, pour respecter l'équilibre tarifaire global défini par la CRE sur la période 2016-2019, les recettes autorisées pour l'année 2018 deviennent inférieures à la somme de tous ces éléments après avoir été supérieures au cours des deux premières années de la période tarifaire de l'ATRD5. Cela sera également le cas en 2019.



05

La transition énergétique

5.1	Le gaz vert	96
5.2	La mobilité durable	98
5.3	Les données au service de la maîtrise de l'énergie	100

5.1 Le gaz vert

Le gaz vert, vos déchets ont de l'avenir

Le « biométhane » est produit à partir de bio-déchets issus des exploitations agricoles, de l'industrie agroalimentaire, de stations d'épuration ou encore de déchets de restauration collective, d'entretien d'espaces publics verts. La méthanisation offre une solution à vos enjeux de réduction et de traitement des déchets. Il permet d'alimenter les clients en gaz renouvelable, produit localement, dans une logique d'économie circulaire. La méthanisation a plusieurs atouts : elle contribue à réduire les gaz à effets de serre, à améliorer la gestion des déchets ainsi que la qualité des sols et des nappes phréatiques en produisant un engrais naturel, elle permet de diversifier les revenus des exploitations agricoles, tout en devenant un vecteur de création d'emplois non délocalisables.

GRDF accompagne les porteurs de projets à chaque étape de leur projet d'injection. Tout d'abord en phase amont pour évaluer la faisabilité technique du projet (distance au réseau, potentiels d'absorption du réseau fonction des consommations locales, premières estimations de production de biométhane en fonction du type d'intrants...), puis lors d'études détaillées pour préciser les conditions de raccordement et d'injection. Enfin, GRDF réalise les travaux de raccordement et assure la mise en service, l'exploitation et la maintenance des ouvrages réseau (canalisations et postes d'injection) tout au long de la durée de vie du projet.

A fin 2018, sur le territoire national, 70 sites injectaient sur le réseau exploité par GRDF et plus de 600 projets étaient inscrits dans le « Registre des capacités certifiées ». Les équipes régionales sont à votre écoute pour évaluer le potentiel de production de biométhane sur votre territoire.



5.2 La mobilité durable

Le GNV, un carburant qui préserve santé et environnement

La qualité de l'air et la lutte contre le réchauffement climatique sont des enjeux majeurs qui nécessitent l'engagement de l'ensemble des acteurs. S'il a déjà fortement réduit ses émissions, le secteur des transports reste un fort contributeur avec près d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre et des émissions importantes de polluants locaux tels que particules et oxydes d'azote, notamment dans les centres-villes.

Les collectivités sont des acteurs incontournables en tant que gestionnaires de flottes de véhicules et en tant que prescripteurs via les documents de planification énergétique. Elles ont les leviers pour développer des transports plus propres sur leurs territoires.

En matière de transports plus propres, il existe un carburant alternatif aux carburants traditionnels, le Gaz Naturel Véhicule (GNV), qui dispose d'atouts écologiques et économiques. Le GNV, c'est l'usage du gaz naturel comme carburant. Ce carburant existe également dans une version 100% renouvelable, le BioGNV, produit à partir de déchets fermentescibles. Le BioGNV est un biocarburant avancé qui ne vient pas en concurrence avec les cultures alimentaires.

Le GNV apporte une réduction des émissions jusqu'à 50% pour les oxydes d'azote et 95% pour les particules fines par rapport à la nouvelle norme Euro VI. De plus, dans sa version renouvelable, le BioGNV émet 80% de CO₂ en moins par rapport au diesel grâce à un bilan carbone quasi neutre : le CO₂ libéré à l'échappement est équivalent au CO₂ absorbé par les végétaux méthanisés. Rouler au BioGNV, c'est également promouvoir la filière biométhane, génératrice d'emplois non délocalisables, et contribuer à l'indépendance énergétique du territoire. Enfin, sans odeur et peu bruyant, le GNV libère l'espace public de ses irritants et contribue à une ville plus apaisée.

Actuellement, près 18 000 véhicules circulent en France, et ce chiffre ne cesse de croître sur le segment des véhicules lourds, que sont les camions, bus, cars, bennes à ordures ménagères et véhicules spéciaux.

Si le marché de l'autobus se développe depuis **désormais plus de 15 ans**, offrant à la technologie GNV un retour d'expérience hors du commun parmi les alternatives au diesel, le marché du camion offre la plus forte dynamique ces dernières années. Cette dynamique est tirée par la construction de nouvelles stations publiques (100 stations fin 2018). La filière s'est donnée comme objectif le développement de 250 stations accessibles au public en 2020.

La gamme de véhicules disponibles s'étoffe avec de nouveaux modèles adaptés aux différents marchés : les travaux publics pour des chantiers plus propres dans les villes, le transport scolaire ou intercity, le transport urbain et le transport de marchandises. Pour pouvoir répondre à l'ensemble des conditions d'exploitation, les constructeurs proposent des autonomies allant de 300 à 800 kilomètres.

Sur votre concession, il y a 2 stations GNV raccordées au réseau GRDF. Sur votre région administrative, la consommation des stations GNV correspond à 21 GWh.

Dans le cadre du contrat de service public conclu avec l'Etat, GRDF s'est engagé à accompagner les collectivités dans leur projet de conversion au gaz naturel en fournissant l'expertise nécessaire pour mener à bien l'ensemble de leurs projets. Ainsi, de la simple information au dimensionnement de la station, GRDF accompagne les collectivités à chaque étape du projet de conversion de leur flotte :

- optimisation de l'emplacement des stations,
- études de potentiel de conversion de flotte autour du projet,
- conseils techniques, réglementaires, fiscaux et sur les politiques énergétiques locales,
- création d'outils d'aide à la décision,
- informations sur les aides financières,
- mise en relation avec les acteurs de la filière.



5.3 Les données au service de la maîtrise de l'énergie

Croiser les données, un enjeu de planification énergétique

Dans le cadre de leurs décisions de planification, d'aménagement, d'investissement ou d'accompagnement des porteurs de projets, les collectivités et les autorités concédantes jouent un rôle clé dans la concrétisation locale de la transition énergétique : développement des énergies renouvelables, transformation des pratiques de mobilité en faveur de la qualité de l'air, maîtrise de la demande en énergie, détection de la précarité énergétique, ...

Les données énergies, croisées avec les autres données du territoire, constituent une base essentielle pour comprendre les enjeux locaux et cibler les leviers d'actions :

- dès l'état des lieux, pour dresser un constat objectif du territoire et définir ses priorités,
- dans la définition de scénarios prospectifs, facilitant la prise de décision,
- dans la durée, pour suivre les impacts des actions réalisées, mesurer le résultats des politiques publiques et les réorienter si nécessaire.

La loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte et la Loi pour une République Numérique ont apporté des évolutions majeures pour la mise à disposition des données de consommation et de production d'énergie aux personnes publiques.

Les données gaz mises à disposition des collectivités

GRDF s'inscrit dans ce cadre réglementaire et favorise l'utilisation des données gaz en proposant des canaux d'accès adaptés aux différents acteurs concernés :

- Des données en **opendata**, ouvertes, accessibles à tous et régulièrement **enrichies**. Sur opendata.grdf.fr, on trouve par exemple la consommation journalière de gaz en France, les consommations annuelles de gaz à la maille IRIS, les installations de biométhane raccordées au réseau de GRDF et leur quantité annuelle injectée...
- Des données à la demande, transmises à des acteurs autorisés. Dans ce cadre, les autorités concédantes peuvent accéder à des données de consommation agrégées sur des périmètres plus fins (à la maille adresse par exemple), adaptées à leur territoire. Les demandes peuvent être formulées sur le portail www.grdf.fr.
- Des données individuelles de consommation, accessibles à chaque consommateur ou transmises à des tiers autorisés (sous la condition préalable d'avoir recueilli le consentement du client). Les consommateurs peuvent ainsi suivre gratuitement leur consommation journalière de gaz naturel depuis leur espace GRDF, au fil du déploiement du compteur communicant.

Aux côtés des référents institutionnels et des acteurs locaux, GRDF travaille à l'amélioration de la qualité de ces données réglementaires pour en faciliter l'utilisation et l'analyse. Au-delà de la seule transmission des informations réglementaires, GRDF accompagne les acteurs du territoire pour comprendre les données gaz, les intégrer dans leurs travaux et les croiser avec d'autres données locales pour enrichir les analyses stratégiques.



06

GRDF & vous

6.1	La distribution du gaz, une mission de service public	104
6.2	Une organisation à votre service	109
6.3	Les outils digitaux à votre disposition	114

6.1 La distribution du gaz, une mission de service public

La chaîne gazière

La chaîne gazière est composée de trois activités principales :

- la production,
- l'acheminement (activités de « distribution » et « transport »), assuré par les gestionnaires de réseau,
- la commercialisation de gaz naturel, par les fournisseurs d'énergie.

GRDF est le principal opérateur de réseau pour l'activité de distribution du gaz naturel.

La triple autorité encadrant la distribution du gaz naturel

Trois autorités encadrent l'activité de GRDF :

- l'État : GRDF est lié à l'État par un contrat de service public signé pour une durée de 3 ans et soumis à la réglementation régissant son activité,
- la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) : elle fixe le tarif d'Accès des Tiers au Réseau de Distribution (ATRD) à l'intérieur de la zone de desserte de chaque distributeur ainsi que le contenu et le tarif des prestations complémentaires du Catalogue des Prestations de GRDF,
- l'Autorité Concédante : elle exerce notamment le contrôle du bon accomplissement par GRDF des missions de service public déléguées et des engagements du contrat de concession qui la lie à GRDF.

L'État a confié à GRDF des missions de service public. Le socle de ces engagements est rappelé dans le Contrat de Service Public (CSP) conclu entre les deux parties et signé le 30 novembre 2015 pour une durée de 3 ans, mettant un accent particulier sur la transition énergétique des territoires, le déploiement du compteur communicant gaz, les questions de sécurité et le développement de la filière gaz naturel.



La péréquation tarifaire

La loi confie à GRDF, et aux autres distributeurs non nationalisés, la gestion déléguée du service public local de la distribution de gaz naturel sur leur zone de desserte exclusive.

GRDF exploite les équipements nécessaires au service public de la distribution de gaz naturel à ses risques et périls, supportant ainsi les charges financières et exerçant les responsabilités associées. GRDF assure également la maîtrise d'ouvrage et le financement de la quasi-totalité des investissements en concession. En contrepartie de ces obligations, GRDF est autorisé à percevoir auprès des clients finals, via les fournisseurs de gaz, une rémunération par le biais du tarif ATRD.

Le modèle français repose sur des notions indissociables : zone de desserte exclusive, régulation, péréquation tarifaire et mutualisation opérationnelle.

Pour les principaux distributeurs de gaz naturel, le tarif appliqué sur leur zone de desserte exclusive n'est pas fonction de l'équilibre économique de chaque concession, individuellement. Ce tarif s'applique sur l'ensemble des concessions de la zone desservie. C'est le principe de la « péréquation tarifaire » de la distribution.

Enfin, le modèle réglementaire français impose que chaque distributeur soit son successeur obligé au titre des contrats de concession sur sa zone de desserte exclusive historique. Toutefois, ce principe de péréquation ne s'applique pas aux nouvelles concessions (contrats signés pour la première fois depuis 2008) : sur celles-ci, le tarif de distribution est issu d'une mise en concurrence et est donc propre à chaque contrat.

Méthode de détermination du tarif de distribution

Depuis 2003, avec l'ouverture à la concurrence de la fourniture de gaz naturel et la séparation des activités d'infrastructure (distribution et transport) d'une part, et de

fourniture d'autre part, la loi a confié à la CRE la mission de définir notamment le tarif ATRD. Elle détermine la méthodologie ainsi que la structure et le niveau du tarif pour chacun des distributeurs de gaz naturel dans sa zone de desserte exclusive.

Ce tarif est fixé pour une période de quatre ans. Il est déterminé pour couvrir les coûts d'investissement et de fonctionnement d'un « opérateur efficace » (article L452-1, article L455-2 et article L452-3 du code de l'énergie).

Pour construire le cadre tarifaire péréqué en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2016 (délibération du 10 mars 2016), la CRE a retenu, dans la continuité des tarifs précédents, les principes généraux suivants :

- une incitation à la maîtrise des coûts portant, d'une part sur les charges d'exploitation de GRDF et, d'autre part, sur les programmes d'investissement,
- une structure composée des options tarifaires correspondant aux segments de clientèle (le tarif s'applique par point de livraison et, pour chacun, le choix de l'option tarifaire est laissé au fournisseur),
- une évolution mécanique de la grille tarifaire au 1^{er} juillet de chaque année.



La grille tarifaire

Les délibérations de la CRE portent sur l'évolution de la grille tarifaire de GRDF au 1^{er} juillet de chaque année.

La délibération du 12 avril 2018 a prévu une hausse tarifaire de 2,01% au 1^{er} juillet 2018 par rapport au tarif précédent. La grille tarifaire ci-dessous s'applique du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019.

Grille tarifaire de GRDF au 1er juillet 2018

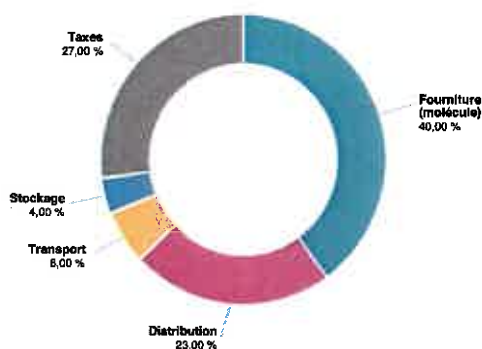
Option Tarifaire	Description	Abonnement annuel	Prix proportionnel en €/MWh	Terme de souscription annuelle de capacité journalière en €/MWh/j	Terme annuel à la distance en €/m
T1	< 6 MWh/an	41,16 €	28,70 €		
T2	de 6 à 300 MWh/an	142,20 €	8,34 €		
T3	de 300 à 5 000 MWh/an	854,64 €	5,81 €		
T4	> 5 000 MWh /an	15 795,60 €	0,82 €	204,48 €	
TP	tarif de proximité	36 729,72 €		102,00 €	66,96 €

La facture type

Composantes de la facture d'un client résidentiel

La facture de gaz naturel est envoyée par le fournisseur à son client. Voici un exemple de facture sur la vente de gaz naturel au tarif réglementé, en moyenne sur l'année 2018 (source : site Internet CRE).

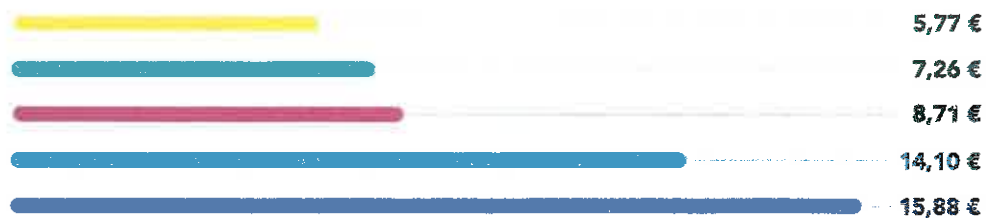
Facture type d'un client résidentiel



Prix moyen annuel des principales énergies de chauffage

Le gaz naturel est une des énergies les plus compétitives. Pour suivre l'évolution des prix des énergies, GRDF met à disposition de tous les clients sur son site Internet un outil interactif présentant un « baromètre » de ces prix : projet-gaz.grdf.fr/comparaison-prix-energies

Ci-dessous, le comparatif annuel sur une moyenne d'octobre 2017 à septembre 2018. Source : Données du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (bases de données du SDES et de la DGEC).



Bois granulés en vrac

Prix complet de 100 kWh PCI (livraison Vrac de 5 tonnes à 50 km). Source : CEBB/Propellet

Gaz naturel

Prix complet de 100 kWh PCI au tarif B1, 3 usages. Consommation annuelle de 23,25 MWh PCS.

Fioul domestique

100 kWh PCI de FOD, au tarif C1 (livraison de 2000 à 5000 litres). PCI 11,8 kWh/litre.

Propane

100 kWh PCI de propane en citerne. Hors mise à disposition et entretien de citerne et compteur.

Électricité

Prix complet de 100 kWh PCI (puissance 12 kVa double tarif). Consommation de 13 MWh dont 5 MWh en heures creuses.

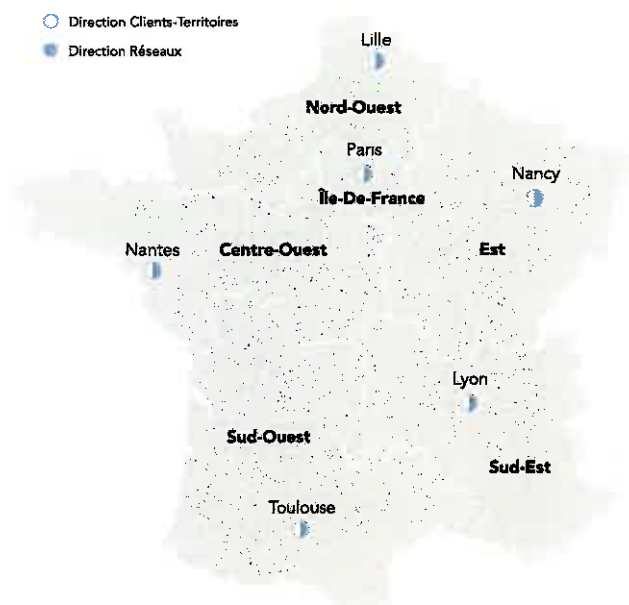
6.2 Une organisation à votre service

L'organisation de GRDF

L'organisation de GRDF est composée d'un niveau national, regroupant des activités d'expertise et des fonctions supports, et d'un ancrage local basé sur six régions, dénommées « régions GRDF ». Ces deux niveaux d'organisation sont complémentaires pour mener à bien des actions mutualisées sur toute la France

Au National

- Les experts métiers
 - Acheminement & gestion de la clientèle
 - Technique industrielle & Développement de l'utilisation du réseau de gaz naturel
 - Concessions et nouveaux usages du gaz (filiale biométhane, Gaz Naturel Véhicule...)
- Les fonctions support : Système d'informations, Ressources humaines, Finance & controlling



Dans chacune des 6 régions GRDF

- Direction Réseaux
 - Concevoir et construire au meilleur coût le réseau des collectivités
 - Exploiter et maintenir le réseau en maîtrisant les coûts et en assurant sa sécurité
 - Valoriser le patrimoine gazier des collectivités

- Planification d'opérations de relevé et relation avec les prestataires
- Planification, optimisation et réalisation des interventions (clients, fournisseurs)
- **Direction Clients-Territoires**
 - Être au plus près des problématiques locales en matière d'énergie
 - Promouvoir l'utilisation performante du gaz naturel
 - Satisfaire les clients au quotidien
 - Gérer la relation avec les fournisseurs
- **Direction Fonctions Supports : Communication, Controlling, Autres fonctions d'appui**
- **Unités Services Régionaux (USR) : Ressources humaines (contrat de travail), Informatique et télécoms, Immobilier, Logistique**

Avec l'arrivée des compteurs communicants et des énergies renouvelables électricité et gaz, les deux concessionnaires, GRDF et ENEDIS, ont décidé de faire évoluer l'organisation des interventions clientèle réalisées jusqu'à maintenant par les UCF au sein du Service Commun.

Les activités liées au réseau (dépannage) et à la clientèle (interventions) sont, à partir du 1^{er} janvier 2018, spécialisées par énergie. Les activités gazières sont regroupées au sein d'une même entité appelée Agence d'Intervention (AI). 63 AI couvrent la zone de desserte de GRDF.

L'objectif de cette évolution de l'organisation est triple :

- renforcer le professionnalisme gazier orienté client,
- ancrer la proximité avec les autorités concédantes et les collectivités,
- moderniser les outils de programmation des interventions pour un service plus efficient.

Les engagements de GRDF en matière de sécurité restent inchangés, en particulier la capacité d'intervention en moins d'une heure.

Au sein des territoires, des agences locales portent les missions de GRDF.

Des agences locales

- Relations Collectivités Territoriales
Votre interlocuteur de proximité
- Travaux
- Exploitation
- Gestion Clientèle



Le maillage local de GRDF s'appuie sur des agences régionales et des services nationaux.

Des agences régionales

- Acheminement
- Relations Collectivités Territoriales
- Développement
- Patrimoine
- Travaux
- Exploitation
- Services Supports



Des services nationaux

- Agence diagnostic qualité gaz
- Unités Urgence Sécurité Gaz
- Service comptabilité
- Directions fonctionnelles



La politique RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise)

En construisant son Projet d'Entreprise, GRDF a souhaité aborder deux questions majeures : la place du gaz dans la transition énergétique, et son rôle dans la société actuelle. Aujourd'hui, les attentes de la société civile envers les entreprises sont de plus en plus fortes, poussant ces dernières à s'investir sur les grands enjeux d'un monde en pleine mutation, en particulier dans le secteur de l'énergie, et à viser une performance globale, aussi bien économique qu'extra-financière : sociale, sociétale et environnementale.

Pour répondre à ces attentes, GRDF s'est doté d'une politique RSE composée de **7 engagements forts, articulés autour de 3 axes stratégiques** : «viser l'excellence opérationnelle», «faire du gaz une énergie d'avenir» et «construire ensemble».

Pragmatiques et concrets, co-construits avec l'ensemble des métiers et des collaborateurs de GRDF, ces engagements RSE (et les objectifs associés) sont en prise directe avec les activités et le quotidien d'un gestionnaire de réseau responsable. L'organisation régionale et locale de GRDF est la première garante de l'intégration du développement durable dans les activités de l'entreprise.

Les actions lancées sont menées à deux niveaux :

- au service de la collectivité, en proposant des solutions pour la transition énergétique des territoires : développement du **gaz vert et de la mobilité durable**, déploiement d'outils de performance énergétique et de maîtrise de l'énergie, transformation du réseau de distribution de gaz naturel en outil de

- pilotage de la transition énergétique,
- au service de la société civile, en mettant en œuvre au quotidien des actions locales de lutte contre la précarité énergétique, d'insertion sociale et professionnelle et de limitation des impacts environnementaux.

Les achats responsables

Conformément aux engagements de son Projet d'Entreprise, GRDF mène une politique d'achats responsables en se donnant pour missions d'associer ses fournisseurs et prestataires à ses objectifs RSE, et de développer ses relations avec le secteur protégé dans ses activités.

En particulier, GRDF collabore à l'économie des territoires en faisant appel à des PME implantées localement et des Etablissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT).

Les chiffres clefs de GRDF



Le plus long réseau de gaz naturel en Europe

200 715 km

de réseau de gaz naturel,
soit plus de 5 fois
le tour de la terre

286 TWh

de gaz naturel
acheminé
corrigé du climat

973 millions d'€

investis pour développer,
entretenir et exploiter
le réseau

1 million d'€

consacré chaque jour
à la sécurité du réseau



Une entreprise dynamique



11 475
collaborateurs



432
embauches en
CDI



662
alternants vont être
formés chez GRDF



3,477
milliards d'€
de chiffre d'affaires



Un vecteur d'énergie au service des territoires

11 millions de clients
en France

9 557 communes
desservies par le réseau
de distribution de gaz naturel

77 % de la population
habite une commune desservie
en gaz par GRDF

330 stations GNV
raccordées sur le réseau GRDF

70 sites
d'injection de biométhane
exploités dans le réseau GRDF

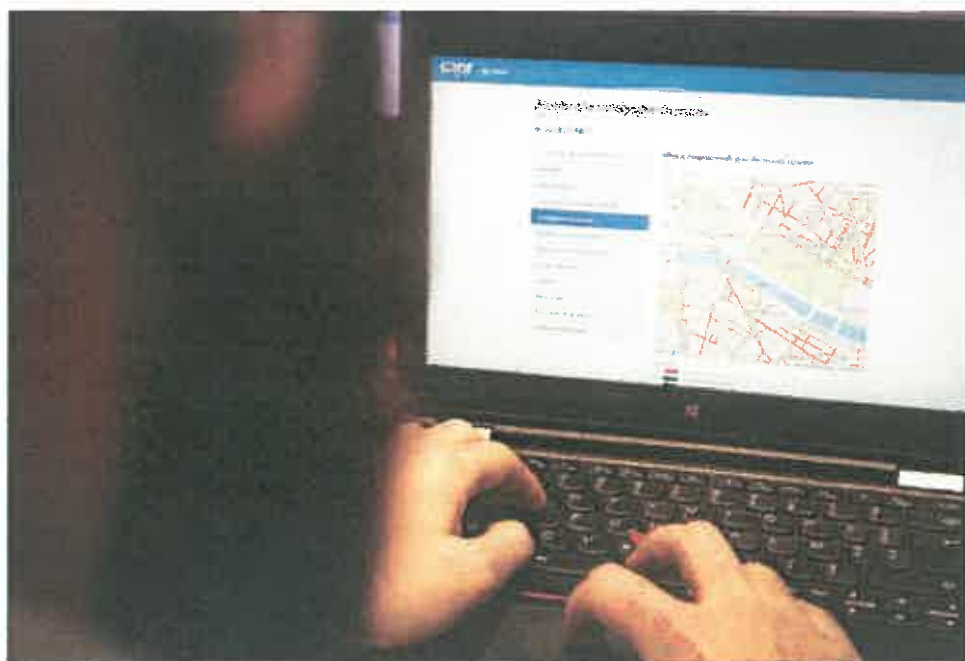
6.3 Les outils numériques à votre disposition

Ma Concession Gaz, le portail digital de votre concession

Accessible sur www.grdf.fr, Ma Concession Gaz est un portail réservé aux collectivités concédantes. Cet espace digital vous permet d'accéder de façon sécurisée aux documents de votre concession, tels que le contrat de concession et ses éventuels avenants, ou les comptes rendus annuels d'activité. Ces derniers vous sont proposés en format digital et en version imprimable (pdf).

Le portail Ma Concession Gaz propose aussi des outils pratiques et des services interactifs comme l'affichage dynamique du réseau ou un comparateur des énergies. Votre espace collectivité vous informe également en temps réel sur les coupures d'alimentation en gaz, via le service « InfoCoupure ». Ce service permet de visualiser sur une carte les incidents en cours et les détails associés (date de déclenchement, impact estimé, délai prévisionnel de rétablissement). « InfoCoupure » offre aussi la possibilité d'être notifié en temps réel, via envoi de mail et/ou de sms, sur la mise à jour des informations d'intervention.

L'espace Ma Concession Gaz dispose enfin d'une plateforme de données vous permettant de visualiser et télécharger les informations détaillées relatives au patrimoine et à l'activité de GRDF sur votre territoire : données techniques, patrimoniales, clientèle et économiques.

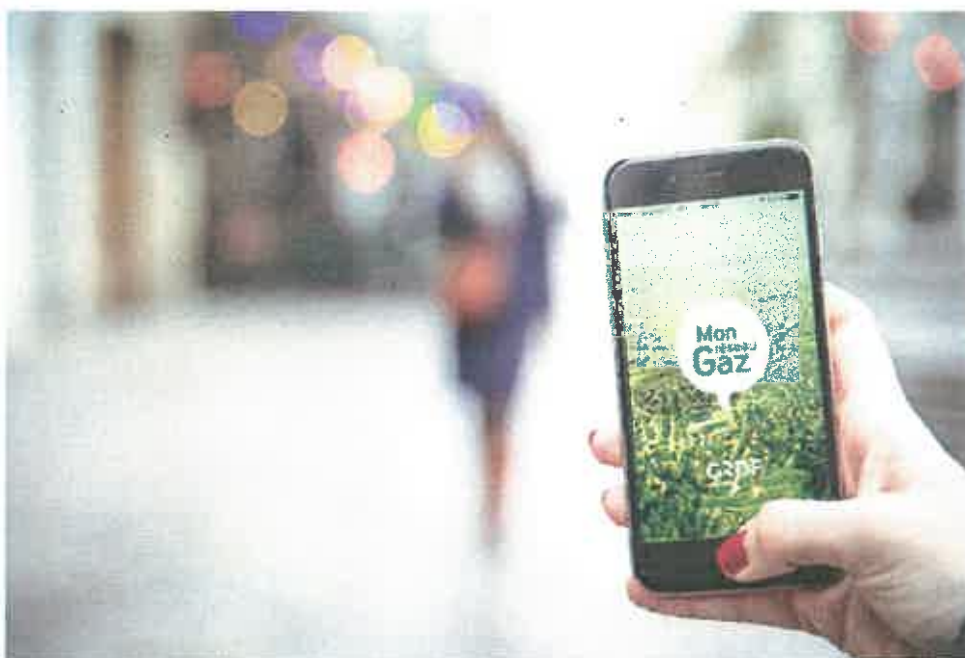


L'application mobile Mon réseau Gaz

Mon réseau Gaz est une application mobile développée par GRDF pour suivre l'actualité de votre réseau de gaz naturel.

Téléchargeable gratuitement sur les stores d'applications (App Store & Google Play Store) et compatible avec tous types de smartphones, elle vous accompagnera au quotidien. La première utilisation de cette application nécessite la saisie d'un code d'authentification, envoyé par GRDF et propre à votre collectivité.

Vous trouverez sur Mon réseau Gaz un large panel d'informations et de services comme vos contacts privilégiés, la cartographie de votre réseau, l'information en temps réel sur les coupures en gaz et des éléments de réponse à toutes les questions que vos administrés peuvent vous poser. Vous avez également la possibilité de déclarer en temps réel aux équipes de GRDF d'éventuelles anomalies (ex : coffret abîmé, enrobés problématiques...).





Lexique

Branchement

Tuyauterie reliant une canalisation du réseau de distribution au Poste de Livraison ou, en l'absence de Poste de Livraison, au compteur. Quand celui-ci alimente un immeuble avec plusieurs logements c'est un « Branchement Collectif », dans tous les autres cas il s'agit d'un « Branchement Individuel ».

Branchement particulier

Le branchement particulier est la partie située juste en amont du compteur et qui permet de le raccorder aux parties de l'installation commune (conduite d'immeuble, conduite montante, conduite de course, nourrice de compteur).

Catalogue des prestations

Liste des prestations disponibles pour le client et/ou le fournisseur, établie par GRDF et publiée sur le site www.grdf.fr.

Compteur

Appareil de mesure du volume de gaz livré au client. Selon le cas, il fait partie du Dispositif Local de Mesurage ou le constitue.

Concentrateur

Le concentrateur est un matériel assurant le relais entre les compteurs et les systèmes d'information de GRDF.

Conditions standard de livraison (CSL)

Les Conditions Standard de Livraison (CSL) s'appliquent au client dont l'index au compteur est relevé semestriellement, quel que soit le débit maximum du compteur. Plus d'informations : Catalogue des prestations de GRDF, chapitre « Conditions générales ».

Conduite d'immeuble (CI)

La conduite d'immeuble est une tuyauterie qui peut être uniquement à l'intérieur de l'immeuble ou en partie à l'extérieur lorsque le coffret gaz est situé à distance de l'immeuble desservi.

Conduite montante (CM)

La conduite montante est une tuyauterie verticale pour la plus grande partie, raccordée à la conduite d'immeuble et alimentant les différents niveaux de l'immeuble.

Contrat d'acheminement

Contrat signé entre le Gestionnaire du Réseau de Distribution (GRD) et un fournisseur d'énergie, en application duquel le GRD achemine le gaz naturel vers le client final.

Contrat de fourniture

Contrat signé entre le client final et un fournisseur d'énergie de son choix, en application duquel celui-ci lui facture sa consommation de gaz naturel.

Contrat de livraison direct (CLD)

Le Contrat de Livraison Direct (CLD) est conclu avec GRDF par un client dont l'index au compteur est relevé mensuellement, et lorsque le débit maximum du compteur est supérieur à 100 m³/h. Il se substitue aux Conditions Standard de Livraison (CSL). Plus d'informations : Catalogue des prestations de GRDF, chapitre « Conditions générales ».

Degré-jour (de chauffe)

Il correspond à la différence entre la température à partir de laquelle on considère que l'on commence à chauffer (16°C) et la température extérieure. De fait, un degré-jour de chauffe ne peut être que positif, quand celui-ci est à zéro la température est au-dessus de 16°C. Par exemple, s'il fait -4°C le degré-jour correspondra à 20.

Dispositif de mesurage

Ensemble des équipements de mesure, de calcul et de télétransmission localisés à l'extrémité aval du réseau de distribution, utilisé par le Distributeur pour déterminer les quantités livrées au point de livraison et leurs caractéristiques.

Fournisseur

Pratataire titulaire d'une autorisation délivrée par le Ministère chargé de l'énergie, qui vend une quantité de gaz au client en application d'un contrat de fourniture.

Gestionnaire du réseau de distribution (GRD)

Le gaz naturel est transporté par grandes quantités et sur de longues distances par le Gestionnaire du Réseau de Transport (GRT). Sur le territoire concédé, il est ensuite acheminé vers les clients finaux par GRDF, le Gestionnaire du Réseau de Distribution (GRD) communément désigné « distributeur ».

GNV

Utilisation du gaz naturel comme carburant. C'est le même gaz que celui utilisé pour le chauffage ou la cuisson. Le GNV existe sous deux états : liquide (GNL) ou comprimé (GNC).

Installation intérieure

L'installation intérieure du client commence à l'aval du compteur. Dans le cas des conduites montantes sans compteur individuel, elle commence à l'aval du robinet de coupure individuel.

Normo mètre cube (Nm³)

Quantité de gaz sec (exempt de vapeur d'eau) qui occupe un volume d'un mètre cube.

Poste d'injection

Équipement clef de l'intégration du biométhane au réseau GRDF. Il permet, en aval du méthaniseur et de l'épurateur du producteur, d'odoriser, de contrôler, de compter et d'injecter le gaz dans le réseau de distribution local.

Poste de livraison

Installation située à l'extrémité aval du réseau de distribution, assurant généralement, outre la mesure, le calcul et la télétransmission d'éléments permettant de déterminer les quantités livrées au point de livraison, les fonctions de détente et de régulation de pression.

Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS)

Quantité de chaleur (en KWh) dégagée par la combustion complète d'un mètre cube de gaz sec donné dans l'air, à une pression constante (1,01325 bar) et à une température initiale de zéro celsius.

Pression de livraison

Pression relative du gaz au point de livraison.

Quantité acheminée

Quantité de gaz naturel livrée au point de livraison déterminée par relevé du compteur. En cas de dysfonctionnement du compteur, la quantité consommée peut être corrigée. En cas d'absence du client sur compteur inaccessible, la quantité acheminée est estimée.

Réseau de distribution

Le réseau de distribution est composé des ouvrages de distribution qui permettent au Gestionnaire du Réseau de Distribution (GRDF) d'acheminer le gaz naturel jusqu'aux clients finals (résidentiels, entreprises ou commerces).

Réseau BP

Le Réseau BP (Basse Pression). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 19 et 21 millibars.

Réseau MPA / MPB

Le Réseau MPA (Moyenne Pression de type A) et MPB (Moyenne Pression de type B) représente 95% du réseau de distribution sur le territoire national. La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 0,4 bar et 4 bars.

Réseau MPC

Le Réseau MPC (Moyenne Pression de type C). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 4 et 25 bars.

Compte rendu d'activité de concession 2018

BELFORT

Directeur de publication : Jérôme Chambin

Rédacteurs : Cécile Nivaud, Emilio Soba, Louis-Philippe Martin

Crédit photos : Gregory Brandel

Compte rendu d'activité créé par la Solution Paddix® (www.paddix.com)

Réalisé par IDIX - www.idix.fr

“ Choisir le gaz, c’est aussi choisir l’avenir ”

Le gaz c’est l’avenir, parce qu’il devient de plus en plus vert

Aujourd’hui près d’une cinquantaine de sites injectent du gaz vert sur l’ensemble des réseaux de gaz français et près de 400 projets sont à l’étude. Produit à partir de déchets issus notamment de cultures agricoles, d’effluents d’élevages et de déchets ménagers, le biométhane offre une énergie plus responsable pour se chauffer, cuisiner et se déplacer. L’ambition est d’injecter 30% de gaz renouvelable dans les réseaux en France d’ici à 2030.

Le gaz c’est l’avenir, parce qu’il offre une mobilité moins polluante

Le Gaz Naturel Véhicule (GNV) permet d’améliorer la qualité de l’air, de préserver l’environnement et de réduire les nuisances sonores. Moins polluant, il offre une solution alternative aux carburants traditionnels : réduction de 95% les émissions de particules fines et de 50% les oxydes d’azote par rapport à la norme Euro VI. Aujourd’hui plus de 20 millions de véhicules roulent déjà au GNV et au BioGNV dans le monde.

Le gaz c’est l’avenir, parce qu’il est moderne et connecté

Le gaz répond aux nouveaux modes de consommation. Performants et connectés, le réseau de distribution et les équipements au gaz naturel offrent des fonctionnalités adaptées aux nouveaux usages et contribuent à l’atteinte des objectifs que s’est fixés la France en matière de performance énergétique.

Le gaz c’est l’avenir et il faut le dire

C’est tout l’enjeu de la nouvelle signature de GRDF : « Choisir le gaz, c’est aussi choisir l’avenir ». Des mots forts qui traduisent la conviction que le gaz est une énergie indispensable à un mix énergétique équilibré qui répond aux attentes des consommateurs et des territoires.

**CHOISIR LE GAZ
C'EST AUSSI
CHOISIR L'AVENIR**

GRDF

GAZ RÉSEAU
DISTRIBUTION FRANCE



QUEL QUE SOIT
VOTRE FOURNISSEUR

(L'énergie est notre avenir, économisons-la !)

GRDF, Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros, siège social : 100 boulevard de la Défense, 75009 Paris, RCS Paris 441 786 511

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 19-96

**Réseau de chaleur des
Glacis du Château –
Compte rendu annuel
2018****SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



DELIBERATION N° 19-96

de M. Sébastien VIVOT

1^{er} Adjoint chargé des finances, de l'évaluation des politiques publiques, de l'administration générale

Direction Générale des Services Techniques

Références	SV/CS/IOWC
Mots-clés	Maintenance
Code matière	1.2

Objet : Réseau de chaleur des Glacis du Château - Compte rendu annuel 2018

Conformément aux dispositions de l'article L 1411.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, nous vous présentons le rapport annuel concernant les comptes du réseau de chaleur alimentant la ZUP de l'avenue d'Altkirch et la ZAC de la Justice.

Ce présent rapport concerne l'exercice 2018, période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018, et en analyse les principaux résultats techniques et économiques.

La Ville de Belfort possède, sur son territoire, un réseau de chaleur composé d'une chaufferie centrale, d'un réseau de distribution et de 31 sous-stations. Ces installations ont toujours été exploitées dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP) depuis 1971. La chaufferie est composée de trois chaudières mixtes fuel/gaz de 5,4MW, 5MW et de 2MW, ainsi que d'une cogénération. La puissance installée fonctionnelle est de 15MW. Le réseau permettant de distribuer la chaleur à basse température (95°C/65°C) est long d'environ 4 900m.

Pour mémoire, la délégation actuelle a été confiée à la société Dalkia depuis le 1^{er} juillet 2009, pour une durée de 12 ans.

Le contrôle du contrat d'affermage est confié à NALDEO (ex-PÖYRY). Il nous permet d'avoir un suivi régulier et rigoureux du fermier, tant sur les points administratifs, techniques, réglementaires, que juridiques.

Les incidents d'exploitation ont concerné 3 fuites sur réseaux, qui ont eu une incidence sur les abonnés. En 2018, il n'y a pas eu de coupure de chauffage pour les abonnés.

Le chiffre d'affaires total sur l'exercice 2018 est de 1 071 375 € HT, et est en hausse de 5,4 % par rapport à l'année précédente (1 016 088 € HT pour l'année 2017). Cette évolution est principalement due aux recettes R1, qui ont augmenté d'environ 49 k€, sous l'effet de la remontée des tarifs d'énergie, et ce, malgré une baisse des ventes de chaleur.

Le résultat brut s'établit à + 157 298 € HT.

Le suivi du compte GER (Gros Entretien et Renouvellement) présenté par Dalkia présente un solde négatif de 218,6 k€ TTC. A noter que Naldéo a transmis ses éléments de contrôle à Dalkia afin de faire reprendre ce décompte qui est erroné avec une dépense 2018 surestimée d'environ 20 k€.

La révision des tarifs a conduit à une évolution du prix moyen du R1 (coût des combustibles) de + 18,2 % par rapport à 2017 et du prix moyen du R2 (coûts d'abonnement) de + 1,4 % pour les logements par rapport à 2017.

La consommation de chauffage de l'ensemble des abonnés a été de 11 179MWh pour l'année 2018 (- 7,5 % par rapport à 2017), et celle d'eau chaude sanitaire a été de 18 818 m³ (- 0,1% par rapport à 2017). Territoire habitat est le principal consommateur, tous usages confondus, avec l'achat de 3 433 MWh pour le chauffage, et 15 897 m³ pour l'eau chaude sanitaire. Néanmoins, ses achats de chaleur ont baissé de 9 % par rapport à 2017. La caserne Maud'huy est le 1^{er} consommateur de chauffage, avec 4 026 MWh.

Le document qui vous est présenté sera mis à la disposition du public, dans les conditions fixées à l'Article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DECIDE

de prendre acte du compte rendu annuel 2018 du réseau de chaleur des Glacis du Château, sous réserve de la mise à jour du compte GER par Dalkia.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINTE


La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES
-1 OCT. 2019



Ville de Belfort

**Chauffage urbain
des Glacis du Château
BELFORT**

COMPTE-RENDU ANNUEL

2018

SOMMAIRE

DONNEES GENERALES	4
<i>I - Présentation de notre métier</i>	4
<i>II - Réseaux de chaleur</i>	5
1 - Principe technique général	5
2 - Production de chaleur	6
<i>III - Forme contractuelle d'une Délégation de Service Public</i>	9
1 - Parties prenantes	9
2 - Périmètre technique	9
3 - Tarification	10
<i>IV - Présentation du contrat et historique contractuel</i>	11
<i>V - Périmètre de la concession</i>	12
<i>VI - Principaux abonnés</i>	13
<i>VII - Chiffres clés</i>	14
<i>VIII - Notre structure dédiée</i>	15
<i>IX - Les moyens mis en œuvre pour répondre à nos engagements</i>	16
1 - Les moyens apportés par la Direction de DALKIA	16
2 - Les moyens apportés par l'établissement de DALKIA Est	17
3 - Les moyens apportés par le Centre opérationnel Alsace Franche Comté	18
<i>IX - Evénements commerciaux et/ou techniques majeurs survenus durant l'année 2018</i>	20
1 - Management de la sécurité	20
2 - Faits marquants de l'exercice	22
DONNEES FINANCIERES	24
<i>I - Compte rendu financier</i>	24
<i>II - Commentaires sur l'évolution financière du contrat</i>	25
<i>III - Précisions sur les méthodes retenues</i>	26
TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT	28
<i>I - Travaux de gros entretien et renouvellement réalisés pendant l'année 2018</i>	28
<i>II - Répartition des travaux de gros entretien et de renouvellement</i>	28
SITUATION DES BIENS ET IMMOBILISATIONS	30
PROGRAMME PREVISIONNEL DE RENOUVELLEMENT	32
DONNEES TECHNIQUES	34
<i>I - Bilan d'exploitation 2018</i>	34
1 - Schéma d'exploitation 2018	34
2 - Schéma d'exploitation 2017	35
3 - Caractéristiques de la saison de chauffe	36
4 - Ventes d'énergie	36
5 - Détail des ventes d'énergies	37
6 - Sources d'énergies utilisées	38
7 - Rendement global de l'installation	38
<i>II - Aspects environnementaux</i>	40
<i>III - Synthèse du fonctionnement des installations</i>	40
QUALITE DU SERVICE RENDU AUX ABONNES	42
<i>I - Incidents d'exploitation</i>	42
1 - Liste des incidents d'exploitation	42
2 - Incidents ayant eu un impact pour les abonnés	42
3 - Incidents ayant eu un impact sur l'environnement	42
<i>II - Contrôles réglementaires et vérifications périodiques</i>	43
SYNTHESE ET PERSPECTIVES	45
<i>I - Perspectives d'évolution</i>	45
1 - Prévisions de travaux de gros entretien et renouvellement 2018	45
2 - Actions prévues dans le domaine de la sécurité et de la protection de l'environnement	45
3 - Perspectives de raccordement	45



II – Conclusion	45
ANNEXES	47
Inventaire des biens	47
Synthèse des ventes – Récapitulatif par mois et par poste	55
Synthèse des ventes – Récapitulatif saison par sous station	56
Détail de la révision de prix	57
Synthèses des ventes cogénération	58
Détail du calcul de redevance au concédant	59
Détail des investissements et amortissements	60
Suivi des recettes et dépenses de renouvellement et maintien remise en état	61
Détail des dépenses GER	62
Créances douteuse et/ou impayés	63
Copies des attestations d'assurance	64



Ville de Belfort

Chauffage urbain des Glacis du Château

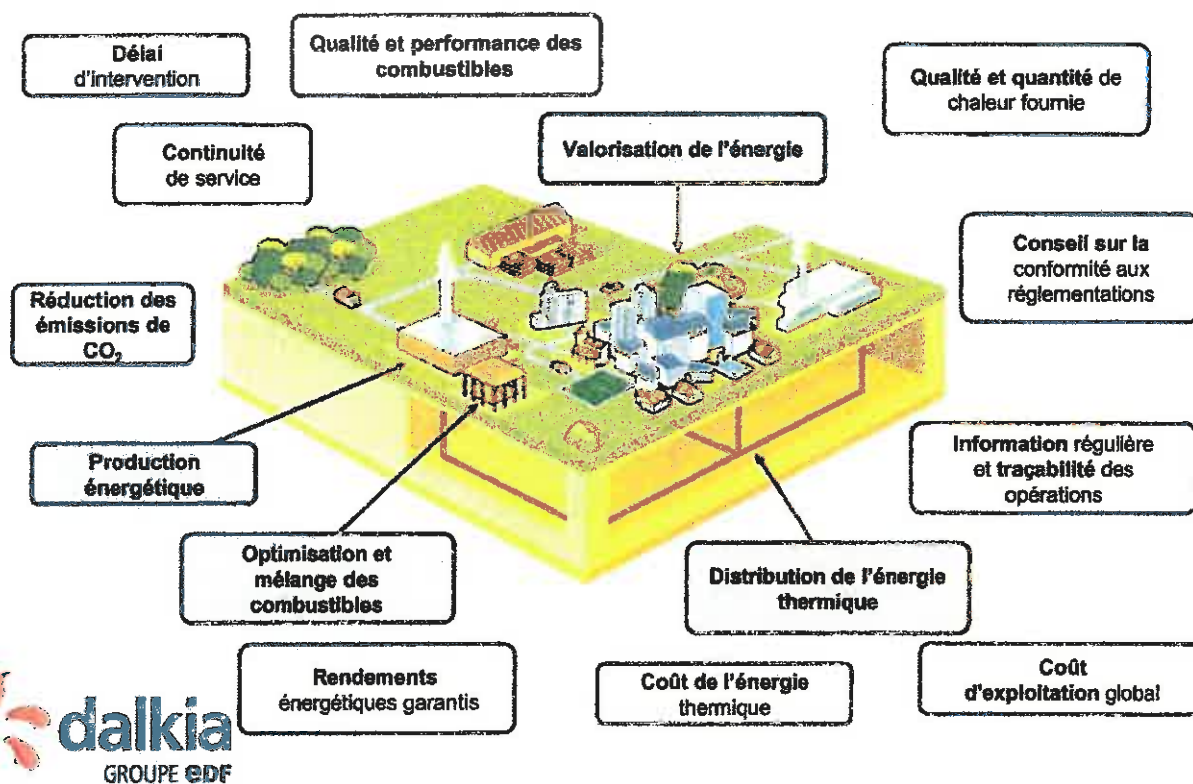
1. DONNÉES GÉNÉRALES



DONNEES GENERALES

I - Présentation de notre métier

- 🔧 Produire, transporter et distribuer la chaleur pour tout usage dans le périmètre concédé et sans interruption de fourniture
- 🔧 Produire de l'électricité
- 🔧 Faire bénéficier à l'ensemble des abonnés du même niveau de confort.

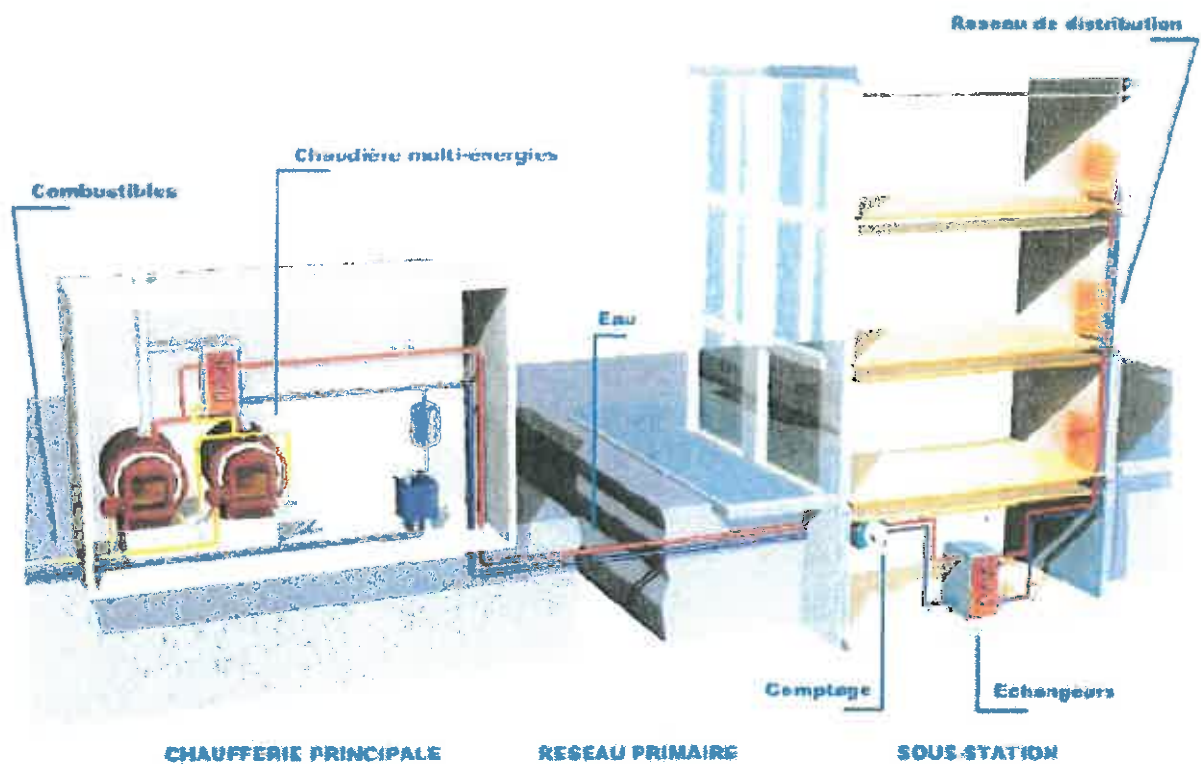


II - Réseaux de chaleur

1 - Principe technique général

Un réseau de chaleur se découpe en trois parties :

- ⚡ Une centrale de production de chaleur
- ⚡ Un réseau primaire de transport du fluide caloporteur
- ⚡ Des sous-stations qui permettent de délivrer la chaleur aux clients.



2 - Production de chaleur

a) Chaudière classique (gaz ou fioul)

Principe :

La chaudière est le système le plus simple de production de chaleur.

Le combustible et le comburant sont consommés dans une chambre de combustion. La chaleur produite permet le réchauffage d'un fluide caloporteur (eau) permettant d'apporter la chaleur aux points de livraison.

Avantages :

- ✚ Technologie simple
- ✚ Utilisation de combustibles variés
- ✚ Rendement thermique élevé.

Inconvénients :

- ✚ Emissions atmosphériques liées à l'utilisation des combustibles fossiles.

La chaufferie du chauffage urbain des Glacis du Château :



Caractéristiques techniques de la chaufferie :

- ✚ 3 générateurs fonctionnant au gaz et au FOD (fioul domestique) avec une puissance thermique respective de 5.4 MW, 5 MW et 2 MW.

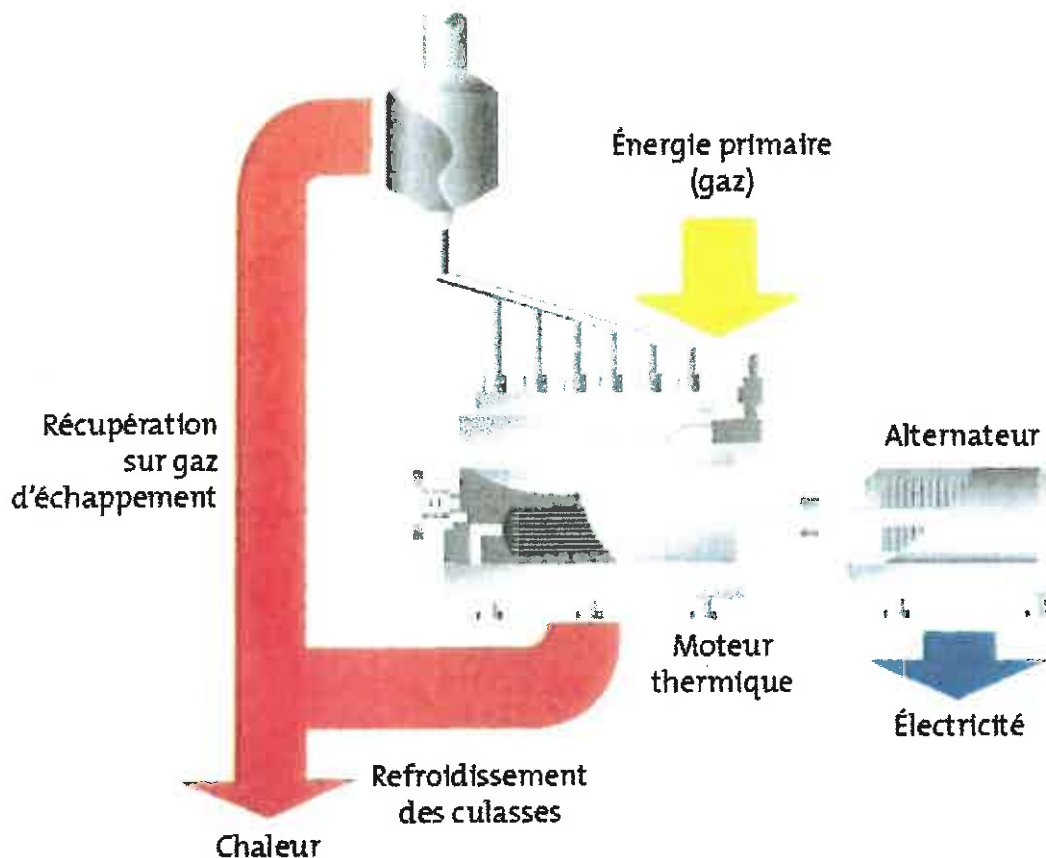


b) Cogénération

Principe :

Produire en même temps et dans la même installation de l'énergie thermique (chaleur) et de l'énergie mécanique.

- ✦ L'énergie thermique est valorisée en chauffage et eau chaude sanitaire par l'intermédiaire du réseau.
- ✦ L'énergie mécanique est transformée, grâce à un alternateur, en énergie électrique vendue à EDF par contrat de 12 ans.



Avantages :

- ✦ Baisse du coût de la chaleur par valorisation de l'électricité produite
- ✦ Production décentralisée d'électricité.

Inconvénients :

- ✦ Technologie complexe
- ✦ Risque réglementaire sur le prix de rachat de l'électricité par EDF.



La cogénération du chauffage urbain des Glacis du Château :



Caractéristiques techniques de la cogénération :

- 2 moteurs fonctionnant au gaz d'une puissance de 1.35 MW électriques et 1.50 MW thermiques chacun.

c) Les panneaux photovoltaïques

- 60 m² de capteurs solaire ont été installés en toiture avec une puissance de 7.9 kVA

d) Fonctionnement global

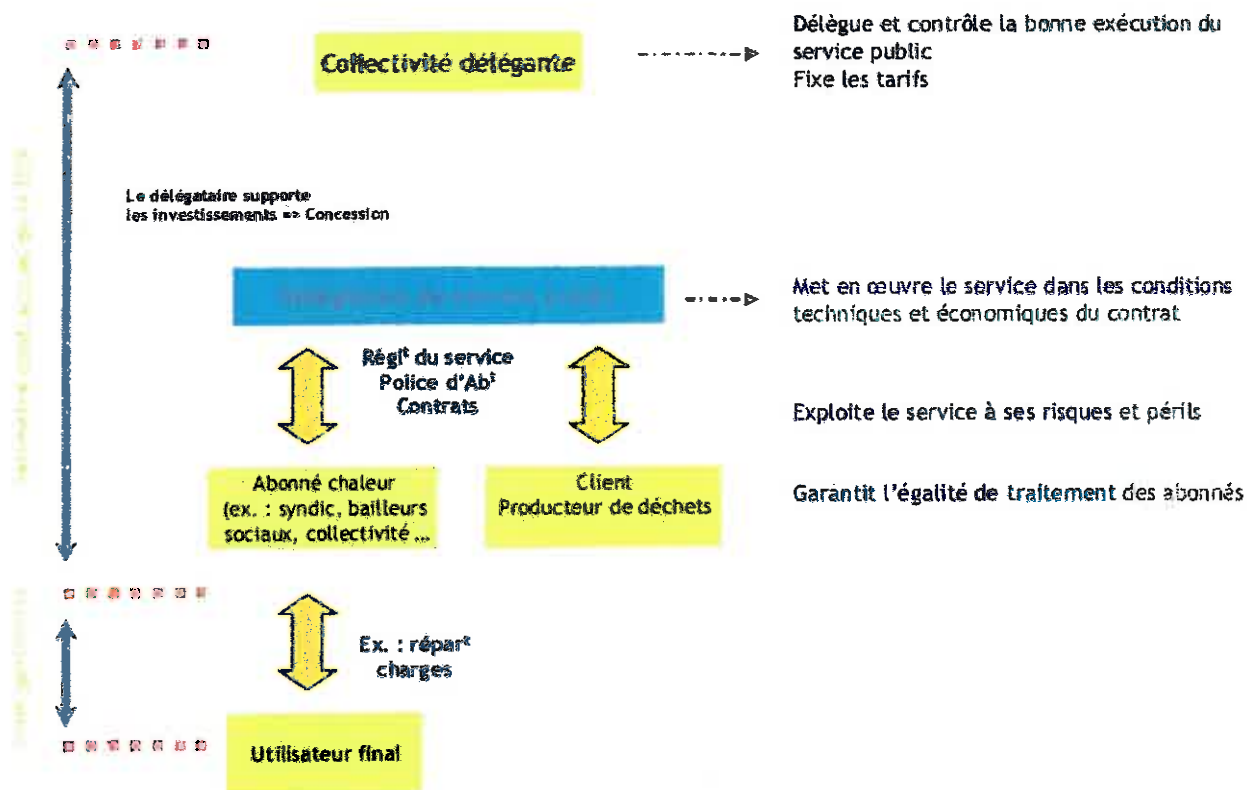
La cogénération fonctionne en base (de novembre à mars), l'appoint est réalisé avec les chaudières gaz naturel et fioul lourd.

La chaufferie des Glacis est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumise à déclaration sous la rubrique 2910 A (installations de combustion).



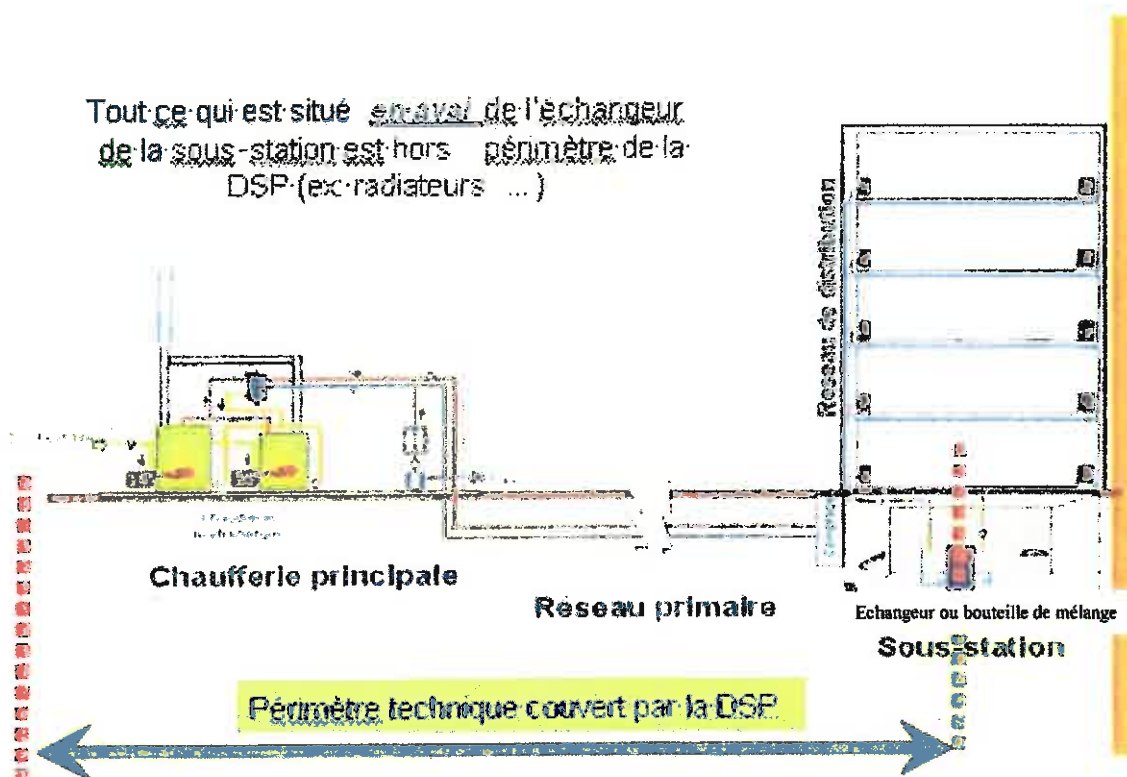
III - Forme contractuelle d'une Délégation de Service Public

1 - Parties prenantes

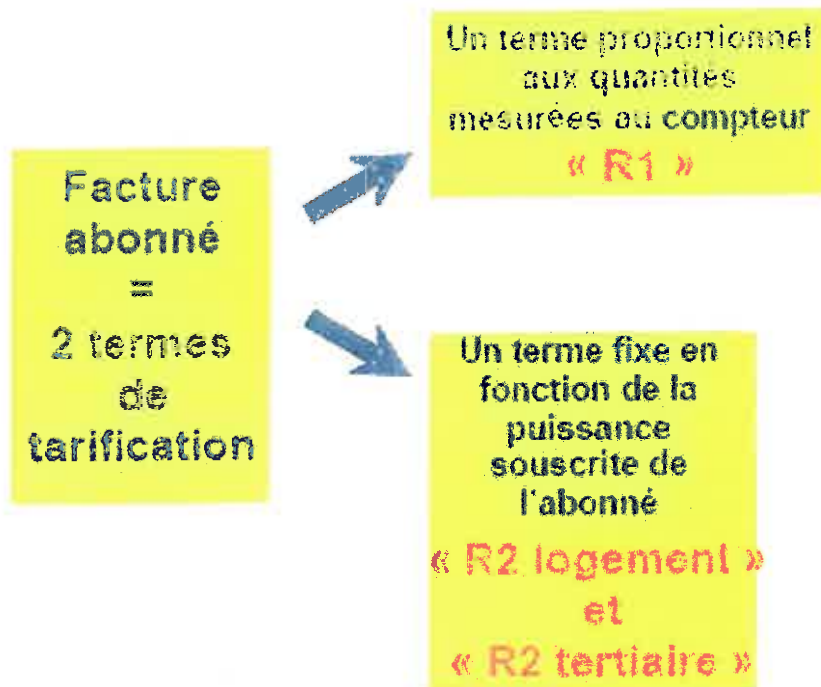


2 - Périmètre technique

Tout ce qui est situé en aval de l'échangeur de la sous-station est hors périmètre de la DSP (ex: radiateurs ...)



3 - Tarification



IV - Présentation du contrat et historique contractuel

La Ville de Belfort a concédé par contrat, en date du 20 mai 2009, son service de production, de transport et de distribution de chaleur aux sociétés DALKIA et COGESTAR, pour une durée de 12 ans, à partir du 1^{er} juillet 2009.

✚ Avenant n° 1 - le 05/11/2012 -Prise d'effet le 01/10/2012

Mise en place de la distinction de tarif B2S Gaz de France entre consommateurs (logement ou non).

Le tarif R1 facturé aux abonnés de type « logement » est plafonné par le tarif R1p-logt.

Le tarif R1 facturé aux abonnés de type "autre" est plafonné par le tarif R1p-autr

✚ Avenant n° 2 - le 18/11/2013 -Prise d'effet le 01/06/2013

Précision des indices et des bases retenues pour l'actualisation des tarifs de vente en chaleur

✚ Avenant n° 3 - le 18/11/2013

Nouvelles conditions tarifaires du R2 suite au raccordement de la caserne Maud'huy au réseau de chaleur.

Prise d'effet : à la mise en place de la police d'abonnement de la caserne militaire Maud'huy.

✚ Avenant n° 4 - le 11/03/2015

Nouvelles conditions tarifaires du R1 suite à la disparition des tarifs réglementés.

Modification des conditions fixes à l'article 69.1 : « Etablissement du Compte de gros Entretien et renouvellement »

✚ Avenant n° 5 - le 10/07/2015

Travaux de mises aux normes : remplacement et modernisation des équipements fioul lourd par des équipements au fioul domestique.

Modification de la tarification du R2.4 soit une revalorisation à la hausse de 4.76€ HT/kW

Prise d'effet 01/07/2015

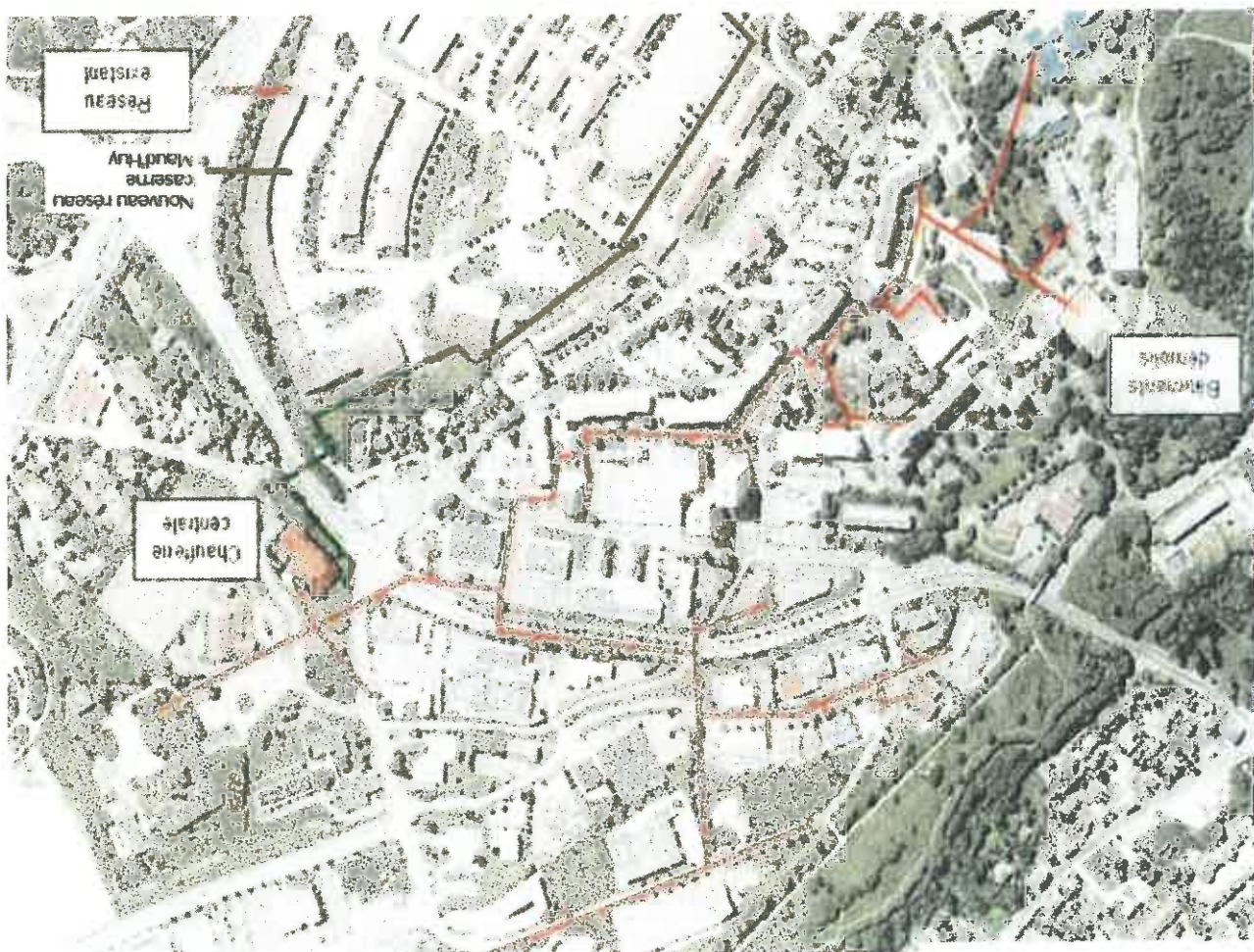
✚ Avenant n° 6 - le 18/12/2015

Modification de certains indices par l'INSEE*

Redéfinition des nouvelles bases retenues pour les indices BT40 et FD.

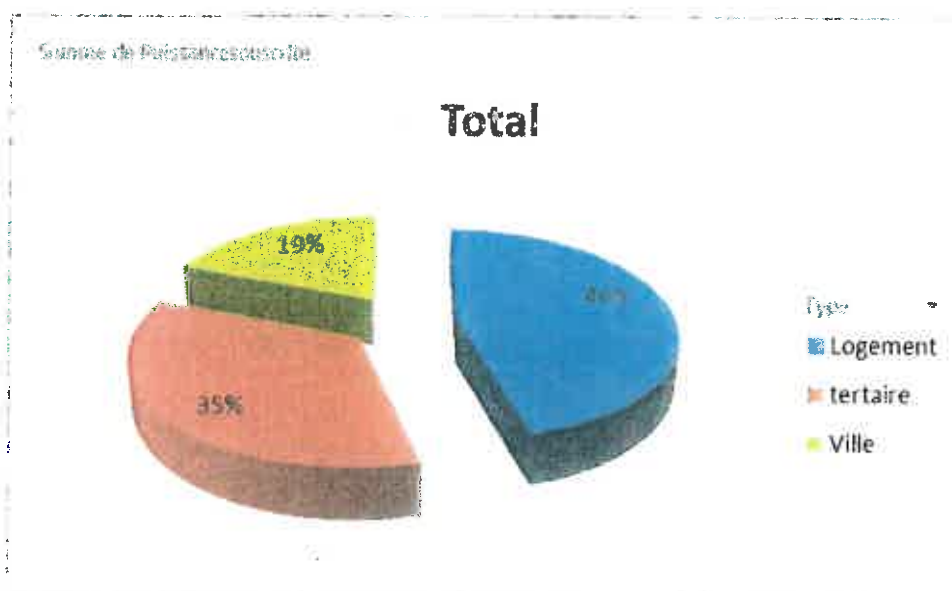


V - Périmètre de la concession



VI - Principaux abonnés

Répartition des abonnés par puissance souscrite



VII - Chiffres clés

⚡ Puissance thermique installée	15.4 MW
⚡ Puissance de production électrique installée	2 x 1,35 MW
⚡ Nombre de sous-stations d'échange	31
⚡ Longueur du réseau primaire	4 900 m.
⚡ Puissance souscrite égale à	12 869 kW

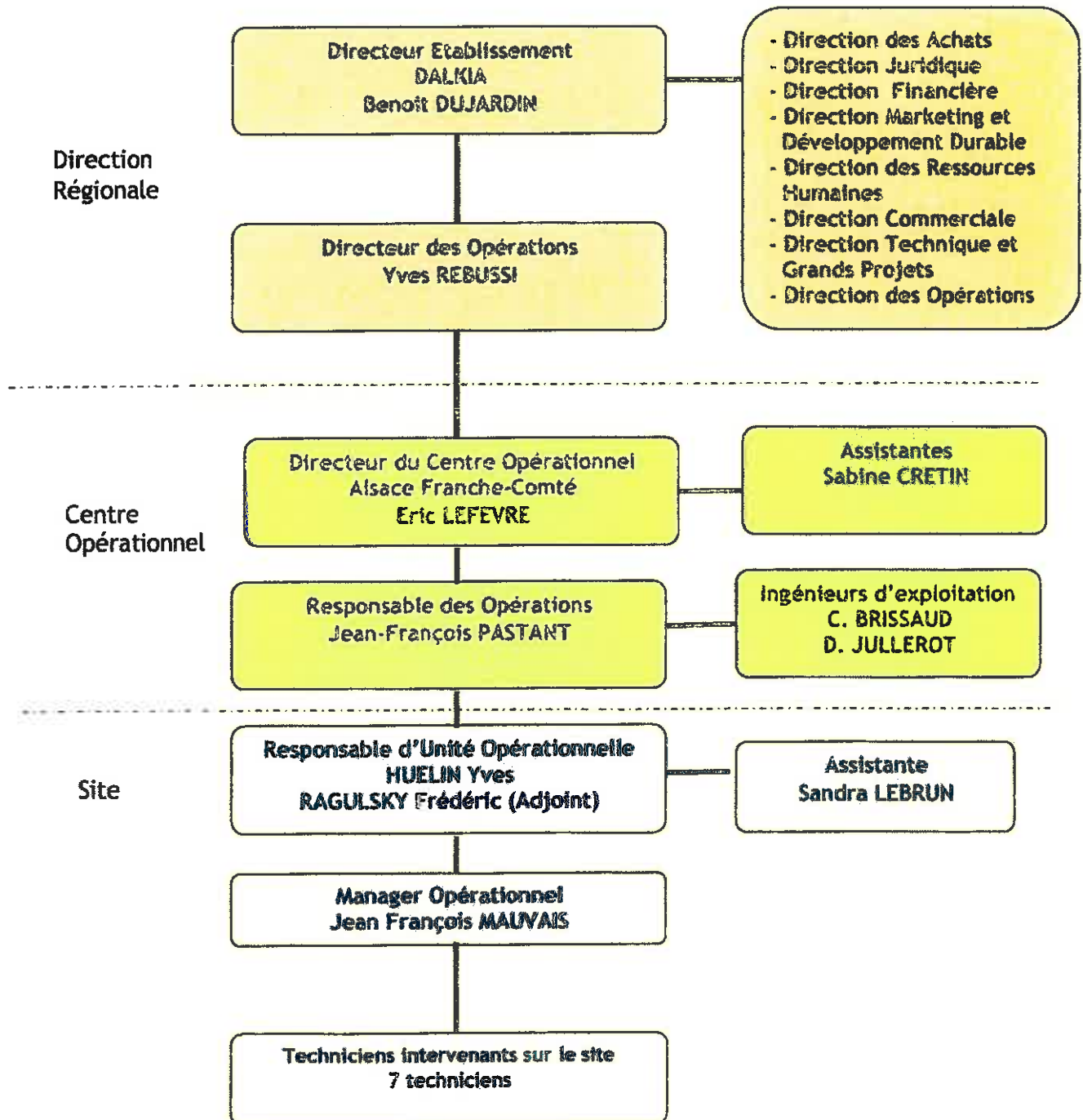


VIII - Notre structure dédiée

DALKIA - CENTRE OPERATIONNEL DE BELFORT
RUE GUSTAVE LANG - ZAC DE LA JUSTICE
CS 30454
90008 BELFORT CEDEX

ASTREINTE 24H/24 - 7J/7 - 365 JOURS/AN

☎ 0810 804 805



IX - Les moyens mis en œuvre pour répondre à nos engagements

DALKIA bénéficie de structures locales, régionales et nationales.

1 - Les moyens apportés par la Direction de DALKIA

- ✚ La recherche et le développement liés aux services énergétiques
- ✚ La promotion et la défense de nos activités au sein des instances nationales et internationales (Ministère de l'Economie, Assemblées Nationales, CEE), notamment dans les domaines de la dérégulation des marchés énergétiques, le développement durable, la fiscalité des réseaux urbains, etc
- ✚ La représentation au sein des grands syndicats et des associations de notre profession (FEDENE,...)
- ✚ La définition des axes stratégiques
- ✚ La définition et la mise en œuvre de la politique technique du groupe
- ✚ La validation technique des projets et la maîtrise des risques
- ✚ L'initiation des projets innovants et la participation aux programmes de recherche
- ✚ La réalisation de diagnostics énergétiques et de bilans Carbone
- ✚ La définition des méthodes de travail
- ✚ La définition des outils et leur développement
- ✚ Le partage des savoir-faire et la conduite du changement
- ✚ La définition des plans d'actions préventives (Légionellose, Sécurité électrique, Qualité de l'air intérieur...)
- ✚ La mise à disposition d'une cellule d'assistance à l'ingénierie des grands projets
- ✚ La prise en compte des évolutions réglementaires
- ✚ La veille sur les marchés de l'énergie (gaz, électricité, biomasse, ...) en vue de proposer un mix énergétique adapté aux marchés et aux installations de nos clients
- ✚ L'organisation de la gestion des ressources humaines, du développement des compétences
- ✚ L'analyse de la performance sociale
- ✚ L'organisation de la paie et l'administration du personnel
- ✚ Le management de la sécurité
- ✚ La gestion centralisée de la trésorerie par la mise en place d'un cash-pooling
- ✚ L'optimisation et l'accès au financement sur les marchés financiers mondiaux.



Ainsi, vous disposez à tout moment de l'ensemble des moyens offerts par un grand groupe : DALKIA est leader européen des services énergétiques avec 16 017 collaborateurs. (Chiffres année sociale 2018)

2 - Les moyens apportés par l'établissement de DALKIA Est

Basé à Pulnoy, près de Nancy, il dispose de tous les supports fonctionnels d'une grande entreprise, à savoir :

- ↳ Direction Générale
- ↳ Direction de l'Exploitation (technique, sécurité, qualité, méthodes)
- ↳ Direction Commerciale (vente, marketing)
- ↳ Direction Financière (finances, comptabilité) et Risk management
- ↳ Direction des Ressources Humaines (recrutement, formation continue, assistance au personnel).

Assistance commerciale et développement :

- ↳ Préparation des contrats, avenants
- ↳ Manifestations commerciales
- ↳ Séminaires commerciaux
- ↳ Elaboration de documents commerciaux
- ↳ Elaboration du rapport annuel d'activité remis aux cocontractants.

Assistance administrative, comptable et financière :

- ↳ Assistance et conseils
- ↳ Mise en place, élaboration et suivi du budget
- ↳ Elaboration et mise en place des plans de financement
- ↳ Elaboration des comptes aux normes françaises et internationales
- ↳ Evaluation annuelle des procédures de la société
- ↳ Gestion des échéances fiscales et contact avec les Administrations
- ↳ Relation avec les commissaires aux comptes.

Assistance juridique et facturation :

- ↳ Tenue des Conseils et Assemblées
- ↳ Tenue des Registres



- ✚ Publications périodiques
- ✚ Intervention pour les démarches et formalités inhabituelles au Registre du Commerce et des Sociétés
- ✚ Mise à disposition d'un fonds documentaire juridique et fiscal actualisé en permanence et diffusion d'une information juridique et fiscale périodique
- ✚ Négociation aux meilleures conditions de la couverture des risques que comporte l'exploitation de la jouissance du patrimoine immobilier
- ✚ Aide au suivi du contentieux et prise en charge de dossiers particuliers de contentieux
- ✚ Conseil pour la préparation, la mise au point et le suivi des documents contractuels avec les collectivités locales
- ✚ Gestion des sinistres
- ✚ Elaboration des procédures de facturation.

Assistance technique :

- ✚ Centre d'expertise réseaux
- ✚ Télésurveillance
- ✚ Politique QHSE (Qualité Hygiène Sécurité Environnement)
- ✚ Assistance à la gestion environnementale des installations
- ✚ Optimisation des achats et contractualisation

Gestion des plateformes d'appels clients 24 heures/24 (C.R.C).

3 - Les moyens apportés par le Centre opérationnel Alsace Franche Comté

Basé à Belfort, il apporte ses compétences dans les domaines suivants :

Assistance générale :

- ✚ Relation avec les collectivités locales
- ✚ Relation avec l'autorité concédante.

Assistance commerciale et développement :

- ✚ Contacts avec la clientèle locale présente sur l'installation
- ✚ Organisation et amélioration du « Service Clients ».

Assistance technique :

- ✚ Commandes de matériel ; gestion des relations avec les fournisseurs
- ✚ Etudes techniques (renouvellement de matériel, choix des fournisseurs)



- ↳ Contrôle et assistance sur site
- ↳ Assistance au maintien et à l'entretien des installations confiées
- ↳ Assistance à la définition et à l'élaboration de comptes rendus techniques aux collectivités
- ↳ Assistance à l'optimisation du mix énergétique : gestion des combustibles
- ↳ Organisation et gestion des astreintes destinées aux interventions sur site 24h/24.



IX - Événements commerciaux et/ou techniques majeurs survenus durant l'année 2018

1 - Management de la sécurité

↳ Santé & Sécurité

Priorité absolue de Dalkia, la politique de santé et sécurité s'inscrit dans son ambition d'excellence.

L'objectif est de viser le zéro accident à fin 2018 grâce à une intense mobilisation des managers et de toutes leurs équipes.

Exemplarité, visites sécurité par la hiérarchie, inscription de la sécurité à chaque comité de direction, échange des meilleures pratiques, analyse des causes des accidents et retour d'expérience : le management continuera de jouer un rôle clé dans cette politique d'amélioration continue et de sensibilisation des collaborateurs tout au long de leur carrière.

↳ L'évaluation des risques professionnels

Tout personnel intervenant se doit d'évaluer les risques professionnels auxquels il s'expose. Dès lors qu'il prend en charge une installation, il procède à cette évaluation à l'aide d'un guide et d'une grille.

Les informations sont automatiquement remontées à la hiérarchie (via une application interne) qui prendra immédiatement les mesures qui s'imposent si besoin.

De même, l'identification des situations dangereuses et des presque-accidents permet de mettre en place des actions de prévention et d'alimenter le document unique. Ce dernier est revu chaque année avec les personnes concernées.

Des fiches de prévention sont mises à disposition du personnel opérationnel : elles identifient les principaux risques par rapport à une typologie de poste de travail avec les mesures de prévention et de protection à mettre en œuvre. Voici quelques exemples de fiches de prévention proposées :

- Dépotage fioul
- Intervention dans une chaudière
- Intervention sur une centrale de traitement d'air
- Intervention sur ballon ECS
- Stockage de produits dangereux

Dalkia impose à chaque unité des causeries sécurité sur des thèmes bien précis. Elles ont au nombre de 10 minimum par an. La bonne pratique veut qu'une causerie soit faite tous les mois. Le sujet est proposé par la hiérarchie mais peut également être suggéré par les techniciens eux même. Cet échange permet de rappeler les règles de bases et favorise les échanges d'expérience. Voici quelques exemples thèmes abordés lors des causeries :

- Information / signalisation et affichage obligatoire sur le lieu de travail
- Risques de chute de hauteur
- Ordre et propreté
- La lutte contre l'incendie
- Risques électriques
- Vérification individuelle par Check-List des éléments de sécurité de mon site



✚ La visite de sécurité par la hiérarchie (VSH)

La Visite de Sécurité par la Hiérarchie (VSH) est effectuée par les encadrants, et est orientée exclusivement sur les thèmes de la Prévention Santé Sécurité. Elle permet de :

- Mettre en évidence l'engagement de la Direction pour la Prévention Santé-Sécurité.
- Favoriser les échanges entre les membres du Comité de Direction, le management de proximité et les techniciens et mettre en évidence des points forts et points faibles,
- Encourager les salariés à poursuivre leurs efforts au niveau de la santé et de la sécurité.

Chaque encadrant a pour objectif d'effectuer au minimum 4 VSH par an.

✚ le contrôle de qualité de prestation (CQP)

Dans le cadre des audits internes et en complément de la VSH, l'encadrement effectue des CQP : ce processus permet de vérifier le respect des dispositions contractuelles, traçabilité, état des installations et appréciation générale de la prestation délivrée. En cas de non-conformité, un plan d'action est mis en place.

Un CQP par technicien est planifié en chaque début d'année.

✚ La journée sécurité

Chaque année, Dalkia organise une journée dédiée à la santé et à la sécurité. Les agences organisent des événements (visite de sites, trophées, formation, réunions...). Ce rendez-vous de tout le Groupe marque le caractère prioritaire de la sécurité, ainsi que l'engagement de la Direction et de toute la ligne managériale.

Ainsi, la Journée Sécurité de 2018 s'est déroulée Mercredi 3 Octobre 2018 :

- Présentation des actions et des résultats sécurité de la Région et du Centre
- Sensibilisation sur le travail en hauteur

Les challenges sécurité

Nous organisons chaque année **les challenges sécurité** : les bonnes initiatives en matière de sécurité ou d'amélioration des conditions de travail sont présentées devant un jury qui procède à une élection. L'ensemble de ces « bonnes pratiques » est diffusé ensuite à l'ensemble des managers pour mise en œuvre le cas échéant. Voici quelques exemples de challenge proposés :

- Mise en place d'un système d'affichage du plan de prévention sur les lieux d'intervention

✚ Nos règles d'or

La Sécurité au travail est une priorité pour Dalkia.

Dalkia s'appuie sur la nouvelle campagne de communication Sécurité du groupe EDF. Baptisée « La vie est belle », cette campagne s'articule autour de 7 règles vitales parmi lesquelles Dalkia a identifié 3 règles d'or qui concernent plus particulièrement ses métiers :

- 1 - « Je porte toujours mes EPI dans l'exercice de mes activités professionnelles »
- 2 - « Je m'assure de l'existence des procédures de consignation avant de démarrer tous travaux »
- 3 - « Je contrôle régulièrement l'atmosphère dans un espace confiné et y accède sur autorisation »



Ces trois règles fondamentales ne sont pas nouvelles, le personnel s'y conforme chaque jour. Elles représentent d'ultimes barrières pour préserver des vies et doivent être appliquées par tous les niveaux de l'entreprise. Leur mise en œuvre s'appuie sur des documents de communication interne distribués et commentés auprès des équipes opérationnelles.

↳ Sous traitance

Notre politique de santé et sécurité s'applique également aux sociétés qui interviennent pour notre compte.

Outre la rédaction d'un plan de prévention obligatoire avant chaque intervention spécifique ou travaux, nous avons rédigé un recueil de dispositions applicables intitulé « Consignes QSE à usage des entreprises extérieures » et nous réalisons des évaluations de chantier de nos sous - traitants.

2 - Faits marquants de l'exercice

Nous avons dû réparer trois fuites sur le réseau de chaleur durant cette année 2018, dont deux sur le réseau alimentant le CES Vauban.



Ville de Belfort

Chauffage urbain des Glacis du Château

2. DONNÉES FINANCIÈRES



DONNEES FINANCIERES

I - Compte rendu financier

DESIGNATION	2018	2017
	Montants (€ HT)	
PRODUITS		
Recettes EDF		
Ventes électricité cogénérée type R1	857 613	754 456
Ventes électricité cogénérée type R2	502 516	497 040
Ventes électricité photovoltaïque	968	1 870
Recettes Abonnés du réseau de chaleur		
R1	646 130	596 753
r21 Electricité	56 956	55 065
r22 Conduite et Entretien	148 042	145 995
r23 Gros entretien et renouvellement	134 675	132 703
r24 Charges financières, amortissements	85 572	85 572
Produits totaux (R1+r21+r22+r23+r24)	2 432 470	2 269 459
CHARGES		
R1 Energie		
Achats gaz	1 344 963	1 266 165
Achats fioul	0	5 136
Frais de gestion, frais généraux	75 187	67 540
Total R1 général	1 420 150	1 338 862
R2 Prestations		
R21 Electricité		
Achat + taxes	24 590	19 410
Total R21	24 590	19 410
R22 Conduite et Entretien		
a) Prestations charges externes		
eau et produits de traitement	7 881	8 408
travaux sous-traités	21 460	36 370
maintenance niveaux 3 et 4 cogénération	101 100	101 173
frais téléphonique	1 236	1 224
achats pièce r2	0	0
entretien matériel et outillage	15 995	15 237
frais de contrôle	4 006	1 351
total partiel "a"	151 679	164 763
b) Charges de personnel		
salaires + primes + charges sociales	133 577	132 137
c) Impôts, taxes, assurances		
CET	18 886	16 601
impôt foncier et taxes diverses	3 609	3 535
Organic	3 892	3 631
assurance (RC + bris de machine)	16 767	20 424
total partiel "c"	43 154	44 211
d) charges financières (autres que r24)		
redevance Ville	38 805	38 085
Honoraires CAC (17/1000 CA total)	2 432	2 269
Provisions dépréciations comptes clients	-8 676	590
Charges exceptionnelles -Perte irrécouvrable	8 676	0
frais financiers	10 019	10 226
frais de gestion, frais généraux	92 776	91 638
total partiel "d"	144 033	142 807
total R22	472 444	483 918
R23 Gros entretien et renouvellement		
Main d'oeuvre hors coefficient		
Matériel et sous-traitant hors coefficient	100 448	78 005
Fourniture de pièce et matériel de petit entretien	0	0
Frais généraux liés au GER	10 045	7 801
Provision nette Ger	0	0
total R23	110 492	85 806
Annuité de la cogénération		
Amortissements de la cogénération	88 469	88 469
Charges financières	40 019	40 019
total cogénération	128 488	128 488
R24 Charges financières, amortissements		
Amortissements	99 414	99 414
Charges financières	19 594	19 594
total R24	119 009	119 009
Total R2 général	855 023	836 630
Charges totales	2 275 173	2 175 492
Résultat total	157 298	93 963



II - Commentaires sur l'évolution financière du contrat

Analyse réalisée par rapport à l'année 2017

L'amélioration du résultat de 63 K€ est principalement dû à l'évolution du cours des énergies (gaz : PEG +25 % entre 2017 et 2018 ...) et du prix des quotas CO2 dans le prix vente de l'électricité, et une meilleure récupération de la cogénération due à un effet climatique de moins 10% par rapport à 2017 couplé au programme de rénovation des bâtiments par le bailleur social.



III - Précisions sur les méthodes retenues

Le compte de résultat a été construit à partir du modèle contractuel, sauf pour les frais de gestion :

Frais généraux

La méthode retenue est celle de l'affectation des charges au prorata du chiffre d'affaires selon la répartition suivante :

- ✓ 5 % R1
- ✓ 10 % R2

Ces frais correspondent aux ressources humaines et techniques du centre opérationnel, de la Direction Régionale, nécessaires au fonctionnement de la concession.



Ville de Belfort

**Chauffage urbain
des Glacis du château**



3. TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT



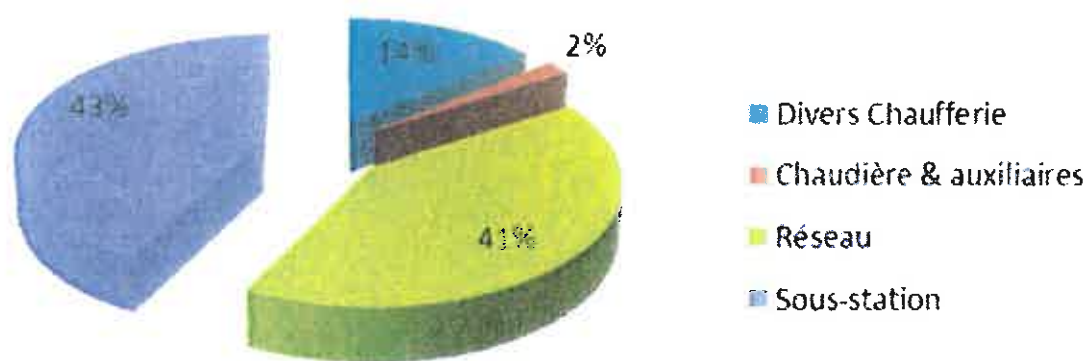
TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT

I - Travaux de gros entretien et renouvellement réalisés pendant l'année 2018

Nature des travaux significatifs sur 2018:

- * MRE pompe de relevage en caniveau
- * Réfection dalle béton chambre à vanne devant bâtiment BTC-EM
- * Remise en état pénétration conduit cheminée et évacuation condensats en chaufferie
- * Réfection peinture sur rétention FOD
- * MRE Bruleur ELCO sur chaudière N° 1
- * Réparation fuite réseau sur antenne CES VAUBAN
- * Remplacement des compteurs d'énergies vétustes
- * 2^{ème} réparation fuite réseau sur antenne VAUBAN

II - Répartition des travaux de gros entretien et de renouvellement



Ville de Belfort

**Chauffage urbain
des Glacis du Château**

4. SITUATION DES BIENS ET IMMOBILISATIONS



SITUATION DES BIENS ET IMMOBILISATIONS

✚ Chaufferie :

Bâtiment

Le bâtiment de la chaufferie est en bon état

Equipements en chaufferie

Les équipements de la chaufferie sont en bon état de fonctionnement.

Le résultat des contrôles réglementaires effectués suivant la réglementation en vigueur atteste du bon état général de l'installation

✚ Réseau de chauffage :

Nous prévoyons de réaliser les réparations au fil de l'eau.

Nous avons une inquiétude sur la pérennité du réseau fonte et l'obsolescence du matériel installé.

L'état actuel du décompte P3 ne permet pas d'envisager son remplacement.

✚ Sous stations :

Les équipements de production d'ECS intégrés au périmètre de la DSP sont vétustes, ils seront remplacés fonction de la nécessité.



Ville de Belfort

**Chauffage urbain
des Glacis du Château**

5. PROGRAMME PREVISIONNEL DE RENOUVELLEMENT



PROGRAMME PREVISIONNEL DE RENOUVELLEMENT

en k€

Equipements	Année 2018		Année 2019		Année 2020		Année 2021		TOTAL
	Gros entretien	Renouvellement	Gros entretien	Renouvellement	Gros entretien	Renouvellement	Gros entretien	Renouvellement	
BATIMENT GENIE CIVIL	1,208								1
<i>Sous - total bâtiment génie civil</i>									143
CHEMINEE									0
<i>Sous - total cheminée</i>	7,890								8
TRAITEMENT FUMÉES									0
<i>Sous - total traitement fumées</i>					0				10
CHAUFFERIE									0
Chaudière 1									40
Brûleur 1	1,383								5
Chaudière 2									138
Brûleur 2									4
Chaudière 3									9
Chaudière 4									1
Mise en Sécurité									
Moteurs cogénération									274
Chaudière de récupération									0
Environnement cogénération									51
Pompes circulation									78
Contrôle régulation									21
Armoire électrique générale									71
Ensemble fumisterie									0
Compteurs									11
Détection gaz									2
Adoucisseur									0
Dépoussiéreur									3
Compresseur				5					5
Autres / CEE	2,611		4		4		4		141
Total ensemble installations chaufferie									0
SOUS - STATION / RESEAU									0
Compteurs		18,835							21
Production ECS	0,214			15		15			31
Autres	4,248		2		2		2		23
Réseau	64,056		10		10		10		365
Total ensemble sous - station / réseau									0
TOTAL DES DEPENSES	81,61	18,84	16	20	16	15	16	0	1465
TOTAL DES RECETTES VALIDEES	132,7		132,7		132,7		66,35		1585
TOTAL DES DEPENSES VALIDEES		100,4		36		31		16	1503
FRAIS GESTION		10,04		3,6		3,1		1,6	150
TOTAL SOLDE VALIDE		-309,5		-216,4		-117,8		-69	-69



Ville de Belfort

Chauffage urbain des Glacis du Château

6. DONNÉES TECHNIQUES



DONNEES TECHNIQUES

I - Bilan d'exploitation 2018

1 - Schéma d'exploitation 2018

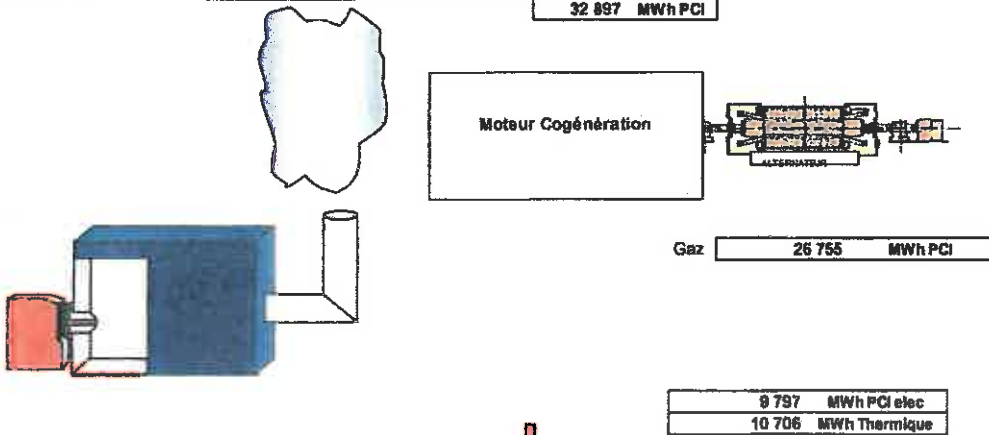
TEMPERATURE MOYENNE
EXTERIEURE
7,88

DEGRES-JOURS
2 489

JOURS DE CHAUFFE
246

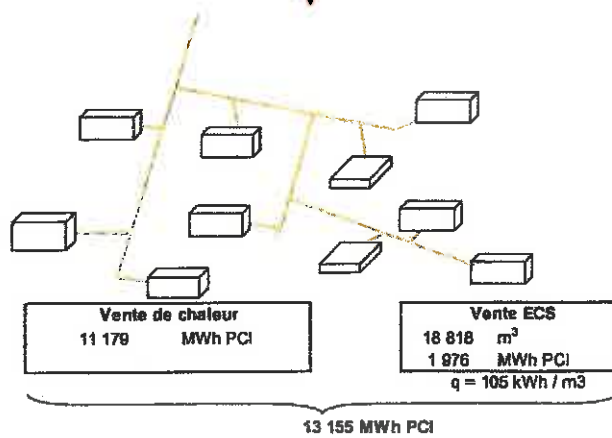
Rejets atmosphériques	
SO ₂	- tonnes
NO _x	7,3 tonnes

COMBUSTIBLES	
FOD	0 MWh PCI
GAZ	32 897 MWh PCI
	32 897 MWh PCI



9 797	MWh PCI elec
10 706	MWh Thermique

Rendement
70%



2 - Schéma d'exploitation 2017

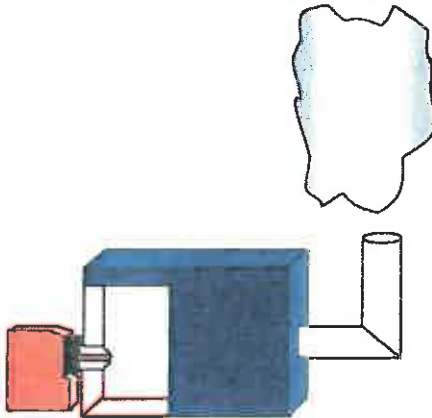
TEMPERATURE MOYENNE
EXTERIEURE
6,97

DEGRES-JOURS
2 762

JOURS DE CHAUFFE
247

Rejets atmosphériques		
SO ₂	0,12	tonnes
NO _x	7,1	tonnes

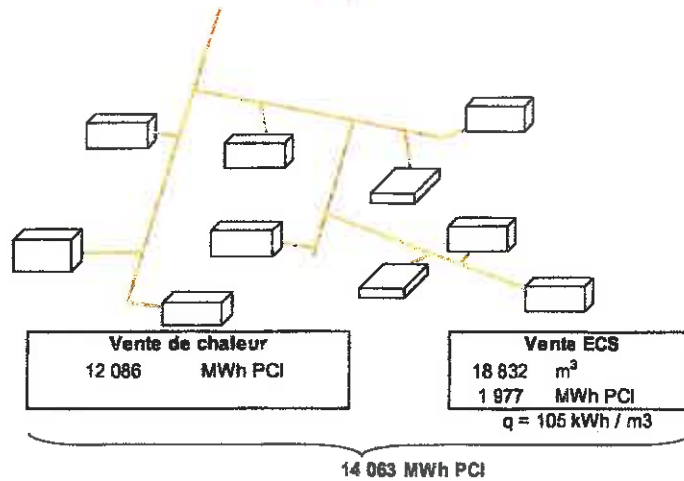
COMBUSTIBLES		
FOD	68	MWh PCI
GAZ	32 132	MWh PCI
	32 200	MWh PCI



Gaz 24 697 MWh PCI

9 171	MWh PCI elec
10 022	MWh Thermique

Rendement
72%



3 - Caractéristiques de la saison de chauffe

↳ Année 2018

Les arrêts du chauffage se sont déroulés du 19 Avril au 30 Mai.

La mise en route du chauffage s'est effectuée entre le 27 septembre et le 29 octobre.

↳ Données chiffrées pour la période moyenne de chauffage (arrêt du 22/05 au 18/09)

Nombre de jours chauffés pour les logements :	248
Température moyenne extérieure pendant la période:	7.98 °C
Degrés Jours Unifiés pendant la période :	2489 DJU
Degrés Jours Unifiés sur la saison précédente :	2762 DJU
Soit une évolution de :	- 10.98 %

4 - Ventes d'énergie

Le nombre total de MWh vendus est de 13155 MWh dont 1976 MWh pour les besoins de production d'eau chaude sanitaire.

La production d'électricité est de 10706 MWh.



5 - Détail des ventes d'énergies

Sous-Stations	Chauffage + ECS (MWh)		Variation
	2017	2018	%
SOUS STATION CRECHE	121,910	113,628	-6,8%
SOUS STATION CENTRE CULTUREL	231,167	224,020	-3,1%
SOUS STATION GYMNASE	56,300	28,235	-49,8%
SOUS STATION COLLEGE VAUBAN	584,215	514,500	-11,9%
SOUS STATION LA LAURENCIE	1 052,375	966,724	-8,1%
SOUS STATION GS 1	446,573	430,515	-3,6%
SOUS STATION GS 2	122,130	127,541	4,4%
SOUS STATION BTC EM	82,210	72,758	-11,5%
SOUS STATION ESPACE 3000	162,190	148,404	-8,5%
SOUS STATION 26 - BAT B1	716,684	688,815	-3,9%
SOUS STATION 12 D1-D2	1 675,630	1 642,787	-2,0%
SOUS STATION HYDROSTAR	51,400	55,335	7,7%
SOUS STATION X	1 149,193	661,380	-42,4%
SOUS STATION AFPI NFC	167,160	159,390	-4,6%
SOUS STATION Y	921,695	902,860	-2,0%
BUREAU OPDHLM	74,953	60,478	-19,3%
SOUS STATION U	900,723	795,357	-11,7%
SOUS STATION MOTO 90	23,250	31,970	37,5%
SOUS STATION OPEL	195,940	181,116	-7,6%
SOUS STATION SCI ROSEMA (ex SCARITECH/WEISHAUPT)	50,344	49,009	-2,7%
SOUS STATION SCARITECH	157,360	153,242	-2,6%
SOUS STATION EUROMASTER	87,940	90,372	2,8%
SOUS STATION MIDAS	33,601	34,922	3,9%
SOUS STATION EXPERTS AUTO ASSOCIES	23,280	24,326	4,5%
SOUS STATION REALGRAPHIC	0,000	0,000	0,0%
SOUS STATION HOTEL DE BELFORT (ex BONSAI)	136,786	139,565	2,0%
SOUS STATION BL ASSOCIES (ex ABT INFORMATIQUE)	23,154	22,943	-0,9%
SOUS STATION SKODA	29,120	7,910	-72,8%
SOUS STATION DALKIA	61,378	38,348	-37,5%
SOUS STATION CASERNE MAUD HUY	4 307,600	4 026,100	-6,5%
SOUS STATION - GLACIS - ESPACE 3000	235,678	224,192	-4,9%
SOUS STATION - SST CARTONNAGE DU CHÂTEAU	182,990	188,254	2,9%
	0,000	0,000	
Total	14 264 929	12 834 995	9,0%

La diminution des consommations s'explique principalement par l'isolation du patrimoine de territoire habitat ST X, et de l'arrêt en cours de saison de la sous-station du Gymnase. La baisse est également liée à la rigueur climatique.

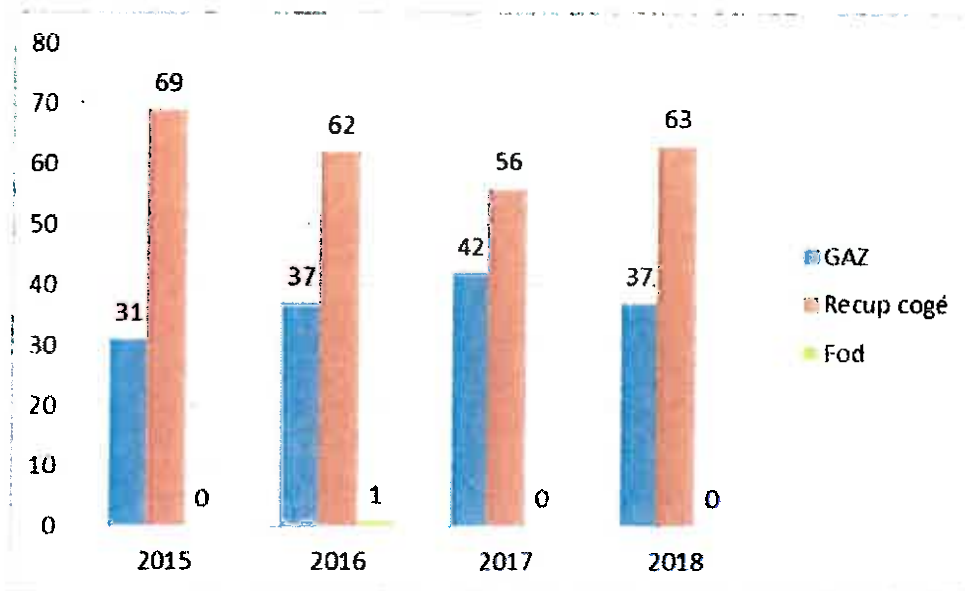


6 - Sources d'énergies utilisées

La source principale d'énergie de l'installation est le gaz.

Durant la période hivernale (de novembre à mars), l'installation de cogénération est prioritaire, la chaleur produite est récupérée par le réseau, les besoins complémentaires sont produits au gaz et l'écrêtage est fait au fioul domestique pour respecter au mieux le contrat d'approvisionnement gaz.

Répartition des énergies utilisées pour la chaufferie seule :



En 2018, on constate un retour à la mixité identique à 2016 du fait des conditions climatiques moins froide que 2017 et de la diminution de la puissance appelée.

7 - Rendement global de l'installation

(Chaufferie, Cogénération et Réseau, relevés de la période de facturation)

⬇ Energie entrante (consommation) : **32 897 MWh PCI**, répartis selon :

- ✓ Gaz : **32 897 MWh PCI**
- ✓ Fioul domestique : **0 MWh PCI**

⬇ Energie sortante : **23 177 MWh PCI**, répartis selon :

- ✓ Electricité **10 022 MWh**
- ✓ Energie délivrée en sous-station : **13 155 MWh**

D'où le rendement global de l'installation (chaufferie, cogénération et réseau) : 70 %



Année	2018	2017
Rendement global	70%	72 %

Le rendement thermique de l'installation baisse de 2 % par rapport à 2017. La baisse de 2 points s'explique par une meilleure production de la cogénération qui a un rendement plus faible.



II - Aspects environnementaux

Ecobilan comparatif

Période	Année 2018	Année 2017
SO ₂ kg / MWh livré en sous-station	0.000	0.017
NO _x kg / (MWh livré + électricité produite)	0.305	0.279

III - Synthèse du fonctionnement des installations

L'installation n'a pas connu d'incident technique majeur en 2018.

Pas de SO₂ produit du fait de la non consommation de fioul domestique en 2018.

La quantité totale de NO_x produite en 2018 (7.30 tonnes) est légèrement supérieure à 2017 (7.10 tonnes).



Ville de Belfort

**Chauffage urbain
des Glacis du Château**

**7. QUALITÉ DU SERVICE RENDU
AUX ABONNÉS**



QUALITE DU SERVICE RENDU AUX ABONNES

DALKIA France Est est certifié ISO 9001 (Qualité), ISO 14001 (Environnement), ISO 18001 (Sécurité) et ISO 50001 (Maîtrise énergétique), les certificats ont été confirmés en 2017.

I - Incidents d'exploitation

1 - Liste des incidents d'exploitation

Date de l'incident	Description	Action corrective
06/06/2018	Fuite sur antenne CES VAUBAN	Réparation définitive
27/08/2018	Fuite sur antenne CES Vauban	Réparation définitive
3/10/2018	Fuite réseau antenne Caserne Maud'Huy	Réparation provisoire

2 - Incidents ayant eu un impact pour les abonnés

Date de l'incident	Description	Durée de l'interruption	% d'abonnés concernés
06/06/2018	Fuite sur antenne CES VAUBAN	24 h ECS	0,1% des abonnés
27/08/2018	Fuite sur antenne CES VAUBAN	24 h ECS	0,1% des abonnés
3/10/2018	Fuite réseau antenne Caserne Maud'Huy	Pas d'impact	0 % des abonnés

Le taux de disponibilité du réseau pour 2018 de 99,45 % est toujours maintenu à un taux très satisfaisant et en amélioration par rapport à 2017.

Aucun usager collectif n'a subi d'interruption de chauffage pendant l'exercice 2018.

3 - Incidents ayant eu un impact sur l'environnement

Néant



II - Contrôles réglementaires et vérifications périodiques

Description	Périodicité	Organisme	Date du dernier contrôle
Centrale détection gaz	Semestriel	OLDHAM	14/05/2018 & 14/11/2018
Rejets atmosphériques	Biennal	VERITAS	Semaine 15 /2018
Extincteurs	Annuel	ISOGARD	12/06/2018
Contrôle de l'efficacité énergétique	Biennal	Socotec	Semaine 15 /2018
Vérification des niveaux sonores	5 ans	Socotec	27/04/2015
Controles des compteurs de chaleur	Annuel	DIEHL	08/04/2018
Contrôle des compteurs Gaz Cogénération	Annuel	ITRON	26/09/2018
Controles des compteurs de chaleur Cogénération	Annuel	DIEHL	08/04/2018
Qualité de l'eau réseaux	Trimestriel	BWT	29/03, , 10/08,13/12/18
Ramonage	Annuel	WILLIG	4 & 5/07/2018
Rendement chaudières	Trimestriel	DALKIA	19/01,22 & 26/02,24/04, 25/05, 4/10, 19/11, 18/12
Contrôle du réseau par thermographie	5 ans	DYNAE	2018
Contrôle du séparateur d'hydrocarbures	Annuel	ATIC	09/04/2018
Recherche de fuites sur canalisation gaz	Annuel	DALKIA	25/04/2018



Ville de Belfort

Chauffage urbain des Glacis du Château



8. SYNTHÈSE ET PERSPECTIVES



SYNTHESE ET PERSPECTIVES

I - Perspectives d'évolution

1 - Prévisions de travaux de gros entretien et renouvellement 2019

Pas de gros travaux prévus en 2019 hors campagne de remplacement des productions ECS

2 - Actions prévues dans le domaine de la sécurité et de la protection de l'environnement

Application de la politique sécurité DALKIA

3 - Perspectives de raccordement

Toujours aucune perspective de raccordement sur le réseau de chaleur pour compenser la campagne d'isolation de Territoire Habitat ce qui pénalise l'équilibre de la DSP.

II - Conclusion

L'équilibre du décompte P3 nécessite une vigilance sur la priorité des dépenses à venir.



Ville de Belfort

**Chauffage urbain
des Glacis du Château**

9. ANNEXES



ANNEXES

Inventaire des biens

PRODUCTION D'EAU CHAUDE							
Nb	Matériel	Marque	Type	Caractéristiques	Année	Etat	Observations
Générateur n° 3 : gaz naturel / fuel lourd							
1	Chaudière acier à tubes de fumées	DANSTOCKER	Type : Global 9 N° de série : 27-8245	Puissance 5 MW Pression normale 6 bars	2007	1	Matériel neuf
1	Brûleur mixte gaz / fuel lourd	HAMWORTHY	AW 017		1981	3	brûleur n° 1 adapté au gaz en 1997
Générateur n° 4 : gaz naturel / fuel lourd							
1	Chaudière acier à tubes de fumées	DANSTOCKER	Type : VF-H500 N° de série : 50-487	Puissance 7,3 MW Pression normale : 5 bars Tmax : 110°C - Tmin fumées : 165 °C ΔT max : 30 °C	1979	1	Matériel neuf
1	Brûleur mixte gaz / fuel lourd	HAMWORTHY	AW 017		1994	3	brûleur n° 2 adapté au gaz en 1997
1	Chaudière acier gaz à tubes de fumées	ATLANTIC GUILLOT	LRR50	Puissance 2 MW	2013	1	
1	Brûleur gaz	ELCO	NG 2900E	Correction O2	2013	1	

REJET DES GAZ (ET ANALYSE)							
Nb	Matériel	Marque	Type	Caractéristiques	Année	Etat	Observations
2	Opacimètre	PILLARD	OPASTOP GP1800H		1998	2	sur chaudières 3 et 4 pour fioul lourd
1	Appareil mesure et enregistrement en continu				2000	2	enregistrement T° eau chaudières et réseau, fumées et T° extérieure
1	Cheminée en béton			hauteur 42 m 4 conduits	1971	2	retubée en 1997
1	Tubage acier 4 conduits				1997	2	
1	Dépoussiéreur 2 cyclones				1987	2	pour chaudières fioul lourd

ALIMENTATION GAZ ET FIOUL							
Nb	Matériel	Marque	Type	Caractéristiques	Année	Etat	Observations
Alimentation gaz							
1	Ligne d'alimentation gaz				1997	2	
1	Poste de détente et comptage gaz			4 bars / 300 mbars	2012	1	
2	Vanne d'arrêt d'urgence extérieure				1997	2	
2	Electrovannes de sécurité gaz				2007	1	
1	Ensemble de régulation électropneumatique	COGETEP			1997	3	Gestion contrat d'approvisionnement gaz
1	Centrale de détection gaz	OLDHAM	MX42A	avec 5 capteurs : - 1 par chaudière gaz (x2) - 1 en ambiance - 1 par moteur de cogénération (x2)	2008	1	
1	Réchauffeur centrale détection gaz			50 W	2012	1	
Stockage et alimentation Fioul							
1	Cuve Fioul domestique			Cuve double paroi Volume 120 m3	2015	1	Cuve située dans la cuvette de rétention FOL
1	cuvette de rétention fioul lourd			capacité 900 m3	1971	1	
1	Pompe de relevage	SALMSON	GC 2B-3		1983	1	Pompe de relevage cuve de rétention
1	Pompe de transfert fioul	MOUVEY	AGH 2,2 m3/h		2015	1	

APPOINT D'EAU / MAINTIEN DE PRESSION / TRAITEMENT D'EAU							
Nb	Matériel	Marque	Type	Caractéristiques	Année	Etat	Observations
Appoints d'eau / Maintien de pression							
1	Ensemble maintien de pression : 3 pompes + 2 bâches de 5000 l	Magnum			2003	2	
Traitement d'eau							
1	Pompe de dosage produit Héliminas + bac à produit	DOSEUS	LMI A753		1981	2	Désembouage + remontée pH du réseau
1	Ensemble adoucisseur	CACI		2 bouteilles à résine en fibre de verre + 1 bac à sels	2007	2	



POMPE ET CIRCULATION

Nb	Matériel	Marque	Type	Caractéristiques	Année	Etat	Observations
Pompes réseau							
2	Pompes sur socle avec accouplement	SKB	ETANORM 150-125-200 66				
2	Pompes sur socle avec accouplement	SKB	100-080-400 66				
2	Variateur	ALTIVAR	61 55 kW				
2	Variateurs	ALTIVAR	30 Kw				
Pompes chaudières							
1	Pompe charge chaudière n°4	SKB	ETABLOC GN 150 200/1104-611				
1	Pompe charge chaudière n°3	SKB	ETABLOC GN 125 200/754-611				
1	Pompe charge chaudière n°2	SKB	ETABLOC GN 080 160/224-611				
1	Vanne 3 voies chaudière n°2	SIEMENS	VXF 31,90				
1	Servomoteur	SIEMENS	SKB 62F	24 V 0,10 V			
1	Compteur chaudière n°2	SHARKY		DN 100			
1	Compteur gaz	ITRON	MTZ 50				
1	Cheminée chaudière n° 2 autoportée ds 17m						
1	Coffret électrique chaudière n° 2	SDEL					
1	Coffret sonde 02 lambda chaudière n°2						
1	Vanne 3 voies chaudière n°3	SIEMENS	VXF 43,150-400				
1	Servomoteur chaudière n°3	SIEMENS	SKB 62F	24 V 0,10 V			
1	Vanne 3 voies chaudière n° 4	SIEMENS	VXF 31,92 150-300				
1	Servomoteur chaudière n° 4	SIEMENS	SKB 62 F				
1	Armoire GTC	SDEL					
1	Compteur chaudière n° 4	SAPPEL	SCYLAR				Avec débitmètre SIEMENS DN 200
1	Compteur chaudière n° 3	SAPPEL	SCYLAR				Avec débitmètre SIEMENS DN 150
1	Compteur Caseme Maulhuys	SARDEI	SCYLAR				Avec débitmètre SIEMENS DN 150

AIR CONFORT

Nb	Matériel	Marque	Type	Caractéristiques	Année	Etat	Observations
Pompes réseau							
1	Ensemble compresseur + réservoir	MAUGIERE		Compresseur à pistons débit 1 m³/h	1993	2	pour nettoyage des cellules OPASTOP de contrôle des fumées en fonctionnement foudr lourd

ELECTRICITE

Nb	Matériel	Marque	Type	Caractéristiques	Année	Etat	Observations
1	Transformateur d'alimentation	ALSTOM	UTHA	15 KV/400V, puissance 400 kVA	1997	2	situé dans sas d'entrée du bâtiment cogénération
1	Armoire électrique générale (3 portes)				1973	2	équipements en armoire rénovés et en cours de rénovation
1	Armoire électrique				1988	2	armoire gestion combustibles (COGETEP)
ens.	Télésurveillance						- chaufferie : automate + alarme - sous - stations : régul. + report d'alarme à distance (uniquement pour les sous - stations Ville, Territoire Habkat, CES)
1	Armoire électrique chaudière n° 3 Flou / gaz	HAMWORTHY			1997	2	
1	Armoire électrique chaudière n° 4 Flou / gaz	HAMWORTHY			1994	2	
1	Armoire transmetteur / Télérelève compteur	SOFREL			2010	4	Mauvais fonctionnement
1	Armoire ensemble générateur panneau photovoltaïque	VAGNER & CO			2010	1	
1	60 m² panneaux photovoltaïques	MBPV-CAAP			2010	1	
2	Onduleurs	Sunny Boy	Monophasé	3000 W	2010	1	

DIVERS

Nb	Matériel	Marque	Type	Caractéristiques	Année	Etat	Observations
Génie civil							
ens.	Bâtiments				1971	2	
ens.	Massifs				1971	2	
ens.	Fosses				1971	2	
ens.	Caniveaux				1971	2	
ens.	Charpente				1971	2	
ens.	Toiture				1971	2	Bardage étanchéité toit chaufferie remis en état en 2005
ens.	Peinture, vitres, éclairages				1973	2	
ens.	Canalisations, calorifuges, robinetterie, thermomètres, manomètres, sondes				1973	2	Rénovation partielle en 2013
ens.	Batteries chaudes sur ventilation basse	AIR CONFORT		Tubes cuivre ailettes aluminium	2012	1	
Autres							
1	géotherme	CIAT	Helioth 2-2501	Puissance 20 kW	1980	2	chauffage sas en entrée chaufferie
1	circulateur	SALMSON	NXL			2	circulateur radiateur bureaux
1	ballon électrique ECS			100 litres	1998	2	
1	compteurs de calories	SAPPEL	MIMAS DN300 + CALEC ST	Retour général réseau	2010	1	ensembles mesureurs + intégrateurs + sondes



DIVERS							
Nb	Matériel	Marque	Type	Caractéristiques	Année	Etat	Observations
Assainissement							
1	Pompe de relevage	SUBSON			2002	2	Relevage caniveau eau de ruissellement + lavage chaufferie
Lutte contre l'incendie							
1	Lance à incendie				2006	1	
1	Chariot extincteur			50 kg poudre ABC	2007	1	
3	Extincteur			9 kg poudre ABC	2007	1	
2	Extincteur			9 kg poudre ABC	1997	1	
3	Extincteur			9 kg poudre ABC	1998	1	
1	Extincteur			9 kg poudre ABC	1999	1	
3	Extincteur			5 kg CO2	2006	1	
1	Extincteur			5 kg CO2	2004	1	
2	Extincteur			2 kg CO2	2006	1	
1	Extincteur			6 kg poudre ABC	1997	1	
1	Extincteur			6 kg poudre ABC	1999	1	
1	Extincteur			6 kg poudre ABC	2000	1	

COGENERATION							
Nb	Matériel	Marque	Type	Caractéristiques	Année	Etat	Observations
Moteurs							
2	Moteur gaz	MWM Deutz	TBG 620 V16k	Puissance 1400 kW	1997	1	Rénovés 2010
1	Réservoir d'eau glycolée			Volume 1400 l	1997	2	pour circuit refroidissement aéros
1	Réservoir d'eau glycolée			Volume 600 l	1997	2	pour circuit refroidissement moteur
1	Réservoir d'huile moteur neuve			Volume 2500 l	1997	2	
1	Réservoir d'huile moteur usagée			Volume 1000 l	1997	2	
ens.	Pompes pour réservoirs d'huile				1997	2	
Récupération de chaleur							
2	Chaudière de récupération à tubes de fumées			Puissance 1500 kW	2010	1	
2	Echangeur à plaques acier	VICARB	V45-34	Puissance 722 kW	1997	2	récupération de chaleur sur refroidissement moteur renouvés 2010
2	Echangeur à plaques acier	VICARB	V45-34	Puissance 1785 kW	1997	2	circuit aéro - réfrigérant renouvés 2010
ens.	Aéro-réfrigérants	FRIGABOHN		2x séries : - 2 séries pour refroidissement moteurs (1 par moteur) - 2 séries pour évacuation chaleur réseau	1997	2	en terrasse
Gaz							
2	Electrovannes de sécurité gaz				2007	1	

COGENERATION							
Nb	Matériel	Marque	Type	Caractéristiques	Année	Etat	Observations
Electricité							
2	Alternateur triphasé	STAMFORD		Puissance 1457 kVA	1997	2	
2	Transformateur élévateur	ALSTOM	UTHA	400V/15kV, puissance 1600 kVA	1997	2	
1	Armoire TGBT				1997	2	
ens.	Cellules			- arrivées 1 et 2 - protection GE1 - protection GE2 - départ circuit bouchon - disjoncteur général motorisé - référence 100V secteur - protection auxiliaire	1997	2	
1	Armoire auxiliaires GE1				1997	2	
1	Armoire auxiliaires GE2				1997	2	
2	Armoires pilotage moteurs	STORM			2010	2	
1	Armoire disjoncteur auxiliaires				1997	2	
1	Armoire partie commune				1997	2	
2	Armoire relayage auxiliaires / automates				1997	2	1 par moteur
1	Coffret élec. Ventil. Centrifuges				1997	4	
2	Coffret élec. Variateur aéro. BT (moteurs)				1997	2	1 par moteur
2	Coffret élec. Variateur aéro. HT (réseau)				1997	2	
1	Coffret chargeur batteries			48V	1997	2	
ens.	batteries secours			2 séries de 2x24V	1997	2	
1	Coffret répartiteur centrale cogé	WIT		4 BV	1997	2	Télé surveillance
3	Compteur d'électricité			- 1 vente production (vente EDF) - 1 achat élec. (réactif EDF) - 1 centrale chaufferie (achat EDF)	1997	3	



COGENERATION

Nb	Matériel	Marque	Type	Caractéristiques	Année	Etat	Observations
Autres							
10	Ventilateur centrifuge			4 insufflation, 6 extraction	1997	2	
2	Compteur de calories	SAPPEL		comptage de l'énergie valorisée	2010	1	1 par moteur
2	Compteur de calories	Schlumberger		comptage de l'énergie valorisable	1997	4	appareils déclassés (1 par moteur)
ens.	Détection anti intrusion				1997	2	
ens.	Détection incendie						
2	Pompe réseau	SALMSON			1997	2	1 par moteur
2	Pompe aéros-réfrigérants	SALMSON			2012	1	1 par moteur
2	Pompe moteur	SALMSON			1997/2010	2	1 par moteur
					0		
1	Aérotherme	CIAT		9 kW	2012	1	
ens.	Bâtiment				1997	2	Etanchéité toiture refaite en 2012
Lutte contre l'incendie							
1	Extincteur			9 kg poudre ABC	1997	1	
1	Extincteur			9 kg poudre ABC	2007	1	
1	Extincteur			2 kg CO2	2005	1	
1	Extincteur			2 kg CO2	2007	1	



REPORT INVENTAIRE DES SOUS-STATIONS - ZUP DE LA RUSTIC

DESIGNATION	MARQUE	TYPE	CARACTERISTIQUES	Date MES
SOUS-STATION BERIM / HALLE AUX CHAUSSURES				
<i>Au primaire</i>				
Bouteille de mélange	Calorifugée plâtre			
<i>Compléage</i>				
Mesureur/intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	Dn 40	2018
<i>Au secondaire (à titre indicatif)</i>				
Vanne 3 voies	LANDIS ET GYR	SQK33		
SOUS-STATION KAUTZMANN				
<i>Au primaire</i>				
Bouteille de mélange			Non calorifugée - modifiée en 2006	
<i>Compléage</i>				
Compteur intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	Dn 20	2018
<i>Au secondaire (à titre indicatif)</i>				
Vanne 3 voies	LANDIS ET GYR			
SOUS-STATION MIDAS				
<i>Au primaire</i>				
Bouteille de mélange			Calorifugée plastique	
<i>Compléage</i>				
Mesureur/intégrateur	SAPPEL	SHARKY	DN 25	2009
<i>Au secondaire (à titre indicatif)</i>				
Vanne 3 voies	LANDIS ET GYR			
SOUS-STATION COLLEGE VAUBAN (CES 90)				
<i>Au primaire</i>				
Vanne 2 voies	SAUTER	V6F100	DN 100, PN 16, Kvs 160	
Echangeur "plaque" (brasé)	MAGNUM			2006
<i>Préparation ECS</i>				
Echangeur plaques	MAGNUM	RU126D		2006
Régulation	MAGNUM	Rubis T4-10		2006
Vanne 3 voies motorisée	SIEMENS	Acetix SQS35		2006
2 circulateurs bouclage	SALMSON	S7M32-45		2006
Double pompe échangeur	SALMSON	NSB30-25B		2006
<i>Compléage</i>				
Mesureur	SAPPEL	SIEMENS	Dn 100	2009
Intégrateur	SAPPEL	CALEC ST		2009
Compteur eau froide (pour ECS)				
SOUS-STATION OPEL				
<i>Au primaire</i>				
Bouteille de mélange			Calorifugée plâtre	
<i>Compléage</i>				
Mesureur/intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	Dn 40	2018
<i>Au secondaire (à titre indicatif)</i>				
Vanne 3 voies motorisée	LANDIS ET GYR	STB21		
SOUS-STATION SCARITECHWEISHALFT				
<i>Au primaire</i>				
Echangeur plaques	SWEP	Type GC-16P		2002
Pompe de charge échangeur	GRLINDFOSS	UPS 25-60		2012
<i>Préparation ECS</i>				
Ballon ECS	PACIFIC		150 litres	
Vanne thermostatique				
<i>Compléage</i>				
Mesureur/intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	Dn 15	2018
Compteur eau froide (pour ECS)	AQUARIUS			
<i>Au secondaire (à titre indicatif)</i>				
Vanne 3 voies motorisée	LANDIS ET GYR			
SOUS-STATION ABT Informatique				
<i>Au primaire</i>				
Bouteille de mélange			Calorifugée plastique	
<i>Compléage</i>				
Mesureur + Intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	Dn 15	2018
<i>Au secondaire (à titre indicatif)</i>				
Vanne 3 voies motorisée	LANDIS ET GYR			
SOUS-STATION SCARITECH				
<i>Au primaire</i>				
Echangeur plaques	CIAT	PW 17.22		
<i>Compléage</i>				
Mesureur + Intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	Dn 50	2018
<i>Au secondaire (à titre indicatif)</i>				
Régulation vanne 3 voies	SAUTER	B6F40, DN 40, PN 16, Kvs 25	Avant échangeur primaire	



SOUS-STATION		ADFP		
Au primaire				
Bouteille de mélange			Calorifugée plastique	
Comptage				
Mesureur + Intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	Dn 25	2010 2018
Au secondaire (à titre indicatif)				
Vanne 3 voies motorisée	SAUTER	EQJ 131		
SOUS-STATION		REALGRAPHIC (ex. Tréfil)		
Au primaire				
Bouteille de mélange			Calorifugée plastique	
Comptage				
Mesureur + Intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	DN 50	2018
Au secondaire (à titre indicatif)				
Vanne 3 voies motorisée	LANDIS ET GYR			
Vanne 2 voies motorisée				
SOUS-STATION		GARAGE DU TILLEUL (SKODA)		
Au primaire				
Bouteille de mélange			Calorifugée plâtre	
Comptage				
Mesureur + Intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	DN 25	2018
Au secondaire (à titre indicatif)				
Vanne 3 voies motorisée	LANDIS ET GYR			
SOUS-STATION		BIC-M (ex:Realgraphic) + Expert Auto (ex: Photocomposition)		
Au primaire				
Bouteille de mélange			Calorifugée plastique	
Comptage				
Mesureur + Intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	DN 25	2018
Mesureur + Intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	DN 20	2018
Au secondaire (à titre indicatif)				
2 vannes 3 voies	LANDIS ET GYR			
SOUS-STATION		DALKIA		
Au primaire				
Bouteille de mélange			Calorifugée plâtre	
Comptage				
Mesureur + Intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	DN 15	2018
Au secondaire (à titre indicatif)				
Vanne 3 voies motorisée	LANDIS ET GYR			1999
SOUS-STATION		ESPACE 3000 (ex: VAG occasions)		
Au primaire				
Bouteille de mélange			Calorifugée plastique	
Comptage				
Mesureur + Intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	DN 20	2018
SOUS-STATION		ESPACE 3000 (ex: VAD)		
Au primaire				
Bouteille de mélange			Calorifugée plastique	
Comptage				
Mesureur + Intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	DN 65	2018
Au secondaire (à titre indicatif)				
Vanne 3 voies motorisée	LANDIS ET GYR			
SOUS-STATION		HYDROSTAR + MOTO 90		
Au primaire				
Echangeur primaire			tubulaire	
Vanne 3 voies			avant échangeur (sécurité) inaccessible et détériorée	
Préparation ECS Pour Hydrostar uniquement				
Bouteille de mélange			Calorifugée plastique	
Echangeur à plaques	URMUS			
Régulateur ECS	LANDIS ET GYR	RVP31.91		
Vanne 3 voies	LANDIS ET GYR	SQX31		
Pompe	GRUNDFOS	UPSD32-80		
Comptage				
Mesureur + Intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	DN 20	2018
Mesureur + Intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	DN 20	2018



BILAN INVENTAIRE DES SOUS-STATIONS - CHAUFFAGE URBAIN - BELFORT				
DESIGNATION	MARQUE	TYPE	CARACTERISTIQUES	Date MES
SOUS-STATION DYMASE				
Au primaire				
Bouteille de mélange			Calorifugée gaine	
Vanne 2 voies motorisée	SAUTER	V6F65	DN 65, PN 16, Kvs 63	
Préparation ECS			Plaque sur bouteille de mélange	
Echangeur à plaques	CHAROT	6825, n° série : 997243	209 KW	Janv05
Pompe de charge	GRUNDFOS	TP 25-50/2		
Ballon ECS	CHAROT		environ 750 Litres, T° = 62°C	
Vanne 3 voies + moteur	SIEMENS	Activitix SKD-62		
Comptage				
Mesureur/intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	Dn 65	2018
Compteur eau froide (pour ECS)				
Télesurveillance	SAUTER	EV 2400	Intégrant Modem	
Au secondaire (à titre indicatif)				
Double circulateur	SALMSON	DXM-32-50	Bouclage ECS	
SOUS-STATION Y				
Au primaire				
Bouteille de mélange			Calorifugée plâtre	
Vanne 2 voies motorisée	SAUTER	V6F125	DN 125, PN 16, Kvs 250	
Préparation ECS			Avant bouteille de mélange	
Echangeur tubulaire	SCA	T4		1981
Pompe de charge ballon ECS	GRUNDFOS	UPS 32-80		
Ballon ECS	CHAROT	ECOPLUS	750 Litres	
Comptage				
Mesureur	SIEMENS		Dn 100	2009
Intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus		2016
Compteur eau froide (pour ECS)				
Télesurveillance	SAUTER	Modulo 5	Intégrant Modem	2013
Au secondaire (à titre indicatif)				
Pompe de circulation	SALMSON	NEC 2T-25	Bouclage ECS	
SOUS-STATION U				
Au primaire				
Bouteille de mélange			Calorifugée plâtre	
Vanne 2 voies motorisée	SAUTER	V6F100	DN 100, PN 16, Kvs 100	
Préparation ECS			Avant bouteille de mélange	
Echangeur tubulaire	SCA	T4		1981
Pompe de charge ballon ECS	GRUNDFOS	UPS 32-80		
Ballon ECS	CHAROT	Ecoplus	750 Litres	
Vanne 3 voies motorisée	SAUTER	KVS 58 B18 E65		
Comptage				
Mesureur	DIEHL	SHARKY + Modbus	Dn 80	2018
Compteur eau froide (pour ECS)				
Télesurveillance	SAUTER	Modulo 5	Intégrant Modem	2013
Au secondaire (à titre indicatif)				
Pompe de circulation	SALMSON	NEC 330-4	Bouclage ECS	
SOUS-STATION BLD				
Au primaire				
Echangeur	SUEDE			
Vanne 2 voies	SAUTER	V6F125	DN 80, PN 16, Kvs 250	
Groupe de maintien de pression				
Préparation ECS			Avant échangeur primaire	
1 Collecteur ECS				
2 Groupes préparation ECS				
2 Echangeurs à plaques	URANUS	LJS 14		
2 Doubles pompes de circulation	GRUNDFOS	UPSD 32-80		
2 Doubles pompes charge ballons	GRUNDFOS	UPSD 32-80		
2 Ballon ECS	URANUS	SMART	env. 1000 Litres	
2 Vannes 3 voies motorisées				
Comptage				
Mesureur	DIEHL	SHARKY + Modbus	DN 100	2018
2 Compteurs eau froide (ECS)	SAPPEL	PMK32		
Télesurveillance	SAUTER	EV 2400	Intégrant Modem	
SOUS-STATION BUREAUX FLM (dans D1-02)				
Comptage				
Mesureur	DIEHL	SHARKY + Modbus	Dn 32	2018
SOUS-STATION CENTRE CULTUREL				
Au primaire				
Bouteille de mélange			Calorifugée gaine	
Vanne 2 voies motorisée	SAUTER	V6F50	DN 50, PN 16, Kvs 40	
Préparation ECS			Après bouteille de mélange	
Préparation ECS	HOVAL			
Pompe charge ECS	HOVAL		Système Biral	
Comptage				
Mesureur/intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	DN 50	2018
Compteurs eau froide (ECS)	SAPPEL	Vega		
Télesurveillance	SAUTER	EV 2400	Intégrant Modem	
SOUS-STATION G31				
Au primaire				
2 échangeurs tubulaires en série				
Vanne 2 voies	SAUTER		DN 100, PN 16, Kvs 180	
Comptage				
Mesureur/intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	DN 100	2018
Télesurveillance	SAUTER	Modulo 5	Intégrant Modem	2013



SOUS-STATION		CRÈCHE		
Au primaire				
Bouteille de mélange			Calorifugée plâtre	
Vanne 2 voies	SAUTER	V6F50	DN 50, PN 16, Kvs 40	
Préparation ECS				
Echangeur plaques	URANUS	UBS308	Après bouteille de mélange	
Régulateur horloge	URANUS			
Pompe de charge ECS	GRUNDFOS	UPS 50		
Vanne 3 voies	SIEMENS	Actatix SQ535		
Circulateur ballon ECS	GRUNDFOS	UP30.20		
Ballon ECS			env.200 Litres, T° = 59,7°C	
Comptage				
Mesureur/intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	DN 40	2018
Compteurs eau froide (ECS)	SAPPEL	Vega		
Télésurveillance	SAUTER	EV 3600	Intégrant Modem	
Au secondaire (à titre indicatif)				
Circulateur bouclage	SALMSON		Bouclage ECS	
SOUS-STATION		E1		
Au primaire				
Bouteille de mélange			Calorifugée gaine	
Vanne 2 voies	SAUTER		DN 100, PN 16, Kvs 160	
Préparation ECS				
Echangeur plaques	URANUS	UJSV 125	Après bouteille de mélange	
Régulation	URANUS			
Vanne 3 voies	LANDIS ET STAEFA		DN 40, PN 16	
Moteur vanne 3 voies	LANDIS ET STAEFA	SQX31		
Circulateur échangeur	GRUNDFOS	JP32-90		
Double circulateur charge ballon	GRUNDFOS	UPS32.80		
Ballon ECS	URANUS	Ballon 1 000 Litres 7B	T° : 53°C	
Comptage				
Mesureur/intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	DN 100	2018
Compteurs eau froide (ECS)	SAPPEL			
Télésurveillance	SAUTER	Modulo 5	Intégrant Modem	2013
Au secondaire (à titre indicatif)				
Circulateur bouclage	SALMSON	ZT25	Bouclage ECS	2012
SOUS-STATION		GS2		
Au primaire				
Vanne 2 voies	SAUTER	V6F50	DN 50, PN 16, Kvs 40	
Bouteille de mélange			Calorifugée plâtre	
Comptage				
Mesureur/intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	DN 50	2018
Télésurveillance	SAUTER	EV 2400	Intégrant Modem	
SOUS-STATION		LA LAURENCIE		
Au primaire				
Bouteille de mélange			Calorifugée plâtre	
Préparation ECS				
Echangeur plaques	URANUS	UJSV 125	T° = 59°C	
Régulation	URANUS			
Ballon ECS	URANUS		750 Litres, T°=58°C	
Vanne 3 voies	LANDIS ET STAEFA	VXG 41-40		
Moteur vanne 3 voies	LANDIS ET STAEFA	SQX31		
Pompe échangeur	GRUNDFOS	P32.90 2R		
Double pompe charge ballon	GRUNDFOS	UPS32.80		
Comptage				
Mesureur/intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	Dn 80	2018
Compteurs eau froide (ECS)	SAPPEL	Vega		
Télésurveillance	SAUTER	EV 3600	Intégrant Modem	2010
Au secondaire (à titre indicatif)				
Vanne 3 voies	SATCHWELL		DN 80, mauvais état	
Moteur	SATCHWELL	ALX 1201	mauvais état	
Double pompe	SALMSON	JRB2081-0-75	Chauffage	
Pompe	SALMSON		Bouclage ECS	
SOUS-STATION		X		
Au primaire				
Bouteille de mélange			Calorifugée gaine	
Vanne 2 voies	SAUTER	V6F125	DN125, PN16, Kvs 250	
Préparation ECS				
Echangeur tubulaire	SCA	Type 4	Après bouteille de mélange	1979
Vanne 3 voies	SAUTER	BXE080	DN80, PN10, Kvs 100	
Moteur vanne 3 voies	SAUTER			
Pompe charge ballon	GRUNDFOS	UPS32.80		
Ballon	CHAROT	ECOPLUS	750 Litres	
Comptage				
Mesureur/intégrateur	DIEHL	SHARKY + Modbus	Dn 100	2018
Compteurs eau froide (ECS)	SAPPEL	PMK32		
Télésurveillance	SAUTER	EV 2400	Intégrant Modem	
Au secondaire (à titre indicatif)				
Pompe bouclage ECS	SALMSON	NEC2.T.25		



Synthèse des ventes - Récapitulatif par mois et par poste

PERIODE	ECS M3	ECS EN MWH	RIE HT	MWH CHAUFFAGE	RIC HT	RIC+RIE MWH	TOTAL R1	TOTAL R2	TOTAL R1+R2
janv-18	1 959,000	205,595	10 026,16	2 189,839	106 667,06	2 395,53	116 693,22	35 446,22	152 141,44
févr-18	1 586,000	166,740	7 684,33	1 828,288	84 201,80	1 995,03	91 886,14	35 436,05	127 322,19
mars-18	1 859,000	195,195	8 960,38	2 268,155	104 044,81	2 463,35	113 005,19	35 820,85	148 826,04
avr-18	1 789,000	187,845	8 656,97	1 190,744	54 839,71	1 378,59	63 496,69	35 944,19	99 440,88
mai-18	1 908,000	200,340	9 379,73	281,752	13 182,33	482,09	22 562,08	35 782,83	58 344,91
juin-18	1 632,000	171,360	8 447,23	9,823	483,87	181,18	8 931,10	35 390,25	44 321,35
TOTAL S1/2018	10 735,00	1 127,175	53 154,81	7 768,601	363 419,58	8 895,78	416 574,39	213 822,39	630 396,78
juil-18	1 300,000	136,500	6 765,20	0,000	0,00	136,50	6 765,20	35 067,65	41 832,85
août-18	1 069,000	112,245	5 625,08	0,000	0,00	112,25	5 625,08	35 053,49	40 678,57
sept-18	1 134,000	119,070	6 174,63	0,000	0,00	119,07	6 174,63	35 105,67	41 280,30
oct-18	1 499,000	157,395	8 940,04	416,909	23 666,66	574,30	32 606,70	35 229,91	67 836,61
nov-18	1 454,000	152,670	8 385,22	1 284,239	69 394,09	1 416,91	77 779,31	35 318,41	113 097,72
déc-18	1 627,000	170,835	9 046,12	1 730,057	91 558,08	1 900,89	100 604,20	35 627,38	136 231,58
TOTAL S2/2018	8 083,000	848,715	44 936,28	3 411,205	164 618,83	4 259,92	229 555,11	211 422,81	440 977,92
TOTAL EXERCICE 2018	18 818,00	1 975,890	98 091,09	11 179,806	528 038,41	13 155,70	646 129,50	425 245,20	1 071 374,70



Synthèse des ventes - Récapitulatif saison par sous station

SOUS-STATION	Type	CHAUFFAGE			Total Chauffage	EAU CHAUDE			Total Eau	RETAIL 52						CUMULÉS				
		Eqm	MWh	R10		P.U	R11	R12		P.U	R11	R12	R21	R22	R31	R32	P.U	Total R2	Total R1	Total R2
SOUS STATION CRECHE	T	107,015	3 353,00	48,126	31,228	63,000	324,55	5,153	634,770	54,000	418,323	1 300,67	503,73	643,82	35,376	1 305,500	5 558,45	3 325,33	8 883,83	
SOUS STATION CENTRE CULTUREL	T	214,255	10 496,98	48,993	48,600	93,000	477,53	5,138	477,530	356,000	1 575,60	4 924,47	3 725,67	2 368,32	35,376	4 960,970	10 974,51	12 593,96	22 568,47	
SOUS STATION GYMNASIUM	T	27,366	1 384,83	50,550	49,800	8,000	44,48	5,560	49,800	74,000	387,61	1 023,62	774,42	482,24	35,376	1 058,990	1 426,31	2 617,79	4 076,78	
SOUS STATION COLLEGE VAUBAN	T	502,110	24 488,14	48,770	48,770	118,000	620,43	5,258	620,430	1 022,000	4 523,17	14 137,09	10 685,30	6 798,84	35,376	10 723,670	25 108,58	36 154,40	61 263,00	
SOUS STATION LA LAURENCIE	L	820,879	40 387,67	49,201	49,201	1 389,000	7 258,09	5,224	7 258,090	799,000	3 536,29	7 210,69	8 381,58	5 316,29	30,568	8 412,150	47 643,76	24 423,78	72 067,54	
SOUS STATION ETS 80	T																			
SOUS STATION GS 1	T	430,518	20 972,51	48,715	48,715	972,510			972,510	670,000	2 955,29	9 267,95	7 011,61	4 457,18	35,376	7 053,000	20 972,51	23 702,01	44 674,52	
SOUS STATION GS 2	T	127,541	6 267,24	49,139	49,139	267,240			267,240	241,000	1 066,61	3 333,69	2 522,09	1 603,20	35,376	2 538,570	6 267,24	8 825,59	15 102,83	
SOUS STATION BTC EM	T	72,758	3 546,19	48,738	48,738	354,618			354,618	47,000	208,02	650,15	491,85	312,72	35,377	477,210	3 546,19	1 682,74	5 228,93	
SOUS STATION ESPACE 3000	T	148,404	7 221,84	48,664	48,664	722,160			722,160	398,000	1 708,36	5 339,44	4 039,53	2 567,68	35,376	4 074,910	7 221,84	13 655,21	20 877,05	
SOUS STATION 28 - BAT B1	L	288,320	14 595,04	48,891	48,891	3 719,000	19 367,54	5,218	19 367,540	773,000	3 421,15	8 876,08	6 089,50	5 142,38	30,568	6 140,070	23 882,98	23 629,08	47 512,06	
SOUS STATION 12 D1-D2	L	1 234,767	60 686,67	49,124	49,124	3 686,000	20 179,87	5,193	20 179,870	1 049,000	4 642,66	9 486,84	10 977,88	6 978,36	30,568	11 008,450	80 836,84	32 065,72	112 902,56	
SOUS STATION HYDROSTAR	T	0,000	0,00	0,00	0,00	527,000	2 765,43	5,247	527,000	66,000	378,19	1 175,78	899,62	585,44	35,376	905,020	2 785,43	3 008,93	5 793,96	
SOUS STATION X	L	661,380	32 526,91	49,180	49,180	3 340,000	17 416,28	5,214	17 416,280	1 175,000	5 200,31	10 603,95	12 296,45	7 818,68	30,568	7 849,250	49 943,18	35 917,39	85 860,57	
SOUS STATION 20 - B2 - B3	L																			
SOUS STATION APFINFC	T	169,390	7 743,92	48,595	48,595	143,300			143,300	120,000	531,11	1 659,83	1 255,79	798,24	35,376	743,420	7 743,92	4 245,07	11 988,99	
SOUS STATION Y	L	603,190	29 732,34	49,292	49,292	742,500	2 854,000	14 878,50	5,213	14 878,500	1 096,000	4 890,89	9 891,01	11 469,69	7 291,08	30,568	7 311,660	44 608,84	33 502,47	78 119,31
BUREAU OPD/MLM	T	80,478	2 967,39	49,066	49,066	1 607,300			1 607,300	58,000	234,57	733,13	554,64	352,66	35,375	589,000	2 967,39	1 874,90	4 842,29	
SOUS STATION U	L	875,067	28 049,64	48,776	48,776	2 096,000	10 963,64	5,226	10 963,640	998,000	4 416,96	9 006,68	10 444,11	6 839,12	30,568	6 869,690	39 013,29	30 506,77	69 520,06	
SOUS STATION MOTO 90	T	31,970	1 563,18	48,592	48,592	1 563,180			1 563,180	36,000	154,90	494,14	366,28	232,80	35,375	371,570	1 563,18	1 238,12	2 801,30	
SOUS STATION OPEL	T	181,116	8 828,27	48,744	48,744	308,270			308,270	198,000	876,31	2 738,88	2 072,07	1 317,24	35,376	1 352,620	8 828,27	7 004,50	15 832,77	
SOUS STATION SCARITECHWEISHAUPF	T	48,064	2 367,13	49,280	49,280	1 971,100	9,000	46,19	5,132	37,000	163,74	511,80	387,20	246,12	35,375	402,610	2 413,32	1 308,86	3 721,18	
SOUS STATION SCARITECH	T	153,242	7 513,84	49,032	49,032	7 513,840			7 513,840	41,000	181,47	587,15	429,06	272,78	35,377	419,440	7 513,84	1 450,44	8 964,28	
SOUS STATION EUROMASTER	T	90,372	4 412,41	48,825	48,825	1 819,410			1 819,410	105,000	464,70	1 452,42	1 098,84	698,52	35,376	1 134,210	4 412,41	3 714,48	8 126,89	
SOUS STATION MIDAS	T	34,822	1 691,30	48,431	48,431	1 881,900			1 881,900	55,000	243,41	760,81	575,59	385,88	35,376	614,660	1 691,30	1 945,68	3 637,98	
SOUS STATION FORMULE 1	T																			
SOUS STATION EXPERTS AUTO ASSOCIES	T	24,326	1 181,44	48,587	48,587	1 181,440			1 181,440	39,000	172,62	536,47	406,14	259,44	35,376	474,070	1 181,44	1 379,67	2 561,14	
SOUS STATION REALGRAPHIC	T																			
SOUS STATION HOTEL BONSAI	T	64,585	3 166,17	49,016	49,016	1 170,110	714,000	3 722,53	5,214	3 722,530	247,000	1 093,18	3 416,68	2 584,89	1 643,18	35,376	3 652,270	6 868,71	8 737,91	15 606,62
SOUS STATION ABY INFORMATIQUE	T	22,943	1 127,83	49,158	49,158	1 127,830			1 127,830	34,000	150,47	470,31	365,82	228,20	35,376	386,180	1 127,83	1 202,80	2 330,63	
SOUS STATION SKODA	T	7,910	388,84	48,604	48,604	388,840			388,840	43,000	190,31	594,82	449,99	286,08	35,377	493,200	388,84	1 521,20	1 910,04	
SOUS STATION 17 (RECAM)	T																			
SOUS STATION DALKIA	T	38,348	1 796,01	48,834	48,834	1 796,010			1 796,010	69,000	306,39	954,46	722,09	420,78	34,822	736,310	1 796,01	2 402,69	4 198,70	
SOUS STATION CASERNE MAUD HUY	T	4 026,100	187 439,67	49,040	49,040	9 060,600			9 060,600	2 700,000	11 949,66	35 696,95	28 255,70	17 931,60	34,764	18 006,360	187 439,67	83 863,91	263 303,58	
SOUS STATION - GLACIS - ESPACE 3000	T	224,192	10 980,67	48,990	48,990	11 980,670			11 980,670	160,000	706,13	2 213,22	1 674,41	1 054,40	35,376	1 089,780	10 960,67	6 660,16	17 620,83	
SOUS STATION - SST CARTONNAGE DU CHATEAU	T	188,254	9 340,59	49,617	49,617	9 340,590			9 340,590	68,000	300,97	940,65	711,81	452,40	35,377	716,220	9 340,59	2 405,63	11 746,22	
Total		11 178,808	548 038,41	49,020	49,020	548 038,410	18 818,00	98 061,09	5,213	98 061,090	12 868,00	56 856,72	148 042,40	134 674,93	88 572,16	33,044	425 245,20	846 128,60	425 245,20	1 071 374,70

Détail de la révision de prix

REVISION R1

INDICES DE BASE	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	juil-16	août-16	sept-16	oct-16	nov-16	déc-16	
ICSA	88,32	88,4400	88,4400	88,4400	88,3300	88,3300	88,3300	88,3300	88,3300	88,3300	88,3300	88,3300	88,3300	88,3300	88,3300	88,3300	88,3300	88,3300	88,3300	88,3300
TCR	64,43	74,3000	74,3000	74,3000	77,9100	77,9100	77,9100	77,9100	77,9100	77,9100	77,9100	77,9100	77,9100	77,9100	77,9100	77,9100	77,9100	77,9100	77,9100	77,9100
TCL	33,83	43,8500	43,8500	43,8500	46,7700	46,7700	46,7700	46,7700	46,7700	46,7700	46,7700	46,7700	46,7700	46,7700	46,7700	46,7700	46,7700	46,7700	46,7700	46,7700
Abt distrib	14236,80	15486,1200	15486,1200	15486,1200	15486,1200	15486,1200	15486,1200	15486,1200	15785,6000	15785,6000	15785,6000	15785,6000	15785,6000	15785,6000	15785,6000	15785,6000	15785,6000	15785,6000	15785,6000	15785,6000
TS14	126	200,4000	200,4000	200,4000	200,4000	200,4000	200,4000	200,4000	204,4800	204,4800	204,4800	204,4800	204,4800	204,4800	204,4800	204,4800	204,4800	204,4800	204,4800	204,4800
Taux CTA Transport	0,0471	0,0471	0,0471	0,0471	0,0471	0,0471	0,0471	0,0471	0,0471	0,0471	0,0471	0,0471	0,0471	0,0471	0,0471	0,0471	0,0471	0,0471	0,0471	0,0471
Taux CTA distrib	0,2080	0,2080	0,2080	0,2080	0,2080	0,2080	0,2080	0,2080	0,2080	0,2080	0,2080	0,2080	0,2080	0,2080	0,2080	0,2080	0,2080	0,2080	0,2080	0,2080
PEG MA	23,57	21,3900	19,1040	18,9080	18,8300	19,3260	21,5850	21,7570	22,2400	23,6760	27,9590	26,4230	24,8800	24,8800	24,8800	24,8800	24,8800	24,8800	24,8800	24,8800
IVD ATRD 14	0,74	0,8000	0,8000	0,8000	0,8000	0,8000	0,8000	0,8000	0,8000	0,8000	0,8000	0,8000	0,8000	0,8000	0,8000	0,8000	0,8000	0,8000	0,8000	0,8000
stockage	80290,36	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000
CTSS	0,03	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000
CSPG	0,00372	0,00000	0,00000	0,00000	0,00000	0,00000	0,00000	0,00000	0,00000	0,00000	0,00000	0,00000	0,00000	0,00000	0,00000	0,00000	0,00000	0,00000	0,00000	0,00000
TICGN	0,127	0,8450	0,8450	0,8450	0,8450	0,8450	0,8450	0,8450	0,8450	0,8450	0,8450	0,8450	0,8450	0,8450	0,8450	0,8450	0,8450	0,8450	0,8450	0,8450
FOL	63,60	61,1500	49,3500	49,3500	52,1100	58,7200	58,7200	58,7200	58,7200	58,7200	58,7200	58,7200	58,7200	58,7200	58,7200	58,7200	58,7200	58,7200	58,7200	58,7200

FORMULE DE REVISION

R1G=R10* (0,94*(0,0918+0,1807*exp(PF+0,6082*PEGMA/PEGMA0+0,0191*ATRDT4/ATRDT40+0,0622*(stockage/stockage0))+0,0062*CTSS/CTSS0+0,0002*CSPG/CSPG0+0,0328*TICGN/TICGN0)+0,06*FOD/FOD0+0,1152*TCS/TCS0+0,3324*TCR/TCR0+0,0437*TCL/TCL0+0,0917*Abt distrib/Abt distrib0+0,3103*TS14/TS140+0,0231*CTA Transport/CTA Transport 0+0,0838*CTA Distrib/CTA Distrib 0
 FOL/FOL

Coefficients de révision	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	juil-16	août-16	sept-16	oct-16	nov-16	déc-16	
PRX R1 (MWH)	48,780	48,7100	48,0550	48,0720	48,0650	48,7870	49,289	49,694	50,083	51,829	58,787	54,890	52,022	52,022	52,022	52,022	52,022	52,022	52,022	52,022
PRX R1E (M3)	4,8100	5,1180	4,8390	4,8200	4,8390	4,9160	5,176	5,204	5,282	5,445	5,964	5,767	5,660	5,660	5,660	5,660	5,660	5,660	5,660	5,660

REVISION R2

INDICES DE BASE	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	juil-16	août-16	sept-16	oct-16	nov-16	déc-16	
ENT BASE M3	35,40																			
ENT BASE 2010 rattachement	73,40	122,1	122,3	131,9																
ENT BASE 2010 rattachement	65,01																			
ICHT-ME	97,63	119,7	119,7	119,7	117,9	113,1	104,5	95,2	94,1	95,1	94,8	96,9	103,6	103,6	103,6	103,6	103,6	103,6	103,6	103,6
FD rabaillage (base 100 en 2010)	95,34	101,4	101,1	101,9	101,5	101,8	102,8	102,2	102,2	102,1	102,7	103,9	101,9	101,9	101,9	101,9	101,9	101,9	101,9	101,9
BT40 rabaillage (base 100 en 2010)	89,23	105,9	105,7	106	108,9	108,6	108,8	107,1	107,4	107,5	107,8	108,2	108,2	108,2	108,2	108,2	108,2	108,2	108,2	108,2

FORMULE DE REVISION R2

ENTEMT
 Coefficient de révision
 PRX R21 LOGEMENT
 PRX R21 TERTIAIRE

FORMULE DE REVISION R22
 0,15+0,70*ICHT-ME/ICHT-ME**0,15*FD/FD*

Coefficients de révision	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	juil-16	août-16	sept-16	oct-16	nov-16	déc-16	
PRX R22 LOGEMENT	7,3770	8,9564	8,9565	8,9647	8,9877	8,9918	9,0453	9,0598	9,091	9,1196	9,1158	9,0613	9,0613	9,0613	9,0613	9,0613	9,0613	9,0613	9,0613	9,0613
PRX R22 TERTIAIRE	11,3073	13,7327	13,7268	13,7409	13,7762	13,7821	13,8644	13,8582	13,8580	13,9691	13,9728	13,9350	13,9350	13,9350	13,9350	13,9350	13,9350	13,9350	13,9350	13,9350
PRX R22 CASERNE MAUD HUY	10,8073	13,1255	13,1188	13,1333	13,1670	13,1727	13,1727	13,2513	13,2435	13,2423	13,3514	13,3647	13,3168	13,3168	13,3168	13,3168	13,3168	13,3168	13,3168	13,3168

FORMULE DE REVISION R23
 0,15+0,15*ICHT-ME/ICHT-ME**0,70*BT40/BT40*

Coefficients de révision	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	juil-16	août-16	sept-16	oct-16	nov-16	déc-16	
PRX R23 LOGEMENT	8,5720	10,3831	10,3873	10,3950	10,3953	10,4365	10,4365	10,4365	10,4365	10,5062	10,5133	10,5465	10,5533	10,5747	10,5747	10,5747	10,5747	10,5747	10,5747	10,5747
PRX R23 TERTIAIRE	8,5720	10,3822	10,3879	10,3893	10,3893	10,4383	10,4383	10,4383	10,4383	10,5052	10,5128	10,5482	10,5533	10,5747	10,5747	10,5747	10,5747	10,5747	10,5747	10,5747

FORMULE DE REVISION R24

NON INDEXEE	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	juil-16	août-16	sept-16	oct-16	nov-16	déc-16
PRX R24 LOGEMENT (niveau 5)	8,3872	8,8524	8,8524	8,8524	8,8524	8,8524	8,8524	8,8524	8,8524	8,8524	8,8524	8,8524	8,8524	8,8524	8,8524	8,8524	8,8524	8,8524	8,8524
PRX R24 TERTIAIRE (niveau 5)	0,5972	6,8524	6,8524	6,8524	6,8524	6,8524	6,8524	6,8524	6,8524	6,8524	6,8524	6,8524	6,8524	6,8524	6,8524	6,8524	6,8524	6,8524	6,8524

PRX GLOBAL = R21+R22+R23+R24

PRX R21	25,0072	30,5933	30,6828	30,9749	31,0479	30,8964	30,5303	30,2337	30,2030	30,2519	30,3473	30,4292	30,7240	30,7240	30,7240	30,7240	30,7240	30,7240	30,7240	30,7240
PRX R22	28,9376	35,3866	35,3542	35,7311	35,8364	35,8866	36,3208	36,0228	36,0193	36,0878	36,2028	36,2897	36,5677	36,5677	36,5677	36,5677	36,5677	36,5677	36,5677	36,5677
PRX R23 CASERNE MAUD HUY	26,4378	34,7584	34,7472	35,1439	35,2272	35,0775	34,7114	34,4397	34,4066	34,4551	34,5661	34,6680	34,8519	34,8519	34,8519	34,8519	34,8519	34,8519	34,8519	34,8519

COEFFICIENTS CP*

Coefficients de révision	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	juil-16	août-16	sept-16	oct-16	nov-16	déc-16	
PURBANCE TOTALE	13382	12 869,00	12 869,00	12 869,00	12 889,00	12 869,00	12 869,00	12 869,00	12 869,00	12 869,00	12 869,00	12 869,00	12 869,00	12 869,00	12 869,00	12 869,00	12 869,00	12 869,00	12 869,00	12 869,00
SOUSCRITE KW																				

Synthèses des ventes cogénération

PERIODES	PRIME FIXE	N° FACT	ENERGIE LIVREE				ENERGIE NON LIVREE			R E E	TOTAL	
			MWH	RP	CC	TICGN	CO2	P.U.	MWH			HT
JANVIER	94 197,95	0854 C B05306	1 835,866	14 650,21	85 404,49	31 925,71	5 856,41	71,890				232 034,77
FEVRIER	94 197,95	0854 C C05409	1 692,737	13 508,04	86 786,63	29 436,70	6 127,71	76,640				230 057,03
MARS	121 465,79	0854 C D05498	1 677,278	13 384,68	91 696,79	29 167,86	7 380,02	80,040				263 095,14
MARS		0854 C D05525									105 412,37	105 412,37
TOTAL S2	309 861,69		5 205,88	41 542,93	263 887,91	90 530,27	19 364,14	76,06	0,00	0,00	105 412,37	830 599,31
OCTOBRE		0001 C L05982	19,467		1 238,96			63,644				1 238,96
NOVEMBRE	96 326,94	0854 C M06075	1 813,721	14 799,96	106 284,05	31 540,61	13 276,44	84,150				262 228,00
DÉCEMBRE	96 326,94	0854 C N06140	1 872,214	15 277,27	106 753,64	32 557,80	15 146,21	82,570				266 061,86
TOTAL S1	192 653,88		3 705,402	30 077,23	214 276,65	64 098,41	28 422,65	90,91	0,000	0,00	0,00	529 528,82
TOTAL	502 515,57		8 911,283	71 620,16	478 164,56	154 628,68	47 786,79	84,41	0,000	0,00	105 412,37	1 360 128,13

Détail du calcul de redevance au concédant

VILLE DE BELFORT

2018

Occupation domaine public	3 251,91
Frais de gestion et de contrôle	35 553,00

Montant de la redevance : **38 804,91**

Formule d'indexation :

$0,15+0,70*ICHT-IME/ICHT-IME*+0,15*FD/FD*$

Coefficient au 31/12/2018 1,1851



Détail des Investissements et amortissements

VILLE DE BELFORT

RENOVATION COGENERATION

Investissement :	973 160,00
Durée d'Amortissement :	132 mois du 01/04/2010 au 31/05/2021
Amortissement annuel :	88 469,09

POSE COMPTEURS

Investissement :	105 684,00
Durée d'Amortissement :	132 mois du 01/04/2010 au 31/05/2021
Amortissement annuel :	9 607,64

PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES

Investissement :	64 007,16
Durée d'Amortissement :	63 mois du 16/03/2016 au 15/06/2021
Amortissement annuel :	12 191,84

REPLACEMENT BRULEUR GAZ / FOL

Investissement :	399 591,51
Durée d'Amortissement :	66 mois du 01/01/2016 au 30/06/2021
Amortissement annuel :	72 653,00

COMPLT REMPLACEMENT BRULEUR GAZ / FOL

Investissement :	23 155,96
Durée d'Amortissement :	56 mois du 31/10/2016 au 30/06/2021
Amortissement annuel :	4 961,99



Suivi des recettes et dépenses de renouvellement et maintien remise en état

Suivi dotation GER

SUIVI DES RECETTES ET DEPENSES DE RENOUVELLEMENT ET MAINTIEN REMISE EN ETAT VALIDE PAR NALDEO

CALCUL DE LA DOTATION THEORIQUE GER

SAISON	Recettes K€	Recettes autres K€	Dépenses K€	Solde K€	Solde cumulé K€
2 S2009	65,1		20,8	44,3	44,3
2010	130,3		125,5	4,7	49,1
2011	132,6		84,2	48,3	97,4
2012	133,8		63,2	70,6	168,0
2013	121,1		191,4	-70,2	97,8
2014	130,1		163,7	-33,6	64,2
2015	131,1	13,7	229,9	-85,1	-20,9
2016	130,5		399,3	-268,8	-289,7
2017	132,7		85,8	46,9	-242,8
2018	134,7		110,5	24,2	-218,6

SAISON	Dotations K€	Reprises K€	Provision Nette K€	Solde provision K€
	(1)	(2)	(3)=(1)-(2)	(4)=Cumul (3)
2 S2009			0,0	0,0
2010	195,4	146,3	49	49,1
2011	182,3	85,0	97	146,4
2012	133,8	63,2	71	217,0
2013	121,1	191,4	-70	146,8
2014	80,4	163,7	-83	63,5
2015	166,5	229,9	-63	0,0
2016	399,3	399,3	0	0,0
2017	85,8	85,8	0	0,0
2018	110,5	110,5	0	0,0

Détail des dépenses GER

DATE FIN PREVISIONNELLE DES TRAVAUX	NATURE DES TRAVAUX	SOUS TRAITANCE	FOURNITURES	RENOUVEL	M.R.C.	TOTAL G.E.R. 1-2
30/06/2018	TF HY2QFCD - BELFORT - MRE SYSTÈME DE TÉLÉRELÈVE DES COMPTEURS RÉSEAU DES GLACIS - DAT 55		110,06		110,06	110,06
31/12/2017	TF HY2RO6E - BELFORT - MRE FUITE SUR RÉSEAU FONTE ANTENNE DALKIA - DAT 66	3 082,00			3 082,00	3 082,00
31/12/2017	TF HY2UBRP - BELFORT - MRE FUITE RÉSEAU PRIMAIRE ANTENNE GS1 ET GYMNASÉ - DAT 74	29 599,00			29 599,00	29 599,00
31/12/2018	TF HY3BM1B - BELFORT - MRE compteur Scarlec - DAT 120 + MRE pompe relevage caniveau - DAT 9		1 082,23		1 082,23	1 082,23
31/12/2018	TF HY3BYBS - BELFORT - RÉFECTION FUITE ANTENNE GYMNASÉ PÉNÉTRATION SST - DAT 117	9 544,49			9 544,49	9 544,49
31/12/2018	MRE pompe recyclage ECS Centre Culturel des Glacis - DAT 47		213,85		213,85	213,85
31/12/2018	Remise en état pénétration conduit cheminée en chaufferie reprise des condensats sur tube - DAT 49	7 890,15			7 890,15	7 890,15
31/12/2018	Réfection peinture sur rétention FOD - DAT 53	1 208,00			1 208,00	1 208,00
31/12/2018	Remplacement doigt de gant et sonde cpt GE2 glacis C. culturel Cartonnage du Lion - DAT 60		418,00		418,00	418,00
31/12/2018	MRE brûleur Elco chaudière n°1 - DAT 61		1 382,64		1 382,64	1 382,64
31/12/2018	Réparation fuite Antenne CES Vauban - DAT 65	5 937,85			5 937,85	5 937,85
31/12/2018	Remplacement des compteurs d'énergie vétustes - DAT 66		17 753,08		17 753,08	17 753,08
31/12/2018	Divers travaux chaufferie - dat 70		2 610,90		2 610,90	2 610,90
31/12/2018	MRE échangeur et servomoteur - DAT 74		842,80		842,80	842,80
31/12/2018	MRE échangeur ECS SST B1 - DAT 80		2 879,47		2 879,47	2 879,47
31/08/2019	Réparation fuite antenne COLLEGE VAUBAN - DAT 89	15 893,00			15 893,00	15 893,00
		73 154,49	27 293,03	0,00	100 447,52	100 447,52
	FRAIS DE GESTION GER					10 044,75
	TOTAL					110 492,27

Créances douteuse et/ou impayés

Montant des provisions HT

num client	NOM	Situation au 31/12/17	Provisions 2018	Situation au 31/12/18
00029077	HOTEL BONSAI	1 739		1 739
00039175	ABT INFORMATIQUE	522	-104	418
	REALGRAPHIC	8 572	-8 572	0
	TOTAL	10 833	-8 676	2 157



Copies des attestations d'assurance

WAGRAM INSURANCE COMPANY DAC

90 CRAWFORTH TERRACE, DUBLIN 2
IRELAND

TELEPHONE: 00 353 1 47 73 612

ATTESTATION D'ASSURANCE N° 0001166

Monsieur le Directeur, WAGRAM INSURANCE COMPANY DAC, dont le siège social est situé à 90 Crawford Terrace, Dublin 2, Irlande, vous informe par la présente que les assurances souscrittes auprès de votre Intermédiaire de courtage sont en vigueur.

EDES S.A., sis à 22/30, Avenue de WAGRAM - 75008 PARIS, agissant

en tant que courtier, que pour la période du 12/01/2018 au 31/12/2018, conformément à vos observations et conformément aux conditions générales et particulières d'assurance et au contrat de franchise.

DAKIC - ALSACE FRANCHISE COMUE (DACS)

Cette assurance couvre les dommages dus à l'EXPLOSION, au CHAUFFAGE CHAUD (dû à la fuite d'un ballon d'eau chaude ou à l'arrêt de l'écoulement de l'eau dans un radiateur) pour un montant de :

• 2 125 000 EUR au titre de la franchise Fixe

Cette assurance est obligatoirement souscrite :

- 1) Incendie, Explosion, foudre, Formation de gaz toxiques
- 2) Biais de machine
- 3) Tempêtes, Crues, Bourrasques, tornades, Inondations dues à une pluviométrie exceptionnelle, Térales
- 4) Chutes d'appareils de Sanitaires, Appareils de Chauffage, Téléphones, Téléviseurs
- 5) Dépôts de cendre, fumées
- 6) Éléments Mouvants, Billes, Ecrous, etc. dans les cas de Malfunction de l'écran de l'enceinte ou par Térales ou Sabotage
Vol

La présente énumération n'est pas limitative et est de la forme la plus générale, elle n'est pas destinée à déterminer particulièrement les événements qui doivent être exclus de la garantie et certains dommages, motifs et conditions d'exclusion prévus dans les conditions d'application des franchises prévues.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit dans une ville qui ne peut engager l'Assureur en dehors des clauses, exceptions, limitations, conditions, franchises, etc.

La présente attestation est valable pour la période du 12 Janvier 2018 (Local Standard Time) au 31 Décembre 2018 (12 00 Midnight, Eastern Standard Time (EST)).

Fait à Dublin, le 12/01/2018

Pour la Compagnie



Registered Office: 9 Crawford Terrace, Dublin 2, Ireland
Registered in Ireland 375163

Directors: Mr Martin Donohoe, Mr Derek Byrne, Mr Philip Harty, Mr Martin Mc Carthy, Mr
Mr Gary Waller, Mr Anthony Gindoff, Mr Ismael Khan,
Wagram Insurance Company DAC is regulated by the Central Bank of Ireland



WAAGRAM INSURANCE COMPANY DAC

97 LANSWILLIAM TERRACE, DUBLIN 2,

IRELAND.

TELEPHONE: 00353 1 4733312

ATTENTION D'ASSURANCE VOIRIÈRE

2017-2018 WAAGRAM INSURANCE COMPANY DAC - les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance. Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance. Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance.

THE S.A. n° 2326, AVENUE DE WAGRAM - 75008 PARIS, FRANCE

Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance. Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance.

DATAVA - VÁSÁLTALÉKSZÁMOLÓ

2017-2018 WAAGRAM INSURANCE COMPANY DAC - les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance. Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance.

2017-2018 WAAGRAM INSURANCE COMPANY DAC - les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance. Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance.

2017-2018 WAAGRAM INSURANCE COMPANY DAC - les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance. Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance.

2017-2018 WAAGRAM INSURANCE COMPANY DAC - les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance. Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance.

2017-2018 WAAGRAM INSURANCE COMPANY DAC - les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance. Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance.

2017-2018 WAAGRAM INSURANCE COMPANY DAC - les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance. Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance.

2017-2018 WAAGRAM INSURANCE COMPANY DAC - les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance. Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance.

2017-2018 WAAGRAM INSURANCE COMPANY DAC - les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance. Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance.

2017-2018 WAAGRAM INSURANCE COMPANY DAC - les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance. Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance.

2017-2018 WAAGRAM INSURANCE COMPANY DAC - les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance. Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance.

2017-2018 WAAGRAM INSURANCE COMPANY DAC - les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance. Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance.

2017-2018 WAAGRAM INSURANCE COMPANY DAC - les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance. Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance.

2017-2018 WAAGRAM INSURANCE COMPANY DAC - les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance. Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance.

2017-2018 WAAGRAM INSURANCE COMPANY DAC - les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance. Les conditions générales d'assurance sont disponibles sur le site internet de la compagnie d'assurance.



Registered office: 97 Lanswilliam Terrace, Dublin 2, Ireland

Registered in Ireland 335163

Registered office: 97 Lanswilliam Terrace, Dublin 2, Ireland

Registered office: 97 Lanswilliam Terrace, Dublin 2, Ireland

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 19-97

Avenant au marché
d'assurance 13V187 –
Lot n° 3 Flotte auto

SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



DELIBERATION N° 19-97

de M. Sébastien VIVOT

1^{er} Adjoint chargé des finances, de l'évaluation des politiques publiques, de l'administration générale

Direction des Affaires Juridiques

Références : DAJ/ GW/AP
Mots-clés : Assurances/Contentieux
Code matière : 1.1

Objet : Avenant au marché d'assurance 13V187 - Lot n° 3 Flotte auto

Le 17 octobre 2013, la Ville de Belfort a lancé un appel d'offres pour le renouvellement de ses contrats d'assurance : *Dommages aux biens, Responsabilité civile, Flotte auto, Bris de machine informatique, Protection Juridique des agents et des élus et Tous Risques Exposition.*

Ce marché de prestation d'assurance a débuté le 1^{er} janvier 2014 et s'est achevé le 31 décembre 2018.

Comme tous les contrats d'assurance, le contrat *Flotte auto* souscrit par la Ville de Belfort contient différents mécanismes relatifs au paiement de sa cotisation d'assurance.

Le premier d'entre eux est relatif au paiement de la cotisation annuelle *stricto sensu* : concrètement, en début d'année n, la Ville doit payer une cotisation prévisionnelle qui sera ajustée, à la hausse ou à la baisse, en début d'année n + 1, en fonction des fluctuations affectant le parc automobile durant l'année n (et donc des achats et des ventes de véhicules, mais aussi de la location de certains véhicules ou matériels).

Mais les assureurs insèrent également, dans les contrats, des systèmes de *malus* pour les assurés ayant une forte sinistralité. Ce *malus* est actionné à l'année n + 1, dès lors que les bilans de sinistralité pour l'année n sont connus.

Or, la Ville de Belfort a dû déclarer des accidents onéreux en 2018, si bien que les assureurs ont appliqué la clause de *malus*.

C'est la raison pour laquelle une surprime d'un montant de 43 929,94 € TTC est aujourd'hui demandée à la Ville, dans le cadre d'un avenant au marché n°13V187.

Cette dépense est supérieure à celles pouvant être autorisées eu égard au montant du marché (pour mémoire : 67 405,79 € TTC) ; pour autant, elle est contractuelle au regard du contrat d'assurance, il incombe à la Ville de la payer.

En date du 23 juillet 2019, la CAO a donné un avis favorable pour le paiement de cette dépense.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 33 voix pour, 0 contre et 2 abstentions (Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Florence BESANCENOT, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, M. Emmanuel FILLAUDEAU ne prennent pas part au vote),

DECIDE

de valider la dépense d'un montant de 43 929,94 € TTC (quarante trois mille neuf cent vingt neuf euros et quatre vingt quatorze centimes), pour honorer les engagements souscrits dans le cadre du contrat d'assurance *Flotte auto* de la Ville de Belfort,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant au lot n° 3 du marché n°13V187.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,


Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES
-1 OCT. 2019



VILLE DE BELFORT
HOTEL DE VILLE ET DE LA CTE D'AGG
PLACES D'ARMES
90020 BELFORT CEDEX

Indice en vigueur : 107,80

N°: 053868/C

N° Police : V.A.M.0006

AVENANT NUMERO 0011

VEHICULES A MOTEUR

D'un commun accord entre les parties, et sans qu'il soit autrement dérogé aux clauses et conditions du contrat auquel il est annexé, le présent avenant entérine les modifications définies à l'état ci-joint, ainsi que les dispositions ci-après

Pour information, la cotisation annuelle s'élèvera, à l'échéance, à 0,00 euros HT (hors indexation et modifications contractuelles).

CLAUSES GENERALES

CP.063 : REVISION DE LA COTISATION - CLAUSE D'AJUSTEMENT TARIFAIRE "2018"

Le présent avenant a pour objet la mise en application, pour l'exercice 2018, des dispositions prévues au titre de la "Clause d'ajustement tarifaire Véhicules à Moteur" selon l'accord du 05/11/2015 (Ref Avenant N° 1 au Marché Public 13V187 lot 3).

1- DETERMINATION DU QUOTIENT

- Montant des sinistres enregistrés (sinistres réglés et provisionnés) du 01/01/2018 au 31/12/2018 (S) : 76 615.97 euros.

- Montant de la cotisation provisionnelle HT émise au titre de la même période (C.P.) :

* AE 2018 contrat 3040-6 : 58 492.81 HT

SMACL Assurances

141, boulevard de l'Allende - CS 20000 - 79031 NIORT CEDEX 9

Tél. : +33 (0)5 49 52 56 56

53868/C

AVT

3040-0006-001





* AE 2018 contrat 3040-5 : 665.26 HT
* AE 2018 contrat 3040-4 : 498.93 HT
Avenant N°10 du 11/12/2018 :- 783.66 HT

Soit un total de 58 873.34 euros HT

- Quotient (sinistres/cotisations) : 130.00 %

2- CALCUL DE LA REVISION

LE QUOTIENT EST SUPERIEUR A 70 % : un complément de cotisation (C.C.) est appliqué, sans pouvoir excéder 100 % de la cotisation provisionnelle émise soit : $C.C. = ((S / C.P.) - 0,70) \times C.P.$

$((76\ 615.97 / 58\ 873.34) - 0,70) \times 58\ 873.34 =$

35 404.63 euros HT soit 43 929.94 euros TTC

Niort, le 23 mai 2019.

Pour la Personne Morale,

Signature et tampon de SMACL Assurances



> Pour tout renseignement

05 49 32 56 76

Du lundi au jeudi de 08h30 à 18h00 - le

vendredi de 08h30 à 17h00

region-est@smacl.fr

MONSIEUR LE MAIRE
VILLE DE BELFORT
HOTEL DE VILLE ET DE LA CTE D'AGGLO.
PLACES D'ARMES
90020 BELFORT CEDEX

Nos références à rappeler : 053868/C
AO VAM N° 3040-0006

Niort, le 23 mai 2019

> Appel de cotisations

Date d'opération	N° appel cotisation	Nature opération	Cotisation HT	Taxes	Cotisation TTC
13/05/2019	ACA2019032956	Avenant n°011 du contrat AO VAM n°3040-0006 pour l'exercice 2018	35 404,63 €	8 525,31 €	43 929,94 €
		dont garantie catastrophes naturelles	111,60 €	16,07 €	127,67 €
				Total à payer	43 929,94 €

Ce prix TTC intègre les taxes de toute nature au regard de la fiscalité applicable à la date d'opération.
L'indice SRA en vigueur est de 107,80.

Modalités de règlement

Votre prochain règlement doit intervenir dans un délai de 30 jours ; par chèque, par mandat ou par virement, selon les modalités indiquées dans le coupon joint.

Retrouvez vos factures sur votre portail Chorus

Le présent document vaut quittance après paiement

X
Merci de régler les sommes dues, par :

- mandat administratif ou virement sur le compte :

CRCA/CMDS

IBAN : FR76 1170 6000 3100 6511 5000 083

BIC : AGRIFRPP817

Références à rappeler : 053868/C - VILLE DE BELFORT

- ou par chèque, à l'ordre de **SMACL Assurances**, accompagné de ce coupon.

1/2

SMACL Assurances
smacl.fr

141, avenue Salvador-Allende
CS 21000
79000 NIORT CEDEX 9

tél. : +33 (0)5 49 32 56 56
Fax : +33 (0)5 49 73 47 20



> Détail des taxes et des contributions réglementaires

Libellé	Cotisation HT	Taux de taxe	Taxe	Cotisation TTC
Responsabilité civile	16 545,85 €	35,0 %	5 791,08 €	22 337,03 €
Incendie	1 403,80 €	18,0 %	252,68 €	1 656,48 €
Dommages	5 957,55 €	18,0 %	1 072,36 €	7 029,91 €
Attentat	84,23 €	18,0 %	15,16 €	99,39 €
Catastrophes naturelles	89,28 €	18,0 %	16,07 €	105,35 €
Assistance	2 213,26 €	18,0 %	398,39 €	2 611,65 €
Diagnostic devis et diagnostic réparations (DIAG)	350,48 €	18,0 %	63,09 €	413,57 €
Défense pénale et recours	3 915,54 €	9,0 %	352,40 €	4 267,94 €
Responsabilité civile	3 317,59 €	17,0 %	563,99 €	3 881,58 €
Incendie	351,00 €	0,0 %	0,00 €	351,00 €
Dommages	1 088,69 €	0,0 %	0,00 €	1 088,69 €
Attentat	21,06 €	0,0 %	0,00 €	21,06 €
Catastrophes naturelles	22,32 €	0,0 %	0,00 €	22,32 €
Diagnostic devis et diagnostic réparations (DIAG)	42,88 €	0,0 %	0,00 €	42,88 €
Défense pénale et recours	1,00 €	9,0 %	0,09 €	1,09 €
TOTAL	35 404,63 €		8 525,31 €	43 929,94 €

En application de l'article 261 C 2° du Code Général des Impôts (CGI), les opérations d'assurance sont exonérées de TVA et soumises à la TCA (Taxe sur les Conventions d'Assurance) dont les taux et exonérations sont fixés aux articles 991 à 1001 du CGI.

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 19-98

Convention de servitude
avec GRDF réseaux Est –
Desserte du programme
Néolia rue Haxo

SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



DELIBERATION N° 19-98

de M. Sébastien VIVOT

1^{er} Adjoint chargé des finances, de l'évaluation des politiques publiques et de l'administration générale

Direction de l'Urbanisme

Références : SV/URBA/CW
Mots-clés : Foncier/Patrimoine
Code matière : 3.5

Objet : Convention de servitude avec GRDF réseaux Est - Desserte du programme Néolia rue Haxo

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2241-1,
VU le Code Civil, et notamment l'article 686 et suivants,

Dans le cadre de la réalisation du projet de construction de 6 pavillons par Néolia, rue Haxo, GRDF Réseaux Est doit procéder à une extension de son réseau (cf. annexe 1 : plan de situation).

Pour ce faire, GRDF Réseaux Est doit piquer la nouvelle canalisation de gaz sur la canalisation principale passant sous la voirie de la rue de la Paix et emprunter la parcelle BE 272 appartenant à la Ville de Belfort, le long de la chapelle Saint-François (cf. annexe 2 : projet canalisation). Cette parcelle est déjà grevée de servitudes de réseaux dédiés au projet Néolia, d'assainissement notamment.

Dans ce cadre, une convention portant constitution de servitude consentie par la Ville de Belfort doit être signée avec GRDF Réseaux Est. Le projet est joint en annexe 3.

Cette convention est consentie à titre gracieux et sera réitérée par acte authentique aux frais de GRDF Réseaux Est. Afin de minimiser les frais, le notaire sera celui choisi par la société GRDF.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 40 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver le principe et les conditions de la constitution d'une servitude de passage de canalisation de gaz grevant la parcelle BE n° 272 au profit de GRDF réseaux Est,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention de servitude de passage de canalisation entre la Ville de Belfort et GRDF réseaux Est, et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération, notamment la réitération de cette convention par acte authentique.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINT-NOÛRY

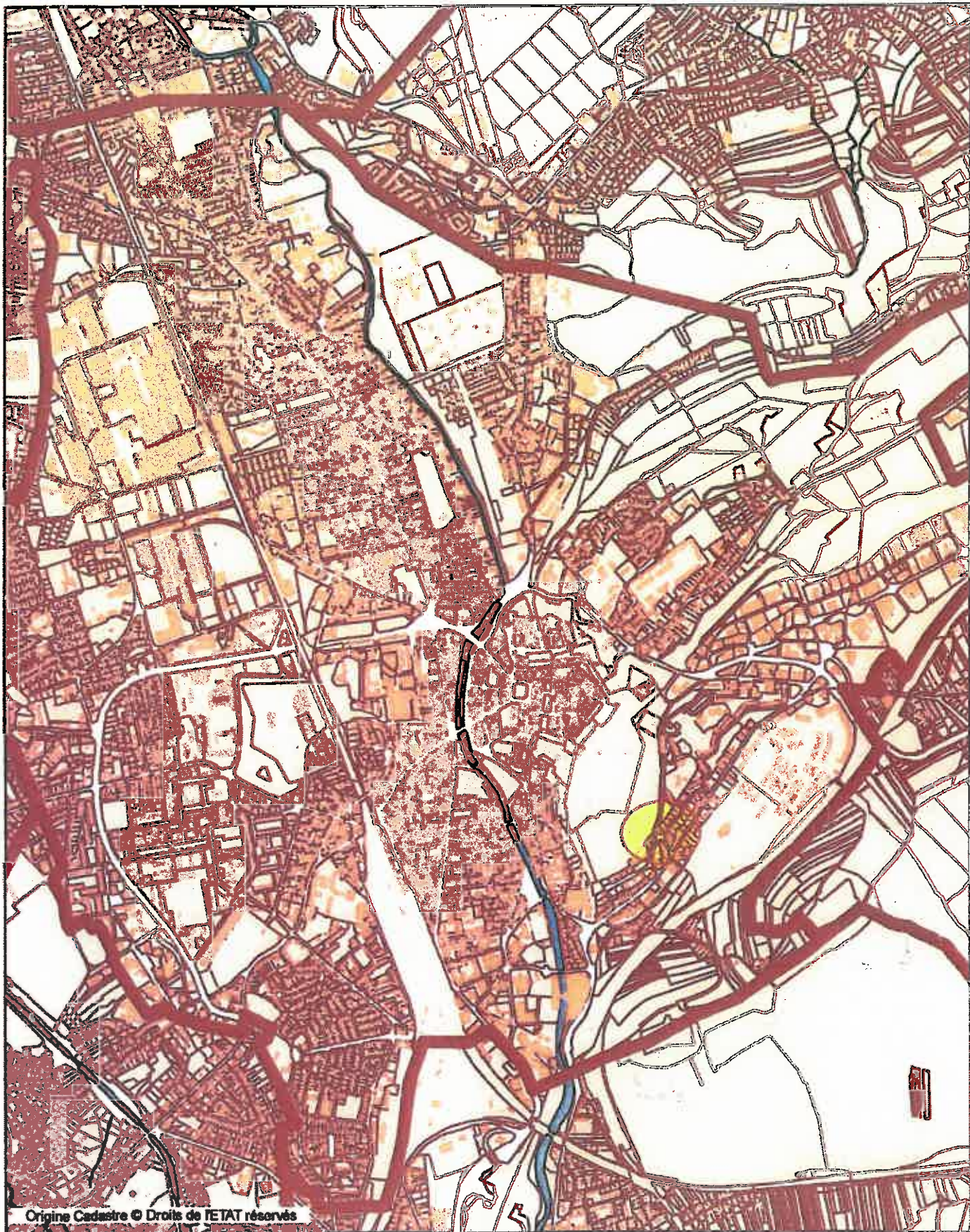


La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 1 OCT. 2019

Servitude de passage de canalisation EU

Plan de Situation
1/20 000



Origine Cadastre © Droits de l'ETAT réservés

Mairie de Belfort - Direction de l'Urbanisme

Octobre 2018

Département :
TERRITOIRE DE BELFORT

Commune :
BELFORT

Section : BE
Feuille : 000 BE 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 20/06/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF83CC48
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes
publics

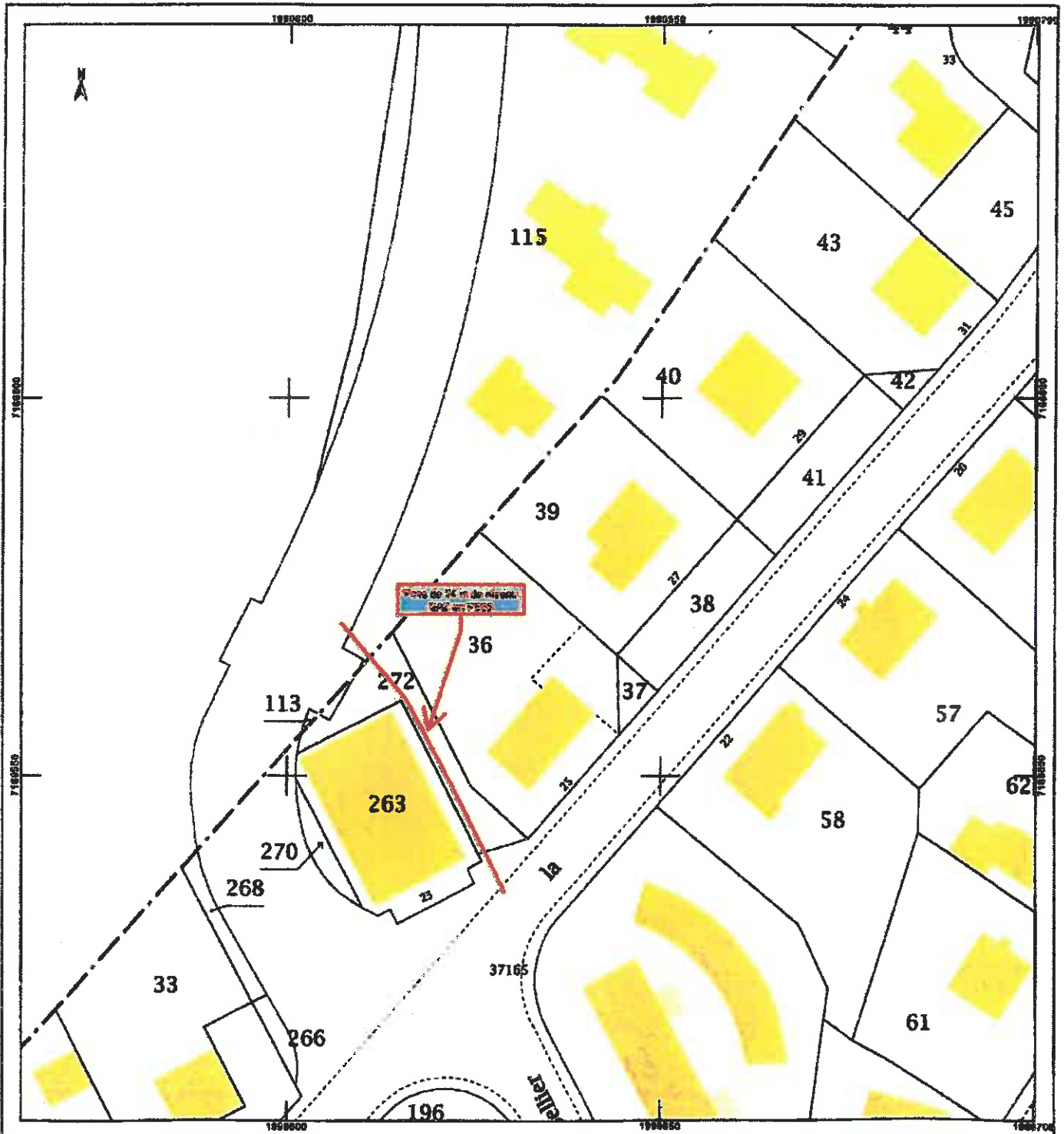
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le
centre des Impôts foncier suivant :
BELFORT
S.D.I.F. Centre Des Finances Publiques 80022
80022 BELFORT
tel. 0384688002 - fax -
edif.belfort@dgiip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Constitution de servitude de passage de canalisations.

Entre les soussignés :

La Société dénommée **GRDF**, Société anonyme, au capital de 1 800 745 000,00 EUR, dont le siège est à PARIS 9ÈME ARRONDISSEMENT (75009) 6 rue Condorcet, identifiée au SIREN sous le numéro 444 786 511 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS.

Faisant élection de domicile en son siège,

Représentée par **PLESSIS Laurent**

Désignée ci-après "**GRDF**" D'UNE PART,

Et

Monsieur et/ou Madame

COMMUNE DE BELFORT	Hôtel De Ville 3 Place D'Armes	90000	BELFORT

Demeurant à

Agissant en qualité de propriétaire(s)

Désigné (s) ci-après "**LE(S) PROPRIETAIRE(S)** ou "**LE(S) PROPRIETAIRE(S) DU FONDS SERVANT** « . En cas de pluralité de ces derniers, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux.

Ou

La personne publique représentée par

Agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés (justification)

Désignée ci-après "**LE PROPRIETAIRE** ou "**LE PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT** " .

**PREALABLEMENT A LA CONVENTION OBJET DES PRESENTES, LES PARTIES
EXPOSENT CE QUI SUIT :**

EXPOSE

La société GRDF a été instituée en application de l'article 13 modifié de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz : à l'issue de ladite loi, comme de l'article L111-53 du Code de l'énergie, elle est une entreprise gestionnaire de réseaux de distribution de gaz.

En cette qualité, la société a statutairement pour objet d'exercer toute activité de conception, construction, exploitation, maintenance et développement de réseau de distribution.

Par suite elle s'appuie sur tous principes applicables à la matière des présentes, et notamment :

- *Les articles 639 du Code civil, ainsi que 649 et 650 du même Code, annonçant le principe de servitudes dites d'utilité publique,*
- *L'article L. 433-7 du Code de l'énergie, et autres prévisions de ce Code,*
- *Les articles R 433-7 et suivants du code de l'Energie renvoyant aux articles R 323-9 et suivants du même code, envisageant la possibilité d'accords amiables pour l'établissement de servitudes contribuant à la distribution du gaz.*
- *L'article 1103 du Code civil, et les textes supplétifs, notamment l'article 701 du Code civil,*

C'est ainsi que, dans le prolongement de ces textes (et sans préjudice de tous autres) permettant des constitutions conventionnelles de servitudes contribuant à une utilité publique, s'inscrit la présente convention de servitude.

En effet, les articles R433-5 et suivants du Code de l'Energie étant notamment consacrés à la distribution publique de gaz, c'est, dans cette perspective de distribution, que les présentes ont pour objet de consentir un droit réel immobilier permettant le passage de canalisations de gaz et tous accessoires, ainsi que leur entretien, voire leur remplacement, avec tous droits et pouvoirs au service de cette finalité, plus amplement détaillés ci-après.

Les parties déclarent que, nonobstant sa constitution conventionnelle, la présente servitude contribue à un service pour le public ou à l'intérêt général, relativement à la distribution du gaz.

En conséquence, la présente servitude ne supposant pas le profit d'un immeuble particulier, classiquement dénommé fonds dominant, mais profitant à l'intérêt général de la distribution opérée par GRDF, sera constituée sans identification d'un fonds dominant.

**Constitution de servitude de passage de canalisations R33-1803178
BELFORT**

Les parties admettent que, si par impossible, la désignation d'un fonds dominant était exigée pour les besoins de la publicité foncière, GRDF serait admis à procéder seul, et dans tout acte complémentaire, à la désignation de tout immeuble susceptible d'être reconnu comme fonds dominant efficace pour les besoins de ladite publicité.

Ceci exposé, il est passé à la convention de servitude, objet des présentes.

CONVENTION DE SERVITUDE

Le(s) Propriétaire(s) du fonds servant, après avoir pris connaissance du tracé de la canalisation en PE d'un diamètre PE 63 et d'une longueur 36 M notifiés par GRDF, consent(ent) à GRDF (sans préjudice des droits dont l'autorité concédante pourrait profiter par voie de conséquence), une servitude de passage sur les parcelles désignées ci-après, qu'il déclare lui (leur) appartenir.

DESIGNATION DU FONDS SERVANT

A

UN TERRAIN

Cadastré :

Préfixe	Section	N° parcelle	Lieudit	Surface(m2)
XXX	000BE	0272	23 Rue De La PAIX	176 m2

Un plan parcellaire mentionnant la bande de servitude est annexé à la présente (annexe 1), le propriétaire du fonds servant consentant expressément à ce tracé, sans préjudice de ce qui suit.

CONSTITUTION DE SERVITUDE

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit de GRDF un droit de passage perpétuel en tréfonds, pour toutes canalisations destinées à la distribution du gaz, et pour toutes canalisations qui en seront l'accessoire. Les droits consentis permettent également l'installation de tous accessoires, y compris en surface.

**Constitution de servitude de passage de canalisations R33-1803178
BELFORT**

Sont à ce titre expressément envisagées, sans que cette liste ne soit exhaustive, les protections cathodiques et les postes de détente en surface. Ce droit réel de passage profitera également aux ayants-droit successifs et préposés de GRDF pour le besoin de leurs activités.

En conséquence de ladite constitution de servitude, les parties conviennent ce qui suit:

ARTICLE 1

Le(s) Propriétaire(s) du fonds servant consent(ent), à titre réel, les droits et pouvoirs suivants :

- établir à demeure dans une bande de 4 mètres une canalisation et ses accessoires techniques, étant précisé que l'axe de la canalisation sera adapté par GRDF à l'intérieur de cette bande, selon ce qu'il jugera. Aucun élément (végétal ou non végétal) dont l'enracinement dans le sol est susceptible d'excéder 0,40 mètre à partir de la surface naturelle du sol ne devra être planté dans cette bande. .

- établir éventuellement une ou plusieurs conduites de renforcement dans ladite bande,

- pénétrer sur lesdites parcelles en ce qui concerne les agents du bénéficiaire de la servitude ou ceux des entrepreneurs agissant pour son compte et d'y exécuter tous les travaux nécessaires à la construction l'exploitation, la surveillance, le relevé de compteurs, l'entretien, la modification, le renforcement, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie de la ou des canalisations et des ouvrages accessoires, ainsi que ce qui pourrait en être la suite ou le prolongement,

- établir en limite des parcelles cadastrales les bornes de repérage et les ouvrages de moins de 1 m² de surface nécessaires au fonctionnement de la ou des canalisations ; si ultérieurement, à la suite d'un remembrement ou de tout autre cause, les limites venaient à être modifiées, GRDF s'engage, à la première réquisition du/des propriétaires, à déplacer, sans frais pour ce(s) dernier(s), lesdits ouvrages et bornes et à les placer sur les nouvelles limites,

- occuper temporairement pour l'exécution des travaux de pose des ouvrages une largeur supplémentaire de terrain de 2 mètres, occupation donnant seulement droit au propriétaire du fonds servant au remboursement des dommages subis dans les conditions prévues à l'article 3, ci-dessous,

- procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages ou dessouchages des arbres ou arbustes nécessaires à l'implantation ou l'entretien des ouvrages prévus ci-dessus, le bénéficiaire de la servitude disposant en toute propriété des arbres abattus. A cette fin, le(s) Propriétaire(s) du fonds servant donnera(ont) toutes facilités à GRDF, comme à ses ayants droit et préposés, en ce qui concerne les droits d'accès et de passage prévus au présent article.

ARTICLE 2

Le(s) Propriétaire(s) du fonds servant conserve(nt) la pleine propriété du terrain, grevé de servitudes dans les conditions qui précèdent, sans préjudice de son / leur engagement à respecter le ou les ouvrages désignés à l'article 1, ainsi que l'établissement à demeure desdits ouvrages.

**Constitution de servitude de passage de canalisations R33-1803178
BELFORT**

Il(s) reconnai(ssen)t n'avoir aucun droit sur les canalisations et renonce(nt) à se prévaloir de leur propriété par le jeu de l'accession, sauf l'hypothèse de l'extinction des droits constitués aux présentes, par non-usage trentenaire.

Il(s) s'engage(nt) :

- à ne procéder, sauf accord préalable écrit de GRDF, dans la bande de 4 mètre(s) visée à l'article 1, à aucune modification de profil de terrain, plantation d'arbres ou d'arbustes, ni à aucune façon culturale descendant à plus de 0.20 mètre de profondeur;

- à ne pas construire, sauf accord préalable de GRDF, dans la bande de 4 mètre(s) visée à l'article 1, aucun ouvrage et/ou construction.

Sans préjudice de ce qui vient d'être dit, tous travaux envisagés doivent donner lieu, dans les conditions de droit, à toutes déclarations ou autorisations préalables relatives à la déclaration de projet de travaux (DT) et à la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à proximité des ouvrages gaz ou de toutes formalités équivalentes ou qui s'y substitueraient;

- à s'abstenir de tout fait de nature à nuire à la canalisation, à la bonne utilisation et à l'entretien des ouvrages;

- en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux de l'une ou de plusieurs des parcelles concernées, d'une part, à dénoncer au nouvel ayant droit les servitudes dont elles sont grevées par la présente convention, en obligeant expressément ledit ayant droit à la respecter en ses lieu et place, et d'autre part, à en informer le notaire rédacteur dudit acte afin qu'il en fasse mention ;

- en cas d'exploitation de l'une ou de plusieurs des parcelles susvisées, de mise en location ou de changement d'exploitant ou de locataire, à lui dénoncer les servitudes spécifiées ci-dessus, en l'obligeant à les respecter.

ARTICLE 3

GRDF s'engage :

- à remettre en état les terrains à la suite des travaux de pose des ouvrages concernés et de toute intervention ultérieure, étant formellement indiqué qu'une fois ces travaux terminés, le(s) Propriétaire(s) aura (ont) la libre disposition du terrain, sur lequel notamment la culture pourra être normalement effectuée, sous réserve de ce qui est stipulé ci-dessus à l'article 2 ;

- à prendre toutes les meilleures précautions possibles pour ne pas gêner l'utilisation des parcelles traversées ;

- à indemniser les ayants droit des dommages directs, matériels et certains pouvant être causés au terrain, aux cultures et, le cas échéant, aux bois traversés du fait de l'exécution des travaux de construction, d'entretien, de renforcement, de réparation ou d'enlèvement des ouvrages ou de l'exercice du droit d'accès au terrain et, d'une façon générale, de tout dommage qui serait la conséquence directe de ces travaux. A défaut d'accord, l'indemnité sera fixée par le Tribunal compétent ;

**Constitution de servitude de passage de canalisations R33-1803178
BELFORT**

- nonobstant ses droits résultant de l'article 2, à prévenir le(s) propriétaire(s) du terrain avant toute intervention sur celui-ci, sauf en cas d'intervention pour des raisons de sécurité.

Il est précisé :

Qu'un état contradictoire des lieux sera établi avant toute utilisation de la ou desdites parcelles, et après l'exécution des travaux, et que leur comparaison permettra de déterminer la nature et la consistance des dommages qui donneraient lieu au versement par GRDF de l'indemnité prévue ci-dessus.

REITERATION PAR ACTE AUTHENTIQUE - POUVOIRS

Les parties conviennent que les présentes seront réitérées par acte authentique, simplement pour les besoins de la publicité foncière, au rapport de tout associé de l'Office notarial de

A cette fin, le(s) Propriétaire(s) du fonds servant :

- s'engage(nt) à fournir tous renseignements utiles à cette réitération,
- donne(nt) mandat irrévocable à tout collaborateur dudit Office notarial à l'effet de conclure et signer tout acte authentique réitérant les présentes, donner quittance, accomplir toutes démarches, signer tous documents et pièces, élire domicile, et généralement faire le nécessaire, notamment de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil, sans que cette liste de pouvoirs ne soit limitative,
A la suite de ces opérations, le mandataire sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura effectué en vertu du présent mandat sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial, et cela vaudra pour le mandant ratification de l'acte.

INDEMNITE (rayer la mention inutile)

~~Hypothèse 1. Le(s) Propriétaire(s) du fonds servant déclare(nt) :~~

- ~~- Que la servitude de passage de canalisation, outre l'intérêt général de la distribution, peut, par circonstance, permettre à sa propriété de profiter de la distribution du gaz.~~
- ~~- Que cette circonstance le conduit à considérer que le présent acte, n'affecte pas la valeur du fonds servant au vu de l'avantage circonstanciel pouvant en résulter.~~
- ~~- Et par suite, qu'il n'y a pas de cause, pour lui, justifiant d'une contrepartie financière.~~

~~Le(s) Propriétaire(s) du fonds servant précise(nt) que la présente stipulation n'importe néanmoins pas renonciation à tous droits éventuels à indemnisation pour les hypothèses distinctes de dommages envisagées en l'article 3 ci-dessus.~~

Hypothèse 2. La présente constitution de servitude donne lieu à une indemnité arrêtée par les parties, globale et forfaitaire de € que GRDF acquittera par la comptabilité

**Constitution de servitude de passage de canalisations R33-1803178
BELFORT**

de l'Office Notarial ci-dessus nommé, au propriétaire du fonds servant. L'acte authentique de réitération constatera ledit paiement et relatera la bonne et valable quittance.

L'indemnité versée à l'occasion de la réitération des présentes n'éteint pas les droits éventuels à indemnisation pour les hypothèses distinctes de dommages envisagées en l'article 3 ci-dessus.

JURIDICTION COMPETENTE

Le Tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui désigné par la situation de la parcelle.

COMMUNE DE LA CONCESSION DE DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ

L'ouvrage visé dans la présente convention fera, ou est susceptible de faire partie de la concession de distribution publique de gaz de la commune sur lequel il est implanté.

EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de ce jour étant entendu que la durée de l'exploitation est fixée par le bénéficiaire de la servitude, et ses ayants droit, et que cette exploitation a vocation à la perpétuité.

CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIÈCES

En suite des présentes, et par la volonté des parties, la correspondance et le renvoi des pièces devront s'effectuer, pour le bénéficiaire, à l'adresse ayant fait l'objet d'une élection de domicile pour GRDF.

La correspondance au profit du propriétaire du fonds servant s'effectuera en son domicile ou siège mentionné en tête des présentes.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes et de leurs suites (notamment acte de réitération, ses suites et conséquences) seront supportés par GRDF.

DROITS

Pour la perception des droits d'enregistrement, les parties précisent que les immeubles en cause n'entrent pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée, et par ailleurs il y a lieu d'appliquer les dispositions de l'article 1045 du Code général des impôts exonérant les actes de constitution de servitude prévus par la législation en vigueur sur l'électricité et le gaz. "

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité des valeurs convenues ; elles reconnaissent avoir été informées des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

**Constitution de servitude de passage de canalisations R33-1803178
BELFORT**

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte sous seing privé, rédigé sur
..... pages.

Comprenant

Paraphes

- renvoi approuvé :
- barre tirée dans des blancs :
- blanc bâtonné :
- ligne entière rayée :
- chiffre rayé nul :
- mot nul :

Fait à.....

Le

En Exemplaires originaux dont un remis à chaque partie.

Pour GRDF

Pour le Propriétaire

RECAPITULATIF DES ANNEXES

Annexe 1 : plan cadastral avec le tracé de la canalisation et une photographie du site concerné, le tout paraphé par les parties.

Annexe 2 : Questionnaires (à faire compléter par le propriétaire).

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 19-99

**Avenant à la convention
de télétransmission des
actes au contrôle de
légalité et au contrôle
budgétaire par voie
électronique**

SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



CONSEIL MUNICIPAL du 25 septembre 2019

DELIBERATION N° 19-99

de M. Sébastien VIVOT

1^{er} Adjoint chargé des finances, de l'évaluation des politiques publiques, de l'administration générale

Direction des Systèmes d'Information

Références	SV/SS/MLe/MLu/DS
Mots-clés	Assemblées Ville
Code matière	5.2

Objet : Avenant à la convention de télétransmission des actes au contrôle de légalité et au contrôle budgétaire par voie électronique

Vu la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le Décret n° 2016-146 du 11 février 2016 relatif aux modalités de publication et de transmission, par voie écrite et par voie électronique, des actes des collectivités territoriales et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale ;

Vu le Décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la convention pour la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'Etat, en date du 20 décembre 2016,

Considérant qu'à compter du 7 août 2020, les communes de plus de 50 000 habitants et tous les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre devront transmettre de façon dématérialisée tous leurs actes soumis au contrôle de légalité et au contrôle budgétaire (Loi NOTRe, Article 128) ;

Considérant que le Service des Assemblées transmet au contrôle de légalité les délibérations et les arrêtés par voie électronique, via l'application @ctes, depuis le 22 février 2008 pour les arrêtés, et le 1^{er} janvier 2012 pour les délibérations ;

Considérant que la Direction des Finances transmet les actes budgétaires, via l'application TOTEM ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 40 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

de valider le changement de l'opérateur exploitant le dispositif de transmission des actes par voie électronique au contrôle de légalité.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage.

TRANSMIS SUR OK-ACTES
-1 OCT. 2019

**Avenant n° 1 à la convention
pour la transmission électronique des actes
soumis au contrôle de légalité
ou à une obligation de transmission
au représentant de l'État**

**CHANGEMENT D'OPERATEUR EXPLOITANT LE DISPOSITIF DE TRANSMISSION
DES ACTES PAR VOIE ELECTRONIQUE**

Vu la convention pour la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'État, signée par la Ville de Belfort et par la Préfecture du Territoire de Belfort, le 20 décembre 2016,

Exposé des motifs :

Cet avenant a pour objet de prendre en compte le changement de dispositif homologué de transmission par voie électronique des actes de la collectivité soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'État.

Dispositif :

Les parties à la convention initiale décident de lui apporter les modifications suivantes :

Article 1^{er}

L'article 2.1 de la convention susvisée est modifié comme suit :

« ARTICLE 2.1 - L'opérateur de transmission et son dispositif

« Pour recourir à la transmission électronique, la collectivité s'engage à utiliser le dispositif suivant : IXBus. Celui-ci a fait l'objet d'une 1^{ère} homologation le 31 mai 2016, puis d'une 2^{ème} homologation de l'Acte 2.2 le 25 juillet 2018 par le Ministère de l'Intérieur.

La société SRCI, chargée de l'exploitation du dispositif homologué, désignée ci-après «opérateur de transmission», est chargée de la transmission électronique des actes de la collectivité.

Article 2

Toutes les autres stipulations de la convention initiale restent inchangées.

Article 3

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature.

Fait à Belfort, le

La Préfète
du Territoire de Belfort,

Sophie ELIZEON

Le Maire de Belfort,

Damien MESLOT

Objet de la délibération

N° 19-100

**Lancement d'un appel
d'offres ouvert pour les
prestations d'entretien
ménager de bâtiments de
la Ville de Belfort**

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



DELIBERATION N° 19-100

de M. Sébastien VIVOT

1^{er} Adjoint chargé des finances, de l'évaluation des politiques publiques, de l'administration générale

Direction des Affaires Générales

Références : VS/GL/ML
Mots-clés : Logistique
Code matière 1.1

Objet : Lancement d'un appel d'offres ouvert pour les prestations d'entretien ménager de bâtiments de la Ville de Belfort

Vu les articles L.2124-2, R.2124-2.1°, R2161-2 à R2161-5 relatifs aux appels d'offres ouverts et L2125-1-1°, R2162-13 et 2162-14 relatifs aux accords-cadres du Code de la Commande Publique,

Considérant les besoins de la Ville de Belfort en matière d'entretien ménager de certains de ses bâtiments,

Considérant que l'entretien de la Parentèle et de la Clef des Champs est externalisé depuis 2007, que celui de l'Ecole d'Art Gérard JACOT est externalisé depuis 2008 et celui de la Maison du Peuple depuis 2018,

Considérant que conformément au Code la Commande Publique, il convient de regrouper ces besoins analogues au sein d'un marché unique décomposé en lots ;

Il est proposé au Conseil Municipal de lancer un appel d'offres ouvert et de le décomposer en 4 lots :

Lot n° 1 : Entretien de l'Ecole d'Art Gérard JACOT

Mini : 12 000 € HT

Maxi : 35 000 € HT

Lot n° 2 : Entretien de la Parentèle

Mini : 3 000 € HT

Maxi : 15 000 € HT

Lot n° 3 : Entretien de la Clef des Champs

Mini : 6 000 € HT

Maxi : 80 000 € HT

Lot n° 4 : Entretien de la Maison du Peuple

Mini : 20 000 € HT

Maxi : 50 000 € HT

L'ensemble de la prestation annuelle s'inscrit dans les limites suivantes :

Montant minimum : 41 000 € HT

Montant maximum : 180 000 € HT

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter du 01/02/2020.

Le marché peut être reconduit par période successive de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

Soit une durée totale du marché de 3 ans.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 38 voix pour, 2 contre (Mme Samia JABER, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT) et 2 abstentions (Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant :

- à lancer la procédure d'appel d'offres ouvert,
- à signer toutes les pièces nécessaires à la conclusion du marché concernant cet appel d'offres avec la ou les société(s) qui seront désignées comme attributaires par la Commission d'Appel d'Offres.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,


Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Objet de la délibération

N° 19-101

Centre Technique
Municipal (C.T.M.) –
Bâtiment administratif –
Restructuration du
1^{er} niveau du bâtiment de
direction

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY

~~~~~

La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



DELIBERATION N° 19-101

de M. Sébastien VIVOT

1<sup>er</sup> Adjoint chargé des finances, de l'évaluation des politiques publiques, de l'administration générale

Direction Générale des Services Techniques  
Service Patrimoine Bâti, de l'Espace Public et des Mobilités  
Service Patrimoine Bâti

Références : FC/JP/CW  
Mots-clés : Marchés Publics  
Code matière 1.1

**Objet : Centre Technique Municipal (C.T.M.) - Bâtiment administratif - Restructuration du 1<sup>er</sup> niveau du bâtiment de direction**

Actuellement, le Service des Déchets Ménagers est installé dans deux structures préfabriquées et provisoires sur le site du C.T.M., représentant 160 m<sup>2</sup> de bureaux. Ces installations sont sans aucun confort et totalement inadaptées au fonctionnement du Service.

A proximité, il existe un bâtiment central, restructuré il y a environ 15 ans, qui s'organise sur deux niveaux. Un rez-de-chaussée, où l'on trouve l'ensemble des ateliers voirie, et un 1<sup>er</sup> étage, où l'on trouve l'ensemble des bureaux des directions du C.T.M. Au sein de ce bâtiment, qui accueillait autrefois un parc à sel, existent des volumes disponibles au rez-de-chaussée et aménageables au 1<sup>er</sup> étage.

Après analyse des structures et diverses études de faisabilité, il s'avère possible d'utiliser l'espace du 1<sup>er</sup> étage pour y créer une dalle de 225 m<sup>2</sup>, et ainsi aménager plusieurs bureaux.

L'aménagement de cet espace permettrait d'installer le Service des Déchets Ménagers dans de meilleures conditions pour assurer leurs fonctions et l'accueil d'une équipe d'Ambassadeurs du tri. L'ensemble des besoins du service ainsi recomposé trouverait sa place dans les 225 m<sup>2</sup> disponibles.

Ce regroupement du Service Déchets Ménagers au sein des bureaux du C.T.M. doit permettre de faciliter la transversalité au sein des Services Techniques et favoriser la mutualisation d'un maximum d'espaces (salle de réunion, archives, locaux communs, locaux techniques...).

Les travaux consisteraient principalement à la création d'un plancher métallique et béton sur les 225 m<sup>2</sup>, l'ouverture de différentes ouvertures en façade et à la création de différents bureaux pour le Service des Déchets Ménagers. Parallèlement à cette opération, divers travaux d'adaptabilité seront réalisés, tels que l'aménagement des accès et l'adaptabilité des locaux existants pour accueillir ce nouveau service.

Ce transfert nécessite de lancer une mission de maîtrise d'œuvre afin de consolider les études et déposer un permis de construire préalable à tous travaux.

Compte tenu de la finalité du projet, et sachant que le bâtiment fait partie du patrimoine de la Ville de Belfort, il est proposé que la maîtrise d'ouvrage de cette opération soit portée par la Ville de Belfort et que le financement des travaux soit porté par le Grand Belfort Communauté d'Agglomération.

A ce stade le coût global de cette opération est estimé à 510 000 € HT, et la durée de réalisation serait de 5 mois d'études et 9 mois de travaux

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, M. Emmanuel FILLAUDEAU ne prennent pas part au vote),

**DECIDE**

d'autoriser le lancement de cette opération de restructuration du 1<sup>er</sup> niveau du bâtiment de direction du Centre Technique Municipal,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant :

- . à signer la convention à intervenir entre la Ville de Belfort et Grand Belfort Communauté d'Agglomération,
- . à lancer la consultation des travaux et à signer les marchés de travaux à venir.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Date affichage**

**le 27 SEP. 2019**

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINTIGNY

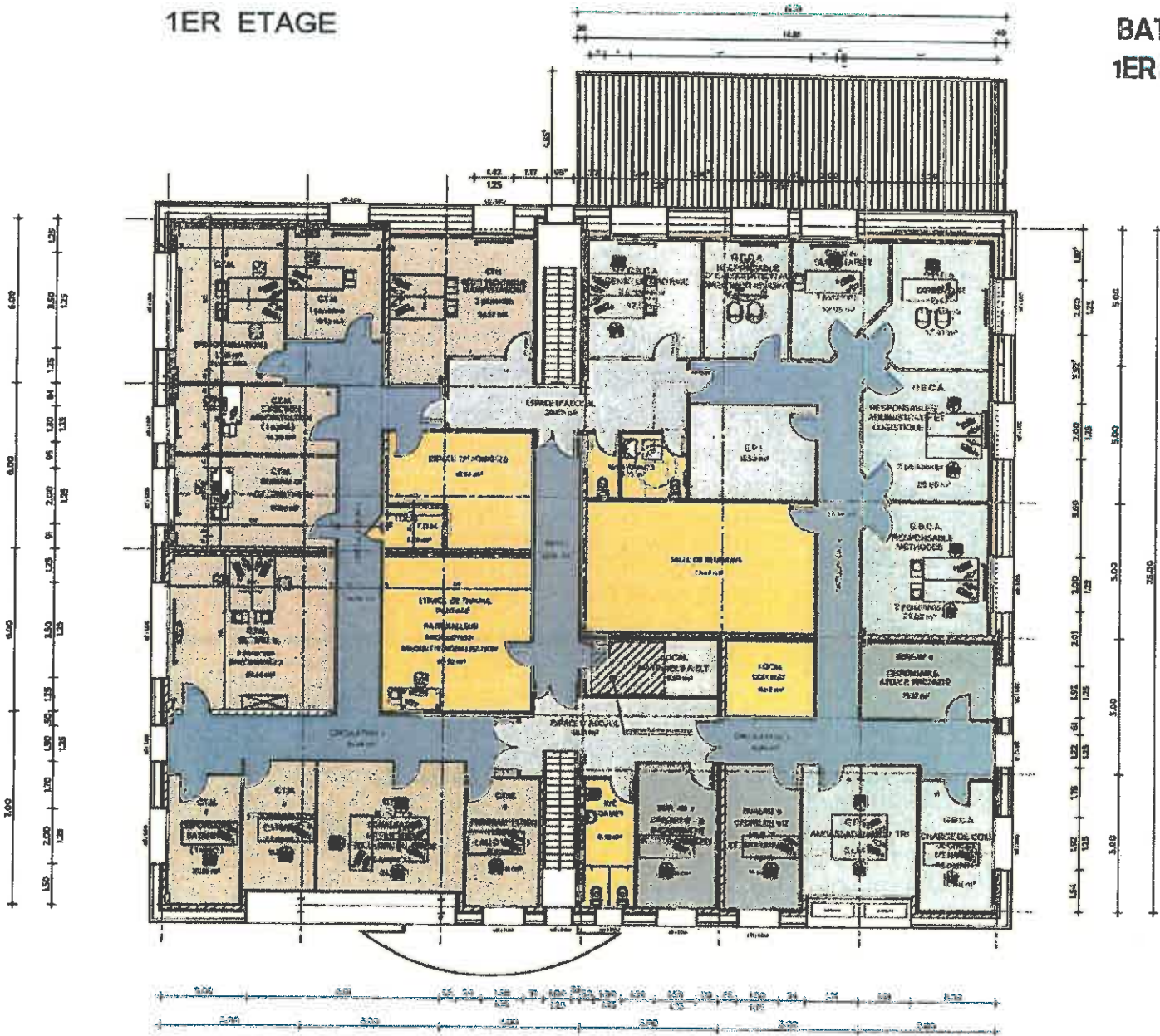


La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

**TRANSMIS SUR OK-ACTES**  
**- 1 OCT. 2019**

1ER ETAGE

BATIMENT DIRECTION DES ATELIERS  
1ER ETAGE PROJET 02.04.2019



- CIRCULATIONS
- COMMUN
- VILLE DE BELFORT C.T.M.
- C. B. C. A. - DECHETS MENAGERS
- VILLE DE BELFORT CADRE DE VIE



## CONVENTION

**Relative à la restructuration du Bâtiment administratif du  
Centre Technique Municipal  
Création de Bureaux pour le Service des Déchets Ménagers  
et diverses adaptations liées**

### ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La **COMMUNE DE BELFORT**, représentée par M. Damien MESLOT, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 25 septembre 2019, sise Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération - Place d'Armes - 90020 BELFORT Cedex, ci-après dénommé(e) «la COMMUNE DE BELFORT»,

*d'une part,*

### ET :

**GRAND BELFORT COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION**, représenté par M. Jacques BONIN, Conseiller Communautaire délégué en charge des déchets ménagers et assimilés, habilité à agir aux présentes en vertu de la délibération du Conseil Communautaire en date du 23 septembre 2019, ayant son siège à BELFORT (90020), en l'Hôtel de COMMUNE, Place d'Armes, ci-après dénommé « GBCA »,

*d'autre part,*

## PREAMBULE :

Actuellement, le Service des Déchets Ménagers est installé dans deux structures préfabriquées et provisoires sur le site du Centre Technique Municipal (CTM), représentant 160 m<sup>2</sup> de bureaux. Ces installations sont sans aucun confort et totalement inadaptées au fonctionnement du Service.

A proximité, il existe un bâtiment central, restructuré il y a environ 15 ans, qui s'organise sur 2 niveaux. Un rez-de-chaussée, où l'on trouve l'ensemble des ateliers voirie, et un 1<sup>er</sup> étage, où l'on trouve l'ensemble des bureaux des directions du CTM. Au sein de ce bâtiment, qui accueillait autrefois un parc à sel, existent des volumes disponibles au rez-de-chaussée et qui sont aménageables au 1<sup>er</sup> étage.

Après analyse des structures et diverses études de faisabilité, il s'avère possible d'utiliser l'espace du 1<sup>er</sup> étage pour y créer une dalle de 225 m<sup>2</sup>, et ainsi aménager plusieurs bureaux.

L'aménagement de cet espace permettrait d'installer le Service des Déchets Ménagers dans de meilleures conditions pour assurer leurs fonctions et assurer l'accueil d'une équipe d'Ambassadeurs du Tri. L'ensemble des besoins du service ainsi recomposé trouverait sa place dans les 225 m<sup>2</sup> disponibles.

Ce regroupement du Service Déchets Ménagers au sein des bureaux du CTM doit permettre de faciliter la transversalité au sein des Services Techniques, et favoriser la mutualisation d'un maximum d'espaces (salle de réunion, archives, locaux communs, locaux techniques...).

Les travaux consisteront principalement à la création d'un plancher métallique et béton sur les 225 m<sup>2</sup>, l'ouverture de différentes ouvertures en façade et à la création de différents bureaux pour le Service des Déchets Ménagers. Parallèlement à cette opération, divers travaux d'adaptabilité seront réalisés, tels que l'aménagement des accès et l'adaptabilité des locaux existants pour accueillir ce nouveau service.

Ce transfert, nécessite de lancer une mission de maîtrise d'œuvre afin de consolider les études et déposer un permis de construire préalable à tous travaux.

Compte tenu de la finalité du projet, et sachant que le bâtiment fait partie du patrimoine de la commune de Belfort, il est proposé que la maîtrise d'ouvrage de cette opération soit portée par la commune de Belfort et que le financement des travaux soit assuré par Grand Belfort Communauté d'Agglomération.

Le principe de ce nouvel aménagement des bureaux a été travaillé avec l'encadrement des services concernés. Les concertations avec les personnels et les instances représentatives des personnels interviendront dès l'engagement des premières études.

Pour mémoire, sur le plan technique, les parties de l'ouvrage concernées par les travaux sont :

- création d'une dalle haute - aménagement de locaux sur 225 m<sup>2</sup>,
- modification de locaux liés à la restructuration de 61 m<sup>2</sup>, y compris les travaux d'adaptation,
- aménagement des accès extérieurs pour faciliter l'accès des agents.

La COMMUNE DE BELFORT, sous sa responsabilité, s'assurera du concours des maîtres d'œuvre qu'elle retiendra pour l'exécution de l'ensemble des missions qui lui incomberont.

La gestion des interfaces des différents maîtres d'œuvre sera réalisée et dirigée par LA COMMUNE DE BELFORT.

## IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIV

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> - Maîtrise d'ouvrage**

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs des Parties dans le cadre des travaux de restructuration du bâtiment administratif, afin de permettre l'installation des Services des Déchets Ménagers.

### **ARTICLE 2 - Programme des études et des travaux**

Pour toutes les études, la COMMUNE DE BELFORT associera les services de GBCA pour l'aboutissement du projet, selon le programme établi et les prescriptions techniques souhaitées.

### **ARTICLE 3 - Planning prévisionnel de l'opération**

La durée de réalisation prévisionnelle est de 5 mois d'études et 9 mois de travaux.

La maîtrise d'œuvre pourrait être désignée en octobre 2019, et les travaux pourraient commencer en mars 2020, pour se terminer en décembre 2020.

### **ARTICLE 4 - Financement global de l'opération**

Le coût global de l'opération, au stade de la programmation, est estimé à 510 000 € HT soit 612 000 € TTC. Ce coût inclut l'ensemble de contrôles et missions nécessaires à la réalisation du projet.

GBCA, destinataire de l'ensemble du projet, assumera l'ensemble des dépenses nécessaires jusqu'à parfait achèvement de l'opération.

Clés de répartition :

|             |                 |
|-------------|-----------------|
| 100 000 € : | fin des études  |
| 250 000 € : | fin des travaux |
| Solde :     | réception       |

### **ARTICLE 5 - Contrôle technique, financier et comptable**

En fin d'opération, la COMMUNE DE BELFORT établira et remettra à GBCA le décompte général des travaux relatif au complexe, qui comportera un état détaillé de toutes les dépenses réalisées.

### **ARTICLE 6 - Réception des ouvrages**

La réception des ouvrages sera faite par la COMMUNE de BELFORT, elle y invitera GBCA. En qualité de maître d'ouvrage, la COMMUNE DE BELFORT assurera le suivi des levées de réserves jusqu'à leur parfait achèvement.

La COMMUNE de BELFORT, propriétaire, suivra les diverses garanties induites par ces travaux jusqu'à leur échéance.

La COMMUNE DE BELFORT constitue et coordonne le dossier des ouvrages exécutés à partir des plans conformes à l'exécution remis par son Maître d'œuvre ou les entreprises, des plans de recollement des ouvrages ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs, et les remet à GBCA.

## **ARTICLE 7 - Durée de la convention**

La présente convention est applicable à compter de sa signature, jusqu'au dernier paiement, après délai de parfait achèvement et mainlevée des garanties.

A l'issue de ces opérations, la COMMUNE DE BELFORT conviendra avec GBCA d'une nouvelle convention de mise à disposition des locaux suite à cette restructuration.

## **ARTICLE 8 - Modification de la convention**

La présente convention ne pourra être amendée que par avenant écrit, signé des deux parties.

## **ARTICLE 9 - Assurances**

Chacune des parties contractantes déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exécution de la prestation objet du présent contrat.

## **ARTICLE 9 - Règlement des litiges**

En cas de désaccord relatif à la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les parties conviennent de privilégier la voie d'un règlement amiable. A défaut d'avoir pu aboutir à un tel règlement dans un délai raisonnable, la juridiction compétente pourra être saisie par l'une ou l'autre des parties.

Fait à Belfort  
(en deux exemplaires originaux)

Le

Pour la Ville de Belfort  
Pour le Maire  
Le Premier Adjoint délégué,

Le

Pour le GBCA  
Pour le Président  
Le Conseiller Communautaire délégué,

Sébastien VIVOT

Jacques BONIN



Objet de la délibération

N° 19-102

Acquisition des locaux de  
l'Institut de Formation en  
Soins Infirmiers (IFSI) sis  
11 rue Jean Rostand à  
Belfort – Parcelle AK 88

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

## SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaients présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



CONSEIL MUNICIPAL du 25 septembre 2019

DELIBERATION N° 19-102

de M. Sébastien VIVOT

1<sup>er</sup> Adjoint chargé des finances, de l'évaluation des politiques publiques, de l'administration générale

Direction des Affaires Juridiques

|              |           |
|--------------|-----------|
| Références   | DAJ/JV    |
| Mots-clés    | Juridique |
| Code matière | 3.2       |

**Objet : Acquisition des locaux de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) sis 11 rue Jean Rostand à Belfort - Parcelle AK 88**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L2241-1 ;

**VU** l'avis domanial en date du 27 février 2019 ;

**Considérant** la proposition de l'Hôpital Nord Franche-Comté faite par courrier en date du 28 mai 2019 ;

L'Hôpital Nord Franche-Comté est propriétaire de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers sis sur la parcelle AK 88, d'une contenance totale de 32 a 10 ca à Belfort. Le bâtiment, édifié sur sous-sol partiel et 3 niveaux, comprend notamment 2 amphithéâtres, des salles de cours, des locaux administratifs, des salons, ainsi que 2 logements, l'un de type T4, le second étant un T1. Il s'agit d'un bâti important en termes de surface utile, puisque celle-ci atteint 2 590 m<sup>2</sup>.

Le service du Domaine a estimé la valeur vénale de ce bien à 337 000 €, avec marge de négociation d'usage fixée à 10 %.

L'Institut devant être transféré au sein d'un nouvel ensemble immobilier actuellement en construction à Montbéliard, le bien sera inoccupé à compter du 15 septembre 2019.

Aussi, au vu de l'emplacement du site, des perspectives d'aménagement et de développement urbain ainsi offertes en plein centre ville, de même que des opportunités de services qui pourraient être offertes à la population, la collectivité envisage d'acquérir ce bien

Le dossier sera confié à l'étude LOCATELLI HANS LAMOTTE, qui a déjà suivi les précédents dossiers avec l'hôpital, les frais correspondants étant à la charge de la Ville en sa qualité d'acquéreur. A priori, l'hôpital ne souhaitant pas de compromis, la signature de l'acte authentique pourrait intervenir rapidement.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 40 voix pour, 0 contre et 2 abstentions (M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Isabelle LOPEZ),

*(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT ne prennent pas part au vote),*

DECIDE

d'approuver le principe et les conditions de l'acquisition des locaux de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers au montant de 337 000 € (trois cent trente-sept mille euros), tel qu'indiqué dans l'avis domanial,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer l'acte notarié à intervenir et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Date affichage**

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

  
Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES  
- 1 OCT. 2019



### Fiche d'information nominative

| Commune | Section | Parcelle | Surface             | Surface bâtie      | Adresse               |
|---------|---------|----------|---------------------|--------------------|-----------------------|
| 900010  | 000AK   | 0088     | 3212 m <sup>2</sup> | 147 m <sup>2</sup> | 9001 RUE JEAN ROSTAND |

### Commune de BELFORT

Compte propriétaire n°900010+00110

HOPITAL DE BELFORT (Propriétaire)  
 adresse : RUE DE MULHOUSE 90000 BELFORT



Imprimé le : 28/08/2019

Echelle : 1/1000



N°7300-SD  
(mars 2016)

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU DOUBS  
Pôle d' Evaluations Domaniales  
17 RUE DE LA PREFECTURE  
25000 BESANCON  
Téléphone : 03.81.25.20.20  
Courriel : ddfip25.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 22/03 /2019.

**POUR NOUS JOINDRE :**

Affaire suivie par : Nelly EUVRARD  
Adresse : Centre des Finances Publiques  
1 rue Pierre Brossollet 25214 MONTBELIARD Cedex  
Téléphone : 03 81 32 62 24  
Courriel : nelly.euvrard2@dgfip.finances.gouv.fr  
Réf. : 2019 -90 10 V 234

Monsieur le Directeur Départemental des Finances  
Publiques du Doubs

à

Monsieur le Maire  
Hôtel de Ville  
Place d' Armes  
90 020 BELFORT

### AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : BÂTIMENT DE L' IFSI

ADRESSE DU BIEN : 11 RUE EDMOND ROSTAND 90 000 BELFORT

VALEUR VÉNALE : 337 000 € avec marge de négociation de 10 % .

1 – SERVICE CONSULTANT

Ville de Belfort

AFFAIRE SUIVIE PAR :

M Jérôme VERNIER

2 – Date de consultation

:27/02/2019

Date de réception

:27/02/2019

Date de visite

: déjà visité

Date de constitution du dossier « en état »

27/02/2019

### 3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Estimation en vue acquisition éventuelle du bâtiment IFSI suite au transfert dans le nouveau bâtiment de l' IFMS en cours de construction à Montbéliard .

### 4 – DESCRIPTION DU BIEN

Référence cadastrale : Parcelle AK n° 88 d' une contenance de 32 a 10 ca .

#### Description du bien :

Bâtiment sur sous-sol partiel et 3 niveaux comprenant deux amphithéâtres , des salles de cours , des bureaux , des salons , un logement T4 et un logement T1 au 2ème étage avec un accès propre ; le bâtiment dispose de 2 cages d' escalier et d' un monte – charge et comporte des matériaux contenant de l' amiante .

#### 5 – SITUATION JURIDIQUE

- nom du propriétaire : Hôpital Nord Franche - Comté
- situation d'occupation : les locaux sont toujours en activité jusqu'à l'ouverture de la nouvelle école .

#### 6 – URBANISME ET RÉSEAUX

en zone U GER A du PLU : la zone U GER correspond aux zones urbaines comprises dans l'ancienne ZAC dite GERARD créée le 03/07/1975 et achevée le 15/12/2001 : le secteur U GER A est principalement affecté à l'habitation sous forme d'immeubles collectifs .COS : non règlementé

#### 7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est fixée en poursuite d'usage et tient compte de la surface importante du bâtiment, de l'état d'entretien, de l'absence de marché pour ce type de bien, et du coût élevé des travaux en cas de reconversion éventuelle du bien.

la valeur vénale du bien est estimée à 337 000 € HT et hors frais d'enregistrement. En l'absence de devis de démolition et de désamiantage il n'est pas possible de déterminer la valeur en récupération foncière.

#### 8 – DURÉE DE VALIDITÉ

Le présent avis est valable un an.

#### 9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur Départemental des Finances publiques et par délégation,

La responsable du Domaine,

Bénédicte MARTIN

Inspectrice Principale des Finances Publiques

*L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.*

## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

Objet de la délibération

N° 19-103

**Délégation du droit de  
priorité dans le cadre de  
la cession par l'Etat de  
deux immeubles  
sis 2 à 8 rue Strolz à  
Belfort – Parcelle AK 83**

**SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

**Absents excusés :**

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

**Absente :**

Mme Patricia BOISUMEAU

**Secrétaire de séance :**

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

**Ordre de passage des rapports :** 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



DELIBERATION N° 19-103

de M. Sébastien VIVOT

1<sup>er</sup> Adjoint chargé des finances, de l'évaluation des politiques publiques, de l'administration générale

Direction des Affaires Juridiques

Références                   DAJ/GW/AP  
Mots-clés                    Urbanisme  
Code matière                2.2

***Objet : Délégation du droit de priorité dans le cadre de la cession par l'État de deux immeubles sis 2 à 8 rue Strolz à Belfort - Parcelle AK 83***

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2122-21,  
VU le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L240-1 à L240-3, L300-1,

La loi n° 2006-872 portant *Engagement National pour le Logement* (ENL), en date du 13 juillet 2006, a remanié le régime juridique du droit de priorité, instauré par la *Loi d'Orientation pour la Ville* (LOV), du 13 juillet 1991. L'objectif de l'ENL était de simplifier l'exercice de ce droit en supprimant tout cumul avec le droit de préemption.

Désormais inscrit aux articles L.240-1 à L.240-3 du Code de l'Urbanisme, le droit de priorité permet à l'État, ainsi qu'à certains établissements publics, de proposer prioritairement aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale titulaires du droit de préemption l'acquisition de leurs biens situés sur le territoire.

Ce droit de priorité ne peut être exercé qu'à des fins d'intérêt général, en vue de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement, qui ont notamment pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat ou de permettre le renouvellement urbain, la sauvegarde ou la mise en valeur du patrimoine bâti ou non bâti, ainsi que les espaces naturels, conformément aux dispositions de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme.

Une autre des particularités issue de la loi ENL est l'obligation faite au vendeur de mentionner le prix, tel qu'il a été évalué par le directeur des services fiscaux.

Dernière particularité du droit de priorité : celui-ci s'exerce avant qu'un acquéreur potentiel ne se manifeste, contrairement à la procédure classique de droit de préemption urbain.

En l'occurrence, par décision ministérielle en date du 31 octobre 2018, le Ministère des Armées a demandé au service *France Domaine* de procéder à la cession de deux immeubles situés du 2 au 8 rue Strolz, cadastrés AK 83, comprenant chacun 20 appartements. Le prix de cession a été fixé à 1 600 000 €.

Pour vendre ces biens, l'Etat a décidé de préférer la procédure de droit de priorité à la procédure traditionnelle du droit de préemption urbain. La Direction Générale des Finances Publiques en a informé la Ville de Belfort, par courrier recommandé avec accusé de réception, le 23 mai 2019.

En l'espèce, l'acquisition de cet ensemble immobilier présente un intérêt majeur pour la revitalisation du centre ville, notamment pour diversifier l'offre locative.



Il apparaît opportun pour la Ville d'exercer son droit de priorité sur les immeubles mis en vente par l'État, au prix proposé par France Domaine de 1 600 000 €, notamment au vu de sa localisation.

Or, l'article L.240-1 du Code de l'Urbanisme dispose que le droit de priorité peut être délégué, et notamment à un établissement public. Ainsi, si la Ville délègue ce droit sur l'opération faisant l'objet du présent rapport à Territoire habitat, celui-ci pourra ainsi l'exercer et procéder lui-même au réaménagement des immeubles. Ce projet répond parfaitement aux objectifs d'intérêt général définis par l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme.

C'est la raison pour laquelle la Ville de Belfort a informé la Direction Départementale des Finances Publiques de sa volonté d'exercer ce droit de priorité sur ces deux immeubles, mais en le déléguant à Territoire habitat, par courrier en date du 15 juillet 2019.

Dès lors, aucune dépense municipale n'est à prévoir pour cette opération

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour, 0 contre et 0 abstention,

*(M. Marc ARCHAMBAULT ne prend pas part au vote),*

### DECIDE

d'approuver le principe de la délégation du droit de priorité, dont jouit la Ville, à Territoire habitat, concernant les deux immeubles situés du 2 au 8 rue Strolz à Belfort et cadastrés AK 83,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer les actes à intervenir et concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.


Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Date affichage**

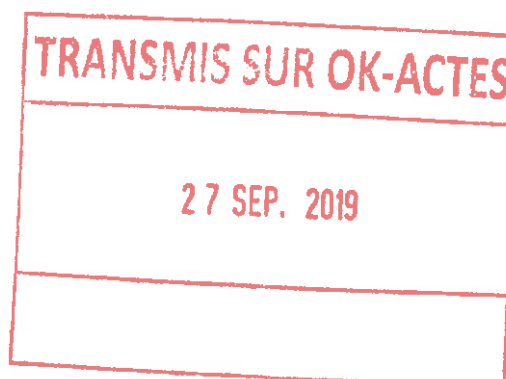
le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

  
Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage





Objet de la délibération

N° 19-104

Cession de 7 box –  
11-13 rue Georges  
Pompidou à Belfort

## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal****SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoints ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

**Absents excusés :**

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

**Absente :**

Mme Patricia BOISUMEAU

**Secrétaire de séance :**

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

**Ordre de passage des rapports :** 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



DELIBERATION N° 19-104

de M. Sébastien VIVOT

1<sup>er</sup> Adjoint chargé des finances, de l'évaluation des politiques publiques, de l'administration générale

Direction des Affaires Juridiques

Références           DAJ/JV  
Mots-clés            Juridique  
Code matière        3.2

**Objet : Cession de 7 box - 11-13 rue Georges Pompidou à Belfort**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L2241-1 ;

VU l'avis domanial en date du 16 avril 2019 ;

Considérant les offres d'achat indiquées au présent rapport ;

Au sein de la copropriété Vauban, la Ville est propriétaire de garages couverts et non clos. En sa séance du 29 septembre 2016, le Conseil Municipal a acté la vente de 9 d'entre eux. Ainsi, depuis cette date, la collectivité demeure propriétaire de 16 box (n°1, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 24 et 25), pour lesquels les occupants s'acquittent d'un loyer mensuel de 75,25 €, fixé par délibération.

Dans le même sens, la Ville a mis en vente ces 16 lots (dont les caractéristiques propres sont annexées à la présente). Aussi, en mai 2019, conformément au cadre légal des baux en cours, proposition a été faite à chaque locataire d'acquérir le/les box qu'il occupe, sur la base de l'estimation du Domaine en date 16 avril 2019, évaluant le montant unitaire d'un lot/box à 15 411 €.

Sept locataires ont fait part de leur grand intérêt et ont déposé en conséquence des offres d'achat, toutes à hauteur de 15 411 € par box, à savoir :

| N° de box | Acquéreur                                         | Etude notariale indiquée par l'acquéreur                |
|-----------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| 3         | Paroisse Saint-Christophe, Diocèse de Montbéliard | Laurence RENAUD-BERTOUX et Benoît JORON (Pont-de-Roide) |
| 6         | Monsieur et Madame BONNOT                         | Etude BOILLOT-HASSLER (Belfort)                         |
| 8         | Monsieur et Madame ARNOLD                         | Florence RIGOLLET (Belfort)                             |
| 11        | Monsieur Gérard LOLLIER                           | Etude LOCATELLI-HANS-LAMOTTE (Belfort)                  |
| 19        | Paroisse Saint-Christophe, Diocèse de Montbéliard | Laurence RENAUD-BERTOUX et Benoît JORON                 |
| 24        | Association Les Bons Enfants                      | Florence RIGOLLET (Belfort)                             |
| 25        | Association Les Bons Enfants                      | Florence RIGOLLET (Belfort)                             |

A titre d'information, la collectivité entend poursuivre la mise en vente des box initiée en 2016. Aussi, la cession des lots restants (n°1, 4, 7, 9, 10, 12, 13, 14 et 18) fera l'objet d'une publicité avec mise en concurrence en septembre 2019.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT) et 3 abstentions (Mme Samia JABER, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

*(Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT ne prennent pas part au vote),*

**DECIDE**

d'approuver le principe et les conditions de la cession de 7 box sis 11-13 rue Georges Pompidou à Belfort,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer les actes notariés à intervenir (y compris un éventuel compromis de vente qui serait demandé par l'acquéreur) et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Date affichage**

**le 27 SEP. 2019**

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

  
Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

**TRANSMIS SUR OK-ACTES**  
**- 1 OCT. 2019**



**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU DOUBS  
POLE D'ÉVALUATIONS DOMANIALES  
17 RUE DE LA PREFECTURE  
25000 BESANCON  
Téléphone : 03.81.25.20.20  
Courriel : [ddfip25.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:ddfip25.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le 24 /04 /2019

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Nelly EUVRARD  
Adresse : Centre des Finances Publiques  
1 rue Pierre Brossolette 25214 MONTBELIARD Cedex  
Téléphone : 03 81 32 62 24  
Courriel : [nelly.euvrard2@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:nelly.euvrard2@dgfip.finances.gouv.fr)  
Réf. : 2019 90 010 V 0320

Monsieur le Directeur Départemental des Finances  
Publiques du Doubs

à

Monsieur le Maire  
Hôtel de Ville  
Place d'Armes  
90 000 BELFORT

### AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : 16 PARKINGS COUVERTS ET NON CLOS

ADRESSE DU BIEN : 11 – 13 RUE GEORGES POMPIDOU 90 000 BELFORT

VALEUR VÉNALE : valeur vénale moyenne par lot : 15 411 €

1 – SERVICE CONSULTANT

Mairie de Belfort

AFFAIRE SUIVIE PAR :

M Jérôme VERNIER

2 – Date de consultation

19/03/2019

Date de réception

19/03/2019

Date de visite

16/04/2019 ( visite demandée le 28/03/2019 et  
possible pour le consultant que le 16/04/2019 )

Date de constitution du dossier « en état »

16/04/2019

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Estimation en vue cession par lot de 16 emplacements de stationnement ,

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Référence cadastrale : parcelle BI n° 351 de 26 a 68 ca . Lots dépendant du volume 1000 de la copropriété Vauban sise 11-13 rue Georges Pompidou à Belfort : lot n°s 1 , 3,4,6,7,8,9,10,11,12,13,14,18,19,24,25 représentant chacun 40/1000èmes du volume 1000 .Les lots sont situés au rez de chaussée côté nord de l' immeuble , ne sont pas clos et sont desservis par une voie de circulation avec un accès à chaque extrémité . 9 lots ont déjà été vendus en 2017 .

5 – SITUATION JURIDIQUE

- nom du propriétaire : Commune de Belfort .

situation d'occupation : biens évalués libres d' occupation et de location .

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

en zone UA du PLU .

**7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE**

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison avec le prix de vente moyen des lots vendus dans la même copropriété en 2017 ; les prix de vente ont été fixés à partir des offres proposées par plis cachetés par les candidats acquéreurs et validées par la Commission d' Ouverture des Offres .  
Le prix moyen de ces 9 ventes ressort à 15 411 € . ce prix est conforme au marché local .

**La valeur vénale est donc de 1<sup>er</sup> ordre de 15 411 € par lot .**

Cette valeur s'entend HT et hors frais d' enregistrement .

**8 – DURÉE DE VALIDITÉ**

Le présent avis est valable un an .

**9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES**

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation



Nelly EUVRARD

Inspecteur des Finances Publiques

*L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.*



**BELFORT**  
**Section BI n° 351**  
**VOLUME 1000**

---

**Propriété de la Ville de BELFORT**

---

**ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION**

**Immeuble n° 11-13 rue Georges Pompidou**

Jean-Christophe CLERGET  
Master en photogrammétrie numérique E.N.S.G.  
Géomètre Expert Foncier D.P.L.G.  
29, Faubourg de Montbéliard  
90012 BELFORT CEDEX

Dossier n° 40/41445  
24/11/2015

## A - DÉSIGNATION

Le présent état descriptif de division en copropriété s'applique à un volume (1000) d'un immeuble édifié 11-13, rue Georges Pompidou à BELFORT (90).

Ce volume s'incorpore dans un immeuble qui s'élève sur un terrain cadastré sur la commune de BELFORT, section BI n° 351 pour 26 ares 68 centiares (superficie cadastrale).

Le terrain d'assiette de la division en volumes est limité :

- Au nord : par la parcelle BI 310 ;
- A l'ouest : par la parcelle BI 352 ;
- Au sud : par la parcelle BI 352 ;
- A l'est : par les parcelles BI 23 et 24.

L'immeuble ci-dessus désigné se compose d'un ensemble complexe comprenant des locaux d'habitation, de service et de stationnement. Cet immeuble est divisé en 6 volumes.

Le volume 1000 est un volume constitué de 25 places de parking couvertes et d'une voie de circulation. Il est situé au rez-de-chaussée de l'immeuble.

Il convient de rappeler que le volume 1000 est grevé d'une servitude d'accès au local technique au profit du volume 2000 et d'une servitude générale de passage de réseaux au profit des autres volumes.  
Cette servitude est donc applicable à chacun des lots.

## B - PLANS

Sont annexés au présent état descriptif de division en volumes :

- Un plan d'intérieur du volume 1000
- Trois coupes transversales
- Deux coupes longitudinales

## C - DIVISION

Le volume ci-dessus désigné est divisé en vingt-cinq lots numérotés en ordre continu de 1 à 25.

La désignation ci-après de ces lots comporte pour chacun d'eux l'indication des parties faisant l'objet d'une propriété exclusive (parties privatives) ainsi que la quote-part y attachée dans la propriété indivise du sol et des parties communes générales.

### Lot 1

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 01

Le tout pour une superficie de 19.63 m<sup>2</sup>

Les 40 millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 2

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 02

Le tout pour une superficie de 19.39 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 3

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 03

Le tout pour une superficie de 19.02 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 4

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 04

Le tout pour une superficie de 19.10 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 5

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 05

Le tout pour une superficie de 19.05 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 6

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 06

Le tout pour une superficie de 18.98 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 7

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 07

Le tout pour une superficie de 19.19 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 8

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 08

Le tout pour une superficie de 19.04 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 9

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 09

Le tout pour une superficie de 19.98 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 10

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 10

Le tout pour une superficie de 18.83 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 11

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 11

Le tout pour une superficie de 18.56 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 12

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 12

Le tout pour une superficie de 19.17 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 13

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 13

Le tout pour une superficie de 18.77 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 14

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 14

Le tout pour une superficie de 18.89 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 15

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 15

Le tout pour une superficie de 18.81 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 16

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 16

Le tout pour une superficie de 18.75 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 17

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte close référencée Box 17

Le tout pour une superficie de 18.65 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 18

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 18

Le tout pour une superficie de 19.63 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 19

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 19

Le tout pour une superficie de 19.07 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 20

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 20

Le tout pour une superficie de 19.12 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 21

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 21

Le tout pour une superficie de 19.09 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 22

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 22

Le tout pour une superficie de 19.03 m<sup>2</sup>

Les **40** millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 23

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 23

Le tout pour une superficie de 19.04 m<sup>2</sup>

Les 40 millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Lot 24

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 24

Le tout pour une superficie de 19.03 m<sup>2</sup>

Les 40 millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

***NB*** : Des canalisations reliées au dégraisseur situé dans le box 25 dépendantes du volume 2000 sont installées dans ce box

Lot 25

Ce lot consiste en une place de stationnement couverte non close référencée Box 25

Le tout pour une superficie de 19.03 m<sup>2</sup>

Les 40 millièmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

***NB*** : un dégraisseur ainsi que des canalisations dépendants du volume 2000 sont installés dans ce box

**D - TABLEAU DE RÉPARTITION DE LA PROPRIÉTÉ DU SOL ET DES PARTIES COMMUNES**

| N° de lot     | Désignation | Volume | Étage | Tantièmes généraux |
|---------------|-------------|--------|-------|--------------------|
| 1             | Box 01      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 2             | Box 02      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 3             | Box 03      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 4             | Box 04      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 5             | Box 05      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 6             | Box 06      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 7             | Box 07      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 8             | Box 08      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 9             | Box 09      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 10            | Box 10      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 11            | Box 11      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 12            | Box 12      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 13            | Box 13      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 14            | Box 14      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 15            | Box 15      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 16            | Box 16      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 17            | Box 17      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 18            | Box 18      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 19            | Box 19      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 20            | Box 20      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 21            | Box 21      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 22            | Box 22      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 23            | Box 23      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 24            | Box 24      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| 25            | Box 25      | 1 000  | RDC   | 40                 |
| <b>Totaux</b> |             |        |       | <b>1 000</b>       |

**E - TABLEAU DE RÉPARTITION DES CHARGES MINUTERIE PORTES AUTOMATIQUES**

| N° de lot     | Désignation     | Volume       | Étage | Charges |
|---------------|-----------------|--------------|-------|---------|
| 1             | Box 01          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 2             | Box 02          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 3             | Box 03          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 4             | Box 04          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 5             | Box 05          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 6             | Box 06          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 7             | Box 07          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 8             | Box 08          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 9             | Box 09          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 10            | Box 10          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 11            | Box 11          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 12            | Box 12          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 13            | Box 13          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 14            | Box 14          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 15            | Box 15          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 16            | Box 16          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 17            | Box 17          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 18            | Box 18          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 19            | Box 19          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 20            | Box 20          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 21            | Box 21          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 22            | Box 22          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 23            | Box 23          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 24            | Box 24          | 1 000        | RDC   | 38      |
| 25            | Box 25          | 1 000        | RDC   | 38      |
| -             | Local technique | 2 000        | RDC   | 50      |
| <b>Totaux</b> |                 | <b>1 000</b> |       |         |



## Objet de la délibération

N° 19-105

Cession du pavillon sis  
4 allée des Lauriers à  
Belfort – Parcelle AD 445

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

## SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaients présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



CONSEIL MUNICIPAL du 25 septembre 2019

DELIBERATION N° 19-105

de M. Sébastien VIVOT

1<sup>er</sup> Adjoint chargé des finances, de l'évaluation des politiques publiques, de l'administration générale

Direction des Affaires Juridiques

Références           DAJ/JV  
Mots-clés             Juridique  
Code matière         3.2

**Objet : Cession du pavillon sis 4 allée des Lauriers à Belfort - Parcelle AD 445**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L2241-1 ;  
Vu l'avis domanial en date du 22 février 2019 ;  
Considérant l'offre d'achat de M. Valère GACHNER en date du 6 juin 2019 ;

La Ville est propriétaire, 4 allée des Lauriers à Belfort, d'un pavillon de type F5 jumelé avec le n°2. Edifié en 1979 sur 2 niveaux (sous-sol de plain-pied et rez-de-chaussée surélevé, combles perdus), d'une surface habitable de 105 m<sup>2</sup>, le bien est situé sur la parcelle AD 445, d'une contenance totale de 6 a 27 ca. Cet ensemble immobilier appartient au domaine privé de la collectivité.

Par arrêté en date du 10 décembre 2010, la Ville a concédé, par utilité de service, ce bien à M. Valère GACHNER en sa qualité d'agent de maîtrise. Aujourd'hui, les conditions ayant justifié cette mise à disposition ne sont plus réunies.

Ainsi, afin de céder ce pavillon et le terrain attenant, la Ville a procédé à une mise en concurrence. En effet, les garanties instaurées par la loi du 31 décembre 1979 accordant à tout locataire de droit commun une priorité pour l'acquisition du bien occupé ne trouvent pas à s'appliquer en l'espèce.

Dans son avis rendu le 22 février dernier, le service du Domaine a estimé la valeur vénale du bien à 144 000 € HT, avec la marge de négociation d'usage de 10 %.

Au terme de la mise en concurrence, seul M. GACHNER s'est porté candidat pour l'achat de ce pavillon et a fait une offre à hauteur de 129 600 € HT, qui répond par conséquent aux conditions financières posées par le service du Domaine. Aussi, au vu du contexte ici présenté, il vous est proposé de donner une suite favorable à l'offre d'achat de M. Valère GACHNER. Les frais notariés seront à sa charge, comme il est d'usage. Le dossier sera confié, en accord avec l'acquéreur, à l'étude de Maître Florence RIGOLLET.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT) et 3 abstentions (Mme Francine GALLIEN, M. René SCHMITT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

*(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT ne prennent pas part au vote),*

**DECIDE**

d'approuver le principe et les conditions de la cession du pavillon sis 4 allée des Lauriers à Belfort, à M. Valère GACHNER,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer les actes notariés à intervenir (y compris un éventuel compromis de vente qui serait demandé par l'acquéreur) et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Date affichage**

**le 27 SEP. 2019**

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

**TRANSMIS SUR OK-ACTES**  
**-1 OCT. 2019**



All Louvers

R. Valdoie

R. Albert ler.

R. Yser 277

2

4-4

2

377

298

301

300

397

294

448

3

332

331

49

6

47

366

36

339

61

18

37

16

38

39

14

12

10

8

42

40

46

2

364

8

360

6

43

44

4

46

2

364

8

360

10

308

1

391

16

1

14

12

36

328

361

362

374

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU DOUBS  
POLE D' EVALUATIONS DOMANIALES  
17 RUE DE LA PREFECTURE  
25000 BESANCON  
Téléphone : 03.81.25.20.20  
Courriel : ddfip25.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 11 /03 /2019

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Nelly EUVRARD  
Adresse : Centre des Finances Publiques  
1 rue Pierre Brossolette 25214 MONTBELIARD Cedex  
Téléphone : 03 81 32 62 24  
Courriel : nelly.euvrard2@dgfip.finances.gouv.fr  
Réf. : 2019 00 010 V 0070

Monsieur le Directeur Départemental des Finances  
Publiques du Doubs

à

Monsieur le Maire  
Mairie  
Place d' Armes  
90 020 BELFORT

### AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : PAVILLON JUMELÉ

ADRESSE DU BIEN : 4 ALLÉE DES LAURIERS 90 000 BELFORT

VALEUR VÉNALE : 144 000 € HT avec marge de négociation de 10 %

1 – SERVICE CONSULTANT

Commune

AFFAIRE SUIVIE PAR :

M Jérôme VERNIER

2 – Date de consultation

18/01/2019

Date de réception

18/01/2019

Date de visite

07/03/2019

Date de constitution du dossier « en état »

22/02/2019

### 3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Estimation en vue cession ; logement occupé par un employé communal dont l'utilité de service n'est plus justifiée .

### 4 – DESCRIPTION DU BIEN

Référence cadastrale : parcelle AD n° 445 d'une contenance de 6 a 27 ca .

Pavillon mitoyen ( jumelé avec le n° 2 allée des Lauriers ) , construit en 1979 , sur deux niveaux : sous – sol de plain pied et rez de chaussée sur – élevé et combles perdus , Au RDC : grand salon – salle à manger , cuisine , 3 chambres avec placard , salle de bains et WC séparés : une 4 ème chambre a été aménagée au sous-sol par le locataire à ses frais ; la cuisine équipée et les éléments de la salle de bains ( baignoire d' angle douche et meuble vasque ) ont été installés par le locataire en place . Menuiseries en PVC double – vitrage de 1ère génération , chauffage central au gaz .

#### 5 - SITUATION JURIDIQUE

- nom du propriétaire : Commune de Belfort.

situation d'occupation : biens évalués libres d'occupation et de location .

#### 6 - URBANISME ET RÉSEAUX :

en zone UE du PLU et en zone PPRI .

#### 7 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison avec le prix de vente hors meubles meublants de pavillons mitoyens construits entre 1975 et 1980 ,

La valeur vénale est de l'ordre de 144 000 € et est assortie d'une marge de négociation de 10 % .

Cette valeur s'entend HT et hors frais d'enregistrement .

#### 8 - DURÉE DE VALIDITÉ

Sur demande expresse du consultant le présent avis est valable deux ans en l'absence de modifications dans la consistance et l'état du bien au cours du délai .

#### 9 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation

*NR*

Nelly EUVRARD

Inspecteur des Finances Publiques

Objet de la délibération

N° 19-106

Action Cœur de Ville –  
Création d'une  
Opération de  
Revitalisation du  
Territoire (ORT)

## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal****SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

**Absents excusés :**

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

**Absente :**

Mme Patricia BOISUMEAU

**Secrétaire de séance :**

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

**Ordre de passage des rapports :** 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



**DELIBERATION N° 19-106**

**de Mme Florence BESANCENOT**

Adjointe chargée du commerce, de l'artisanat, des halles,  
des marchés et des terrasses

Direction Attractivité, Citoyenneté et Ressources Internes

Références : FB/GL/CJ  
Mots-clés Politique de la Ville  
Code matière 8.5

**Objet : Action Cœur de Ville - Création d'une Opération de Revitalisation du Territoire (ORT)**

Vu le cadre national du programme Action Cœur de Ville du 14 décembre 2017,  
Vu la loi 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique, dite loi Elan,  
Vu la délibération n° 18-102 du 3 juillet 2018 par laquelle la Ville de Belfort s'engage dans le programme Action Cœur de Ville,  
Vu la délibération du Grand Belfort n° 18-83 portant sur le soutien au plan Action Cœur de Ville,  
Vu la convention-cadre Action Cœur de Ville signée à Belfort, le 28 septembre 2018 ;

La Ville de Belfort a été retenue parmi les 222 territoires du programme national Action Cœur de Ville.

Par délibération n° 18-102 du 3 juillet 2018, le Conseil Municipal a approuvé la signature de la convention-cadre Action Cœur de Ville.

Pour mémoire, Action Cœur de Ville s'articule sur cinq axes :

- Axe 1 : De la réhabilitation à la restructuration - vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville.
- Axe 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré.
- Axe 3 : Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions.
- Axe 4 : Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine.
- Axe 5 : Favoriser l'accès aux équipements, services publics, à l'offre culturelle et de loisirs.

La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique, dite loi ELAN, a fait évoluer le cadre national Action Cœur de Ville en introduisant un dispositif d'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT).

L'Opération de revitalisation du territoire intègre toutes les dimensions d'un projet urbain : habitat, commerce, développement économique, accès aux services, valorisation du patrimoine, aménagement urbain valorisant...

Son objet consiste en «la mise en œuvre d'un projet global de territoire destiné à adapter et moderniser le parc de logements et de locaux commerciaux et artisanaux ainsi que le tissu urbain de ce territoire, pour améliorer son attractivité, lutter contre la vacance des logements et des locaux commerciaux et artisanaux ainsi que contre l'habitat indigne, réhabiliter l'immobilier de loisirs, valoriser le patrimoine bâti et les friches urbaines, dans une perspective de mixité sociale, d'innovation et de développement durable».



En outre, la loi introduit notamment une série de mesures dérogatoires qui s'appliquent aux ORT, notamment :

- l'exemption d'autorisation commerciale pour les projets situés dans les secteurs d'intervention,
- la possibilité pour le Préfet de département de suspendre pendant au plus 4 ans l'instruction d'un projet d'implantation commercial hors périmètre d'ORT, à la demande de la collectivité ou de sa propre initiative,
- la possibilité de concrétiser des projets à travers des dispositifs expérimentaux, comme le permis d'innover ou le permis d'aménager multi-site,
- la possibilité pour les communes concernées par l'ORT de bénéficier de l'outil de défiscalisation Denormande.

L'ORT permet également :

- d'instaurer le droit de préemption urbain renforcé et le droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce, les baux commerciaux et les terrains faisant l'objet de projets d'aménagement commercial,
- de faciliter la mise en œuvre de la procédure liée à l'abandon manifeste d'une partie d'immeuble,
- d'instaurer l'obligation d'information préalable du maire et du président de l'EPCI six mois avant la fermeture d'un service public de l'Etat,
- de favoriser les opérations immobilières mixtes logements-commerces en centre-ville.

Par ailleurs, la signature d'une convention d'ORT permet aux Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat-Renouvellement Urbain (OPAH-RU) existant en centre-ville d'être prorogées de 5 ans à partir de la date de signature de l'ORT.

Afin de créer cet outil juridique, créateur de droit et d'accompagnement renforcé, il convient de transformer la convention-cadre Action Cœur de Ville en convention d'Opération de Revitalisation du Territoire.

Cette transformation peut être initiée avant la fin de la phase d'initialisation de la convention cadre Action Cœur de Ville par un courrier co-signé par M. le Maire, ou son représentant, et M. le Président du Grand Belfort, appuyé de délibérations concordantes et transmis à Mme la Préfète de département.

Il est proposé de mettre en place l'Opération de Revitalisation du Territoire sur la Ville de Belfort afin de lui faire bénéficier des nouveaux droits introduits par la loi ELAN, notamment en matière d'aménagement commercial, et d'y intégrer l'ensemble du périmètre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 38 voix pour, 0 contre et 4 abstentions (M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

*(M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT ne prennent pas part au vote),*

#### DECIDE

de mandater M. le Maire afin de saisir le Comité de Pilotage «Action Cœur de Ville» pour statuer sur cette évolution,

et, sous réserve d'approbation de cette évolution par le Comité de Pilotage :

d'approuver :

- . la demande de transformation de la convention-cadre Action Cœur de Ville en convention d'Opération de Revitalisation du Territoire avant la fin de la phase d'initialisation de la convention Action Cœur de Ville,
- . l'intégration de l'OPAH-RU dans l'Opération de Revitalisation du Territoire,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant :

- . à solliciter le Président du Grand Belfort pour délibérer en termes identiques,
- . à solliciter Mme la Préfète sur la transformation de la convention Action Cœur de Ville en Opération de Revitalisation du Territoire par avenant, selon les termes énoncés,
- . à signer tout document relatif au dossier «Action Cœur de Ville».

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Date affichage**

**le 27 SEP. 2019**

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

  
Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

**TRANSMIS SUR OK-ACTES**  
**-1 OCT. 2019**

## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

Objet de la délibération

N° 19-107

SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

**Extension du périmètre  
de sauvegarde du  
commerce et de  
l'artisanat dans le cadre  
du droit de préemption  
sur les fonds de  
commerce, les fonds  
artisansaux et les baux  
commerciaux**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

**Absents excusés :**

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

**Absente :**

Mme Patricia BOISUMEAU

**Secrétaire de séance :**

M. David DIMEY

*~~~~~*

La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

**Ordre de passage des rapports :** 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



CONSEIL MUNICIPAL du 25 septembre 2019

DELIBERATION N° 19-107

de Mme Florence BESANCENOT

Adjointe chargée du commerce, de l'artisanat, des halles,  
des marchés et des terrasses

Direction de l'Urbanisme

Références FB/GL/JPC/LC/PDL/CW  
Mots-clés Urbanisme - Commerce  
Code matière 2.3

***Objet : Extension du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat dans le cadre du droit de préemption sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux***

VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L 214-1 et R 214-1 et suivants,

VU la saisine des chambres consulaires (chambre de commerce et d'industrie et chambre des métiers et de l'artisanat) du Territoire de Belfort, par courrier en date du 15 juillet 2019, pour avis préalable sur cette délibération et ses annexes,

VU l'avis favorable de la chambre de commerce et d'industrie du Territoire de Belfort reçu par courrier du 6 septembre 2019,

VU l'accord réputé tacite de la chambre des métiers et de l'artisanat interdépartementale de Franche-Comté, délégation de l'Aire urbaine Nord Franche-Comté,

VU la «loi Dutreil» du 5 août 2005 en faveur des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et le décret d'application du 26 décembre 2007, qui ont permis aux communes de se doter d'un Droit de Préemption sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux, afin que les collectivités territoriales puissent agir de manière adaptée pour sauvegarder les petits commerces de proximité et la qualité des zones de chalandise en préemptant les biens meubles,

VU la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 et son décret d'application du 22 juin 2009, qui ont étendu les pouvoirs des maires en matière de droit de préemption dit « commercial » aux cessions portant ou étant destinées à porter des commerces d'une surface de vente comprise entre 300 et 1000 m<sup>2</sup>,

VU la loi Pinel du 18 juin 2014, qui a assoupli les règles de compétences en donnant la possibilité aux communes de déléguer la mise en œuvre du droit de préemption commercial aux EPCI et à des organismes spécialisés expérimentés dans ce domaine.

### **Rappels**

La Ville de Belfort s'est saisie de cette possibilité en définissant, par délibération en date du 19 juin 2009, un périmètre de sauvegarde, dotant ainsi la collectivité d'un outil pour maintenir une certaine diversité et cohérence de l'offre commerciale du centre-ville et de certains quartiers.

Il a été retenu, par le Conseil Municipal, tout ou partie des secteurs identifiés comme suit :

- le centre commercial Dardel,
- une partie de l'avenue Jean Jaurès,
- le faubourg des Ancêtres et le centre commercial des 4 As,
- la Vieille Ville,
- une partie de l'avenue Wilson et de la rue Thiers,
- le centre commercial Carré Liberté situé rue Léon Blum et de Madrid,
- une partie du boulevard John Fitzgerald Kennedy,
- le centre commercial de la Pépinière ;
- le centre commercial des Glacis du Château.

Ce périmètre a été étendu, par délibération du Conseil Municipal en date du 12 mai 2011, sur tout ou partie des secteurs suivants :

- le faubourg de France,
- le secteur de la gare,
- la place Corbis,
- le boulevard Carnot.

Vous trouverez, pour mémoire, en annexe 1, le périmètre du droit de préemption «commerce», jusqu'ici en vigueur au vu des délibérations intervenues en 2009 et 2011, et des secteurs ci-dessus cités.

### **Extension et précisions du périmètre**

Un rapport analysant la situation du commerce et de l'artisanat de proximité à Belfort est joint en annexe 2.

Il expose le fait que l'application du droit de préemption commerce existant depuis 10 ans à Belfort n'a jamais été appliquée. La Ville de Belfort a été retenue dans le dispositif «Action Cœur de Ville» en mars 2018. Un périmètre dit «Action Cœur de Ville», à forts enjeux de développement, a été identifié en septembre 2018 ; celui-ci est joint en annexe 3, ainsi que la liste des adresses correspondantes, en annexe 4. Le droit de préemption urbain a été étendu à ce périmètre, et il est souhaité une extension du droit de préemption commerce à ce périmètre. Une Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) va également être appliquée à ce secteur, afin de lui faire bénéficier d'avantages juridiques et fiscaux. En outre, une SEM commerce, nommée «SEMAVILLE», a été créée, et le droit de préemption commerce lui sera transféré ; la gratuité d'une heure de stationnement tous les samedis a été instaurée. Ce sont là autant d'outils convergents pour permettre le développement du cœur de ville de Belfort.

Afin que la commune puisse offrir une meilleure protection du commerce et de l'artisanat en exerçant son droit de préemption sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux, il vous est proposé d'étendre le périmètre de sauvegarde au périmètre d'Action Cœur de Ville et de la future ORT.

En complément du plan joint en annexe 3, délimitant le nouveau périmètre, il convient de réitérer les principes de l'action communale :

- pour les centres commerciaux : le droit de préemption commercial s'étend à l'ensemble du bâtiment touché par le périmètre, tel que défini au plan joint,
- pour l'ensemble des commerces : si une partie du commerce est concernée par le périmètre de sauvegarde, il est considéré dans sa totalité,
- le droit de préemption s'applique pour les commerces situés dans le périmètre de sauvegarde ou dont l'accès se situe sur l'un des axes concernés par le périmètre.

### **Mesures de publicité**

La présente délibération sera, conformément à l'article R 211-2, alinéa 1, du code de l'urbanisme, affichée en mairie pendant un mois minimum, et mention sera insérée dans deux journaux diffusés dans le département. S'agissant de préemption, je vous propose d'élargir cette publicité aux services fiscaux, notaires, tribunal et chambres consulaires.

En vue de mettre en œuvre l'extension du droit de préemption sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux, et compte tenu de l'avis des chambres consulaires,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 38 voix pour, 0 contre et 2 abstentions (M. René SCHMITT, M. Marc ARCHAMBAULT),

*(Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT ne prennent pas part au vote),*

### **DECIDE**

d'approuver l'extension du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat dans le cadre du droit de préemption sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux au périmètre Action Cœur de Ville, comme figuré à l'annexe 3 ; ces dispositions s'appliqueront pour les compromis de vente signés à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Date affichage**

**le 27 SEP. 2019**

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

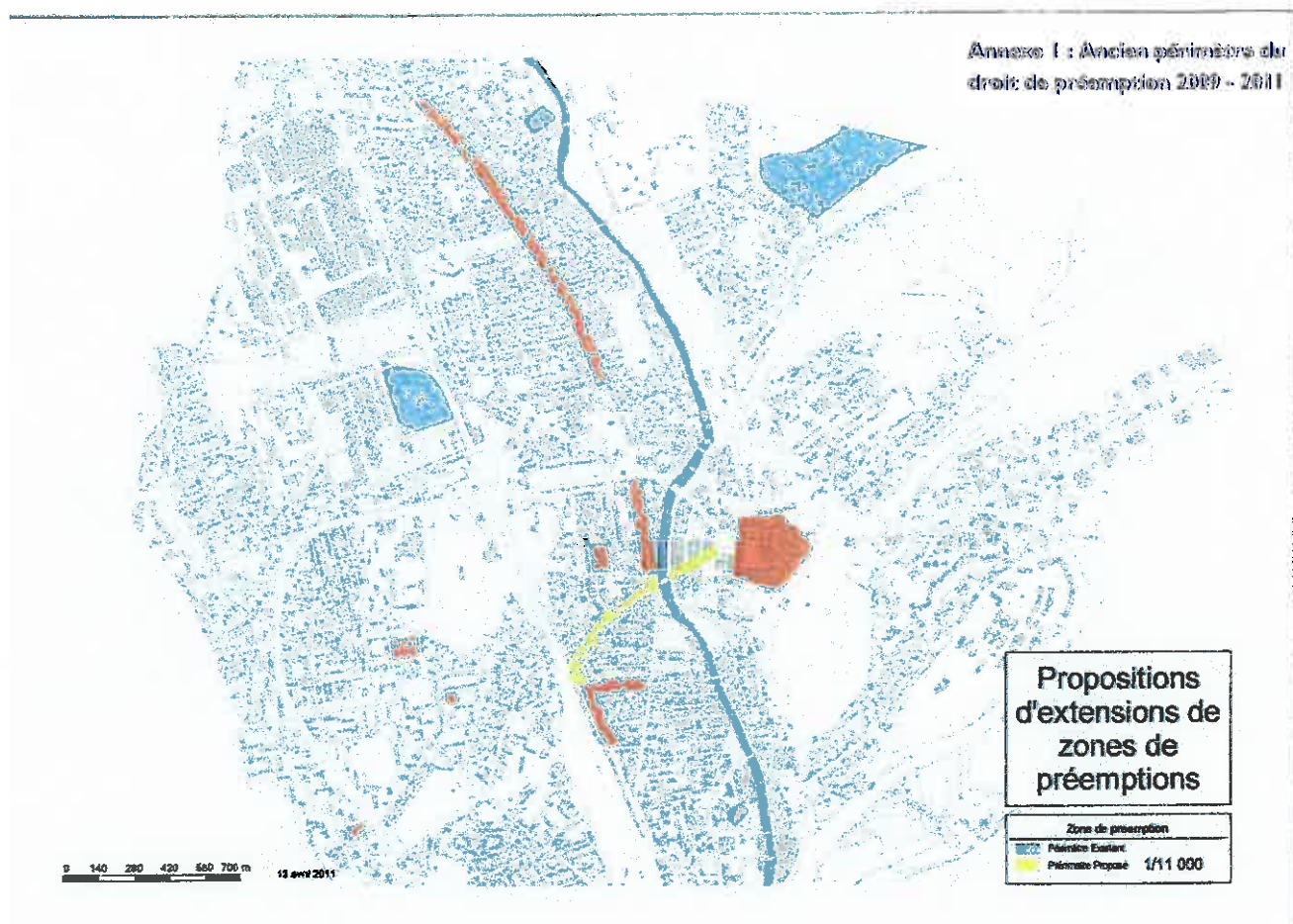
  
Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

**TRANSMIS SUR OK-ACTES**  
- 1 OCT. 2019

**Annexe 1** – Périmètre d'application du droit de préemption sur les fonds de commerce et artisans et sur les baux commerciaux, en vigueur suite aux délibérations de 2009 et 2011



## **Annexe 2**

### Situation du commerce et de l'artisanat de proximité belfortain

---

### Rapport de synthèse

*soumis pour avis à titre consultatif  
à la Chambre de Commerce et d'Industrie  
et  
à la Chambre de Métiers du Territoire de Belfort*

**juin 2019**



## Préambule

Lors de sa séance en date du vendredi 19 juin 2009, le Conseil Municipal de Belfort, a autorisé le maire à mener la procédure de préemption.

Le périmètre du droit de préemption a été étendu lors du conseil municipal du 12 mai 2011.

A ce jour et 10 ans après sa mise en place ; celui-ci n'a jamais été appliqué. Il a permis de recueillir quelques données et d'être mieux informés (changement de gérant, d'activité, loyers..).

Belfort a été labellisée par le dispositif « action cœur de ville » en mars 2018 parmi 222 villes françaises dont 15 en Bourgogne Franche-Comté. Un périmètre dit « action cœur de ville » a été défini en septembre 2018 ; il s'agit d'un secteur à fort enjeux de développement sur lequel le droit de préemption urbain vient d'être étendu et sur lequel il est souhaité une extension du droit de préemption « commerce ». En outre, une Opération de revitalisation du territoire « ORT » va y être appliquée, conférant des avantages législatifs et fiscaux à ceux qui s'y installeront pour habiter ou y exercer une activité, et une délégation du droit de préemption à la SEM Commerce qui vient d'être créée « SEMAVILLE » pourra lui permettre d'intervenir plus facilement sur ce secteur.

### I – Le commerce : un facteur d'attractivité pour la Ville de Belfort

Par les services qu'il rend aux particuliers comme aux entreprises, les emplois qu'il crée directement et indirectement, l'animation et l'attractivité qu'il suscite, le commerce participe pleinement au développement économique et à la qualité de vie à Belfort.

Diverses opérations ont été mises en œuvre en faveur du commerce de proximité et du commerce non-sédentaire, telles que :

- la mise en place d'une signalétique piétonne commerciale créée par Girodmédias qui contractualise directement avec les commerçants. Actuellement : 52 commerces, 25 panneaux dont 9 verso, 98 faces.
- l'Embellissement de vitrines de locaux commerciaux vacants par la mise en place de vitrophanies (10 par an) avec pour objectifs de rendre la ville plus esthétique et d'accélérer la relocation ou la vente, les coordonnées du propriétaire ou de l'agence immobilière étant généralement indiqués,
- l'acquisition du bâtiment de l'ancien SPAR (Quartier de la pépinière), avec la réalisation de travaux de remise en état du local et l'installation d'un

distributeur automatique de billets et la mise en location afin de maintenir une activité d'épicerie-bureau de tabac dans le quartier,

- la réalisation de travaux de modernisation du centre commercial des Glacis du Château initiés par la Ville et pilotés par la SODEB avec : l'extension de la supérette, la modernisation des enseignes et du système d'éclairage, le remplacement du platelage en bois par des enrobés, la mise en sens unique du parking et l'ouverture d'un service « Drive » pour la pharmacie.
- la création de places de stationnement partout en ville à proximité des commerces et de nombreuses places de livraison supplémentaires.
- la création du fonds belfortain de sécurisation des commerces. Pour chaque commerce éligible : le montant maximum attribué est de 1 000 € et ne doit pas excéder 50 % du prix maximum de l'équipement installé.
- la création d'un espace de convivialité au marché des Vosges.
- la végétalisation de la Place d'Armes avec l'installation de grandes jardinières permettant de délimiter les terrasses.
- la gratuité du stationnement sur toute la ville les 26 décembre et les Vendredis Saints.
- l'adoption d'un arrêté donnant droit à l'ouverture de dix dimanches sur l'année pour les commerces.

#### La « maîtrise du développement commercial » pour une offre de qualité

Toutefois, même si ces actions participent à la redynamisation du commerce, elles ne suffisent pas à elles seules. Des actions visant à soutenir les commerces ont été mises en œuvre sur le centre-ville de Belfort dans l'objectif de conforter le rôle prépondérant occupé par le commerce belfortain au sein du pôle métropolitain Nord Franche-Comté.

#### En matière d'animation :

- le Mois Givré organisé pour les fêtes de fin d'année pendant la période de congés scolaires en décembre-janvier,
- la mise en place du Festiv'Eté organisé pendant les congés scolaires de juillet-août,
- la création d'une braderie avenue Jean Jaurès depuis octobre 2015 avec environ 110 exposants,

- l'organisation de la braderie du centre-ville en juin avec environ 260 exposants,
- la création du marché aux plantes d'automne,
- le soutien financier à des manifestations artisanales organisées par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat telle que Talents d'Artisan en octobre.

Toutefois, comme beaucoup de secteurs d'activités, le commerce est en évolution permanente et notre offre commerciale doit sans cesse être confortée et diversifiée. Ainsi et afin de tenir compte de cela, un site e-commerce « Ma Ville Mon Shopping » a été créé avec une page dédiée au commerce Belfortain avec 53 commerçants adhérents et plus de 500 produits proposés seulement deux mois après sa création.

Un parcours photographique « histoire de commerce d'hier à aujourd'hui » et invitant à la promenade en ville va être inauguré le 6 juillet. Il relie le cœur de ville à la vieille ville et permet de découvrir sur 53 lieux différents ce qu'était le commerce hier et ce qu'il est aujourd'hui.

## **II – Des signes de fragilité et des actions encore à mener**

Le dynamisme commercial belfortain, conjugué à une relative concentration de la population départementale au sein de l'agglomération belfortaine, s'est également traduit par le développement de la grande distribution notamment à Andelnans et Bessoncourt.

La spécialisation commerciale qui s'était progressivement précisée entre Belfort et sa périphérie ; à savoir que les grandes zones commerciales évoquées étaient synonymes d'alimentation et d'équipement de la maison ; et que le centre-ville était, pour sa part, d'avantage spécialisé en équipement de la personne, en services et en diffusion de produits culturels et de loisirs ne tient plus. En effet, l'équipement de la personne a largement pris sa place en périphérie aujourd'hui.

Cela porte atteinte à l'attractivité du centre-ville.

Une fois le périmètre ORT adopté et calqué sur le périmètre action cœur de ville, il sera possible lorsque la concurrence directe avec le commerce de centre-ville est observée, qu'un projet de développement d'un commerce en périphérie soit retoqué.

En outre, le fort développement au cours de la période récente des franchises et des succursales a sensiblement atténué la diversité et l'originalité de l'offre commerciale du centre-ville.

Par ailleurs, le centre-ville se doit, pour être plus attractif, d'opérer une transformation pour être plus accessible (étude de stationnement, circulation qui va débiter), plus accueillant (travaux entrée Sud, travaux à venir requalification place de la République, étude Smart City (développement wifi public)).

Le développement du phénomène de vacance commerciale est à souligner ainsi qu'un très fort turn-over.

C'est consciente de ce phénomène que la Ville de Belfort a commandé une étude qui a permis d'identifier différents lieux stratégiques de développement du commerce et compris dans le périmètre « action cœur de ville » préalablement à la création de SEMAVILLE. Ainsi, une fois que le droit de préemption lui aura été confié par la Ville, elle sera fondée à intervenir en lien avec la Ville de Belfort et avec les actionnaires de la SEM.

### **Le droit de préemption un outil d'observation et de prévention**

Les quartiers ou secteurs de Belfort devant faire l'objet d'une approche prioritaire avaient été définis en 2009 ; ces secteurs seront conservés.

Celui-ci sera étendu au périmètre Action Cœur de Ville.

Le droit de préemption devrait nous donner la possibilité de répondre aux grands objectifs suivants :

#### **Conforter la commercialité de certains secteurs de la Ville**

Comme cela a été défini lors de l'étude menée par le cabinet Scet et Up City au premier semestre 2018, les axes d'interventions de la SEM commerce sont prioritairement l'axe Jean-Jaurès avec des secteurs de commercialité à privilégier et l'axe gare à vieille ville.

#### **Etre attentif à la diversité de l'offre commerciale**

Cette problématique se pose notamment au niveau de la Vieille Ville et du Faubourg des Ancêtres.

La Vieille Ville est en effet axée sur le développement de la restauration et des marchands d'art, d'antiquités. Le Faubourg des Ancêtres quant à lui se compose de boutiques de haut de gamme spécialisées pour la plupart en vêtements.

Au départ d'un commerçant, il pourrait être utile de s'assurer d'une certaine cohérence quant à la nature de l'activité appelée à lui succéder.

C'est la raison pour laquelle un secteur de protection du commerce a été mis en place lors de la modification du PLU de Belfort adoptée par le conseil municipal du 2 décembre 2011. Il a été proposé d'introduire en zone UA l'interdiction, le long de l'axe gare à vieille ville, toute nouvelle implantation, tout changement d'affectation, toute extension, en rez de chaussée, des activités souvent surreprésentées en centre-ville ; à savoir les bureaux et activités tertiaires telles que les banques, assurances, agences immobilières, agences de voyage ou encore les professionnels de santé, étant entendu que les activités en place peuvent perdurer.

### Conforter le commerce de proximité

Cet enjeu se pose plus particulièrement au droit du quartier des Résidences (rue de Madrid, Léon Blum et de Budapest), au niveau du quartier de la Pépinière, au niveau des Glacis du Château et de « Belfort Nord » (centre commercial de Dardel).

Les commerces de ces quartiers sont souvent vétustes et subissent de plein fouet la concurrence des grands centres commerciaux périphériques et des hard discounters. En outre, les habitants de ces grands quartiers populaires sont souvent moins motorisés que d'autres et y font de fait quotidiennement leurs achats. Comme pour les autres quartiers urbains, la population y vieillit, rendant d'autant plus utile l'accès à des commerces peu éloignés de leur résidence. De plus, lorsque les commerces y sont trop peu nombreux, cette carence renvoie une image peu attractive.

L'intervention de la Ville de Belfort pour l'acquisition de l'ancien SPAR de la pépinière, la réalisation de travaux puis la location va dans ce sens.

## CONCLUSION

La vitalité du commerce résulte d'un jeu d'équilibres permanents qu'il n'est pas toujours aisé de maîtriser.

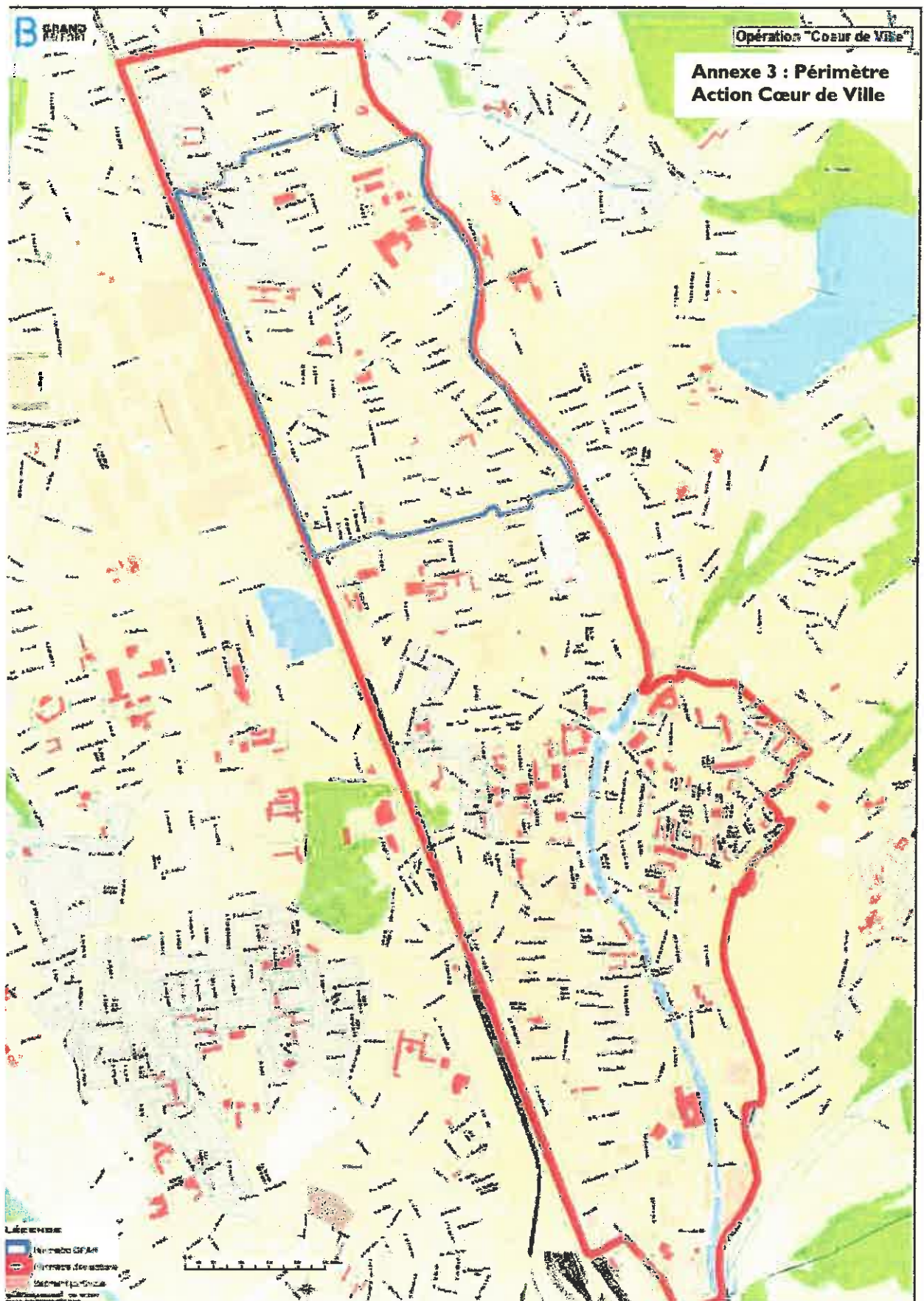
La Ville de Belfort est attachée à ce secteur d'activité et de nombreuses opérations en faveur du commerce ont été menées en terme d'aménagement (requalification urbaine et commerciale, embellissement, redynamisation commerciale, restructurations, ...) et d'animation commerciale.

Le droit de préemption sur les baux commerciaux, les fonds de commerce et les fonds artisanaux, que la Ville de Belfort souhaite pouvoir étendre dans son périmètre d'application, va dans le sens d'un besoin nécessaire d'informations pour comprendre les évolutions en cours et d'une non moins nécessaire veille sur la diversité du commerce, même si la concurrence doit pouvoir jouer tout son rôle.

C'est dans ce contexte et afin de renforcer les outils permettant de soutenir le commerce et l'artisanat belfortain que la Ville de Belfort souhaite lors du conseil municipal du 25 septembre 2019 :

- Etendre le périmètre du droit de préemption « commerce » au périmètre Action Cœur de Ville ;
- Transférer ce droit à SEMAVILLE, outil nouvellement créé ;
- Adopter une ORT calquée sur le périmètre « action cœur de ville ».

**Annexe 3** – Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat dans le cadre du droit de préemption sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux étendu au périmètre « action cœur de ville »



**Annexe 4 - Liste des adresses rattachées au périmètre "action cœur de ville"**

| libelle   | adresse                | numero_ suffixe | lon         | lat         | commune |
|-----------|------------------------|-----------------|-------------|-------------|---------|
| ABATTOIR  | Ruelle de l'Abattoir   |                 | 6,86276603  | 47,63302982 | BELFORT |
| ABREUVOIR | Ruelle de l'Abreuvoir  |                 | 6,857825563 | 47,63878655 | BELFORT |
| ACACIAS   | 2, Rue des Acacias     | 2               | 6,853620119 | 47,63698615 | BELFORT |
| ACACIAS   | 14, Rue des Acacias    | 14              | 6,853118457 | 47,63657322 | BELFORT |
| ACACIAS   | 16, Rue des Acacias    | 16              | 6,852846347 | 47,63666488 | BELFORT |
| ACACIAS   | 24, Rue des Acacias    | 24              | 6,852793553 | 47,63729756 | BELFORT |
| ACACIAS   | 22, Rue des Acacias    | 22              | 6,852710317 | 47,6371026  | BELFORT |
| ACACIAS   | 26c, Rue des Acacias   | 26c             | 6,853246486 | 47,63745113 | BELFORT |
| ACACIAS   | 26d, Rue des Acacias   | 26d             | 6,853423017 | 47,63748931 | BELFORT |
| ACACIAS   | 20, Rue des Acacias    | 20              | 6,852947453 | 47,6369132  | BELFORT |
| ACACIAS   | 5, Rue des Acacias     | 5               | 6,852413502 | 47,63784387 | BELFORT |
| ACACIAS   | 28, Rue des Acacias    | 28              | 6,852886133 | 47,63791559 | BELFORT |
| ACACIAS   | 7, Rue des Acacias     | 7               | 6,852310743 | 47,63804606 | BELFORT |
| ACACIAS   | 3, Rue des Acacias     | 3               | 6,852513205 | 47,63760576 | BELFORT |
| ACACIAS   | 9, Rue des Acacias     | 9               | 6,852767228 | 47,63636165 | BELFORT |
| ACACIAS   | 26bis, Rue des Acacias | 26bis           | 6,853111341 | 47,63742935 | BELFORT |
| ACACIAS   | 1, Rue des Acacias     | 1               | 6,85250739  | 47,63738076 | BELFORT |
| ACACIAS   | 8, Rue des Acacias     | 8               | 6,85337546  | 47,63661728 | BELFORT |
| ACACIAS   | 11, Rue des Acacias    | 11              | 6,853135388 | 47,63630229 | BELFORT |
| ACACIAS   | 18, Rue des Acacias    | 18              | 6,852649831 | 47,63686171 | BELFORT |
| ACACIAS   | 6, Rue des Acacias     | 6               | 6,853752027 | 47,6366567  | BELFORT |
| ACACIAS   | 10, Rue des Acacias    | 10              | 6,853258655 | 47,63681101 | BELFORT |
| ACACIAS   | 12, Rue des Acacias    | 12              | 6,853226147 | 47,63705552 | BELFORT |
| ACACIAS   | 26a, Rue des Acacias   | 26a             | 6,853126449 | 47,63729363 | BELFORT |
| ALBERT    | 12, Rue Albert 1er     | 12              | 6,850894235 | 47,6538308  | BELFORT |
| ALBERT    | 8, Rue Albert 1er      | 8               | 6,851153448 | 47,6535865  | BELFORT |
| ALBERT    | 11, Rue Albert 1er     | 11              | 6,850713371 | 47,65358558 | BELFORT |
| ALBERT    | 30, Rue Albert 1er     | 30              | 6,84943301  | 47,6551488  | BELFORT |
| ALBERT    | 2, Rue Albert 1er      | 2               | 6,85152462  | 47,65324776 | BELFORT |
| ALBERT    | 15, Rue Albert 1er     | 15              | 6,850447281 | 47,65374906 | BELFORT |
| ALBERT    | 16, Rue Albert 1er     | 16              | 6,85059668  | 47,65409461 | BELFORT |
| ALBERT    | 20, Rue Albert 1er     | 20              | 6,850375039 | 47,65431042 | BELFORT |
| ALBERT    | 6, Rue Albert 1er      | 6               | 6,851289697 | 47,65346409 | BELFORT |
| ALBERT    | 41, Rue Albert 1er     | 41              | 6,848909663 | 47,65573668 | BELFORT |
| ALBERT    | 4, Rue Albert 1er      | 4               | 6,851429003 | 47,6533776  | BELFORT |
| ALBERT    | 10, Rue Albert 1er     | 10              | 6,851056301 | 47,65369838 | BELFORT |
| ALBERT    | 22, Rue Albert 1er     | 22              | 6,850006909 | 47,65468508 | BELFORT |
| ALBERT    | 23, Rue Albert 1er     | 23              | 6,850073504 | 47,65421403 | BELFORT |
| ALBERT    | 13, Rue Albert 1er     | 13              | 6,850616987 | 47,65370644 | BELFORT |
| ALBERT    | 18, Rue Albert 1er     | 18              | 6,850470661 | 47,65418058 | BELFORT |
| ALBERT    | 36, Rue Albert 1er     | 36              | 6,849691657 | 47,6556438  | BELFORT |
| ALBERT    | 33, Rue Albert 1er     | 33              | 6,849338301 | 47,65481915 | BELFORT |
| ALBERT    | 26, Rue Albert 1er     | 26              | 6,849698345 | 47,65497634 | BELFORT |
| ALBERT    | 7, Rue Albert 1er      | 7               | 6,850903844 | 47,65331692 | BELFORT |
| ALBERT    | 29, Rue Albert 1er     | 29              | 6,849615398 | 47,65462821 | BELFORT |
| ALBERT    | 19, Rue Albert 1er     | 19              | 6,85022335  | 47,65393794 | BELFORT |
| ALBERT    | 17, Rue Albert 1er     | 17              | 6,850392292 | 47,65388633 | BELFORT |
| ALBERT    | 37, Rue Albert 1er     | 37              | 6,849033247 | 47,65530847 | BELFORT |
| ALBERT    | 14, Rue Albert 1er     | 14              | 6,85074775  | 47,65398964 | BELFORT |
| ALBERT    | 31, Rue Albert 1er     | 31              | 6,849502665 | 47,65471367 | BELFORT |
| ALBERT    | 21, Rue Albert 1er     | 21              | 6,850125437 | 47,65404084 | BELFORT |
| ALBERT    | 25, Rue Albert 1er     | 25              | 6,850013167 | 47,65428844 | BELFORT |
| ALBERT    | 2a, Rue Albert 1er     | 2a              | 6,851606273 | 47,65312306 | BELFORT |
| ALBERT    | 24, Rue Albert 1er     | 24              | 6,849858127 | 47,65481698 | BELFORT |
| ALGER     | 9, Rue d'Alger         | 9               | 6,855196708 | 47,64877172 | BELFORT |
| ALGER     | 23, Rue d'Alger        | 23              | 6,854141121 | 47,64858754 | BELFORT |
| ALGER     | 2, Rue d'Alger         | 2               | 6,855642576 | 47,64899763 | BELFORT |
| ALGER     | 13, Rue d'Alger        | 13              | 6,855020904 | 47,64874252 | BELFORT |
| ALGER     | 19, Rue d'Alger        | 19              | 6,854694342 | 47,64866513 | BELFORT |
| ALGER     | 18, Rue d'Alger        | 18              | 6,854205742 | 47,64872016 | BELFORT |



|          |                              |       |             |             |         |
|----------|------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| ALGER    | 5, Rue d'Alger               | 5     | 6,855601469 | 47,64882805 | BELFORT |
| ALGER    | 15, Rue d'Alger              | 15    | 6,854922535 | 47,64868328 | BELFORT |
| ALGER    | 1, Rue d'Alger               | 1     | 6,85591398  | 47,64889698 | BELFORT |
| ALGER    | 4, Rue d'Alger               | 4     | 6,855454248 | 47,64897792 | BELFORT |
| ALGER    | 21, Rue d'Alger              | 21    | 6,854342736 | 47,64860672 | BELFORT |
| ALGER    | 12, Rue d'Alger              | 12    | 6,854963638 | 47,64885286 | BELFORT |
| ALGER    | 14, Rue d'Alger              | 14    | 6,854626083 | 47,64880292 | BELFORT |
| ALGER    | 17, Rue d'Alger              | 17    | 6,854775891 | 47,64852682 | BELFORT |
| ALGER    | 11, Rue d'Alger              | 11    | 6,855228161 | 47,6486714  | BELFORT |
| ALGER    | 3, Rue d'Alger               | 3     | 6,855670204 | 47,64885241 | BELFORT |
| ALGER    | 7, Rue d'Alger               | 7     | 6,855371747 | 47,64879194 | BELFORT |
| ALGER    | 5bis, Rue d'Alger            | 5bis  | 6,855497862 | 47,64881704 | BELFORT |
| ALLENDE  | 2, Rue Salvador Allende      | 2     | 6,850829447 | 47,65855401 | BELFORT |
| ALLENDE  | 14, Rue Salvador Allende     | 14    | 6,849133742 | 47,659782   | BELFORT |
| ALLENDE  | 16, Rue Salvador Allende     | 16    | 6,849424004 | 47,66005902 | BELFORT |
| ALLENDE  | 10, Rue Salvador Allende     | 10    | 6,849558285 | 47,65897274 | BELFORT |
| ALLENDE  | 12, Rue Salvador Allende     | 12    | 6,849375882 | 47,65949333 | BELFORT |
| ALLENDE  | 8, Rue Salvador Allende      | 8     | 6,849252752 | 47,65851613 | BELFORT |
| ALLENDE  | 4, Rue Salvador Allende      | 4     | 6,850185847 | 47,65866909 | BELFORT |
| ALLENDE  | 6, Rue Salvador Allende      | 6     | 6,849936988 | 47,65840849 | BELFORT |
| ALLENDE  | 18, Rue Salvador Allende     | 18    | 6,85005908  | 47,65922131 | BELFORT |
| ALSACE   | 5, Avenue d'Alsace           | 5     | 6,851235337 | 47,64969144 | BELFORT |
| ALSACE   | 15, Avenue d'Alsace          | 15    | 6,850253826 | 47,64959443 | BELFORT |
| ALSACE   | 3, Avenue d'Alsace           | 3     | 6,851626048 | 47,64973933 | BELFORT |
| ALSACE   | 19, Avenue d'Alsace          | 19    | 6,849849065 | 47,64953808 | BELFORT |
| ALSACE   | 21, Avenue d'Alsace          | 21    | 6,849681966 | 47,64945448 | BELFORT |
| ALSACE   | 28, Avenue d'Alsace          | 28    | 6,847948062 | 47,64960289 | BELFORT |
| ALSACE   | 13, Avenue d'Alsace          | 13    | 6,850465676 | 47,6495772  | BELFORT |
| ALSACE   | 17, Avenue d'Alsace          | 17    | 6,850074203 | 47,64952033 | BELFORT |
| ALSACE   | 1, Avenue d'Alsace           | 1     | 6,852124597 | 47,64980104 | BELFORT |
| ALSACE   | 27, Avenue d'Alsace          | 27    | 6,848335569 | 47,64929955 | BELFORT |
| ALSACE   | 25, Avenue d'Alsace          | 25    | 6,849349758 | 47,64946738 | BELFORT |
| ALSACE   | 7, Avenue d'Alsace           | 7     | 6,851023487 | 47,64970868 | BELFORT |
| ALSACE   | 9, Avenue d'Alsace           | 9     | 6,850856386 | 47,64962508 | BELFORT |
| ALSACE   | 23, Avenue d'Alsace          | 23    | 6,849458355 | 47,64949019 | BELFORT |
| ALSACE   | 11, Avenue d'Alsace          | 11    | 6,850632012 | 47,64965182 | BELFORT |
| ALTKIRCH | 9, Avenue d'Altkirch         | 9     | 6,863179629 | 47,63092034 | BELFORT |
| ALTKIRCH | 15, Avenue d'Altkirch        | 15    | 6,864429302 | 47,6308711  | BELFORT |
| ALTKIRCH | 13, Avenue d'Altkirch        | 13    | 6,864699075 | 47,63060887 | BELFORT |
| ALTKIRCH | 5, Avenue d'Altkirch         | 5     | 6,86289861  | 47,63121958 | BELFORT |
| ALTKIRCH | 1, Avenue d'Altkirch         | 1     | 6,862758848 | 47,63161242 | BELFORT |
| ALTKIRCH | 3, Avenue d'Altkirch         | 3     | 6,862875605 | 47,63141868 | BELFORT |
| ALTKIRCH | 2, Avenue d'Altkirch         | 2     | 6,86306061  | 47,63061867 | BELFORT |
| ALTKIRCH | 11, Avenue d'Altkirch        | 11    | 6,863647116 | 47,630776   | BELFORT |
| AMARIN   | 1, Rue de Saint-Amarin       | 1     | 6,848689206 | 47,64561917 | BELFORT |
| AMARIN   | 2, Rue de Saint-Amarin       | 2     | 6,848570844 | 47,64577305 | BELFORT |
| AMARIN   | 3, Rue de Saint-Amarin       | 3     | 6,84852823  | 47,64560741 | BELFORT |
| ANCETRES | 16, Faubourg des Ancêtres    | 16    | 6,857710582 | 47,63884508 | BELFORT |
| ANCETRES | 27, Faubourg des Ancêtres    | 27    | 6,85721978  | 47,63887319 | BELFORT |
| ANCETRES | 28, Faubourg des Ancêtres    | 28    | 6,857577373 | 47,6394454  | BELFORT |
| ANCETRES | 34, Faubourg des Ancêtres    | 34    | 6,85803645  | 47,63969727 | BELFORT |
| ANCETRES | 10, Faubourg des Ancêtres    | 10    | 6,857761227 | 47,63850077 | BELFORT |
| ANCETRES | 11, Faubourg des Ancêtres    | 11    | 6,857376994 | 47,63837157 | BELFORT |
| ANCETRES | 12ter, Faubourg des Ancêtres | 12ter | 6,857959464 | 47,6386372  | BELFORT |
| ANCETRES | 12bis, Faubourg des Ancêtres | 12bis | 6,857799273 | 47,63863442 | BELFORT |
| ANCETRES | 14, Faubourg des Ancêtres    | 14    | 6,857712394 | 47,63870988 | BELFORT |
| ANCETRES | 20, Faubourg des Ancêtres    | 20    | 6,857671974 | 47,63901776 | BELFORT |
| ANCETRES | 25, Faubourg des Ancêtres    | 25    | 6,856902453 | 47,63890355 | BELFORT |
| ANCETRES | 35, Faubourg des Ancêtres    | 35    | 6,857298928 | 47,63917642 | BELFORT |
| ANCETRES | 18, Faubourg des Ancêtres    | 18    | 6,857719761 | 47,63895283 | BELFORT |
| ANCETRES | 43, Faubourg des Ancêtres    | 43    | 6,857010579 | 47,64001647 | BELFORT |
| ANCETRES | 55, Faubourg des Ancêtres    | 55    | 6,857040324 | 47,64083513 | BELFORT |
| ANCETRES | 24, Faubourg des Ancêtres    | 24    | 6,857587599 | 47,63921807 | BELFORT |

|          |                              |       |             |             |         |
|----------|------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| ANCETRES | 38, Faubourg des Ancêtres    | 38    | 6,857540486 | 47,63997783 | BELFORT |
| ANCETRES | 40, Faubourg des Ancêtres    | 40    | 6,857546525 | 47,64051814 | BELFORT |
| ANCETRES | 52, Faubourg des Ancêtres    | 52    | 6,857363981 | 47,64119191 | BELFORT |
| ANCETRES | 59, Faubourg des Ancêtres    | 59    | 6,856959757 | 47,64129773 | BELFORT |
| ANCETRES | 30, Faubourg des Ancêtres    | 30    | 6,857554486 | 47,63956323 | BELFORT |
| ANCETRES | 32, Faubourg des Ancêtres    | 32    | 6,857803544 | 47,63956957 | BELFORT |
| ANCETRES | 33, Faubourg des Ancêtres    | 33    | 6,857303799 | 47,63907713 | BELFORT |
| ANCETRES | 5, Faubourg des Ancêtres     | 5     | 6,857382148 | 47,63811912 | BELFORT |
| ANCETRES | 33bis, Faubourg des Ancêtres | 33bis | 6,857281335 | 47,63896989 | BELFORT |
| ANCETRES | 2, Faubourg des Ancêtres     | 2     | 6,857845607 | 47,63808307 | BELFORT |
| ANCETRES | 57, Faubourg des Ancêtres    | 57    | 6,856974857 | 47,64116201 | BELFORT |
| ANCETRES | 19, Faubourg des Ancêtres    | 19    | 6,857278919 | 47,63869584 | BELFORT |
| ANCETRES | 4, Faubourg des Ancêtres     | 4     | 6,857844562 | 47,63822725 | BELFORT |
| ANCETRES | 36, Faubourg des Ancêtres    | 36    | 6,8575768   | 47,63977822 | BELFORT |
| ANCETRES | 6, Faubourg des Ancêtres     | 6     | 6,85782564  | 47,63831808 | BELFORT |
| ANCETRES | 34bis, Faubourg des Ancêtres | 34bis | 6,858020589 | 47,63982402 | BELFORT |
| ANCETRES | 1, Faubourg des Ancêtres     | 1     | 6,857424581 | 47,63799134 | BELFORT |
| ANCETRES | 7, Faubourg des Ancêtres     | 7     | 6,856841269 | 47,63818521 | BELFORT |
| ANCETRES | 12, Faubourg des Ancêtres    | 12    | 6,8577446   | 47,63861853 | BELFORT |
| ANCETRES | 8, Faubourg des Ancêtres     | 8     | 6,857791904 | 47,63839146 | BELFORT |
| ANCETRES | 17, Faubourg des Ancêtres    | 17    | 6,857333795 | 47,63849037 | BELFORT |
| ANCETRES | 38bis, Faubourg des Ancêtres | 38bis | 6,857498052 | 47,64010561 | BELFORT |
| ANCETRES | 22, Faubourg des Ancêtres    | 22    | 6,857657642 | 47,63916246 | BELFORT |
| ANCETRES | 9, Faubourg des Ancêtres     | 9     | 6,857403847 | 47,63821737 | BELFORT |
| ANCETRES | 26, Faubourg des Ancêtres    | 26    | 6,857604982 | 47,63932667 | BELFORT |
| ANCETRES | 49, Faubourg des Ancêtres    | 49    | 6,856748467 | 47,64058559 | BELFORT |
| ANCETRES | 53, Faubourg des Ancêtres    | 53    | 6,856755021 | 47,64091137 | BELFORT |
| ANCETRES | 47, Faubourg des Ancêtres    | 47    | 6,85611287  | 47,64050085 | BELFORT |
| ANCETRES | 45, Faubourg des Ancêtres    | 45    | 6,85622202  | 47,64001381 | BELFORT |
| ANTOINE  | 4bis, Rue Saint Antoine      | 4bis  | 6,854917537 | 47,6447105  | BELFORT |
| ANTOINE  | 10, Rue Saint Antoine        | 10    | 6,85393611  | 47,64461352 | BELFORT |
| ANTOINE  | 36, Rue Saint Antoine        | 36    | 6,851475536 | 47,64436681 | BELFORT |
| ANTOINE  | 7, Rue Saint Antoine         | 7     | 6,853711827 | 47,64433882 | BELFORT |
| ANTOINE  | 16, Rue Saint Antoine        | 16    | 6,85347747  | 47,64455027 | BELFORT |
| ANTOINE  | 8, Rue Saint Antoine         | 8     | 6,854435377 | 47,6446842  | BELFORT |
| ANTOINE  | 30, Rue Saint Antoine        | 30    | 6,851866209 | 47,64441469 | BELFORT |
| ANTOINE  | 32, Rue Saint Antoine        | 32    | 6,851704473 | 47,64439395 | BELFORT |
| ANTOINE  | 28, Rue Saint Antoine        | 28    | 6,852202206 | 47,64444668 | BELFORT |
| ANTOINE  | 22, Rue Saint Antoine        | 22    | 6,852914063 | 47,64450911 | BELFORT |
| ANTOINE  | 5, Rue Saint Antoine         | 5     | 6,853940517 | 47,64435209 | BELFORT |
| ANTOINE  | 13, Rue Saint Antoine        | 13    | 6,852403634 | 47,64415056 | BELFORT |
| ANTOINE  | 6, Rue Saint Antoine         | 6     | 6,854596352 | 47,64469596 | BELFORT |
| ANTOINE  | 34, Rue Saint Antoine        | 34    | 6,851583361 | 47,64438064 | BELFORT |
| ANTOINE  | 4, Rue Saint Antoine         | 4     | 6,855183278 | 47,64470017 | BELFORT |
| ANTOINE  | 2a, Rue Saint Antoine        | 2a    | 6,855371591 | 47,64471987 | BELFORT |
| ANTOINE  | 2, Rue Saint Antoine         | 2     | 6,855666202 | 47,64473544 | BELFORT |
| ANTOINE  | 26, Rue Saint Antoine        | 26    | 6,852498343 | 47,64448022 | BELFORT |
| ANTOINE  | 24, Rue Saint Antoine        | 24    | 6,852740567 | 47,64450684 | BELFORT |
| ANTOINE  | 20, Rue Saint Antoine        | 20    | 6,853155523 | 47,64452675 | BELFORT |
| ANTOINE  | 3, Rue Saint Antoine         | 3     | 6,854196793 | 47,64438717 | BELFORT |
| ARMAND   | 8, Rue du Vieil Armand       | 8     | 6,843827515 | 47,65477173 | BELFORT |
| ARMAND   | 30, Rue du Vieil Armand      | 30    | 6,840671076 | 47,65983996 | BELFORT |
| ARMAND   | 12, Rue du Vieil Armand      | 12    | 6,843380241 | 47,65484312 | BELFORT |
| ARMAND   | 20, Rue du Vieil Armand      | 20    | 6,842762941 | 47,65620938 | BELFORT |
| ARMAND   | 3, Rue du Vieil Armand       | 3     | 6,843662258 | 47,65455291 | BELFORT |
| ARMAND   | 4, Rue du Vieil Armand       | 4     | 6,844263024 | 47,6547188  | BELFORT |
| ARMAND   | 2, Rue du Vieil Armand       | 2     | 6,844527293 | 47,65469053 | BELFORT |
| ARMAND   | 22, Rue du Vieil Armand      | 22    | 6,842971006 | 47,65614726 | BELFORT |
| ARMAND   | 38, Rue du Vieil Armand      | 38    | 6,840321665 | 47,66090754 | BELFORT |
| ARMAND   | 32, Rue du Vieil Armand      | 32    | 6,840614532 | 47,65995927 | BELFORT |
| ARMAND   | 10, Rue du Vieil Armand      | 10    | 6,843622709 | 47,65479679 | BELFORT |
| ARMAND   | 32a, Rue du Vieil Armand     | 32a   | 6,841090394 | 47,66006695 | BELFORT |
| ARMAND   | 6, Rue du Vieil Armand       | 6     | 6,844037863 | 47,65473654 | BELFORT |

|         |                                 |       |             |             |         |
|---------|---------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| ARMEE   | 10, Rue de la Première Armée    | 10    | 6,845743077 | 47,65456229 | BELFORT |
| ARMEE   | 10bis, Rue de la Première Armée | 10bis | 6,845623469 | 47,65456693 | BELFORT |
| ARMEE   | 6, Rue de la Première Armée     | 6     | 6,846261373 | 47,65454218 | BELFORT |
| ARMEE   | 6bis, Rue de la Première Armée  | 6bis  | 6,846086766 | 47,65468409 | BELFORT |
| ARMEE   | 21, Rue de la Première Armée    | 21    | 6,846099474 | 47,65420613 | BELFORT |
| ARMEE   | 8, Rue de la Première Armée     | 8     | 6,845876736 | 47,65456612 | BELFORT |
| ARMEE   | 25, Rue de la Première Armée    | 25    | 6,844881411 | 47,65430743 | BELFORT |
| ARMEE   | 2, Rue de la Première Armée     | 2     | 6,8467288   | 47,65455107 | BELFORT |
| ARMEE   | 4, Rue de la Première Armée     | 4     | 6,84648806  | 47,6545424  | BELFORT |
| ARMEE   | 19, Rue de la Première Armée    | 19    | 6,846711556 | 47,65419138 | BELFORT |
| ARMEE   | 16, Rue de la Première Armée    | 16    | 6,845032301 | 47,65467095 | BELFORT |
| ARMEE   | 23, Rue de la Première Armée    | 23    | 6,8454741   | 47,65422138 | BELFORT |
| ARMEE   | 1, Rue de la Première Armée     | 1     | 6,847938466 | 47,65435097 | BELFORT |
| ARMEE   | 12, Rue de la Première Armée    | 12    | 6,845490572 | 47,65457209 | BELFORT |
| ARMEE   | 1bis, Rue de la Première Armée  | 1bis  | 6,847817333 | 47,65433766 | BELFORT |
| ARMEE   | 3, Rue de la Première Armée     | 3     | 6,847522672 | 47,65432207 | BELFORT |
| ARMES   | 8, Place d'Armes                | 8     | 6,86257237  | 47,63817832 | BELFORT |
| ARMES   | 3, Place d'Armes                | 3     | 6,863532747 | 47,63818595 | BELFORT |
| ARMES   | 2, Place d'Armes                | 2     | 6,863134389 | 47,63898526 | BELFORT |
| ARMES   | 4, Place d'Armes                | 4     | 6,862596376 | 47,63830351 | BELFORT |
| ARMES   | 10, Place d'Armes               | 10    | 6,862554489 | 47,63812496 | BELFORT |
| ARMES   | 1, Place d'Armes                | 1     | 6,863533248 | 47,63834809 | BELFORT |
| ARMES   | 6, Place d'Armes                | 6     | 6,86257773  | 47,63824117 | BELFORT |
| ARMES   | 14, Place d'Armes               | 3     | 6,862829951 | 47,63793217 | BELFORT |
| ARSENAL | 2, Place de l'Arsenal           | 2     | 6,863532365 | 47,63786658 | BELFORT |
| ARSENAL | 1, Place de l'Arsenal           | 1     | 6,863941028 | 47,63797184 | BELFORT |
| ARSENAL | 5, Place de l'Arsenal           | 5     | 6,863542969 | 47,63814951 | BELFORT |
| ARSENAL | 4, Place de l'Arsenal           | 4     | 6,863858011 | 47,63783648 | BELFORT |
| ARTHUR  | 2, Rue de Port Arthur           | 2     | 6,848715698 | 47,65267216 | BELFORT |
| ARTHUR  | 6, Rue de Port Arthur           | 6     | 6,848644055 | 47,6529272  | BELFORT |
| ARTHUR  | 1a, Rue de Port Arthur          | 1a    | 6,848396805 | 47,6525095  | BELFORT |
| ARTHUR  | 2bis, Rue de Port Arthur        | 2bis  | 6,848893802 | 47,65272831 | BELFORT |
| ARTHUR  | 2a, Rue de Port Arthur          | 2a    | 6,848820027 | 47,65248793 | BELFORT |
| ARTHUR  | 8, Rue de Port Arthur           | 8     | 6,848617932 | 47,65309037 | BELFORT |
| ARTHUR  | 5, Rue de Port Arthur           | 5     | 6,848384687 | 47,65285618 | BELFORT |
| ARTHUR  | 1, Rue de Port Arthur           | 1     | 6,848535134 | 47,65256359 | BELFORT |
| ARTHUR  | 4, Rue de Port Arthur           | 4     | 6,848685757 | 47,65279044 | BELFORT |
| ARTHUR  | 3, Rue de Port Arthur           | 3     | 6,848427918 | 47,65273739 | BELFORT |
| ARTS    | Passerelle des Arts             |       | 6,85890461  | 47,63627607 | BELFORT |
| AS      | 19, Rue de l'As de Carreau      | 19    | 6,854675551 | 47,63795413 | BELFORT |
| AS      | 35, Rue de l'As de Carreau      | 35    | 6,85314361  | 47,6381218  | BELFORT |
| AS      | 33, Rue de l'As de Carreau      | 33    | 6,853194755 | 47,63793963 | BELFORT |
| AS      | 3, Rue de l'As de Carreau       | 3     | 6,857053156 | 47,63769948 | BELFORT |
| AS      | 5, Rue de l'As de Carreau       | 5     | 6,856899085 | 47,63776854 | BELFORT |
| AS      | 6, Rue de l'As de Carreau       | 6     | 6,856656321 | 47,63804826 | BELFORT |
| AS      | 9, Rue de l'As de Carreau       | 9     | 6,856041941 | 47,6377208  | BELFORT |
| AS      | 37, Rue de l'As de Carreau      | 37    | 6,852959142 | 47,63814698 | BELFORT |
| AS      | 2, Rue de l'As de Carreau       | 2     | 6,857147882 | 47,63802913 | BELFORT |
| AS      | Lieu-dit parking Centre-4 As    | <Nul> | 6,855467076 | 47,63873713 | BELFORT |
| AS      | 7, Rue de l'As de Carreau       | 7     | 6,856388603 | 47,63787849 | BELFORT |
| AS      | 17, Rue de l'As de Carreau      | 17    | 6,854711111 | 47,63774554 | BELFORT |
| AS      | 27, Rue de l'As de Carreau      | 27    | 6,853590732 | 47,63805036 | BELFORT |
| AS      | 31, Rue de l'As de Carreau      | 31    | 6,853269118 | 47,63787367 | BELFORT |
| AS      | 21, Rue de l'As de Carreau      | 21    | 6,854422364 | 47,63795496 | BELFORT |
| AS      | 25, Rue de l'As de Carreau      | 25    | 6,853840099 | 47,63800463 | BELFORT |
| AS      | 1, Rue de l'As de Carreau       | 1     | 6,857329571 | 47,63781486 | BELFORT |
| AS      | 9bis, Rue de l'As de Carreau    | 9bis  | 6,855867335 | 47,63778039 | BELFORT |
| AS      | 15, Rue de l'As de Carreau      | 15    | 6,855178868 | 47,63791654 | BELFORT |
| AS      | 8, Rue de l'As de Carreau       | 8     | 6,855056904 | 47,63836272 | BELFORT |
| AS      | 27bis, Rue de l'As de Carreau   | 27bis | 6,853435127 | 47,63810145 | BELFORT |
| AS      | 6, Rue de l'As de Carreau       | 6tour | 6,855303798 | 47,63827699 | BELFORT |
| ASPACH  | 4, Rue d'Aspach                 | 4     | 6,848577278 | 47,64414605 | BELFORT |
| ASPACH  | 7, Rue d'Aspach                 | 7     | 6,850024338 | 47,64391868 | BELFORT |

|             |                               |       |             |             |         |
|-------------|-------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| ASPACH      | 3, Rue d'Aspach               | 3     | 6,850100701 | 47,64403283 | BELFORT |
| ATRIA       | 0, Parking Atria Congrets     | <Nul> | 6,861108937 | 47,64136336 | BELFORT |
| BADONVILLER | 2, Rue de Badonviller         | 2     | 6,84860734  | 47,64591064 | BELFORT |
| BADONVILLER | 14, Rue de Badonviller        | 14    | 6,848865153 | 47,64517991 | BELFORT |
| BADONVILLER | 1, Rue de Badonviller         | 1     | 6,848755942 | 47,64624721 | BELFORT |
| BALLON      | 15, Rue du Ballon             | 15    | 6,855664948 | 47,64832108 | BELFORT |
| BALLON      | 28, Rue du Ballon             | 28    | 6,85437601  | 47,6483712  | BELFORT |
| BALLON      | 29, Rue du Ballon             | 29    | 6,854454501 | 47,64819697 | BELFORT |
| BALLON      | 26, Rue du Ballon             | 26    | 6,854565866 | 47,64840886 | BELFORT |
| BALLON      | 1bis, Rue du Ballon           | 1bis  | 6,856768333 | 47,64844033 | BELFORT |
| BALLON      | 6, Rue du Ballon              | 6     | 6,856044088 | 47,64870273 | BELFORT |
| BALLON      | 22, Rue du Ballon             | 22    | 6,854782297 | 47,64844549 | BELFORT |
| BALLON      | 25bis, Rue du Ballon          | 25bis | 6,854602962 | 47,64821823 | BELFORT |
| BALLON      | 7, Rue du Ballon              | 7     | 6,856266447 | 47,64849589 | BELFORT |
| BALLON      | 3, Rue du Ballon              | 3     | 6,85675323  | 47,64857605 | BELFORT |
| BALLON      | 18, Rue du Ballon             | 18    | 6,855200344 | 47,64850131 | BELFORT |
| BALLON      | 16, Rue du Ballon             | 16    | 6,855311237 | 47,64855105 | BELFORT |
| BALLON      | 6bis, Rue du Ballon           | 6bis  | 6,855878513 | 47,6486371  | BELFORT |
| BALLON      | 4, Rue du Ballon              | 4     | 6,856151158 | 47,64870758 | BELFORT |
| BALLON      | 11, Rue du Ballon             | 11    | 6,855914839 | 47,64843749 | BELFORT |
| BALLON      | 5, Rue du Ballon              | 5     | 6,856441486 | 47,64851611 | BELFORT |
| BALLON      | 14, Rue du Ballon             | 14    | 6,855405782 | 47,64856539 | BELFORT |
| BALLON      | 9, Rue du Ballon              | 9     | 6,856063302 | 47,64845874 | BELFORT |
| BALLON      | 25, Rue du Ballon             | 25    | 6,854860021 | 47,64826229 | BELFORT |
| BALLON      | 8, Rue du Ballon              | 8     | 6,855729285 | 47,64860687 | BELFORT |
| BALLON      | 1, Rue du Ballon              | 1     | 6,856861829 | 47,64859886 | BELFORT |
| BALLON      | 18bis, Rue du Ballon          | 18bis | 6,855079222 | 47,648488   | BELFORT |
| BALLON      | 25a, Rue du Ballon            | 25a   | 6,854711559 | 47,64824103 | BELFORT |
| BALLON      | 24, Rue du Ballon             | 24    | 6,8546737   | 47,64842269 | BELFORT |
| BALLON      | 21, Rue du Ballon             | 21    | 6,855170998 | 47,64831326 | BELFORT |
| BALLON      | 19, Rue du Ballon             | 19    | 6,855360854 | 47,64835092 | BELFORT |
| BALLON      | 23, Rue du Ballon             | 23    | 6,855022536 | 47,64829201 | BELFORT |
| BALLON      | 20, Rue du Ballon             | 20    | 6,854970624 | 47,6484652  | BELFORT |
| BALLONS     | 6, Rue du Parc à Ballons      | 6     | 6,858589281 | 47,64681093 | BELFORT |
| BALLONS     | 5, Rue du Parc à Ballons      | 5     | 6,858883417 | 47,64666435 | BELFORT |
| BALLONS     | 8, Rue du Parc à Ballons      | 8     | 6,858793952 | 47,64686602 | BELFORT |
| BALLONS     | 4, Rue du Parc à Ballons      | 4     | 6,858468928 | 47,6468066  | BELFORT |
| BALLONS     | 3, Rue du Parc à Ballons      | 3     | 6,858849676 | 47,64673773 | BELFORT |
| BALZER      | 5, Rue Edmond Balzer          | 5     | 6,846421606 | 47,65187833 | BELFORT |
| BALZER      | 7, Rue Edmond Balzer          | 7     | 6,846474447 | 47,65202943 | BELFORT |
| BALZER      | 1, Rue Edmond Balzer          | 1     | 6,846772638 | 47,65145931 | BELFORT |
| BALZER      | 3, Rue Edmond Balzer          | 3     | 6,846763303 | 47,65182003 | BELFORT |
| BARATIER    | 4, Rue du Général Baratier    | 4     | 6,858765778 | 47,64387612 | BELFORT |
| BARATIER    | 9, Rue du Général Baratier    | 9     | 6,858421777 | 47,64437599 | BELFORT |
| BARATIER    | 6, Rue du Général Baratier    | 6     | 6,858750681 | 47,64401184 | BELFORT |
| BARATIER    | 2ter, Rue du Général Baratier | 2ter  | 6,858674858 | 47,64359137 | BELFORT |
| BARATIER    | 7, Rue du Général Baratier    | 7     | 6,858438404 | 47,64425823 | BELFORT |
| BARATIER    | 3, Rue du Général Baratier    | 3     | 6,858503867 | 47,64393136 | BELFORT |
| BARATIER    | 2bis, Rue du Général Baratier | 2bis  | 6,858367731 | 47,6435853  | BELFORT |
| BARATIER    | 5, Rue du Général Baratier    | 5     | 6,858510752 | 47,64401217 | BELFORT |
| BARATIER    | 1, Rue du Général Baratier    | 1     | 6,858315834 | 47,64375849 | BELFORT |
| BARATIER    | 8, Rue du Général Baratier    | 8     | 6,858767238 | 47,64436255 | BELFORT |
| BARCOT      | 17a, Rue du Barcot            | 17a   | 6,84452912  | 47,65643819 | BELFORT |
| BARCOT      | 12, Rue du Barcot             | 12    | 6,844484796 | 47,65670117 | BELFORT |
| BARCOT      | 28, Rue du Barcot             | 28    | 6,842406406 | 47,65734932 | BELFORT |
| BARCOT      | 1, Rue du Barcot              | 1     | 6,84570539  | 47,65615833 | BELFORT |
| BARCOT      | 23, Rue du Barcot             | 23    | 6,844100464 | 47,65657193 | BELFORT |
| BARCOT      | 6, Rue du Barcot              | 6     | 6,844940796 | 47,65657538 | BELFORT |
| BARCOT      | 2, Rue du Barcot              | 2     | 6,845292763 | 47,65648064 | BELFORT |
| BARCOT      | 9, Rue du Barcot              | 9     | 6,845221288 | 47,6562672  | BELFORT |
| BARCOT      | 27, Rue du Barcot             | 27    | 6,843017208 | 47,65684817 | BELFORT |
| BARCOT      | 15, Rue du Barcot             | 15    | 6,844792634 | 47,65640094 | BELFORT |
| BARCOT      | 32, Rue du Barcot             | 32    | 6,841893418 | 47,65743227 | BELFORT |

|           |                                   |       |             |             |         |
|-----------|-----------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| BARCOT    | 3, Rue du Barcot                  | 3     | 6,845640465 | 47,65617887 | BELFORT |
| BARCOT    | 25, Rue du Barcot                 | 25    | 6,843839236 | 47,65663612 | BELFORT |
| BARCOT    | 17bis, Rue du Barcot              | 17bis | 6,84449491  | 47,65634943 | BELFORT |
| BARCOT    | 16, Rue du Barcot                 | 16    | 6,844126403 | 47,65687723 | BELFORT |
| BARCOT    | 7, Rue du Barcot                  | 7     | 6,845350374 | 47,65621715 | BELFORT |
| BARCOT    | 19, Rue du Barcot                 | 19    | 6,844174422 | 47,65634384 | BELFORT |
| BARCOT    | 4, Rue du Barcot                  | 4     | 6,845069883 | 47,65652532 | BELFORT |
| BARCOT    | 21, Rue du Barcot                 | 21    | 6,844187391 | 47,65649649 | BELFORT |
| BARCOT    | 5, Rue du Barcot                  | 5     | 6,845481748 | 47,65619404 | BELFORT |
| BARCOT    | 29, Rue du Barcot                 | 29    | 6,842808378 | 47,65690131 | BELFORT |
| BARCOT    | 11, Rue du Barcot                 | 11    | 6,845145363 | 47,65631519 | BELFORT |
| BARCOT    | 20, Rue du Barcot                 | 20    | 6,843775957 | 47,65698992 | BELFORT |
| BARCOT    | 33, Rue du Barcot                 | 33    | 6,842386139 | 47,65695371 | BELFORT |
| BARCOT    | 14, Rue du Barcot                 | 14    | 6,844257016 | 47,65684514 | BELFORT |
| BARCOT    | 10, Rue du Barcot                 | 10    | 6,844638618 | 47,65678529 | BELFORT |
| BARCOT    | 13, Rue du Barcot                 | 13    | 6,844897428 | 47,65637886 | BELFORT |
| BARCOT    | 31, Rue du Barcot                 | 31    | 6,842593333 | 47,65656731 | BELFORT |
| BARCOT    | 24, Rue du Barcot                 | 24    | 6,843355935 | 47,657059   | BELFORT |
| BARCOT    | 8, Rue du Barcot                  | 8     | 6,844751363 | 47,65669984 | BELFORT |
| BARDOT    | 6bis, Rue François Bardot         | 6bis  | 6,846793456 | 47,65840303 | BELFORT |
| BARDOT    | 19, Rue François Bardot           | 19    | 6,845649515 | 47,65785418 | BELFORT |
| BARDOT    | 3bis, Rue François Bardot         | 3bis  | 6,847127187 | 47,65813918 | BELFORT |
| BARDOT    | 1, Rue François Bardot            | 1     | 6,847484956 | 47,65826944 | BELFORT |
| BARDOT    | 4, Rue François Bardot            | 4     | 6,847297813 | 47,65842085 | BELFORT |
| BARDOT    | 5, Rue François Bardot            | 5     | 6,846942646 | 47,65816436 | BELFORT |
| BARDOT    | 6, Rue François Bardot            | 6     | 6,847095401 | 47,65839267 | BELFORT |
| BARDOT    | 13, Rue François Bardot           | 13    | 6,846305013 | 47,65803595 | BELFORT |
| BARDOT    | 17, Rue François Bardot           | 17    | 6,845883848 | 47,65794418 | BELFORT |
| BARDOT    | 7, Rue François Bardot            | 7     | 6,846806686 | 47,6581336  | BELFORT |
| BARDOT    | 8, Rue François Bardot            | 8     | 6,846485873 | 47,65828118 | BELFORT |
| BARDOT    | 10, Rue François Bardot           | 10    | 6,846323332 | 47,65825145 | BELFORT |
| BARDOT    | 2, Rue François Bardot            | 2     | 6,847690876 | 47,65849568 | BELFORT |
| BARDOT    | 3, Rue François Bardot            | 3     | 6,84731052  | 47,65809982 | BELFORT |
| BARDOT    | 11, Rue François Bardot           | 11    | 6,846413627 | 47,65805876 | BELFORT |
| BARDOT    | 9, Rue François Bardot            | 9     | 6,846616801 | 47,65809592 | BELFORT |
| BARDOT    | 15, Rue François Bardot           | 15    | 6,846112839 | 47,65797133 | BELFORT |
| BARDOT    | 14, Rue François Bardot           | 14    | 6,845767734 | 47,65814688 | BELFORT |
| BARDOT    | 18, Rue François Bardot           | 18    | 6,845378492 | 47,65811694 | BELFORT |
| BARDOT    | 16, Rue François Bardot           | 16    | 6,845592667 | 47,65812665 | BELFORT |
| BARDOT    | 20, Rue François Bardot           | 20    | 6,845215189 | 47,65807823 | BELFORT |
| BARDOT    | 12, Rue François Bardot           | 12    | 6,846106104 | 47,65820583 | BELFORT |
| BARDOT    | 12bis, Rue François Bardot        | 12bis | 6,845912088 | 47,65827642 | BELFORT |
| BARDOT    | 6ter, Rue François Bardot         | 6ter  | 6,846637897 | 47,65838799 | BELFORT |
| BARDY     | Rue du Docteur Victor Bardy       |       | 6,861939408 | 47,63950929 | BELFORT |
| BARTHOLDI | 1, Rue Frédéric Auguste Bartholdi | 1     | 6,861919088 | 47,63817674 | BELFORT |
| BAZIN     | 6, Place Janine Bazin             | 6     | 6,861273163 | 47,63116966 | BELFORT |
| BAZIN     | 4, Place Janine Bazin             | 4     | 6,861294153 | 47,63107037 | BELFORT |
| BAZIN     | 8, Place Janine Bazin             | 8     | 6,861150523 | 47,63135074 | BELFORT |
| BERGER    | 3bis, Rue du Berger               | 3bis  | 6,851192143 | 47,65059402 | BELFORT |
| BERGER    | 24, Rue du Berger                 | 24    | 6,849073141 | 47,65060424 | BELFORT |
| BERGER    | 13, Rue du Berger                 | 13    | 6,850489373 | 47,65063934 | BELFORT |
| BERGER    | 23bis, Rue du Berger              | 23bis | 6,848966373 | 47,65044623 | BELFORT |
| BERGER    | 14, Rue Philippe Berger           | 14    | 6,85853413  | 47,64319144 | BELFORT |
| BERGER    | 20, Rue du Berger                 | 20    | 6,849504486 | 47,65065957 | BELFORT |
| BERGER    | 17, Rue du Berger                 | 17    | 6,849815013 | 47,65054841 | BELFORT |
| BERGER    | 4, Rue du Berger                  | 4     | 6,851191543 | 47,65090035 | BELFORT |
| BERGER    | 19, Rue Philippe Berger           | 19    | 6,857667716 | 47,64303596 | BELFORT |
| BERGER    | 25, Rue du Berger                 | 25    | 6,848668679 | 47,65039472 | BELFORT |
| BERGER    | 17, Rue Philippe Berger           | 17    | 6,858091359 | 47,64300146 | BELFORT |
| BERGER    | 26, Rue du Berger                 | 26    | 6,848870757 | 47,65057607 | BELFORT |
| BERGER    | 16, Rue du Berger                 | 16    | 6,850056959 | 47,6507282  | BELFORT |
| BERGER    | 8, Rue du Berger                  | 8     | 6,850718034 | 47,65081964 | BELFORT |
| BERGER    | 23, Rue du Berger                 | 23    | 6,848871063 | 47,6504229  | BELFORT |

|          |                             |       |             |             |         |
|----------|-----------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| BERGER   | 15, Rue du Berger           | 15    | 6,850394826 | 47,65062499 | BELFORT |
| BERGER   | 22, Rue du Berger           | 22    | 6,849341205 | 47,65062086 | BELFORT |
| BERGER   | 16, Rue Philippe Berger     | 16    | 6,85829497  | 47,64320074 | BELFORT |
| BERGER   | 19, Rue du Berger           | 19    | 6,849504791 | 47,6505064  | BELFORT |
| BERGER   | 30, Rue du Berger           | 30    | 6,848497911 | 47,65058153 | BELFORT |
| BERGER   | 6, Rue Philippe Berger      | 6     | 6,859371957 | 47,64316784 | BELFORT |
| BERGER   | 18, Rue Philippe Berger     | 18    | 6,858069861 | 47,64321851 | BELFORT |
| BERGER   | 5bis, Rue du Berger         | 5bis  | 6,851082013 | 47,65055325 | BELFORT |
| BERGER   | 18, Rue du Berger           | 18    | 6,849679531 | 47,6506798  | BELFORT |
| BERGER   | 5, Rue Philippe Berger      | 5     | 6,85952402  | 47,64291867 | BELFORT |
| BERGER   | 13, Rue Philippe Berger     | 13    | 6,858608773 | 47,64297231 | BELFORT |
| BERGER   | 9, Rue du Berger            | 9     | 6,850583922 | 47,65065368 | BELFORT |
| BERGER   | 3, Rue du Berger            | 3     | 6,851230945 | 47,65073666 | BELFORT |
| BERGER   | 2, Rue Philippe Berger      | 2     | 6,85971741  | 47,64315439 | BELFORT |
| BERGER   | 8bis, Rue du Berger         | 8bis  | 6,850609433 | 47,65079683 | BELFORT |
| BERGER   | 8, Rue Philippe Berger      | 8     | 6,859039025 | 47,64317179 | BELFORT |
| BERGER   | 21, Rue du Berger           | 21    | 6,84907192  | 47,65043312 | BELFORT |
| BERGER   | 5, Rue du Berger            | 5     | 6,851042611 | 47,65071695 | BELFORT |
| BERGER   | 12, Rue Philippe Berger     | 12    | 6,858641189 | 47,64319628 | BELFORT |
| BERGER   | 28, Rue du Berger           | 28    | 6,848723054 | 47,65056378 | BELFORT |
| BERGER   | 17bis, Rue du Berger        | 17bis | 6,84966731  | 47,65053613 | BELFORT |
| BERGER   | 7, Rue Philippe Berger      | 7     | 6,859084796 | 47,64292676 | BELFORT |
| BERGER   | 19bis, Rue du Berger        | 19bis | 6,849315696 | 47,65047771 | BELFORT |
| BERGER   | 11, Rue Philippe Berger     | 11    | 6,858754926 | 47,64296663 | BELFORT |
| BERGER   | 15, Rue Philippe Berger     | 15    | 6,858236746 | 47,64298679 | BELFORT |
| BERGER   | 14, Rue du Berger           | 14    | 6,850204662 | 47,65074048 | BELFORT |
| BERGER   | 9, Rue Philippe Berger      | 9     | 6,858927652 | 47,64295991 | BELFORT |
| BERGER   | 21bis, Rue du Berger        | 21bis | 6,849087806 | 47,65030638 | BELFORT |
| BERGER   | 10, Rue Philippe Berger     | 10    | 6,858813916 | 47,64318956 | BELFORT |
| BERGER   | 1, Rue Philippe Berger      | 1     | 6,859817091 | 47,64291628 | BELFORT |
| BERGER   | 16bis, Rue du Berger        | 16bis | 6,849949122 | 47,65071437 | BELFORT |
| BERGER   | 7bis, Rue du Berger         | 7bis  | 6,850690994 | 47,65065853 | BELFORT |
| BERGER   | 15bis, Rue du Berger        | 15bis | 6,850042773 | 47,65057398 | BELFORT |
| BERGER   | 7, Rue du Berger            | 7     | 6,850920721 | 47,65069465 | BELFORT |
| BERGER   | 12, Rue du Berger           | 12    | 6,850313264 | 47,65076329 | BELFORT |
| BERGER   | 1, Rue du Berger            | 1     | 6,851554456 | 47,65077814 | BELFORT |
| BERNARD  | 2, Rue du Chanoine Bernard  | 2     | 6,860464143 | 47,63111621 | BELFORT |
| BERNARD  | 10, Rue du Chanoine Bernard | 10    | 6,859198369 | 47,63112045 | BELFORT |
| BERNARD  | 11, Rue du Chanoine Bernard | 11    | 6,859123047 | 47,63086211 | BELFORT |
| BERNARD  | 8, Rue du Chanoine Bernard  | 8     | 6,859611694 | 47,63112237 | BELFORT |
| BERNARD  | 9, Rue du Chanoine Bernard  | 9     | 6,859268678 | 47,63069428 | BELFORT |
| BERNARD  | 4, Rue du Chanoine Bernard  | 4     | 6,860226569 | 47,63114348 | BELFORT |
| BERNARD  | 6, Rue du Chanoine Bernard  | 6     | 6,859934327 | 47,63115486 | BELFORT |
| BERNARD  | 7, Rue du Chanoine Bernard  | 7     | 6,859473011 | 47,63090254 | BELFORT |
| BERNARD  | 5, Rue du Chanoine Bernard  | 5     | 6,859766781 | 47,63090913 | BELFORT |
| BERNARD  | 2a, Rue du Chanoine Bernard | 2a    | 6,860529031 | 47,63109566 | BELFORT |
| BERNARD  | 13, Rue du Chanoine Bernard | 13    | 6,858718906 | 47,63096794 | BELFORT |
| BERT     | 3, Rue Paul Bert            | 3     | 6,847357911 | 47,65269784 | BELFORT |
| BERT     | 5, Rue Paul Bert            | 5     | 6,847342021 | 47,65282459 | BELFORT |
| BERT     | 14, Rue Paul Bert           | 14    | 6,847417741 | 47,65402884 | BELFORT |
| BERT     | 13, Rue Paul Bert           | 13    | 6,847193205 | 47,65374026 | BELFORT |
| BERT     | 8, Rue Paul Bert            | 8     | 6,847814921 | 47,65321163 | BELFORT |
| BERT     | 1, Rue Paul Bert            | 1     | 6,847362803 | 47,65259856 | BELFORT |
| BERT     | 9, Rue Paul Bert            | 9     | 6,847259824 | 47,65326921 | BELFORT |
| BERT     | 11, Rue Paul Bert           | 11    | 6,8472007   | 47,65351475 | BELFORT |
| BERT     | 10, Rue Paul Bert           | 10    | 6,847612671 | 47,65349876 | BELFORT |
| BERT     | 18, Rue Paul Bert           | 18    | 6,847420484 | 47,65421793 | BELFORT |
| BERT     | 6, Rue Paul Bert            | 6     | 6,847675325 | 47,65266751 | BELFORT |
| BERT     | 12, Rue Paul Bert           | 12    | 6,847595683 | 47,65376942 | BELFORT |
| BESANCON | 1, Rue de Besançon          | 1     | 6,858943254 | 47,62703123 | BELFORT |
| BESANCON | 1a, Rue de Besançon         | 1a    | 6,85944101  | 47,62668716 | BELFORT |
| BESANCON | 12, Rue de Besançon         | 12    | 6,858264102 | 47,62658037 | BELFORT |
| BESANCON | 6, Rue de Besançon          | 6     | 6,857621107 | 47,62715477 | BELFORT |

|            |                              |       |             |             |         |
|------------|------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| BESANCON   | 59, Rue de Besançon          | 59    | 6,858640983 | 47,6281886  | BELFORT |
| BESANCON   | 10, Rue de Besançon          | 10    | 6,85819499  | 47,62665297 | BELFORT |
| BESANCON   | 8, Rue de Besançon           | 8     | 6,858004616 | 47,62673975 | BELFORT |
| BESANCON   | 3, Rue de Besançon           | 3     | 6,859740993 | 47,62626647 | BELFORT |
| BOHN       | 24, Avenue Charles Bohn      | 24    | 6,84575734  | 47,65143564 | BELFORT |
| BOHN       | 14, Avenue Charles Bohn      | 14    | 6,846048218 | 47,65062256 | BELFORT |
| BOHN       | 2, Avenue Charles Bohn       | 2     | 6,847313613 | 47,64872662 | BELFORT |
| BOHN       | 23, Avenue Charles Bohn      | 23    | 6,845795602 | 47,65031705 | BELFORT |
| BOHN       | 4, Avenue Charles Bohn       | 4     | 6,846327773 | 47,64999009 | BELFORT |
| BOHN       | 12, Avenue Charles Bohn      | 12    | 6,846084268 | 47,65057612 | BELFORT |
| BOHN       | 2bis, Avenue Charles Bohn    | 2bis  | 6,846425687 | 47,6498872  | BELFORT |
| BOHN       | 7, Avenue Charles Bohn       | 7     | 6,845980165 | 47,64950809 | BELFORT |
| BOHN       | 8, Avenue Charles Bohn       | 8     | 6,846136211 | 47,65040293 | BELFORT |
| BOHN       | 6, Avenue Charles Bohn       | 6     | 6,846204495 | 47,65026515 | BELFORT |
| BOHN       | 35, Avenue Charles Bohn      | 35    | 6,845246002 | 47,65075278 | BELFORT |
| BOHN       | 39, Avenue Charles Bohn      | 39    | 6,845462883 | 47,65095157 | BELFORT |
| BOHN       | 20, Avenue Charles Bohn      | 20    | 6,845861546 | 47,65093611 | BELFORT |
| BOHN       | 33, Avenue Charles Bohn      | 33    | 6,84561656  | 47,65072039 | BELFORT |
| BOHN       | 31, Avenue Charles Bohn      | 31    | 6,845651847 | 47,65066496 | BELFORT |
| BOHN       | 27, Avenue Charles Bohn      | 27    | 6,845439861 | 47,65036689 | BELFORT |
| BOHN       | 25, Avenue Charles Bohn      | 25    | 6,845773604 | 47,65037195 | BELFORT |
| BOHN       | 3, Avenue Charles Bohn       | 3     | 6,846442114 | 47,64835504 | BELFORT |
| BOHN       | 5, Avenue Charles Bohn       | 5     | 6,846277134 | 47,64876684 | BELFORT |
| BOHN       | 16, Avenue Charles Bohn      | 16    | 6,845964355 | 47,65073392 | BELFORT |
| BOHN       | 17, Avenue Charles Bohn      | 17    | 6,845972037 | 47,65003993 | BELFORT |
| BOHN       | 19, Avenue Charles Bohn      | 19    | 6,845624246 | 47,6500264  | BELFORT |
| BOHN       | 15, Avenue Charles Bohn      | 15    | 6,845979983 | 47,64997656 | BELFORT |
| BOHN       | 29, Avenue Charles Bohn      | 29    | 6,845336288 | 47,65056009 | BELFORT |
| BOHN       | 21, Avenue Charles Bohn      | 21    | 6,845520672 | 47,65021961 | BELFORT |
| BOHN       | 13, Avenue Charles Bohn      | 13    | 6,845704292 | 47,64987014 | BELFORT |
| BOHN       | 10, Avenue Charles Bohn      | 10    | 6,846114213 | 47,65045784 | BELFORT |
| BOHN       | 1, Avenue Charles Bohn       | 1     | 6,846426401 | 47,64801331 | BELFORT |
| BOHN       | 37, Avenue Charles Bohn      | 37    | 6,845211478 | 47,65081718 | BELFORT |
| BOHN       | 18, Avenue Charles Bohn      | 18    | 6,845929832 | 47,65079832 | BELFORT |
| BOHN       | 22, Avenue Charles Bohn      | 22    | 6,845771709 | 47,65129094 | BELFORT |
| BONNEF     | Rue Pierre Bonnef            |       | 6,860721972 | 47,64054887 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 7bis, Rue de Bordeaux        | 7bis  | 6,850054521 | 47,65116974 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 12bis, Rue de Bordeaux       | 12bis | 6,849239782 | 47,65130948 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 9bis, Rue de Bordeaux        | 9bis  | 6,849946684 | 47,65115591 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 9, Rue de Bordeaux           | 9     | 6,849805853 | 47,65122444 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 3, Rue de Bordeaux           | 3     | 6,850642745 | 47,65134509 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 4, Rue de Bordeaux           | 4     | 6,850658024 | 47,65152467 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 8, Rue de Bordeaux           | 8     | 6,850361085 | 47,65148215 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 5, Rue de Bordeaux           | 5     | 6,850251258 | 47,65128822 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 6, Rue de Bordeaux           | 6     | 6,85048374  | 47,65151342 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 2, Rue de Bordeaux           | 2     | 6,85086194  | 47,65157081 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 21, Rue de Bordeaux          | 21    | 6,848414964 | 47,65101718 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 12, Rue de Bordeaux          | 12    | 6,84942888  | 47,65133817 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 15, Rue de Bordeaux          | 15    | 6,848899468 | 47,65107044 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 11, Rue de Bordeaux          | 11    | 6,84954191  | 47,65109955 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 7, Rue de Bordeaux           | 7     | 6,850130132 | 47,65127491 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 16, Rue de Bordeaux          | 16    | 6,848484154 | 47,65120369 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 13, Rue de Bordeaux          | 13    | 6,849305004 | 47,65113578 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 19, Rue de Bordeaux          | 19    | 6,848681503 | 47,65101584 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 10, Rue de Bordeaux          | 10    | 6,850251719 | 47,65145036 | BELFORT |
| BORDEAUX   | 1, Rue de Bordeaux           | 1     | 6,851006126 | 47,65138503 | BELFORT |
| BOTTE      | 1, Rue de la Botte           | 1     | 6,864054343 | 47,63905951 | BELFORT |
| BOTTE      | 2, Rue de la Botte           | 2     | 6,863689055 | 47,63908077 | BELFORT |
| BOUCHERIES | 1, Rue des Boucheries        | 1     | 6,863198081 | 47,63776133 | BELFORT |
| BOUCHERIES | 3, Rue des Boucheries        | 3     | 6,863161319 | 47,63742564 | BELFORT |
| BOUGENEL   | Allée Jean-François Bougenel |       | 6,852095707 | 47,6405319  | BELFORT |
| BOULLOCHE  | Pont André Boullоче          |       | 6,851246819 | 47,63821876 | BELFORT |
| BOURGEOIS  | 3, Place des Bourgeois       | 3     | 6,866045209 | 47,63857452 | BELFORT |

|           |                              |       |             |             |         |
|-----------|------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| BOURGEOIS | 1, Place des Bourgeois       | 1     | 6,865945822 | 47,63865948 | BELFORT |
| BOURGEOIS | 2, Place des Bourgeois       | 2     | 6,865649769 | 47,63859075 | BELFORT |
| BOURGEOIS | 4, Place des Bourgeois       | 4     | 6,865966011 | 47,6382713  | BELFORT |
| BOYER     | 8a, Rue des 3 frères Boyer   | 8a    | 6,853790126 | 47,63757414 | BELFORT |
| BOYER     | 8bis, Rue des 3 frères Boyer | 8bis  | 6,853722642 | 47,63772091 | BELFORT |
| BOYER     | 6, Rue des 3 frères Boyer    | 6     | 6,8547201   | 47,63753798 | BELFORT |
| BRASSE    | 2, Rue de Brasse             | 2     | 6,857390872 | 47,64228997 | BELFORT |
| BRASSE    | 25, Rue de Brasse            | 25    | 6,857513872 | 47,64467258 | BELFORT |
| BRASSE    | 21, Rue de Brasse            | 21    | 6,857626087 | 47,64442497 | BELFORT |
| BRASSE    | 26, Rue de Brasse            | 26    | 6,857992079 | 47,64387019 | BELFORT |
| BRASSE    | 3bis, Rue de Brasse          | 3bis  | 6,857351614 | 47,64323745 | BELFORT |
| BRASSE    | 13, Rue de Brasse            | 13    | 6,857171352 | 47,64393816 | BELFORT |
| BRASSE    | 44, Rue de Brasse            | 44    | 6,858098707 | 47,64496514 | BELFORT |
| BRASSE    | 16, Rue de Brasse            | 16    | 6,857920366 | 47,64334145 | BELFORT |
| BRASSE    | 20, Rue de Brasse            | 20    | 6,857901927 | 47,64359442 | BELFORT |
| BRASSE    | 5, Rue de Brasse             | 5     | 6,857445868 | 47,64340495 | BELFORT |
| BRASSE    | 42, Rue de Brasse            | 42    | 6,85804737  | 47,64483201 | BELFORT |
| BRASSE    | 1, Rue de Brasse             | 1     | 6,857269681 | 47,64274514 | BELFORT |
| BRASSE    | 7, Rue de Brasse             | 7     | 6,857429239 | 47,64352272 | BELFORT |
| BRASSE    | 10, Rue de Brasse            | 10    | 6,857571166 | 47,64284152 | BELFORT |
| BRASSE    | 40, Rue de Brasse            | 40    | 6,857998328 | 47,64472581 | BELFORT |
| BRASSE    | 3, Rue de Brasse             | 3     | 6,857296454 | 47,64305941 | BELFORT |
| BRASSE    | 14, Rue de Brasse            | 14    | 6,857627856 | 47,64303751 | BELFORT |
| BRASSE    | 34, Rue de Brasse            | 34    | 6,858274089 | 47,64436372 | BELFORT |
| BRASSE    | 28, Rue de Brasse            | 28    | 6,857946302 | 47,64411522 | BELFORT |
| BRASSE    | 12, Rue de Brasse            | 12    | 6,857609215 | 47,64297517 | BELFORT |
| BRASSE    | 7bis, Rue de Brasse          | 7bis  | 6,857482104 | 47,64367381 | BELFORT |
| BRASSE    | 38, Rue de Brasse            | 38    | 6,858019545 | 47,64466192 | BELFORT |
| BRASSE    | 24, Rue de Brasse            | 24    | 6,857858445 | 47,64386638 | BELFORT |
| BRASSE    | 8, Rue de Brasse             | 8     | 6,857484078 | 47,64260166 | BELFORT |
| BRASSE    | 14bis, Rue de Brasse         | 14bis | 6,85779084  | 47,64322937 | BELFORT |
| BRASSE    | 18, Rue de Brasse            | 18    | 6,857783393 | 47,64345489 | BELFORT |
| BRASSE    | 22, Rue de Brasse            | 22    | 6,857876603 | 47,64376657 | BELFORT |
| BRASSE    | 17, Rue de Brasse            | 17    | 6,857612317 | 47,64426335 | BELFORT |
| BRASSE    | 19, Rue de Brasse            | 19    | 6,857619202 | 47,64434416 | BELFORT |
| BRASSE    | 23, Rue de Brasse            | 23    | 6,857637413 | 47,64490841 | BELFORT |
| BRASSE    | 32, Rue de Brasse            | 32    | 6,858102124 | 47,64437942 | BELFORT |
| BRASSE    | 9, Rue de Brasse             | 9     | 6,85758401  | 47,64393111 | BELFORT |
| BRASSE    | 27, Rue de Brasse            | 27    | 6,856845694 | 47,64465353 | BELFORT |
| BRASSE    | 30, Rue de Brasse            | 30    | 6,857995343 | 47,64422142 | BELFORT |
| BRASSE    | Lieu-dit cimetiere de Brasse | <Nul> | 6,857629368 | 47,64632435 | BELFORT |
| BRAUER    | 2, Rue Charles Brauer        | 2     | 6,846432241 | 47,65012117 | BELFORT |
| BRAUER    | 1, Rue Charles Brauer        | 1     | 6,846421377 | 47,65046394 | BELFORT |
| BRAUER    | 4, Rue Charles Brauer        | 4     | 6,846516552 | 47,65017196 | BELFORT |
| BRAUER    | 6, Rue Charles Brauer        | 6     | 6,846699989 | 47,65029096 | BELFORT |
| BRAUER    | 3, Rue Charles Brauer        | 3     | 6,846579765 | 47,65060193 | BELFORT |
| BRAUER    | 8, Rue Charles Brauer        | 8     | 6,846894877 | 47,65054466 | BELFORT |
| BRIAND    | 5bis, Rue Aristide Briand    | 5bis  | 6,856049087 | 47,63263941 | BELFORT |
| BRIAND    | 16, Rue Aristide Briand      | 16    | 6,854879799 | 47,63283805 | BELFORT |
| BRIAND    | 6bis, Rue Aristide Briand    | 6bis  | 6,856363227 | 47,63304161 | BELFORT |
| BRIAND    | 7bis, Rue Aristide Briand    | 7bis  | 6,855854987 | 47,63239471 | BELFORT |
| BRIAND    | 12, Rue Aristide Briand      | 12    | 6,855281379 | 47,63282558 | BELFORT |
| BRIAND    | 2, Rue Aristide Briand       | 2     | 6,856751046 | 47,63290039 | BELFORT |
| BRIAND    | 10, Rue Aristide Briand      | 10    | 6,855604023 | 47,63289096 | BELFORT |
| BRIAND    | 7, Rue Aristide Briand       | 7     | 6,856052229 | 47,63240082 | BELFORT |
| BRIAND    | 19, Rue Aristide Briand      | 19    | 6,854966961 | 47,63260943 | BELFORT |
| BRIAND    | 9bis, Rue Aristide Briand    | 9bis  | 6,855806337 | 47,63252147 | BELFORT |
| BRIAND    | 17, Rue Aristide Briand      | 17    | 6,855102096 | 47,6326312  | BELFORT |
| BRIAND    | 3, Rue Aristide Briand       | 3     | 6,856361024 | 47,6325462  | BELFORT |
| BRIAND    | 11, Rue Aristide Briand      | 11    | 6,855648457 | 47,63263797 | BELFORT |
| BRIAND    | 15, Rue Aristide Briand      | 15    | 6,855274788 | 47,63262449 | BELFORT |
| BRIAND    | 9, Rue Aristide Briand       | 9     | 6,855789596 | 47,63264104 | BELFORT |
| BRIAND    | 5, Rue Aristide Briand       | 5     | 6,856210026 | 47,63265117 | BELFORT |



|          |                            |       |             |             |         |
|----------|----------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| BRIAND   | 6, Rue Aristide Briand     | 6     | 6,856313399 | 47,63289472 | BELFORT |
| BRIAND   | 8, Rue Aristide Briand     | 8     | 6,856069731 | 47,63288185 | BELFORT |
| BRIAND   | 4, Rue Aristide Briand     | 4     | 6,856579117 | 47,63291609 | BELFORT |
| BRIAND   | 1, Rue Aristide Briand     | 1     | 6,856611606 | 47,63267158 | BELFORT |
| BRIAND   | 13, Rue Aristide Briand    | 13    | 6,855524946 | 47,6325962  | BELFORT |
| BRIAND   | 15bis, Rue Aristide Briand | 15bis | 6,855303938 | 47,63249723 | BELFORT |
| BRISACH  | Rue de Neuf-Brisach        |       | 6,849815464 | 47,64992677 | BELFORT |
| BUISSON  | 5, Rue Ferdinand Buisson   | 5     | 6,852742541 | 47,64672298 | BELFORT |
| BUISSON  | 3, Rue Ferdinand Buisson   | 3     | 6,852758417 | 47,64659624 | BELFORT |
| BUISSON  | 4, Rue Ferdinand Buisson   | 4     | 6,853076261 | 47,64672803 | BELFORT |
| BUSSANG  | 6, Rue de Bussang          | 6     | 6,841526162 | 47,66064465 | BELFORT |
| BUSSANG  | 14, Rue de Bussang         | 14    | 6,84059077  | 47,66046469 | BELFORT |
| BUSSANG  | 3, Rue de Bussang          | 3     | 6,842065764 | 47,66056068 | BELFORT |
| BUSSANG  | 1, Rue de Bussang          | 1     | 6,842229833 | 47,66060837 | BELFORT |
| BUSSANG  | 16, Rue de Bussang         | 16    | 6,840411886 | 47,66039955 | BELFORT |
| BUSSANG  | 12, Rue de Bussang         | 12    | 6,840873697 | 47,66049877 | BELFORT |
| BUSSANG  | 7, Rue de Bussang          | 7     | 6,841496858 | 47,6604566  | BELFORT |
| BUSSANG  | 11, Rue de Bussang         | 11    | 6,841007701 | 47,66034943 | BELFORT |
| BUSSANG  | 10, Rue de Bussang         | 10    | 6,841090931 | 47,6605444  | BELFORT |
| BUSSANG  | 5, Rue de Bussang          | 5     | 6,841741436 | 47,66051018 | BELFORT |
| BUSSANG  | 2bis, Rue de Bussang       | 2bis  | 6,841879359 | 47,66072105 | BELFORT |
| BUSSANG  | 3bis, Rue de Bussang       | 3bis  | 6,84191651  | 47,66053043 | BELFORT |
| BUSSANG  | 15, Rue de Bussang         | 15    | 6,840703859 | 47,66022607 | BELFORT |
| BUSSANG  | 4, Rue de Bussang          | 4     | 6,841756689 | 47,66068977 | BELFORT |
| BUSSANG  | 8, Rue de Bussang          | 8     | 6,841308165 | 47,66059004 | BELFORT |
| BUSSANG  | 2, Rue de Bussang          | 2     | 6,842068488 | 47,66074976 | BELFORT |
| BUSSANG  | 9, Rue de Bussang          | 9     | 6,841252279 | 47,66040302 | BELFORT |
| CAMBRAI  | Rue de Cambrai             |       | 6,85932758  | 47,63701637 | BELFORT |
| CANAL    | Porte de l'Ancien Canal    |       | 6,863446793 | 47,63999112 | BELFORT |
| CAPUCINS | 17, Rue des Capucins       | 17    | 6,855186543 | 47,63550181 | BELFORT |
| CAPUCINS | 1c, Rue des Capucins       | 1c    | 6,857244637 | 47,63556589 | BELFORT |
| CAPUCINS | 2, Rue des Capucins        | 2     | 6,857049387 | 47,63593385 | BELFORT |
| CAPUCINS | 13, Rue des Capucins       | 13    | 6,855321397 | 47,63567675 | BELFORT |
| CAPUCINS | 6, Rue des Capucins        | 6     | 6,856358573 | 47,63596073 | BELFORT |
| CAPUCINS | 8, Rue des Capucins        | 8     | 6,856039735 | 47,63597313 | BELFORT |
| CAPUCINS | 12bis, Rue des Capucins    | 12bis | 6,855486644 | 47,63589555 | BELFORT |
| CAPUCINS | 19, Rue des Capucins       | 19    | 6,855109604 | 47,63569399 | BELFORT |
| CAPUCINS | 5, Rue des Capucins        | 5     | 6,856022148 | 47,63576661 | BELFORT |
| CAPUCINS | 14, Rue des Capucins       | 14    | 6,855366316 | 47,63589122 | BELFORT |
| CAPUCINS | 1bis, Rue des Capucins     | 1bis  | 6,857322051 | 47,63553585 | BELFORT |
| CAPUCINS | 4, Rue des Capucins        | 4     | 6,8566258   | 47,63596835 | BELFORT |
| CAPUCINS | 15, Rue des Capucins       | 15    | 6,855405981 | 47,63557436 | BELFORT |
| CAPUCINS | 11bis, Rue des Capucins    | 11bis | 6,855565398 | 47,63556816 | BELFORT |
| CAPUCINS | 9, Rue des Capucins        | 9     | 6,855565111 | 47,63572132 | BELFORT |
| CAPUCINS | 1, Rue des Capucins        | 1     | 6,857415527 | 47,63569438 | BELFORT |
| CAPUCINS | 1d, Rue des Capucins       | 1d    | 6,857059415 | 47,63558211 | BELFORT |
| CAPUCINS | 5a, Rue des Capucins       | 5a    | 6,856176214 | 47,63569755 | BELFORT |
| CAPUCINS | 20, Rue des Capucins       | 20    | 6,855020144 | 47,63589567 | BELFORT |
| CAPUCINS | 11, Rue des Capucins       | 11    | 6,85541592  | 47,63569109 | BELFORT |
| CAPUCINS | 12, Rue des Capucins       | 12    | 6,855540548 | 47,63590246 | BELFORT |
| CAPUCINS | 21, Rue des Capucins       | 21    | 6,854936137 | 47,63569173 | BELFORT |
| CAPUCINS | 10, Rue des Capucins       | 10    | 6,85579038  | 47,63601887 | BELFORT |
| CAPUCINS | 5c, Rue des Capucins       | 5c    | 6,85648253  | 47,63569464 | BELFORT |
| CAPUCINS | 3, Rue des Capucins        | 3     | 6,856761512 | 47,63568379 | BELFORT |
| CAPUCINS | 7, Rue des Capucins        | 7     | 6,855754157 | 47,63575    | BELFORT |
| CARNOT   | 8, Boulevard Sadi Carnot   | 8     | 6,85997816  | 47,63808114 | BELFORT |
| CARNOT   | 4, Boulevard Sadi Carnot   | 4     | 6,859428377 | 47,63788633 | BELFORT |
| CARNOT   | 2, Boulevard Sadi Carnot   | 2     | 6,85918006  | 47,63778789 | BELFORT |
| CARNOT   | 6, Boulevard Sadi Carnot   | 6     | 6,859827428 | 47,63803296 | BELFORT |
| CARNOT   | 1, Boulevard Sadi Carnot   | 1     | 6,858992744 | 47,63809248 | BELFORT |
| CARNOT   | 7, Boulevard Sadi Carnot   | 7     | 6,859801837 | 47,63835828 | BELFORT |
| CARNOT   | 17, Boulevard Sadi Carnot  | 17    | 6,860871785 | 47,63871302 | BELFORT |
| CARNOT   | 11, Boulevard Sadi Carnot  | 11    | 6,860103302 | 47,63845465 | BELFORT |

|             |                           |       |             |             |         |
|-------------|---------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| CARNOT      | 9, Boulevard Sadi Carnot  | 9     | 6,859965855 | 47,63840595 | BELFORT |
| CARNOT      | 3, Boulevard Sadi Carnot  | 3     | 6,859226248 | 47,63817348 | BELFORT |
| CARNOT      | 15, Boulevard Sadi Carnot | 15    | 6,860721051 | 47,63866484 | BELFORT |
| CARNOT      | 10, Boulevard Sadi Carnot | 10    | 6,860170279 | 47,63814574 | BELFORT |
| CARNOT      | 13, Boulevard Sadi Carnot | 13    | 6,860537922 | 47,63858377 | BELFORT |
| CARRIERES   | 15, Rue des Carrières     | 15    | 6,847223228 | 47,65550485 | BELFORT |
| CARRIERES   | 12, Rue des Carrières     | 12    | 6,848565345 | 47,65592122 | BELFORT |
| CARRIERES   | 22, Rue des Carrières     | 22    | 6,84749864  | 47,65576443 | BELFORT |
| CARRIERES   | 3, Rue des Carrières      | 3     | 6,851032991 | 47,65561819 | BELFORT |
| CARRIERES   | 20bis, Rue des Carrières  | 20bis | 6,84759396  | 47,65578776 | BELFORT |
| CARRIERES   | 8, Rue des Carrières      | 8     | 6,849199139 | 47,65600472 | BELFORT |
| CARRIERES   | 2, Rue des Carrières      | 2     | 6,850824658 | 47,65661727 | BELFORT |
| CARRIERES   | 4, Rue des Carrières      | 4     | 6,849802994 | 47,6562065  | BELFORT |
| CARRIERES   | 6, Rue des Carrières      | 6     | 6,849477159 | 47,65613807 | BELFORT |
| CARRIERES   | 20, Rue des Carrières     | 20    | 6,847810416 | 47,6558244  | BELFORT |
| CARRIERES   | 5, Rue des Carrières      | 5     | 6,850546454 | 47,65538484 | BELFORT |
| CARRIERES   | 1, Rue des Carrières      | 1     | 6,852019666 | 47,65593122 | BELFORT |
| CARRIERES   | 14, Rue des Carrières     | 14    | 6,848394103 | 47,65594589 | BELFORT |
| CARRIERES   | 24, Rue des Carrières     | 24    | 6,847322816 | 47,65573522 | BELFORT |
| CARRIERES   | 10, Rue des Carrières     | 10    | 6,848768512 | 47,65595838 | BELFORT |
| CAVALERIE   | 6, Rue de la Cavalerie    | 6     | 6,861584773 | 47,64112663 | BELFORT |
| CAVALERIE   | 14, Rue de la Cavalerie   | 14    | 6,86164873  | 47,64074486 | BELFORT |
| CAVALERIE   | 8, Rue de la Cavalerie    | 8     | 6,861699216 | 47,64111181 | BELFORT |
| CAVALERIE   | 12, Rue de la Cavalerie   | 12    | 6,861525454 | 47,64086398 | BELFORT |
| CAVALERIE   | 10, Rue de la Cavalerie   | 10    | 6,861649714 | 47,64086112 | BELFORT |
| CERNAY      | 13, Rue de Cernay         | 13    | 6,848004019 | 47,64743856 | BELFORT |
| CERNAY      | 20, Rue de Cernay         | 20    | 6,848233113 | 47,64778102 | BELFORT |
| CERNAY      | 26, Rue de Cernay         | 26    | 6,848170183 | 47,64798166 | BELFORT |
| CERNAY      | 3, Rue de Cernay          | 3     | 6,848129882 | 47,64703728 | BELFORT |
| CERNAY      | 17, Rue de Cernay         | 17    | 6,847942614 | 47,64765716 | BELFORT |
| CERNAY      | 2, Rue de Cernay          | 2     | 6,848454132 | 47,64708775 | BELFORT |
| CERNAY      | 4, Rue de Cernay          | 4     | 6,848432902 | 47,64715164 | BELFORT |
| CERNAY      | 5, Rue de Cernay          | 5     | 6,84810865  | 47,64710117 | BELFORT |
| CERNAY      | 1, Rue de Cernay          | 1     | 6,848159057 | 47,64691002 | BELFORT |
| CERNAY      | 27, Rue de Cernay         | 27    | 6,847826221 | 47,64801303 | BELFORT |
| CERNAY      | 19, Rue de Cernay         | 19    | 6,847922147 | 47,64773003 | BELFORT |
| CERNAY      | 9, Rue de Cernay          | 9     | 6,848047246 | 47,64731977 | BELFORT |
| CERNAY      | 30, Rue de Cernay         | 30    | 6,84814177  | 47,6481179  | BELFORT |
| CERNAY      | 10, Rue de Cernay         | 10    | 6,848370735 | 47,64736126 | BELFORT |
| CERNAY      | 14, Rue de Cernay         | 14    | 6,848328273 | 47,64748904 | BELFORT |
| CERNAY      | 7, Rue de Cernay          | 7     | 6,848087419 | 47,64716505 | BELFORT |
| CERNAY      | 21, Rue de Cernay         | 21    | 6,84788839  | 47,64780341 | BELFORT |
| CERNAY      | 6, Rue de Cernay          | 6     | 6,848398382 | 47,64721605 | BELFORT |
| CERNAY      | 22, Rue de Cernay         | 22    | 6,848211882 | 47,6478449  | BELFORT |
| CERNAY      | 18, Rue de Cernay         | 18    | 6,848253581 | 47,64770815 | BELFORT |
| CERNAY      | 25, Rue de Cernay         | 25    | 6,84784669  | 47,64794016 | BELFORT |
| CERNAY      | 12, Rue de Cernay         | 12    | 6,848336979 | 47,64743464 | BELFORT |
| CERNAY      | 28, Rue de Cernay         | 28    | 6,848149714 | 47,64805452 | BELFORT |
| CERNAY      | 29, Rue de Cernay         | 29    | 6,847804989 | 47,64807692 | BELFORT |
| CERNAY      | 11, Rue de Cernay         | 11    | 6,848013491 | 47,64739315 | BELFORT |
| CHAMPION    | 2, Rue Célestin Champion  | 2     | 6,857392676 | 47,64512775 | BELFORT |
| CHAMPION    | 1, Rue Célestin Champion  | 1     | 6,857133052 | 47,64520992 | BELFORT |
| CHAMPION    | 3, Rue Célestin Champion  | 3     | 6,857046926 | 47,64529435 | BELFORT |
| CHAMPION    | 21, Rue Célestin Champion | 21    | 6,856101058 | 47,64749331 | BELFORT |
| CHAMPION    | 23, Rue Célestin Champion | 23    | 6,855776033 | 47,64743388 | BELFORT |
| CHAMPION    | 25, Rue Célestin Champion | 25    | 6,855424432 | 47,64737548 | BELFORT |
| CHAMPION    | 19, Rue Célestin Champion | 19    | 6,856461925 | 47,64670108 | BELFORT |
| CHANTEREINE | 3a, Rue Chantereine       | 3a    | 6,863710689 | 47,64058445 | BELFORT |
| CHANTEREINE | 1c, Rue Chantereine       | 1c    | 6,863663144 | 47,64096468 | BELFORT |
| CHANTEREINE | 1a, Rue Chantereine       | 1a    | 6,863834331 | 47,64093999 | BELFORT |
| CHANTEREINE | 1bis, Rue Chantereine     | 1bis  | 6,863786813 | 47,64085175 | BELFORT |
| CHANTEREINE | 2, Rue Chantereine        | 2     | 6,864324887 | 47,64106502 | BELFORT |
| CHANTEREINE | 3bis, Rue Chantereine     | 3bis  | 6,863746452 | 47,64069116 | BELFORT |

|            |                                 |       |             |             |         |
|------------|---------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| CHÂTEAU    | Montée du Château               |       | 6,865766654 | 47,63767997 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 8, Rue de Châteaudun            | 8     | 6,854445758 | 47,64621533 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 36, Rue de Châteaudun           | 36    | 6,850477051 | 47,64579298 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 32, Rue de Châteaudun           | 32    | 6,850990376 | 47,64587214 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 22, Rue de Châteaudun           | 22    | 6,852106986 | 47,64599092 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 5bis, Rue de Châteaudun         | 5bis  | 6,854369672 | 47,64594802 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 6, Rue de Châteaudun            | 6     | 6,85459192  | 47,64620965 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 10, Rue de Châteaudun           | 10    | 6,853941124 | 47,6460818  | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 20, Rue de Châteaudun           | 20    | 6,852236804 | 47,64594984 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 9, Rue de Châteaudun            | 9     | 6,852888183 | 47,64577137 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 1, Rue de Châteaudun            | 1     | 6,854991123 | 47,64588782 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 12, Rue de Châteaudun           | 12    | 6,853698893 | 47,64605518 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 28, Rue de Châteaudun           | 28    | 6,851420158 | 47,6459095  | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 7bis, Rue de Châteaudun         | 7bis  | 6,853211666 | 47,64581285 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 5, Rue de Châteaudun            | 5     | 6,854477501 | 47,64596185 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 30, Rue de Châteaudun           | 30    | 6,85116464  | 47,64588339 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 18bis, Rue de Châteaudun        | 18bis | 6,852464219 | 47,64595902 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 16, Rue de Châteaudun           | 16    | 6,852789995 | 47,64602744 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 38, Rue de Châteaudun           | 38    | 6,850222299 | 47,64577585 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 2, Rue de Châteaudun            | 2     | 6,854968556 | 47,64624906 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 3bis, Rue de Châteaudun         | 3bis  | 6,854704151 | 47,64596204 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 3, Rue de Châteaudun            | 3     | 6,854843432 | 47,64587555 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 18, Rue de Châteaudun           | 18    | 6,852665059 | 47,64596923 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 34, Rue de Châteaudun           | 34    | 6,850788009 | 47,64584397 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 14, Rue de Châteaudun           | 14    | 6,853397868 | 47,64612093 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 34bis, Rue de Châteaudun        | 34bis | 6,85061298  | 47,64582374 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 7, Rue de Châteaudun            | 7     | 6,854192349 | 47,64590086 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 17, Rue de Châteaudun           | 17    | 6,850318207 | 47,64549285 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 15, Rue de Châteaudun           | 15    | 6,850579069 | 47,64558181 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 7ter, Rue de Châteaudun         | 7ter  | 6,853781514 | 47,64544404 | BELFORT |
| CHATEAUDUN | 4, Rue de Châteaudun            | 4     | 6,85479429  | 47,64623782 | BELFORT |
| CHEVREUL   | 14, Rue Eugène Chevreul         | 14    | 6,846313365 | 47,65625186 | BELFORT |
| CHEVREUL   | 10, Rue Eugène Chevreul         | 10    | 6,84677286  | 47,65632412 | BELFORT |
| CHEVREUL   | 11, Rue Eugène Chevreul         | 11    | 6,846671746 | 47,65607579 | BELFORT |
| CHEVREUL   | 8, Rue Eugène Chevreul          | 8     | 6,84711122  | 47,65638306 | BELFORT |
| CHEVREUL   | 4, Rue Eugène Chevreul          | 4     | 6,847594698 | 47,65658051 | BELFORT |
| CHEVREUL   | 5, Rue Eugène Chevreul          | 5     | 6,847336699 | 47,65621215 | BELFORT |
| CHEVREUL   | 1, Rue Eugène Chevreul          | 1     | 6,847769616 | 47,65628544 | BELFORT |
| CHEVREUL   | 2, Rue Eugène Chevreul          | 2     | 6,847675201 | 47,6565864  | BELFORT |
| CHEVREUL   | 12, Rue Eugène Chevreul         | 12    | 6,846504769 | 47,6563075  | BELFORT |
| CHEVREUL   | 6, Rue Eugène Chevreul          | 6     | 6,847408947 | 47,65643457 | BELFORT |
| CHEVREUL   | 9, Rue Eugène Chevreul          | 9     | 6,847040674 | 47,65620953 | BELFORT |
| CLEMENCEAU | 2, Rue Georges Clemenceau       | 2     | 6,859115883 | 47,64172735 | BELFORT |
| CLEMENCEAU | 2bis, Rue Georges Clemenceau    | 2bis  | 6,858631287 | 47,64171909 | BELFORT |
| CLEMENCEAU | 2a, Rue Georges Clemenceau      | 2a    | 6,858875964 | 47,64172768 | BELFORT |
| CLEMENCEAU | 4, Rue Georges Clemenceau       | 4     | 6,858061069 | 47,64195443 | BELFORT |
| CLEMENCEAU | 5, Rue Georges Clemenceau       | 5     | 6,857628659 | 47,64132576 | BELFORT |
| CLEMENCEAU | 7, Rue Georges Clemenceau       | 7     | 6,857361404 | 47,64131814 | BELFORT |
| CLEMENCEAU | Pont Georges Clemenceau         |       | 6,859325117 | 47,64097596 | BELFORT |
| COLBERT    | 4, Rue Jean-Baptiste Colbert    | 4     | 6,859237294 | 47,62860539 | BELFORT |
| COLBERT    | 11, Rue Jean-Baptiste Colbert   | 11    | 6,858059208 | 47,62854314 | BELFORT |
| COLBERT    | 7, Rue Jean-Baptiste Colbert    | 7     | 6,858276326 | 47,62858874 | BELFORT |
| COLBERT    | 2bis, Rue Jean-Baptiste Colbert | 2bis  | 6,859655955 | 47,62867017 | BELFORT |
| COLBERT    | 2, Rue Jean-Baptiste Colbert    | 2     | 6,859413034 | 47,62863458 | BELFORT |
| COLBERT    | 13, Rue Jean-Baptiste Colbert   | 13    | 6,857398396 | 47,62845174 | BELFORT |
| COLBERT    | 6, Rue Jean-Baptiste Colbert    | 6     | 6,858424948 | 47,62835124 | BELFORT |
| COLMAR     | 36, Rue de Colmar               | 36    | 6,849962397 | 47,64844414 | BELFORT |
| COLMAR     | 16, Rue de Colmar               | 16    | 6,851353928 | 47,64859387 | BELFORT |
| COLMAR     | 38, Rue de Colmar               | 38    | 6,849867601 | 47,64843467 | BELFORT |
| COLMAR     | 1, Rue de Colmar                | 1     | 6,852985678 | 47,64860218 | BELFORT |
| COLMAR     | 7, Rue de Colmar                | 7     | 6,852255272 | 47,64851669 | BELFORT |
| COLMAR     | 8, Rue de Colmar                | 8     | 6,852357585 | 47,64873352 | BELFORT |
| COLMAR     | 2, Rue de Colmar                | 2     | 6,853064492 | 47,64878254 | BELFORT |

|            |                                 |       |             |             |         |
|------------|---------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| COLMAR     | 40, Rue de Colmar               | 40    | 6,849832331 | 47,64836018 | BELFORT |
| COLMAR     | 21, Rue de Colmar               | 21    | 6,851005727 | 47,64840307 | BELFORT |
| COLMAR     | 26, Rue de Colmar               | 26    | 6,850586245 | 47,64850738 | BELFORT |
| COLMAR     | 31, Rue de Colmar               | 31    | 6,850130546 | 47,64830193 | BELFORT |
| COLMAR     | 10, Rue de Colmar               | 10    | 6,852191995 | 47,64868959 | BELFORT |
| COLMAR     | 29, Rue de Colmar               | 29    | 6,850332922 | 47,64833011 | BELFORT |
| COLMAR     | 27, Rue de Colmar               | 27    | 6,850534534 | 47,6483493  | BELFORT |
| COLMAR     | 11, Rue de Colmar               | 11    | 6,851732453 | 47,64848295 | BELFORT |
| COLMAR     | 4, Rue de Colmar                | 4     | 6,852924809 | 47,64876418 | BELFORT |
| COLMAR     | 14, Rue de Colmar               | 14    | 6,851543828 | 47,6486164  | BELFORT |
| COLMAR     | 7bis, Rue de Colmar             | 7bis  | 6,852120863 | 47,64850389 | BELFORT |
| COLMAR     | 32, Rue de Colmar               | 32    | 6,850138788 | 47,64846856 | BELFORT |
| COLMAR     | 17, Rue de Colmar               | 17    | 6,851328461 | 47,64843558 | BELFORT |
| COLMAR     | 9, Rue de Colmar                | 9     | 6,85204037  | 47,64849801 | BELFORT |
| COLMAR     | 3, Rue de Colmar                | 3     | 6,852612625 | 47,64857685 | BELFORT |
| COLMAR     | 15, Rue de Colmar               | 15    | 6,851490211 | 47,64845632 | BELFORT |
| COLMAR     | 34, Rue de Colmar               | 34    | 6,850030078 | 47,64845814 | BELFORT |
| COLMAR     | 6, Rue de Colmar                | 6     | 6,852600672 | 47,64873561 | BELFORT |
| COLMAR     | 25, Rue de Colmar               | 25    | 6,850682995 | 47,64837056 | BELFORT |
| COLMAR     | 5, Rue de Colmar                | 5     | 6,852446655 | 47,64857231 | BELFORT |
| COMMUNE    | 5, Place de la Commune de Paris | 5     | 6,855560231 | 47,63707287 | BELFORT |
| COMMUNE    | 1, Place de la Commune de Paris | 1     | 6,855265374 | 47,63721047 | BELFORT |
| CORBIS     | 2, Place Corbis                 | 2     | 6,857453321 | 47,63777789 | BELFORT |
| CRONSTADT  | 22, Rue de Cronstadt            | 22    | 6,860785195 | 47,63159921 | BELFORT |
| CRONSTADT  | 9, Rue de Cronstadt             | 9     | 6,860528593 | 47,63046504 | BELFORT |
| CRONSTADT  | 20, Rue de Cronstadt            | 20    | 6,860818651 | 47,63167899 | BELFORT |
| CRONSTADT  | 1, Rue de Cronstadt             | 1     | 6,861008606 | 47,63138699 | BELFORT |
| CRONSTADT  | 18, Rue de Cronstadt            | 18    | 6,860880206 | 47,63177569 | BELFORT |
| CRONSTADT  | 3, Rue de Cronstadt             | 3     | 6,860984231 | 47,63127614 | BELFORT |
| CRONSTADT  | 7, Rue de Cronstadt             | 7     | 6,860710683 | 47,63088138 | BELFORT |
| CRONSTADT  | 5, Rue de Cronstadt             | 5     | 6,860804161 | 47,6310399  | BELFORT |
| CRONSTADT  | 3bis, Rue de Cronstadt          | 3bis  | 6,861022823 | 47,63110346 | BELFORT |
| CRONSTADT  | 24, Rue de Cronstadt            | 24    | 6,86065826  | 47,6313609  | BELFORT |
| CRONSTADT  | 36, Rue de Cronstadt            | 36    | 6,8601232   | 47,63039975 | BELFORT |
| CRONSTADT  | 30a, Rue de Cronstadt           | 30a   | 6,860282821 | 47,63070885 | BELFORT |
| CRONSTADT  | 28, Rue de Cronstadt            | 28    | 6,860393408 | 47,63091175 | BELFORT |
| CRONSTADT  | 30bis, Rue de Cronstadt         | 30bis | 6,859949046 | 47,63077707 | BELFORT |
| CRONSTADT  | 5bis, Rue de Cronstadt          | 5bis  | 6,86095228  | 47,63099513 | BELFORT |
| DAME       | 2, Impasse Notre-Dame           | 2     | 6,856611145 | 47,6337617  | BELFORT |
| DANJOUTIN  | 1, Rue de Danjoutin             | 1     | 6,863610356 | 47,63034499 | BELFORT |
| DANJOUTIN  | 6, Rue de Danjoutin             | 6     | 6,863880142 | 47,62975789 | BELFORT |
| DANJOUTIN  | 8, Rue de Danjoutin             | 8     | 6,864010175 | 47,62956363 | BELFORT |
| DANJOUTIN  | 3, Rue de Danjoutin             | 3     | 6,863660427 | 47,630307   | BELFORT |
| DANJOUTIN  | 4, Rue de Danjoutin             | 4     | 6,863799412 | 47,62990519 | BELFORT |
| DANJOUTIN  | 5, Rue de Danjoutin             | 5     | 6,86376363  | 47,63026695 | BELFORT |
| DANJOUTIN  | 7, Rue de Danjoutin             | 7     | 6,864120248 | 47,63007286 | BELFORT |
| DANJOUTIN  | 2, Rue de Danjoutin             | 2     | 6,863640515 | 47,63007354 | BELFORT |
| DANJOUTIN  | 12, Rue de Danjoutin            | 12    | 6,864206885 | 47,62921362 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 25, Rue de Dannemarie           | 25    | 6,847481044 | 47,64787328 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 6, Rue de Dannemarie            | 6     | 6,848054735 | 47,64709425 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 19, Rue de Dannemarie           | 19    | 6,847544741 | 47,64768162 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 30, Rue de Dannemarie           | 30    | 6,847751074 | 47,64807    | BELFORT |
| DANNEMARIE | 14, Rue de Dannemarie           | 14    | 6,847950868 | 47,64744063 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 8, Rue de Dannemarie            | 8     | 6,848033504 | 47,64715814 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 11, Rue de Dannemarie           | 11    | 6,847647848 | 47,64732626 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 18, Rue de Dannemarie           | 18    | 6,847874649 | 47,64764178 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 5, Rue de Dannemarie            | 5     | 6,847717962 | 47,64705327 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 12, Rue de Dannemarie           | 12    | 6,847958812 | 47,64737725 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 7, Rue de Dannemarie            | 7     | 6,847710017 | 47,64711664 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 1, Rue de Dannemarie            | 1     | 6,847794944 | 47,6468611  | BELFORT |
| DANNEMARIE | 22, Rue de Dannemarie           | 22    | 6,847834475 | 47,64779649 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 3, Rue de Dannemarie            | 3     | 6,847751717 | 47,64697989 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 10, Rue de Dannemarie           | 10    | 6,847993331 | 47,64731285 | BELFORT |

|            |                                        |       |             |             |         |
|------------|----------------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| DANNEMARIE | 2, Rue de Dannemarie                   | 2     | 6,84811843  | 47,64690259 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 9, Rue de Dannemarie                   | 9     | 6,847668317 | 47,6472534  | BELFORT |
| DANNEMARIE | 17, Rue de Dannemarie                  | 17    | 6,847552686 | 47,64761824 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 28, Rue de Dannemarie                  | 28    | 6,847772305 | 47,64800611 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 27, Rue de Dannemarie                  | 27    | 6,847462102 | 47,6479641  | BELFORT |
| DANNEMARIE | 26, Rue de Dannemarie                  | 26    | 6,847792011 | 47,64792427 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 21, Rue de Dannemarie                  | 21    | 6,847524273 | 47,64775448 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 13, Rue de Dannemarie                  | 13    | 6,847626616 | 47,64739015 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 29, Rue de Dannemarie                  | 29    | 6,847440105 | 47,64801901 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 4, Rue de Dannemarie                   | 4     | 6,848075967 | 47,64703037 | BELFORT |
| DANNEMARIE | 20, Rue de Dannemarie                  | 20    | 6,847854944 | 47,64772363 | BELFORT |
| DARDEL     | 15, Avenue Léon Dardel                 | 15    | 6,843490027 | 47,65801901 | BELFORT |
| DARDEL     | 6, Avenue Léon Dardel                  | 6     | 6,844171217 | 47,65787548 | BELFORT |
| DARDEL     | 14, Avenue Léon Dardel                 | 14    | 6,843749855 | 47,65825217 | BELFORT |
| DARDEL     | 13, Avenue Léon Dardel                 | 13    | 6,843573143 | 47,65789867 | BELFORT |
| DARDEL     | 18, Avenue Léon Dardel                 | 18    | 6,843131298 | 47,65834823 | BELFORT |
| DARDEL     | 11, Avenue Léon Dardel                 | 11    | 6,843665737 | 47,65773292 | BELFORT |
| DARDEL     | 16, Avenue Léon Dardel                 | 16    | 6,843425981 | 47,65836383 | BELFORT |
| DARDEL     | 12, Avenue Léon Dardel                 | 12    | 6,843843973 | 47,65810438 | BELFORT |
| DARDEL     | 3, Avenue Léon Dardel                  | 3     | 6,844344314 | 47,65771562 | BELFORT |
| DARDEL     | 6bis, Avenue Léon Dardel               | 6bis  | 6,844111844 | 47,65796138 | BELFORT |
| DARDEL     | 10, Avenue Léon Dardel                 | 10    | 6,843938855 | 47,65796557 | BELFORT |
| DARDEL     | 17, Avenue Léon Dardel                 | 17    | 6,843123995 | 47,65810527 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 17, Rue du Peintre François Dauphin    | 17    | 6,85887483  | 47,6302952  | BELFORT |
| DAUPHIN    | 16, Rue du Peintre François Dauphin    | 16    | 6,858911899 | 47,63010456 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 12, Rue du Peintre François Dauphin    | 12    | 6,858056607 | 47,63002866 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 6, Rue du Peintre François Dauphin     | 6     | 6,857233115 | 47,62995368 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 9, Rue du Peintre François Dauphin     | 9     | 6,858296626 | 47,63022257 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 11, Rue du Peintre François Dauphin    | 11    | 6,858641932 | 47,63024435 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 2, Rue du Peintre François Dauphin     | 2     | 6,856738572 | 47,62993689 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 7, Rue du Peintre François Dauphin     | 7     | 6,858008444 | 47,63020018 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 10, Rue du Peintre François Dauphin    | 10    | 6,857798283 | 47,63000944 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 16bis, Rue du Peintre François Dauphin | 16bis | 6,859032215 | 47,63010889 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 14bis, Rue du Peintre François Dauphin | 14bis | 6,858663774 | 47,63007836 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 19, Rue du Peintre François Dauphin    | 19    | 6,859195013 | 47,63044913 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 20, Rue du Peintre François Dauphin    | 20    | 6,859410271 | 47,63016624 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 21, Rue du Peintre François Dauphin    | 21    | 6,859701955 | 47,63046119 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 22, Rue du Peintre François Dauphin    | 22    | 6,859704802 | 47,6301818  | BELFORT |
| DAUPHIN    | 23, Rue du Peintre François Dauphin    | 23    | 6,859881037 | 47,63037314 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 24, Rue du Peintre François Dauphin    | 24    | 6,860013381 | 47,63020582 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 5, Rue du Peintre François Dauphin     | 5     | 6,858128101 | 47,63060354 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 4, Rue du Peintre François Dauphin     | 4     | 6,856954165 | 47,62996454 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 8, Rue du Peintre François Dauphin     | 8     | 6,85766741  | 47,62999696 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 12bis, Rue du Peintre François Dauphin | 12bis | 6,858216474 | 47,63004514 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 3, Rue du Peintre François Dauphin     | 3     | 6,857563388 | 47,63036543 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 14, Rue du Peintre François Dauphin    | 14    | 6,858529095 | 47,63007595 | BELFORT |
| DAUPHIN    | 18, Rue du Peintre François Dauphin    | 18    | 6,859154061 | 47,63013117 | BELFORT |
| DEFFERRE   | 4, Rue Gaston Defferre                 | 4     | 6,854483333 | 47,638358   | BELFORT |
| DEFFERRE   | 8, Rue Gaston Defferre                 | 8     | 6,854444423 | 47,63868384 | BELFORT |
| DEFFERRE   | 2, Rue Gaston Defferre                 | 2     | 6,854498438 | 47,63822228 | BELFORT |
| DEFFERRE   | 22bis, Rue Gaston Defferre             | 22bis | 6,853185992 | 47,63924628 | BELFORT |
| DEFFERRE   | 18bis, Rue Gaston Defferre             | 18bis | 6,853853337 | 47,63925637 | BELFORT |
| DEFFERRE   | 12, Rue Gaston Defferre                | 12    | 6,854418035 | 47,63900018 | BELFORT |
| DEFFERRE   | 3, Rue Gaston Defferre                 | 3     | 6,85322444  | 47,6387583  | BELFORT |
| DEFFERRE   | 10, Rue Gaston Defferre                | 10    | 6,854431611 | 47,6388465  | BELFORT |
| DEFFERRE   | 26, Rue Gaston Defferre                | 26    | 6,853309562 | 47,63960184 | BELFORT |
| DEFFERRE   | 1, Rue Gaston Defferre                 | 1     | 6,853783201 | 47,63874558 | BELFORT |
| DEFFERRE   | 32, Rue Gaston Defferre                | 32    | 6,853334192 | 47,64020448 | BELFORT |
| DEFFERRE   | 24bis, Rue Gaston Defferre             | 24bis | 6,853665986 | 47,63956095 | BELFORT |
| DEFFERRE   | 18, Rue Gaston Defferre                | 18    | 6,853858979 | 47,63916606 | BELFORT |
| DEFFERRE   | 22, Rue Gaston Defferre                | 22    | 6,853188578 | 47,63912005 | BELFORT |
| DEFFERRE   | 30, Rue Gaston Defferre                | 30    | 6,853246365 | 47,63995564 | BELFORT |
| DEFFERRE   | 28, Rue Gaston Defferre                | 28    | 6,853276288 | 47,63983736 | BELFORT |

|               |                                   |       |             |             |         |
|---------------|-----------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| DEFFERRE      | 20, Rue Gaston Defferre           | 20    | 6,853510493 | 47,63914357 | BELFORT |
| DEFFERRE      | 6, Rue Gaston Defferre            | 6     | 6,854468992 | 47,6385027  | BELFORT |
| DEFFERRE      | 5, Rue Gaston Defferre            | 5     | 6,852780594 | 47,6387978  | BELFORT |
| DEFFERRE      | 24, Rue Gaston Defferre           | 24    | 6,853189518 | 47,63944434 | BELFORT |
| DEFFERRE      | 7, Rue Gaston Defferre            | 7     | 6,851854811 | 47,63982036 | BELFORT |
| DEGOMBERT     | 3, Rue du Capitaine Degombert     | 3     | 6,861114379 | 47,63499183 | BELFORT |
| DEGOMBERT     | 11, Rue du Capitaine Degombert    | 11    | 6,861055166 | 47,63445359 | BELFORT |
| DEGOMBERT     | 1, Rue du Capitaine Degombert     | 1     | 6,861298561 | 47,63511979 | BELFORT |
| DEGOMBERT     | 9, Rue du Capitaine Degombert     | 9     | 6,860958076 | 47,63456548 | BELFORT |
| DEGOMBERT     | 5, Rue du Capitaine Degombert     | 5     | 6,861014497 | 47,63491464 | BELFORT |
| DEGOMBERT     | 7, Rue du Capitaine Degombert     | 7     | 6,86088422  | 47,63479358 | BELFORT |
| DEPÔT         | Rue du Dépôt                      |       | 6,857140353 | 47,62729961 | BELFORT |
| DESCHARRIERES | 6, Rue de l'Abbé Descharrières    | 6     | 6,854385071 | 47,64565913 | BELFORT |
| DESCHARRIERES | 4, Rue de l'Abbé Descharrières    | 4     | 6,854189582 | 47,64571178 | BELFORT |
| DESCHARRIERES | 2bis, Rue de l'Abbé Descharrières | 2bis  | 6,854655115 | 47,64585584 | BELFORT |
| DESCHARRIERES | 2ter, Rue de l'Abbé Descharrières | 2ter  | 6,854438694 | 47,64581921 | BELFORT |
| DESCHARRIERES | 1, Rue de l'Abbé Descharrières    | 1     | 6,855253624 | 47,64552626 | BELFORT |
| DEUBEL        | 9, Rue Léon Deubel                | 9     | 6,846528893 | 47,65941464 | BELFORT |
| DEUBEL        | 7, Rue Léon Deubel                | 7     | 6,846759418 | 47,65945975 | BELFORT |
| DEUBEL        | 25bis, Rue Léon Deubel            | 25bis | 6,844776534 | 47,65887902 | BELFORT |
| DEUBEL        | 14, Rue Léon Deubel               | 14    | 6,846075925 | 47,65957635 | BELFORT |
| DEUBEL        | 15, Rue Léon Deubel               | 15    | 6,8459577   | 47,65928365 | BELFORT |
| DEUBEL        | 5, Rue Léon Deubel                | 5     | 6,846894617 | 47,65948153 | BELFORT |
| DEUBEL        | 17, Rue Léon Deubel               | 17    | 6,845767813 | 47,65924597 | BELFORT |
| DEUBEL        | 16, Rue Léon Deubel               | 16    | 6,845763364 | 47,6595074  | BELFORT |
| DEUBEL        | 21, Rue Léon Deubel               | 21    | 6,84537551  | 47,65918011 | BELFORT |
| DEUBEL        | 4, Rue Léon Deubel                | 4     | 6,847012083 | 47,65976525 | BELFORT |
| DEUBEL        | 10, Rue Léon Deubel               | 10    | 6,846496339 | 47,65965914 | BELFORT |
| DEUBEL        | 19, Rue Léon Deubel               | 19    | 6,845606796 | 47,6592342  | BELFORT |
| DEUBEL        | 3, Rue Léon Deubel                | 3     | 6,847086796 | 47,65954614 | BELFORT |
| DEUBEL        | 6, Rue Léon Deubel                | 6     | 6,846849538 | 47,65973552 | BELFORT |
| DEUBEL        | 8, Rue Léon Deubel                | 8     | 6,846700283 | 47,65970528 | BELFORT |
| DEUBEL        | 12, Rue Léon Deubel               | 12    | 6,846237706 | 47,6595971  | BELFORT |
| DEUBEL        | 25, Rue Léon Deubel               | 25    | 6,845020028 | 47,65907678 | BELFORT |
| DEUBEL        | 13, Rue Léon Deubel               | 13    | 6,846177224 | 47,65935621 | BELFORT |
| DEUBEL        | 11, Rue Léon Deubel               | 11    | 6,846313185 | 47,65938697 | BELFORT |
| DIABLE        | Escalier du Diable                |       | 6,865020969 | 47,6379748  | BELFORT |
| DIETRICH      | 2, Rue Jean Jacques Dietrich      | 2     | 6,850809634 | 47,64359088 | BELFORT |
| DUFAY         | 1, Rue du Commandant Dufay        | 1     | 6,853002218 | 47,6405327  | BELFORT |
| DUFAY         | 11, Rue du Commandant Dufay       | 11    | 6,851439341 | 47,64049434 | BELFORT |
| DUFAY         | 3, Rue du Commandant Dufay        | 3     | 6,852797281 | 47,64063076 | BELFORT |
| DUFAY         | 5, Rue du Commandant Dufay        | 5     | 6,852616624 | 47,64070084 | BELFORT |
| DUFAY         | 9, Rue du Commandant Dufay        | 9     | 6,851664142 | 47,64062975 | BELFORT |
| DUFAY         | 15, Rue du Commandant Dufay       | 15    | 6,850803289 | 47,64057491 | BELFORT |
| DUFAY         | 7, Rue du Commandant Dufay        | 7     | 6,851950027 | 47,64069972 | BELFORT |
| DUGOIS        | 4, Rue des 3 Dugois               | 4     | 6,854151163 | 47,63633487 | BELFORT |
| DUGOIS        | 2, Rue des 3 Dugois               | 2     | 6,85404594  | 47,63619482 | BELFORT |
| DUGOIS        | 1, Rue des 3 Dugois               | 1     | 6,853733214 | 47,63627905 | BELFORT |
| DUGOIS        | 6, Rue des 3 Dugois               | 6     | 6,854249982 | 47,63655625 | BELFORT |
| DUGOIS        | 8, Rue des 3 Dugois               | 8     | 6,854330165 | 47,6367153  | BELFORT |
| DUGOIS        | 3, Rue des 3 Dugois               | 3     | 6,853504737 | 47,63608306 | BELFORT |
| DUNANT        | 8, Boulevard Henri Dunant         | 8     | 6,859782394 | 47,62768758 | BELFORT |
| DUNANT        | 7, Boulevard Henri Dunant         | 7     | 6,860582321 | 47,62749895 | BELFORT |
| DUNANT        | 4, Boulevard Henri Dunant         | 4     | 6,860104931 | 47,62688096 | BELFORT |
| DUNANT        | 9, Boulevard Henri Dunant         | 9     | 6,860588718 | 47,62741762 | BELFORT |
| DUNANT        | 10, Boulevard Henri Dunant        | 10    | 6,859379499 | 47,62730254 | BELFORT |
| DUNANT        | 2, Boulevard Henri Dunant         | 2     | 6,859946162 | 47,62847869 | BELFORT |
| DUNANT        | 13, Boulevard Henri Dunant        | 13    | 6,860600742 | 47,62724598 | BELFORT |
| DUNANT        | 11, Boulevard Henri Dunant        | 11    | 6,860594347 | 47,62732731 | BELFORT |
| DUNANT        | 1, Boulevard Henri Dunant         | 1     | 6,860670596 | 47,62618919 | BELFORT |
| DUNANT        | 21, Boulevard Henri Dunant        | 21    | 6,860613668 | 47,62831864 | BELFORT |
| DUNANT        | 15, Boulevard Henri Dunant        | 15    | 6,860615794 | 47,62687061 | BELFORT |
| DUNANT        | 17, Boulevard Henri Dunant        | 17    | 6,860933631 | 47,62684553 | BELFORT |

|           |                              |      |             |             |         |
|-----------|------------------------------|------|-------------|-------------|---------|
| DUNANT    | 19, Boulevard Henri Dunant   | 19   | 6,861364053 | 47,6269812  | BELFORT |
| EAU       | 1, Rue sur l'Eau             | 1    | 6,865053121 | 47,63928888 | BELFORT |
| EGALITE   | 7, Rue de l'Egalité          | 7    | 6,856508073 | 47,64507207 | BELFORT |
| EGALITE   | 9, Rue de l'Egalité          | 9    | 6,856017498 | 47,64494701 | BELFORT |
| EGALITE   | 7bis, Rue de l'Egalité       | 7bis | 6,856207342 | 47,64498467 | BELFORT |
| EGALITE   | 14, Rue de l'Egalité         | 14   | 6,856595249 | 47,64484345 | BELFORT |
| EGALITE   | 5, Rue de l'Egalité          | 5    | 6,85664171  | 47,64507588 | BELFORT |
| EGALITE   | 2, Rue de l'Egalité          | 2    | 6,858493981 | 47,64506688 | BELFORT |
| EGALITE   | 10, Rue de l'Egalité         | 10   | 6,857386839 | 47,64490275 | BELFORT |
| EGALITE   | 3, Rue de l'Egalité          | 3    | 6,856934793 | 47,64507349 | BELFORT |
| EGALITE   | 4, Rue de l'Egalité          | 4    | 6,858218291 | 47,64496049 | BELFORT |
| EGALITE   | 12, Rue de l'Egalité         | 12   | 6,857200054 | 47,64490101 | BELFORT |
| EGALITE   | 9bis, Rue de l'Egalité       | 9bis | 6,856098751 | 47,64496186 | BELFORT |
| EGALITE   | 1, Rue de l'Egalité          | 1    | 6,857162204 | 47,64508266 | BELFORT |
| EGALITE   | 8, Rue de l'Egalité          | 8    | 6,857513632 | 47,64492638 | BELFORT |
| EGLISE    | 1, Rue de l'Eglise           | 1    | 6,863644867 | 47,63887528 | BELFORT |
| ENFANTS   | 38, Rue des bons Enfants     | 38   | 6,865414392 | 47,63914867 | BELFORT |
| ENFANTS   | 44, Rue des bons Enfants     | 44   | 6,865929981 | 47,63878623 | BELFORT |
| ENFANTS   | 46, Rue des bons Enfants     | 46   | 6,866019914 | 47,63874668 | BELFORT |
| ENFANTS   | 48, Rue des bons Enfants     | 48   | 6,866155325 | 47,63861528 | BELFORT |
| ENFANTS   | 40, Rue des bons Enfants     | 40   | 6,86549104  | 47,63910964 | BELFORT |
| ENFANTS   | 42, Rue des bons Enfants     | 42   | 6,865580208 | 47,63906112 | BELFORT |
| ENFANTS   | 36, Rue des bons Enfants     | 36   | 6,865228899 | 47,63931806 | BELFORT |
| ENGEL     | 3, Rue Alfred Engel          | 3    | 6,848985439 | 47,65458961 | BELFORT |
| ENGEL     | 5, Rue Alfred Engel          | 5    | 6,848844141 | 47,65449599 | BELFORT |
| ENGEL     | 1, Rue Alfred Engel          | 1    | 6,849175312 | 47,65462728 | BELFORT |
| ENGEL     | 10, Rue Alfred Engel         | 10   | 6,84839977  | 47,6550718  | BELFORT |
| ENGEL     | 8, Rue Alfred Engel          | 8    | 6,848774175 | 47,65508429 | BELFORT |
| ENGEL     | 2, Rue Alfred Engel          | 2    | 6,849168284 | 47,65501494 | BELFORT |
| ENGEL     | 6, Rue Alfred Engel          | 6    | 6,848744391 | 47,6547341  | BELFORT |
| ENGEL     | 4, Rue Alfred Engel          | 4    | 6,848999643 | 47,65491338 | BELFORT |
| ENGELHARD | 3, Rue du Colonel Engelhard  | 3    | 6,847546881 | 47,65664543 | BELFORT |
| ENGELHARD | 9, Rue du Colonel Engelhard  | 9    | 6,84672702  | 47,65656914 | BELFORT |
| ENGELHARD | 4, Rue du Colonel Engelhard  | 4    | 6,847218895 | 47,65686537 | BELFORT |
| ENGELHARD | 1, Rue du Colonel Engelhard  | 1    | 6,847627386 | 47,65665132 | BELFORT |
| ENGELHARD | 11, Rue du Colonel Engelhard | 11   | 6,846522325 | 47,65651402 | BELFORT |
| ENGELHARD | 7, Rue du Colonel Engelhard  | 7    | 6,846874739 | 47,65658143 | BELFORT |
| ENGELHARD | 13, Rue du Colonel Engelhard | 13   | 6,846400424 | 47,65649172 | BELFORT |
| ENGELHARD | 5, Rue du Colonel Engelhard  | 5    | 6,847227153 | 47,65664883 | BELFORT |
| ESPERANCE | 3, Avenue de l'Espérance     | 3    | 6,862469788 | 47,64135036 | BELFORT |
| ESPERANCE | 4, Avenue de l'Espérance     | 4    | 6,863088778 | 47,64095102 | BELFORT |
| ESPERANCE | 6, Avenue de l'Espérance     | 6    | 6,863147815 | 47,64070548 | BELFORT |
| ESPERANCE | 8, Avenue de l'Espérance     | 8    | 6,863189471 | 47,64056872 | BELFORT |
| ESPERANCE | 1, Avenue de l'Espérance     | 1    | 6,861864076 | 47,64190864 | BELFORT |
| ESPERANCE | 5, Avenue de l'Espérance     | 5    | 6,862668485 | 47,64086829 | BELFORT |
| ESPERANCE | 2bis, Avenue de l'Espérance  | 2bis | 6,863249351 | 47,64125198 | BELFORT |
| ESPERANCE | 7, Avenue de l'Espérance     | 7    | 6,86269992  | 47,64076797 | BELFORT |
| ESPERANCE | 9, Avenue de l'Espérance     | 9    | 6,862729822 | 47,64064969 | BELFORT |
| ESPERANCE | 2, Avenue de l'Espérance     | 2    | 6,863178766 | 47,64153716 | BELFORT |
| EST       | 12, Rue de l'Est             | 12   | 6,855056349 | 47,65025466 | BELFORT |
| EST       | 4, Rue de l'Est              | 4    | 6,855694673 | 47,650392   | BELFORT |
| EST       | 11, Rue de l'Est             | 11   | 6,854550437 | 47,64995    | BELFORT |
| EST       | 9, Rue de l'Est              | 9    | 6,854781692 | 47,65000407 | BELFORT |
| EST       | 16, Rue de l'Est             | 16   | 6,85471649  | 47,65017778 | BELFORT |
| EST       | 1bis, Rue de l'Est           | 1bis | 6,856197628 | 47,65019226 | BELFORT |
| EST       | 14, Rue de l'Est             | 14   | 6,854892299 | 47,65020698 | BELFORT |
| EST       | 10, Rue de l'Est             | 10   | 6,855232922 | 47,65029284 | BELFORT |
| EST       | 13, Rue de l'Est             | 13   | 6,854170717 | 47,64987467 | BELFORT |
| EST       | 24, Rue de l'Est             | 24   | 6,85374931  | 47,6499361  | BELFORT |
| EST       | 3, Rue de l'Est              | 3    | 6,855745056 | 47,65020085 | BELFORT |
| EST       | 6, Rue de l'Est              | 6    | 6,855518099 | 47,65035382 | BELFORT |
| EST       | 1, Rue de l'Est              | 1    | 6,855906046 | 47,65021261 | BELFORT |
| EST       | 7, Rue de l'Est              | 7    | 6,854957501 | 47,65003327 | BELFORT |

|           |                         |      |             |             |         |
|-----------|-------------------------|------|-------------|-------------|---------|
| EST       | 18, Rue de l'Est        | 18   | 6,854566493 | 47,65013857 | BELFORT |
| EST       | 28, Rue de l'Est        | 28   | 6,853369589 | 47,64986077 | BELFORT |
| EST       | 1ter, Rue de l'Est      | 1ter | 6,856006585 | 47,65010473 | BELFORT |
| EST       | 20, Rue de l'Est        | 20   | 6,854403973 | 47,65010885 | BELFORT |
| ETOILE    | 4, Rue de l'Etoile      | 4    | 6,8508192   | 47,65263552 | BELFORT |
| ETOILE    | 2, Rue de l'Etoile      | 2    | 6,851040232 | 47,65272604 | BELFORT |
| ETOILE    | 6bis, Rue de l'Etoile   | 6bis | 6,850523785 | 47,65261096 | BELFORT |
| ETOILE    | 6, Rue de l'Etoile      | 6    | 6,850668437 | 47,65258733 | BELFORT |
| ETUVE     | 4, Place de l'Etuve     | 4    | 6,864084629 | 47,6376239  | BELFORT |
| ETUVE     | 2, Place de l'Etuve     | 2    | 6,864292837 | 47,63787705 | BELFORT |
| ETUVE     | 1bis, Place de l'Etuve  | 1bis | 6,864484456 | 47,63777949 | BELFORT |
| ETUVE     | 14, Place de l'Etuve    | 14   | 6,864032013 | 47,63731964 | BELFORT |
| ETUVE     | 1, Place de l'Etuve     | 1    | 6,864501572 | 47,63782387 | BELFORT |
| ETUVE     | 6, Place de l'Etuve     | 6    | 6,864034048 | 47,63749974 | BELFORT |
| ETUVE     | 3, Place de l'Etuve     | 3    | 6,864394019 | 47,63765689 | BELFORT |
| EVETTE    | 8, Rue d'Evette         | 8    | 6,847747903 | 47,65195298 | BELFORT |
| EVETTE    | 3, Rue d'Evette         | 3    | 6,847348639 | 47,651491   | BELFORT |
| EVETTE    | 1, Rue d'Evette         | 1    | 6,84736453  | 47,65136426 | BELFORT |
| EVETTE    | 6, Rue d'Evette         | 6    | 6,847614559 | 47,651796   | BELFORT |
| EVETTE    | 9, Rue d'Evette         | 9    | 6,847309365 | 47,65197    | BELFORT |
| EVETTE    | 5, Rue d'Evette         | 5    | 6,847347565 | 47,65163519 | BELFORT |
| EVETTE    | 7bis, Rue d'Evette      | 7bis | 6,847314257 | 47,65187071 | BELFORT |
| EVETTE    | 10, Rue d'Evette        | 10   | 6,847621572 | 47,65219212 | BELFORT |
| EVETTE    | 7, Rue d'Evette         | 7    | 6,847319149 | 47,65177143 | BELFORT |
| EVETTE    | 2, Rue d'Evette         | 2    | 6,847622473 | 47,65161308 | BELFORT |
| EVETTE    | 4, Rue d'Evette         | 4    | 6,847611278 | 47,65170252 | BELFORT |
| FAIDHERBE | 7, Rue Louis Faidherbe  | 7    | 6,849712394 | 47,65420102 | BELFORT |
| FAIDHERBE | 2, Rue Louis Faidherbe  | 2    | 6,851652796 | 47,65365719 | BELFORT |
| FAIDHERBE | 5, Rue Louis Faidherbe  | 5    | 6,849938777 | 47,65435439 | BELFORT |
| FAIDHERBE | 11, Rue Louis Faidherbe | 11   | 6,849427509 | 47,65398686 | BELFORT |
| FAIDHERBE | 4, Rue Louis Faidherbe  | 4    | 6,851489967 | 47,65378063 | BELFORT |
| FAIDHERBE | 18, Rue Louis Faidherbe | 18   | 6,850149735 | 47,65479665 | BELFORT |
| FAIDHERBE | 24, Rue Louis Faidherbe | 24   | 6,849612647 | 47,65443913 | BELFORT |
| FAIDHERBE | 26, Rue Louis Faidherbe | 26   | 6,849208156 | 47,65422961 | BELFORT |
| FAIDHERBE | 8, Rue Louis Faidherbe  | 8    | 6,851205704 | 47,65404393 | BELFORT |
| FAIDHERBE | 9, Rue Louis Faidherbe  | 9    | 6,849599968 | 47,65413332 | BELFORT |
| FAIDHERBE | 6, Rue Louis Faidherbe  | 6    | 6,851454071 | 47,65409365 | BELFORT |
| FAIDHERBE | 12, Rue Louis Faidherbe | 12   | 6,851185702 | 47,65427894 | BELFORT |
| FAIDHERBE | 3, Rue Louis Faidherbe  | 3    | 6,850162104 | 47,65447185 | BELFORT |
| FAIDHERBE | 10, Rue Louis Faidherbe | 10   | 6,851354346 | 47,65438049 | BELFORT |
| FAIDHERBE | 14, Rue Louis Faidherbe | 14   | 6,85092144  | 47,65430722 | BELFORT |
| FAIDHERBE | 16, Rue Louis Faidherbe | 16   | 6,850642952 | 47,65496666 | BELFORT |
| FERRETTE  | 2, Rue de Ferrette      | 2    | 6,845444325 | 47,65198832 | BELFORT |
| FERRETTE  | 18, Rue de Ferrette     | 18   | 6,844108766 | 47,65447253 | BELFORT |
| FERRETTE  | 8, Rue de Ferrette      | 8    | 6,844877854 | 47,65301029 | BELFORT |
| FERRETTE  | 13, Rue de Ferrette     | 13   | 6,845176573 | 47,65181853 | BELFORT |
| FERRETTE  | 6, Rue de Ferrette      | 6    | 6,844948433 | 47,65289944 | BELFORT |
| FERRETTE  | 11, Rue de Ferrette     | 11   | 6,845270676 | 47,65167074 | BELFORT |
| FERRETTE  | 31, Rue de Ferrette     | 31   | 6,844517517 | 47,65300625 | BELFORT |
| FERRETTE  | 47, Rue de Ferrette     | 47   | 6,843794272 | 47,65422347 | BELFORT |
| FERRETTE  | 17, Rue de Ferrette     | 17   | 6,845027469 | 47,65210359 | BELFORT |
| FERRETTE  | 47a, Rue de Ferrette    | 47a  | 6,843562247 | 47,6541604  | BELFORT |
| FERRETTE  | 37, Rue de Ferrette     | 37   | 6,844257957 | 47,6534037  | BELFORT |
| FERRETTE  | 39, Rue de Ferrette     | 39   | 6,844112216 | 47,65357151 | BELFORT |
| FERRETTE  | 35, Rue de Ferrette     | 35   | 6,844403697 | 47,65323588 | BELFORT |
| FERRETTE  | 39a, Rue de Ferrette    | 39a  | 6,843827035 | 47,6535105  | BELFORT |
| FERRETTE  | 4, Rue de Ferrette      | 4    | 6,845026961 | 47,65272523 | BELFORT |
| FERRETTE  | 41, Rue de Ferrette     | 41   | 6,844053077 | 47,65381704 | BELFORT |
| FERRETTE  | 12, Rue de Ferrette     | 12   | 6,844479866 | 47,65381851 | BELFORT |
| FERRETTE  | 15, Rue de Ferrette     | 15   | 6,845069944 | 47,65197582 | BELFORT |
| FERRETTE  | 7, Rue de Ferrette      | 7    | 6,845399304 | 47,65145854 | BELFORT |
| FERRETTE  | 29, Rue de Ferrette     | 29   | 6,844574808 | 47,65289592 | BELFORT |
| FERRETTE  | 16, Rue de Ferrette     | 16   | 6,844308752 | 47,65415848 | BELFORT |



|          |                                      |       |             |             |         |
|----------|--------------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| FERRETTE | 27, Rue de Ferrette                  | 27    | 6,844684493 | 47,65277455 | BELFORT |
| FERRETTE | 23, Rue de Ferrette                  | 23    | 6,844810074 | 47,65252643 | BELFORT |
| FERRETTE | 2bis, Rue de Ferrette                | 2bis  | 6,84539543  | 47,65219742 | BELFORT |
| FERRETTE | 14, Rue de Ferrette                  | 14    | 6,844383468 | 47,65393936 | BELFORT |
| FERRETTE | 9, Rue de Ferrette                   | 9     | 6,845317728 | 47,65159684 | BELFORT |
| FERRETTE | 25, Rue de Ferrette                  | 25    | 6,844754309 | 47,65265472 | BELFORT |
| FERRETTE | 10, Rue de Ferrette                  | 10    | 6,844734085 | 47,6533582  | BELFORT |
| FERRY    | 2, Rue Jules Ferry                   | 2     | 6,84788005  | 47,65115506 | BELFORT |
| FERRY    | 7, Rue Jules Ferry                   | 7     | 6,847368205 | 47,65109385 | BELFORT |
| FERRY    | 12, Rue Jules Ferry                  | 12    | 6,845954517 | 47,65171628 | BELFORT |
| FERRY    | 5, Rue Jules Ferry                   | 5     | 6,847589534 | 47,65103121 | BELFORT |
| FERRY    | 25, Rue Jules Ferry                  | 25    | 6,845675766 | 47,65157394 | BELFORT |
| FERRY    | 14, Rue Jules Ferry                  | 14    | 6,845722947 | 47,65181535 | BELFORT |
| FERRY    | 9, Rue Jules Ferry                   | 9     | 6,847146876 | 47,6511565  | BELFORT |
| FERRY    | 10, Rue Jules Ferry                  | 10    | 6,846395656 | 47,65157303 | BELFORT |
| FERRY    | 16, Rue Jules Ferry                  | 16    | 6,846102669 | 47,65189071 | BELFORT |
| FERRY    | 15, Rue Jules Ferry                  | 15    | 6,846652588 | 47,6513018  | BELFORT |
| FERRY    | 17, Rue Jules Ferry                  | 17    | 6,846561855 | 47,65133235 | BELFORT |
| FERRY    | 21, Rue Jules Ferry                  | 21    | 6,846079326 | 47,65145918 | BELFORT |
| FERRY    | 18, Rue Jules Ferry                  | 18    | 6,84613046  | 47,6520608  | BELFORT |
| FERRY    | 17a, Rue Jules Ferry                 | 17a   | 6,846522752 | 47,65134288 | BELFORT |
| FERRY    | 3, Rue Jules Ferry                   | 3     | 6,847862491 | 47,65094854 | BELFORT |
| FERRY    | 1, Rue Jules Ferry                   | 1     | 6,848058004 | 47,65089591 | BELFORT |
| FERRY    | 17bis, Rue Jules Ferry               | 17bis | 6,846456308 | 47,65134546 | BELFORT |
| FERRY    | 6, Rue Jules Ferry                   | 6     | 6,847091571 | 47,65144693 | BELFORT |
| FERRY    | 20, Rue Jules Ferry                  | 20    | 6,845852154 | 47,65208061 | BELFORT |
| FERRY    | 13, Rue Jules Ferry                  | 13    | 6,846808238 | 47,65125072 | BELFORT |
| FERRY    | 19, Rue Jules Ferry                  | 19    | 6,846222451 | 47,65141759 | BELFORT |
| FERRY    | 2bis, Rue Jules Ferry                | 2bis  | 6,847767075 | 47,65126585 | BELFORT |
| FILATURE | Chemin de la Filature                |       | 6,843487028 | 47,66006811 | BELFORT |
| FOCH     | 7, Avenue du Maréchal Ferdinand Foch | 7     | 6,859138251 | 47,63714086 | BELFORT |
| FOCH     | 5, Avenue du Maréchal Ferdinand Foch | 5     | 6,859094293 | 47,63725068 | BELFORT |
| FOCH     | 3, Avenue du Maréchal Ferdinand Foch | 3     | 6,859052629 | 47,63738744 | BELFORT |
| FOCH     | 1, Avenue du Maréchal Ferdinand Foch | 1     | 6,859010965 | 47,6375242  | BELFORT |
| FONTAINE | 8, Rue de la grande Fontaine         | 8     | 6,865242977 | 47,63838958 | BELFORT |
| FONTAINE | 2, Rue de la grande Fontaine         | 2     | 6,864956581 | 47,63815749 | BELFORT |
| FONTAINE | 7, Rue de la grande Fontaine         | 7     | 6,864810527 | 47,63843913 | BELFORT |
| FONTAINE | 3, Place de la petite Fontaine       | 3     | 6,865308873 | 47,63916179 | BELFORT |
| FONTAINE | 2, Place de la petite Fontaine       | 2     | 6,864998707 | 47,63911983 | BELFORT |
| FONTAINE | 14, Rue de la grande Fontaine        | 14    | 6,865491444 | 47,63863485 | BELFORT |
| FONTAINE | 11, Rue de la grande Fontaine        | 11    | 6,865241691 | 47,63868693 | BELFORT |
| FONTAINE | 20, Rue de la grande Fontaine        | 20    | 6,865817307 | 47,6388717  | BELFORT |
| FONTAINE | 15, Rue de la grande Fontaine        | 15    | 6,865621089 | 47,63891538 | BELFORT |
| FONTAINE | 6, Place de la grande Fontaine       | 6     | 6,864707746 | 47,63789692 | BELFORT |
| FONTAINE | 8, Place de la grande Fontaine       | 8     | 6,864780301 | 47,63796616 | BELFORT |
| FONTAINE | 9, Rue de la grande Fontaine         | 9     | 6,864833778 | 47,6385476  | BELFORT |
| FONTAINE | 10, Rue de la grande Fontaine        | 10    | 6,865377104 | 47,63855552 | BELFORT |
| FONTAINE | 2, Place de la grande Fontaine       | 2     | 6,864112205 | 47,63794715 | BELFORT |
| FONTAINE | 4, Place de la grande Fontaine       | 4     | 6,864480364 | 47,63788776 | BELFORT |
| FONTAINE | 1, Place de la grande Fontaine       | 1     | 6,864277285 | 47,63811036 | BELFORT |
| FONTAINE | 5, Place de la grande Fontaine       | 5     | 6,864488529 | 47,6381397  | BELFORT |
| FONTAINE | 1, Place de la petite Fontaine       | 1     | 6,865217406 | 47,63918337 | BELFORT |
| FORUM    | Rue du Forum                         |       | 6,85485578  | 47,63975794 | BELFORT |
| FORUM    | 2, Place du Forum                    | 2     | 6,854512633 | 47,63958675 | BELFORT |
| FORUM    | 4, Place du Forum                    | 4     | 6,854486761 | 47,63916586 | BELFORT |
| FOURIER  | 4, Rue Charles Fourier               | 4     | 6,847963645 | 47,66123281 | BELFORT |
| FOURIER  | 2, Rue Charles Fourier               | 2     | 6,847657181 | 47,6612357  | BELFORT |
| FOYER    | 13, Rue du Foyer                     | 13    | 6,863784887 | 47,6292661  | BELFORT |
| FOYER    | 15, Rue du Foyer                     | 15    | 6,863914918 | 47,62907184 | BELFORT |
| FOYER    | 25, Rue du Foyer                     | 25    | 6,86343113  | 47,62871231 | BELFORT |
| FOYER    | 3, Rue du Foyer                      | 3     | 6,863290553 | 47,63003312 | BELFORT |
| FOYER    | 11, Rue du Foyer                     | 11    | 6,863654089 | 47,62945138 | BELFORT |
| FOYER    | 9, Rue du Foyer                      | 9     | 6,863535041 | 47,62961819 | BELFORT |

|           |                              |       |             |             |         |
|-----------|------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| FOYER     | 19, Rue du Foyer             | 19    | 6,863271939 | 47,62950231 | BELFORT |
| FOYER     | 7, Rue du Foyer              | 7     | 6,863330933 | 47,62972524 | BELFORT |
| FOYER     | 17, Rue du Foyer             | 17    | 6,863601748 | 47,62899396 | BELFORT |
| FOYER     | 23, Rue du Foyer             | 23    | 6,863353464 | 47,62889552 | BELFORT |
| FOYER     | 5, Rue du Foyer              | 5     | 6,863211883 | 47,62989204 | BELFORT |
| FOYER     | 1, Rue du Foyer              | 1     | 6,863175331 | 47,63024482 | BELFORT |
| FOYER     | 21, Rue du Foyer             | 21    | 6,863368515 | 47,62922827 | BELFORT |
| FRANCAISE | Allée de l'option Française  |       | 6,863695289 | 47,63727871 | BELFORT |
| FRANCE    | 19, Faubourg de France       | 19    | 6,856369667 | 47,63671706 | BELFORT |
| FRANCE    | 17, Faubourg de France       | 17    | 6,856529854 | 47,63671984 | BELFORT |
| FRANCE    | 13, Faubourg de France       | 13    | 6,856738306 | 47,63681984 | BELFORT |
| FRANCE    | 15, Faubourg de France       | 15    | 6,856633556 | 47,63684193 | BELFORT |
| FRANCE    | 5, Rue de la Porte de France | 5     | 6,862398588 | 47,63879771 | BELFORT |
| FRANCE    | 51, Faubourg de France       | 51    | 6,85456627  | 47,63541782 | BELFORT |
| FRANCE    | 61, Faubourg de France       | 61    | 6,854043396 | 47,63506878 | BELFORT |
| FRANCE    | 11, Faubourg de France       | 11    | 6,856798331 | 47,63689858 | BELFORT |
| FRANCE    | 3, Faubourg de France        | 3     | 6,857226231 | 47,63707112 | BELFORT |
| FRANCE    | 47, Faubourg de France       | 47    | 6,854529183 | 47,63560846 | BELFORT |
| FRANCE    | 1, Faubourg de France        | 1     | 6,857391772 | 47,63713676 | BELFORT |
| FRANCE    | 5, Faubourg de France        | 5     | 6,85707474  | 47,63701396 | BELFORT |
| FRANCE    | 7, Faubourg de France        | 7     | 6,856952115 | 47,63698269 | BELFORT |
| FRANCE    | 72, Faubourg de France       | 72    | 6,853469862 | 47,63506406 | BELFORT |
| FRANCE    | 60, Faubourg de France       | 60    | 6,854057539 | 47,63557319 | BELFORT |
| FRANCE    | 62, Faubourg de France       | 62    | 6,853874697 | 47,63543571 | BELFORT |
| FRANCE    | 64, Faubourg de France       | 64    | 6,853801394 | 47,63535747 | BELFORT |
| FRANCE    | 10, Faubourg de France       | 10    | 6,856969421 | 47,63734238 | BELFORT |
| FRANCE    | 2, Faubourg de France        | 2     | 6,857350023 | 47,63774199 | BELFORT |
| FRANCE    | 4, Faubourg de France        | 4     | 6,85734954  | 47,63757984 | BELFORT |
| FRANCE    | 12, Faubourg de France       | 12    | 6,856783429 | 47,63734961 | BELFORT |
| FRANCE    | 23, Faubourg de France       | 23    | 6,856068026 | 47,63630537 | BELFORT |
| FRANCE    | 53, Faubourg de France       | 53    | 6,854291403 | 47,6353204  | BELFORT |
| FRANCE    | 18, Faubourg de France       | 18    | 6,856500899 | 47,63716241 | BELFORT |
| FRANCE    | 3, Rue de la Porte de France | 3     | 6,862478301 | 47,6387946  | BELFORT |
| FRANCE    | 4, Rue de la Porte de France | 4     | 6,862450466 | 47,63862451 | BELFORT |
| FRANCE    | 8, Faubourg de France        | 8     | 6,857110011 | 47,63740457 | BELFORT |
| FRANCE    | 14, Faubourg de France       | 14    | 6,856718816 | 47,63721699 | BELFORT |
| FRANCE    | 63, Faubourg de France       | 63    | 6,853888858 | 47,63497569 | BELFORT |
| FRANCE    | 31, Faubourg de France       | 31    | 6,85563421  | 47,6363763  | BELFORT |
| FRANCE    | 1, Rue de la Porte de France | 1     | 6,862597106 | 47,63878096 | BELFORT |
| FRANCE    | 44, Faubourg de France       | 44    | 6,854921405 | 47,63645807 | BELFORT |
| FRANCE    | 56, Faubourg de France       | 56    | 6,85459015  | 47,63601149 | BELFORT |
| FRANCE    | 9, Faubourg de France        | 9     | 6,85686705  | 47,63692294 | BELFORT |
| FRANCE    | 36, Faubourg de France       | 36    | 6,855276754 | 47,63656137 | BELFORT |
| FRANCE    | 38, Faubourg de France       | 38    | 6,855179172 | 47,63651111 | BELFORT |
| FRANCE    | 40, Faubourg de France       | 40    | 6,855109689 | 47,63647778 | BELFORT |
| FRANCE    | 48, Faubourg de France       | 48    | 6,854858327 | 47,63634341 | BELFORT |
| FRANCE    | 68, Faubourg de France       | 68    | 6,853675718 | 47,63529029 | BELFORT |
| FRANCE    | 70, Faubourg de France       | 70    | 6,853525763 | 47,63525107 | BELFORT |
| FRANCE    | 50bis, Faubourg de France    | 50bis | 6,85446207  | 47,63638584 | BELFORT |
| FRANCE    | 49, Faubourg de France       | 49    | 6,854469928 | 47,63553869 | BELFORT |
| FRANCE    | 2, Rue de la Porte de France | 2     | 6,862622413 | 47,63860881 | BELFORT |
| FRANCE    | 33bis, Faubourg de France    | 33bis | 6,855268921 | 47,63615627 | BELFORT |
| FRANCE    | 48bis, Faubourg de France    | 48bis | 6,854596158 | 47,6365518  | BELFORT |
| FRANCE    | 48ter, Faubourg de France    | 48ter | 6,85480872  | 47,63654354 | BELFORT |
| FRANCE    | 29bis, Faubourg de France    | 29bis | 6,855745365 | 47,63627287 | BELFORT |
| FRANCE    | 21, Faubourg de France       | 21    | 6,8561745   | 47,63661654 | BELFORT |
| FRANCE    | 22, Faubourg de France       | 22    | 6,856211969 | 47,63705653 | BELFORT |
| FRANCE    | 13bis, Faubourg de France    | 13bis | 6,856728845 | 47,63686525 | BELFORT |
| FRANCE    | 65, Faubourg de France       | 65    | 6,853857702 | 47,63492285 | BELFORT |
| FRANCE    | 67, Faubourg de France       | 67    | 6,853799215 | 47,63486206 | BELFORT |
| FRANCE    | 35, Faubourg de France       | 35    | 6,855134544 | 47,63614348 | BELFORT |
| FRANCE    | 37, Faubourg de France       | 37    | 6,855085514 | 47,63603727 | BELFORT |
| FRANCE    | 6, Faubourg de France        | 6     | 6,857286456 | 47,63746518 | BELFORT |

|               |                                  |       |             |             |         |
|---------------|----------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| FRANCE        | 45, Faubourg de France           | 45    | 6,854641576 | 47,63567616 | BELFORT |
| FRANCE        | 33, Faubourg de France           | 33    | 6,855402248 | 47,63631325 | BELFORT |
| FRANCE        | 52, Faubourg de France           | 52    | 6,854737523 | 47,63617693 | BELFORT |
| FRANCE        | 54, Faubourg de France           | 54    | 6,854651697 | 47,6361082  | BELFORT |
| FRANCE        | 57, Faubourg de France           | 57    | 6,854050275 | 47,6351496  | BELFORT |
| FRANCE        | 27bis, Faubourg de France        | 27bis | 6,855895322 | 47,63631208 | BELFORT |
| FRANCE        | 20, Faubourg de France           | 20    | 6,85630726  | 47,63707985 | BELFORT |
| FRANCE        | 54bis, Faubourg de France        | 54bis | 6,854355316 | 47,63622783 | BELFORT |
| FRANCE        | 56bis, Faubourg de France        | 56bis | 6,854539588 | 47,63595148 | BELFORT |
| FRANCE        | 58, Faubourg de France           | 58    | 6,854274187 | 47,6357445  | BELFORT |
| FRANCE        | 50, Faubourg de France           | 50    | 6,85482182  | 47,63622771 | BELFORT |
| FRANCE        | 39, Faubourg de France           | 39    | 6,854972355 | 47,63596059 | BELFORT |
| FRANCE        | 41, Faubourg de France           | 41    | 6,854701595 | 47,63575491 | BELFORT |
| FRANCE        | 29, Faubourg de France           | 29    | 6,855748136 | 47,63646195 | BELFORT |
| FRANCE        | 25, Faubourg de France           | 25    | 6,856044229 | 47,63649548 | BELFORT |
| FRANCE        | 27, Faubourg de France           | 27    | 6,855884809 | 47,63650168 | BELFORT |
| FRANCHE-COMTE | Place de Franche-Comté           |       | 6,853792616 | 47,63995243 | BELFORT |
| FRANCOIS      | 7, Rue Victor François           | 7     | 6,859872377 | 47,64215736 | BELFORT |
| FRANCOIS      | 3, Rue Victor François           | 3     | 6,859403527 | 47,64213057 | BELFORT |
| FRANCOIS      | 5, Rue Victor François           | 5     | 6,859683307 | 47,64212869 | BELFORT |
| FRERY         | 3, Rue du Docteur Charles Fréry  | 3     | 6,860743552 | 47,64034542 | BELFORT |
| FRERY         | 2, Rue du Docteur Charles Fréry  | 2     | 6,8596894   | 47,64047979 | BELFORT |
| FRERY         | 10, Rue du Docteur Charles Fréry | 10    | 6,860415592 | 47,63992899 | BELFORT |
| FRERY         | 1, Rue du Docteur Charles Fréry  | 1     | 6,861045082 | 47,64006403 | BELFORT |
| FRERY         | 4, Rue du Docteur Charles Fréry  | 4     | 6,859788799 | 47,64039484 | BELFORT |
| FRERY         | 6, Rue du Docteur Charles Fréry  | 6     | 6,859914006 | 47,64029987 | BELFORT |
| FRERY         | 12, Rue du Docteur Charles Fréry | 12    | 6,860890599 | 47,63955914 | BELFORT |
| FRERY         | 14, Rue du Docteur Charles Fréry | 14    | 6,861014271 | 47,63944622 | BELFORT |
| FRISCH        | 12, Rue du Colonel Frisch        | 12    | 6,846570687 | 47,65771033 | BELFORT |
| FRISCH        | 13, Rue du Colonel Frisch        | 13    | 6,84592956  | 47,65738386 | BELFORT |
| FRISCH        | 4, Rue du Colonel Frisch         | 4     | 6,847467254 | 47,65774761 | BELFORT |
| FRISCH        | 10, Rue du Colonel Frisch        | 10    | 6,846733226 | 47,65774006 | BELFORT |
| FRISCH        | 17, Rue du Colonel Frisch        | 17    | 6,84575297  | 47,65734566 | BELFORT |
| FRISCH        | 14, Rue du Colonel Frisch        | 14    | 6,846367514 | 47,65767317 | BELFORT |
| FRISCH        | 2, Rue du Colonel Frisch         | 2     | 6,847511254 | 47,6576378  | BELFORT |
| FRISCH        | 11, Rue du Colonel Frisch        | 11    | 6,846078807 | 47,6574141  | BELFORT |
| FRISCH        | 5, Rue du Colonel Frisch         | 5     | 6,84668756  | 47,65751661 | BELFORT |
| FRISCH        | 6, Rue du Colonel Frisch         | 6     | 6,847207552 | 47,65782976 | BELFORT |
| FRISCH        | 7, Rue du Colonel Frisch         | 7     | 6,846552366 | 47,65749483 | BELFORT |
| FRISCH        | 8, Rue du Colonel Frisch         | 8     | 6,846922346 | 47,65776876 | BELFORT |
| FRISCH        | 20, Rue du Colonel Frisch        | 20    | 6,845789157 | 47,65761453 | BELFORT |
| FRISCH        | 15, Rue du Colonel Frisch        | 15    | 6,84561625  | 47,65730592 | BELFORT |
| FRISCH        | 22, Rue du Colonel Frisch        | 22    | 6,845541533 | 47,65752503 | BELFORT |
| FRISCH        | 9, Rue du Colonel Frisch         | 9     | 6,846281979 | 47,65745126 | BELFORT |
| FRISCH        | 16, Rue du Colonel Frisch        | 16    | 6,846196265 | 47,65769783 | BELFORT |
| FRISCH        | 3, Rue du Colonel Frisch         | 3     | 6,846943132 | 47,65754273 | BELFORT |
| FRISCH        | 18, Rue du Colonel Frisch        | 18    | 6,84602991  | 47,65762321 | BELFORT |
| FRONT         | Rue du Front 3/4                 |       | 6,852571446 | 47,6386035  | BELFORT |
| GAMBETTA      | 6, Rue Léon Gambetta             | 6     | 6,860671878 | 47,63292796 | BELFORT |
| GAMBETTA      | 9, Rue Léon Gambetta             | 9     | 6,860373014 | 47,63270536 | BELFORT |
| GAMBETTA      | 28, Rue Léon Gambetta            | 28    | 6,858122371 | 47,63288307 | BELFORT |
| GAMBETTA      | 8, Rue Léon Gambetta             | 8     | 6,860538272 | 47,63292415 | BELFORT |
| GAMBETTA      | 11, Rue Léon Gambetta            | 11    | 6,860105802 | 47,63269775 | BELFORT |
| GAMBETTA      | 12, Rue Léon Gambetta            | 12    | 6,860150737 | 47,63291222 | BELFORT |
| GAMBETTA      | 15, Rue Léon Gambetta            | 15    | 6,859358069 | 47,63268181 | BELFORT |
| GAMBETTA      | 21, Rue Léon Gambetta            | 21    | 6,858528336 | 47,63264204 | BELFORT |
| GAMBETTA      | 16, Rue Léon Gambetta            | 16    | 6,859683497 | 47,63290338 | BELFORT |
| GAMBETTA      | 13, Rue Léon Gambetta            | 13    | 6,859730787 | 47,63267631 | BELFORT |
| GAMBETTA      | 18, Rue Léon Gambetta            | 18    | 6,859283444 | 47,63290094 | BELFORT |
| GAMBETTA      | 19, Rue Léon Gambetta            | 19    | 6,858783795 | 47,63266813 | BELFORT |
| GAMBETTA      | 25, Rue Léon Gambetta            | 25    | 6,85754453  | 47,63260222 | BELFORT |
| GAMBETTA      | 1, Rue Léon Gambetta             | 1     | 6,861012945 | 47,63270747 | BELFORT |
| GAMBETTA      | 4, Rue Léon Gambetta             | 4     | 6,860804719 | 47,63292279 | BELFORT |

|          |                                 |       |             |             |         |
|----------|---------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| GAMBETTA | 17, Rue Léon Gambetta           | 17    | 6,85911819  | 47,63268214 | BELFORT |
| GAMBETTA | 23, Rue Léon Gambetta           | 23    | 6,857905741 | 47,63260402 | BELFORT |
| GAMBETTA | 22, Rue Léon Gambetta           | 22    | 6,858896675 | 47,63289797 | BELFORT |
| GAMBETTA | 3, Rue Léon Gambetta            | 3     | 6,860892622 | 47,63270314 | BELFORT |
| GAMBETTA | 20, Rue Léon Gambetta           | 20    | 6,859056848 | 47,63290075 | BELFORT |
| GAMBETTA | 14, Rue Léon Gambetta           | 14    | 6,859924142 | 47,63291203 | BELFORT |
| GAMBETTA | 9bis, Rue Léon Gambetta         | 9bis  | 6,860251927 | 47,63269206 | BELFORT |
| GAMBETTA | 10, Rue Léon Gambetta           | 10    | 6,860377332 | 47,6329124  | BELFORT |
| GAMBETTA | 24, Rue Léon Gambetta           | 24    | 6,858556382 | 47,63287266 | BELFORT |
| GAMBETTA | 5, Rue Léon Gambetta            | 5     | 6,860625411 | 47,63269553 | BELFORT |
| GAMBETTA | 7, Rue Léon Gambetta            | 7     | 6,86047852  | 47,63269224 | BELFORT |
| GAMBETTA | 11bis, Rue Léon Gambetta        | 11bis | 6,860010517 | 47,63267443 | BELFORT |
| GAMBETTA | Passerelle Léon Gambetta        |       | 6,861454109 | 47,63287948 | BELFORT |
| GARDES   | 3, Rue des Contre-Gardes        | 3     | 6,8617781   | 47,64075657 | BELFORT |
| GARDES   | 6, Rue des Contre-Gardes        | 6     | 6,862039505 | 47,64086288 | BELFORT |
| GARDES   | 1, Rue des Contre-Gardes        | 1     | 6,861813464 | 47,64102592 | BELFORT |
| GAULARD  | 31, Rue du Général Gaulard      | 31    | 6,86249643  | 47,63244247 | BELFORT |
| GAULARD  | 20, Rue du Général Gaulard      | 20    | 6,862068467 | 47,6332069  | BELFORT |
| GAULARD  | 25, Rue du Général Gaulard      | 25    | 6,862519132 | 47,63286502 | BELFORT |
| GAULARD  | 22, Rue du Général Gaulard      | 22    | 6,862048292 | 47,63312661 | BELFORT |
| GAULARD  | 27, Rue du Général Gaulard      | 27    | 6,862316541 | 47,63299003 | BELFORT |
| GAULARD  | 29, Rue du Général Gaulard      | 29    | 6,862315278 | 47,63281891 | BELFORT |
| GAULARD  | 21, Rue du Général Gaulard      | 21    | 6,862712499 | 47,63310073 | BELFORT |
| GAULARD  | 39a, Rue du Général Gaulard     | 39a   | 6,86274909  | 47,63173555 | BELFORT |
| GAULARD  | 37bis, Rue du Général Gaulard   | 37bis | 6,863179303 | 47,63201046 | BELFORT |
| GAULARD  | 13, Rue du Général Gaulard      | 13    | 6,862492029 | 47,63317238 | BELFORT |
| GAULARD  | 14, Rue du Général Gaulard      | 14    | 6,861957827 | 47,63347248 | BELFORT |
| GAULARD  | 16, Rue du Général Gaulard      | 16    | 6,862029111 | 47,6333706  | BELFORT |
| GAULARD  | 11, Rue du Général Gaulard      | 11    | 6,862335413 | 47,63336768 | BELFORT |
| GAULARD  | 3, Rue du Général Gaulard       | 3     | 6,862071987 | 47,63387344 | BELFORT |
| GAULARD  | 4, Rue du Général Gaulard       | 4     | 6,861788152 | 47,6339836  | BELFORT |
| GAULARD  | 5, Rue du Général Gaulard       | 5     | 6,862215319 | 47,63367867 | BELFORT |
| GAULARD  | 3ter, Rue du Général Gaulard    | 3ter  | 6,862196407 | 47,63376949 | BELFORT |
| GAULARD  | 2, Rue du Général Gaulard       | 2     | 6,861717633 | 47,63409445 | BELFORT |
| GAULARD  | 17, Rue du Général Gaulard      | 17    | 6,862392149 | 47,63309519 | BELFORT |
| GAULARD  | 34, Rue du Général Gaulard      | 34    | 6,862064949 | 47,63254037 | BELFORT |
| GAULARD  | 36, Rue du Général Gaulard      | 36    | 6,862107366 | 47,63241259 | BELFORT |
| GAULARD  | 37, Rue du Général Gaulard      | 37    | 6,862648117 | 47,63182864 | BELFORT |
| GAULARD  | 33, Rue du Général Gaulard      | 33    | 6,862439733 | 47,63224648 | BELFORT |
| GAULARD  | 40, Rue du Général Gaulard      | 40    | 6,862078004 | 47,63222454 | BELFORT |
| GAULARD  | 38, Rue du Général Gaulard      | 38    | 6,862030227 | 47,63228946 | BELFORT |
| GAULARD  | 6bis, Rue du Général Gaulard    | 6bis  | 6,861537551 | 47,63385822 | BELFORT |
| GAULARD  | 7bis, Rue du Général Gaulard    | 7bis  | 6,862302452 | 47,63345004 | BELFORT |
| GAULARD  | 6, Rue du Général Gaulard       | 6     | 6,861817287 | 47,63385633 | BELFORT |
| GAULARD  | 37a, Rue du Général Gaulard     | 37a   | 6,862699552 | 47,63201113 | BELFORT |
| GAULARD  | 3bis, Rue du Général Gaulard    | 3bis  | 6,862131517 | 47,63379004 | BELFORT |
| GAULARD  | 7a, Rue du Général Gaulard      | 7a    | 6,862292997 | 47,63349546 | BELFORT |
| GAULARD  | 19, Rue du Général Gaulard      | 19    | 6,862523459 | 47,63307206 | BELFORT |
| GAULARD  | 37d, Rue du Général Gaulard     | 37d   | 6,863600556 | 47,631949   | BELFORT |
| GAULARD  | 37c, Rue du Général Gaulard     | 37c   | 6,863394908 | 47,63203809 | BELFORT |
| GAULARD  | 18, Rue du Général Gaulard      | 18    | 6,86206284  | 47,63329721 | BELFORT |
| GAULARD  | 10, Rue du Général Gaulard      | 10    | 6,861928694 | 47,63359974 | BELFORT |
| GAULARD  | 5bis, Rue du Général Gaulard    | 5bis  | 6,862272553 | 47,63356833 | BELFORT |
| GAULARD  | 8, Rue du Général Gaulard       | 8     | 6,861860472 | 47,63373753 | BELFORT |
| GAULARD  | 39b, Rue du Général Gaulard     | 39b   | 6,862874944 | 47,63174987 | BELFORT |
| GAULARD  | 39c, Rue du Général Gaulard     | 39c   | 6,862974845 | 47,63175649 | BELFORT |
| GAULARD  | 41, Rue du Général Gaulard      | 41    | 6,862641268 | 47,63167916 | BELFORT |
| GAULLE   | 16, Avenue du Général de Gaulle | 16    | 6,86065213  | 47,62909985 | BELFORT |
| GAULLE   | 2, Avenue du Général de Gaulle  | 2     | 6,864219423 | 47,62873565 | BELFORT |
| GAULLE   | 6, Avenue du Général de Gaulle  | 6     | 6,863809182 | 47,62876965 | BELFORT |
| GAULLE   | 4, Avenue du Général de Gaulle  | 4     | 6,864061296 | 47,62891298 | BELFORT |
| GAULLE   | 1, Avenue du Général de Gaulle  | 1     | 6,86371333  | 47,62773382 | BELFORT |
| GEANT    | 7, Rue François Géant           | 7     | 6,858499464 | 47,63433687 | BELFORT |

|             |                          |       |             |             |         |
|-------------|--------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| GEANT       | 1bis, Rue François Géant | 1bis  | 6,858522581 | 47,63489291 | BELFORT |
| GEANT       | 11, Rue François Géant   | 11    | 6,857990065 | 47,63430264 | BELFORT |
| GEANT       | 1, Rue François Géant    | 1     | 6,858339116 | 47,63489375 | BELFORT |
| GEANT       | 3, Rue François Géant    | 3     | 6,85901137  | 47,63471335 | BELFORT |
| GEANT       | 5, Rue François Géant    | 5     | 6,858405708 | 47,63433151 | BELFORT |
| GEHANT      | Rue Gabrielle Géhant     |       | 6,865194861 | 47,64141851 | BELFORT |
| GERARD      | Allée Etiennes Gérard    |       | 6,855587462 | 47,63880155 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 3, Rue de Gerbéviller    | 3     | 6,846925926 | 47,65294884 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 12, Rue de Gerbéviller   | 12    | 6,846134361 | 47,65320478 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 19, Rue de Gerbéviller   | 19    | 6,845453871 | 47,653042   | BELFORT |
| GERBEVILLER | 21, Rue de Gerbéviller   | 21    | 6,845387424 | 47,65304457 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 18, Rue de Gerbéviller   | 18    | 6,845457369 | 47,65324006 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 2bis, Rue de Gerbéviller | 2bis  | 6,846997403 | 47,65316228 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 5, Rue de Gerbéviller    | 5     | 6,846740639 | 47,65296504 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 11, Rue de Gerbéviller   | 11    | 6,846048836 | 47,65298288 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 14, Rue de Gerbéviller   | 14    | 6,845921733 | 47,65321303 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 10, Rue de Gerbéviller   | 10    | 6,846240676 | 47,65320066 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 22, Rue de Gerbéviller   | 22    | 6,845032111 | 47,65325655 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 20, Rue de Gerbéviller   | 20    | 6,845258792 | 47,65325677 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 2, Rue de Gerbéviller    | 2     | 6,847254481 | 47,65320636 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 6, Rue de Gerbéviller    | 6     | 6,846679986 | 47,65319262 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 1, Rue de Gerbéviller    | 1     | 6,847298789 | 47,65294338 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 17, Rue de Gerbéviller   | 17    | 6,845662683 | 47,65298885 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 16, Rue de Gerbéviller   | 16    | 6,845696578 | 47,65323077 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 9, Rue de Gerbéviller    | 9     | 6,84619578  | 47,65298618 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 8, Rue de Gerbéviller    | 8     | 6,846426727 | 47,65319344 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 4, Rue de Gerbéviller    | 4     | 6,846893066 | 47,65334651 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 7, Rue de Gerbéviller    | 7     | 6,846553827 | 47,65296328 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 23, Rue de Gerbéviller   | 23    | 6,845332741 | 47,65302868 | BELFORT |
| GERBEVILLER | 25, Rue de Gerbéviller   | 25    | 6,845226427 | 47,6530328  | BELFORT |
| GERBEVILLER | 13, Rue de Gerbéviller   | 13    | 6,845888601 | 47,65298008 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 9, Rue de Giromagny      | 9     | 6,845488859 | 47,6550226  | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 20bis, Rue de Giromagny  | 20bis | 6,846047163 | 47,65531625 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 14, Rue de Giromagny     | 14    | 6,846519041 | 47,65506371 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 28, Rue de Giromagny     | 28    | 6,845046417 | 47,65577849 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 34, Rue de Giromagny     | 34    | 6,844264599 | 47,65583584 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 30, Rue de Giromagny     | 30    | 6,844782145 | 47,65580676 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 20, Rue de Giromagny     | 20    | 6,846104139 | 47,65535909 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 11, Rue de Giromagny     | 11    | 6,845223064 | 47,65503291 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 18, Rue de Giromagny     | 18    | 6,846097269 | 47,65527827 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 7, Rue de Giromagny      | 7     | 6,84538267  | 47,65534203 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 21, Rue de Giromagny     | 21    | 6,844291818 | 47,65552849 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 23, Rue de Giromagny     | 23    | 6,844000203 | 47,6555488  | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 19, Rue de Giromagny     | 19    | 6,844531037 | 47,65551921 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 1, Rue de Giromagny      | 1     | 6,846086136 | 47,65499042 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 12, Rue de Giromagny     | 12    | 6,846628725 | 47,65494234 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 3, Rue de Giromagny      | 3     | 6,845860658 | 47,65516133 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 13, Rue de Giromagny     | 13    | 6,844943978 | 47,65504374 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 26, Rue de Giromagny     | 26    | 6,845259058 | 47,65577025 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 27, Rue de Giromagny     | 27    | 6,843363812 | 47,6555915  | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 24, Rue de Giromagny     | 24    | 6,845497514 | 47,65575199 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 25, Rue de Giromagny     | 25    | 6,843681245 | 47,65556117 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 16, Rue de Giromagny     | 16    | 6,846395303 | 47,65517662 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 32, Rue de Giromagny     | 32    | 6,844530398 | 47,65582554 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 17, Rue de Giromagny     | 17    | 6,844617962 | 47,65544377 | BELFORT |
| GIROMAGNY   | 15, Rue de Giromagny     | 15    | 6,844605754 | 47,6553001  | BELFORT |
| GOERIG      | 15, Rue Charles Goerig   | 15    | 6,848229246 | 47,65008746 | BELFORT |
| GOERIG      | 17, Rue Charles Goerig   | 17    | 6,848471494 | 47,65011409 | BELFORT |
| GOERIG      | 1, Rue Charles Goerig    | 1     | 6,846638302 | 47,64987895 | BELFORT |
| GOERIG      | 13, Rue Charles Goerig   | 13    | 6,848108886 | 47,65008313 | BELFORT |
| GOERIG      | 3, Rue Charles Goerig    | 3     | 6,846732085 | 47,64988431 | BELFORT |
| GOERIG      | 9, Rue Charles Goerig    | 9     | 6,847352515 | 47,64996834 | BELFORT |
| GOERIG      | 11, Rue Charles Goerig   | 11    | 6,847554896 | 47,64999652 | BELFORT |

|               |                            |       |             |             |         |
|---------------|----------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| GOERIG        | 5, Rue Charles Goerig      | 5     | 6,846933701 | 47,64990352 | BELFORT |
| GOERIG        | 7, Rue Charles Goerig      | 7     | 6,84714937  | 47,64993118 | BELFORT |
| GOUNOD        | 3, Rue Charles Gounod      | 3     | 6,855094293 | 47,65085678 | BELFORT |
| GOUNOD        | 10, Rue Charles Gounod     | 10    | 6,854369061 | 47,65079489 | BELFORT |
| GOUNOD        | 11, Rue Charles Gounod     | 11    | 6,854493828 | 47,65053779 | BELFORT |
| GOUNOD        | 2, Rue Charles Gounod      | 2     | 6,85511647  | 47,65111718 | BELFORT |
| GOUNOD        | 7, Rue Charles Gounod      | 7     | 6,854816286 | 47,65072345 | BELFORT |
| GOUNOD        | 13, Rue Charles Gounod     | 13    | 6,854113337 | 47,65045348 | BELFORT |
| GOUNOD        | 1, Rue Charles Gounod      | 1     | 6,855247351 | 47,65093191 | BELFORT |
| GOUNOD        | 8, Rue Charles Gounod      | 8     | 6,854658827 | 47,65090975 | BELFORT |
| GOUNOD        | 14, Rue Charles Gounod     | 14    | 6,853818403 | 47,65059107 | BELFORT |
| GOUNOD        | 4, Rue Charles Gounod      | 4     | 6,854992283 | 47,65106796 | BELFORT |
| GOUNOD        | 5, Rue Charles Gounod      | 5     | 6,85495529  | 47,65079012 | BELFORT |
| GOUNOD        | 9, Rue Charles Gounod      | 9     | 6,854692102 | 47,65067422 | BELFORT |
| GOUNOD        | 12, Rue Charles Gounod     | 12    | 6,854118398 | 47,6506695  | BELFORT |
| GOUNOD        | 6, Rue Charles Gounod      | 6     | 6,854783777 | 47,65096795 | BELFORT |
| GRAFFENSTADEN | 7, Rue de Graffenstaden    | 7     | 6,847276741 | 47,65033164 | BELFORT |
| GRAFFENSTADEN | 8, Rue de Graffenstaden    | 8     | 6,847273237 | 47,65013358 | BELFORT |
| GRAFFENSTADEN | 2, Rue de Graffenstaden    | 2     | 6,846841584 | 47,65023141 | BELFORT |
| GRAFFENSTADEN | 15, Rue de Graffenstaden   | 15    | 6,847978292 | 47,65011522 | BELFORT |
| GRAFFENSTADEN | 6, Rue de Graffenstaden    | 6     | 6,847181743 | 47,65015515 | BELFORT |
| GRAFFENSTADEN | 8bis, Rue de Graffenstaden | 8bis  | 6,847363965 | 47,65010303 | BELFORT |
| GRAFFENSTADEN | 13, Rue de Graffenstaden   | 13    | 6,847836699 | 47,65017477 | BELFORT |
| GRAFFENSTADEN | 10, Rue de Graffenstaden   | 10    | 6,847546952 | 47,65005989 | BELFORT |
| GRAFFENSTADEN | 9, Rue de Graffenstaden    | 9     | 6,847433915 | 47,65029851 | BELFORT |
| GRAFFENSTADEN | 5, Rue de Graffenstaden    | 5     | 6,847185248 | 47,65035321 | BELFORT |
| GRAFFENSTADEN | 11, Rue de Graffenstaden   | 11    | 6,847603612 | 47,65025589 | BELFORT |
| GRAFFENSTADEN | 4, Rue de Graffenstaden    | 4     | 6,847025334 | 47,65019726 | BELFORT |
| GRAFFENSTADEN | 3, Rue de Graffenstaden    | 3     | 6,846977973 | 47,65042432 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 28, Grand'Rue              | 28    | 6,865481088 | 47,63852444 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 4, Grand'Rue               | 4     | 6,862543927 | 47,63925151 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 27bis, Grand'Rue           | 27bis | 6,865539077 | 47,63889155 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 2, Grand'Rue               | 2     | 6,862478264 | 47,63926308 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 25, Grand'Rue              | 25    | 6,865284094 | 47,63902762 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 8, Grand'Rue               | 8     | 6,863099627 | 47,63920283 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 6, Grand'Rue               | 6     | 6,862663498 | 47,63924685 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 26, Grand'Rue              | 26    | 6,865397038 | 47,63832051 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 5, Grand'Rue               | 5     | 6,863053111 | 47,63943888 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 11, Grand'Rue              | 11    | 6,863748828 | 47,63931268 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 6bis, Grand'Rue            | 6bis  | 6,862729161 | 47,63923528 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 8bis, Grand'Rue            | 8bis  | 6,86319186  | 47,63919023 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 9bis, Grand'Rue            | 9bis  | 6,863630023 | 47,63932632 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 32, Grand'Rue              | 32    | 6,865603982 | 47,63840253 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 22, Grand'Rue              | 22    | 6,865549556 | 47,63870195 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 24, Grand'Rue              | 24    | 6,865653541 | 47,63867087 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 18, Grand'Rue              | 18    | 6,864824722 | 47,63895543 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 13, Grand'Rue              | 13    | 6,863653767 | 47,63960467 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 27, Grand'Rue              | 27    | 6,865399067 | 47,63896908 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 29, Grand'Rue              | 29    | 6,865756502 | 47,63878398 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 19, Grand'Rue              | 19    | 6,864082502 | 47,63931769 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 20, Grand'Rue              | 20    | 6,864915422 | 47,63892487 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 16, Grand'Rue              | 16    | 6,864695697 | 47,63900551 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 15, Grand'Rue              | 15    | 6,863615707 | 47,63947102 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 17, Grand'Rue              | 17    | 6,863912086 | 47,63935136 | BELFORT |
| GRAND'RUE     | 23, Grand'Rue              | 23    | 6,864876837 | 47,63909755 | BELFORT |
| GROSJEAN      | 6, Rue Jules Grosjean      | 6     | 6,858413566 | 47,64459253 | BELFORT |
| GROSJEAN      | 8, Rue Jules Grosjean      | 8     | 6,858039233 | 47,64458007 | BELFORT |
| GROSJEAN      | 4, Rue Jules Grosjean      | 4     | 6,858733221 | 47,6445891  | BELFORT |
| GROSJEAN      | 1, Rue Jules Grosjean      | 1     | 6,858939969 | 47,64435583 | BELFORT |
| GROSJEAN      | 2, Rue Jules Grosjean      | 2     | 6,859001258 | 47,6446057  | BELFORT |
| GUEBWILLER    | 16, Rue de Guebwiller      | 16    | 6,850513202 | 47,6437105  | BELFORT |
| GUEBWILLER    | 20, Rue de Guebwiller      | 20    | 6,850283966 | 47,64383652 | BELFORT |
| GUEBWILLER    | 10, Rue de Guebwiller      | 10    | 6,851150271 | 47,64347377 | BELFORT |

|             |                                    |       |             |             |         |
|-------------|------------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| GUSTAVE-ROY | 2, Rue François Gustave Dubail-Roy | 2     | 6,850603679 | 47,65292317 | BELFORT |
| GUSTAVE-ROY | 4, Rue François Gustave Dubail-Roy | 4     | 6,850368596 | 47,6528242  | BELFORT |
| GUSTAVE-ROY | 6, Rue François Gustave Dubail-Roy | 6     | 6,850217068 | 47,65276702 | BELFORT |
| HANOI       | 2, Rue d'Hanoï                     | 2     | 6,848447958 | 47,65093482 | BELFORT |
| HANOI       | 5, Rue d'Hanoï                     | 5     | 6,848047605 | 47,65140081 | BELFORT |
| HANOI       | 2bis, Rue d'Hanoï                  | 2bis  | 6,848355084 | 47,65125374 | BELFORT |
| HANOI       | 3, Rue d'Hanoï                     | 3     | 6,848091144 | 47,65112885 | BELFORT |
| HANOI       | 9, Rue d'Hanoï                     | 9     | 6,847998411 | 47,65176308 | BELFORT |
| HANOI       | 17, Rue d'Hanoï                    | 17    | 6,847926457 | 47,65217127 | BELFORT |
| HANOI       | 1bis, Rue d'Hanoï                  | 1bis  | 6,848050369 | 47,65080611 | BELFORT |
| HANOI       | 6, Rue d'Hanoï                     | 6     | 6,848308184 | 47,65164295 | BELFORT |
| HANOI       | 13, Rue d'Hanoï                    | 13    | 6,847962053 | 47,65196269 | BELFORT |
| HANOI       | 1, Rue d'Hanoï                     | 1     | 6,848155151 | 47,65078403 | BELFORT |
| HANOI       | 11, Rue d'Hanoï                    | 11    | 6,847979468 | 47,6518539  | BELFORT |
| HANOI       | 7, Rue d'Hanoï                     | 7     | 6,847997957 | 47,65160094 | BELFORT |
| HANOI       | 4, Rue d'Hanoï                     | 4     | 6,848324072 | 47,6515162  | BELFORT |
| HANOI       | 3bis, Rue d'Hanoï                  | 3bis  | 6,848099543 | 47,65122763 | BELFORT |
| HATRY       | Passerelle du Fort Hatry           |       | 6,851498037 | 47,63805062 | BELFORT |
| HEIM        | 5, Rue du Peintre Heim             | 5     | 6,857782573 | 47,63155394 | BELFORT |
| HEIM        | 16, Rue du Peintre Heim            | 16    | 6,859244065 | 47,63134389 | BELFORT |
| HEIM        | 14, Rue du Peintre Heim            | 14    | 6,859058093 | 47,63135113 | BELFORT |
| HEIM        | 15, Rue du Peintre Heim            | 15    | 6,859656111 | 47,63157479 | BELFORT |
| HEIM        | 6, Rue du Peintre Heim             | 6     | 6,857254845 | 47,6313042  | BELFORT |
| HEIM        | 19, Rue du Peintre Heim            | 19    | 6,8602375   | 47,6315845  | BELFORT |
| HEIM        | 23, Rue du Peintre Heim            | 23    | 6,860557841 | 47,63159004 | BELFORT |
| HEIM        | 17, Rue du Peintre Heim            | 17    | 6,860078094 | 47,63159071 | BELFORT |
| HEIM        | 18, Rue du Peintre Heim            | 18    | 6,859769292 | 47,63125137 | BELFORT |
| HEIM        | 12, Rue du Peintre Heim            | 12    | 6,858615904 | 47,6313233  | BELFORT |
| HEIM        | 10, Rue du Peintre Heim            | 10    | 6,85819006  | 47,63133087 | BELFORT |
| HEIM        | 2, Rue du Peintre Heim             | 2     | 6,85677663  | 47,63132281 | BELFORT |
| HEIM        | 15bis, Rue du Peintre Heim         | 15bis | 6,859930442 | 47,63157844 | BELFORT |
| HEIM        | 20, Rue du Peintre Heim            | 20    | 6,859953458 | 47,63137934 | BELFORT |
| HEIM        | 26, Rue du Peintre Heim            | 26    | 6,860569102 | 47,63140942 | BELFORT |
| HEIM        | 5bis, Rue du Peintre Heim          | 5bis  | 6,858103679 | 47,63156847 | BELFORT |
| HEIM        | 22, Rue du Peintre Heim            | 22    | 6,860180812 | 47,63138851 | BELFORT |
| HEIM        | 1bis, Rue du Peintre Heim          | 1bis  | 6,857291836 | 47,63158204 | BELFORT |
| HEIM        | 18bis, Rue du Peintre Heim         | 18bis | 6,85964209  | 47,63133362 | BELFORT |
| HEIM        | 11, Rue du Peintre Heim            | 11    | 6,859385041 | 47,63159066 | BELFORT |
| HEIM        | 6bis, Rue du Peintre Heim          | 6bis  | 6,857643897 | 47,63133411 | BELFORT |
| HEIM        | 8, Rue du Peintre Heim             | 8     | 6,857763451 | 47,63132945 | BELFORT |
| HEIM        | 24, Rue du Peintre Heim            | 24    | 6,860328464 | 47,63140077 | BELFORT |
| HEIM        | 3, Rue du Peintre Heim             | 3     | 6,857534769 | 47,63161764 | BELFORT |
| HEIM        | 21, Rue du Peintre Heim            | 21    | 6,860399201 | 47,63160523 | BELFORT |
| HEIM        | 16bis, Rue du Peintre Heim         | 16bis | 6,859377667 | 47,6313477  | BELFORT |
| HORLOGE     | 3, Impasse de l'Horloge            | 3     | 6,86405217  | 47,63786841 | BELFORT |
| HOUBRE      | 7, Rue de l'adjoint Houbre         | 7     | 6,85565281  | 47,64770894 | BELFORT |
| HOUBRE      | 2, Rue de l'adjoint Houbre         | 2     | 6,856951272 | 47,64817457 | BELFORT |
| HOUBRE      | 5, Rue de l'adjoint Houbre         | 5     | 6,855965313 | 47,64777787 | BELFORT |
| HOUBRE      | 9, Rue de l'adjoint Houbre         | 9     | 6,85535436  | 47,64764847 | BELFORT |
| HOUBRE      | 8, Rue de l'adjoint Houbre         | 8     | 6,855475668 | 47,64797709 | BELFORT |
| HOUBRE      | 10, Rue de l'adjoint Houbre        | 10    | 6,855150641 | 47,64791766 | BELFORT |
| HOUBRE      | 14, Rue de l'adjoint Houbre        | 14    | 6,854704494 | 47,64784491 | BELFORT |
| HOUBRE      | 5bis, Rue de l'adjoint Houbre      | 5bis  | 6,856008522 | 47,64765907 | BELFORT |
| HOUBRE      | 4, Rue de l'adjoint Houbre         | 4     | 6,856510449 | 47,64808144 | BELFORT |
| HOUBRE      | 12, Rue de l'adjoint Houbre        | 12    | 6,854920923 | 47,64788154 | BELFORT |
| HOUBRE      | 6, Rue de l'adjoint Houbre         | 6     | 6,855785879 | 47,64801908 | BELFORT |
| HUGO        | 20, Rue Victor Hugo                | 20    | 6,853790131 | 47,64493451 | BELFORT |
| HUGO        | 22, Rue Victor Hugo                | 22    | 6,853480705 | 47,6449015  | BELFORT |
| HUGO        | 5, Rue Victor Hugo                 | 5     | 6,854850811 | 47,64486625 | BELFORT |
| HUGO        | 12, Rue Victor Hugo                | 12    | 6,854650449 | 47,64501818 | BELFORT |
| HUGO        | 19, Rue Victor Hugo                | 19    | 6,853922531 | 47,6447672  | BELFORT |
| HUGO        | 27, Rue Victor Hugo                | 27    | 6,852510569 | 47,64462389 | BELFORT |
| HUGO        | 21bis, Rue Victor Hugo             | 21bis | 6,853398219 | 47,64471551 | BELFORT |

|           |                            |        |             |             |         |
|-----------|----------------------------|--------|-------------|-------------|---------|
| HUGO      | 12bis, Rue Victor Hugo     | 12bis  | 6,854543387 | 47,64501334 | BELFORT |
| HUGO      | 24, Rue Victor Hugo        | 24     | 6,853185506 | 47,64519225 | BELFORT |
| HUGO      | 28, Rue Victor Hugo        | 28     | 6,852836042 | 47,64484547 | BELFORT |
| HUGO      | 1bis, Rue Victor Hugo      | 1bis   | 6,855227439 | 47,64490566 | BELFORT |
| HUGO      | 10, Rue Victor Hugo        | 10     | 6,854746518 | 47,64505049 | BELFORT |
| HUGO      | 30, Rue Victor Hugo        | 30     | 6,852674304 | 47,64482473 | BELFORT |
| HUGO      | 23bis, Rue Victor Hugo     | 23bis  | 6,853048168 | 47,64467507 | BELFORT |
| HUGO      | 13, Rue Victor Hugo        | 13     | 6,85444761  | 47,64482787 | BELFORT |
| HUGO      | 29bis, Rue Victor Hugo     | 29bis  | 6,852094084 | 47,64458602 | BELFORT |
| HUGO      | 8, Rue Victor Hugo         | 8      | 6,85494659  | 47,64505171 | BELFORT |
| HUGO      | 14, Rue Victor Hugo        | 14     | 6,854394934 | 47,64499208 | BELFORT |
| HUGO      | 29, Rue Victor Hugo        | 29     | 6,852267581 | 47,64458828 | BELFORT |
| HUGO      | 7, Rue Victor Hugo         | 7      | 6,854675784 | 47,64484603 | BELFORT |
| HUGO      | 25, Rue Victor Hugo        | 25     | 6,852712169 | 47,64464308 | BELFORT |
| HUGO      | 22bis, Rue Victor Hugo     | 22bis  | 6,853359591 | 47,64488819 | BELFORT |
| HUGO      | 3, Rue Victor Hugo         | 3      | 6,854998498 | 47,64487852 | BELFORT |
| HUGO      | 23, Rue Victor Hugo        | 23     | 6,853237244 | 47,64470375 | BELFORT |
| HUGO      | 34, Rue Victor Hugo        | 34     | 6,852217191 | 47,64477943 | BELFORT |
| HUGO      | 18, Rue Victor Hugo        | 18     | 6,853991733 | 47,6449537  | BELFORT |
| HUGO      | 26, Rue Victor Hugo        | 26     | 6,853066509 | 47,64489057 | BELFORT |
| HUGO      | 16, Rue Victor Hugo        | 16     | 6,854166759 | 47,64497393 | BELFORT |
| HUGO      | 17, Rue Victor Hugo        | 17     | 6,854137419 | 47,64478588 | BELFORT |
| HUGO      | 31, Rue Victor Hugo        | 31     | 6,851851861 | 47,64455939 | BELFORT |
| HUGO      | 21, Rue Victor Hugo        | 21     | 6,853639679 | 47,64473315 | BELFORT |
| HUGO      | 2, Rue Victor Hugo         | 2      | 6,855417758 | 47,64510547 | BELFORT |
| HUGO      | 32, Rue Victor Hugo        | 32     | 6,852498514 | 47,64479553 | BELFORT |
| HUGO      | 33, Rue Victor Hugo        | 33     | 6,851663548 | 47,64453968 | BELFORT |
| HUGO      | 15, Rue Victor Hugo        | 15     | 6,854271055 | 47,64478969 | BELFORT |
| HUGO      | 6, Rue Victor Hugo         | 6      | 6,85508099  | 47,64506451 | BELFORT |
| HUNINGUE  | 25, Rue de Huningue        | 25     | 6,8489641   | 47,64806795 | BELFORT |
| HUNINGUE  | 31, Rue de Huningue        | 31     | 6,848899643 | 47,64825063 | BELFORT |
| HUNINGUE  | 17, Rue de Huningue        | 17     | 6,849047495 | 47,64779444 | BELFORT |
| HUNINGUE  | 27, Rue de Huningue        | 27     | 6,848942869 | 47,64813184 | BELFORT |
| HUNINGUE  | 7, Rue de Huningue         | 7      | 6,849182056 | 47,64733877 | BELFORT |
| HUNINGUE  | 5, Rue de Huningue         | 5      | 6,849191526 | 47,64729336 | BELFORT |
| HUNINGUE  | 13, Rue de Huningue        | 13     | 6,849107369 | 47,64755788 | BELFORT |
| HUNINGUE  | 3, Rue de Huningue         | 3      | 6,849214283 | 47,64724743 | BELFORT |
| HUNINGUE  | 9, Rue de Huningue         | 9      | 6,849138068 | 47,64744858 | BELFORT |
| HUNINGUE  | 19, Rue de Huningue        | 19     | 6,849026265 | 47,64785833 | BELFORT |
| HUNINGUE  | 21, Rue de Huningue        | 21     | 6,849005034 | 47,64792222 | BELFORT |
| HUNINGUE  | 15, Rue de Huningue        | 15     | 6,849086138 | 47,64762177 | BELFORT |
| HUNINGUE  | 23, Rue de Huningue        | 23     | 6,84898304  | 47,64797713 | BELFORT |
| HUNINGUE  | 29, Rue de Huningue        | 29     | 6,848921639 | 47,64819572 | BELFORT |
| HUNINGUE  | 1, Rue de Huningue         | 1      | 6,849235513 | 47,64718354 | BELFORT |
| HUNINGUE  | 11, Rue de Huningue        | 11     | 6,849128598 | 47,647494   | BELFORT |
| JARDINETS | 2, Impasse des Jardinets   | 2      | 6,858074298 | 47,64341609 | BELFORT |
| JARDINETS | 1, Impasse des Jardinets   | 1      | 6,858208288 | 47,64359151 | BELFORT |
| JARDINETS | 6, Impasse des Jardinets   | 6      | 6,858632979 | 47,64341282 | BELFORT |
| JARDINETS | 8, Impasse des Jardinets   | 8      | 6,858806472 | 47,64341507 | BELFORT |
| JARDINETS | 5, Impasse des Jardinets   | 5      | 6,85880696  | 47,64357722 | BELFORT |
| JARDINETS | 4, Impasse des Jardinets   | 4      | 6,858420392 | 47,64342109 | BELFORT |
| JAURES    | 211ter, Avenue Jean Jaurès | 211ter | 6,844034341 | 47,65940329 | BELFORT |
| JAURES    | 12, Avenue Jean Jaurès     | 12     | 6,856886862 | 47,64310237 | BELFORT |
| JAURES    | 100bis, Avenue Jean Jaurès | 100bis | 6,853794575 | 47,64874515 | BELFORT |
| JAURES    | 104, Avenue Jean Jaurès    | 104    | 6,853500883 | 47,64905386 | BELFORT |
| JAURES    | 94, Avenue Jean Jaurès     | 94     | 6,854066563 | 47,64833818 | BELFORT |
| JAURES    | 81, Avenue Jean Jaurès     | 81     | 6,853445855 | 47,64862357 | BELFORT |
| JAURES    | 20, Avenue Jean Jaurès     | 20     | 6,856473551 | 47,64388422 | BELFORT |
| JAURES    | 121, Avenue Jean Jaurès    | 121    | 6,850131064 | 47,65238297 | BELFORT |
| JAURES    | 30, Avenue Jean Jaurès     | 30     | 6,85625064  | 47,6443974  | BELFORT |
| JAURES    | 24, Avenue Jean Jaurès     | 24     | 6,856397367 | 47,64408538 | BELFORT |
| JAURES    | 189bis, Avenue Jean Jaurès | 189bis | 6,845282654 | 47,65683238 | BELFORT |
| JAURES    | 189ter, Avenue Jean Jaurès | 189ter | 6,845176332 | 47,65683651 | BELFORT |



|        |                            |        |             |             |         |
|--------|----------------------------|--------|-------------|-------------|---------|
| JAURES | 223bis, Avenue Jean Jaurès | 223bis | 6,843254692 | 47,66137043 | BELFORT |
| JAURES | 46ter, Avenue Jean Jaurès  | 46ter  | 6,855849737 | 47,64563822 | BELFORT |
| JAURES | 89, Avenue Jean Jaurès     | 89     | 6,852840763 | 47,64928672 | BELFORT |
| JAURES | 185, Avenue Jean Jaurès    | 185    | 6,845789393 | 47,65636228 | BELFORT |
| JAURES | 187bis, Avenue Jean Jaurès | 187bis | 6,845544196 | 47,65661503 | BELFORT |
| JAURES | 187, Avenue Jean Jaurès    | 187    | 6,845603779 | 47,65653164 | BELFORT |
| JAURES | 193, Avenue Jean Jaurès    | 193    | 6,845132329 | 47,65721307 | BELFORT |
| JAURES | 82, Avenue Jean Jaurès     | 82     | 6,854695899 | 47,64743083 | BELFORT |
| JAURES | 35, Avenue Jean Jaurès     | 35     | 6,855331818 | 47,6455052  | BELFORT |
| JAURES | 34, Avenue Jean Jaurès     | 34     | 6,856098558 | 47,64464656 | BELFORT |
| JAURES | 201, Avenue Jean Jaurès    | 201    | 6,844725603 | 47,65780893 | BELFORT |
| JAURES | 87, Avenue Jean Jaurès     | 87     | 6,85292461  | 47,64917536 | BELFORT |
| JAURES | 135, Avenue Jean Jaurès    | 135    | 6,849595227 | 47,65298035 | BELFORT |
| JAURES | 210, Avenue Jean Jaurès    | 210    | 6,847439541 | 47,65522619 | BELFORT |
| JAURES | 145, Avenue Jean Jaurès    | 145    | 6,848970934 | 47,65363522 | BELFORT |
| JAURES | 102, Avenue Jean Jaurès    | 102    | 6,853653755 | 47,64881369 | BELFORT |
| JAURES | 142, Avenue Jean Jaurès    | 142    | 6,851241668 | 47,65164615 | BELFORT |
| JAURES | 192, Avenue Jean Jaurès    | 192    | 6,848716443 | 47,6542487  | BELFORT |
| JAURES | 175, Avenue Jean Jaurès    | 175    | 6,846485101 | 47,65560556 | BELFORT |
| JAURES | 28, Avenue Jean Jaurès     | 28     | 6,85630331  | 47,64423319 | BELFORT |
| JAURES | 14, Avenue Jean Jaurès     | 14     | 6,85678105  | 47,64326865 | BELFORT |
| JAURES | 16, Avenue Jean Jaurès     | 16     | 6,85670334  | 47,64345186 | BELFORT |
| JAURES | 84, Avenue Jean Jaurès     | 84     | 6,854785566 | 47,64754446 | BELFORT |
| JAURES | 21, Avenue Jean Jaurès     | 21     | 6,855656358 | 47,64415024 | BELFORT |
| JAURES | 129, Avenue Jean Jaurès    | 129    | 6,849851385 | 47,65270014 | BELFORT |
| JAURES | 131, Avenue Jean Jaurès    | 131    | 6,849789523 | 47,6527566  | BELFORT |
| JAURES | 133, Avenue Jean Jaurès    | 133    | 6,849704901 | 47,65285898 | BELFORT |
| JAURES | 137, Avenue Jean Jaurès    | 137    | 6,849484789 | 47,65309275 | BELFORT |
| JAURES | 139, Avenue Jean Jaurès    | 139    | 6,849386877 | 47,65319565 | BELFORT |
| JAURES | 141, Avenue Jean Jaurès    | 141    | 6,849167832 | 47,65328524 | BELFORT |
| JAURES | 59, Avenue Jean Jaurès     | 59     | 6,854885483 | 47,64636941 | BELFORT |
| JAURES | 211, Avenue Jean Jaurès    | 211    | 6,844178892 | 47,65906436 | BELFORT |
| JAURES | 30a, Avenue Jean Jaurès    | 30a    | 6,856481108 | 47,64444249 | BELFORT |
| JAURES | 60, Avenue Jean Jaurès     | 60     | 6,855475775 | 47,64625636 | BELFORT |
| JAURES | 215, Avenue Jean Jaurès    | 215    | 6,843959615 | 47,6596224  | BELFORT |
| JAURES | 64, Avenue Jean Jaurès     | 64     | 6,855761599 | 47,6467948  | BELFORT |
| JAURES | 92, Avenue Jean Jaurès     | 92     | 6,854333671 | 47,6480305  | BELFORT |
| JAURES | 98, Avenue Jean Jaurès     | 98     | 6,853909873 | 47,64853346 | BELFORT |
| JAURES | 232, Avenue Jean Jaurès    | 232    | 6,845328887 | 47,65753328 | BELFORT |
| JAURES | 72, Avenue Jean Jaurès     | 72     | 6,855018257 | 47,64683271 | BELFORT |
| JAURES | 199, Avenue Jean Jaurès    | 199    | 6,844782898 | 47,6576986  | BELFORT |
| JAURES | 111, Avenue Jean Jaurès    | 111    | 6,850916624 | 47,6515867  | BELFORT |
| JAURES | 220, Avenue Jean Jaurès    | 220    | 6,846653425 | 47,65586029 | BELFORT |
| JAURES | 107, Avenue Jean Jaurès    | 107    | 6,851210342 | 47,651278   | BELFORT |
| JAURES | 112, Avenue Jean Jaurès    | 112    | 6,853167031 | 47,64951729 | BELFORT |
| JAURES | 124, Avenue Jean Jaurès    | 124    | 6,852338316 | 47,65043237 | BELFORT |
| JAURES | 132, Avenue Jean Jaurès    | 132    | 6,85177671  | 47,65103978 | BELFORT |
| JAURES | 117, Avenue Jean Jaurès    | 117    | 6,850344294 | 47,65206839 | BELFORT |
| JAURES | 128, Avenue Jean Jaurès    | 128    | 6,852043844 | 47,6507321  | BELFORT |
| JAURES | 118, Avenue Jean Jaurès    | 118    | 6,852975818 | 47,64977697 | BELFORT |
| JAURES | 189, Avenue Jean Jaurès    | 189    | 6,84544061  | 47,65680824 | BELFORT |
| JAURES | 127, Avenue Jean Jaurès    | 127    | 6,849896903 | 47,65260828 | BELFORT |
| JAURES | 70, Avenue Jean Jaurès     | 70     | 6,855074755 | 47,6467134  | BELFORT |
| JAURES | 76, Avenue Jean Jaurès     | 76     | 6,854868455 | 47,64710881 | BELFORT |
| JAURES | 74, Avenue Jean Jaurès     | 74     | 6,854946176 | 47,64692561 | BELFORT |
| JAURES | 65, Avenue Jean Jaurès     | 65     | 6,854413324 | 47,64724362 | BELFORT |
| JAURES | 67, Avenue Jean Jaurès     | 67     | 6,854362175 | 47,64742579 | BELFORT |
| JAURES | 71, Avenue Jean Jaurès     | 71     | 6,854174799 | 47,64773037 | BELFORT |
| JAURES | 62, Avenue Jean Jaurès     | 62     | 6,855249599 | 47,64641831 | BELFORT |
| JAURES | 194, Avenue Jean Jaurès    | 194    | 6,848604473 | 47,65434314 | BELFORT |
| JAURES | 206, Avenue Jean Jaurès    | 206    | 6,847703357 | 47,65503577 | BELFORT |
| JAURES | 32, Avenue Jean Jaurès     | 32     | 6,856168338 | 47,64452672 | BELFORT |
| JAURES | 83, Avenue Jean Jaurès     | 83     | 6,853333312 | 47,64880812 | BELFORT |

|        |                            |        |             |             |         |
|--------|----------------------------|--------|-------------|-------------|---------|
| JAURES | 105, Avenue Jean Jaurès    | 105    | 6,851419742 | 47,65091851 | BELFORT |
| JAURES | 58, Avenue Jean Jaurès     | 58     | 6,855397103 | 47,64611528 | BELFORT |
| JAURES | 29, Avenue Jean Jaurès     | 29     | 6,855600244 | 47,64490017 | BELFORT |
| JAURES | 130, Avenue Jean Jaurès    | 130    | 6,851941822 | 47,65094327 | BELFORT |
| JAURES | 138, Avenue Jean Jaurès    | 138    | 6,851472762 | 47,65138492 | BELFORT |
| JAURES | 136, Avenue Jean Jaurès    | 136    | 6,851569904 | 47,65127304 | BELFORT |
| JAURES | 140, Avenue Jean Jaurès    | 140    | 6,851360804 | 47,65147936 | BELFORT |
| JAURES | 195, Avenue Jean Jaurès    | 195    | 6,844963179 | 47,65746639 | BELFORT |
| JAURES | 75, Avenue Jean Jaurès     | 75     | 6,853981304 | 47,64796312 | BELFORT |
| JAURES | 85, Avenue Jean Jaurès     | 85     | 6,85309918  | 47,64903344 | BELFORT |
| JAURES | 196, Avenue Jean Jaurès    | 196    | 6,848367243 | 47,65453252 | BELFORT |
| JAURES | 258, Avenue Jean Jaurès    | 258    | 6,844534692 | 47,65901452 | BELFORT |
| JAURES | 242, Avenue Jean Jaurès    | 242    | 6,844969855 | 47,65801567 | BELFORT |
| JAURES | 254, Avenue Jean Jaurès    | 254    | 6,844606362 | 47,65875949 | BELFORT |
| JAURES | 217, Avenue Jean Jaurès    | 217    | 6,843885651 | 47,65985049 | BELFORT |
| JAURES | 222, Avenue Jean Jaurès    | 222    | 6,846099645 | 47,6564043  | BELFORT |
| JAURES | 223, Avenue Jean Jaurès    | 223    | 6,843514621 | 47,66081982 | BELFORT |
| JAURES | 80bis, Avenue Jean Jaurès  | 80bis  | 6,854917204 | 47,64736817 | BELFORT |
| JAURES | 256, Avenue Jean Jaurès    | 256    | 6,844577173 | 47,65888675 | BELFORT |
| JAURES | 270, Avenue Jean Jaurès    | 270    | 6,843953111 | 47,66048751 | BELFORT |
| JAURES | 272, Avenue Jean Jaurès    | 272    | 6,84379462  | 47,66113328 | BELFORT |
| JAURES | 221, Avenue Jean Jaurès    | 221    | 6,843760811 | 47,66010758 | BELFORT |
| JAURES | 33ter, Avenue Jean Jaurès  | 33ter  | 6,855002983 | 47,64540087 | BELFORT |
| JAURES | 92bis, Avenue Jean Jaurès  | 92bis  | 6,854263882 | 47,64815033 | BELFORT |
| JAURES | 169, Avenue Jean Jaurès    | 169    | 6,846873423 | 47,65531122 | BELFORT |
| JAURES | 147, Avenue Jean Jaurès    | 147    | 6,848812681 | 47,65381254 | BELFORT |
| JAURES | 125, Avenue Jean Jaurès    | 125    | 6,850008867 | 47,65251384 | BELFORT |
| JAURES | 19, Avenue Jean Jaurès     | 19     | 6,856047604 | 47,64389178 | BELFORT |
| JAURES | 48, Avenue Jean Jaurès     | 48     | 6,855550246 | 47,64572194 | BELFORT |
| JAURES | 40, Avenue Jean Jaurès     | 40     | 6,855906326 | 47,64505043 | BELFORT |
| JAURES | 202, Avenue Jean Jaurès    | 202    | 6,847965644 | 47,65482739 | BELFORT |
| JAURES | 252, Avenue Jean Jaurès    | 252    | 6,844664422 | 47,65865814 | BELFORT |
| JAURES | 77, Avenue Jean Jaurès     | 77     | 6,853809033 | 47,64813198 | BELFORT |
| JAURES | 42, Avenue Jean Jaurès     | 42     | 6,855809684 | 47,64532446 | BELFORT |
| JAURES | 57, Avenue Jean Jaurès     | 57     | 6,8550675   | 47,64600197 | BELFORT |
| JAURES | 197, Avenue Jean Jaurès    | 197    | 6,844852722 | 47,65757878 | BELFORT |
| JAURES | 78, Avenue Jean Jaurès     | 78     | 6,854811956 | 47,64722812 | BELFORT |
| JAURES | 228, Avenue Jean Jaurès    | 228    | 6,845635516 | 47,65706193 | BELFORT |
| JAURES | 220bis, Avenue Jean Jaurès | 220bis | 6,84655474  | 47,65595421 | BELFORT |
| JAURES | 91, Avenue Jean Jaurès     | 91     | 6,85281007  | 47,64939603 | BELFORT |
| JAURES | 143, Avenue Jean Jaurès    | 143    | 6,849068848 | 47,65353232 | BELFORT |
| JAURES | 53, Avenue Jean Jaurès     | 53     | 6,855168735 | 47,64578182 | BELFORT |
| JAURES | 204, Avenue Jean Jaurès    | 204    | 6,847855963 | 47,65494877 | BELFORT |
| JAURES | 36, Avenue Jean Jaurès     | 36     | 6,856014725 | 47,64475792 | BELFORT |
| JAURES | 238, Avenue Jean Jaurès    | 238    | 6,845192613 | 47,65765569 | BELFORT |
| JAURES | 240, Avenue Jean Jaurès    | 240    | 6,845111027 | 47,65779398 | BELFORT |
| JAURES | 66, Avenue Jean Jaurès     | 66     | 6,855130488 | 47,64658511 | BELFORT |
| JAURES | 108, Avenue Jean Jaurès    | 108    | 6,853341895 | 47,6492222  | BELFORT |
| JAURES | 200, Avenue Jean Jaurès    | 200    | 6,848115195 | 47,65470447 | BELFORT |
| JAURES | 218, Avenue Jean Jaurès    | 218    | 6,846997751 | 47,65567576 | BELFORT |
| JAURES | 38, Avenue Jean Jaurès     | 38     | 6,85593701  | 47,64494113 | BELFORT |
| JAURES | 55, Avenue Jean Jaurès     | 55     | 6,85512476  | 47,64589163 | BELFORT |
| JAURES | 103, Avenue Jean Jaurès    | 103    | 6,851643657 | 47,65072963 | BELFORT |
| JAURES | 179, Avenue Jean Jaurès    | 179    | 6,846222804 | 47,65581394 | BELFORT |
| JAURES | 101, Avenue Jean Jaurès    | 101    | 6,851748736 | 47,65055438 | BELFORT |
| JAURES | 180, Avenue Jean Jaurès    | 180    | 6,848955961 | 47,65408625 | BELFORT |
| JAURES | 90, Avenue Jean Jaurès     | 90     | 6,854404988 | 47,64792863 | BELFORT |
| JAURES | 33, Avenue Jean Jaurès     | 33     | 6,855361739 | 47,64538692 | BELFORT |
| JAURES | 61, Avenue Jean Jaurès     | 61     | 6,854516674 | 47,6467351  | BELFORT |
| JAURES | 8, Avenue Jean Jaurès      | 8      | 6,856973268 | 47,64286478 | BELFORT |
| JAURES | 79, Avenue Jean Jaurès     | 79     | 6,85369297  | 47,64833469 | BELFORT |
| JAURES | 2, Avenue Jean Jaurès      | 2      | 6,857145031 | 47,64253377 | BELFORT |
| JAURES | 198, Avenue Jean Jaurès    | 198    | 6,848241219 | 47,6546185  | BELFORT |

|        |                            |        |             |             |         |
|--------|----------------------------|--------|-------------|-------------|---------|
| JAURES | 10, Avenue Jean Jaurès     | 10     | 6,856915249 | 47,64296614 | BELFORT |
| JAURES | 88, Avenue Jean Jaurès     | 88     | 6,854500589 | 47,64779879 | BELFORT |
| JAURES | 31, Avenue Jean Jaurès     | 31     | 6,855513063 | 47,64512879 | BELFORT |
| JAURES | 250, Avenue Jean Jaurès    | 250    | 6,844685663 | 47,65859426 | BELFORT |
| JAURES | 63, Avenue Jean Jaurès     | 63     | 6,854481582 | 47,64710583 | BELFORT |
| JAURES | 148, Avenue Jean Jaurès    | 148    | 6,85087509  | 47,65203876 | BELFORT |
| JAURES | 150, Avenue Jean Jaurès    | 150    | 6,851108042 | 47,65242611 | BELFORT |
| JAURES | 155bis, Avenue Jean Jaurès | 155bis | 6,848162099 | 47,65431526 | BELFORT |
| JAURES | 174, Avenue Jean Jaurès    | 174    | 6,849398486 | 47,65364565 | BELFORT |
| JAURES | 177, Avenue Jean Jaurès    | 177    | 6,846272911 | 47,65577596 | BELFORT |
| JAURES | 149, Avenue Jean Jaurès    | 149    | 6,848635792 | 47,65392751 | BELFORT |
| JAURES | 178, Avenue Jean Jaurès    | 178    | 6,84916508  | 47,65387993 | BELFORT |
| JAURES | 181, Avenue Jean Jaurès    | 181    | 6,846009086 | 47,65596637 | BELFORT |
| JAURES | 96, Avenue Jean Jaurès     | 96     | 6,853981192 | 47,64843159 | BELFORT |
| JAURES | 100, Avenue Jean Jaurès    | 100    | 6,85384161  | 47,64867125 | BELFORT |
| JAURES | 183, Avenue Jean Jaurès    | 183    | 6,845909634 | 47,65605131 | BELFORT |
| JAURES | 155, Avenue Jean Jaurès    | 155    | 6,848261543 | 47,65423032 | BELFORT |
| JAURES | 154, Avenue Jean Jaurès    | 154    | 6,850348734 | 47,65259073 | BELFORT |
| JAURES | 152, Avenue Jean Jaurès    | 152    | 6,850459933 | 47,65248732 | BELFORT |
| JAURES | 153, Avenue Jean Jaurès    | 153    | 6,848398564 | 47,6541169  | BELFORT |
| JAURES | 151, Avenue Jean Jaurès    | 151    | 6,848512062 | 47,65404042 | BELFORT |
| JAURES | 213, Avenue Jean Jaurès    | 213    | 6,844015389 | 47,65949411 | BELFORT |
| JAURES | 171, Avenue Jean Jaurès    | 171    | 6,846773211 | 47,65538718 | BELFORT |
| JAURES | 161, Avenue Jean Jaurès    | 161    | 6,846947367 | 47,65508313 | BELFORT |
| JAURES | 81bis, Avenue Jean Jaurès  | 81bis  | 6,853147572 | 47,64856039 | BELFORT |
| JAURES | 244, Avenue Jean Jaurès    | 244    | 6,844819206 | 47,65828277 | BELFORT |
| JAURES | 208, Avenue Jean Jaurès    | 208    | 6,847565568 | 47,65514021 | BELFORT |
| JAURES | 170, Avenue Jean Jaurès    | 170    | 6,849639831 | 47,65334799 | BELFORT |
| JAURES | 172, Avenue Jean Jaurès    | 172    | 6,849518395 | 47,65348784 | BELFORT |
| JAURES | 173, Avenue Jean Jaurès    | 173    | 6,846572786 | 47,6555391  | BELFORT |
| JAURES | 83bis, Avenue Jean Jaurès  | 83bis  | 6,853298797 | 47,64887253 | BELFORT |
| JAURES | 120bis, Avenue Jean Jaurès | 120bis | 6,852784604 | 47,65003665 | BELFORT |
| JAURES | 144, Avenue Jean Jaurès    | 144    | 6,851131237 | 47,65175854 | BELFORT |
| JAURES | 146, Avenue Jean Jaurès    | 146    | 6,850956133 | 47,65190219 | BELFORT |
| JAURES | 162, Avenue Jean Jaurès    | 162    | 6,850127099 | 47,65280655 | BELFORT |
| JAURES | 134bis, Avenue Jean Jaurès | 134bis | 6,852176306 | 47,65134857 | BELFORT |
| JAURES | 146bis, Avenue Jean Jaurès | 146bis | 6,850886143 | 47,65195086 | BELFORT |
| JAURES | 168, Avenue Jean Jaurès    | 168    | 6,849776085 | 47,65322558 | BELFORT |
| JAURES | 126, Avenue Jean Jaurès    | 126    | 6,852166796 | 47,65061021 | BELFORT |
| JAURES | 200bis, Avenue Jean Jaurès | 200bis | 6,84806509  | 47,65474245 | BELFORT |
| JAURES | 46bis, Avenue Jean Jaurès  | 46bis  | 6,855755196 | 47,64562388 | BELFORT |
| JAURES | 159, Avenue Jean Jaurès    | 159    | 6,847228602 | 47,65478393 | BELFORT |
| JAURES | 166, Avenue Jean Jaurès    | 166    | 6,849932804 | 47,65303031 | BELFORT |
| JAURES | 73, Avenue Jean Jaurès     | 73     | 6,854066674 | 47,64786971 | BELFORT |
| JAURES | 18, Avenue Jean Jaurès     | 18     | 6,856676963 | 47,6437682  | BELFORT |
| JAURES | 119, Avenue Jean Jaurès    | 119    | 6,850203159 | 47,65229008 | BELFORT |
| JAURES | 27, Avenue Jean Jaurès     | 27     | 6,855698894 | 47,64480624 | BELFORT |
| JAURES | 219, Avenue Jean Jaurès    | 219    | 6,843796107 | 47,66005216 | BELFORT |
| JAURES | 86, Avenue Jean Jaurès     | 86     | 6,854751054 | 47,64760887 | BELFORT |
| JAURES | 80, Avenue Jean Jaurès     | 80     | 6,854728117 | 47,64733949 | BELFORT |
| JAURES | 164, Avenue Jean Jaurès    | 164    | 6,85009487  | 47,65289789 | BELFORT |
| JAURES | 6, Avenue Jean Jaurès      | 6      | 6,857029757 | 47,64274546 | BELFORT |
| JAURES | 207, Avenue Jean Jaurès    | 207    | 6,844430408 | 47,65841497 | BELFORT |
| JAURES | 4, Avenue Jean Jaurès      | 4      | 6,857086246 | 47,64262615 | BELFORT |
| JAURES | 102bis, Avenue Jean Jaurès | 102bis | 6,853656048 | 47,64884062 | BELFORT |
| JAURES | 108bis, Avenue Jean Jaurès | 108bis | 6,853318376 | 47,64925915 | BELFORT |
| JAURES | 122, Avenue Jean Jaurès    | 122    | 6,852545879 | 47,65020809 | BELFORT |
| JAURES | 79bis, Avenue Jean Jaurès  | 79bis  | 6,853559031 | 47,64848404 | BELFORT |
| JAURES | 168bis, Avenue Jean Jaurès | 168bis | 6,849847418 | 47,65312371 | BELFORT |
| JAURES | 211bis, Avenue Jean Jaurès | 211bis | 6,844066583 | 47,65931195 | BELFORT |
| JAURES | 134, Avenue Jean Jaurès    | 134    | 6,851734253 | 47,65116755 | BELFORT |
| JAURES | 114, Avenue Jean Jaurès    | 114    | 6,853094944 | 47,64961018 | BELFORT |
| JAURES | 46, Avenue Jean Jaurès     | 46     | 6,855646603 | 47,64560107 | BELFORT |

|         |                                    |        |             |             |         |
|---------|------------------------------------|--------|-------------|-------------|---------|
| JAURES  | 219bis, Avenue Jean Jaurès         | 219bis | 6,843604692 | 47,65999652 | BELFORT |
| JAURES  | 105bis, Avenue Jean Jaurès         | 105bis | 6,851375756 | 47,65102833 | BELFORT |
| JAURES  | 207bis, Avenue Jean Jaurès         | 207bis | 6,844304811 | 47,65866308 | BELFORT |
| JAURES  | 120, Avenue Jean Jaurès            | 120    | 6,852824765 | 47,64988194 | BELFORT |
| JAURES  | 20a, Avenue Jean Jaurès            | 20a    | 6,856982977 | 47,64386918 | BELFORT |
| JAURES  | 26, Avenue Jean Jaurès             | 26     | 6,856720485 | 47,6442948  | BELFORT |
| JAURES  | 59bis, Avenue Jean Jaurès          | 59bis  | 6,854761494 | 47,64663549 | BELFORT |
| JAURES  | 50, Avenue Jean Jaurès             | 50     | 6,855496043 | 47,64586819 | BELFORT |
| JAURES  | 106, Avenue Jean Jaurès            | 106    | 6,853428798 | 47,64914675 | BELFORT |
| JAURES  | 51, Avenue Jean Jaurès             | 51     | 6,85522829  | 47,64569842 | BELFORT |
| JAURES  | 75bis, Avenue Jean Jaurès          | 75bis  | 6,853932739 | 47,64801906 | BELFORT |
| JAURES  | 79ter, Avenue Jean Jaurès          | 79ter  | 6,853260579 | 47,64842356 | BELFORT |
| JAURES  | 33bis, Avenue Jean Jaurès          | 33bis  | 6,855191299 | 47,64542058 | BELFORT |
| JAURES  | 93, Avenue Jean Jaurès             | 93     | 6,852690823 | 47,6495567  | BELFORT |
| JAURES  | 205, Avenue Jean Jaurès            | 205    | 6,844491395 | 47,65803423 | BELFORT |
| JAURES  | 209, Avenue Jean Jaurès            | 209    | 6,844229323 | 47,65887321 | BELFORT |
| JAURES  | 123, Avenue Jean Jaurès            | 123    | 6,849775839 | 47,6524817  | BELFORT |
| JOFFRE  | 21, Boulevard du Maréchal Joffre   | 21     | 6,853105799 | 47,64112327 | BELFORT |
| JOFFRE  | 9, Boulevard du Maréchal Joffre    | 9      | 6,854914728 | 47,64123313 | BELFORT |
| JOFFRE  | 11, Boulevard du Maréchal Joffre   | 11     | 6,854566227 | 47,64121064 | BELFORT |
| JOFFRE  | 5, Boulevard du Maréchal Joffre    | 5      | 6,855504674 | 47,64127325 | BELFORT |
| JOFFRE  | 7, Boulevard du Maréchal Joffre    | 7      | 6,855249943 | 47,64125613 | BELFORT |
| JOFFRE  | 15, Boulevard du Maréchal Joffre   | 15     | 6,854070816 | 47,64118486 | BELFORT |
| JOFFRE  | 17, Boulevard du Maréchal Joffre   | 17     | 6,853641834 | 47,64115649 | BELFORT |
| JOFFRE  | 19, Boulevard du Maréchal Joffre   | 19     | 6,853387867 | 47,64114834 | BELFORT |
| JOFFRE  | 23, Boulevard du Maréchal Joffre   | 23     | 6,852797923 | 47,64110821 | BELFORT |
| JOFFRE  | 25, Boulevard du Maréchal Joffre   | 25     | 6,85253067  | 47,64110058 | BELFORT |
| JOFFRE  | 1, Boulevard du Maréchal Joffre    | 1      | 6,856733892 | 47,64130652 | BELFORT |
| JOFFRE  | 3bis, Boulevard du Maréchal Joffre | 3bis   | 6,856386155 | 47,64129302 | BELFORT |
| JOFFRE  | 13, Boulevard du Maréchal Joffre   | 13     | 6,854284923 | 47,64119455 | BELFORT |
| JOFFRE  | 3, Boulevard du Maréchal Joffre    | 3      | 6,856546487 | 47,64129579 | BELFORT |
| JUILLET | 11bis, Rue du 14 Juillet           | 11bis  | 6,851752182 | 47,64868191 | BELFORT |
| JUILLET | 34, Rue du 14 Juillet              | 34     | 6,849864177 | 47,64861858 | BELFORT |
| JUILLET | 8, Rue du 14 Juillet               | 8      | 6,852342048 | 47,64890971 | BELFORT |
| JUILLET | 3, Rue du 14 Juillet               | 3      | 6,852764747 | 47,64881968 | BELFORT |
| JUILLET | 21, Rue du 14 Juillet              | 21     | 6,850455918 | 47,648541   | BELFORT |
| JUILLET | 13, Rue du 14 Juillet              | 13     | 6,85153436  | 47,64866181 | BELFORT |
| JUILLET | 16, Rue du 14 Juillet              | 16     | 6,851615317 | 47,64882984 | BELFORT |
| JUILLET | 6, Rue du 14 Juillet               | 6      | 6,852585057 | 47,64894531 | BELFORT |
| JUILLET | 19, Rue du 14 Juillet              | 19     | 6,850706157 | 47,64857074 | BELFORT |
| JUILLET | 28, Rue du 14 Juillet              | 28     | 6,850510409 | 47,64869258 | BELFORT |
| JUILLET | 20, Rue du 14 Juillet              | 20     | 6,851106247 | 47,64895772 | BELFORT |
| JUILLET | 22, Rue du 14 Juillet              | 22     | 6,85114412  | 47,64877607 | BELFORT |
| JUILLET | 24, Rue du 14 Juillet              | 24     | 6,85098237  | 47,64875533 | BELFORT |
| JUILLET | 18, Rue du 14 Juillet              | 18     | 6,851439515 | 47,64880063 | BELFORT |
| JUILLET | 24bis, Rue du 14 Juillet           | 24bis  | 6,850820621 | 47,64873458 | BELFORT |
| JUILLET | 15, Rue du 14 Juillet              | 15     | 6,851235032 | 47,64861452 | BELFORT |
| JUILLET | 2, Rue du 14 Juillet               | 2      | 6,852935901 | 47,64899474 | BELFORT |
| JUILLET | 32, Rue du 14 Juillet              | 32     | 6,850012638 | 47,64863984 | BELFORT |
| JUILLET | 30, Rue du 14 Juillet              | 30     | 6,850295508 | 47,6486739  | BELFORT |
| JUILLET | 10, Rue du 14 Juillet              | 10     | 6,852194351 | 47,64889743 | BELFORT |
| JUILLET | 23, Rue du 14 Juillet              | 23     | 6,850335415 | 47,64851613 | BELFORT |
| JUILLET | 17, Rue du 14 Juillet              | 17     | 6,851067855 | 47,64859895 | BELFORT |
| JUILLET | 12, Rue du 14 Juillet              | 12     | 6,852019312 | 47,6488772  | BELFORT |
| JUILLET | 26, Rue du 14 Juillet              | 26     | 6,85065887  | 47,64871384 | BELFORT |
| JUILLET | 25, Rue du 14 Juillet              | 25     | 6,85012914  | 47,6485064  | BELFORT |
| JUILLET | 36, Rue du 14 Juillet              | 36     | 6,849569546 | 47,648603   | BELFORT |
| JUILLET | 4, Rue du 14 Juillet               | 4      | 6,852774149 | 47,648974   | BELFORT |
| JUTEAU  | 10, Rue du Maire Metz Juteau       | 10     | 6,860679883 | 47,63896374 | BELFORT |
| JUTEAU  | 1, Rue du Maire Metz Juteau        | 1      | 6,859181114 | 47,63936443 | BELFORT |
| JUTEAU  | 3, Rue du Maire Metz Juteau        | 3      | 6,859300686 | 47,63935978 | BELFORT |
| JUTEAU  | 4, Rue du Maire Metz Juteau        | 4      | 6,859319116 | 47,63910681 | BELFORT |
| JUTEAU  | 12, Rue du Maire Metz Juteau       | 12     | 6,86082526  | 47,63894907 | BELFORT |

|             |                                           |      |             |             |         |
|-------------|-------------------------------------------|------|-------------|-------------|---------|
| JUTEAU      | 2, Rue du Maire Metz Juteau               | 2    | 6,859121361 | 47,63913252 | BELFORT |
| JUTEAU      | 6, Rue du Maire Metz Juteau               | 6    | 6,860018665 | 47,63902552 | BELFORT |
| JUTEAU      | 7, Rue du Maire Metz Juteau               | 7    | 6,860883489 | 47,63916302 | BELFORT |
| KELLER      | 4, Rue Christophe Keller                  | 4    | 6,865036552 | 47,63872916 | BELFORT |
| KELLER      | 10, Quai Emile Keller                     | 10   | 6,860933462 | 47,63302588 | BELFORT |
| KELLER      | 4, Quai Emile Keller                      | 4    | 6,860386679 | 47,63380394 | BELFORT |
| KELLER      | 1, Rue Christophe Keller                  | 1    | 6,865343119 | 47,63878207 | BELFORT |
| KELLER      | 2, Rue Christophe Keller                  | 2    | 6,86510781  | 47,63883629 | BELFORT |
| KELLER      | 6, Quai Emile Keller                      | 6    | 6,860510337 | 47,63369101 | BELFORT |
| KELLER      | 12, Quai Emile Keller                     | 12   | 6,860978943 | 47,63293402 | BELFORT |
| KELLER      | 14, Quai Emile Keller                     | 14   | 6,861130204 | 47,63267587 | BELFORT |
| KELLER      | 6bis, Quai Emile Keller                   | 6bis | 6,860748469 | 47,63335741 | BELFORT |
| KELLER      | 8, Quai Emile Keller                      | 8    | 6,860862176 | 47,63312776 | BELFORT |
| KELLER      | 2, Quai Emile Keller                      | 2    | 6,860359837 | 47,63395814 | BELFORT |
| KEUFER      | 18, Impasse Auguste Keufer                | 18   | 6,844779749 | 47,65169879 | BELFORT |
| KEUFER      | 2, Impasse Auguste Keufer                 | 2    | 6,845366176 | 47,65122559 | BELFORT |
| KEUFER      | 6, Impasse Auguste Keufer                 | 6    | 6,845201814 | 47,65133107 | BELFORT |
| KEUFER      | 10, Impasse Auguste Keufer                | 10   | 6,845088318 | 47,65140754 | BELFORT |
| KEUFER      | 12, Impasse Auguste Keufer                | 12   | 6,845038215 | 47,65144552 | BELFORT |
| KEUFER      | 8, Impasse Auguste Keufer                 | 8    | 6,845151711 | 47,65136905 | BELFORT |
| KEUFER      | 3, Impasse Auguste Keufer                 | 3    | 6,845074139 | 47,65108377 | BELFORT |
| KEUFER      | 14, Impasse Auguste Keufer                | 14   | 6,844988111 | 47,6514835  | BELFORT |
| KEUFER      | 1, Impasse Auguste Keufer                 | 1    | 6,845107901 | 47,65101039 | BELFORT |
| KEUFER      | 16, Impasse Auguste Keufer                | 16   | 6,844924719 | 47,651522   | BELFORT |
| KLEBER      | 5, Rue du Général Jean Baptiste Kléber    | 5    | 6,856497196 | 47,63915355 | BELFORT |
| KLEBER      | 7, Rue du Général Jean Baptiste Kléber    | 7    | 6,856215139 | 47,63912849 | BELFORT |
| KLEBER      | 3bis, Rue du Général Jean Baptiste Kléber | 3bis | 6,856866137 | 47,63910316 | BELFORT |
| KLEBER      | 3, Rue du Général Jean Baptiste Kléber    | 3    | 6,856683962 | 47,6391553  | BELFORT |
| KLEBER      | 4, Rue du Général Jean Baptiste Kléber    | 4    | 6,857118763 | 47,63940865 | BELFORT |
| KLEBER      | 1, Rue du Général Jean Baptiste Kléber    | 1    | 6,85704344  | 47,63915032 | BELFORT |
| KLEBER      | 2, Rue du Général Jean Baptiste Kléber    | 2    | 6,856505325 | 47,63940549 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 2, Avenue André Koechlin                  | 2    | 6,848909564 | 47,64915114 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 12, Avenue André Koechlin                 | 12   | 6,847704457 | 47,64908982 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 14, Avenue André Koechlin                 | 14   | 6,847521475 | 47,64913296 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 16, Avenue André Koechlin                 | 16   | 6,847268999 | 47,64914276 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 2, Rue Georges Koechlin                   | 2    | 6,85647073  | 47,63195634 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 8, Avenue André Koechlin                  | 8    | 6,8481752   | 47,64898146 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 8, Rue Georges Koechlin                   | 8    | 6,855624382 | 47,63203431 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 12, Rue Georges Koechlin                  | 12   | 6,855486956 | 47,6319856  | BELFORT |
| KOECHLIN    | 6, Rue Georges Koechlin                   | 6    | 6,855819053 | 47,63197268 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 6bis, Rue Georges Koechlin                | 6bis | 6,855770982 | 47,63219077 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 5, Rue Georges Koechlin                   | 5    | 6,856109291 | 47,63178121 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 4, Rue Georges Koechlin                   | 4    | 6,856155738 | 47,63201364 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 9, Rue Georges Koechlin                   | 9    | 6,855613966 | 47,63175543 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 3, Rue Georges Koechlin                   | 3    | 6,856189759 | 47,63178709 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 4, Avenue André Koechlin                  | 4    | 6,848687789 | 47,64905165 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 6, Avenue André Koechlin                  | 6    | 6,84848083  | 47,64896959 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 10, Avenue André Koechlin                 | 10   | 6,847939065 | 47,64902666 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 1bis, Rue Georges Koechlin                | 1bis | 6,856348401 | 47,63177191 | BELFORT |
| KOECHLIN    | 1, Rue Georges Koechlin                   | 1    | 6,856467956 | 47,63176725 | BELFORT |
| LAURIERS    | 2, Allée des Lauriers                     | 2    | 6,850323597 | 47,65621331 | BELFORT |
| LAURIERS    | 1, Allée des Lauriers                     | 1    | 6,849678191 | 47,6564636  | BELFORT |
| LAURIERS    | 3, Allée des Lauriers                     | 3    | 6,84967865  | 47,65662574 | BELFORT |
| LAURIERS    | 8, Allée des Lauriers                     | 8    | 6,850130515 | 47,65660819 | BELFORT |
| LAURIERS    | 6, Allée des Lauriers                     | 6    | 6,850188562 | 47,65650684 | BELFORT |
| LAURIERS    | 4, Allée des Lauriers                     | 4    | 6,850253025 | 47,65632416 | BELFORT |
| LAVANDIERES | 4, Rue des Lavandières                    | 4    | 6,855044776 | 47,65058844 | BELFORT |
| LAVANDIERES | 7, Rue des Lavandières                    | 7    | 6,853174555 | 47,65007555 | BELFORT |
| LAVANDIERES | 5, Rue des Lavandières                    | 5    | 6,853500358 | 47,65014397 | BELFORT |
| LAVANDIERES | 2, Rue des Lavandières                    | 2    | 6,855370585 | 47,65065685 | BELFORT |
| LAVANDIERES | 3bis, Rue des Lavandières                 | 3bis | 6,854537332 | 47,65026582 | BELFORT |
| LAVANDIERES | 10, Rue des Lavandières                   | 10   | 6,852987458 | 47,65022697 | BELFORT |
| LAVANDIERES | 3, Rue des Lavandières                    | 3    | 6,854652052 | 47,65036046 | BELFORT |

|          |                                    |       |             |             |         |
|----------|------------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| LAVOIR   | 20ter, Rue du Lavoir               | 20ter | 6,852371474 | 47,65066532 | BELFORT |
| LAVOIR   | 11, Rue du Lavoir                  | 11    | 6,853566099 | 47,65091619 | BELFORT |
| LAVOIR   | 1, Rue du Lavoir                   | 1     | 6,854693999 | 47,6513228  | BELFORT |
| LAVOIR   | 3, Rue du Lavoir                   | 3     | 6,854500311 | 47,65124024 | BELFORT |
| LAVOIR   | 12, Rue du Lavoir                  | 12    | 6,853583681 | 47,65112271 | BELFORT |
| LAVOIR   | 14, Rue du Lavoir                  | 14    | 6,853446206 | 47,651074   | BELFORT |
| LAVOIR   | 5, Rue du Lavoir                   | 5     | 6,854308152 | 47,65117563 | BELFORT |
| LAVOIR   | 10, Rue du Lavoir                  | 10    | 6,853775839 | 47,65118732 | BELFORT |
| LAVOIR   | 9bis, Rue du Lavoir                | 9bis  | 6,853708773 | 47,65097118 | BELFORT |
| LAVOIR   | 9, Rue du Lavoir                   | 9     | 6,853909782 | 47,65103797 | BELFORT |
| LAVOIR   | 18, Rue du Lavoir                  | 18    | 6,853061128 | 47,65093581 | BELFORT |
| LAVOIR   | 20bis, Rue du Lavoir               | 20bis | 6,852718212 | 47,65082301 | BELFORT |
| LAVOIR   | 16, Rue du Lavoir                  | 16    | 6,853349363 | 47,65103272 | BELFORT |
| LAVOIR   | 22, Rue du Lavoir                  | 22    | 6,852248055 | 47,65062507 | BELFORT |
| LAVOIR   | 13, Rue du Lavoir                  | 13    | 6,853151387 | 47,65074312 | BELFORT |
| LAVOIR   | 13bis, Rue du Lavoir               | 13bis | 6,85297252  | 47,650678   | BELFORT |
| LAVOIR   | 6, Rue du Lavoir                   | 6     | 6,854232716 | 47,65138577 | BELFORT |
| LAVOIR   | 20, Rue du Lavoir                  | 20    | 6,85294153  | 47,65094046 | BELFORT |
| LAVOIR   | 15, Rue du Lavoir                  | 15    | 6,852693755 | 47,65053568 | BELFORT |
| LAVOIR   | 8, Rue du Lavoir                   | 8     | 6,853913312 | 47,65123603 | BELFORT |
| LAVOIR   | 4, Rue du Lavoir                   | 4     | 6,854383479 | 47,65143397 | BELFORT |
| LAVOIR   | 7, Rue du Lavoir                   | 7     | 6,85404802  | 47,65109566 | BELFORT |
| LAVOIR   | 2, Rue du Lavoir                   | 2     | 6,854561586 | 47,65149011 | BELFORT |
| LEBLEU   | 26, Rue François Lebleu            | 26    | 6,863401772 | 47,63258738 | BELFORT |
| LEBLEU   | 42, Rue François Lebleu            | 42    | 6,863170676 | 47,6311279  | BELFORT |
| LEBLEU   | 3, Rue François Lebleu             | 3     | 6,862487094 | 47,63420863 | BELFORT |
| LEBLEU   | 18, Rue François Lebleu            | 18    | 6,862820803 | 47,63327669 | BELFORT |
| LEBLEU   | 25, Rue François Lebleu            | 25    | 6,863369283 | 47,63330037 | BELFORT |
| LEBLEU   | 20bis, Rue François Lebleu         | 20bis | 6,863044869 | 47,63293463 | BELFORT |
| LEBLEU   | 28, Rue François Lebleu            | 28    | 6,863481739 | 47,63243111 | BELFORT |
| LEBLEU   | 6, Rue François Lebleu             | 6     | 6,862585672 | 47,63367658 | BELFORT |
| LEBLEU   | 40, Rue François Lebleu            | 40    | 6,86329226  | 47,63130334 | BELFORT |
| LEBLEU   | 11, Rue François Lebleu            | 11    | 6,863259652 | 47,63389023 | BELFORT |
| LEBLEU   | 14, Rue François Lebleu            | 14    | 6,862830491 | 47,63354659 | BELFORT |
| LEBLEU   | 15, Rue François Lebleu            | 15    | 6,863328635 | 47,63376142 | BELFORT |
| LEBLEU   | 17, Rue François Lebleu            | 17    | 6,863150578 | 47,63370529 | BELFORT |
| LEBLEU   | 24, Rue François Lebleu            | 24    | 6,863262274 | 47,63282706 | BELFORT |
| LEBLEU   | 20a, Rue François Lebleu           | 20a   | 6,863247959 | 47,63297176 | BELFORT |
| LEBLEU   | 30, Rue François Lebleu            | 30    | 6,863560176 | 47,63225688 | BELFORT |
| LEBLEU   | 35, Rue François Lebleu            | 35    | 6,864061135 | 47,63219232 | BELFORT |
| LEBLEU   | 36, Rue François Lebleu            | 36    | 6,863472077 | 47,63169274 | BELFORT |
| LEBLEU   | 37, Rue François Lebleu            | 37    | 6,864192201 | 47,63185387 | BELFORT |
| LEBLEU   | 31, Rue François Lebleu            | 31    | 6,863990863 | 47,63261848 | BELFORT |
| LEBLEU   | 12, Rue François Lebleu            | 12    | 6,862796499 | 47,63377314 | BELFORT |
| LEBLEU   | 7, Rue François Lebleu             | 7     | 6,862835818 | 47,63407792 | BELFORT |
| LEBLEU   | 23, Rue François Lebleu            | 23    | 6,863296471 | 47,63338429 | BELFORT |
| LEBLEU   | 45, Rue François Lebleu            | 45    | 6,863820305 | 47,63093141 | BELFORT |
| LEBLEU   | 43, Rue François Lebleu            | 43    | 6,864202443 | 47,63134896 | BELFORT |
| LEBLEU   | 2, Rue François Lebleu             | 2     | 6,862059965 | 47,63404508 | BELFORT |
| LEBLEU   | 5, Rue François Lebleu             | 5     | 6,862710631 | 47,63417289 | BELFORT |
| LEBLEU   | 19, Rue François Lebleu            | 19    | 6,863207811 | 47,63359495 | BELFORT |
| LEBLEU   | 27, Rue François Lebleu            | 27    | 6,863747895 | 47,63305138 | BELFORT |
| LEBLEU   | 33, Rue François Lebleu            | 33    | 6,863956898 | 47,63237656 | BELFORT |
| LEBLEU   | 44, Rue François Lebleu            | 44    | 6,863263925 | 47,63097111 | BELFORT |
| LEBLEU   | 4, Rue François Lebleu             | 4     | 6,862202265 | 47,63399449 | BELFORT |
| LECOURBE | 12, Rue du Général Claude Lecourbe | 12    | 6,862759062 | 47,639117   | BELFORT |
| LECOURBE | 14, Rue du Général Claude Lecourbe | 14    | 6,862738118 | 47,63902773 | BELFORT |
| LECOURBE | 3, Rue du Général Claude Lecourbe  | 3     | 6,863053644 | 47,63913255 | BELFORT |
| LECOURBE | 10, Rue du Général Claude Lecourbe | 10    | 6,862808109 | 47,6392232  | BELFORT |
| LECOURBE | 5, Rue du Général Claude Lecourbe  | 5     | 6,863034231 | 47,63906124 | BELFORT |
| LEGAY    | Pont Jean Legay                    |       | 6,849923814 | 47,64101268 | BELFORT |
| LEGRAND  | 2, Rue du Commandant Jean Legrand  | 2     | 6,859298128 | 47,63385533 | BELFORT |
| LEGRAND  | 1, Rue du Commandant Jean Legrand  | 1     | 6,859633298 | 47,63387832 | BELFORT |

|           |                                        |       |             |             |         |
|-----------|----------------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| LEGRAND   | 3, Rue du Commandant Jean Legrand      | 3     | 6,859674192 | 47,63373258 | BELFORT |
| LEGRAND   | 5, Rue du Commandant Jean Legrand      | 5     | 6,859643583 | 47,63337341 | BELFORT |
| LEGRAND   | 15, Rue du Commandant Jean Legrand     | 15    | 6,859665374 | 47,63178516 | BELFORT |
| LEGRAND   | 3bis, Rue du Commandant Jean Legrand   | 3bis  | 6,859614168 | 47,63365383 | BELFORT |
| LEGRAND   | 4, Rue du Commandant Jean Legrand      | 4     | 6,859358493 | 47,63331243 | BELFORT |
| LEGRAND   | 3a, Rue du Commandant Jean Legrand     | 3a    | 6,859632043 | 47,63370719 | BELFORT |
| LEGRAND   | 11, Rue du Commandant Jean Legrand     | 11    | 6,859725493 | 47,63214498 | BELFORT |
| LEGUILLON | 4, Rue de l'Adjoint Georges Léguillon  | 4     | 6,844677161 | 47,65739109 | BELFORT |
| LEGUILLON | 6, Rue de l'Adjoint Georges Léguillon  | 6     | 6,844125298 | 47,65761753 | BELFORT |
| LEGUILLON | 5, Rue de l'Adjoint Georges Léguillon  | 5     | 6,844308775 | 47,65714042 | BELFORT |
| LEGUILLON | 7, Rue de l'Adjoint Georges Léguillon  | 7     | 6,843939697 | 47,65719077 | BELFORT |
| LEGUILLON | 3, Rue de l'Adjoint Georges Léguillon  | 3     | 6,844606822 | 47,65703878 | BELFORT |
| LEGUILLON | 4a, Rue de l'Adjoint Georges Léguillon | 4a    | 6,844813169 | 47,65742716 | BELFORT |
| LEGUILLON | 1, Rue de l'Adjoint Georges Léguillon  | 1     | 6,844814125 | 47,65696767 | BELFORT |
| LEPINE    | 14, Rue Paul Lépine                    | 14    | 6,847784836 | 47,6530146  | BELFORT |
| LEPINE    | 12, Rue Paul Lépine                    | 12    | 6,848019915 | 47,65311359 | BELFORT |
| LEPINE    | 4, Rue Paul Lépine                     | 4     | 6,848748683 | 47,65337358 | BELFORT |
| LEPINE    | 2, Rue Paul Lépine                     | 2     | 6,84887516  | 47,65344975 | BELFORT |
| LEPINE    | 8, Rue Paul Lépine                     | 8     | 6,848487023 | 47,65327563 | BELFORT |
| LEPINE    | 10, Rue Paul Lépine                    | 10    | 6,848240942 | 47,65320411 | BELFORT |
| LEPINE    | 7, Rue Paul Lépine                     | 7     | 6,84883896  | 47,65318089 | BELFORT |
| LEPINE    | 6, Rue Paul Lépine                     | 6     | 6,848544454 | 47,65348061 | BELFORT |
| LETTRE    | Passerelle des Lettres                 |       | 6,858515297 | 47,63937233 | BELFORT |
| LILLE     | 25, Rue de Lille                       | 25    | 6,851815331 | 47,64726351 | BELFORT |
| LILLE     | 42, Rue de Lille                       | 42    | 6,850446689 | 47,64731668 | BELFORT |
| LILLE     | 5, Rue de Lille                        | 5     | 6,853846244 | 47,64747287 | BELFORT |
| LILLE     | 40, Rue de Lille                       | 40    | 6,850598967 | 47,64738284 | BELFORT |
| LILLE     | 36, Rue de Lille                       | 36    | 6,851106195 | 47,64739016 | BELFORT |
| LILLE     | 32, Rue de Lille                       | 32    | 6,851468786 | 47,64742112 | BELFORT |
| LILLE     | 12, Rue de Lille                       | 12    | 6,852962839 | 47,64758829 | BELFORT |
| LILLE     | 27, Rue de Lille                       | 27    | 6,851633422 | 47,64716247 | BELFORT |
| LILLE     | 34bis, Rue de Lille                    | 34bis | 6,851283985 | 47,64759947 | BELFORT |
| LILLE     | 39, Rue de Lille                       | 39    | 6,850658067 | 47,6471373  | BELFORT |
| LILLE     | 20, Rue de Lille                       | 20    | 6,852205431 | 47,64761772 | BELFORT |
| LILLE     | 7, Rue de Lille                        | 7     | 6,853604771 | 47,64745523 | BELFORT |
| LILLE     | 24, Rue de Lille                       | 24    | 6,851863767 | 47,64767604 | BELFORT |
| LILLE     | 19, Rue de Lille                       | 19    | 6,852380295 | 47,64732264 | BELFORT |
| LILLE     | 11, Rue de Lille                       | 11    | 6,853174211 | 47,6474089  | BELFORT |
| LILLE     | 8, Rue de Lille                        | 8     | 6,853379348 | 47,64762616 | BELFORT |
| LILLE     | 16, Rue de Lille                       | 16    | 6,85261277  | 47,64754784 | BELFORT |
| LILLE     | 13, Rue de Lille                       | 13    | 6,852971836 | 47,64738073 | BELFORT |
| LILLE     | 3, Rue de Lille                        | 3     | 6,854034567 | 47,64749258 | BELFORT |
| LILLE     | 14, Rue de Lille                       | 14    | 6,852760464 | 47,64756012 | BELFORT |
| LILLE     | 23, Rue de Lille                       | 23    | 6,852097432 | 47,64728859 | BELFORT |
| LILLE     | 6, Rue de Lille                        | 6     | 6,853608299 | 47,64765329 | BELFORT |
| LILLE     | 30, Rue de Lille                       | 30    | 6,851576616 | 47,64743495 | BELFORT |
| LILLE     | 4, Rue de Lille                        | 4     | 6,853836486 | 47,64767145 | BELFORT |
| LILLE     | 28, Rue de Lille                       | 28    | 6,851683683 | 47,6474398  | BELFORT |
| LILLE     | 22, Rue de Lille                       | 22    | 6,852097601 | 47,64760389 | BELFORT |
| LILLE     | 10, Rue de Lille                       | 10    | 6,85313711  | 47,64759954 | BELFORT |
| LILLE     | 38, Rue de Lille                       | 38    | 6,850881066 | 47,64740792 | BELFORT |
| LILLE     | 26, Rue de Lille                       | 26    | 6,851764939 | 47,64745466 | BELFORT |
| LILLE     | 1, Rue de Lille                        | 1     | 6,854290094 | 47,64751868 | BELFORT |
| LILLE     | 9, Rue de Lille                        | 9     | 6,853333665 | 47,64740271 | BELFORT |
| LILLE     | 15, Rue de Lille                       | 15    | 6,852716311 | 47,64735463 | BELFORT |
| LILLE     | 29, Rue de Lille                       | 29    | 6,851384775 | 47,64721718 | BELFORT |
| LILLE     | 34, Rue de Lille                       | 34    | 6,851321856 | 47,64741782 | BELFORT |
| LILLE     | 41, Rue de Lille                       | 41    | 6,850389257 | 47,64711171 | BELFORT |
| LILLE     | 43, Rue de Lille                       | 43    | 6,85021499  | 47,64710046 | BELFORT |
| LILLE     | 17, Rue de Lille                       | 17    | 6,85252799  | 47,64733492 | BELFORT |
| LILLE     | 37, Rue de Lille                       | 37    | 6,850819813 | 47,64715804 | BELFORT |
| LILLE     | 18, Rue de Lille                       | 18    | 6,852451023 | 47,6475271  | BELFORT |
| LILLE     | 35, Rue de Lille                       | 35    | 6,851059757 | 47,64715773 | BELFORT |

|          |                                  |       |             |             |         |
|----------|----------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| LILLE    | 2, Rue de Lille                  | 2     | 6,853984181 | 47,64768373 | BELFORT |
| LILLE    | 21, Rue de Lille                 | 21    | 6,852245889 | 47,64730984 | BELFORT |
| LION     | Lieu-dit Lion de Belfort         | <Nul> | 6,864545819 | 47,63662393 | BELFORT |
| LONG     | 2, Rue James Long                | 2     | 6,853310854 | 47,64259278 | BELFORT |
| LONG     | 2a, Rue James Long               | 2a    | 6,85354898  | 47,64276713 | BELFORT |
| LONG     | 4, Rue James Long                | 4     | 6,853513974 | 47,64262993 | BELFORT |
| LORRAINE | 4, Avenue de Lorraine            | 4     | 6,847150092 | 47,64727351 | BELFORT |
| LORRAINE | 8, Avenue de Lorraine            | 8     | 6,847224023 | 47,64704542 | BELFORT |
| LORRAINE | 2, Avenue de Lorraine            | 2     | 6,847128096 | 47,64732842 | BELFORT |
| LORRAINE | 5, Avenue de Lorraine            | 5     | 6,847010934 | 47,64767531 | BELFORT |
| LORRAINE | 12, Avenue de Lorraine           | 12    | 6,847253201 | 47,64691816 | BELFORT |
| LORRAINE | 9, Avenue de Lorraine            | 9     | 6,846961286 | 47,64787543 | BELFORT |
| LORRAINE | 3, Avenue de Lorraine            | 3     | 6,847031403 | 47,64760244 | BELFORT |
| LORRAINE | 6, Avenue de Lorraine            | 6     | 6,847170561 | 47,64720065 | BELFORT |
| LORRAINE | 1, Avenue de Lorraine            | 1     | 6,847065161 | 47,64752906 | BELFORT |
| LORRAINE | 10, Avenue de Lorraine           | 10    | 6,847231205 | 47,64697307 | BELFORT |
| LORRAINE | 7, Avenue de Lorraine            | 7     | 6,84698252  | 47,64781154 | BELFORT |
| LORRAINE | 11, Avenue de Lorraine           | 11    | 6,846940817 | 47,6479483  | BELFORT |
| LOUBET   | Place Emile Loubet               |       | 6,857155384 | 47,64863806 | BELFORT |
| LUMIERE  | 9, Avenue des Frères Lumière     | 9     | 6,842848272 | 47,65935523 | BELFORT |
| LUMIERE  | 44, Avenue des Frères Lumière    | 44    | 6,841615402 | 47,65839798 | BELFORT |
| LUMIERE  | 26, Avenue des Frères Lumière    | 26    | 6,841539356 | 47,65922975 | BELFORT |
| LUMIERE  | 11, Avenue des Frères Lumière    | 11    | 6,842748061 | 47,65917389 | BELFORT |
| LUMIERE  | 50, Avenue des Frères Lumière    | 50    | 6,842055737 | 47,65793047 | BELFORT |
| LUMIERE  | 40, Avenue des Frères Lumière    | 40    | 6,841849404 | 47,65864116 | BELFORT |
| LUMIERE  | 21, Avenue des Frères Lumière    | 21    | 6,842908179 | 47,65776229 | BELFORT |
| LUMIERE  | 24, Avenue des Frères Lumière    | 24    | 6,841656358 | 47,65935134 | BELFORT |
| LUMIERE  | 20, Avenue des Frères Lumière    | 20    | 6,841847441 | 47,65956014 | BELFORT |
| LUMIERE  | 27, Avenue des Frères Lumière    | 27    | 6,843632612 | 47,65749997 | BELFORT |
| LUMIERE  | 62, Avenue des Frères Lumière    | 62    | 6,843463179 | 47,65629034 | BELFORT |
| LUMIERE  | 54, Avenue des Frères Lumière    | 54    | 6,842229927 | 47,65762643 | BELFORT |
| LUMIERE  | 14, Avenue des Frères Lumière    | 14    | 6,842041576 | 47,65980487 | BELFORT |
| LUMIERE  | 18, Avenue des Frères Lumière    | 18    | 6,841694158 | 47,65995347 | BELFORT |
| LUMIERE  | 10, Avenue des Frères Lumière    | 10    | 6,842564389 | 47,65952335 | BELFORT |
| LUMIERE  | 15, Avenue des Frères Lumière    | 15    | 6,842404238 | 47,65873677 | BELFORT |
| LUMIERE  | 68, Avenue des Frères Lumière    | 68    | 6,843382118 | 47,655807   | BELFORT |
| LUMIERE  | 28, Avenue des Frères Lumière    | 28    | 6,841423878 | 47,65912612 | BELFORT |
| LUMIERE  | 66, Avenue des Frères Lumière    | 66    | 6,843406087 | 47,6559322  | BELFORT |
| LUMIERE  | 58bis, Avenue des Frères Lumière | 58bis | 6,842689273 | 47,65723061 | BELFORT |
| LUMIERE  | 22, Avenue des Frères Lumière    | 22    | 6,841759308 | 47,65946446 | BELFORT |
| LUMIERE  | 42, Avenue des Frères Lumière    | 42    | 6,841746456 | 47,65852804 | BELFORT |
| LUMIERE  | 30, Avenue des Frères Lumière    | 30    | 6,841320167 | 47,65900401 | BELFORT |
| LUMIERE  | 38, Avenue des Frères Lumière    | 38    | 6,841469311 | 47,65871896 | BELFORT |
| LUMIERE  | 25, Avenue des Frères Lumière    | 25    | 6,84345526  | 47,6574528  | BELFORT |
| LUMIERE  | 8, Avenue des Frères Lumière     | 8     | 6,842640759 | 47,6596375  | BELFORT |
| LUMIERE  | 56, Avenue des Frères Lumière    | 56    | 6,842372309 | 47,65757586 | BELFORT |
| LUMIERE  | 32, Avenue des Frères Lumière    | 32    | 6,841789159 | 47,65903088 | BELFORT |
| LUMIERE  | 34, Avenue des Frères Lumière    | 34    | 6,841701789 | 47,65894418 | BELFORT |
| LUMIERE  | 12, Avenue des Frères Lumière    | 12    | 6,84219573  | 47,65973583 | BELFORT |
| LUMIERE  | 48, Avenue des Frères Lumière    | 48    | 6,841795698 | 47,65816577 | BELFORT |
| LUMIERE  | 17, Avenue des Frères Lumière    | 17    | 6,84242243  | 47,65863697 | BELFORT |
| LUMIERE  | 7, Avenue des Frères Lumière     | 7     | 6,842962994 | 47,65937771 | BELFORT |
| LUMIERE  | 29, Avenue des Frères Lumière    | 29    | 6,844023652 | 47,65629563 | BELFORT |
| LUMIERE  | 18bis, Avenue des Frères Lumière | 18bis | 6,841570832 | 47,66022851 | BELFORT |
| LUMIERE  | 31, Avenue des Frères Lumière    | 31    | 6,844420386 | 47,65610007 | BELFORT |
| LUMIERE  | 13, Avenue des Frères Lumière    | 13    | 6,842410014 | 47,65896177 | BELFORT |
| LUMIERE  | 19, Avenue des Frères Lumière    | 19    | 6,842784103 | 47,65802836 | BELFORT |
| LUMIERE  | 52, Avenue des Frères Lumière    | 52    | 6,84223494  | 47,65784245 | BELFORT |
| LUMIERE  | 58, Avenue des Frères Lumière    | 58    | 6,842527219 | 47,6575158  | BELFORT |
| LUMIERE  | 36, Avenue des Frères Lumière    | 36    | 6,841586312 | 47,65884055 | BELFORT |
| LUMIERE  | 64, Avenue des Frères Lumière    | 64    | 6,843449449 | 47,65612871 | BELFORT |
| LUMIERE  | 23, Avenue des Frères Lumière    | 23    | 6,843292724 | 47,65742306 | BELFORT |
| LUMIERE  | 16, Avenue des Frères Lumière    | 16    | 6,841874894 | 47,6598834  | BELFORT |



|            |                               |       |             |             |         |
|------------|-------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| LUMIERE    | 60, Avenue des Frères Lumière | 60    | 6,843231585 | 47,65638941 | BELFORT |
| LUMIERE    | 46, Avenue des Frères Lumière | 46    | 6,841953333 | 47,6582948  | BELFORT |
| MADAGASCAR | 21, Rue de Madagascar         | 21    | 6,847253297 | 47,65225146 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 23bis, Rue de Madagascar      | 23bis | 6,846988278 | 47,65227075 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 25, Rue de Madagascar         | 25    | 6,846855387 | 47,65227591 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 24bis, Rue de Madagascar      | 24bis | 6,847018361 | 47,65246778 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 14, Rue de Madagascar         | 14    | 6,848302824 | 47,65236387 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 8, Rue de Madagascar          | 8     | 6,84899691  | 47,65237296 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 45, Rue de Madagascar         | 45    | 6,845214407 | 47,65242066 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 40, Rue de Madagascar         | 40    | 6,845509504 | 47,6525984  | BELFORT |
| MADAGASCAR | 30, Rue de Madagascar         | 30    | 6,846280276 | 47,65256849 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 22, Rue de Madagascar         | 22    | 6,847362351 | 47,65243641 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 44, Rue de Madagascar         | 44    | 6,845098302 | 47,65262336 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 23, Rue de Madagascar         | 23    | 6,847119642 | 47,65224763 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 10, Rue de Madagascar         | 10    | 6,848831332 | 47,65230732 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 42, Rue de Madagascar         | 42    | 6,84530864  | 47,65258817 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 4, Rue de Madagascar          | 4     | 6,849760038 | 47,65225324 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 26, Rue de Madagascar         | 26    | 6,846858891 | 47,65247397 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 36, Rue de Madagascar         | 36    | 6,845919179 | 47,65255548 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 24, Rue de Madagascar         | 24    | 6,847177067 | 47,65245261 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 37, Rue de Madagascar         | 37    | 6,845968834 | 47,65235535 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 30a, Rue de Madagascar        | 30a   | 6,846537349 | 47,65261257 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 9, Rue de Madagascar          | 9     | 6,848880976 | 47,65210719 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 28, Rue de Madagascar         | 28    | 6,846686895 | 47,65248965 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 30bis, Rue de Madagascar      | 30bis | 6,846540402 | 47,65264849 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 7, Rue de Madagascar          | 7     | 6,849067022 | 47,65209997 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 31, Rue de Madagascar         | 31    | 6,846391032 | 47,65230294 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 35, Rue de Madagascar         | 35    | 6,846140829 | 47,65233967 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 39, Rue de Madagascar         | 39    | 6,845796839 | 47,65237104 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 17, Rue de Madagascar         | 17    | 6,847742701 | 47,65220543 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 20, Rue de Madagascar         | 20    | 6,847772786 | 47,65240246 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 6, Rue de Madagascar          | 6     | 6,849601333 | 47,65226841 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 12, Rue de Madagascar         | 12    | 6,848474818 | 47,65234818 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 6bis, Rue de Madagascar       | 6bis  | 6,849365949 | 47,6523226  | BELFORT |
| MADAGASCAR | 34, Rue de Madagascar         | 34    | 6,846118515 | 47,65254774 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 43, Rue de Madagascar         | 43    | 6,845359062 | 47,65239703 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 18, Rue de Madagascar         | 18    | 6,847931492 | 47,65238729 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 27, Rue de Madagascar         | 27    | 6,846736549 | 47,65228953 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 29, Rue de Madagascar         | 29    | 6,846577843 | 47,6523047  | BELFORT |
| MADAGASCAR | 1, Rue de Madagascar          | 1     | 6,84983091  | 47,65198923 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 41, Rue de Madagascar         | 41    | 6,845610791 | 47,65237825 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 2, Rue de Madagascar          | 2     | 6,849946085 | 47,65224601 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 16, Rue de Madagascar         | 16    | 6,84811754  | 47,65238007 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 3, Rue de Madagascar          | 3     | 6,84951503  | 47,65203753 | BELFORT |
| MADAGASCAR | 5, Rue de Madagascar          | 5     | 6,849305461 | 47,6520817  | BELFORT |
| MADAGASCAR | 30c, Rue de Madagascar        | 30c   | 6,846544218 | 47,65269339 | BELFORT |
| MAGASIN    | 38, Rue du Magasin            | 38    | 6,860001828 | 47,64492711 | BELFORT |
| MAGASIN    | 30, Rue du Magasin            | 30    | 6,859497746 | 47,64448727 | BELFORT |
| MAGASIN    | 56bis, Rue du Magasin         | 56bis | 6,85941915  | 47,64559845 | BELFORT |
| MAGASIN    | 41, Rue du Magasin            | 41    | 6,859144142 | 47,64424878 | BELFORT |
| MAGASIN    | 36, Rue du Magasin            | 36    | 6,860042729 | 47,64478138 | BELFORT |
| MAGASIN    | 16, Rue du Magasin            | 16    | 6,860129513 | 47,64345367 | BELFORT |
| MAGASIN    | 52, Rue du Magasin            | 52    | 6,859365024 | 47,64527623 | BELFORT |
| MAGASIN    | 8, Rue du Magasin             | 8     | 6,860360037 | 47,64303028 | BELFORT |
| MAGASIN    | 6, Rue du Magasin             | 6     | 6,860464307 | 47,64284604 | BELFORT |
| MAGASIN    | 19, Rue du Magasin            | 19    | 6,860061117 | 47,64280768 | BELFORT |
| MAGASIN    | 56a, Rue du Magasin           | 56a   | 6,859478698 | 47,64551505 | BELFORT |
| MAGASIN    | 28, Rue du Magasin            | 28    | 6,85950105  | 47,6443321  | BELFORT |
| MAGASIN    | 39, Rue du Magasin            | 39    | 6,859269636 | 47,64400065 | BELFORT |
| MAGASIN    | 44, Rue du Magasin            | 44    | 6,859285854 | 47,644973   | BELFORT |
| MAGASIN    | 45, Rue du Magasin            | 45    | 6,859199309 | 47,64442682 | BELFORT |
| MAGASIN    | 42, Rue du Magasin            | 42    | 6,859319593 | 47,64489962 | BELFORT |
| MAGASIN    | 32, Rue du Magasin            | 32    | 6,859466793 | 47,64474974 | BELFORT |

|            |                                    |       |             |             |         |
|------------|------------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| MAGASIN    | 1bis, Quai du Magasin              | 1bis  | 6,859567342 | 47,64186293 | BELFORT |
| MAGASIN    | 57bis, Rue du Magasin              | 57bis | 6,858816978 | 47,6449462  | BELFORT |
| MAGASIN    | 1, Quai du Magasin                 | 1     | 6,859431418 | 47,64183218 | BELFORT |
| MAGASIN    | 7, Quai du Magasin                 | 7     | 6,860072439 | 47,64215858 | BELFORT |
| MAGASIN    | 14, Rue du Magasin                 | 14    | 6,860451457 | 47,64347717 | BELFORT |
| MAGASIN    | 24, Rue du Magasin                 | 24    | 6,859607655 | 47,64421272 | BELFORT |
| MAGASIN    | 33, Rue du Magasin                 | 33    | 6,859242851 | 47,64368638 | BELFORT |
| MAGASIN    | 55, Rue du Magasin                 | 55    | 6,858856352 | 47,64478251 | BELFORT |
| MAGASIN    | 12, Rue du Magasin                 | 12    | 6,860772143 | 47,64332955 | BELFORT |
| MAGASIN    | 54, Rue du Magasin                 | 54    | 6,859168777 | 47,6453199  | BELFORT |
| MAGASIN    | 34, Rue du Magasin                 | 34    | 6,859683977 | 47,64479534 | BELFORT |
| MAGASIN    | 18bis, Rue du Magasin              | 18bis | 6,860299123 | 47,6438795  | BELFORT |
| MAGASIN    | 16bis, Rue du Magasin              | 16bis | 6,860001729 | 47,64367486 | BELFORT |
| MAGASIN    | 18, Rue du Magasin                 | 18    | 6,859733422 | 47,64381143 | BELFORT |
| MAGASIN    | 11, Quai du Magasin                | 11    | 6,860203989 | 47,64245076 | BELFORT |
| MAGASIN    | 40, Rue du Magasin                 | 40    | 6,859947639 | 47,64507337 | BELFORT |
| MAGASIN    | 59, Rue du Magasin                 | 59    | 6,858960562 | 47,64506674 | BELFORT |
| MAGASIN    | 26, Rue du Magasin                 | 26    | 6,859750641 | 47,6443622  | BELFORT |
| MAGASIN    | 58, Rue du Magasin                 | 58    | 6,859017471 | 47,64557804 | BELFORT |
| MAGASIN    | 48, Rue du Magasin                 | 48    | 6,859195628 | 47,6451657  | BELFORT |
| MAGASIN    | 22ter, Rue du Magasin              | 22ter | 6,860282227 | 47,64415043 | BELFORT |
| MAGASIN    | 57, Rue du Magasin                 | 57    | 6,858991241 | 47,64495744 | BELFORT |
| MAGASIN    | 31, Rue du Magasin                 | 31    | 6,859124312 | 47,64354685 | BELFORT |
| MAGASIN    | 9, Quai du Magasin                 | 9     | 6,860151883 | 47,64230865 | BELFORT |
| MAGASIN    | 22, Rue du Magasin                 | 22    | 6,859726747 | 47,64404593 | BELFORT |
| MAGASIN    | 61, Rue du Magasin                 | 61    | 6,858739759 | 47,64529155 | BELFORT |
| MAGASIN    | 37, Rue du Magasin                 | 37    | 6,858940038 | 47,64388736 | BELFORT |
| MAGASIN    | 46, Rue du Magasin                 | 46    | 6,859241124 | 47,64507384 | BELFORT |
| MAGASIN    | 2, Rue du Magasin                  | 2     | 6,860552993 | 47,64263537 | BELFORT |
| MAGASIN    | 4, Rue du Magasin                  | 4     | 6,86048246  | 47,64274623 | BELFORT |
| MAGASIN    | 3, Quai du Magasin                 | 3     | 6,859674678 | 47,64188294 | BELFORT |
| MAIRIE     | Lieu-dit Mairie de Belfort         | <Nul> | 6,862855225 | 47,63774387 | BELFORT |
| MANEGE     | 1, Rue du Manège                   | 1     | 6,862614683 | 47,63945596 | BELFORT |
| MANEGE     | 3, Rue du Manège                   | 3     | 6,862603427 | 47,63963658 | BELFORT |
| MARAICHERS | 1, Rue des Maraîchers              | 1     | 6,853019519 | 47,65526489 | BELFORT |
| MARAICHERS | 7, Rue des Maraîchers              | 7     | 6,85179154  | 47,65466081 | BELFORT |
| MARAICHERS | 17, Rue des Maraîchers             | 17    | 6,853111867 | 47,65469725 | BELFORT |
| MARAICHERS | 13, Rue des Maraîchers             | 13    | 6,852985912 | 47,6548153  | BELFORT |
| MARAICHERS | 3, Rue des Maraîchers              | 3     | 6,852545337 | 47,6550953  | BELFORT |
| MARAICHERS | 15, Rue des Maraîchers             | 15    | 6,853048974 | 47,6547651  | BELFORT |
| MARAICHERS | 23, Rue des Maraîchers             | 23    | 6,853261987 | 47,65493043 | BELFORT |
| MARAICHERS | 19, Rue des Maraîchers             | 19    | 6,853347986 | 47,65478474 | BELFORT |
| MARAICHERS | 21, Rue des Maraîchers             | 21    | 6,853308264 | 47,65484755 | BELFORT |
| MARAICHERS | 25, Rue des Maraîchers             | 25    | 6,853202418 | 47,65501382 | BELFORT |
| MARAICHERS | 9, Rue des Maraîchers              | 9     | 6,852714934 | 47,65454385 | BELFORT |
| MARAICHERS | 5, Rue des Maraîchers              | 5     | 6,852045442 | 47,65513743 | BELFORT |
| MARAICHERS | 11, Rue des Maraîchers             | 11    | 6,85291288  | 47,65492066 | BELFORT |
| MARCEAU    | 6,Rue François Severin Marceau     | 6     | 6,860552376 | 47,63246414 | BELFORT |
| MARCEAU    | 10,Rue François Severin Marceau    | 10    | 6,859311607 | 47,63244939 | BELFORT |
| MARCEAU    | 4bis,Rue François Severin Marceau  | 4bis  | 6,860829808 | 47,63243532 | BELFORT |
| MARCEAU    | 6ter,Rue François Severin Marceau  | 6ter  | 6,859818695 | 47,63245667 | BELFORT |
| MARCEAU    | 7,Rue François Severin Marceau     | 7     | 6,860666081 | 47,63223448 | BELFORT |
| MARCEAU    | 2,Rue François Severin Marceau     | 2     | 6,861259489 | 47,63247264 | BELFORT |
| MARCEAU    | 21,Rue François Severin Marceau    | 21    | 6,859035493 | 47,63218085 | BELFORT |
| MARCEAU    | 11,Rue François Severin Marceau    | 11    | 6,860225415 | 47,63222462 | BELFORT |
| MARCEAU    | 23,Rue François Severin Marceau    | 23    | 6,858955789 | 47,63218395 | BELFORT |
| MARCEAU    | 25,Rue François Severin Marceau    | 25    | 6,858833173 | 47,63215269 | BELFORT |
| MARCEAU    | 29,Rue François Severin Marceau    | 29    | 6,858404263 | 47,63212434 | BELFORT |
| MARCEAU    | 27,Rue François Severin Marceau    | 27    | 6,858579249 | 47,63214456 | BELFORT |
| MARCEAU    | 10bis,Rue François Severin Marceau | 10bis | 6,859058446 | 47,63245023 | BELFORT |
| MARCEAU    | 31,Rue François Severin Marceau    | 31    | 6,858099497 | 47,63214521 | BELFORT |
| MARCEAU    | 8,Rue François Severin Marceau     | 8     | 6,859671805 | 47,63245338 | BELFORT |
| MARCEAU    | 12,Rue François Severin Marceau    | 12    | 6,858849727 | 47,6325034  | BELFORT |

|              |                                     |       |             |             |         |
|--------------|-------------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| MARCEAU      | 17,Rue François Severin Marceau     | 17    | 6,859730849 | 47,63220784 | BELFORT |
| MARCEAU      | 3,Rue François Severin Marceau      | 3     | 6,861106748 | 47,63224435 | BELFORT |
| MARCEAU      | 9,Rue François Severin Marceau      | 9     | 6,860439489 | 47,6322343  | BELFORT |
| MARCEAU      | 4,Rue François Severin Marceau      | 4     | 6,861073512 | 47,63247988 | BELFORT |
| MARCEAU      | 19bis,Rue François Severin Marceau  | 19bis | 6,85913001  | 47,63219519 | BELFORT |
| MARCEAU      | 1,Rue François Severin Marceau      | 1     | 6,861199735 | 47,63224073 | BELFORT |
| MARCEAU      | 15,Rue François Severin Marceau     | 15    | 6,860010577 | 47,63220595 | BELFORT |
| MARCEAU      | 19,Rue François Severin Marceau     | 19    | 6,859251862 | 47,63221747 | BELFORT |
| MARCHE       | 1, Rue du vieux Marché              | 1     | 6,865268275 | 47,63821742 | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 14, Rue de la Marseillaise          | 14    | 6,852315944 | 47,6518927  | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 15, Rue de la Marseillaise          | 15    | 6,852517868 | 47,65175872 | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 16, Rue de la Marseillaise          | 16    | 6,852165945 | 47,65185348 | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 18, Rue de la Marseillaise          | 18    | 6,85193392  | 47,65179042 | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 19, Rue de la Marseillaise          | 19    | 6,851878771 | 47,65161239 | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 9, Rue de la Marseillaise           | 9     | 6,85320936  | 47,65189401 | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 3, Rue de la Marseillaise           | 3     | 6,853860988 | 47,65203085 | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 5, Rue de la Marseillaise           | 5     | 6,85352112  | 47,65195397 | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 7, Rue de la Marseillaise           | 7     | 6,853345306 | 47,65192477 | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 20, Rue de la Marseillaise          | 20    | 6,851472164 | 47,65169125 | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 11, Rue de la Marseillaise          | 11    | 6,853073413 | 47,65186326 | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 16bis, Rue de la Marseillaise       | 16bis | 6,852069102 | 47,6518122  | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 17, Rue de la Marseillaise          | 17    | 6,852109266 | 47,65165748 | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 10bis, Rue de la Marseillaise       | 10bis | 6,853155146 | 47,65204027 | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 1, Rue de la Marseillaise           | 1     | 6,853996936 | 47,6520616  | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 15bis, Rue de la Marseillaise       | 15bis | 6,852244448 | 47,65167926 | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 10, Rue de la Marseillaise          | 10    | 6,853250461 | 47,65206359 | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 13, Rue de la Marseillaise          | 13    | 6,852679627 | 47,65177947 | BELFORT |
| MARSEILLAISE | 21, Rue de la Marseillaise          | 21    | 6,851660036 | 47,65154881 | BELFORT |
| MASEVAUX     | 19, Rue de Masevaux                 | 19    | 6,848287029 | 47,64778793 | BELFORT |
| MASEVAUX     | 1, Rue de Masevaux                  | 1     | 6,848508047 | 47,64709467 | BELFORT |
| MASEVAUX     | 27, Rue de Masevaux                 | 27    | 6,848216918 | 47,64806092 | BELFORT |
| MASEVAUX     | 5, Rue de Masevaux                  | 5     | 6,848466349 | 47,64723142 | BELFORT |
| MASEVAUX     | 13, Rue de Masevaux                 | 13    | 6,848382188 | 47,64749595 | BELFORT |
| MASEVAUX     | 11, Rue de Masevaux                 | 11    | 6,848404182 | 47,64744104 | BELFORT |
| MASEVAUX     | 17, Rue de Masevaux                 | 17    | 6,848307497 | 47,64771507 | BELFORT |
| MASEVAUX     | 25, Rue de Masevaux                 | 25    | 6,848237385 | 47,64798806 | BELFORT |
| MASEVAUX     | 29, Rue de Masevaux                 | 29    | 6,848195686 | 47,64812481 | BELFORT |
| MASEVAUX     | 21, Rue de Masevaux                 | 21    | 6,848279086 | 47,6478513  | BELFORT |
| MASEVAUX     | 3, Rue de Masevaux                  | 3     | 6,848486816 | 47,64715856 | BELFORT |
| MASEVAUX     | 9, Rue de Masevaux                  | 9     | 6,84842465  | 47,64736818 | BELFORT |
| MAZARIN      | 4, Rue du Cardinal Jules Mazarin    | 4     | 6,858535472 | 47,63496286 | BELFORT |
| MAZARIN      | 3, Rue du Cardinal Jules Mazarin    | 3     | 6,858169054 | 47,63511604 | BELFORT |
| MAZARIN      | 1, Rue du Cardinal Jules Mazarin    | 1     | 6,857789452 | 47,63512388 | BELFORT |
| MAZARIN      | 2, Rue du Cardinal Jules Mazarin    | 2     | 6,857891071 | 47,63494614 | BELFORT |
| MAZARIN      | 2ter, Rue du Cardinal Jules Mazarin | 2ter  | 6,858310834 | 47,63493881 | BELFORT |
| MAZARIN      | 5bis, Rue du Cardinal Jules Mazarin | 5bis  | 6,858659781 | 47,63512343 | BELFORT |
| MAZARIN      | 7, Rue du Cardinal Jules Mazarin    | 7     | 6,858873866 | 47,63513312 | BELFORT |
| MAZARIN      | 5, Rue du Cardinal Jules Mazarin    | 5     | 6,85850113  | 47,63513861 | BELFORT |
| MAZARIN      | 11, Rue du Cardinal Jules Mazarin   | 11    | 6,85968368  | 47,6354079  | BELFORT |
| MAZARIN      | 2bis, Rue du Cardinal Jules Mazarin | 2bis  | 6,85803269  | 47,63494225 | BELFORT |
| MAZARIN      | 6, Rue du Cardinal Jules Mazarin    | 6     | 6,858910172 | 47,6349335  | BELFORT |
| MAZARIN      | 8, Rue du Cardinal Jules Mazarin    | 8     | 6,859733818 | 47,63490144 | BELFORT |
| MELVILLE     | 2, Rue Jean Pierre Melville         | 2     | 6,865938635 | 47,6410742  | BELFORT |
| MELVILLE     | 1, Rue Jean Pierre Melville         | 1     | 6,865213784 | 47,64085921 | BELFORT |
| MELVILLE     | 4, Rue Jean Pierre Melville         | 4     | 6,866532609 | 47,64040086 | BELFORT |
| MEME         | 11, Rue Quand Même                  | 11    | 6,847684152 | 47,6537122  | BELFORT |
| MEME         | 5, Rue Quand Même                   | 5     | 6,848124993 | 47,65372212 | BELFORT |
| MEME         | 9, Rue Quand Même                   | 9     | 6,847918017 | 47,65364006 | BELFORT |
| MEME         | 7, Rue Quand Même                   | 7     | 6,848014861 | 47,65368135 | BELFORT |
| MENY         | 2, Rue Edouard Meny                 | 2     | 6,863627778 | 47,63836243 | BELFORT |
| MENY         | 4, Rue Edouard Meny                 | 4     | 6,8639732   | 47,63834897 | BELFORT |
| MERCIER      | 20, Rue du Cardinal Mercier         | 20    | 6,845757759 | 47,65881393 | BELFORT |
| MERCIER      | 6, Rue du Cardinal Mercier          | 6     | 6,846855682 | 47,65902358 | BELFORT |

|             |                                       |         |             |             |         |
|-------------|---------------------------------------|---------|-------------|-------------|---------|
| MERCIER     | 27, Rue du Cardinal Mercier           | 27      | 6,845193315 | 47,65844844 | BELFORT |
| MERCIER     | 2, Rue du Cardinal Mercier            | 2       | 6,847154951 | 47,65909305 | BELFORT |
| MERCIER     | 8, Rue du Cardinal Mercier            | 8       | 6,846733012 | 47,65899231 | BELFORT |
| MERCIER     | 15, Rue du Cardinal Mercier           | 15      | 6,846158321 | 47,65866326 | BELFORT |
| MERCIER     | 3, Rue du Cardinal Mercier            | 3       | 6,847117992 | 47,65881521 | BELFORT |
| MERCIER     | 1, Rue du Cardinal Mercier            | 1       | 6,847239135 | 47,65882852 | BELFORT |
| MERCIER     | 7, Rue du Cardinal Mercier            | 7       | 6,846821016 | 47,65877268 | BELFORT |
| MERCIER     | 5, Rue du Cardinal Mercier            | 5       | 6,846969504 | 47,65879394 | BELFORT |
| MERCIER     | 22, Rue du Cardinal Mercier           | 22      | 6,845568636 | 47,65878523 | BELFORT |
| MERCIER     | 18, Rue du Cardinal Mercier           | 18      | 6,845907773 | 47,65885315 | BELFORT |
| MERCIER     | 24, Rue du Cardinal Mercier           | 24      | 6,845405332 | 47,65874652 | BELFORT |
| MERCIER     | 10, Rue du Cardinal Mercier           | 10      | 6,846569705 | 47,6589536  | BELFORT |
| MERCIER     | 12, Rue du Cardinal Mercier           | 12      | 6,84634071  | 47,65892645 | BELFORT |
| MERCIER     | 4, Rue du Cardinal Mercier            | 4       | 6,846938168 | 47,65920957 | BELFORT |
| MERCIER     | 23, Rue du Cardinal Mercier           | 23      | 6,845548793 | 47,65855177 | BELFORT |
| MERCIER     | 14, Rue du Cardinal Mercier           | 14      | 6,84617664  | 47,65887876 | BELFORT |
| MERCIER     | 19, Rue du Cardinal Mercier           | 19      | 6,845819949 | 47,65860431 | BELFORT |
| MERCIER     | 13, Rue du Cardinal Mercier           | 13      | 6,846332627 | 47,65867451 | BELFORT |
| MERCIER     | 28, Rue du Cardinal Mercier           | 28      | 6,845108357 | 47,65870399 | BELFORT |
| MERCIER     | 17, Rue du Cardinal Mercier           | 17      | 6,845968436 | 47,65862558 | BELFORT |
| MERCIER     | 21, Rue du Cardinal Mercier           | 21      | 6,845683227 | 47,65856457 | BELFORT |
| MERCIER     | 26, Rue du Cardinal Mercier           | 26      | 6,845297479 | 47,65873269 | BELFORT |
| MERCIER     | 11, Rue du Cardinal Mercier           | 11      | 6,846522514 | 47,65871219 | BELFORT |
| MERCIER     | 16, Rue du Cardinal Mercier           | 16      | 6,846041443 | 47,65885698 | BELFORT |
| MERCIER     | 25, Rue du Cardinal Mercier           | 25      | 6,845399544 | 47,65852152 | BELFORT |
| MERCIER     | 9, Rue du Cardinal Mercier            | 9       | 6,846685055 | 47,65874192 | BELFORT |
| METZGER     | 22, Rue Hubert Metzger                | 22      | 6,862450541 | 47,63768756 | BELFORT |
| METZGER     | 20, Rue Hubert Metzger                | 20      | 6,862455901 | 47,63775042 | BELFORT |
| METZGER     | 18, Rue Hubert Metzger                | 18      | 6,862480673 | 47,63788459 | BELFORT |
| MEYER       | Rue Lucien Meyer                      |         | 6,851478006 | 47,64349491 | BELFORT |
| MEYER       | Place du Général-Albert-Charles-Meyer |         | 6,849979555 | 47,64292195 | BELFORT |
| MICHELET    | 8, Rue Jules Michelet                 | 8       | 6,853582316 | 47,63591554 | BELFORT |
| MICHELET    | 9, Rue Jules Michelet                 | 9       | 6,853287872 | 47,63543149 | BELFORT |
| MICHELET    | 12, Rue Jules Michelet                | 12      | 6,852970445 | 47,63593032 | BELFORT |
| MICHELET    | 16bis, Rue Jules Michelet             | 16bis - | 6,852929356 | 47,63576075 | BELFORT |
| MICHELET    | 7, Rue Jules Michelet                 | 7       | 6,853376752 | 47,63553615 | BELFORT |
| MICHELET    | 2, Rue Jules Michelet                 | 2       | 6,854419894 | 47,6359546  | BELFORT |
| MICHELET    | 1, Rue Jules Michelet                 | 1       | 6,85413111  | 47,6357861  | BELFORT |
| MICHELET    | 3, Rue Jules Michelet                 | 3       | 6,854064685 | 47,63578868 | BELFORT |
| MICHELET    | 14, Rue Jules Michelet                | 14      | 6,853152908 | 47,63572503 | BELFORT |
| MICHELET    | 18, Rue Jules Michelet                | 18      | 6,852830718 | 47,63585467 | BELFORT |
| MICHELET    | 10, Rue Jules Michelet                | 10      | 6,853390213 | 47,63585094 | BELFORT |
| MICHELET    | 12bis, Rue Jules Michelet             | 12bis   | 6,852849821 | 47,63607915 | BELFORT |
| MICHELET    | 5, Rue Jules Michelet                 | 5       | 6,853516477 | 47,6356118  | BELFORT |
| MICHELET    | 4, Rue Jules Michelet                 | 4       | 6,854254466 | 47,63597319 | BELFORT |
| MICHELET    | 3bis, Rue Jules Michelet              | 3bis    | 6,853697587 | 47,63570385 | BELFORT |
| MICHELET    | 16, Rue Jules Michelet                | 16      | 6,852977912 | 47,63570481 | BELFORT |
| MICHELET    | 6, Rue Jules Michelet                 | 6       | 6,853762662 | 47,63599862 | BELFORT |
| MILITAIRE   | Rue du Quai Militaire                 |         | 6,852798331 | 47,63563071 | BELFORT |
| MONNIER     | 6, Rue Léon Monnier                   | 6       | 6,85463993  | 47,64520778 | BELFORT |
| MONNIER     | 2, Rue Léon Monnier                   | 2       | 6,855404948 | 47,64526813 | BELFORT |
| MONNIER     | 4, Rue Léon Monnier                   | 4       | 6,855028317 | 47,64522872 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 41, Faubourg de Montbéliard           | 41      | 6,856786429 | 47,63042062 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 48, Faubourg de Montbéliard           | 48      | 6,856789849 | 47,63304303 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 70, Faubourg de Montbéliard           | 70      | 6,856302925 | 47,63112673 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 8, Faubourg de Montbéliard            | 8       | 6,85760977  | 47,63672286 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 9, Faubourg de Montbéliard            | 9       | 6,857491454 | 47,63392565 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 11, Faubourg de Montbéliard           | 11      | 6,857298189 | 47,63322145 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 12, Faubourg de Montbéliard           | 12      | 6,857686983 | 47,63637752 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 19, Faubourg de Montbéliard           | 19      | 6,857202707 | 47,63288282 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 20, Faubourg de Montbéliard           | 20      | 6,857518747 | 47,63565433 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 17, Faubourg de Montbéliard           | 17      | 6,857236923 | 47,63297158 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 74, Faubourg de Montbéliard           | 74      | 6,855792178 | 47,63102777 | BELFORT |

|             |                                |       |             |             |         |
|-------------|--------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| MONTBELIARD | 10, Faubourg de Montbéliard    | 10    | 6,857606226 | 47,6365248  | BELFORT |
| MONTBELIARD | 15, Faubourg de Montbéliard    | 15    | 6,857257854 | 47,63306086 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 58, Faubourg de Montbéliard    | 58    | 6,856433742 | 47,63167849 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 52, Faubourg de Montbéliard    | 52    | 6,85639017  | 47,63241893 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 53, Faubourg de Montbéliard    | 53    | 6,856705975 | 47,62939761 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 53bis, Faubourg de Montbéliard | 53bis | 6,856879705 | 47,62924671 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 54, Faubourg de Montbéliard    | 54    | 6,856595353 | 47,63216771 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 55, Faubourg de Montbéliard    | 55    | 6,856929299 | 47,62904658 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 56, Faubourg de Montbéliard    | 56    | 6,856555021 | 47,63200711 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 57, Faubourg de Montbéliard    | 57    | 6,857101016 | 47,62871557 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 59, Faubourg de Montbéliard    | 59    | 6,857465376 | 47,62814282 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 60, Faubourg de Montbéliard    | 60    | 6,856424566 | 47,63157074 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 61, Faubourg de Montbéliard    | 61    | 6,857991621 | 47,62790612 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 62, Faubourg de Montbéliard    | 62    | 6,856358432 | 47,63142016 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 47, Faubourg de Montbéliard    | 47    | 6,856481599 | 47,62989283 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 46, Faubourg de Montbéliard    | 46    | 6,856969625 | 47,63343243 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 68, Faubourg de Montbéliard    | 68    | 6,856329315 | 47,63122535 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 76bis, Faubourg de Montbéliard | 76bis | 6,855866549 | 47,63080866 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 76ter, Faubourg de Montbéliard | 76ter | 6,855886237 | 47,63072681 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 76, Faubourg de Montbéliard    | 76    | 6,855847628 | 47,63089949 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 18, Faubourg de Montbéliard    | 18    | 6,857583843 | 47,63594909 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 84, Faubourg de Montbéliard    | 84    | 6,856066661 | 47,63034141 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 1, Faubourg de Montbéliard     | 1     | 6,858142217 | 47,636558   | BELFORT |
| MONTBELIARD | 9bis, Faubourg de Montbéliard  | 9bis  | 6,857390615 | 47,63352416 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 33, Faubourg de Montbéliard    | 33    | 6,8567557   | 47,63123353 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 34, Faubourg de Montbéliard    | 34    | 6,857255794 | 47,63460149 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 36, Faubourg de Montbéliard    | 36    | 6,857231036 | 47,63446732 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 37, Faubourg de Montbéliard    | 37    | 6,857241844 | 47,63115155 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 38ter, Faubourg de Montbéliard | 38ter | 6,856617174 | 47,63430201 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 38, Faubourg de Montbéliard    | 38    | 6,857150847 | 47,63430827 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 38bis, Faubourg de Montbéliard | 38bis | 6,857140905 | 47,63419154 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 39, Faubourg de Montbéliard    | 39    | 6,857057967 | 47,63087042 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 40, Faubourg de Montbéliard    | 40    | 6,857040832 | 47,63379904 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 43, Faubourg de Montbéliard    | 43    | 6,856472996 | 47,63017056 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 42, Faubourg de Montbéliard    | 42    | 6,856783842 | 47,63375498 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 44, Faubourg de Montbéliard    | 44    | 6,856970105 | 47,63359458 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 13, Faubourg de Montbéliard    | 13    | 6,857276493 | 47,63312319 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 49bis, Faubourg de Montbéliard | 49bis | 6,856618824 | 47,62962623 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 22, Faubourg de Montbéliard    | 22    | 6,857476115 | 47,6354668  | BELFORT |
| MONTBELIARD | 23, Faubourg de Montbéliard    | 23    | 6,857157019 | 47,63265937 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 24, Faubourg de Montbéliard    | 24    | 6,857399747 | 47,63535265 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 27, Faubourg de Montbéliard    | 27    | 6,857095731 | 47,63215887 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 30, Faubourg de Montbéliard    | 30    | 6,857373742 | 47,63504735 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 32bis, Faubourg de Montbéliard | 32bis | 6,857319357 | 47,6348783  | BELFORT |
| MONTBELIARD | 32, Faubourg de Montbéliard    | 32    | 6,857327005 | 47,63496809 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 35, Faubourg de Montbéliard    | 35    | 6,856734004 | 47,63113528 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 29, Faubourg de Montbéliard    | 29    | 6,856874686 | 47,63153521 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 51, Faubourg de Montbéliard    | 51    | 6,856650264 | 47,62952591 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 72bis, Faubourg de Montbéliard | 72bis | 6,856009865 | 47,63117075 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 46bis, Faubourg de Montbéliard | 46bis | 6,8566444   | 47,63352617 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 86, Faubourg de Montbéliard    | 86    | 6,857436597 | 47,62764844 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 80, Faubourg de Montbéliard    | 80    | 6,85613891  | 47,63056383 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 41a, Faubourg de Montbéliard   | 41a   | 6,857078004 | 47,63063621 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 82, Faubourg de Montbéliard    | 82    | 6,856103168 | 47,63045711 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 14, Faubourg de Montbéliard    | 14    | 6,857617015 | 47,63618204 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 6, Faubourg de Montbéliard     | 6     | 6,857586743 | 47,63692196 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 7, Faubourg de Montbéliard     | 7     | 6,857554253 | 47,63419348 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 2, Faubourg de Montbéliard     | 2     | 6,8576051   | 47,63713746 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 52bis, Faubourg de Montbéliard | 52bis | 6,856617048 | 47,63226596 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 80bis, Faubourg de Montbéliard | 80bis | 6,855931725 | 47,63063495 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 49, Faubourg de Montbéliard    | 49    | 6,856563113 | 47,62975453 | BELFORT |
| MONTBELIARD | 72, Faubourg de Montbéliard    | 72    | 6,85627529  | 47,63099628 | BELFORT |
| MOPPERT     | 1bis, Rue Adolphe Moppert      | 1bis  | 6,857932277 | 47,64238602 | BELFORT |

|          |                         |       |             |             |         |
|----------|-------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| MOPPERT  | 1, Rue Adolphe Moppert  | 1     | 6,858108341 | 47,64226206 | BELFORT |
| MOPPERT  | 1a, Rue Adolphe Moppert | 1a    | 6,857561019 | 47,64240948 | BELFORT |
| MOPPERT  | 1c, Rue Adolphe Moppert | 1c    | 6,858251153 | 47,64237362 | BELFORT |
| MOPPERT  | 3, Rue Adolphe Moppert  | 3     | 6,85849824  | 47,64230094 | BELFORT |
| MOPPERT  | 5, Rue Adolphe Moppert  | 5     | 6,858643626 | 47,64228627 | BELFORT |
| MOPPERT  | 7, Rue Adolphe Moppert  | 7     | 6,859057802 | 47,64229718 | BELFORT |
| MOPPERT  | 6, Rue Adolphe Moppert  | 6     | 6,858792351 | 47,64215436 | BELFORT |
| MORIMONT | 1, Rue de Morimont      | 1     | 6,861945013 | 47,64126017 | BELFORT |
| MORIMONT | 3, Rue de Morimont      | 3     | 6,862279802 | 47,64122965 | BELFORT |
| MORIMONT | 6, Rue de Morimont      | 6     | 6,86210757  | 47,64110924 | BELFORT |
| MORIMONT | 8, Rue de Morimont      | 8     | 6,862474066 | 47,6410801  | BELFORT |
| MULHOUSE | 73bis, Rue de Mulhouse  | 73bis | 6,848227217 | 47,64488937 | BELFORT |
| MULHOUSE | 7bis, Rue de Mulhouse   | 7bis  | 6,855638871 | 47,64222299 | BELFORT |
| MULHOUSE | 3, Rue de Mulhouse      | 3     | 6,855847632 | 47,64216982 | BELFORT |
| MULHOUSE | 30, Rue de Mulhouse     | 30    | 6,849952106 | 47,64448004 | BELFORT |
| MULHOUSE | 20, Rue de Mulhouse     | 20    | 6,853063048 | 47,64344025 | BELFORT |
| MULHOUSE | 43, Rue de Mulhouse     | 43    | 6,851054608 | 47,64380659 | BELFORT |
| MULHOUSE | 63, Rue de Mulhouse     | 63    | 6,849195505 | 47,64451844 | BELFORT |
| MULHOUSE | 13, Rue de Mulhouse     | 13    | 6,855084662 | 47,64228958 | BELFORT |
| MULHOUSE | 61, Rue de Mulhouse     | 61    | 6,849298747 | 47,64447839 | BELFORT |
| MULHOUSE | 8, Rue de Mulhouse      | 8     | 6,855720789 | 47,6427153  | BELFORT |
| MULHOUSE | 9, Rue de Mulhouse      | 9     | 6,855483257 | 47,64227408 | BELFORT |
| MULHOUSE | 73, Rue de Mulhouse     | 73    | 6,848303887 | 47,64485035 | BELFORT |
| MULHOUSE | 69, Rue de Mulhouse     | 69    | 6,84892411  | 47,64461907 | BELFORT |
| MULHOUSE | 29, Rue de Mulhouse     | 29    | 6,852581495 | 47,64310762 | BELFORT |
| MULHOUSE | 23, Rue de Mulhouse     | 23    | 6,853247653 | 47,64294659 | BELFORT |
| MULHOUSE | 37, Rue de Mulhouse     | 37    | 6,851776518 | 47,64351728 | BELFORT |
| MULHOUSE | 47, Rue de Mulhouse     | 47    | 6,850627597 | 47,64395831 | BELFORT |
| MULHOUSE | 15, Rue de Mulhouse     | 15    | 6,854974258 | 47,64240199 | BELFORT |
| MULHOUSE | 59, Rue de Mulhouse     | 59    | 6,84940199  | 47,64443835 | BELFORT |
| MULHOUSE | 37ter, Rue de Mulhouse  | 37ter | 6,851629134 | 47,64335183 | BELFORT |
| MULHOUSE | 17bis, Rue de Mulhouse  | 17bis | 6,853935615 | 47,64241534 | BELFORT |
| MULHOUSE | 28, Rue de Mulhouse     | 28    | 6,850067871 | 47,6444305  | BELFORT |
| MULHOUSE | 19bis, Rue de Mulhouse  | 19bis | 6,8539054   | 47,64268679 | BELFORT |
| MULHOUSE | 49, Rue de Mulhouse     | 49    | 6,850256023 | 47,64413491 | BELFORT |
| MULHOUSE | 53, Rue de Mulhouse     | 53    | 6,849724239 | 47,64430871 | BELFORT |
| MULHOUSE | 51bis, Rue de Mulhouse  | 51bis | 6,84979812  | 47,64411783 | BELFORT |
| MULHOUSE | 5, Rue de Mulhouse      | 5     | 6,855743634 | 47,64220089 | BELFORT |
| MULHOUSE | 22, Rue de Mulhouse     | 22    | 6,851345857 | 47,64393941 | BELFORT |
| MULHOUSE | 39, Rue de Mulhouse     | 39    | 6,851337753 | 47,64368748 | BELFORT |
| MULHOUSE | 45, Rue de Mulhouse     | 45    | 6,850726255 | 47,64386439 | BELFORT |
| MULHOUSE | 35, Rue de Mulhouse     | 35    | 6,851905568 | 47,64346722 | BELFORT |
| MULHOUSE | 21, Rue de Mulhouse     | 21    | 6,853479935 | 47,64285648 | BELFORT |
| MULHOUSE | 37bis, Rue de Mulhouse  | 37bis | 6,851673579 | 47,64340416 | BELFORT |
| MULHOUSE | 31, Rue de Mulhouse     | 31    | 6,852421758 | 47,64326698 | BELFORT |
| MULHOUSE | 51, Rue de Mulhouse     | 51    | 6,849866578 | 47,64425814 | BELFORT |
| MULHOUSE | 19, Rue de Mulhouse     | 19    | 6,854076597 | 47,64266211 | BELFORT |
| MULHOUSE | 4, Rue de Mulhouse      | 4     | 6,85628427  | 47,64228797 | BELFORT |
| MULHOUSE | 44, Rue de Mulhouse     | 44    | 6,847838669 | 47,64533688 | BELFORT |
| MULHOUSE | 41, Rue de Mulhouse     | 41    | 6,851195417 | 47,64373805 | BELFORT |
| MULHOUSE | 67, Rue de Mulhouse     | 67    | 6,849027353 | 47,64457902 | BELFORT |
| MULHOUSE | 65, Rue de Mulhouse     | 65    | 6,849104785 | 47,64454899 | BELFORT |
| MULHOUSE | 71, Rue de Mulhouse     | 71    | 6,848691813 | 47,64470917 | BELFORT |
| MULHOUSE | 25, Rue de Mulhouse     | 25    | 6,853157704 | 47,64298612 | BELFORT |
| MULHOUSE | 1, Rue de Mulhouse      | 1     | 6,856197954 | 47,6420571  | BELFORT |
| MULHOUSE | 27, Rue de Mulhouse     | 27    | 6,852723828 | 47,64305704 | BELFORT |
| MULHOUSE | 55, Rue de Mulhouse     | 55    | 6,849595187 | 47,64435877 | BELFORT |
| MULHOUSE | 32, Rue de Mulhouse     | 32    | 6,849849628 | 47,64452907 | BELFORT |
| MULHOUSE | 57, Rue de Mulhouse     | 57    | 6,849477894 | 47,64439035 | BELFORT |
| MULHOUSE | 24, Rue de Mulhouse     | 24    | 6,850854702 | 47,64412066 | BELFORT |
| MULHOUSE | 2, Rue de Mulhouse      | 2     | 6,856492266 | 47,64222583 | BELFORT |
| MULHOUSE | 17, Rue de Mulhouse     | 17    | 6,853929207 | 47,64249667 | BELFORT |
| MULHOUSE | 14, Rue de Mulhouse     | 14    | 6,854158389 | 47,6436229  | BELFORT |

|              |                                                |       |             |             |         |
|--------------|------------------------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| MULHOUSE     | 33, Rue de Mulhouse                            | 33    | 6,852227804 | 47,64333758 | BELFORT |
| MULHOUSE     | 75, Rue de Mulhouse                            | 75    | 6,848084875 | 47,64493994 | BELFORT |
| MULHOUSE     | 26, Rue de Mulhouse                            | 26    | 6,850738938 | 47,6441702  | BELFORT |
| NEGRIER      | 2, Rue du Général François-Oscar de Négrier    | 2     | 6,861080451 | 47,63209222 | BELFORT |
| NEGRIER      | 13, Rue du Général François-Oscar de Négrier   | 13    | 6,857543947 | 47,63172539 | BELFORT |
| NEGRIER      | 1, Rue du Général François-Oscar de Négrier    | 1     | 6,860444901 | 47,63182868 | BELFORT |
| NEGRIER      | 9, Rue du Général François-Oscar de Négrier    | 9     | 6,859250663 | 47,63156145 | BELFORT |
| NEGRIER      | 7, Rue du Général François-Oscar de Négrier    | 7     | 6,859727529 | 47,6318858  | BELFORT |
| NEGRIER      | 7bis, Rue du Général François-Oscar de Négrier | 7bis  | 6,859331304 | 47,63186564 | BELFORT |
| NEGRIER      | 10, Rue du Général François-Oscar de Négrier   | 10    | 6,860008556 | 47,63202585 | BELFORT |
| NEGRIER      | 14, Rue du Général François-Oscar de Négrier   | 14    | 6,859155947 | 47,63202094 | BELFORT |
| NEGRIER      | 15, Rue du Général François-Oscar de Négrier   | 15    | 6,857129255 | 47,63176378 | BELFORT |
| NEGRIER      | 11, Rue du Général François-Oscar de Négrier   | 11    | 6,857993302 | 47,63168087 | BELFORT |
| NEGRIER      | 4, Rue du Général François-Oscar de Négrier    | 4     | 6,860626502 | 47,63208287 | BELFORT |
| NEGRIER      | 2bis, Rue du Général François-Oscar de Négrier | 2bis  | 6,860893711 | 47,63209048 | BELFORT |
| NEGRIER      | 8, Rue du Général François-Oscar de Négrier    | 8     | 6,860224159 | 47,63205349 | BELFORT |
| NEGRIER      | 6, Rue du Général François-Oscar de Négrier    | 6     | 6,860412429 | 47,63207319 | BELFORT |
| NEGRIER      | 7, Rue du Général François-Oscar de Négrier    | 7     | 6,858767694 | 47,63156112 | BELFORT |
| NEGRIER      | 9A, Rue du Général François-Oscar de Négrier   | 9A    | 6,859011751 | 47,63183476 | BELFORT |
| NEGRIER      | 9bis, Rue du Général François-Oscar de Négrier | 9bis  | 6,858423551 | 47,63181774 | BELFORT |
| NEUF         | 2, Rue du Pont Neuf                            | 2     | 6,853373519 | 47,63518492 | BELFORT |
| NEUF         | 2bis, Rue du Pont Neuf                         | 2bis  | 6,853256717 | 47,63537865 | BELFORT |
| NOBLAT       | 1, Rue François Noblat                         | 1     | 6,862172774 | 47,63833803 | BELFORT |
| NOBLAT       | 9, Rue François Noblat                         | 9     | 6,862043291 | 47,63775748 | BELFORT |
| NOBLAT       | 7, Rue François Noblat                         | 7     | 6,862075222 | 47,6378193  | BELFORT |
| NOBLAT       | 5, Rue François Noblat                         | 5     | 6,862147236 | 47,63819488 | BELFORT |
| NOBLAT       | 3, Rue François Noblat                         | 3     | 6,862152597 | 47,63825773 | BELFORT |
| NOUVELLES    | 3, Rue des Nouvelles                           | 3     | 6,862546796 | 47,63850364 | BELFORT |
| NOUVELLES    | 4, Rue des Nouvelles                           | 4     | 6,862389169 | 47,63837465 | BELFORT |
| NOUVELLES    | 1, Rue des Nouvelles                           | 1     | 6,862283383 | 47,63854093 | BELFORT |
| NOUVELLES    | 1bis, Rue des Nouvelles                        | 1bis  | 6,862415473 | 47,63852678 | BELFORT |
| NOUVELLES    | 2, Rue des Nouvelles                           | 2     | 6,862218756 | 47,63840831 | BELFORT |
| OBSERVATOIRE | 1, Allée de l'Observatoire                     | 1     | 6,857309284 | 47,63695077 | BELFORT |
| OR           | 3, Rue du Canon d'Or                           | 3     | 6,863861052 | 47,63812811 | BELFORT |
| OR           | 2, Rue du Canon d'Or                           | 2     | 6,863668665 | 47,63821669 | BELFORT |
| OR           | 1, Rue du Canon d'Or                           | 1     | 6,863875605 | 47,63829872 | BELFORT |
| PAPILLON     | 4, Rue Fernand Papillon                        | 4     | 6,859712603 | 47,64278521 | BELFORT |
| PAPILLON     | 11, Rue Fernand Papillon                       | 11    | 6,859026082 | 47,64255067 | BELFORT |
| PAPILLON     | 9, Rue Fernand Papillon                        | 9     | 6,85927623  | 47,6425139  | BELFORT |
| PAPILLON     | 13, Rue Fernand Papillon                       | 13    | 6,858719727 | 47,64255358 | BELFORT |
| PAPILLON     | 12, Rue Fernand Papillon                       | 12    | 6,858818576 | 47,64277496 | BELFORT |
| PAPILLON     | 3, Rue Fernand Papillon                        | 3     | 6,85982557  | 47,64254657 | BELFORT |
| PAPILLON     | 19, Rue Fernand Papillon                       | 19    | 6,857895962 | 47,64258564 | BELFORT |
| PAPILLON     | 16, Rue Fernand Papillon                       | 16    | 6,858299635 | 47,64278615 | BELFORT |
| PAPILLON     | 6, Rue Fernand Papillon                        | 6     | 6,859524296 | 47,64276551 | BELFORT |
| PAPILLON     | 17, Rue Fernand Papillon                       | 17    | 6,85813359  | 47,64255837 | BELFORT |
| PAPILLON     | 10, Rue Fernand Papillon                       | 10    | 6,859138985 | 47,64278051 | BELFORT |
| PAPILLON     | 15, Rue Fernand Papillon                       | 15    | 6,858414137 | 47,64256547 | BELFORT |
| PAPILLON     | 2, Rue Fernand Papillon                        | 2     | 6,859911137 | 47,64276847 | BELFORT |
| PAPILLON     | 1, Rue Fernand Papillon                        | 1     | 6,860119404 | 47,64255315 | BELFORT |
| PAPILLON     | 18, Rue Fernand Papillon                       | 18    | 6,857932965 | 47,64286348 | BELFORT |
| PARMENTIER   | 5, Rue Antoine Parmentier                      | 5     | 6,853437685 | 47,65347973 | BELFORT |
| PARMENTIER   | 1, Rue Antoine Parmentier                      | 1     | 6,85417901  | 47,6537302  | BELFORT |
| PARMENTIER   | 22, Rue Antoine Parmentier                     | 22    | 6,852606104 | 47,65342196 | BELFORT |
| PARMENTIER   | 12, Rue Antoine Parmentier                     | 12    | 6,853476967 | 47,65378451 | BELFORT |
| PARMENTIER   | 14, Rue Antoine Parmentier                     | 14    | 6,853311378 | 47,65371887 | BELFORT |
| PARMENTIER   | 30d, Rue Antoine Parmentier                    | 30d   | 6,852573287 | 47,65381963 | BELFORT |
| PARMENTIER   | 30c, Rue Antoine Parmentier                    | 30c   | 6,852254341 | 47,65383202 | BELFORT |
| PARMENTIER   | 32, Rue Antoine Parmentier                     | 32    | 6,852095503 | 47,65431567 | BELFORT |
| PARMENTIER   | 34, Rue Antoine Parmentier                     | 34    | 6,851618942 | 47,65498282 | BELFORT |
| PARMENTIER   | 10, Rue Antoine Parmentier                     | 10    | 6,853919046 | 47,65396553 | BELFORT |
| PARMENTIER   | 30bis, Rue Antoine Parmentier                  | 30bis | 6,852142209 | 47,65361115 | BELFORT |
| PARMENTIER   | 24, Rue Antoine Parmentier                     | 24    | 6,852273404 | 47,65327272 | BELFORT |

|            |                               |       |             |             |         |
|------------|-------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| PARMENTIER | 28, Rue Antoine Parmentier    | 28    | 6,851979045 | 47,65310398 | BELFORT |
| PARMENTIER | 20, Rue Antoine Parmentier    | 20    | 6,852785745 | 47,65349606 | BELFORT |
| PARMENTIER | 19, Rue Antoine Parmentier    | 19    | 6,852224961 | 47,65286019 | BELFORT |
| PARMENTIER | 15bis, Rue Antoine Parmentier | 15bis | 6,852428883 | 47,65290632 | BELFORT |
| PARMENTIER | 15, Rue Antoine Parmentier    | 15    | 6,852467689 | 47,65304896 | BELFORT |
| PARMENTIER | 16, Rue Antoine Parmentier    | 16    | 6,853131736 | 47,65364477 | BELFORT |
| PARMENTIER | 18, Rue Antoine Parmentier    | 18    | 6,852965384 | 47,65357016 | BELFORT |
| PARMENTIER | 17, Rue Antoine Parmentier    | 17    | 6,852204496 | 47,65293306 | BELFORT |
| PARMENTIER | 11, Rue Antoine Parmentier    | 11    | 6,852866836 | 47,65319561 | BELFORT |
| PARMENTIER | 5bis, Rue Antoine Parmentier  | 5bis  | 6,853436451 | 47,65330861 | BELFORT |
| PARMENTIER | Place Antoine Parmentier      |       | 6,851650003 | 47,65268433 | BELFORT |
| PARMENTIER | 3, Rue Antoine Parmentier     | 3     | 6,85375022  | 47,65354867 | BELFORT |
| PARMENTIER | 9, Rue Antoine Parmentier     | 9     | 6,853032422 | 47,65326125 | BELFORT |
| PARMENTIER | 7, Rue Antoine Parmentier     | 7     | 6,853157375 | 47,65331945 | BELFORT |
| PARMENTIER | 8, Rue Antoine Parmentier     | 8     | 6,854039259 | 47,654015   | BELFORT |
| PARMENTIER | 30a, Rue Antoine Parmentier   | 30a   | 6,851993267 | 47,65342775 | BELFORT |
| PARMENTIER | 13, Rue Antoine Parmentier    | 13    | 6,852726299 | 47,65311098 | BELFORT |
| PASTEUR    | 9, Rue Louis Pasteur          | 9     | 6,85081623  | 47,64460864 | BELFORT |
| PASTEUR    | 2, Rue Louis Pasteur          | 2     | 6,851246437 | 47,64402436 | BELFORT |
| PASTEUR    | 11, Rue Louis Pasteur         | 11    | 6,850761252 | 47,64474591 | BELFORT |
| PASTEUR    | 15, Rue Louis Pasteur         | 15    | 6,850738959 | 47,64495398 | BELFORT |
| PASTEUR    | 4, Rue Louis Pasteur          | 4     | 6,851314564 | 47,64435505 | BELFORT |
| PASTEUR    | 5, Rue Louis Pasteur          | 5     | 6,850863568 | 47,64438158 | BELFORT |
| PASTEUR    | 6, Rue Louis Pasteur          | 6     | 6,851286654 | 47,64543721 | BELFORT |
| PASTEUR    | 3, Rue Louis Pasteur          | 3     | 6,85089197  | 47,64424534 | BELFORT |
| PASTEUR    | 13, Rue Louis Pasteur         | 13    | 6,850756368 | 47,6448452  | BELFORT |
| PASTEUR    | 23, Rue Louis Pasteur         | 23    | 6,850627937 | 47,64537271 | BELFORT |
| PASTEUR    | 7, Rue Louis Pasteur          | 7     | 6,850821114 | 47,64450935 | BELFORT |
| PASTEUR    | 17, Rue Louis Pasteur         | 17    | 6,850697269 | 47,64509074 | BELFORT |
| PASTEUR    | 1, Rue Louis Pasteur          | 1     | 6,85095718  | 47,64407163 | BELFORT |
| PAUL       | 1, Rue Marcel Paul            | 1     | 6,853633248 | 47,64074241 | BELFORT |
| PAUL       | 2, Rue Marcel Paul            | 2     | 6,853587391 | 47,64020365 | BELFORT |
| PAUL       | 3, Rue Marcel Paul            | 3     | 6,853654764 | 47,64052535 | BELFORT |
| PEKIN      | 6, Rue de Pékin               | 6     | 6,848303819 | 47,65613858 | BELFORT |
| PEKIN      | 11, Rue de Pékin              | 11    | 6,847715859 | 47,65581005 | BELFORT |
| PEKIN      | 20, Rue de Pékin              | 20    | 6,846934042 | 47,65586742 | BELFORT |
| PEKIN      | 16, Rue de Pékin              | 16    | 6,847136897 | 47,65605774 | BELFORT |
| PEKIN      | 22, Rue de Pékin              | 22    | 6,846715295 | 47,65580384 | BELFORT |
| PEKIN      | 9, Rue de Pékin               | 9     | 6,847988531 | 47,65588055 | BELFORT |
| PEKIN      | 8, Rue de Pékin               | 8     | 6,848155338 | 47,65611731 | BELFORT |
| PEKIN      | 18, Rue de Pékin              | 18    | 6,847069232 | 47,6558892  | BELFORT |
| PEKIN      | 1, Rue de Pékin               | 1     | 6,848722225 | 47,65604126 | BELFORT |
| PEKIN      | 12, Rue de Pékin              | 12    | 6,847639627 | 47,65601121 | BELFORT |
| PEKIN      | 2, Rue de Pékin               | 2     | 6,848709955 | 47,65621209 | BELFORT |
| PEKIN      | 17, Rue de Pékin              | 17    | 6,847138284 | 47,6557604  | BELFORT |
| PEKIN      | 4, Rue de Pékin               | 4     | 6,848547621 | 47,65618317 | BELFORT |
| PEKIN      | 13, Rue de Pékin              | 13    | 6,847471375 | 47,6558217  | BELFORT |
| PEKIN      | 11bis, Rue de Pékin           | 11bis | 6,847564167 | 47,65583882 | BELFORT |
| PEKIN      | 15, Rue de Pékin              | 15    | 6,847293245 | 47,65578889 | BELFORT |
| PEKIN      | 7, Rue de Pékin               | 7     | 6,848162247 | 47,65592139 | BELFORT |
| PERGAUD    | 17, Rue Louis Pergaud         | 17    | 6,849340243 | 47,66101659 | BELFORT |
| PERGAUD    | 15, Rue Louis Pergaud         | 15    | 6,849383368 | 47,66083537 | BELFORT |
| PERGAUD    | 4, Rue Louis Pergaud          | 4     | 6,847906848 | 47,65993773 | BELFORT |
| PERGAUD    | 3, Rue Louis Pergaud          | 3     | 6,847890048 | 47,65974019 | BELFORT |
| PERGAUD    | 1, Rue Louis Pergaud          | 1     | 6,847645467 | 47,65968662 | BELFORT |
| PERGAUD    | 7, Rue Louis Pergaud          | 7     | 6,848353703 | 47,65970418 | BELFORT |
| PERGAUD    | 16, Rue Louis Pergaud         | 16    | 6,84843909  | 47,66039455 | BELFORT |
| PERGAUD    | 30, Rue Louis Pergaud         | 30    | 6,847856097 | 47,66106582 | BELFORT |
| PERGAUD    | 6bis, Rue Louis Pergaud       | 6bis  | 6,848084976 | 47,65999388 | BELFORT |
| PERGAUD    | 10, Rue Louis Pergaud         | 10    | 6,848424125 | 47,6600618  | BELFORT |
| PERGAUD    | 6ter, Rue Louis Pergaud       | 6ter  | 6,847889573 | 47,66036182 | BELFORT |
| PERGAUD    | 8, Rue Louis Pergaud          | 8     | 6,848232705 | 47,66000617 | BELFORT |
| PERGAUD    | 6, Rue Louis Pergaud          | 6     | 6,848018521 | 47,65999646 | BELFORT |



|              |                                               |       |             |             |         |
|--------------|-----------------------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| PERGAUD      | 20, Rue Louis Pergaud                         | 20    | 6,848732714 | 47,66055432 | BELFORT |
| PERGAUD      | 22, Rue Louis Pergaud                         | 22    | 6,848774571 | 47,66073287 | BELFORT |
| PERSHING     | 3, Impasse du Général John Joseph Pershing    | 3     | 6,855237604 | 47,63328359 | BELFORT |
| PERSHING     | 4bis, Impasse du Général John Joseph Pershing | 4bis  | 6,855349995 | 47,6333513  | BELFORT |
| PERSHING     | 1, Impasse du Général John Joseph Pershing    | 1     | 6,854837548 | 47,63328114 | BELFORT |
| PERSHING     | 2bis, Impasse du Général John Joseph Pershing | 2bis  | 6,854677848 | 47,6334405  | BELFORT |
| PERSHING     | 4, Impasse du Général John Joseph Pershing    | 4     | 6,85533107  | 47,63344212 | BELFORT |
| PERSHING     | 2, Impasse du Général John Joseph Pershing    | 2     | 6,854929485 | 47,63342171 | BELFORT |
| PLUMERE      | 12, Rue Louis Plumeré                         | 12    | 6,854190799 | 47,63727027 | BELFORT |
| PLUMERE      | 8, Rue Louis Plumeré                          | 8     | 6,854105153 | 47,63751684 | BELFORT |
| PLUMERE      | 9, Rue Louis Plumeré                          | 9     | 6,854654544 | 47,63708107 | BELFORT |
| PLUMERE      | 3, Rue Louis Plumeré                          | 3     | 6,854458689 | 47,63775535 | BELFORT |
| PLUMERE      | 4, Rue Louis Plumeré                          | 4     | 6,854063185 | 47,63780677 | BELFORT |
| PLUMERE      | 6, Rue Louis Plumeré                          | 6     | 6,854064242 | 47,63766258 | BELFORT |
| PLUMERE      | 7, Rue Louis Plumeré                          | 7     | 6,854606463 | 47,63729915 | BELFORT |
| PLUMERE      | 10, Rue Louis Plumeré                         | 10    | 6,853767296 | 47,63726989 | BELFORT |
| PLUMERE      | 5, Rue Louis Plumeré                          | 5     | 6,854453628 | 47,63753933 | BELFORT |
| POISSONNERIE | 9, Rue de la Poissonnerie                     | 9     | 6,856458989 | 47,6491911  | BELFORT |
| POISSONNERIE | 24, Rue de la Poissonnerie                    | 24    | 6,855792105 | 47,65004416 | BELFORT |
| POISSONNERIE | 6, Rue de la Poissonnerie                     | 6     | 6,857075884 | 47,64907702 | BELFORT |
| POISSONNERIE | 21, Rue de la Poissonnerie                    | 21    | 6,855281012 | 47,65007475 | BELFORT |
| POISSONNERIE | 7, Rue de la Poissonnerie                     | 7     | 6,856684407 | 47,64902017 | BELFORT |
| POISSONNERIE | 20, Rue de la Poissonnerie                    | 20    | 6,856171909 | 47,6497338  | BELFORT |
| POISSONNERIE | 16, Rue de la Poissonnerie                    | 16    | 6,856360525 | 47,64960034 | BELFORT |
| POISSONNERIE | 4, Rue de la Poissonnerie                     | 4     | 6,857276736 | 47,64908722 | BELFORT |
| POISSONNERIE | 13, Rue de la Poissonnerie                    | 13    | 6,8560613   | 47,64953089 | BELFORT |
| POISSONNERIE | 18, Rue de la Poissonnerie                    | 18    | 6,856247049 | 47,64967682 | BELFORT |
| POISSONNERIE | 12, Rue de la Poissonnerie                    | 12    | 6,856697892 | 47,64933496 | BELFORT |
| POISSONNERIE | 14, Rue de la Poissonnerie                    | 14    | 6,856625811 | 47,64942786 | BELFORT |
| POISSONNERIE | 8, Rue de la Poissonnerie                     | 8     | 6,857066138 | 47,6492756  | BELFORT |
| POISSONNERIE | 17, Rue de la Poissonnerie                    | 17    | 6,855670011 | 47,64978935 | BELFORT |
| POISSONNERIE | 19, Rue de la Poissonnerie                    | 19    | 6,855482156 | 47,64993179 | BELFORT |
| POISSONNERIE | 15, Rue de la Poissonnerie                    | 15    | 6,855821823 | 47,64969336 | BELFORT |
| POISSONNERIE | 2, Rue de la Poissonnerie                     | 2     | 6,857508272 | 47,64898813 | BELFORT |
| POISSONNERIE | 10, Rue de la Poissonnerie                    | 10    | 6,85682389  | 47,64924898 | BELFORT |
| POISSONNERIE | 22, Rue de la Poissonnerie                    | 22    | 6,85627535  | 47,65000906 | BELFORT |
| POMPIDOU     | 8, Rue Georges Pompidou                       | 8     | 6,862860451 | 47,63968062 | BELFORT |
| POMPIDOU     | 4, Rue Georges Pompidou                       | 4     | 6,862190803 | 47,63964365 | BELFORT |
| POMPIDOU     | 11, Rue Georges Pompidou                      | 11    | 6,864281503 | 47,63993157 | BELFORT |
| POMPIDOU     | 10, Rue Georges Pompidou                      | 10    | 6,86317931  | 47,6396682  | BELFORT |
| POUDRIERE    | Lieu-dit La Poudrière de Belfort              | <Nul> | 6,863437201 | 47,63644542 | BELFORT |
| PRES         | 1, Allée des grands Prés                      | 1     | 6,862251622 | 47,62524471 | BELFORT |
| PRIVAT       | 16, Rue Saint-Privat                          | 16    | 6,85232799  | 47,65126349 | BELFORT |
| PRIVAT       | 17, Rue Saint-Privat                          | 17    | 6,852253873 | 47,65085007 | BELFORT |
| PRIVAT       | 12, Rue Saint-Privat                          | 12    | 6,852836158 | 47,65126888 | BELFORT |
| PRIVAT       | 20, Rue Saint-Privat                          | 20    | 6,852134741 | 47,65101686 | BELFORT |
| PRIVAT       | 8, Rue Saint-Privat                           | 8     | 6,853540641 | 47,65155682 | BELFORT |
| PRIVAT       | 4, Rue Saint-Privat                           | 4     | 6,853937484 | 47,65167653 | BELFORT |
| PRIVAT       | 5, Rue Saint-Privat                           | 5     | 6,853712924 | 47,65138796 | BELFORT |
| PRIVAT       | 7, Rue Saint-Privat                           | 7     | 6,853575449 | 47,65133925 | BELFORT |
| PRIVAT       | 22, Rue Saint-Privat                          | 22    | 6,85200903  | 47,65094967 | BELFORT |
| PRIVAT       | 1, Rue Saint-Privat                           | 1     | 6,85401598  | 47,65150231 | BELFORT |
| PRIVAT       | 3, Rue Saint-Privat                           | 3     | 6,853919135 | 47,65146102 | BELFORT |
| PRIVAT       | 13, Rue Saint-Privat                          | 13    | 6,852626424 | 47,65099775 | BELFORT |
| PRIVAT       | 19, Rue Saint-Privat                          | 19    | 6,852060953 | 47,65077648 | BELFORT |
| PRIVAT       | 6, Rue Saint-Privat                           | 6     | 6,853758613 | 47,65161141 | BELFORT |
| PRIVAT       | 18, Rue Saint-Privat                          | 18    | 6,852477659 | 47,65112966 | BELFORT |
| PRIVAT       | 15, Rue Saint-Privat                          | 15    | 6,852541341 | 47,650938   | BELFORT |
| PRIVAT       | 10, Rue Saint-Privat                          | 10    | 6,852960344 | 47,65131811 | BELFORT |
| PRIVAT       | 2, Rue Saint-Privat                           | 2     | 6,854313371 | 47,65161273 | BELFORT |
| PROSPERITE   | 1, Rue de la Prospérité                       | 1     | 6,847948103 | 47,65383709 | BELFORT |
| PROSPERITE   | 3, Rue de la Prospérité                       | 3     | 6,847874475 | 47,65391202 | BELFORT |
| PROSPERITE   | 2, Rue de la Prospérité                       | 2     | 6,84827056  | 47,65402277 | BELFORT |

|            |                                         |       |             |             |         |
|------------|-----------------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| PROSPERITE | 9, Rue de la Prospérité                 | 9     | 6,847643352 | 47,65417324 | BELFORT |
| PROSPERITE | 7, Rue de la Prospérité                 | 7     | 6,847716218 | 47,65408933 | BELFORT |
| PROSPERITE | 4, Rue de la Prospérité                 | 4     | 6,848196931 | 47,6540977  | BELFORT |
| PROSPERITE | 5, Rue de la Prospérité                 | 5     | 6,847789084 | 47,65400542 | BELFORT |
| PROSPERITE | 10, Rue de la Prospérité                | 10    | 6,847972644 | 47,65407866 | BELFORT |
| PROSPERITE | 12, Rue de la Prospérité                | 12    | 6,847878345 | 47,65417862 | BELFORT |
| PROUDHON   | 6, Rue Pierre Proudhon                  | 6     | 6,854876094 | 47,63686524 | BELFORT |
| PROUDHON   | 5, Rue Pierre Proudhon                  | 5     | 6,855570268 | 47,63672113 | BELFORT |
| PROUDHON   | 3, Rue Pierre Proudhon                  | 3     | 6,855513017 | 47,63683146 | BELFORT |
| PROUDHON   | 4, Rue Pierre Proudhon                  | 4     | 6,85501     | 47,63671589 | BELFORT |
| PROVENCE   | 6, Rue de Provence                      | 6     | 6,855325112 | 47,64699195 | BELFORT |
| PROVENCE   | 12, Rue de Provence                     | 12    | 6,855832339 | 47,64699926 | BELFORT |
| PROVENCE   | 10, Rue de Provence                     | 10    | 6,855825169 | 47,64707161 | BELFORT |
| PROVENCE   | 16, Rue de Provence                     | 16    | 6,856000203 | 47,64709183 | BELFORT |
| PROVENCE   | 9, Rue de Provence                      | 9     | 6,85589438  | 47,6472581  | BELFORT |
| PROVENCE   | 16bis, Rue de Provence                  | 16bis | 6,856175237 | 47,64711205 | BELFORT |
| PROVENCE   | 11, Rue de Provence                     | 11    | 6,856272555 | 47,64731547 | BELFORT |
| PROVENCE   | 20, Rue de Provence                     | 20    | 6,856350272 | 47,64713227 | BELFORT |
| PROVENCE   | 8, Rue de Provence                      | 8     | 6,855748163 | 47,64702055 | BELFORT |
| PROVENCE   | 6ter, Rue de Provence                   | 6ter  | 6,855371381 | 47,64690907 | BELFORT |
| PROVENCE   | 8a, Rue de Provence                     | 8a    | 6,855549886 | 47,64701231 | BELFORT |
| PROVENCE   | 2, Rue de Provence                      | 2     | 6,855133733 | 47,64693633 | BELFORT |
| PROVENCE   | 14, Rue de Provence                     | 14    | 6,855866084 | 47,64692587 | BELFORT |
| PROVENCE   | 6bis, Rue de Provence                   | 6bis  | 6,855197113 | 47,64689783 | BELFORT |
| PROVENCE   | 3, Rue de Provence                      | 3     | 6,855113751 | 47,64717134 | BELFORT |
| PY         | 10, Rue Emile Py                        | 10    | 6,856312499 | 47,64559319 | BELFORT |
| PY         | 6, Rue Emile Py                         | 6     | 6,856144066 | 47,64580695 | BELFORT |
| PY         | 1, Rue Emile Py                         | 1     | 6,856139762 | 47,64559991 | BELFORT |
| QUAI       | 8, Rue du Quai                          | 8     | 6,863242206 | 47,63899908 | BELFORT |
| QUAI       | 2, Rue du Quai                          | 2     | 6,863198223 | 47,63957737 | BELFORT |
| QUAI       | 13, Rue du Quai                         | 13    | 6,863601682 | 47,63899408 | BELFORT |
| QUAI       | 11, Rue du Quai                         | 11    | 6,863588898 | 47,63915674 | BELFORT |
| QUAI       | 7, Rue du Quai                          | 7     | 6,863593996 | 47,63937276 | BELFORT |
| RABIN      | Place Yitzhak Rabin                     |       | 6,856771849 | 47,64190865 | BELFORT |
| REGRETS    | 8, Rue des Regrets                      | 8     | 6,856433613 | 47,6456065  | BELFORT |
| REGRETS    | 5, Rue des Regrets                      | 5     | 6,856992729 | 47,64544061 | BELFORT |
| REGRETS    | 9, Rue des Regrets                      | 9     | 6,856616861 | 47,64541018 | BELFORT |
| REGRETS    | 11, Rue des Regrets                     | 11    | 6,856341173 | 47,64530379 | BELFORT |
| REGRETS    | 6, Rue des Regrets                      | 6     | 6,856650035 | 47,64564313 | BELFORT |
| REGRETS    | 7, Rue des Regrets                      | 7     | 6,85681617  | 47,64540243 | BELFORT |
| REGRETS    | 13, Rue des Regrets                     | 13    | 6,856023808 | 47,64533415 | BELFORT |
| REGRETS    | 4, Rue des Regrets                      | 4     | 6,856866457 | 47,64567975 | BELFORT |
| REISET     | 4, Rue du Général Marie-Antoine Reiset  | 4     | 6,860581034 | 47,63874236 | BELFORT |
| REISET     | 12, Rue du Général Marie-Antoine Reiset | 12    | 6,860808589 | 47,63953531 | BELFORT |
| REISET     | 10, Rue du Général Marie-Antoine Reiset | 10    | 6,860757522 | 47,63924901 | BELFORT |
| REISET     | 2, Rue du Général Marie-Antoine Reiset  | 2     | 6,86057338  | 47,63865257 | BELFORT |
| REISET     | 1, Rue du Général Marie-Antoine Reiset  | 1     | 6,860188099 | 47,63866757 | BELFORT |
| REISET     | 3, Rue du Général Marie-Antoine Reiset  | 3     | 6,860235335 | 47,63890898 | BELFORT |
| REISET     | 6, Rue du Général Marie-Antoine Reiset  | 6     | 6,860602739 | 47,63884062 | BELFORT |
| REMPART    | 8, Rue Sous le rempart                  | 8     | 6,862036652 | 47,64064966 | BELFORT |
| REMPART    | 10, Rue Sous le rempart                 | 10    | 6,862300841 | 47,64062135 | BELFORT |
| REPOS      | 5, Rue du Repos                         | 5     | 6,862605262 | 47,6390329  | BELFORT |
| REPOS      | 4, Rue du Repos                         | 4     | 6,862682945 | 47,63884969 | BELFORT |
| REPOS      | 3, Rue du Repos                         | 3     | 6,862485692 | 47,63903756 | BELFORT |
| REPOS      | 2, Rue du Repos                         | 2     | 6,862513296 | 47,63889234 | BELFORT |
| REPUBLIQUE | 1, Rue de la République                 | 1     | 6,859768931 | 47,63797217 | BELFORT |
| REPUBLIQUE | 3, Rue de la République                 | 3     | 6,859798837 | 47,63785389 | BELFORT |
| REPUBLIQUE | 9, Rue de la République                 | 9     | 6,859894956 | 47,63741771 | BELFORT |
| REPUBLIQUE | 11, Place de la République              | 11    | 6,862129505 | 47,63939378 | BELFORT |
| REPUBLIQUE | 1, Place de la République               | 1     | 6,860934114 | 47,6388187  | BELFORT |
| REPUBLIQUE | 17, Place de la République              | 17    | 6,862398818 | 47,63911302 | BELFORT |
| REPUBLIQUE | 19, Place de la République              | 19    | 6,862394224 | 47,63905914 | BELFORT |
| REPUBLIQUE | 15, Place de la République              | 15    | 6,862403413 | 47,63916689 | BELFORT |

|             |                                     |       |             |             |         |
|-------------|-------------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| REPUBLIQUE  | 3, Place de la République           | 3     | 6,860952758 | 47,63888104 | BELFORT |
| REPUBLIQUE  | 5, Place de la République           | 5     | 6,861017111 | 47,63916683 | BELFORT |
| REPUBLIQUE  | Place de la République              |       | 6,86138051  | 47,63826978 | BELFORT |
| REPUBLIQUE  | 25, Place de la République          | 25    | 6,862273926 | 47,63858634 | BELFORT |
| REPUBLIQUE  | 7, Rue de la République             | 7     | 6,85985559  | 47,63758141 | BELFORT |
| REPUBLIQUE  | 4, Rue de la République             | 4     | 6,859481796 | 47,63773109 | BELFORT |
| REPUBLIQUE  | 5, Rue de la République             | 5     | 6,859824917 | 47,63769071 | BELFORT |
| REPUBLIQUE  | 2, Rue de la République             | 2     | 6,859437072 | 47,63783194 | BELFORT |
| REPUBLIQUE  | 6, Rue de la République             | 6     | 6,859543906 | 47,63752147 | BELFORT |
| REPUBLIQUE  | 23, Place de la République          | 23    | 6,862333692 | 47,63881825 | BELFORT |
| REPUBLIQUE  | 13, Place de la République          | 13    | 6,862434579 | 47,63921973 | BELFORT |
| REPUBLIQUE  | 7, Place de la République           | 7     | 6,861053634 | 47,63928252 | BELFORT |
| REPUBLIQUE  | 21, Place de la République          | 21    | 6,862353869 | 47,63889855 | BELFORT |
| REPUBLIQUE  | 9, Place de la République           | 9     | 6,861685169 | 47,63956199 | BELFORT |
| RESISTANCE  | 1, Place de la Résistance           | 1     | 6,851591334 | 47,64149745 | BELFORT |
| REVOLUTION  | 6, Place de la Révolution Française | 6     | 6,861260943 | 47,63664457 | BELFORT |
| REVOLUTION  | 4, Place de la Révolution Française | 4     | 6,860807481 | 47,63647229 | BELFORT |
| REVOLUTION  | 2, Place de la Révolution Française | 2     | 6,860438914 | 47,63661285 | BELFORT |
| REVOLUTION  | 1, Place de la Révolution Française | 1     | 6,861432052 | 47,63722853 | BELFORT |
| RHIN        | 11, Rue du Haut Rhin                | 11    | 6,852513329 | 47,65248863 | BELFORT |
| RHIN        | 6, Rue du Haut Rhin                 | 6     | 6,85299879  | 47,65286616 | BELFORT |
| RHIN        | 8, Rue du Haut Rhin                 | 8     | 6,85267297  | 47,65279774 | BELFORT |
| RHIN        | 9, Rue du Haut Rhin                 | 9     | 6,852668976 | 47,65243754 | BELFORT |
| RHIN        | 2, Rue du Haut Rhin                 | 2     | 6,853789438 | 47,65306967 | BELFORT |
| RHIN        | 19, Rue du Haut Rhin                | 19    | 6,851380535 | 47,65218129 | BELFORT |
| RHIN        | 12, Rue du Haut Rhin                | 12    | 6,852290175 | 47,65268649 | BELFORT |
| RHIN        | 1, Rue du Haut Rhin                 | 1     | 6,853806369 | 47,65279874 | BELFORT |
| RHIN        | 13, Rue du Haut Rhin                | 13    | 6,852240669 | 47,65241814 | BELFORT |
| RHIN        | 14, Rue du Haut Rhin                | 14    | 6,85220127  | 47,65258183 | BELFORT |
| RHIN        | 21, Rue du Haut Rhin                | 21    | 6,851070304 | 47,65213929 | BELFORT |
| RHIN        | 4, Rue du Haut Rhin                 | 4     | 6,853326138 | 47,65295254 | BELFORT |
| RHIN        | 17, Rue du Haut Rhin                | 17    | 6,851611797 | 47,65223537 | BELFORT |
| RHONE       | 31, Rue du Rhône                    | 31    | 6,85900342  | 47,62961451 | BELFORT |
| RHONE       | 25, Rue du Rhône                    | 25    | 6,858957382 | 47,6300127  | BELFORT |
| RHONE       | 29bis, Rue du Rhône                 | 29bis | 6,859140566 | 47,62981638 | BELFORT |
| RHONE       | 2, Rue du Rhône                     | 2     | 6,857118322 | 47,62907526 | BELFORT |
| RHONE       | 27, Rue du Rhône                    | 27    | 6,85914488  | 47,63002342 | BELFORT |
| RHONE       | 13, Rue du Rhône                    | 13    | 6,858689489 | 47,62952763 | BELFORT |
| RHONE       | 19, Rue du Rhône                    | 19    | 6,858311365 | 47,62993875 | BELFORT |
| RHONE       | 15, Rue du Rhône                    | 15    | 6,858636843 | 47,62969184 | BELFORT |
| RHONE       | 9, Rue du Rhône                     | 9     | 6,858391138 | 47,62946717 | BELFORT |
| RHONE       | 35, Rue du Rhône                    | 35    | 6,859519193 | 47,62987263 | BELFORT |
| RHONE       | 23, Rue du Rhône                    | 23    | 6,858741022 | 47,62997608 | BELFORT |
| RHONE       | 17, Rue du Rhône                    | 17    | 6,858646788 | 47,62980857 | BELFORT |
| RHONE       | 29a, Rue du Rhône                   | 29a   | 6,85901566  | 47,62975818 | BELFORT |
| RHONE       | 6, Rue du Rhône                     | 6     | 6,857859603 | 47,62917254 | BELFORT |
| RHONE       | 7, Rue du Rhône                     | 7     | 6,857844994 | 47,62947041 | BELFORT |
| RHONE       | 10, Rue du Rhône                    | 10    | 6,859211428 | 47,62908388 | BELFORT |
| RHONE       | 21, Rue du Rhône                    | 21    | 6,858553525 | 47,62996536 | BELFORT |
| RHONE       | 5, Rue du Rhône                     | 5     | 6,857706807 | 47,62941272 | BELFORT |
| RHONE       | 3, Rue du Rhône                     | 3     | 6,857474874 | 47,62934967 | BELFORT |
| RHONE       | 9a, Rue du Rhône                    | 9a    | 6,858269014 | 47,62959805 | BELFORT |
| RHONE       | 8, Rue du Rhône                     | 8     | 6,858277017 | 47,6290662  | BELFORT |
| RHONE       | 33, Rue du Rhône                    | 33    | 6,85930434  | 47,62983333 | BELFORT |
| RHONE       | 2bis, Rue du Rhône                  | 2bis  | 6,857683274 | 47,62915363 | BELFORT |
| RIBEAUVILLE | 4, Rue de Ribeauvillé               | 4     | 6,849401231 | 47,64913205 | BELFORT |
| RIBEAUVILLE | 2, Rue de Ribeauvillé               | 2     | 6,849473629 | 47,648886   | BELFORT |
| RICHELIEU   | 27, Boulevard Richelieu             | 27    | 6,859071635 | 47,62775597 | BELFORT |
| RICHELIEU   | 17bis, Boulevard Richelieu          | 17bis | 6,860273314 | 47,62903352 | BELFORT |
| RICHELIEU   | 17, Boulevard Richelieu             | 17    | 6,860292719 | 47,62910484 | BELFORT |
| RICHELIEU   | 1, Boulevard Richelieu              | 1     | 6,861946097 | 47,63036479 | BELFORT |
| RICHELIEU   | 13, Boulevard Richelieu             | 13    | 6,86068094  | 47,62959423 | BELFORT |
| RICHELIEU   | 29, Boulevard Richelieu             | 29    | 6,858636918 | 47,62750262 | BELFORT |

|           |                                     |       |             |             |         |
|-----------|-------------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| RICHELIEU | 6, Boulevard Richelieu              | 6     | 6,861143412 | 47,63095462 | BELFORT |
| RICHELIEU | 8, Boulevard Richelieu              | 8     | 6,860970996 | 47,63080818 | BELFORT |
| RICHELIEU | 15, Boulevard Richelieu             | 15    | 6,860280694 | 47,62927648 | BELFORT |
| RICHELIEU | 16, Boulevard Richelieu             | 16    | 6,859237386 | 47,62844223 | BELFORT |
| RICHELIEU | 7, Boulevard Richelieu              | 7     | 6,861078623 | 47,63003821 | BELFORT |
| RICHELIEU | 23, Boulevard Richelieu             | 23    | 6,859622289 | 47,62827508 | BELFORT |
| RICHELIEU | 19, Boulevard Richelieu             | 19    | 6,860254675 | 47,62897119 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 11, Rue Pierre Denfert Rochereau    | 11    | 6,85974799  | 47,63397295 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 22, Rue Pierre Denfert Rochereau    | 22    | 6,858155113 | 47,63420613 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 18, Rue Pierre Denfert Rochereau    | 18    | 6,858860719 | 47,63419668 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 19, Rue Pierre Denfert Rochereau    | 19    | 6,858774405 | 47,63396581 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 21, Rue Pierre Denfert Rochereau    | 21    | 6,858560324 | 47,63395612 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 12, Rue Pierre Denfert Rochereau    | 12    | 6,859301401 | 47,63420656 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 13, Rue Pierre Denfert Rochereau    | 13    | 6,859293261 | 47,63395462 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 17, Rue Pierre Denfert Rochereau    | 17    | 6,858946337 | 47,63395011 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 2bis, Rue Pierre Denfert Rochereau  | 2bis  | 6,861392142 | 47,63434137 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 16, Rue Pierre Denfert Rochereau    | 16    | 6,859006847 | 47,63419099 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 15, Rue Pierre Denfert Rochereau    | 15    | 6,859120564 | 47,63396134 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 18bis, Rue Pierre Denfert Rochereau | 18bis | 6,858701305 | 47,63420289 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 27, Rue Pierre Denfert Rochereau    | 27    | 6,85769225  | 47,63393585 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 1bis, Rue Pierre Denfert Rochereau  | 1bis  | 6,861265964 | 47,63411204 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 5, Rue Pierre Denfert Rochereau     | 5     | 6,860134003 | 47,63396693 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 10, Rue Pierre Denfert Rochereau    | 10    | 6,85968818  | 47,63420952 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 23, Rue Pierre Denfert Rochereau    | 23    | 6,85844153  | 47,63396975 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 23ter, Rue Pierre Denfert Rochereau | 23ter | 6,858386376 | 47,63379172 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 24, Rue Pierre Denfert Rochereau    | 24    | 6,857913697 | 47,6341885  | BELFORT |
| ROCHEREAU | 24bis, Rue Pierre Denfert Rochereau | 24bis | 6,857730776 | 47,63423165 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 25, Rue Pierre Denfert Rochereau    | 25    | 6,858253533 | 47,63379689 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 2, Rue Pierre Denfert Rochereau     | 2     | 6,861660893 | 47,63436693 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 4, Rue Pierre Denfert Rochereau     | 4     | 6,86123426  | 47,63436553 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 6, Rue Pierre Denfert Rochereau     | 6     | 6,860155431 | 47,63421835 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 7, Rue Pierre Denfert Rochereau     | 7     | 6,860026961 | 47,63396209 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 1, Rue Pierre Denfert Rochereau     | 1     | 6,861468292 | 47,6341402  | BELFORT |
| ROCHEREAU | 8, Rue Pierre Denfert Rochereau     | 8     | 6,859888211 | 47,63421074 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 14, Rue Pierre Denfert Rochereau    | 14    | 6,859134823 | 47,63428511 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 9, Rue Pierre Denfert Rochereau     | 9     | 6,859880834 | 47,63396778 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 11bis, Rue Pierre Denfert Rochereau | 11bis | 6,859641715 | 47,63397709 | BELFORT |
| ROCHEREAU | 23bis, Rue Pierre Denfert Rochereau | 23bis | 6,858448695 | 47,6338974  | BELFORT |
| ROSEMONT  | 2, Rue du Rosemont                  | 2     | 6,865750121 | 47,63839683 | BELFORT |
| ROSEMONT  | 16, Rue du Rosemont                 | 16    | 6,86438279  | 47,63736903 | BELFORT |
| ROSEMONT  | 8, Rue du Rosemont                  | 8     | 6,864632893 | 47,63780073 | BELFORT |
| ROSEMONT  | 14, Rue du Rosemont                 | 14    | 6,864512315 | 47,6374811  | BELFORT |
| ROSEMONT  | 4, Rue du Rosemont                  | 4     | 6,865594786 | 47,63829478 | BELFORT |
| ROSEMONT  | 10, Rue du Rosemont                 | 10    | 6,864714398 | 47,63766242 | BELFORT |
| ROSEMONT  | 12, Rue du Rosemont                 | 12    | 6,864642608 | 47,63760215 | BELFORT |
| ROSSEL    | 4, Rue du Colonel Rossel            | 4     | 6,855174437 | 47,64068248 | BELFORT |
| ROSSEL    | 6, Rue du Colonel Rossel            | 6     | 6,85518266  | 47,64046595 | BELFORT |
| ROSSEL    | 8, Rue du Colonel Rossel            | 8     | 6,855220514 | 47,6402843  | BELFORT |
| ROSSEL    | 10, Rue du Colonel Rossel           | 10    | 6,855107633 | 47,64005445 | BELFORT |
| ROSSEL    | 2, Rue du Colonel Rossel            | 2     | 6,855035171 | 47,64076898 | BELFORT |
| ROSTAND   | 13, Rue Jean Rostand                | 13    | 6,854595609 | 47,6402186  | BELFORT |
| ROSTAND   | 7, Rue Jean Rostand                 | 7     | 6,854273276 | 47,64074455 | BELFORT |
| ROSTAND   | 16, Rue Jean Rostand                | 16    | 6,854559377 | 47,63987757 | BELFORT |
| ROSTAND   | 5, Rue Jean Rostand                 | 5     | 6,854595201 | 47,64076807 | BELFORT |
| ROSTAND   | 10, Rue Jean Rostand                | 10    | 6,854183732 | 47,64016245 | BELFORT |
| ROSTAND   | 12, Rue Jean Rostand                | 12    | 6,854316883 | 47,64000412 | BELFORT |
| ROSTAND   | 14, Rue Jean Rostand                | 14    | 6,854443627 | 47,63992712 | BELFORT |
| ROSTAND   | 11, Rue Jean Rostand                | 11    | 6,854411721 | 47,64044484 | BELFORT |
| ROUBAIX   | Rue de Roubaix                      |       | 6,847400751 | 47,64661514 | BELFORT |
| ROUSSEL   | 10, Rue du Général Roussel          | 10    | 6,864398031 | 47,63942252 | BELFORT |
| ROUSSEL   | 9, Rue du Général Roussel           | 9     | 6,864713486 | 47,63867346 | BELFORT |
| ROUSSEL   | 3, Rue du Général Roussel           | 3     | 6,864255646 | 47,63832544 | BELFORT |
| ROUSSEL   | 15, Rue du Général Roussel          | 15    | 6,864649955 | 47,63925054 | BELFORT |

|          |                            |       |             |             |         |
|----------|----------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| ROUSSEL  | 17, Rue du Général Roussel | 17    | 6,864887043 | 47,63952959 | BELFORT |
| ROUSSEL  | 5, Rue du Général Roussel  | 5     | 6,864327217 | 47,6384222  | BELFORT |
| ROUSSEL  | 6, Rue du Général Roussel  | 6     | 6,864047937 | 47,63888129 | BELFORT |
| ROUSSEL  | 4, Rue du Général Roussel  | 4     | 6,864019447 | 47,63826609 | BELFORT |
| ROUSSEL  | 12, Rue du Général Roussel | 12    | 6,864496133 | 47,63963491 | BELFORT |
| ROUSSEL  | 1, Rue du Général Roussel  | 1     | 6,86421428  | 47,63814993 | BELFORT |
| ROUSSEL  | 2, Rue du Général Roussel  | 2     | 6,863999268 | 47,63818579 | BELFORT |
| ROUSSEL  | 11, Rue du Général Roussel | 11    | 6,864375401 | 47,63869168 | BELFORT |
| ROUSSEL  | 13, Rue du Général Roussel | 13    | 6,86443561  | 47,63892555 | BELFORT |
| ROUSSEL  | 7, Rue du Général Roussel  | 7     | 6,86462166  | 47,63837055 | BELFORT |
| RUBANS   | 3, Rue des Rubans          | 3     | 6,846345377 | 47,66130444 | BELFORT |
| RUBANS   | 5, Rue des Rubans          | 5     | 6,846152679 | 47,66128714 | BELFORT |
| RUBANS   | 23, Rue des Rubans         | 23    | 6,844016314 | 47,66091748 | BELFORT |
| RUBANS   | 7, Rue des Rubans          | 7     | 6,845963839 | 47,66123834 | BELFORT |
| RUBANS   | 9, Rue des Rubans          | 9     | 6,845795948 | 47,66114575 | BELFORT |
| RUBANS   | 15bis, Rue des Rubans      | 15bis | 6,844988337 | 47,66104492 | BELFORT |
| RUBANS   | 19, Rue des Rubans         | 19    | 6,84450472  | 47,66101566 | BELFORT |
| RUBANS   | 10, Rue des Rubans         | 10    | 6,843857261 | 47,66108581 | BELFORT |
| RUBANS   | 13, Rue des Rubans         | 13    | 6,845300353 | 47,66111993 | BELFORT |
| RUBANS   | 11, Rue des Rubans         | 11    | 6,845593524 | 47,66111757 | BELFORT |
| RUBANS   | 17, Rue des Rubans         | 17    | 6,8447432   | 47,6609974  | BELFORT |
| RUBANS   | 15, Rue des Rubans         | 15    | 6,845108933 | 47,6610643  | BELFORT |
| RUBANS   | 21, Rue des Rubans         | 21    | 6,844326592 | 47,6609595  | BELFORT |
| SALBERT  | 8, Rue du Salbert          | 8     | 6,843524387 | 47,65952216 | BELFORT |
| SALBERT  | 5, Rue du Salbert          | 5     | 6,84388517  | 47,65858927 | BELFORT |
| SALBERT  | 31bis, Rue du Salbert      | 31bis | 6,842046698 | 47,66033619 | BELFORT |
| SALBERT  | 10, Rue du Salbert         | 10    | 6,843317952 | 47,65991755 | BELFORT |
| SALBERT  | 6, Rue du Salbert          | 6     | 6,843609032 | 47,65941978 | BELFORT |
| SALBERT  | 33, Rue du Salbert         | 33    | 6,842413948 | 47,66042106 | BELFORT |
| SALBERT  | 11, Rue du Salbert         | 11    | 6,84358952  | 47,65903316 | BELFORT |
| SALBERT  | 37, Rue du Salbert         | 37    | 6,841982748 | 47,66099632 | BELFORT |
| SALBERT  | 7bis, Rue du Salbert       | 7bis  | 6,843476972 | 47,65865014 | BELFORT |
| SALBERT  | 17, Rue du Salbert         | 17    | 6,843277523 | 47,65944164 | BELFORT |
| SALBERT  | 21, Rue du Salbert         | 21    | 6,842943077 | 47,6597429  | BELFORT |
| SALBERT  | 3bis, Rue du Salbert       | 3bis  | 6,844126248 | 47,65844478 | BELFORT |
| SALBERT  | 15, Rue du Salbert         | 15    | 6,843339723 | 47,65923203 | BELFORT |
| SALBERT  | 3, Rue du Salbert          | 3     | 6,844258713 | 47,65827749 | BELFORT |
| SALBERT  | 31, Rue du Salbert         | 31    | 6,842181897 | 47,66035798 | BELFORT |
| SALBERT  | 35, Rue du Salbert         | 35    | 6,84231372  | 47,66049701 | BELFORT |
| SALBERT  | 27, Rue du Salbert         | 27    | 6,84260525  | 47,66016139 | BELFORT |
| SALBERT  | 29, Rue du Salbert         | 29    | 6,842558951 | 47,66024427 | BELFORT |
| SALBERT  | 41, Rue du Salbert         | 41    | 6,841692299 | 47,66118775 | BELFORT |
| SALBERT  | 23, Rue du Salbert         | 23    | 6,842834135 | 47,65987324 | BELFORT |
| SALBERT  | 41bis, Rue du Salbert      | 41bis | 6,840926913 | 47,66102499 | BELFORT |
| SALBERT  | 25, Rue du Salbert         | 25    | 6,842726721 | 47,66002155 | BELFORT |
| SALBERT  | 39, Rue du Salbert         | 39    | 6,841665282 | 47,66102664 | BELFORT |
| SALBERT  | 1, Rue du Salbert          | 1     | 6,844369172 | 47,6581651  | BELFORT |
| SALBERT  | 9, Rue du Salbert          | 9     | 6,843760333 | 47,65884636 | BELFORT |
| SALBERT  | 2, Rue du Salbert          | 2     | 6,84429947  | 47,65860023 | BELFORT |
| SALBERT  | 7, Rue du Salbert          | 7     | 6,84386698  | 47,65868907 | BELFORT |
| SALBERT  | 13, Rue du Salbert         | 13    | 6,843329806 | 47,6591153  | BELFORT |
| SALENGRO | 16, Rue Roger Salengro     | 16    | 6,850155472 | 47,65031897 | BELFORT |
| SALENGRO | 26, Rue Roger Salengro     | 26    | 6,848941175 | 47,65014991 | BELFORT |
| SALENGRO | 22, Rue Roger Salengro     | 22    | 6,849481116 | 47,65022804 | BELFORT |
| SALENGRO | 4, Rue Roger Salengro      | 4     | 6,851275995 | 47,65048265 | BELFORT |
| SALENGRO | 10, Rue Roger Salengro     | 10    | 6,850627447 | 47,65038172 | BELFORT |
| SALENGRO | 2bis, Rue Roger Salengro   | 2bis  | 6,851409644 | 47,65048647 | BELFORT |
| SALENGRO | 2, Rue Roger Salengro      | 2     | 6,851612029 | 47,65051465 | BELFORT |
| SALENGRO | 24bis, Rue Roger Salengro  | 24bis | 6,8491599   | 47,65021349 | BELFORT |
| SALENGRO | 14, Rue Roger Salengro     | 14    | 6,850356329 | 47,65032919 | BELFORT |
| SALENGRO | 18, Rue Roger Salengro     | 18    | 6,849778046 | 47,65027057 | BELFORT |
| SALENGRO | 8, Rue Roger Salengro      | 8     | 6,850775913 | 47,65040298 | BELFORT |
| SALENGRO | 20, Rue Roger Salengro     | 20    | 6,849615528 | 47,65024084 | BELFORT |

|            |                                  |       |             |             |         |
|------------|----------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| SALENGRO   | 24, Rue Roger Salengro           | 24    | 6,849386568 | 47,6502137  | BELFORT |
| SALENGRO   | 12, Rue Roger Salengro           | 12    | 6,850478981 | 47,65036046 | BELFORT |
| SALENGRO   | 6, Rue Roger Salengro            | 6     | 6,850978297 | 47,65043116 | BELFORT |
| SAPINIÈRE  | 9, Rue de la Sapinière           | 9     | 6,847965337 | 47,6607823  | BELFORT |
| SAPINIÈRE  | 2, Rue de la Sapinière           | 2     | 6,848815359 | 47,66105561 | BELFORT |
| SAPINIÈRE  | 11, Rue de la Sapinière          | 11    | 6,847664985 | 47,66085702 | BELFORT |
| SAPINIÈRE  | 4, Rue de la Sapinière           | 4     | 6,848533188 | 47,66103053 | BELFORT |
| SAPINIÈRE  | 7, Rue de la Sapinière           | 7     | 6,848238033 | 47,6608528  | BELFORT |
| SARRAIL    | 27, Avenue du Général Sarrail    | 27    | 6,861937263 | 47,6344459  | BELFORT |
| SARRAIL    | 11, Avenue du Général Sarrail    | 11    | 6,862357198 | 47,63565514 | BELFORT |
| SARRAIL    | 13, Avenue du Général Sarrail    | 13    | 6,862003373 | 47,63556982 | BELFORT |
| SARRAIL    | 19, Avenue du Général Sarrail    | 19    | 6,862527212 | 47,63489166 | BELFORT |
| SARRAIL    | 23, Avenue du Général Sarrail    | 23    | 6,861969917 | 47,63457094 | BELFORT |
| SARRAIL    | 25, Avenue du Général Sarrail    | 25    | 6,862257659 | 47,63448784 | BELFORT |
| SARRAIL    | 25bis, Avenue du Général Sarrail | 25bis | 6,862524881 | 47,63449544 | BELFORT |
| SARRAIL    | 6, Avenue du Général Sarrail     | 6     | 6,86160645  | 47,63466636 | BELFORT |
| SARRAIL    | 21, Avenue du Général Sarrail    | 21    | 6,861962938 | 47,63473139 | BELFORT |
| SARRAIL    | 23bis, Avenue du Général Sarrail | 23bis | 6,861953632 | 47,63451752 | BELFORT |
| SARRAIL    | 9, Avenue du Général Sarrail     | 9     | 6,862405973 | 47,63591451 | BELFORT |
| SARRAIL    | 17, Avenue du Général Sarrail    | 17    | 6,861845529 | 47,63512552 | BELFORT |
| SARRAIL    | 8bis, Avenue du Général Sarrail  | 8bis  | 6,861419971 | 47,63451145 | BELFORT |
| SARRAIL    | 15, Avenue du Général Sarrail    | 15    | 6,86222795  | 47,6353899  | BELFORT |
| SARRAIL    | 31, Avenue du Général Sarrail    | 31    | 6,862040017 | 47,63428009 | BELFORT |
| SARRAIL    | 29, Avenue du Général Sarrail    | 29    | 6,86194341  | 47,63438512 | BELFORT |
| SARRAIL    | 2, Avenue du Général Sarrail     | 2     | 6,861500623 | 47,63530111 | BELFORT |
| SARRAIL    | 4, Avenue du Général Sarrail     | 4     | 6,86149694  | 47,63492179 | BELFORT |
| SARRAIL    | 5, Avenue du Général Sarrail     | 5     | 6,862125689 | 47,63622272 | BELFORT |
| SARRAIL    | 8, Avenue du Général Sarrail     | 8     | 6,861620005 | 47,63451267 | BELFORT |
| SARRAIL    | 7, Avenue du Général Sarrail     | 7     | 6,862084571 | 47,63605315 | BELFORT |
| SAVERNE    | 9, Rue de Saverne                | 9     | 6,851767768 | 47,6492113  | BELFORT |
| SAVERNE    | 20, Rue de Saverne               | 20    | 6,850938246 | 47,64933362 | BELFORT |
| SAVERNE    | 19, Rue de Saverne               | 19    | 6,850783973 | 47,64908736 | BELFORT |
| SAVERNE    | 11, Rue de Saverne               | 11    | 6,85160678  | 47,64919954 | BELFORT |
| SAVERNE    | 2, Rue de Saverne                | 2     | 6,852608157 | 47,64953    | BELFORT |
| SAVERNE    | 4, Rue de Saverne                | 4     | 6,852244786 | 47,64949006 | BELFORT |
| SAVERNE    | 16, Rue de Saverne               | 16    | 6,85111405  | 47,64936282 | BELFORT |
| SAVERNE    | 32, Rue de Saverne               | 32    | 6,849698918 | 47,64918355 | BELFORT |
| SAVERNE    | 17, Rue de Saverne               | 17    | 6,850973064 | 47,64911605 | BELFORT |
| SAVERNE    | 18, Rue de Saverne               | 18    | 6,851020267 | 47,64935746 | BELFORT |
| SAVERNE    | 8, Rue de Saverne                | 8     | 6,851991544 | 47,64949089 | BELFORT |
| SAVERNE    | 34, Rue de Saverne               | 34    | 6,849577033 | 47,64916126 | BELFORT |
| SAVERNE    | 28, Rue de Saverne               | 28    | 6,850048233 | 47,64921503 | BELFORT |
| SAVERNE    | 23, Rue de Saverne               | 23    | 6,850487811 | 47,64905382 | BELFORT |
| SAVERNE    | 22, Rue de Saverne               | 22    | 6,850763207 | 47,64931339 | BELFORT |
| SAVERNE    | 21, Rue de Saverne               | 21    | 6,850662851 | 47,64907405 | BELFORT |
| SAVERNE    | 30, Rue de Saverne               | 30    | 6,849805989 | 47,64918841 | BELFORT |
| SAVERNE    | 25, Rue de Saverne               | 25    | 6,850312773 | 47,64903359 | BELFORT |
| SAVERNE    | 12bis, Rue de Saverne            | 12bis | 6,851382872 | 47,64938842 | BELFORT |
| SAVERNE    | 1, Rue de Saverne                | 1     | 6,852744393 | 47,64940759 | BELFORT |
| SAVERNE    | 10, Rue de Saverne               | 10    | 6,851733717 | 47,64943785 | BELFORT |
| SAVERNE    | 14, Rue de Saverne               | 14    | 6,851235173 | 47,64937614 | BELFORT |
| SAVERNE    | 12, Rue de Saverne               | 12    | 6,851504759 | 47,64941071 | BELFORT |
| SAVERNE    | 15, Rue de Saverne               | 15    | 6,851107475 | 47,64912885 | BELFORT |
| SAVERNE    | 3, Rue de Saverne                | 3     | 6,852529783 | 47,64923575 | BELFORT |
| SAVERNE    | 11bis, Rue de Saverne            | 11bis | 6,851414632 | 47,64913493 | BELFORT |
| SAVERNE    | 26bis, Rue de Saverne            | 26bis | 6,850357683 | 47,64924806 | BELFORT |
| SAVERNE    | 24, Rue de Saverne               | 24    | 6,850506909 | 47,6492783  | BELFORT |
| SAVERNE    | 27, Rue de Saverne               | 27    | 6,850083054 | 47,64899747 | BELFORT |
| SAVERNE    | 29, Rue de Saverne               | 29    | 6,849894728 | 47,64897775 | BELFORT |
| SAVOUREUSE | 16, Rue de la Savoureuse         | 16    | 6,854755801 | 47,64923031 | BELFORT |
| SAVOUREUSE | 35, Rue de la Savoureuse         | 35    | 6,853791224 | 47,6488624  | BELFORT |
| SAVOUREUSE | 3, Rue de la Savoureuse          | 3     | 6,856690439 | 47,64956048 | BELFORT |
| SAVOUREUSE | 4, Rue de la Savoureuse          | 4     | 6,85648777  | 47,64968548 | BELFORT |

|                  |                                             |       |             |             |         |
|------------------|---------------------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| SAVOUREUSE       | 5, Rue de la Savoureuse                     | 5     | 6,856233568 | 47,64936203 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 6, Rue de la Savoureuse                     | 6     | 6,85598004  | 47,64951604 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 19, Rue de la Savoureuse                    | 19    | 6,855108466 | 47,64914452 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 23, Rue de la Savoureuse                    | 23    | 6,854823297 | 47,64908354 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 22, Rue de la Savoureuse                    | 22    | 6,854119022 | 47,64911092 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 7, Rue de la Savoureuse                     | 7     | 6,85609839  | 47,64934026 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 12bis, Rue de la Savoureuse                 | 12bis | 6,854987818 | 47,64929336 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 14, Rue de la Savoureuse                    | 14    | 6,854877689 | 47,64925259 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 15, Rue de la Savoureuse                    | 15    | 6,855312377 | 47,64919065 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 9, Rue de la Savoureuse                     | 9     | 6,855976502 | 47,64931798 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 12, Rue de la Savoureuse                    | 12    | 6,855055789 | 47,64930873 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 8, Rue de la Savoureuse                     | 8     | 6,85574955  | 47,64947095 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 10, Rue de la Savoureuse                    | 10    | 6,855586267 | 47,64943225 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 31, Rue de la Savoureuse                    | 31    | 6,854199043 | 47,64895465 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 33, Rue de la Savoureuse                    | 33    | 6,854063103 | 47,6489239  | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 17, Rue de la Savoureuse                    | 17    | 6,855218596 | 47,64918528 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 18bis, Rue de la Savoureuse                 | 18bis | 6,854507147 | 47,64928502 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 2, Rue de la Savoureuse                     | 2     | 6,856640826 | 47,64976061 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 18, Rue de la Savoureuse                    | 18    | 6,854606572 | 47,64920007 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 29, Rue de la Savoureuse                    | 29    | 6,854361559 | 47,64898437 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 1, Rue de la Savoureuse                     | 1     | 6,856816918 | 47,64963664 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 21, Rue de la Savoureuse                    | 21    | 6,854973291 | 47,64912275 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 11, Rue de la Savoureuse                    | 11    | 6,855826507 | 47,64927876 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 25, Rue de la Savoureuse                    | 25    | 6,854683533 | 47,64900789 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 24, Rue de la Savoureuse                    | 24    | 6,853697914 | 47,64901918 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 13, Rue de la Savoureuse                    | 13    | 6,855473366 | 47,64920241 | BELFORT |
| SAVOUREUSE       | 27, Rue de la Savoureuse                    | 27    | 6,854470157 | 47,64900718 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 17, Rue Auguste Scheurer-Kestner            | 17    | 6,858780664 | 47,63310069 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 8, Rue Auguste Scheurer-Kestner             | 8     | 6,85991949  | 47,63332663 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 2, Rue Auguste Scheurer-Kestner             | 2     | 6,860615491 | 47,63334223 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 4, Rue Auguste Scheurer-Kestner             | 4     | 6,860361696 | 47,63335446 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 5, Rue Auguste Scheurer-Kestner             | 5     | 6,860169869 | 47,6331367  | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 6, Rue Auguste Scheurer-Kestner             | 6     | 6,860134333 | 47,63334529 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 7, Rue Auguste Scheurer-Kestner             | 7     | 6,859847988 | 47,63311319 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 21, Rue Auguste Scheurer-Kestner            | 21    | 6,858284929 | 47,63310314 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 3, Rue Auguste Scheurer-Kestner             | 3     | 6,860397231 | 47,63314586 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 9, Rue Auguste Scheurer-Kestner             | 9     | 6,859701098 | 47,6331099  | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 22, Rue Auguste Scheurer-Kestner            | 22    | 6,858139404 | 47,63339592 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 14, Rue Auguste Scheurer-Kestner            | 14    | 6,859131896 | 47,63331225 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 19, Rue Auguste Scheurer-Kestner            | 19    | 6,858674391 | 47,63310483 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 12, Rue Auguste Scheurer-Kestner            | 12    | 6,859278788 | 47,63331554 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 13, Rue Auguste Scheurer-Kestner            | 13    | 6,859046347 | 47,63309035 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 15, Rue Auguste Scheurer-Kestner            | 15    | 6,858953359 | 47,63309397 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 16, Rue Auguste Scheurer-Kestner            | 16    | 6,858931868 | 47,63331102 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 18, Rue Auguste Scheurer-Kestner            | 18    | 6,858665418 | 47,63331239 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 11, Rue Auguste Scheurer-Kestner            | 11    | 6,859233091 | 47,63309209 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 1, Rue Auguste Scheurer-Kestner             | 1     | 6,860544122 | 47,63314915 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 10, Rue Auguste Scheurer-Kestner            | 10    | 6,859624177 | 47,63330209 | BELFORT |
| SCHEURER-KESTNER | 20, Rue Auguste Scheurer-Kestner            | 20    | 6,858520822 | 47,63333603 | BELFORT |
| SCHMIDT          | 12, Rue Pierre et Michel Dreyfus Schmidt    | 12    | 6,85960292  | 47,63946513 | BELFORT |
| SCHMIDT          | 4, Rue Pierre et Michel Dreyfus Schmidt     | 4     | 6,859730849 | 47,64002772 | BELFORT |
| SCHMIDT          | 1, Rue Pierre et Michel Dreyfus Schmidt     | 1     | 6,860238774 | 47,64004399 | BELFORT |
| SCHMIDT          | 6, Rue Pierre et Michel Dreyfus Schmidt     | 6     | 6,85970838  | 47,63992049 | BELFORT |
| SCHMIDT          | 11, Rue Pierre et Michel Dreyfus Schmidt    | 11    | 6,859839828 | 47,63896041 | BELFORT |
| SCHMIDT          | 2, Rue Pierre et Michel Dreyfus Schmidt     | 2     | 6,859935221 | 47,64023599 | BELFORT |
| SCHMIDT          | 8, Rue Pierre et Michel Dreyfus Schmidt     | 8     | 6,859644522 | 47,63979685 | BELFORT |
| SCHMIDT          | 13, Rue Pierre et Michel Dreyfus Schmidt    | 13    | 6,859834471 | 47,63889756 | BELFORT |
| SCHMIDT          | 14, Rue Pierre et Michel Dreyfus Schmidt    | 14    | 6,859363841 | 47,63900597 | BELFORT |
| SCHMIDT          | 16, Rue Pierre et Michel Dreyfus Schmidt    | 16    | 6,859388393 | 47,63882483 | BELFORT |
| SCHMIDT          | 17, Rue Pierre et Michel Dreyfus Schmidt    | 17    | 6,859802328 | 47,63852042 | BELFORT |
| SCHMIDT          | 20, Rue Pierre et Michel Dreyfus Schmidt    | 20    | 6,859326345 | 47,63856598 | BELFORT |
| SCHMIDT          | 22bis, Rue Pierre et Michel Dreyfus Schmidt | 22bis | 6,859236195 | 47,63829021 | BELFORT |
| SCHMIDT          | 2bis, Rue Pierre et Michel Dreyfus Schmidt  | 2bis  | 6,859793176 | 47,64013341 | BELFORT |

|            |                                          |       |             |             |         |
|------------|------------------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| SCHMIDT    | 15, Rue Pierre et Michel Dreyfus Schmidt | 15    | 6,859790297 | 47,63869207 | BELFORT |
| SCHMIDT    | 18, Rue Pierre et Michel Dreyfus Schmidt | 18    | 6,859350344 | 47,63869117 | BELFORT |
| SCHMIDT    | 22, Rue Pierre et Michel Dreyfus Schmidt | 22    | 6,859300816 | 47,63842283 | BELFORT |
| SCHNEIDER  | 2, Quai Charles Schneider                | 2     | 6,860237924 | 47,63440433 | BELFORT |
| SCHOELCHER | Allée Victor Schoelcher                  |       | 6,85235039  | 47,63976524 | BELFORT |
| SCHWOB     | 9, Quai Léon Schwob                      | 9     | 6,861448434 | 47,63343826 | BELFORT |
| SCHWOB     | 7bis, Quai Léon Schwob                   | 7bis  | 6,861484684 | 47,63370712 | BELFORT |
| SCHWOB     | 7, Quai Léon Schwob                      | 7     | 6,86133626  | 47,63368588 | BELFORT |
| SCHWOB     | 7ter, Quai Léon Schwob                   | 7ter  | 6,861648689 | 47,63375479 | BELFORT |
| SCHWOB     | 2, Quai Léon Schwob                      | 2     | 6,861897347 | 47,63276311 | BELFORT |
| SCHWOB     | 13, Quai Léon Schwob                     | 13    | 6,861738929 | 47,63309361 | BELFORT |
| SCHWOB     | 11, Quai Léon Schwob                     | 11    | 6,861608115 | 47,63327889 | BELFORT |
| SCHWOB     | 15, Quai Léon Schwob                     | 15    | 6,861810979 | 47,63300071 | BELFORT |
| SCHWOB     | 17, Quai Léon Schwob                     | 17    | 6,861971919 | 47,63301246 | BELFORT |
| SEPTEMBRE  | 4, Rue du 4 Septembre                    | 4     | 6,85583664  | 47,64595404 | BELFORT |
| SEPTEMBRE  | 2, Rue du 4 Septembre                    | 2     | 6,855674132 | 47,64592433 | BELFORT |
| SEPTEMBRE  | 6, Rue du 4 Septembre                    | 6     | 6,855985096 | 47,6459753  | BELFORT |
| SEPTEMBRE  | 1, Rue du 4 Septembre                    | 1     | 6,855650328 | 47,64611444 | BELFORT |
| SEPTEMBRE  | 8, Rue du 4 Septembre                    | 8     | 6,856586088 | 47,64598796 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 5, Rue de Sermaize                       | 5     | 6,846550284 | 47,653549   | BELFORT |
| SERMAIZE   | 3, Rue de Sermaize                       | 3     | 6,846695703 | 47,65353435 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 14, Rue de Sermaize                      | 14    | 6,845060788 | 47,65375093 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 15, Rue de Sermaize                      | 15    | 6,84494945  | 47,65353904 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 16, Rue de Sermaize                      | 16    | 6,844809814 | 47,65377868 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 17, Rue de Sermaize                      | 17    | 6,84485566  | 47,65353366 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 13, Rue de Sermaize                      | 13    | 6,845399764 | 47,65350355 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 8, Rue de Sermaize                       | 8     | 6,846273181 | 47,65373993 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 6, Rue de Sermaize                       | 6     | 6,846553022 | 47,65373808 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 19, Rue de Sermaize                      | 19    | 6,844616452 | 47,65354294 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 18, Rue de Sermaize                      | 18    | 6,844490866 | 47,65379106 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 12, Rue de Sermaize                      | 12    | 6,845341393 | 47,65375806 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 10, Rue de Sermaize                      | 10    | 6,846099654 | 47,65373765 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 11, Rue de Sermaize                      | 11    | 6,845706183 | 47,65350067 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 7, Rue de Sermaize                       | 7     | 6,84634789  | 47,65352082 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 1, Rue de Sermaize                       | 1     | 6,846869229 | 47,65353662 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 4, Rue de Sermaize                       | 4     | 6,846819576 | 47,65373675 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 10bis, Rue de Sermaize                   | 10bis | 6,845686918 | 47,65374466 | BELFORT |
| SERMAIZE   | 9, Rue de Sermaize                       | 9     | 6,846064996 | 47,65348675 | BELFORT |
| SIMON      | 10, Rue Nicolas Simon                    | 10    | 6,847834064 | 47,65688654 | BELFORT |
| SIMON      | 14, Rue Nicolas Simon                    | 14    | 6,847700541 | 47,65719802 | BELFORT |
| SIMON      | 11, Rue Nicolas Simon                    | 11    | 6,847506388 | 47,65695331 | BELFORT |
| SIMON      | 6, Rue Nicolas Simon                     | 6     | 6,847990348 | 47,65652912 | BELFORT |
| SIMON      | 1, Rue Nicolas Simon                     | 1     | 6,847881288 | 47,65606669 | BELFORT |
| SIMON      | 13, Rue Nicolas Simon                    | 13    | 6,847462625 | 47,65704527 | BELFORT |
| SIMON      | 8, Rue Nicolas Simon                     | 8     | 6,847950931 | 47,65669281 | BELFORT |
| SIMON      | 4, Rue Nicolas Simon                     | 4     | 6,84797584  | 47,65635851 | BELFORT |
| SIMON      | 12, Rue Nicolas Simon                    | 12    | 6,847754775 | 47,65705177 | BELFORT |
| SIMON      | 2, Rue Nicolas Simon                     | 2     | 6,848047944 | 47,65626563 | BELFORT |
| SIMON      | 3, Rue Nicolas Simon                     | 3     | 6,847904631 | 47,65601975 | BELFORT |
| SKIKDA     | 1, Allée de Skikda                       | 1     | 6,854280887 | 47,63921957 | BELFORT |
| SOUVENIR   | Allée du souvenir Français               |       | 6,86464085  | 47,63680041 | BELFORT |
| STEHLIN    | 8, Rue Léon Stehlin                      | 8     | 6,846948338 | 47,65729027 | BELFORT |
| STEHLIN    | 18, Rue Léon Stehlin                     | 18    | 6,846108307 | 47,65713368 | BELFORT |
| STEHLIN    | 2, Rue Léon Stehlin                      | 2     | 6,847898513 | 47,65748763 | BELFORT |
| STEHLIN    | 10, Rue Léon Stehlin                     | 10    | 6,846731111 | 47,65724465 | BELFORT |
| STEHLIN    | 11, Rue Léon Stehlin                     | 11    | 6,846700577 | 47,65688548 | BELFORT |
| STEHLIN    | 3, Rue Léon Stehlin                      | 3     | 6,847947402 | 47,65727853 | BELFORT |
| STEHLIN    | 20, Rue Léon Stehlin                     | 20    | 6,845891847 | 47,65709704 | BELFORT |
| STEHLIN    | 14, Rue Léon Stehlin                     | 14    | 6,846392747 | 47,65718571 | BELFORT |
| STEHLIN    | 4, Rue Léon Stehlin                      | 4     | 6,84760307  | 47,65746306 | BELFORT |
| STEHLIN    | 12, Rue Léon Stehlin                     | 12    | 6,846569338 | 47,6572239  | BELFORT |
| STEHLIN    | 6, Rue Léon Stehlin                      | 6     | 6,847248359 | 47,65736872 | BELFORT |
| STEHLIN    | 16, Rue Léon Stehlin                     | 16    | 6,84625679  | 47,65715495 | BELFORT |



|            |                              |       |             |             |         |
|------------|------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| STEHLIN    | 7, Rue Léon Stehlin          | 7     | 6,847302078 | 47,65715292 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 27bis, Rue Charles Stractman | 27bis | 6,853903492 | 47,63467783 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 12, Rue Charles Stractman    | 12    | 6,856167131 | 47,63512132 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 18, Rue Charles Stractman    | 18    | 6,85573772  | 47,63493082 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 13, Rue Charles Stractman    | 13    | 6,855355335 | 47,63466641 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 16, Rue Charles Stractman    | 16    | 6,85602463  | 47,6348566  | BELFORT |
| STRACTMAN  | 14, Rue Charles Stractman    | 14    | 6,85599443  | 47,63512804 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 20bis, Rue Charles Stractman | 20bis | 6,855220383 | 47,63495995 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 9, Rue Charles Stractman     | 9     | 6,855821059 | 47,63465731 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 7, Rue Charles Stractman     | 7     | 6,856071938 | 47,63462953 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 8, Rue Charles Stractman     | 8     | 6,856349845 | 47,63484403 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 15, Rue Charles Stractman    | 15    | 6,855074829 | 47,6346593  | BELFORT |
| STRACTMAN  | 20, Rue Charles Stractman    | 20    | 6,855318251 | 47,63485704 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 22, Rue Charles Stractman    | 22    | 6,855147079 | 47,63488172 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 23, Rue Charles Stractman    | 23    | 6,854485139 | 47,6346589  | BELFORT |
| STRACTMAN  | 24, Rue Charles Stractman    | 24    | 6,85497285  | 47,63487048 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 28, Rue Charles Stractman    | 28    | 6,854611871 | 47,63485749 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 30, Rue Charles Stractman    | 30    | 6,854407002 | 47,63484329 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 34, Rue Charles Stractman    | 34    | 6,854125127 | 47,63484047 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 36, Rue Charles Stractman    | 36    | 6,853999248 | 47,63486329 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 21bis, Rue Charles Stractman | 21bis | 6,854638898 | 47,63465986 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 1, Rue Charles Stractman     | 1     | 6,85691269  | 47,63464187 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 2, Rue Charles Stractman     | 2     | 6,85727262  | 47,63479903 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 3, Rue Charles Stractman     | 3     | 6,85659233  | 47,63463631 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 10, Rue Charles Stractman    | 10    | 6,856353117 | 47,63511409 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 4, Rue Charles Stractman     | 4     | 6,857008826 | 47,63480506 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 21, Rue Charles Stractman    | 21    | 6,854818423 | 47,63465973 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 18bis, Rue Charles Stractman | 18bis | 6,855536156 | 47,63491163 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 5, Rue Charles Stractman     | 5     | 6,856314119 | 47,63465614 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 6, Rue Charles Stractman     | 6     | 6,856565382 | 47,63481601 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 7bis, Rue Charles Stractman  | 7bis  | 6,85596566  | 47,63463366 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 4bis, Rue Charles Stractman  | 4bis  | 6,856768634 | 47,63480963 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 11, Rue Charles Stractman    | 11    | 6,855501466 | 47,63466073 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 26, Rue Charles Stractman    | 26    | 6,854813434 | 47,63487668 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 27, Rue Charles Stractman    | 27    | 6,854034045 | 47,63464572 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 1bis, Rue Charles Stractman  | 1bis  | 6,857107369 | 47,63458024 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 25, Rue Charles Stractman    | 25    | 6,854234077 | 47,63464695 | BELFORT |
| STRACTMAN  | 32, Rue Charles Stractman    | 32    | 6,85433853  | 47,63484217 | BELFORT |
| STRASBOURG | 17, Rue de Strasbourg        | 17    | 6,852441933 | 47,64616709 | BELFORT |
| STRASBOURG | 28, Rue de Strasbourg        | 28    | 6,851385044 | 47,64628023 | BELFORT |
| STRASBOURG | 24, Rue de Strasbourg        | 24    | 6,851952289 | 47,6463663  | BELFORT |
| STRASBOURG | 35, Rue de Strasbourg        | 35    | 6,850465753 | 47,6459736  | BELFORT |
| STRASBOURG | 23, Rue de Strasbourg        | 23    | 6,851688664 | 47,64608826 | BELFORT |
| STRASBOURG | 34, Rue de Strasbourg        | 34    | 6,850754418 | 47,64623266 | BELFORT |
| STRASBOURG | 1, Rue de Strasbourg         | 1     | 6,854848679 | 47,64640687 | BELFORT |
| STRASBOURG | 9, Rue de Strasbourg         | 9     | 6,853356182 | 47,64625769 | BELFORT |
| STRASBOURG | 32, Rue de Strasbourg        | 32    | 6,850928684 | 47,64624391 | BELFORT |
| STRASBOURG | 11, Rue de Strasbourg        | 11    | 6,853180387 | 47,64622848 | BELFORT |
| STRASBOURG | 10, Rue de Strasbourg        | 10    | 6,853535505 | 47,64648495 | BELFORT |
| STRASBOURG | 7, Rue de Strasbourg         | 7     | 6,853517926 | 47,64627843 | BELFORT |
| STRASBOURG | 21, Rue de Strasbourg        | 21    | 6,85205201  | 47,64612819 | BELFORT |
| STRASBOURG | 18, Rue de Strasbourg        | 18    | 6,852582153 | 47,64640489 | BELFORT |
| STRASBOURG | 19, Rue de Strasbourg        | 19    | 6,852239564 | 47,64613892 | BELFORT |
| STRASBOURG | 8, Rue de Strasbourg         | 8     | 6,853872281 | 47,64652592 | BELFORT |
| STRASBOURG | 5, Rue de Strasbourg         | 5     | 6,854216521 | 47,64634136 | BELFORT |
| STRASBOURG | 15, Rue de Strasbourg        | 15    | 6,852668584 | 47,64616729 | BELFORT |
| STRASBOURG | 22, Rue de Strasbourg        | 22    | 6,852219569 | 47,64637393 | BELFORT |
| STRASBOURG | 16, Rue de Strasbourg        | 16    | 6,852810334 | 47,64642305 | BELFORT |
| STRASBOURG | 38, Rue de Strasbourg        | 38    | 6,850390309 | 47,64618374 | BELFORT |
| STRASBOURG | 14bis, Rue de Strasbourg     | 14bis | 6,853133057 | 47,64645555 | BELFORT |
| STRASBOURG | 31, Rue de Strasbourg        | 31    | 6,850775184 | 47,64600663 | BELFORT |
| STRASBOURG | 6, Rue de Strasbourg         | 6     | 6,854140327 | 47,64654252 | BELFORT |
| STRASBOURG | 5bis, Rue de Strasbourg      | 5bis  | 6,853853936 | 47,64631041 | BELFORT |

|            |                                |       |             |             |         |
|------------|--------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| STRASBOURG | 3bis, Rue de Strasbourg        | 3bis  | 6,85445646  | 47,64634104 | BELFORT |
| STRASBOURG | 8bis, Rue de Strasbourg        | 8bis  | 6,853684727 | 47,64651519 | BELFORT |
| STRASBOURG | 20, Rue de Strasbourg          | 20    | 6,852406359 | 47,64637568 | BELFORT |
| STRASBOURG | 2, Rue de Strasbourg           | 2     | 6,854534075 | 47,64662631 | BELFORT |
| STRASBOURG | 36, Rue de Strasbourg          | 36    | 6,85055205  | 47,64620448 | BELFORT |
| STRASBOURG | 12, Rue de Strasbourg          | 12    | 6,853441729 | 47,64647959 | BELFORT |
| STRASBOURG | 26, Rue de Strasbourg          | 26    | 6,851573361 | 47,64629994 | BELFORT |
| STRASBOURG | 30, Rue de Strasbourg          | 30    | 6,851210778 | 47,64626898 | BELFORT |
| STRASBOURG | 6bis, Rue de Strasbourg        | 6bis  | 6,853995692 | 47,64656616 | BELFORT |
| STRASBOURG | 37, Rue de Strasbourg          | 37    | 6,850342347 | 47,64593335 | BELFORT |
| STRASBOURG | 40, Rue de Strasbourg          | 40    | 6,85013479  | 47,64615763 | BELFORT |
| STRASBOURG | 14, Rue de Strasbourg          | 14    | 6,853307324 | 47,64646679 | BELFORT |
| STRASBOURG | 3, Rue de Strasbourg           | 3     | 6,854626904 | 47,64630739 | BELFORT |
| STROLZ     | 5, Rue du Général Strolz       | 5     | 6,856153977 | 47,64091466 | BELFORT |
| STROLZ     | 23, Rue du Général Strolz      | 23    | 6,8562145   | 47,63872031 | BELFORT |
| STROLZ     | 12, Rue du Général Strolz      | 12    | 6,855632671 | 47,63964556 | BELFORT |
| STROLZ     | 1, Rue du Général Strolz       | 1     | 6,856117371 | 47,64126744 | BELFORT |
| STROLZ     | 23a, Rue du Général Strolz     | 23a   | 6,856234519 | 47,63858755 | BELFORT |
| STROLZ     | 8, Rue du Général Strolz       | 8     | 6,855711618 | 47,64010303 | BELFORT |
| STROLZ     | 4, Rue du Général Strolz       | 4     | 6,85564662  | 47,64059205 | BELFORT |
| STROLZ     | 7, Rue du Général Strolz       | 7     | 6,85594885  | 47,64048606 | BELFORT |
| STROLZ     | 2, Rue du Général Strolz       | 2     | 6,855613356 | 47,64082758 | BELFORT |
| STROLZ     | 21, Rue du Général Strolz      | 21    | 6,856196919 | 47,63885352 | BELFORT |
| STROLZ     | 27, Rue du Général Strolz      | 27    | 6,856347412 | 47,63817739 | BELFORT |
| STROLZ     | 14c, Rue du Général Strolz     | 14c   | 6,855817492 | 47,6389545  | BELFORT |
| STROLZ     | 14bis, Rue du Général Strolz   | 14bis | 6,855759182 | 47,63909154 | BELFORT |
| STROLZ     | 14a, Rue du Général Strolz     | 14a   | 6,855602197 | 47,63916557 | BELFORT |
| STROLZ     | 6, Rue du Général Strolz       | 6     | 6,855688582 | 47,64030213 | BELFORT |
| STROLZ     | 3, Rue du Général Strolz       | 3     | 6,856130178 | 47,64110477 | BELFORT |
| STROLZ     | 18, Rue du Général Strolz      | 18    | 6,855882899 | 47,63835762 | BELFORT |
| STROLZ     | 25, Rue du Général Strolz      | 25    | 6,856540772 | 47,63841312 | BELFORT |
| STROLZ     | 17, Rue du Général Strolz      | 17    | 6,856195163 | 47,6393635  | BELFORT |
| STROLZ     | 9, Rue du Général Strolz       | 9     | 6,856097194 | 47,63998966 | BELFORT |
| STROLZ     | 25bis, Rue du Général Strolz   | 25bis | 6,856671165 | 47,63830767 | BELFORT |
| STROLZ     | 13, Rue du Général Strolz      | 13    | 6,856305541 | 47,63966092 | BELFORT |
| SUZE       | 5, Rue du Comte de La Suze     | 5     | 6,856724324 | 47,63509064 | BELFORT |
| SUZE       | 4, Rue du Comte de La Suze     | 4     | 6,855576437 | 47,63527358 | BELFORT |
| SUZE       | 17, Rue du Comte de La Suze    | 17    | 6,854738023 | 47,63508682 | BELFORT |
| SUZE       | 7, Rue du Comte de La Suze     | 7     | 6,856589948 | 47,63507785 | BELFORT |
| SUZE       | 6, Rue du Comte de La Suze     | 6     | 6,855089252 | 47,63529839 | BELFORT |
| SUZE       | 15, Rue du Comte de La Suze    | 15    | 6,855325608 | 47,6351     | BELFORT |
| SUZE       | 13, Rue du Comte de La Suze    | 13    | 6,855523349 | 47,63507429 | BELFORT |
| SUZE       | 3, Rue du Comte de La Suze     | 3     | 6,857082245 | 47,6350677  | BELFORT |
| SUZE       | 14, Rue du Comte de La Suze    | 14    | 6,854381338 | 47,63528087 | BELFORT |
| SUZE       | 11, Rue du Comte de La Suze    | 11    | 6,855744601 | 47,63501163 | BELFORT |
| SUZE       | 19, Rue du Comte de La Suze    | 19    | 6,854494312 | 47,63504224 | BELFORT |
| SUZE       | 2bis, Rue du Comte de La Suze  | 2bis  | 6,855748116 | 47,63551312 | BELFORT |
| SUZE       | 4bis, Rue du Comte de La Suze  | 4bis  | 6,855377405 | 47,63539529 | BELFORT |
| SUZE       | 15bis, Rue du Comte de La Suze | 15bis | 6,855031815 | 47,63509341 | BELFORT |
| SUZE       | 6bis, Rue du Comte de La Suze  | 6bis  | 6,85494312  | 47,63530407 | BELFORT |
| SUZE       | 21, Rue du Comte de La Suze    | 21    | 6,854169074 | 47,63513597 | BELFORT |
| SUZE       | 2, Rue du Comte de La Suze     | 2     | 6,857311627 | 47,63525698 | BELFORT |
| TANNEURS   | 1bis, Rue des Tanneurs         | 1bis  | 6,862914795 | 47,63545567 | BELFORT |
| TANNEURS   | 3bis, Rue des Tanneurs         | 3bis  | 6,8631913   | 47,63529391 | BELFORT |
| TANNEURS   | 1, Rue des Tanneurs            | 1     | 6,862906872 | 47,63538778 | BELFORT |
| TANNEURS   | 16, Rue des Tanneurs           | 16    | 6,862861354 | 47,63422107 | BELFORT |
| TANNEURS   | 12, Rue des Tanneurs           | 12    | 6,862832188 | 47,63481681 | BELFORT |
| TANNEURS   | 10, Rue des Tanneurs           | 10    | 6,862801523 | 47,63492611 | BELFORT |
| TANNEURS   | 18, Rue des Tanneurs           | 18    | 6,862880266 | 47,63413024 | BELFORT |
| TANNEURS   | 14, Rue des Tanneurs           | 14    | 6,862851099 | 47,63472598 | BELFORT |
| TANNEURS   | 3, Rue des Tanneurs            | 3     | 6,863246922 | 47,63509903 | BELFORT |
| TANNEURS   | 8, Rue des Tanneurs            | 8     | 6,862600456 | 47,63506908 | BELFORT |
| TANNEURS   | 3a, Rue des Tanneurs           | 3a    | 6,862990826 | 47,63514063 | BELFORT |

|          |                                                  |       |             |             |         |
|----------|--------------------------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| TANNEURS | 6, Rue des Tanneurs                              | 6     | 6,862172988 | 47,63514798 | BELFORT |
| TARDIEU  | Rue André Tardieu                                |       | 6,858344511 | 47,64174836 | BELFORT |
| TASSIGNY | 24, Boulevard Jean-Marie de Lattre de Tassigny   | 24    | 6,852430539 | 47,64196033 | BELFORT |
| TASSIGNY | 2bis, Boulevard Jean-Marie de Lattre de Tassigny | 2bis  | 6,855743921 | 47,64204773 | BELFORT |
| TASSIGNY | 4, Boulevard Jean-Marie de Lattre de Tassigny    | 4     | 6,855389775 | 47,64211556 | BELFORT |
| TASSIGNY | 10, Boulevard Jean-Marie de Lattre de Tassigny   | 10    | 6,854545848 | 47,64206729 | BELFORT |
| TASSIGNY | 6, Boulevard Jean-Marie de Lattre de Tassigny    | 6     | 6,855107701 | 47,64209049 | BELFORT |
| TASSIGNY | 2, Boulevard Jean-Marie de Lattre de Tassigny    | 2     | 6,85603087  | 47,64197351 | BELFORT |
| TASSIGNY | 8, Boulevard Jean-Marie de Lattre de Tassigny    | 8     | 6,85481387  | 47,6420839  | BELFORT |
| TASSIGNY | 12, Boulevard Jean-Marie de Lattre de Tassigny   | 12    | 6,854251253 | 47,64205172 | BELFORT |
| TASSIGNY | 14, Boulevard Jean-Marie de Lattre de Tassigny   | 14    | 6,853956658 | 47,64203614 | BELFORT |
| TASSIGNY | 16, Boulevard Jean-Marie de Lattre de Tassigny   | 16    | 6,85359563  | 47,64202315 | BELFORT |
| TASSIGNY | 20, Boulevard Jean-Marie de Lattre de Tassigny   | 20    | 6,853005677 | 47,64198302 | BELFORT |
| TASSIGNY | 22, Boulevard Jean-Marie de Lattre de Tassigny   | 22    | 6,852711083 | 47,64196744 | BELFORT |
| TASSIGNY | 18, Boulevard Jean-Marie de Lattre de Tassigny   | 18    | 6,853273698 | 47,64199963 | BELFORT |
| TELL     | 21, Rue Guillaume Tell                           | 21    | 6,851117165 | 47,64657893 | BELFORT |
| TELL     | 1, Rue Guillaume Tell                            | 1     | 6,854557011 | 47,64689569 | BELFORT |
| TELL     | 5, Rue Guillaume Tell                            | 5     | 6,853574782 | 47,64678973 | BELFORT |
| TELL     | 3, Rue Guillaume Tell                            | 3     | 6,854237342 | 47,64689911 | BELFORT |
| TELL     | 10, Rue Guillaume Tell                           | 10    | 6,852571798 | 47,64690979 | BELFORT |
| TELL     | 20, Rue Guillaume Tell                           | 20    | 6,851438524 | 47,64690878 | BELFORT |
| TELL     | 25, Rue Guillaume Tell                           | 25    | 6,850700666 | 47,64654105 | BELFORT |
| TELL     | 11, Rue Guillaume Tell                           | 11    | 6,852405    | 47,64667303 | BELFORT |
| TELL     | 13, Rue Guillaume Tell                           | 13    | 6,852203394 | 47,64665384 | BELFORT |
| TELL     | 16, Rue Guillaume Tell                           | 16    | 6,851914589 | 47,64686326 | BELFORT |
| TELL     | 17, Rue Guillaume Tell                           | 17    | 6,851519614 | 47,64660834 | BELFORT |
| TELL     | 8, Rue Guillaume Tell                            | 8     | 6,852828085 | 47,64694488 | BELFORT |
| TELL     | 6, Rue Guillaume Tell                            | 6     | 6,853337603 | 47,64697913 | BELFORT |
| TELL     | 30, Rue Guillaume Tell                           | 30    | 6,850313494 | 47,64669123 | BELFORT |
| TELL     | 28, Rue Guillaume Tell                           | 28    | 6,850502577 | 47,64671992 | BELFORT |
| TELL     | 14, Rue Guillaume Tell                           | 14    | 6,852170111 | 47,64688937 | BELFORT |
| TELL     | 23, Rue Guillaume Tell                           | 23    | 6,850874932 | 47,6465523  | BELFORT |
| TELL     | 27, Rue Guillaume Tell                           | 27    | 6,850472484 | 47,64652289 | BELFORT |
| TELL     | 22, Rue Guillaume Tell                           | 22    | 6,851068298 | 47,64678803 | BELFORT |
| TELL     | 24, Rue Guillaume Tell                           | 24    | 6,850840879 | 47,64677885 | BELFORT |
| TELL     | 20bis, Rue Guillaume Tell                        | 20bis | 6,851230806 | 47,64681775 | BELFORT |
| TELL     | 4, Rue Guillaume Tell                            | 4     | 6,85418543  | 47,6470723  | BELFORT |
| TELL     | 32, Rue Guillaume Tell                           | 32    | 6,850072025 | 47,64667358 | BELFORT |
| TELL     | 12, Rue Guillaume Tell                           | 12    | 6,852396766 | 47,64688957 | BELFORT |
| THANN    | 45, Rue de Thann                                 | 45    | 6,847078137 | 47,64768171 | BELFORT |
| THANN    | 1, Rue de Thann                                  | 1     | 6,848133589 | 47,64519931 | BELFORT |
| THANN    | 43, Rue de Thann                                 | 43    | 6,847098606 | 47,64760884 | BELFORT |
| THANN    | 14, Rue de Thann                                 | 14    | 6,847866438 | 47,64629076 | BELFORT |
| THANN    | 5, Rue de Thann                                  | 5     | 6,847952292 | 47,64557571 | BELFORT |
| THANN    | 37, Rue de Thann                                 | 37    | 6,847203243 | 47,64727145 | BELFORT |
| THANN    | 17, Rue de Thann                                 | 17    | 6,847345933 | 47,64628393 | BELFORT |
| THANN    | 10, Rue de Thann                                 | 10    | 6,848186266 | 47,64581888 | BELFORT |
| THANN    | 49, Rue de Thann                                 | 49    | 6,847015201 | 47,64788235 | BELFORT |
| THANN    | 28, Rue de Thann                                 | 28    | 6,847677335 | 47,64704584 | BELFORT |
| THANN    | 38, Rue de Thann                                 | 38    | 6,84749877  | 47,64761133 | BELFORT |
| THANN    | 15, Rue de Thann                                 | 15    | 6,847595344 | 47,64623822 | BELFORT |
| THANN    | 34, Rue de Thann                                 | 34    | 6,847593934 | 47,64731935 | BELFORT |
| THANN    | 19, Rue de Thann                                 | 19    | 6,8475066   | 47,64644887 | BELFORT |
| THANN    | 42, Rue de Thann                                 | 42    | 6,847457069 | 47,64774808 | BELFORT |
| THANN    | 21, Rue de Thann                                 | 21    | 6,84709177  | 47,64674425 | BELFORT |
| THANN    | 44, Rue de Thann                                 | 44    | 6,847427892 | 47,64787534 | BELFORT |
| THANN    | 47, Rue de Thann                                 | 47    | 6,847036434 | 47,64781846 | BELFORT |
| THANN    | 16, Rue de Thann                                 | 16    | 6,848038104 | 47,64642823 | BELFORT |
| THANN    | 30, Rue de Thann                                 | 30    | 6,847656102 | 47,64710973 | BELFORT |
| THANN    | 41, Rue de Thann                                 | 41    | 6,84711984  | 47,64754496 | BELFORT |
| THANN    | 35, Rue de Thann                                 | 35    | 6,847224475 | 47,64720756 | BELFORT |
| THANN    | 36, Rue de Thann                                 | 36    | 6,847572701 | 47,64738323 | BELFORT |
| THANN    | 51, Rue de Thann                                 | 51    | 6,846994731 | 47,64795521 | BELFORT |

|         |                            |       |             |             |         |
|---------|----------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| THANN   | 39, Rue de Thann           | 39    | 6,847182011 | 47,64733534 | BELFORT |
| THANN   | 23, Rue de Thann           | 23    | 6,847199598 | 47,64675808 | BELFORT |
| THANN   | 40, Rue de Thann           | 40    | 6,847477537 | 47,64767521 | BELFORT |
| THANN   | 31, Rue de Thann           | 31    | 6,84728512  | 47,64697998 | BELFORT |
| THANN   | 24, Rue de Thann           | 24    | 6,847741029 | 47,64685418 | BELFORT |
| THANN   | 46, Rue de Thann           | 46    | 6,847394135 | 47,64794872 | BELFORT |
| THANN   | 32, Rue de Thann           | 32    | 6,847614402 | 47,64724648 | BELFORT |
| THANN   | 19bis, Rue de Thann        | 19bis | 6,847287892 | 47,64638529 | BELFORT |
| THANN   | 26, Rue de Thann           | 26    | 6,847697803 | 47,64697297 | BELFORT |
| THANN   | 33, Rue de Thann           | 33    | 6,847277938 | 47,64705233 | BELFORT |
| THANN   | 7, Rue de Thann            | 7     | 6,84790754  | 47,64567655 | BELFORT |
| THANN   | 20, Rue de Thann           | 20    | 6,847772042 | 47,64659172 | BELFORT |
| THANN   | 11, Rue de Thann           | 11    | 6,847728076 | 47,64591775 | BELFORT |
| THANN   | 29, Rue de Thann           | 29    | 6,847319639 | 47,64691558 | BELFORT |
| THANN   | 48, Rue de Thann           | 48    | 6,847386191 | 47,64801209 | BELFORT |
| THANN   | 18, Rue de Thann           | 18    | 6,847909809 | 47,64648727 | BELFORT |
| THEATRE | 2, Parking Centre Théâtre  | 2     | 6,858167541 | 47,63517025 | BELFORT |
| THEATRE | 9, Rue de l'Ancien Théâtre | 9     | 6,862329442 | 47,63767426 | BELFORT |
| THEATRE | 4, Rue de l'Ancien Théâtre | 4     | 6,861488641 | 47,63766196 | BELFORT |
| THIERS  | 25, Rue Adolphe Thiers     | 25    | 6,854922212 | 47,63396253 | BELFORT |
| THIERS  | 28, Rue Adolphe Thiers     | 28    | 6,854432399 | 47,63431492 | BELFORT |
| THIERS  | 15, Rue Adolphe Thiers     | 15    | 6,855884041 | 47,63398818 | BELFORT |
| THIERS  | 9, Rue Adolphe Thiers      | 9     | 6,856284103 | 47,63399064 | BELFORT |
| THIERS  | 14, Rue Adolphe Thiers     | 14    | 6,856035236 | 47,63419852 | BELFORT |
| THIERS  | 13, Rue Adolphe Thiers     | 13    | 6,85601918  | 47,63400996 | BELFORT |
| THIERS  | 2, Rue Adolphe Thiers      | 2     | 6,856952628 | 47,63417184 | BELFORT |
| THIERS  | 3, Rue Adolphe Thiers      | 3     | 6,856724018 | 47,63399154 | BELFORT |
| THIERS  | 1, Rue Adolphe Thiers      | 1     | 6,857081167 | 47,63395963 | BELFORT |
| THIERS  | 6, Rue Adolphe Thiers      | 6     | 6,856581429 | 47,63419529 | BELFORT |
| THIERS  | 24, Rue Adolphe Thiers     | 24    | 6,854928802 | 47,63419651 | BELFORT |
| THIERS  | 31, Rue Adolphe Thiers     | 31    | 6,854201796 | 47,63395451 | BELFORT |
| THIERS  | 23, Rue Adolphe Thiers     | 23    | 6,855212939 | 47,63393321 | BELFORT |
| THIERS  | 26, Rue Adolphe Thiers     | 26    | 6,854767095 | 47,63417577 | BELFORT |
| THIERS  | 27, Rue Adolphe Thiers     | 27    | 6,854735465 | 47,63396079 | BELFORT |
| THIERS  | 29, Rue Adolphe Thiers     | 29    | 6,854520621 | 47,63394211 | BELFORT |
| THIERS  | 23bis, Rue Adolphe Thiers  | 23bis | 6,855078092 | 47,63375827 | BELFORT |
| THIERS  | 30, Rue Adolphe Thiers     | 30    | 6,854139668 | 47,63416414 | BELFORT |
| THIERS  | 17, Rue Adolphe Thiers     | 17    | 6,855709815 | 47,63397694 | BELFORT |
| THIERS  | 7, Rue Adolphe Thiers      | 7     | 6,85646932  | 47,63397443 | BELFORT |
| THIERS  | 4, Rue Adolphe Thiers      | 4     | 6,856793216 | 47,63417804 | BELFORT |
| THIERS  | 14bis, Rue Adolphe Thiers  | 14bis | 6,855527845 | 47,63434439 | BELFORT |
| THIERS  | 11, Rue Adolphe Thiers     | 11    | 6,85615126  | 47,63399581 | BELFORT |
| THIERS  | 12, Rue Adolphe Thiers     | 12    | 6,856183659 | 47,63421977 | BELFORT |
| THIERS  | 5, Rue Adolphe Thiers      | 5     | 6,856588879 | 47,63396977 | BELFORT |
| THIERS  | 10, Rue Adolphe Thiers     | 10    | 6,856343837 | 47,63422255 | BELFORT |
| THIERS  | 18, Rue Adolphe Thiers     | 18    | 6,855369484 | 47,6342064  | BELFORT |
| THIERS  | 20, Rue Adolphe Thiers     | 20    | 6,85519602  | 47,63420414 | BELFORT |
| THIERS  | 22, Rue Adolphe Thiers     | 22    | 6,855048362 | 47,63419186 | BELFORT |
| THIERS  | 8, Rue Adolphe Thiers      | 8     | 6,856436064 | 47,63420996 | BELFORT |
| THIERS  | 16, Rue Adolphe Thiers     | 16    | 6,855676556 | 47,63421247 | BELFORT |
| THIERS  | 21, Rue Adolphe Thiers     | 21    | 6,855335558 | 47,63396447 | BELFORT |
| THILLOT | 10, Rue du Thillot         | 10    | 6,840547948 | 47,66074562 | BELFORT |
| THILLOT | 8bis, Rue du Thillot       | 8bis  | 6,840715066 | 47,66082923 | BELFORT |
| THILLOT | 12, Rue du Thillot         | 12    | 6,840319709 | 47,66072744 | BELFORT |
| THILLOT | 8, Rue du Thillot          | 8     | 6,840950497 | 47,66077507 | BELFORT |
| THILLOT | 4, Rue du Thillot          | 4     | 6,841397497 | 47,66085684 | BELFORT |
| THILLOT | 18, Rue du Thillot         | 18    | 6,840355341 | 47,66051885 | BELFORT |
| THILLOT | 6, Rue du Thillot          | 6     | 6,841058353 | 47,66078891 | BELFORT |
| THOMAS  | 8, Rue Albert Thomas       | 8     | 6,852998145 | 47,65238871 | BELFORT |
| THOMAS  | 10, Rue Albert Thomas      | 10    | 6,852545849 | 47,65224412 | BELFORT |
| THOMAS  | 1, Rue Albert Thomas       | 1     | 6,853947019 | 47,65241489 | BELFORT |
| THOMAS  | 6, Rue Albert Thomas       | 6     | 6,853233231 | 47,65248768 | BELFORT |
| THOMAS  | 13, Rue Albert Thomas      | 13    | 6,852260963 | 47,65202997 | BELFORT |

|         |                                   |       |             |             |         |
|---------|-----------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| THOMAS  | 5, Rue Albert Thomas              | 5     | 6,853321962 | 47,65227703 | BELFORT |
| THOMAS  | 8bis, Rue Albert Thomas           | 8bis  | 6,852673094 | 47,65232927 | BELFORT |
| THOMAS  | 4, Rue Albert Thomas              | 4     | 6,853684002 | 47,6526143  | BELFORT |
| THOMAS  | 18, Rue Albert Thomas             | 18    | 6,851298809 | 47,65200429 | BELFORT |
| THOMAS  | 3, Rue Albert Thomas              | 3     | 6,853746153 | 47,65240468 | BELFORT |
| THOMAS  | 7, Rue Albert Thomas              | 7     | 6,853145384 | 47,65223884 | BELFORT |
| THOMAS  | 15, Rue Albert Thomas             | 15    | 6,852110963 | 47,65199075 | BELFORT |
| THOMAS  | 16, Rue Albert Thomas             | 16    | 6,85160904  | 47,65204629 | BELFORT |
| THOMAS  | 14, Rue Albert Thomas             | 14    | 6,851839537 | 47,65209139 | BELFORT |
| THOMAS  | 3bis, Rue Albert Thomas           | 3bis  | 6,853582099 | 47,65235701 | BELFORT |
| THOMAS  | 10bis, Rue Albert Thomas          | 10bis | 6,852097377 | 47,65214443 | BELFORT |
| THOMAS  | 12, Rue Albert Thomas             | 12    | 6,851962194 | 47,65212266 | BELFORT |
| THOMAS  | 11, Rue Albert Thomas             | 11    | 6,852369568 | 47,65205277 | BELFORT |
| THOMAS  | 2bis, Rue Albert Thomas           | 2bis  | 6,853966896 | 47,65264835 | BELFORT |
| THOMAS  | 4bis, Rue Albert Thomas           | 4bis  | 6,853423865 | 47,65253433 | BELFORT |
| THOMAS  | 2, Rue Albert Thomas              | 2     | 6,853898156 | 47,652624   | BELFORT |
| THOMAS  | 19, Rue Albert Thomas             | 19    | 6,851771863 | 47,65192284 | BELFORT |
| THOMAS  | 17, Rue Albert Thomas             | 17    | 6,851975782 | 47,65196898 | BELFORT |
| THOMAS  | 23, Rue Albert Thomas             | 23    | 6,851472629 | 47,65185339 | BELFORT |
| THOMAS  | 21, Rue Albert Thomas             | 21    | 6,851581232 | 47,6518762  | BELFORT |
| TILLEUL | 122, Rue de la Croix du Tilleul   | 122   | 6,84996611  | 47,65357856 | BELFORT |
| TILLEUL | 4, Rue de la Croix du Tilleul     | 4     | 6,858866928 | 47,64584516 | BELFORT |
| TILLEUL | 126, Rue de la Croix du Tilleul   | 126   | 6,849677259 | 47,65378798 | BELFORT |
| TILLEUL | 39, Rue de la Croix du Tilleul    | 39    | 6,853288977 | 47,65032336 | BELFORT |
| TILLEUL | 110, Rue de la Croix du Tilleul   | 110   | 6,851259899 | 47,6531139  | BELFORT |
| TILLEUL | 50, Rue de la Croix du Tilleul    | 50    | 6,857691608 | 47,64832334 | BELFORT |
| TILLEUL | 31, Rue de la Croix du Tilleul    | 31    | 6,854453123 | 47,64974658 | BELFORT |
| TILLEUL | 32, Rue de la Croix du Tilleul    | 32    | 6,858184737 | 47,64706991 | BELFORT |
| TILLEUL | 9bis, Rue de la Croix du Tilleul  | 9bis  | 6,857108182 | 47,6485172  | BELFORT |
| TILLEUL | 14, Rue de la Croix du Tilleul    | 14    | 6,858676244 | 47,646267   | BELFORT |
| TILLEUL | 63, Rue de la Croix du Tilleul    | 63    | 6,850016819 | 47,65323425 | BELFORT |
| TILLEUL | 64, Rue de la Croix du Tilleul    | 64    | 6,856824742 | 47,64878949 | BELFORT |
| TILLEUL | 62, Rue de la Croix du Tilleul    | 62    | 6,85701307  | 47,64880919 | BELFORT |
| TILLEUL | 20, Rue de la Croix du Tilleul    | 20    | 6,858950898 | 47,64651757 | BELFORT |
| TILLEUL | 24, Rue de la Croix du Tilleul    | 24    | 6,858291598 | 47,64675945 | BELFORT |
| TILLEUL | 22, Rue de la Croix du Tilleul    | 22    | 6,858412996 | 47,64661959 | BELFORT |
| TILLEUL | 13, Rue de la Croix du Tilleul    | 13    | 6,856297326 | 47,64870189 | BELFORT |
| TILLEUL | 70, Rue de la Croix du Tilleul    | 70    | 6,85640717  | 47,64889582 | BELFORT |
| TILLEUL | 96, Rue de la Croix du Tilleul    | 96    | 6,853441913 | 47,65086696 | BELFORT |
| TILLEUL | 124, Rue de la Croix du Tilleul   | 124   | 6,849771352 | 47,65364018 | BELFORT |
| TILLEUL | 16, Rue de la Croix du Tilleul    | 16    | 6,858476932 | 47,64627476 | BELFORT |
| TILLEUL | 12, Rue de la Croix du Tilleul    | 12    | 6,858622607 | 47,64610692 | BELFORT |
| TILLEUL | 15bis, Rue de la Croix du Tilleul | 15bis | 6,855757103 | 47,64877696 | BELFORT |
| TILLEUL | 3, Rue de la Croix du Tilleul     | 3     | 6,85738397  | 47,64815512 | BELFORT |
| TILLEUL | 102, Rue de la Croix du Tilleul   | 102   | 6,852403491 | 47,6522947  | BELFORT |
| TILLEUL | 51, Rue de la Croix du Tilleul    | 51    | 6,851897744 | 47,65230534 | BELFORT |
| TILLEUL | 28, Rue de la Croix du Tilleul    | 28    | 6,858196774 | 47,64689827 | BELFORT |
| TILLEUL | 20c, Rue de la Croix du Tilleul   | 20c   | 6,859190839 | 47,64651725 | BELFORT |
| TILLEUL | 33, Rue de la Croix du Tilleul    | 33    | 6,854365455 | 47,64981305 | BELFORT |
| TILLEUL | 92, Rue de la Croix du Tilleul    | 92    | 6,854205121 | 47,65027874 | BELFORT |
| TILLEUL | 37, Rue de la Croix du Tilleul    | 37    | 6,853505416 | 47,65035999 | BELFORT |
| TILLEUL | 38, Rue de la Croix du Tilleul    | 38    | 6,857869581 | 47,64759569 | BELFORT |
| TILLEUL | 26, Rue de la Croix du Tilleul    | 26    | 6,858202411 | 47,64680796 | BELFORT |
| TILLEUL | 34, Rue de la Croix du Tilleul    | 34    | 6,858049285 | 47,64720131 | BELFORT |
| TILLEUL | 36, Rue de la Croix du Tilleul    | 36    | 6,857901794 | 47,64750434 | BELFORT |
| TILLEUL | 20d, Rue de la Croix du Tilleul   | 20d   | 6,85932399  | 47,64635891 | BELFORT |
| TILLEUL | 19, Rue de la Croix du Tilleul    | 19    | 6,855845723 | 47,64903477 | BELFORT |
| TILLEUL | 8, Rue de la Croix du Tilleul     | 8     | 6,859063664 | 47,64596363 | BELFORT |
| TILLEUL | 54, Rue de la Croix du Tilleul    | 54    | 6,857518582 | 47,64848322 | BELFORT |
| TILLEUL | 56, Rue de la Croix du Tilleul    | 56    | 6,857462852 | 47,64861151 | BELFORT |
| TILLEUL | 104, Rue de la Croix du Tilleul   | 104   | 6,852108246 | 47,65258545 | BELFORT |
| TILLEUL | 5, Rue de la Croix du Tilleul     | 5     | 6,857344589 | 47,64831882 | BELFORT |
| TILLEUL | 3a, Rue de la Croix du Tilleul    | 3a    | 6,857236274 | 47,64814285 | BELFORT |

|          |                                   |       |             |             |         |
|----------|-----------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| TILLEUL  | 2, Rue de la Croix du Tilleul     | 2     | 6,858881259 | 47,64570046 | BELFORT |
| TILLEUL  | 20a, Rue de la Croix du Tilleul   | 20a   | 6,858639163 | 47,64645763 | BELFORT |
| TILLEUL  | 6, Rue de la Croix du Tilleul     | 6     | 6,858823727 | 47,64596396 | BELFORT |
| TILLEUL  | 100, Rue de la Croix du Tilleul   | 100   | 6,852773587 | 47,65210014 | BELFORT |
| TILLEUL  | 68, Rue de la Croix du Tilleul    | 68    | 6,856469022 | 47,64883936 | BELFORT |
| TILLEUL  | 9, Rue de la Croix du Tilleul     | 9     | 6,857217547 | 47,64854898 | BELFORT |
| TILLEUL  | 72, Rue de la Croix du Tilleul    | 72    | 6,856331266 | 47,64894382 | BELFORT |
| TILLEUL  | 74, Rue de la Croix du Tilleul    | 74    | 6,856256126 | 47,64900079 | BELFORT |
| TILLEUL  | 76, Rue de la Croix du Tilleul    | 76    | 6,856195039 | 47,64906623 | BELFORT |
| TILLEUL  | 78, Rue de la Croix du Tilleul    | 78    | 6,856067512 | 47,64913426 | BELFORT |
| TILLEUL  | 82bis, Rue de la Croix du Tilleul | 82bis | 6,855467149 | 47,64959904 | BELFORT |
| TILLEUL  | 82, Rue de la Croix du Tilleul    | 82    | 6,855463614 | 47,64940098 | BELFORT |
| TILLEUL  | 84, Rue de la Croix du Tilleul    | 84    | 6,855088194 | 47,6495327  | BELFORT |
| TILLEUL  | 86, Rue de la Croix du Tilleul    | 86    | 6,854924621 | 47,64964717 | BELFORT |
| TILLEUL  | 88, Rue de la Croix du Tilleul    | 88    | 6,854815731 | 47,64977752 | BELFORT |
| TILLEUL  | 90, Rue de la Croix du Tilleul    | 90    | 6,854662387 | 47,64985556 | BELFORT |
| TILLEUL  | 94, Rue de la Croix du Tilleul    | 94    | 6,853779774 | 47,65076374 | BELFORT |
| TILLEUL  | 112, Rue de la Croix du Tilleul   | 112   | 6,850996406 | 47,65315116 | BELFORT |
| TILLEUL  | 116, Rue de la Croix du Tilleul   | 116   | 6,850738723 | 47,65341342 | BELFORT |
| TILLEUL  | 118, Rue de la Croix du Tilleul   | 118   | 6,85029712  | 47,65339454 | BELFORT |
| TILLEUL  | 58, Rue de la Croix du Tilleul    | 58    | 6,857408653 | 47,64875777 | BELFORT |
| TILLEUL  | 61, Rue de la Croix du Tilleul    | 61    | 6,850181177 | 47,65312877 | BELFORT |
| TILLEUL  | 47, Rue de la Croix du Tilleul    | 47    | 6,852851149 | 47,65160163 | BELFORT |
| TILLEUL  | 48, Rue de la Croix du Tilleul    | 48    | 6,857704412 | 47,64816067 | BELFORT |
| TILLEUL  | 120, Rue de la Croix du Tilleul   | 120   | 6,850163159 | 47,65354388 | BELFORT |
| TILLEUL  | 52, Rue de la Croix du Tilleul    | 52    | 6,857564848 | 47,64840034 | BELFORT |
| TILLEUL  | 15, Rue de la Croix du Tilleul    | 15    | 6,85609313  | 47,64880894 | BELFORT |
| TILLEUL  | 17, Rue de la Croix du Tilleul    | 17    | 6,85602105  | 47,64890183 | BELFORT |
| TILLEUL  | 25, Rue de la Croix du Tilleul    | 25    | 6,854751398 | 47,64949174 | BELFORT |
| TILLEUL  | 29, Rue de la Croix du Tilleul    | 29    | 6,854540024 | 47,64967113 | BELFORT |
| TILLEUL  | 57, Rue de la Croix du Tilleul    | 57    | 6,850889166 | 47,652831   | BELFORT |
| TILLEUL  | 21, Rue de la Croix du Tilleul    | 21    | 6,855732247 | 47,64911126 | BELFORT |
| TILLEUL  | 27, Rue de la Croix du Tilleul    | 27    | 6,854628455 | 47,64961363 | BELFORT |
| TILLEUL  | 11, Rue de la Croix du Tilleul    | 11    | 6,856982952 | 47,64861216 | BELFORT |
| TILLEUL  | 42, Rue de la Croix du Tilleul    | 42    | 6,857862133 | 47,6478212  | BELFORT |
| TILLEUL  | 20bis, Rue de la Croix du Tilleul | 20bis | 6,858869642 | 47,64650272 | BELFORT |
| TILLEUL  | 41, Rue de la Croix du Tilleul    | 41    | 6,852997448 | 47,65112748 | BELFORT |
| TILLEUL  | 45, Rue de la Croix du Tilleul    | 45    | 6,852935    | 47,65149026 | BELFORT |
| TILLEUL  | 49, Rue de la Croix du Tilleul    | 49    | 6,852492522 | 47,65193088 | BELFORT |
| TILLEUL  | 66, Rue de la Croix du Tilleul    | 66    | 6,856627715 | 47,64882418 | BELFORT |
| TILLEUL  | 10, Rue de la Croix du Tilleul    | 10    | 6,858869711 | 47,64603425 | BELFORT |
| TILLEUL  | 98, Rue de la Croix du Tilleul    | 98    | 6,853117785 | 47,6517001  | BELFORT |
| TOULOUSE | 18bis, Rue de Toulouse            | 18bis | 6,849614769 | 47,65101564 | BELFORT |
| TOULOUSE | 20, Rue de Toulouse               | 20    | 6,849342885 | 47,65095413 | BELFORT |
| TOULOUSE | 16, Rue de Toulouse               | 16    | 6,849963332 | 47,65103814 | BELFORT |
| TOULOUSE | 12, Rue de Toulouse               | 12    | 6,850219636 | 47,65107323 | BELFORT |
| TOULOUSE | 2, Rue de Toulouse                | 2     | 6,850908058 | 47,65117262 | BELFORT |
| TOULOUSE | 15, Rue de Toulouse               | 15    | 6,849419867 | 47,65076195 | BELFORT |
| TOULOUSE | 1, Rue de Toulouse                | 1     | 6,851163136 | 47,65103659 | BELFORT |
| TOULOUSE | 24, Rue de Toulouse               | 24    | 6,848760778 | 47,65085061 | BELFORT |
| TOULOUSE | 6, Rue de Toulouse                | 6     | 6,850664276 | 47,65112804 | BELFORT |
| TOULOUSE | 18, Rue de Toulouse               | 18    | 6,849854729 | 47,65101533 | BELFORT |
| TOULOUSE | 22, Rue de Toulouse               | 22    | 6,849098342 | 47,65090056 | BELFORT |
| TOULOUSE | 3, Rue de Toulouse                | 3     | 6,850945933 | 47,65099097 | BELFORT |
| TOULOUSE | 4, Rue de Toulouse                | 4     | 6,850759589 | 47,65115136 | BELFORT |
| TOULOUSE | 14, Rue de Toulouse               | 14    | 6,850111035 | 47,65105042 | BELFORT |
| TOULOUSE | 9, Rue de Toulouse                | 9     | 6,850176254 | 47,65087672 | BELFORT |
| TOULOUSE | 17, Rue de Toulouse               | 17    | 6,849244823 | 47,65074172 | BELFORT |
| TOULOUSE | 5, Rue de Toulouse                | 5     | 6,850649761 | 47,65095743 | BELFORT |
| TOULOUSE | 10, Rue de Toulouse               | 10    | 6,850354052 | 47,65108603 | BELFORT |
| TOULOUSE | 13, Rue de Toulouse               | 13    | 6,849637069 | 47,65080757 | BELFORT |
| TOULOUSE | 26, Rue de Toulouse               | 26    | 6,848477898 | 47,65081654 | BELFORT |
| TOULOUSE | 8, Rue de Toulouse                | 8     | 6,850569728 | 47,65111369 | BELFORT |

|          |                                  |       |             |             |         |
|----------|----------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| TOULOUSE | 7bis, Rue de Toulouse            | 7bis  | 6,850327013 | 47,65092492 | BELFORT |
| TOULOUSE | 2a, Rue de Toulouse              | 2a    | 6,851137022 | 47,65119976 | BELFORT |
| TOULOUSE | 7, Rue de Toulouse               | 7     | 6,850420034 | 47,65092131 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 1, Rue du Tramway                | 1     | 6,853562205 | 47,64805148 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 21, Rue du Tramway               | 21    | 6,851364641 | 47,64792066 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 16, Rue du Tramway               | 16    | 6,850788373 | 47,64804215 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 13, Rue du Tramway               | 13    | 6,851995287 | 47,64796823 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 19, Rue du Tramway               | 19    | 6,851499048 | 47,64793346 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 11, Rue du Tramway               | 11    | 6,852157799 | 47,64799795 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 10, Rue du Tramway               | 10    | 6,85137992  | 47,64810025 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 17, Rue du Tramway               | 17    | 6,851646744 | 47,64794574 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 6bis, Rue du Tramway             | 6bis  | 6,852296198 | 47,64837095 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 18, Rue du Tramway               | 18    | 6,850586762 | 47,64802295 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 8, Rue du Tramway                | 8     | 6,851529144 | 47,64813049 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 25, Rue du Tramway               | 25    | 6,85110835  | 47,64788557 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 5, Rue du Tramway                | 5     | 6,852923619 | 47,64806729 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 6c, Rue du Tramway               | 6c    | 6,852107109 | 47,64834226 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 20, Rue du Tramway               | 20    | 6,850308079 | 47,64788918 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 6a, Rue du Tramway               | 6a    | 6,852416086 | 47,64821314 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 6d, Rue du Tramway               | 6d    | 6,851878156 | 47,64831512 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 22, Rue du Tramway               | 22    | 6,849960239 | 47,64786711 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 4c, Rue du Tramway               | 4c    | 6,852663381 | 47,64845578 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 23, Rue du Tramway               | 23    | 6,851230233 | 47,64790786 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 31, Rue du Tramway               | 31    | 6,850585839 | 47,64769866 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 27, Rue du Tramway               | 27    | 6,850866876 | 47,64786793 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 3, Rue du Tramway                | 3     | 6,853334017 | 47,64803332 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 3bis, Rue du Tramway             | 3bis  | 6,853263755 | 47,64799101 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 4a, Rue du Tramway               | 4a    | 6,852919676 | 47,64849087 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 4d, Rue du Tramway               | 4d    | 6,852543024 | 47,64845145 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 15, Rue du Tramway               | 15    | 6,851821779 | 47,64796596 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 4bis, Rue du Tramway             | 4bis  | 6,852771215 | 47,64846961 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 6, Rue du Tramway                | 6     | 6,851662789 | 47,6481343  | BELFORT |
| TRAMWAY  | 14, Rue du Tramway               | 14    | 6,850989986 | 47,64806134 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 4g, Rue du Tramway               | 4g    | 6,852901863 | 47,64827462 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 9, Rue du Tramway                | 9     | 6,85234383  | 47,64799072 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 7, Rue du Tramway                | 7     | 6,852521159 | 47,64803789 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 6e, Rue du Tramway               | 6e    | 6,851864402 | 47,6481535  | BELFORT |
| TRAMWAY  | 5bis, Rue du Tramway             | 5bis  | 6,85269543  | 47,64804913 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 4e, Rue du Tramway               | 4e    | 6,852526976 | 47,64826288 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 4ter, Rue du Tramway             | 4ter  | 6,852537207 | 47,64822645 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 12, Rue du Tramway               | 12    | 6,851218937 | 47,64808848 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 4f, Rue du Tramway               | 4f    | 6,852795029 | 47,6482795  | BELFORT |
| TRAMWAY  | 29, Rue du Tramway               | 29    | 6,850678552 | 47,64784821 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 4, Rue du Tramway                | 4     | 6,853112118 | 47,64840231 | BELFORT |
| TRAMWAY  | 31bis, Rue du Tramway            | 31bis | 6,850523521 | 47,64759298 | BELFORT |
| TURENNE  | 16, Rue du Vicomte de Turenne    | 16    | 6,858420109 | 47,63371833 | BELFORT |
| TURENNE  | 18, Rue du Vicomte de Turenne    | 18    | 6,858261463 | 47,63373352 | BELFORT |
| TURENNE  | 22, Rue du Vicomte de Turenne    | 22    | 6,857760482 | 47,63379806 | BELFORT |
| TURENNE  | 23, Rue du Vicomte de Turenne    | 23    | 6,857978183 | 47,63353733 | BELFORT |
| TURENNE  | 5, Rue du Vicomte de Turenne     | 5     | 6,860142752 | 47,63344406 | BELFORT |
| TURENNE  | 25, Rue du Vicomte de Turenne    | 25    | 6,857476439 | 47,6335929  | BELFORT |
| TURENNE  | 19, Rue du Vicomte de Turenne    | 19    | 6,858414268 | 47,63349333 | BELFORT |
| TURENNE  | 20, Rue du Vicomte de Turenne    | 20    | 6,857958982 | 47,63378133 | BELFORT |
| TURENNE  | 21, Rue du Vicomte de Turenne    | 21    | 6,858242338 | 47,63350903 | BELFORT |
| TURENNE  | 17, Rue du Vicomte de Turenne    | 17    | 6,858572915 | 47,63347815 | BELFORT |
| TURENNE  | 2, Rue du Vicomte de Turenne     | 2     | 6,860324357 | 47,63369826 | BELFORT |
| TURENNE  | 11, Rue du Vicomte de Turenne    | 11    | 6,859091001 | 47,63345798 | BELFORT |
| TURENNE  | 1, Rue du Vicomte de Turenne     | 1     | 6,860677183 | 47,63345929 | BELFORT |
| TURENNE  | 3, Rue du Vicomte de Turenne     | 3     | 6,86027483  | 47,63342991 | BELFORT |
| TURENNE  | 23bis, Rue du Vicomte de Turenne | 23bis | 6,85772731  | 47,63356511 | BELFORT |
| TURENNE  | 5bis, Rue du Vicomte de Turenne  | 5bis  | 6,859982575 | 47,63344129 | BELFORT |
| TURENNE  | 8, Rue du Vicomte de Turenne     | 8     | 6,859896965 | 47,63368787 | BELFORT |
| TURENNE  | 9, Rue du Vicomte de Turenne     | 9     | 6,859276215 | 47,63344176 | BELFORT |

|         |                                 |       |             |             |         |
|---------|---------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| TURENNE | 14, Rue du Vicomte de Turenne   | 14    | 6,858566237 | 47,63371265 | BELFORT |
| TURENNE | 15, Rue du Vicomte de Turenne   | 15    | 6,858718277 | 47,63346348 | BELFORT |
| TURENNE | 5ter, Rue du Vicomte de Turenne | 5ter  | 6,859849734 | 47,63344646 | BELFORT |
| TURENNE | 10, Rue du Vicomte de Turenne   | 10    | 6,859019434 | 47,63371302 | BELFORT |
| TURENNE | 7, Rue du Vicomte de Turenne    | 7     | 6,859689557 | 47,63344369 | BELFORT |
| TURENNE | 24, Rue du Vicomte de Turenne   | 24    | 6,857494031 | 47,63379942 | BELFORT |
| TURENNE | 12, Rue du Vicomte de Turenne   | 12    | 6,858738934 | 47,63370592 | BELFORT |
| TURENNE | 13, Rue du Vicomte de Turenne   | 13    | 6,858905022 | 47,63346522 | BELFORT |
| VALDOIE | 68, Rue de Valdoie              | 68    | 6,847810446 | 47,66005859 | BELFORT |
| VALDOIE | 6, Rue de Valdoie               | 6     | 6,849418042 | 47,65638361 | BELFORT |
| VALDOIE | 46, Rue de Valdoie              | 46    | 6,848097232 | 47,65857    | BELFORT |
| VALDOIE | 82, Rue de Valdoie              | 82    | 6,847219502 | 47,66079323 | BELFORT |
| VALDOIE | 78, Rue de Valdoie              | 78    | 6,847318508 | 47,66054615 | BELFORT |
| VALDOIE | 67, Rue de Valdoie              | 67    | 6,84656837  | 47,66113381 | BELFORT |
| VALDOIE | 56, Rue de Valdoie              | 56    | 6,848152521 | 47,65906334 | BELFORT |
| VALDOIE | 52, Rue de Valdoie              | 52    | 6,847969814 | 47,65895332 | BELFORT |
| VALDOIE | 3bis, Rue de Valdoie            | 3bis  | 6,848439177 | 47,65640377 | BELFORT |
| VALDOIE | 8, Rue de Valdoie               | 8     | 6,849023158 | 47,65644398 | BELFORT |
| VALDOIE | 24, Rue de Valdoie              | 24    | 6,848662024 | 47,65721475 | BELFORT |
| VALDOIE | 35, Rue de Valdoie              | 35    | 6,84772402  | 47,65872863 | BELFORT |
| VALDOIE | 31, Rue de Valdoie              | 31    | 6,847874965 | 47,65830836 | BELFORT |
| VALDOIE | 1, Rue de Valdoie               | 1     | 6,848902939 | 47,65597118 | BELFORT |
| VALDOIE | 27, Rue de Valdoie              | 27    | 6,84797778  | 47,65810617 | BELFORT |
| VALDOIE | 90, Rue de Valdoie              | 90    | 6,847007433 | 47,66127893 | BELFORT |
| VALDOIE | 57, Rue de Valdoie              | 57    | 6,847020308 | 47,6603325  | BELFORT |
| VALDOIE | 58, Rue de Valdoie              | 58    | 6,848196666 | 47,65926883 | BELFORT |
| VALDOIE | 14, Rue de Valdoie              | 14    | 6,848901407 | 47,656737   | BELFORT |
| VALDOIE | 80, Rue de Valdoie              | 80    | 6,847246397 | 47,66063903 | BELFORT |
| VALDOIE | 23, Rue de Valdoie              | 23    | 6,848068069 | 47,65791348 | BELFORT |
| VALDOIE | 28, Rue de Valdoie              | 28    | 6,848572503 | 47,65741643 | BELFORT |
| VALDOIE | 3, Rue de Valdoie               | 3     | 6,848727721 | 47,65641942 | BELFORT |
| VALDOIE | 41, Rue de Valdoie              | 41    | 6,847588964 | 47,65902215 | BELFORT |
| VALDOIE | 1a, Rue de Valdoie              | 1a    | 6,84887147  | 47,6560715  | BELFORT |
| VALDOIE | 49bis, Rue de Valdoie           | 49bis | 6,847256664 | 47,65981882 | BELFORT |
| VALDOIE | 55, Rue de Valdoie              | 55    | 6,847079891 | 47,6602491  | BELFORT |
| VALDOIE | 21, Rue de Valdoie              | 21    | 6,848098777 | 47,65780418 | BELFORT |
| VALDOIE | 12, Rue de Valdoie              | 12    | 6,848945402 | 47,65662718 | BELFORT |
| VALDOIE | 9, Rue de Valdoie               | 9     | 6,848532028 | 47,65694052 | BELFORT |
| VALDOIE | 70, Rue de Valdoie              | 70    | 6,847509334 | 47,66012433 | BELFORT |
| VALDOIE | 26, Rue de Valdoie              | 26    | 6,848618027 | 47,65732457 | BELFORT |
| VALDOIE | 88, Rue de Valdoie              | 88    | 6,847103838 | 47,66115807 | BELFORT |
| VALDOIE | 61bis, Rue de Valdoie           | 61bis | 6,846887535 | 47,66065296 | BELFORT |
| VALDOIE | 60, Rue de Valdoie              | 60    | 6,848471955 | 47,65921311 | BELFORT |
| VALDOIE | 63, Rue de Valdoie              | 63    | 6,846811293 | 47,66085411 | BELFORT |
| VALDOIE | 50, Rue de Valdoie              | 50    | 6,847998996 | 47,65882606 | BELFORT |
| VALDOIE | 42, Rue de Valdoie              | 42    | 6,848199283 | 47,65835883 | BELFORT |
| VALDOIE | 30, Rue de Valdoie              | 30    | 6,848528505 | 47,65752624 | BELFORT |
| VALDOIE | 36, Rue de Valdoie              | 36    | 6,848339988 | 47,657975   | BELFORT |
| VALDOIE | 45, Rue de Valdoie              | 45    | 6,847527545 | 47,65924075 | BELFORT |
| VALDOIE | 66, Rue de Valdoie              | 66    | 6,847580992 | 47,6598693  | BELFORT |
| VALDOIE | 54, Rue de Valdoie              | 54    | 6,84794216  | 47,65909853 | BELFORT |
| VALDOIE | 10, Rue de Valdoie              | 10    | 6,848987106 | 47,65649043 | BELFORT |
| VALDOIE | 11, Rue de Valdoie              | 11    | 6,848451979 | 47,65709678 | BELFORT |
| VALDOIE | 51, Rue de Valdoie              | 51    | 6,847200899 | 47,65994711 | BELFORT |
| VALDOIE | 18, Rue de Valdoie              | 18    | 6,848815705 | 47,65698356 | BELFORT |
| VALDOIE | 47, Rue de Valdoie              | 47    | 6,847414488 | 47,65947937 | BELFORT |
| VALDOIE | 13, Rue de Valdoie              | 13    | 6,848407981 | 47,6572066  | BELFORT |
| VALDOIE | 4, Rue de Valdoie               | 4     | 6,849085332 | 47,65623436 | BELFORT |
| VALDOIE | 7, Rue de Valdoie               | 7     | 6,848575261 | 47,65682173 | BELFORT |
| VALDOIE | 39, Rue de Valdoie              | 39    | 6,847684601 | 47,65889232 | BELFORT |
| VALDOIE | 59, Rue de Valdoie              | 59    | 6,847016178 | 47,66044076 | BELFORT |
| VALDOIE | 49, Rue de Valdoie              | 49    | 6,847379959 | 47,65954377 | BELFORT |
| VALDOIE | 40, Rue de Valdoie              | 40    | 6,848252755 | 47,6582036  | BELFORT |



|              |                            |       |             |             |         |
|--------------|----------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| VALDOIE      | 62, Rue de Valdoie         | 62    | 6,84802434  | 47,65943768 | BELFORT |
| VALDOIE      | 65, Rue de Valdoie         | 65    | 6,846742996 | 47,6609919  | BELFORT |
| VALDOIE      | 84, Rue de Valdoie         | 84    | 6,847163736 | 47,66092152 | BELFORT |
| VALDOIE      | 37, Rue de Valdoie         | 37    | 6,847460497 | 47,65876588 | BELFORT |
| VALDOIE      | 16, Rue de Valdoie         | 16    | 6,848849466 | 47,65691018 | BELFORT |
| VALDOIE      | 32, Rue de Valdoie         | 32    | 6,848462509 | 47,65769096 | BELFORT |
| VALDOIE      | 43, Rue de Valdoie         | 43    | 6,847559782 | 47,65914941 | BELFORT |
| VALDOIE      | 76, Rue de Valdoie         | 76    | 6,847349984 | 47,66044583 | BELFORT |
| VALDOIE      | 38, Rue de Valdoie         | 38    | 6,848272462 | 47,65812176 | BELFORT |
| VALDOIE      | 44, Rue de Valdoie         | 44    | 6,848129467 | 47,65847866 | BELFORT |
| VALDOIE      | 15, Rue de Valdoie         | 15    | 6,848351457 | 47,65732591 | BELFORT |
| VALDOIE      | 4bis, Rue de Valdoie       | 4bis  | 6,849064862 | 47,65630723 | BELFORT |
| VALDOIE      | 25, Rue de Valdoie         | 25    | 6,848034307 | 47,65798686 | BELFORT |
| VALDOIE      | 72, Rue de Valdoie         | 72    | 6,84742775  | 47,66026263 | BELFORT |
| VALDOIE      | 22, Rue de Valdoie         | 22    | 6,848706784 | 47,65711392 | BELFORT |
| VALDOIE      | 64, Rue de Valdoie         | 64    | 6,847761577 | 47,65948392 | BELFORT |
| VALDOIE      | 61, Rue de Valdoie         | 61    | 6,846921301 | 47,66057958 | BELFORT |
| VALDOIE      | 17, Rue de Valdoie         | 17    | 6,848157138 | 47,65754966 | BELFORT |
| VALDOIE      | 29, Rue de Valdoie         | 29    | 6,847922018 | 47,65823446 | BELFORT |
| VALDOIE      | 34, Rue de Valdoie         | 34    | 6,848442801 | 47,65777281 | BELFORT |
| VALDOIE      | 19, Rue de Valdoie         | 19    | 6,847923256 | 47,65762181 | BELFORT |
| VALDOIE      | 5, Rue de Valdoie          | 5     | 6,848630257 | 47,65668446 | BELFORT |
| VALDOIE      | 1bis, Rue de Valdoie       | 1bis  | 6,8488615   | 47,65623332 | BELFORT |
| VALDOIE      | 51bis, Rue de Valdoie      | 51bis | 6,846820383 | 47,66001999 | BELFORT |
| VALDOIE      | 74, Rue de Valdoie         | 74    | 6,847367403 | 47,66033704 | BELFORT |
| VALDOIE      | 2, Rue de Valdoie          | 2     | 6,849117932 | 47,65614733 | BELFORT |
| VALDOIE      | 53, Rue de Valdoie         | 53    | 6,847123131 | 47,66013031 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 4, Rue de Valenciennes     | 4     | 6,852443107 | 47,64273462 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 4bis, Rue de Valenciennes  | 4bis  | 6,852323824 | 47,6425861  | BELFORT |
| VALENCIENNES | 17, Rue de Valenciennes    | 17    | 6,851650459 | 47,64203569 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 8, Rue de Valenciennes     | 8     | 6,8522357   | 47,64249042 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 12, Rue de Valenciennes    | 12    | 6,851906125 | 47,64237711 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 13, Rue de Valenciennes    | 13    | 6,851905193 | 47,64205282 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 3, Rue de Valenciennes     | 3     | 6,852561751 | 47,64240568 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 1, Rue de Valenciennes     | 1     | 6,852901806 | 47,64283949 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 15, Rue de Valenciennes    | 15    | 6,851784088 | 47,64203951 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 21, Rue de Valenciennes    | 21    | 6,851366858 | 47,64199265 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 1bis, Rue de Valenciennes  | 1bis  | 6,852937924 | 47,64252926 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 11, Rue de Valenciennes    | 11    | 6,852052872 | 47,6420651  | BELFORT |
| VALENCIENNES | 14, Rue de Valenciennes    | 14    | 6,851922766 | 47,64225934 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 7, Rue de Valenciennes     | 7     | 6,852399849 | 47,64206963 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 10, Rue de Valenciennes    | 10    | 6,852189727 | 47,64242014 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 3bis, Rue de Valenciennes  | 3bis  | 6,852406429 | 47,64230361 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 19, Rue de Valenciennes    | 19    | 6,851500487 | 47,64199647 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 5, Rue de Valenciennes     | 5     | 6,852438648 | 47,64221227 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 2, Rue de Valenciennes     | 2     | 6,852532761 | 47,64284825 | BELFORT |
| VALENCIENNES | 16, Rue de Valenciennes    | 16    | 6,85175798  | 47,64220268 | BELFORT |
| VALLET       | 6, Quai Charles Vallet     | 6     | 6,858276904 | 47,63989575 | BELFORT |
| VALLET       | 3, Rue Jules Vallès        | 3     | 6,855078803 | 47,63752403 | BELFORT |
| VALLET       | 16ter, Quai Charles Vallet | 16ter | 6,857948754 | 47,63851149 | BELFORT |
| VALLET       | 16bis, Quai Charles Vallet | 16bis | 6,857992155 | 47,638708   | BELFORT |
| VALLET       | 18, Quai Charles Vallet    | 18    | 6,858007532 | 47,63841911 | BELFORT |
| VALLET       | 5, Rue Jules Vallès        | 5     | 6,855090848 | 47,63735239 | BELFORT |
| VALLET       | 22, Quai Charles Vallet    | 22    | 6,858003644 | 47,63833593 | BELFORT |
| VALLET       | 4, Quai Charles Vallet     | 4     | 6,858313083 | 47,64012795 | BELFORT |
| VALLET       | 8, Quai Charles Vallet     | 8     | 6,858161563 | 47,63944474 | BELFORT |
| VALLET       | 14, Quai Charles Vallet    | 14    | 6,858016636 | 47,63899534 | BELFORT |
| VALLET       | 12bis, Quai Charles Vallet | 12bis | 6,858066834 | 47,63917149 | BELFORT |
| VALLET       | 16, Quai Charles Vallet    | 16    | 6,858001335 | 47,63881575 | BELFORT |
| VALLET       | 1, Rue Jules Vallès        | 1     | 6,855118081 | 47,63782881 | BELFORT |
| VALLET       | 24, Quai Charles Vallet    | 24    | 6,85799382  | 47,63815334 | BELFORT |
| VALLET       | 12, Quai Charles Vallet    | 12    | 6,858088192 | 47,63925634 | BELFORT |
| VALLET       | 6bis, Quai Charles Vallet  | 6bis  | 6,858188745 | 47,63952441 | BELFORT |

|           |                              |       |             |             |         |
|-----------|------------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| VAUBAN    | 23, Quai Vauban              | 23    | 6,858921867 | 47,63882497 | BELFORT |
| VAUBAN    | 2, Quai Vauban               | 2     | 6,859221817 | 47,64062412 | BELFORT |
| VAUBAN    | 27, Quai Vauban              | 27    | 6,858887923 | 47,63858305 | BELFORT |
| VAUBAN    | 7, Quai Vauban               | 7     | 6,859311058 | 47,64010713 | BELFORT |
| VAUBAN    | 15, Quai Vauban              | 15    | 6,859157326 | 47,63955455 | BELFORT |
| VAUBAN    | 31, Quai Vauban              | 31    | 6,858867541 | 47,63818744 | BELFORT |
| VAUBAN    | 21, Quai Vauban              | 21    | 6,858965272 | 47,63902148 | BELFORT |
| VAUBAN    | 19, Quai Vauban              | 19    | 6,858983915 | 47,63908382 | BELFORT |
| VAUBAN    | 9, Quai Vauban               | 9     | 6,859289354 | 47,64000887 | BELFORT |
| VAUBAN    | 13, Quai Vauban              | 13    | 6,859237529 | 47,63971359 | BELFORT |
| VAUBAN    | 3, Quai Vauban               | 3     | 6,859509029 | 47,64039672 | BELFORT |
| VAUBAN    | 1, Quai Vauban               | 1     | 6,859609684 | 47,64048289 | BELFORT |
| VAUBAN    | 21bis, Quai Vauban           | 21bis | 6,858959916 | 47,63895863 | BELFORT |
| VAUBAN    | 25, Quai Vauban              | 25    | 6,858898634 | 47,63870876 | BELFORT |
| VAUBAN    | 11, Quai Vauban              | 11    | 6,859285805 | 47,63981081 | BELFORT |
| VAUBAN    | 5, Quai Vauban               | 5     | 6,859374914 | 47,64023077 | BELFORT |
| VAUBAN    | 29, Quai Vauban              | 29    | 6,858863925 | 47,63845785 | BELFORT |
| VAUBAN    | Lieu-dit cité Vauban         | <Nul> | 6,861058689 | 47,63653374 | BELFORT |
| VELODROME | 3, Rue du Vélodrome          | 3     | 6,848736439 | 47,65356198 | BELFORT |
| VELODROME | 8, Rue du Vélodrome          | 8     | 6,848193276 | 47,65358433 | BELFORT |
| VELODROME | 4, Rue du Vélodrome          | 4     | 6,848683148 | 47,65370045 | BELFORT |
| VENTS     | 6, Rue des 4 Vents           | 6     | 6,862224921 | 47,63801167 | BELFORT |
| VENTS     | 1, Rue des 4 Vents           | 1     | 6,862277028 | 47,63815379 | BELFORT |
| VENTS     | 8, Rue des 4 Vents           | 8     | 6,862370293 | 47,637997   | BELFORT |
| VENTS     | 3, Rue des 4 Vents           | 3     | 6,862409115 | 47,63813963 | BELFORT |
| VENTS     | 4, Rue des 4 Vents           | 4     | 6,862131922 | 47,63801529 | BELFORT |
| VENTS     | 10, Rue des 4 Vents          | 10    | 6,862463292 | 47,63799338 | BELFORT |
| VENTS     | 2, Rue des 4 Vents           | 2     | 6,862079547 | 47,63802634 | BELFORT |
| VICAIRE   | 6, Rue Gabriel Vicaire       | 6     | 6,858101876 | 47,64750557 | BELFORT |
| VICAIRE   | 7, Rue Gabriel Vicaire       | 7     | 6,857976444 | 47,64728522 | BELFORT |
| VICAIRE   | 8, Rue Gabriel Vicaire       | 8     | 6,857951884 | 47,64746636 | BELFORT |
| VICAIRE   | 4, Rue Gabriel Vicaire       | 4     | 6,858251866 | 47,64754478 | BELFORT |
| VICAIRE   | 5, Rue Gabriel Vicaire       | 5     | 6,858207692 | 47,64733929 | BELFORT |
| VICAIRE   | 2, Rue Gabriel Vicaire       | 2     | 6,858365541 | 47,6477836  | BELFORT |
| VICAIRE   | 3, Rue Gabriel Vicaire       | 3     | 6,858357684 | 47,6473785  | BELFORT |
| VICAIRE   | 1, Rue Gabriel Vicaire       | 1     | 6,85858281  | 47,64736073 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 4, Rue François Voltaire     | 4     | 6,85061234  | 47,64456251 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 40, Rue François Voltaire    | 40    | 6,849785205 | 47,64784688 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 41, Rue François Voltaire    | 41    | 6,849329749 | 47,64813483 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 29, Rue François Voltaire    | 29    | 6,849486302 | 47,64762425 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 24, Rue François Voltaire    | 24    | 6,850094321 | 47,64646551 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 31, Rue François Voltaire    | 31    | 6,849464308 | 47,64767916 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 37, Rue François Voltaire    | 37    | 6,849369918 | 47,64798012 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 38, Rue François Voltaire    | 38    | 6,849929688 | 47,64750793 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 22, Rue François Voltaire    | 22    | 6,850108675 | 47,6463208  | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 18, Rue François Voltaire    | 18    | 6,850195421 | 47,64593005 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 43, Rue François Voltaire    | 43    | 6,849308519 | 47,64819872 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 20, Rue François Voltaire    | 20    | 6,85012685  | 47,646221   | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 33, Rue François Voltaire    | 33    | 6,849400618 | 47,64787082 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 27, Rue François Voltaire    | 27    | 6,849495772 | 47,64757884 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 42bis, Rue François Voltaire | 42bis | 6,849944356 | 47,64799385 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 30, Rue François Voltaire    | 30    | 6,84995412  | 47,64701149 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 25, Rue François Voltaire    | 25    | 6,849503713 | 47,64751547 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 26, Rue François Voltaire    | 26    | 6,850003756 | 47,64681136 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 48, Rue François Voltaire    | 48    | 6,849683335 | 47,64837335 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 8, Rue François Voltaire     | 8     | 6,850429534 | 47,64492096 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 45, Rue François Voltaire    | 45    | 6,849286525 | 47,64825363 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 47, Rue François Voltaire    | 47    | 6,849277819 | 47,64830802 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 42, Rue François Voltaire    | 42    | 6,849741981 | 47,64796567 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 12, Rue François Voltaire    | 12    | 6,850412588 | 47,64519189 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 15, Rue François Voltaire    | 15    | 6,849367474 | 47,64685409 | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 28, Rue François Voltaire    | 28    | 6,84997535  | 47,6469476  | BELFORT |
| VOLTAIRE  | 44, Rue François Voltaire    | 44    | 6,849753438 | 47,64810036 | BELFORT |

|             |                             |       |             |             |         |
|-------------|-----------------------------|-------|-------------|-------------|---------|
| VOLTAIRE    | 32, Rue François Voltaire   | 32    | 6,849946942 | 47,64708384 | BELFORT |
| VOLTAIRE    | 19, Rue François Voltaire   | 19    | 6,849592451 | 47,64730481 | BELFORT |
| VOLTAIRE    | 13, Rue François Voltaire   | 13    | 6,849493629 | 47,64629965 | BELFORT |
| VOLTAIRE    | 10, Rue François Voltaire   | 10    | 6,850411362 | 47,64502076 | BELFORT |
| VOLTAIRE    | 2, Rue François Voltaire    | 2     | 6,850540557 | 47,64450223 | BELFORT |
| VOLTAIRE    | 23, Rue François Voltaire   | 23    | 6,849547701 | 47,64740565 | BELFORT |
| VOLTAIRE    | 17, Rue François Voltaire   | 17    | 6,849613681 | 47,64724093 | BELFORT |
| VOLTAIRE    | 6, Rue François Voltaire    | 6     | 6,85048375  | 47,64477471 | BELFORT |
| VOLTAIRE    | 1, Rue François Voltaire    | 1     | 6,850209446 | 47,64437095 | BELFORT |
| VOLTAIRE    | 3, Rue François Voltaire    | 3     | 6,850158747 | 47,64471526 | BELFORT |
| VOLTAIRE    | 46, Rue François Voltaire   | 46    | 6,849710214 | 47,64821916 | BELFORT |
| VOLTAIRE    | 2bis, Rue François Voltaire | 2bis  | 6,850552618 | 47,64433059 | BELFORT |
| VOLTAIRE    | 21, Rue François Voltaire   | 21    | 6,849570458 | 47,64735972 | BELFORT |
| VOLTAIRE    | 35, Rue François Voltaire   | 35    | 6,849391913 | 47,64792521 | BELFORT |
| VOLTAIRE    | 39, Rue François Voltaire   | 39    | 6,849347161 | 47,64802605 | BELFORT |
| VOLTAIRE    | 7, Rue François Voltaire    | 7     | 6,849698284 | 47,64557098 | BELFORT |
| VOLTAIRE    | 11, Rue François Voltaire   | 11    | 6,849489985 | 47,64598333 | BELFORT |
| VOSGES      | 1, Place des Vosges         | 1     | 6,849797886 | 47,65163078 | BELFORT |
| VUILLAUME   | Rue Gustave Vuillaume       |       | 6,849825804 | 47,64471918 | BELFORT |
| WESSERLING  | 1, Rue de Wesserling        | 1     | 6,848844822 | 47,64713565 | BELFORT |
| WESSERLING  | 17, Rue de Wesserling       | 17    | 6,848656801 | 47,64774655 | BELFORT |
| WESSERLING  | 31, Rue de Wesserling       | 31    | 6,848522234 | 47,64820222 | BELFORT |
| WESSERLING  | 5, Rue de Wesserling        | 5     | 6,848814885 | 47,64725393 | BELFORT |
| WESSERLING  | 21, Rue de Wesserling       | 21    | 6,848613575 | 47,64786534 | BELFORT |
| WESSERLING  | 13, Rue de Wesserling       | 13    | 6,848742487 | 47,64749998 | BELFORT |
| WESSERLING  | 27, Rue de Wesserling       | 27    | 6,848552172 | 47,64808394 | BELFORT |
| WESSERLING  | 23, Rue de Wesserling       | 23    | 6,848604868 | 47,64791974 | BELFORT |
| WESSERLING  | 9, Rue de Wesserling        | 9     | 6,848774714 | 47,64740864 | BELFORT |
| WESSERLING  | 29, Rue de Wesserling       | 29    | 6,84853094  | 47,64814783 | BELFORT |
| WESSERLING  | 25, Rue de Wesserling       | 25    | 6,848560115 | 47,64802057 | BELFORT |
| WESSERLING  | 11, Rue de Wesserling       | 11    | 6,848751194 | 47,64744559 | BELFORT |
| WESSERLING  | 15, Rue de Wesserling       | 15    | 6,848720493 | 47,64755489 | BELFORT |
| WESSERLING  | 19, Rue de Wesserling       | 19    | 6,848635569 | 47,64781044 | BELFORT |
| WESSERLING  | 7, Rue de Wesserling        | 7     | 6,848792128 | 47,64729986 | BELFORT |
| WESSERLING  | 3, Rue de Wesserling        | 3     | 6,848823591 | 47,64719954 | BELFORT |
| WILSON      | 7bis, Avenue Wilson         | 7bis  | 6,854378896 | 47,63368636 | BELFORT |
| WILSON      | 1, Avenue Wilson            | 1     | 6,853886386 | 47,63463345 | BELFORT |
| WILSON      | 21, Avenue Wilson           | 21    | 6,85477935  | 47,63306718 | BELFORT |
| WILSON      | 19, Avenue Wilson           | 19    | 6,854656445 | 47,63318908 | BELFORT |
| WILSON      | 31, Avenue Wilson           | 31    | 6,855132588 | 47,63220659 | BELFORT |
| WILSON      | 11, Avenue Wilson           | 11    | 6,854555231 | 47,63340923 | BELFORT |
| WILSON      | 9, Avenue Wilson            | 9     | 6,854414164 | 47,63363094 | BELFORT |
| WILSON      | 5ter, Avenue Wilson         | 5ter  | 6,854224543 | 47,63390858 | BELFORT |
| WILSON      | 5bis, Avenue Wilson         | 5bis  | 6,854028515 | 47,63426756 | BELFORT |
| WILSON      | 7ter, Avenue Wilson         | 7ter  | 6,854864777 | 47,63375756 | BELFORT |
| WILSON      | 9ter, Avenue Wilson         | 9ter  | 6,855207401 | 47,63355504 | BELFORT |
| WILSON      | 33bis, Avenue Wilson        | 33bis | 6,855354881 | 47,63199975 | BELFORT |
| WILSON      | 23, Avenue Wilson           | 23    | 6,854822551 | 47,63294838 | BELFORT |
| WILSON      | 27, Avenue Wilson           | 27    | 6,854961417 | 47,63250361 | BELFORT |
| WILSON      | 29, Avenue Wilson           | 29    | 6,855427605 | 47,63238431 | BELFORT |
| WILSON      | 33, Avenue Wilson           | 33    | 6,855270302 | 47,63210213 | BELFORT |
| WILSON      | 9bis, Avenue Wilson         | 9bis  | 6,854458129 | 47,63352112 | BELFORT |
| WILSON      | 2, Avenue Wilson            | 2     | 6,853459867 | 47,63416354 | BELFORT |
| WILSON      | 3, Avenue Wilson            | 3     | 6,854020288 | 47,63448409 | BELFORT |
| WILSON      | 4, Avenue Wilson            | 4     | 6,853746889 | 47,63362085 | BELFORT |
| WILSON      | 7, Avenue Wilson            | 7     | 6,854334167 | 47,6337872  | BELFORT |
| WILSON      | 8, Avenue Wilson            | 8     | 6,853926577 | 47,63322647 | BELFORT |
| WILSON      | 5, Avenue Wilson            | 5     | 6,854073718 | 47,63432886 | BELFORT |
| WISSEMBOURG | 2, Rue de Wissembourg       | 2     | 6,851755126 | 47,64326586 | BELFORT |
| WISSEMBOURG | 3, Rue de Wissembourg       | 3     | 6,851923867 | 47,64289894 | BELFORT |
| WISSEMBOURG | 5, Rue de Wissembourg       | 5     | 6,851626509 | 47,64269428 | BELFORT |
| WISSEMBOURG | 7, Rue de Wissembourg       | 7     | 6,851509521 | 47,6425727  | BELFORT |
| WISSEMBOURG | 11, Rue de Wissembourg      | 11    | 6,851346562 | 47,64238083 | BELFORT |

|             |                            |      |             |             |         |
|-------------|----------------------------|------|-------------|-------------|---------|
| WISSEMBOURG | 9, Rue de Wissembourg      | 9    | 6,851435448 | 47,64248548 | BELFORT |
| WISSEMBOURG | 1, Rue de Wissembourg      | 1    | 6,852161667 | 47,643187   | BELFORT |
| WISSEMBOURG | 1bis, Rue de Wissembourg   | 1bis | 6,851931798 | 47,64305953 | BELFORT |
| YSER        | 8, Rue de l'Yser           | 8    | 6,847635214 | 47,65548886 | BELFORT |
| YSER        | 3, Rue de l'Yser           | 3    | 6,84863837  | 47,65536884 | BELFORT |
| YSER        | 10, Rue de l'Yser          | 10   | 6,847309385 | 47,65542042 | BELFORT |
| YSER        | 1, Rue de l'Yser           | 1    | 6,84895091  | 47,65543779 | BELFORT |
| YSER        | 6, Rue de l'Yser           | 6    | 6,848016492 | 47,65558217 | BELFORT |
| YSER        | 7, Rue de l'Yser           | 7    | 6,848006112 | 47,65530329 | BELFORT |
| YSER        | 5, Rue de l'Yser           | 5    | 6,84824762  | 47,65532095 | BELFORT |
| YSER        | 4, Rue de l'Yser           | 4    | 6,848318033 | 47,65567857 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 51, Avenue Gaspard Ziegler | 51   | 6,848021047 | 47,65061806 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 43, Avenue Gaspard Ziegler | 43   | 6,847735567 | 47,65071023 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 7, Avenue Gaspard Ziegler  | 7    | 6,846057194 | 47,65119878 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 8, Avenue Gaspard Ziegler  | 8    | 6,847000109 | 47,65068472 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 9, Avenue Gaspard Ziegler  | 9    | 6,846122875 | 47,65118722 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 5, Avenue Gaspard Ziegler  | 5    | 6,845979751 | 47,65122881 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 13, Avenue Gaspard Ziegler | 13   | 6,846265236 | 47,65113666 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 14, Avenue Gaspard Ziegler | 14   | 6,847454526 | 47,65054096 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 15, Avenue Gaspard Ziegler | 15   | 6,846330154 | 47,65111612 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 16, Avenue Gaspard Ziegler | 16   | 6,847623461 | 47,65048935 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 17, Avenue Gaspard Ziegler | 17   | 6,84640836  | 47,65109507 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 22, Avenue Gaspard Ziegler | 22   | 6,848181892 | 47,65031452 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 23, Avenue Gaspard Ziegler | 23   | 6,846897755 | 47,65104905 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 35, Avenue Gaspard Ziegler | 35   | 6,84738517  | 47,65082293 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 25, Avenue Gaspard Ziegler | 25   | 6,846962672 | 47,65102851 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 26, Avenue Gaspard Ziegler | 26   | 6,84849089  | 47,65018541 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 33, Avenue Gaspard Ziegler | 33   | 6,847259916 | 47,65091788 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 27, Avenue Gaspard Ziegler | 27   | 6,847040115 | 47,65099848 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 29, Avenue Gaspard Ziegler | 29   | 6,847105795 | 47,65098692 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 37, Avenue Gaspard Ziegler | 37   | 6,847527528 | 47,65077235 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 39, Avenue Gaspard Ziegler | 39   | 6,847605735 | 47,6507513  | BELFORT |
| ZIEGLER     | 4, Avenue Gaspard Ziegler  | 4    | 6,846439382 | 47,6508326  | BELFORT |
| ZIEGLER     | 20, Avenue Gaspard Ziegler | 20   | 6,848012958 | 47,65036613 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 21, Avenue Gaspard Ziegler | 21   | 6,846683608 | 47,65103934 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 18, Avenue Gaspard Ziegler | 18   | 6,847857312 | 47,65041721 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 24, Avenue Gaspard Ziegler | 24   | 6,848273384 | 47,65029295 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 53, Avenue Gaspard Ziegler | 53   | 6,848099251 | 47,65059701 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 55, Avenue Gaspard Ziegler | 55   | 6,848164168 | 47,65057647 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 41, Avenue Gaspard Ziegler | 41   | 6,847670651 | 47,65073076 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 19, Avenue Gaspard Ziegler | 19   | 6,846592876 | 47,65106989 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 45, Avenue Gaspard Ziegler | 45   | 6,847813009 | 47,65068019 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 47, Avenue Gaspard Ziegler | 47   | 6,847877925 | 47,65065966 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 10, Avenue Gaspard Ziegler | 10   | 6,847194859 | 47,65062311 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 6, Avenue Gaspard Ziegler  | 6    | 6,846659947 | 47,65076098 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 12, Avenue Gaspard Ziegler | 12   | 6,847284827 | 47,65058358 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 1, Avenue Gaspard Ziegler  | 1    | 6,845836626 | 47,6512704  | BELFORT |
| ZIEGLER     | 2, Avenue Gaspard Ziegler  | 2    | 6,846204    | 47,65088678 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 49, Avenue Gaspard Ziegler | 49   | 6,847956131 | 47,6506386  | BELFORT |
| ZIEGLER     | 11, Avenue Gaspard Ziegler | 11   | 6,846187793 | 47,65116669 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 31, Avenue Gaspard Ziegler | 31   | 6,847184002 | 47,65096587 | BELFORT |
| ZIEGLER     | 3, Avenue Gaspard Ziegler  | 3    | 6,845914833 | 47,65124935 | BELFORT |
| ZOLA        | 2, Rue Emile Zola          | 2    | 6,860184604 | 47,63800103 | BELFORT |
| ZOLA        | 8, Rue Emile Zola          | 8    | 6,860225008 | 47,63769315 | BELFORT |
| ZOLA        | 10, Rue Emile Zola         | 10   | 6,860229109 | 47,63758488 | BELFORT |
| ZOLA        | 6, Rue Emile Zola          | 6    | 6,860209151 | 47,6378199  | BELFORT |
| ZOLA        | 14, Rue Emile Zola         | 14   | 6,860131028 | 47,63737248 | BELFORT |
| ZOLA        | 12, Rue Emile Zola         | 12   | 6,860244199 | 47,63744916 | BELFORT |
| ZOLA        | 16, Rue Emile Zola         | 16   | 6,859958337 | 47,63728713 | BELFORT |

## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

Objet de la délibération

N° 19-108

Intervention des  
cybermédiateurs auprès  
d'organismes belfortains  
pour l'année scolaire  
2019-2020**SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

**Absents excusés :**

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

**Absente :**

Mme Patricia BOISUMEAU

**Secrétaire de séance :**

M. David DIMEY

*~~~~~*

La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

**Ordre de passage des rapports :** 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



CONSEIL MUNICIPAL du 25 septembre 2019

DELIBERATION N° 19-108

de Mme Marie-Hélène IVOL

Adjointe chargée des maisons de quartier, des centres culturels,  
de la politique de la ville et du développement social, de  
l'éducation, de la restauration scolaire  
et de la famille, de l'enfance et de la jeunesse

Direction Education et Solidarité Urbaine  
Direction de la Politique de la Ville, de la Citoyenneté et de l'Habitat

Références : MHI/DGAESU/DPVCH/TC/CHE/CR  
Mots-clés : Politique de la Ville - Centres Socio-Culturels/Maisons de Quartiers  
Code matière : 8.5

***Objet : Intervention des cybermédiateurs auprès d'organismes belfortains pour l'année scolaire 2019-2020***

Les cybermédiateurs recrutés par la Ville de Belfort, sur des emplois non permanents, sont amenés à effectuer des interventions à Belfort auprès d'associations belfortaines (telles que l'association Oikos, la Maison de Quartier Centre-Ville, Inter-Actions, voire la Régie des Quartiers de Belfort) ou de demandes ponctuelles d'autres partenaires. Ces interventions s'inscrivent dans l'optique d'une démocratisation de l'accès au multimédia souhaitée par la collectivité et dans le cadre des orientations du Contrat de Ville Unique et Global 2015-2020.

En effet, ces cybermédiateurs participent à une mission de service public en animant des ateliers d'accompagnement au multimédia dans les cybercentres mis en place par la Ville de Belfort, notamment dans les structures socioculturelles. Ces ateliers ont plusieurs grands objectifs : la prise en main de l'ordinateur, l'accès aux droits sociaux dématérialisés, l'éducation et la sensibilisation au numérique.

L'intervention des cybermédiateurs, qui sera gratuite pour les différents organismes cités ci-dessus, fera systématiquement l'objet d'une convention de partenariat (selon le modèle-type joint en annexe), fixant le cadre juridique de leur action (jusqu'au 30 juin 2020).

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour, 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT) et 0 abstention,

**DECIDE**

de valider le projet de convention-type relative à l'intervention des cybermédiateurs,

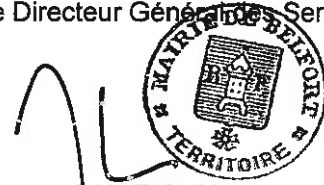
d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer les conventions de partenariat entre la collectivité et les bénéficiaires de l'intervention des cybermédiateurs.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Date affichage**

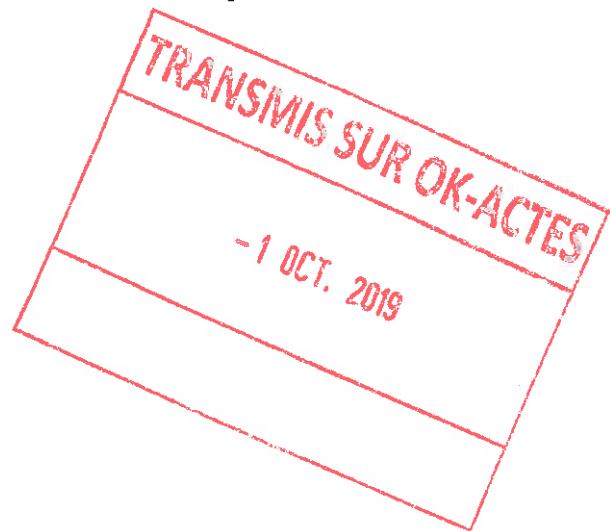
**le 27 SEP. 2019**

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



# CONVENTION DE PARTENARIAT

## ENTRE :

- la Ville de Belfort, sise Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, place d'Armes, 90 020 Belfort Cedex, représentée par son Maire en exercice, M. Damien MESLOT, dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal du 25 septembre 2019,

désignée ci-après « la Ville de Belfort »,

d'une part,

## ET :

- « ..... », dont le siège est situé ..... - 90000 BELFORT, représenté(e) par sa ou son Président.e, .....,

Désigné(e) ci-après « l'organisme »,

d'autre part,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-21,

**Vu** la convention de mise à disposition des locaux situés ..... à l'Association « ... », en date du .....,

**Considérant** que les cybermédiateurs recrutés par la ville de Belfort participent à une mission de service public en animant des ateliers d'accompagnement au multimédia dans les cybercentres mis en place par la Ville de Belfort notamment dans les structures socioculturelles,

**Considérant** que ces ateliers ont plusieurs grands objectifs : la prise en main de l'ordinateur, l'accès aux droits sociaux dématérialisés, l'éducation et la sensibilisation au numérique,

**Considérant** l'activité d'intérêt général de l'organisme,

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre la Ville de Belfort et l'organisme.

Par l'intermédiaire de cette convention, la Ville de Belfort souhaite soutenir l'organisme « ..... » qui a pour objet déclaré la/le .....



## **Article 2 – Obligations de la ville de Belfort**

La ville de Belfort mettra à disposition de l'organisme un(e) cybermédiateur(trice), du ..... au ....., selon une fréquence moyenne de ... heure(s) par semaine, sauf durant les vacances de Noël.

Le ou la cybermédiateur(trice) interviendra uniquement dans des locaux qui appartiennent à la Ville de Belfort, sis .....

## **Article 3 – Obligations de l'organisme**

L'organisme sera tenu de produire le bilan de l'action concernant l'atelier d'alphabétisation numérique, objet de la présente convention, selon une périodicité définies par les parties contractantes.

Dans tous les cas, le (dernier) bilan sera à produire au plus tard le jj/mm/aaaa.

## **Article 4 - Coût**

La présente mise à disposition est conclue à titre gratuit.

## **Article 5 - Communication**

L'organisme s'engage à faire apparaître le soutien apporté par la Ville de Belfort sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités par elle concernant cette action d'atelier d'alphabétisation numérique.

## **Article 6 - Durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de sa signature, et est conclue jusqu'au .....

## **Article 7 - Résiliation de la convention**

En cas d'inexécution d'une ou plusieurs clauses de la présente convention, la Ville de Belfort mettra son cocontractant en demeure de se conformer à ses obligations dans un délai qui ne pourra être inférieur à 15 jours. À défaut d'exécution dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée pour faute et sans indemnité.

Les notifications correspondantes seront faites par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **Article 8 - Avenant**

Aucune modification verbale ne pourra être apportée à la présente convention. Toute modification devra faire l'objet d'un avenant écrit.

## **Article 9 - Responsabilité – Assurance**

Chaque partie fera son affaire personnelle de la souscription de toute police d'assurance qu'elle estimera nécessaire pour couvrir ses responsabilités.

Chaque partie pourra demander à l'autre, par tout moyen, la production d'une attestation d'assurance.

**Article 10 - Juridiction compétente**

Les litiges liés à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention et de ses éventuels avenants feront l'objet d'une tentative de règlement amiable.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Belfort, en double exemplaire, le

Pour « ..... »,

Pour la Ville de Belfort  
Pour le Maire  
l'Adjointe déléguée,

Marie-Hélène IVOL

## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

Objet de la délibération

N° 19-109

SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

Conventions dans le  
cadre de la carte  
Avantages Jeunes

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

**Absents excusés :**

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

**Absente :**

Mme Patricia BOISUMEAU

**Secrétaire de séance :**

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

**Ordre de passage des rapports :** 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



**DELIBERATION N° 19-109**

**de Mme Marie-Hélène IVOL**

Adjointe chargée des maisons de quartier, des centres culturels, de la politique de la ville et du développement social, de l'éducation, de la restauration scolaire et de la famille, de l'enfance et de la jeunesse

Direction Education et Solidarité Urbaine  
DPVCH - Service Jeunesse - BIJ

Références : MHI/DPVCH/JEUNESSE/BIJ/SC/AG  
Mots-Clés : Jeunesse - Politique de la Ville  
Références : 8.5

**Objet : Conventions dans le cadre de la carte Avantages Jeunes**

Dans le cadre de la Carte Avantages Jeunes, des conventions sont établies sur des actions spécifiques, dans le cadre de partenariats :

- avec la Croix Rouge et la Protection Civile pour proposer le PSC1 à tarif réduit,
- avec la CAF du Territoire de Belfort pour une action à destination des familles qui relèvent du QF1.

Ces conventions sont reconduites chaque année dans les mêmes termes.

Vous trouverez, ci-dessous, les conventions pour l'édition 2019-2020, valables à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019.

**1/ Croix Rouge**

Le partenariat avec la Croix Rouge consiste à proposer aux titulaires de la carte Avantages Jeunes 2019-2020 une formation PSC1 à 20 €. La formation coûte 60 €, et le financement se répartit de la façon suivante :

- 20 € financés par le jeune,
- 20 € financés par la Ville de Belfort, Service Jeunesse,
- 20 € de réduction par la Croix Rouge.

Il est prévu une limite de 70 jeunes sur l'année 2019-2020.

- Soit un coût de 1 400 € maximum.

**Bilan 2018 :**

34 jeunes ont bénéficié de cette offre.

- Le coût pour la Ville de Belfort était de 680 €.

**2/ Protection Civile**

Le partenariat avec la Protection Civile consiste à proposer aux titulaires de la carte Avantages Jeunes 2019-2020 une formation PSC1 à 20 €. La formation coûte 60 €, et le financement se répartit de la façon suivante :

- 20 € financés par le jeune,
- 20 € financés par la Ville de Belfort, Service Jeunesse,
- 20 € de réduction par la Protection Civile.

Il est prévu une limite de 50 jeunes sur l'année 2019-2020.

- Soit un coût de 1 000 € maximum.

**Bilan 2018 :**

20 jeunes ont bénéficié de cette offre.

- Le coût pour la Ville de Belfort était de 400 €.

### 3/ Caisse d'Allocations Familiales

Depuis 2013, sur proposition de la Ville de Belfort, la CAF offre une carte Avantages Jeunes aux familles, dont le quotient familial est, cette année, inférieur à 440 €, pour des enfants et adolescents de 10 à 18 ans dans la limite de 700 cartes.

Le BIJ est chargé de distribuer les cartes aux bénéficiaires suivant un listing fourni par la CAF. La carte Avantages Jeunes est distribuée du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 décembre 2019.

#### **Bilan 2018 :**

464 cartes vendues à 7 € l'unité.

➤ Recettes : 3 248 €

#### **Budget prévisionnel 2019-2020**

700 cartes Avantages Jeunes à 7 €,

➤ soit une recette de 4 900 € maximum.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

#### **DECIDE**

d'approuver le bilan financier des opérations partenariales sur l'année 2018,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer les conventions et actes afférents à la mise en place des projets.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

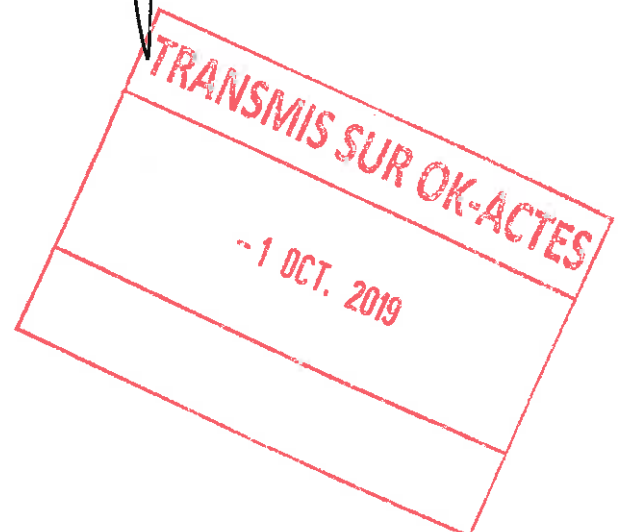
#### **Date affichage**

**le 27 SEP. 2019**

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage





**Carte Avantages Jeunes 2019/2020**  
Formation PSC1/Formation Prévention et Secours Civiques de niveau 1

**Convention de partenariat**  
**Croix Rouge de Belfort - Ville de Belfort**

**Entre**

**La Croix Rouge Française**

15 avenue Sarrail  
90000 Belfort  
03 84 28 00 48  
Représentée par son Président, M. Etienne SCHLEICH,

**Et**

**La Ville de Belfort**

Place d'Armes  
90020 Belfort Cedex  
03 84 54 24 24  
Représentée par son Maire, M. Damien MESLOT, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 25 septembre 2019,

Il est convenu ce qui suit pour l'année scolaire 2019/2020 :

**Article 1**

La Croix Rouge s'associe à la Ville de Belfort dans le cadre de la Carte Avantages Jeunes afin de permettre aux jeunes de suivre la formation de Prévention et Secours Civiques de niveau 1 (PSC1) à prix réduit. Le coût de la formation sera réparti de la façon suivante :

20 € financés par la Ville de Belfort  
20 € financés par la Croix Rouge  
20 € financés par le jeune.

**Article 2**

La Ville de Belfort, par le biais de Belfort Information Jeunesse, s'engage à faire connaître cet avantage apporté aux titulaires de la Carte Avantages Jeunes par le biais de l'édition d'un coupon spécifique intégré dans le livret de l'édition belfortaine de la Carte Avantage Jeunes.

### **Article 3**

Cet avantage est consenti aux titulaires de la Carte Avantages jeunes de moins de 30 ans résidant dans le Territoire de Belfort et âgés d'au moins 11 ans, **dans la limite de 70 jeunes**, du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 août 2020. Les jeunes intéressés s'inscriront directement auprès de la Croix Rouge.

### **Article 4**

La Croix Rouge française s'engage à proposer des dates de formation dès l'inscription du jeune et à dispenser la formation pour une durée de 10 à 12 heures réparties en soirées ou le week-end. Un manuel de formation sera remis au jeune.

Au terme de la formation, la Croix Rouge transmettra à la Mairie de Belfort, par le biais de Belfort Information Jeunesse, une facture à l'ordre de Mairie de Belfort - Service Jeunesse avec la copie du diplôme transmis au candidat et le coupon Avantages Jeunes. Pour un premier paiement en 2019, la facture devra être envoyée avant le 15/11/2019. En 2020, la facturation devra être close au 31/08/2020.

### **Article 5**

La présente convention est consentie et acceptée pour la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 août 2020. Sauf résiliation expresse adressée un mois à l'avance par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé réception, elle se renouvellera de manière tacite au maximum 3 fois, soit au plus tard jusqu'au 31 août 2023.

La présente convention pourra être révisée d'un commun accord entre les parties, par avenant.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure.

La convention sera résiliée de fait si le partenariat n'est pas reconduit.

### **Article 6**

Chaque partie fera son affaire de souscrire de toute police d'assurance qu'elle estimera nécessaire pour couvrir ses activités. Par ailleurs, l'Association demeure seule responsable des dommages subis par les jeunes inscrits au programme durant les heures de formation.

### **Article 7**

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quels qu'en soient la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. A défaut de règlement amiable, le tribunal compétent sera saisi pour connaître du contentieux.

Fait à Belfort le

Pour le Maire de Belfort  
L'Adjointe déléguée,

Le Président de la Croix Rouge  
Française de Belfort,

Marie-Hélène IVOL

Etienne SCHLEICH



## **Carte Avantages Jeunes 2019/2020**

Formation PSC1/Formation Prévention et Secours Civiques de niveau 1

### **Convention de partenariat Protection Civile de Belfort - Ville de Belfort**

#### **Entre**

##### **La Protection Civile du Territoire de Belfort**

23 rue de la Méchelle

90000 Belfort

03 84 26 84 26

Représentée par son Président, M. Jean-Pierre KUNTZ,

#### **Et**

##### **La Ville de Belfort**

Place d'Armes

90020 Belfort Cedex

03 84 54 24 24

Représentée par son Maire, M. Damien MESLOT, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 25 septembre 2019,

Il est convenu ce qui suit pour l'année scolaire 2019/2020 :

#### **Article 1**

La Protection Civile s'associe à la Ville de Belfort dans le cadre de la Carte Avantages Jeunes afin de permettre aux jeunes de suivre la formation de Prévention et Secours Civiques de niveau 1 (PSC1) à prix réduit. Le coût de la formation sera réparti de la façon suivante :

20 € financés par la Ville de Belfort

20 € financés par la Protection civile et 1 aide-mémoire offert

20 € financés par le jeune

#### **Article 2**

La Ville de Belfort, par le biais de Belfort Information Jeunesse, s'engage à faire connaître cet avantage apporté aux titulaires de la Carte Avantages Jeunes par le biais de l'édition d'un coupon spécifique intégré dans le livret de l'édition belfortaine de la Carte Avantages Jeunes.



### **Article 3**

Cet avantage est consenti aux titulaires de la Carte Avantages Jeunes de moins de 30 ans résidant dans le Territoire de Belfort et âgés d'au moins 11 ans, **dans la limite de 50 jeunes**, du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 août 2020. Les jeunes intéressés s'inscriront directement auprès de la Protection civile.

### **Article 4**

La Protection civile française s'engage à proposer des dates de formation dès l'inscription du jeune et à dispenser la formation pour une durée de 7 à 9 heures réparties en soirées ou le week-end. Un manuel de formation sera remis au jeune.

Au terme de la formation, la Protection Civile transmettra à la Mairie de Belfort, par le biais de Belfort Information Jeunesse, une facture à l'ordre de Mairie de Belfort - Service Jeunesse avec la copie du diplôme transmis au candidat et le coupon Avantages Jeunes. Pour un premier paiement en 2019, la facture devra être envoyée avant le 15/11/2019. En 2020, la facturation devra être clôturée au 31/08/2020.

### **Article 5**

La présente convention est consentie et acceptée pour la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 août 2020. Sauf résiliation expresse adressée un mois à l'avance par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé réception, elle se renouvellera de manière tacite au maximum 3 fois, soit au plus tard jusqu'au 31 août 2023.

La présente convention pourra être révisée d'un commun accord entre les parties, par avenant.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure.

La convention sera résiliée de fait si le partenariat n'est pas reconduit.

### **Article 6**

Chaque partie fera son affaire de souscrire de toute police d'assurance qu'elle estimera nécessaire pour couvrir ses activités. Par ailleurs, l'Association demeure seule responsable des dommages subis par les jeunes inscrits au programme durant les heures de formation.

### **Article 7**

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quels qu'en soient la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable.

A défaut de règlement amiable, le tribunal compétent sera saisi pour connaître du contentieux.

Fait à Belfort le

Pour le Maire de Belfort  
L'Adjointe déléguée,

Le Président de la Protection  
Civile du Territoire de Belfort,

Marie-Hélène IVOL

Jean-Pierre KUNTZ

**Entre**

- La Ville de Belfort, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Damien MESLOT, dûment autorisé à signer la présente en vertu de la délibération du 25 septembre 2019,

**Et d'autre part**

La Caisse d'Allocations Familiales du Territoire de Belfort - 12, Rue Strolz - 90009 BELFORT CEDEX, représentée par Monsieur Olivier PARAIRE, Directeur,

**PREAMBULE**

Le Conseil d'Administration de la CAF du Territoire de Belfort souhaite favoriser les loisirs de proximité des enfants. La CAF attribue la carte Avantages Jeunes aux enfants âgés de 10 à 18 ans dont les parents allocataires ont un quotient familial 1, soit inférieur ou égal à 470 €.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

La présente convention définit les modalités de traitement et de paiement des cartes Avantages Jeunes financées par la Caf en 2019.

**Article 2 : Engagements de la Caf**

**En juillet, la Caf fournit au BIJ le listing des bénéficiaires des Cartes Avantages Jeunes.**

**La CAF s'engage au financement des cartes Avantages Jeunes distribuées en 2019 dans un maximum de 700 cartes.**

Elle communique aux familles les modalités de retrait de la carte Avantages Jeunes auprès du BIJ et de ses antennes à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019.

**Article 3 : Engagements de la Ville de Belfort**

**Le BIJ met en forme et imprime le listing des familles fournis par la CAF afin de permettre l'émargement des familles à chaque retrait de la Carte Avantage jeunes.**  
La Caf est garante des données transmises concernant les familles.

**La Ville de Belfort s'engage à distribuer, via Belfort Information Jeunesse les cartes Avantage Jeunes aux bénéficiaires de ce dispositif.**

Le BIJ assure un accueil spécifique concernant la Carte Avantage Jeunes afin d'en expliquer le fonctionnement et remet au représentant légal de chaque famille, et pour chaque enfant concerné sur présentation du courrier, une Carte Avantage Jeunes.

La carte Avantages Jeunes est diffusée aux familles de QF1 jusqu'au 31 décembre 2019.



#### **Article 4 : La facturation**

La Ville de Belfort facture à la CAF les cartes Avantages Jeunes au tarif de 7 €. La facture est établie en janvier 2020 avec le montant des cartes distribuées en 2019, dans un maximum de 700 cartes.

La CAF procède au paiement à réception.

#### **Article 5 : Durée de la convention**

**La présente convention de financement est conclue du 01/01/2019 au 31/12/2019**

#### **Article 6 : Litige**

En cas de difficultés dans l'exécution des obligations de la présente convention, les parties rechercheront avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige auquel la convention pourrait donner lieu, tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa résiliation, sera porté devant la juridiction administrative compétente.

En cas d'inexécution d'une de ses obligations par l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par courrier recommandé avec accusé de réception à la partie défaillante.

Il est établi un original de la convention de financement pour chacun des cosignataires.

Fait à Belfort, le  
(en 2 exemplaires)

Le Directeur de la Caisse d'Allocations  
Familiales,

Olivier PARAIRE

Le Maire de Belfort,

Damien MESLOT

## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

Objet de la délibération

N° 19-110

Maison de quartier des  
Forges – Atelier choral  
Les amis de Chant...  
boule tout ! – Convention  
pour la saison 2019-2020**SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

**Absents excusés :**

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

**Absente :**

Mme Patricia BOISUMEAU

**Secrétaire de séance :**

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

**Ordre de passage des rapports :** 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



**DELIBERATION N° 19-110**

**de Mme Marie-Hélène IVOL**

Adjointe chargée des maisons de quartier, des centres culturels, de la politique de la ville et du développement social, de l'éducation, de la restauration scolaire et de la famille, de l'enfance et de la jeunesse

Direction Education et Solidarité Urbaine  
Service Direction de la Politique de la Ville  
de la Citoyenneté et de l'Habitat

Références : MHI/DGAESU/DPVCH/DP/MCU  
Mots-clés : Centres Socio-Culturels/Maisons de Quartiers/Politique de la Ville  
Code matière : 8.5

***Objet : Maison de quartier des Forges - Atelier Choral Les amis de Chant... boule tout ! - Convention pour la saison 2019-2020***

Au cours de la saison 2018-2019, la Ville de Belfort a offert, pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive, au public belfortain fréquentant la Maison de quartier des Forges, un atelier choral animé par le Président de l'association «Les amis de Chant... boule tout ! ».

Cette formation musicale, qui a pour chef de chœur, M. Jacques ROLLIN, comptait, au mois de juin 2019, 75 choristes adultes, tous bénévoles et amateurs, qui ont participé aux répétitions hebdomadaires.

L'atelier choral s'est produit lors des événements mis en place par la Maison de quartier des Forges : Fête de quartier, Fête de la Musique, ainsi qu'aux événements incontournables organisés par la Ville de Belfort, tels que le FIMU.

Pour la quatrième saison consécutive, la Ville souhaite reconduire son partenariat avec l'association.

Pour l'année 2019-2020, le programme comprend 33 prestations, qui se décomposent comme suit :

- 31 séances d'atelier choral jusqu'au mercredi 17 juin 2020 inclus,
- un concert dans le cadre de la Fête de quartier des Forges, prévue le 13 juin 2020,
- un concert à l'occasion de la Fête de la Musique, le 21 juin 2020.

La Ville de Belfort prendra en charge la totalité des prestations, pour un montant maximal de 2 640 €. Les crédits correspondants sont inscrits au Budget (LC 12 557).

Les modalités de ce partenariat sont inscrites dans le projet de convention de partenariat qui figure en annexe.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 40 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

*(Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Jacqueline GUIOT, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT  
ne prennent pas part au vote),*

## DECIDE

d'approuver la reconduction de cette action et sa prise en charge par la Ville de Belfort à hauteur du seuil maximal de 2 640 € (deux mille six cent quarante euros),

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention de partenariat à intervenir entre la Ville de Belfort et l'Association « Les amis de Chant...boule tout ! », ou tous actes en lien avec cet atelier choral.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

  
Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

**TRANSMIS SUR OK-ACTES**  
- 1 OCT. 2019



## CONVENTION DE PARTENARIAT

### ENTRE :

- l'Association «Les amis de Chant... boule tout !», association Loi 1901, dont le siège social est situé 1, rue de la Gentiane à Belfort (90000), n° Siret 491 453 874 000 27 - Code Ape 9499 Z, représentée par son Président, M. Jacques ROLLIN, désignée ci-après «L'association»,

### ET :

- la Ville de Belfort, représentée par son Maire en exercice, M. Damien MESLOT, habilité à agir aux présentes en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 25 septembre 2019, désignée ci-après «la Ville de Belfort».

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT

#### Article 1 - Motif de la conclusion de la convention

La présente convention a pour objet de définir les termes du partenariat entre la Ville de Belfort et l'association. Les deux partenaires s'associent dans le cadre de la création d'un atelier choral programmé par la Maison de quartier des Forges.

#### Article 2 - Objet de la convention

La convention est conclue pour une période allant du mercredi 2 octobre 2019 au dimanche 21 juin 2020 inclus.

Pendant cette période, l'association s'engage à programmer 31 séances d'atelier choral, avec formation musicale, pendant l'année scolaire, en dehors de la période des vacances scolaires.

Ces séances auront lieu les mercredis, de 16 heures 30 à 20 heures 30, dans la salle polyvalente de la Maison de quartier Vieille Ville.

Pour le bon déroulement des ateliers, la Ville mettra également à la disposition de l'association la salle de réunion, pour entreposer du matériel, et le local rangement.

A ces ateliers, s'ajouteront deux interventions sous forme de concerts :

- un concert dans le cadre de la Fête de quartier des Forges prévue le 13 juin 2020,
- un concert à l'occasion de la Fête de la Musique (21 juin 2020),

soit un total de 33 prestations sur l'année scolaire.

Toute activité qui ne figurerait pas dans la présente convention nécessitera une autorisation spécifique de la Ville de Belfort pour être développée au sein de la Maison de quartier des Forges.

### **Article 3 - Obligations de l'association**

Dans le cadre de son projet, l'association devra :

- animer l'atelier choral en direction des adhérents de la Maison de quartier,
- participer à la journée «Portes ouvertes», ainsi qu'aux Conseils de Maison,
- souscrire tout contrat d'assurance (responsabilité civile) permettant de couvrir ses responsabilités, dont le justificatif sera à fournir à la première demande de la Ville.

### **Article 4 - Obligations de la Ville de Belfort**

La Ville de Belfort, propriétaire des locaux, met gracieusement à la disposition de l'association la salle polyvalente mentionnée à l'Article 2, aux horaires précisés à l'Article 2, pour la période de validité de la présente convention.

La Ville de Belfort est assurée en qualité de propriétaire des lieux.

La Ville de Belfort s'engage à garantir le fait que l'association puisse réaliser ses missions et activités dans les meilleures conditions d'accueil possible.

Le matériel accessible situé dans la Maison de quartier pourra être utilisé sur place par l'association, dans le cadre de son objet, sous réserve d'une autorisation des agents présents et du respect du règlement.

La Ville de Belfort s'engage à prendre en charge les photocopies nécessaires aux participants des ateliers.

### **Décharge de responsabilité concernant le matériel associatif entreposé dans les locaux de la Maison de quartier**

Tout stockage de matériel par une association doit faire l'objet d'une demande préalable.

La Ville de Belfort décline toute responsabilité en ce qui concerne :

- les dommages, de quelque nature que ce soit, sur les objets ou biens appartenant aux associations hébergées,
- les vols de matériels appartenant aux associations hébergées et susceptibles d'être commis dans les locaux de la structure,
- les biens des particuliers participant à l'atelier.



## **Article 5 - Utilisation des locaux**

### **Règlement et consignes de sécurité**

Dans le cadre de cette utilisation, l'association devra respecter les dispositions du **règlement de mise à disposition des salles de la Ville de Belfort**, et dont un exemplaire sera annexé au présent document, ainsi que le **règlement intérieur** de la Maison de quartier. Elle s'engage à respecter toutes les prescriptions, consignes de sécurité et usages en vigueur qui lui seront transmis par les personnels de la Ville.

Les locaux étant propriété de la Ville, et dans le respect de la réglementation relative à la mise à disposition de locaux par les collectivités locales, la Ville de Belfort sera prioritaire pour l'utilisation ponctuelle de salles dans le cadre de l'organisation de manifestations ou d'évènements d'intérêt général, en particulier pour l'organisation des Conseils de quartier.

### **Utilisation des salles**

En dehors des horaires d'ouverture de la Maison de quartier, l'association dispose d'un badge alarme, ainsi que d'une clé pour accéder à la salle.

Les badges et les clés seront remis lors de la signature de la convention et restitués lors de la dernière intervention. En cas de non-retour, les badges et les clés seront facturés selon les tarifs votés au Conseil Municipal.

## **Article 6 - Participation financière**

La Ville de Belfort prendra en charge les prestations pour un montant maximum de 2 640 € (deux mille six cent quarante euros) TTC, correspondant à 33 interventions facturées, à raison de 80 €/séance.

Le règlement de cette somme sera effectué après réception de la facture correspondante, établie par l'association comme suit :

- après le 31 décembre 2019, un premier versement d'un montant de 640 € (six cent quarante euros), correspondant à 8 séances,
- après le 30 juin 2020, un second versement d'un montant de 2 000 € (deux mille euros), correspondant aux 25 séances restantes.

Les règlements s'effectueront par virements administratifs (durée : 30 jours maxi à compter de la date d'établissement du titre).

## **Article 7 - Communication**

Afin de participer à la lisibilité de l'action soutenue financièrement par la Ville de Belfort, l'association s'engage à faire apparaître clairement l'apposition du logo de la Ville lors des évènements auxquels elle participe.

La Ville de Belfort et l'association s'accorderont sur l'autorisation d'utiliser leurs logos respectifs, valable en communication externe et interne.

L'association figurera sur la brochure annuelle de la Maison de quartier des Forges.

### **Article 8 - Clause résolutoire**

Tout manquement à l'une des clauses de la présente convention entraîne sa résiliation de plein droit par la Ville de Belfort et ne donnera lieu à aucune indemnité.

### **Article 9 - Annulation d'une séance par l'association**

A l'exception des cas de force majeure, toute annulation de fait provoquée par l'association entraînera pour cette dernière l'obligation de verser à la Ville de Belfort une indemnité calculée sur les frais effectivement engagés.

### **Article 10 - Règlement des différends**

Au cas où des difficultés surviendraient entre les parties à propos de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention, celles-ci s'engagent à d'abord coopérer pleinement avec diligence et bonne foi, en vue de trouver une solution amiable au litige.

A défaut de conciliation ou de règlement amiable, les parties soumettront le litige au Tribunal compétent.

Fait à Belfort, en deux exemplaires, le

Pour l'Association  
« Les Amis de Chant... boule  
tout ! »  
Le Président,

Pour la Ville de Belfort  
Pour le Maire  
L'Adjointe Déléguée,

Jacques ROLLIN

Marie-Hélène IVOL

## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

Objet de la délibération

N° 19-111

Mise en application de la  
circulaire CNAF  
2019 0005 du 5 juin 2019  
relative au barème  
national des  
participations des  
familles pour les enfants  
accueillis dans les accueils  
collectifs Petite Enfance  
de la Ville de Belfort

**SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

**Absents excusés :**

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

**Absente :**

Mme Patricia BOISUMEAU

**Secrétaire de séance :**

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

**Ordre de passage des rapports :** 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



DELIBERATION N° 19-111

de Mme Marie-Hélène IVOL

Adjointe chargée des maisons de quartier, des centres culturels, de la politique de la ville et du développement social, de l'éducation, de la restauration scolaire et de la famille, de l'enfance et de la jeunesse

Direction Petite Enfance

Références : MHI/DGAESU/CC/SD  
Mots-clés : Petite Enfance  
Code matière 9.1

***Objet : Mise en application de la circulaire CNAF 2019 0005 du 5 juin 2019 relative au barème national des participations des familles pour les enfants accueillis dans les accueils collectifs Petite Enfance de la Ville de Belfort***

I - Préambule :

Le tarif horaire de facturation appliqué aux familles dans le secteur Petite Enfance résulte :

- de la composition de la famille, et notamment du nombre d'enfants à charge duquel découle un taux d'effort figurant dans une grille élaborée par la CNAF ;
- et des ressources de la famille dont le montant est encadré par un revenu «Plancher» et «Plafond» défini par la CNAF.

Ce mode de calcul découle de l'application de la circulaire de la CNAF en vigueur et est identique, sauf décision spécifique -très encadrée par la CAF- du gestionnaire (exemple, pour la Ville de Belfort, application d'une majoration de 40 % pour les familles non belfortaines) sur le territoire national.

II - Application de la circulaire CNAF 2019 0005 du 5 juin 2019

La CNAF a souhaité procéder à un rééquilibrage des barèmes, considérant :

- que les services apportés aujourd'hui dans les structures, incluant la fourniture des repas et des changes complets, étaient plus importants qu'en 2002 (date de la dernière évolution des barèmes),
- et que l'effort des familles à hauts revenus quant à leur participation financière était moins important que celui des familles moins aisées.

Dans ce contexte, la CNAF a élaboré la circulaire 2019 0005 du 5 juin 2019, qui, sans revenir sur le mode de calcul, des tarifs prévoit :

- une évolution de la grille des taux d'effort à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019, qui se poursuivra chaque année, jusqu'en 2022, et qui entraînera une augmentation de 0,8 % des tarifs par an,
- une majoration des ressources «Plafond» à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019, qui se poursuivra chaque année, jusqu'en 2022, pour atteindre à cette date le montant de 6 000 €.

III - Etude d'impact sur le tarif appliqué aux usagers belfortains :

| Tarif horaire pour une famille composée de deux enfants                                                      | Jusqu'au 31 août 2019                                              | Du 1 <sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2019                   | Au 1 <sup>er</sup> janvier 2020                                    | Au 1 <sup>er</sup> janvier 2021                                    | Au 1 <sup>er</sup> janvier 2022                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| Aux ressources «Plancher»<br><b>687,30 € passant à 705,21 € au 1<sup>er</sup> septembre 19</b>               | Tarif horaire d'un enfant 0,34 € soit pour 200 h d'accueil : 68 €  | Tarif horaire d'un enfant 0,36 € soit pour 200 h d'accueil : 72 €  | Montant non connu à ce jour                                        |                                                                    |                                                                    |
| Avec des ressources mensuelles de <b>2 500 € par mois</b>                                                    | Tarif horaire d'un enfant 1,25 € soit pour 200 h d'accueil : 250 € | Tarif horaire d'un enfant 1,26 € soit pour 200 h d'accueil : 252 € | Tarif horaire d'un enfant 1,27 € soit pour 200 h d'accueil : 254 € | Tarif horaire d'un enfant 1,28 € soit pour 200 h d'accueil : 256 € | Tarif horaire d'un enfant 1,29 € soit pour 200 h d'accueil : 258 € |
| Aux ressources «Plafond» passant de <b>4 874,62 € actuellement à 6 000 € au 1<sup>er</sup> janvier 2022.</b> | Tarif horaire d'un enfant 2,44 € soit pour 200 h d'accueil : 488 € | Tarif horaire d'un enfant 2,67 € soit pour 200 h d'accueil : 534 € | Tarif horaire d'un enfant 2,84 € soit pour 200 h d'accueil : 568 € | Tarif horaire d'un enfant 2,97 € soit pour 200 h d'accueil : 594 € | Tarif horaire d'un enfant 3,10 € soit pour 200 h d'accueil : 620 € |

Une annexe aux règlements de fonctionnement des établissements sera rédigée afin d'y faire figurer la mise à jour des grilles des taux d'effort et des revenus «Plancher» «Plafond» ci-dessus. Cette annexe fera l'objet d'une communication aux parents usagers.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour, 0 contre et 7 abstentions (M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

*(Mme Jacqueline GUIOT ne prend pas part au vote),*

**DECIDE**

de valider ces changements de barèmes.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Date affichage**

**le 27 SEP. 2019**

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

  
Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

**TRANSMIS SUR OK-ACTES**  
**- 1 OCT. 2019**



## Circulaire 2019 0005 du 5 juin 2019

### Barème national des participations familiales

Le barème national des participations familiales a été mis en place en 1983 dans une logique d'accessibilité financière de toutes les familles aux établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje). En effet, depuis l'origine, ce barème est proportionnel aux ressources et tient compte de la composition de la famille.

Avec la mise en place de la prestation de service unique (Psu) en 2002, le barème national des participations familiales a été généralisé à l'ensemble des Eaje du territoire national financés par les Caf. Cette généralisation a permis d'assurer une équité de traitement entre toutes les familles, quel que soit leur lieu de résidence et quelles que soient leurs ressources.

Ce barème n'a pas évolué depuis 2002, alors que le niveau de service des Eaje s'est nettement amélioré. 87% des Eaje fournissent désormais les couches contre seulement 37% en 2012. Parallèlement, la facturation aux familles s'est rapprochée des heures effectivement réalisées (le taux de facturation, rapportant le nombre d'heures facturées au nombre d'heures réalisées est passé de 113%<sup>1</sup> en 2012 à 110,3% en 2018) traduisant une meilleure adaptation des contrats aux besoins des familles.

Par ailleurs, le plafond de ressources du barème, au-delà duquel le taux de facturation reste identique quelles que soient les ressources de la famille, a connu une évolution inférieure à celle des prix et des salaires. Si ce plafond avait évolué comme le salaire moyen, il serait aujourd'hui de 6 797 € par mois (+40 %) alors qu'il est fixé en 2018 à 4 874€.

Ce niveau actuel du plafond de ressources conduit à ce que le taux de reste à charge pour les familles soit décroissant à partir de 4 smic, si bien que l'accueil en crèche pèse moins dans le budget d'une famille percevant 6 Smic que dans celle percevant 3 Smic.

Pour l'ensemble de ces raisons, la commission d'action sociale de la Caisse nationale des allocations familiales, par délégation de son conseil d'administration, a adopté, dans sa séance du 16 avril 2019, une évolution du barème des participations familiales.

#### L'évolution du barème des participations poursuit trois objectifs :

- rééquilibrer l'effort des familles recourant à un Eaje ;
- accroître la contribution des familles afin de tenir compte de l'amélioration du service rendu (fourniture des couches, repas et meilleure adaptation des contrats aux besoins des familles) ;
- soutenir financièrement la stratégie de maintien et de développement de l'offre d'accueil, ainsi que le déploiement des bonus mixité sociale et inclusion handicap.

#### Les évolutions suivantes ont été adoptées :

- l'augmentation annuelle de 0,8 % du taux de participation familiale entre 2019 et 2022 ;
- la majoration progressive du plafond de ressources pour atteindre 6 000€ en 2022 ;
- l'alignement du barème miro crèche sur celui de l'accueil collectif.

*Cette circulaire annule et remplace la partie 2 de la circulaire du 26 mars 2014 (C2014-009).  
La circulaire du 26 mars 2014 fera l'objet d'une actualisation dans les prochaines semaines.*

<sup>1</sup> En 2012, pour 100 heures d'accueil réalisées, la famille est facturée 113 heures.

La présente circulaire rappelle les principes et mécanismes généraux du barème national des participations familiales ainsi que les nouveaux taux de participation familiale à retenir à compter du 1er septembre 2019. Néanmoins, afin de procéder à la modification de tous les supports mentionnant l'ancien barème, un délai de montée en charge peut être accordé par les Caf dans la limite de 2 mois.

La tarification appliquée aux familles par les établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje) doit respecter le barème national des participations familiales. Etabli par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf), il est appliqué à toutes les familles qui confient régulièrement ou occasionnellement leur enfant à un Eaje bénéficiant de la prestation de service unique.

Le barème des participations familiales consiste à appliquer un taux de participation familiale (1.), variable selon le type d'Eaje (1.1.) et le nombre d'enfant à charge (1.2.), aux ressources de la famille (2.). Les ressources retenues sont celles de l'année N-2 et sont encadrées par un plancher et un plafond (2.1.).

Pour les allocataires des Caf, les gestionnaires se réfèrent au service Cdap pour consulter les ressources de la famille (2.2.). Pour les autres, les gestionnaires doivent reconstituer la base ressources (2.3.).

La participation demandée à la famille couvre la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence dans la structure, y compris notamment les soins d'hygiène (couches, produits de toilette, etc.) et les repas (3.1.). Dans certains cas, des majorations de facturation peuvent être tolérées (3.2.). Afin de respecter le principe de neutralisation des participations familiales, l'intégralité des participations versées par les familles doit être portée dans un seul compte (3.3.)

## SOMMAIRE

|                                                                                                                                  |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>1 LE TAUX DE PARTICIPATION FAMILIALE</b> .....                                                                                | 3  |
| 1.1 CALCULE SUR UNE BASE HORAIRE, LE TAUX DE PARTICIPATION FAMILIALE VARIE SELON LE TYPE D'EAJE                                  | 3  |
| 1.2 LE TAUX DE PARTICIPATION FAMILIALE VARIE SELON LE NOMBRE D'ENFANT A CHARGE DE LA FAMILLE                                     | 5  |
| 1.3 SITUATION DES FAMILLES BENEFICIAIRES DE L'AEH                                                                                | 6  |
| <b>2 LES RESSOURCES PRISES EN COMPTE DANS LE BAREME DES PARTICIPATIONS FAMILIALES</b> ..                                         | 7  |
| 2.1 LES RESSOURCES A PRENDRE EN COMPTE SONT CELLES DE L'ANNEE N-2, ENCADRE PAR UN PLAFOND ET UN PLANCHER                         | 7  |
| ➤ LE PLANCHER DE RESSOURCES                                                                                                      | 7  |
| ➤ LE PLAFOND                                                                                                                     | 7  |
| 2.2 POUR LES ALLOCATAIRES, LE SERVICE CDAP MET A DISPOSITION DES GESTIONNAIRES LES RESSOURCES DE L'ANNEE N-2 A PRENDRE EN COMPTE | 8  |
| 2.3 POUR LES NON ALLOCATAIRES ET LES GESTIONNAIRES QUI N'ONT PAS CDAP                                                            | 8  |
| 2.4 PRISE EN COMPTE DES CHANGEMENTS DE SITUATION                                                                                 | 9  |
| <b>3 SERVICES ATTENDUS DANS LES EAIE, MAJORATIONS DE FACTURATION ET PRINCIPE DE COMPTABILISATION</b>                             | 10 |
| 3.1 LA PARTICIPATION DEMANDEE A LA FAMILLE COUVRE LA PRISE EN CHARGE DE L'ENFANT PENDANT SON TEMPS DE PRESENCE DANS LA STRUCTURE | 10 |
| 3.2 DES MAJORATIONS SONT POSSIBLES DANS CERTAINS CAS, MAIS LES FAMILLES DOIVENT OBLIGATOIREMENT EN ETRE INFORMEES                | 10 |
| 3.3 MODALITES DE COMPTABILISATION DES PARTICIPATIONS FAMILIALES                                                                  | 11 |



La tarification appliquée aux familles par les établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje) doit respecter le barème national des participations familiales. Etabli par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf), il est appliqué à toutes les familles qui confient régulièrement ou occasionnellement leur enfant à un Eaje bénéficiant de la prestation de service unique.

Le barème des participations familiales consiste à appliquer un taux de participation familiale (1.), variable selon le type d'Eaje (1.1.) et le nombre d'enfant à charge (1.2.), aux ressources de la famille (2.). Les ressources retenues sont celles de l'année N-2 et sont encadrées par un plancher et un plafond (2.1.). Pour les allocataires des Caf, les gestionnaires se réfèrent au service Cdap pour consulter les ressources de la famille (2.2.). Pour les autres, les gestionnaires doivent reconstituer la base ressources (2.3.).

La participation demandée à la famille couvre la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence dans la structure, y compris notamment les soins d'hygiène (couches, produits de toilette, etc.) et les repas (3.1.). Dans certains cas, des majorations de facturation peuvent être tolérées (3.2.). Afin de respecter le principe de neutralisation des participations familiales, l'intégralité des participations versées par les familles doit être portée dans un seul compte (3.3.)

### Le taux de participations familiales

#### **Calculé sur une base horaire, le taux de participations familiales varie selon le type d'Eaje**

Le tarif horaire d'une place d'accueil en Eaje est calculé à partir d'un taux de participation familiale appliqué aux ressources (cf. 2.). Le tarif horaire constitue l'unité de compte commune à tous les types d'accueil (régulier, occasionnel, d'urgence).

Jusqu'à présent, le taux de participation familiale se déclinait en fonction du type d'accueil (accueil collectif d'une part, accueil familial/parental/micro crèche d'autre part). Compte tenu de la proximité du fonctionnement, de prix de revient et de services rendus entre les micro-crèches et les accueils collectifs, l'alignement du barème de ces deux modes d'accueil a été retenu pour tous les nouveaux contrats d'accueil à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019.

En revanche, un barème plus favorable aux familles est conservé en cas de recours à une crèche familiale ou une crèche parentale. Dans le premier cas, la volonté de maintenir et de redynamiser l'accueil familial justifie le tarif préférentiel afin de rendre les crèches familiales plus attractives pour les familles. Dans le second cas, l'implication des familles dans le fonctionnement de la crèche parentale et un prix de revient inférieur à la moyenne, légitime un tarif plus bas et préférentiel pour les familles.

Le barème est rappelé ci-dessous. La différenciation des taux de participation familiale selon le type d'accueil est obligatoire :

- l'accueil collectif ou micro crèche se voit appliquer le barème accueil collectif/micro crèche. **Uniquement pour le flux des nouveaux contrats en micro crèche à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019** afin d'éviter une augmentation brusque des participations familiales (cumulant l'augmentation du passage au taux de participation familiale accueil familial vers celui retenu pour l'accueil collectif et l'augmentation de 0,8% par an du taux des participations familiales.) ;
- l'accueil parental, familial et micro crèche (pour les contrats antérieurs au 1<sup>er</sup> septembre 2019) se voit appliquer le barème accueil parental, familial.

- **Le barème applicable en accueil collectif et micro crèche du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 décembre 2022**

**ATTENTION**

Les taux de participation familiale en accueil collectif et micro crèche ci-dessous s'appliquent :

- dans les accueils collectifs, à tous les contrats d'accueil (stock et flux) ;
- dans les micro crèches, uniquement aux nouveaux contrats à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019 (flux, c'est à dire enfant nouvellement accueilli dans la micro crèche).

**Taux de participation familiale par heure facturée en accueil collectif et micro crèche (pour les nouveaux contrats à compter du 1er septembre 2019)**

| Nombre d'enfants | du 1er janvier 2019 au 31 août 2019 | du 1er septembre 2019 au 31 décembre 2019 | du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020 | du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021 | du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 |
|------------------|-------------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------|
| 1 enfant         | 0,0600%                             | 0,0605%                                   | 0,0610%                                 | 0,0615%                                 | 0,0619%                                 |
| 2 enfants        | 0,0500%                             | 0,0504%                                   | 0,0508%                                 | 0,0512%                                 | 0,0516%                                 |
| 3 enfants        | 0,0400%                             | 0,0403%                                   | 0,0406%                                 | 0,0410%                                 | 0,0413%                                 |
| 4 enfants        | 0,0300%                             | 0,0302%                                   | 0,0305%                                 | 0,0307%                                 | 0,0310%                                 |
| 5 enfants        | 0,0300%                             | 0,0302%                                   | 0,0305%                                 | 0,0307%                                 | 0,0310%                                 |
| 6 enfants        | 0,0300%                             | 0,0302%                                   | 0,0305%                                 | 0,0307%                                 | 0,0310%                                 |
| 7 enfants        | 0,0300%                             | 0,0302%                                   | 0,0305%                                 | 0,0307%                                 | 0,0310%                                 |
| 8 enfants        | 0,0200%                             | 0,0202%                                   | 0,0203%                                 | 0,0205%                                 | 0,0206%                                 |
| 9 enfants        | 0,0200%                             | 0,0202%                                   | 0,0203%                                 | 0,0205%                                 | 0,0206%                                 |
| 10 enfants       | 0,0200%                             | 0,0202%                                   | 0,0203%                                 | 0,0205%                                 | 0,0206%                                 |

- **Le barème applicable en accueil familial et parental du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 décembre 2022**

**ATTENTION**

Les taux de participation familiale en accueil familial et parental ci-dessous s'appliquent dans :

- les accueils parental et familiale, à tous les contrats d'accueil (stock et flux) ;
- les micro crèches, uniquement aux contrats antérieurs au 1<sup>er</sup> septembre 2019 (stock).

**Taux de participation familiale par heure facturée en accueil familial et parental et micro crèche (pour les contrats antérieurs au 1<sup>er</sup> septembre 2019)**

| Nombre d'enfants | du 1er janvier 2019 au 31 août 2019 | du 1er septembre 2019 au 31 décembre 2019 | du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020 | du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021 | du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 |
|------------------|-------------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------|
| 1 enfant         | 0,0500%                             | 0,0504%                                   | 0,0508%                                 | 0,0512%                                 | 0,0516%                                 |
| 2 enfants        | 0,0400%                             | 0,0403%                                   | 0,0406%                                 | 0,0410%                                 | 0,0413%                                 |
| 3 enfants        | 0,0300%                             | 0,0302%                                   | 0,0305%                                 | 0,0307%                                 | 0,0310%                                 |
| 4 enfants        | 0,0300%                             | 0,0302%                                   | 0,0305%                                 | 0,0307%                                 | 0,0310%                                 |
| 5 enfants        | 0,0300%                             | 0,0302%                                   | 0,0305%                                 | 0,0307%                                 | 0,0310%                                 |
| 6 enfants        | 0,0200%                             | 0,0202%                                   | 0,0203%                                 | 0,0205%                                 | 0,0206%                                 |
| 7 enfants        | 0,0200%                             | 0,0202%                                   | 0,0203%                                 | 0,0205%                                 | 0,0206%                                 |
| 8 enfants        | 0,0200%                             | 0,0202%                                   | 0,0203%                                 | 0,0205%                                 | 0,0206%                                 |
| 9 enfants        | 0,0200%                             | 0,0202%                                   | 0,0203%                                 | 0,0205%                                 | 0,0206%                                 |
| 10 enfants       | 0,0200%                             | 0,0202%                                   | 0,0203%                                 | 0,0205%                                 | 0,0206%                                 |

➤ **Situation des multi-accueil pratiquant à la fois l'accueil collectif et familial**

Pour un multi-accueil pratiquant à la fois l'accueil collectif et familial et ayant fait l'objet d'une seule autorisation d'ouverture par l'autorité compétente, il convient de retenir la prestation de service accueil collectif. Les parents doivent alors s'acquitter du barème accueil collectif.

**IMPORTANT**

Les Caf sont invitées à se rapprocher rapidement des gestionnaires et des coordinateurs petite enfance afin de les informer de la mise en œuvre de ce nouveau barème dès septembre 2019.

**Afin de procéder à la modification de tous les supports mentionnant l'ancien barème (règlements de fonctionnement, contrats en cours des familles), un délai de montée en charge pour être accordé par les Caf dans la limite de 2 mois.**

**Afin de faciliter les mises à jour successives du barème, il est préconisé de faire référence dans les règlements de fonctionnement à la présente circulaire de la Caisse nationale des allocations familiales relative aux barèmes des participations familiales.**

**Le taux de participations familiales varie selon le nombre d'enfant à charge de la famille**

➤ **La notion d'enfant à charge est celle retenue au sens des prestations familiales**

La famille doit assurer financièrement l'entretien de l'enfant (nourriture, logement, habillement) de façon « effective et permanente » et assumer la responsabilité affective et éducative dudit enfant, qu'il y ait ou non un lien de parenté avec ce dernier. Cet enfant est reconnu à sa charge au sens des prestations légales jusqu'au mois précédant ses vingt ans. Un jeune travaillant et percevant une rémunération mensuelle supérieure à 55% du Smic horaire brut basé sur 169 heures, soit 932,19 € au 1<sup>er</sup> janvier 2019, n'est pas considéré à charge.

La charge de l'enfant ne peut être prise en compte que sur le seul dossier de la seule personne désignée allocataire de l'enfant, plusieurs personnes ne pouvant être allocataires au titre d'un même enfant même si plusieurs personnes en ont la charge.

### ➤ **Situation de résidence alternée**

Dans le cas où c'est l'enfant en résidence alternée qui va dans l'établissement d'accueil du jeune enfant, un contrat d'accueil doit être établi pour chacun des parents, en fonction de sa nouvelle situation familiale. En effet, en cas de familles recomposées, les ressources et les enfants du nouveau conjoint sont à prendre en compte.

Dans un souci d'équité de traitement, **les modalités de calcul sont identiques qu'il y ait, ou non, un partage des allocations familiales.** La charge de l'enfant en résidence alternée doit être prise en compte par les deux ménages.

#### **Exemple 1 : L'enfant en résidence alternée est accueilli en Eaje**

*Le nouveau conjoint de la mère a un enfant. La nouvelle conjointe du père a un enfant. Un contrat d'accueil est établi pour chacun des parents.*

*Tarification du père :*

- *ressources à prendre en compte : celles de M. et de sa nouvelle compagne ;*
- *nombre d'enfants à charge : 2 (l'enfant de la nouvelle union et l'enfant en résidence alternée sont tous deux pris en compte).*

*Tarification de la mère :*

- *ressources à prendre en compte : celles de Mme et de son nouveau compagnon*
- *nombre d'enfants à charge : 2 (l'enfant de la nouvelle union et l'enfant en résidence alternée sont tous deux pris en compte).*

#### **Exemple 2 : L'enfant en résidence alternée n'est pas celui qui est accueilli en Eaje**

*M. a deux enfants en résidence alternée. M. a un nouvel enfant issu d'une nouvelle union, cet enfant va en Eaje.*

*Pour le calcul de la tarification :*

- *ressources à prendre en compte : celles de M. et de sa nouvelle compagne ;*
- *nombre d'enfant à charge : 3 (l'enfant de la nouvelle union du père et les enfants en résidence alternée sont pris en compte).*

### **Situation des familles bénéficiaires de l'Aeeh**

La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap, bénéficiaire de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh), à charge de la famille - même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement - permet d'appliquer le taux de participation familiale immédiatement inférieur<sup>2</sup>. La mesure s'applique autant de fois qu'il y a d'enfants à charge et en situation de handicap dans le foyer<sup>3</sup>.

---

2. Par exemple, en 2020 et en accueil collectif, une famille de deux enfants, dont un est en situation de handicap, bénéficie du taux d'effort applicable à une famille de trois enfants, soit 0,0406% au lieu de 0,0508% par heure facturée.

<sup>3</sup> Par exemple, en 2020 et en accueil collectif, une famille de deux enfants, dont deux sont en situation de handicap, bénéficie du taux d'effort applicable à une famille de quatre enfants, soit 0,0305% au lieu de 0,0508% par heure facturée.

## Les ressources prises en compte dans le barème des participations familiales

Les ressources à prendre en compte sont celles de l'année N-2, encadré par un plafond et un plancher

### ➤ **Les ressources à retenir sont celles de l'année N-2**

Pour définir le taux horaire facturé à la famille le taux de participation familiale est appliqué aux ressources mensuelles de la famille. Pour l'année N du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, les ressources retenues sont celles perçus pour l'année N-2.

Elles sont déterminées de la façon suivante :

- cumul des ressources nettes telles que déclarées perçues par l'allocataire et son conjoint ou concubin au cours de l'année de référence : revenus d'activité professionnelle et assimilés, pensions, retraites, rentes et autres revenus imposables ainsi que les heures supplémentaires et les indemnités journalières d'accident du travail et de maladie professionnelle bien qu'en partie non imposables ;
- prise en compte des abattements/neutralisations sociaux en fonction de la situation des personnes (chômage indemnisé ou non, affection de longue durée, bénéficiaire du Rsa, etc.) ;
- déduction des pensions alimentaires versées.

Les frais réels et les abattements fiscaux ne sont pas déduits.

Pour les parents allocataires des Caf, compte tenu de la simplification de l'acquisition des ressources, les gestionnaires doivent utiliser le service Cdap (cf. 2.2.) pour définir le montant des participations familiales des allocataires.

Pour les parents non allocataires ou pour les gestionnaires qui n'ont pas accès à Cdap, la détermination du montant des ressources à retenir s'effectue à partir de l'avis d'imposition (cf. 2.3.).

Tout changement de situation de la famille peut donner lieu à une modification des ressources à prendre en compte (cf.2.4.).

### ➤ **Le plancher de ressources**

Le montant de ressources plancher à retenir est égal au Rsa socle mensuel garanti à une personne isolée avec un enfant, déduction faite du forfait logement. A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019, le plancher de ressources à prendre en compte s'élève à 705,27 €.

Pour les années suivantes, le montant sera publié en début d'année civile par la Cnaf.

Ce plancher de ressources est à retenir pour le calcul des participations familiales dans les cas suivants :

- familles ayant des ressources nulles ou inférieures à ce montant plancher ;
- enfants placés en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance ;
- personnes non allocataires ne disposant ni d'avis d'imposition, ni de fiches de salaires.

### ➤ **Le plafond**

Le barème s'applique jusqu'à hauteur d'un plafond de ressources par mois. Celui-ci est publié par la Cnaf en début d'année civile.

Pour les années 2019 à 2022, le plafond est d'ores et déjà connu :

| Année d'application                 | Plafond    |
|-------------------------------------|------------|
| 2018                                | 4 874,62 € |
| 2019 (au 1 <sup>er</sup> septembre) | 5 300,00 € |
| 2020 (au 1 <sup>er</sup> janvier)   | 5 600,00 € |
| 2021 (au 1 <sup>er</sup> janvier)   | 5 800,00 € |
| 2022 (au 1 <sup>er</sup> janvier)   | 6 000,00 € |

Le gestionnaire ne peut pas appliquer un plafond inférieur. En revanche, en accord avec la Caf, il peut décider de poursuivre l'application du taux de participation familiale au-delà du plafond et doit l'inscrire dans le règlement de fonctionnement.

**Pour les allocataires, le service Cdap met à disposition des gestionnaires les ressources de l'année N-2 à prendre en compte**

Le service Cdap est disponible sur le site Internet [www.caf.fr](http://www.caf.fr), à la rubrique « partenaires ».

Il s'agit du service de communication électronique mis en place par la branche Famille afin de permettre à ses partenaires un accès direct à la consultation des dossiers allocataires Caf (ressources, nombre d'enfants à charge). Il fait l'objet d'une mise à jour en temps réel. Il est régi par une convention de service entre la Caf et le partenaire. Il respecte les règles de confidentialité et a fait l'objet d'un avis favorable de la Cnil.

Pour les familles allocataires, il permet d'obtenir la base de ressources retenues au titre de l'année de référence. Pour l'année N, Cdap prend en compte les ressources de l'année N-2.

Le profil de consultation T2 s'adresse aux prestataires bénéficiaires de crédits d'action sociale des Caf, pour le calcul de la participation financière des familles bénéficiaires de prestations de service.

La mise à disposition des ressources à prendre en compte pour les familles figure dans le profil T2 de Cdap. Pour l'année 2019, il s'agit des ressources 2017. Les ressources auxquelles le gestionnaire accède sont celles retenues pour le calcul de l'assiette du « quotient familial Cnaf » hors prestations familiales. En effet, les prestations familiales ne sont pas prises en compte dans les ressources annuelles.

Les Caf sont invitées à inciter les partenaires à signer des conventions Cdap, de façon à diminuer les risques d'erreurs, et tendre vers une plus grande équité pour les familles.

**Pour les non allocataires et les gestionnaires qui n'ont pas Cdap**

➤ **Pour les salariés**

Les ressources à prendre en compte sont celles figurant sur l'avis d'imposition à la rubrique « total des salaires et assimilés », c'est-à-dire avant déduction forfaitaire de 10 % ou des frais réels.

Les ressources ci-dessous y seront ajoutées le cas échéant :

- toutes les autres natures de revenus imposables (par exemple les revenus de capitaux mobiliers, les revenus fonciers, etc.) ;
- les heures supplémentaires ;

- les indemnités journalières d'accident du travail et de maladie professionnelle bien qu'en partie non imposables.

Le montant doit être divisé par douze pour obtenir le revenu mensuel.

#### **ATTENTION**

A compter des revenus de 2013 pris en compte à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, les heures supplémentaires étant pour la totalité imposables, elles seront cumulées avec les salaires déclarés. A compter des revenus perçus au 1<sup>er</sup> janvier 2019 les heures supplémentaires sont exonérées d'impôt sur le revenu dans la limite de 5 000 €<sup>4</sup>.

#### ➤ **Pour les employeurs et les travailleurs indépendants y compris auto-entrepreneurs**

Pour un accueil en année N, seront retenus les bénéfices au titre de l'année N-2.

Pour les adhérents d'un centre de gestion agréé ou auto-entrepreneurs, il s'agit des bénéfices tels que déclarés.

Pour les non adhérents d'un centre de gestion agréé, il s'agit des bénéfices majorés de 25 % tels que retenus par l'administration fiscale.

Pour les personnes ayant opté pour le régime micro, il s'agit des bénéfices déterminés après déduction de l'abattement forfaitaire fiscal appliqué sur le chiffre d'affaires.

#### ➤ **Pour les non allocataires sans avis d'imposition, ni fiche de salaire**

Dans le cas de familles non connues dans Cdap et ne disposant ni d'un avis d'imposition, ni de fiches de salaires, le gestionnaire se réfère au montant des ressources plancher afin de déterminer le montant des participations familiales.

### **Prise en compte des changements de situation**

Les familles doivent informer les services de la Caf des changements de leur situation, qu'il s'agisse de leur situation familiale ou professionnelle. La base ressources peut être modifiée en conséquence pour calculer les droits aux prestations.

Ces changements doivent également être déclarés à la structure pour être pris en compte et impliquent, le cas échéant, une modification de la tarification mentionnée par avenant sur le contrat d'accueil.

Les situations exceptionnelles peuvent être examinées par la Caf à la demande du gestionnaire – notamment pour les parents non connus des Caf – en liaison avec les services de prestations légales qui disposent des connaissances juridiques et réglementaires pour statuer dans des cas particuliers.

Les non allocataires des Caf doivent également informer l'établissement d'accueil afin que ces changements de situation soient pris en compte pour le calcul des participations familiales.

<sup>4</sup> La loi n° 2018-1213 du 24 décembre 2018 a rétabli l'article 81 quater du Code général des impôts.

## Services attendus dans les Eaje, majorations de facturation et principes de comptabilisation

### **La participation demandée à la famille couvre la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence dans la structure**

Il est attendu des gestionnaires qu'ils fournissent soins d'hygiène (couches, produits de toilette, etc.) et les repas. A ce titre, des aides à l'investissement peuvent être mobilisées (cf. circulaire du 18 décembre 2018 relative au fonds de modernisation des établissements d'accueil de jeunes enfants, C2018-004).

De même, le montant plafond de la Psu dépend du niveau de service apporté et donc de la fourniture des couches et des repas. Un prix plafond spécifique est appliqué aux structures se trouvant dans l'impossibilité de fournir ces prestations.

Dans un souci d'équité de tarification vis-à-vis des familles, les gestionnaires ne peuvent appliquer de suppléments pour les repas ou les couches fournis par la structure ou de déductions pour les repas ou les couches apportés par les familles.

### **Des majorations sont possibles dans certains cas, mais les familles doivent obligatoirement en être informées**

Des majorations peuvent être apportées au barème national des participations familiales fixé par la Cnaf pour les familles ne résidant pas sur la commune d'implantation de l'établissement ou les familles ne relevant pas du régime général ou du régime agricole.

Il arrive que le paiement de cotisations, ou de frais d'adhésion, ou de frais de dossiers soit obligatoire pour fréquenter l'établissement. Ce paiement est toléré quel que soit le statut du gestionnaire mais ne doit pas dépasser 50€ par famille et par an.

Des prestations annexes facturées aux familles sont possibles si elles sont ponctuelles et laissées au libre choix des familles (facultatives), c'est le cas par exemple des photographies individuelles ou collectives.

Ces prestations ne doivent pas contrevenir aux principes généraux de la Psu (universalité, accessibilité à tous, mixité sociale).

Dans ces différentes situations, l'existence de ces tarifications doit être inscrite dans le règlement de fonctionnement afin que toutes les familles et la Caf en aient connaissance.

Tout autre type de majoration demandée par le gestionnaire (par exemple cautions, frais bancaires pour rejet de prélèvement, pénalités de retard, droit de réservation, frais de dossier au-delà de 50 € par famille et par an, application d'un coefficient de taux de participation familiale supérieur à celui prévu au barème, etc.) figure au règlement de fonctionnement mais ces dispositions ne doivent pas être encouragées. Dès lors, si elles sont pratiquées, ces majorations doivent être inscrites au compte 70 641 et sont déduites du calcul de la Psu.



## Modalités de comptabilisation des participations familiales

Afin de respecter le principe de neutralisation des participations familiales, l'intégralité des participations versées par les familles (y compris les majorations, cf. 1.2) doit être portée dans un seul compte (numéro 70641), à l'exception des cotisations annuelles, frais de dossiers et participations pour prestations annexes (cf. ci-dessous).

### ATTENTION

Les participations familiales encaissées au-delà du plafond de ressources mensuelles doivent être imputées au compte 70641 et déduites dans le calcul de la Psu.

Sur le plan du traitement budgétaire, les majorations pour les hors régime et hors commune s'enregistrent au compte 70 641.

Les cotisations annuelles, frais d'adhésion, frais de dossier et majorations pour prestations annexes lorsqu'elles ont un caractère ponctuel s'enregistrent au compte 70 642, et, à ce titre, ne sont pas déduites lors du calcul de la Psu.

Toutes les autres majorations doivent être inscrites au compte 70641 de façon à être déduites lors du calcul de la Psu.

| Majorations                                                | Traitement budgétaire                                                   |
|------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| Hors communes                                              | Compte 70 641                                                           |
| Hors régime                                                | Compte 70 641                                                           |
| Frais d'adhésion, de cotisations, de dossiers              | Si ≤50 € = compte 70 642<br>Au-delà de 50 €, compte 70 641 <sup>5</sup> |
| Prestations annexes ponctuelles                            | Compte 70 642                                                           |
| Cautions <sup>6</sup>                                      | Compte 70 641                                                           |
| Frais de gestion bancaire                                  | Compte 70 641                                                           |
| Pénalités de retard                                        | Compte 70 641                                                           |
| Droit de réservation                                       | Compte 70 641                                                           |
| Majorations pour repas ou couchés fournis par la structure | Interdites. Contraire aux règles de la Psu                              |

<sup>5</sup> Exemple : dans le cas où un gestionnaire demande des frais de gestion de 60 € par an et par famille : 50 € sont inscrits dans le compte 70 642 et 10 € sont inscrits dans le compte 70 641.

<sup>6</sup> Seules les cautions effectivement encaissées sont concernées.

Objet de la délibération  
N° 19-112Programme de  
Renouvellement Urbain  
(PRU) des Résidences –  
Acquisitions foncières des  
terrains de Territoire  
habitat à Belfort

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

## SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



DELIBERATION N° 19-112

de Mme Marie-Hélène IVOL

Adjointe chargée des maisons de quartier, des centres culturels, de la politique de la ville et du développement social, de l'éducation, de la restauration scolaire et de la famille, de l'enfance et de la jeunesse

Direction de la Politique de la Ville, de la Citoyenneté et de l'Habitat

Références : MHI/DGAESU/DPVCH/TR/CR  
Mots-clés : Foncier/Patrimoine  
Code matière : 3.1

***Objet : Programme de Renouvellement Urbain (PRU) des Résidences - Acquisitions foncières des terrains de Territoire habitat à Belfort***

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L2241-1 ;  
**VU** la délibération n°19-19 du Conseil Municipal de Belfort du 13 mars 2019 autorisant la signature de la convention pluriannuelle du Programme de Renouvellement Urbain et l'engagement des opérations ;  
**VU** le bail emphytéotique en date du 9 février 1994 passé entre Territoire habitat et la Ville de Belfort ;  
**VU** l'avis domanial obligatoire sollicité par la Ville de Belfort en date du 19 septembre 2019 ;  
**VU** les avis domaniaux sollicités par Territoire habitat joints à titre d'information ;

1) Contexte du projet de renouvellement urbain

Comme vous le savez, Territoire habitat vient de procéder à la démolition de trois tours de logements sociaux dans le cadre du Programme de Renouvellement Urbain (PRU) du quartier des Résidences.

La poursuite de ce programme prévoit le réaménagement du secteur par la Ville de Belfort et l'implantation de nouveaux logements en accession à la propriété et de commerces. Un îlot accueillera également un équipement public, à savoir les archives mutualisées du Département, du Grand Belfort et de la Ville de Belfort.

La réalisation de ce projet implique que les terrains actuellement propriété de Territoire habitat soient cédés à la Ville de Belfort.

Il existe deux types de parcelles faisant l'objet de la cession :

- les parcelles correspondant à l'emprise des tours démolies et qui sont en pleine propriété de Territoire habitat ; celles-ci seront cédées à titre onéreux à la Ville de Belfort ;
- les parcelles correspondant aux espaces extérieurs et faisant l'objet d'un bail emphytéotique de Territoire habitat au profit de la Ville de Belfort ; dans le bail emphytéotique est incluse une promesse d'achat au profit de la Ville de Belfort ; la réalisation de cette promesse est demandée par Territoire habitat, en précisant que «la vente aura lieu gratuitement, sans indemnité de part et d'autre» ; cette promesse d'achat est valable jusqu'au terme du bail.

Un plan en annexe 2 précise la propriété de chaque parcelle avant la cession.

## 2) Désignation des parcelles concernées et leur prix

Les parcelles concernées par la cession sont les suivantes ; elles sont représentées sur le plan cadastral joint en annexe 3 :

| Parcelles | Propriétaire                               | Surface               | Estimation HT | TVA       | Prix de vente TTC |
|-----------|--------------------------------------------|-----------------------|---------------|-----------|-------------------|
| BR 131    | Territoire habitat                         | 1 295 m <sup>2</sup>  | 103 600 €     | 20 720 €  | 124 320 €         |
| BR 132    | Territoire habitat                         | 1 105 m <sup>2</sup>  | 88 400 €      | 17 680 €  | 106 080 €         |
| BR 133    | Territoire habitat<br>(bail emphytéotique) | 265m <sup>2</sup>     | 21 200 €      | /         | 0 €               |
| BR 134    |                                            | 359m <sup>2</sup>     | 28 720€       | /         | 0 €               |
| BR 135    |                                            | 151m <sup>2</sup>     | 12 080€       | /         | 0 €               |
| BR 136    |                                            | 2081m <sup>2</sup>    | 166 480€      | /         | 0 €               |
| BR 137    |                                            | 144m <sup>2</sup>     | 11 520€       | /         | 0 €               |
| BR 138    |                                            | 60m <sup>2</sup>      | 4 800€        | /         | 0 €               |
| BR 128    | Territoire habitat                         | 1 115 m <sup>2</sup>  | 89 200 €      | 17 840 €  | 107 040 €         |
| BR 91     | Territoire habitat                         | 3 310 m <sup>2</sup>  | 238 320 €     | 47 664 €  | 285 984 €         |
| BR 129    | Territoire habitat<br>(bail emphytéotique) | 2565m <sup>2</sup>    | 205 200€      | /         | 0 €               |
| BR 130    | Territoire habitat<br>(bail emphytéotique) | 2424m <sup>2</sup>    | 193 920€      | /         | 0 €               |
| TOTAL     |                                            | 14 874 m <sup>2</sup> | 1 163 440€    | 103 904 € | 623 424 €         |

Sur les 3 îlots concernés par le projet (situés entre les rues de Budapest, de Zaporojie et le boulevard Kennedy), la Ville de Belfort sera donc propriétaire de l'ensemble des parcelles, à l'exception de la BR 127, qui correspond à la tour du 3 rue Dorey (en cours de relogement), qui reste propriété de Territoire habitat, jusqu'à la démolition de la tour et la cession de la parcelle à la Ville à l'horizon 2021.

La Ville n'a pas d'obligation de consulter France Domaine pour les prises à bail, ainsi que pour leurs avenants, dont le loyer est inférieur à 24 000 € annuels (le bail emphytéotique prévoit un loyer annuel de 1 franc). Pour les parcelles voisines, l'estimation fait ressortir un prix au m<sup>2</sup> de 80 € HT.

Les frais afférents (notaire) seront à la charge de la Ville en sa qualité d'acquéreur, et les dossiers seront confiés à Maître Hans-Lamotte, notaire à Belfort. Une provision a été inscrite au Budget Primitif 2019 pour ces acquisitions. Les crédits complémentaires seront inscrits au chapitre 21 du Budget Primitif 2020.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 39 voix pour, 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT) et 1 abstention (Mme Isabelle LOPEZ),

*(Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, M. Bastien FAUDOT ne prennent pas part au vote),*

### DECIDE

d'approuver le principe et les conditions de l'acquisition des parcelles mentionnées, appartenant à Territoire habitat, dans le quartier des Résidences,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer :

. les actes notariés à intervenir (y compris un éventuel compromis) et tous autres documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération,

. l'avenant au bail emphytéotique portant sur les parcelles BR 129-130 et BR 133 à 138.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Date affichage**

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINTIGNY  


La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

**TRANSMIS SUR OK-ACTES**  
- 1 OCT. 2019

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES  
PUBLIQUES**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU  
DOUBS**

**PÔLE D'ÉVALUATION DOMANIALE**

**17 RUE DE LA PRÉFECTURE**

**25 043 BESANCON CEDEX**

Le 19/09/2019.

**Le Directeur départemental des Finances  
Publiques du Doubs**

**POUR NOUS JOINDRE :**

Affaire suivie par : **Christiane FAIVRE**  
Téléphone : 03 81 32 62 21  
Courriel : [ddfip25.pole-  
evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:ddfip25.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)  
Réf. LIDO : 2019- 90010V0983

à

**VILLE DE BELFORT**

**Service Urbanisme**

**Place d'armes**

**90 004 BELFORT Cedex**

**AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE**

**Désignation du bien : TERRAINS 2, RUE DOREY- BELFORT, cadastrés :**

Parcelle BR 91 de 3 310 m<sup>2</sup>

Parcelle BR 128 : 1 115 m<sup>2</sup>

Parcelle BR 131 : 1 295 m<sup>2</sup>

Parcelle BR 132 : 1 105 m<sup>2</sup>

**VALEUR VÉNALE : 80€ le m<sup>2</sup> HT et hors frais d'enregistrement**

|                                 |                   |
|---------------------------------|-------------------|
| 1 – Service consultant          | Ville de Belfort  |
| Affaire suivie par :            | M Jérôme VERNIER. |
| 2 – Date de consultation        | : 09/09/2019      |
| Date de réception               | : 09/09/2019      |
| Date de visite                  | :                 |
| Date de constitution du dossier | : 09/09/2019      |
| « en état »                     |                   |

**OPÉRATION SOUS LE DRAPEAU DU DOUBS – DÉPARTEMENT DU DOUBS – AVIS**

Programme ANRU II , demande par le consultant des valeurs vénale des parcelles libres de tout bâtiment.

**4 - DESCRIPTION DU BIEN**

Terrain à bâtir sur plusieurs parcelles situé en zone d'habitat collectif.

**SITUATION JURIDIQUE**

- nom du propriétaire : Territoire habitat .  
44 bis rue André Parant  
90 000 Belfort
- situation d'occupation : bien évalué, « libre d'occupation »

**6 - URBANISME ET PLU**

PLU du 09/12/2004, modifié le 10/12/2015,

**ZONE UB**

**7 - DETERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE**

**Méthode par comparaison**, consistant à fixer la valeur vénale par référence au marché immobilier local, c'est-à-dire à partir de l'étude objective des mutations à titre onéreux.

**La valeur vénale du bien est estimée à 80€ le m<sup>2</sup> HT et hors frais d'enregistrement.**

**8 - DURÉE DE VALIDITÉ**

Deux ans.

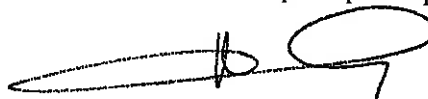
**9 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES**

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation,



*Christiane FAIVRE, inspectrice des Finances Publiques.*

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU DOUBS  
POLE D'ÉVALUATIONS DOMANIALES  
17 RUE DE LA PRÉFECTURE  
25000 BESANCON  
Téléphone : 03.81.25.20.20  
Courriel : ddfjp25.pole-evaluation@dgfjp.finances.gouv.fr

Le 20/08 /2018.

Monsieur le Directeur Départemental des Finances  
Publiques du Doubs

**POUR NOUS JOINDRE :**

Affaire suivie par : Nelly EUVRARD  
Adresse : Centre des Finances Publiques  
1 rue Pierre Brossolette 25214 MONTBELIARD Cedex  
Téléphone : 03 81 32 62 24  
Courriel : nelly.euvrard2@dgfjp.finances.gouv.fr  
Réf. : 2018 90 010 V 971

à

Monsieur le Directeur de Territoire Habitat  
Service Foncier  
44 Bis rue André Parant  
90 004 BELFORT

**AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE**

DÉSIGNATION DU BIEN : PARCELLE DE TERRAIN APRÈS DÉMOLITION BÂTIMENT EXISTANT .

ADRESSE DU BIEN : 9 RUE DE ZAPOROJIE 90 000 BELFORT

VALEUR VÉNALE : 88 400 € HT et hors frais d'enregistrement .

1 – SERVICE CONSULTANT

Territoire Habitat

AFFAIRE SUIVIE PAR :

Mme Delphine MARAIN

2 – Date de consultation

03/07/2018

Date de réception

03/07/2018

Date de visite

Date de constitution du dossier « en état » 03/07/2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Estimation valeur vénale parcelle rendue libre de toute construction dans le cadre du programme ANRU II .

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Référence cadastrale : BR n° 132 d' une contenance de 11 a 05 ca .

Description du bien : parcelle déconstruite en zone d' habitat collectif .

5 – SITUATION JURIDIQUE

- nom du propriétaire : Territoire Habitat .

situation d'occupation terrain évalué : libre d' occupation et de location .



**6 – URBANISME ET RÉSEAUX**

PLU du 09/12/2004 et modifié en 2015 ; en zone UB .

**7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE**

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison avec des ventes de biens similaires relevées sur le marché local ,

**La valeur du bien est estimée à 88 400 € HT et hors frais d' enregistrement .**

**8 – DURÉE DE VALIDITÉ**

Le présent avis est valable deux ans .

**9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES**

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation



Nelly EUVRARD

Inspecteur des Finances Publiques



N° 7300-SD  
(mars 2016)

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES  
PUBLIQUES**

Le 31/07/2018.

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU  
DOUBS**

**Le Directeur départemental des Finances  
Publiques du Doubs**

**PÔLE D EVALUATION DOMANIALE**

**17 RUE DE LA PRÉFECTURE**

**25043 BESANCON CEDEX**

**POUR NOUS JOINDRE**

à

Affaire suivie par : Christlane FAIVRE

Téléphone : 03 81 32 62 21

Courriel : ddfip25.pole-  
evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. LIDO : 2018- 90010V0972

**TERRITOIRE HABITAT**

**Service Foncier**

**44 bis rue Parant**

**90 004 BELFORT Cedex**

### AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

Désignation du bien : TERRAIN 1 RUE DOREY- BELFORT, cadastré parcelle BR 128.

VALEUR VÉNALE : 89 200€ HT et hors frais d'enregistrement

1 – Service consultant

Territoire Habitat

Affaire suivie par :

MME MARAIN Delphine, Secrétaire Direction Juridique.

2 – Date de consultation

: 03/07/2008

Date de réception

: 03/07/2018

Date de visite

:

Date de constitution du dossier

: 03/07/2018

« en état »

**OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE A DES RÈGLES PARTICULIÈRES EN VIGUEUR**

Programme ANRU II , demande par le consultant de la valeur vénale de la parcelle nue de tout bâtiment.

**DESCRIPTION DE BIEN**

Terrain à bâtir de 1115 m<sup>2</sup> situé en zone d'habitat collectif.

**SITUATION JURIDIQUE**

- nom du propriétaire : Territoire habitat .  
44 bis rue André Parant  
90 000 Belfort
- situation d'occupation : bien évalué, « libre d'occupation »

**URBANISME ET PLU**

PLU du 09/12/2004, modifié le 10/12/2015,

**ZONE UB**

**MÉTHODE D'ÉVALUATION**

Méthode par comparaison, consistant à fixer la valeur vénale par référence au marché immobilier local, c'est-à-dire à partir de l'étude objective des mutations à titre onéreux.

La valeur vénale du bien est estimée à 89 200€ le m<sup>2</sup> HT et hors frais d'enregistrement.

**DELAIS**

Dix-huit mois.

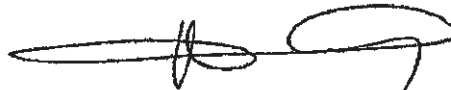
**OBSERVATIONS PARTICULIÈRES**

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation,



*Christiane FAIVRE, inspectrice des Finances Publiques.*

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES  
PUBLIQUES**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU  
DOUBS**

**PÔLE D'ÉVALUATION DOMANIALE**

**17 RUE DE LA PRÉFECTURE**

**25043 BESANCON CEDEX**

Le 31/07/2018.

**Le Directeur départemental des Finances  
Publiques du Doubs**

**POUR NOUS JOINDRE**

à

Affaire suivie par : **Christiane FAIVRE**

Téléphone : 03 81 32 62 21

Courriel : [ddfip25.pole-  
evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:ddfip25.pole-<br/>evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Réf. LIDO : 2018- 90010V0973

**TERRITOIRE HABITAT**

Service Foncier

44 bis rue Parant

90 004 BELFORT Cedex

### AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

Désignation du bien : **TERRAIN 2 RUE DOREY- BELFORT, cadastré parcelle BR 91.**

**VALEUR VÉNALE : 238 320€ HT et hors frais d'enregistrement**

1 – Service consultant

Territoire Habitat

Affaire suivie par :

MME MARAIN Delphine, Secrétaire Direction Juridique.

2 – Date de consultation

: 03/07/2008

Date de réception

: 03/07/2018

Date de visite

:

Date de constitution du dossier

: 03/07/2018

« en état »

~~OPÉRATION SOUSMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE~~

Programme ANRU II , demande par le consultant de la valeur vénale de la parcelle nue de tout bâtiment.

**DESCRIPTION DU BIEN**

Terrain à bâtir de 3310 m<sup>2</sup> situé en zone d'habitat collectif.

**SITUATION JURIDIQUE**

- nom du propriétaire : Territoire habitat .  
44 bis rue André Parant  
90 000 Belfort
- situation d'occupation : bien évalué, « libre d'occupation »

**URBANISME ET REGLEMENT**

PLU du 09/12/2004, modifié le 10/12/2015,

**ZONE UB**

**DESCRIPTION DE LA METHODE**

Méthode par comparaison, consistant à fixer la valeur vénale par référence au marché immobilier local, c'est-à-dire à partir de l'étude objective des mutations à titre onéreux.

La valeur vénale du bien est estimée à 238 320€ le m<sup>2</sup> HT et hors frais d'enregistrement.

**DUREE DE VALIDITE**

Dix-huit mois.

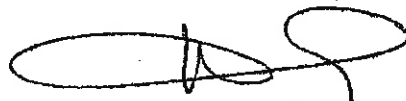
**OBSERVATIONS PARTICULIERS**

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.




Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation,



*Christiane FAIVRE, inspectrice des Finances Publiques.*

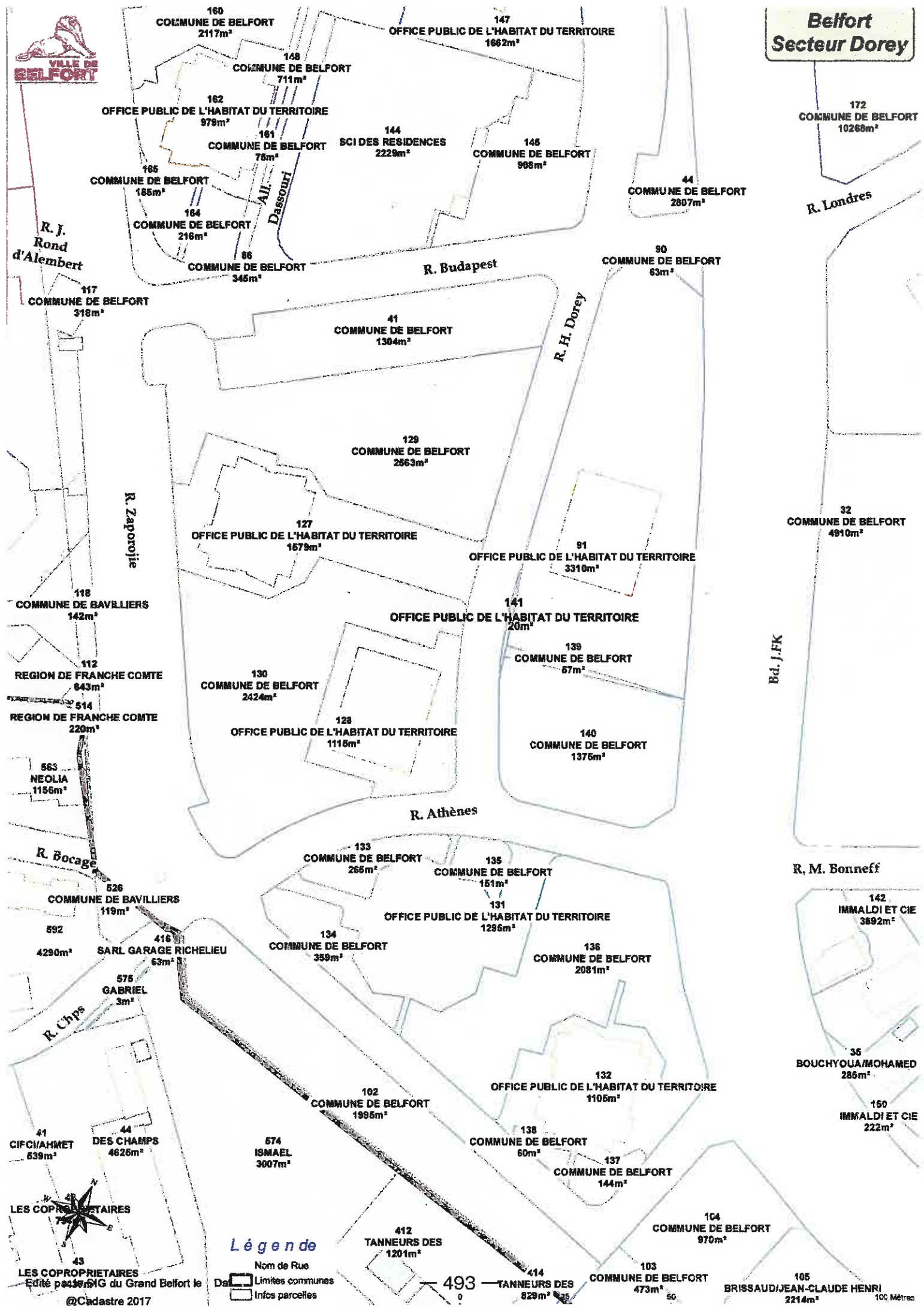
## Stratégie de diversification

-  propriété Territoire habitat
-  propriété Territoire habitat (bail emphytéotique en faveur de la Ville)
-  Propriété de la ville de Belfort





# Belfort Secteur Dorey



LES COPROPRIETAIRES  
LES COPROPRIETAIRES  
Édité par le SIG du Grand Belfort le  
©Cadastre 2017

### Légende

- Nom de Rue
- Limites communes
- Infos parcelles

493

100 Mètres

## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

Objet de la délibération

N° 19-113

SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

Année scolaire  
2019-2020 – Mise en  
œuvre des petits-  
déjeuners dans les écoles  
de la Ville de Belfort

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

**Absents excusés :**

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

**Absente :**

Mme Patricia BOISUMEAU

**Secrétaire de séance :**

M. David DIMEY

\*\*\*

La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

**Ordre de passage des rapports :** 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).





**DELIBERATION N° 19-113**

**de Mme Marie-Hélène IVOL**

Adjointe chargée des maisons de quartier, des centres culturels, de la politique de la ville et du développement social, de l'éducation, de la restauration scolaire et de la famille, de l'enfance et de la jeunesse

Direction de la Vie Scolaire

Références MHI/DGAESU/AGB/SG  
Mots-clés Enseignement - Péri-scolaire  
Code matière 8.1

**Objet : Année scolaire 2019-2020 - Mise en œuvre des petits-déjeuners dans les écoles de la Ville de Belfort**

**1- Contexte**

Dans le cadre du plan pauvreté, l'État a annoncé le soutien aux communes pour la mise en place de petits-déjeuners gratuits sur les territoires prioritaires. Pour rappel, cette mesure a pour objectif de répondre aux fragilités des publics défavorisés, principalement en zones REP et REP+, mais également en direction des familles qui dépendent des quartiers de la Politique de la Ville.

**2- Les principes fixés**

En accord avec l'Inspection d'Académie, les écoles maternelles situées en REP et REP+ feront l'objet d'une première expérimentation. Il s'agit des écoles Martin Luther King, Pergaud, Dreyfus-Schmidt et Rucklin, dans le quartier des Résidences, et Saint-Exupéry et Aragon dans le quartier des Glacis du Château.

A ce stade du projet, l'offre sera ciblée temporellement : elle se développera sur un trimestre, ciblera un jour dans la semaine et sera accompagnée d'une démarche éducative qui inclura les parents.

Pour répondre aux exigences attendues en termes d'équilibre alimentaire, il est convenu de proposer :

- du pain,
- confiture/beurre,
- un jus de fruits,
- du lait ou yaourt à boire.

Il est vous est également proposé que, s'agissant des enfants de maternelle, ce temps s'organise sur le temps scolaire et qu'il soit géré conjointement par l'enseignant et l'ATSEM.

Le dispositif sera mis en œuvre au retour des congés de Toussaint.

**3- Concertation avec les écoles et association des parents au projet**

La démarche a été présentée fin août aux enseignants des écoles maternelles, le jour de la pré-rentree. Il a été précisé que la mise en place se fera uniquement sur les écoles volontaires. Ces visites se sont faites conjointement entre les services de l'Education nationale et les services de la Direction de la Ville de Belfort.

Il a été demandé aux équipes enseignantes, au plus tard pour la fin septembre, de faire parvenir :

- leur projet,
- les jours préconisés,
- la fréquence et la durée.

Afin de ne pas se substituer à la fonction parentale, des actions autour de l'alimentation seront proposées en direction des parents à travers la mobilisation des compétences des infirmières municipales. Les équipes enseignantes réfléchissent à leur projet, en y intégrant cette approche pleinement partagée. Le parent sera donc activement associé, dans l'idée de véhiculer de façon plus marquée les attentes éducatives de cette démarche.

#### **4- Le choix de la qualité : des aliments issus de la filière bio et locale**

A l'instar de la démarche déjà engagée en direction de la petite enfance, 50 % d'aliments bio à chaque repas, et dans une perspective d'une mise en application progressive de la Loi EGAlim, il est proposé d'expérimenter une offre de petits-déjeuners 100 % bio ou issus de la filière locale.

Cette démarche vient répondre à un choix affirmé de la Ville de Belfort à s'engager vers une alimentation plus saine, à l'horizon 2022.

#### **5- Le financement**

Les crédits alloués par l'Etat pour le Territoire de Belfort sont estimés à 10 000 €. Les crédits ciblés sur la Ville de Belfort pourraient s'élever à 8 000 €. Ces éléments financiers restent encore à prendre avec prudence.

Un coût de 1,30 €/petit-déjeuner est estimé dans le cadre des circulaires ministérielles. Ce coût comporte uniquement la matière première.

D'après nos estimations, en faisant le choix d'un petit-déjeuner 100 % bio, le coût estimé serait de 1,55 € TTC avec les composants cités ci-dessus.

Les effectifs scolaires des 6 écoles maternelles REP et REP+ sont de 591 élèves (effectifs à réajuster pour cette rentrée). Le coût global est donc estimé à 916 €/jour, soit 10 992 € sur un trimestre, à raison d'un petit-déjeuner sur la semaine.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 38 voix pour, 0 contre et 5 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT),

*(M. Mustapha LOUNES ne prend pas part au vote),*

#### **DECIDE**

d'adopter les modalités de mise en œuvre du dispositif «petits-déjeuners» pour l'année scolaire 2019-2020.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Date affichage**

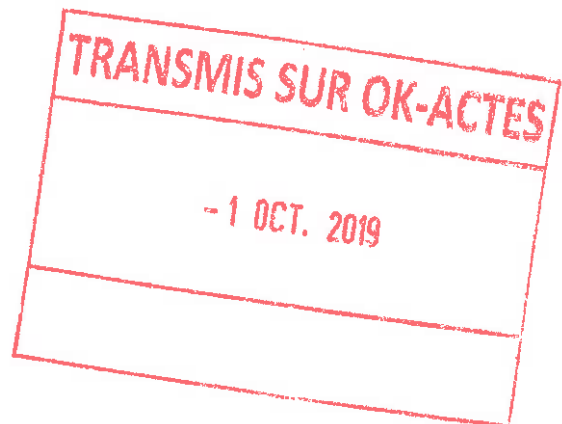
**le 27 SEP. 2019**

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

Objet de la délibération

N° 19-114

**Renouvellement du  
Contrat Enfance  
Jeunesse – 2019-2022****SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

**Absents excusés :**

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

**Absente :**

Mme Patricia BOISUMEAU

**Secrétaire de séance :**

M. David DIMEY

*rrrr*

La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

**Ordre de passage des rapports :** 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



DELIBERATION N° 19-114

de Mme Marie-Hélène IVOL

Adjointe chargée des maisons de quartier, des centres culturels, de la politique de la ville et du développement social, de l'éducation, de la restauration scolaire et de la famille, de l'enfance et de la jeunesse

Direction de la Vie Scolaire

Références MHI/DGAESU/AGB/SG  
Mots-clés Enseignement - Périscolaire  
Code matière 8.1

**Objet : Renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse - 2019-2022**

La convention d'objectifs et de financement du Contrat Enfance Jeunesse signée avec la CAF est arrivée à son terme le 31/12/2018. A ce titre, le présent rapport a pour objet de faire un point de situation du dispositif, dans une perspective de renouvellement, pour les 4 ans à venir.

Le nouveau contrat couvrira la période de janvier 2019 à décembre 2022. Il va réinterroger le périmètre actuel :

- aucune action de développement ne sera prise en compte au titre de la jeunesse,
- fin du financement des actions non éligibles.

Seules les actions de développement en direction de la Petite Enfance pourront être instruites et bénéficier de crédits « bonus ».

**1- Les actions du Contrat Enfance Jeunesse**

La CAF a accompagné la Ville de Belfort à hauteur de 241 735 € au titre de la Petite Enfance, sur l'exercice 2017, et à hauteur de 320 255 € pour les actions Jeunesse. (La prestation 2018 n'est pas connue à ce jour).

a) Le Contrat Enfance Jeunesse actuel :

|                                      | Volet Petite Enfance                                                                                                                                                                                                                                                                 | Volet Jeunesse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Actions éligibles au financement CEJ | <ul style="list-style-type: none"><li>- RAM<sup>1</sup> 1.40 ETP</li><li>- Halte-garderie des Résidences</li><li>- LAEP<sup>2</sup> La Farandole</li><li>- LAEP La Pergola</li><li>- Les Petits Peut-on</li><li>- Multi accueil Fréry</li><li>- Multi accueil Belfort Nord</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>- Accueils périscolaires</li><li>- ALSH<sup>3</sup> Bartholdi/Les Barres et Mont/Jacques Brel/La souris verte/Ludothèque des Glacis/Aragon/Maison de quartier Jean Jaurès, Belfort Nord</li><li>- ALSH sport au stade Coubertin/Base municipale des Forges</li><li>- ALSH Loisirs pluriel</li><li>- Coordination globale 0.50 ETP</li><li>- Nouveaux postes de coordination 5 ETP</li></ul> |

|                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Actions non éligibles financées de manière dégressive depuis 2011 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Animations spécifiques</li> <li>- Atelier d'expression jeune</li> <li>- Découverte de la culture scientifique</li> <li>- Découverte des arts plastiques</li> <li>- Découverte et initiation culturelle</li> <li>- Développer les activités sportives du mercredi</li> <li>- Développer les séjours d'été</li> <li>- Développer les animations sportives ouvertes</li> <li>- Diversifier le recrutement des écoles sportives municipales</li> <li>- Favoriser l'accès au multimédia (Cyber centres)</li> <li>- Forum jeunesse et citoyenneté</li> <li>- Organisation de mini-séjours</li> <li>- Fête de l'enfance et de la famille</li> <li>- Stages et ALSH sportifs</li> </ul> |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

<sup>1</sup> – Relais Assistantes Maternelles <sup>2</sup> – Lieu d'Accueil Enfants-Parents <sup>3</sup> – Accueil de Loisirs Sans Hébergement

b) Il est proposé de reconduire les actions éligibles sur le prochain Contrat Enfance Jeunesse, et d'inscrire des nouvelles actions éligibles, qui pourraient donc bénéficier de financements au titre de la nouvelle convention, à savoir :

- la mise en place d'une ludothèque sur le quartier des Glacis,
- une ouverture supplémentaire sur le LAEP Belfort Nord,
- une revalorisation du RAM sur 2 ETP (1.40 actuellement),
- un poste de coordination LAEP.

## 2- Le financement du Contrat Enfance Jeunesse

L'évolution des financements du Contrat Enfance Jeunesse de 2015 à 2018 est la suivante :

|     | Subvention<br>2014 versée<br>en 2015 | Subvention<br>2015 versée<br>en 2016 | Subvention<br>2016 versée<br>en 2017 | Subvention<br>2017 versée<br>en 2018 |
|-----|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| CEJ | 494 116,00 €                         | 610 327,00 €                         | 595 504,00 €                         | 561 992,00 €                         |

Les variations sont dues aux évolutions de fréquentations et à l'inclusion de nouvelles actions, comme les repas durant les vacances sur l'ALSH Aragon.

Avec le nouveau contrat, la CAF ne financera plus d'actions non éligibles (cf. tableau du Contrat Enfance Jeunesse actuel), ce qui va entraîner une perte de recettes pour la collectivité à compter de 2019 (impact sur le budget 2020).

En 2017, la part des actions éligibles était de 360 221,55 €, et la part des actions non éligibles était de 201 770,45 €.

**On peut donc s'attendre, en 2020, à une baisse des recettes de l'ordre de 200 000 €.**

A terme, des Conventions Territoriales Globales (CTG) viendront progressivement remplacer les Contrats Enfance Jeunesse (CEJ).

L'orientation de ce nouveau dispositif relèvera prioritairement d'un soutien des publics et territoires prioritaires, mais toujours en direction des politiques enfance/jeunesse.

### **3- Le calendrier de renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse**

Pour engager ce travail de reconduction du Contrat Enfance Jeunesse, plusieurs étapes ont été initiées :

- 1/ Comité technique le 30 avril 2019 regroupant tous les opérateurs des actions du Contrat Enfance Jeunesse en cours.
- 2/ Evaluation du CEJ 2015/2018 et diagnostic de territoire affinés le 9 septembre 2019 avec les services de la CAF.
- 3/ Comité de pilotage le 17 septembre 2019.
- 4/ Signature du nouveau Contrat Enfance Jeunesse prévue à l'automne 2019.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 38 voix pour, 0 contre et 5 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT),

*(M. Leouahdi Selim GUEMAZI ne prend pas part au vote),*

**DECIDE**

de valider les modalités de reconduction du Contrat Enfance Jeunesse pour les 4 ans à venir,  
d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer le nouveau Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Date affichage**

**le 27 SEP. 2019**

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

  
Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

**TRANSMIS SUR OK-ACTES**  
**- 1 OCT. 2019**

----

Objet de la délibération

N° 19-115

Révision du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) –  
Bilan de la concertation  
et arrêté du projet

## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal****SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

**Absents excusés :**

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

**Absente :**

Mme Patricia BOISUMEAU

**Secrétaire de séance :**

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

**Ordre de passage des rapports :** 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).





Direction de l'Urbanisme

|              |           |
|--------------|-----------|
| Références   | PDL / PDL |
| Mots-clés    | Urbanisme |
| Code matière | 2.3       |

**Objet : Révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Bilan de la concertation et arrêté du projet**

**Rappel**

Par délibération en date du 22 mars 2012, le Conseil Municipal a prescrit la révision du Plan Local d'Urbanisme et défini les grands objectifs de celle-ci, ainsi que les modalités de concertation de la population.

Pour mémoire, ces objectifs étaient de deux ordres :

- le premier relevait de la prise en compte du projet urbain ; en effet, au-delà des obligations réglementaires, la Ville de Belfort, consciente de ses objectifs structurels et locaux, se devait de saisir cette opportunité pour inscrire, coordonner et faire partager ses projets de politique urbaine au sein d'un document unique et cohérent ;
- le deuxième répondait aux exigences du Grenelle de l'Environnement, qui assigne de nouveaux objectifs au PLU, lequel devient notamment l'un des outils visant à garantir un urbanisme durable.

**Bilan de la concertation**

Le Conseil Municipal, lors du lancement de la procédure en 2012, avait arrêté les modalités de concertation suivantes :

- ouverture d'un registre en Mairie (Service Urbanisme), à disposition des habitants aux horaires d'ouverture du secrétariat,
- organisation de réunions publiques d'information, notamment par le biais des conseils de quartier, au moment du débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et avant l'arrêt du projet de PLU,
- parution d'articles dans la revue «Belfort Mag»,
- mise en ligne d'articles sur le site internet de la Ville de Belfort.

Le bilan de la concertation joint à ce rapport démontre le respect de ces modalités et l'implication des acteurs concernés.

Il détaille également la manière dont il a été tenu compte des contributions présentées dans le cadre de la concertation et le bilan qu'il convient d'en arrêter.

## Éléments essentiels du projet de Plan Local d'Urbanisme : un PLU patrimonial

Afin de répondre aux enjeux identifiés et aux obligations réglementaires, diverses études ont été conduites sur une multitude de thèmes et ont permis de dégager les principaux enjeux de notre territoire (voir partie I du rapport de présentation et ses annexes du projet de PLU annexé<sup>(1)</sup> à la présente).

De ces diagnostics et de la réflexion sur notre projet urbain ont émergé les grandes orientations suivantes :

- positionner Belfort sur l'échiquier territorial,
- anticiper une nouvelle dynamique démographique en répondant aux besoins d'une population dynamique et diversifiée,
- affirmer l'identité forte d'une ville active et créative,
- mettre l'écologie au cœur de la ville.

Celles-ci se déclinent (voir PADD du projet de PLU annexé<sup>(1)</sup> à la présente) autour de 5 axes :

- Axe 1. l'urbain : trouver le point d'harmonie entre l'espace, l'habitant, l'usager
- Axe 2. l'écologique : vivre en citoyen responsable
- Axe 3. l'habitat : contrebalancer par une attractivité renouvelée, le phénomène de périurbanisation
- Axe 4. l'économique, une ville où entreprendre
- Axe 5. la ville intelligente

Ces grands objectifs et leur traduction en 5 axes principaux ont été débattus lors du Conseil Municipal du 30 juin 2016.

Par la suite, ils ont été traduits dans les pièces réglementaires (orientations d'aménagement et de programmation, règlements écrits et graphiques...).

Les éléments essentiels du projet tel qu'il est proposé sont, en complément du PADD et pour la partie réglementaire, les suivants :

- un zonage simplifié, tant en nombre de zones, que dans leur intitulé ;
- une logique de zonage plus claire et plus proche de la construction typologique de la ville (centre, faubourgs, tissus pavillonnaires, etc) ;
- une logique de zones adaptée aux espaces naturels, en milieu urbain ou périphérique ;
- une meilleure protection des espaces naturels, sans diminution des espaces constructibles (à l'exception de quelques parcelles rue des Perches en raison de leur qualité écologique) ;
- un règlement écrit intégrant des règles qualitatives alternatives pour prendre en compte l'intérêt d'un certain «urbanisme de projet» ;
- un règlement, doublé des prescriptions architecturales et paysagères, davantage illustré et mieux défini, s'appuyant sur un glossaire, incluant la terminologie du lexique national d'urbanisme ;
- un volet patrimonial particulièrement développé, notamment dans deux orientations d'aménagement et de programmation thématiques, l'une sur le patrimoine bâti, l'autre sur le patrimoine non-bâti ;
- une prise en compte renforcée des aléas géologiques.

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 103-2 à L. 103-4, L. 153-11 et suivants, L. 153-31 et suivants et R. 153-2 à R. 153-12 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 12-35 en date du 22 mars 2012 prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme de Belfort et définissant les objectifs et les modalités de concertation mises en œuvre à l'occasion de cette révision ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 16-157 en date du 29 septembre 2016 décidant d'appliquer par anticipation les articles R. 151-1 à R. 151-55 du Code de l'Urbanisme issus du décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant la révision du PLU ;

Vu le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, qui s'est tenu le 30 juin 2016 au sein du Conseil Municipal ;

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme, annexé à la présente délibération<sup>(1)</sup> ;

Vu le bilan de la concertation annexé à la présente délibération ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour, 1 contre (Mme Isabelle LOPEZ) et 3 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Francine GALLIEN, M. Bastien FAUDOT),

(Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Louahdi Selim GUEMAZI, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU ne prennent pas part au vote),

**DECIDE**

d'arrêter le bilan de la concertation mise en œuvre à l'occasion de la révision du projet de Plan Local d'Urbanisme de Belfort, tel qu'il est annexé à la présente délibération,

d'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme de Belfort, tel qu'il est annexé à la présente délibération<sup>(1)</sup>,

de charger M. le Maire de mettre en œuvre la présente délibération, et notamment de soumettre, pour avis, le projet de PLU :

- . aux personnes publiques associées définies à l'article L. 153-16 du Code de l'Urbanisme,
- . à l'autorité environnementale compétente,
- . au président de la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPNAF),
- . aux communes limitrophes.

La délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois en mairie, conformément aux dispositions de l'article R. 153-3 du Code de l'Urbanisme.

Elle sera, en outre, publiée au Recueil des Actes Administratifs de la commune.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Date affichage**

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

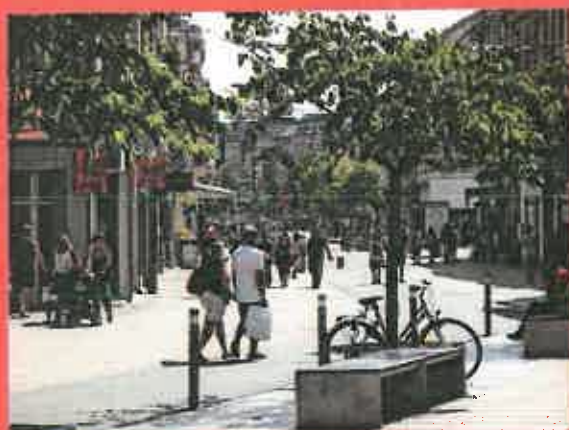


<sup>(1)</sup> Le projet de PLU est téléchargeable à l'adresse suivante [www.autb.fr/urba/belfort-arret.html](http://www.autb.fr/urba/belfort-arret.html), et sous format papier à la Direction de l'Urbanisme.

# VILLE DE BELFORT

## PLAN LOCAL D'URBANISME

### BILAN DE LA CONCERTATION



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION DU 25 SEPTEMBRE 2019



|                                                                                             |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>I - DEROULEMENT GLOBAL DE LA PROCEDURE DE REVISION DU PLU ET DE LA CONCERTATION.....</b> | <b>3</b>  |
| <b>I -1. Les moyens d'information .....</b>                                                 | <b>4</b>  |
| Affiches .....                                                                              | 4         |
| Articles dans Belfort Mag.....                                                              | 4         |
| Site internet dédié à la révision générale du PLU.....                                      | 4         |
| Réseaux sociaux.....                                                                        | 5         |
| Plaquette.....                                                                              | 5         |
| Expositions.....                                                                            | 5         |
| <b>I -2. Les moyens d'expression .....</b>                                                  | <b>5</b>  |
| Le registre de concertation.....                                                            | 5         |
| L'adresse mail dédiée .....                                                                 | 5         |
| Le courrier.....                                                                            | 6         |
| Le questionnaire .....                                                                      | 6         |
| Les réunions publiques .....                                                                | 6         |
| Les réunions avec les acteurs locaux.....                                                   | 6         |
| <b>II – SYNTHÈSE DES AVIS ET DEBATS .....</b>                                               | <b>7</b>  |
| <b>II – 1. Développement Economique .....</b>                                               | <b>7</b>  |
| <b>II - 2. Habitat.....</b>                                                                 | <b>8</b>  |
| <b>II - 3. Ecologie Urbaine .....</b>                                                       | <b>10</b> |
| <b>II - 4. Patrimoine.....</b>                                                              | <b>11</b> |
| <b>II - 5. Autres thèmes.....</b>                                                           | <b>12</b> |
| <b>CONCLUSION.....</b>                                                                      | <b>13</b> |

Conformément à l'article L300-2 du Code de l'Urbanisme, une concertation continue a été mise en œuvre tout au long du processus de révision générale du Plan Local d'Urbanisme. Cette procédure arrivant à son terme, il convient aujourd'hui de tirer le bilan de cette concertation dont les modalités ont été définies par délibération en date du 22 mars 2012.

Pour mémoire, les modalités de la concertation étaient définies comme suit :

- Ouverture d'un registre en Mairie (Service urbanisme), à disposition des habitants aux horaires d'ouverture du secrétariat,
- Organisation de réunions publiques d'information notamment par le biais des conseils de quartier, au moment du débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et avant l'arrêt du PLU,
- Parution d'articles dans la revue « Belfort Mag »,
- Mise en ligne d'articles sur le site internet de la Ville de Belfort.

## I - DEROULEMENT GLOBAL DE LA PROCEDURE DE REVISION DU PLU ET DE LA CONCERTATION

| Éléments de procédure                                                                                                                                                                                                                             | Dates                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| Délibération de prescription                                                                                                                                                                                                                      | 22 mars 2012                                                |
| Mise à disposition du public d'un registre                                                                                                                                                                                                        | Avril 2012                                                  |
| Création d'une adresse électronique dédiée                                                                                                                                                                                                        | Avril 2012                                                  |
| Article dans le « Belfort Mag » annonçant le début de la concertation                                                                                                                                                                             | Janvier 2013                                                |
| Réunions de partage du diagnostic avec les acteurs locaux                                                                                                                                                                                         | 3 avril 2013<br>12 avril 2013<br>6 mai 2013<br>28 juin 2013 |
| Mise sur internet des éléments du diagnostic et des comptes-rendus des réunions de partage du diagnostic                                                                                                                                          | 2 <sup>ème</sup> semestre 2013                              |
| Réunion avec les personnes publiques associées                                                                                                                                                                                                    | 17 décembre 2015                                            |
| Réunion avec les personnes publiques associées                                                                                                                                                                                                    | 1 <sup>er</sup> juin 2016                                   |
| Article dans le « Belfort Mag » rappelant la révision et annonçant la présentation du diagnostic, des enjeux et du PADD aux 9 conseils de quartier                                                                                                | Mars-Avril 2016                                             |
| Présentation du diagnostic, des enjeux et du PADD aux 9 conseils de quartier                                                                                                                                                                      | Mai-juin 2016 :                                             |
| Exposition itinérante (conseil de quartier)                                                                                                                                                                                                       | Mai et juin 2016                                            |
| Plaquette explicative du diagnostic, des enjeux et du PADD                                                                                                                                                                                        | Mai -juin 2016                                              |
| Débat du Conseil Municipal sur les grandes orientations du PADD                                                                                                                                                                                   | 30 juin 2016                                                |
| Mise sur internet des éléments du débat du PADD, de l'exposition et de la plaquette                                                                                                                                                               | 2 <sup>ème</sup> semestre 2016                              |
| Réunion de concertation avec les acteurs de l'immobilier et du bâtiment                                                                                                                                                                           | 6 juillet 2017                                              |
| Information de la population concernant les questionnaires sur Facebook/Twitter, sur les « sucettes » Decaux, en actualités sur le site internet, par infolettre, sur les écrans de la mairie, par un article dans Belfort Mag de mars-avril 2018 | A partir de début mars 2018                                 |
| Exposition itinérante (conseils de quartier et mairie) sur les modalités de                                                                                                                                                                       | Avril – juin 2018                                           |

| Éléments de procédure                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Dates                  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| mise en œuvre des 4 premiers axes du PLU                                                                                                                                                                                                                                                                |                        |
| Questionnaire sur les 4 grands axes du PLU (papier et dématérialisé sur le site internet)                                                                                                                                                                                                               | Mars à juin 2018       |
| Réunion de travail avec la DDT sur les points de vigilance                                                                                                                                                                                                                                              | 22 juin 2018           |
| Réunion de travail avec la DDT sur les zones humides                                                                                                                                                                                                                                                    | 30 octobre 2018        |
| Réunion de travail avec la DDT sur la réglementation des zones N                                                                                                                                                                                                                                        | 12 novembre 2018       |
| Réunion avec les personnes publiques associées                                                                                                                                                                                                                                                          | 27 juin 2019           |
| Réunion avec la DDT sur les zones humides                                                                                                                                                                                                                                                               | 4 juillet 2019         |
| Information de la tenue de la réunion publique du 28/08/19 de la population sur Facebook, sur les « sucettes » Decaux, en actualités sur le site internet, par infolettre, sur les écrans de la mairie, par des affiches A3 dans toutes les maisons de quartier et sur Radio France Belfort/Montbéliard | A partir du 20/08/2019 |
| Réunion publique                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 28 août 2019           |

## I -1. Les moyens d'information

### Affiches

(voir annexe 1)

Avant chaque temps forts de la concertation (mai-juin 2016, avril-mai 2018, août 2019), des affiches ont été apposées dans les maisons de quartier, au service Urbanisme et sur les « sucettes » Decaux.

### Articles dans Belfort Mag

(voir annexe 2)

Trois articles sont parus dans la revue municipale pour informer la population sur la procédure de concertation.

Dans le magazine de janvier 2013, M. Belz, maire adjoint à l'Urbanisme de l'époque, après avoir expliqué ce qu'est un PLU et les raisons de sa mise en révision, annonce le début de la concertation, la création d'une rubrique spéciale sur le site internet et l'adresse de la messagerie dédiée.

Le Belfort de Mag de mars-Avril 2016 rappelait quant à lui la révision et annonçait la présentation du diagnostic, des enjeux et du PADD aux 9 conseils de quartier.

Dans le numéro de mars-avril 2018, les 4 premiers axes du PADD étaient explicités et la population était invitée à donner son avis à travers le questionnaire et l'adresse dédiée.

### Site internet dédié à la révision générale du PLU

(voir annexe 3)

Une rubrique spécialement dédiée sur le site internet de la ville de Belfort a été créée dès la prescription du document d'urbanisme afin de proposer un espace d'information continu sur la procédure de révision.

Il est composé de plusieurs pages et de liens permettant de comprendre la démarche, en connaître la procédure et le calendrier ainsi qu'accéder à l'ensemble des études techniques, documents de présentation et comptes-rendus des réunions de concertation.

A chaque moment fort de la concertation, la page d'accueil du site internet de la ville insérait dans ses actualités le lien direct permettant d'accéder aux informations nécessaires.

### Réseaux sociaux

*(voir annexe 4)*

Chaque temps important de la concertation a également fait l'objet de Tweets et de publication sur Facebook.

Ainsi, et à titre d'exemple, la réunion publique du 28/08/2019 a fait l'objet d'une publication le 20 et 26 août 2019 sur Facebook et de deux tweets le 26 et 22 août derniers.

### Plaque

*(voir annexe 5)*

Un dépliant didactique sur le PLU, les 5 axes du PADD et invitant la population à donner son avis a été distribué lors des conseils de quartier de mai-juin 2016.

### Expositions

*(voir annexe 6)*

Deux expositions itinérantes ont été organisées.

La première a été présentée aux 9 conseils de quartier en mai/juin 2016 et portait sur les diagnostics, les enjeux du PLU et les grands objectifs.

La seconde, itinérante également, a été installée dans une remorque spécialement aménagée à cet effet et a servi de support à la présentation d'un power-point. La Direction de l'Urbanisme et l'AUTB, installées dans cette remorque devant chaque maison de quartier ont ainsi expliqué et débattu avec ceux qui venaient voir l'exposition, préalablement à chacun des 9 conseils de quartier, les propositions de mise en œuvre des 4 premiers axes du PADD. Cette exposition est ensuite restée quelques semaines dans le hall d'accueil de la mairie principale avec les questionnaires (voir ci-dessous).

## **I-2. Les moyens d'expression**

### Le registre de concertation

La ville a mis à disposition à la Direction de l'Urbanisme, un registre de concertation, pour donner la possibilité à tous les belfortains de s'exprimer sur la révision générale du PLU ;

Néanmoins, aucune remarque n'y a été consignée.

### L'adresse mail dédiée

Dès le lancement de la procédure, la ville a créé une adresse mail dédiée à la révision générale du PLU : [revisionduPLU@mairie-belfort.fr](mailto:revisionduPLU@mairie-belfort.fr)

Cependant, aucun message n'y a été envoyé.



## Le courrier

Les habitants pouvaient également envoyer leurs remarques par la voie du courrier postal à l'adresse de la commune.

Un courrier concernant cette procédure a été reçu en novembre 2016.

## Le questionnaire

(voir annexe 7)

Lors de la présentation de l'exposition itinérante d'avril/mai 2018, des questionnaires ont été mis à la disposition du public avant chaque conseil de quartier. Ces questionnaires étaient également disponibles dans le hall d'accueil de la mairie après la campagne des conseils de quartier en mai/juin et en ligne sur le site internet à la rubrique consacrée à la concertation sur la révision générale du PLU.

17 personnes ont répondu, 8 sous format papier et 9 via le site internet.

## Les réunions publiques

Tout d'abord, le diagnostic, les enjeux et grands principes du PADD ont été partagés et débattus au sein des 9 conseils de quartier qui se sont tenus en mai et juin 2016, ce qui représente environ 640 personnes.

Une réunion publique a été organisée le 28 août dernier afin de présenter et débattre du projet de PLU avant son arrêt (seulement 3 personnes se sont présentées). Y ont été discutés les grands principes du nouveau zonage, le caractère patrimonial du futur PLU et la prise en compte des aléas géologiques.

## Les réunions avec les acteurs locaux

Cinq réunions thématiques ont été organisées avec les acteurs locaux et le concours de l'AUTB. Les documents de présentation et les comptes-rendus sont tous téléchargeables sur le site internet à la page « calendrier de la révision ».

La première avait pour thème le diagnostic « Démographique et habitat » et s'est déroulée le 3 avril 2013. Elle a réuni des responsables des conseils de quartier, les représentants du service Habitat de la communauté d'agglomération, du Conseil Général, de la DDT, de Territoire Habitat, de l'UDAF, du CNIL et de l'UNPI ainsi que des promoteurs.

La deuxième, consacrée à la « mobilité », était programmée le 12 avril 2013 et a permis de partager le diagnostic avec des représentants du SMTC, de la DDT, et d'associations d'usagers telles celle des Transports de l'aire Urbaine et celle pour la modernisation de la ligne 4 Paris/Belfort ou encore de Vélocampus du Lion et de Véloxygène.

La troisième dédiée au thème « Activités économiques – Equipement et services, a réuni le 6 mai 2013, les représentants de la Direction du Développement et de l'Aménagement de la communauté d'agglomération, de la chambre des Métiers, de la CCI, de la SEMPAT et de l'ARS.

La quatrième réunion, qui portait sur l'« Environnement », a eu lieu le 28 juin 2013 en présence d'un représentant de conseil de quartier, des services Déchets ménagers et assainissement de la communauté d'agglomération, de la DDT, du service Départemental de l'architecture et du

patrimoine, du Conseil Départemental, de la chambre d'agriculture, de la fédération des chasseurs et de l'association des jardins ouvriers.

Enfin, les professionnels du bâtiment et de l'immobilier (architectes, promoteurs, bailleurs sociaux) ont été invités le 6 juillet 2017 à débattre sur le projet de mise en place d'un Coefficient de Biotope par Surface (CBS) et sur les grands principes des nouvelles prescriptions architecturales et paysagères.

## II – SYNTHÈSE DES AVIS ET DEBATS

Tout au long de la procédure de révision générale, les habitants ont pu, à travers les divers outils mis à leur disposition, faire part de leurs observations et attentes auprès des élus et des responsables du projet.

Les principales remarques ont été synthétisées autour des 4 thèmes abordés dans le questionnaire. Les réponses apportées par la Ville, soit directement lors des rencontres et réunions, soit dans le futur PLU sont également reportées dans les tableaux ci-dessous.

Il convient de noter que les remarques ou questionnement ne concernant pas le PLU n'ont pas été relevées.

### II – 1. Développement Economique

| Remarques                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Réponses/Prises en compte                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><u>Développer le commerce de proximité :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en empêchant l'implantation massive de franchises comme les banques et les assurances via les règles d'urbanisme ;</li> </ul>                                                                 | <p>Le PLU répond à cette exigence en confirmant l'axe de protection de la diversité commerciale sur l'axe Gare/Vieille ville qui interdit à certaines activités de s'y installer.</p>                                                                                                                                       |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- en arrêtant la création de zones commerciales en périphérie ;</li> </ul>                                                                                                                                                                          | <p>Le nouveau PLU ne crée pas de nouvelles zones commerciales.<br/>Cette problématique est plutôt traitée au niveau du SCOT.<br/>Le fait que la commune ait été retenue dans le programme « Action Cœur de Ville » rendra beaucoup plus difficile de nouvelles implantations de grandes surfaces en dehors de la ville.</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- en développant des activités innovantes avec des débouchés commerciaux ;</li> </ul>                                                                                                                                                               | <p>Le PLU est très peu contraignant pour l'implantation d'activités non polluantes et sans nuisances pour le voisinage.</p>                                                                                                                                                                                                 |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- en développant des activités telles que le parc Près-la-Rose à Montbéliard ;</li> </ul>                                                                                                                                                           | <p>Ce point ne dépend pas véritablement du PLU.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- définir des zones de mixité habitation/commerces-artisanats au cœur des quartiers tout en arrêtant de construire ou de développer des zones commerciales en périphérie des agglomérations.<br/><i>(questionnaire d'avril/mai 2018)</i></li> </ul> | <p>Le PLU est très peu contraignant pour l'implantation d'activités non polluantes et sans nuisances pour le voisinage. Par conséquent, sauf dans les secteurs à dominante industrielle, la mixité est autorisée.</p>                                                                                                       |

|                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Il est nécessaire de trouver un juste équilibre entre les activités et les poches de stationnement afin que ces dernières ne consomment trop de foncier au détriment des installations.<br/>(réunion thématique du 6 mai 2013)</p> | <p>Les normes de stationnements sont allégées dans le périmètre de 500 m autour de la gare pour tenir compte des moyens de transport en commun.<br/>De plus, dans toute la ville, seules sont soumis à création de places de stationnement les projets créant de la surface de planchers (les changements de destination sont donc exonérés).<br/>Enfin, les normes de stationnement différencient, dans les limites que la loi fixe, les différentes activités afin d'adapter au maximum les obligations aux besoins.</p> |
| <p>L'entrée sud, en tant qu'espace communautaire, requiert une vigilance particulière.<br/>(réunion thématique du 6 mai 2013 et conseil de quartier mai/juin 2016)</p>                                                                | <p>L'entrée Sud est un secteur d'intérêt communautaire que le PLU prend en compte en le classant en zone à dominante commerciale mais requérant une qualité architecturale accrue.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

## II - 2. Habitat

| Remarques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Réponses/Prises en compte                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Entretien ou mettre aux normes les façades, démolir les immeubles vétustes et/ou abandonnés du centre-ville, en prévoyant des reconstructions</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <p>Ces points ne concernent pas directement le PLU.<br/>Il est possible cependant de dire que les campagnes de ravalement des façades sont renouvelées afin d'inciter les habitants à ravalement leur immeuble. Les procédures d'abandon ou de péril d'immeubles sont de plus en plus mises en œuvre par la commune afin d'éradiquer les immeubles vétustes et/ou abandonnés.<br/>Enfin, les subventions de l'ANAH et l'opération OPAH-RU sur le quartier Jean Jaurès permettent d'aider les habitants, voire de les obliger à rénover les immeubles les plus vétustes.</p> |
| <p><u>Sur les types de logements à favoriser dans les sites en devenir (site Jean Moulin, anciens jardins ouvriers, etc.).</u><br/>- de petits collectifs (8 à 10 logements, R+2, avec garage, verdure, jardins partagés, espaces communs, locaux commerciaux de proximité, etc.). Ils pourront avoir des standings différents afin de favoriser la mixité sociale et attirer les jeunes cadres des entreprises territoriales, sans oublier les logements sociaux.</p> | <p>Les sites en devenir tels que l'ancienne caserne des pompiers ou les anciens jardins ouvriers de la rue Floréal seront rattachés réglementairement aux quartiers des faubourgs dont la réglementation permet de petits collectifs à la hauteur limitée à R+2. Les règles d'emprise au sol, de CBS et de végétalisation permettront de développer de confortables espaces végétalisés.<br/>Le site de l'hôpital est quant à lui rattaché à la réglementation du centre urbain dense.</p>                                                                                  |
| <p>Toutefois, il faudrait éviter l'étalement urbain avec la construction de maisons individuelles tout en « redonnant » une âme aux immeubles en îlot, avec, par exemple, la création de terrasse, de baies vitrées ou d'espaces ornementaux en matières naturelles.</p>                                                                                                                                                                                               | <p>La maison individuelle n'y est cependant pas interdite, elle permet de répondre à une demande particulière et à assurer une certaine mixité sociale. Elle ne devrait cependant pas être privilégiée et devra s'intégrer à son environnement urbain.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>démolir les logements vétustes en les remplaçant par des places ou des jardins et reconstruire des logements modernes à la place des anciens hangars « Magraner » désaffectés.</p>                                                   | <p>Les procédures d'abandon ou de péril d'immeubles sont de plus en plus mises en œuvre par la commune afin d'éradiquer les immeubles vétustes et abandonnés. Sauf à ce que la commune acquiert toutes les parcelles concernées, le propriétaire reste maître du devenir du site après la démolition. De plus, la commune ne dispose pas des moyens nécessaires pour créer, à l'emplacement des immeubles démolis, des espaces publics. Elle reste cependant vigilante aux opportunités qui pourraient se présenter.</p> <p>Quant au site Magraner, il a vocation aujourd'hui à servir de parking relais et de place pour la fête foraine. Son classement dans le PLU en zone urbaine à vocation d'habitat permettra cependant une évolution future de cette affectation.</p> |
| <p>Concernant le projet de rénovation de l'ancien hôpital, prévoir des structures pour la petite enfance (crèche, halte-garderie) afin de travailler sur le plan intergénérationnel.</p> <p><i>(questionnaire d'avril/mai 2018)</i></p> | <p>La ZAC de l'Hôpital et le règlement du PLU (zone de centre urbain dense) permettra l'installation de telles structures sur les lots.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p>La présidente du conseil de quartier des Barres – Le Mont s'interroge sur l'existence d'habitat séniors.</p> <p><i>(réunion thématique du 03/04/2013)</i></p>                                                                        | <p>La ZAC de l'Hôpital accueillera une résidence pour séniors de plus de 100 logements. De même, plusieurs projets privés voient le jour au sein des quartiers. Le retard de la ville en la matière devrait donc se réduire fortement.</p> <p>De plus, le PLH et l'OPAH – RU s'attache à créer les conditions favorables pour que les personnes âgées puissent rester dans leur logement. Dans cette même optique, des conventions sont mises en place dans le parc social.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p>Territoire Habitat aimerait, dans le cadre du PLU, une aide à la rénovation notamment en permettant l'isolation par l'extérieur.</p> <p><i>(réunion thématique du 03/04/2013)</i></p>                                                | <p>L'isolation par l'extérieur a été traitée dans le nouveau PLU. Notamment, la palette des couleurs intègre de nouvelles teintes afin de permettre un plus grand choix pour ce type de façades. Cependant, cette isolation devra respecter des prescriptions particulières afin de garantir le respect des caractéristiques architecturales du bâtiment.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

## II - 3. Ecologie Urbaine

| Remarques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Réponses/Prises en compte                                                                                                                                                                                                                                   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><u>Les plantations ou des espaces végétalisés à protéger.</u><br/>Les lieux cités sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les arbres de la place Corbis</li> <li>- La plantation d'arbres sur le parking Coinot et faubourg de Lyon ;</li> <li>- Square Lechten qui est « sous dimensionné » ;</li> <li>- Parc de la donation Jardot ;</li> <li>- Place du théâtre ;</li> <li>- Bois du Mont ;</li> <li>- Plantation boulevard Anatole France ;</li> <li>- Zone de la rue des Perches ;</li> <li>- La pente des Glacis derrière le château.</li> </ul> <p><i>(questionnaire d'avril/mai 2018)</i></p> | <p>Le nouveau PLU protège l'ensemble de ces sites (à l'exception du parking Coinot) soit en les classant en zone Naturelle, soit en patrimoine vert exceptionnel ou remarquable ou encore en espaces à enjeux écologiques.</p>                              |
| <p>L'avenue Jean Jaurès est trop peu plantée et accueille un fort trafic routier.</p> <p><i>(questionnaire d'avril/mai 2018)</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <p>La largeur de la rue ne permet pas d'accueillir des plantations sans réduire les trottoirs déjà étroits sur certaines sections et supprimer un très grand nombre de stationnements, ce qui diminuerait encore l'attractivité commerciale de la rue.</p>  |
| <p>Il n'y a pas assez de parcs sur Belfort et voudrait que l'on s'inspire de la ville de Besançon.<br/><i>A contrario, d'autres retours précisent que la ville a beaucoup d'espaces-verts et qu'il faut les conserver.</i></p> <p><i>(questionnaire d'avril/mai 2018)</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Le nouveau PLU reconnaît la valeur écologique, paysagère et sociale des parcs urbains en le classant dans une zone spécifique avec des règles adaptées.<br/>Quant au square Lechten, il sera étendu dans le cadre de la ZAC de l'Hôpital.</p>            |
| <p>Il faut développer ou étendre les parcs en centre-ville (parc Lechten) afin de réduire l'urbanisation.</p> <p><i>(questionnaire d'avril/mai 2018)</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p>Un habitant s'interroge sur l'état d'avancement de la renaturalisation de la Savoureuse</p> <p><i>(réunion publique du 28/08/2019)</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Les travaux sont en cours sur Valdoie et se prolongeront sur Belfort mais le coût des travaux est très élevé. De plus, le nouveau PPRI qui devrait être bientôt arrêté apporte beaucoup d'incertitudes et d'inquiétudes.</p>                             |
| <p>La DDT insiste sur les bienfaits de la présence du végétal en ville.</p> <p><i>(réunion thématique du 28/06/2013)</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <p>Le PLU prend en compte cette nécessité en introduisant une obligation de végétalisation par le biais du Coefficient de Biotope par Surface (CBS).</p>                                                                                                    |
| <p>La DDT insiste sur l'impossibilité d'interdire les toits-terrasse végétalisées.</p> <p><i>(réunion thématique du 28/06/2013)</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | <p>Le PLU n'a jamais interdit la végétalisation des toits-terrasse. Par contre, il existe certaines zones où les toitures terrasses (végétalisées ou non) sont interdites car architecturalement non intégrées (Vieille-ville, ancienne laiterie, ...).</p> |
| <p>Le président de l'association des Jardins ouvriers souhaite que les jardins ouvriers soient pris en compte dans les documents locaux et régionaux.</p> <p><i>(réunion thématique du 28/06/2013)</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <p>Le nouveau PLU protège les jardins ouvriers en cartographiant leur implantation et en créant un secteur spécifique en zone N (naturelle).</p>                                                                                                            |
| <p>Un habitant demande à ce que les secteurs classés en zone UF en 2004 et situés le long de la rue Haxo soient reclassés en zone naturelle.</p> <p><i>(courrier du 17 novembre 2016)</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Les terrains situés au Sud de la rue Haxo et concernés par cette demande sont en cours de construction par Néolia.<br/>Par contre, ceux situés plus l'ouest seront reclassés en zone naturelle.</p>                                                      |

## II - 4. Patrimoine

| Remarques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Réponses/Prises en compte                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><u>Éléments d'architecture caractéristique de la ville de Belfort à protéger lors des rénovations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- obliger les propriétaires à entretenir leurs façades à travers des aides substantielles à la rénovation, afin d'éviter les disparités de finitions entre les logements.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                | <p>Ces points ne concernent pas directement le PLU. Il est possible cependant de dire que les campagnes de ravalement des façades sont renouvelées afin d'inciter les habitants à ravalier leur immeuble. Les procédures d'abandon ou de péril d'immeubles sont de plus en plus mises en œuvre par la commune afin d'éradiquer les immeubles vétustes et abandonnés. Enfin, les subventions de l'ANAH et l'opération OPAH-RU sur le quartier Jean Jaurès permettent d'aider les habitants, voire de les obliger à rénover les immeubles les plus vétustes.</p>                                                                    |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- prendre en compte l'harmonie des couleurs, tout comme le type d'habitat, et les caractéristiques de certains quartiers (vieille ville).</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <p>Le nouveau PLU se veut résolument patrimonial. La palette des couleurs et la réglementation concernant la mise en couleur des façades a justement pour objectif le respect des caractéristiques du bâtiment et la prise en compte des ouvrages contigus. Le nouveau PLU a également répertorié les ensembles urbains dont l'unité et l'harmonie doivent être préservées.</p>                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en valeur les façades et les gardes corps de la Savoureuse ainsi que les encadrements des fenêtres puisqu'ils créent une âme par rapport aux constructions neuves.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <p>PLU patrimonial oblige, les façades des bords de la savoureuse comme celles des autres quartiers se voient imposer, dans le PLU, des prescriptions visant à préserver et mettre en valeur les caractéristiques des bâtiments anciens.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Concernant le patrimoine architectural, la chapelle de la rue St Antoine, le pavillon Grünwald, la donation Jardot et les monuments historiques doivent être protégés ; tout comme pour les bâtiments commerciaux (façade du Monoprix comme à l'époque), sans oublier la valorisation des bâtiments militaires (recensement de toutes les casernes).</li> </ul>                                                                                                                                | <p>Dans le cadre de la ZAC de l'Hôpital, le pavillon Gründval a été démoli mais la chapelle de la rue Saint Antoine a été conservée. Les monuments historiques bénéficient déjà d'une protection spécifique. Quant aux autres bâtiments, un travail colossal de recensement des bâtiments exceptionnels et remarquables (villas, immeubles, bâtiments industriels...) a été réalisé par la direction de l'Urbanisme et l'AUTB avec le concours de l'ABF. Ce travail a abouti à la protection de plus de 250 constructions (hors ensembles urbains) sur lesquelles toute intervention est soumise au respect de prescriptions.</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- peu de mise en valeur du quartier de la gare, de la prison, des bâtiments MIEG Alstom vides, de la place de la République réservée aux voitures, du bâtiment « Sernam », etc. Ce dernier tout comme les bâtiments tagués servant à l'aiguillage des trains ou encore l'ancien manège avenue du Général Sarrail (derrière l'hôtel du Département), sont identifiés par les citoyens comme des verrues. Il est proposé de les démolir.</li> </ul> <p><i>(Questionnaire d'avril/mai 2018)</i></p> | <p>Bon nombre de bâtiments cités ne sont pas la propriété de la commune. Cette dernière n'a donc que peu de pouvoir concernant leur devenir. Quant aux anciens bâtiments de la Sernam ; une grande partie a été classée monument historique et ne peut donc être démolie. Enfin, la place de la République fait actuellement l'objet d'une étude d'aménagement commandée par la ville à l'AUTB.</p>                                                                                                                                                                                                                               |

|                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Un architecte regrette que le noir, le blanc et le gris soient toujours interdits<br/>(réunion thématique du 06/07/2017)</p>                  | <p>La Ville souhaite conserver l'esprit coloré lancé en 1982 pour rompre avec le paysage d'une ville grise. D'anciens habitants qui reviennent aujourd'hui soulignent l'intérêt d'une telle politique.<br/>De plus, suivre l'attente des particuliers en matière de couleur de façades reviendrait à ne voir plus que des pavillons blancs ou gris, autrement dit sans saveur et banalisés (en plus d'une architecture éventuellement déjà banalisée).<br/>Cependant, afin de tenir compte des demandes et de l'évolution des matériaux et procédés, la palette de couleurs autorisées dans le futur PLU a été élargie. De plus, les immeubles d'architecture moderne peuvent, sous certaines conditions, comporter de grandes surfaces claires.</p> |
| <p>Un architecte aimerait que les normes actuelles concernant la hauteur des acrotères soient revues.<br/>(réunion thématique du 06/07/2017)</p> | <p>Ce point est traité dans les nouvelles prescriptions architecturales et Paysagères, afin de tenir compte des différentes possibles situations rencontrées. Le débord de toit reste cependant exigé pour une construction.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p>Un architecte aimerait savoir si la notion des combles a été revue.<br/>(réunion thématique du 06/07/2017)</p>                                | <p>Le mot comble avec un S » (combles) a été un grand débat. Ce n'est pas inintéressant, mais son recours pour contourner la règle du nombre de niveaux constructibles fait réfléchir à ce qui est acceptable et peut être autorisé.<br/>Aussi, le nouveau PLU contient des croquis et définitions plus simples sur les combles afin de lever toute ambiguïté ; tout comme les étages attiques sont aussi illustrés et définis dans le lexique.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

## II - 5. Autres thèmes

| Remarques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Réponses/Prises en compte                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><u>Mobilité</u><br/>Un habitant demande si la ville a des projets en matière de mobilité<br/>(réunion publique du 28/08/2019)</p>                                                                                                                                                                                                                 | <p>Outre une révision du plan de circulation, un projet de bus à Hydrogène est en cours de finalisation. Cela ne concerne cependant pas le PLU</p>                                                                                         |
| <p>L'association des Usagers des transports de l'Aire Urbaine indique que pour diminuer l'usage de la voiture, il est nécessaire de disposer de parking relais en périphérie<br/>(réunion thématique du 12/04/2013)</p>                                                                                                                              | <p>Un certain nombre de parkings relais existent déjà comme celui de Rouget de l'Isle, de l'ancien site Magraner, de l'EPIDH.</p>                                                                                                          |
| <p><u>Quartier/parvis de la Gare</u><br/>Un habitant demande si la ville a des projets au niveau du parvis de la gare<br/>(réunion publique du 28/08/2019)</p>                                                                                                                                                                                       | <p>La commune envisage d'aménager le quartier Coinot en créant notamment une piste cyclable le long de la vie ferrée et un deuxième accès à la gare.</p>                                                                                   |
| <p><u>Equipements et services</u><br/>L'ARS rappelle l'importance pour la ville centre d'offrir des services qui permettent aux aînés d'avoir un accès direct aux services et aux commerces dont ils ont besoin. Cela passe nécessairement par une offre d'accueil en centre-ville ou en cœur de quartiers.<br/>(réunion thématique du 06/05/13)</p> | <p>La ZAC de l'Hôpital accueillera une résidence pour séniors de plus de 100 logements. De même, plusieurs projets privés voient le jour au sein des quartiers. Le retard de la ville en la matière devrait donc se réduire fortement.</p> |

## CONCLUSION

Conformément aux articles L103-2 ; L103-3, L104-4 et L104-6 du Code de l'Urbanisme, la concertation a été menée pendant toute la durée de la révision du PLU, dès mars 2012 et jusqu'à la délibération qui arrête le projet.

Les moyens de concertation et d'information mis en œuvre ont permis d'informer les habitants et acteurs locaux tout en garantissant la transparence de la démarche.

Les remarques et avis exprimés ont mis en évidence un fort souhait d'un PLU respectueux du cadre et de la qualité de vie et de l'identité de notre commune. Un grand nombre de thèmes ont été abordés dont les principaux ont trait à l'habitat, au développement durable et à la protection du patrimoine. Chacune de ces remarques a été étudiée et a reçu, dans la très grande majorité des cas, une traduction dans le futur PLU.

Il convient donc aujourd'hui, et préalablement à l'arrêt du projet de PLU, de tirer le bilan de la concertation tel qu'il vient d'être présenté.



## LES AFFICHES



# DONNEZ VOTRE AVIS SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME

**ÉCONOMIE      HABITAT**

**ÉCOLOGIE URBAINE      PATRIMOINE**

**COMMENT ?** Le règlement est disponible en téléchargement à l'adresse : [www.mairie-belfort.fr](http://www.mairie-belfort.fr) ou par mail à [plu@ville-belfort.fr](mailto:plu@ville-belfort.fr) ou en envoyant un email à [rejoinduplu@mairie-belfort.fr](mailto:rejoinduplu@mairie-belfort.fr)



# DONNEZ VOTRE AVIS SUR LE FUTUR PLAN LOCAL D'URBANISME

Projet disponible sur [belfort.fr](http://belfort.fr)

**ÉCONOMIE      HABITAT**

**ÉCOLOGIE URBAINE      PATRIMOINE**

**MERCREDI 28 AOÛT 2019 20 H**

Centre culturel et social Oikos  
des Résidences-Bellevue  
4 rue de Madrid - BELFORT



Numéro de janvier 2013.

# NOUVEAU PLAN LOCAL D'URBANISME,

## LA CONCERTATION VA DÉBUTER

**Les consultations vont débiter pour la mise en place d'un nouveau Plan Local d'Urbanisme. Des changements de grande envergure sont envisagés afin de mettre en adéquation ce règlement et les ambitions urbaines de la Ville de Belfort.**



de la majorité et de l'opposition, sera invitée à s'exprimer. Pour compléter le dispositif, un espace spécifique au projet de PLU sera mis en place sur le site Internet de la Ville de Belfort et permettra de suivre l'évolution des travaux.



Hubert Bois, Maire de Belfort

**QU'EST QU'UN PLU ?**

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est le document de référence qui à la fois définit les zones dans la ville (constructibles ou non, naturelles, industrielles, militaires etc.) et qui définit les règles de construction ou de colonisation des friches pour ne citer que ces exemples. Le PLU remplace le Plan d'Occupation des Sols depuis la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) du 13 décembre 2000. La loi d'engagement national pour l'environnement dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010 a modifié plusieurs aspects du PLU obligeant à se conformer. Il faut notamment y inclure des orientations d'aménagement et de programmation comme le Plan de Déplacement Urbain ou le Programme Local de l'Habitat.

L'ère de l'urbanisme durable est arrivée et sera inscrite dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Belfort fin décembre 2013. « Il est évident que nous sommes au début du processus de révision du PLU est long et nous en sommes tout au début. La date de révision nous est imposée par la loi dite « Grenelle II » et nous avons l'intention de prendre en compte l'évolution des besoins de la Ville », souligne Hubert Bois, Adjoint au Maire délégué à l'urbanisme.

En premier lieu, un diagnostic de l'existant doit être établi. Il porte sur l'habitat, le commerce, la démographie ou encore les zones d'activités. « Ce préalable est indispensable pour définir le futur plan. Il faut connaître le site en détail puis construire son avenir », poursuit Hubert Bois.

À l'instar de ce qui s'est produit pour les autres grands projets de la Ville de Belfort, le PLU est l'objet d'une grande concertation, qui s'annonce. Les professionnels concernés seront associés à la réflexion. Mais la démocratie participative ne s'arrête pas aux experts. Les associations d'usagers seront consultées à leur demande et une adresse électronique sera à disposition des citoyens qui souhaiteront donner leur avis. La commission inter-communale « associativité », ou ségent des membres

**CALENDRIER**

Il s'agit des étapes obligatoires, la démarche de participation citoyenne s'ajoute aux consultations obligatoires tout au long du processus.

**Jusqu'à mi-2013** : lancement de la révision, élaboration du diagnostic

**2013** : écriture du projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

**2014** : traduction du PADD dans les autres documents du PLU (réglement écrit et zonage)

**Décembre 2014** : vote du PLU

**Janvier à mars 2015** : consultation des personnes publiques associées

**Mai-juin 2015** : enquête publique

**Dernier semestre 2015** : approbation du PLU

**INFOS**

www.ville-belfort.fr  
 écrits à : revul@ville-belfort.fr

Dans le numéro de mars-avril 2016

## LA COMMUNE RENOUVELLE SON PLAN LOCAL D'URBANISME

Le Plan local d'urbanisme (PLU) est le document qui régit la vocation et les conditions d'occupation des sols et sert de référence aux autorisations de bâtir. Belfort dispose d'un PLU depuis 2004. Ce document a

été modifié ponctuellement à de nombreuses reprises, mais il est nécessaire désormais de le renouveler complètement par une procédure de révision. L'élaboration d'un PLU répondant à la nouvelle réglementation

a pour enjeu l'organisation des évolutions de la ville dans un sens qui corresponde aux attentes actuelles, d'où la prise en compte de nombreux sujets : le logement, les activités économiques et commerciales, la nature en ville, la qualité du cadre de vie, la qualité des espaces publics, la proximité des services, etc. L'objectif est de favoriser la dynamique de Belfort et d'apporter pour la santé de tous, des réponses locales aux grandes questions environnementales : l'énergie, l'air,

l'eau, le climat, la biodiversité. Une large concertation est nécessaire dans le but de recueillir les points de vue, les idées et les besoins des habitants. Un dispositif d'information est en place, avec la mise en ligne sur le site Internet de la Ville d'une rubrique permettant de s'informer. Un registre est disponible en mairie. Il est prévu d'échanger en direct avec la population dans le cadre des prochains conseils de quartiers. Ces dispositions seront prochainement publiées.



NUMÉRO 140 BELFORT MARS-AVRIL 2016

Dans le numéro de mars-avril 2018

## PLU : C'EST LE MOMENT DE DONNER VOTRE AVIS !

**Vous pouvez tous vous exprimer sur le Plan local d'urbanisme et donner vos idées pour construire la ville de demain.**

La révision générale du Plan local d'urbanisme (PLU) de la ville est en cours. C'est le moment de vous exprimer sur l'élaboration de ce document essentiel pour la ville. Le PLU permet de fixer les orientations majeures du développement de la ville, sur quatre thèmes principaux :



### L'ÉCOLOGIE URBAINE

Moins polluer et moins gaspiller les ressources naturelles en les gérant mieux grâce aux nouvelles technologies. L'urbanisme du XXI<sup>e</sup> siècle doit être plus exigeant et respecter la planète avec des constructions plus durables.

### L'ÉCONOMIE

Belfort doit rester un lieu de travail et être attractive avec des zones dédiées à l'économie de production, aux commerces et d'autres mixtes aménagées.

### L'HABITAT

Proposer de vrais projets de construction de logements pour mieux habiter à Belfort, en tenant compte des attentes des habitants en terme de services de proximité (écoles, commerces...).

### LE PATRIMOINE

Le patrimoine bâti et végétal, y compris industriel et urbain, doit être protégé et valorisé afin de ne pas dénaturer les spécificités de la ville et de développer des activités touristiques.

### INFOS+

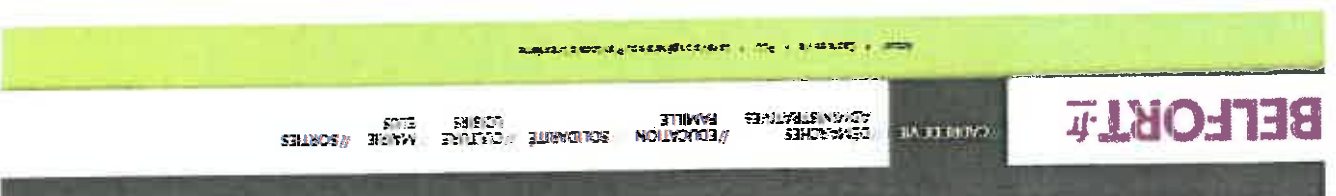
Pour vous exprimer sur le PLU, plusieurs moyens :

- remplir les questionnaires disponibles à l'Hôtel de Ville ou [belfort.fr](http://belfort.fr) rubrique « cadre de vie » puis « PLU »,
- envoyer un mail à [revisionduPLU@mairie-belfort.fr](mailto:revisionduPLU@mairie-belfort.fr)

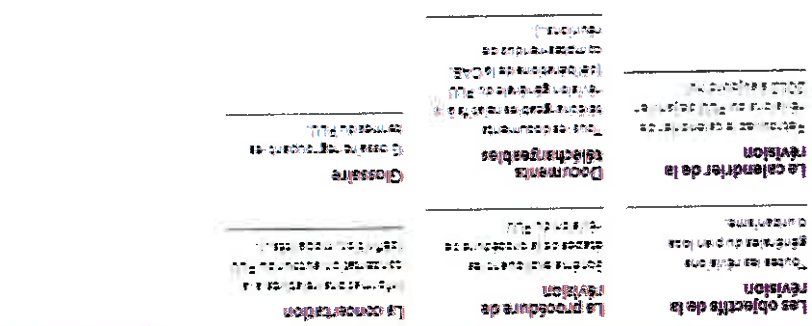
BELFORTMAG | MARS-AVRIL 2018 | NUMÉRO 280 | 29

LE SITE INTERNET DEDIE A LA REVISION GENERALE DU PLU

(<https://www.belfort.fr/cadre-de-vie/plu/la-revision-generale-du-plan-local-d-urbanisme-274.html>)



La révision générale du Plan Local d'Urbanisme



Page d'accueil et infolettres avec actualités sur le PLU (exemple mars 2018 et août 2019)





**INFOLETTRE DE LA VILLE DE BELFORT**  
16 mars 2018



**// ACTUALITÉS**



**Rentrée 2018 : inscriptions dans les écoles maternelles**

En rentrée se prépare dès maintenant... Inscrivez vos enfants dans les écoles maternelles !

**Concertation : les évolutions du PLU en**



**COMES**

Quand votre avis compte... Participez à la concertation sur le futur PLU.

**L'Irlande s'invite à Belfort avec le Saint-Patrick**

Mercredi 27 mars, venez fêter le Saint-Patrick !



**Olivia Gay et Basha Slavinska en concert à la Cathédrale**

Olivia Gay et Basha Slavinska vous proposent un concert à la Cathédrale Saint-Christophe, en soutien à la rénovation de la tour Nord et du Chœur de Chœur de Chagnagnolle.

**// ACTUALITÉS**



**Balloons de Belfort : des vols en montgolfière à gagner !**



**Futur PLU : donnez votre avis**



**Le CCAS vous accueille dans ses nouveaux locaux**



**Belfort mag 289 - septembre-octobre 2018**



**Sport ou détente... les piscines sont ouvertes !**



**Sport ou loisirs... la piscine est ouverte !**



**Une première rencontre pour tous les acteurs de la vie associative**



**Restauration scolaire et périscolaire : tarifs et horaires**

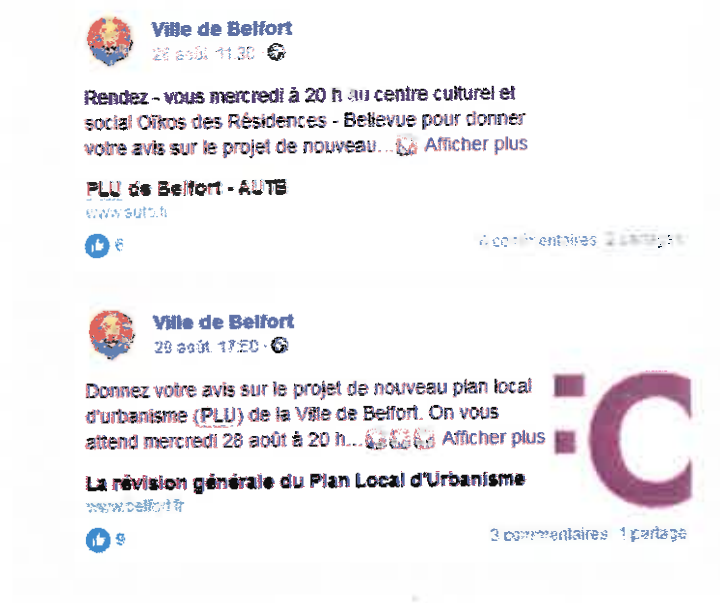


**Priorité aux piétons sur la place d'Armes**

## ANNEXE 4

# LES RÉSEAUX SOCIAUX

### Exemple : publications Facebook le 20 et 26 août 2019 concernant la réunion publique du 28 août 2019



### Exemples : Tweets le 26 et 22 août derniers concernant la réunion publique du 28 août 2019



Dépliant distribué en avril-mai 2016

**QUEL EST QU'UN PLAN LOCAL D'URBANISME ?**

Le PLU est un document d'urbanisme qui définit les orientations générales de l'aménagement de la commune. C'est un document qui est élaboré par le conseil municipal de la commune. Il est approuvé par le conseil municipal et est soumis à l'avis du préfet. Le PLU est un document qui est élaboré par le conseil municipal de la commune. Il est approuvé par le conseil municipal et est soumis à l'avis du préfet.

**ACTUALISER LE PLAN**

Le PLU est un document qui est élaboré par le conseil municipal de la commune. Il est approuvé par le conseil municipal et est soumis à l'avis du préfet.

**AMÉLIORER LE PLAN**

Le PLU est un document qui est élaboré par le conseil municipal de la commune. Il est approuvé par le conseil municipal et est soumis à l'avis du préfet.

**PROTEGER LES ESPACES NATURELS**

Le PLU est un document qui est élaboré par le conseil municipal de la commune. Il est approuvé par le conseil municipal et est soumis à l'avis du préfet.

**LES PRINCIPALES MESURES DE LA POLITIQUE D'URBANISME**

Le PLU est un document qui est élaboré par le conseil municipal de la commune. Il est approuvé par le conseil municipal et est soumis à l'avis du préfet.

**PLU BELFORT** MA VILLE ÉVOLUE, JE PARTICIPE !

**DONNEZ VOTRE AVIS**

**SUR LES GRANDS AXES DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES**

Le PLU est un document qui est élaboré par le conseil municipal de la commune. Il est approuvé par le conseil municipal et est soumis à l'avis du préfet.

**LA VILLE RÉVISE SON PLAN LOCAL D'URBANISME**

**CONSULTEZ ET DONNEZ VOTRE AVIS**

**SUR LES GRANDS AXES DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES**

**PLU BELFORT**

**PLU BELFORT** MA VILLE ÉVOLUE, JE PARTICIPE !

**LA POPULATION ET L'HABITAT**

La population est en croissance constante. Le PLU doit répondre à ces besoins.

**LES DÉPLACEMENTS ET LA MOBILITÉ**

Le PLU doit favoriser les déplacements et la mobilité.

**AGIR POUR BELFORT**

Le PLU doit agir pour Belfort.

**PORTER UNE VILLE DURABLE**

Le PLU doit porter une ville durable.

**AGIR POUR BELFORT**

Le PLU doit agir pour Belfort.

**LA POPULATION ET L'HABITAT**

La population est en croissance constante. Le PLU doit répondre à ces besoins.

**PLU BELFORT** MA VILLE ÉVOLUE, JE PARTICIPE !

**L'ÉCONOMIE, LES ÉQUIPEMENTS ET SERVICES**

Le PLU doit favoriser l'économie, les équipements et services.

**LA POPULATION ET L'HABITAT**

La population est en croissance constante. Le PLU doit répondre à ces besoins.

**LES DÉPLACEMENTS ET LA MOBILITÉ**

Le PLU doit favoriser les déplacements et la mobilité.

**AGIR POUR BELFORT**

Le PLU doit agir pour Belfort.

**PORTER UNE VILLE DURABLE**

Le PLU doit porter une ville durable.

**AGIR POUR BELFORT**

Le PLU doit agir pour Belfort.


**LA POPULATION ET L'HABITAT**

La population est en croissance constante. Le PLU doit répondre à ces besoins.



# EXPOSITIONS/REMORQUE

## Exposition de mai-juin 2016 : triptyques



### MA VILLE ÉVOLUE, JE PARTICIPE !

#### QU'EST-CE QU'UN PLAN LOCAL D'URBANISME ?

Le PLU est l'outil principal de l'urbanisme. Il définit les orientations stratégiques de la commune en matière d'urbanisme et de développement durable. C'est un document qui fixe les règles de construction et d'aménagement de la commune. Il est approuvé par le conseil municipal et est opposable à tous.

#### AGIR POUR BELFORT ?

C'est un processus continu qui permet à tous les habitants de participer à la vie de la commune. Cela se fait à travers des ateliers de concertation, des réunions publiques, des enquêtes de concertation, etc. L'objectif est de recueillir les avis et suggestions des habitants pour améliorer le PLU.

#### EN QUOI CELA ME CONCERNE ?

Le PLU définit les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires. Le PLU définit les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires.

#### POURQUOI FAIRE UN PROJET DE PLU ?

Le PLU est un document qui fixe les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires. Le PLU définit les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires.

#### COMMENT EN FAIRE UN AVEC ?

Le PLU est un document qui fixe les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires. Le PLU définit les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires.



### MA VILLE ÉVOLUE, JE PARTICIPE !

#### LEVERS DE LA CONCERTATION

La concertation est un processus continu qui permet à tous les habitants de participer à la vie de la commune. Cela se fait à travers des ateliers de concertation, des réunions publiques, des enquêtes de concertation, etc. L'objectif est de recueillir les avis et suggestions des habitants pour améliorer le PLU.

#### BELFORT À LA LIMITE

Le PLU définit les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires. Le PLU définit les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires.

#### QU'EN PENSERONT LES HABITANTS ?

Le PLU est un document qui fixe les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires. Le PLU définit les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires.



### MA VILLE ÉVOLUE, JE PARTICIPE !

- sur le site de la mairie (parties urbanisme)
- dans les Conseils de quartier
- en réunion publique
- par courriel : [urbanisme@belfort.fr](mailto:urbanisme@belfort.fr)
- sur le site internet : [www.belfort.fr](http://www.belfort.fr)



### MA VILLE ÉVOLUE, JE PARTICIPE !

#### LA POPULATION ET L'URBANISME

La population est en constante évolution. Cela se traduit par une augmentation du nombre d'habitants et une modification de la répartition de la population. Le PLU doit prendre en compte ces évolutions pour définir les règles de construction et d'aménagement de la commune.

#### NOUVEAU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement durable est un processus continu qui permet à tous les habitants de participer à la vie de la commune. Cela se fait à travers des ateliers de concertation, des réunions publiques, des enquêtes de concertation, etc. L'objectif est de recueillir les avis et suggestions des habitants pour améliorer le PLU.

#### AGIR POUR BELFORT

Le PLU est un document qui fixe les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires. Le PLU définit les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires.



### MA VILLE ÉVOLUE, JE PARTICIPE !

#### LES DÉPLACEMENTS ET LA MOBILITÉ


Le PLU définit les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires. Le PLU définit les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires.

#### RENFORCER LE DÉVELOPPEMENT DE BELFORT

Le PLU est un document qui fixe les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires. Le PLU définit les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires.

#### AGIR POUR BELFORT

Le PLU est un document qui fixe les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires. Le PLU définit les règles de construction et d'aménagement de la commune. Cela concerne tous les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires.



### MA VILLE ÉVOLUE, JE PARTICIPE !

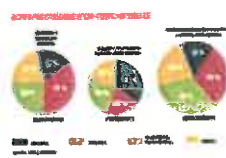
- sur le site de la mairie (parties urbanisme)
- dans les Conseils de quartier
- en réunion publique
- par courriel : [urbanisme@belfort.fr](mailto:urbanisme@belfort.fr)
- sur le site internet : [www.belfort.fr](http://www.belfort.fr)



**L'ÉCONOMIE, LES EMPLOIS, LES SERVICES**  
 Belfort est la grande ville de l'est de la France. Avec 100 000 habitants, elle est la 10ème ville de France. Elle est une ville d'industrie, de services, de commerce et de culture. Elle est une ville qui a su évoluer et qui continue à évoluer. Elle est une ville qui a su attirer de nouvelles entreprises et de nouveaux habitants. Elle est une ville qui a su créer de nouveaux emplois et de nouveaux services. Elle est une ville qui a su offrir de nouvelles opportunités à ses habitants.

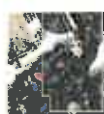
**ACCÉLÉRER L'IDENTITÉ D'UNE VILLE ACTIVE ET CRÉATIVE**

BELFORT EST UNE VILLE ACTIVE ET CRÉATIVE. Elle est une ville qui a su attirer de nouvelles entreprises et de nouveaux habitants. Elle est une ville qui a su créer de nouveaux emplois et de nouveaux services. Elle est une ville qui a su offrir de nouvelles opportunités à ses habitants.



**AGIR POUR BELFORT**

**BELFORT : UNE VILLE PLUS ENTREPRENANTE**  
 - Favoriser la croissance de l'économie locale et attirer de nouvelles entreprises.  
 - Mettre en place des mesures d'accompagnement des entreprises.  
 - Mettre en place des mesures d'accompagnement des entrepreneurs.  
 - Mettre en place des mesures d'accompagnement des investisseurs.



**LE PAYSAGE ET L'ENVIRONNEMENT**  
 Belfort est une ville qui a su préserver son patrimoine architectural et paysager. Elle est une ville qui a su offrir de nouvelles opportunités à ses habitants. Elle est une ville qui a su attirer de nouvelles entreprises et de nouveaux habitants. Elle est une ville qui a su créer de nouveaux emplois et de nouveaux services. Elle est une ville qui a su offrir de nouvelles opportunités à ses habitants.

**METTRE L'ÉCOLOGIE AU CŒUR DE LA VILLE**

BELFORT EST UNE VILLE ÉCOLOGIQUE. Elle est une ville qui a su préserver son patrimoine architectural et paysager. Elle est une ville qui a su offrir de nouvelles opportunités à ses habitants. Elle est une ville qui a su attirer de nouvelles entreprises et de nouveaux habitants. Elle est une ville qui a su créer de nouveaux emplois et de nouveaux services. Elle est une ville qui a su offrir de nouvelles opportunités à ses habitants.

**AGIR POUR BELFORT**

**LES CITOYENS RESPONSABLES**  
 - Mettre en place des mesures d'accompagnement des citoyens.  
 - Mettre en place des mesures d'accompagnement des associations.  
 - Mettre en place des mesures d'accompagnement des bénévoles.



**AGIR POUR BELFORT**

- Mettre en place des mesures d'accompagnement des citoyens.
- Mettre en place des mesures d'accompagnement des associations.
- Mettre en place des mesures d'accompagnement des bénévoles.




## ÉCONOMIE

Le nouveau Programme de Développement pour Belfort  
L'avenir de l'urbanisme prévoit de :



- Développer l'attractivité de la ville
- Développer la ville au centre-ville

Appuyer le développement économique local et la création d'emplois grâce à des zones dédiées à l'économie de production, aux commerces et à d'autres zones dédiées innovantes.



Le PLU prévoit la création de zones dédiées :

- A vocation commerciale
- A vocation industrielle et artisanale
- A vocation de services innovants industriels

## ÉCOLOGIE URBAINE

Le PLU prévoit la création de zones dédiées à la production de logements sociaux et à l'habitat innovant.

- Des logements sociaux innovants et écologiques
- Des logements sociaux innovants et écologiques
- Des logements sociaux innovants et écologiques

Des logements sociaux innovants et écologiques qui offrent de nouvelles possibilités de logement.

Un patrimoine sera préservé et valorisé.





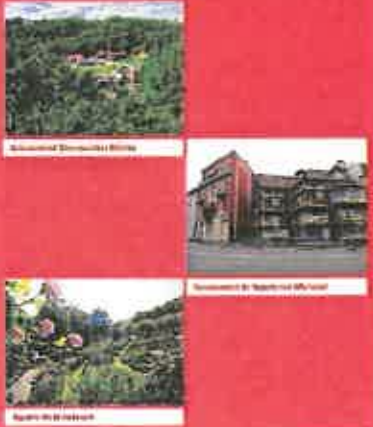

## HABITAT



Le PLU prévoit la création de zones dédiées à la production de logements sociaux et à l'habitat innovant.

- Des logements sociaux innovants et écologiques
- Des logements sociaux innovants et écologiques
- Des logements sociaux innovants et écologiques

Des logements sociaux innovants et écologiques qui offrent de nouvelles possibilités de logement.

Un patrimoine sera préservé et valorisé.




## PATRIMOINE



Le PLU prévoit la création de zones dédiées à la production de logements sociaux et à l'habitat innovant.

- Des logements sociaux innovants et écologiques
- Des logements sociaux innovants et écologiques
- Des logements sociaux innovants et écologiques

Des logements sociaux innovants et écologiques qui offrent de nouvelles possibilités de logement.

Un patrimoine sera préservé et valorisé.





# QUESTIONNAIRE

## VOUS ÊTES...

**Prénom :** \_\_\_\_\_

**Nom :** \_\_\_\_\_

**Habitant(e) du quartier :** \_\_\_\_\_

**Adresse :** \_\_\_\_\_

**Courriel :** \_\_\_\_\_

**Téléphone :** \_\_\_\_\_

Je souhaite m'inscrire à l'infolettre de la Ville de Belfort

Pour plus d'informations, consultez l'annexe 6 ou contactez le service urbanisme de la Ville de Belfort : 03 83 31 40 00. Vous pouvez également nous écrire à : [urbanisme@ville-belfort.fr](mailto:urbanisme@ville-belfort.fr) ou nous contacter sur le site [www.ville-belfort.fr](http://www.ville-belfort.fr).

Ville de Belfort - Union de Villes de Belfort et du Grand Belfort  
Place d'Armes - 90000 Belfort Cedex

Remarque : le questionnaire est anonyme.  
Il sera transmis par voie électronique à l'ensemble des membres du conseil municipal de la Ville de Belfort.

## DONNEZ VOTRE AVIS SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME



**ÉCONOMIE**      **HABITAT**

**ÉCOLOGIE URBAINE**      **PATRIMOINE**

**COMMENT ?** En remplissant ce questionnaire avant le 11 juin 2018.  
Avec Belfort.fr rubrique Écologie Urbaine ou sur le PLU.  
L'ensemble des avis est révisé sur [www.ville-belfort.fr](http://www.ville-belfort.fr).



## QUESTIONNAIRE

ÉCONOMIE

Comment la ville et l'ensemble des habitants du PLU doivent-ils développer l'économie (activités commerciales, de services, d'activités de loisir) ?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

ÉCOLOGIE URBAINE

Quels sont vos souhaits de développement de la ville de Belfort en matière d'écologie urbaine ?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

HABITAT

Quels sont les enjeux de développement de la ville de Belfort en matière de logement ?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

PATRIMOINE

Quels sont les enjeux de développement de la ville de Belfort en matière de patrimoine ?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

Objet de la délibération

N° 19-116

Résultat du vote du  
budget participatif**SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

**Absents excusés :**

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

**Absente :**

Mme Patricia BOISUMEAU

**Secrétaire de séance :**

M. David DIMEY

~\*~\*~

La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

**Ordre de passage des rapports :** 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



DELIBERATION N° 19-116

de Mme Delphine MENTRE

Adjointe chargée des consultations citoyennes  
des conseils de quartier, des jumelages, des relations  
internationales et des grands événements

Direction Education et Solidarité Urbaine  
Service Direction de la Politique de la Ville  
de la Citoyenneté et de l'Habitat

Références : DMe/DGAESU/DPVCH/SP/CR  
Mots-clés : Politique de la Ville  
Code matière : 8.5

**Objet : Résultat du vote du budget participatif**

A l'issue de la phase d'instruction du budget participatif, 10 projets ont été soumis au vote des Belfortains, qui pouvaient s'exprimer en ligne ou par l'intermédiaire d'un bulletin de vote papier. 900 habitants ont pris part au vote.

|                                                         | internet | papier | total | classement |
|---------------------------------------------------------|----------|--------|-------|------------|
| Espaces de compostage collectif                         | 113      | 38     | 151   | 1          |
| Consignes à vélos                                       | 108      | 23     | 131   | 2          |
| Balançoires accessibles pour enfants à mobilité réduite | 95       | 34     | 129   | 3          |
| Nichoirs à oiseaux et chauves-souris                    | 84       | 39     | 123   | 4          |
| Aire remise en forme à l'étang des forges               | 55       | 22     | 77    | 5          |
| Sécurisation de la promenade des remparts               | 42       | 18     | 60    | 6          |
| Jardin partagé école Schœlcher                          | 49       | 9      | 58    | 7          |
| Aire de jeux à la pépinière                             | 43       | 14     | 57    | 8          |
| Fleurissement du quai Vallet                            | 26       | 23     | 49    | 9          |
| Cendriers dans l'espace public                          | 24       | 15     | 39    | 10         |
| Blancs                                                  | 0        | 26     | 26    |            |
| Total                                                   | 639      | 261    | 900   |            |

Les 3 projets arrivant en tête sont donc les suivants :

- Espaces de compostage collectifs à différents endroits de la Ville (10 000 €).
- Consignes à vélos (55 000 €).
- Balançoires accessibles pour enfants à mobilité réduite (25 000 €).

Leur mise en œuvre sera engagée courant du deuxième semestre 2019.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 38 voix pour, 1 contre (M. Leouahdi Selim GUEMAZI) et 4 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, Mme Francine GALLIEN, M. Bastien FAUDOT),

(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prend pas part au vote),

**DECIDE**

de valider le résultat du vote du budget participatif.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Date affichage**

**le 27 SEP. 2019**

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

  
  
Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

**TRANSMIS SUR OK-ACTES**  
**- 1 OCT. 2019**



## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

Objet de la délibération

N° 19-117

Procédure de distraction  
au régime forestier**SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

**Absents excusés :**

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

**Absente :**

Mme Patricia BOISUMEAU

**Secrétaire de séance :**

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

**Ordre de passage des rapports :** 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



Direction de l'Eau et de l'Environnement

Références : YV/AB/CS/DY  
Mots-clés : Environnement  
Code Matière : 8.8

**Objet : Procédure de distraction au régime forestier**

Vu le Code forestier, et notamment ses articles L214-3 et R214-2 et suivants ;  
Vu la délibération n° 17-79 du 29 juin 2017 portant cession du Fort du Monceau situé sur les communes de Valdoie et Sermamagny au profit de la commune de Valdoie ;  
Vu la délibération n° 18-165 du 8 novembre 2018 portant cession de la maison dite forestière sise 1 chemin du Salbert à Belfort ;  
Vu la délibération n° 17-177 du 16 novembre 2017 portant concession de passage en forêt communale pour M. ETTER ;

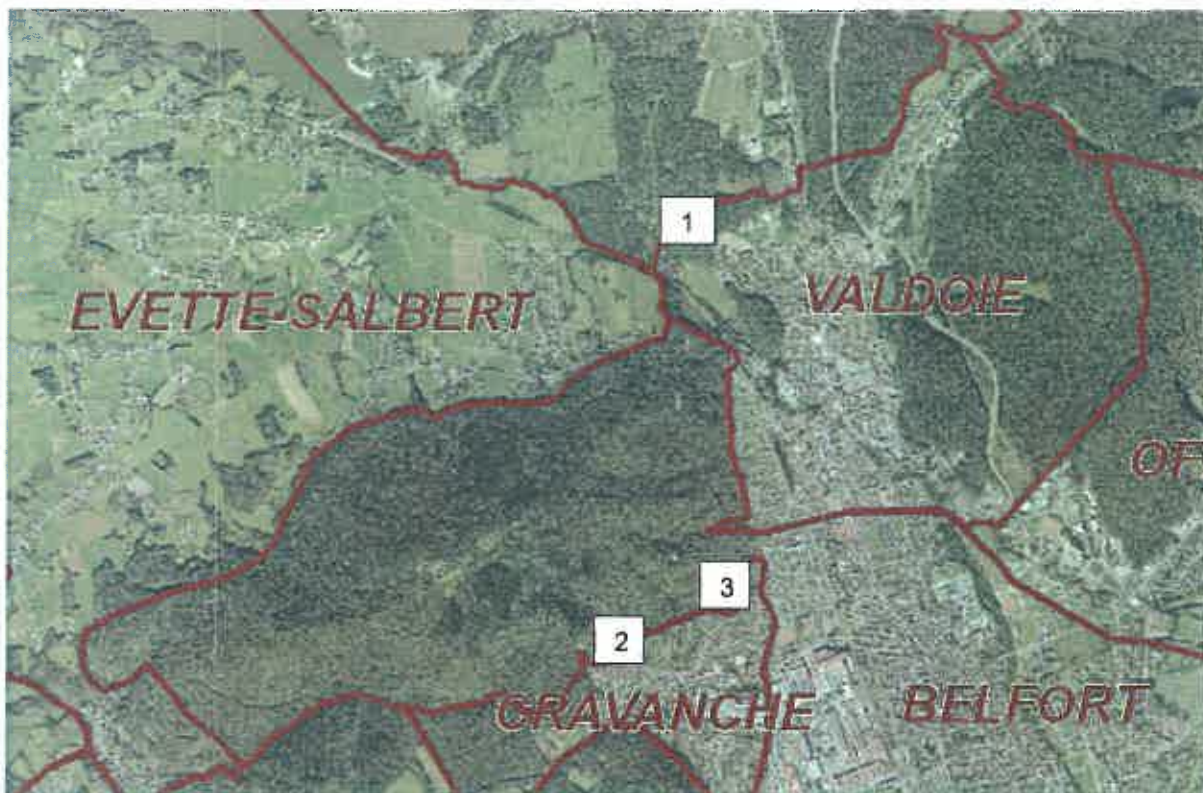
En application du Code forestier, les forêts des collectivités relèvent du régime forestier et sont gérées par l'Office National des Forêts (ONF). Lorsqu'il y a un changement de destination du fonds, comme lors d'une vente, et que la vocation de la parcelle concernée n'est plus d'être forestière, la commune doit déposer auprès des services de l'Etat une demande de distraction du régime forestier.

Celle-ci consiste à requérir l'avis de l'ONF, puis à transmettre le procès-verbal de consultation à la Préfecture, qui dispose d'un délai d'instruction de deux mois pour se prononcer par voie d'arrêté préfectoral. Aucuns frais ne sont à prévoir pour cette démarche. Le retrait des parcelles 1 et 2 du régime forestier conduira à une diminution des frais de contribution à l'hectare d'environ 220 €/an. Pour la parcelle 3, un échange foncier étant prévu entre la Ville et un particulier, ces frais ne varieront pas.

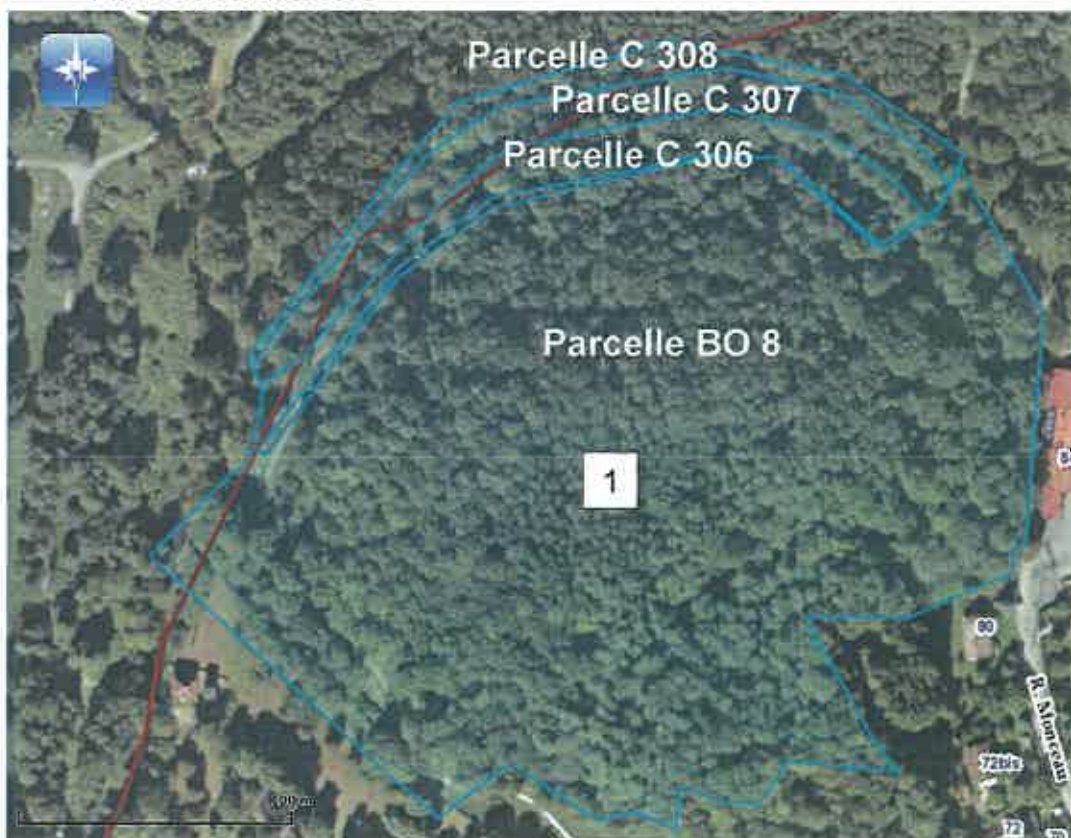
Vous trouverez le détail de ces opérations dans le tableau ci-dessous.

| Objet                                              | N° de parcelle(s) cadastrale(s)                                                                             | N° de parcelle ONF                           | Surface de(s) parcelle(s)   | Destination                                                                                   |
|----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 Fort du Monceau                                  | BO 8 et BO 9, commune de Valdoie<br>C306, C307 (pour partie) et C308 (pour partie)<br>Commune de Sermamagny | 11 forêt de la zone de captage de Sermamagny | 64 707 m <sup>2</sup>       | Cession à la commune de Valdoie                                                               |
| 2 Maison forestière et chemin attenant à la maison | CL 27 et CL 30, commune de Belfort                                                                          | 35 forêt du Salbert                          | 1 407 m <sup>2</sup>        | Cession à des particuliers :<br>M. Roy et<br>Mme Féraud                                       |
| 3 Désenclavement de la propriété de M. ETTER       | CL 11, commune de Belfort                                                                                   | 32 forêt du Salbert                          | 800 m <sup>2</sup>          | Echange foncier avec une parcelle boisée de la ville (CL 12) à réintégrer au régime forestier |
| <b>TOTAL</b>                                       |                                                                                                             |                                              | <b>66 914 m<sup>2</sup></b> |                                                                                               |

Localisation des parcelles concernées par le projet de distraction au régime forestier :



1. Vente du fort du Monceau



## 2. Vente de la maison forestière



## 3. Désenclavement de la parcelle de M. Etter



LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 38 voix pour, 1 contre (M. Marc ARCHAMBAULT) et 1 abstention (Mme Isabelle LOPEZ),

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prennent pas part au vote),

**DECIDE**

de valider :

- . les demandes de procédure de distraction du régime forestier des parcelles BO8, BO9, C306, C307, C308, CL 27, CL 30 et CL 11,
- . la proposition d'intégration au régime forestier de la parcelle CL12.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Date affichage**

**le 27 SEP. 2019**

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

  
  
Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

**TRANSMIS SUR OK-ACTES**  
**-1 OCT. 2019**

Objet de la délibération

N° 19-118

Dépôt d'archives de la  
famille BILLOT

## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal****SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

**Absents excusés :**

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

**Absente :**

Mme Patricia BOISUMEAU

**Secrétaire de séance :**

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

**Ordre de passage des rapports :** 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



Direction Culture, Sports et Tourisme  
Archives

Références : FG/SG  
Mots-clés : Archives - Juridique  
Code matière : 8.9

**Objet : Dépôt d'archives de la famille BILLOT**

M. Olivier BILLOT, demeurant 8 rue Rouge-Gazon à Belfort, souhaite déposer aux Archives municipales des documents et objets lui appartenant.

Le fonds proposé par M. BILLOT est composé d'archives familiales et de documents iconographiques présentant un intérêt de premier plan pour l'histoire de Belfort, du fait notamment des liens étroits entre la famille BILLOT et la famille de Léon DELARBRE (Masevaux, 1889 - Belfort, 1974).

Horloger de formation, Léon DELARBRE choisit, à son retour de la Grande Guerre, d'orienter sa carrière professionnelle vers sa passion pour le dessin et la peinture. En 1935, il fonde une école de dessin rue de Mulhouse. En 1940, l'école est transférée dans les locaux du Musée municipal, rue Roussel.

En janvier 1944, Léon DELARBRE est arrêté pour faits de Résistance, déporté en Allemagne en avril. Il est successivement envoyé à Auschwitz, Buchenwald, Dora et Bergen Belsen, dont il est libéré en avril 1945. Il rapporte de cette période si particulière de nombreux croquis, témoins uniques des conditions de vie dans les camps nazis, qui sont publiés dès son retour en 1945.

Outre son activité de peintre, Léon DELARBRE fut conservateur du Musée de Belfort de 1929 à 1974. Il fut l'une des chevilles ouvrières de l'enrichissement et du développement du Musée de la Ville, qu'il dota d'une véritable politique d'acquisition et de valorisation.

Le fonds proposé en dépôt par M. BILLOT comporte de nombreux documents de la main de Léon DELARBRE ou se rapportant à ses activités : dessins originaux, ouvrages, reproduction, papiers personnels, correspondance. Le fonds contient également une riche documentation rassemblée ou produite par Renée DELARBRE, fille du peintre, qui publia notamment un ouvrage de référence : *Léon DELARBRE, le peintre déporté* aux Éditions de l'Est en 1989.

Le fonds comporte également de nombreux documents émanant de Maurice BILLOT, époux de Renée DELARBRE. Maurice BILLOT est né à Belfort en 1930. Militaire de carrière, il sert notamment au 35<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie et se distingue lors d'opérations extérieures, en Indochine, puis en Algérie. Les documents transmis par Maurice BILLOT reflètent son parcours militaire et l'instruction qu'il reçut tout au long de sa carrière : bulletins de solde, cartes d'état-major, manuels de l'école militaire de Saint-Maixent, notices sur le matériel et l'armement, etc. Le dépôt contient également trois uniformes de Maurice BILLOT, qui termina sa carrière au grade d'adjudant-chef.

Le dépôt d'archives dans un service public est une modalité d'accueil de fonds privés couramment utilisée. Ce dispositif révocable permet aux propriétaires d'assurer la conservation et la communication de leurs archives, sans transfert de propriété. Il permet aux services d'Archives publiques d'accueillir et de disposer de ressources historiques et patrimoniales qui leur échapperaient si le don, avec transfert de propriété, était l'unique modalité d'entrée proposée aux propriétaires.

La convention de dépôt, établie conjointement par les Archives municipales et M. Olivier BILLOT, détermine l'ensemble des conditions de conservation, de classement, de communication et de reproduction des documents et objets déposés dont un état détaillé a été dressé. Le fonds sera intégré aux collections des Archives municipales sous la cote 47Z, correspondant aux entrées par voie extraordinaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

#### DECIDE

d'accepter le dépôt d'archives proposé par M. Olivier BILLOT,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention de dépôt, ainsi que les éventuels avenants modifiant notamment la liste des documents et objets déposés.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

#### **Date affichage**

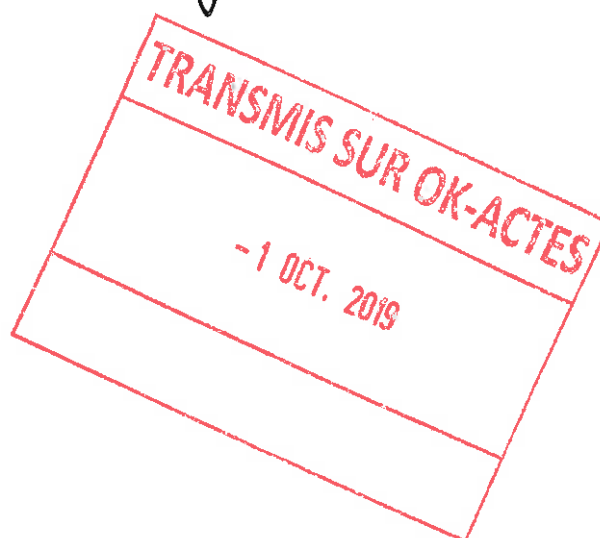
**le 27 SEP. 2019**

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage







## Contrat de dépôt d'archives privées

Entre :

M. Olivier BILLOT, demeurant 8 rue du Rouge-Gazon - 90000 BELFORT,  
ci-après dénommé «le déposant»,

*d'une part,*

Et :

La Ville de Belfort - Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté  
d'Agglomération, sise place d'Armes - 90020 BELFORT Cedex, représentée par son  
Maire, M. Damien MESLOT, dûment autorisé à signer la présente convention par  
délibération n° , en date du 25 septembre 2019,

ci-après dénommée «le dépositaire»,

*d'autre part,*

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1** - Le déposant dépose aux Archives municipales de la Ville de Belfort, sous forme d'originaux, les documents et objets dont il est propriétaire et dont un état succinct est annexé au présent contrat. Le présent dépôt pourra faire l'objet de compléments qui seront annexés de même par voie d'avenant.

**Article 2** - Le dépositaire prend à sa charge les frais de conservation matérielle, de classement et d'inventaire des documents déposés. Il assumera en outre sa responsabilité financière en cas de perte, vol ou dégradation des documents et objets déposés.

**Article 3** - Les répertoires et inventaires des documents déposés seront établis en deux exemplaires minimum, dont l'un sera remis au déposant. Le déposant autorise le dépositaire à publier l'inventaire, y compris sur son portail Internet.

**Article 4** - Les documents faisant l'objet du présent dépôt seront communicables selon les lois, décrets et règlements en vigueur pour les archives publiques.

**Article 5** - Dans le respect des conditions de l'article 4, le déposant donne une autorisation permanente au depositaire pour la communication en salle de lecture des documents et objets déposés, ainsi que pour toute présentation au public, dans ses locaux.

**Article 6** - Les reproductions des documents et objets déposés, demandées par les usagers des Archives municipales, seront accordées par le depositaire dans le respect des conditions de l'article 4, et du Code de la propriété intellectuelle.

**Article 7** - L'utilisation des reproductions des documents et objets déposés est autorisée pour un usage privé exclusivement. Toute utilisation publique, commerciale ou non, devra faire l'objet d'un accord écrit entre le demandeur et le déposant.

**Article 8** - Tout prêt de documents pour exposition ou tout autre motif sera soumis à l'autorisation écrite du déposant. Le depositaire s'engage à assumer sa responsabilité financière en cas de perte, vol ou dégradation des documents et objets prêtés. Le déposant donne délégation au depositaire pour accorder les autorisations prévues au présent article dans le cas où il lui serait impossible de répondre dans un délai d'un mois.

**Article 9** - La reproduction des documents et objets prêtés aux conditions de l'article 8 est interdite, sauf accord écrit du déposant.

**Article 10** - Aucun document ou objet déposé ne pourra être éliminé sans l'accord du déposant. Si nécessaire, le depositaire établira les listes de documents dont il propose l'élimination et les soumettra au visa du déposant. Le déposant ne pourra s'opposer à l'élimination de documents qu'en raison de nécessités juridiques. En cas contraire, il pourra reprendre, à ses frais, les documents dont l'élimination est proposée. Cette faculté pouvant s'exercer dans un délai de trois mois, à l'expiration duquel le depositaire sera habilité à procéder à l'élimination.

**Article 11** - Si le déposant estimait nécessaire de devoir mettre fin au présent contrat, il devra en donner avis au depositaire par lettre recommandée. Cette dénonciation ne prendra effet qu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date de la première présentation au depositaire. La réintégration des documents et objets au lieu désigné par le déposant se fera à ses frais, en l'état au jour du dépôt. Décharge sera alors donnée au depositaire.

**Article 12** - En cas de dénonciation du présent contrat par le déposant, le depositaire pourra faire exécuter, aux frais partagés, à parts égales entre le déposant et le depositaire, une reproduction de tout ou partie des documents ou objets restitués. Le déposant recevra une copie numérique de ces reproductions.

**Article 13** - Les reproductions des documents et objets déposés, réalisées par les soins ou aux frais du depositaire, resteront la propriété de celui-ci. Leur communication et utilisation seront soumises aux conditions imposées par les articles 4 à 9. Il en sera de même des reproductions réalisées, en application de l'article 12, en cas de dénonciation du contrat.

**Article 14 - Règlement des différends**

Les parties s'engagent à régler de manière amiable tous différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention. A défaut d'accord amiable, la partie la plus diligente saisira les tribunaux compétents.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Le déposant,

Le dépositaire,

Olivier BILLOT

**Dépôt famille BILLOT**

**Inventaire préparatoire au dépôt**

Métrage total : 1,6 ml, 1 carton à dessin, 3 boîtes grand format

**Boîte 1**

**Documentation imprimée sur la Seconde Guerre mondiale, et plus spécifiquement, sur la déportation**

COLLÈGE RENÉ GOSCINNY. *Valdoie 1944 : sur les chemins de la liberté*. Valdoie : s.n., 2015

*Widerstand statt Anpassung : Deutsche Kunst im Widerstand gegen des Faschismus 1933-1945*. Berlin : Elefanten Presse, 1980 (La résistance plutôt que la collaboration : l'art allemand en résistance contre le fascisme, 1933-1945)

VALLOTTON Benjamin. *Ceux d'Etobon*. Montbéliard : Imprimerie Metthez Frères, s.d. (Extraits du Journal de Jules Perret) (photocopie)

WEHRBACH François. *André Berkover, matricule A16572, Auschwitz III, Monowitz*. S.l. : Société des Gens de Lettres de France, s.d. (photocopie)

BERTHERAU Roger. *Par devoir de mémoire, lettre à Adrien, 14785, Buchenwald, Peenemüde, Dora*. S.l. : s.n., s.d.

BERTHERAU Roger. *50 ans après néanmoins, je me souviens, 14785, Buchenwald, Peenemüde, Dora*. S.l. : s.n., s.d.

CLAUDE Fernand. *Pour ne pas oublier, histoire d'un malgré nous*. S.l. : s.n., s.d.(exemplaire corrigé, avant impression)

MICKEBERG, David, GRANOF Corinne, HAYES Peter. *The last expression, art and Auschwitz*. Evanston : Northwestern University Press, 2003 (en anglais) + Gallery guide

*Notre mémoire, une garantie pour l'avenir, 1945-1995, cinquantième anniversaire de la libération des camps et concentration, de la victoire de la liberté sur le nazisme, de la création de la FNDIR (Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes)*. Limoges : imp. Rivet, s.d.

**Boîte 2**

**Documentation militaire imprimée (manuels d'instruction essentiellement)**

GIRARDET, Raoul. *La société militaire dans la France contemporaine (1815-1939)*. Paris : Plon, 1953

*Marches et chants de la Légion étrangère*. Sidi-Bel-Abbès : Service d'information du Premier Régiment étranger, 1959 (ex-libris du sous-lieutenant Lamy, dédicacé)

Brochures éditées par l'École d'application de l'infanterie (imprimerie de l'École militaire de Saint-Maixent)

- Le canon de 75 mm A.C., service des pièces, octobre 1951
- L'instruction en vue du combat de nuit, mars 1951 (2 exemplaires)
- Notice d'emploi du poste émetteur-récepteur S.C.R. 284, octobre 1951
- Mortier de 60 mm : instruction du tir, décembre 1951
- Mortier de 60 mm : matériel et munitions, décembre 1951
- Fusil-mitrailleur de 7,62 mm B.A.R., modèle 1918, A2 (Browning Automatique Rifle), janvier 1952 (2 exemplaires dont 1 sans couverture)
- Instruction du tir : grenades à main et à fusil, mai 1952
- La section d'infanterie portée de division blindée, mars 1952
- Cours de transmissions : matériel téléphonique, construction de lignes, mars 1952
- Notice d'emploi du S.C.R. 536 et du S.C.R. 300, août 1953
- Cours du génie : artifices, explosifs, destructions, septembre 1953
- Cours de transmissions : procédure téléphonique et radiophonique, août 1955
- Le canon de 75 S.R.M. 20, avril 1956
- Aspects particuliers de la liaison terre-avion, juillet 1956
- Notice sur la lecture des photos aériennes, juillet 1956
- Fusil-mitrailleur de 7,62 mm B.A.R., modèle 1918, A2 (Browning Automatic Rifle), août 1956
- Notice d'emploi des postes radio S.C.R. 536, A.N. P.R.C./6, août 1956
- Les mines, novembre 1956
- Le mortier de 81 mm : le matériel et les munitions, janvier 1958
- La mitrailleuse Browning U.S.A., calibre 50 (2,7 mm), à canon lourd (H.B.), M2 (refroidissement à air), mars 1959
- Notice d'emploi des transmissions dans le régiment d'infanterie, s.d.

Brochures éditées par l'École de sous-officiers de Saint-Maixent

- La section de D.C.A. d'infanterie, juin 1950
- La section de D.C.B. d'infanterie, octobre 1950
- L'action parachutiste et anti-parachutistes, novembre 1950
- Les transmissions dans le bataillon d'infanterie portée, janvier 1951
- Franchissement de cours d'eau (technique), avril 1951
- Notice sur les grenades (texte), août 1951

Brochures éditées par le Ministère des Armées, état-major de l'armée, 3<sup>e</sup> bureau

- Notice sur le mortier de 81 mm modèle 1944, s.d.
- Instruction contre-guérilla dans le cadre du maintien de l'ordre en AFN, s.d.
- Notice sur la manœuvre en automobile de l'infanterie dans le cadre du bataillon renforcé d'éléments du train. Paris : Imprimerie nationale, octobre 1950
- Règlement provisoire de manœuvre de l'infanterie (2<sup>e</sup> partie), combat, Charles-Lavauzelle et Cie, septembre 1951
- Règlement concernant les mesures de sécurité à appliquer pour les tiers d'instruction et le lancement des grenades. Nancy : Éditions Berger-Levrault, 1953
- Notice provisoire sur les principes à appliquer pour l'emploi des mines. Nancy : Éditions Berger-Levrault, 1954
- Notice sur la manœuvre en automobile de l'infanterie dans le cadre du bataillon renforcé d'éléments du train. Paris : Charles-Lavauzelle et Cie, 1956
- Manuel de mines à l'usage des troupes de toutes armes. Nancy : Éditions Berger-Levrault, 1956
- Instruction sur le tir des mortiers. Nancy : Éditions Berger-Levrault, 1956

Brochures éditées par l'École spéciale militaire interarmes (librairie militaire Saint-Cyr Coëtquidan)

- Mitrailleuse de 76, modèle 1917 A1 (à eau), s.d.
- Mitrailleuse de 76, modèle 1919, A4 (à air), s.d.
- Lance-grenade à fusil, s.d.
- FM-MR BAR 1918 (modèle A2), s.d.
- Notice technique : le mortier de 60 mm, modèle 35, modifié 44, s.d.
- Le pistolet automatique de 9 mm, modèle 1950, s.d.
- Définitions de termes d'armement, s.d.
- Le canon sans recul de 75 mm, M. 20 (T. 25), 1953
- La défense antichar, 1954
- F.-M. 24, M. 29, 1954
- Le fusil semi-automatique U.S. de calibre 30 M1, 1957
- Les fusils-mitrailleurs américains B.A.R. 1918 A1 et A2, 1958
- Les grenades, 1959

Brochures éditées par l'École de sous-officiers de Strasbourg (Colmar : Imprimerie Alsatia, 1949)

- Notice sur l'armement
- Combat : partie commune à toutes les armes
- Notice sur le groupe de mitrailleuses
- Notice sur la pratique du tir

*Note sur la marche des colonnes automobiles.* S.I. : Ministère de la Guerre, état-major de l'Armée, Service Cartographique, octobre 1945

*Notice sur la carabine d'instruction de 5,5 mm, modèle 1945.* Paris : Ministère des Armées, section instruction, 1948

*Notice sur la vision nocturne.* Paris : Ministère des Armées, Terre, état-major de l'Armée, 3<sup>e</sup> bureau, 1960

*Instruction générale sur le tir de l'infanterie, tome 1 : notions générales, livre 1 : le tir direct.* S.I. : s.n., 1962

*Pistolet-mitrailleur de 9 mm M.A.T., modèle 1949 : guide technique sommaire.* S.I. : Ministère de la Défense nationale, secrétariat d'état aux forces armées, novembre 1949

*Tube réducteur modèle 1952 pour l'instruction du tir au lance-roquette de 73 mm.* S.I. : Ministère de la Défense nationale, secrétariat d'état à la guerre, état-major, bureau Armet, 1953

Fiches techniques diverses (14 pièces, dont 3 tables de tir en anglais)

### Boîte 3

#### Ouvrages divers

THIERS, Édouard ; LA LAURENCIE Sosthène. *La défense de Belfort écrite sous le contrôle du M. Le colonel Denfert-, avec cartes et plans.* Paris : Armand le Chevalier éditeur, 1871

*Histoire de la guerre de 1813 en Allemagne par le lieutenant-colonel Charras, deuxième édition.* Paris : Armand le Chevalier éditeur, 1870

*Bataillon de choc, ...en pointe toujours, présenté par le général De Lattre de Tassigny.* Besançon : Ets A. Gerst, 1961 (volume non coupé)

*Jean Daligault, peintures et sculptures.* Paris : Éditions de La Martinière, 1996

#### Boîte 4

##### **Ouvrages divers**

BERTHEREAU, Roger. *Des hommes simples, des héros oubliés.* Paris : Éditions Thélès, 2005

LEMONIER, Marc. *Les bienveillantes décryptées.* Paris : Le Pré aux Clercs, 2007

LA PETITE-FILLE D'ALFRED ENDERLIN. *Abécédaire de la guerre. Fragments.* Valdoie : Prête-moi ta plume, 2000

BARTHAS, Louis. *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier 1914-1918.* Paris : François Maspero, 1981

MICHEL, Jean. *De l'enfer aux étoiles. Dora. Le temps de la nuit.* Paris : Presse d'aujourd'hui, 1993 (dédié à Renée Billot par l'auteur)

GRUDLER, Christophe. *Le fusillé souriant : histoire d'une photo.* S.l. : s.n., 1996

CLAUDE, Fernand. *Pour ne pas oublier...histoire d'un Malgré Nous.* Valdoie : Schraag, 2007 (dédié à Renée Billot par l'auteur)

FEUCHTWANGER, Lion. *Le juif Süss.* Paris : Éditions Balland, 1978

WEHRBACH, François. *André Berkover, matricule A16572. Auschwitz III – Monowitz.* Paris : Les Éditions du Colombier, 2007 (dédié à Renée Billot par l'auteur)

DELARBRE, Léon. *Auschwitz, Buchenwald, Bergen, Dora. Croquis clandestins.* Paris : Éditions Michel de Romilly, 1945 (dédié à sa fille Renée par l'auteur, exemplaire hors-commerce C)

*Avec les F.F.I. de Belfort par une équipe d'entr'eux.* Mulhouse : Imprimerie Alsatia, s.d.

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION DE FRANCHE-COMTÉ. *La Citadelle de Besançon.* Besançon : Imprimerie municipale, 1977

*Dora : le cimetière des Français d'après les écrits de L'association des déportés de Dora, Ellrich, Harzungen et Kommandos.* S.l. : Rogerie, s.d.

ODIC, C.-J. L'art et les artistes dans les camps de concentration. *Les cahiers de Marottes et Violons d'Ingres,* s.d.

##### **Documents manuscrits ou dactylographiés**

Léon DELARBRE, déportation : croquis, portraits (CD-Rom, 52 croquis numérisés en haute définition), 2014

Léon DELARBRE, déportation : croquis, portraits (CD-Rom, 52 croquis numérisés en basse définition), 2014

Léon DELARBRE, déportation : croquis, dessins (16 photographies noir et blanc), s.d.  
« Léon DELARBRE, le peintre déporté », conférence donnée par Renée BILLOT avec l'Association des Amis de Léon DELARBRE et la Bibliothèque municipale de Belfort, le 9 novembre 1992 : affiche (21 x 29,7 cm)

Courrier de Roger BERTHEREAU, ancien déporté, à Renée BILLOT, le 27 décembre 2005 (1<sup>er</sup>)

Feuillet de présentation de l'exposition « Lutte et martyre du peuple polonais de 1939 à 1945 » au Musée de la Résistance et de la Déportation de la Citadelle de Besançon, [1978]

## Boîte 5

### Ouvrages divers

SORLIN, Pierre ; SORLIN, Irène. *Lénine, Trotski, Staline, 1921-1927*. Paris : Armand Colin, 1972

MATHIEZ, Albert. *La Révolution française*. Paris : Le Club du meilleur livre, 1959 (exemplaire numéroté 767)

*Revue historique de l'armée*, Service historique de l'Armée, n°1, 2, 4, 1970

ROCOLLE (LIEUTENANT-COLONEL). *Manuel du sous-officier : connaissances interarmes*. Paris : Charles Lavauzelle et Cie, 1953

*Manuel du sous-officier d'infanterie : tome 1 – certificats d'aptitude technique*. Paris : Charles Lavauzelle et Cie, 1953

*Manuel du sous-officier d'infanterie : tome 2 – préparation aux brevets d'arme*. Paris : Charles Lavauzelle et Cie, 1953

## Boîte 6

### Ouvrages et documentation diverse

VLOBERG, Maurice. *L'eucharistie dans l'art*. Grenoble-Paris : B. Arthaud éditeurs, 1946

*Christus : la vie du Christ en cent chefs d'œuvre*. Paris : Éditions du Florilège, 1950

*Les mosaïques chrétiennes primitives : Rome, Naples, Milan, Ravenne*. Paris : Librairie Plon, 1943

Les chefs d'œuvre politique par Sennep. *Le Rire*, numéro spécial, juin 1938

*A l'abattoir des cartellistes : album-souvenir des élections de 1928 par J. Sennep, tirage sur véritable papier de boucherie*. Paris : Éditions Bossard, 1928

*Cartel et Cie : caricatures inédites de J. Sennep*. Paris : Éditions Bossard, 1926



*Le carnet belfortain : revue bimensuelle indépendante d'actualités belfortaines*, n°12, 25 mars 1929

Courrier de Fernand BOURGUIGNON, peintre lensois, à la Société des Arts de Belfort, accompagné de gravures de sa composition, en vue de les diffuser (6 gravures, courrier de 3 feuilles)

Carnet de croquis (fusain en majorité) de Léon DELARBRE (à confirmer)

Recettes de cuisine (2 carnets, feuillets mobiles), brochures publicitaires en lien avec la cuisine et la nutrition (lait concentré Gloria, conserves Petitjean, ...)

Cartes postales : Eglise Sainte-Odile de Belfort (2 pièces), Blois, le Château, aile Louis XII : détails (2 pièces)

### Boîte 7

#### **Ouvrages et instructions militaires**

MINISTÈRE DES FORCES ARMÉES. *Règlement de topographie*. Paris : Charles Lavauzelle et Cie, 1949

BIGEARD, Marcel (colonel), FLAMENT, Marc (sergent-chef). *Aucune bête au monde*. Paris : Éditions de la Pensée moderne, s.d. (dans l'ouvrage est glissée une carte IGN de la région de Tablat, Algérie)

LARTEGUY, Jean. *Les dieux meurent en Algérie*. Paris : Éditions de la Pensée moderne, 1960

BIGEARD (colonel) ; FLAMENT, Marc. *Piste sans fin*. Paris : Éditions de la Pensée moderne, 1963

ATELIER DE GRAVURE DE L'ÉCOLE NATIONALE DES BEAUX-ARTS D'ALGER. *Alger : 18 gravures en taille-douce*. Paris : Gouvernement général de l'Algérie, 1950 (exemplaire numéroté 147)

Instruction ministérielle n°6176 du 28/07/1959 : formation des tireurs au combat. (16 feuillets dactylographiés)

Feuillets dactylographiés :

- gaz de combat (2 f°)
- l'arme atomique (2 f°)
- armes spéciales : incendiaire (1f°)
- armes spéciales : biologique (1f°)

#### Dossier à sanglé « Léon DELARBRE »

Pièces administratives concernant la pension d'invalidité et la Légion d'Honneur de Léon DELARBRE (dont pièces médicales, radiographies) (1948-1967)

Journal d'un déporté à Buchenwald, matricule 53124, du 25 août 1944 au 11 avril 1945 [dénommé BUHR, ayant côtoyé un prénommé Léon] : 39 feuillets dactylographiés

Photocopie du journal de Léon DELARBRE, du 30 mars au 30 avril 1945 (date de son retour à Belfort) (3 f°)

Correspondance diverse reçue par Léon DELARBRE, dont courrier de Mme LORACH, vice-présidente des Amis du musée de la Résistance et de la Déportation de Franche-Comté) (1965-1973)

Correspondance reçue par Renée BILLOT, envoyée par d'anciens déportés ou leurs descendants (Jacques CLAIRET, Denise LACHAUD) (1992-1995)

*Livre d'or de la France combattante et résistante*, exemplaire spécialement imprimé au nom de Léon DELARBRE (exemplaire n°1635)

### Dossier à sangle « Maurice BILLOT »

Brevets et diplômes : certificat d'études primaires, brevet d'études du premier cycle du second degré, brevets sportifs populaires (1944-1950)

Article de presse de février 1952 « Rougegoutte sous la neige » avec la mention manuscrite « affectueux baisers de ta mère, garde ce souvenir »

Carrière militaire :

- Examens militaires : diplômes, relevés de notes (1949-1959)
- Engagement volontaire, réengagements : acte d'engagement, autorisations de réengagement (1949-1957)
- avis et ordre de mutation, intégration, reclassement, admission à la retraite (1953-1965)
- décorations militaires, citations : article de presse mentionnant la remise de la croix de guerre [1952], certificats et diplôme de la médaille d'honneur du mérite vietnamien (1953), citation à l'ordre de la division (1958), livret de traitement de la médaille militaire (1964-1977), photographies de groupe (4 pièces dont 3 identiques)
- bulletins de solde (1956-1962)
- états comparatifs et de régularisation de solde (1958-1965)
- certificats de vaccination (1951)
- cartes topographiques d'Algérie (IGN) : région de Tablat (2 exemplaires), région de Arba
- attestation de vol Alger-Paris (1959)
- examens et candidatures aux emplois réservés : convocations, certificats d'aptitude, arrêtés d'affectation et d'annulation d'affectation, correspondance, notes (1964-1965)
- copie d'un message télégraphique classé et d'un compte-rendu de punition de son auteur (1962)
- rapport sur le moral de l'armée en Algérie (30/11/1962)

### Carton à dessin

#### **Documents figurés et grands formats**

Certificat de nomination au rang de chevalier de la Légion d'Honneur, délivré à Léon DELARBRE, le 21 septembre 1951 (imprimé noir et blanc, 44 x 55 cm)

Certificat de nomination d'officier d'académie décerné à Léon DELARBRE par le Ministère de l'Instruction publique et des beaux-arts, le 17 février 1927 (imprimé noir et blanc, 26 x 37,5 cm)

Paysage (sans titre) : huile sur carton de Léon DELARBRE. Au verso : portraits de la famille DELARBRE (Léon, son épouse et leurs deux filles, 30 novembre 1931) (61,5 x 50 cm)

Portraits : croquis de Léon DELARBRE au crayon, 16 feuillets (pages de carnets ou de calepins découpées), 1 papier à en-tête de l'école des beaux-arts de Belfort

« Cours de dessins et peinture L. DELARBRE » : fusain représentant un peintre et un chevalet comportant le texte (document ayant possiblement été encadré à l'entrée du cours de M. DELARBRE rue de Mulhouse ou rue Roussel) (43 x 33,5 cm)

Feuille de calque comportant l'ébauche de dessin d'un vitrail (pour la chapelle de Brasse ?) (trait au crayon, quelques parties peintes à la gouache) + motif fleuri au crayon (21 x 25,5 cm)

Festival Franck, société philharmonique de Belfort, 15 avril 1923 : les musiciens et chanteurs sur la scène [de la salle des fêtes ?], photo A. Drouin (photographie noir et blanc, collée sur carton fort, 34 x 50 cm)

Croquis original de l'affiche du Parti socialiste pour les élections municipales de 1977 « changeons notre ville » (lion, rose du PS, panier de crabes) (32,5 x 50 cm, encre noire et rouge)

### **Cartes topographiques**

- Cartes topographiques éditées par le service cartographique de l'armée américaine (Army Map Service), 1/25000 (Ornans : 1-2, 5-6 ; Belfort : 1-2, 5-6 (en double) ; Thann : 1-2, 5-6) (8 pièces) (56 x 74 cm, imprimé couleur)

- Carte de France, 1/25000 éditée par l'IGN (levés du XIX<sup>e</sup> siècle, révisés entre 1953 et 1957) (Thann : 1-2, 3-4, 7-8 ; Belfort : 3-4, 5-6, 7-8 ; Delle : 1-2, 3-4 ; Giromagny : 1-2, 3-4, 5-6 ; Montbéliard : 1-2 ; Lure : 5-6, 7-8) (14 pièces) (56 x 72,5 cm, imprimé couleur)

- Carte de France au 50000e (type 1922), éditée par l'IGN (Versailles, Paris, Vesoul, Bruyères (x2), Remiremont (x2), Giromagny (x2), Lure, Gérardmer (x2), Munster (x2), Thann (x4), Belfort (x3), Delle (x2), Molsheim, Sélestat (x2), Colmar (x2), Neuf-Brisach, Mulhouse, Altkirch (x3), Ferrette) (34 pièces) (54 x 73 cm, imprimé couleur)

- Carte de France au 50000e (type Mbis), éditée par l'IGN (Saint Florent (x2), Lurie (x2), Bastia) (5 pièces) (56 x 73 cm, imprimé couleur)

- Carte topographique, 1/20000, éditée par l'IGN (levés du XIX<sup>e</sup>, révisés entre 1937-1938, publiés par le Service géographique de l'armée en 1939) (Thann : 1-23-4, 5-6 ; Belfort : 7-8) (4 pièces) (74 x 89cm, imprimé)

- Carte topographique, 1/20000, éditée par l'IGN entre 1950 et 1952 (Ferrette : 1, 2, 3 ; Thann : 1, 6 ; Belfort : 1, 2, 3, 4, 5, 6) (11 pièces) (72 x 51 cm (sauf Ferrette 1 : 78 x 51 cm), imprimé couleur)

- Carte topographie Camp du Valdahon : carte d'instruction imprimée par le Groupe géographique d'après une édition de guerre, 1/25000, tirage de février 1958, réservé aux usagers militaires (64 x 55 cm, imprimé couleur)

- Carte topographique Lure n°3-4, éditée par l'IGN en 1956, levés de 1910, révisés en 1954, 1/20000 (70,5 x 82,5 cm, imprimé couleur)

### **Autres documents et objets**

« Noël » par les chœurs de Rougegoutte : disque vinyle 33 tours

HUYSMANS, J.-K.. *Grünwald, le retable d'Issenheim*. Paris : les Éditions Braun et Cie, 1951 (nombreuses dédicaces à Léon DELARBRE, à l'occasion de sa nomination dans l'ordre de la Légion d'Honneur)

**Bandes son (non écoutées)**

- entretien privé de la famille BILLOT Maurice (1963)
- conférence de presse de François MITTERRAND, le 12 février 1973, au sujet des élections législatives

Tube d'envoi (vide) du certificat de la Légion d'Honneur décernée à Léon DELARBRE, avec étiquette de la grande chancellerie de la Légion d'Honneur (1951)

**Uniformes militaires de Maurice BILLOT**

- képi de sergent
- képi d'adjudant-chef
- veste d'uniforme de sous-officier du 35è RI, tenue d'été
- uniforme de cérémonie, avec insigne de la 7è Division Blindée légère (veste et pantalon)
- uniforme de cérémonie avec fourragère (médaille militaire) et porte-barrettes (médaille militaire, croix de guerre des théâtres des opérations extérieures, croix de la valeur militaire, médaille d'Outre-mer, médaille commémorative de la campagne d'Indochine, médaille commémorative des opérations de sécurité et de maintien de l'ordre, médaille militaire du mérite Vietnam Indochine) (veste et pantalon)
- fourragère de la médaille militaire
- 2 fourragères de la Légion d'Honneur



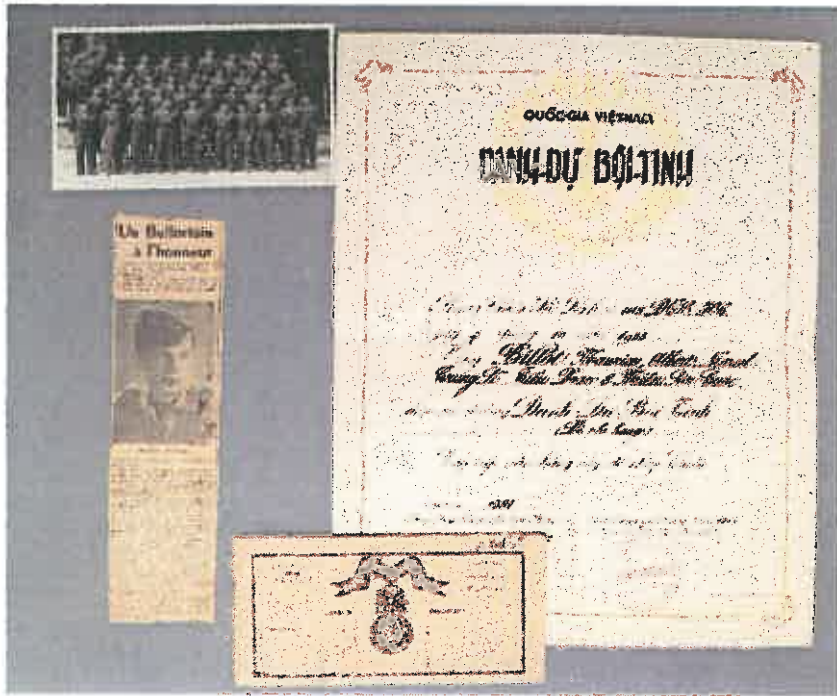
## Dépôt archives famille Billot

Portraits de la famille DELARBRE, le 30 novembre 1931 (Léon, son épouse et leurs deux filles), huile sur carton, Léon DELARBRE



Uniforme de cérémonie de Maurice BILLOT, avec fourragère et porte-barrettes, képi





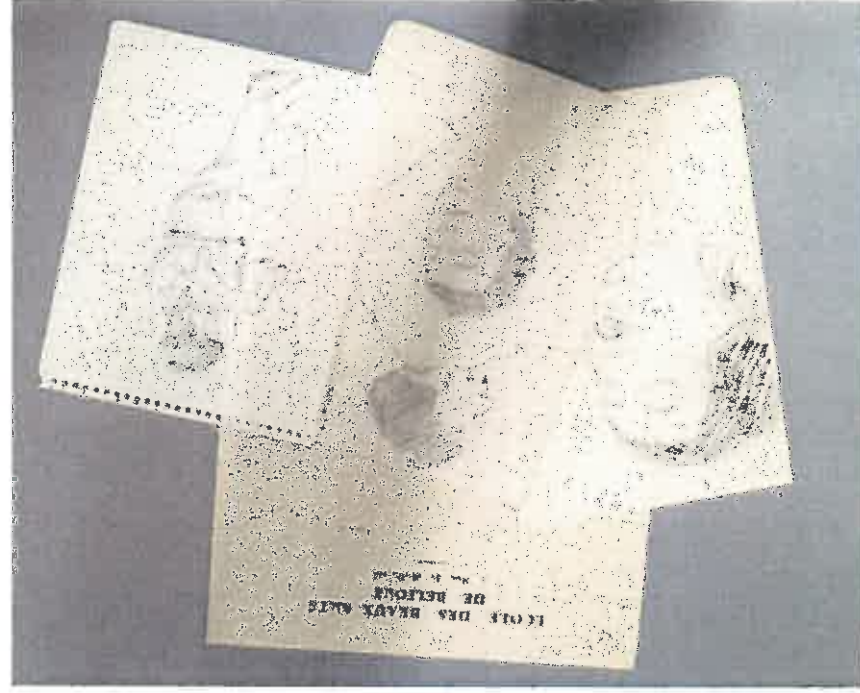
Décorations militaires de Maurice BILLOT dont : article de presse mentionnant la remise de la croix de guerre (1952), diplôme de la médaille d'honneur du mérite vietnamien (1953), livret de traitement de la médaille militaire (1964-1977), photographie de groupe



Manuels d'instruction militaire ayant appartenu à Maurice BILLOT



Divers portraits, fusain, Léon DELARBRE ;  
papier à en-tête de l'école des beaux-arts  
de Belfort



Revue d'actualités belfortaines, 26 mars 1929



----

Objet de la délibération

N° 19-119

**Renouvellement de la  
convention entre la Ville  
de Belfort et l'association  
Livres 90****VILLE DE BELFORT****Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal****SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

**Absents excusés :**

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

**Absente :**

Mme Patricia BOISUMEAU

**Secrétaire de séance :**

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

**Ordre de passage des rapports :** 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).





CONSEIL MUNICIPAL du 25 septembre 2019

DELIBERATION N° 19-119

de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

Adjointe chargée de la culture

Direction Culture, Sports et Tourisme  
Direction de la Culture

|              |                                 |
|--------------|---------------------------------|
| Références   | DAC/OL/SG                       |
| Mots-clés    | Actions Culturelles - Juridique |
| Code matière | 8.9                             |

**Objet : Renouvellement de la convention entre la Ville de Belfort et l'association Livres 90**

La 46<sup>ème</sup> Foire aux Livres organisée par l'association *Livres 90* se déroulera au Centre des Congrès ATRIA, du jeudi 10 octobre au dimanche 3 novembre 2019.

Comme chaque année, une vente de livres et des animations seront proposées en lien avec la Bibliothèque Municipale de Belfort, dans le cadre du Mois du Livre.

La Ville de Belfort et l'association *Livres 90*, par leurs initiatives, visent des objectifs communs : redonner au livre son importance et susciter le goût et le plaisir de la lecture.

C'est pourquoi, la Ville souhaite continuer à soutenir cet événement, en apportant son concours financier.

En 2019, cette aide se traduira par :

- la prise en charge d'une partie des coûts de location de salles à l'ATRIA :
  - 24 jours pour la grande salle d'exposition et les salons Gide,
  - 12 jours pour les salons Camus,
  - 18 jours pour les salons Schweitzer ;
- le versement d'une subvention de 8 000 € pour l'organisation du Salon d'Auteurs du Nord Franche-Comté "Savoureusement Lire", associé à la remise d'un prix littéraire de la Ville de Belfort,
- la mise à disposition de 35 places de stationnement dans le parking situé au sous-sol du Centre des Congrès.

Le montant de la part de la Ville à la Foire aux Livres s'est élevé à 103 885 € en 2018 (location des salles et sécurité).

Il devrait représenter 104 850 € cette année.

Le devis de location du Centre de Congrès ATRIA étant de 162 972 €, 58 122 € seront à la charge de l'association *Livres 90*.

Par ailleurs, la subvention de 8 000 € pour le Salon d'Auteurs "Savoureusement Lire" a été votée lors du Budget Primitif 2019.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour, 0 contre et 0 abstention,

(Mme Samia JABER, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prennent pas part au vote),

**DECIDE**

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention d'objectifs et de moyens relative à l'organisation de la Foire aux Livres 2019, avec l'association *Livres 90*.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Date affichage**

**le 27 SEP. 2019**

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

  
Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

**TRANSMIS SUR OK-ACTES**  
**- 1 OCT. 2019**

## CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre :

- la Ville de Belfort, sise Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, place d'Armes, 90020 BELFORT CEDEX - représentée par son Maire en exercice, M. Damien MESLOT, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 25 septembre 2019, d'une part,

Et :

- l'Association Livres 90, dont le siège social est au 1 rue de l'As-de-Carreau à Belfort, représentée par sa Présidente en exercice, Mme Josiane FRANCHI, désignée ci-après «l'Association», d'autre part,

### Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

#### **Préambule**

La Ville de Belfort organise, depuis 1994, le Festival du Livre. Cet événement, né de la volonté de promouvoir la culture de l'écrit et la pratique de la lecture, propose chaque automne des rencontres avec les auteurs, des expositions, des animations thématiques et un concours littéraire.

L'Association Livres 90 a créé, en 1980, la grande Foire aux Livres de l'Est. Cette manifestation, en proposant un choix varié d'ouvrages à des prix attractifs, contribue à une large diffusion du livre auprès du grand public.

#### **Article 1 : Objet de la convention**

La Ville de Belfort et l'Association Livres 90, par leurs initiatives, visent des objectifs communs : redonner au livre son importance et susciter le goût et le plaisir de la lecture. Elles ont donc décidé de développer, durant le Mois du Livre, leur collaboration dans le cadre de Bibliothèque en Fête, organisé par la Bibliothèque municipale de Belfort, et la Foire aux Livres, initiée par l'Association Livres 90.

En particulier, les deux signataires conviennent de renforcer leur partenariat pour développer la qualité des animations et des expositions, ainsi que dans le choix des auteurs accueillis, de façon à assurer un rayonnement populaire à ces manifestations.

#### **Article 2 : Engagements de la Ville de Belfort**

La Ville de Belfort s'engage à apporter son concours financier à l'organisation de la Foire aux Livres de l'Association.

La contribution communale porte sur :

- le versement d'une subvention de 8 000 € pour l'organisation de l'édition 2019 du Salon des Auteurs du Nord Franche-Comté "Savourement Lire", associé à la remise d'un prix littéraire de la Ville de Belfort ;

- la mise à disposition de 35 places de stationnement dans le parking situé au sous-sol du Centre de Congrès du 4 octobre au 9 novembre 2019.

- la prise en charge de la location de la grande salle d'exposition et des salons Gide du Centre de Congrès ATRIA pour une durée de 24 jours, des salons Camus pour une durée de 12 jours et des salons Schweitzer pour une durée de 18 jours.

Jusqu'en 2018, la Ville de Belfort participait financièrement au dispositif de sécurité incendie, à hauteur de 50% du forfait "dossier sécurité et du chargé de sécurité", de 50% du coût des agents "SSIAP 2" et de 33,33% du coût des agents "SSIAP 1". La prise en charge de la location des salons Schweitzer compense la non prise en charge de ces frais en 2019.

La Ville de Belfort s'engage par ailleurs à inclure la promotion de la Foire aux Livres dans ses supports de communication.

### **Article 3 : Engagements de l'Association**

L'Association s'engage à :

- organiser l'édition 2019 du Salon des Auteurs du Nord Franche-Comté "Savoureusement Lire" et associer la Ville de Belfort et la Bibliothèque municipale au prix littéraire de la Ville de Belfort ;
- participer à l'organisation du concours, en vue d'attribuer le Prix Littéraire de la ville de Belfort 2019 lors de ce salon ;
- inviter des auteurs locaux, régionaux ou nationaux ;
- inscrire ses animations en cohérence avec la programmation du Mois du Livre ;
- prendre en charge le coût de location des autres espaces nécessaires à la présentation des ouvrages, les frais d'installation et d'emballage, les frais d'accueil des auteurs et de toute autre personne invitée par ses soins ;
- mentionner le programme du Mois du Livre et apposer le logo de la Ville dans tous ses supports de communication ;
- communiquer chaque année à la Ville de Belfort, dans les 6 mois suivant la date d'arrêt des comptes, ses bilan et compte de résultats de l'exercice, ainsi que son bilan d'activité ;
- communiquer à la Ville de Belfort les décisions de ses Conseils d'Administration ;
- informer la Ville de Belfort des avancées de l'organisation de la Foire aux Livres 2019, à travers ses projets et son budget.

### **Article 4 : Incessibilité des droits**

La présente convention étant conclue "intuitu personae", l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

### **Article 5 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 8 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité.

### **Article 6 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue à compter de sa signature par les deux parties, elle comprend les périodes de montage/démontage des installations, son terme est fixé au 10 novembre 2019.

Fait à Belfort, le

Pour l'association Livres 90  
La Présidente,

Pour la Ville de Belfort  
Pour le Maire,  
l'Adjointe déléguée

Josiane FRANCHI

Marie ROCHETTE de LEMPDES

Objet de la délibération

N° 19-120

Proposition de don de  
45 estampes de Pablo  
Picasso

## VILLE DE BELFORT

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal****SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

**Absents excusés :**

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT  
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF  
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG  
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP  
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT  
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

**Absente :**

Mme Patricia BOISUMEAU

**Secrétaire de séance :**

M. David DIMEY

~~~~~

La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



Direction Culture, Sports et Tourisme

Musées

Références MV/SG
Mots-clés Musées - Juridique
Code matière 8.9

Objet : Proposition de don de 45 estampes de Pablo Picasso

La Galerie Louise-Leiris située à Paris, par l'intermédiaire de son directeur M. Quentin Laurens, propose à la Ville de Belfort un don exceptionnel de 45 eaux-fortes et pointes sèches de Pablo Picasso composant «la Caisse à Remords».

Au printemps 1960, Picasso passa en revue, avec son imprimeur Jacques Frélaud, des cuivres, dont certains très anciens (1920), qui avaient été transportés de Paris à la Californie (Cannes). Des 101 cuivres sélectionnés, 45 furent retenus. Le bon à tirer de chacune de ces planches fut donné le 30 octobre 1960. Les tirages furent exécutés par Jacques Frélaud à l'atelier Lacourière et fixés à 50 épreuves. Une fois tirées, les épreuves furent apportées toutes ensemble par Daniel-Henry Kahnweiler et Maurice Jardot : Picasso fit ranger la caisse dans laquelle elles se trouvaient dans un coin, en disant qu'il signerait quand il aurait le temps. Il n'eut jamais le temps... C'est ainsi que l'ensemble de ces épreuves prit le nom de « Caisse à Remords ».

Après la mort de l'artiste, un contrat fut établi entre les héritiers et la galerie Louise-Leiris, qui voulait commercialiser ces tirages. Les épreuves furent numérotées et signées du cachet humide en 1980. Le cachet ou timbre humide reproduisant la signature de Picasso a été apposé par l'imprimeur Crommelynck lui-même sur les épreuves du tirage de 1961. La Galerie Louise Leiris a vendu la plupart de ces planches individuellement, rendant extrêmement rare l'existence d'un ensemble complet sur le marché, en collections publiques et privées.

La valeur de ce fonds de 45 estampes est estimée, au minimum, à 300 000 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

DECIDE

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer l'acte notarié relatif à la donation de ces 45 estampes de Pablo Picasso.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,


Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES
-1 OCT. 2019

Annexe : Liste des œuvres proposées

Pablo Picasso, *La guitare sur la table*, eau-forte et burin, entre novembre 1925 et le printemps, 1926, 7,8 x 11,8 cm

Pablo Picasso, *Portrait d'Olga Picasso*, pointe sèche, 1920, 14,9x9,9 cm

Pablo Picasso, *Tête d'homme*, eau-forte, hiver 1925-1926, 11,8x7,9 cm

Pablo Picasso, *Profil I*, pointe sèche, 1924, 15,2x11,6 cm

Pablo Picasso, *Sculpture. Tête de Marie-Thérèse. XXe état*, pointe sèche et grattoir, 18 février 1933, 31,8x22,9 cm

Pablo Picasso, *Tête de Marie-Thérèse de profil à droite. IIe état*, eau-forte, 3 mars 1933, 7,2x6,1 cm

Pablo Picasso, *Portrait de Marie-Thérèse de face. IIe état*, essai d'aquatinte, eau-forte et pointe sèche, 4 février 1934, 31,9x23 cm

Pablo Picasso, *Feuille d'études techniques. Neuf têtes*, eau-forte, 7, 8 et 9 novembre 1934, 31,7x22,6 cm

Pablo Picasso, *Portrait de Dora Maar au chignon, I*, pointe sèche et échoppe guillochée, 21 octobre 1936, 34,8x24,6 cm

Pablo Picasso, *Portrait de Dora Maar au chignon, II*, burin et pointe sèche, octobre 1936, 34,7x24,7 cm

Pablo Picasso, *Dora Maar au collier*, pointe sèche, 7 octobre 1937, 41,6x31,8 cm

Pablo Picasso, *Femme qui pleure devant un mur. IIe état*, aquatinte au sucre, pointe sèche et grattoir dans le vernis grainé d'aquatinte, 22 octobre 1937, 34,8x24,8 cm

Pablo Picasso, *Buste de femme au fichu. IIe état*, aquatinte, grattoir et burin, 1939, 25,9x22,4 cm

Pablo Picasso, *Monument. Tête de Marie-Thérèse sur une colonne. XIIIe état*, eau-forte, grattoir, brunissoir, pointe sèche, 5 mars 1933, 12,6 x 3 cm

Pablo Picasso, *Femme au fauteuil. Dora Maar. IIe état*, aquatinte, grattoir et burin, 19 avril 1939, 29,9x23,9 cm

Pablo Picasso, *Balzac, d'après Rodin*, eau-forte, 26 novembre 1952, 20,9x34,7 cm

Pablo Picasso, *Mère et fils (Olga et Paulo)*, eau-forte, 1922, 13,8x12,8 cm

Pablo Picasso, *Joie maternelle*, eau-forte, 1921, 10x14,9 cm

Pablo Picasso, *Couple au bord de l'eau*, pointe sèche, 17 novembre 1925, 7,7x11,8 cm

Pablo Picasso, *Au bord de la rivière. Le couple dans l'herbe*, pointe sèche, 17 novembre 1925, 7,8x11,8 cm

Pablo Picasso, *Le viol*, pointe sèche, 21 novembre 1932, 12,4x9,3 cm

Pablo Picasso, *Minotaure et femme faisant l'amour*, pointe sèche, 18 juin 1933, 29,9x36,8 cm

Pablo Picasso, *Françoise, Claude, Paloma: la lecture et les jeux, I*, eau-forte, 15 janvier 1953, 26x31 cm

Pablo Picasso, *Bacchanale au hibou*, eau-forte, 23 septembre 1955, 25,7x30,7 cm

Pablo Picasso, *Le collier*, pointe sèche, 1923, 17,6x13 cm

Pablo Picasso, *Les trois baigneuses*, eau-forte, 1923, 17,8x12,9 cm

Pablo Picasso, *Baigneuses sur la plage, III*, eau-forte, 22 novembre 1932, 15,8x11,8 cm

Pablo Picasso, *Baigneuses à la piscine*, eau-forte, 29 novembre 1932, 23,2x19,1 cm

Pablo Picasso, *Baigneuses en maillot de bain par temps nuageux*, eau-forte, 15 janvier 1933, 17x17,3 cm

Pablo Picasso, *Baigneuses au ballon, I*, eau-forte, 3 décembre 1932, 11,1x11,1 cm

Pablo Picasso, *Le sauvetage de la noyée, I*, eau-forte, 17 décembre 1932, 16x19,4 cm
Pablo Picasso, *Le sauvetage de la noyée, III*, eau-forte, 18 décembre 1932, 20,7x23 cm
Pablo Picasso, *Baigneuses au ballon, III*, pointe sèche, 9 mars 1933, 28x17,9 cm
Pablo Picasso, *Le serment des femmes, I. IVe état*, pointe sèche et eau-forte, 3 novembre 1933, 28,1x20 cm
Pablo Picasso, *Femme nue endormie ou morte (Danaé?)*, eau-forte, 17 janvier 1934, 14x20,8 cm
Pablo Picasso, *Profil de Marie-Thérèse en abîme, jeune homme au masque de minotaure et vieux barbu aux oreilles d'âne. IIe état*, eau-forte, 7 mars 1934, 22,3x31,3 cm
Pablo Picasso, *Femme torero, cheval et taureau mourant, I*, eau-forte, 22 juin 1934, 23,7x29,9 cm
Pablo Picasso, *Femme torero, cheval et taureau mourant, II*, eau-forte, 22 juin 1934, 23,8x29,9 cm
Pablo Picasso, *En la taberna, pêcheurs catalans en bordée*, eau-forte, 11 novembre 1934, 23,8x29,9 cm
Pablo Picasso, *Deux femmes assises*, eau-forte, 1938, 24,7x27,7 cm
Pablo Picasso, *Bacchanale avec enfant aux cymbales*, eau-forte, 17 septembre 1955, 25,7x30,9 cm
Pablo Picasso, *Le rapt*, eau-forte, 18 septembre 1955, 25,7x30,8 cm
Pablo Picasso, *Bacchanale au flûtiste*, eau-forte, 18 septembre 1955, 25,7x30,8 cm
Pablo Picasso, *Bacchanale avec jeune homme au masque*, eau-forte, 18 septembre 1955, 25,7x30,8 cm
Pablo Picasso, *Bacchanale avec Eros en haut à gauche*, eau-forte, 22-23 septembre 1955, 25,6x30,9 cm



Portrait d'Olga
Picasso, 1920

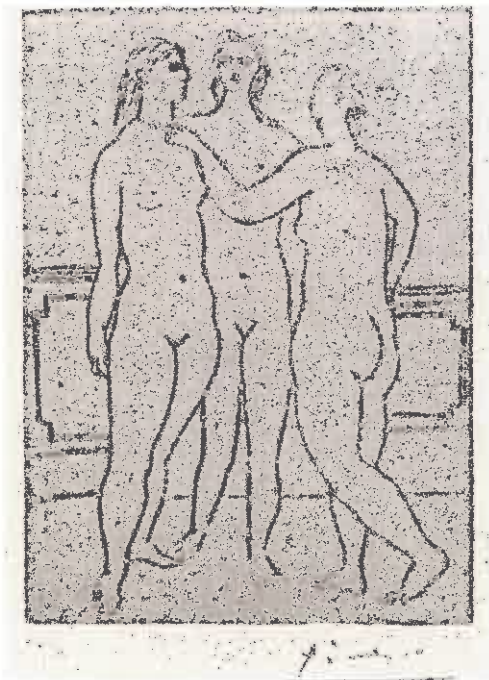


Joie maternelle, 1921

Don de 45 estampes

de P. Picasso





Le collier, 1923



Baigneuses à la piscine, 1932





**Sculpture. Tête de Marie-Thérèse,
1933**



**Profil de Marie-Thérèse en abîme,
jeune homme au masque de
minotaure et vieux barbu aux
oreilles d'âne, 1934**



Femme au fauteuil : Dora Maar, 1939



Femme qui pleure
devant un mur, 1937

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 19-121

Conventionnement dans
le cadre d'un partenariat
touristique avec
Destination 70

SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY

Signature

La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



CONSEIL MUNICIPAL du 25 septembre 2019

DELIBERATION N° 19-121

de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
Adjointe chargée de la culture

Direction Culture, Sports et Tourisme
Musées

Références MV/JLG/SG
Mots-clés Musées - Juridique
Code matière 8.9

Objet : Conventionnement dans le cadre d'un partenariat touristique avec Destination 70

Afin de constituer un réseau de sites patrimoniaux et de jardins couvrant le territoire des Vosges du Sud, l'agence de développement touristique de Haute-Saône (Destination 70) a proposé, fin 2017, la création d'un «Passeport Tourisme» favorisant l'itinérance et l'excursionnisme dans le périmètre des Vosges du Sud, grâce à la promotion d'une offre culturelle de qualité. La citadelle et le Lion de Belfort, en tant que sites majeurs situés en périphérie de ce territoire, ont été invités et associés à la réflexion.

Un premier réseau informel a été constitué pour l'été 2018, et donne aujourd'hui lieu à une double évolution : élargissement des thématiques (loisirs, gastronomie) et structuration du réseau.

Destination 70, maître d'ouvrage du projet, propose donc de formaliser le réseau «Passeport Tourisme» en nouant des conventions avec les sites partenaires pour :

- améliorer l'offre culturelle et de loisirs de la destination,
- répondre aux besoins d'enrichissement des séjours touristiques,
- favoriser le déplacement des visiteurs dans toute la destination,
- construire un partenariat entre les sites référencés,
- garantir aux visiteurs un accueil de qualité.

L'adhésion au réseau, entièrement gratuite, s'adresse aux sites implantés dans une certaine aire géographique, respectant des obligations minimales en matière de sécurité pour l'accueil du public et disposant d'un site Internet avec une adresse électronique et de supports de promotion. Des obligations en matière de confort du visiteur ou de médiation culturelle sont également réclamées.

Participer à ce réseau suppose de :

- proposer un tarif préférentiel «Passeport Tourisme» au tarif réduit du tarif des Musées,
- participer à un éductour par an (au moins),
- assurer la promotion du réseau,
- prendre une part active au fonctionnement du réseau (suivi de clientèle),
- mettre en évidence l'appartenance au réseau.

Le conventionnement est proposé pour une durée de 18 mois à compter de la signature, jusqu'au 30 novembre 2020.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour, 0 contre et 0 abstention,

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver les termes de la convention passée avec l'Agence de Développement Touristique de la Haute-Saône Destination 70,

d'autoriser le M. le Maire, ou son représentant, à la signer.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,


Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 1 OCT. 2019

Convention de partenariat

«PASSEPORT TOURISME 2019»

Entre les soussignés :

L'agence départementale touristique de la Haute-Saône, représentée par son Président, M. Jean-Jacques SOMBSTHAY, sise : Maison de l'Economie et du Tourisme - 1 rue Max Devaux - 70000 VESOUL,

Ci-après désignée « Destination 70 »,

Et :

La Ville de Belfort, dont le siège est situé place d'Armes - 90020 BELFORT Cedex, représentée par M. Damien MESLOT, Maire, dûment habilité à agir aux présentes par délibération du Conseil municipal en date du 25 septembre 2019,

Ci-après désignée : «Ville de Belfort» ;

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre de la politique de développement touristique du département, l'agence départementale Destination 70 soutient en 2019 le «Passeport Tourisme», afin de :

- *créer une vitrine culturelle et améliorer la visibilité de l'offre culturelle et loisirs de la destination «Vosges du Sud»,*
- *répondre aux besoins d'enrichissement des séjours touristiques,*
- *favoriser le déplacement des visiteurs sur toute la destination,*
- *construire un partenariat entre les sites référencés dans le produit et développer une démarche de mise en réseau,*
- *garantir aux visiteurs un accueil de qualité.*

ARTICLE 1 - Conditions de référencement dans le «Passeport Tourisme»

Peuvent être référencés dans le «Passeport Tourisme» tout parc et jardin, musée, écomusée, maison thématique, monument et espace de loisirs, remplissant les conditions suivantes :

Obligatoires :

- Être situé dans le territoire Vosges du Sud ou dans son aire d'influence.
- Ouvrir sur une meilleure découverte du territoire Vosges du Sud.
- Respecter les différentes réglementations en vigueur en matière de sécurité, responsabilité civile, urbanisme, hygiène, environnement, etc.

- Disposer d'un site Internet, propre ou partagé (page sur le site Internet d'un office de tourisme par exemple) ou d'une page Facebook propre et régulièrement mise à jour, donnant les informations suivantes : *coordonnées, dates et heures d'ouverture, prestations offertes, tarifs, accessibilité, accès au site, modalités de réservation, moyens de paiement acceptés.*
- Être équipé d'une adresse électronique valide.
- Disposer d'un support de promotion, si possible téléchargeable sur Internet, donnant les informations suivantes : *coordonnées (adresse, tél, courriel, site web), dates et heures d'ouverture, tarifs et moyens de paiement acceptés, liste des services proposés (boutique, climatisation etc), niveau d'accessibilité en termes de handicap, plan d'accès au site, modalités de réservation.*

Conseillées :

- Être équipé de sanitaires.
- Proposer une prise en charge du visiteur par :
 - *la mise à disposition d'outils de médiation : plan de la visite, flyer, audio-guide, bornes multi média...*
 - *et/ou la présence de panneaux explicatifs le long du parcours de visite,*
 - *et/ou l'offre d'un service de guidage.*

ARTICLE 2 - Engagements de la Ville de Belfort

La Ville de Belfort, pour la Citadelle et le Musée d'Histoire, s'engage à :

- Mettre en place un tarif préférentiel «Passeport Tourisme» destiné aux individuels (adultes).
- Désigner, dans l'équipe, un référent «Passeport Tourisme» .
- Prescrire le «Passeport Tourisme» dans la mesure d'un passeport par famille.
- Participer à au moins un éductour par an.
- Participer au dispositif de suivi de la clientèle mis en place par les acteurs du «Passeport Tourisme», dispositif permettant également d'évaluer l'action.
- Assurer la promotion du réseau «Passeport Tourisme» avec un lien Internet renvoyant sur une page dédiée au Passeport.
- A prendre une part active au fonctionnement et rayonnement du réseau.
- Mettre en évidence les conditions de visites à l'entrée du site.
- Mettre en évidence l'appartenance «Passeport Tourisme» sur le site affecté.

Engagements conseillés :

- Participer aux événements organisés par les services de l'Etat, du Conseil Régional ou du Conseil Départemental : «Journées Européennes du Patrimoine», «Nuit Européenne des Musées», «Rendez-vous aux Jardins»...

- Améliorer la qualité de l'accueil :
 - *S'équiper d'un répondeur téléphonique communiquant un message clair, précis, et si possible, traduit en anglais et/ou allemand.*
 - *Traduire tous ses outils de communication et de médiation en langue étrangère (anglais, allemand...).*
 - *Proposer sur place une offre de boissons (sous forme, par exemple, de fontaine à eau).*
 - *S'engager dans un processus d'obtention de signes, marques ou labels de qualité (ex. : Qualité Tourisme).*

ARTICLE 3 - Engagements de Destination 70

Destination 70 s'engage à :

- L'organisation d'un éducteur sous la forme d'une journée technique ouverte aux membres du réseau du Passeport et à l'ensemble des prestataires touristiques des Vosges du Sud.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Le financement du «Passeport Tourisme» 2019-2020 est assuré, pour moitié, par Destination 70, et pour moitié, par les quatre partenaires que sont la Communauté de Communes des 1 000 Etangs, la Communauté de Communes Rahin et Chérimont, la Communauté de Communes du Pays de Lure et l'Office de Tourisme de Luxeuil-les-Bains Vosges du Sud, indépendamment du nombre de sites inscrits et de la diffusion du nombre de passeports.

ARTICLE 5 - FONCTIONNEMENT DU RESEAU - 2019

Le réseau fonctionne sur le volontariat et la proactivité de chaque site. Pour 2019, l'organisation suivante a été proposée par les sites :

- **Communauté de Communes du Pays de Lure** : pilotage de l'édition du support avec intégration des sites de loisirs.
- **Office de Tourisme de Luxeuil-les-Bains Vosges du Sud** : récolte des éléments de mise à jour des données des sites patrimoniaux et jardins et intégration des sites entrants (Musée Peugeot).
- **Ronchamp Tourisme / Destination 70** : réalisation, déploiement et suivi des données statistiques d'évaluation du Passeport (un fichier à remplir par chaque site et à renvoyer pour traitement selon indications de Ronchamp Tourisme).
- **Porterie de Notre-Dame du Haut** : animation du réseau pour les sites patrimoniaux et jardins.

ARTICLE 6 - Exclusion du «Passeport Tourisme»

En cas de non-respect par le site de ses engagements, Destination 70, après avis des partenaires, pourra décider l'exclusion du site du réseau, dans l'hypothèse où le dispositif perdurerait au-delà de 2020.

ARTICLE 7 - Durée et date d'effet de la présente convention

La présente convention est conclue à partir de la date de signature, jusqu'au 30 novembre 2020.

ARTICLE 8 - Résiliation

La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prendra effet un mois après réception de ce courrier, et ne donnera droit à aucune indemnité pour l'une ou l'autre des parties.

Fait en deux exemplaires à Vesoul, le :

Pour Destination 70
Agence de Développement
Touristique de la Haute-Saône
Le Président,

Pour la Ville de Belfort
Pour le Maire,
L'Adjointe déléguée,

Jean-Jacques SOMBSTHAY

Marie ROCHETTE de LEMPDES

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 19-122

**Convention avec
l'Institut Supérieur des
Beaux-Arts de Besançon
(ISBA) dans le cadre
d'un partenariat
artistique et culturel**

SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DERROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY

~~~~~

La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



CONSEIL MUNICIPAL du 25 septembre 2019

DELIBERATION N° 19-122

de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES
Adjointe chargée de la culture

Direction Culture, Sports et Tourisme
Musées

Références MV/JLG/SG
Mots-clés Musées - Juridique
Code matière 8.9

Objet : Convention avec l'Institut Supérieur des Beaux-Arts de Besançon (ISBA) dans le cadre d'un partenariat artistique et culturel

La Ville de Belfort souhaite, pour ses musées, initier des réseaux professionnels afin d'enraciner son action dans le territoire régional. Par ailleurs, de tels réseaux ont pour objectifs de faire rayonner ses collections et son action culturelle, et d'imaginer de nouveaux projets d'expositions dans le domaine de l'art contemporain.

L'Institut Supérieur des Beaux-Arts de Besançon (ISBA) a pour objectifs de travailler avec des Centres d'Art, Musées, collectifs et associations d'artistes sur le territoire de la région Bourgogne Franche-Comté, et développe, à ce titre, une stratégie de conventionnement avec ses partenaires.

Le partenariat vise à rendre principalement possibles les actions suivantes :

- des commissariats conjoints pour l'organisation d'expositions photographiques lors du Mois de la Photographie à Belfort (en avril de chaque année) ;
- des commissariats conjoints pour l'organisation d'expositions de jeunes artistes issus de l'ISBA à la Tour 46 de Belfort ;
- une ingénierie pour les acquisitions en matière d'art contemporain sur les thématiques définies dans le Projet Scientifique et Culturel des Musées de Belfort, et notamment la notion de «frontière» ;
- l'organisation de stages pluridisciplinaires : communication, scénographie, etc.

Des avenants à cette convention seront réalisés pour chacun des projets, avec un détail des engagements pour les deux parties, et le cas échéant, il sera fait mention également des engagements financiers.

L'engagement financier de la Ville de Belfort pourra se monter annuellement au maximum à 20 000 € TTC pour l'ensemble des projets développés.

Les dépenses afférentes seront affectées au budget général de fonctionnement des Musées.

Le conventionnement est proposé pour une durée de trois ans.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour, 0 contre et 0 abstention,

(M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Emmanuel FILLAUDEAU ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver les termes de la convention à intervenir avec l'Institut Supérieur des Beaux-Arts de Besançon,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à la signer, ainsi que ses avenants.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINT- TERROIRE


La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 1 OCT. 2019

Convention de partenariat

Entre, d'une part :

L'Institut Supérieur des Beaux-Arts de Besançon, représenté par M. Laurent DEVEZE, son Directeur, dûment habilité à signer le présent document par délibération du Conseil d'Administration du 6 juin 2017,

Ci-après désigné « **l'ISBA** » ;

Et, d'autre part :

La Ville de Belfort dont le siège est situé place d'Armes - 90020 BELFORT Cedex, représentée par M. Damien MESLOT, Maire, dûment habilité à agir aux présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 25 septembre 2019,

Ci-après désignée : « **Ville de BELFORT** » ;

Préambule :

La Ville de Belfort souhaite, pour ses musées, initier des réseaux professionnels afin d'enraciner son action dans le territoire régional. Par ailleurs, de tels réseaux ont pour objectifs de faire rayonner ses collections et son action culturelle, et d'imaginer de nouveaux projets d'expositions dans le domaine de l'art contemporain.

L'ISBA se félicite de travailler avec des Centres d'Art, Musées, collectifs, et associations d'artistes sur le territoire de la région Bourgogne Franche-Comté. Pour ce faire, une convention doit lier les deux entités.

Le présent document a pour but de manifester et d'entériner l'entente existante entre ces deux structures, de signifier leur volonté de coopérer dans un ensemble de projets culturels, et d'échanges.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

Le premier objectif de cette convention est de signifier les échanges entre les deux entités et de permettre des projets divers et variés, et principalement sur les actions suivantes :

- des commissariats conjoints pour l'organisation d'expositions photographiques lors du Mois de la Photographie à Belfort (en avril de chaque année),
- des commissariats conjoints pour l'organisation d'expositions de jeunes artistes issus de l'ISBA à la Tour 46 de Belfort,
- une ingénierie pour les acquisitions en matière d'art contemporain sur les thématiques définies dans le Projet Scientifique et Culturel des Musées de Belfort, et notamment la notion de « frontière »,
- l'organisation de stages pluridisciplinaires: communication, scénographie, etc.

Article 2 :

Des avenants à cette convention seront réalisés pour chacun des projets, avec un détail des engagements pour les deux parties, et le cas échéant, il sera fait mention également des engagements financiers.

L'engagement financier de la Ville de Belfort pourra se monter annuellement au maximum à 20 000 € TTC pour l'ensemble des projets développés. Les dépenses afférentes seront affectées au budget général de fonctionnement des Musées.

Article 3 :

La communication concernant les projets devra comporter le logo des deux parties.

Article 4 :

Ces projets, principalement d'échanges, peuvent aussi recouvrir des domaines divers : expositions, conférences, résidences, prêt de matériel, aide à la production. La présente convention n'est limitative, ni dans les formes, ni dans les thèmes de coopération.

Article 5 :

La présente convention est triennale et renouvelable sur simple accord des représentants des deux parties. Elle peut-être dénoncée, sans préavis, par l'une ou l'autre des parties, sur envoi à l'autre partie d'un courrier officiel émanant de sa direction.

Aucune indemnité ne sera due à ce titre par la partie qui résilie.

Article 6 :

Les parties s'engagent à régler à l'amiable les différends portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention. En cas d'échec et de litige persistant, la partie la plus diligente saisira le Tribunal Administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires, à Besançon, le

Pour la Ville de Belfort
Pour le Maire,
L'Adjointe déléguée,

Pour l'ISBA
Le Directeur,

Marie ROCHETTE de LEMPDES

Laurent DEVEZE

Objet de la délibération

N° 19-123

**Convention de
partenariat entre la Ville
de Belfort et la Ville de
Valdoie relative à la
vidéoprotection de la
Ville de Valdoie**

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROUY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique

Références : GP/JJL/MM
Mots-clés : Sécurité
Code matière 6.1

Objet : Convention de partenariat entre la Ville de Belfort et la Ville de Valdoie relative à la vidéoprotection de la Ville de Valdoie

Depuis 2016, le Centre opérationnel de commandement et de supervision de la Ville de Belfort assure le visionnage et le traitement des images de vidéoprotection des caméras déployées par la Ville d'Essert (3 caméras) et par le Grand Belfort pour ses équipements UPEP (3 caméras), déchetteries (3 caméras), stade nautique (15 caméras) et pour la zone des loisirs de la Douce (9 caméras).

Compte tenu de l'efficacité de la vidéoprotection en matière de sécurité et de prévention de la délinquance, la Ville de Valdoie a décidé l'installation de trois caméras sur son territoire communal et sollicite la Ville de Belfort pour que ces dernières puissent être reliées à son Centre opérationnel de commandement et de supervision, et les images traitées par ses opérateurs de vidéoprotection.

Le système de vidéoprotection développé par la Ville de Valdoie vise à assurer la protection des personnes et des biens dans les périmètres vidéoprotégés de la place Larger (place de la Mairie), du Centre Jean Moulin et du gymnase du Monceau.

Pour encadrer juridiquement le visionnage et le traitement des images des caméras de vidéoprotection de la Ville de Valdoie par le Centre opérationnel de commandement et de supervision de la Ville de Belfort, un conventionnement doit être établi.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 3 contre (Mme Francine GALLIEN, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ) et 6 abstentions (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

DECIDE

d'autoriser le visionnage et le traitement des images des caméras de vidéoprotection de la Ville de Valdoie par le Centre opérationnel de commandement et de supervision de la Ville de Belfort,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer tous actes administratif, juridique et financier relatifs au visionnage et au traitement des images des caméras de vidéoprotection de la Ville de Valdoie par le Centre opérationnel de commandement et de supervision de la Ville de Belfort.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 1 OCT. 2019



**Convention de partenariat
entre la Ville de Valdoie
et la Ville de BELFORT relative
à la vidéoprotection
de la Ville de Valdoie**

ENTRE

La Ville de Belfort, sise Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, place d'Armes - 90020 Belfort Cedex,

Représentée par son Maire en exercice, M. Damien MESLOT, dûment habilité à signer la présente convention en vertu d'une délibération du 25 septembre 2019,

Et

La Ville de Valdoie, sise Hôtel de Ville, 1 Place André Larger, 90300 Valdoie

Représentée par sa Maire en exercice, Madame Corinne COUDEREAU, dûment habilitée à signer la présente convention en vertu d'une délibération du ...

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2122-21,

Vu le Code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L.251-1 et suivants,

Vu le Code civil, et notamment son article 9,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée,

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance,

Vu l'arrêté préfectoral n°200712202256 du 20 décembre 2007 autorisant l'exploitation du système de vidéosurveillance par la Ville de Belfort,

Vu la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance du grand Belfort Communauté d'Agglomération signée le 16 octobre 2017,

Vu l'avis de la Commission Départementale de Vidéoprotection du ...,

CONSIDERANT que la Ville de Valdoie souhaite mettre un place un dispositif de vidéoprotection sur son territoire,

CONSIDERANT que la Ville de BELFORT dispose d'un centre de Supervision Urbain,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de partenariat entre la Ville de Valdoie et la Ville de Belfort, en ce qui concerne l'exploitation de la vidéoprotection urbaine sur le territoire de la commune de Valdoie.

ARTICLE 2 : Objectifs du dispositif de vidéosurveillance de l'espace public

La mise en place d'un système de vidéoprotection urbaine vise à prévenir la survenance de troubles à la tranquillité publique et garantir la sécurité des personnes et des biens.

La vidéosurveillance s'intègre, en ce sens, au panel d'actions et d'outils préventifs et dissuasifs développés dans le cadre partenarial de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2017/2020 du Grand Belfort Communauté d'Agglomération signée le 16 octobre 2017.

ARTICLE 3 : Implantation de caméras de vidéoprotection par la Ville de Valdoie

Le système de vidéoprotection développé par la Ville de Valdoie vise à assurer la protection des personnes et des biens dans le périmètre vidéoprotégé de la Place de la Mairie, du Centre Jean Moulin et du Gymnase du Monceau.

La Ville de Valdoie s'engage à positionner les caméras conformément à la réglementation en vigueur. En particulier, aucune caméra ne sera placée de manière à permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitation ni, de façon spécifique, celles de leurs entrées. Des procédés de masquage irréversible de ces zones doivent être mis en œuvre si jamais cela devait être le cas.

L'ensemble du matériel de vidéoprotection est acquis par la Ville de Valdoie. Elle s'engage ainsi, en sa qualité de propriétaire, à assurer la maintenance de son matériel de vidéoprotection et à signaler à la Ville de Belfort (C.O.C.S. - Centre Opérationnel de Commandement et de Supervision), sans délai, tous dysfonctionnements.

ARTICLE 4 : La vidéoprotection de la Ville de Valdoie par le Centre de Supervision de la Ville de Belfort

La Ville de Belfort, via son Centre Opérationnel de Commandement et de Supervision, s'engage à veiller à la sécurisation des personnes et des biens dans les zones citées dans l'article 3. A ce titre, la Ville de Belfort sera contrainte par une obligation de moyens et non par une obligation de résultats.

La Ville de Belfort informera la Ville de Valdoie des faits survenus sur son territoire et repérés par les agents du Centre Opérationnel de Commandement et de Supervision (une main courante est rédigée en ce sens et sera transmise sans délai par e-mail au Directeur Général des Services de la Ville de Valdoie).

Concrètement, les opérateurs de vidéosurveillance veilleront plus particulièrement à signaler les stationnements gênants, les dépôts non autorisés d'encombrants, les atteintes de toute nature aux personnes ou aux biens, les attroupements gênants, l'utilisation d'engins motorisés non autorisés.

Seules les personnes habilitées par la Préfecture ont accès au centre de supervision et au visionnage des images.

Les images enregistrées par le Centre Opérationnel de Commandement et de Supervision sont automatiquement écrasées par le logiciel après 20 jours.

Le Maire de la Ville de Valdoie pourra solliciter les agents du centre de supervision urbain pour mettre en œuvre des surveillances approfondies.

ARTICLE 5 : Transmission des images au Centre d'Information et de Commandement de la Police Nationale

La Ville de Valdoie est informée que les images relayées au Centre Opérationnel de Commandement et de Supervision de la Ville de Belfort sont susceptibles d'être transmises au Centre d'Information et de Commandement de la Police Nationale. Cette transmission est soit demandée par les agents de la Police Nationale soit décidée par les opérateurs du Centre Opérationnel de Commandement et de Supervision en cas de survenance de faits délictueux (les transmissions d'images à la Police Nationale font l'objet d'un recensement quotidien sur une main courante qui sera transmise sans délai au Directeur Général des Services de la Ville de Valdoie).

ARTICLE 6 : Conditions financières

La Ville de Valdoie participe financièrement au fonctionnement du Centre Opérationnel de Commandement et de Supervision de la Ville de Belfort. Sa quote-part sera calculée chaque année en tenant compte du nombre de caméras que la Ville de Valdoie confie en gestion au Centre Opérationnel de Commandement et de Supervision de la Ville de Belfort.

Coût annuel du Centre de supervision* x $\frac{\text{nombre de caméras de la Ville de Valdoie}}{\text{nombre total de caméras gérées par le CSU}}$

(*coût annuel du CSU : masse salariale, assurance du personnel (responsabilité civile et protection juridique) et maintenance)

Cette participation sera effective à la date de raccordement des caméras au centre de supervision urbain de la Ville de Belfort.

ARTICLE 7 : Durée de la présente convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature par la dernière des parties contractantes. Elle ne peut être renouvelée par tacite reconduction.

ARTICLE 8 : Avenant

Toute modification affectant la présente convention doit faire l'objet d'un avenant écrit. Aucune entente verbale ne pourra lier la Ville de Belfort et la Ville de Valdoie.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 : Responsabilité - Assurance

Chacune des parties contractantes est seule responsable du respect des obligations qui lui incombe.

Chaque partie fera son affaire personnelle de la souscription de toute police s'assurance qu'elle estimera nécessaire pour couvrir les responsabilités visées ci-avant.

En particulier, la Ville de Belfort ne saura être tenue responsable de tout dommage affectant le matériel de vidéoprotection, propriété de la Ville de Valdoie. Cette dernière fera son affaire de souscrire, le cas échéant, toutes les assurances nécessaires à la couverture de tout sinistre pouvant affecter son matériel.

De même, la Ville de Valdoie ne saura être tenue responsable de tout dommage affectant le matériel déposé au Centre Opérationnel de Commandement et de Supervision. La Ville de Belfort fera son affaire de souscrire, le cas échéant, toutes les assurances nécessaires à la couverture de tout sinistre pouvant affecter son matériel.

ARTICLE 10 : Résiliation

ARTICLE 10.1 : Procédure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention cadre, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 10.2 : Effets

Quelle que soit la cause de résiliation de la convention, aucune indemnité ne sera versée par la Partie à l'origine de la résiliation à l'autre Partie contractante.

ARTICLE 11 : Litige

En cas de litige relatif à la bonne exécution du présent contrat, les parties s'engagent à coopérer pleinement avec diligence et bonne foi en vue de trouver une solution amiable.

Si le désaccord devait néanmoins persister, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents.

ARTICLE 12 : Droit applicable

La présente convention est régie par le droit français.

Fait à Belfort, le

Le Maire
de la Ville de Belfort,

Damien MESLOT

La Maire
de la Ville de Valdoie,

Corinne COUDEREAU

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 19-124

SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

**Convention de
partenariat entre la Ville
de Belfort et Territoire
habitat relative à la
vidéoprotection et à la
médiation sociale**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique

Références : GP/JJL/MM
Mots-clés : Sécurité
Code matière 6.1

Objet : Convention de partenariat entre la Ville de Belfort et Territoire habitat relative à la vidéoprotection et à la médiation sociale

Territoire habitat a récemment réalisé un audit sur la sécurité de son parc locatif social. Parmi les axes préconisés par les auditeurs, il apparaît la nécessité de renforcer, d'une part, la vidéoprotection dans les parties communes des immeubles, mais aussi dans les espaces extérieurs publics à proximité de ces derniers, et d'autre part, les actions de médiation sociale, notamment dans la perspective de réguler les attroupements.

Au regard de ces axes prioritaires, Territoire habitat a sollicité la Ville de Belfort pour développer un partenariat en termes de vidéoprotection et de médiation sociale.

S'agissant de la vidéoprotection, au regard des problématiques de sécurité recensées, Territoire habitat souhaiterait installer des caméras de vidéoprotection aux abords des immeubles des rues Léon Blum, Général Béthouart, René Payot, Commandant Dufay, Irène et Frédéric Joliot-Curie et place des Cités Unies. Ces caméras seront installées sur l'espace public et permettront de vidéoprotéger la voie publique, mais aussi les entrées des immeubles de Territoire habitat.

Le coût global d'installation de ces six caméras s'élève à 120 728 euros, et Territoire habitat propose d'en financer 75 %, soit 90 546 euros. Le reste à charge pour la Ville de Belfort s'élève à 30 182 euros, dont le FIPD prendra en charge 80 %. Le reste à charge final s'élève donc à 6 036 euros pour la Ville de Belfort.

Pour une gestion optimum de ces caméras, elles seront reliées au Centre opérationnel de commandement et de supervision de la Ville de Belfort, et les images seront ainsi traitées par les opérateurs de vidéoprotection. Territoire habitat propose alors de participer financièrement au fonctionnement du Centre de supervision urbain, et une convention de partenariat entre la Ville de Belfort et Territoire habitat sera établie en ce sens.

S'agissant de la médiation sociale, les agents du service de médiation sociale de la Ville de Belfort sont régulièrement amenés à intervenir au sein du parc locatif social de Territoire habitat pour réguler des problématiques d'attroupements, de dégradations ou de nuisances dans les halls ou les cages d'escaliers.

Par ailleurs, en matière de prévention de la délinquance et de la récidive, les médiateurs accompagnent régulièrement des individus, issus du parc locatif social de Territoire habitat, en TIG, en mesures de réparation pénale ou en mesures de responsabilisation.

Face à ce constat, Territoire habitat souhaite pérenniser l'intervention actuelle des médiateurs de la Ville de Belfort et propose une convention de partenariat qui permettra de valoriser financièrement l'intervention des médiateurs dans le parc locatif social Belfortain.

Le montant de cette participation sera calculé chaque année sur la base du coût moyen horaire d'un médiateur social et en fonction du nombre d'heures d'intervention des médiateurs consacré au parc locatif social de Territoire habitat (750 heures en 2018 dont 350 en prévention situationnelle et 400 heures en accompagnement individuel).

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour, 2 contre (M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ) et 5 abstentions (Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Emmanuel FILLAUDEAU),

(Mme Samia JABER, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'autoriser l'installation de six caméras de vidéoprotection cofinancées par la Ville de Belfort et Territoire habitat,

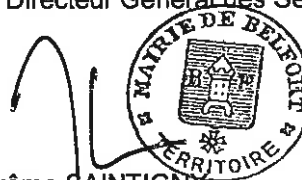
d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer tous actes administratif, juridique et financier relatifs à la participation financière de Territoire habitat au fonctionnement du Centre opérationnel de commandement et de supervision et du service de médiation sociale de la Ville de Belfort.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage





**Convention de partenariat entre
la Ville de Belfort
et Territoire habitat relative
à la médiation sociale**

ENTRE

La Ville de Belfort, sise Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, Place d'Armes, 90020 Belfort Cedex

Représentée par son Maire en exercice, M. Damien MESLOT, dûment habilité à signer la présente convention en vertu d'une délibération en date du 25 septembre 2019

Et

Territoire Habitat, sis 44 rue Parant, 90 000 Belfort

Représenté par son Directeur Général, M. Jean Sébastien PAULUS, dûment habilité à signer la présente convention en vertu d'une délibération en date du ...

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2122-21,

Vu la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance du Grand Belfort Communauté d'Agglomération signée le 16 octobre 2017,

CONSIDERANT que Territoire Habitat souhaite mettre un place un dispositif de médiation sociale dans son parc locatif,

CONSIDERANT que la Ville de BELFORT dispose d'un service de médiation sociale composé de cinq agents,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de partenariat entre Territoire Habitat et la Ville de Belfort, en ce qui concerne la médiation sociale dans le parc locatif social de Territoire Habitat.

ARTICLE 2 : Objectifs du dispositif de vidéosurveillance de l'espace public

La mise en place d'un dispositif de médiation sociale vise à prévenir la survenance de troubles à la tranquillité publique et garantir la sécurité des personnes et des biens.

La médiation sociale s'intègre, en ce sens, au panel d'actions et d'outils préventifs développés dans le cadre partenarial de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2017/2020 du Grand Belfort Communauté d'Agglomération signée le 16 octobre 2017.

ARTICLE 3 : Intervention des médiateurs sociaux de la Ville de Belfort au sein du parc locatif de Territoire Habitat

Territoire Habitat communique à la Ville de Belfort, lors de la cellule de régulation, les faits recensés par les gardiens de son parc locatif. En cas d'urgence, ces informations peuvent être transmises directement au coordonnateur du service de médiation sociale ou au Directeur de la sécurité et de la tranquillité publique de la Ville de Belfort.

Les médiateurs sociaux s'engagent à assurer une présence dans le parc locatif de Territoire Habitat. La régularité des passages des médiateurs sera définie par eux-mêmes en fonction de l'évolution de la situation. A ce titre, la Ville de Belfort sera contrainte par une obligation de moyens et non par une obligation de résultats.

Le service de médiation sociale fonctionne du lundi au samedi de 10h00 à 20h00. Ces horaires sont susceptibles d'évoluer en fonction des besoins du service.

Territoire Habitat s'engage à fournir aux médiateurs les badges leur permettant d'avoir accès aux différentes parties communes des immeubles.

Un compte rendu, sous forme de tableau d'activités, faisant état des interventions des médiateurs dans le parc locatif, sera transmis chaque semaine à Territoire Habitat.

Un bilan annuel sera transmis à Territoire Habitat faisant notamment apparaître le nombre d'heures d'intervention des médiateurs consacré au parc locatif social de Territoire Habitat tant en prévention situationnelle qu'en accompagnement individuel.

ARTICLE 6 : Conditions financières

Territoire Habitat participe au fonctionnement du service de médiation sociale de la Ville de Belfort.

Le montant de cette participation sera calculé (sur justificatif) chaque année sur la base du coût moyen horaire d'un médiateur social et en fonction du nombre d'heures d'intervention des médiateurs consacré au parc locatif social de Territoire Habitat. Le montant annuel de cette participation ne pourra dépasser le plafond de 20 000 euros.

ARTICLE 7 : Durée de la présente convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature par la dernière des parties contractantes. Elle ne peut être renouvelée par tacite reconduction.

ARTICLE 8 : Avenant

Toute modification affectant la présente convention doit faire l'objet d'un avenant écrit. Aucune entente verbale ne pourra lier la Ville de Belfort et Territoire Habitat.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 : Responsabilité - Assurance

Chacune des parties contractantes est seule responsable du respect des obligations qui lui incombe.

Chaque partie fera son affaire personnelle de la souscription de toute police d'assurance qu'elle estimera nécessaire pour couvrir les responsabilités visées ci-avant.

ARTICLE 10 : Résiliation

ARTICLE 10.1 : Procédure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention cadre, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 10.2 : Effets

Quelle que soit la cause de résiliation de la convention, aucune indemnité ne sera versée par la Partie à l'origine de la résiliation à l'autre Partie contractante.

ARTICLE 11 : Litige

En cas de litige relatif à la bonne exécution du présent contrat, les parties s'engagent à coopérer pleinement avec diligence et bonne foi en vue de trouver une solution amiable.

Si le désaccord devait néanmoins persister, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents.

ARTICLE 12 : Droit applicable

La présente convention est régie par le droit français.

Fait à Belfort, le ...

**Le Maire de la
Ville de Belfort**

**Le Directeur de
Territoire habitat**

Damien MESLOT

Jean Sébastien PAULUS



**Convention de partenariat
entre la Ville de Belfort
et Territoire habitat
relative à la vidéoprotection**

ENTRE

La Ville de Belfort, sise Hôtel de Ville et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, Place d'Armes, 90 020 Belfort Cedex

Représentée par son Maire en exercice, M. Damien MESLOT, dûment habilité à signer la présente convention en vertu d'une délibération du 25 septembre 2019

Et

Territoire Habitat, sis 44 bis rue André Parant, 90 000 Belfort

Représentée par son Directeur général, M. Jean Sébastien PAULUS, dûment habilité à signer la présente convention en vertu d'une délibération du ...

Vu le Code Général des Collectivités Territoriale, et notamment son article L.2122-21,

Vu le Code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L.251-1 et suivants,

Vu le Code civil, et notamment son article 9,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée,

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance,

Vu l'arrêté préfectoral n°200712202256 du 20 décembre 2007 autorisant l'exploitation du système de vidéosurveillance par la Ville de Belfort,

Vu la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance du Grand Belfort Communauté d'Agglomération signée le 16 octobre 2017,

CONSIDERANT que Territoire Habitat souhaite mettre un place un dispositif de vidéoprotection à proximité de son parc locatif social,

CONSIDERANT que la ville de BELFORT dispose d'un Centre de Supervision Urbain,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de partenariat entre Territoire Habitat et la Ville de Belfort, en ce qui concerne l'installation et l'exploitation de la vidéoprotection, sur le territoire de la commune de Belfort, inclus dans les périmètres cités à l'article 3.

ARTICLE 2 : Objectifs du dispositif de vidéosurveillance de l'espace public

La mise en place d'un système de vidéoprotection urbaine vise à prévenir la survenance de troubles à la tranquillité publique et garantir la sécurité des personnes et des biens.

La vidéosurveillance s'intègre, en ce sens, au panel d'actions et d'outils préventifs et dissuasifs développés dans le cadre partenarial de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2017/2020 du Grand Belfort Communauté d'Agglomération signée le 16 octobre 2017.

ARTICLE 3 : Implantation de caméras de vidéoprotection

Le système de vidéoprotection développé par la Ville de Belfort et Territoire Habitat vise à assurer la protection des personnes et des biens dans le périmètre vidéoprotégé des rues Léon Blum, Général Béthouart, René Payot, Commandant Dufay, Irène et Frédéric Joliot-Curie et Place des Cités Unies.

La Ville de Belfort s'engage à positionner les caméras conformément à la réglementation en vigueur. En particulier, aucune caméra ne sera placée de manière à permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitation. Des procédés de masquage irréversible de ces zones seront mis en œuvre si jamais cela devait être le cas.

L'ensemble du matériel de vidéoprotection est acquis par la Ville de Belfort. Elle s'engage ainsi, en sa qualité de propriétaire, à assurer la maintenance de son matériel de vidéoprotection.

ARTICLE 4 : La vidéoprotection par le Centre de Supervision de la Ville de Belfort

La Ville de Belfort, via son Centre Opérationnel de Commandement et de Supervision, s'engage à veiller à la sécurisation des personnes et des biens dans les zones citées dans l'article 3. A ce titre, la Ville de Belfort sera contrainte par une obligation de moyens et non par une obligation de résultats.

Les opérateurs de vidéosurveillance veilleront plus particulièrement à signaler les stationnements gênants, les dépôts non autorisés d'encombrants, les atteintes de toute nature aux personnes ou aux biens, les attroupements gênants, l'utilisation d'engins motorisés non autorisés.

Seules les personnes habilitées par la Préfecture ont accès au centre de supervision et au visionnage des images.

Les images enregistrées par le Centre Opérationnel de Commandement et de Supervision sont automatiquement écrasées par le logiciel après 20 jours.

ARTICLE 5 : Transmission des images au Centre d'Information et de Commandement de la Police Nationale

Territoire Habitat est informée que les images relayées au Centre Opérationnel de Commandement et de Supervision de la Ville de Belfort sont susceptibles d'être transmises au Centre d'Information et de Commandement de la Police Nationale. Cette transmission est soit demandée par les agents de la Police Nationale soit décidée par les opérateurs du Centre de supervision urbain en cas de survenance de faits délictueux.

ARTICLE 6 : Conditions financières

Territoire Habitat participe à l'acquisition des six caméras cités à l'article 3 à hauteur de 75 % soit 90 546 euros hors taxes.

Territoire Habitat participe financièrement au fonctionnement du Centre Opérationnel de Commandement et de Supervision de la Ville de Belfort. Sa quote-part sera calculée chaque année de la manière suivante :

$40 \% \times (\text{Coût annuel du Centre de supervision}^* \times \frac{\text{6 caméras citées ci-dessus}}{\text{nombre total de caméras gérées par le CSU}})$

(*coût annuel du CSU : masse salariale, assurance du personnel (responsabilité civile et protection juridique) et maintenance)

Cette participation sera effective à la date de raccordement des caméras au centre de supervision urbain de la Ville de Belfort

ARTICLE 7 : Durée de la présente convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature par la dernière des parties contractantes. Elle ne peut être renouvelée par tacite reconduction.

ARTICLE 8 : Avenant

Toute modification affectant la présente convention doit faire l'objet d'un avenant écrit. Aucune entente verbale ne pourra lier la Ville de Belfort et Territoire Habitat.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 : Responsabilité - Assurance

Chacune des parties contractantes est seule responsable du respect des obligations qui lui incombe.

Chaque partie fera son affaire personnelle de la souscription de toute police d'assurance qu'elle estimera nécessaire pour couvrir les responsabilités visées ci-avant.

ARTICLE 10 : Résiliation

ARTICLE 10.1 : Procédure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 10.2 : Effets

Quelle que soit la cause de résiliation de la convention, aucune indemnité ne sera versée par la Partie à l'origine de la résiliation à l'autre Partie contractante.

ARTICLE 11 : Litige

En cas de litige relatif à la bonne exécution du présent contrat, les parties s'engagent à coopérer pleinement avec diligence et bonne foi en vue de trouver une solution amiable.

Si le désaccord devait néanmoins persister, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents.

ARTICLE 12 : Droit applicable

La présente convention est régie par le droit français.

Fait à Belfort, le

**Le Maire de la
Ville de Belfort**

**Le Directeur Général
de Territoire habitat**

Damien MESLOT

Jean-Sébastien PAULUS

Objet de la délibération

N° 19-125

Convention avec le
Groupement
d'employeurs Profession
Sport et Loisirs – Mise à
disposition d'éducateurs
sportifs

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY

La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



CONSEIL MUNICIPAL du 25 septembre 2019

DELIBERATION N° 19-125
de M. Pierre-Jérôme COLLARD
Adjoint chargé des sports

Direction des Sports

Références : CV/MT
Mots-clés : Actions Sportives
Code matière : 9.1

***Objet : Convention avec le Groupement d'employeurs Profession Sport et Loisirs -
Mise à disposition d'éducateurs sportifs***

Chaque année, la Ville de Belfort passe convention avec le Groupement d'employeurs Profession Sport et Loisirs pour l'emploi de personnels diplômés.

Cette convention concerne les éducateurs sportifs mis à disposition, intervenant pour les activités sportives municipales organisées pendant le temps extrascolaire par le Service des Sports et le Service Education/Jeunesse, en complément des éducateurs sportifs territoriaux et des animateurs territoriaux de la Ville.

En qualité d'employé du Groupement d'employeurs Profession Sport et Loisirs, l'éducateur bénéficie de la mutualisation de ses heures effectuées auprès de plusieurs structures. Le coût horaire facturé par le Groupement d'employeurs Profession Sport et Loisirs est calculé en fonction des heures effectuées par l'éducateur, l'ancienneté et les congés payés.

Le tarif horaire étant indexé sur l'évolution du point d'indice de la fonction publique, il sera maintenu à 14,17 € brut de l'heure pour 2020.

Pour la période de juillet 2018 à juin 2019, ce partenariat représente une dépense de 38 005,83 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour, 0 contre et 0 abstention,

(Mme Latifa GILLIOTTE, M. Marc ARCHAMBAULT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'autoriser :

- . la reconduction de la convention, qui régit les modalités d'emploi et de rémunération des personnels mis à disposition, avec le Groupement d'employeurs Profession Sport et Loisirs,
- . M. le Maire, ou son représentant, à la signer.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 1 OCT. 2019

CONVENTION

Pour la mise à disposition de compétences sportives et/ou socio culturelles

Entre :

GROUPEMENT D'EMPLOYEURS PROFESSION SPORT LOISIRS, ci-après désigné **GEPSL** - Maison départementale des sports, 16 chemin de Courvoisier, 25 000 BESANCON, représenté par Monsieur Dominique MULET, son Président,

Et :

La Ville de Belfort, ci-après désigné l'adhérent - Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, Place d'Armes, 90020 BELFORT Cedex, représentée par Monsieur Damien MESLOT, son Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 25 septembre 2019.

I - OBJET DE LA PRESENTE MISE A DISPOSITION

Les objectifs de l'Association GEPSL consistent à développer dans le cadre plus général du développement économique et social, les pratiques sportives éducatives et culturelles visant l'emploi à temps plein des éducateurs, animateurs de ces disciplines.

Le cosignataire de la présente convention est présumé être directement et personnellement bénéficiaire des interventions des salariés du GEPSL, la sous-traitance étant interdite.

CONDITIONS GENERALES

II - CONDITIONS D'EXECUTION DE LA CONVENTION

- a) Les salariés de l'Association GEPSL sont mis au service de l'adhérent, qui assumera ses responsabilités, conformément aux règles en vigueur, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, notamment en ce qui concerne les dommages pouvant être causés ou subis par l'un des salariés de l'Association GEPSL.

A cet égard, l'adhérent déclare expressément avoir contracté et maintenu en état de validité toutes les assurances propres à garantir la totalité des risques liés à l'exécution de la présente convention et à l'activité.

- b) Les salariés mis à la disposition de l'adhérent relèvent de la seule autorité de ce dernier pendant la durée de la mission.

c) L'adhérent doit, en toute circonstance, se conformer aux textes législatifs et réglementaires en vigueur, notamment en ce qui concerne les règles de sécurité du travail et de l'hygiène. L'Association GEPSL se voit reconnaître le droit de retirer sans préavis ni indemnité tout salarié mis à disposition pour le non respect des conditions de la présente convention.

d) L'adhérent, doit fournir tous les matériels pédagogiques nécessaires, en bon état de fonctionnement, et exempts de vices ou de caractères dangereux.

e) Tout incident relatif au comportement d'un salarié de l'Association GEPSL doit être signalé à l'Association sans délai.

f) Les parties signataires de la présente convention s'accordent respectivement un délai de prévenance d'un mois en préalable à sa rupture.

L'Adhérent sera automatiquement redevable d'une indemnité définitive correspondant aux salaires, charges sociales et frais de gestion restant dus sur la période contractuelle de chaque salarié.

III - HORAIRES DE TRAVAIL ET TARIFICATIONS

a) L'adhérent doit se conformer à la législation en vigueur.

b) Le tarif horaire de base est celui mentionné au chapitre dix (grille tarifaire) de la présente convention. Le temps de travail est facturé pour chaque salarié, conformément au relevé d'heure transmis chaque mois par la ville, qui fait foi pour le paiement des salaires des intervenants.

c) Le tarif horaire de base sera régulièrement remis à jour à l'initiative de l'adhérent en fonction de l'évolution du point d'indice de la fonction publique.

IV - RELATIONS AVEC LE PERSONNEL

L'association GEPSL se réserve le droit de remplacer son personnel en cas de nécessité, et n'est pas tenue d'accepter le renvoi d'un salarié par l'adhérent ou de procéder à un remplacement à la demande de ce dernier. L'adhérent devra en toute circonstance traiter le personnel de l'Association GEPSL avec égard et dans le respect de la réglementation. En aucun cas l'adhérent ne sera autorisé à procurer directement au salarié avantage, prime et gratification. Le salarié reste soumis au règlement intérieur de l'association GEPSL tout en se soumettant également au règlement intérieur de l'adhérent.

V - PAIEMENTS DES FACTURES

Le paiement interviendra à la remise de la facture dans un délai maximum de 30 jours. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit les intérêts moratoires. Ces intérêts courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la mise en paiement du principal. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur majoré de deux points.

Pour toutes contestations relatives à l'exécution de la convention, il est donné compétence exclusive au Tribunal Administratif de Besançon. Le défaut éventuel de signature de l'adhérent de la présente convention avant la fin de la mission ne fera en aucun cas présumer d'une contestation, et ne fera pas obstacle à la facturation et à l'exigibilité immédiate du règlement dans la mesure où les heures de travail ont été réalisées.

L'adhérent déclare et reconnaît avoir pris connaissance des présentes conditions générales préalablement à sa signature.

VI - OBLIGATIONS PROFESSIONNELLES DES SALARIES MIS A DISPOSITION

D'une manière générale, tous les salariés mis à disposition de l'adhérent sont soumis au respect de l'ensemble des obligations du fonctionnaire.

Le salarié s'engage à se conformer au règlement intérieur et aux instructions de la Direction concernant les conditions d'exécution du travail. Il sera tenu à une obligation de réserve générale et à une discrétion absolue sur les renseignements de tous ordres concernant le GEPSL et l'adhérent signataire de la présente convention, dont il aura eu connaissance en raison, de son appartenance à ces deux structures.

VII - ASSUJETTISSEMENT A LA TVA

L'adhérent déclare et certifie sur l'honneur qu'il est non assujetti à la TVA, ceci afin d'obtenir la qualité de membre de l'association GEPSL.

CONDITIONS PARTICULIERES

VIII - DESCRIPTION DES MISSIONS DES PERSONNELS CONCERNES :

Les activités concernées par la mise à disposition de personnels sont les animations sportives municipales hors temps scolaire.

IX - PROGRAMMES ET LIEUX D'ACTIVITE

Les programmes ne sont pas définis dans la présente convention. Ils seront transmis systématiquement avant le démarrage des activités à l'association GEPSL

Les programmes préciseront notamment les jours et horaires d'intervention, les activités encadrées, les lieux de pratique et les publics concernés.

X - GRILLE TARIFAIRE

Les taux horaires proposés ci-dessous s'entendent net de taxe, l'association GEPSL n'étant pas assujettie sur son pôle emploi (mise à disposition de personnel, instruction ministérielle 00.099 JS du 20 juin 2000).

L'adhérent doit se conformer à la législation en vigueur en ce qui concerne la durée légale du temps de travail ; tout dépassement justifiera la majoration réglementaire du taux horaire stipulé dans la grille tarifaire. Les tarifs sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'augmentation des taux conventionnels et du smic ou des taux de cotisation réglementaires.

Taux horaire brut (éventuelle prime de précarité incluse)	Prime de Congés Payés (10% du taux horaire brut)	* Prime d'ancienneté							
		sans	1%	2%	3%	4%	5%	6%	7%
14,17 €	1,42 €		0,11 €	0,22 €	0,34 €	0,45 €	0,56 €	0,67 €	0,79 €
Salaire brut horaire payé		15,59 €	15,70 €	15,81 €	15,92 €	16,04 €	16,15 €	16,26 €	16,37 €
Taux horaire facturé	Base charges standard	26,20 €	26,47 €	26,75 €	27,02 €	27,28 €	27,49 €	27,70 €	27,92 €
	** Base assiettes forfaitaires	24,49 €	24,68 €	24,89 €	25,11 €	25,32 €	25,53 €	25,74 €	25,95 €

* la prime d'ancienneté est calculée selon un pourcentage du groupe 3 de la convention collective nationale du sport pratisé en fonction du nombre d'heures mensuelles. Le taux de cette prime est augmenté d'1% après chaque nouvelle période de 24 mois de travail effectif (plafonné à 15%).

** Pour appliquer ce tarif, le salarié doit accepter le calcul de ses cotisations sur une assiette forfaitaire. Son salaire brut mensuel toutes heures confondues (ville de Belfort et autres adhérents) ne doit pas dépasser 115 smic horaire, dans le cas contraire le salarié serait requalifié sur une base charges standard.

XI - MODE DE FACTURATION

- Les animations sportives municipales mises en place par le Service des Sports, hors temps scolaire, seront facturées mensuellement à la VILLE DE BELFORT -Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération - 90020 BELFORT Cedex.

- Les animations sportives municipales mises en place par le Service Education/Jeunesse, hors temps scolaire, seront facturées mensuellement à la VILLE DE BELFORT - Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération - 90020 BELFORT Cedex.

XII - ORGANISATION DES RELATIONS ENTRE LES SERVICES MUNICIPAUX ET LE GEPSL

Les Services des sports et Education/Jeunesse procéderont aux recrutements des compétences nécessaires dans le fichier du GEPSL et dans leur propre réseau. Ils proposeront au GEPSL les contrats à établir dans le respect de la législation sociale et de la législation des métiers du sport et de l'animation. Le GEPSL se donne le droit de refuser les candidatures ne répondant pas aux emplois proposés.

Les signataires de la présente convention s'organiseront pour évaluer régulièrement (au minimum deux rencontres annuelles) les prestations administratives et les relations entre les services.

XIII - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2020 du 1^{er} janvier au 31 décembre.
Elle pourra être reconduite expressément deux fois jusqu'en 2022 à l'initiative de l'adhérent.

Fait à Besançon le/...../20.....

<p>La ville de Belfort L'Adjoint au Maire</p> <p>Pierre-Jérôme COLLARD</p>	<p>L'association GEPSL Le Président</p> <p>Dominique MULET</p>
--	--

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 19-126

Renouvellement de la convention avec l'Ecole de Ski Français – Mise à disposition de moniteurs dans le cadre scolaire**SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY



La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



CONSEIL MUNICIPAL du 25 septembre 2019

DELIBERATION N° 19-126

de M. Pierre-Jérôme COLLARD
Adjoint chargé des sports

Direction des Sports

Références : CV/MT
Mots-clés : Actions Sportives
Code matière : 9.1

Objet : Renouvellement de la convention avec l'École de Ski Français - Mise à disposition de moniteurs dans le cadre scolaire

Dans le cadre de l'activité ski scolaire, la Ville de Belfort a passé une convention en 2018 avec l'École de Ski Français (ESF du Ballon d'Alsace) pour une période de deux ans, afin de disposer de personnels diplômés pour assurer l'encadrement des séances de ski alpin et de ski de fond proposées aux élèves des écoles élémentaires de Belfort.

Cette convention concerne les moniteurs de ski de l'École de Ski Français intervenant en complément des éducateurs sportifs territoriaux de la Ville de Belfort.

Dans le cadre du renouvellement de cette nouvelle convention, l'École de Ski Français propose une tarification pour l'intervention des moniteurs de ski du Ballon d'Alsace en journée ou demi-journée, identique aux deux dernières saisons. Pour l'hiver 2019, ce partenariat a représenté une dépense de 9 240 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour, 0 contre et 0 abstention,

(Mme Delphine MENTRE, M. Leouahdi Selim GUEMAZZI ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'autoriser la reconduction de la convention avec l'École de Ski Français qui régit les modalités d'organisation et de rémunération des personnels mis à disposition,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à la signer.


Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 1 OCT. 2019



CONVENTION
entre la VILLE de BELFORT et l'ECOLE DE SKI FRANÇAIS
DU BALLON D'ALSACE
pour la mise à disposition de moniteurs de ski

Entre les soussignés,

La Ville de Belfort, sise Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération - Place d'Armes - 90020 BELFORT Cedex, représentée par M. Damien MESLOT, Maire en exercice, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 25 septembre 2019, d'une part,

et,

L'Ecole de Ski Français du Ballon d'Alsace (ESF du Ballon d'Alsace), Bâtiment la Gentiane 90200 LEPUIX, représentée par Mme Sophie FERRER, Directrice, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Dans le cadre de l'activité ski scolaire, l'Ecole de Ski Français du Ballon d'Alsace s'engage à mettre à la disposition de la Ville de Belfort du personnel diplômé pour assurer l'encadrement des séances de ski alpin et de ski de fond proposées aux élèves des écoles élémentaires de Belfort.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet d'organiser la mise à disposition de moniteurs de ski à la ville de Belfort.

Article 2 – Durée

La convention est conclue pour la saison de ski 2020, soit du 6 janvier 2020 jusqu'à la fermeture des pistes. Elle pourra être reconduite expressément deux fois jusqu'en 2022.

Article 3 - Conditions d'encadrement des moniteurs de l'ESF

Le moniteur de ski de l'ESF du Ballon d'Alsace mis à disposition d'un groupe de 10 à 12 élèves interviendra à raison de 3 séances selon les horaires définis ci-après avec une marge de plus ou moins ¼ d'heure : de 9h30 à 11h30 et de 13h15 à 15h00.

Il est impératif que chaque classe bénéficie du même intervenant (moniteur ESF) pour les 3 séances de ski.

Si l'ESF du Ballon d'Alsace est dans l'incapacité de fournir l'encadrement demandé, celle-ci devra en aviser M. Slim MERZOUGUI, responsable des activités de plein air - tél : 06 18 91 12 34, **la veille, impérativement avant 14h00**, afin que les classes et la compagnie de transport puissent être informées.

Dans le cas où les classes n'ont pu effectuer leurs 3 séances de ski, un planning de rattrapage sera établi en concertation avec l'ESF du Ballon d'Alsace.

Article 4 - Effectifs

Une réunion avec les représentants de la Ville et de l'ESF du Ballon d'Alsace sera programmée avant le début de la saison de ski.

Il s'agira d'arrêter la période, la répartition des classes (fond/alpin), les effectifs et le personnel de l'ESF du Ballon d'Alsace nécessaire pour assurer en complément des éducateurs sportifs de la Ville l'encadrement du ski scolaire.

Article 5 - Tarifs

La Ville de Belfort s'engage à payer l'intervention des moniteurs de l'ESF du Ballon d'Alsace à raison d'un moniteur pour 12 élèves maximum, selon les tarifs suivants :

- **Journée :**
 - . ski alpin 165 € par moniteur
 - . ski de fond 180 € par moniteur
- **Demi-journée :**
 - . ski alpin 100 € par moniteur
 - . ski de fond 100 € par moniteur.

En cas de dégradation des conditions météorologiques (pluie, tempête, brouillard, ...) les séances écourtées de 1h50 de pratique seront facturées au tarif de la demi-journée.

Ces coûts se rapportent à la saison 2020. Ils pourront être actualisés par l'ESF du Ballon d'Alsace pour les saisons 2021 et 2022 sans toutefois dépasser 2 % d'augmentation.

Article 6 - Règlement

Chaque fin de semaine, un relevé des interventions des moniteurs de l'ESF du Ballon d'Alsace sera établi avec le responsable du secteur Plein air de la Ville et la directrice de l'ESF du Ballon d'Alsace.

A l'issue de la saison, l'ESF du Ballon d'Alsace adressera, sous quinzaine, au Service des Sports un relevé des séances accompagné de la facture correspondante.

Les séances annulées pour les raisons suivantes ne seront pas facturées à la Ville de Belfort :

- arrêté préfectoral interdisant toutes montées des scolaires en bus au Ballon d'Alsace, et/ou la pratique du ski de fond ou de l'Alpin au Ballon d'Alsace,
- fermeture complète du domaine de ski de Fond ou de l'Alpin par le service des pistes de la Régie : Destination Ballon,
- température ressentie si elle est de - 18° (confirmée par les bulletins météorologiques de Météo France),
- bus qui ne pourrait accéder à la station pour des causes diverses (arbre tombé en travers de la route, camion bloquant la route, route non déneigée...),
- grève des enseignants de l'Education Nationale sous réserve de prévenir 48h à l'avance.

Article 7: Résiliation

La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation, pour tout motif, par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prendra effet un mois après réception de ce courrier et ne donnera droit à aucune indemnité pour l'une ou l'autre des parties.

Article 8: Assurances

Chacune des parties contractantes déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liées à l'exécution de la prestation objet de la présente convention.

Article 9 - Litiges

Les parties s'engagent à régler de manière amiable tous différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention. A défaut d'accord amiable, la partie la plus diligente saisira le Tribunal administratif de Besançon.

Fait à Belfort, le

Pour la Ville de Belfort,
l'Adjoint délégué,

Pour l'Ecole de Ski Français
du Ballon d'Alsace,
la Directrice,

Pierre-Jérôme COLLARD

Sophie FERRER

Objet de la délibération

N° 19-127

**Avenant n° 1 du Plan
Local pour l'Insertion et
l'Emploi (P.L.I.E.) –
Prorogation durant
l'année 2020**

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019**

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY

~~~~~

La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



DELIBERATION N° 19-127

de M. Jean-Pierre MARCHAND
Adjoint chargé du CCAS et de l'insertion
(entreprises et chantiers)

Centre Communal d'Action Sociale

Références : DGAESU/PB/AM
Mots-clés : Actions Sociales - Insertion - Juridique
Code matière : 8.6

Objet : Avenant n° 1 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) - Prorogation durant l'année 2020

Le 5 novembre 2015, par délibération n° 15-179, le Conseil Municipal a autorisé M. le Maire à signer le protocole d'accord du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire de Belfort couvrant la période des années 2015 à 2019.

Ce protocole a été signé le 17 novembre 2015 par le Préfet du Territoire, la Présidente du Conseil Régional de Franche-Comté, le Président du Conseil Départemental du Territoire de Belfort, le Maire de Belfort, le Président de la M.I.F.E., le Président de la Communauté de Communes de la Haute Savoureuse, le Président de la Communauté de Communes du Tilleul et de la Bourbeuse, le Président de la Communauté de Communes du Sud Territoire, le Président de la Communauté de Communes du Pays Sous-Vosgien et le Président de la C.A.B.

Le protocole du P.L.I.E. du Territoire de Belfort 2015-2019 fait référence au programme opérationnel du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020 ; chaque année, le Département du Territoire de Belfort, en sa qualité d'organisme intermédiaire, mobilise les financements du F.S.E. pour contribuer aux différents projets et actions développés dans le cadre du P.L.I.E.

Le terme de la convention-cadre de gestion déléguée des financements F.S.E. passée entre l'État et le Département du Territoire de Belfort est fixé au 31 décembre 2020.

Aussi, au vu,

d'une part, de l'intérêt de faire coïncider le terme du protocole P.L.I.E. avec celui de la gestion déléguée au Département des financements du F.S.E.,
et

de la recomposition des collectivités publiques intervenue depuis 2015 (fusion des régions et révision des périmètres intercommunaux), d'autre part,

il est proposé de prolonger le protocole d'une année, jusqu'au 31 décembre 2020, prolongation à valider par chacune des collectivités publiques actuellement constituées.

Le protocole serait modifié, par voie d'avenant, dans sa liste de signataires (article 1 de l'avenant), dans son terme (article 2 de l'avenant), dans ses objectifs quantitatifs pour conduire 1 200 personnes vers un emploi durable ou une formation qualifiante durant la période élargie 2015-2020 (article 3 de l'avenant).

L'avenant de prolongation soumis à votre approbation a déjà été adopté par le Comité de Pilotage du P.L.I.E., réuni le 9 avril dernier.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour, 0 contre et 1 abstention (M. Marc ARCHAMBAULT),

(Mme Jacqueline GUIOT ne prend pas part au vote),

DECIDE

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n° 1 au protocole du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, intervenu en 2015.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

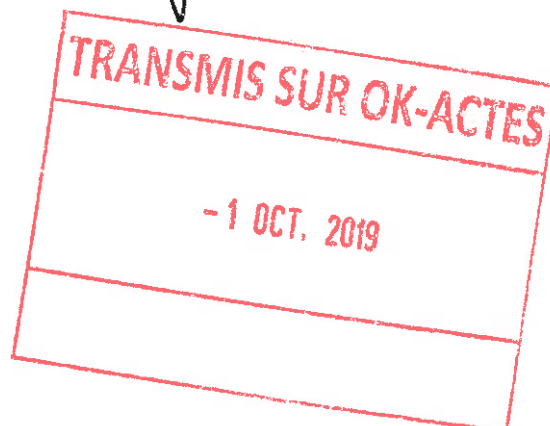
le 27 SEP. 2019

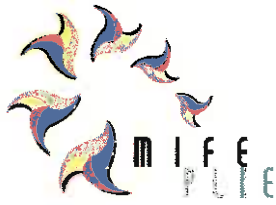
Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,



Jérôme SAINTIGNY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage





Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire de Belfort

Avenant N° 1 au Protocole d'accord



Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national - Emploi et Inclusion - 2014-2020

Avenant au protocole du PLIE

Article 1 dénomination des communautés de communes

La fusion des communautés de communes nécessite de modifier les signataires du protocole.

Les communautés de communes de la Haute Savoureuse et du Pays sous Vosgiens sont remplacées par la communauté de communes des Vosges du sud.

La communauté de communes du Tilleul et de la Bourbeuse disparaît.

La communauté d'agglomération de Belfort (CAB) devient le Grand Belfort

Article 2 : prolongation du protocole

Pour être en conformité avec la période de la convention cadre signée entre le conseil départemental et l'Etat, la durée du protocole (article 2) qui prévoit une période de 5 ans allant du 1 janvier 2015 au 31 décembre 2019 est prolongée d'une année.

Article 3 : objectifs quantitatifs

Les Objectifs quantitatifs fixés à l'article 4.2 sont modifiés ainsi.

- Pour la période de 2015 à 2020 l'objectif est de conduire 1200 personnes vers un emploi durable et / ou à une formation qualifiante.

Les autres termes de l'article 4.2 restent inchangés.

Les autres articles du protocole restent inchangés

Les signataires du protocole

La Préfète du Territoire de Belfort

**La Présidente du Conseil régional de
Bourgogne Franche-Comté**

**Le Président du Conseil départemental
du Territoire de Belfort**

Le Maire de Belfort

**Le Président du Grand Belfort
Communauté d'agglomération**

**Le Président de la communauté de
communes des Vosges du Sud**

**Le Président de la communauté de
communes du Sud Territoire**

Le Président de la MIFE



Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national - Emploi et inclusion - 2014-2020

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 19-128

Transport solidaire

SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY

ppp

La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

Ordre de passage des rapports : 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



Direction de l'Education et de la Solidarité

Références : FBA/DGAESU/DPVCH/JB/CR
Mots-Clés : Personnes Agées - Politique de la Ville
Code matière : 8.2

Objet : Transport solidaire

L'éloignement géographique de la famille, les retraites modestes et les besoins spécifiques des seniors sont des facteurs d'isolement sur notre territoire.

Pour répondre à l'enjeu de mobilité des personnes âgées, la Ville de Belfort, en partenariat avec le CCAS de Belfort, souhaite mettre en œuvre un service gratuit de transport solidaire dans le cadre de sa délégation «Bien Vieillir à Belfort».

1. Présentation du dispositif

Ce service s'adressera uniquement aux personnes :

- résidant à Belfort,
- âgées de 65 et plus, autonomes et valides,
- qui ont des revenus «très modestes», correspondant au minimum vieillesse à l'allocation de solidarité aux personnes âgées.

Le transport solidaire permettra :

- de réaliser ses courses 2 fois par mois (soit 2 demi-journées par mois de 4 h) à Belfort intra-muros,
- faire des sorties libres (hors cadre médical) 2 fois par mois (soit 2 demi-journées par mois de 3 h) et de participer à des sorties culturelles et/ou de loisirs ponctuelles à Belfort intra-muros (accès au jardin accessible et intergénérationnel de l'Etang des Forges) organisées par la Ville et ses partenaires.

Les activités courses et sorties libres se dérouleraient les mardis et vendredis après-midi respectivement.

2. Les modalités de mise en œuvre

La mise en œuvre de ce dispositif sera confiée au CCAS dans le cadre d'une convention partenariale présentée en annexe, qui portera sur :

- la mobilisation du véhicule TPMP du CCAS avec chauffeur,
- la réalisation des missions administratives :
 - accueil téléphonique,
 - gestion du planning de réservation,
 - instruction des dossiers (vérification de l'éligibilité des personnes).

En contrepartie, la Ville de Belfort assurera la communication, et remboursera les dépenses réelles engagées par le CCAS (frais de carburant, assurance, temps de travail de l'agent...). Les dépenses sont estimées à 6 000 €/an.

Libellé	Estimation besoin / Transport solidaire	Dépenses annuelles prévisionnelles
Salaire agent du CCAS	414 heures	4500 €
Carburant	5 000 km/an	1 000 €
Assurance	Au prorata	500 €
TOTAL		6.000 €

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 40 voix pour, 0 contre et 0 abstention,

(Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT ne prennent pas part au vote),

DECIDE

d'approuver la mise en place du transport solidaire,

d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention afférente à la mise en place du projet.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date affichage

le 27 SEP. 2019

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,


Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES
-1 OCT. 2019

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés :

La Ville de Belfort, sise Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération - Place d'Armes - 90020 BELFORT Cedex, représentée par Monsieur Damien Meslot, en sa qualité de Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 25 septembre 2019, Numéro de SIRET.....Code APE.....,

Ci-après désignée «La Commune»,

D' une part,

Et :

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), sis 14bis rue du Général Strolz à Belfort, qui porte le numéro d'agrément : SAP 269000105 du 1^{er} janvier 2012 autorisé par le Conseil Départemental du Territoire de Belfort jusqu'au 1^{er} janvier 2027, représenté par Jean-Pierre Marchand, en sa qualité de Vice-Président, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désigné «Le CCAS»,

D' autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT

Afin de limiter l'isolement des personnes âgées sur notre territoire et pour répondre à l'enjeu de mobilité des personnes âgées, la ville de Belfort, en partenariat avec le CCAS de Belfort, souhaite mettre en œuvre un service gratuit de transport solidaire dans le cadre de la délégation municipale du « Bien Vieillir à Belfort ».

CECI EXPOSÉ, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE I : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de décrire les conditions et les modalités de mise en œuvre du transport solidaire.

Le transport solidaire est un service gratuit de transport aux personnes qui répondent aux conditions suivantes :

- Etre résident à Belfort,
- Etre un sénior de 65 ans et plus, autonome et valide,
- Avoir des revenus « très modestes » correspondant au minimum vieillesse (allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA)).

Ce service permettra à ce public de réaliser les prestations suivantes :

- ✓ Faire des courses 2 fois par mois (soit 2 demi-journées par mois de 4h) à Belfort intra-muros,
- ✓ Participer à des sorties libres (hors cadre médical) 2 fois par mois (soit 2 demi-journées de 3h) et/ou culturelles à Belfort intra-muros.

ARTICLE 2 : Engagements du CCAS

Le CCAS est chargé de la mise en œuvre de service selon les modalités suivantes et le calendrier ci-dessous :

- ✓ Mobilisation du véhicule TPMR du CCAS avec chauffeur
- ✓ Assurer les tâches administratives (accueil téléphonique, gestion du planning de réservation et instruction des dossiers)
- ✓ Assurer la continuité du service public

Planning par quinzaine - activités transport solidaire		
jour	Activité	horaire
Mardis	"Faire les courses"	9h-13h
Vendredis	Sortie libre	14h-18h
Planning mensuel - gestion administrative		
Jeudis	Accueil téléphonique et gestion administrative	1 journée/semaine

ARTICLE 3 : Engagement de la Ville de Belfort

La Ville de Belfort assurera la communication et remboursera les dépenses réelles engagées par le CCAS (frais de carburant, assurance, temps de travail de l'agent...). Les dépenses sont estimées à 6 000 €/an. Pour l'année 2019, les dépenses prévisionnelles sont proratisées à 1 500 €.

ARTICLE 4 : Durée de la Convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de signature.

ARTICLE 5 : Evaluation du partenariat

Un rapport annuel fera le bilan des actions de communication et de l'activité.

ARTICLE 6 : Résiliation - Révision

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties de trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la présente Convention.

La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties. Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.

ARTICLE 7 : Litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Besançon.

ARTICLE 8 : Droit applicable – Attribution de compétence

La présente Convention est régie par le droit français.

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, porté devant les tribunaux compétents de Besançon.

Fait à Belfort, le

Pour la Ville de Belfort,

Pour le CCAS,

Damien MESLOT
Maire

Jean-Pierre MARCHAND
Vice-Président

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Objet de la délibération

N° 19-129

Questions diverses –
**Motion : pour une prise
 en charge par la Ville des
 transports dans le cadre
 des sorties scolaires**

SEANCE DU MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

Le 25 septembre 2019, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, Mme Marie-Hélène IVOL, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, M. Gérard PIQUEPAILLE, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; Mme Frieda BACHARETTI, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, M. David DIMEY, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

M. Ian BOUCARD - mandataire : M. Damien MESLOT
 Mme Marion VALLET - mandataire : Mme Parvin CERF
 M. Alain PICARD - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
 M. François BORON - mandataire : M. Tony KNEIP
 Mme Léa MANGUIN - mandataire : Mme Loubna CHEKOUAT
 Mme Brigitte BRUN - mandataire : Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Absente :

Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. David DIMEY

~~~~~

La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 50.

**Ordre de passage des rapports :** 1 à 46.

Mme Delphine MENTRE et M. Emmanuel FILLAUDEAU entrent en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Latifa GILLIOTTE, qui avait donné pouvoir à M. Sébastien VIVOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 19-86).

Mme Marie STABILE, qui avait donné pouvoir à Mme Florence BESANCENOT, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 8 (délibération n° 19-91).



CONSEIL MUNICIPAL du 25 septembre 2019

DELIBERATION N° 19-129

de M. Bastien FAUDOT, M. Emmanuel  
FILLAUDEAU, Mme Francine GALLIEN,  
M. Leouahdi Selim GUEMAZI,  
M. René SCHMITT, M. Alain DREYFUS-  
SCHMIDT, Mme Jacqueline GUIOT,  
Mme Samia JABER  
Conseillers Municipaux

Direction des Affaires Générales  
Service des Assemblées

|              |                        |
|--------------|------------------------|
| Références   | BF/EF/FG/LSG/ADS/JG/SJ |
| Mots-clés    | Politique              |
| Code matière | 9.4                    |

***Objet : Questions diverses - Motion : pour une prise en charge par la Ville des transports dans le cadre des sorties scolaires***

Depuis 2014, dans le cadre des sorties scolaires qui sont organisées par les équipes enseignantes des écoles de Belfort, le transport est pris en charge par l'école dans le cadre de la dotation annuelle qui lui est versée. Cette enveloppe, dont le montant est modeste (7,5 € par élève et par an), ne permet pas d'assurer la prise en charge de l'ensemble des sorties. Dans certaines écoles, des classes ont renoncé à participer aux animations gratuites organisées par la Ville dans le cadre des fêtes de fin d'année, et dans d'autres écoles, les parents ont été sollicités.

Aujourd'hui, ce mode de financement très restrictif ne permet pas d'assurer l'égalité entre les écoles de la ville. En effet, selon la situation géographique de l'école, d'une part, et celle des différents centres d'intérêt (cinéma, théâtre, piscine, musées...), d'autre part, le montant relatif aux transports peut varier du simple au quadruple : les classes du centre-ville pouvant se rendre à pied aux différents centres d'intérêts qui sont majoritairement localisés en centre-ville, alors que les écoles situées dans les quartiers plus éloignés sont obligées d'affréter un car ou d'utiliser le réseau de transport public Optymo.

La diminution du financement des transports dans le cadre des sorties scolaires se matérialise de façon concrète par une différence importante du budget dédié au transport scolaire dans le Compte Administratif : de 135.582,43 € en 2013, les dépenses dédiées au transport scolaire ont diminué de 35 % à 88 371,92 € en 2018.

Afin de restaurer l'égalité de traitement entre les écoles et d'honorer la promesse républicaine de gratuité de l'école inscrite dans la Loi depuis 1881, il est souhaitable que la Ville s'engage à financer le transport des élèves dans le cadre des sorties scolaires, comme elle le faisait avant 2014, notamment en concluant un marché à bons de commande avec les sociétés de transports et en finançant les tickets du réseau Optymo sur le territoire de l'agglomération.

Le Conseil Municipal demande que la Ville de Belfort prenne en charge l'ensemble du financement des transports dans le cadre des sorties pédagogiques organisées dans les écoles dont elle a la charge.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 33 voix contre, 9 pour (Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Alain DREYFUS-SCHMIDT, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, Mme Isabelle LOPEZ, M. Emmanuel FILLAUDEAU) et 0 abstention,

(M. Olivier DEROY, M. Marc ARCHAMBAULT ne prennent pas part au vote),

**DECIDE**

de rejeter la présente motion.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 25 septembre 2019, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Date affichage**

le - 2 OCT. 2019

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

  
Jérôme SAINTIGNY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

**TRANSMIS SUR OK-ACTES**

- 2 OCT. 2019

**ARRETES**

| Date       | N°      | Objet                                                                                                                                                                                               |
|------------|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01/07/2019 | 19-1296 | Visite périodique - Avis défavorable - Hôtel Kyriad - 55bis faubourg de Montbéliard à Belfort                                                                                                       |
| 01/07/2019 | 19-1297 | Visite périodique - Avis défavorable - Lycée Raoul Follereau - Bâtiment B3 - 1 à 3 rue Louis Marchal - Cité Technique à Belfort                                                                     |
| 03/07/2019 | 19-1317 | Via d'Auxelles - Vitesse limitée à 30 km/h                                                                                                                                                          |
| 03/07/2019 | 19-1321 | Absence de Mme Delphine MENTRE, 6 <sup>ème</sup> Adjointe au Maire - Délégation de signature donnée à M. Tony KNEIP, Conseiller Municipal délégué (5/23 août 2019)                                  |
| 03/07/2019 | 19-1322 | Absence de Mme Frieda BACHARETTI, Conseillère Municipale Déléguée - Délégation de signature donnée à Mme Christiane EINHORN, Conseillère Municipale Déléguée (30 août/10 septembre 2019)            |
| 04/07/2019 | 19-1326 | Absence de Mme Florence BESANCENOT, 2 <sup>ème</sup> Adjointe au Maire - Délégation de signature donnée à M. Gérard PIQUEPAILLE, 9 <sup>ème</sup> Adjoint au Maire (22 juillet/23 août 2019 inclus) |
| 05/07/2019 | 19-1343 | Rue de Brasse - Vitesse limitée à 30 km/h                                                                                                                                                           |
| 05/07/2019 | 19-1344 | Absence de Mme Marie-Hélène IVOL, 4 <sup>ème</sup> Adjointe au Maire - Délégation de signature donnée à M. Gérard PIQUEPAILLE, 9 <sup>ème</sup> Adjoint au Maire (30 juillet/16 août 2019)          |
| 09/07/2019 | 19-1360 | Absence de Mme Christiane EINHORN, Conseillère Municipale Déléguée - Délégation de signature donnée Mme Frieda BACHARETTI, Conseillère Municipale Déléguée (7/17 août 2019)                         |
| 09/07/2019 | 19-1361 | Rue Alfred Engel - Stationnement réservé Personnes à Mobilité Réduite                                                                                                                               |
| 10/07/2019 | 19-1376 | Visite périodique - Avis défavorable Restaurant KFC (Kentucky Fried Chicken) - 6 rue de Besançon                                                                                                    |
| 10/07/2019 | 19-1377 | Visite périodique - Avis favorable - Lycée Raoul Follereau - Bâtiment B2/B10 - 1 à 3 rue Louis Marchal - Cité Technique à Belfort                                                                   |
| 11/07/2019 | 19-1378 | Visite périodique - Avis favorable - Lycée Raoul Follereau - Bâtiment B4 - 1 à 3 rue Louis Marchal - Cité Technique à Belfort                                                                       |
| 11/07/2019 | 19-1379 | Visite périodique - Avis favorable - Lycée Raoul Follereau - Bâtiment B5 - 1 à 3 rue Louis Marchal - Cité Technique à Belfort                                                                       |
| 11/07/2019 | 19-1380 | Visite périodique - Avis favorable - Lycée Raoul Follereau - Bâtiment B6 - 1 à 3 rue Louis Marchal - Cité Technique à Belfort                                                                       |
| 11/07/2019 | 19-1381 | Visite périodique - Avis favorable - Lycée Raoul Follereau - Bâtiment B9 - 1 à 3 rue Louis Marchal - Cité Technique à Belfort                                                                       |
| 11/07/2019 | 19-1382 | Visite périodique - Avis favorable - Lycée Raoul Follereau - Bâtiment B12 - 1 à 3 rue Louis Marchal - Cité Technique à Belfort                                                                      |
| 11/07/2019 | 19-1383 | Visite périodique - Avis favorable - Lycée Raoul Follereau - Bâtiment B7 - 1 à 3 rue Louis Marchal - Cité Technique à Belfort                                                                       |

| Date       | N°      | Objet                                                                                                                                                                                            |
|------------|---------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 12/07/2019 | 19-1393 | Visite périodique - Avis favorable UFR STGI Faculté de droit Léon Delarbre - 10 rue Roussel à Belfort                                                                                            |
| 18/07/2019 | 19-1435 | Retransmission du match Sénégal/Algérie au Stade des Trois Chênes le 19 juillet 2019 - Interdiction du verre, fumigènes et autres artifices                                                      |
| 19/07/2019 | 19-1439 | Arrêté de voirie portant alignement - 2 rue Pierre Sellier à Belfort                                                                                                                             |
| 19/07/2019 | 19-1444 | Arrêté de voirie portant alignement - 13 rue de l'Est à Belfort                                                                                                                                  |
| 23/07/2019 | 19-1464 | Absence de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, 8 <sup>ème</sup> Adjointe au Maire - Délégation de signature donnée à Mme Monique MONNOT, 10 <sup>ème</sup> Adjointe au Maire (19/23 août 2019 inclus) |
| 26/07/2019 | 19-1494 | Visite VAO - Avis favorable - Brasserie Au Bureau avenue Jean Moulin à Belfort                                                                                                                   |
| 29/07/2019 | 19-1507 | Arrêté de voirie portant alignement - 4 boulevard de Lattre de Tassigny à Belfort                                                                                                                |
| 06/08/2019 | 19-1549 | Visite périodique - Avis favorable - Ecole maternelle Martin Luther King - 1 rue de Zaporojie                                                                                                    |
| 06/08/2019 | 19-1550 | Visite sur demande du Maire - Association des Espagnols de Belfort - Vignes de la Miotte - 28 rue Deshaie - Belfort                                                                              |
| 07/08/2019 | 19-1559 | Visite périodique - Avis favorable - Gymnase Fritsch IUT - Rue du Maréchal Juin à Belfort                                                                                                        |
| 07/08/2019 | 19-1560 | Visite périodique - Avis favorable - Gymnase Michel Buffet - Rue Parant à Belfort                                                                                                                |
| 09/08/2019 | 19-1561 | Arrêté municipal permanent - Avenue Jean Jaurès - Feux tricolores                                                                                                                                |
| 09/08/2019 | 19-1567 | Visite périodique - Avis défavorable - Restaurant pizzeria Del Arte - 6 rue de Besançon à Belfort                                                                                                |
| 14/08/2019 | 19-1588 | Règlement des halles et marchés de la Ville de Belfort                                                                                                                                           |
| 21/08/2019 | 19-1604 | Visite périodique et de réception de travaux - Avis favorable - Hôtel B & B - 20 rue Xavier Bichat à Belfort                                                                                     |
| 21/08/2019 | 19-1605 | Visite de réception de travaux - Avis favorable - Bowling Centre Commercial des 4 As - Rue de l'As-de-Carreau à Belfort                                                                          |
| 21/08/2019 | 19-1609 | Mise en demeure - Visite périodique - Avis défavorable - Cercle Mess inter-armées - Caserne Maud'Huy - Quartier Maud'Huy - Avenue d'Altkirch à Belfort                                           |
| 21/08/2019 | 19-1610 | Mise en demeure - Visite périodique - Levée d'avis différé en avis défavorable - Lycée Raoul Follereau - Bâtiment B15 - 1 à 3 rue Louis Marchal - Cité Technique                                 |
| 21/08/2019 | 19-1611 | Mise en demeure - Visite périodique - Levée d'avis différé en avis défavorable - Lycée Raoul Follereau - Bâtiment B1 - 1 à 3 rue Louis Marchal - Cité Technique                                  |
| 21/08/2019 | 19-1614 | Accès à la zone piétonne du faubourg de France et du passage de France pour les véhicules de l'établissement «Fleurs du Midi»                                                                    |

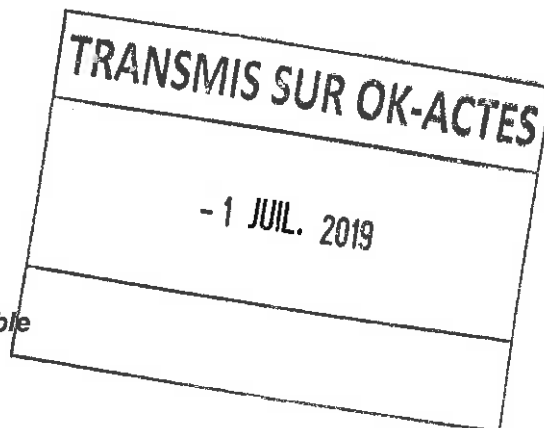
| Date       | N°      | Objet                                                                                                                                                                     |
|------------|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 26/08/2019 | 19-1624 | Rue Louis Marchal - Vitesse limitée à 30 km/h - Réglementation permanente de la circulation                                                                               |
| 27/08/2019 | 19-1642 | Arrêté de voirie portant alignement - 33B avenue Wilson à Belfort                                                                                                         |
| 27/08/2019 | 19-1643 | Arrêté de voirie portant alignement - 6 rue Ambroise Croizat à Belfort                                                                                                    |
| 28/08/2019 | 19-1655 | Visite sur demande du Maire - Levée d'avis différé - Avis favorable - Centre des Finances Publiques - Place de la Révolution Française à Belfort                          |
| 28/08/2019 | 19-1656 | Visite de réception de travaux - Avis favorable - Les tours Centre Commercial des 4 As - Rue de l'As-de-Carreau à Belfort                                                 |
| 30/08/2019 | 19-1680 | Rue de l'Yser - Périmètre de sécurité - Réglementation du stationnement                                                                                                   |
| 02/09/2019 | 19-1684 | Visite de réception après travaux - Avis favorable - Foyer départemental de l'Enfance - 5 rue du Peintre Dauphin à Belfort                                                |
| 02/09/2019 | 19-1685 | Visite périodique et de réception de travaux - Centre Culturel et Social de la Pépinière - 13 rue Danton à Belfort - Avis favorable                                       |
| 05/09/2019 | 19-1700 | Avenue du Général Leclerc - Bandes cyclables - Réglementation permanente de la circulation                                                                                |
| 05/09/2019 | 19-1701 | Rue de la Grande Fontaine - Stationnement réservé Personnes à Mobilité Réduite                                                                                            |
| 05/09/2019 | 19-1702 | Rue Jeanne d'Arc - Vitesse limitée à 30 km/h                                                                                                                              |
| 05/09/2019 | 19-1703 | Rue Louis Marchal - Stationnement réservé Personnes à Mobilité Réduite                                                                                                    |
| 05/09/2019 | 19-1704 | Rue du Vieil Armand - Stop - Réglementation permanente de la circulation                                                                                                  |
| 05/09/2019 | 19-1705 | Rue Lucie Aubrac - Stop - Réglementation permanente de la circulation                                                                                                     |
| 06/09/2019 | 19-1712 | Visite périodique - Avis favorable - Bâtiments A - B/B' C/C' - Collège Châteaudun - Rue de Châteaudun                                                                     |
| 06/09/2019 | 19-1713 | Visite sur demande du Maire et de réception après travaux - Avis favorable - Bâtiment D et CDI - Collège Châteaudun - Rue de Châteaudun à Belfort                         |
| 06/09/2019 | 19-1714 | Arrêté de voirie portant alignement - 15 rue de la Fraternité à Belfort                                                                                                   |
| 11/09/2019 | 19-1733 | Arrêté de voirie portant alignement - 16 rue du 14 Juillet à Belfort                                                                                                      |
| 12/09/2019 | 19-1748 | Rue Sophie Germain - Stationnement réservé Personnes à Mobilité Réduite                                                                                                   |
| 19/09/2019 | 19-1785 | Rue Jean de La Fontaine - Stationnement réservé Personnes à Mobilité Réduite                                                                                              |
| 19/09/2019 | 19-1799 | Mainlevée de péril - 10 rue Descartes à Belfort                                                                                                                           |
| 23/09/2019 | 19-1811 | Absence de M. Mustapha LOUNES, 3 <sup>ème</sup> Adjoint au Maire - Délégation de signature donnée à Mme Claude JOLY, Conseillère Municipale Déléguée (14/31 octobre 2019) |
| 23/09/2019 | 19-1817 | Taxis - Délivrance de l'autorisation de stationnement n° 5 à la société TAXI GS, représentée par M. Taner ERKAL                                                           |

| Date        | N°      | Objet                                                              |
|-------------|---------|--------------------------------------------------------------------|
| 25/09/2019  | 19-1831 | Rue de Sofia - Stationnement réservé PMR                           |
| 25/09/20019 | 19-1832 | Rue de Strasbourg - Stationnement réservé PMR                      |
| 25/09/2019  | 19-1834 | Mainlevée de péril - 56 rue de la 1 <sup>ère</sup> Armée à Belfort |



**ARRETE DU MAIRE**

Direction : urbanisme  
 Initiales : VC/PB  
 Code matière : 6.1



**Objet : visite périodique - avis défavorable  
 Hôtel Kyriad  
 55 bis faubourg de Montbéliard**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (type N),

Vu l'arrêté du 5 février 2007 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de salle de spectacles ou à usages multiples (type L),

Vu l'arrêté du 25 octobre 2011 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les hôtels et autres établissements d'hébergement (type O),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 28 mai 2019, suite à la visite périodique en date du 28 mai 2019, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception à Monsieur Ennaciri, gérant de l'Hôtel Kyriad, 55 bis faubourg de Montbéliard à Belfort,

Considérant que l'**AVIS DÉFAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public de l'Hôtel Kyriad émis le 28 mai 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé principalement par l'absence de dépôt d'un dossier conforme à l'article R123-22 et précisant notamment les travaux à réaliser pour la mise en sécurité des personnes à mobilité réduite (article L111-8),

**Objet : visite périodique - avis défavorable Hôtel Kyriad**

1

Considérant que cet avis est motivé par le non-respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que le maintien de l'ouverture au public ne peut être autorisé que dans la mesure où les travaux de mise en conformité sont réalisés dans un délai donné,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions émises par la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Monsieur Ennaciri, gérant de l'Hôtel Kyriad, est chargé de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous en tenant compte des délais précisés :

**I) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :**

| N° | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01 | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 02 | <p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005),</li> <li>- <u>éclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>o vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques,</li> <li>o vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC15) ;</li> </ul> </li> <li>- <u>installation de gaz</u> : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ29 et GZ30) ;</li> <li>- <u>installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH58) ;</li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).<br/>Lorsqu'existent une installation de désenfumage mécanique et un système de sécurité incendie de catégorie A ou B, les vérifications sont effectuées <b>tous les trois ans</b> par un organisme agréé (article DF 10).</li> <li>- <u>Grande cuisine</u> : tous les ans dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (article GC22) ;</li> <li>- <u>Ascenseur</u> : tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>o extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (articles MS 38).</li> <li>o Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>▪ tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour le SSI A – (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> </div> |
| 03 | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**II) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :**

| N° | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                           |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 04 | Déplacer les détecteurs automatiques d'incendie situés dans les locaux « service ». Lors de la visite, les détecteurs étaient cachés par du linge ou par des cartons (article MS 56 et O 19).<br><b>DÉLAI : IMMÉDIAT ET PERMANENT</b> |
| 05 | Déposer un dossier conforme à l'Article R123-22 et précisant notamment les travaux à réaliser pour la mise en sécurité des personnes à mobilité réduite (article L111-8).<br><b>DÉLAI : 2 SEMAINES</b>                                |
| 06 | Élaborer les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap et garder une trace dans le registre de sécurité (article GN 8).<br><b>DÉLAI : 2 SEMAINES</b>                                    |

**III) PRESCRIPTIONS NOUVELLES :**

| N° | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 07 | Faire lever par des techniciens compétents les observations émises dans les différents rapports de vérification et fournir une attestation de levée de ces observations (article R123-43 et R123-44).<br><b>DÉLAI : 2 MOIS</b>                               |
| 08 | Proscrire les cales installées sur les portes des lingerie par les personnels de services lors du ménage des chambres, les portes résistantes au feu doivent être maintenues fermées en permanences (article CO 28).<br><b>DÉLAI : IMMÉDIAT ET PERMANENT</b> |

**ARTICLE 2 :** Cet établissement est de type O, N et L de 4<sup>e</sup> catégorie pour un effectif total de 197 personnes.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur unique de Sécurité est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 4 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 5 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 7 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

– la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,

– M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le

Par délégation,  
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG



**ARRETE DU MAIRE**

Direction : urbanisme  
 Initiales : CH/PB  
 Code matière : 6.1

|                              |
|------------------------------|
| <b>TRANSMIS SUR OK-ACTES</b> |
| <b>- 1 JUL. 2019</b>         |

**Objet : visite périodique - avis défavorable  
 Lycée Raoul Follereau Bâtiment B3  
 1 à 3 rue Louis Marchal Cité Technique**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 14 mai 1975 relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du ministère de l'éducation.

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 7 mai 2019, suite à la visite périodique en date du 7 mai 2019, procès-verbal transmis en lettre recommandé avec accusé réception à Monsieur Dominique Balon, proviseur du Lycée Raoul Follereau, 1 à 3 rue Louis Marchal – Cité Technique à Belfort,

Considérant l'**AVIS DÉFAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public du lycée Raoul Follereau émis le 7 mai 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé principalement par le défaut de fonctionnement des détecteurs, et par l'absence de report de ce défaut au niveau de l'unité d'aide à l'exploitation du SSI,

Considérant que cet avis est motivé par le non-respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que le maintien de l'ouverture au public ne peut être autorisé que dans la mesure où les travaux de mise en conformité sont réalisés dans un délai donné,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions émises par la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Monsieur Balon, proviseur du Lycée Raoul Follereau, est chargé de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous en tenant compte des délais précisés :

#### D) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                        | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                        | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                        | Effectuer les vérifications suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005),</li> <li>- <u>éclairage de sécurité</u> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>o vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques,</li> <li>o vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC15) ;</li> </ul> </li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li> <li>- <u>Ascenseur</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>o extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (articles MS 38).</li> <li>o Système de Sécurité Incendie :                   <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>▪ tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour le SSI A – (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                        | L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.<br>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 04                                                                                                                                                                                                                                                                        | Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 05                                                                                                                                                                                                                                                                        | Limitier à 19 personnes l'effectif dans les salles de cours comportant une sortie (article CO36)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

**ii) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :**

| N° | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                   |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 06 | Installer un système d'alarme perceptible (flash lumineux) dans les lieux où des personnes atteintes de déficience auditive peuvent se trouver isolées des autres (toilettes, etc.).<br><b>DÉLAI : 1 MOIS</b> |

**iii) PRESCRIPTIONS NOUVELLES :**

| N° | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                            |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 07 | Lever les observations des différents rapports de vérification puis fournir à la sous-commission de sécurité, via la mairie, l'attestation de levée des observations (article R123-43 du CCH)<br><b>DÉLAI : 2 MOIS</b> |
| 08 | Régler le ferme porte du local lingerie afin d'assurer la fermeture complète de la porte résistant au feu (article CO28).<br><b>DÉLAI : IMMÉDIAT ET PERMANENT</b>                                                      |
| 09 | Remettre en fonction le système de détection incendie.<br><b>DÉLAI : IMMÉDIAT ET PERMANENT</b>                                                                                                                         |

**ARTICLE 2 :** Cet établissement est de type R de 2<sup>e</sup> catégorie pour un effectif total déclaré 950 personnes.

**ARTICLE 3 :** le Directeur unique de Sécurité est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 4 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

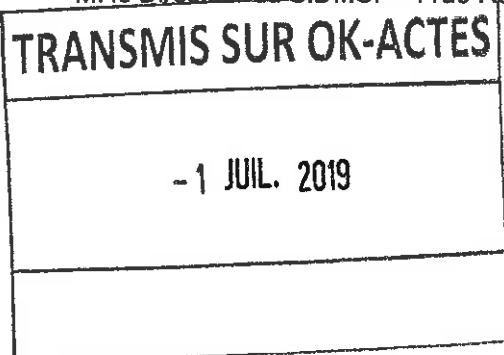
**ARTICLE 5 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 7 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

– la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,

– M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.



Belfort, le **- 1 JUL. 2019**  
Par délégation,  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 191317

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET** : VIA D'AUXELLES - Vitesse limitée à 30 km/h

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

**Vu** le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

**Considérant** qu'il y a lieu de garantir la sécurité et éviter les accidents,

### ARRETE

**Article 1** : La vitesse maximale à laquelle les véhicules sont autorisés à circuler Via d'Auxelles entre la rue Malraux et le n° 28, est fixée à 30 km/h.

**Article 2** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3** : M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

**- 3 JUL. 2019**

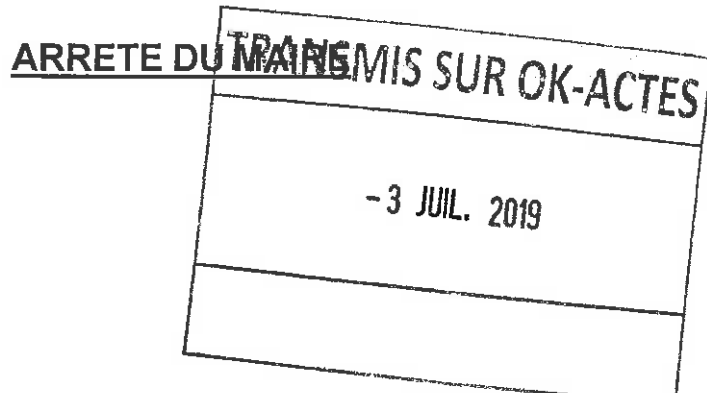
Belfort, le

Par délégation,  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Patrick FORESTIER





Direction des Affaires Générales  
Initiales :  
Code matière : 5.5



**Objet** : Absence de Mme Delphine MENTRE, 6<sup>ème</sup> Adjointe au Maire - Délégation de signature donnée à M. Tony KNEIP, Conseiller Municipal Délégué

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les Articles L 2122-18 et L 2122-30,

Vu la délibération n° 14-17 du 4 avril 2014 portant élection des Adjoints au Maire,

Vu la délibération n° 18-34 du 14 février 2018 portant le nombre d'Adjoints à douze,

Vu l'arrêté municipal n° 18-0338 du 6 mars 2018 portant délégation de fonctions à Mme Delphine MENTRE,

Considérant que Mme Delphine MENTRE, 6<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, sera absente du 5 au 23 août 2019,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée pendant cette période à M Tony KNEIP, Conseiller Municipal Délégué, sous notre responsabilité et notre surveillance, pour le règlement des affaires relevant du secteur : **maisons de quartier, centres culturels, politique de la ville et développement social, éducation, restauration scolaire et famille, enfance, jeunesse.**

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 3** : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés, publié par affichage, et dont copie sera transmise à Mme la Préfète.

Belfort, le - 3 JUL. 2019

Le Maire,

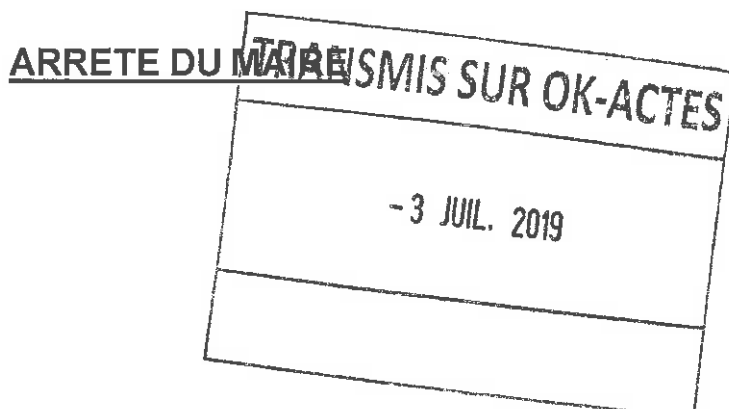
Damien MESLOT

**Objet** : Absence de Mme Delphine MENTRE, 6<sup>ème</sup> Adjointe au Maire - Délégation de signature donnée à M. Tony KNEIP, Conseiller Municipal Délégué





Direction des Affaires Générales  
Initiales : IH  
Code matière : 5.5



**Objet** : Absence de Mme Frieda BACHARETTI, Conseillère Municipale Déléguée - Délégation de signature donnée à Mme Christiane EINHORN, Conseillère Municipale Déléguée

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les Articles L 2122-18 et L 2122-30,

Vu l'arrêté municipal n° 18-0345 du 6 mars 2018 portant délégation de fonctions à Mme Frieda BACHARETTI,

Considérant que Mme Frieda BACHARETTI, Conseillère Municipale Déléguée, sera absente du 30 août au 10 septembre 2019,

### ARRÊTE

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée, pendant cette période, à Mme Christiane EINHORN, Conseillère Municipale Déléguée, sous notre responsabilité et notre surveillance, pour le règlement des affaires relevant du secteur : **projet «Bien vieillir à Belfort»**.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 3** : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressées, publié par affichage, et dont copie sera transmise à Mme la Préfète.

Belfort, le **-3 JUIL. 2019**

Le Maire,

Damien MESLOT

**Objet** : Absence de Mme Frieda BACHARETTI, Conseillère Municipale Déléguée - Délégation de signature donnée à Mme Christiane EINHORN, Conseillère Municipale Déléguée

**ARRETE DU MAIRE**

Direction des Affaires Générales  
Initiales : IH  
Code matière : 5.5

**Objet** : Absence de Mme Florence BESANCENOT, 2<sup>ème</sup> Adjointe au Maire - Délégation de signature donnée à M. Gérard PIQUEPAILLE, 9<sup>ème</sup> Adjoint au Maire

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les Articles L 2122-18 et L 2122-30,

Vu la délibération n° 14-17 du 4 avril 2014 portant élection des Adjointes au Maire,

Vu la délibération n° 18-34 du 14 février 2018 portant le nombre d'Adjointes à douze,

Vu l'arrêté municipal n° 18-0334 du 6 mars 2018 portant délégation de fonctions à Mme Florence BESANCENOT,

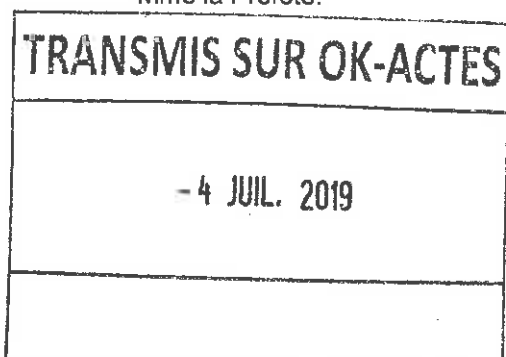
Considérant que Mme Florence BESANCENOT, 2<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, sera absente du 22 juillet au 23 août 2019 inclus,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée pendant cette période à M. Gérard PIQUEPAILLE, 9<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, sous notre responsabilité et notre surveillance, pour le règlement des affaires relevant du secteur : **commerce, artisanat, halles, marchés, terrasses.**

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 3** : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié aux intéressés, publié par affichage, et dont copie sera transmise à Mme la Préfète.



Belfort, le

- 4 JUIL. 2019

Le Maire,

Damien MESLOT

**Objet** : Absence de Mme Florence BESANCENOT, 2<sup>ème</sup> Adjointe au Maire - Délégation de signature donnée à M. Gérard PIQUEPAILLE, 9<sup>ème</sup> Adjoint au Maire

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 191343

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET** : RUE DE BRASSE - Vitesse limitée à 30 km/h

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** le Règlement de Voirie municipal adopté le 22 Mars 2012 et en particulier les articles portant sur la conservation et la surveillance du Domaine Public Communal,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

**Vu** le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

**Considérant** qu'il y a lieu de garantir la sécurité et éviter les accidents,

### ARRETE

**Article 1** : La vitesse maximale à laquelle les véhicules sont autorisés à circuler RUE DE BRASSE est fixée à 30 km/h.

**Article 2** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3** : M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

**- 5 JUL. 2019**

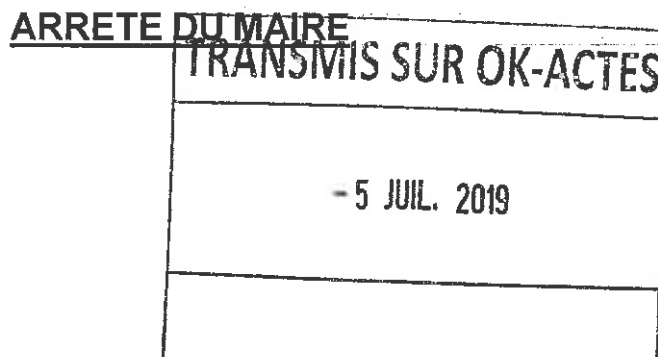
Belfort, le

Par délégation,  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Patrick FORESTIER





Direction des Affaires Générales  
Initiales : IH  
Code matière : 5.5



**Objet** : Absence de Mme Marie-Hélène IVOL, 4<sup>ème</sup> Adjointe au Maire - Délégation de signature donnée à M. Gérard PIQUEPAILLE, 9<sup>ème</sup> Adjoint au Maire.

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les Articles L 2122-18 et L 2122-30,

Vu la délibération n° 14-17 du 4 avril 2014 portant élection des Adjoints au Maire,

Vu la délibération n° 18-34 du 14 février 2018 portant le nombre d'Adjoints à douze,

Vu l'arrêté municipal n° 18-0336 du 6 mars 2018 portant délégation de fonctions à Mme Marie-Hélène IVOL,

Considérant que Mme Marie-Hélène IVOL, 4<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, sera absente du 30 juillet au 16 août 2019 inclus,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée pendant cette période à M. Gérard PIQUEPAILLE, 9<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, sous notre responsabilité et notre surveillance, pour le règlement des affaires relevant du secteur : **maisons de quartier, centres culturels, politique de la ville et développement social, éducation, restauration scolaire et famille, enfance, jeunesse.**

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 3** : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié aux intéressés, publié par affichage, et dont copie sera transmise à Mme la Préfète.

Belfort, le - 5 JUL. 2019

Le Maire,

Damien MESLOT

**Objet** : Absence de Mme Marie-Hélène IVOL, 4<sup>ème</sup> Adjointe au Maire - Délégation de signature donnée à M. Gérard PIQUEPAILLE, 9<sup>ème</sup> Adjoint au Maire



Direction des Affaires Générales  
Initiales : IH  
Code matière : 5.5

## ARRETE DU MAIRE

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 9 JUL. 2019

**Objet** : Absence de Mme Christiane EINHORN, Conseillère Municipale Déléguée - Délégation de signature donnée à Mme Frieda BACHARETTI, Conseillère Municipale Déléguée

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les Articles L 2122-18 et L 2122-30,

Vu l'arrêté municipal n° 18-0349 du 6 mars 2018 portant délégation de fonctions à Mme Christiane EINHORN,

Considérant que Mme Christiane EINHORN, Conseillère Municipale Déléguée, sera absente du 7 au 17 août 2019,

## ARRETE

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée pendant cette période à Mme Frieda BACHARETTI, Conseillère Municipale Déléguée, sous notre responsabilité et notre surveillance, pour le règlement des affaires relevant du secteur : **protection des animaux**.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 3** : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressées, publié par affichage, et dont copie sera transmise à Mme la Préfète.

Belfort, le - 9 JUL. 2019

Le Maire,

Damien MESLOT

**Objet** : Absence de Mme Christiane EINHORN, Conseillère Municipale Déléguée - Délégation de signature donnée à Mme Frieda BACHARETTI, Conseillère Municipale Déléguée

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N°

191361

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET : RUE ALFRED ENGEL - Stationnement réservé Personnes à mobilité réduite**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** la loi N°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

**Vu** l'arrêté du 28 avril 2008, portant modification de l'arrêté du 31 juillet 2006, fixant le modèle de la carte de stationnement pour personnes handicapées

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

**Vu** le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

**Considérant** qu'il convient de faciliter le déplacement des personnes à mobilité réduite, en affectant un emplacement réservé pour le stationnement des véhicules des personnes entrant dans cette catégorie d'usagers,

### ARRETE

**Article 1** : Seuls les véhicules munis de la carte européenne de stationnement PMR sont autorisés à stationner RUE ALFRED ENGEL à hauteur du n° 5, sur la place matérialisée

**Article 2** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3** : M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

Belfort, le - 9 JUN. 2019



Par délégation,  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Patrick FORESTIER



Direction : urbanisme  
 Initiales : VC/PB  
 Code matière : 6.1

## ARRETE DU MAIRE

TRANSMIS SUR OK-ACTES

10 JUL. 2019

**Objet : visite périodique - avis défavorable Restaurant  
 KFC (Kentucky Fried Chicken)  
 6 rue de Besançon**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (type N),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 27 juin 2019, suite à la visite périodique en date du 21 juin 2019, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception à Monsieur Boxberger, gérant du restaurant KFC, 6 rue de Besançon à Belfort,

Considérant l'**AVIS DÉFAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public du restaurant KFC émis le 27 juin 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé principalement par :

- le non fonctionnement du système de détection incendie en plénum,
- l'absence de vérification du système de détection incendie en plénum depuis l'ouverture du restaurant,
- l'absence de contrôle de l'installation de chauffage,
- l'encombrement de locaux par le potentiel, calorifique important et anarchique,
- l'état dégradé de la majorité des extincteurs,

Considérant que cet avis est motivé par le non-respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que le maintien de l'ouverture au public ne peut être autorisé que dans la mesure où les travaux de mise en conformité sont réalisés dans un délai donné,

**Objet : visite périodique - avis défavorable Restaurant KFC (Kentucky Fried Chicken)**

1

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions émises par la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Monsieur David Boxberger, gérant du restaurant KFC, est chargé de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous en tenant compte des délais précisés :

#### **I) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :**

| N° | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01 | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| 02 | Effectuer les vérifications suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005),</li> <li>- <u>éclairage de sécurité</u> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>o vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques,</li> <li>o vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC15) ;</li> </ul> </li> <li>- <u>installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH58) ;</li> <li>- <u>désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF9 et DF10).</li> <li>- <u>grande cuisine</u> : tous les ans dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GC21 et GC22).</li> <li>- <u>moyens de secours</u> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>o Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 38).</li> <li>o Système de Sécurité Incendie:</li> <li>o Alarme de type 4</li> <li>o Système de détection incendie : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> </div> |
| 03 | L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.<br>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 04 | Former les employés à la mise en œuvre des moyens de secours (article N 17).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

#### **II) PRESCRIPTIONS NOUVELLES :**

| N° | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 05 | Faire lever par des techniciens compétents les observations émises dans les différents rapports de vérification et fournir au secrétariat de la sous-commission de sécurité, via la mairie, une attestation de levée de ces observations (articles GE 6 et R 123-43).<br><b>DÉLAI : 1 MOIS</b> |



**II) PRESCRIPTIONS NOUVELLES :**

| N° | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 06 | Faire vérifier les installations suivantes :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- système de détection incendie en plénum,</li> <li>- installation de chauffage Type ROOFTOP LENNOX,</li> </ul> et fournir à la sous-commission de sécurité, via la mairie, une attestation de vérification (articles GE 6 et R123-43)<br><b>DÉLAI : 1 MOIS</b>                                        |
| 07 | Proscrire tout stockage dans les locaux non prévus à cet effet. À défaut, réaliser leur isolement comme des locaux à risques particuliers par des cloisons et planchers coupe-feu de degré 1h avec portes coupe-feu ½ h munies de ferme porte (article CO 28).<br><b>DÉLAI : IMMÉDIAT ET PERMANENT POUR LE STOCKAGE DANS L'ATTENTE DE LA RÉALISATION ÉVENTUELLE DE L'ISOLEMENT DES LOCAUX</b> |
| 08 | Proscrire également tout dispositif empêchant les portes résistantes au feu de se refermer (article CO 28).<br><b>DÉLAI : IMMÉDIAT ET PERMANENT</b>                                                                                                                                                                                                                                           |
| 09 | Faire remettre en état les extincteurs dont les tuyaux sont détériorés et écrasés empêchant leur fonctionnement (article MS 72).<br><b>DÉLAI : 1 SEMAINE</b>                                                                                                                                                                                                                                  |

**ARTICLE 2 :** Cet établissement est de type N de 4<sup>e</sup> catégorie pour un effectif total de 246 personnes.

**ARTICLE 3 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 4 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 5 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 7 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

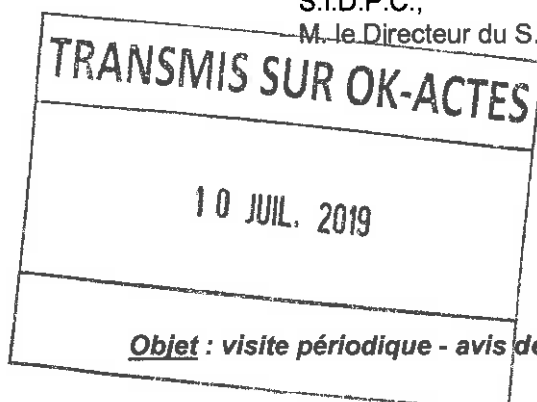
- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,

M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le **10 JUL. 2019**

Par délégation  
L'Adjoint au Maire

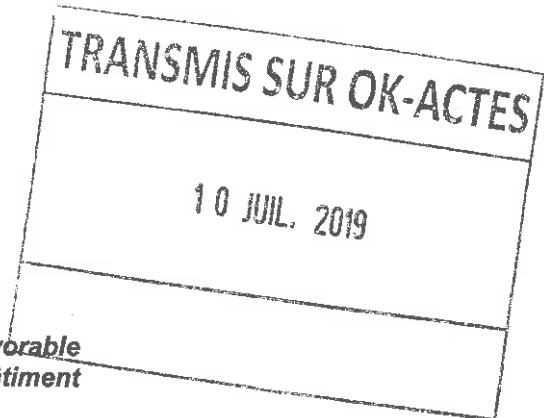
Jean-Marie HERZOG



**Objet : visite périodique - avis défavorable Restaurant KFC (Kentucky Fried Chicken)**

**ARRETE DU MAIRE**

Direction : urbanisme  
 Initiales : CH/PB  
 Code matière : 6.1



**Objet : visite périodique - avis favorable**  
**Lycée Raoul Follereau Bâtiment**  
**B2/B10**  
**1 à 3 rue Louis Marchal Cité Technique - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 14 mai 1975 relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du ministère de l'éducation.

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté du 21 avril 1983 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux administrations, banques et bureaux (type W),

Vu l'arrêté du 5 février 2007 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de salle de spectacles ou à usages multiples (type L),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 7 mai 2019, suite à la visite périodique en date du 7 mai 2019, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception à Monsieur Dominique Balon, proviseur du Lycée Raoul Follereau, 1 à 3 rue Louis Marchal – Cité Technique à Belfort,

**Objet : visite périodique - avis favorable Lycée Raoul Follereau Bâtiment B2/B10**

Considérant l'**AVIS FAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public du bâtiment B2/B10 du Lycée Raoul Follereau émis le 7 mai 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet avis est assorti de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le maintien de l'ouverture au public du bâtiment B2/B10 du Lycée Raoul Follereau est autorisé.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Dominique BALON, Proviseur du Lycée Raoul FOLLEREAU est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 7 mai 2019 (annexé au présent arrêté), dans un délai de **2 mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Le bâtiment B2/B10 du Lycée Raoul Follereau est compris dans un établissement de **type R, W et L de 3<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total déclaré inférieur à **700 personnes**.

**ARTICLE 4 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 5 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 6 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 8 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

– la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,

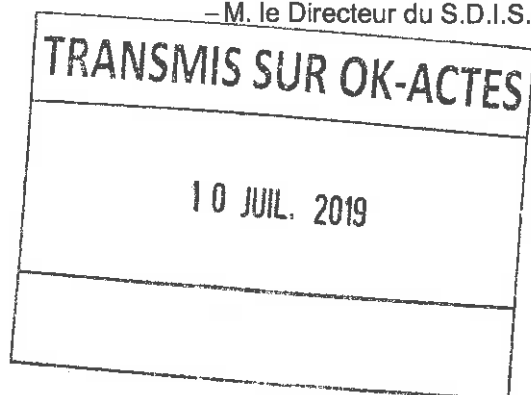
– M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le **10 JUIL. 2019**

Par délégation,  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG



**Objet : visite périodique - avis favorable Lycée Raoul Follereau Bâtiment B2/B10**

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

DATE DE VISITE : 07/05/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00644-000  
310-02

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Lieutenant 2° classe GAMBIA Philippe

|                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------|
| <b>PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN<br/>ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC</b> |
|--------------------------------------------------------------------------|

## ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : LYCEE RAOUL FOLLEREAU - BATIMENT B2/B10

Activité : Enseignement                      Type : R-W-L                      Catégorie : 3<sup>ème</sup>

Adresse (n°, rue, commune) : 1 à 3 Cité Technique rue Louis Marchal - 90000 BELFORT

Motif de la visite : visite périodique

## COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY            Chef du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

|            |                                                                                |
|------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| M. PICARD  | représentant le Maire de BELFORT                                               |
| M. HEBERLE | représentant le Directeur Départemental de la CSPP - service jeunesse et sport |
| M. GAMBIA  | représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours  |

## REPRESENTANT DE LA DIRECTION DE L'ETABLISSEMENT

M. BARDEY            Gestionnaire - Lycée Follereau

## AUTRES PERSONNES PRESENTES

|              |                                                         |
|--------------|---------------------------------------------------------|
| Mme CHAPATTE | Conseil Régional - Direction de la gestion patrimoniale |
| M. AMENOUTON | CHUBB Sécurité                                          |
| M. NIVELLE   | Stagiaire IRA                                           |
| M. RICHERT   | Responsable Equipe - Lycée Follereau                    |
| M. BOULADOU  | AP Région                                               |
| Mme TRAVERT  | Assistante Prévention (Etat)                            |
| M. JACOUTOT  | SDIS 90                                                 |

DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

Ensemble batimentaire dénommé : Lycée Raoul Follereau constitué de 16 bâtiments dont 14 ERP. Tous les bâtiments sont isolés entre eux sauf le B2 et le B10 qui constituent un seul établissement (rapport SOCOTEC CV/BG 949/V/BEL/04/1633 du 7 juin 2004).

- **Bâtiment B2 - R + 3 et Bâtiment B10 - RDC** : < à 700 personnes  
*Enseignement - Salles de cours Non isolés*  
 Administration – salle polyvalente (GOLDSCHMIDT) - 2 appartements

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Type R-W-L de 3<sup>ème</sup> catégorie

TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 4 juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'enseignement et colonies de vacances (**type R**) ;
- **Arrêté du 21 avril 1983** (modifié) portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux administrations, banques et bureaux (**type W**) ;
- **Arrêté du 5 Février 2007** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples (**type L**) ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- **Arrêté du 14 mai 1975** relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du Ministère de l'Education.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES :**

| <b>DESIGNATIONS</b>                                                  | <b>OBSERVATIONS</b>                                                                                                                                   |
|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>SSI de catégorie A</b>                                            | Vérification triennale par SOCOTEC du 12/02/2019 –<br>Rapport n° 941V2/19/440 (13 observations dont 4<br>levées)<br><br>Contrat d'entretien Sté CHUBB |
| <b>Eclairage de Sécurité</b><br><br><b>Installations électriques</b> | Vérifiés par SOCOTEC du 15 au 24 mai 2018<br>Rapport n° 941V2/18/948<br>Certaines observations levées<br>Lever les observations restantes             |
| <b>Extincteurs</b>                                                   | Vérifiés par DESAUTEL en juin 2018                                                                                                                    |
| <b>Désenfumage naturel des cages<br/>d'escaliers</b>                 | Vérifié par ETIS du 14 au 21/03/2016                                                                                                                  |
| <b>Ascenseur</b>                                                     | Vérifié par SOCOTEC le 18/06/2015<br>Contrat d'entretien OTIS                                                                                         |
| <b>Portes automatiques</b>                                           | Vérifiées par OTIS le 14/12/2018 (contrat d'entretien<br>semestriel)                                                                                  |
| <b>Exercices d'évacuation</b>                                        | Réalisés les 16/01/2019 et 4/04/2019                                                                                                                  |

**Nota** : Monsieur le chef d'établissement du Lycée Raoul Follereau de Belfort, M. Dominique BALON, atteste que M. Stéphane Grandjean, affecté dans son établissement et titulaire de l'habilitation électrique BO – HO – B2V – BR, exerce la fonction d'électricien.

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                        | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                        | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques (article EC 15)</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 14).</li> </ul> </li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li> <li>- <u>Ascenseur</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9).</li> <li>- <u>Portes automatiques</u> : les vérifications doivent être conformes aux modalités prévues par la norme en vigueur correspondante (article CO 48).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (articles MS 38 et MS 73).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>- tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour</li> <li>- les systèmes de catégorie A et B- (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 04                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 05                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Limitier à 19 personnes l'effectif dans les salles de cours comportant une sortie (article CO 36).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :**

Procès verbal de visite du : 31/05/2016

Prescriptions réalisées : n° 10 - 11 - 13 - 34 - 35 - 36

Prescriptions non maintenues : prescriptions permanentes n° 06 et 07

Prescription maintenue : n° 12

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                 |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 06 | 12/16 - Installer un système d'alarme perceptible (flashes lumineux) dans les lieux où des personnes atteintes de déficience auditive peuvent se trouver isolées des autres (ex. WC,...) – (article MS 64). |

**IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES**

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                     |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 07 | Lever les observations des différents rapports de vérification puis fournir à la sous-commission de sécurité, via la mairie, l'attestation de levée des observations (article R 123-43 du CCH). |



**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION**

**LYCEE RAOUL FOLLEREAU - BATIMENT B2/B10 - BELFORT - E-010-00644-000 - 310-02**

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable**.

Ce document comprend 6 pages

**Date de la visite : le 07/05/2019**

Signature du Président de séance : M. Gilles GODFROY



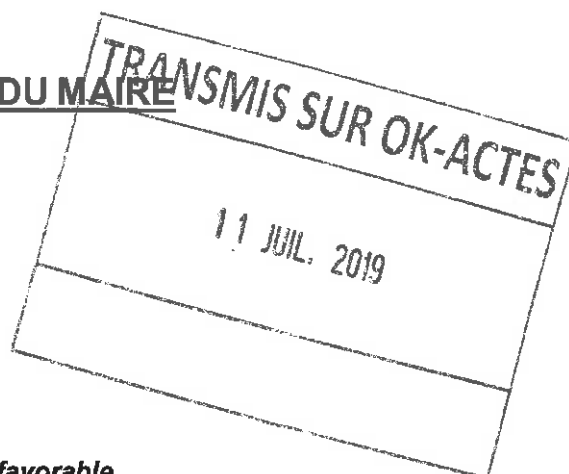
Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours



Direction : urbanisme  
Initiales : CH/PB  
Code matière : 6.1

**ARRETE DU MAIRE**



**Objet : visite périodique - avis favorable**  
**Lycée Raoul Follereau Bâtiment B4**  
**1 à 3 rue Louis Marchal Cité Technique - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 14 mai 1975 relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du ministère de l'éducation.

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 7 mai 2019, suite à la visite périodique en date du 7 mai 2019, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception à Monsieur Dominique Balon, proviseur du Lycée Raoul Follereau, 1 à 3 rue Louis Marchal – Cité Technique à Belfort,

Considérant l'**AVIS FAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public du bâtiment B4 du Lycée Raoul Follereau émis le 7 mai 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet avis est assorti de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le maintien de l'ouverture au public du bâtiment B4 du Lycée Raoul Follereau est autorisé.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Dominique BALON, Proviseur du Lycée Raoul FOLLEREAU est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 7 mai 2019 (annexé au présent arrêté), dans un délai de **2 mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Cet établissement est de **type R de 4<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total déclaré de **120 personnes**.

**ARTICLE 4 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 5 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 6 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 8 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

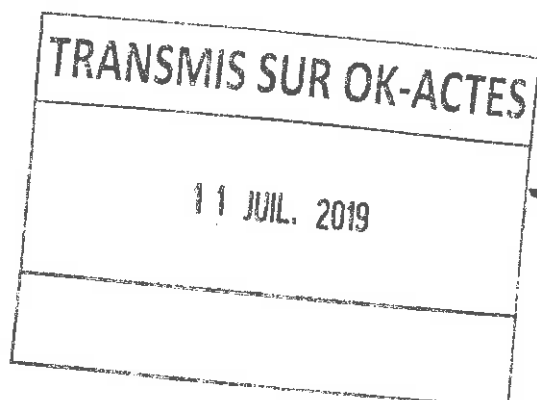
Belfort, le

**11 JUIL. 2019**

Par déléation,  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG



PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

DATE DE VISITE : 07/05/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00660-000  
310-03

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Lieutenant 2° classe GAMBA Philippe

|                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------|
| <b>PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN<br/>ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC</b> |
|--------------------------------------------------------------------------|

**ETABLISSEMENT**

Nom ou raison sociale : LYCEE RAOUL FOLLEREAU - BATIMENT B3

Activité : Enseignement

Type : R

Catégorie : 2<sup>ème</sup>

Adresse (n°, rue, commune) : 1 à 3 rue Louis Marchal Cité Technique - 90000 BELFORT

Motif de la visite : visite périodique - Avis Défavorable -**COMPOSITION DE LA COMMISSION**Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY Chef du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

|            |                                                                                |
|------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| M. PICARD  | représentant le Maire de BELFORT                                               |
| M. HEBERLE | représentant le Directeur Départemental de la CSPP - service jeunesse et sport |
| M. GAMBA   | représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours  |

**REPRESENTANT DE LA DIRECTION DE L'ETABLISSEMENT**

M. BARDEY Gestionnaire - Lycée Follereau

**AUTRES PERSONNES PRESENTES**

|              |                                                         |
|--------------|---------------------------------------------------------|
| Mme CHAPATTE | Conseil Régional - Direction de la gestion patrimoniale |
| M. AMENOUTON | CHUBB Sécurité                                          |
| M. NIVELLE   | Stagiaire IRA                                           |
| M. RICHERT   | Responsable Equipe - Lycée Follereau                    |
| M. BOULADOU  | AP Région                                               |
| Mme TRAVERT  | Assistante Prévention (Etat)                            |
| M. JACOUTOT  | SDIS 90                                                 |

**DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT**

Ensemble batimentaire dénommé : Lycée Raoul Follereau constitué de 16 bâtiments dont 14 ERP. Tous les bâtiments sont isolés entre eux sauf le B2 et le B10 qui constituent un seul établissement (rapport SOCOTEC CV/BG 949/V/BEL/04/1633 du 7 juin 2004).

- **Bâtiment B3 - R + 3** : - 950 personnes  
Enseignement - Salles de cours

**CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT**

Type R de 2<sup>ème</sup> catégorie

**TEXTES DE REFERENCE :**

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 4 juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'enseignement et colonies de vacances (type R) ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- **Arrêté du 14 mai 1975** relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du Ministère de l'Education.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES :**

| <b>DESIGNATIONS</b>                                                  | <b>OBSERVATIONS</b>                                                                                                                                                                                                 |
|----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>SSI de catégorie A</b>                                            | Vérification triennale par SOCOTEC du 19/02/2019 -<br>Rapport n° 941V2/19/438 (9 observations dont 1<br>concernant des détecteurs défectueux)<br><br><b>Lever les observations</b><br>Contrat d'entretien Sté CHUBB |
| <b>Eclairage de Sécurité</b><br><br><b>Installations électriques</b> | Vérifiés par SOCOTEC du 15 au 24 mai 2018 –<br>Rapport n° 941V2/18/945<br>Certaines observations levées<br><b>Lever les observations restantes</b>                                                                  |
| <b>Extincteurs</b>                                                   | Vérifiés par DESAUTEL en juin 2018                                                                                                                                                                                  |
| <b>Désenfumage naturel des cages<br/>d'escaliers</b>                 | Vérifié par ETIS du 14 au 21/03/2016                                                                                                                                                                                |
| <b>Ascenseur</b>                                                     | Vérifié par SOCOTEC le 18/06/2015<br>Contrat d'entretien OTIS                                                                                                                                                       |
| <b>Exercices d'évacuation</b>                                        | Réalisés les 16/01/2019 et 4/04/2019                                                                                                                                                                                |

**Nota :** Monsieur le chef d'établissement du Lycée Raoul Follereau de Belfort, M. Dominique BALON, atteste que M. Stéphane Grandjean, affecté dans son établissement et titulaire de l'habilitation électrique BO – HO – B2V – BR, exerce la fonction d'électricien.

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                        | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                        | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques (article EC 15)</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 14).</li> </ul> </li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li> <li>- <u>Ascenseur</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (articles MS 38 et MS 73).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>- tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour</li> <li>- les systèmes de catégorie A et B— (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 04                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 05                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Limiter à 19 personnes l'effectif dans les salles de cours comportant une sortie (article CO 36).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :**

Procès verbal de visite du : 31/05/2016

Prescriptions réalisées : n° 10 - 11 - 13

Prescriptions non maintenues : prescriptions permanentes n° 06 et 07

Prescription maintenue : n° 12

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                 |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 06 | 12/16 - Installer un système d'alarme perceptible (flashes lumineux) dans les lieux où des personnes atteintes de déficience auditive peuvent se trouver isolées des autres (ex. WC,...) – (article MS 64). |

**IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES**

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 07 | Lever les observations des différents rapports de vérification puis fournir à la sous-commission de sécurité, via la mairie, l'attestation de levée des observations (article R 123-43 du CCH).                                                                                                                                                                                                                                           |
| 08 | Régler le ferme porte du local lingerie afin d'assurer la fermeture complète de la porte résistant au feu (article CO 28).<br><br>☞ <b>Observation :</b><br><br>La sous-commission a constaté une observation sur le RVRE de l'organisme agréé SOCOTEC concernant l'installation de détection automatique d'incendie.<br>Les détecteurs sont hors service et le défaut ne figure pas au niveau de l'unité d'aide à l'exploitation du SSI. |
| 09 | Remettre en fonction le système de détection incendie (article MS 68)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |



**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION**

**LYCEE RAOUL FOLLEREAU - BATIMENT B3 - BELFORT - E-010-00660-000 - 310-03**

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Défavorable**.

Ce document comprend 06 pages

**Date de la visite : le 07/05/2019**

Signature du Président de séance : M. Gilles GODFROY

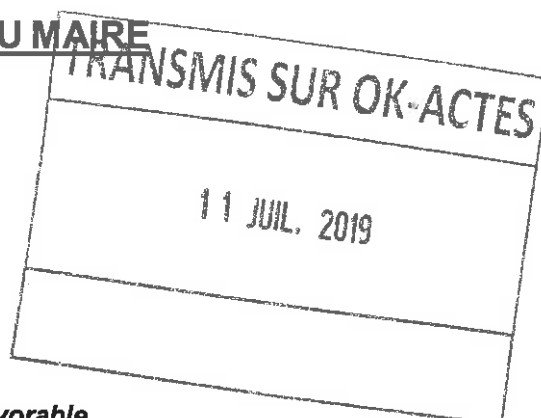
Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours



Direction : urbanisme  
 Initiales : CH/PB  
 Code matière : 6.1

## ARRETE DU MAIRE



**Objet : visite périodique - avis favorable**  
**Lycée Raoul Follereau Bâtiment B5**  
**1 à 3 rue Louis Marchal Cité Technique - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 14 mai 1975 relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du ministère de l'éducation.

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 7 mai 2019, suite à la visite périodique en date du 7 mai 2019, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception à Monsieur Dominique Balon, proviseur du Lycée Raoul Follereau, 1 à 3 rue Louis Marchal – Cité Technique à Belfort,

Considérant **l'AVIS FAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public du bâtiment B5 du Lycée Raoul Follereau émis le 7 mai 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet avis est assorti de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le maintien de l'ouverture au public du bâtiment B5 du Lycée Raoul Follereau est autorisé.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Dominique BALON, Proviseur du Lycée Raoul FOLLEREAU est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 7 mai 2019 (annexé au présent arrêté), dans un délai de **3 mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Cet établissement est de **type R de 4<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total déclaré de **94 personnes**.

**ARTICLE 4 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 5 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 6 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.


**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

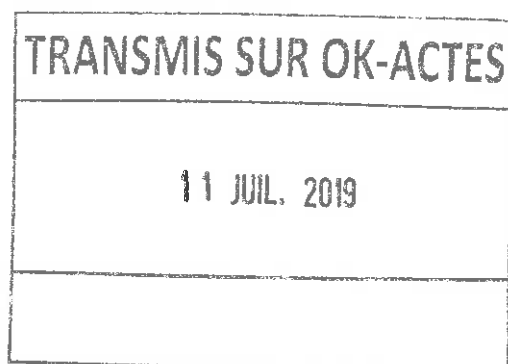
**ARTICLE 8 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le **11 JUL. 2019**

Par déléation,  
L'Adjoint au Maire

  
Jean-Marie HERZOG



PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

DATE DE VISITE : 07/05/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00829-000  
310-05

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Lieutenant 2° classe GAMBA Philippe

|                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------|
| <b>PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN<br/>ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC</b> |
|--------------------------------------------------------------------------|

**ETABLISSEMENT**

Nom ou raison sociale : LYCEE RAOUL FOLLEREAU - BATIMENT B5

Activité : Internat

Type : R

Catégorie : 4<sup>ème</sup>

Adresse (n°, rue, commune) : 1 à 3 Cité Technique rue Louis Marchal - 90000 BELFORT

Motif de la visite : visite périodique

**COMPOSITION DE LA COMMISSION**Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY      Chef du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. PICARD      représentant le Maire de BELFORT

M. HEBERLE    représentant le Directeur Départemental de la CSPP - service jeunesse et sport

M. GAMBA      représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

**REPRESENTANT DE LA DIRECTION DE L'ETABLISSEMENT**

M. BARDEY      Gestionnaire - Lycée Follereau

**AUTRES PERSONNES PRESENTES**

Mme CHAPATTE    Conseil Régional - Direction de la gestion patrimoniale

M. AMENOUTON    CHUBB Sécurité

M. NIVELLE      Stagiaire IRA

M. RICHERT      Responsable Equipe - Lycée Follereau

M. BOULADOU    AP Région

Mme TRAVERT    Assistante Prévention (Etat)

M. JACOUTOT     SDIS 90

## DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

Ensemble batimentaire dénommé : Lycée Raoul Follereau constitué de 16 bâtiments dont 14 ERP. Tous les bâtiments sont isolés entre eux sauf le B2 et le B10 qui constituent un seul établissement (rapport SOCOTEC CV/BG 949N/BEL/04/1633 du 7 juin 2004).

- **Bâtiments B5 - R + 3 : - 94 personnes**  
Internat – enseignement - 21 chambres / 52 lits
- Rez-de-chaussée : salles de cours - 2 chambres à 3 lits et 4 chambres à 2 lits,
- 1<sup>er</sup> étage : 1 chambre à 2 lits, salles de cours inoccupées,
- 2<sup>ème</sup> étage : 10 chambres à 3 lits, 2 chambres à 2 lits et 2 chambres à 1 lit,
- 3<sup>ème</sup> étage : Inoccupé.

## CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Type RH de 4<sup>ème</sup> catégorie

## TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 4 juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'enseignement et colonies de vacances (type R) ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- **Arrêté du 14 mai 1975** relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du Ministère de l'Education.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES :**

| <b>DESIGNATIONS</b>                                                                         | <b>OBSERVATIONS</b>                                                                                                                                                                              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>SSI de catégorie A<br/>SSI ancien avec détecteurs de fumée avec chambre d'ionisation</b> | Vérification triennale par SOCOTEC du 13/02/2019 –<br>Rapport n° 941V2/19/448 (7 observations dont 1 levée)<br><b>Lever les observations</b><br>Contrat d'entretien Sté CHUBB                    |
| <b>Eclairage de Sécurité<br/><br/>Installations électriques</b>                             | Vérifiés par SOCOTEC du 15 au 24 mai 2018 –<br>Rapport n° 941V2/18/940<br>Certaines observations levées<br><b>Lever les observations restantes</b>                                               |
| <b>Extincteurs</b>                                                                          | Vérifiés par DESAUTEL en juin 2018                                                                                                                                                               |
| <b>Installation de gaz ECS</b>                                                              | Vérifiée par SOCOTEC le 18/05/2018<br>Rapport n° 941V2/18/856                                                                                                                                    |
| <b>Désenfumage mécanique des circulations</b>                                               | Vérifié par SOCOTEC (triennale) le 18/02/2019<br>Rapport n° 941V2/19/442<br><br>Vérifiées par ETIS du 9 au 11/07/2018<br>Observations levées par Sté ETIS en avril 2019<br>(contrat d'entretien) |
| <b>Désenfumage naturel des cages d'escaliers</b>                                            | Vérifié par ETIS du 14 au 21/03/2016                                                                                                                                                             |
| <b>Ascenseur</b>                                                                            | Vérifié par SOCOTEC le 18/06/2015<br>Contrat d'entretien OTIS                                                                                                                                    |
| <b>Exercices d'évacuation</b>                                                               | Pour les internats réalisés les 26/03/2019 et 01/04/2019                                                                                                                                         |

**Nota :** Monsieur le chef d'établissement du Lycée Raoul Follereau de Belfort, M. Dominique BALON, atteste que M. Stéphane Grandjean, affecté dans son établissement et titulaire de l'habilitation électrique BO – HO – B2V – BR, exerce la fonction d'électricien.

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                        | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                        | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques (article EC 15)</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 14).</li> </ul> </li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li> <li>- <u>Installation de gaz</u> : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30).</li> <li>- <u>Ascenseur</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (articles MS 38 et MS 73).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>- tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour</li> <li>- les systèmes de catégorie A et B- (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 04                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 05                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Limiter à 19 personnes l'effectif dans les salles de cours comportant une sortie (article CO 36).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :**

Procès verbal de visite du : 31/05/2016

Prescriptions réalisées : n° 08 - 09 - 10 - 11 - 13

Prescriptions non maintenues : prescriptions permanentes n° 06 et 07

Prescription maintenue : n° 12

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                 |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 06 | 12/16 - Installer un système d'alarme perceptible (flashes lumineux) dans les lieux où des personnes atteintes de déficience auditive peuvent se trouver isolées des autres (ex. WC,...) – (article MS 64). |

**IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES**

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 07 | Lever les observations des différents rapports de vérification puis fournir à la sous-commission de sécurité, via la mairie, l'attestation de levée des observations (article R 123-43 du CCH).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 08 | Supprimer tout accès au local 515 qui ne peut être considéré comme un dégagement supplémentaire de la salle de classe attenante et n'y rien stocker, à défaut, réaliser son isolement comme un local à risques particuliers (article CO 28).                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|    | <b><u>Constatation :</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|    | <p>La sous commission a également constaté la présence de détecteurs de fumée à chambre d'ionisation (DFCI) équipant le système de détection incendie.</p> <p>L'exploitant a été informé que l'arrêté interministériel du 18 novembre 2011, paru au Journal Officiel le 3 décembre 2011, impose le recensement, le retrait progressif et le remplacement de tous les DFCI.</p> <p>Ces appareils devaient être remplacés par des détecteurs thermiques ou optiques qui offrent les mêmes garanties d'efficacité avant le 31 décembre 2017.</p> |
| 09 | Remplacer les DFCI selon les termes de l'arrêté interministériel du 18 novembre 2011 et dans le cadre de ce remplacement, s'assurer de la compatibilité des nouveaux détecteurs avec le SSI (article R 123-48).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|    | <b><u>Observation :</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|    | <p>La sous-commission a constaté que les PMR potentielles qui pourraient fréquenter l'établissement peuvent être accueillies au niveau des chambres aménagées en rez-de-chaussée des bâtiments B4 et B 5.</p> <p>Les PMR n'ont donc pas accès aux étages et les ascenseurs ne sont pas accessibles aux élèves seulement aux personnels munis de clés.</p> <p>Il n'y a donc pas lieu d'élaborer des mesures permettant une évacuation différée des PMR.</p>                                                                                    |



**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION**

**LYCEE RAOUL FOLLEREAU - BATIMENT B5 - BELFORT - E-010-00829-000 - 310-05**

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable**.



Ce document comprend 06 pages

**Date de la visite : le 07/05/2019**

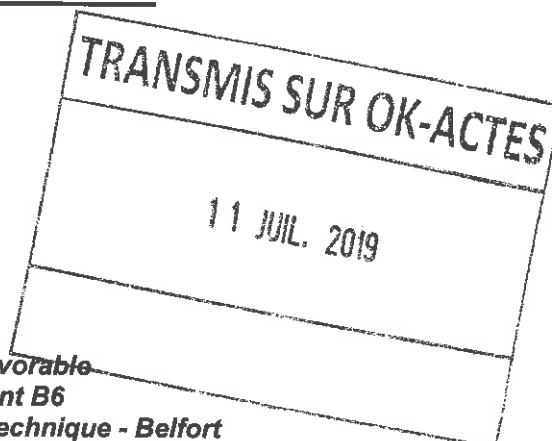
Signature du Président de séance : M. Gilles GODFROY

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours

**ARRETE DU MAIRE**

Direction : urbanisme  
 Initiales : CH/PB  
 Code matière : 6.1



**Objet : visite périodique - avis favorable**  
**Lycée Raoul Follereau Bâtiment B6**  
**1 à 3 rue Louis Marchal Cité Technique - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 14 mai 1975 relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du ministère de l'éducation.

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 7 mai 2019, suite à la visite périodique en date du 7 mai 2019, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception à Monsieur Dominique Balon, proviseur du Lycée Raoul Follereau, 1 à 3 rue Louis Marchal – Cité Technique à Belfort,

Considérant l'**AVIS FAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public du bâtiment B6 du Lycée Raoul Follereau émis le 7 mai 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet avis est assorti de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le maintien de l'ouverture au public du bâtiment B6 du Lycée Raoul Follereau est autorisé.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Dominique BALON, Proviseur du Lycée Raoul FOLLEREAU est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 7 mai 2019 (annexé au présent arrêté), dans un délai de **2 mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Cet établissement est de **type R de 3<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total déclaré de **330 personnes**.

**ARTICLE 4 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 5 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 6 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 8 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

– la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,

– M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

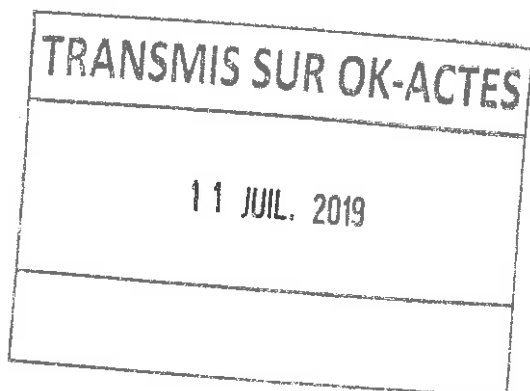
Belfort, le

**11 JUL. 2019**

Par délégué  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG



PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

DATE DE VISITE : 07/05/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00310-000  
310-06

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Lieutenant 2° classe GAMBIA Philippe

|                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------|
| <b>PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN<br/>ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC</b> |
|--------------------------------------------------------------------------|

**ETABLISSEMENT**

Nom ou raison sociale : LYCEE RAOUL FOLLEREAU - BATIMENT B6

Activité : Internat

Type : R

Catégorie : 3<sup>ème</sup>

Adresse (n°, rue, commune) : 1 à 3 rue Louis Marchal - 90000 BELFORT

Motif de la visite : visite périodique

**COMPOSITION DE LA COMMISSION**Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY      Chef du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

|            |                                                                                |
|------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| M. PICARD  | représentant le Maire de BELFORT                                               |
| M. HEBERLE | représentant le Directeur Départemental de la CSPP - service jeunesse et sport |
| M. GAMBIA  | représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours  |

**REPRESENTANT DE LA DIRECTION DE L'ETABLISSEMENT**

M. BARDEY      Gestionnaire - Lycée Follereau

**AUTRES PERSONNES PRESENTES**

|              |                                                         |
|--------------|---------------------------------------------------------|
| Mme CHAPATTE | Conseil Régional - Direction de la gestion patrimoniale |
| M. AMENOUTON | CHUBB Sécurité                                          |
| M. NIVELLE   | Stagiaire IRA                                           |
| M. RICHERT   | Responsable Equipe - Lycée Follereau                    |
| M. BOULADOU  | AP Région                                               |
| Mme TRAVERT  | Assistante Prévention (Etat)                            |
| M. JACOUTOT  | SDIS 90                                                 |

**DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT**

Ensemble batimentaire dénommé : Lycée Raoul Follereau constitué de 16 bâtiments dont 14 ERP. Tous les bâtiments sont isolés entre eux sauf le B2 et le B10 qui constituent un seul établissement (rapport SOCOTEC CV/BG 949/V/BEL/04/1633 du 7 juin 2004).

- **Bâtiments B6 - R + 3** : - 330 personnes  
Internat – enseignement – CDI - 32 chambres / 89 lits,
- Rez-de-chaussée : CDI - espaces de travail - locaux techniques,
- 1<sup>er</sup> étage : salles de cours - 2 EAS dont un balcon solution équivalente,
- 2<sup>ème</sup> étage : 9 chambres à 3 lits et 1 chambre à 1 lit - 2 EAS,
- 3<sup>ème</sup> étage : 18 chambres à 3 lits, 3 chambres à 2 lits et 1 chambre à 1 lit - 2 EAS.

**CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT**

Type R de 3<sup>ème</sup> catégorie

**TEXTES DE REFERENCE :**

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 4 juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'enseignement et colonies de vacances (**type R**) ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- **Arrêté du 14 mai 1975** relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du Ministère de l'Education.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES :**

| <b>DESIGNATIONS</b>                                                  | <b>OBSERVATIONS</b>                                                                                                                                                                               |
|----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>SSI de catégorie A</b>                                            | Vérification triennale par SOCOTEC du 13/02/2019 –<br>Rapport n° 941V2/19/447 (8 observations)<br><b>Lever les observations</b><br>Contrat d'entretien Sté CHUBB                                  |
| <b>Eclairage de Sécurité</b><br><br><b>Installations électriques</b> | Vérifiés par SOCOTEC du 15 au 24 mai 2018 –<br>Rapport n° 941V2/18/939<br>Certaines observations levées<br><b>Lever les observations restantes</b>                                                |
| <b>Extincteurs</b>                                                   | Vérifiés par DESAUTEL en juin 2018                                                                                                                                                                |
| <b>Désenfumage mécanique des circulations</b>                        | Vérifié par SOCOTEC (triennale) le 18/02/2019<br>Rapport n° 941V2/19/443<br><br>Vérifiées par ETIS du 9 au 11/07/2018<br>Observations levées par Sté ETIS en avril 2019<br>(contrat d'entretien). |
| <b>Désenfumage naturel des cages d'escaliers</b>                     | Vérifié par ETIS du 14 au 21/03/2016                                                                                                                                                              |
| <b>Ascenseur</b>                                                     | Vérifié par SOCOTEC le 18/06/2015 (quinquennale)<br>Contrat d'entretien OTIS                                                                                                                      |
| <b>Exercices d'évacuation</b>                                        | Pour les internats réalisés les 26/03/2019 et 01/04/2019                                                                                                                                          |

**Nota :** Monsieur le chef d'établissement du Lycée Raoul Follereau de Belfort, M. Dominique BALON, atteste que M. Stéphane Grandjean, affecté dans son établissement et titulaire de l'habilitation électrique BO - HO - B2V - BR, exerce la fonction d'électricien.

**II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :**

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                        | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                        | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques (article EC 15)</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 14).</li> </ul> </li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li> <li>- <u>Ascenseur</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (articles MS 38 et MS 73).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>- tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour</li> <li>- les systèmes de catégorie A et B- (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 04                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 05                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Limiter à 19 personnes l'effectif dans les salles de cours comportant une sortie (article CO 36).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :**

Procès verbal de visite du : 31/05/2016

Prescriptions réalisées : n° 10 - 11 - 13 - 37 à 40

Prescriptions non maintenues : prescriptions permanentes n° 06 et 07

Prescription maintenue : n° 12

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                 |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 06 | 12/16 - Installer un système d'alarme perceptible (flashes lumineux) dans les lieux où des personnes atteintes de déficience auditive peuvent se trouver isolées des autres (ex. WC,...) – (article MS 64). |

**IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES**

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                    |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 07 | Lever les observations des différents rapports de vérification puis fournir à la sous-commission de sécurité, via la mairie, l'attestation de levée des observations (article R 123-43 du CCH).                                |
| 08 | Identifier au moyen d'un pictogramme le balcon solution équivalente d'EAS afin qu'il soit facilement repérable par les services de secours (articles CO 57 et 59).                                                             |
| 09 | Equiper l'EAS du 2 <sup>ème</sup> étage coté B 12 d'un moyen permettant de se signaler (article CO 59).                                                                                                                        |
| 10 | Installer l'extincteur de l'EAS du 2 <sup>ème</sup> étage coté B 12 de manière à ce que la poignée de portage ne soit pas située à plus d'1.20m du sol et permettant à une personne en fauteuil de l'utiliser (article MS 39). |
| 11 | Régler la porte de l'EAS du 2 <sup>ème</sup> étage sud coté B3 de manière à obtenir une fermeture complète (article CO 44).                                                                                                    |
| 12 | Supprimer la prise multiple dans l'EAS du 3 <sup>ème</sup> étage coté B3 (article EL 11).                                                                                                                                      |
| 13 | Régler la porte de l'EAS du 3 <sup>ème</sup> étage sud coté B3 de manière à obtenir une fermeture complète (article CO 44).                                                                                                    |



**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION**

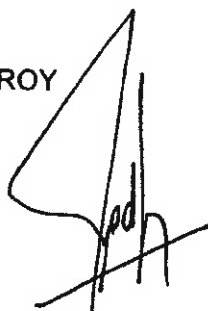
**LYCEE RAOUL FOLLEREAU - BATIMENT B6 - BELFORT - E-010-00310-000 - 310-06**

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable**.

Ce document comprend 06 pages

**Date de la visite : le 07/05/2019**

Signature du Président de séance : M. Gilles GODFROY



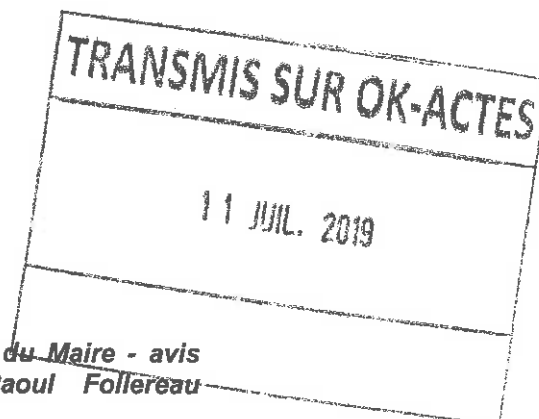
Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours



## ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme  
 Initiales : CH/PB  
 Code matière : 6.1



**Objet : visite sur demande du Maire - avis favorable Lycée Raoul Follereau Bâtiment B9 1 à 3 rue Louis Marchal Cité Technique - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 19 juin 1990 relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge,

Vu l'arrêté du 22 juin 1990 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de 5<sup>e</sup> catégorie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 7 mai 2019, suite à la visite sur demande du Maire en date du 7 mai 2019, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception à Monsieur Dominique Balon, Proviseur du Lycée Raoul Follereau, 1 à 3 rue Louis Marchal – Cité Technique à Belfort,

Considérant **l'AVIS FAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public du bâtiment B9 du Lycée Raoul Follereau émis le 7 mai 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet avis est assorti de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le maintien de l'ouverture au public du bâtiment B9 du Lycée Raoul Follereau est autorisé.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Dominique BALON, Proviseur du Lycée Raoul FOLLEREAU est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 7 mai 2019 (annexé au présent arrêté), dans un délai de **3 mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Cet établissement est de **type X de 5<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total déclaré de **150 personnes**.

**ARTICLE 4 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 5 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 6 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 8 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

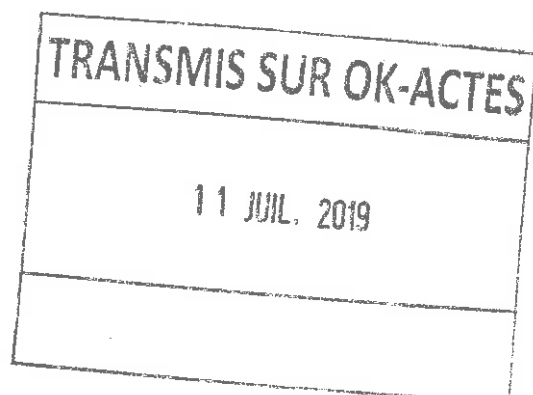
- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le **11 JUL. 2019**

Par délégalion  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG



PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

DATE DE VISITE : 07/05/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00469-000  
310-09

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Lieutenant 2° classe GAMBA Philippe

|                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------|
| <b>PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN<br/>ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC</b> |
|--------------------------------------------------------------------------|

**ETABLISSEMENT**

Nom ou raison sociale : LYCEE RAOUL FOLLEREAU - BATIMENT B9

Activité : Etablissements sportifs couverts

Type : X Catégorie : 5

Adresse (n°, rue, commune) : 1 à 3 rue Louis Marchal - 90000 BELFORT

Motif de la visite : Visite sur demande du maire

**COMPOSITION DE LA COMMISSION**Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY Chef du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. PICARD représentant le Maire de BELFORT

M. HEBERLE représentant le Directeur Départemental de la CSPP - service jeunesse et sport

M. GAMBA représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

**REPRESENTANT DE LA DIRECTION DE L'ETABLISSEMENT**

M. BARDEY Gestionnaire - Lycée Follereau

**AUTRES PERSONNES PRESENTES**

Mme CHAPATTE Conseil Régional - Direction de la gestion patrimoniale

M. AMENOUTON CHUBB Sécurité

M. NIVELLE Stagiaire IRA

M. RICHERT Responsable Equipe - Lycée Follereau

M. BOULADOU AP Région

Mme TRAVERT Assistante Prévention (Etat)

M. JACOUTOT SDIS 90

## DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

Ensemble batimentaire dénommé : Lycée Raoul Follereau constitué de 16 bâtiments dont 14 ERP. Tous les bâtiments sont isolés entre eux sauf le B2 et le B10 qui constituent un seul établissement (rapport SOCOTEC CV/BG 949/V/BEL/04/1633 du 7 juin 2004).

- **Bâtiment B9 - RDC :**

Gymnase composé de :

- une petite salle
- une grande salle
- un dojo
- une salle de musculation
- une chaufferie gaz
- 4 vestiaires et sanitaires
- 2 salles de stockage de matériels sportifs

Pour un effectif de 150 personnes

## CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Type X de 5<sup>ème</sup> catégorie

## TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 22 Juin 1990** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de 5<sup>ème</sup> catégorie ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.
- **Arrêté du 19 juin 1990** relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES :**

| <b>DESIGNATIONS</b>            | <b>OBSERVATIONS</b>                                                                                    |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>SSI de catégorie A</b>      | Vérifié par CHUBB (contrat d'entretien) le 8/04/2019<br><b>1 observation levée</b>                     |
| <b>Eclairage de Sécurité</b>   | Vérifiés par SOCOTEC du 15 au 24 mai 2018<br>Rapport n° 941/V2/18/952<br><b>Lever les observations</b> |
| <b>Installation électrique</b> |                                                                                                        |
| <b>Extincteurs</b>             | Vérifiés par DESAUTEL en juin 2018                                                                     |
| <b>Installation de gaz ECS</b> | Vérifiée par SOCOTEC le 18/05/2018                                                                     |
| <b>Désenfumage</b>             | Vérifié par ETIS le 2/05/2019                                                                          |

**II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :**

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                                       | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <p>Faire procéder annuellement par des techniciens compétents ou organismes agréés aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• installations électriques</li> <li>• éclairage de sécurité</li> <li>• désenfumage</li> <li>• chauffage</li> <li>• moyens de secours / SSI de catégorie A</li> </ul>                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission départementale de sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| 04                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <p>Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (circulaire n°84-319 du 3 septembre 1984).</p> |

**III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :**

Procès verbal de visite du : 31/05/2016

Prescription réalisée : n° 14

Prescription non maintenue : n° 15

Prescription maintenue : /

**IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES**

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

| N°                                                                                                                                                       | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 05                                                                                                                                                       | Compléter l'équipement d'alarme de type 1 avec des diffuseurs lumineux destinés à percevoir l'alarme dans les lieux ou les personnes déficientes sensorielles pourraient se trouver isolées des autres (vestiaires individuels professeurs et sanitaires) (article GN8). |
| 06                                                                                                                                                       | Remettre en fonction les blocs d'ambiance des deux salles défectueux (article PE 24).                                                                                                                                                                                    |
| 07                                                                                                                                                       | Rendre accessible l'extincteur de la réserve de la réserve de la grande salle (article PE 26).                                                                                                                                                                           |
| 08                                                                                                                                                       | Accrocher l'extincteur de la réserve de la petite salle à un élément fixe et de manière à ce que la poignée de portage ne soit pas située à plus d'1,20m du sol (article PE 26).                                                                                         |
| 09                                                                                                                                                       | Baliser le grand dégagement de la salle de musculation par un BAES afin de guider le public (articles PE 11 et PE 24).                                                                                                                                                   |
| 10                                                                                                                                                       | Identifier l'organe de coupure électrique du bureau des professeurs (article PE 24).                                                                                                                                                                                     |
| 11                                                                                                                                                       | Déplacer l'extincteur de la chaufferie gaz ECS et le panneau « ne pas utiliser sur flamme gaz » (article PE 26 et arrêté du 23/06/1978).                                                                                                                                 |
| <b><u>Observations DDCSPP :</u></b>                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Procéder au contrôle des installations sportives.<br>Finaliser l'installation des protections des angles saillants des murs de la petite salle de sport. |                                                                                                                                                                                                                                                                          |



**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION**

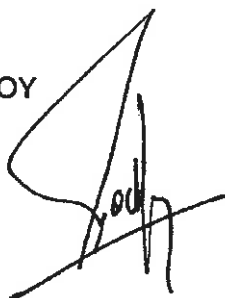
**LYCEE RAOUL FOLLEREAU - BATIMENT B9 - BELFORT - E-010-00469-000 - 310-09**

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable**.

Ce document comprend 06 pages

**Date de la visite : le 07/05/2019**

Signature du Président de séance : M. Gilles GODFROY



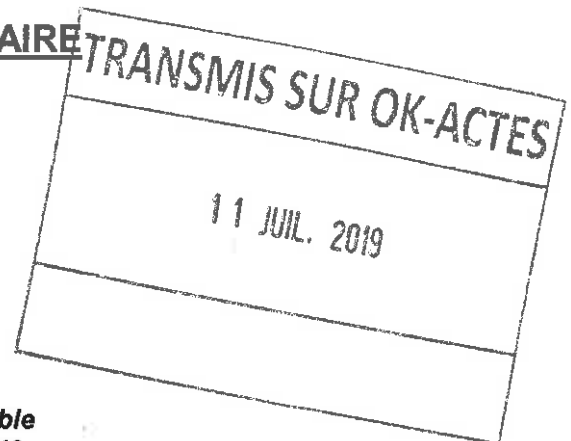
Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours



Direction : urbanisme  
 Initiales : CH/PB  
 Code matière : 6.1

## ARRETE DU MAIRE



**Objet : visite périodique - avis favorable**  
**Lycée Raoul Follereau Bâtiment B12**  
**1 à 3 rue Louis Marchal Cité Technique - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 14 mai 1975 relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du ministère de l'éducation,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (type N),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 7 mai 2019, suite à la visite périodique en date du 7 mai 2019, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception à Monsieur Dominique Balon, Proviseur du Lycée Raoul Follereau, 1 à 3 rue Louis Marchal – Cité Technique à Belfort,

Considérant l'**AVIS FAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public du bâtiment B12 du Lycée Raoul Follereau émis le 7 mai 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet avis est assorti de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le maintien de l'ouverture au public du bâtiment B12 du Lycée Raoul Follereau est autorisé.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Dominique BALON, Proviseur du Lycée Raoul FOLLEREAU est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 7 mai 2019 (annexé au présent arrêté), dans un délai de **3 mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Cet établissement est de **type N de 3<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total déclaré de **629 personnes**.

**ARTICLE 4 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 5 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 6 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 8 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

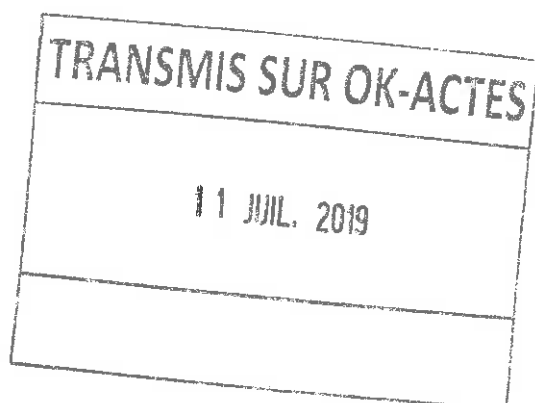
Belfort, le

11 JUIL. 2019

Par déléation,  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG



PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

DATE DE VISITE : 07/05/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00832-000  
310-12

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Lieutenant 2° classe GAMBA Philippe

|                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------|
| <b>PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN<br/>ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC</b> |
|--------------------------------------------------------------------------|

**ETABLISSEMENT**

Nom ou raison sociale : LYCEE RAOUL FOLLEREAU - BATIMENT B12

Activité : Restauration scolaire    Type : N    Catégorie : 3<sup>ème</sup>

Adresse (n°, rue, commune) : 1 à 3 Cité Technique rue Louis Marchal - 90000 BELFORT

Motif de la visite : visite périodique

**COMPOSITION DE LA COMMISSION**Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY    Chef du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

|            |                                                                                |
|------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| M. PICARD  | représentant le Maire de BELFORT                                               |
| M. HEBERLE | représentant le Directeur Départemental de la CSPP - service jeunesse et sport |
| M. GAMBA   | représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours  |

**REPRESENTANT DE LA DIRECTION DE L'ETABLISSEMENT**

M. BARDEY    Gestionnaire - Lycée Follereau

**AUTRES PERSONNES PRESENTES**

|              |                                                         |
|--------------|---------------------------------------------------------|
| Mme CHAPATTE | Conseil Régional - Direction de la gestion patrimoniale |
| M. AMENOUTON | CHUBB Sécurité                                          |
| M. NIVELLE   | Stagiaire IRA                                           |
| M. RICHERT   | Responsable Equipe - Lycée Follereau                    |
| M. BOULADOU  | AP Région                                               |
| Mme TRAVERT  | Assistante Prévention (Etat)                            |
| M. JACOUTOT  | SDIS 90                                                 |

**DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT**

Ensemble batimentaire dénommé : Lycée Raoul Follereau constitué de 16 bâtiments dont 14 ERP. Tous les bâtiments du sont isolés entre eux sauf le B2 et le B10 qui constituent un seul établissement (rapport SOCOTEC CV/BG 949N/BEL/04/1633 du 7 juin 2004).

- **Bâtiments B12 - RDC + sous-sol** : 629 personnes
- Rez-de-chaussée : 3 salles de restauration - cuisine,
- Sous-sol : réserves, chambres froides, vestiaires du personnel, locaux vides.

**CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT**

Type N de 3<sup>ème</sup> catégorie

**TEXTES DE REFERENCE :**

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 21 Juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (**type N**) ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- **Arrêté du 14 mai 1975** relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du Ministère de l'Education.

**PRESCRIPTIONS RÉGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES :**

| DESIGNATIONS                                                         | OBSERVATIONS                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Alarme de type 3</b>                                              | Vérification triennale par SOCOTEC du 19/02/2019 –<br>Rapport n° 941V2/19/xxx (x observations dont x)<br><br><b>Lever les observations</b><br>Contrat d'entretien Sté CHUBB |
| <b>Eclairage de Sécurité</b><br><br><b>Installations électriques</b> | Vérifiés par SOCOTEC du 15 au 24 mai 2018 –<br>Rapport n° 941V2/18/946<br>Certaines observations levées<br><b>Lever les observations restantes</b>                          |
| <b>Installation de gaz cuisine</b>                                   | Vérifiée par SOCOTEC le 18/05/2018<br>Rapport n°941V2/18/857                                                                                                                |
| <b>Conduits de fumée</b>                                             | Vérifiés par Maillot le 23/12/2018                                                                                                                                          |
| <b>Appareils de cuisson</b><br><br><b>Hottes de cuisine</b>          | Vérifiés par Install'nord le 22/03/2019<br><br>Vérifiées par C2A le 20/03/2019                                                                                              |
| <b>Extincteurs</b>                                                   | Vérifiés par DESAUTEL en juin 2018                                                                                                                                          |
| <b>Ascenseur</b>                                                     | Vérifié par SOCOTEC le 18/06/2015<br>Contrat d'entretien OTIS                                                                                                               |
| <b>Exercices d'évacuation</b>                                        | Réalisés les 16/01/2019 et 4/04/2019                                                                                                                                        |

**Nota :** Monsieur le chef d'établissement du Lycée Raoul Follereau de Belfort, M. Dominique BALON, atteste que M. Stéphane Grandjean, affecté dans son établissement et titulaire de l'habilitation électrique BO - HO - B2V - BR, exerce la fonction d'électricien.

## II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                 | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                 | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                 | <p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005).</li><li>- <u>Eclairage de sécurité</u> :<ul style="list-style-type: none"><li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques (article EC 15)</li><li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 14).</li></ul></li><li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li><li>- <u>Ascenseur</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9).</li><li>- <u>Moyens de secours</u> :<ul style="list-style-type: none"><li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (articles MS 38 et MS 73).</li><li>• Système de Sécurité Incendie :<ul style="list-style-type: none"><li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li><li>- tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour</li><li>- les systèmes de catégorie A et B– (article MS 73).</li></ul></li></ul></li></ul> |
| <b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                 | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 04                                                                                                                                                                                                                                                                 | <p>Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| 05                                                                                                                                                                                                                                                                 | limiter à 19 personnes l'effectif dans les salles de cours comportant une sortie (article CO 36).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

### III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès verbal de visite du : 31/05/2016

Prescriptions réalisées : n° 10 - 11 - 13 - 32 - 33

Prescriptions non maintenues : prescriptions permanentes n° 06 et 07

Prescription maintenue : n° 12

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                 |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 06 | 12/16 - Installer un système d'alarme perceptible (flashes lumineux) dans les lieux où des personnes atteintes de déficience auditive peuvent se trouver isolées des autres (ex. WC,...) – (article MS 64). |

### IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 07 | Lever les observations des différents rapports de vérification puis fournir à la sous-commission de sécurité, via la mairie, l'attestation de levée des observations (article R 123-43 du CCH).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 08 | Installer lors de prochains travaux l'extincteur à eau pulvérisée 6L de la cuisine de manière à ce que la poignée de portage ne soit pas située à plus de 1.20 m du sol (article MS 39).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 09 | Identifier les arrêts d'urgence des énergies (gaz et électricité) alimentant les appareils de cuisson et ilots (article GC 4).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 10 | Déplacer l'arrêt d'urgence gaz sur l'îlot principal afin qu'il soit accessible (article GC 4).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 11 | S'assurer que le déclencheur manuel ancien à l'entrée de la cuisine soit fonctionnel et relié au SSI, à défaut procéder à son démontage (article MS 65).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 12 | Retirer le système bloque porte à piston empêchant l'ouverture complète de la double porte du restaurant commensaux (articles CO 35 et 45).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 13 | Installer une crémone sur le vantail dormant de la porte donnant sur l'extérieur du restaurant commensaux (article CO 45).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|    | <b><u>Observation :</u></b><br>La sous-commission a constaté à la visite du sous-sol du restaurant et accueillant un volume non recoupé comprenant réserves, chambres froides et vestiaires du personnel que le recoupement n'est pas effectif, que l'isolement de réserves n'est pas assuré.<br>Il existe néanmoins des blocs portes pouvant isoler les circulations, le local électrique et le volume réserves.<br>Les locaux sont vétustes et un escalier donne au niveau d'une circulation menant à la plonge.<br>La sous commission demande à ce que tous les blocs portes soient maintenus en position fermée, d'installer des fermes portes. |
| 14 | Installer des ferme porte sur tous les blocs portes isolant les volumes du sous sol, dans l'attente maintenir tous les blocs portes en position fermée (article CO 28)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |



**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION**

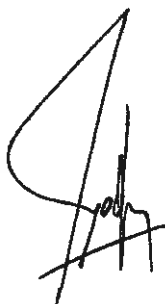
**LYCEE RAOUL FOLLEREAU - BATIMENT B12 - BELFORT - E-010-00832-000 - 310-12**

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable**.

Ce document comprend 06 pages

**Date de la visite : le 07/05/2019**

Signature du Président de séance : M. Gilles GODFROY



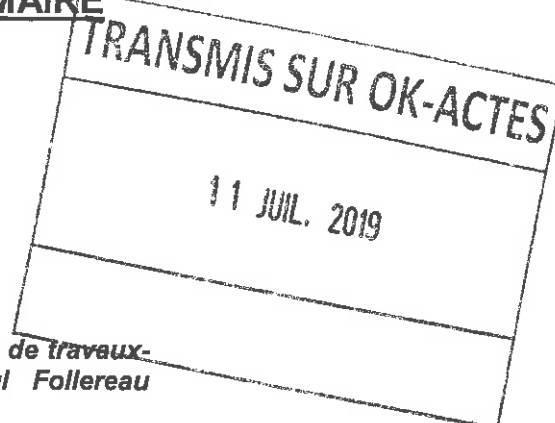
Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours



Direction : urbanisme  
 Initiales : CH/PB  
 Code matière : 6.1

## ARRETE DU MAIRE



**Objet : visite périodique et de réception de travaux-  
 avis favorable - Lycée Raoul Follereau  
 Bâtiment B7  
 1 à 3 rue Louis Marchal Cité Technique - Belfort**

### **Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 14 mai 1975 relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du ministère de l'éducation.

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu l'autorisation de travaux n°090 010 17 Z0027 délivrée le 23 mai 2017 relative à la modification de distribution intérieure du bâtiment externat B7,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 7 mai 2019, suite à la visite périodique en date du 7 mai 2019, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception à Monsieur Dominique Balon, proviseur du Lycée Raoul Follereau, 1 à 3 rue Louis Marchal – Cité Technique à Belfort,

Vu l'avis de la commission communale d'accessibilité en date du 13 avril 2017, suite au dépôt de l'autorisation de travaux n° 090 010 17 Z0027, avis transmis le 24 mai 2017 à Monsieur Dominique Balon, Proviseur du Lycée Raoul Follereau à Belfort,

Considérant que les travaux réalisés dans le cadre de l'autorisation de travaux n'ont pas fait l'objet d'un Rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux (RVRAT) et que par

**Objet : visite périodique et de réception de travaux- avis favorable - Lycée Raoul Follereau  
 Bâtiment B7**

conséquent, la sous-commission de sécurité n'a pu, lors de sa visite, réceptionner les travaux,

Considérant l'**AVIS FAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public du bâtiment B7 du Lycée Raoul Follereau émis le 7 mai 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant l'**AVIS FAVORABLE** au travaux de modification de distribution intérieure de bâtiment externat B7 de la commission communale d'accessibilité en date du 13 avril 2017, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à l'accessibilité des Établissements Recevant du Public,

Considérant que ces avis sont assortis de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le maintien de l'ouverture au public du bâtiment B7 du Lycée Raoul FOLLEREAU est autorisé.

**ARTICLE 2 :** La réception des travaux autorisés par l'autorisation de travaux n°090 010 170Z0027 ne peut être prononcée en raison de l'absence du RVRAT.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Dominique BALON, Proviseur du Lycée Raoul FOLLEREAU est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées (à l'exception de la n°9) par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 7 mai 2019 (annexé au présent arrêté), dans un délai **de 2 mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :** L'exploitant dispose d'**un mois** en ce qui concerne le délai de réalisation de la prescription n°9 du procès-verbal du 7 mai 2019 de la sous-commission de sécurité (annexé au présent arrêté) à compter de la notification du présent arrêté. En l'absence de toute non-conformité, la sous-commission de sécurité établira un procès-verbal de réception de travaux.

**ARTICLE 5 :** Les prescriptions et observations contenues dans les procès-verbaux d'étude des services consultés devront être respectées (cf. copies ci-annexées) :

- Le procès-verbal d'étude de la Sous-commission départementale de sécurité,
- La commission communale d'accessibilité.

**ARTICLE 6 :** Cet établissement est de **type R de 2<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total déclaré de **721 personnes**.

**ARTICLE 7 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 8 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 9 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 10 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

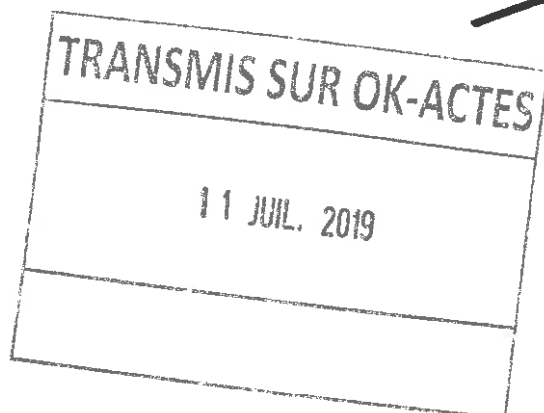
**ARTICLE 11 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le

11 JUIL. 2019

Par délégation  
L'Adjoint au Maire  
Jean-Marie HERZOG



PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

DATE DE VISITE : 07/05/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00528-000  
310-07

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Lieutenant 2° classe GAMBA Philippe

|                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------|
| <b>PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN<br/>ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC</b> |
|--------------------------------------------------------------------------|

**ETABLISSEMENT**

Nom ou raison sociale : LYCEE RAOUL FOLLEREAU - BATIMENT B7

Activité : Enseignement                      Type : R                      Catégorie : 2<sup>ème</sup>

Adresse (n°, rue, commune) : 1 à 3 rue Louis Marchal - 90000 BELFORT

N° de dossier : AT-090-010-17-Z0027 (modification de distribution intérieure)

Motif de la visite : visite périodique et de réception après travaux

**COMPOSITION DE LA COMMISSION**Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY            Chef du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

|            |                                                                                |
|------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| M. PICARD  | représentant le Maire de BELFORT                                               |
| M. HEBERLE | représentant le Directeur Départemental de la CSPP - service jeunesse et sport |
| M. GAMBA   | représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours  |

**REPRESENTANT DE LA DIRECTION DE L'ETABLISSEMENT**

M. BARDEY                      Gestionnaire - Lycée Follereau

**AUTRES PERSONNES PRESENTES**

|              |                                                         |
|--------------|---------------------------------------------------------|
| Mme CHAPATTE | Conseil Régional - Direction de la gestion patrimoniale |
| M. AMENOUTON | CHUBB Sécurité                                          |
| M. NIVELLE   | Stagiaire IRA                                           |
| M. RICHERT   | Responsable Equipe - Lycée Follereau                    |
| M. BOULADOU  | AP Région                                               |
| Mme TRAVERT  | Assistante Prévention (Etat)                            |
| M. JACOUTOT  | SDIS 90                                                 |

## DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

Ensemble batimentaire dénommé : Lycée Raoul Follereau constitué de 16 bâtiments dont 14 ERP. Tous les bâtiments du sont isolés entre eux sauf le B2 et le B10 qui constituent un seul établissement (rapport SOCOTEC CV/BG 949N/BEL/04/1633 du 7 juin 2004).

- **Bâtiments B7 - R + 1 + sous-sol** : - 721 personnes  
Enseignement technologique - Salles de cours

**Le procès verbal en date du 09/05/2017 consistait à :**

- modifier la distribution intérieure du bâtiment B7, au sein d'une aile du bâtiment
- supprimer un atelier technique et deux salles de cours techniques afin de créer 3 nouvelles salles :
  - une salle de cours « banalisée » de 60m<sup>2</sup>,
  - une salle de sciences de 55m<sup>2</sup>,
  - un laboratoire de préparation destiné aux enseignants de 22m<sup>2</sup>.

Ces trois salles seront desservies par un couloir d'une largeur de 2 unités de passage.

Ces travaux ne modifient pas le classement de l'établissement.

L'effectif des 3 salles sur déclaration du chef d'établissement est le suivant :

- salle de cours « banalisée » : 16 personnes
- salle de sciences : 25 personnes
- laboratoire : 4 personnes

## CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Type R de 2<sup>ème</sup> catégorie

## TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 4 juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'enseignement et colonies de vacances (type R) ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- **Arrêté du 14 mai 1975** relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du Ministère de l'Education.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES :**

| DESIGNATIONS                                                         | OBSERVATIONS                                                                                                                                                                                   |
|----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>SSI de catégorie A</b>                                            | Vérification triennale par SOCOTEC du 19/02/2019 –<br>Rapport n° 941V2/19/446 (11 observations)<br><br><b>Lever les observations</b><br>Contrat d'entretien Sté CHUBB                          |
| <b>Eclairage de Sécurité</b><br><br><b>Installations électriques</b> | Vérifiés par SOCOTEC du 15 au 24 mai 2018 –<br>Rapport n° 941V2/18/954<br><br>Certaines observations levées<br><b>Lever les observations restantes</b>                                         |
| <b>Extincteurs</b>                                                   | Vérifiés par DESAUTEL en juin 2018                                                                                                                                                             |
| <b>Désenfumage mécanique des circulations</b>                        | Vérifié par SOCOTEC (triennale) le 18/02/2019<br>Rapport n° 941V2/19/444<br><br>Vérifiées par ETIS du 9 au 11/07/2018<br>Observations levées par sté ETIS en avril 2019 (contrat d'entretien). |
| <b>Désenfumage naturel des cages d'escaliers</b>                     | Vérifié par ETIS du 14 au 21/03/2016                                                                                                                                                           |
| <b>Ascenseur</b>                                                     | Vérifié par SOCOTEC le 18/06/2015<br>Contrat d'entretien OTIS                                                                                                                                  |
| <b>Exercices d'évacuation</b>                                        | Réalisés les 16/01/2019 et 4/04/2019                                                                                                                                                           |

**Nota :** Monsieur le chef d'établissement du Lycée Raoul Follereau de Belfort, M. Dominique BALON, atteste que M. Stéphane Grandjean, affecté dans son établissement et titulaire de l'habilitation électrique BO – HO – B2V – BR, exerce la fonction d'électricien.

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                        | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                        | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques (article EC 15)</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 14).</li> </ul> </li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li> <li>- <u>Ascenseur</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (articles MS 38 et MS 73).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>- tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour</li> <li>- les systèmes de catégorie A et B- (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 04                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 05                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Limiter à 19 personnes l'effectif dans les salles de cours comportant une sortie (article CO 36).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |



**III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :**

Procès verbal de visite du : 31/05/2016

Prescriptions réalisées : n° 10 - 11 - 13 - 18 - 19

Prescriptions non maintenues : prescriptions permanentes n° 06 et 07

Prescription maintenue : n° 12

Procès verbal d'étude du : 09/05/2017

Prescriptions réalisées : n° 04 à 08

Prescription non maintenue : 09

Prescription maintenue : n° 03

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                 |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 06 | 12/16 - Installer un système d'alarme perceptible (flashes lumineux) dans les lieux où des personnes atteintes de déficience auditive peuvent se trouver isolées des autres (ex. WC,...) – (article MS 64). |
| 07 | 03/17 - Rendre conformes les installations électriques neuves et modifiées à la norme NFC 15-100. (article EL 4).                                                                                           |

**IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES**

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 08 | <p>Lever les observations des différents rapports de vérification puis fournir à la sous-commission de sécurité, via la mairie, l'attestation de levée des observations (article R 123-43 du CCH).</p> <p>☞ <u>Observation :</u></p> <p>La sous-commission devant réceptionner les travaux au cours de la présente visite périodique comme stipulé en prescription n°12 du Procès verbal d'étude du 09/05/2017, a constaté que les travaux ont été effectués.<br/>L'exploitant n'a pas fait établir de RVRAT.<br/>La sous-commission prend en compte les travaux effectués consistant en la modification de la distribution intérieure de 3 salles d'enseignement mais ne peut procéder à la réception de travaux par l'absence de RVRAT.</p> |
| 09 | Fournir un RVRAT par l'intermédiaire de la mairie afin de vérifier la conformité des travaux au règlement de sécurité. En l'absence de toute non-conformité, la sous commission établira un procès verbal de réception de travaux (article GE 8).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION**

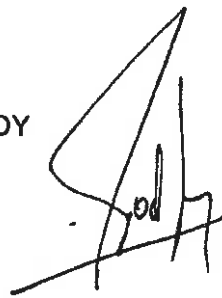
**LYCEE RAOUL FOLLEREAU - BATIMENT B7 - BELFORT - E-010-00528-000 - 310-07**

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable** à la visite périodique et **n'émet pas d'avis** à la réception de travaux.

Ce document comprend 06 pages

**Date de la visite : le 07/05/2019**

Signature du Président de séance : M. Gilles GODFROY

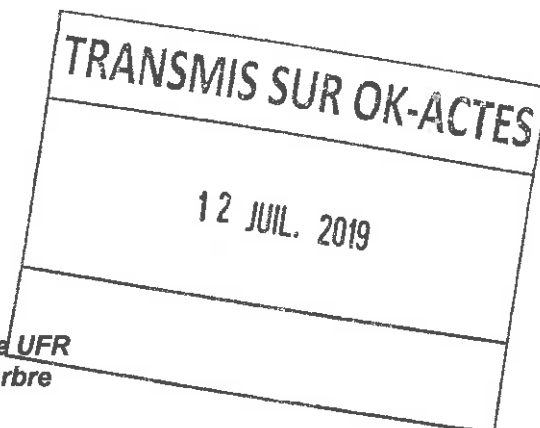


Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours

**ARRETE DU MAIRE**

Direction : urbanisme  
Initiales : VC/PB  
Code matière : 6.1



**Objet : visite périodique – avis favorable UFR  
STGI Faculté de droit Léon Delarbre  
10 rue Roussel – Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu l'arrêté du 14 mai 1975 relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du ministère de l'éducation.

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 6 juin 2019, suite à la visite périodique en date du 21 mai 2019, procès-verbal transmis à Monsieur Jacques BAHU, Président de l'Université de Franche-Comté – 1 rue Claude Goudimel - 25031 BESANCON,

Considérant l'AVIS FAVORABLE au maintien de l'ouverture de la faculté de droit Léon Delarbre émis par la sous-commission départementale de sécurité en date du 6 juin 2019, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet avis est assorti de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

**Objet : visite périodique – avis favorable UFR STGI Faculté de droit Léon Delarbre**

1

ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le maintien de l'ouverture au public de la faculté de droit Léon Delarbre est autorisé.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Jacques Bahi, Président de l'Université de Franche-Comté est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées (sauf la prescription 9) par la sous-commission départementale de sécurité dans son procès-verbal du 21 mai 2019 (annexé au présent arrêté), dans un délai de **3 mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** L'exploitant dispose d'un **mois maximum** en ce qui concerne le délai de réalisation de la prescription 9 du procès-verbal du 6 juin 2019 de la sous-commission départementale de sécurité (annexé au présent arrêté) à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :** La faculté de droit Léon Delarbre est un établissement de type R de **3<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total déclaré de **520 personnes**.

**ARTICLE 5 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 6 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 7 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

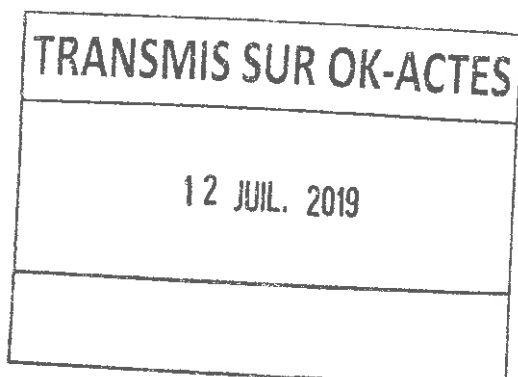
**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 9 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

– la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,

– M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le **12 JUL. 2019**



Par délégation  
L'Adjointe au Maire

Monique MONNOT



**SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE**

Affaire suivie par : Lieutenant 2° classe MAROILLEY Laurent

COMMUNISTE MRS ELLE  
COMMUNISTE ARRIVE LE

14 JUN 2019

**PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN  
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**

**ETABLISSEMENT**

VILLE BELFORT / GRAND BELFORT  
 COURRIER ARRIVE N° ..... 90268 .....  
 Original pour Attribution ..... M. KENZO G .....  
 11 JUIN 2019  
 Copie à : .....

Nom ou raison sociale : UFR STGI - FACULTE DE DROIT LEON DELARBRE

Activité : Enseignement                      Type : R                      Catégorie : 3

Adresse (n°, rue, commune) : 10 Rue Roussel - 90000 BELFORT

Motif de la visite : visite périodique

Rapport de visite du 21/05/2019

VILLE BELFORT / GRAND BELFORT  
 Arrivé le  
 14 JUN 2019  
 SERVICE URBANISME

**COMPOSITION DE LA COMMISSION**

Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY      Chef du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

- Mme MONNOT      représentant le Maire de BELFORT
  - M. FERRER        représentant le Directeur Départemental des Territoires
  - Mme GARRET     représentant le SIDPC
  - M. MAROILLEY    représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- Rapporteur**

Autres personnes présentes :

- M. VASSEUR                      SDIS 90
- M. GAMBA                        SDIS 90
- Mme DESCHASEAUX            SDIS 90

Bâtiment R + 5 comprenant :

- **Rez-de-chaussée :**
  - 1 hall d'entrée,
  - 1 salle de cours n° 01 limitée à 49 personnes avec une issue de secours 0,97 m donnant directement sur l'extérieur,
  - des bureaux,
  - des locaux techniques,
  - 1 bureau comptable comprenant une partie archive,
  - 1 entrée principale avant coté nord de 1,50 m,
  - 1 issue de secours arrière coté nord de 1,80 m,
  - 1 issue de secours coté sud de 1,90 m.
- **Rez-de-chaussée : locaux avec accès par l'extérieur :**
  - 1 local TGBT + local machinerie ascenseur,
  - 1 local poubelles,
  - 1 local chaufferie (2 chaudières gaz de 117 kW chacune).
- **1<sup>er</sup> étage :**
  - 2 salles de cours :
    - n° 11 (limitée à 49 personnes)
    - n° 12 (limitée à 49 personnes)
  - 1 salle informatique,
  - 1 ensemble de locaux donnant, par l'intermédiaire d'une porte, directement dans la cage d'escalier nord :
    - 1 espace libre service informatique
    - 1 local serveur
    - 1 salle informatique
    - 1 local archives
  - des sanitaires.
- **2<sup>ème</sup> étage :**
  - 3 salles de cours :
    - n° 20 (limitée à 49 personnes)
    - n° 21 (limitée à 49 personnes)
    - n° 22 (70 personnes)
  - 1 ensemble de locaux donnant, par l'intermédiaire d'une porte, directement dans la cage d'escalier nord :
    - 1 salle des professeurs
    - 3 bureaux
  - des sanitaires.
- **3<sup>ème</sup> étage :**
  - 4 salles de cours :
    - n° 30 (limitée à 49 personnes)
    - n° 31 (limitée à 49 personnes)
    - n° 32 (limitée à 49 personnes)
    - n° 33 (limitée à 49 personnes)
  - 1 ensemble de locaux donnant, par l'intermédiaire d'une porte, directement dans la cage d'escalier nord :
    - 1 bureau personnel
    - 1 bureau vestiaire femme de ménage
    - 1 local produit d'entretien
  - des sanitaires.

- **4<sup>ème</sup> étage :**
  - 1 salle de cours (limitée à 19 personnes),
  - 1 salle verrière (limitée à 30 personnes),
  - 1 local ventilation,
  - 1 escalier hélicoïdal desservant le 5<sup>ème</sup> étage de 1,35 m,
  - des sanitaires (au 4<sup>ème</sup> étage coté sud).
- **5<sup>ème</sup> étage partiel :**
  - 1 amphithéâtre occupant partiellement le 5<sup>ème</sup> (coté nord) et le 4<sup>ème</sup> étage (coté sud) (221 places).
- **1 ascenseur coté nord desservant les 6 niveaux**
- **Cages d'escalier :**
  - 1 coté nord de 1,40 m,
  - 1 coté sud de 1,50 m.

### CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

#### Etablissement relevant de personnes de droit public

*Effectif mis à jour le 14 juin 2016 communiqué par email de Mme Sonia RACOIS – Ingénieur Hygiène et Sécurité Université de Franche Comté.*

|                                |                      |
|--------------------------------|----------------------|
| Effectif théorique du public : | 500 personnes        |
| Effectif du personnel :        | 20 personnes         |
| <b>Effectif total :</b>        | <b>520 personnes</b> |

Etablissement de type R de 3<sup>ème</sup> catégorie

#### TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation :** Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 4 juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'enseignement et colonies de vacances sans hébergement (**type R**) ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- **Arrêté du 14 mai 1975** relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du Ministère de l'Education.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES :**

| <b>DESIGNATIONS</b>                                                            | <b>OBSERVATIONS</b>                                                                                                                                                         |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Alarme<br/>Asservissement portes<br/>SSI catégorie B<br/>Alarme type 2a</b> | Vérifiés par SOCOTEC le 09/05/2019 – Triennale<br>Rapport n° 941V2190500000000001<br><br><b>01 observation à lever</b><br><br>Contrat d'entretien Société S2E le 04/06/2018 |
| <b>Eclairage de Sécurité</b>                                                   | Vérifiés par SOCOTEC le 17/07/2018 - Triennale<br>Rapport n°941V2FAA6202/1003<br><br><i>Aucune observation</i>                                                              |
| <b>Installation électrique</b>                                                 |                                                                                                                                                                             |
| <b>Extincteurs</b>                                                             | Vérifiés par IPS le 07/06/2018                                                                                                                                              |
| <b>Installation de chauffage<br/>Chaufferie gaz</b>                            | Vérifiée par EIMI le 19/06/2018<br>Contrat avec EIMI                                                                                                                        |
| <b>Installation de Gaz</b>                                                     | Vérifiée par SOCOTEC le 15/03/2019<br>Rapport n° 941V2/19/713                                                                                                               |
| <b>Conduit de fumée</b>                                                        | Vérifié par MAILLOT le 15/06/2018                                                                                                                                           |
| <b>Désenfumage naturel<br/>deux cages d'escalier</b>                           | Vérifié par S2E le 04/07/2018                                                                                                                                               |
| <b>Ascenseur</b>                                                               | Contrat d'entretien OTIS<br>Visite quinquennale : SOCOTEC le 03/04/2015<br>Rapport n°941V2/15/1379<br><br>Visite annuelle : SOCOTEC le 05/04/2019                           |
| <b>Exercice d'évacuation</b>                                                   | Réalisé le 09/04/2019                                                                                                                                                       |
| <b>Formation du personnel<br/>Moyens de secours et évacuation</b>              | Réalisée le 10/04/2019 par STGI (6 personnels formés)                                                                                                                       |



**II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :**

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                        | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                        | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques.</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15).</li> </ul> </li> <li>- <u>Installation de gaz</u> : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30).</li> <li>- <u>Installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58).</li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li> <li>- <u>Ascenseur</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>- tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 04                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 05                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Limitier l'effectif de la salle verrière et de la salle de cours au 4<sup>ème</sup> étage à 50 personnes maximum (salle de cours limité à 19 personnes et la salle verrière à 31 personnes) (article CO 38).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 06                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p><b>14/16</b> - Déverrouiller les portes des salles de cours en présence du public ou équiper ces portes d'un dispositif de déverrouillage simple et rapide (bouton moleté) (article CO 45)</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

### III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès verbal de visite du : 21 juin 2016

Prescriptions réalisées : n° 09 à 13

Prescription non maintenue : n° 07

Prescriptions maintenues : n° 14 (permanente) - 06 – 08 et observation n° 1

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    | <p><b><u>Observation n°1 :</u></b><br/> <i>Lors de prochains travaux, prévoir le déplacement des déclencheurs manuels d'alarme situés dans les circulations horizontales, ceux-ci doivent être disposés à proximité immédiate des portes de chaque escalier à chaque niveau et à proximité des sorties donnant directement sur l'extérieur. Ils doivent être placés à une hauteur d'environ 1.30 mètre au-dessus du sol, ne pas être dissimulés par le vantail d'une porte et ne doivent pas présenter une saillie supérieure à 0.10 mètre (article MS 65).</i><br/> <i>Rétablir également le degré pare flamme ½ heure entre les locaux et les circulations horizontales (article CO 24). Lors de la visite il a été constaté que des éléments verriers qui équipent les cloisons ont été remplacés par des plaques en bois.</i></p> |
| 07 | <p><b>06/16 - 05/13 - 07/10</b> - Réaliser les travaux qui peuvent être nécessaires, d'une part, à la perceptibilité de l'alarme incendie par les personnes handicapées (physiques, sensorielles...) pouvant se trouver isolées des autres (WC, ...) et, d'autre part, à la mise à l'abri préalable des occupants ne pouvant évacuer ou être évacués rapidement en cas d'incendie. (articles L 123-2, R 123-4, L 111-7-3 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et nouveaux articles GN 8, MS 64... du règlement de sécurité du 25 juin 1980).<br/>           Avant leur réalisation, ces travaux s'ils s'avèrent nécessaires devront être impérativement autorisés par l'autorité de police compétente dans les conditions fixées aux articles L 111-8 et R 111-19-17 du CCH (notamment).</p>                           |
| 08 | <p><b>08/16</b> - Interdire l'accès des PMR aux étages tant que les travaux de mise en sécurité (EAS) ne sont pas validés par la sous commission de sécurité (article GN 8).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES**

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ☞  | <p><b><u>Observation n°2 :</u></b></p> <p><i>Au cours de la visite de ce jour :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>Le groupe de visite a procédé à des essais d'alarme et d'éclairage de sécurité :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Essais d'alarme : fonctionne correctement ;</i></li> <li>○ <i>Essais éclairage de sécurité : fonctionne correctement.</i></li> </ul> </li> <li>➤ <i>Le groupe de visite a constaté :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>que l'alarme d'origine était de type 2b et le SSI de catégorie C ;</i></li> <li>○ <i>Mme Sonia RACOIS, Ingénieur Hygiène et Sécurité Université de Franche Comté, indique que l'alarme et le SSI ont été changés courant de l'année 2012 ;</i></li> <li>○ <i>que la nouvelle alarme est de type 2a et le SSI de catégorie B (Rapport n° 941V219050000000001 de SOCOTEC du 09/05/2019).</i></li> </ul> </li> </ul> |
| 09 | Déposer une demande de travaux concernant le changement d'alarme et du SSI. Elle fera l'objet d'une étude de dossier qui sera soumis à l'avis de la sous-commission départementale de sécurité conformément aux articles R 123-22 du CCH.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 10 | Faire lever par un technicien compétent l'observation émise dans le rapport de vérification du SSI et fournir à la sous-commission départementale de sécurité, par l'intermédiaire de la mairie, une attestation de levée de cette observation (article R 123-44).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 11 | Supprimer les crémones du 2 <sup>ème</sup> vantail des portes pare-flammes de la cage d'escalier Nord. Doter ces 2 <sup>èmes</sup> vantaux de ferme-porte. Installer sur ces bloc-portes un dispositif permettant d'assurer la fermeture complète des 2 vantaux de chaque bloc-portes (articles CO 44 et 53).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 12 | Identifier clairement les commandes manuelles de désenfumage des deux cages d'escalier (article R 123-48 du CCH).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 13 | Doter le bloc-porte, du rez-de-chaussée de la cage d'escalier donnant dans le hall d'accueil, d'un dispositif permettant d'assurer la fermeture complète des 2 vantaux (articles CO 44 et 53).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 14 | Installer un déclencheur manuel à proximité immédiate de la sortie de secours du hall d'accueil donnant dans le square (article MS 65).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu  
du rapporteur du groupe de visite**

UFR STGI - FACULTE DE DROIT LEON DELARBRE - BELFORT - E-010-00080-000 - 427

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un Avis Favorable.

Ce document comprend 08 pages

**Date de la Sous-Commission : le 06/06/2019**

Signature du Président de séance : le Président,

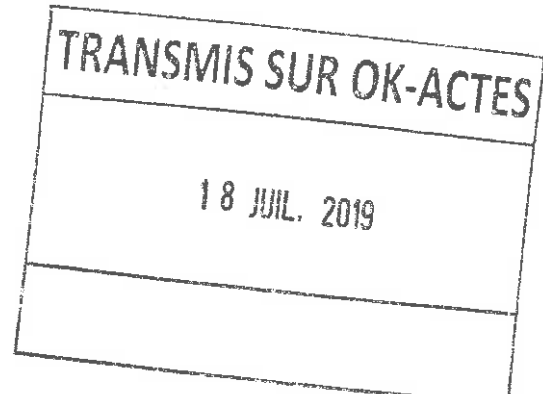
Gilles GODFROY.  


Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours



## ARRETE DU MAIRE



Direction : Direction du Cabinet  
 Direction de la sécurité et de la Tranquillité publique  
 Initiales : JJL//NB – 2019/253  
 Code matière : 6.1

***Objet : Retransmission du match Sénégal / Algérie au Stade des 3 chênes le 19 juillet 2019 – interdiction du verre, fumigènes et autres artifices***

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

vu l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales,

considérant que les produits en verre, les fumigènes, les pétards, les artifices peuvent être à l'origine d'un risque de blessures,

### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Est interdit sur l'ensemble du périmètre clos du Stade des 3 chênes sis Avenue des 3 chênes d'introduire des produits en verre (bouteilles, canettes, etc.), des fumigènes, des pétards, des artifices du 19 juillet 2019 à 19h au 20 juillet 2019 à 8h.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 3** : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par affichage et dont copie sera transmise à Madame la Préfète du Territoire de Belfort, Monsieur le Chef de la Police Municipale de Belfort et Monsieur Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Belfort, le 18 juillet 2019

Le Maire,



Damien MESLOT

***Objet : Retransmission du match Sénégal / Algérie au Stade des 3 chênes le 19 juillet 2019 – interdiction du verre, fumigènes et autres artifices***



## ARRETE DU MAIRE

Direction : Urbanisme  
Initiales : JMH / CW  
Code matière : 8-3

**Objet : Arrêté de voirie portant alignement – 2 rue Pierre Sellier - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le code de la voirie routière,

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

**Vu** le règlement général de voirie du 22 mars 2012 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,

**Vu** l'arrêté n° 130234 du 20 février 2013 relatif à la gestion des ouvrages en bordure du Domaine Public communal,

**Vu** le courrier en date du 4 juillet 2019 par lequel maître Gilles Hassler, notaire à Belfort (90), a demandé l'alignement au droit de la propriété cadastrée section BE, numéro 59, sise 2 rue Pierre Sellier,

**Considérant** l'état des lieux en date du 16 juillet 2019.

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'alignement au droit de la propriété cadastrée section BE, numéro 59 est défini par (voir plan cadastral annexé) :

- la ligne reliant le point A, angle du mur de la parcelle BE 58, et le point B, extrémité de la bordure chasse-roues,
- l'alignement des bordures chasse-roues appartenant à la copropriété entre les points B et C,
- les bordurettes délimitant les espaces verts et appartenant à la copropriété entre les points C et D.

**ARTICLE 2** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai de un an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 6 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Belfort, le 19 JUL. 2019

Par délégation,  
L'Adjoint au Maire

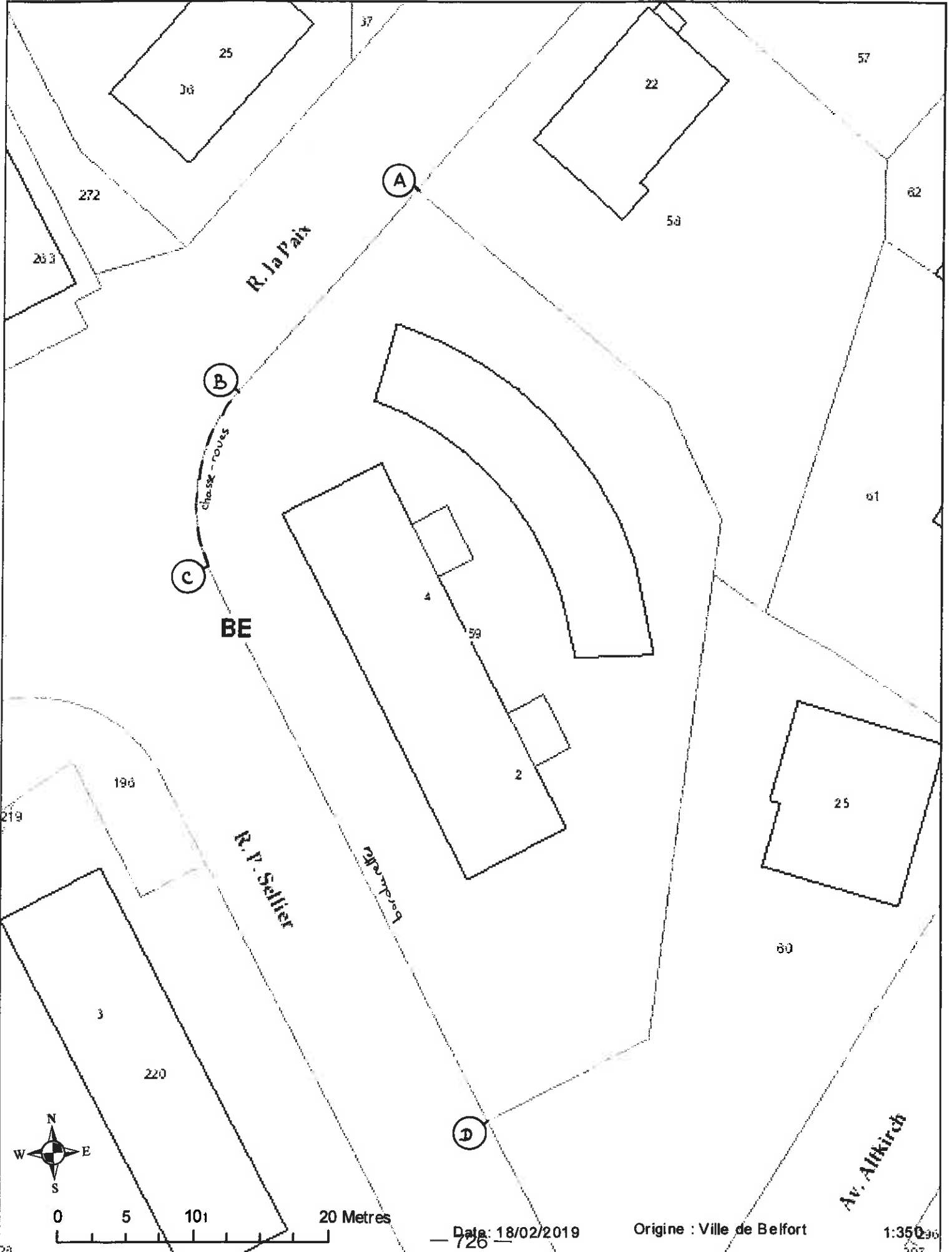


Monique MONNOT





# alignement - 2 rue Sellier



(B)

(A)

(C)

(D)

BE

R. P. Sellier

R. La Paix

Av. Altkirch



0 5 10 20 Metres

Date: 18/02/2019

Origine : Ville de Belfort

1:350





Direction : Urbanisme  
Initiales : JMH / CW  
Code matière : 8-3

**ARRETE DU MAIRE****TRANSMIS SUR OK-ACTES**

19 JUL. 2019

**Objet : Arrêté de voirie portant alignement – 13 rue de l'Est - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le code de la voirie routière,

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

**Vu** le règlement général de voirie du 22 mars 2012 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,

**Vu** l'arrêté n° 130234 du 20 février 2013 relatif à la gestion des ouvrages en bordure du Domaine Public communal,

**Vu** le courrier en date du 4 juillet 2019 par lequel maître Emily MICHEL, notaire à Belfort (90), a demandé l'alignement au droit de la propriété cadastrée section AH, numéro 73, sise 13 rue de l'Est,

**Considérant** l'état des lieux en date du 16 juillet 2019.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'alignement au droit de la propriété cadastrée section BE, numéro 59 est défini par l'emprise au sol du bâtiment à l'exception d'une partie de la 1ère marche de l'entrée, des corniches, des balcons et débords de toit qui empiètent sur le Domaine Public communal.

**ARTICLE 2** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai de un an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 6 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Belfort, le 19 JUL. 2019

Par délégation,  
L'Adjoint au Maire

  
Monique MONNOT



**ARRETE DU MAIRE****TRANSMIS SUR OK-ACTES**

23 JUL. 2019

Direction des Affaires Générales  
Initiales : IH  
Code matière : 5.5

**Objet** : Absence de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, 8<sup>ème</sup> Adjointe au Maire - Délégation de signature donnée à Mme Monique MONNOT, 10<sup>ème</sup> Adjointe au Maire.

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les Articles L 2122-18 et L 2122-30,

Vu la délibération n° 14-17 du 4 avril 2014 portant élection des Adjointes au Maire,

Vu la délibération n° 18-34 du 14 février 2018 portant le nombre d'Adjointes à douze,

Vu l'arrêté municipal n° 18-0340 du 6 mars 2018 portant délégation de fonctions à Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES,

Considérant que Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, 8<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, sera absente du 19 au 23 août 2019 inclus,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée pendant cette période à Mme Monique MONNOT, 10<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, sous notre responsabilité et notre surveillance, pour le règlement des affaires relevant du secteur : **culture**.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 3** : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressées, publié par affichage et dont copie sera transmise à Mme la Préfète.

Belfort, le **23 JUL. 2019**

Le Maire,

  
Damien MESLIER



**Objet** : Absence de Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, 8<sup>ème</sup> Adjointe au Maire - Délégation de signature donnée à Mme Monique MONNOT, 10<sup>ème</sup> Adjointe au Maire

**ARRETE DU MAIRE**

Direction : urbanisme  
 Initiales : CH  
 Code matière : 6.1

|                       |
|-----------------------|
| TRANSMIS SUR OK-ACTES |
| 26 JUL. 2019          |
|                       |

**Objet** : visite VAO – avis favorable de la  
 brasserie « AU BUREAU »  
 Avenue Jean Moulin - Belfort

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (type N),

Vu l'arrêté du 19 novembre 2001 modifié portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées avec hébergement (type J) ;

Vu l'arrêté du 5 février 2007 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de salle de spectacles ou à usages multiples (type L),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le permis de construire n°090 010 12 Z0076 délivré le 30 mai 2013 relatif à la création d'un hôtel et d'un restaurant,

Vu le permis de construire n°090 010 12 Z0076 M02 délivré le 17 avril 2015 relatif notamment au changement de la surface du restaurant,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 02 septembre 2019, transmis en lettre recommandée avec accusé réception à Madame Sandra IMHOF, Directrice de la brasserie « AU BUREAU », qui a émis un avis favorable suite à la visite d'autorisation d'ouverture en date du 02 septembre 2015,

**Objet** : visite VAO – avis favorable de la brasserie « AU BUREAU »

Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 02 septembre 2015, suite à la visite d'autorisation d'ouverture, qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** à l'ouverture au public de la brasserie « AU BUREAU », avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet avis est assorti de prescriptions,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'ouverture au public de la brasserie « au bureau » est autorisée.

**ARTICLE 2 :** Madame Sandra IMHOF, Directrice de la brasserie « AU BUREAU », est cependant chargée de faire réaliser les prescriptions édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 02 septembre 2015 (annexé au présent arrêté), dans un délai de **2 semaines maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** La brasserie « AU BUREAU » est un établissement de **type N de 4<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total de **282 personnes**.

**ARTICLE 4 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 5 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

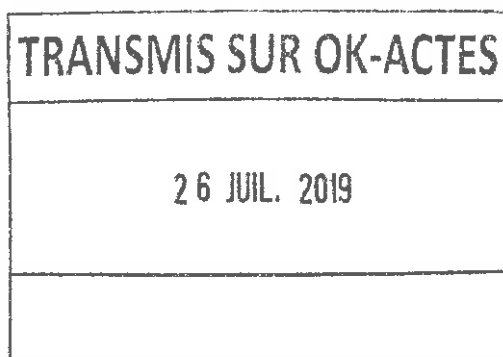
**ARTICLE 6 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 8 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

– la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,

– M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.



**26 JUL. 2019**  
Belfort, le  
Par délégation  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG

*[Signature]*



## ARRETE DU MAIRE

Direction : Urbanisme

Initiales : JMH / CW

Code matière : 8-3

**Objet : Arrêté de voirie portant alignement – 4 boulevard de Lattre De Tassigny - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le code de la voirie routière,

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

**Vu** le règlement général de voirie du 22 mars 2012 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,

**Vu** l'arrêté n° 130234 du 20 février 2013 relatif à la gestion des ouvrages en bordure du Domaine Public communal,

**Vu** le courrier en date du 16 juillet 2019 par lequel maître Emily MICHEL, notaire à Belfort (90), a demandé l'alignement au droit de la propriété cadastrée section AK, numéro 61, sise 4 boulevard de Lattre De Tassigny,

**Considérant** l'état des lieux en date du 22 juillet 2019.

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'alignement au droit de la propriété cadastrée section AK, numéro 61 est défini par la ligne passant par le nu extérieur des piliers rythmant la façade et constituant les travées porteuses de la structure ; les modénatures et les débords de toiture dépassant cette ligne empiètent sur le Domaine Public communal.

**ARTICLE 2** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.



**ARTICLE 4** : Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai de un an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 6** : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Belfort, le 29 JUIL. 2019

Par délégation,  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG



## ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme  
Initiales : MH/PB  
Code matière : 6.1

**Objet : visite périodique – avis favorable  
École maternelle Martin Luther King  
1 rue de Zaporojie**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté du 19 juin 1990 relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 6 juin 2019, suite à la visite périodique en date du 27 mai 2019, procès verbal transmis à Monsieur Damien Meslot, Maire de la ville de Belfort – Place d'Armes à Belfort,

Considérant l'AVIS FAVORABLE au maintien de l'ouverture de l'école maternelle Martin Luther King émis par la sous-commission départementale de sécurité en date du 6 juin 2019, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet avis est assorti de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

**Objet : visite périodique – avis favorable École maternelle Martin Luther King**



ARRETE

**ARTICLE 1** : Le maintien de l'ouverture au public de l'école maternelle Martin Luther King est autorisé.

**ARTICLE 2** : Monsieur Damien Meslot, Maire de la ville de Belfort est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 27 mai 2019 (annexé au présent arrêté), dans un délai de **3 semaines maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3** : L'école maternelle Martin Luther King est un établissement de type R de **4<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total de **168 personnes**.

**ARTICLE 4** : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 5** : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 6** : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 8** : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

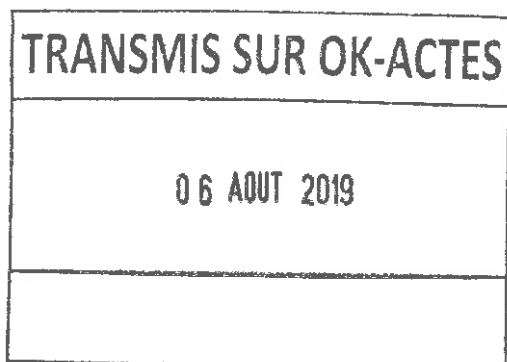
- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le **- 6 AOUT 2019**

Par délégation,  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG



PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : 06/06/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00032-000  
311

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Lieutenant 2° classe MAROILLEY Laurent

**PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN  
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC****ETABLISSEMENT**Nom ou raison sociale : **ECOLE MATERNELLE MARTIN LUTHER KING**Activité : **Enseignement**Type : **R**Catégorie : **4**Adresse (n°, rue, commune) : **1 rue de Zaporojie - 90000 BELFORT**Motif de la visite : **visite périodique**Rapport de visite du **27/05/2019****COMPOSITION DE LA COMMISSION**Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY Chef du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

Mme MONNOT représentant le Maire de BELFORT  
M. FERRER représentant le Directeur Départemental des Territoires  
Mme GARRET représentant le SIDPC  
M. MAROILLEY représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours  
**Rapporteur**

Autres personnes présentes :

M. VASSEUR SDIS 90  
M. GAMBA SDIS 90  
Mme DESCHASEAUX SDIS 90

**DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT**  
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Etablissement composé de 2 bâtiments : un ancien et un neuf comprenant des salles de classes, une salle polyvalente (ex salle de repas), un hall d'accueil, des bureaux et une salle d'activités.

**CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT**

**Etablissement relevant de personnes de droit public**

|                                |     |                                            |
|--------------------------------|-----|--------------------------------------------|
| Effectif théorique du public : | 150 | personnes (enfants de maternelle en étage) |
| Personnel :                    | 18  | personnes                                  |
|                                | —   |                                            |
| Effectif total :               | 168 | personnes                                  |

Etablissement de type R de 4<sup>ème</sup> catégorie

**TEXTES DE REFERENCE :**

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 4 juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'enseignement et colonies de vacances sans hébergement (type R) ;
- **Arrêté du 19 juin 1990** relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES :**

| <b>DESIGNATIONS</b>                                  | <b>OBSERVATIONS</b>                                                                    |
|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Alarme (type 4)</b>                               | Vérifiée par les Services Techniques de la Ville de Belfort le 15/05/2019              |
| <b>Eclairage de Sécurité</b>                         | Vérifiés par VERITAS du 12 au 23/11/2018<br>Rapport n° 8112898/41.1.1.R                |
| <b>Installation électrique</b>                       | <i>03 observations levées par MS SECURITE le 14/05/2019</i>                            |
| <b>Extincteurs</b>                                   | Vérifiés par SICLI le 29/08/2018                                                       |
| <b>Installation de chauffage<br/>(Ecole PERGAUD)</b> | Sous-station vérifiée par les Services Techniques de la Ville de Belfort le 08/06/2018 |
| <b>Désenfumage</b>                                   | Vérifié par SSI le 03/09/2018                                                          |
| <b>Exercice d'évacuation</b>                         | Réalisé le 11/03/2019                                                                  |

**II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :**

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                        | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                        | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques.</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15).</li> </ul> </li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 04                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire. Lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 05                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>06/14 - Interdire l'emploi des fiches multiples (article EL 11).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :**

Procès verbal de visite du : 03 juin 2014

Prescription réalisée : /

Prescription non maintenue : n° 05

Prescriptions maintenues : n° 06 (permanente) et 07

| N° | DESIGNATION                                                                           |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------|
| 06 | 07/14 - Supprimer les freins de porte sur les portes des dégagements (article CO 45). |

**IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES**

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                     |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 07 | Supprimer les rideaux occultant les dégagements. A défaut les remplacer par des dispositifs occultants solidaires de chaque montant des dégagements (articles CO 45 et AM 11).                  |
| 08 | Identifier par un pictogramme réglementaire le local de service électrique n° 0-22 (article EL 5).                                                                                              |
| 09 | Régler le dispositif permettant d'assurer la fermeture complète des vantaux des portes résistant au feu afin de restituer une étanchéité complète aux gaz chauds et aux fumées (article CO 44). |
|    | <b><u>Recommandation :</u></b>                                                                                                                                                                  |
|    | <i>Lors de prochains travaux, rétablir le degré pare-flamme ½ heure des vitres installées entre les locaux et les circulations horizontales (article CO 24).</i>                                |

**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu  
du rapporteur du groupe de visite**

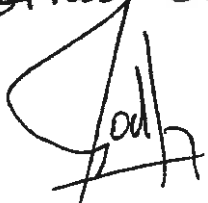
**ECOLE MATERNELLE MARTIN LUTHER KING - BELFORT - E-010-00032-000 - 311**

**La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un Avis Favorable.**

Ce document comprend 6 pages

**Date de la Sous-Commission : le 06/06/2019**

Signature du Président de séance : le Président,

Gilles GODFROY  


Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours



## ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme  
Initiales : VC/PB  
Code matière : 6.1

**Objet : visite sur demande du Maire – Association des espagnols de Belfort – Vignes de la Miotte  
28 rue Deshaie - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 22 juin 1990 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de 5<sup>e</sup> catégorie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 27 juin 2019, suite à la visite sur demande du Maire en date du 25 juin 2019, procès verbal transmis à Monsieur Damien Meslot, Maire de la ville de Belfort,

Considérant l'AVIS FAVORABLE au maintien de l'ouverture du local de l'association des espagnols de Belfort émis par la sous-commission départementale de sécurité en date du 27 juin 2019, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet avis est assorti de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

**Objet : visite sur demande du Maire – Association des espagnols de Belfort – Vignes de la Miotte**



ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le maintien de l'ouverture au public du local de l'association des espagnols de Belfort est autorisé.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Damien Meslot, Maire de la ville de Belfort est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 27 juin 2019 (annexé au présent arrêté), dans un délai **de 1 mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Le local de l'association des espagnols de Belfort est un établissement de **type L et N de 5<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total de **125 personnes**.

**ARTICLE 4 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 5 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 6 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 8 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

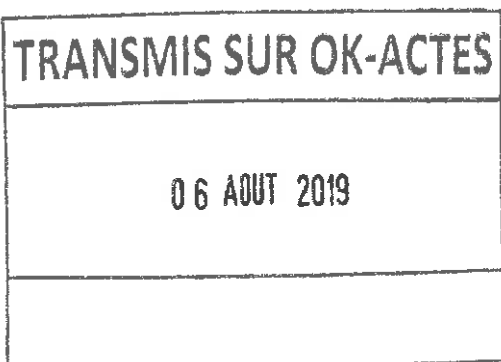
- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le **6 AOUT 2019**

Par déléation,  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG



**Objet : visite sur demande du Maire – Association des espagnols de Belfort – Vignes de la Miotte**

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : 27/06/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-01495-000  
A 5704

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Lieutenant 2° classe GAMBIA Philippe

**PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN  
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC****ETABLISSEMENT**Nom ou raison sociale : **ASSOCIATION DES ESPAGNOLS DE BELFORT / VIGNES DE LA MIOTTE**Activité : **Salle de réunion/bar** Type : L, N Catégorie : 5<sup>ème</sup>Adresse (n°, rue, commune) : **28 rue Deshaie - 90000 BELFORT**Motif de la visite : **visite sur demande du maire / régularisation administrative**Rapport de visite du **25/06/2019****COMPOSITION DE LA COMMISSION**Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY Chef du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

|            |                                                                                             |
|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| Mme MONNOT | représentant le Maire de BELFORT                                                            |
| M. FERRER  | représentant le Directeur Départemental des Territoires                                     |
| Mme GARRET | représentant le SIDPC                                                                       |
| M. GAMBIA  | représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours<br>rapporteur |

Autres personnes présentes :

|            |         |
|------------|---------|
| M. VASSEUR | SDIS 90 |
| Mme SIMON  | SDIS 90 |

**DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT**

Etablissement constitué d'un bâtiment à ossature bois reconstruit après un incendie le 16/02/2003 (le bâtiment était à cette époque un préfabriqué).

Il est composé de deux entités à fonctionnement indépendant possédant une alarme commune de type 4.

On y trouve :

- **L'association des Espagnols de Belfort :**

Composée de :

- Un volume entrée de 5 m<sup>2</sup>,
- une salle pour l'association de 56 m<sup>2</sup> comprenant un bar,
- une cuisine < 20kW de 18 m<sup>2</sup>,
- 2 sanitaires.

Cette entité comprend deux dégagements de 0.90 m de large ouvrant dans le sens de l'évacuation.

Le mode de chauffage est réalisé par des convecteurs électriques

- **L'association des vignes de la Miotte :**

Composée de :

- une salle d'associations de 68 m<sup>2</sup>,
- une kitchenette,
- deux sanitaires,
- un local matériel vendanges de 38 m<sup>2</sup>.

Cette entité comprend deux dégagements : 1 de 1.40 m et 1 de 0.90 m de large ouvrant dans le sens de l'évacuation.

Le mode de chauffage /ECS est réalisé par une chaudière gaz.

La présente visite tient lieu de régularisation administrative, le groupement d'établissements n'étant pas connu de nos services.

**CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT**

- **association des Espagnols de Belfort :**

|                                |              |
|--------------------------------|--------------|
| Effectif théorique du public : | 56 personnes |
| Effectif du Personnel :        | 1 personne   |

- **association des vignes de la Miotte :**

|                                |              |
|--------------------------------|--------------|
| Effectif théorique du public : | 68 personnes |
| Effectif du Personnel :        | / personne   |

**Effectif total : 125 personnes**

**Rappel : les deux entités disposent de dégagements indépendants.**

Etablissement de type L, N de 5<sup>ème</sup> catégorie

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : 27/06/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-01495-000  
A 5704**SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE***Affaire suivie par : Lieutenant 2° classe GAMBIA Philippe*

|                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------|
| <b>PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN<br/>ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC</b> |
|--------------------------------------------------------------------------|

**ETABLISSEMENT**Nom ou raison sociale : **ASSOCIATION DES ESPAGNOLS DE BELFORT / VIGNES DE LA MIOTTE**Activité : **Salle de réunion/bar**      Type : L, N      Catégorie : 5<sup>ème</sup>Adresse (n°, rue, commune) : **28 rue Deshaie - 90000 BELFORT**Motif de la visite : **visite sur demande du maire / régularisation administrative**Rapport de visite du **25/06/2019****COMPOSITION DE LA COMMISSION**Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY      Chef du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

|            |                                                                                                    |
|------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Mme MONNOT | représentant le Maire de BELFORT                                                                   |
| M. FERRER  | représentant le Directeur Départemental des Territoires                                            |
| Mme GARRET | représentant le SIDPC                                                                              |
| M. GAMBIA  | représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours<br><b>rapporteur</b> |

Autres personnes présentes :

|            |         |
|------------|---------|
| M. VASSEUR | SDIS 90 |
| Mme SIMON  | SDIS 90 |

**DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT**

Etablissement constitué d'un bâtiment à ossature bois reconstruit après un incendie le 16/02/2003 (le bâtiment était à cette époque un préfabriqué).

Il est composé de deux entités à fonctionnement indépendant possédant une alarme commune de type 4.

On y trouve :

- **L'association des Espagnols de Belfort :**

Composée de :

- Un volume entrée de 5 m<sup>2</sup>,
- une salle pour l'association de 56 m<sup>2</sup> comprenant un bar,
- une cuisine < 20kW de 18 m<sup>2</sup>,
- 2 sanitaires.

Cette entité comprend deux dégagements de 0.90 m de large ouvrant dans le sens de l'évacuation.

Le mode de chauffage est réalisé par des convecteurs électriques

- **L'association des vignes de la Miotte :**

Composée de :

- une salle d'associations de 68 m<sup>2</sup>,
- une kitchenette,
- deux sanitaires,
- un local matériel vendanges de 38 m<sup>2</sup>.

Cette entité comprend deux dégagements : 1 de 1.40 m et 1 de 0.90 m de large ouvrant dans le sens de l'évacuation.

Le mode de chauffage /ECS est réalisé par une chaudière gaz.

La présente visite tient lieu de régularisation administrative, le groupement d'établissements n'étant pas connu de nos services.

**CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT**

- **association des Espagnols de Belfort :**

|                                |              |
|--------------------------------|--------------|
| Effectif théorique du public : | 56 personnes |
| Effectif du Personnel :        | 1 personne   |

- **association des vignes de la Miotte :**

|                                |              |
|--------------------------------|--------------|
| Effectif théorique du public : | 68 personnes |
| Effectif du Personnel :        | / personne   |

|                         |                      |
|-------------------------|----------------------|
| <b>Effectif total :</b> | <b>125 personnes</b> |
|-------------------------|----------------------|

**Rappel : les deux entités disposent de dégagements indépendants.**

Etablissement de type L, N de 5<sup>ème</sup> catégorie

**TEXTES DE REFERENCE :**

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 22 Juin 1990** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de 5<sup>ème</sup> catégorie ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES :**

| DESIGNATIONS                                                                     | OBSERVATIONS                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
| <b>Alarme de type 4 commune aux deux entités</b>                                 | Vérifiée par CTM le 13/02/2019                                      |
| <b>Eclairage de Sécurité</b>                                                     | Vérifiée par VERITAS le 07/06/2019<br><b>6 observations à lever</b> |
| <b>Installation électrique</b>                                                   |                                                                     |
| <b>Extincteurs</b>                                                               | Vérifiés par SICLI le 24/08/2018                                    |
| <b>Installation de gaz association des vignes de la Miotte</b>                   | Vérifiée par LACAVE le 21/03/2019                                   |
| <b>Installation de chauffage gaz association des vignes de la Miotte</b>         | Vérifiée par CTM le 06/06/2019                                      |
| <b>Installation de chauffage électrique association des Espagnols de Belfort</b> | Vérifiée par VERITAS le 07/06/2019                                  |

**II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :**

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                                       | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <p>Faire procéder annuellement par des techniciens compétents ou organismes agréés aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• installations électriques</li> <li>• éclairage de sécurité</li> <li>• chauffage</li> <li>• appareil de cuisson</li> <li>• moyens de secours</li> </ul> <p>(article PE 4).</p> |
| <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission départementale de sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                        |

**III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :**

Néant, la visite a vocation de régularisation administrative.

**IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES :**

**Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.**

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                            |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 04 | Adapter l'installation électrique à l'utilisation en installant un nombre de prises suffisantes pour limiter l'emploi de socles mobiles et interdire les fiches multiples (article PE 24).                             |
| 05 | Procéder au nettoyage de la hotte aspirante. Réinstaller un filtre, ce système devant assurer l'évacuation de l'air vicié et des buées. Notifier de nettoyages réguliers dans le registre de sécurité (article PE 17). |
| 06 | Maintenir une seule bouteille de butane de 13 kg alimentant la cuisinière et interdire le stockage de bouteilles de rechange (article PE 19).                                                                          |



**IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES** -suite-

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                          |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 07 | Compléter l'alarme par un équipement perceptible (flash lumineux) dans les lieux où des personnes atteintes de déficience auditive peuvent se trouver isolées des autres (WC) (article GN 8 et PE 27).                                               |
| 08 | Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours (article PE 27).                                                                                                                 |
| 09 | Réaliser des consignes incendie, affichées bien en vue, qui indiqueront : <ul style="list-style-type: none"><li>• le n° d'appel des sapeurs-pompiers ;</li><li>• les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre (article PE 27).</li></ul> |
| 10 | Elaborer les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap. Celles-ci doivent être notifiées dans le registre de sécurité de l'établissement (article GN 8).                                               |
|    | <b><u>Observation :</u></b>                                                                                                                                                                                                                          |
|    | Le groupe de visite a procédé à un essai d'alarme sonore et d'éclairage de sécurité en l'absence d'alimentation électrique : essai concluant.                                                                                                        |

**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu  
du rapporteur du groupe de visite**

**ASSOCIATION DES ESPAGNOLS DE BELFORT/VIGNES DE LA MIOTTE - BELFORT - E-010-  
01495-000 - A 5704**

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable**.

Ce document comprend 07 pages

**Date de la Sous-Commission : le 27/06/2019**

Signature du Président de séance : le Président,

Gilles GODFROY



Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours



## ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme  
Initiales : CH/PB  
Code matière : 6.1

**Objet : visite périodique – avis favorable  
Gymnase Fritsch IUT  
Rue du Maréchal Juin - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements sportifs couverts (type X),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 27 juin 2019, suite à la visite périodique en date du 11 juin 2019, procès verbal transmis à Monsieur Damien Meslot, Maire de la ville de Belfort,

Considérant l'AVIS FAVORABLE au maintien de l'ouverture du gymnase Michel Fritsch émis par la sous-commission départementale de sécurité en date du 27 juin 2019, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet avis est assorti de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le maintien de l'ouverture au public du gymnase Michel Fritsch est autorisé.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Damien Meslot, Maire de la ville de Belfort est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 27 juin 2019 (annexé au présent arrêté), dans un délai de **1 mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Le gymnase Michel Fritsch est un établissement de type **X de 3<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total de **310 personnes**.

**ARTICLE 4 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 5 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 6 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

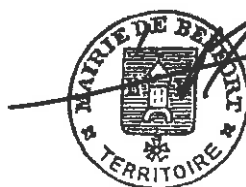
**ARTICLE 8 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

– la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,

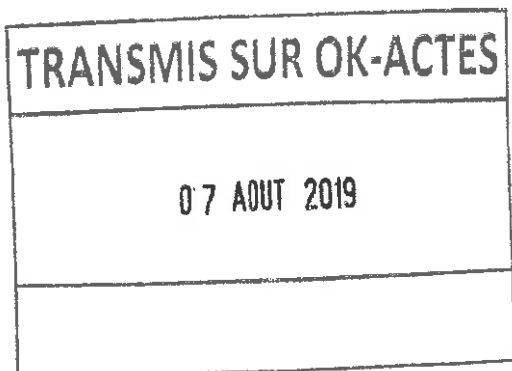
– M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le **- 7 AOUT 2019**

Par délégation,  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG



PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : 27/06/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00712-000  
243

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Lieutenant 2° classe MAROILLEY Laurent

**PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN  
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC****ETABLISSEMENT**

Nom ou raison sociale : GYMNASE FRITSCH IUT

Activité : Salle omnisports

Type : X

Catégorie : 3

Adresse (n°, rue, commune) : rue du Maréchal Juin - 90000 BELFORT

Motif de la visite : visite périodique

Rapport de visite du 11/06/2019

**COMPOSITION DE LA COMMISSION**Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY Chef du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

Mme MONNOT représentant le Maire de BELFORT  
M. FERRER représentant le Directeur Départemental des Territoires  
Mme GARRET représentant le SIDPC  
M. VASSEUR représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours  
rapporteur

Autres personnes présentes :

M. GAMBA SDIS 90  
Mme SIMON SDIS 90

**DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT**  
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Le bâtiment gymnase est constitué de :

- ~ une aire de jeu,
- ~ gradins,
- ~ deux locaux de stockage,
- ~ 1 bureau gardien,
- ~ 3 vestiaires,
- ~ une chaufferie gaz (PU > 70 KW), accès extérieur.

**CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT**

Effectif théorique du public :      310                    personnes

Effectif total :      310                    personnes

Etablissement de type X de 3<sup>ème</sup> catégorie

**TEXTES DE REFERENCE :**

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 4 Juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements sportifs couverts (**type X**) ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES :**

| <b>DESIGNATIONS</b>                                 | <b>OBSERVATIONS</b>                                                                         |
|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Alarme<br/>type 4</b>                            | Vérifiée par CTM le 07/06/2019                                                              |
| <b>Installation électrique</b>                      | Vérifiés par VERITAS le 24/07/2018<br>Rapport n° 8112898/141.1.1.RVRE<br>Aucune observation |
| <b>Eclairage de Sécurité</b>                        |                                                                                             |
| <b>Extincteurs</b>                                  | Vérifiés par SICLI le 03/09/2018                                                            |
| <b>Installation de chauffage<br/>chaufferie gaz</b> | Vérifiés par DALKIA le 12/04/2019                                                           |
| <b>Installation de gaz<br/>chaufferie gaz</b>       |                                                                                             |
| <b>Ramonage conduit</b>                             |                                                                                             |

## II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01 | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 02 | Effectuer les vérifications suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). (article EL 19).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques.</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15).</li> </ul> </li> <li>- <u>Installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie :                   <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
|    | <b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 03 | L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.<br>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

## III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du : jeudi 24 juin 2014

Prescription réalisée : n° 04

Prescription non maintenue : /

Prescription maintenue : Observation Jeunesse et sports

→ Observation de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations – service jeunesse et sports

*Installer des dispositifs de protection contre les chocs sur les arêtes verticales des parois délimitant l'aire d'activités sportives côté gradins.*



**IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES**

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 04 | <p>Afficher sur un support fixe et inaltérable des consignes précises conformes à la norme NFS 60-303 relatives aux plans et consignes de protection contre l'incendie destinés aux personnels de l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les modalités d'alerte des sapeurs-pompiers ;</li> <li>• les modalités d'utilisation du téléphone ;</li> <li>• les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;</li> <li>• les dispositions à prendre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap ;</li> <li>• la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;</li> <li>• l'accueil et le guidage des sapeurs-pompiers (article MS 47).</li> </ul> |
| 05 | <p>Supprimer et interdire les dépôts de matériel dans les dégagements (poubelles, etc...) afin d'assurer une évacuation rapide et sûre de l'établissement (article CO 35).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 06 | <p>Mettre en place un extincteur de nature et de capacité appropriés aux risques à défendre dans la partie supérieure des gradins. Accrocher cet extincteur sur un élément fixe, avec une signalisation durable, sans placer la poignée de portage à plus de 1,20 mètre du sol (article MS 39).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 07 | <p>Verrouiller les tableaux électriques pour réserver leur accès uniquement aux personnes qualifiées, chargées de l'entretien et de la surveillance des matériels (article EL 5).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 08 | <p>Régler l'issue de secours de l'aire de jeu, côté local rangement, afin d'obtenir sans effort par simple poussée son ouverture complète (article CO 45).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

☞ **Observation :**

*Au cours de la visite de ce jour, le groupe de visite a procédé à des essais d'alarme après mise hors tension générale électrique :*

- alarme : OK ;
- éclairage sécurité : OK.

**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu  
du rapporteur du groupe de visite**

**GYMNASE FRITSCH IUT - BELFORT - E-010-00712-000 - 243**

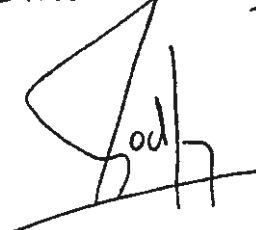
La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable**.

Ce document comprend 06 pages

**Date de la Sous-Commission : le 27/06/2019**

Signature du Président de séance : le Président,

Gilles GODFREY



Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours



## ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme  
Initiales : CH/PB  
Code matière : 6.1

**Objet : visite périodique – avis favorable  
Gymnase Michel Buffet  
Rue Parant - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements sportifs couverts (type X),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 27 juin 2019, suite à la visite périodique en date du 12 juin 2019, procès verbal transmis à Monsieur Damien Meslot, Maire de la ville de Belfort,

Considérant l'AVIS FAVORABLE au maintien de l'ouverture du gymnase Michel Buffet émis par la sous-commission départementale de sécurité en date du 27 juin 2019, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet avis est assorti de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le maintien de l'ouverture au public du gymnase Michel Buffet est autorisé.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Damien Meslot, Maire de la ville de Belfort est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 27 juin 2019 (annexé au présent arrêté), dans un délai de **2 semaines maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Le gymnase Michel Buffet est un établissement de type **X de 4<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total de **226 personnes**.

**ARTICLE 4 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 5 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 6 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 8 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

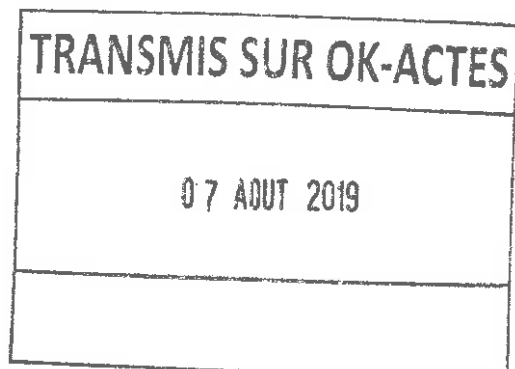
- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le **- 7 AOUT 2019**

Par délégation,  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG



PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : 27/06/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00289-000  
221

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

|                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------|
| <b>PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN<br/>ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC</b> |
|--------------------------------------------------------------------------|

## ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : GYMNASE MICHEL BUFFET

Activité : Etablissements sportifs couverts

Type : X

Catégorie : 4

Adresse (n°, rue, commune) : rue Parant - 90000 BELFORT

Motif de la visite : visite périodique

Rapport de visite du 12/06/2019

## COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY      Chef du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

Mme MONNOT      représentant le Maire de BELFORT

M. FERRER      représentant le Directeur Départemental des Territoires

Mme GARRET      représentant le SIDPC

M. VASSEUR      représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours  
**rapporteur**Autres personnes présentes :

M. GAMBA      SDIS 90

Mme SIMON      SDIS 90

## DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT (nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Le bâtiment gymnase est constitué de :

- une aire de jeu,
- trois vestiaires,
- un local de stockage,
- un bureau,
- un local sous-station.

## CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Effectif théorique du public : 226 personnes

Effectif total : 226 personnes

Etablissement de type X de 4<sup>ème</sup> catégorie

## TEXTES DE REFERENCE :

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 4 Juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements sportifs couverts (**type X**) ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES : visite périodique**

| DESIGNATIONS                                            | OBSERVATIONS                                                     |
|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
| <b>Alarme</b><br><i>Type 4</i>                          | Vérifiée par Centre Technique Municipal le 15/02/2019            |
| <b>Eclairage de Sécurité</b>                            | Vérifiés VERITAS le 23/07/2018<br>Rapport n° 8112898/137.1.1     |
| <b>Installation électrique</b>                          | 1 observation levée par Centre Technique Municipal le 22/05/2019 |
| <b>Extincteurs</b>                                      | Vérifiés par CHUBB le 11/06/2019                                 |
| <b>Installation de chauffage</b><br><i>Sous-station</i> | Vérifiée par DALKIA le 27/05/2019                                |

## II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                 | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                 | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                 | Effectuer les vérifications suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques.</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15).</li> </ul> </li> <li>- <u>Installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 38).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie :                   <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> </ul> </li> <li>• Ligne téléphonique directe : essai périodique (article MS 71).</li> </ul> </li> </ul> |
| <b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                 | L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.<br>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

## III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal de visite du : 24 juin 2014

Prescription réalisée : Toutes

Prescription non maintenue : /

Prescription maintenue : /



**IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES**

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                         |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 04 | Doter les portes du local rangement des professeurs de ferme porte. A défaut, supprimer les portes pour rendre ouvert et visible le matériel déposé (article X 10). |
| 05 | Identifier le coffret extérieur contenant l'organe de coupure électrique de la sous-station de chauffage (article EL 5).                                            |

**Observation :**

Le groupe de visite a réalisé les essais suivants hors alimentation électrique :

- Alarme générale : audible en tout point (complétée par des flashes dans sanitaires, vestiaires et douches) ;
- Eclairage de sécurité : OK ;
- Téléphone urbain : OK.

**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu  
du rapporteur du groupe de visite**

**GYMNASE MICHEL BUFFET - BELFORT - E-010-00289-000 - 221**

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable**.

Ce document comprend 06 pages

**Date de la Sous-Commission : le 27/06/2019**

Signature du Président de séance : le Président,

Gilles GODFREY  


Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Date d'affichage

le 09 AOUT 2019

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 191561

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE



### ARRÊTÉ MUNICIPAL PERMANENT

#### Avenue Jean Jaurès - Feux tricolores

Le Maire de la Ville de Belfort,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

**Vu** le Règlement de Voirie municipal adopté le 22 Mars 2012 et en particulier les articles portant sur la conservation et la surveillance du Domaine Public Communal,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

**Vu** l'arrêté interministériel du 20 juin 1991 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

**Vu** l'arrêté interministériel du 21 juin 1991 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

**Vu** le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

**Considérant** le besoin de sécuriser la nouvelle traversée piétonne aménagée Avenue Jean Jaurès à hauteur de la rue de l'Yser,

#### ARRETE

**Article 1 :** La circulation des véhicules et des piétons est réglementée par des feux de circulation permanents à la nouvelle traversée piétonne aménagée Avenue Jean JAURES entre les RUE DE L'YSER et la RUE DES CARRIERES.

**Article 2 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3 :** M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.



Belfort, le 09 AOUT 2019

Par délégation,  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Patrick FORESTIER



## ARRETE DU MAIRE

Direction : urbanisme  
Initiales : VC/PB  
Code matière : 6.1

**Objet : visite périodique - avis défavorable Restaurant  
pizzeria Del Arte  
6 rue de Besançon**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (type N),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 27 juin 2019, suite à la visite périodique en date du 20 juin 2019, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception au gérant du restaurant pizzeria Del Arte, 6 rue de Besançon à Belfort,

Considérant **l'AVIS DÉFAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public du restaurant pizzeria Del Arte émis le 27 juin 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé principalement par l'absence de vérifications de l'alarme de type 4 et des appareils de cuisson depuis l'ouverture du restaurant,

Considérant que cet avis est motivé par le non-respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que le maintien de l'ouverture au public ne peut être autorisé que dans la mesure où les travaux de mise en conformité sont réalisés dans un délai donné,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions émises par la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

**Objet : visite périodique - avis défavorable Restaurant pizzeria Del Arte**

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le gérant du restaurant pizzeria Del Arte, est chargé de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous en tenant compte des délais précisés :

**I) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :**

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                 | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                 | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                 | Effectuer les vérifications suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005),</li> <li>- <u>éclairage de sécurité</u> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>o vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques,</li> <li>o vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC15) ;</li> </ul> </li> <li>- <u>installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH58) ;</li> <li>- <u>désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF9 et DF10).</li> <li>- <u>grande cuisine</u> : tous les ans dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GC21 et GC22).</li> <li>- <u>moyens de secours</u> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>o Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 38).</li> <li>o Système de Sécurité Incendie : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> |
| <b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                 | L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.<br>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**II) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :**

| N° | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 04 | Former le personnel au fonctionnement de l'alarme, à la signification du signal sonore, aux moyens de secours, à la conduite à tenir en cas d'incendie ainsi qu'aux consignes de sécurité propres à l'établissement et tenir à jour le registre de sécurité sur la formation du personnel (articles MS 47 et 51, N17).<br><b>DÉLAI : 2 SEMAINES</b> |

**III) PRESCRIPTIONS NOUVELLES :**

| N° | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 05 | Faire lever par des techniciens compétents les observations émises dans les différents rapports de vérification et fournir au secrétariat de la sous-commission de sécurité, via la mairie, une attestation de levée de ces observations (articles GE 6 et R 123-43).<br><b>DÉLAI : 1 MOIS</b> |

**III) PRESCRIPTIONS NOUVELLES :**

| N° | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                                          |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 06 | Faire vérifier les installations suivantes :<br>– alarme de type 4,<br>– appareils de cuisson,<br>et fournir à la sous-commission de sécurité via la mairie une attestation de vérification (articles GE 6 et R123-43).<br><b>DÉLAI : 3 SEMAINES</b> |
| 07 | Effectuer un nettoyage régulier de la hotte aspirante. Notifier les dates de nettoyage dans le registre de sécurité (article GC 22).<br><b>DÉLAI : IMMÉDIAT ET PERMANENT</b>                                                                         |
| 08 | Compléter l'alarme de type 4 par un dispositif visuel permettant aux déficients sensoriels de percevoir l'alarme dans les lieux où ils peuvent se trouver isolés des autres (article MS 64).<br><b>DÉLAI : 1 MOIS</b>                                |
| 09 | Supprimer la triplète dans le local du personnel (article EL 11).<br><b>DÉLAI : IMMÉDIAT ET PERMANENT</b>                                                                                                                                            |
| 10 | Remettre en état les portes résistantes au feu des locaux à risques afin d'assurer leur fermeture complète (article CO 28).<br><b>DÉLAI : 1 MOIS</b>                                                                                                 |

**ARTICLE 2 :** Cet établissement est de type N de 4<sup>e</sup> catégorie pour un effectif total de 298 personnes.

**ARTICLE 3 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 4 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 5 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 7 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

– la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,

– M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le **9 AOUT 2019**

Par délégation,  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG

**TRANSMIS SUR OK-ACTES**

09 AOUT 2019

Objet : visite périodique - avis défavorable Restaurant pizzeria Del Arte



**ARRETE DU MAIRE**

Gestion du Domaine Public  
LR/CS/2019/1549  
Code matière : 3.5

**Objet : Règlement des halles et marchés de la Ville de Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2212-1 et suivants et L 2224-18 et suivants,

Vu le Code Pénal et notamment son article R 610-5,

Vu la loi du 2 et 17 mars 1791, dite « Décret d'Allarde », relative à la liberté du commerce et de l'industrie,

Vu l'arrêté ministériel du 9 mai 1995 réglementant l'hygiène des aliments remis directement aux consommateurs,

Vu la loi du 18 juin 2014, relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Belfort du 28 mai 2015 relative à la présentation d'un successeur pour un emplacement d'abonné sur les marchés,

Vu l'avis favorable de la Commission paritaire des halles et marchés belfortains du 17 juin 2019,

Considérant qu'il appartient au Maire de prendre toutes les mesures propres à assurer l'approvisionnement des marchés, la protection des consommateurs, la commodité des passages, et de veiller au bon ordre dans les halles et marchés et sur leurs abords,

ARRETE**CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES****Article 1.1 : Destination des marchés**

Les halles et marchés sont des lieux sur lesquels se déroulent des opérations de vente directe au comptant et au détail de marchandises à emporter.

Sur les halles et marchés d'approvisionnement de la Ville de Belfort, les activités autorisées sont liées à l'approvisionnement et classées en trois catégories :

1. les alimentaires (fruits et légumes, boucherie/charcuterie/traiteur, poissonnerie, fromager, boulangerie/pâtisserie, boissons, etc.),
2. les fleuristes et horticulteurs,
3. les vendeurs de produits manufacturés (confection, chaussure, linge, maroquinerie, etc.).

Les activités de la première catégorie sont exercées seulement à l'intérieur des halles pour les marchés Fréry et des Vosges et par des commerçants abonnés pour le marché des Résidences.

Les activités de la seconde catégorie ne sont exercées en extérieur que par des commerçants abonnés.

Les activités de la troisième catégorie ont lieu à l'extérieur, en plein air, sur des emplacements définis par marquage au sol et numérotés.

Toute vente ou démonstration sur la voie publique est interdite en dehors de ces emplacements, conformément à l'article R 644-3 du code pénal.

**Article 1.2 : Catégories de commerçants et d'emplacements**

Sont autorisées à exercer leur activité professionnelle dans les halles et marchés d'approvisionnement belfortains, trois catégories de commerçants :

- Les commerçants abonnés avec emplacements fixes

Est considéré comme abonné, le commerçant titulaire d'une autorisation d'occupation du domaine public portant sur un emplacement fixe, moyennant le paiement d'une redevance (cf. article 1.6).

Ce titre est une convention signée entre le commerçant et la Ville fixant la nature de l'activité exercée, le n° et la taille de l'emplacement occupé. Sa durée ne peut excéder 5 ans.

- Les commerçants passagers avec emplacements vacants (ou passagers)

Est considéré comme passager, le commerçant qui n'est pas détenteur d'un emplacement fixe et s'installe, après inscription sur une liste et tirage au sort, sur un emplacement déclaré vacant pour lequel il paie une redevance (cf. article 1.6).



- Les commerçants en période d'essai avec emplacement fixe

Est considéré en période d'essai, le commerçant sans abonnement mais à qui une place a été attribuée pour une période d'essai, à la fin de laquelle le commerçant confirme ou non sa volonté d'être abonné et le Maire peut décider ou non d'accorder un abonnement. Pendant cette période, le commerçant est encaissé au tarif passager pour un marché extérieur et au tarif abonné pour un marché intérieur.

### **Article 1.3 : Plan des halles et marchés**

Les halles et marchés disposent chacun d'un espace d'affichage, exclusivement renseigné par la Ville de Belfort, sur lequel figurent notamment :

- Le plan de répartition des emplacements fixes et passagers, avec mention des titulaires d'emplacements fixes.
- La publicité des vacances, permutations, cessations d'activité, etc.
- Le présent règlement.

### **Article 1.4 : Mode de gestion des halles et marchés**

Les marchés d'approvisionnement communaux sont exploités sous la forme d'une régie municipale directe.

### **Article 1.5 : Le service de la Gestion du domaine public**

La régie des halles et marchés de la Ville de Belfort est gérée par le service Gestion du domaine public, auquel sont rattachés les receveurs placiers.

Ces derniers sont chargés de :

- Faire respecter le règlement communal des marchés.
- Percevoir et administrer les droits de place prélevés auprès des commerçants du marché.
- Gérer les espaces d'affichage (plan de répartition des emplacements, publicité d'emplacement vacant et de permutation, etc.) .
- Régler à l'amiable, si possible, les différends et petits litiges opposant des commerçants entre eux.
- Dresser des procès-verbaux constatant des infractions commises par un ou plusieurs commerçants du marché.
- Réclamer, dans l'exercice de leur fonction, le concours des forces de l'ordre, toutes les fois qu'ils le jugent utile.
- Faire appliquer les décisions prises par le Maire ou l'élu délégué après avis de la commission paritaire des marchés concernant l'organisation et le fonctionnement des marchés.

### **Article 1.6 : Tarification – Paiement des droits de place**

Toute occupation privative du domaine public donne lieu à l'acquittement d'une redevance déterminée annuellement par délibération du Conseil Municipal.

Les redevances sont exigibles dans les conditions suivantes :

- Pour les commerçants abonnés, la redevance est exigible mensuellement, à terme échu. Elle reste due pendant les périodes de congés annuels ou d'arrêt maladie inférieur à un mois.
- A partir du 2<sup>ème</sup> mois d'arrêt maladie dûment justifié, le prélèvement des droits de place est suspendu.
- Pour les commerçants passagers, les droits de place sont acquittés le jour même du marché pour lequel l'emplacement vacant a été obtenu. Ils sont prélevés directement par les receveurs placiers.

Le refus ou le retard de paiement des droits de place est considéré comme une infraction au présent règlement, exposant le commerçant aux sanctions prévues à l'article 6.1.

## **CHAPITRE II – COMMISSION PARITAIRE DES HALLES ET MARCHES DE BELFORT**

### **Article 2.1 : Attributions**

La commission des marchés a pour finalité de maintenir un dialogue régulier entre la municipalité et les commerçants non sédentaires du marché, sur toutes les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement du marché (réglementation, aménagement et modernisation, attributions d'emplacements, etc.).

Cette commission laisse entières les prérogatives du Maire (notamment en matière de police) qui a seul le pouvoir de décision. Si sa consultation est obligatoire, ses avis ne revêtent qu'un caractère consultatif.

La commission paritaire des marchés doit être sollicitée pour émettre un avis consultatif sur :

- La création, le transfert ou la suppression des halles et marchés communaux mais aussi les modifications des horaires, dates et lieux.
- La définition d'un cahier des charges ou règlement intérieur, ainsi que sa modification.

Elle sera par ailleurs informée quant à :

- L'application du présent règlement : attributions, retraits et permutations de places, liste d'attente, respect des obligations relatives à la nature de l'activité, à l'hygiène, etc., et les cas disciplinaires.
- Les droits de place : montant, calcul, gestion des impayés, etc.
- L'animation et la valorisation des marchés.

**Article 2.2 : Composition**

La Commission paritaire des halles et marchés de Belfort est présidée par le Maire ou son représentant. Elle se compose de :

- 1) membres à voix délibérative :
  - 3 représentants de la collectivité (Maire, adjoints au Maire ou conseillers municipaux).
  - 3 représentants des organisations professionnelles régulièrement désignés.
  
- 2) membres à voix consultative :
  - Personnalités qualifiées désignées par le Maire dans le domaine du commerce et de l'artisanat.
  - 1 représentant du Comité d'Animation des Marchés de Belfort (CAMB).
  - Personnel municipal compétent (receveurs placiers, responsable Gestion du domaine public, etc.).

Les avis sont donnés à la majorité des voix délibératives. En cas d'égalité, la voix du Président de la commission est prépondérante.

**Article 2.3 : Fonctionnement**

La commission se réunit sur convocation de ses membres par courrier, portant mention de l'ordre du jour.

Elle se réunit au moins une fois par an à l'initiative du Maire. La saisine de la commission peut émaner des organisations professionnelles membres sur demande adressée à M. le Maire.

Le secrétariat de la commission est assuré par le service Gestion du domaine public.

**CHAPITRE III : ORGANISATION GENERALE DES MARCHES****Article 3.1 : Jours de fonctionnement des halles et marchés**

La tenue des halles et marchés se fait en matinée, comme suit :

Halle Fréry : vendredi et samedi.

Halle et marché des Vosges : jeudi et dimanche.

Marché des Résidences : mercredi.

Les marchés fonctionnent les jours ouvrables et les jours fériés, à l'exception du jour de Noël et du Nouvel An.

**Article 3.2 : Horaires d'ouverture et de fermeture au public**

Les horaires d'ouverture et de fermeture au public sont différenciés selon les jours et les lieux :

**Halle Fréry** : le vendredi de 7h à 12h et le samedi de 7h à 13h.

**Halle et marché des Vosges** : le jeudi de 7h à 12h et le dimanche de 7h à 13h.

**Marché des Résidences** : le mercredi de 7h à 12h.

**Article 3.3 : Le planning type d'un marché**

L'accès des commerçants à leur emplacement diffère selon leur catégorie, le jour et le lieu du marché, comme détaillé dans le tableau ci-après.

|                                                                                                     | <b>Mercredi<br/>Résidences</b> | <b>Jeudi<br/>Vosges</b> | <b>Vendredi<br/>Fréry</b> | <b>Samedi<br/>Fréry</b> | <b>Dimanche<br/>Vosges</b> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------|-------------------------|----------------------------|
| Installation des commerçants abonnés (intérieur des halles)                                         |                                | 5h30                    | 5h30                      | 5h00 à 8h00             | 5h00 à 8h00                |
| Fin d'installation et enlèvement des véhicules de la zone d'installation des commerçants extérieurs |                                | 8h00                    | 8h00                      | 8h00                    | 8h00                       |
| Installation des commerçants abonnés (extérieurs)                                                   | 6h00                           | 7h00 à 8h00             |                           | 7h00 à 8h00             | Avant 8h00                 |
| Inscription des commerçants passagers                                                               | 7h30 à 7h45                    | 7h30 à 7h45             |                           |                         | 7h00 à 7h45                |
| Distribution des places aux commerçants passagers par tirage au sort                                | 8h00                           |                         |                           |                         | 8h00                       |
| Enlèvement des véhicules des abonnés extérieurs                                                     | Avant 8h00                     |                         |                           |                         | Avant 8h00                 |
| Evacuation des véhicules des commerçants passagers                                                  | 9h00                           |                         |                           |                         | 9h00                       |
| Fin de la vente au public                                                                           | 12h00                          | 12h00                   | 12h00                     | 13h00                   | 13h00                      |
| Accès des véhicules des commerçants sur le marché                                                   | 12h00                          | 12h00                   | 12h00                     | 12h30                   | 12h30                      |
| Clôture                                                                                             | 13h00                          | 13h00                   | 13h00                     | 14h30                   | 14h30                      |

L'horaire de clôture des halles et marchés est celui pour lequel les commerçants doivent avoir quitté impérativement leur emplacement pour permettre au service propreté d'intervenir (cf. article 5.4).

### **Article 3.4 : Stationnement et circulation**

L'interdiction de stationner et de circuler sur les places où se déroulent les marchés fait l'objet d'un arrêté municipal dédié.

Le stationnement des véhicules de commerçants à proximité immédiate et sur leur emplacement n'est autorisé jusqu'à l'heure de clôture que sur le marché des Résidences et sur la Place arrière du marché des Vosges (sauf indication contraire dans la convention d'abonnement).

#### **Marché des Vosges :**

Seuls pourront être stationnés à proximité de la halle des Vosges, les véhicules frigorifiques branchés sur un coffret électrique. Un seul emplacement est dédié à cet usage : le parking de 13 places côté rue de Bordeaux.

#### **Place Avant :**

Le stationnement n'est autorisé dans les allées que pendant la période nécessaire aux opérations de déchargement et de chargement des marchandises proposées à la vente. Il peut être autorisé contre paiement d'un droit de place égal à celui de l'emplacement uniquement dans l'allée bordant les bâtiments situés à gauche quand on est face à la halle. En cas d'intempéries (pluie et vent importants) et sur décision des placiers, les camions des commerçants pourront être autorisés à stationner à proximité de leur emplacement.

Pendant le déroulement du marché, il est recommandé aux commerçants de stationner leurs véhicules en dehors des limites immédiates du marché, dans le souci de permettre au public de stationner à proximité et particulièrement :

- L'espace à proximité du point d'apport volontaire côté rue de Madagascar.
- Le parking de 33 places situé place arrière.

Le jeudi, après l'opération d'approvisionnement des stands, les camions des commerçants ne pourront rester stationnés à proximité immédiate de la halle afin de faciliter l'accès aux piétons et aux véhicules des clients.

Il est interdit dans les halles et marchés belfortains :

- de laisser fonctionner les moteurs des véhicules des commerçants en stationnement,
- de stationner et de circuler à bicyclette, vélomoteur, planche à roulettes, rollers ou autre véhicule, y compris dans les sas d'entrée.

En tout état de cause, le stationnement des véhicules devra être conforme au code de la route et arrêtés municipaux. A défaut, ils pourront être verbalisés, immobilisés ou mis en fourrière aux frais du propriétaire selon l'infraction constatée.

### **Article 3.5 : Approvisionnement en cours de marché**

Aucun approvisionnement n'est permis en cours de marché. Cela suppose que la capacité d'entreposage des équipements nécessaires à la conservation des denrées alimentaires (vitrine, armoire frigorifique) soit suffisante.

Une fois le stand approvisionné, l'utilisation des chariots des commerçants est interdite. Ils doivent être remisés de manière à ne pas entraver la circulation.

## **CHAPITRE IV – ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS**

### ***Règles générales aux emplacements (fixes et passagers)***

#### **Article 4.1 : Nature des emplacements et de l'autorisation d'occupation du domaine public**

Les emplacements des halles et marchés appartiennent au domaine public.

L'attribution des emplacements se traduit à ce titre par la délivrance d'une autorisation d'occupation du domaine public par le Maire (convention d'abonnement pour les commerçants abonnés, autorisation verbale des receveurs placiers pour les passagers), qui revêt un caractère précaire et révocable, ne conférant aucun droit réel.

L'autorisation d'occupation d'un emplacement est accordée à titre personnel. Elle est incessible. Sont donc interdits le partage, la cession, la sous-location ou l'échange d'emplacement, en totalité ou en partie, à titre onéreux ou gratuit.

L'autorisation délivrée n'est pas soumise à la législation sur la propriété commerciale. Elle n'est pas constitutive du fonds de commerce.

#### **Article 4.2 : Respect des limites de l'emplacement**

Aucun exploitant ne pourra utiliser un espace plus grand que celui autorisé. A ce titre, les limites des emplacements devront être strictement respectées ainsi que le métrage indiqué. Tout nouvel emplacement ne pourra excéder 12 mètres linéaires sauf camions magasins.

Il est également interdit aux commerçants d'encombrer d'une quelconque manière les allées ou d'empiéter sur un emplacement voisin vacant ou fermé.

Dans les halles :

Il est en outre interdit aux commerçants disposant d'emplacements situés dans un des îlots centraux de disposer leurs étalages, produits et éléments frigorifiques ou de stockage en hauteur, afin de ne pas masquer à la vue du public les étalages et îlots voisins.

Les commerçants disposant d'emplacement le long d'un mur sont astreints au respect des mêmes principes de visibilité en ce qui concerne les emplacements contigus à celui qu'ils occupent. Ils pourront cependant, sous réserve de ce qui précède, installer leurs éléments frigorifiques ou de stockage en hauteur, le long des murs situés dans le fond de leur emplacement.

#### **Article 4.3 : Responsabilité**

Le titulaire de l'emplacement, qu'il soit abonné ou passager, est responsable de tout litige avec des tiers pouvant survenir du fait de son occupation.

Les commerçants sont responsables des dégâts et des accidents provoqués du fait de leur installation, leur matériel ou leurs marchandises et du personnel de service. En cas de défaillance ou de dégradations des bâtiments, du matériel, des sols (carrelage), et après mise en cause, la Ville de Belfort se substituera au commerçant pour la remise en état des dégradations aux frais de ce dernier.

L'exposition des marchandises se fait aux risques et périls du commerçant. La responsabilité de la Commune ne pourra être recherchée en cas de vol, dommages ou dégâts quelconques commis sur ces dernières.

### ***Gestion des emplacements fixes***

#### **Article 4.4 : Promotion et diversité de l'offre de produits vendus**

Afin de garantir l'attractivité des halles et marchés, il est indispensable de promouvoir la diversité des produits proposés à la vente, via l'attribution des emplacements fixes.

La gestion des attributions des emplacements fixes est réalisée en fonction de cet objectif. Elle doit pouvoir favoriser la vente de produits inédits ou non vendus, sans préjudice des droits des commerçants inscrits sur liste d'attente pour l'obtention d'un abonnement.

#### **Article 4.5 : Demande d'occupation d'un emplacement fixe**

Un emplacement fixe est un emplacement affecté nommément à un commerçant non sédentaire, par le biais d'une convention d'abonnement valant autorisation d'occupation du domaine public. Le titulaire d'un tel emplacement a la qualité de commerçant abonné.

Toute personne désireuse d'obtenir un emplacement fixe est tenue d'en faire la demande écrite à Monsieur le Maire. Elle doit renseigner le formulaire fourni par le service de l'occupation du domaine public, sur lequel elle doit notamment mentionner son état civil complet, son adresse, les halles et marchés visés, la nature du commerce exercé ainsi que la surface souhaitée.

Au côté du formulaire rempli, sont exigés à l'appui d'une demande d'emplacement :

- une photo du stand, permettant d'apprécier sa qualité et celles de produits mis à la vente,
- une copie d'une pièce d'identité,
- un extrait de l'immatriculation au registre du commerce (extrait K Bis) ou au répertoire des métiers ou la justification de la soumission sur les bénéfices agricoles,
- un bordereau MSA pour les producteurs,
- une attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile et professionnelle à raison des dommages corporels ou matériels causés directement ou indirectement par le titulaire, ses préposés ou ses installations. Cette assurance couvrira les dommages corporels des tiers de manière illimitée,
- un justificatif de l'accomplissement des obligations qu'implique l'exercice de la profession (RSI, etc.).

Tous les ans, il sera demandé à chaque commerçant abonné de fournir :

- les copies des pièces d'identité de toutes les personnes présentes sur les stands,
- les justificatifs de leur situation permettant d'accepter leur présence (statuts de salarié, conjoint collaborateur, co-gérant), un extrait de l'immatriculation au registre du commerce (extrait K Bis) ou au répertoire des métiers ou la justification de la soumission sur les bénéfices agricoles,
- la copie de la carte de commerçant ambulant,
- l'attestation d'assurance professionnelle.

#### **Article 4.6 : Tenue d'un registre d'attente**

Les demandes qui ne peuvent, faute de place vacante, être satisfaites, sont inscrites par ordre d'arrivée sur un registre spécial valant liste d'attente.

L'inscription sur la liste d'attente est valable jusqu'à la fin de l'année civile en cours. Il appartient au postulant de renouveler sa demande avant le 31 décembre pour l'année N+1. A défaut, le commerçant est radié de la liste.

#### **Articles 4.7 : Modalités d'attribution des emplacements fixes**

En cas de vacance d'un emplacement fixe, la Ville de Belfort se réserve le droit, compte tenu des changements et des modifications ayant pu intervenir dans les différentes activités exercées sur les emplacements accordés :

- soit de le laisser vacant,
- soit de supprimer l'emplacement vacant,
- soit de l'accorder par permutation à un autre commerçant abonné,
- soit de l'accorder à un nouveau postulant.



Dans ce dernier cas, l'attribution de la place est réalisée au profit de la personne dont l'activité correspond à celle qui est recherchée et figurant en meilleure position sur la liste d'attente, sous réserve de l'opportunité d'une activité inédite de nature à favoriser l'attractivité du marché (cf. article 4.6).

Il est tenu compte, le cas échéant, pour l'attribution d'un emplacement de l'assiduité du commerçant en qualité de passager (pourcentage du nombre des inscriptions du demandeur au tirage au sort sur le nombre total de marchés des 2 dernières années) et de la qualité du stand.

Tout nouvel abonnement à l'intérieur du marché des Vosges et du marché Fréry est conditionné à une présence effective deux jours par semaine. A défaut, l'abonnement sera refusé ou résilié s'il a déjà été accordé.

Il est à noter que les demandes de permutation d'un commerçant abonné seront prioritairement étudiées avant l'attribution d'un emplacement vacant à un nouveau postulant. Cependant, un commerçant abonné ne peut prétendre à une permutation qu'après avoir exploité pendant 2 ans l'emplacement attribué.

Au cas où il ne serait pas possible d'attribuer l'emplacement fixe à une personne figurant sur la liste d'attente, la Ville publiera un avis dans la presse locale et l'affichera sur les marchés.

#### **Article 4.8 : Transmission d'un emplacement fixe**

L'article 71 de la loi du 18 juin 2014, relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises a introduit la notion de droit de présentation. Ainsi, en cas de cessation, tout abonné depuis plus de trois ans a la possibilité de présenter un successeur, à condition que ce successeur rachète le fonds et soit inscrit au registre du commerce.

En cas de décès, d'incapacité ou de retraite du titulaire, le droit de présentation est transmis à ses ayants droit qui peuvent en faire usage au bénéfice de l'un d'eux. A défaut d'exercice dans un délai de six mois à compter du fait générateur, le droit de présentation est caduc. En cas de reprise de l'activité par le conjoint du titulaire initial, celui-ci en conserve l'ancienneté pour faire valoir son droit de présentation. La décision du maire est notifiée au titulaire du droit de présentation et au successeur présenté dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande. Toute décision de refus doit être motivée.

L'existence d'une dette avec ou sans échéancier, pourra être un motif de refus à la transmission d'emplacement.

## ***Obligations des commerçants abonnés***

### **Article 4.9 : Respect de l'autorisation délivrée**

Il est interdit à un commerçant abonné de changer d'emplacement de sa propre initiative. Une demande de permutation est nécessaire (cf. 4.7).

Afin de tenir compte de la destination des marchés telle que précisée à l'article 1.1, il est interdit au titulaire de l'emplacement d'exercer une nature de commerce autre que celle pour laquelle il a obtenu l'autorisation d'occupation de son emplacement fixe.

De même, il lui est interdit d'adjoindre à son activité initiale une autre activité ou de commercialiser des produits ne relevant pas de l'activité du marché.

Nul ne pourra modifier la nature de son commerce sans en avoir préalablement obtenu l'accord de la Ville de Belfort par écrit.

En cas de modification ou d'adjonction non autorisée, l'autorisation pourra être retirée.

### **Article 4.10 : Aménagements et entretien des stands**

L'exploitation d'emplacements fixes dans les halles implique des aménagements adaptés à la nature de l'activité exercée.

Le descriptif de l'emplacement fixe mis à disposition figure dans le cahier des charges d'aménagement. Ce document détaille les rôles et responsabilités du commerçant et de la Ville de Belfort quant aux aménagements et opérations d'entretien.

Les aménagements à la charge des commerçants concernent le mobilier des étals, les enseignes et le cas échéant les vitrines et armoires réfrigérées, les dessertes et étagères, etc.

De plus, le titulaire de l'emplacement souscritra les contrats et abonnements divers (eau, électricité, téléphone, etc.) nécessaires à l'exercice de son activité.

L'entretien courant de l'emplacement est à la charge du commerçant, tant en ce qui concerne les éléments mis à disposition par la Ville que les aménagements qui lui incombent.

En cas de carence et après mise en demeure restée sans effet, la Ville pourra se substituer pour réaliser aux frais de ce dernier les travaux qui s'imposent.

La Ville assumera quant à elle les charges d'entretien et de grosses réparations des espaces communs et plus généralement des marchés couverts, sauf à ce que ces travaux aient été rendus nécessaires par le fait d'un commerçant (cf. article 4.3).

**Article 4.11 : Assiduité**

Les commerçants abonnés ont l'obligation d'être présents, ou représentés valablement les jours d'ouverture des halles et marchés sur lesquels ils sont titulaires d'un emplacement fixe.

Pour les emplacements fixes de plein air, sauf préavis de retard de la part des commerçants abonnés dans un délai suffisant, la Ville se réserve le droit de disposer à son gré et à partir de 8 h, pour la durée du marché, de tout emplacement inoccupé sans que le titulaire puisse prétendre à indemnisation ou réduction du prix de son abonnement.

A partir d'une absence de trois semaines consécutives sans production d'un arrêt de travail délivré par un médecin couvrant cette période ou d'une déclaration de congé parental, les emplacements concernés pourront être réattribués après mise en demeure, par lettre recommandée avec avis de réception.

L'autorisation d'occupation et la convention d'abonnement seront résiliées de manière à ce que la Ville de Belfort puisse procéder à une nouvelle attribution.

A partir d'une absence justifiée mais continue d'une durée de 1 an, le commerçant abonné pourra être déplacé sur une place vacante, après avis de la Commission paritaire des Halles et Marchés, afin de placer un autre commerçant abonné. A partir d'une absence justifiée d'une durée de 3 ans, la place occupée pourra être réattribuée.

**Article 4.12 : Congés annuels**

Chaque année, les commerçants abonnés pourront interrompre leur activité pendant leurs congés annuels 6 semaines au plus.

Les commerçants en informeront le service de la Gestion du domaine public un mois à l'avance en indiquant les dates de départ et de reprise sur le ou les halles et marchés sur lesquels ils exercent.

A titre dérogatoire, sur demande du commerçant abonné, acceptée par le service de la Gestion du domaine public, il peut être consenti 2 semaines de congés supplémentaires par an (soit une limite maximale de 8 semaines par an).

Pendant l'arrêt de l'activité pour congés, le règlement des droits de place doit être effectué selon les formes habituelles.

Les emplacements fixes sur les marchés de plein air sont considérés vacants pendant la durée des congés de leurs titulaires, et pourront être attribués à des commerçants passagers jusqu'à leur retour.

**Article 4.13 : Cessation d'activité**

Un commerçant qui prévoit de cesser son activité est tenu d'en aviser la Ville dans un délai d'un mois minimum avant la date prévue de cessation.

Lorsque l'autorisation d'occupation d'un emplacement prend fin et quel qu'en soit le motif, le commerçant a l'obligation de remettre son emplacement dans son état initial.

Cependant, en cas d'accord avec le nouveau titulaire choisi par la Ville, le commerçant sera autorisé à maintenir ses aménagements sur place.

### ***Gestion des emplacements passagers***

#### **Article 4.14 : Nature des emplacements passagers**

Une partie des emplacements des marchés de plein vent a la qualité d'emplacements passagers, conformément au plan de répartition pour permettre l'activité de commerçants passagers.

A côté de ces emplacements prédéfinis, un commerçant passager peut être autorisé à occuper un emplacement fixe devenu passager du fait de l'absence temporaire de son titulaire, commerçant abonné (conгés, maladies, absence non justifiée).

Seuls les emplacements extérieurs des marchés de plein air peuvent faire l'objet d'une attribution d'emplacement en l'absence du titulaire pour la vente de produits manufacturés. Cette disposition ne s'applique donc pas dans les halles, à l'exception des emplacements producteurs.

#### **Article 4.15 : Modalités d'attribution des emplacements passagers**

Les emplacements ne sont attribués qu'aux personnes présentant aux receveurs placiers le ou les documents attestant de leur qualité et figurant dans la liste qui suit :

- Carte de commerçant non sédentaire ou d'auto-entrepreneur.
- Livret de circulation.
- Assurance de responsabilité civile et professionnelle.
- Extrait de l'immatriculation au registre du commerce (extrait K Bis) ou au répertoire des métiers, ou attestation provisoire.

Après présentation des justificatifs nécessaires, le commerçant passager est inscrit sur une liste.

Les emplacements (passagers, ou déclarés vacants du fait de l'absence du commerçant abonné) sont attribués par les receveurs placiers qui, sur chaque emplacement, tirent au sort un numéro correspondant à l'ordre d'inscription des commerçants passagers.

Pour pouvoir bénéficier d'un emplacement passager, il convient impérativement de respecter les horaires d'inscription, de tirage au sort et d'attribution figurant à l'article 3.3.

En cas de refus de la place attribuée par un commerçant passager et uniquement au motif d'une activité similaire en face ou à côté, les receveurs placiers pourront proposer les deux emplacements suivants. En cas de refus de ces deux emplacements, le commerçant passager ne sera pas placé. Le commerçant passager qui s'installerait sans respecter la procédure d'inscription et de tirage au sort sur un emplacement vacant s'expose à des sanctions conformément à l'article 6-1 du présent règlement. Cette sanction pourra être un refus des receveurs placiers de procéder à son inscription lors des marchés à venir, pendant une période définie par l'autorité municipale.

## **CHAPITRE V : POLICE DES HALLES ET MARCHES**

### **Article 5.1 : Réglementations**

D'une manière générale, les commerçants abonnés et passagers des halles et marchés communaux ont l'obligation de se conformer à l'ensemble des directives, lois et réglementations en vigueur (directives européennes sur l'hygiène, règlement sanitaire départemental, code de la route, etc.).

Le contrôle du respect de ces règles par les commerçants appartient aux pouvoirs publics, via les administrations suivantes, chacune en ce qui la concerne :

- le service de la Gestion du domaine public, la police municipale, le service communal d'hygiène et de santé,
- la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- la direction départementale de l'emploi, de la consommation, de la concurrence et du travail,
- les services de police, de gendarmerie et des douanes.

Lors des contrôles, demandés par la Ville de Belfort ou à l'initiative des services de l'Etat, les agents chargés du contrôle ont libre accès aux installations. Les commerçants ont l'obligation de se conformer à leurs injonctions.

### **Article 5.2 : Rappel des pouvoirs de police du Maire**

Conformément à l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales, le Maire, en vertu de ses pouvoirs de police, doit « assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques ».

Cela comprend notamment « le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics(...) et l'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure et sur la salubrité des comestibles exposés en vue de la vente ».

Les agents des services municipaux sont chargés de la mise en œuvre des pouvoirs de police du Maire.

## **Hygiène et salubrité publique**

### **Article 5.3 : Hygiène des emplacements individuels**

Chaque commerçant est responsable, sur son stand, du respect de la réglementation afférente à son activité en matière d'hygiène et de salubrité publique.

A ce titre, il est rappelé qu'il doit notamment :

- éviter toute contamination ou détérioration des denrées susceptibles de les rendre impropres à la consommation humaine ou dangereuse pour la santé,
- maintenir à tout moment l'intégralité de son stand dans un parfait état de propreté et d'entretien, c'est-à-dire nettoyer efficacement ses installations (plans et outils de travail),
- se conformer strictement aux instructions des services municipaux pour ce qui concerne l'évacuation des déchets et emballages,
- s'abstenir de déposer tout déchet ou détritrus dans les allées et parties communes des marchés.

Les denrées ne sont jamais entreposées à même le sol, mais placées sur des étagères rayons ou dans des casiers ou paniers. La hauteur minimale à respecter entre le sol et la marchandise est de 0.60 m.

L'exposition à même le sol, avec ou sans interposition de planches ou toiles, est formellement interdite sauf pour la vaisselle, l'outillage ou la brocante. Le textile devra être exposé à 0.40 m du sol.

Les comptoirs de vente et les étalages doivent être nettoyés à chaque marché.

### **Article 5.4 : Hygiène des espaces communs**

Les commerçants exerçant dans les halles bénéficient des installations sanitaires équipées accessibles pendant les heures d'activité.

Il appartient à chaque utilisateur de les tenir dans un parfait état de propreté et d'hygiène.

### **Article 5.5 : Nettoyage des halles et marchés**

Le nettoyage des halles et marchés est réalisé à partir de l'heure de clôture (cf. article 3.3).

La Ville pourra effectuer, si elle l'estime nécessaire, une désinfection complète des espaces communs et des stands installés sous les halles. Les commerçants en seront avisés afin qu'ils puissent prendre leurs dispositions.

### **Article 5.6 : Traitement des déchets**

La Ville met à la disposition des commerçants des conteneurs et bennes destinés à recueillir les déchets et emballages (cartons, plastiques et cagettes autorisés, palettes et caisses à pastèques interdites). Les cartons doivent être au préalable brisés et aplatis.

En fin de tenue du marché, chaque commerçant doit :

- rassembler les déchets (alimentaires, boîtes, cartons, cintres, cageots, etc.),
- utiliser les sacs plastiques distribués par le service Propreté le cas échéant,
- les déposer dans les bennes prévues à cet effet (c'est le cas notamment des déchets d'origine animale),
- balayer, ramasser tous les déchets (commerçants extérieurs) et laver (commerçants des halles) le sol de son emplacement et le pourtour du stand.

Dans les halles et en fin de chaque marché, les placiers contrôleront l'état de propreté du sol de chaque stand. Si celui-ci n'est pas satisfaisant, qu'il reste des résidus ou des traces, ou que, pour la halle des Vosges, le sol est plus sale que sur la photo servant de référence, le commerçant recevra immédiatement ou lors du prochain marché un avertissement oral des placiers. Un courrier simple sera envoyé au bout de deux avertissements oraux. Compte tenu de la nécessité de garantir dans les halles des conditions d'hygiène irréprochables, un troisième avertissement oral fera encourir au commerçant une exclusion définitive.

Il est strictement interdit d'apporter et de déposer des déchets d'autres marchés dans les locaux techniques, à l'intérieur ou sur le pourtour des marchés.

L'élimination de tels déchets pourra être effectuée aux frais du commerçant en infraction par la Ville de Belfort, sans préjudice de sanctions prévues dans le présent règlement.

Sur le marché des Vosges, la zone de stockage est accessible de 5h30 à 13h00 le jeudi et de 5h00 à 14h30 le dimanche. Sur le marché Fréry, la zone de broyage est accessible de 5h30 à 13h00 le vendredi et de 5h00 à 14h30 le samedi.

L'utilisation du broyeur sur les marchés par une personne n'appartenant pas au service Propreté est formellement interdite.

### ***Sécurité et tranquillité publiques***

#### **Article 5.7 : Maintien du bon ordre**

Le maintien du bon ordre commande aux commerçants et usagers du marché de ne pas commettre d'atteinte à la tranquillité publique, telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues, les bruits, les troubles de voisinage, les rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants.

Toute personne qui contrevient au présent règlement et qui ne se conforme pas aux injonctions des agents s'expose à des sanctions, prévues au présent règlement (cf. chapitre VI) sans exclusion d'éventuelles poursuites pénales.

**Article 5.8 : Respect des modalités de vente**

Conformément aux textes et règlements en vigueur, il est interdit dans les halles et marchés belfortains :

- d'effectuer les transactions en dehors des heures de vente,
- de vendre à la criée, et de procéder au racolage des clients,
- d'utiliser, à titre individuel, des dispositifs de publicité sonores de toute nature. Toutefois, les commerçants disquaires peuvent faire usage en sourdine, d'appareils de sonorisation. Les sons émis ne doivent pas être perceptibles au-delà de leur stand,
- de procéder à des quêtes de toute nature sauf autorisation municipale. Dans ce cas, ces collectes seront effectuées aux portes des marchés et à l'extérieur sans perturber l'accès au public,
- de pratiquer la mendicité sur les marchés et dans les halles couvertes (allées, entrées),
- d'organiser à titre individuel des jeux de hasard et des loteries,
- de dire la bonne aventure ou s'adonner à des pratiques analogues,
- de pratiquer la vente ambulante,
- de distribuer des tracts et publicités à l'intérieur des halles, et sur les marchés sauf autorisation expresse de la Ville.

**Article 5.9 : Fidélité des poids et mesures**

Les règles régissant la profession et la vente aux consommateurs s'appliquent aux titulaires d'emplacements fixes ou passagers.

Chaque commerçant dispose d'au moins une balance installée à la vue du public de manière à ce que ce dernier puisse vérifier le poids des marchandises.

Les instruments de pesage et de mesure sont strictement conformes aux normes en vigueur et seront présentés à toute réquisition des services chargés de leur vérification.

Les produits sont clairement étiquetés, avec mention de leur nature, dénomination et prix de vente.

**Article 5.10 : Animaux**

Il est interdit :

- de vendre des animaux vivants dans les halles et marchés,
- de laisser circuler sur le marché des animaux vivants autres que les chiens-guides des personnes mal voyantes et ceux des brigades canines de sécurité,
- d'attacher les chiens et les chats aux abords du marché et à l'intérieur des sas.



## CHAPITRE VI – DISCIPLINE

### Article 6-1 : Régime de sanctions

Toute infraction aux prescriptions du présent règlement, quel que soit sa nature ou son objet, expose le commerçant qui en est l'auteur à une sanction, sans préjudice d'autres sanctions de tous ordres.

En cas de manquement ou de comportement répréhensible, le Maire offrira la possibilité au contrevenant de présenter ses observations écrites dans un délai de quinze jours à compter de sa réception, selon les formes légales.

Le Maire pourra décider de prononcer, selon la gravité des faits, soit :

- un avertissement,
- une suspension temporaire de l'autorisation d'occuper un emplacement fixe ou passager,
- l'exclusion définitive des marchés.

La sanction est notifiée à l'intéressé par courrier recommandé avec avis de réception ou signifiée contre décharge par les agents assermentés de l'administration municipale.

### Sanctions pour les retards de paiement :

Un abonné ayant des retards de paiement pour la première fois reçoit un avertissement avec demande de régularisation ou d'obtention d'un échéancier de paiement validé par la Trésorerie dans un délai de 15 jours.

Sans régularisation, ni production d'un échéancier de paiement, ou en cas de non-respect de l'échéancier obtenu il s'expose à une exclusion définitive.

Un ancien abonné ayant encore une dette en cours sans échéancier de paiement accordé par la Trésorerie ou avec un échéancier mais non respecté ne sera pas autorisé à participer au tirage au sort en tant que passager.

En cas d'exclusion temporaire ou définitive, aucune indemnité ne sera due par la Ville à la personne exclue. Les droits de place restent dus pendant la période d'exclusion temporaire.

Les sanctions sont inscrites au dossier. Les cas de récidive constituent un facteur d'alourdissement des sanctions.

La commission paritaire des marchés sera informée des sanctions prises par M. le Maire ou son représentant au titre des pouvoirs de police.

### Article 6-2 : Troubles à l'ordre public

En cas d'atteinte à l'ordre public ou d'atteinte particulièrement grave au présent règlement, la suspension temporaire peut être appliquée immédiatement sur décision du Maire ou de son représentant, à titre conservatoire.

## CHAPITRE VII – APPLICATION DU PRESENT REGLEMENT

### Article 7.1 : Champ d'application

Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication. Il abroge les arrêtés antérieurs portant règlement des marchés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

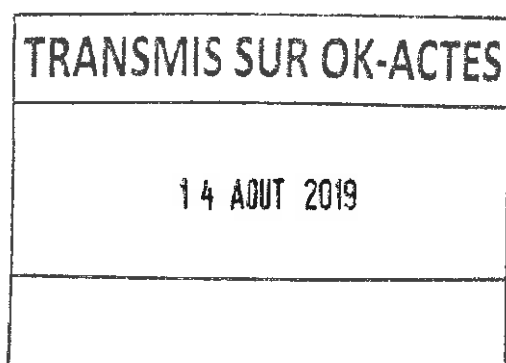
### Article 7.2 : Mise en œuvre

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Belfort, les agents du service de la Gestion du Domaine Public et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement, qui sera publié par affichage, et dont copie sera transmise à Madame la Préfète.

Belfort, le **14 AOUT 2019**

Le Maire,

  
Damien MESLOT





Direction : urbanisme  
 Initiales : MH/PB  
 Code matière : 6.1

## ARRETE DU MAIRE

TRANSMIS SUR OK-ACTES

21 AOUT 2019

**Objet : visite périodique et de réception de travaux –  
 avis favorable – Hôtel B&B  
 20 rue Xavier Bichat - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux hôtels et pensions de famille (type O),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu l'autorisation de travaux n°090 010 18 Z0090 délivrée le 3 septembre 2018 relative à des travaux d'aménagement, de mise en conformité partielle aux règles d'accessibilité et de création d'espaces d'attente sécurisés,

Vu l'avis de la commission communale d'accessibilité en date du 26 juillet 2018, suite au dépôt de l'autorisation de travaux n°090 010 18 Z0090, avis notifié le 13 septembre 2018 à Monsieur Fafet, gérant de l'hôtel B&B, 20 rue Xavier Bichat à Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 28 mars 2019, suite à la visite périodique et de réception de travaux en date du 28 mars 2019, procès verbal transmis en recommandé avec accusé réception à Monsieur Fafet, gérant de l'hôtel B&B, 20 rue Xavier Bichat à Belfort,

Considérant l'**AVIS FAVORABLE** de la commission communale d'accessibilité en date du 23 juillet 2018, concernant les travaux d'aménagement, la mise en conformité partielle aux règles d'accessibilité et de création d'espaces d'attente sécurisés, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à l'accessibilité des Établissements Recevant du Public,

**Objet : visite périodique et de réception de travaux – avis favorable – Hôtel B&B**

1

Considérant l'**AVIS FAVORABLE** suite à la visite périodique et de réception des travaux, émis le 28 mars 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que ces avis sont assortis de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité et l'accessibilité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le maintien de l'ouverture au public de l'hôtel B&B ainsi que l'ouverture des locaux concernés par les travaux accordés par l'AT n°090 010 18 Z0090 délivrée le 3 septembre 2018 sont autorisés.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Fafet, gérant de l'hôtel B&B est chargé de s'assurer du respect des règles d'accessibilité et notamment des prescriptions émises par la commission communale d'accessibilité dans son avis du 26 juillet 2018, émis lors de l'étude de l'autorisation de travaux n°090 010 18 Z0090 notifiée le 13 septembre 2018.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Fafet, gérant de l'hôtel B&B, est également chargé de faire réaliser les prescriptions édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 28 mars 2019, (annexé au présent arrêté), dans un délai de **2 mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :** L'hôtel B&B est un établissement de **type O de 4<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total de **174 personnes**.

**ARTICLE 5 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 6 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

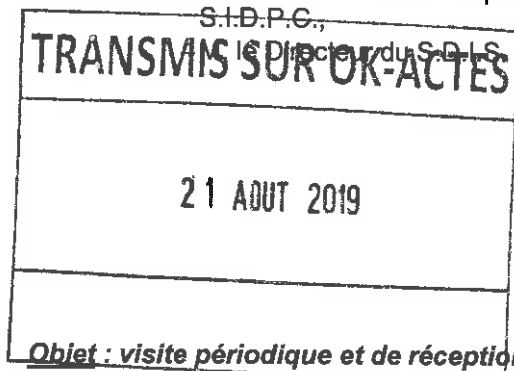
**ARTICLE 7 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.



**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 9 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,

Le Directeur du S.D.L.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.



Belfort, le **21 AOUT 2019**  
 Par délégation,  
 L'Adjoint au Maire  
  
 Jean-Marie HERZOG  


PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

DATE DE VISITE : 28/03/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00676-000  
1075

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Lieutenant 2° classe GAMBIA Philippe

**PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN  
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC****ETABLISSEMENT**

Nom ou raison sociale : HOTEL B &amp; B

Activité : Hôtel

Type : O

Catégorie : 4

Adresse (n°, rue, commune) : 20 rue Xavier Bichat - 90000 BELFORT

N° de dossier : AT-090-010-18-Z0090

Motif de la visite : visite périodique et de réception après travaux

**COMPOSITION DE LA COMMISSION**Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY      Chef du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

Mme JOLY      représentant le Maire de BELFORT

M. GAMBIA      représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

**REPRESENTANT DE LA DIRECTION DE L'ETABLISSEMENT**

M. FAFET      Gérant

**AUTRES PERSONNES PRESENTES**

M. BOSSON      BdB service technique

**DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT**

Le bâtiment de type R+2 comprend 78 chambres réparties comme suit:

**2<sup>ème</sup> étage :**

- 29 chambres dont 1 traitée en EAS ;
- 1 local lingerie ;
- 2 escaliers de 2UP (principal coté ouest).

**1<sup>er</sup> étage :**

- 29 chambres dont 1 traitée en EAS ;
- 1 local lingerie ;
- 2 escaliers de 2UP (principal coté ouest).

**Au sein des deux escaliers, les paliers sont traités en solution équivalente d'EAS au 2eme étage pour l'escalier Ouest et au 1<sup>er</sup> pour l'escalier Est.**

**Rez-de-chaussée :**

- 20 chambres ;
- 1 local lingerie ;
- 1 salle petit déjeuner ;
- 1 espace « préparation-distribution » ;
- 1 logement ;
- 1 local rangement ;
- 1 local TGBT ;
- 1 local chaufferie gaz.

**EFFECTIF MAXIMAL DU PUBLIC ADMISSIBLE**

Etabli selon la densité d'occupation suivante, soit :

**Public :**

|                             |               |
|-----------------------------|---------------|
| 70 chambres à 2 personnes : | 140 personnes |
| 8 chambres à 4 personnes :  | 32 personnes  |

|                           |             |
|---------------------------|-------------|
| <b><u>Personnel :</u></b> | 2 personnes |
|---------------------------|-------------|

|                       |                      |
|-----------------------|----------------------|
| <b>Effectif total</b> | <b>174 personnes</b> |
|-----------------------|----------------------|

**CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT**

|          |                              |
|----------|------------------------------|
| Type : O | Catégorie : 4 <sup>ème</sup> |
|----------|------------------------------|

**TEXTES DE REFERENCE**

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 21 juin 1982** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux hôtels et pensions de famille (**type O**) ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES**

| DESIGNATIONS                                                                                                                                                                                                                                           | OBSERVATIONS                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p style="text-align: center;"><b>Alarme</b><br/><b>SSI de catégorie A</b><br/>Asservissement des portes de recoupement<br/>Déverrouillage des I.S.<br/>Temporisation zéro<br/>Un report dans le logement du propriétaire<br/>Un report chambre 20</p> | <p>Vérification triennale par VERITAS le 26/02/2018<br/>N° 1958736/22.4.1.R</p> <p>Contrat d'entretien avec DESAUTEL</p> <p><b>1 observation à lever</b></p>              |
| <b>Eclairage de Sécurité</b>                                                                                                                                                                                                                           | Vérification triennale par VERITAS le 11/07/2017<br>N° 1958736/22.9.1.R                                                                                                   |
| <b>Installation électrique</b>                                                                                                                                                                                                                         | Toutes observations levées par SNEF le 10/12/2018                                                                                                                         |
| <b>Extincteurs</b>                                                                                                                                                                                                                                     | Vérifiés par DESAUTEL le 13/02/2019                                                                                                                                       |
| <b>Installation de gaz</b><br><i>Chaufferie à l'arrière du bâtiment</i>                                                                                                                                                                                | Vérifiée par VERITAS le 01/08/2018                                                                                                                                        |
| <b>Installation de chauffage</b><br><i>Chaudière gaz</i>                                                                                                                                                                                               | Vérifiée par VERITAS le 01/08/2018                                                                                                                                        |
| <b>Conduit de fumée</b>                                                                                                                                                                                                                                | Vérifié par SILFEO le 25/04/2018                                                                                                                                          |
| <b>Désenfumage</b><br><i>Cage d'escaliers</i>                                                                                                                                                                                                          | Vérifié par DESAUTEL le 27/03/2019                                                                                                                                        |
| <b>Ascenseur (1)</b>                                                                                                                                                                                                                                   | <p>Quinquennale par VERITAS le 14/11/2017<br/>N° 1958736/443.1.1R</p> <p>Contrat d'entretien OTIS, vérification le 14/01/2019</p> <p>Vérifié par VERITAS le 4/12/2018</p> |



I) CONTROLES EFFECTUES - suite

| DESIGNATIONS                                      | OBSERVATIONS                               |
|---------------------------------------------------|--------------------------------------------|
| Clapets coupe feu<br>Ventilation<br>Autocommandés | Vérifiés par DESAUTEL le 05/02/2019        |
| Formation du personnel                            | Formation par Angèle concept le 17/01/2018 |

| DESIGNATIONS                                                            | OBSERVATIONS                                                                                                                                      |
|-------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Conformité des espaces d'attente<br>sécurisés et solutions équivalentes | Rapport de Vérifications Réglementaires Après Travaux<br>de l'organisme agréé VERITAS du 24/01/2019<br>Rapport n° : 7111357/1<br>Sans observation |

## II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                        | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                        | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques (article EC 15).</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 14).</li> </ul> </li> <li>- <u>Installation de gaz</u> : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30).</li> <li>- <u>Installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58).</li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li> <li>- <u>Ascenseur</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (articles MS 38 et 73).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent ;</li> <li>- tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour les SSI A – (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES**

Procès verbal de visite du : 19/04/2016  
 Prescriptions réalisées : n° 05 à 07  
 Prescription non maintenue : n° 04  
 Prescription maintenue : /

Procès verbal d'étude du : 09/08/2018  
 Prescriptions réalisées : n° 01 à 05 - 10 à 18  
 Prescriptions non maintenues : n° 19 - 20  
 Prescriptions maintenues : n° 06 à 09

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 04 | 06/18 - Etendre le système de détection automatique incendie aux chambres par des détecteurs appropriés aux risques, cet équipement devra mettre en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fonction évacuation (sans temporisation),</li> <li>- les blocs autonomes d'éclairage de sécurité dans les conditions de l'article O 15,</li> <li>- la fonction compartimentage dans les conditions de l'article CO 47 (articles MS 60 et O 19).</li> </ul> |
| 05 | 07/18 - Compléter l'alarme sonore par un équipement d'alarme perceptible tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément (article GN 8 et MS 64).                                                                                                                                                                                                                            |
| 06 | 08/18 - Procéder à une réception technique menée par le coordinateur SSI en présence de l'installateur. Le rapport de vérification technique et d'associativité des matériels devra être transmis à la commission de sécurité et à l'organisme agréé chargé des vérifications techniques relatives à la sécurité des personnes (Mission de type SEI) - (norme NF S 91-632).                                                                                        |
| 07 | 09/18 - A l'issue de la mission de coordination définie dans la norme NF S 60-931, un dossier technique dénommé « dossier d'identité SSI » prenant en compte les modifications devra être constitué par le coordinateur SSI et remis à l'exploitant (norme NF S 61-932).                                                                                                                                                                                           |

**IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES**

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 08 | Faire en sorte que les clapets autocommandés soient remplacés par des clapets possédant le même degré coupe-feu de traversée et reliés au SMSI en tant que dispositifs actionnés de sécurité (DAS) de compartimentage, cette disposition devra être incluse dans le dossier d'identité du SSI (article MS 59, norme NF S 61-937 et articles CH 29 à 43)                                                               |
|    | <b>Observation :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|    | Un essai de l'alarme incendie a été réalisé par le déclenchement d'un détecteur automatique incendie situé dans la circulation du 1 <sup>er</sup> étage. <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Essai de l'alarme sans temporisation : Bon fonctionnement</li> <li>→ Mise en position de sécurité des portes de recoupement : Bon fonctionnement</li> </ul> Un essai de ligne téléphonique a également été réalisé. |

**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION**

**HOTEL B & B - BELFORT - E-010-00676-000 - 1075**

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable** à la visite périodique et à la visite de réception de travaux



Ce document comprend 08 pages

**Date de la visite : le 28/03/2019**

Signature du Président de séance : M. Gilles GODFROY

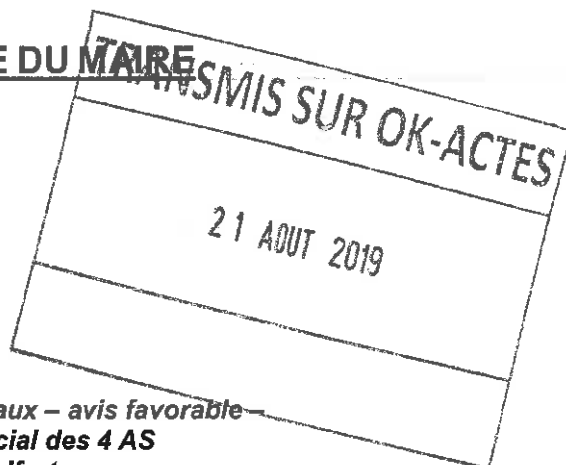
Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours



Direction : urbanisme  
Initiales : MH/PB  
Code matière : 6.1

**ARRETE DU MAIRE**



**Objet : visite de réception de travaux – avis favorable –  
le bowling centre commercial des 4 AS  
Rue de l'as de carreau - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements sportifs couverts (type X),

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (type N),

Vu l'arrêté du 7 juillet 1983 (modifié) portant approbation des dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles de danse et de jeux (type P),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu l'autorisation de travaux n°090 010 15 Z0108 délivrée le 9 février 2016 relative à des travaux d'isolation du bowling vis-à-vis de la galerie marchande des 4 As,

Vu l'avis réputé favorable de la sous commission départementale d'accessibilité en date du 4 janvier 2016, suite au dépôt de l'autorisation de travaux n° 090 010 15 Z0108, avis transmis à Monsieur JUNGO, représentant de LION IMMOBILIER, syndicat de copropriété,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 25 janvier 2019, suite à la visite de réception de travaux en date du 25 janvier 2019, procès-verbal transmis en recommandé avec accusé réception à Monsieur BOILLLOT, gérant du bowling, centre commercial des 4 As à Belfort,

**Objet : visite de réception de travaux – avis favorable – le bowling centre commercial des 4 AS 1**

Considérant l'absence de prescriptions de la commission d'accessibilité lors de l'examen de l'AT n°090 010 15 Z0108 (avis réputé favorable au 4 janvier 2016),

Considérant l'**AVIS FAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public du bowling émis le 25 janvier 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que l'avis de la sous-commission départementale de sécurité du 25 janvier 2019 est assorti de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'ouverture au public des locaux concernés par les travaux accordés par l'AT n°090 010 15 Z0108, délivrée le 9 février 2016, est autorisée.

**ARTICLE 2 :** Monsieur BOILLOT, gérant du bowling, centre commercial des 4 As à Belfort, est cependant chargé de déposer une Autorisation de Travaux au service urbanisme de la mairie de Belfort, concernant les travaux de remise en conformité :

- d'isolement des locaux de stockage (prescription n°4),
- d'installation électrique (prescriptions n°8 et 17),
- d'espace d'attente de sécurité (prescription 14),

éditées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 25 janvier 2019 (annexé au présent arrêté), dans un délai **d'un mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté. À l'issue de ces travaux, une visite de réception après travaux sera organisée.

**ARTICLE 3 :** Les autres prescriptions du procès-verbal en date du 25 janvier 2019 (annexé au présent arrêté), devront être réalisées dans un délai **de deux mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :** Cet établissement est de **type X, P et N de 3<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total déclaré de **428 personnes**.

**ARTICLE 5 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités (notamment celles concernant l'accessibilité et la sécurité).

**ARTICLE 6 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 7 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 9 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort,

le Directeur du S.D.P.C. – S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le

**21 AOUT 2019**

Par délégation  
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG



|                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>TRANSMIS SUR DE ACTES</b>                                                                           |
| 21 AOUT 2019                                                                                           |
| <b>Objet : visite de réception de travaux – avis favorable – le bowling centre commercial des 4 AS</b> |

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

DATE DE VISITE : 25/01/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00011-001  
200**SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE***Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier*

|                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------|
| <b>PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN<br/>ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC</b> |
|--------------------------------------------------------------------------|

**ETABLISSEMENT**Nom ou raison sociale : **BOWLING - CENTRE COMMERCIAL DES 4 AS**Activité : **Etablissement sportif, salle de jeux et débits de boissons** Type : X, P et N Catégorie : 3<sup>ème</sup>Adresse (n°, rue, commune) : **Rue de l'As de Carreau - 90000 BELFORT**N° de dossier : **PC.090.010.15.Z0108** (*isolement du bowling vis-à-vis de la galerie marchande des 4 AS*)Motif de la visite : **visite de réception après travaux****COMPOSITION DE LA COMMISSION**Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY Adjoint à Mme la Cheffe du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

|              |                                                                                |
|--------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| M. VIVOT     | représentant le Maire de BELFORT                                               |
| Mme BELORGEY | représentant le Directeur Départemental des Territoires                        |
| M. HELET     | représentant le Directeur Départemental de la Sécurité Publique                |
| M. HEBERLE   | représentant le Directeur Départemental de la CSPP – Service jeunesse et sport |
| M. HELLEU    | Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours                  |

**REPRESENTANT DE LA DIRECTION DE L'ETABLISSEMENT**

|               |                             |
|---------------|-----------------------------|
| M. RADOVISE   | Directeur unique - PRECONIS |
| M. MALIVERNEY | PRECONIS                    |
| M. BOILLOT    | gérant du bowling           |

**AUTRES PERSONNES PRESENTES**

|            |                                       |
|------------|---------------------------------------|
| M. BOULET  | Bureau VERITAS                        |
| Mme HUNOLD | Service urbanisme – Mairie de Belfort |
| M. VASSEUR | SDIS 90                               |

## DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT

Le Bowling est situé au 2<sup>ème</sup> étage du complexe des 4 As. Accessible depuis la place du Forum et par la galerie marchande, il comprend une zone de jeux, un espace repas, des pistes dédiées à l'activité de bowling et des locaux divers. L'établissement était intégré jusqu'au 25 janvier 2019 au centre commercial des 4 As, un groupement d'établissements construit en 1976.

L'ensemble était classé en Etablissement Recevant du Public (ERP) de 1<sup>ère</sup> catégorie et composé de différents types :

- M (commerces)
- N (restaurants)
- PS (parcs de stationnement)
- W (bureaux)
- P (salles de jeux)
- U (cabinets médicaux)
- L (salles de spectacles)
- X (salles de sport)

## DESCRIPTION DU PROJET d'isolement vis-à-vis du centre commerciale des 4 AS

Le projet vise à convertir l'établissement existant non isolé en un établissement isolé, conformément au schéma directeur de mise en sécurité.

Dans le cadre du schéma directeur de sécurité incendie déposé par le directeur unique, M. Stéphane RADOVISE, en date du 7 juin 2013, de l'avis rendu par la sous-commission départementale de sécurité le 16 juillet 2013 et de la modification du schéma directeur de sécurité incendie en date du 13 octobre 2015, une mise en sécurité de ce groupement d'établissements a été actée. Il a ainsi été envisagé de réaliser 5 établissements indépendants et isolés les uns des autres, à savoir :

- le bowling, susceptible d'être classé ERP de type X, P et N de 3<sup>ème</sup> catégorie (**objet de la présente visite**) ;
- un groupement d'établissements formé par les commerces, susceptible d'être classé ERP de type M et N de 1<sup>ère</sup> catégorie ;
- le parking public, classé ERP de type PS (Cf. PV du 24/03/2016) ;
- l'espace Louis Jovet, classé ERP de type L de 3<sup>ème</sup> catégorie (Cf. PV du 10 mars 2015) ;
- un groupement d'établissements formé par les 3 tours et le parking privé, classé en ERP de type W et U de 3<sup>ème</sup> catégorie (Cf. PV du 25/01/2019).

L'étude portait donc sur les travaux d'isolement du bowling des 4 As. A ce titre et selon la notice de sécurité transmise par le directeur unique le 9 juin 2015, les travaux suivants ont été réalisés (Cf. RVRAT de « BUREAU VERITAS » le 18/05/2018) :

- la déconnexion et la dépose des systèmes d'alarme incendie existants ;
- la mise en place d'une alarme incendie de type 2b avec un système de sécurité incendie (SSI) de catégorie C ;
- la réalisation de cloisons et parois vitrées coupe-feu de degré 2h entre la circulation de la galerie marchande et les locaux occupés par le bowling, en remplacement du vitrage existant ;
- la réalisation de zones ou locaux destinés aux espaces d'attente sécurisés (EAS) et la mise en place de flashes lumineux, afin de rendre perceptible l'alarme, dans les locaux où les personnes en situation de handicap sont susceptibles de se retrouver isolées ;
- l'établissement de conventions écrites formalisant les évacuations dans un dégagement et sur les terrasses du centre commercial.



## CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

### Effectif maximal du public admissible :

Etabli selon les densités d'occupation suivantes :

- sur déclaration contrôlée du responsable d'exploitation pour l'effectif du public au niveau des pistes de bowling (5 personnes par piste) ;
- 4 personnes par table pour l'effectif du public au niveau de la zone billard (article P 2) ;
- 4 personnes par 3 m<sup>2</sup> pour la zone de jeux (article P 2) ;
- 1 personne par m<sup>2</sup> pour les zones de restauration assise (article N 2 §a) ;
- sur déclaration contrôlée du responsable d'exploitation pour l'effectif du personnel.

| Zone ou local considérée | Surface                      | Type d'activité | Base de calcul de l'effectif du public | Effectif   |           |            |
|--------------------------|------------------------------|-----------------|----------------------------------------|------------|-----------|------------|
|                          |                              |                 |                                        | Public     | Personnel | Total      |
| Zone billards            | 7 tables                     | P               | 4 personnes par table                  | 28         |           | 28         |
| Zone de jeux             | 10 jeux<br>15 m <sup>2</sup> | P               | 4 personnes par 3 m <sup>2</sup>       | 20         |           | 20         |
| Zone pistes de bowling   | 16 pistes                    | X               | 5 personnes par piste                  | 80         |           | 80         |
| Espace repas             | 75 m <sup>2</sup>            | N               | 1 personne par m <sup>2</sup>          | 75         | 2         | 77         |
| Salle principale         | 220 m <sup>2</sup>           | N               | 1 personne par m <sup>2</sup>          | 220        | 3         | 223        |
| <b>Total</b>             |                              |                 |                                        | <b>423</b> | <b>5</b>  | <b>428</b> |

Effectif du public : 423 personnes

Effectif du personnel : 5 personnes

**Total : 428 personnes**

### Classement de l'établissement :

Type : X, P et N

Catégorie : 3<sup>ème</sup>

**TEXTES DE REFERENCE :**

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123-1 et L 123-2 - Articles R 123-1 à R 123-55 - Articles R 152-6 et R 152-7 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 4 juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements sportifs couverts (**type X**) ;
- **Arrêté du 7 juillet 1983** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles de danse et de jeux (**type P**) ;
- **Arrêté du 21 juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boisson (**type N**) ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;

\*.\*.\*

I) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                        | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                        | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Systèmes de protection contre la foudre</u> : les vérifications des paratonnerres doivent être conformes aux dispositions de leur norme (article EL 19).</li> </ul> </li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques.</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15).</li> </ul> </li> <li>- <u>Installation de gaz</u> : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30).</li> <li>- <u>Installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58).</li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).<br/>Lorsqu'existent une installation de désenfumage mécanique et un système de sécurité incendie de catégorie A ou B, les vérifications sont effectuées <b>tous les trois ans</b> par un organisme agréé (article DF 10).</li> <li>- <u>Grande cuisine</u> : tous les ans dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (article GC 22).</li> <li>- <u>Ascenseur – escaliers mécaniques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (articles MS 38 et %S 73).</li> <li>• RIA : tous les ans par un technicien compétent (article MS 73).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>- tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS 73).</li> </ul> </li> <li>• Extinction automatique : les vérifications doivent être conformes aux modalités prévues par la norme en vigueur correspondante (article MS 73).</li> <li>• Ligne téléphonique directe : essai périodique (article MS 70).</li> </ul> </li> <li>- <u>Portes automatiques</u> : les vérifications doivent être conformes aux modalités prévues par la norme en vigueur correspondante (article CO 48).</li> </ul> |
| <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

II) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès-verbal d'étude : 13/10/2015 (Cf. RVRAT n° 6223297/2 du BUREAU VERITAS du 18/09/2018)

Prescriptions réalisées : n° 02 – 05 à 07 – 09 – 12 – 16 – 17 – 19 à 20

Prescriptions non maintenues : n° 18

Prescriptions maintenues : n° 03 – 04 – 08 – 10 – 11 – 13 à 15

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 04 | 03/15 - S'assurer que les locaux à risques particuliers soient isolés des autres locaux par des parois coupe-feu de degré 1h avec bloc-porte coupe-feu de degré ½h muni d'un ferme-porte (article CO 28).                                                                                                                                                                                                                                     |
| 05 | 04/15 - Restituer le degré coupe-feu des parois et planchers traversés par les éventuels conduits et gaines prenant naissance, aboutissant ou traversant le bowling (articles CO 30 à CO 32).                                                                                                                                                                                                                                                 |
| 06 | 08/15 - Justifier d'accords contractuels sous forme d'acte authentique pour utiliser le dégagement donnant sur la galerie marchande et le cheminement sur la terrasse extérieure (article CO 41).                                                                                                                                                                                                                                             |
| 07 | 10/15 - Installer un dispositif de dissuasion d'emprunter l'accès donnant sur la galerie marchande en période de fermeture de cette dernière et instruire le personnel de l'établissement pour qu'il invite le public à dégager par les autres sorties. Cette procédure doit par ailleurs être notifiée dans le registre de sécurité (articles CO 46 et MS 46 et 47).                                                                         |
| 08 | 11/15 - Rendre inaccessible au public et facile à atteindre par les services de secours le dispositif de mise hors tension générale de l'installation électrique de l'établissement. Celui-ci ne doit pas couper l'alimentation normale des installations de sécurité (article EL 11).                                                                                                                                                        |
| 09 | 13/15 - Réaliser la liaison avec les sapeurs-pompiers par téléphone urbain (article MS 70). Cette installation doit garantir un fonctionnement en cas d'absence de la source normale d'alimentation électrique.                                                                                                                                                                                                                               |
| 10 | 14/15 - Instruire des employés spécialement désignés sur la conduite à tenir en cas d'incendie et les entraîner à la mise en œuvre des moyens de secours (article P 21).                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 11 | 15/15 - Des consignes incendie, affichées bien en vue, destinées aux personnels et constamment mises à jour devront indiquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le n° d'appel des sapeurs-pompiers,</li> <li>- les dispositions immédiates pour assurer la sécurité du public et du personnel,</li> <li>- la mise en œuvre des moyens de secours,</li> <li>- l'accueil et le guidage des sapeurs-pompiers (article MS 47).</li> </ul> |

### III) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                  |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 12 | Justifier d'accords contractuels sous forme d'acte authentique pour bénéficier du moyen de secours d'extinction à eau automatique de la galerie marchande. A défaut, neutraliser ou démonter l'installation (article CO 41).                 |
| 13 | Doter la porte à déverrouillage automatique pour l'accès des secours, côté terrasse place du forum, d'une poignée sur l'extérieur permettant aux sapeurs-pompiers d'ouvrir la porte sans matériel de forçement (articles CO48 et MS 60).     |
| 14 | Désenfumer ou maintenir à l'abri des fumées l'escalier encloué servant également d'EAS dans les conditions prévues par l'instruction technique relative au désenfumage dans les établissements recevant du public (articles CO 53 et CO 59). |
| 15 | Déplacer l'écran de projection situé au dessus des portes de l'issue de secours afin de ne pas cacher le dégagement et permettre une évacuation rapide et sûre de l'établissement (article CO 35).                                           |
| 16 | Régler la porte d'entrée, côté centre commercial, afin d'assurer sa fermeture complète et de restituer le degré coupe-feu entre les deux établissements (article CO 6).                                                                      |
| 17 | Fournir un plan détaillé des installations électriques de l'établissement, lequel devra notamment faire apparaître les organes de coupures (article GE 3).                                                                                   |
| 18 | Isoler les locaux de stockage conformément aux articles CO 27 et CO 28.                                                                                                                                                                      |
| 19 | Modifier les plans schématiques de l'établissement en fonction des nouveaux aménagements et y faire figurer tous les éléments facilitant l'intervention des sapeurs-pompiers (article MS 41).                                                |

#### ☞ Observation n° 1 :

Lors de la visite, la sous-commission départementale de sécurité incendie a procédé à deux essais d'alarme :

##### Essai 1 avec sonorisation en fonctionnement :

- Alarme générale : audible dans l'ensemble de l'établissement
- Eclairage de sécurité : OK
- Asservissement ouverture porte accès pompier : OK

##### Essai 2 hors alimentation électrique d'une partie de l'établissement (pas de coupure générale unique) :

- Alarme générale : audible dans l'ensemble de l'établissement
- Eclairage de sécurité : OK
- Asservissement ouverture porte accès pompier : OK

☞ Observation n°2 :

Devant l'inaction de ces dernières années, la sous-commission départementale de sécurité incendie exprime de nouveaux espoirs à voir augmenter le niveau de sécurité de l'établissement avec la désignation d'un nouvel exploitant. Les responsabilités lui incombant pèsent aujourd'hui sur l'urgence des travaux de remise en conformité de :

- isolement des locaux de stockage (prescription n°4) ;
- installation électrique (prescription n°8 et n°17) ;
- espace d'attente de sécurité (prescription n°14).

Ces travaux doivent faire l'objet, au plus tôt, d'un dépôt de dossier d'autorisation de travaux pour être soumis à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.

La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Ces travaux devront faire l'objet d'une visite de réception par la sous-commission départementale de sécurité (article R123.48).

**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION**

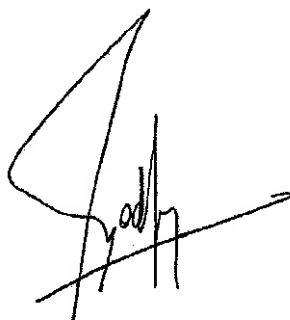
**BOWLING CC des 4 AS - BELFORT - E-010-00011-001 - 200**

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable**.

Ce document comprend 09 pages

**Date de la visite : le 25/01/2019**

Signature du Président de séance : M. Gilles GODFROY



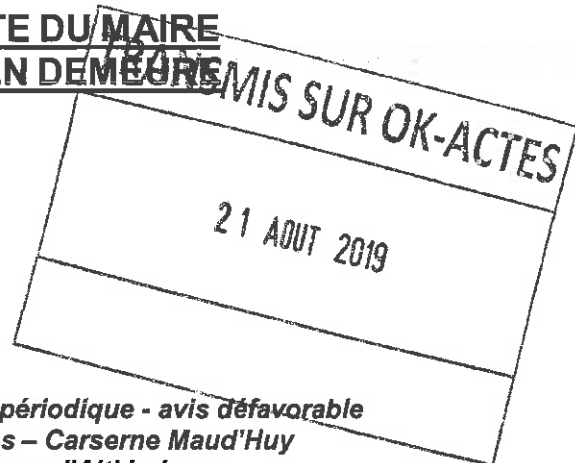
Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours



Direction : urbanisme  
 Initiales : CH/PB  
 Code matière : 6.1

**ARRETE DU MAIRE  
 MISE EN DEMEURE**



**Objet : Mise en demeure - visite périodique - avis défavorable  
 Cercle Mess interarmées – Carserne Maud'Huy  
 Quartier Maud'Huy - Avenue d'Altkirch**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux restaurants et débits de boissons (type N),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 1<sup>er</sup> juillet 2019, suite à la visite périodique en date du 1<sup>er</sup> juillet 2019, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception à Monsieur Sibre, directeur du Cercle, quartier Maud'Huy, avenue d'Altkirch – BP 60503 à Belfort,

Considérant l'**AVIS DÉFAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public du Cercle Mess Interarmées émis le 1<sup>er</sup> juillet 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé principalement par :

- le calage en position ouverte des portes du local « pâtisserie » (prescription 11),
- la suppression d'un vantail de la porte du local « cuisine » (prescription 12),
- l'implantation trop proche du bâtiment d'un groupe haute tension de secours (prescription 13),
- l'absence de vérification de diverses installations techniques (prescriptions 7 et 25),

Considérant que cet avis est motivé par le non-respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

**Objet : Mise en demeure - visite périodique - avis défavorable Cercle Mess interarmées – Carserne Maud'Huy**



Considérant que le maintien de l'ouverture au public ne peut être autorisé que dans la mesure où les travaux de mise en conformité sont réalisés dans un délai donné,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions émises par la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Sous peine d'engagement d'une procédure de fermeture administrative, Monsieur Sibre, directeur du Cercle de Belfort, est mis en demeure de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous en tenant compte des délais précisés :

#### I) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                 | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                 | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                 | Effectuer les vérifications suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005),</li> <li>- <u>éclairage de sécurité</u> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>o vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques,</li> <li>o vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC15) ;</li> </ul> </li> <li>- <u>installation de gaz</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ29 et GZ30) ;</li> <li>- <u>installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH58) ;</li> <li>- <u>désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li> <li>- <u>grande cuisine</u> : tous les ans dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GC21 et GC22) ;</li> <li>- <u>ascenseur</u> : tous les 5 ans par un organisme agréé (article AS9).</li> <li>- <u>moyens de secours</u> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>o extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (articles MS38).</li> <li>o Système de Sécurité Incendie :                   <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>▪ tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS73).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                 | L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.<br>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 04                                                                                                                                                                                                                                                                 | Former le personnel encadrement chargé de la surveillance du tableau central du Système de Sécurité Incendie de catégorie A : <ul style="list-style-type: none"> <li>- interprétation des différentes signalisations apparaissant sur le tableau,</li> <li>- mesures à prendre en fonction des signalisations,</li> <li>- respect de la procédure en cas de panne ou dérangement du système,</li> <li>- réarmement du système,</li> </ul> Tenir à jour le registre de sécurité sur la formation du personnel (articles R123-51 du CCH, MS47, MS51, MS67 et 69).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**II) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :**

| N° | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 05 | <p>Réaliser les travaux qui peuvent être nécessaires à la perceptibilité de l'alarme incendie par les personnes handicapées (physiques, sensorielles...) pouvant se trouver isolées des autres (WC, chambres...). (articles L 123-2, R 123-4, L 111-7-3 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et nouveaux articles GN 8, MS 64... du règlement de sécurité du 25 juin 1980).</p> <p>Avant leur réalisation, ces travaux s'ils s'avèrent nécessaires devront être impérativement autorisés par l'autorité de police compétente dans les conditions fixées aux articles L 111-8 et R 111-19-17 du CCH (notamment).</p> <p><b>DÉLAI : 1 MOIS POUR LE DÉPÔT DE L'AT PUIS 2 MOIS APRÈS L'OBTENTION DE L'AUTORISATION</b></p>                              |
| 06 | <p>Remettre en état de fonctionnement les fermes-portes défectueux.</p> <p><b>DÉLAI : 2 SEMAINES</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 07 | <p>Recenser et faire vérifier par un organisme agréé ou un technicien compétent tous les clapets coupe-feu situés sur le réseau aéraulique de l'établissement. Fournir à la sous-commission départementale de sécurité, via la mairie, le rapport de vérification (articles CH 58 et R 123-44 du CCH – Instruction Technique n° 247 relative aux dispositifs de fermeture résistant au feu).</p> <p><b>DÉLAI : 1 MOIS</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 08 | <p>Faire vérifier et attester par un technicien compétent ou un organisme agréé la conformité de la vanne de coupure gaz par électrovanne de la cuisine aux articles GC 4 et GZ 15.</p> <p>L'article GC 4 stipule : " § 2. Le dispositif d'arrêt d'urgence de l'énergie électrique visé au § 1 ne doit pas couper les circuits d'éclairage ni les dispositifs de ventilation contribuant à l'évacuation des fumées en cas d'incendie. Le dispositif d'arrêt d'urgence de l'alimentation en gaz visé au § 1 peut être réalisé à l'aide d'une électrovanne. Dans ce cas, l'électrovanne est à réarmement manuel et sa commande peut être commune avec celle du dispositif d'arrêt d'urgence de l'énergie électrique visé ci-dessus.</p> <p><b>DÉLAI : 1 MOIS</b></p> |
| 09 | <p>Installer une tête de détection dans le local Centrale de Traitement d' Air (article R 123-48 du CCH).</p> <p><b>DÉLAI : 2 MOIS</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 10 | <p>Identifier les vannes de barrage de gaz extérieures (article GZ 14).</p> <p><b>DÉLAI : 1 SEMAINE</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**III) PRESCRIPTIONS NOUVELLES :**

| N° | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                                        |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 11 | <p>Maintenir fermés en permanence les blocs portes du local « pâtisserie » (article GC 9).</p> <p><b>DÉLAI : IMMÉDIAT ET PERMANENT</b></p>                                                                                                         |
| 12 | <p>Remettre en état le bloc-porte principal du local « cuisine » (article GC 9).</p> <p><b>DÉLAI : 15 JOURS</b></p>                                                                                                                                |
| 13 | <p>Déplacer le groupe haute-tension de secours de manière à ce qu'il soit situé à plus de 4 mètres du bâtiment (article R 123-48 du CCH).</p> <p><b>DÉLAI : 2 SEMAINES</b></p>                                                                     |
| 14 | <p>Régler le dispositif permettant d'assurer la fermeture complète des vantaux des portes résistant au feu afin de restituer une étanchéité complète aux gaz chauds et aux fumées (article CO 44).</p> <p><b>DÉLAI : IMMÉDIAT ET PERMANENT</b></p> |

**Objet : Mise en demeure - visite périodique - avis défavorable Cercle Mess interarmées – Carserne Maud'Huy**

**III) PRESCRIPTIONS NOUVELLES :**

| N° | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 15 | Installer une tête de détection dans le local « matériel » (article R 123-48 du CCH).<br><b>DÉLAI : 2 SEMAINES</b>                                                                                                                                                                                                                               |
| 16 | Verrouiller les tableaux et locaux électriques pour réserver leurs accès uniquement aux personnes qualifiées, chargées de l'entretien et de la surveillance des matériels (article EL 5).<br><b>DÉLAI : IMMÉDIAT ET PERMANENT</b>                                                                                                                |
| 17 | Identifier par des pictogrammes appropriés l'ensemble des armoires et locaux électriques (NF C 15 100 et article EL 4).<br><b>DÉLAI : 3 SEMAINES</b>                                                                                                                                                                                             |
| 18 | Supprimer les fiches multiples (triplettes) et en interdire leur emploi (article EL 11).<br><b>DÉLAI : IMMÉDIAT ET PERMANENT</b>                                                                                                                                                                                                                 |
| 19 | Boucher les trous existants dans les parois et plafonds des locaux à risques particuliers afin de leur rendre leur degré coupe-feu d'origine (article CO 28).<br><b>DÉLAI : 15 JOURS</b>                                                                                                                                                         |
| 20 | Peindre les canalisations gaz par la couleur conventionnelle (jaune) définie par la norme NFX 08-100 de février 1986 (article GZ 12).<br><b>DÉLAI : 15 JOURS</b>                                                                                                                                                                                 |
| 21 | Doter les blocs portes, coupe-feu des locaux à risques particuliers, de ferme porte (article CO 28).<br><b>DÉLAI : 2 SEMAINES</b>                                                                                                                                                                                                                |
| 22 | Remettre en état le bloc porte du local « CTA » (article CO 28).<br><b>DÉLAI : 2 SEMAINES</b>                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 23 | Renforcer l'audibilité de l'alarme dans les sanitaires homme du niveau 01 de manière à entendre le signal sonore pendant le temps nécessaire à l'évacuation (I.T. 248 - 1.2.4).<br><b>DÉLAI : 2 MOIS</b>                                                                                                                                         |
| 24 | Faire lever par des techniciens compétents les observations émises dans les différents rapports de vérification et fournir à la sous-commission départementale de sécurité, par l'intermédiaire de la mairie, une attestation de levée de ces observations (article R 123-44 du CCH).<br><b>DÉLAI : 1 MOIS</b>                                   |
| 25 | Faire procéder à la vérification des poteaux d'incendie et des installations de gaz par des techniciens compétents ou un organisme agréé et fournir, par l'intermédiaire de la mairie, une attestation de ces vérifications à la Sous-commission Départementale de Sécurité (articles MS 73, GZ 30 et R 123-44 du CCH).<br><b>DÉLAI : 1 MOIS</b> |

**ARTICLE 2 :** Cet établissement est de **type N de 2° catégorie** pour un **effectif total de 1 179 personnes**.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Sibre, directeur du Cercle de Belfort, est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 4 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 5** : Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 7** : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

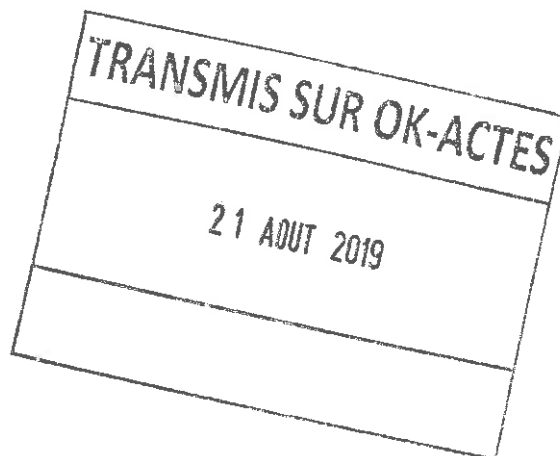
- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le **21 AOUT 2019**

Par délégation,  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG





## **ARRETE DU MAIRE MISE EN DEMEURE**

TRANSMIS SUR OK-ACTES

21 AOUT 2019

Direction : urbanisme  
Initiales : CH/PB  
Code matière : 6.1

**Objet : mise en demeure - visite périodique -  
levée d'avis différé en avis défavorable  
Lycée Raoul Follereau Bâtiment B15  
1 à 3 rue Louis Marchal Cité Technique**

### **Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 14 mai 1975 relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du ministère de l'éducation.

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité aux membres du groupe de visite, suite à la visite périodique en date du 7 mai 2019,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 27 juin 2019, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception à Monsieur Dominique Balon, proviseur du Lycée Raoul Follereau, 1 à 3 rue Louis Marchal – Cité Technique à Belfort,

Considérant l'avis différé de la sous-commission départementale de sécurité en date du 7 mai 2019 émis en raison de l'absence de vérification des sorbonnes des salles de sciences,

Considérant qu'aucune attestation de vérification n'a été envoyée dans les délais impartis,

**Objet : visite périodique – levée d'avis différé en avis défavorable Lycée Raoul Follereau Bâtiment B15**

Considérant l'**AVIS DÉFAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public du bâtiment B15 du lycée Raoul Follereau émis le 27 juin 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé principalement en raison de l'absence de vérification des sorbonnes des salles de sciences,

Considérant que cet avis est motivé par le non-respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que le maintien de l'ouverture au public ne peut être autorisé que dans la mesure où les travaux de mise en conformité sont réalisés dans un délai donné,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions émises par la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Sous peine d'engagement d'une procédure de fermeture administrative, Monsieur Balon, proviseur du Lycée Raoul Follereau, est mis en demeure de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous en tenant compte des délais précisés :

#### **I) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :**

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                 | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                 | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                 | Effectuer les vérifications suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005),</li> <li>- <u>éclairage de sécurité</u> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>o vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques,</li> <li>o vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC15) ;</li> </ul> </li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li> <li>- <u>Ascenseur</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>o extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (articles MS 38).</li> <li>o Système de Sécurité Incendie :                   <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>▪ tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour le SSI A – (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                 | L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.<br>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 04                                                                                                                                                                                                                                                                 | Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**Objet : visite périodique – levée d'avis différé en avis défavorable Lycée Raoul Follereau Bâtiment B15**

**I) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :**

| N° | DÉSIGNATION                                                                                      |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 05 | Limitier à 19 personnes l'effectif dans les salles de cours comportant une sortie (article CO36) |

**II) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :**

| N° | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                   |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 06 | Installer un système d'alarme perceptible (flash lumineux) dans les lieux où des personnes atteintes de déficience auditive peuvent se trouver isolées des autres (toilettes, etc.).<br><b>DÉLAI : 1 MOIS</b> |

**III) PRESCRIPTIONS NOUVELLES :**

| N° | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                            |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 07 | Lever les observations des différents rapports de vérification puis fournir à la sous-commission de sécurité, via la mairie, l'attestation de levée des observations (article R123-43 du CCH)<br><b>DÉLAI : 2 MOIS</b> |
| 08 | Faire procéder à la vérification des sorbonnes des salles de sciences (articles R 22 et GZ 30).<br><b>DÉLAI : 15 JOURS</b>                                                                                             |

**ARTICLE 2 :** Cet établissement est de type R de 3<sup>e</sup> catégorie pour un effectif total déclaré 382 personnes.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Dominique Balon, proviseur du Lycée Raoul Follereau est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

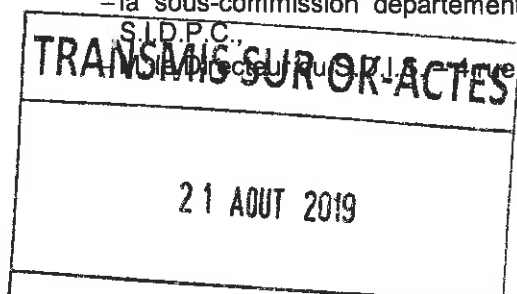
**ARTICLE 4 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 5 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 7 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

– la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort,



Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le **21 AOUT 2019**  
Par délégation,  
L'Adjoint au Maire





Jean-Marie HERZOG

**Objet :** visite périodique – levée d'avis différé en avis défavorable Lycée Raoul Follereau Bâtiment  
B15



Direction : urbanisme  
 Initiales : CH/PB  
 Code matière : 6.1

**ARRETE DU MAIRE  
 MISE EN DEMEURE**

TRANSMIS SUR OK-ACTES

21 AOUT 2019

**Objet : mise en demeure - visite périodique -  
 levée d'avis différé en avis défavorable  
 Lycée Raoul Follereau Bâtiment B1  
 1 à 3 rue Louis Marchal Cité Technique**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 14 mai 1975 relatif à l'application de l'article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation aux établissements relevant des personnes de droit public relevant du ministère de l'éducation.

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité aux membres du groupe de visite, suite à la visite périodique en date du 7 mai 2019,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 27 juin 2019, procès-verbal transmis en lettre recommandée avec accusé réception à Monsieur Dominique Balon, proviseur du Lycée Raoul Follereau, 1 à 3 rue Louis Marchal – Cité Technique à Belfort,

Considérant l'avis différé de la sous-commission départementale de sécurité en date du 7 mai 2019 émis en raison de l'absence de vérification des sorbonnes des salles de sciences,

Considérant qu'aucune attestation de vérification n'a été envoyée dans les délais impartis,

**Objet : mise en demeure - visite périodique – levée d'avis différé en avis défavorable Lycée Raoul Follereau Bâtiment B1**



Considérant l'**AVIS DÉFAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public du bâtiment B1 du lycée Raoul Follereau émis le 27 juin 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé principalement par l'absence de vérification des sorbonnes des salles de sciences,

Considérant que cet avis est motivé par le non-respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que le maintien de l'ouverture au public ne peut être autorisé que dans la mesure où les travaux de mise en conformité sont réalisés dans un délai donné,

Considérant qu'il y a lieu de respecter les prescriptions émises par la sous-commission départementale de sécurité afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Sous peine d'engagement d'une procédure de fermeture administrative, Monsieur Balon, proviseur du Lycée Raoul Follereau, est mis en demeure de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous en tenant compte des délais précisés :

**I) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :**

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                 | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                 | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                 | Effectuer les vérifications suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005),</li> <li>- <u>éclairage de sécurité</u> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>o vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques (article EC15),</li> <li>o vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC14) ;</li> </ul> </li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).</li> <li>- <u>Ascenseur</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>o extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (articles MS 38).</li> <li>o Système de Sécurité Incendie :                   <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>▪ tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour le SSI A – (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                 | L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.<br>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 04                                                                                                                                                                                                                                                                 | Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

TRANSMIS SUR OK-ACTES 191611

| <b>I) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :</b> |                                                                                                  |
|---------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|
| N°                                    | DÉSIGNATION                                                                                      |
| 05                                    | Limitier à 19 personnes l'effectif dans les salles de cours comportant une sortie (article CO36) |

| <b>II) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :</b> |                                                                                                                                                                                                                                 |
|--------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| N°                                   | DÉSIGNATION                                                                                                                                                                                                                     |
| 06                                   | Installer un système d'alarme perceptible (flash lumineux) dans les lieux où des personnes atteintes de déficience auditive peuvent se trouver isolées des autres (toilettes, etc.) – (article MS 64).<br><b>DÉLAI : 1 MOIS</b> |
| 07                                   | Lever les observations des différents rapports de vérification puis fournir à la sous-commission de sécurité, via la mairie, l'attestation de levée des observations (article R123-43 du CCH)<br><b>DÉLAI : 2 MOIS</b>          |
| 08                                   | Faire procéder à la vérification des sorbonnes des salles de sciences (articles R 22 et GZ 30).<br><b>DÉLAI : 15 JOURS</b>                                                                                                      |
| 09                                   | Déplacer les consignes destinées aux PMR dans tous les espaces solution équivalentes d'espaces d'attente sécurisés à hauteur de vue d'une personne en fauteuil (articles CO57 et GN8).<br><b>DÉLAI : 1 MOIS</b>                 |

**ARTICLE 2 :** Cet établissement est de type R de 2<sup>e</sup> catégorie pour un effectif total déclaré 855 personnes.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Dominique Balon, proviseur du Lycée Raoul Follereau est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 4 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 5 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 7 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera transmise à :

– la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,

– M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le 21 AOUT 2019

Par délégation  
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG

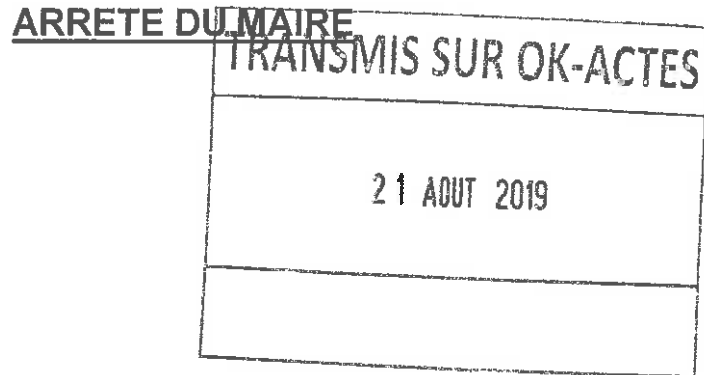
**Objet :** mise en demeure - visite périodique – levée d'avis différé en avis défavorable Lycée Raoul Follereau Bâtiment B1

Date d'affichage

le 21 AOUT 2019



Gestion du Domaine Public  
LR/AB/2019/1587  
Code matière : 3.5



**Objet : Accès à la zone piétonne du Faubourg de France et du Passage de France pour les véhicules de l'établissement « Fleurs du Midi »**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2, L 2214-3,

Vu le Code de la Route,

Vu le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement à Belfort et notamment l'arrêté n° 12800 du 29 janvier 1970,

Vu le Règlement municipal de Voirie du 22 mars 2012,

Vu l'arrêté municipal n° 2008-3003 du 25 novembre 2008 réglementant le stationnement et la circulation dans la zone piétonne du Faubourg de France et du Passage de France,

Vu la demande de Madame Laure MONNIER, gérante de l'établissement « Fleurs du Midi », sis Place de la Commune de Paris, reçue le 06 août 2019.

Considérant la nécessité de faciliter les conditions de livraison de ce magasin.

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Les véhicules immatriculés BF-812-PB et FB-535-PJ sont autorisés à accéder à la zone piétonne du Faubourg de France et du Passage de France chaque mardi de 12h00 à 14h00 pour la livraison du magasin.

**ARTICLE 2 :** Le stationnement dans cette zone reste conforme à l'arrêté municipal n° 2008-3003, et notamment d'une durée limitée à trente minutes.

**ARTICLE 3 :** Le conducteur devra appuyer sur le bouton de l'interphone pour entrer en contact avec l'opérateur qui lui délivrera un ticket autorisant un stationnement de trente minutes.

**Objet : Accès à la zone piétonne du Faubourg de France et du Passage de France pour les véhicules de l'établissement « Fleurs du Midi »**

**ARTICLE 4 :** La présente autorisation est valable jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2020. Il appartiendra au bénéficiaire d'effectuer le renouvellement de la demande au moins un mois avant la date d'échéance.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 6 :** Le Directeur Général des Services, la Responsable du service Gestion du Domaine Public, M. le Chef de police municipale et les agents de police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Laure MONNIER, gérante de l'établissement « Fleurs du Midi », et dont copie sera transmise à Madame la Préfète.

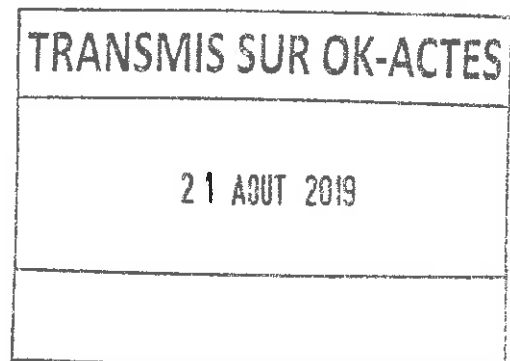
Belfort, le **21 AOUT 2019**

Le Maire,

Par déléation,  
L'Adjoint au Maire



Gérard PIQUEPAILLE



|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 191624

Date affichage

ARRÊTÉ DU MAIRE

le 26 AOUT 2019

**OBJET** : RUE LOUIS MARCHAL - Vitesse limitée à 30 km/h – Réglementation permanente de la circulation

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** le Règlement de Voirie municipal adopté le 22 Mars 2012 et en particulier les articles portant sur la conservation et la surveillance du Domaine Public Communal,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

**Vu** le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

**Considérant** qu'en raison de l'installation de coussins berlinois, il y a lieu de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents en réduisant les vitesses.

**ARRETE**

**Article 1** : La vitesse maximale à laquelle les véhicules sont autorisés à circuler, RUE LOUIS MARCHAL, à hauteur de l'entrée du Lycée, est fixée à 30 km/h.

**Article 2** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3** : M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.



Belfort, le 26 AOUT 2019

Par délégation,  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Patrick FORESTIER

Date affichage

le 27 AOUT 2019

**ARRETE DU MAIRE**

Direction : Urbanisme  
Initiales : JMH / CW  
Code matière : 8-3

**Objet : Arrêté de voirie portant alignement – 33B avenue Wilson - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le code de la voirie routière,

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

**Vu** le règlement général de voirie du 22 mars 2012 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,

**Vu** l'arrêté n° 130234 du 20 février 2013 relatif à la gestion des ouvrages en bordure du Domaine Public communal,

**Vu** le courrier en date du 23 juillet 2019 par lequel maître Nathalie Vaillant-Arbez, notaire à Evian les bains (74), a demandé l'alignement au droit de la propriété cadastrée section BN, numéro 60, sise 33B avenue Wilson,

**Considérant** l'état des lieux en date du 19 août 2019.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'alignement au droit de la propriété cadastrée section BN, numéro 60 est défini :

- sur l'avenue Wilson : par la ligne passant par le nu extérieur des piliers de part et d'autre des devantures commerciales, y compris sur le retour sud. L'enseigne, le débord de toiture et la descente d'eau pluviale empiètent sur le domaine public communal.
- sur la rue Koechlin : par la ligne passant par le nu extérieur des chainages du bâtiment ; le débord de toiture, les descentes d'eau pluviale et le nez de la marche de l'entrée empiétant sur le domaine public.

**ARTICLE 2** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai de un an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 6 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Belfort, le

**27 AOUT 2019**

Par déléation,  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG

Date affichag

le 27 AOUT 2019

**ARRETE DU MAIRE**

Direction : Urbanisme  
Initiales : JMH / CW  
Code matière : 8-3

**Objet : Arrêté de voirie portant alignement – 6 rue Ambroise Croizat - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le code de la voirie routière,

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

**Vu** le règlement général de voirie du 22 mars 2012 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,

**Vu** l'arrêté n° 130234 du 20 février 2013 relatif à la gestion des ouvrages en bordure du Domaine Public communal,

**Vu** le courrier en date du 5 août 2019 par lequel maître Thierry Boillod, notaire à Belfort (90), a demandé l'alignement au droit de la propriété cadastrée section AI, numéro 213, sise 6 rue Croizat,

**Considérant** l'état des lieux en date du 19 août 2019.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'alignement au droit de la propriété cadastrée section AI, numéro 213 est défini par le nu extérieur des piliers et du muret de clôture et la ligne les prolongeant au droit du portail et du portillon.

**ARTICLE 2** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.





**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai de un an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 6 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Belfort, le **27 AOUT 2019**

Par déléation,  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG

**ARRETE DU MAIRE**

Direction : urbanisme  
 Initiales : VC/PB  
 Code matière : 6.1

|                       |
|-----------------------|
| TRANSMIS SUR OK-ACTES |
| 28 AOUT 2019          |

**Objet : visite sur demande du Maire –  
 levée avis différé– avis favorable –  
 Centre des finances publiques  
 Place de la Révolution Française - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 22 juin 1990 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de 5<sup>e</sup> catégorie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 6 juin 2019, suite à la visite sur demande du Maire en date du 17 mai 2019, procès verbal notifié par courriel le 5 juillet 2019, à Monsieur Joël DORIDANT, inspecteur des finances publiques, place de la Révolution Française à Belfort,

Vu la transmission au SDIS les 8 et 10 juillet 2019 des attestations de vérification et de bon fonctionnement des installations de chauffage, du conduit de fumée, des portes automatiques, de l'ascenseur et des clapets auto-commandés de l'installation de ventilation radon,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 18 juillet 2019, transmis en lettre recommandée avec accusé réception à Monsieur Joël DORIDANT, inspecteur des finances publiques, place de la Révolution Française à Belfort,

Considérant que l'avis différé au maintien de l'ouverture au public du centre des finances publiques émis le 6 juin 2019 par la sous-commission de sécurité était motivé principalement par de l'absence des attestations de vérification par un technicien compétent des installations suivantes :

**Objet : visite sur demande du Maire – levée avis différé– avis favorable – Centre des finances publiques**

TRANSMIS SUR OK-ACTES 1655

28 AOUT 2019

- installation de chauffage,
- conduit de fumée,
- portes automatiques,
- ascenseur,
- clapets auto-commandés de l'installation de ventilation radon,

Considérant la réalisation des contrôles et le bon fonctionnement des installations de chauffage, du conduit de fumée, des portes automatiques, de l'ascenseur et des clapets auto-commandés de l'installation de ventilation radon, attestés par les documents transmis au SDIS les 8 et 10 juillet 2019,

Considérant la levée de l'avis différé et l'AVIS FAVORABLE au maintien de l'ouverture au public du centre des finances publiques émis le 18 juillet 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet avis est assorti de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le maintien de l'ouverture au public du centre des finances publiques est autorisé.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Joël DORIDANT, inspecteur des finances publiques, est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 18 juillet 2019 (annexé au présent arrêté), dans un délai de **2 mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Le centre des finances publics est un établissement de **type W de 5<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total de **211 personnes**.

**ARTICLE 4 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 5 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 6 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 8 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le

28 AOUT 2019

Par délégué  
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie GERZOG



**Objet :** visite sur demande du Maire – levée avis différé – avis favorable – Centre des finances publiques

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : 18/07/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00239-000  
430

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Lieutenant 2° classe GAMBIA Philippe

|                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>PROCES-VERBAL DE REUNION RELATIVE A UN<br/>ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC</b> |
|------------------------------------------------------------------------------------|

**ETABLISSEMENT**Nom ou raison sociale : **CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES**Activité : **Administration fiscale**Type : **W**Catégorie : **5<sup>ème</sup>**Adresse (n°, rue, commune) : **Place de la Révolution française - 90000 BELFORT**N° de dossier : **AT.090.010.18.Z0169** (aménagement partiel des locaux)Motif de la réunion : **Réunion sur levée de l'avis différé du 06/06/2019 – Avis Favorable -****COMPOSITION DE LA COMMISSION**Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY      Chef du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

|             |                                                                               |
|-------------|-------------------------------------------------------------------------------|
| Mme MONNOT  | représentant le Maire de BELFORT                                              |
| M. FRANÇOIS | représentant le Directeur Départemental des Territoires                       |
| Mme GARRET  | représentant le SIDPC                                                         |
| M. VASSEUR  | représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours |
|             | <b>Rapporteur</b>                                                             |

Autres personnes présentes :

|              |         |
|--------------|---------|
| M. MAROILLEY | SDIS 90 |
| Mme SIMON    | SDIS 90 |

## DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT

Bâtiment en forme de barre de type R+2 sur sous-sol comprenant :

- 2<sup>ème</sup> étage : bureaux et bureaux open space,
- 1<sup>er</sup> étage : bureaux, salle de réunion et stockage d'archives non isolés,
- rez-de-chaussée : bureaux et accueil du public,
- sous-sol : locaux d'archives,  
locaux de stockage,  
local informatique,  
atelier,  
chaufferie gaz +70kW,  
garage VL,  
vide sanitaire en partie Ouest.

Un SSI de catégorie A est installé dans l'établissement, on trouve de la détection automatique d'incendie (DAI) au niveau des locaux à risques au sous-sol et dans certains locaux d'une aile rénovée.

Le CMSI ne gère apparemment que le déverrouillage d'un dégagement au rez-de-chaussée.

La centrale SSI est installée dans un bureau au rez-de-chaussée avec la surveillance permanente d'un agent formé à l'exploitation.

Le reste de l'équipement d'alarme est constitué de déclencheurs manuels dans les circulations allant du 2<sup>ème</sup> étage au rdc.

Une installation de ventilation des sous-sols a été installée afin de faire face à une importante présence de radon. Cette installation est constituée de conduits aérauliques d'un diamètre de 100mm environ en métal, chaque traversée est dotée de clapets coupe-feu autocommandés qui ne sont pas reliés au SSI A mais isolant les différents locaux à risques du sous-sol.

Un arrêt d'urgence existe au niveau de l'accès principal de l'établissement.

Le groupe de visite a constaté que beaucoup de travaux ont été effectués notamment en distribution intérieure dûs au regroupement de plusieurs antennes de l'administration fiscale au sein de l'établissement.

Il s'avère que les travaux précités n'ont pas fait l'objet de dépôts de dossiers à l'exception d'un PV d'étude a été validé en sous-commission en date du 31/01/2019 concernant une modification de distribution intérieure.

L'établissement possède les dégagements suivants :

- entrée principale : 1 dégagement totalisant 3UP constitué d'un sas avec portes automatiques coulissantes de 3 UP chacune ;
- entrée Est : 1 dégagement de 2 UP (public sur rendez-vous) ;
- entrée Ouest : 1 dégagement de 2 UP (sortie d'une partie du personnel).

Le public est accueilli au rez-de-chaussée mais peut avoir accès à tous les niveaux mais seulement dans certains bureaux et uniquement sur rendez-vous.

**CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT**

Effectif déclaré par le représentant de l'établissement le jour de la visite:

| ETAGE                      | EFFECTIF DU PUBLIC | EFFECTIF DU PERSONNEL |
|----------------------------|--------------------|-----------------------|
| 2 <sup>ème</sup> étage     | 5                  | 47                    |
| 1 <sup>er</sup> étage      | 2                  | 46                    |
| Rez-de-chaussée            | 78                 | 32                    |
| Sous-sol                   | 0                  | 1                     |
| <b>TOTAL</b>               | <b>85</b>          | <b>126</b>            |
| <b>TOTAL ETABLISSEMENT</b> | <b>211</b>         |                       |

Etablissement de type W de 5<sup>ème</sup> catégorie

**TEXTES DE REFERENCE :**

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980 (modifié)** portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 22 Juin 1990** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de 5<sup>ème</sup> catégorie ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES :**

| <b>DESIGNATIONS</b>                                                                                                 | <b>OBSERVATIONS</b>                                                            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| <b>SSI de catégorie A</b>                                                                                           | Vérifiée par SPIE le 23/07/2018                                                |
| <b>Eclairage de Sécurité</b>                                                                                        | Vérifiés par VERITAS le 17/12/2018<br><b>9 observations à lever</b>            |
| <b>Installation électrique</b>                                                                                      | Vérification supplémentaire de l'éclairage de sécurité par SICLI le 12/07/2018 |
| <b>Extincteurs</b>                                                                                                  | Vérifiés par SICLI le 12/07/2018                                               |
| <b>Installation de chauffage<br/>chaufferie gaz sous-sol</b>                                                        | Vérifiée par MTDE le 09/10/2018                                                |
| <b>Conduit de fumée</b>                                                                                             | Vérifié par PERTILE le 09/10/2018                                              |
| <b>Désenfumage des escaliers<br/>3 cages d'escaliers</b>                                                            | Vérifié par SICLI le 03/07/2018                                                |
| <b>Installation de clapets<br/>autommandés sur ventilation radon<br/>(compartimentage des locaux a<br/>risques)</b> | Vérifiée par CSVB le 10/07/2019                                                |
| <b>Ascenseur</b>                                                                                                    | Vérifiée par SCHINDLER le 31/12/2018                                           |
| <b>Portes automatiques</b>                                                                                          | Vérifiée par PORTIS le 20/06/2019                                              |

**II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :**

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01 | Tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 02 | <p>Faire procéder annuellement par des techniciens compétents ou organismes agréés aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• installations électriques</li> <li>• éclairage de sécurité</li> <li>• désenfumage</li> <li>• installation de chauffage</li> <li>• portes automatiques</li> <li>• installation de ventilation radon et clapets autocommandés coupe-feu</li> <li>• ascenseur</li> <li>• moyens de secours et SSI de catégorie A (article PE 4).</li> </ul> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission départementale de sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> </div> |
| 03 | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :**

Procès verbal de visite sur demande du maire du : 06/06/2019

Prescription réalisée : n° 04 – observation n° 2

Prescription non maintenue : /

Prescriptions maintenues : observation n° 1 – n° 05 à 13

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                               |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    | <p><b>Observation n° 1 :</b></p> <p>Le groupe de visite a constaté dans les bureaux du cadastre au 1<sup>er</sup> étage et au niveau de la publicité foncière, qu'un important volume d'archives encombre les locaux et constitue un important potentiel calorifique.</p> |



**PRESCRIPTIONS ANCIENNES : - suite -**

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 04 | 05/19 - Procéder à l'évacuation des archives de publicité foncière et du cadastre du 1 <sup>er</sup> étage. A défaut créer des locaux de stockage possédant les caractéristiques d'un local à risques particuliers et doté de planchers et cloisons coupe-feu de degré 1 h avec une porte coupe-feu de degré ½ h et muni de ferme porte (article PE 9). |
| 05 | 06/19 - Déplacer le déclencheur manuel inaccessible au niveau de la circulation car installé derrière une cloison afin que le public et le personnel puissent y avoir accès (article PE 27).                                                                                                                                                            |
| 06 | 07/19 - Raccorder l'arrêt d'urgence de l'installation radon au CMSI afin que toute détection dans les locaux à risques mette à l'arrêt l'installation (article R 123-48).                                                                                                                                                                               |
| 07 | 08/19 - Installer un ferme porte sur les différents locaux à risques particuliers qui n'en possèdent pas (article PE 9).                                                                                                                                                                                                                                |
| 08 | 09/19 - Supprimer le système de calage des portes coupe-feu des archives du sous-sol (article PE 9).                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 09 | 10/19 - Assurer le degré coupe-feu 2 h du plancher haut de la chaufferie considérée à risques importants dont le flocage est fort dégradé (article PE 20).                                                                                                                                                                                              |
| 10 | 11/19 - Identifier les différents arrêts d'urgence de l'établissement (article R 123-48)                                                                                                                                                                                                                                                                |
| 11 | 12/19 - Identifier l'organe de coupure du poste gaz extérieur (article PE 10).                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 12 | 13/19 - Installer lors de prochains travaux les extincteurs de manière à ce que la poignée de portage ne soit pas à plus d'1.20m du sol (article PE 26).                                                                                                                                                                                                |

**IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES**

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

**Observation :**

Le 06 juin 2019, la sous-commission départementale de sécurité a émis un *avis différé* compte tenu de l'absence des attestations de vérification par un technicien compétent des installations suivantes :

- installation de chauffage ;
- conduit de fumée ;
- portes automatiques ;
- ascenseur ;
- clapets autocommandés de l'installation de ventilation radon.

Des courriels de la mairie de Belfort ont été adressés les 08 et 10 juillet 2019 au secrétariat de la commission de sécurité accompagnés des attestations de vérification demandées ci-dessus. De ce fait, l'avis différé peut donc être levé et un avis favorable émis.

**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu  
du rapporteur du groupe de visite**

**CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES - BELFORT - E-010-00239-000 - 430**

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable**.

Ce document comprend 07 pages

**Date de la Sous-Commission : le 18/07/2019**

Signature du Président de séance : le Président,

Gilles Godfray  


Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours



Direction : urbanisme  
Initiales : MH/PB  
Code matière : 6.1

**ARRETE DU MAIRE****TRANSMIS SUR OK-ACTES**

28 AOUT 2019

**Objet : visite de réception de travaux – avis favorable –  
les tours centre commercial des 4 AS  
Rue de l'as de carreau - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 21 avril 1983 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux administrations, banques et bureaux (type W),

Vu l'arrêté du 10 décembre 2004 (modifié) portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de soin (type U),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu l'autorisation de travaux n°090 010 15 Z0008 délivrée le 1<sup>er</sup> avril 2015 relative à l'isolement des tours vis-à-vis de la galerie marchande des 4 As,

Vu le courrier du Directeur Départemental des Territoires en date du 26 février 2015 qui précise que les travaux envisagés ne touchant pas l'accessibilité du public dans l'établissement, il ne nécessite pas l'obtention d'un avis de la sous-commission départementale d'accessibilité,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 25 janvier 2019, suite à la visite de réception de travaux en date du 25 janvier 2019, procès-verbal transmis en recommandé avec accusé réception à Monsieur Radovise de la société PRECONIS, directeur unique de sécurité, 40 rue Jean Monnet à Mulhouse,

Considérant l'absence de prescriptions de la commission d'accessibilité lors de l'examen de l'AT n°090 010 15 Z0008,

Considérant l'AVIS FAVORABLE à l'ouverture au public des locaux concernés par les travaux des tours du centre commercial des 4 As, suite à la visite de réception de travaux, avis émis le 25 janvier 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que l'avis de la sous-commission départementale de sécurité du 25 janvier 2019 est assorti de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'ouverture au public des locaux concernés par les travaux accordés par l'AT n°090 010 15 Z0008 délivrée le 1<sup>er</sup> avril 2015, est autorisée.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Radovise de la Société PRECONIS, directeur unique de sécurité des 4 As, est chargé de faire réaliser les prescriptions édictées par la sous-commission de sécurité, annexé au présent arrêté de sécurité, dans un délai de **2 mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Les tours du centre commercial des 4 As est un établissement est de **type W et U de 3<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total de **672 personnes**.

**ARTICLE 4 :** Le directeur unique de sécurité est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 5 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 6 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 8 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

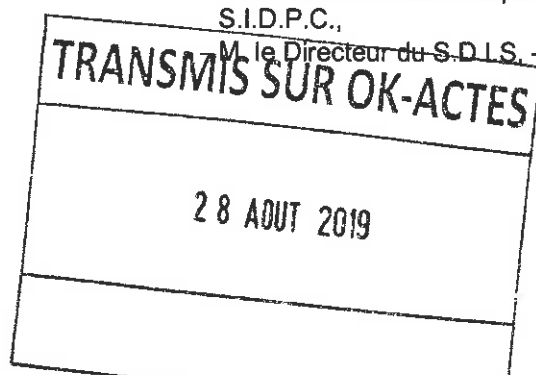
– la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,

M. le Directeur du S.D.L.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le **28 AOUT 2019**

Par délégation,  
L'Adjoint au Maire

  
Jean-Marie HERZOG



**Objet : visite de réception de travaux – avis favorable – les tours centre commercial des 4 AS 2**

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

DATE DE VISITE : 22/03/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00011-034  
289

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

|                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------|
| <b>PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN<br/>ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC</b> |
|--------------------------------------------------------------------------|

### ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : **TOURS DES 4 AS**Activité : **Administrations, bureaux**Type : **W et U**Catégorie : **3<sup>ème</sup>**Adresse (n°, rue, commune) : **rue de l'As de Carreau - BELFORT**Motif de la visite : **visite périodique**

### COMPOSITION DE LA COMMISSION

#### Président de la Commission de Sécurité :

Mme CZAJKA      Mme la Cheffe du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

#### Membres présents (Nom et titre) :

M. COLLARD      représentant le Maire de BELFORT

M. VASSEUR      représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

### REPRESENTANT DE LA DIRECTION DE L'ETABLISSEMENT

M. MALIVERNOY      PRECONIS

M. SMETS      Conseil Départemental – DCEP

### AUTRES PERSONNES PRESENTES

M. LEVRET      Conseil Départemental – DRH

M. VAUTHIER      Conseil Départemental - DRH

M. BARBIER      Conseil Départemental – DCEP

M. JUNGO      Lion Immobilier

## DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT

L'établissement « Tours 4 AS » est un groupement d'exploitations constitué de trois bâtiments R+3, R+6 et R+8 (non isolés entre eux), à usage de bureaux et de cabinets médicaux, accolés les uns aux autres et disposant de niveaux communs aux 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> étages. Un parking dit "privé" existe également en infrastructure sur deux niveaux. L'établissement était intégré jusqu'au 25 janvier 2019 au centre commercial des 4 As, un groupement d'établissements construit en 1976.

L'ensemble était classé en Etablissement Recevant du Public (ERP) de 1<sup>ère</sup> catégorie et composé de différents types :

- M (commerces)
- W (bureaux)
- L (salles de spectacles)
- N (restaurants)
- P (salles de jeux)
- X (salles de sport)
- PS (parcs de stationnement)
- U (cabinets médicaux)

Aujourd'hui, cet ensemble immobilier est au centre d'un complexe d'établissements recevant du public qui, dans le cadre du schéma directeur de sécurité incendie déposé par le directeur unique, M. Stéphane RADOVISE, en date du 7 juin 2013 et de l'avis rendu par la sous-commission départementale de sécurité le 16 juillet 2013, ont acté une mise en sécurité de ce groupement d'établissements. Il a ainsi été réalisé 5 établissements indépendants et isolés les uns des autres, à savoir :

- un groupement d'établissements formé par les commerces, classé ERP de type M et N de 1<sup>ère</sup> catégorie ;
- l'espace Louis Jovet, classé ERP de type L de 3<sup>ème</sup> catégorie (Cf. PV du 10 mars 2015) ;
- le parking public, classé ERP de type PS (Cf. PV du 24/03/2016) ;
- le bowling, classé ERP de type X, P et N de 3<sup>ème</sup> catégorie (Cf. PV du 25/01/2019) ;
- un groupement d'établissements formé par les 3 tours et le parking privé, classé en ERP de type W et U de 3<sup>ème</sup> catégorie (Cf. PV du 25/01/2019).

Bien qu'exploité par différentes personnes privées ou publiques, les tours des 4 AS forment un seul et même établissement placé sous une direction unique. Celle-ci a été confiée par la copropriété à un prestataire, M. TOME, de la société Préconis.

### Effectif maximal du public admissible :

Sur déclaration du maître d'ouvrage : les effectifs déclinés niveau par niveau, sans distinction du public reçu et du personnel y travaillant, figurant dans la notice de sécurité, sont les suivants :

|              |                            |                                          |                                                          |
|--------------|----------------------------|------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| - Tour R+8 : | au 8 <sup>ème</sup> étage, | 64 personnes                             |                                                          |
|              | au 7 <sup>ème</sup> étage, | 30 personnes                             |                                                          |
|              | au 6 <sup>ème</sup> étage, | 42 personnes (vide le jour de la visite) |                                                          |
|              | au 5 <sup>ème</sup> étage, | 44 personnes                             |                                                          |
|              | au 4 <sup>ème</sup> étage, | 20 personnes                             |                                                          |
| - Tour R+6 : | au 6 <sup>ème</sup> étage, | 42 personnes                             |                                                          |
|              | au 5 <sup>ème</sup> étage, | 42 personnes                             |                                                          |
|              | au 4 <sup>ème</sup> étage, | 42 personnes                             |                                                          |
| - Tour R+3 : | au 3 <sup>ème</sup> étage, | 119 personnes                            | } Etage commun aux trois tours, aménagé en compartiment. |
|              | au 2 <sup>ème</sup> étage, | 99 personnes                             |                                                          |
|              | au 1 <sup>er</sup> étage,  | 128 personnes                            | } Etage commun aux trois tours, aménagé en compartiment. |
|              |                            | <u>672 personnes</u>                     |                                                          |

**Classement de l'établissement :**

Activité de Type : **W et U**    Catégorie : **3<sup>ème</sup>**

**TEXTES DE REFERENCE :**

- **Code la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123-1 et L 123-2 - Articles R 123-1 à R 123-55 - Articles R 152-4 et R 152-5 ;
- **Arrêté du 25 Juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 21 avril 1983** (modifié) portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux administrations, banques et bureaux (**type W**) ;
- **Arrêté du 10 décembre 2004** (modifié) portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de soin (**type U**) ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

**Dispositions administratives applicables à la Direction unique  
et aux établissements placés sous sa responsabilité**

-----

Conformément à l'article R 123-21 du Code de la Construction et de l'Habitation, il est rappelé que ce groupement d'exploitations non isolée entre elles est autorisé parce que l'ensemble des exploitations est placé sous une direction unique : **M. TOME de la société PRECONIS**, seule responsable auprès des autorités publiques des demandes d'autorisation et de l'observation des conditions de sécurité tant pour l'ensemble des exploitations que pour chacune d'entre elles.

Tout changement dans l'organisation de cette direction doit être impérativement signalé à la commission de sécurité.

Dans le cadre de ce groupement d'exploitations, cette direction unique doit s'acquitter de certaines missions, à savoir :

- elle est tenue de s'assurer tant dans les communs que dans chaque exploitation, que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les textes en vigueur. A cet effet, elle fait respectivement procéder périodiquement en cours d'exploitation, aux vérifications nécessaires et réglementaires par des organismes agréés (article R 123-43) ;
- elle doit s'assurer que les procès-verbaux et compte rendus de vérification cités précédemment sont tenus à la disposition des membres de la commission de sécurité (article R 123-44) ;
- elle doit veiller à ce que toutes les transformations, changements d'exploitations projetés dans l'établissement sont bien soumis à l'avis de la commission de sécurité (article R 123-23) avant réalisation.

\*-\*-\*



**HISTORIQUES des dérogations sur les Tours 4 AS**  
(Cf. PV d'étude du 11/08/2015)

**1) OBJET DE LA DEMANDE DE DEROGATION – réaménagement intérieur du plateau aux 7<sup>ème</sup> et 1<sup>er</sup> étages des tours – locaux « classothèque »**

Le maître d'ouvrage sollicite une dérogation concernant l'article CO 28 §1 de l'arrêté du 25 juin 1980 du règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public.

Cette dérogation concerne les locaux « classothèque » et notamment la mise en place d'une porte coupe-feu de degré 1 heure équipée d'un ferme porte à la place d'un sas coupe-feu 1 heure équipé de deux portes pare flamme de degré ½ heure.

➤ **Commentaire : article CO 28 §1**

La réglementation stipule que les locaux classés à risques importants doivent avoir des cloisons et des planchers coupe-feu de degré 2 heures et les dispositifs de communication avec les autres locaux doivent être de degré 1 heure, l'ouverture se faisant vers la sorties et les portes étant munies de ferme porte. De plus, ces locaux ne doivent pas être en communication directe avec les locaux et dégagements accessibles au public.

Le maître d'ouvrage demande donc l'avis de la commission départementale de sécurité.

➤ **Avis de la commission :**

Compte tenu :

- que pour des raisons d'exploitation, le maître d'ouvrage ne peut pas s'assurer que les portes des sas soient constamment fermées et maintenues ouvertes par des cales,

la sous commission départementale de sécurité demande en compensation à la dérogation, :

- que ces portes soient toujours fermées ou si pour des raisons d'exploitation elles doivent restées ouvertes, ces portes seront asservies à l'alarme et conformes à la norme visant les portes à fermeture automatique,
- que ces portes doivent comporter sur la face apparente en position d'ouverture, une plaque signalétique bien visible portant en lettres blanches sur fond rouge ou vice versa, la mention « **porte coupe feu – Ne mettez pas d'obstacle à la fermeture** »,
- que des consignes particulières soient portées à la connaissance du personnel selon la solution retenue.

La sous-commission départementale de sécurité émet un **avis favorable** à cette demande de dérogation.

**2) OBJET DE LA DEMANDE DE DEROGATION – réaménagement intérieur du plateau au 1<sup>er</sup> étage des tours – intercommunication entre les compartiments 1et 2**

Le maître d'ouvrage sollicite une dérogation concernant l'article CO 25 de l'arrêté du 25 juin 1980 du règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public.

Cette dérogation concerne le degré de résistance au feu de la porte d'intercommunication entre les deux compartiments.

L'exigence était auparavant de 1h30 (degré de stabilité d'un établissement de 1<sup>ère</sup> catégorie) mais dans le cadre de la création d'un établissement indépendant isolé (cf. PV d'étude du 10/03/2015 – « isolement et mise en sécurité des tours », la stabilité au feu de la structure ne sera plus que d'une heure (établissement de 3<sup>ème</sup> catégorie). Ainsi, conformément à l'article CO 25, les parois de séparation entre compartiments pourraient n'être que coupe-feu 1 heure (actuellement coupe-feu 1h30) et la porte d'intercommunication pare flamme de degré 1 heure (même degré que la stabilité demandé).

➤ Commentaire : article CO 25 §2 b - c

La réglementation stipule que les portes d'intercommunication entre deux compartiments doivent posséder le même degré de résistance au feu que les parois traversées.

Le maître d'ouvrage demande donc l'avis de la commission départementale de sécurité.

➤ Avis de la commission :

Rappel :

Dans le cadre du groupement d'établissement auquel les tours appartenait (classement en 1<sup>ère</sup> catégorie), la stabilité au feu demandé était de 1h30 (article CO 14 de l'arrêté du 23 mars 1965).

L'établissement étant reclassé en 3<sup>ème</sup> catégorie, la réglementation impose pour ce type d'établissement une stabilité au feu de degré 1 heure avec des planchers coupe-feu de degré 1 heure. **Cette exigence réglementaire est donc considérée satisfaisante.**

La distribution intérieure du niveau est réalisée par trois compartiments (432 m<sup>2</sup> - 756 m<sup>2</sup> et 233 m<sup>2</sup>). Les parois séparatives entre compartiments sont existantes et sont coupe-feu de degré 1h30 (article CO 25).

Il est prévu de remplacer la porte d'intercommunication entre les compartiments 1 et 2 par un bloc porte à va et vient coupe-feu de degré 1 heure.

Compte tenu que la porte d'intercommunication à une résistance au feu de degré une heure comme l'impose la réglementation, la sous-commission départementale de sécurité émet un avis favorable à cette demande de dérogation.

3) OBJET DE LA DEMANDE DE DEROGATION – réaménagement intérieur du plateau au 1<sup>er</sup> étage des tours – châssis de désenfumage

Le maître d'ouvrage sollicite une dérogation concernant le **désenfumage** et plus précisément l'**instruction technique n° 246** relative au désenfumage dans les établissements recevant du public. Cette dérogation concerne l'emplacement du châssis de désenfumage n°55 situé initialement dans une circulation et se retrouve après travaux dans un bureau.

**DESENFUMAGE** : PV d'étude du 10/03/2015 - Réaménagement intérieur d'un plateau au 1<sup>er</sup> étage des tours des 4 AS.

Rappel :

Les compartiments sont désenfumés avec des évacuations d'air par des châssis situés en façade et des amenées d'air par les portes de sortie de secours.

Les commandes d'ouverture sont situées dans le sas ascenseurs/escaliers encloués.

Certains châssis (3 sur 5 au total) sont situés dans des bureaux qui ne fermeront pas à clé.

Après les travaux de cloisonnement, le châssis de désenfumage n°55, initialement situé dans une circulation, se retrouvera dans un bureau. Ce qui va porter à 4 le nombre de châssis de désenfumage dans les bureaux.

➤ Commentaire : article CO 28 §1

La réglementation stipule que si le compartiment comporte des cloisons toute hauteur (de plancher bas à plancher haut), les circulations doivent être désenfumées.

Le maître d'ouvrage qui ne souhaite pas déplacer ce châssis demande donc l'avis de la commission départementale de sécurité.

➤ Avis de la commission :

Compte tenu :

- que le maître d'ouvrage propose de créer un châssis de désenfumage complémentaire dans la cloison entre le secrétariat et le dégagement permettant de recréer une ouverture commandée manuellement par la commande de désenfumage des dispositifs d'évacuation des fumées de la circulation, sans devoir ouvrir la porte du local concerné,

la sous commission départementale de sécurité demande :

- que ce dispositif proposé atteigne les objectifs attendus (désenfumage des circulations horizontales par un balayage satisfaisant de la zone concernée),
- que cette solution soit conforme et validée par un organisme agréé,

la sous-commission départementale de sécurité émet un avis favorable à cette demande de dérogation si la solution est validée par un organisme agréé.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES : TOURS (parties communes)**

| DESIGNATIONS                                     | OBSERVATIONS                                                                                                        |
|--------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Alarme<br>EA type 2b<br>Pas de temporisation     | Vérifiée par BUREAU VERITAS le 29/03/2018<br>RVRAT n°d'affaire 6101649/1                                            |
| Eclairage de Sécurité<br>avec source centrale    | Vérifiés par BUREAU VERITAS le 29/03/2018<br>RVRAT n°d'affaire 6101649/1                                            |
| Installation électrique                          |                                                                                                                     |
| Extincteurs / Colonnes sèches                    | Vérifiés par FCI le 18/04/2018 : rapport 034381                                                                     |
| Installation de gaz<br>Installation de chauffage | Chaufferie indépendante réglementation ICPE                                                                         |
| Désenfumage                                      | Vérifié par FCI le 30/04/2018                                                                                       |
| Ascenseurs<br>(2)                                | Vérifiés par KONE le 09/11/2018 (contrat de maintenance)<br>Visite quinquennale par un organisme agréé non réalisée |

## TOUR R + 8

Vérification des installations de désenfumage des escaliers des tours R +8 et R+6  
réalisées par la Sté FCI le 30/04/2018

| LOCAL                                                                                                       | EFFECTIF                    | EXTINCTEURS                            | ELECTRICITE                                                 | PRESCRIPTIONS |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------|---------------|
| LOCAUX CD 90<br>8 <sup>ème</sup> étage                                                                      | 64                          | Vérifiés par Désautel<br>le 08/06/2019 | Vérifiée par<br>VERITAS le<br>15/03/2019<br>1 observation   |               |
| Agence<br>d'urbanisme<br>7 <sup>ème</sup> étage                                                             | 30                          | Vérifiés par Désautel<br>le 08/06/2019 | Vérifiée par<br>VERITAS le<br>15/03/2019                    |               |
| Ex. CIO<br>6 <sup>ème</sup> étage                                                                           | VIDE                        | VIDE                                   | VIDE                                                        | VIDE          |
| Direction de<br>l'enfance et de la<br>famille et<br>Service placement<br>familial<br>5 <sup>ème</sup> étage | 44                          | Vérifiés par Désautel<br>le 08/06/2019 | Vérifiée par<br>VERITAS le<br>04/10/2018<br>2 observations  |               |
|                                                                                                             |                             |                                        | Vérifiée par<br>VERITAS le<br>03/10/2018<br>4 observations  |               |
| MGEN<br>4 <sup>ème</sup> étage                                                                              | 20                          | Vérifiés par BPI le<br>07/01/2019      | Vérifiée par APAVE<br>le 12/02/2019<br>7 observations       |               |
| Maison des aînés<br>et Maison de<br>l'Autonomie<br>3 <sup>ème</sup> étage                                   | 119<br>Commun au<br>3 tours | Vérifiés par Désautel<br>le 08/06/2019 | Vérifiée par<br>VERITAS le<br>03/10/2018<br>30 observations |               |
|                                                                                                             |                             |                                        | Vérifiée par<br>VERITAS le<br>03/10/2018<br>4 observations  |               |
| Direction de<br>l'enfance et de la<br>famille<br>2 <sup>ème</sup> étage                                     | 19                          | Vérifiés par Désautel<br>le 08/06/2019 | Vérifiée par<br>VERITAS le<br>04/10/2018<br>2 observations  |               |
| Service social<br>Et PMI accueil<br>solidarité<br>1 <sup>er</sup> étage                                     | 99                          | Vérifiés par Désautel<br>le 08/06/2019 | Vérifiée par<br>VERITAS le<br>03/10/2018<br>3 observations  |               |
|                                                                                                             |                             |                                        | Vérifiée par<br>VERITAS le<br>15/03/2019<br>2 observations  |               |
| Cellule<br>Rez-de-chaussée                                                                                  | VIDE                        | VIDE                                   | VIDE                                                        | VIDE          |

## TOUR R + 6

| LOCAL                                               | EFFECTIF                           | EXTINCTEURS                              | ELECTRICITE                                           | PRESCRIPTIONS        |
|-----------------------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------------------------------|----------------------|
| Anciens combattants<br>6 <sup>ème</sup> étage       | VIDE                               | VIDE                                     | VIDE                                                  | VIDE                 |
| CCAS<br>6 <sup>ème</sup> étage                      | 2                                  | A vérifier                               | A vérifier                                            |                      |
| CAMSP<br>5 <sup>ème</sup> étage                     | 42                                 | Vérifiés par BPI<br>le 07/01/2019        | Vérifiée par APAVE<br>Le 12/02/2019                   | PRESCRIPTION<br>n° : |
| SESSAD<br>PERDRIZET<br>4 <sup>ème</sup> étage       | 15                                 | Vérifiés par BPI<br>le 07/01/2019        | Vérifiée par APAVE<br>le 12/12/2018<br>3 observations |                      |
| 3 <sup>ème</sup> étage                              | Cellules communes avec la tour R+8 |                                          |                                                       |                      |
| Cabinet médical<br>2 <sup>ème</sup> étage           | VIDE                               | VIDE                                     | VIDE                                                  | VIDE                 |
| HUMANIS<br>2 <sup>ème</sup> étage                   | Locaux code<br>du travail          | Vérifiés par<br>Pommard<br>le 08/06/2018 | Vérifiée par APAVE<br>03/04/2018                      |                      |
| CPAM – Centre<br>d'examens<br>1 <sup>er</sup> étage | 20                                 | Vérifiés par BPI<br>le 07/01/2019        | Vérifiée par APAVE<br>26/04/2018<br>1 observation     |                      |
| Rez-de-chaussée                                     | VIDE                               | VIDE                                     | VIDE                                                  | VIDE                 |

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                        | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                        | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Systèmes de protection contre la foudre</u> : les vérifications des paratonnerres doivent être conformes aux dispositions de leur norme (article EL 19).</li> </ul> </li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques.</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15).</li> </ul> </li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).<br/>Lorsqu'existent une installation de désenfumage mécanique et un système de sécurité incendie de catégorie A ou B, les vérifications sont effectuées <b>tous les trois ans</b> par un organisme agréé (article DF 10).</li> <li>- <u>Ascenseur</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (articles MS 38 et MS 73).</li> <li>• Colonnes sèches : tous les ans par un technicien compétent (articles MS 18 et MS 73).</li> <li>• RIA : tous les ans par un technicien compétent (article MS 73).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>- tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS 73).</li> </ul> </li> <li>• Ligne téléphonique directe : essai périodique (article MS 70).</li> </ul> </li> </ul> |
| <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise, qu'après accord écrit du directeur unique, à la Sous-Commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 04                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p><b>06/16</b> - Limiter l'effectif de la salle de réunions à 19 personnes (locaux MGEN). Celle-ci ne comporte qu'un seul dégagement (article CO 38).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :****Procès verbal de visite périodique du : 24/03/2016**

(prescriptions tours et parking privé uniquement)

**Prescriptions réalisées : n° 30 – 34 – 60 – 64 à 67 – 69 à 73 – 79****Prescriptions non maintenues : n° 05 – 61 à 63 – 76 à 78****Prescriptions maintenues : n° 06 (permanente) 29 - 68**

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 05 | 29/16 - 39/13 - Le désenfumage du parc de stationnement étant hors service, mettre rapidement en place un dispositif des procédures de prise en charge des personnes à mobilité réduite.                                                                                                                              |
| 06 | 68/16 - Isoler les locaux d'archives et de stockage de papier au sein de la MGEN au 4 <sup>ème</sup> étage de la tour R+8 comme des locaux à risques importants, c'est-à-dire avec des parois et planchers hauts coupe-feu de degré 2 h avec bloc-porte coupe-feu de degré 1 h muni d'un ferme-porte (article CO 28). |

**III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :****Procès verbal de visite de réception de travaux du : 25/01/2019****Prescriptions réalisées : n° 05 à 08****Prescription non maintenue : n° /****Prescriptions maintenues : n° 09 à 13**

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 07 | 09/19 - 30/15 - Le personnel de l'établissement devra être instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et être entraîné à la manœuvre des moyens de secours (articles MS 45 à 48 et W 13).                                                                                                                                                                                                                 |
| 08 | 10/19 - 33/15 - Un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité devra être tenu (article R 123-51 du CCH).                                                                                                                                                                                                                            |
| 09 | 11/19 - 35/15 - Nommer un directeur unique, responsable auprès des autorités publiques des demandes d'autorisation et de l'observation des conditions de sécurité pour l'ensemble des exploitations (article R 123-21).<br><br><i>En attente du courrier désignant le directeur unique, la sous-commission a été informée verbalement du choix des exploitants de donner cette mission à la société PRECONIS.</i> |
| 10 | 12/19 - Elaborer les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap et garder une trace dans le registre de sécurité (article GN 8).                                                                                                                                                                                                                                     |
| 11 | 13/19 - Surveiller, pendant les heures d'exploitation de l'établissement, le tableau de signalisation de l'équipement d'alarme (article MS 66).                                                                                                                                                                                                                                                                   |



**IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES**

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 12 | Fournir, par l'intermédiaire de la mairie, à la sous-commission départementale de sécurité les procès-verbaux des vérifications des installations et des équipements techniques des locaux « CCAS » de la tour R+6 (article R 123-44 du CCH).                                    |
| 13 | Fournir, par l'intermédiaire de la mairie, à la sous-commission départementale de sécurité des plans à jour de l'établissement comprenant par niveaux : l'effectif public et personnel, ainsi que les types d'activités (article R 123-22).                                      |
| 14 | Faire réaliser par un organisme agréé les vérifications quinquennales des ascenseurs et fournir les rapports, par l'intermédiaire de la mairie, à la sous-commission départementale de sécurité (articles AS 9).                                                                 |
| 15 | Faire lever par des techniciens compétents les observations émises dans les différents rapports de vérification et fournir une attestation de levée de ces observations, par l'intermédiaire de la mairie, à la sous-commission départementale de sécurité (article R 123-44).   |
| 16 | Identifier par des pictogrammes appropriés l'ensemble des armoires électriques (notamment dans les cages d'escaliers)-(NF C 15 100).                                                                                                                                             |
| 17 | Verrouiller les tableaux électriques pour réserver leur accès uniquement aux personnes qualifiées, chargées de l'entretien et de la surveillance des matériels (notamment dans les cages d'escaliers) - (article EL 5).                                                          |
| 18 | Boucher le trou du coffret électrique dans la paroi de "l'ex. local tri courrier" du rez-de-chaussée afin de rendre le degré coupe-feu d'origine (article CO 28).                                                                                                                |
| 19 | Régler la porte de l'issue de secours (escalier extérieur au niveau R+8 et sur terrasse au 1 <sup>er</sup> étage) afin d'obtenir sans effort, par simple poussée, son ouverture complète (article CO 45).                                                                        |
| 20 | Supprimer tout potentiel calorifique dans les locaux non destinés au stockage. A défaut, isoler ces locaux par des parois et un plancher haut coupe-feu de degré 2 heure. Les portes devront être coupe-feu de degré 1 heure et équipées de ferme porte (articles W 4 et CO 28). |
| 21 | Remettre en état de fonctionnement l'éclairage de sécurité d'ambiance et d'évacuation (article EC 13).                                                                                                                                                                           |
| 22 | Doter d'un extincteur l'EAS du 2 <sup>ème</sup> étage et renforcer sa signalétique intérieure et extérieure (article CO 59).                                                                                                                                                     |
| 23 | Doter le parking souterrain d'extincteurs portatifs installés dans les conditions définies par l'article MS 39, avec un minimum d'un appareil pour 200 m <sup>2</sup> et un appareil par niveau (article MS 39).                                                                 |
| 24 | Modifier les plans schématiques du 2 <sup>ème</sup> niveau en faisant apparaître les espaces d'attente sécurisés (article MS 41).                                                                                                                                                |

**Observations :**

- La sous commission de sécurité n'a pas réalisé la visite des locaux de la CPAM au 1<sup>er</sup> étage (établissement fermé les vendredis après-midi).
- La sous commission de sécurité est informée qu'un service sécurité est commun aux Tours des 4 AS et à la galerie marchande des 4 AS.

**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

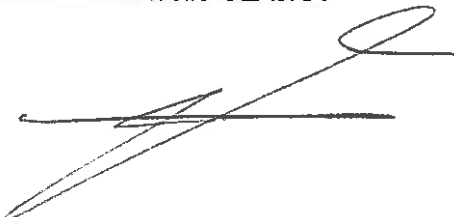
**AVIS DE LA COMMISSION****TOURS DES 4 AS - BELFORT - E-010-00011-034 - 289**

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable**.

Ce document comprend 15 pages

**Date de la visite : le 22/03/2019**

Signature du Président de séance : Mme Emmanuelle CZAJKA



Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

N° 191680  
Date affichage

le 30 AOUT 2019

**OBJET : RUE DE L'YSER – Périmètre de sécurité - Réglementation du stationnement**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

**Vu** le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

**Vu** le Règlement Municipal de Voirie du 22 Mars 2012,

**Considérant** l'état de vétusté des cheminées du bâtiment sis 9 rue de l'YSER, il y a lieu de procéder à la mise en place d'un périmètre de sécurité de façon à éviter tout risque d'accident,

**ARRETE**

**Article 1** : Le stationnement et l'arrêt de tout véhicule seront interdits:

du 30/08/2019 au 13/09/2019,

- Rue de l'Yser à hauteur du n°9, dans l'emprise des panneaux

Les véhicules qui stationneront en infraction aux dispositions du présent arrêté seront déplacés et mis en fourrière aux frais de leurs propriétaires.

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 191680

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Article 2 :** Les panneaux relatifs au stationnement seront mis en place 48 H avant la date d'effet de l'interdiction de stationner par l'entreprise Centre Technique Municipal.

**Article 3 :** La continuité du cheminement piétons ne pouvant être maintenue, les dispositions spécifiques (panonceaux, " piétons changez de trottoir", "déviation piétons") devront être mises en place pour permettre aux piétons d'utiliser le trottoir en face et d'assurer la continuité protégée par des barrières.

**Article 4 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6 :** M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.



Belfort, le

**30 AOUT 2019**

*Par délégation,  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Patrick FORESTIER*



Direction : urbanisme  
 Initiales : MH/PB  
 Code matière : 6.1

|                              |
|------------------------------|
| <b>ARRETE DU MAIRE</b>       |
| <b>TRANSMIS SUR OK-ACTES</b> |
| -2 SEP. 2019                 |
|                              |

**Objet : visite de réception après travaux – avis favorable**  
 – Foyer Départemental de l'Enfance  
 5 rue du Peintre Dauphin - Belfort

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 22 juin 1990 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de 5<sup>e</sup> catégorie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu l'arrêté préfectoral n° 90-2016-12-20-003 du 20 décembre 2016 fixant le règlement départemental de Défense extérieure contre l'incendie du Territoire de Belfort,

Vu l'autorisation de travaux n°090 010 18 Z0123 délivrée le 9 novembre 2018 relative à la mise en œuvre d'un système de déverrouillage des issues,

Vu la réponse de la commission communale d'accessibilité en date du 12 septembre 2018 précisant que ladite commission ne rendra pas d'avis sur l'autorisation de travaux n°090 010 18 Z0123, avis transmis à Monsieur Bouquet, Président du Conseil Départemental du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 25 avril 2019, suite à la visite de réception après travaux en date du 8 avril 2019, procès-verbal transmis en recommandé avec accusé réception à Monsieur Bouquet, Président du Conseil Départemental du Territoire de Belfort, place de la Révolution Française à Belfort,

Considérant l'absence de prescriptions de la commission d'accessibilité lors de l'examen de l'AT n°090 010 18 Z0123,

**Objet : visite de réception après travaux – avis favorable – Foyer Départemental de l'Enfance** 1

Considérant l'AVIS FAVORABLE à l'ouverture au public des locaux concernés par les travaux du foyer départemental de l'enfance, suite à la visite de réception après travaux, avis émis le 25 avril 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que l'avis de la sous-commission départementale de sécurité du 25 avril 2019 est assorti de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** l'ouverture des locaux concernés par les travaux accordés par l'AT n°090 010 18 Z0123 délivrée le 9 novembre 2019 est autorisée.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Bouquet, Président du Conseil Départemental du Territoire de Belfort, est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 25 avril 2019, (annexé au présent arrêté), dans un délai de **1 mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Le Foyer Départemental de l'Enfance est un établissement de **type R et N de 5<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total déclaré de **57 personnes**.

**ARTICLE 4 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 5 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

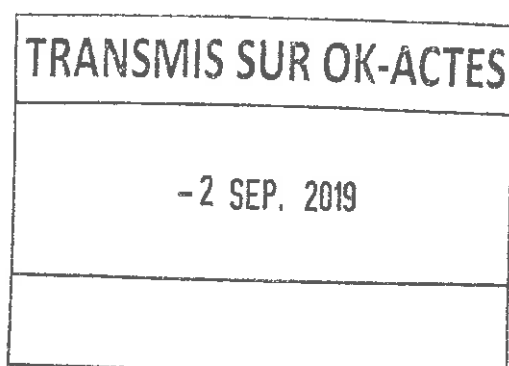
**ARTICLE 6 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 8 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

– la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,

– M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.



Belfort, le

- 2 SEP. 2019

Par déléation,  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG



PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : 25/04/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00325-000  
704

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Lieutenant 2° classe GAMBIA Philippe

|                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------|
| <b>PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN<br/>ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC</b> |
|--------------------------------------------------------------------------|

## ETABLISSEMENT

Nom ou raison sociale : FOYER DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE

Activité : Enseignement avec hébergement

Type : R, N

Catégorie : 5

Adresse (n°, rue, commune) : 5 rue du Peintre Dauphin - 90000 BELFORT

N° de dossier : AT-090-010-18-Z0123 - Mise en œuvre d'un système de déverrouillage des issues

Motif de la visite : visite de réception après travaux

Rapport de visite du 08/04/2019

## COMPOSITION DE LA COMMISSION

Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY Chef du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. HERZOG représentant le Maire de BELFORT

M. FERRER représentant le Directeur Départemental des Territoires

Mme GARRET représentant le SIDPC

M. GAMBIA représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

**Rapporteur**Autres personnes présentes :

M. VASSEUR SDIS 90

Mme DESCHASEAUX SDIS 90



## DESCRIPTION DE L'OBJET DE LA RECEPTION DE TRAVAUX

Suite à la visite d'autorisation d'ouverture, il est apparu à la sous-commission que deux dégagements ne possédaient pas de déverrouillage électromagnétique asservi à l'alarme.

Il a donc été ajouté sur les portes des sorties de secours des cages d'escalier, un dispositif d'ouverture asservi à la centrale d'alarme incendie de catégorie A qui consiste en :

- des portes asservies fermées à l'aide de ventouses électromagnétiques,
- un déclencheur manuel vert à proximité de chaque porte à l'intérieur,
- un interrupteur à clé côté extérieur (accès du personnel depuis l'extérieur),
- un asservissement à l'alarme incendie de manière à déverrouiller les portes dès le début du processus d'alarme (notice de sécurité en page 2 et 3).

## DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

Le bâtiment R+1 avec toiture terrasse est composé en deux zones :

☞ **Le foyer** occupe l'aile Est du bâtiment réparti comme suit :

- au rez-de-chaussée » : la partie administrative et la salle à manger,
- à l'étage : 8 chambres pouvant accueillir 14 enfants au maximum.

☞ **Le centre maternel** accueillant les jeunes mères et leurs enfants occupe l'aile Ouest réparti comme suit :

- au rez-de-chaussée : une chambre et la salle à manger,
- à l'étage : 2 chambres.

La cuisine collective est utilisée par les deux entités et les salles à manger de chaque entité occupent le centre du bâtiment au rez-de-chaussée.

Au terme du projet, deux extensions seront créées :

→ **Pour le foyer sur deux niveaux :**

- au rez-de-chaussée :

- salle de jeux et de visites,
- bureau de la psychologue déplacé dans l'extension,
- dépôt matériel,
- réaménagement du bureau de la psychologue dans le bâtiment existant en WC PMR et rangement.

- à l'étage :

- salle d'activités,
- réaménagement de la chambre 02 pour recréer la salle de bains supprimée au profit de la circulation.

→ **Pour le centre maternel :**

- salle d'accueil pour les pères et les familles,
- réaménagement du bureau de la psychologue dans le bâtiment existant en WC PMR et rangement,
- WC PMR,
- rangements / local ménage.

**Effectif maximal du public déclaré :**

Selon la déclaration du chef d'établissement (attestation jointe au dossier) :

**Résidents** : 20 personnes centre maternel 3 mamans et 3 bébés, foyer 14 enfants : 12 + 2 sur une courte durée),

NB : aucune précision sur les tranches d'âge des enfants.

**Personnel** : 28 personnes (n'interviennent pas tous en simultané),  
Une veilleuse de nuit est présente et assure la sécurité.

**Public** : 9 visiteurs.

**Classement de l'établissement :**

Type : R, N

Catégorie : 5<sup>ème</sup>

**TEXTES DE REFERENCE :**

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 22 Juin 1990** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de 5<sup>ème</sup> catégorie ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- **Arrêté préfectoral n° 90-2016-12-20-003 du 20 décembre 2016** fixant le règlement départemental de Défense extérieure contre l'incendie du Territoire de Belfort.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES :**

| DESIGNATIONS                                                                                                                                                                   | OBSERVATIONS                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>SSI de catégorie A</b><br><i>EA de type 1</i><br><i>1 seule ZA</i><br><b>DAI dans tous les locaux</b><br><b>portes de recoupement et issues</b><br><b>asservies au CMSI</b> | Rapport de Vérifications Réglementaires Après Travaux<br>de l'organisme agréé ALPES CONTROLES<br>Rapport n° : 900T 1809 du 15/02/2019<br><br><b>Sans non conformité</b> |
| <b>Installation électrique</b>                                                                                                                                                 | <u>Procès verbal de réception du SSI</u><br>Par JHR conseil en date du 911/2018                                                                                         |

**II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES :**

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Faire procéder annuellement par des techniciens compétents ou organismes agréés aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de l'établissement : <ul style="list-style-type: none"> <li>• installations électriques</li> <li>• éclairage de sécurité</li> <li>• désenfumage</li> <li>• chauffage</li> <li>• appareil de cuisson</li> <li>• ascenseur</li> <li>• moyens de secours</li> <li>• Locaux à sommeil : un contrat annuel d'entretien des systèmes de détection automatique d'incendie doit être souscrit par l'exploitant (article PE 4).</li> </ul> |
| <div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la sous-commission départementale de sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> </div> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la sous-commission départementale de sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.<br>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :****Procès verbal de visite d'autorisation d'ouverture du 28/06/2018****Prescriptions réalisées : n° 05 - 09 - 12****Prescription non maintenue : n° 04****Prescriptions maintenues : n° 06 - 07 - 08 - 10 - 11 - 13**

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                   |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 04 | 06/18 - Interdire l'emploi de fiches multiples. Adapter le nombre de prises de courant à l'utilisation pour limiter l'emploi de socles mobiles (article PE 24).                                                                               |
| 05 | 07/18 - Porter une attention toute particulière aux modalités d'évacuation du public mineur dormant à l'étage. Dans cet objectif, élaborer des consignes, organiser des formations et des exercices périodiques d'évacuation (article PE 27). |
| 06 | 08/18 - Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et qu'il soit entraîné à la manœuvre des moyens de secours (article PE 27).                                                                                          |
| 07 | 10/18 - Elaborer les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap. Celles-ci devront être notifiées dans le registre de sécurité de l'établissement (article GN 8).                                |
| 08 | 11/18 - Lever les non conformités du rapport de vérifications réglementaires après travaux et fournir à la sous-commission de sécurité les attestations de levée des non-conformités (article R123-43).                                       |
| 09 | 13/18 - Attester du degré coupe-feu du local de stockage lingerie du 1 <sup>er</sup> étage et ajouter un ferme-porte, à défaut, supprimer le stockage (article PE 9).                                                                         |

**Procès verbal d'étude du : 20/09/2018****Prescriptions réalisées : toutes****Prescription non maintenue : /****Prescription maintenue : /****IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES**

**Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.**

| N° | DESIGNATION                                                                                           |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 10 | Supprimer toutes les cales bloquant les portes résistant au feu munies de ferme-porte (article PE 9). |
| 11 | Installer un ferme-porte sur la porte du local lingerie (article PE 9).                               |

IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES - suite -

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 12 | Former le personnel à l'exploitation du Système de Sécurité Incendie (détection incendie, alerte, et exploitation des signaux du SDI/CMSI et tenir un état du personnel formé dans le registre de sécurité en maintenant la formation dans le temps (article PE 27). |
| 13 | Augmenter le balisage existant des différents cheminements menant aux escaliers et dégagements par des panneaux visibles de jour comme de nuit conformes à norme NF X 08-003 (article PE 34).                                                                        |

**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu  
du rapporteur du groupe de visite**

**FOYER DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE - BELFORT - E-010-00325-000 - 704**

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable**.

Ce document comprend 07 pages

**Date de la Sous-Commission : le 25/04/2019**

Signature du Président de séance : le Président,

Gilles GODFRAY.  


Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours

**ARRETE DU MAIRE**

|                              |
|------------------------------|
| <b>TRANSMIS SUR OK-ACTES</b> |
| - 2 SEP. 2019                |
|                              |

Direction : urbanisme  
 Initiales : MH/PB  
 Code matière : 6.1

**Objet : visite périodique et de réception de travaux  
 Centre culturel et social de la Pépinière -  
 avis favorable  
 13 rue Danton - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 5 février 2007 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de salle de spectacles ou à usages multiples (type L),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu l'autorisation de travaux n°090 010 17 Z0092 délivrée le 18 septembre 2017 relative aux travaux de mise en conformité totale aux règles d'accessibilité du centre culturel et social de la Pépinière,

Vu l'avis de la commission communale d'accessibilité en date du 17 août 2017, suite au dépôt de l'autorisation de travaux n°090 010 17 Z0092, avis transmis le 26 avril 2017 à Monsieur Damien Meslot, Maire de la ville de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 21 février 2019, suite à la visite de réception après travaux en date du 1<sup>er</sup> février 2019, transmis à Monsieur Damien Meslot, Maire de la ville de Belfort,

Considérant l'AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS de la commission communale d'accessibilité en date du 17 août 2017, concernant les travaux d'aménagement, la mise en conformité totale aux règles d'accessibilité et de création d'espaces d'attente sécurisés, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à l'accessibilité des Établissements Recevant du Public;

**Objet : visite périodique et de réception de travaux Centre culturel et social de la Pépinière - avis favorable**

Considérant l'AVIS FAVORABLE suite à la visite périodique et de réception après travaux, avis émis le 21 février 2019 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que ces avis sont assortis de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité et l'accessibilité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le maintien de l'ouverture au public du centre culturel et social de la Pépinière ainsi que l'ouverture des locaux concernés par les travaux accordés par l'AT n°090 010 17 Z0092, délivrée le 18 septembre 2017, sont autorisés.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Damien Meslot, Maire de la ville de Belfort est chargé de s'assurer du respect des règles d'accessibilité et notamment des prescriptions émises par la commission communale d'accessibilité dans son avis du 17 août 2017, émis lors de l'étude de l'autorisation de travaux n°090 010 17 Z0092, envoyé le 26 avril 2018.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Damien Meslot, Maire de la ville de Belfort est également chargé de faire réaliser les prescriptions édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 21 février 2019, annexé au présent arrêté de sécurité, dans un délai de **2 mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :** Le centre culturel et social de la Pépinière est un établissement de **type L de 3<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total de **416 personnes**.

**ARTICLE 5 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 6 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 7 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 9 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

– la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort,

S.I.D.P.C.,

|                              |
|------------------------------|
| <b>TRANSMIS SUR OK ACTES</b> |
| -2 SEP. 2019                 |

Le Directeur du S.I.D.P.C. est Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le

**-2 SEP. 2019**

Par délégation,

L'Adjoint au Maire

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAYOR OF BELFORT' and 'TERRITOIRE DE BELFORT' around a central emblem.

Jean-Marie HERZOG

**Objet : visite périodique et de réception de travaux Centre culturel et social de la Pépinière - avis favorable**



PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : 21/02/2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00178-000  
547

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Capitaine Olivier VASSEUR

**PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN  
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC****ETABLISSEMENT**Nom ou raison sociale : **CENTRE CULTUREL ET SOCIAL DE LA PEPINIERE**Activité : **centre socioculturel**      Type : **L**      Catégorie : **3**Adresse (n°, rue, commune) : **13 rue Danton - 90000 BELFORT**N° de dossier : **AT-090-010-17-Z0092**Motif de la visite : **visite périodique et visite de réception après travaux**Rapport de visite du **01/02/2019****COMPOSITION DE LA COMMISSION**Président de la Commission de Sécurité :

Mme CZAJKA      Cheffe du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

|            |                                                                                             |
|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| M. HERZOG  | représentant le Maire de BELFORT                                                            |
| M. FERRER  | représentant le Directeur Départemental des Territoires                                     |
| M. VASSEUR | représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours<br>rapporteur |

Autres personnes présentes :

|           |         |
|-----------|---------|
| M. GAMBA  | SDIS 90 |
| Mme SIMON | SDIS 90 |

**DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT**  
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Bâtiment de type R + 1 accolé au gymnase THURNHERR, isolés entre eux, comprenant :

Sous-sol :

- atelier menuiserie (entrée individuelle) ;
- local CTA ;
- chaufferie commune aux deux activités (PU > 70 KW) sous le gymnase.

Rez-de-chaussée :

- locaux administratifs ;
- locaux d'activité diverses : bibliothèque, cerf volant, poterie...

Étage 1 :

- une grande salle modulable ;
- un atelier couture ;
- un espace cuisine (PU : < 20 kW) ;
- une salle de spectacle de 282 places assises.

Bâtiment annexe :

- un atelier fer.

**CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT**

L'établissement est classé dans le type L « salle polyvalente, salle de spectacles » (article GN 1).

- L'effectif théorique du public se calcule sur la base d'une personne par mètre carré pour la salle polyvalente ;
- L'effectif théorique du public se calcule sur la base d'une personne par place assise pour la salle de spectacles.

**EFFECTIF MAXIMAL DU PUBLIC ADMISSIBLE**

Mise à jour de l'effectif le 01/02/2019 suite aux travaux ADAP et à la réalisation de la deuxième plateforme PMR, le nombre de place assises est réduit à 253 + 7 emplacements pour les personnes en fauteuil roulant soit 260 personnes dans la salle de spectacle.

Effectif du public

- salle de spectacle : 260 personnes « 7 PMR »
- salle de réunions / polyvalente : 150 personnes « 4 PMR »

Effectif du personnel : 6 personnes

**Effectif total : 416 personnes**

Types : L « salle polyvalente, salle de spectacle »

Catégorie : 3<sup>ème</sup>

**TEXTES DE REFERENCE**

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 5 Février 2007** portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples (**type L**) ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES**

| DESIGNATIONS                                                                                                                               | OBSERVATIONS                                                                                                                                               |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Alarme</b><br><i>SSI de catégorie B</i><br><i>Equipement d'alarme de type 2a</i><br><i>Asservissement porte du 1<sup>er</sup> étage</i> | Vérifiée par APAVE le 27/04/2018<br>N° 1847291-6-1<br><br>Vérifiée par CTM le 24/04/2018<br><br>Contrat d'entretien ESP (prochaine vérification mars 2018) |
| <b>Eclairage de Sécurité</b>                                                                                                               | Vérifiés par VERITAS le 14/03/2018<br>N° 334320079.1.R                                                                                                     |
| <b>Installation électrique</b>                                                                                                             | Aucune observation ERP<br>8 observations ERT dont 7 levées par CTM le 29/03/2018                                                                           |
| <b>Extincteurs</b>                                                                                                                         | Vérifiés par SICLI le 14/09/2018                                                                                                                           |
| <b>Installation gaz</b><br><i>Alimentation chaufferie et cuisine</i>                                                                       | Vérifiée par DALKIA le 03/04/2018 (chaufferie)<br>Vérifiée par LACAVE le 03/04/2018 (cuisine)                                                              |
| <b>Installation de chauffage</b><br><i>Chaufferie gaz commune avec le gymnase Thurnherr</i>                                                | Vérifiée par DALKIA le 03/04/2018 (2 chaudières)<br>2 observations                                                                                         |
| <b>Conduit de fumée</b>                                                                                                                    | Vérifié par Maitres Ramoneurs le 27/03/2018                                                                                                                |
| <b>Hotte de cuisine</b>                                                                                                                    | Vérifiée par TECHNORAM le 09/04/2018                                                                                                                       |
| <b>Equipements scéniques</b>                                                                                                               | Vérifiés par TAMBE le 15/10/2018                                                                                                                           |
| <b>Ascenseur</b>                                                                                                                           | Vérifié par VERITAS le 17/09/2014<br>N° 2734078/1.1.1.R<br>Contrat d'entretien ZMA (dernière vérification le 14/09/2018)                                   |
| <b>Exercice d'évacuation</b>                                                                                                               | Réalisé le 19/01/2019                                                                                                                                      |

I) **CONTROLES EFFECTUES** étude de dossier du : 01/08/2017 travaux de mise en accessibilité  
- AT.090.010.17.Z0092

| <b>DESIGNATIONS</b>                                                                 | <b>OBSERVATIONS</b>                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Alarme</b><br><i>SSI de catégorie B</i><br><i>Equipement d'alarme de type 2a</i> | <b>Rapport de Vérifications Réglementaires Après Travaux</b><br>établi par VERITAS le 12/03/2018<br>Rapport n° 6392166/4 - mission SEI + L<br><br><i>Aucune observation</i> |
| <b>Eclairage de Sécurité</b>                                                        |                                                                                                                                                                             |
| <b>Installation électrique</b>                                                      |                                                                                                                                                                             |

**II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES**

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                        | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                        | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005)(article EL 19).</li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques.</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15).</li> </ul> </li> <li>- <u>Installation de gaz</u> : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30).</li> <li>- <u>Installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58).</li> <li>- <u>Ascenseur – escaliers mécaniques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9).</li> <li>- <u>Equipements scéniques</u> : tous les 3 ans par un organisme agréé ou un technicien compétent (article L 57).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 04                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Dans la menuiserie, procéder à un nettoyage périodique afin d'éviter l'accumulation des poussières.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 05                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Mettre en place pendant les spectacles un service de sécurité incendie composé de deux personnes désignées et formées à l'évacuation du public et à l'utilisation des moyens de secours et un agent de sécurité incendie titulaire de la qualification SSIAP 1 (article L 14 et courrier mairie du 17 juin 2008 - réf : 194/2008-AN).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| 06                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Les locaux sont utilisés par diverses associations. Le responsable de chaque groupe de personne devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avoir accès à un téléphone fixe permettant d'alerter les services de secours en cas de nécessité.</li> <li>- avoir accès au tableau central d'alarme et être initié : <ul style="list-style-type: none"> <li>- au fonctionnement de l'alarme,</li> <li>- à l'interprétation des différentes signalisations apparaissant sur le tableau,</li> <li>- aux mesures à prendre en fonction de ces signalisations,</li> <li>- au respect de la procédure en cas de panne ou dérangement du système.</li> </ul> </li> <li>- être informé de la conduite à tenir en cas d'incendie.</li> </ul> <p>La procédure devra être annotée dans le registre de sécurité (articles R 123-51 du CCH, MS 47, 51).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

**III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES**

Procès verbal de visite périodique du : 16/02/2016

Prescription réalisée : n° 06

Prescription non maintenue : /

Prescription maintenue : n° 07 (permanente)

Procès verbal d'étude de dossier du : 01/08/2017

Prescriptions réalisées : toutes (RVRAT de VERITAS du 12/03/2018)

Prescription non maintenue : /

Prescription maintenue : /

**IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES**

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire.

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 07 | Renforcer la signalisation d'accès à l'EAS coté salle modulable (article CO 59).                                                                                                                                                                                           |
| 08 | Isoier l'atelier couture et la salle de musique par des cloisons et planchers coupe-feu de degré 1 heure. La porte de ces locaux devra être coupe-feu de degré ½ heure munie d'un ferme porte. A défaut, supprimer le potentiel calorifique de ces locaux (article CO 28). |
| 09 | Rendre accessible l'organe de coupure de gaz à proximité immédiate de l'appareil de cuisson desservi par tuyauterie fixe (GZ 18).                                                                                                                                          |

**☞ Observations :**

Au cours de la visite, le groupe de visite a procédé hors alimentation électrique à :

Essai d'alarme : OK

Bande sonore d'évacuation salle de spectacle : OK

Remise en lumière salle de spectacle : OK

Eclairage de sécurité : OK

Déverrouillage de la porte accès EAS : OK

**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu  
du rapporteur du groupe de visite**

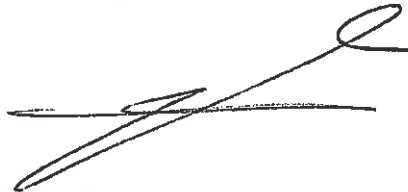
**CENTRE CULTUREL ET SOCIAL DE LA PEPINIERE - BELFORT - E-010-00178-000 - 547**

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un Avis Favorable.

Ce document comprend 08 pages

**Date de la Sous-Commission : le 21/02/2019**

Signature du Président de séance : le (la) Président(e), E. CZAJKA



Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours



## Date affichage

|                       |
|-----------------------|
| le - 5 SEP 2019       |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 191700

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET** : AVENUE DU GENERAL LECLERC - Bandes cyclables – Réglementation permanente de la circulation

### Le Maire de la Ville de Belfort,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** le Règlement de Voirie municipal adopté le 22 Mars 2012 et en particulier les articles portant sur la conservation et la surveillance du Domaine Public Communal,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

**Vu** le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

**Considérant** qu'il convient de prendre toutes les dispositions utiles afin de garantir la sécurité des cyclistes sur ces voies,

### ARRETE

**Article 1** : Les bandes cyclables situées :

- Avenue du Général Leclerc, entre la Place de la Liberté et la rue Dollfus

sont réservées aux cycles à deux ou trois roues non motorisés, sauf à pédalage assisté.

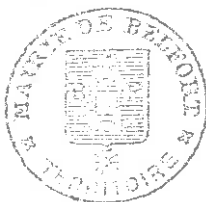
Sur ces voies, la circulation est interdite à tous véhicules à moteur, sauf véhicules de service et de secours. Le stationnement et la livraison y sont interdits.

La circulation des cyclistes s'effectuera à droite, dans le sens de la marche.

**Article 2** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3** : M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

Belfort, le - 5 SEP. 2019



Par délégation,  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Patrick FORESTIER

Date affichage

le - 5 SEP. 2019

|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 191701

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET** : RUE DE LA GRANDE FONTAINE - Stationnement réservé Personnes à mobilité réduite

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** la loi N°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

**Vu** l'arrêté du 28 avril 2008, portant modification de l'arrêté du 31 juillet 2006, fixant le modèle de la carte de stationnement pour personnes handicapées

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

**Vu** le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,

**Considérant** qu'il convient de faciliter le déplacement des personnes à mobilité réduite, en affectant deux emplacements réservés pour le stationnement des véhicules des personnes entrant dans cette catégorie d'usagers,

### ARRETE

**Article 1** : Seuls les véhicules munis de la carte européenne de stationnement PMR sont autorisés à stationner, RUE DE LA GRANDE FONTAINE, à hauteur du passage de l'Escalier du Diable sur la place matérialisée.

**Article 2** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3** : M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.



Belfort, le - 5 SEP. 2019

Par délégation,  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Patrick FORESTIER

le - 5 SEP. 2019

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 191702

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET** : RUE JEANNE D'ARC - Vitesse limitée à 30 km/h

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** le Règlement de Voirie municipal adopté le 22 Mars 2012 et en particulier les articles portant sur la conservation et la surveillance du Domaine Public Communal,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

**Vu** le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

**Considérant** qu'il y a lieu de garantir la sécurité et éviter les accidents,

### ARRETE

**Article 1** : La vitesse maximale à laquelle les véhicules sont autorisés à circuler RUE JEANNE D'ARC est fixée à 30 km/h.

**Article 2** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3** : M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

Belfort, le - 5 SEP. 2019



Par délégation,  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Patrick FORESTIER

le - 5 SEP. 2019

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 191703

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET :** RUE LOUIS MARCHAL - Stationnement réservé Personnes à mobilité réduite

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,  
**Vu** le Code de la Route,  
**Vu** la loi N°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,  
**Vu** l'arrêté du 28 avril 2008, portant modification de l'arrêté du 31 juillet 2006, fixant le modèle de la carte de stationnement pour personnes handicapées  
**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,  
**Vu** le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

**Considérant** qu'il convient de faciliter le déplacement des personnes à mobilité réduite, en affectant un emplacement réservé pour le stationnement des véhicules des personnes entrant dans cette catégorie d'usagers,

### ARRETE

**Article 1 :** Seuls les véhicules munis de la carte européenne de stationnement PMR sont autorisés à stationner, RUE LOUIS MARCHAL sur la place matérialisée, face à l'entrée du Lycée.

**Article 2 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3 :** M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.



Belfort, le - 5 SEP. 2019

Par délégation,  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Patrick FORESTIER

le - 5 SEP. 2019

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 191704

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET** : RUE DU VIEIL ARMAND - Stop – Réglementation permanente de la circulation

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** le Règlement de Voirie municipal adopté le 22 Mars 2012 et en particulier les articles portant sur la conservation et la surveillance du Domaine Public Communal,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

**Vu** le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

**Considérant** qu'à la suite du réaménagement du secteur, il y a lieu de garantir la sécurité et éviter les accidents

### ARRETE

**Article 1** : Tout conducteur de véhicule circulant RUE DU VIEIL ARMAND en provenance du nord devra obligatoirement marquer un temps d'arrêt et de sécurité, et céder la priorité aux véhicules entrant ou sortant de la RUE DE FERRETTE.

**Article 2** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3** : M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

Belfort, le - 5 SEP. 2019



Par délégation,  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Patrick FORESTIER

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**OBJET : RUE LUCIE AUBRAC - Stop - Réglementation permanente de la circulation**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** le Règlement de Voirie municipal adopté le 22 Mars 2012 et en particulier les articles portant sur la conservation et la surveillance du Domaine Public Communal,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

**Vu** le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

**Considérant** qu'il y a lieu de garantir la sécurité et éviter les accidents

**ARRETE**

**Article 1 :** Tout conducteur de véhicule sortant de la RUE LUCIE AUBRAC devra obligatoirement marquer un temps d'arrêt et de sécurité, et céder la priorité aux véhicules circulant RUE DU COLONEL JEANPIERRE

**Article 2 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3 :** M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

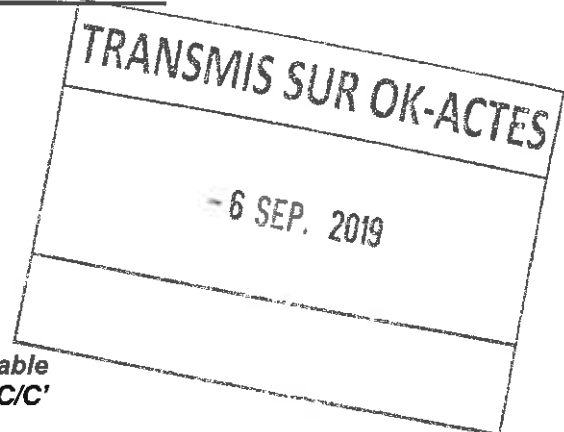
Belfort, le - 5 SEP. 2019

Par délégation,  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Patrick FORESTIER



**ARRETE DU MAIRE**

Direction : urbanisme  
 Initiales : CH/PB  
 Code matière : 6.1



**Objet : visite périodique – avis favorable**  
**Bâtiments A – B/B' C/C'**  
**Collège Châteaudun**  
**Rue de Châteaudun**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement (type R),

Vu l'arrêté du 19 juin 1990 relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 22 novembre 2018 suite à la visite périodique en date du 6 novembre 2019, procès verbal transmis à Monsieur BOUQUET, Président du Conseil Départemental du Territoire de Belfort, place de la Révolution Française à Belfort,

Considérant l'AVIS FAVORABLE au maintien de l'ouverture du collège Châteaudun émis par la sous-commission départementale de sécurité en date du 22 novembre 2018, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que cet avis est assorti de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le maintien de l'ouverture au public des bâtiments A, B/B' et C/C' du collège Châteaudun est autorisé.

**ARTICLE 2 :** Monsieur BOUQUET, Président du Conseil Départemental du Territoire de Belfort, place de la Révolution Française à Belfort est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions (sauf la n°10) édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 22 novembre 2018 (annexé au présent arrêté), dans un délai de **1 mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** La prescription 10 du procès verbal du 22 novembre 2018 (annexé au présent arrêté) doit être réalisée dans un délai de **deux mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :** Le collège châteaudun est composé de cinq bâtiments :

- les bâtiments 1 – 2 et 3 « A, B, B', C et C' », non isolés entre eux, sont de **type R de 3<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total déclaré de **445 personnes**,
- le bâtiment 4 « D » est de **type R de 5<sup>e</sup> catégorie** pour un effectif total déclaré de **177 personnes**,
- le bâtiment 5 « annexe atelier » est non accessible aux élèves.

**ARTICLE 5 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 6 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 7 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 9 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,

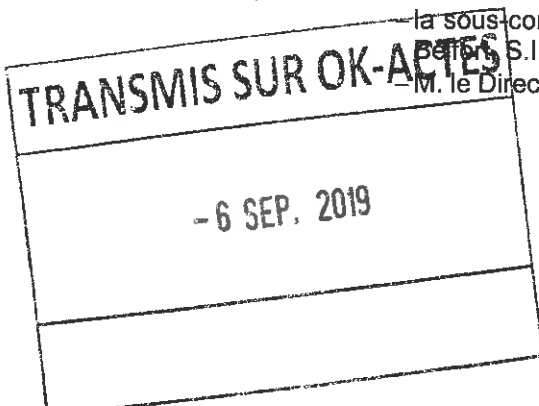
M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le

**- 6 SEP. 2019**

Par délégation  
L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HÉRZOG



**Objet : visite périodique – avis favorable Bâtiments A – B/B' C/C'**

**Collège Châteaudun**

**2**



PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : 22/11/2018

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00071-000  
359

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

**PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN  
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC****ETABLISSEMENT**

Nom ou raison sociale : COLLEGE CHATEAUDUN - BATIMENTS A - B/B' - C/C'

Activité : Enseignement

Type : R

Catégorie : 3

Adresse (n°, rue, commune) : rue de Châteaudun - 90000 BELFORT

Motif de la visite : visite périodique

Rapport de visite du 06/11/2018

**COMPOSITION DE LA COMMISSION**Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY Adjoint à Mme la Cheffe du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. HERZOG représentant le Maire de BELFORT

M. FERRER représentant le Directeur Départemental des Territoires

M. HERBELIN SIDPC

M. ROTHENFLUG représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

**Rapporteur**Autres personnes présentes :

Mme DEROUSSEAU-LEBERT

M. GAMBA

Mme SIMON

Direction du service urbanisme – Ville de Belfort

SDIS 90

SDIS 90

**DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT**  
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Le collège est composé de cinq bâtiments.

Le bâtiment A du collège Châteaudun est accolé à l'école élémentaire. Les deux établissements sont isolés au sens de la réglementation par des portes coupe-feu situées dans les circulations (cf. PV de visite de l'école primaire du 3 mars 1997 et du PV de visite du 2 avril 2002). Voir constatation n° 1. La salle de musique et la salle de langues situées au 2<sup>ème</sup> étage de l'école élémentaire sont occupées uniquement par les élèves du collège.

L'ensemble (sauf bâtiment D et atelier) dispose d'un SSI de catégorie B avec un équipement d'alarme de type 2a sans temporisation.

Bien qu'un ascenseur desserve le 2<sup>ème</sup> étage du bâtiment A, l'accès aux PMR n'est pas prévu à ce niveau (absence d'EAS).

**Ensemble de trois bâtiments non isolés entre eux**

**01 Bâtiment A**

- sous-sol une chaufferie gaz (accès par le préau) comprenant les chaudières du collège et de l'école primaire
- rez-de-chaussée 2 salles de cours, administration (SSI)
- 1<sup>er</sup> étage 4 salles de cours
- 2<sup>ème</sup> étage (accès par école primaire) salle de musique dans bâtiment école primaire, 3 salles de cours côté collège

**02 Bâtiment B**

- sous-sol chaufferie gaz
- rez-de-chaussée 4 salles de sciences et 1 laboratoire central
- 1<sup>er</sup> étage 1 salle informatique, 1 salle personnel grenier (matériel + livres)

**Bâtiment B'**

- rez-de-chaussée salle des professeurs, salle ordinateurs, salle de réception/parents, foyer élèves, infirmerie, bureau COP
- 1<sup>er</sup> étage salle de détente professeurs, salle polyvalente de 120 m<sup>2</sup>

**03 Bâtiments C et C'**

- rez-de-chaussée salles de cours, une salle labo

**Deux autres bâtiments isolés entre eux**

**04 Bâtiment D : CDI / Technologie**

- rez-de-chaussée plateau de technologie, une salle multi média
- 1<sup>er</sup> étage salle de classe, CDI, salle audio vidéo

**05 Bâtiment Annexe atelier : non accessible aux élèves**

- rez-de-chaussée atelier OP et stockage divers

**CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT****Etablissement relevant de personnes de droit public**

- **Bâtiments 1 – 2 – 3** « A - B B' - C C' »  
*Effectif selon la déclaration du chef d'établissement le 06/11/2018*

|                                                         |                             |
|---------------------------------------------------------|-----------------------------|
| Effectif théorique du public :                          | 395 élèves                  |
| Effectif du personnel :                                 | 50 personnes                |
| <b>Effectif total :</b>                                 | <b><u>445 personnes</u></b> |
| → Etablissement de type R de 3 <sup>ème</sup> catégorie |                             |

- **Bâtiment 4** « D »  
*Effectif selon la déclaration du chef d'établissement le 06/11/2018*

|                                      |           |                  |
|--------------------------------------|-----------|------------------|
| <b><u>1<sup>er</sup> étage :</u></b> |           |                  |
| - salle de classe                    | 30        | élèves           |
| - CDI                                | 35        | élèves           |
| - salle audio vidéo                  | 12        | élèves           |
| - personnel                          | 5         | personnes        |
| <b>Total étage</b>                   | <b>82</b> | <b>personnes</b> |

|                                         |                   |                         |
|-----------------------------------------|-------------------|-------------------------|
| <b><u>Rez-de-chaussée :</u></b>         |                   |                         |
| - espaces polyvalents 01-02-03 (3 x 30) | 90                | personnes               |
| - personnel                             | 05                | personnes               |
| <b>total rez-de-chaussée</b>            | <b>95</b>         | <b>personnes</b>        |
| <b><u>Effectif total</u></b>            | <b><u>177</u></b> | <b><u>personnes</u></b> |

→ Etablissement de type R de 5<sup>ème</sup> catégorie

- **Bâtiment 5** « Annexe atelier » - *non accessible aux élèves*  
*Rez-de-chaussée : atelier et stockage divers*

**TEXTES DE REFERENCE**

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
  
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
  
- **Arrêté du 4 juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'enseignement et colonies de vacances sans hébergement (**type R**) ;
  
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
  
- **Arrêté du 19 juin 1990** relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES** sur les bâtiments A – B – B' – C et C'

| DESIGNATIONS                                                                                                                                                        | OBSERVATIONS                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Alarme</b><br><i>SSI B - Type 2a</i>                                                                                                                             | Vérifiée par LIEB le 09/07/2018<br>Vérifiée par VERITAS le 25/09/2018 (RVRAT)<br>N° 8141707/35.1.1.R - 5 observations levées |
| <b>Eclairage de Sécurité</b>                                                                                                                                        | Vérifiés par VERITAS le 28/09/2018<br>N° 8141707/34.1.2.P - 14 observations à lever                                          |
| <b>Installation électrique</b>                                                                                                                                      | Vérifiées par VERITAS le 27/09/2018<br>N° 8141707/34.1.1. - pas d'observations                                               |
| <b>Extincteurs</b>                                                                                                                                                  | Vérifiés par DESAUTEL le 02/10/2018                                                                                          |
| <b>Installation de gaz</b>                                                                                                                                          | Vérifiée par VERITAS le 25/09/2018<br>N° 8141707/37.1.1.R - pas d'observation                                                |
| <b>Installation de chauffage</b><br><i>chaufferie gaz 2x180kW<br/>sous-sol bât. B</i>                                                                               | Vérifiée par DALKIA le 26/06/2018                                                                                            |
| <b>Installation de chauffage</b><br><i>Une chaufferie gaz avec deux<br/>ensembles de chaudière<br/>collège 2x150 kW et<br/>primaire 2x120kW<br/>sous-sol Bât. A</i> | Vérifiées par DALKIA le 27/06/2018                                                                                           |
| <b>Ramonage des chaudières</b>                                                                                                                                      | Vérifiées par WILLIG le 27/06/2018                                                                                           |
| <b>Désenfumage</b><br><i>Bât. A</i>                                                                                                                                 | Vérifié par DESAUTEL le 29/12/2017                                                                                           |
| <b>Ascenseur - Bât. A</b>                                                                                                                                           | <b>Ascenseur pas encore en service</b>                                                                                       |

19-1712

| <b>DESIGNATIONS - suite</b>  | <b>OBSERVATIONS - suite</b>                                                      |
|------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Passerelle</b>            | Diagnostic structurel<br>Rapport CETEC Ingénierie du 20/10/2015<br>N° RE.01 7671 |
| <b>Exercice d'évacuation</b> | Effectué le 18/10/2018                                                           |

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                        | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                        | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Systèmes de protection contre la foudre</u> : les vérifications des paratonnerres doivent être conformes aux dispositions de leur norme (article EL 19).</li> </ul> </li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques.</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15).</li> </ul> </li> <li>- <u>Installation de gaz</u> : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30).</li> <li>- <u>Installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58).</li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).<br/>Lorsque existent une installation de désenfumage mécanique et un système de sécurité incendie de catégorie A ou B, les vérifications sont effectuées <b>tous les trois ans</b> par un organisme agréé (article DF 10).</li> <li>- <u>Ascenseur – escaliers mécaniques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>- tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| 04                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 05                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Tous les dégagements doivent être déverrouillés en présence des élèves (articles CO 35 et CO 45).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :**

Procès verbal de visite du : 24/11/2015  
 Prescriptions réalisées : n° 07 – 08  
 Prescriptions non maintenues : n° 06 – 09  
 Prescriptions maintenues : observation

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    | <p><b><u>Observation :</u></b><br/>           Lors de prochains travaux de réfection du bâtiment C, prévoir de changer le sens d'ouverture des dégagements donnant sur la cour intérieure, les portes doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie (article CO 45).</p> |

**IV) PRESCRIPTIONS NOUVELLES**

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    | <p><b><u>A l'ensemble des bâtiments :</u></b></p>                                                                                                                                                                                                                                          |
| 06 | <p>Remettre en état de fonctionnement les différents BAES assurant les fonctions d'éclairage d'évacuation et d'ambiance. Puis, fournir à la sous-commission de sécurité une attestation de confirmation de remise en état de l'éclairage de sécurité (articles EC 13, 14, 15)</p>          |
| 07 | <p>Verrouiller les tableaux électriques pour réserver leurs accès uniquement aux personnes qualifiées, chargées de l'entretien et de la surveillance des matériels (article EL 5).</p>                                                                                                     |
| 08 | <p>Supprimer les fiches multiples (triplettes) et en interdire leur emploi (article EL 11).</p>                                                                                                                                                                                            |
| 09 | <p>Former le personnel de l'établissement au fonctionnement de l'alarme, à l'utilisation des moyens de secours (extincteurs,...) et aux consignes de sécurité propres à l'établissement ; tenir à jour le registre de sécurité sur la formation du personnel (articles MS 47 et MS 51)</p> |

**Observation :** le groupe de visite a constaté des éléments verriers non pare flammes entre les salles de classe et les circulations. Il est demandé de prendre cette remarque en considération lors de prochains travaux et/ou aménagement (article CO 24).



**PRESCRIPTIONS NOUVELLES - suite**

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|    | <p><b><u>Bâtiment A :</u></b></p> <p><b><u>CONSTATATION N°1</u></b></p> <p>Le groupe de visite émet des doutes quant à l'isolement entre l'école primaire et le collège. Plusieurs éléments ont été observés, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ une porte coupe-feu en va et vient au 1<sup>er</sup> étage très éprouvée par le temps séparant les deux établissements ;</li> <li>▪ le deuxième étage est en communication entre les deux établissements (salle de musique du collège dans les locaux de l'école primaire) ;</li> <li>▪ deux alarmes côte à côte au 2<sup>ème</sup> étage pour les deux établissements.</li> </ul> |
| 10 | Faire réaliser, par un organisme agréé, un diagnostic de sécurité afin de donner un avis sur la conformité de l'isolement entre les deux établissements. Fournir à la sous-commission départementale de sécurité, par l'intermédiaire de la mairie ce rapport (articles R123.48 du CCH et GE 6).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 11 | Faire en sorte, qu'en présence du public, toutes les portes puissent s'ouvrir de l'intérieur par simple poussée ou par une manœuvre facile d'un seul dispositif par vantail (bec de canne, crémone etc...) - (article CO 45).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 12 | Equiper la porte du local ménage sous l'escalier du rez-de-chaussée d'un ferme porte ainsi que la porte d'accès au logement de fonction du 1 <sup>er</sup> étage (articles CO 28 et 29).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| 13 | Régler l'affleurement de la porte donnant sur la cage d'escalier du 1 <sup>er</sup> étage (article R16).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|    | <p><b><u>Bâtiment B' :</u></b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 14 | Remettre en état la ligne directe de l'EAS dans la salle de repos au 1 <sup>er</sup> étage (article CO 59).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 15 | Remettre en état la crémone de la porte d'entrée au rez-de-chaussée (article CO 45).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 16 | Mettre à jour le plan d'intervention, celui-ci doit faire apparaître la salle polyvalente du 1 <sup>er</sup> étage (article MS 41).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 17 | Accrocher l'extincteur de l'entrée sur un élément fixe, avec une signalisation durable, sans placer la poignée de portage à plus de 1,20 mètre du sol (article MS 39).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|    | <p><b><u>Bâtiment B :</u></b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 18 | Equiper la porte du grenier d'un ferme porte (article CO 28).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

PRESCRIPTIONS NOUVELLES - suite

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                  | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>CONSTATATION N° 2</u>                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Le groupe de visite a pris connaissance du changement des chaudières du bâtiment sans avis préalable de la sous-commission de sécurité. Ces travaux laissent apparaître une absence d'isolement conforme de la chaufferie et du sous-soi vers les vides sanitaires. |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 19                                                                                                                                                                                                                                                                  | Déposer rapidement un dossier de régularisation conforme à l'article R 123-22 et fournir à la sous-commission départementale de sécurité, via la mairie, les Rapports de Vérifications Réglementaires Après Travaux des installations de chauffage citées ci-dessus (article R 123-44 du CCH).                                     |
| <u>Bâtiment C et C :</u>                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 20                                                                                                                                                                                                                                                                  | Faire en sorte, qu'en présence du public, toutes les portes puissent s'ouvrir de l'intérieur par simple poussée ou par une manœuvre facile d'un seul dispositif par vantail (bec de canne, crémone etc...). Les dégagements des salles de cours donnant directement sur l'extérieur sont actuellement verrouillés (article CO 45). |
| 21                                                                                                                                                                                                                                                                  | Désencombrer, afin de réduire le potentiel calorifique et de permettre une évacuation rapide et sûre, le passage du deuxième dégagement de la salle d'art plastique. A défaut, créer dans ce volume un local de stockage conforme à l'article CO 28 (articles CO 35 et 37).                                                        |

Observation

Le groupe de visite a procédé à un essai d'alarme :

- o Audibilité : OK.
- o Flash : OK.
- o Asservissement des portes : OK sauf affleurement d'une porte (prescription n° 13).

19-17-19

**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite**

**COLLEGE CHATEAUDUN - BATIMENTS A - B/B' - C/C' - BELFORT - E-010-00071-000 - 359**

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable**.



Ce document comprend 11 pages

**Date de la Sous-Commission : le 22/11/2018**

Signature du Président de séance : le (la) Président(e),

Gilles GODFRAY

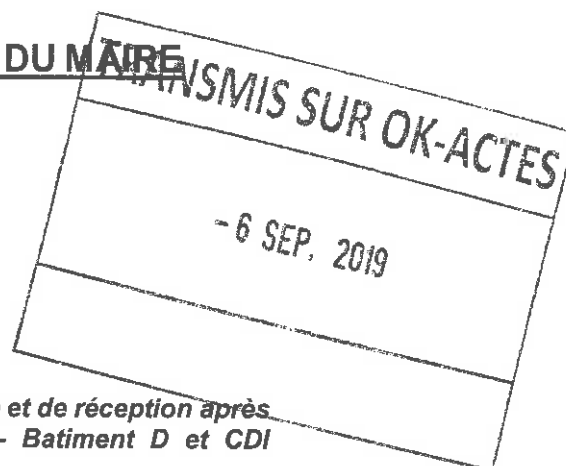
Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours



Direction : urbanisme  
 Initiales : MH/PB  
 Code matière : 6.1

## ARRETE DU MAIRE



**Objet : visite sur demande du Maire et de réception après travaux – avis favorable – Batiment D et CDI Collège Châteaudun rue Châteaudun - Belfort**

### **Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 et L.123- 2 ainsi que R.123- 1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public,

l'arrêté du 19 juin 1990 relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge.

Vu l'arrêté du 22 juin 1990 portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements de 5<sup>e</sup> catégorie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014143-007 du 23 mai 2014, portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,

Vu l'autorisation de travaux n°090 010 16 Z0079 délivrée tacitement le 7 octobre 2016 relative à l'aménagement d'Alimentation Électrique de Sécurité (AES),

Vu l'autorisation de travaux n°090 010 16 Z0122 délivrée le 9 novembre 2016 relative au remplacement du Système de Sécurité Incendie (SSI),

Vu la réponse de la commission communale d'accessibilité en date du 27 juin 2016 précisant que ladite commission ne rendra pas d'avis sur l'autorisation de travaux n°090 010 16 Z00079, avis transmis à Monsieur Bouquet, Président du Conseil Départemental du Territoire de Belfort,

Vu la réponse de la commission communale d'accessibilité en date du 1<sup>er</sup> septembre 2016 précisant que ladite commission ne rendra pas d'avis sur l'autorisation de travaux n°090 010 16 Z00122, avis transmis à Monsieur Bouquet, Président du Conseil Départemental du Territoire de Belfort,

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 22 novembre 2018, suite à la visite sur demande du Maire et de réception après travaux en date du 6 novembre 2018, procès-verbal transmis en recommandé avec accusé réception

**Objet : visite sur demande du Maire et de réception après travaux – avis favorable – Batiment D et CDI Collège Châteaudun**

à Monsieur Bouquet, Président du Conseil Départemental du Territoire de Belfort, place de la Révolution Française à Belfort,

Considérant l'absence de prescriptions de la commission d'accessibilité lors de l'examen de l'AT n°090 010 16 Z0079 et de l'AT n°090 010 16 Z00122,

Considérant l'AVIS FAVORABLE à l'ouverture au public des locaux concernés par les travaux du collège Châteaudun, suite à la visite sur demande du Maire et de réception après travaux, avis émis le 22 novembre 2018 par la sous-commission de sécurité, avis motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Établissements Recevant du Public,

Considérant que l'avis de la sous-commission départementale de sécurité du 22 novembre 2018 est assorti de prescriptions,

Considérant qu'il y a lieu de respecter ces prescriptions afin d'obtenir un niveau de sécurité optimal et ainsi garantir au mieux la sécurité du public accueilli,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** l'ouverture des locaux concernés par les travaux accordés par l'AT n°090 010 16 Z0079 délivrée tacitement le 7 octobre 2016 et l'AT n°090 010 16 Z0122 délivrée le 9 novembre 2016, est autorisée.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Bouquet, Président du Conseil Départemental du Territoire de Belfort, est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées par la sous-commission de sécurité dans son procès-verbal du 22 novembre 2018, (annexé au présent arrêté), dans un délai de **1 mois maximum** à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Le collège Châteaudun est composé de cinq bâtiments :

- les bâtiments 1 ~ 2 et 3 « A, B, B', C et C' », non isolés entre eux, sont de **type R de 3° catégorie** pour un effectif total déclaré de **445 personnes**,
- le bâtiment 4 « D » est de **type R de 5° catégorie** pour un effectif total déclaré de **177 personnes**,
- le bâtiment 5 « annexe atelier » est non accessible aux élèves.

**ARTICLE 4 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 5 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 6 :** Une ampliation du présent arrêté est à insérer dans le registre de sécurité dont la tenue est obligatoire.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 8 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et dont copie sera transmise à :

la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,

M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort.

Belfort, le

**- 6 SEP. 2019**

Par délégation

L'Adjoint au Maire

Jean-Marie HERZOG



TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 6 SEP. 2019

**Objet : visite sur demande du Maire et de réception après travaux – avis favorable – Batiment D et CDI Collège Châteaudun**

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Date de la commission : 22/11/2018

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITEDOSSIER N° : E-010-00071-000  
359

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE

Affaire suivie par : Capitaine VASSEUR Olivier

**PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN  
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC****ETABLISSEMENT**

Nom ou raison sociale : COLLEGE CHATEAUDUN - BATIMENTS A - B/B' - C/C'

Activité : Enseignement

Type : R

Catégorie : 3

Adresse (n°, rue, commune) : rue de Châteaudun - 90000 BELFORT

N° de dossier : AT.090.010.16.Z0079 et AT.090.010.16.Z0122  
(remplacement du SSI et aménagement d'EAS)

Motif de la visite : visite de réception après travaux

Rapport de visite du 06/11/2018

**COMPOSITION DE LA COMMISSION**Président de la Commission de Sécurité :

M. GODFROY Adjoint à Mme la Cheffe du SIDPC, représentant la Préfète du Territoire de Belfort

Membres présents (Nom et titre) :

M. HERZOG représentant le Maire de BELFORT

M. FERRER représentant le Directeur Départemental des Territoires

M. HERBELIN SIDPC

M. ROTHENFLUG représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

**Rapporteur**Autres personnes présentes :

Mme DEROUSSEAUX-LEBERT

Direction du service urbanisme – Ville de Belfort

M. GAMBA

SDIS 90

Mme SIMON

SDIS 90

**DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT**  
(nombre de bâtiments, niveaux, superficie)

Le collège est composé de cinq bâtiments.

Le bâtiment A du collège Châteaudun est accolé à l'école élémentaire. Les deux établissements sont isolés au sens de la réglementation par des portes coupe-feu situées dans les circulations (cf. PV de visite de l'école primaire du 3 mars 1997 et du PV. de visite du 2 avril 2002).

La salle de musique et la salle de langues situées au 2<sup>ème</sup> étage de l'école élémentaire sont occupées uniquement par les élèves du collège.

L'ensemble (sauf bâtiment D et atelier) dispose d'un SSI B avec un équipement d'alarme de type 2a sans temporisation.

Bien qu'un ascenseur desserve le 2<sup>ème</sup> étage du bâtiment A, l'accès aux PMR n'est pas prévu à ce niveau (absence d'EAS).

**Ensemble de trois bâtiments non isolés entre eux**

**01 Bâtiment A**

- sous-sol une chaufferie gaz (accès par le préau) comprenant les chaudières du collège et de l'école primaire
- rez-de-chaussée 2 salles de cours, administration (SSI)
- 1<sup>er</sup> étage 4 salles de cours
- 2<sup>ème</sup> étage (accès par école primaire) salle de musique dans bâtiment école primaire, 3 salles de cours coté collège

**02 Bâtiment B**

- sous-sol chaufferie gaz
- rez-de-chaussée 4 salles de sciences et 1 laboratoire central
- 1<sup>er</sup> étage 1 salle informatique, 1 salle personnel grenier (matériel + livres)

**Bâtiment B'**

- rez-de-chaussée salle des professeurs, salle ordinateurs, salle de réception/parents, foyer élèves, infirmerie, bureau COP
- 1<sup>er</sup> étage salle de détente professeurs, salle polyvalente de 120 m<sup>2</sup>

**03 Bâtiments C et C'**

- rez-de-chaussée salles de cours, une salle labo

**Deux autres bâtiments isolés entre eux**

**04 Bâtiment D : CDI / Technologie**

- rez-de-chaussée plateau de technologie, une salle multi média
- 1<sup>er</sup> étage salle de classe, CDI, salle audio vidéo

**05 Bâtiment Annexe atelier : non accessible aux élèves**

- rez-de-chaussée atelier OP et stockage divers

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT**Etablissement relevant de personnes de droit public**

- **Bâtiments 1 – 2 – 3** « A - B B' - C C' »

*Effectif selon la déclaration du chef d'établissement le 06/11/2018*

|                                |                             |
|--------------------------------|-----------------------------|
| Effectif théorique du public : | 395 élèves                  |
| Effectif du personnel :        | 50 personnes                |
| <b>Effectif total :</b>        | <b><u>445 personnes</u></b> |

→ Etablissement de type R de 3<sup>ème</sup> catégorie

- **Bâtiment 4** « D »

*Effectif selon la déclaration du chef d'établissement le 06/11/2018*

1<sup>er</sup> étage :

|                     |    |           |
|---------------------|----|-----------|
| - salle de classe   | 30 | élèves    |
| - CDI               | 35 | élèves    |
| - salle audio vidéo | 12 | élèves    |
| - personnel         | 5  | personnes |

|                    |                     |
|--------------------|---------------------|
| <b>Total étage</b> | <b>82 personnes</b> |
|--------------------|---------------------|

Rez-de-chaussée :

|                                         |              |
|-----------------------------------------|--------------|
| - espaces polyvalents 01-02-03 (3 x 30) | 90 personnes |
| - personnel                             | 05 personnes |

|                              |                     |
|------------------------------|---------------------|
| <b>total rez-de-chaussée</b> | <b>95 personnes</b> |
|------------------------------|---------------------|

|                              |                             |
|------------------------------|-----------------------------|
| <b><u>Effectif total</u></b> | <b><u>177 personnes</u></b> |
|------------------------------|-----------------------------|

→ Etablissement de type R de 5<sup>ème</sup> catégorie

- **Bâtiment 5** « Annexe atelier » - **non accessible aux élèves**  
*Rez-de-chaussée : atelier et stockage divers*



## TEXTES DE REFERENCE

- **Code de la Construction et de l'Habitation** : Articles L 123.1 et L 123.2 - Articles R 123.1 à R 123.55 - Articles R 152.4 et R 152.5 ;
- **Arrêté du 25 juin 1980** (modifié) portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- **Arrêté du 4 juin 1982** (modifié) portant approbation de dispositions, complétant et modifiant le règlement de sécurité, relatives aux établissements d'enseignement et colonies de vacances sans hébergement (**type R**) ;
- **Arrêté du 23 Juin 1978** relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- **Arrêté du 19 juin 1990** relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements concourant au service public de l'éducation et dont les collectivités locales ont la charge.

**PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES A EXECUTER  
SELON L'AVIS DE LA COMMISSION**

**I) CONTROLES EFFECTUES sur les bâtiments A – B – B' – C et C'**

- (création des EAS ou solutions équivalentes)

| DESIGNATIONS                                                                                                  | OBSERVATIONS                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Rapport de Vérifications<br/>Réglementaires Après Travaux</b><br><i>Mission SEI</i><br>AT.090.010.16.Z0079 | Etabli par BUREAU ALPES CONTROLE du 08/02/2017<br>Rapport n° 922C1602/1<br>(pas d'observation) |

**CONTROLES EFFECTUES**

- (remplacement du SSI)

| DESIGNATIONS                                                                                                  | OBSERVATIONS                                                                                              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Rapport de Vérifications<br/>Réglementaires Après Travaux</b><br><i>Mission SEI</i><br>AT.090.010.16.Z0122 | Etabli par BUREAU ALPES CONTROLE du 22/05/2017<br>Rapport n° 900C1617/1<br>(5 observations dont 3 levées) |

## II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES

| N°                                                                                                                                                                                                                                                                        | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01                                                                                                                                                                                                                                                                        | Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 02                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Effectuer les vérifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Systèmes de protection contre la foudre</u> : les vérifications des paratonnerres doivent être conformes aux dispositions de leur norme (article EL 19).</li> </ul> </li> <li>- <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques.</li> <li>• Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15).</li> </ul> </li> <li>- <u>Installation de gaz</u> : tous les ans par un organisme agréé ou technicien compétent et dans les conditions indiquées par les notices accompagnant les appareils (articles GZ 29 et GZ 30).</li> <li>- <u>Installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58).</li> <li>- <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10).<br/>Lorsque existent une installation de désenfumage mécanique et un système de sécurité incendie de catégorie A ou B, les vérifications sont effectuées <b>tous les trois ans</b> par un organisme agréé (article DF 10).</li> <li>- <u>Ascenseur – escaliers mécaniques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 5 ans obligatoirement par un organisme agréé (article AS 9).</li> <li>- <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68).</li> <li>• Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent.</li> <li>- tous les <b>3 ans OBLIGATOIREMENT</b> par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS 73).</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> |
| <p><b>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 03                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise à la Sous-commission Départementale de Sécurité afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.<br/>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 04                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 05                                                                                                                                                                                                                                                                        | Tous les dégagements doivent être déverrouillés en présence des élèves (articles CO 35 et CO 45).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

II) PRESCRIPTIONS PERMANENTES (suite)

| N° | DESIGNATION                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 06 | <p>11/18 - Il est rappelé à la directrice de préciser aux occupants de la salle de musique du 2<sup>ème</sup> étage (dans la partie maternelle / primaire) leur obligation de participer à l'exercice d'évacuation lorsque celui-ci est activé soit par le collège soit par la maternelle / primaire.<br/>Cet exercice ayant pour objectif d'entraîner les élèves et les instituteurs sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).</p> |

III) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès verbal d'étude du : 09/08/2016 (aménagement des EAS)

Prescriptions réalisées : Toutes

Prescription non maintenue : /

Prescription maintenue : /

IV) PRESCRIPTIONS ANCIENNES :

Procès verbal d'étude du : 11/10/2016 (remplacement du SSI)

Prescriptions réalisées : Toutes

Prescription non maintenue : /

Prescription maintenue : /

V) PRESCRIPTIONS NOUVELLES

Les prescriptions imposées ont été motivées par référence explicite aux articles de Code de la Construction et de l'Habitation ou du règlement de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions du permis de construire

| N° | DESIGNATION                                                                                  |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| 07 | Renforcer la signalétique d'évacuation PMR du bâtiment A vers la passerelle (article CO 59). |

**PRESCRIPTIONS PROPOSEES A L'AUTORITE DE POLICE**

Les prescriptions sont proposées à l'autorité de police. Elles sont motivées par référence explicite aux articles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité. Il appartient à l'exploitant d'y satisfaire au plus tôt.

**AVIS DE LA COMMISSION après compte-rendu du rapporteur du groupe de visite**

**COLLEGE CHATEAUDUN - BATIMENTS A - B/B' - C/C' - visite de réception de travaux - BELFORT - E-010-00071-000 - 359**

La Sous-Commission Départementale de Sécurité émet un **Avis Favorable**.



Ce document comprend 08 pages

**Date de la Sous-Commission : le 22/11/2018**

Signature du Président de séance : le (la) Président(e),

Gilles GODFREY

Destinataires du procès-verbal de la Commission :

- Le Président de la CCDSA
- Le Maire
- Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours



## ARRETE DU MAIRE

Direction : Urbanisme  
Initiales : JMH / CW  
Code matière : 8-3

**Objet : Arrêté de voirie portant alignement – 15 rue de la Fraternité - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le code de la voirie routière,

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

**Vu** le règlement général de voirie du 22 mars 2012 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,

**Vu** l'arrêté n° 130234 du 20 février 2013 relatif à la gestion des ouvrages en bordure du Domaine Public communal,

**Vu** le courrier en date du 10 août 2019 par lequel maître Marie-Odile Welfele-Pichelin, notaire à Delle (90), a demandé l'alignement au droit de la propriété cadastrée section BV, numéro 248, sise 15 rue de la Fraternité,

**Considérant** l'état des lieux en date du 3 septembre 2019.

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'alignement au droit de la propriété cadastrée section BV, numéro 248 est défini par le nu extérieur du muret de clôture et des piliers et la ligne les prolongeant au droit du portail.

**ARTICLE 2 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai de un an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 6 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Belfort, le - 6 SEP. 2019

Par déléation,  
L'Adjoint au Maire



Jean-Marie HERZOG



Date affichage

le 11 SEP. 2019

**ARRETE DU MAIRE**

Direction : Urbanisme  
Initiales : JMH / CW  
Code matière : 8-3

**Objet : Arrêté de voirie portant alignement – 16 rue du 14 juillet - Belfort**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le code de la voirie routière,

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

**Vu** le règlement général de voirie du 22 mars 2012 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,

**Vu** l'arrêté n° 130234 du 20 février 2013 relatif à la gestion des ouvrages en bordure du Domaine Public communal,

**Vu** le courrier en date du 28 août 2019 par lequel monsieur Jérémy Canal, géomètre à Belfort (90), a demandé l'alignement au droit de la propriété cadastrée section AH, numéro 580, sise 16 rue du 14 juillet,

**Considérant** l'état des lieux en date du 5 septembre 2019.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'alignement au droit de la propriété cadastrée section AH, numéro 580 est défini par (cf. plan parcellaire annexé) :

- entre les lettres A et B : la ligne passant par le nu extérieur des couvertines et son prolongement au droit du portail,
- entre les lettres B et C : la ligne passant par le nu extérieur des sousbassements des chainages d'angle ; la partie de la première marche, de la descente d'eau pluviales et du débord de toiture dépassant cette ligne empiètent sur le domaine public communal,
- entre les lettres C et D : le prolongement de la ligne passant par les lettres B-C.

**ARTICLE 2** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.



**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai de un an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 6 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Belfort, le 11 SEP. 2019

Par délégation,  
L'Adjoint au Maire


Jean-Marie HERZOG



# Alignement - 16 rue du 14 juillet



le 12 SEP. 2019

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 191748

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET** : RUE SOPHIE GERMAIN - Stationnement réservé Personnes à mobilité réduite

Le Maire de la Ville de Belfort,  
Date affichage

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

Vu le Code de la Route,

Vu la loi N°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu l'arrêté du 28 avril 2008, portant modification de l'arrêté du 31 juillet 2006, fixant le modèle de la carte de stationnement pour personnes handicapées

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

Vu le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

**Considérant** qu'il convient de faciliter le déplacement des personnes à mobilité réduite, en affectant un emplacement réservé pour le stationnement des véhicules des personnes entrant dans cette catégorie d'usagers,

**ARRETE**

**Article 1** : Seuls les véhicules munis de la carte européenne de stationnement PMR sont autorisés à stationner, RUE SOPHIE GERMAIN, sur la place matérialisée

**Article 2** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3** : M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

Belfort, le 12 SEP. 2019

Par délégation,  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Patrick FORESTIER



|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 191785

Date affichag

le 19 SEP. 2019

**OBJET** : RUE JEAN DE LA FONTAINE - Stationnement réservé Personnes à mobilité réduite

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** la loi N°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

**Vu** l'arrêté du 28 avril 2008, portant modification de l'arrêté du 31 juillet 2006, fixant le modèle de la carte de stationnement pour personnes handicapées

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

**Vu** le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté municipal N° 12800 du 29 Janvier 1970,

**Considérant** qu'il convient de faciliter le déplacement des personnes à mobilité réduite, en affectant un emplacement réservé pour le stationnement des véhicules des personnes entrant dans cette catégorie d'usagers,

**ARRETE**

**Article 1** : Seuls les véhicules munis de la carte européenne de stationnement PMR sont autorisés à stationner RUE JEAN DE LA FONTAINE, devant le n° 30bis, sur la place matérialisée

**Article 2** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3** : M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.



Belfort, le

19 SEP. 2019

Par délégation,  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Patrick FORESTIER

|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE le 19 SEP. 2019

N° 191799

Liberté – Égalité – Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

TDS

Code matière 6.1

**OBJET** : Mainlevée de Péril 10 rue Descartes, à BELFORT

Le Maire de la Ville de BELFORT,

VU

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L.511-1 et suivants,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles R.511-1, et suivants,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2131-1,

Vu l'arrêté de péril imminent en date du 22 décembre 2016 ;

Vu le rapport de Madame DE STEFANO Tania, Ingénieur Principal de la commune de Belfort et homme de l'art, en date du 5 septembre 2019, constatant la réalisation de travaux mettant fin à tout péril sur le bâtiment ayant fait l'objet de l'arrêté de péril imminent susvisé,

## ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Sur la base du rapport établi par Madame DE STEFANO Tania, il est pris acte de la réalisation des travaux suivants :

- L'ensemble de la propriété a été clôturé par du grillage type HERAS d'une hauteur de 2 mètres.
- Tous les éléments menaçants ont été démolis, évacués, subsistent uniquement les fondations et le sous-sol en parpaing de l'ancienne construction

La réalisation de l'ensemble de ces mesures a conjuré l'imminence du danger et a mis fin durablement au péril constaté dans l'arrêté du 22 décembre 2016 . En conséquence, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté prescrivant la démolition du pavillon en ossature bois menaçant ruine, sis à Belfort, 10 rue Descartes, cadastré BO 202, appartenant à Monsieur ERASLAN Muhsin.

**ARTICLE 2.**Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et ayants droit de l'immeuble, à savoir Monsieur ERASLAN Muhsin, 12 rue André Chenier – 90000 BELFORT.  
Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné ainsi qu'à la mairie de Belfort.

|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Égalité – Fraternité

N° 191799

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### ARTICLE 3.

Le présent arrêté est transmis au préfet du département du Territoire de Belfort.

### ARTICLE 4.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans le délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### ARTICLE 5.

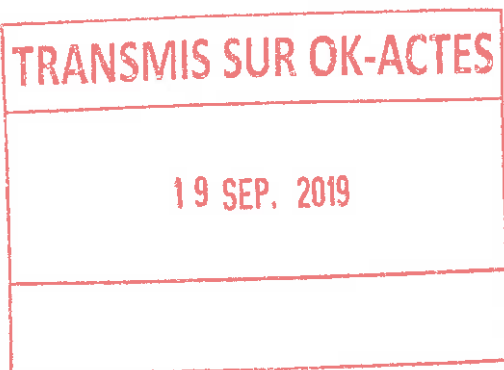
Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Belfort, le 19 septembre 2019

Le Maire,



Damien MESLOT





Direction des Affaires Générales  
Initiales : IH  
Code matière : 5.5

## ARRETE DU MAIRE SUR OK-ACTES

23 SEP. 2019

**Objet** : Absence de M. Mustapha LOUNES, 3<sup>ème</sup> Adjoint au Maire - Délégation de signature donnée à Mme Claude JOLY, Conseillère Municipale Déléguée.

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les Articles L 2122-18 et L 2122-30,

Vu la délibération n° 14-17 du 4 avril 2014 portant élection des Adjoints au Maire,

Vu la délibération n° 18-34 du 14 février 2018 portant le nombre d'Adjoints à douze,

Vu l'arrêté municipal n° 18-1677 du 27 septembre 2018 portant délégation de fonctions à M. Mustapha LOUNES,

Considérant que M. Mustapha LOUNES, 3<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, sera absent du 14 au 31 octobre 2019 inclus,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée pendant cette période à Mme Claude JOLY, Conseillère Municipale Déléguée, sous notre responsabilité et notre surveillance, pour le règlement des affaires relevant du secteur : **économie solidaire, MIFE, école de la deuxième chance, CFA.**

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 3** : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié aux intéressés, publié par affichage, et dont copie sera transmise à Mme la Préfète.

23 SEP. 2019

Belfort, le

Le Maire,

  
Damien MESLO



**Objet** : Absence de M. Mustapha LOUNES, 3<sup>ème</sup> Adjoint au Maire - Délégation de signature donnée à Mme Claude JOLY, Conseillère Municipale Déléguée

**ARRETE DU MAIRE****TRANSMIS SUR OK-ACTES**

23 SEP. 2019

Gestion du Domaine Public  
LR/AB/2019/1676  
Code matière : 6.1

**Objet : Taxis – Délivrance de l'autorisation de stationnement n° 5 à la société TAXI GS, représentée par Monsieur Taner ERKAL**

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2213-3 alinéa 2,
- Le Code la Route,
- Le Code des Transports et notamment les articles L.3121-2 à L.3121-8 et R.3121-4 à R.3121-7,
- Le décret n° 2017-236 du 24 février 2017 portant création de l'Observatoire national des transports publics particuliers de personnes, du Comité national des transports publics particuliers de personnes et des commissions locales des transports publics particuliers de personnes,
- L'arrêté préfectoral n° 84-165 du 17 janvier 1984 portant réglementation de l'industrie du taxi,
- L'arrêté municipal n° 15-883 du 13 décembre 1977 fixant le nombre de places autorisées à stationner et à charger les voyageurs sur le territoire de la commune de BELFORT modifié par l'arrêté n° 031171 du 22 juillet 2003,
- L'arrêté municipal n° 181382 du 9 août 2018 portant sur l'autorisation de stationnement n° 5 délivrée par le Maire de BELFORT à la société TAXI ET TRANSPORTS JULIE VERNIER représentée par Madame Julie VERNIER lui permettant de stationner, en qualité de chauffeur de taxi, sur les aires de taxis ouvertes à Belfort,
- La prononciation de la liquidation judiciaire de la société TAXI ET TRANSPORTS JULIE VERNIER par jugement du Tribunal de Commerce de Belfort le 7 mai 2019,

**Objet : Taxis – Délivrance de l'autorisation de stationnement n° 5 à la société TAXI GS, représentée par Monsieur Taner ERKAL**



- L'ordonnance 2019/2878 en date du 12 juin 2019 du Tribunal de Commerce de Belfort prescrivant la vente de gré à gré des deux autorisations de stationnement de la société TAXI ET TRANSPORTS JULIE VERNIER (n° 1 de la Ville de Bourogne et n° 5 de la Ville de Belfort), moyennant le prix global de 101.000 €,
- La demande de Monsieur Sylvain DAVAL, mandataire judiciaire associé de la SCP GUYON-DAVAL, agissant en qualité de liquidateur de la liquidation judiciaire de la SAS TAXI ET TRANSPORTS JULIE VERNIER, faisant suite au paiement du prix convenu par la société TAXI GS, représentée par Monsieur Taner ERKAL.

Considérant

- que conformément à l'article L.3121-3 du Code des Transports, la faculté de présenter un successeur est reconnue au mandataire liquidateur,
- que Monsieur Taner ERKAL est titulaire de la carte professionnelle de conducteur de taxi délivrée par les services préfectoraux.

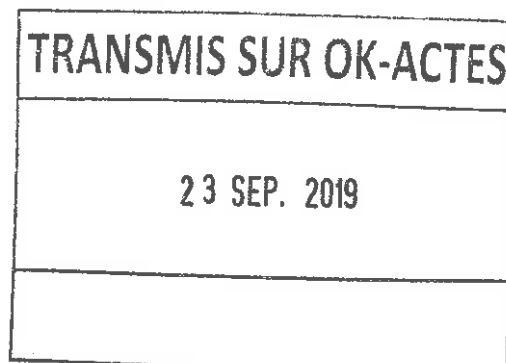
**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La société TAXI GS, représentée par Monsieur Taner ERKAL, domiciliée 11 Allée des Marronniers à GRAND CHARMONT (25200), est, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, titulaire de l'autorisation de stationnement n° 5 à BELFORT pour le véhicule MERCEDES BENZ Classe E immatriculé FF-679-NQ.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois de sa publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TAXI GS, et dont copie sera transmise à Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et à Madame la Préfète.

Belfort, le **23 SEP. 2019**



Par délégation,  
L'Adjoint au Maire



Gérard PIQUEPALLE

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N°

191831

Date affichage

le 25 SEP. 2019

**OBJET** : RUE DE SOFIA- Stationnement réservé Personnes à mobilité réduite

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** la loi N°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

**Vu** l'arrêté du 28 avril 2008, portant modification de l'arrêté du 31 juillet 2006, fixant le modèle de la carte de stationnement pour personnes handicapées

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

**Vu** le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,

**Considérant** qu'il convient de faciliter le déplacement des personnes à mobilité réduite, en affectant un emplacement réservé pour le stationnement des véhicules des personnes entrant dans cette catégorie d'usagers,

### ARRETE

**Article 1** : Seuls les véhicules munis de la carte européenne de stationnement PMR sont autorisés à stationner, RUE DE SOFIA, face au n° 7, sur la place matérialisée

**Article 2** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3** : M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

Belfort, le

25 SEP. 2019

Par délégation,  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Patrick FORESTIER



|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 191832  
Date affichage

ARRÊTÉ DU MAIRE

le 25 SEP. 2019

**OBJET** : RUE DE STRASBOURG - Stationnement réservé Personnes à mobilité réduite

**Le Maire de la Ville de Belfort,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-3,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** la loi N°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

**Vu** l'arrêté du 28 avril 2008, portant modification de l'arrêté du 31 juillet 2006, fixant le modèle de la carte de stationnement pour personnes handicapées

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

**Vu** le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,

**Considérant** qu'il convient de faciliter le déplacement des personnes à mobilité réduite, en affectant un emplacement réservé pour le stationnement des véhicules des personnes entrant dans cette catégorie d'usagers,

**ARRETE**

**Article 1** : Seuls les véhicules munis de la carte européenne de stationnement PMR sont autorisés à stationner, RUE DE STRASBOURG, à hauteur du n° 3, sur la place matérialisée

**Article 2** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3** : M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

Belfort, le

25 SEP. 2019



Par délégation,  
le Conseiller Municipal Délégué  
signé : Patrick FORESTIER

|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 191834

**TRANSMISE SUR OK LACTES** R E  
 25 SEP. 2019

Date affichage  
 le 25 SEP. 2019

TDS  
 Code matière 6.1

**OBJET** : Mainlevée de Péril, 56 rue de la première Armée, à BELFORT.

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

**V U**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L.511-1 et suivants,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles R.511-1, et suivants,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2131-1,

Vu l'arrêté de péril ordinaire portant interdiction d'habiter et d'utiliser les locaux de façon temporaire, au 56 rue de la première Armée, à Belfort, en date du 16 juillet 2018,

Vu le rapport de Madame DE STEFANO Tania, Ingénieur Principal de la commune de Belfort et homme de l'art, en date du 12 septembre 2019, constatant la réalisation de travaux mettant fin à tout péril sur le bâtiment ayant fait l'objet de l'arrêté de péril ordinaire susvisé,

**ARRETONS**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

Sur la base du rapport établi par Madame DE STEFANO Tania, il est pris acte de la réalisation des travaux suivants :

- les travaux de plomberie permettant de faire cesser les fuites d'eau et attestant de l'arrêt des fuites d'eau, à l'origine du sinistre,
- la démolition et la réparation des planchers communs et de leur structure porteuse,
- la remise en état des supports dégradés, notamment des sols des appartements concernés,
- construction d'un nouveau balcon identique à celui de droite, à savoir structure porteuse métallique, plancher bois et garde-corps à barreaudage vertical (reprise de celui existant).

La réalisation de l'ensemble de ces mesures a conjuré le danger et a mis fin au péril constaté dans l'arrêté du 16 juillet 2018. En conséquence, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté prescrivant la réparation des divers planchers et structures porteuses de l'immeuble (planchers intérieur et balon), sis 56 rue de la première Armée, à Belfort, références cadastrales AB 132, géré par la Syndic BERSOT IMMOBILIER, 2 rue de Turenne à Valdoie.

|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

N° 19-1834

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### ARTICLE 2.

Le présent arrêté sera notifié aux propriétaires et ayants droit de l'immeuble concernés par le péril, à savoir, Monsieur NAGY Erno – 56 rue de la première Armée – 90000 BELFORT, Monsieur et Madame OTT Jean-Luc et Marie-Christelle – 19 rue d'Alsace – 90150 LACOLLONGE et Madame MOGNOL Syndic BERSOT IMMOBILIER, 2 rue de Turenne à Valdoie. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné ainsi qu'à la mairie de Belfort.

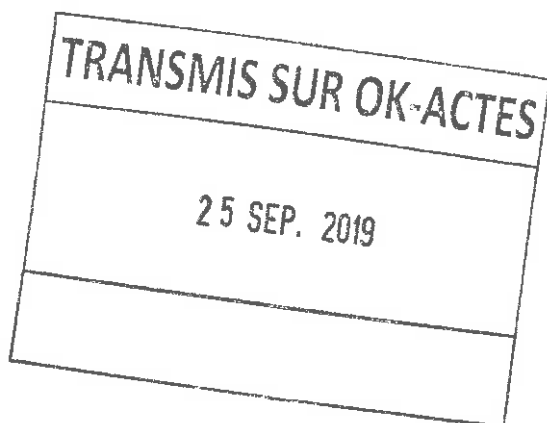
### ARTICLE 3.

Le présent arrêté sera transmis :

- à la Préfète du Territoire de Belfort
- au Procureur de la République
- à la Caisse d'Allocation Familiale
- au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement.

### ARTICLE 4.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon dans le délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.



Belfort, le 25 septembre 2019

Pour le Maire, l'adjoint délégué  
Jean-Marie HERZOG

